



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

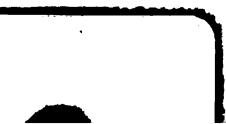
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

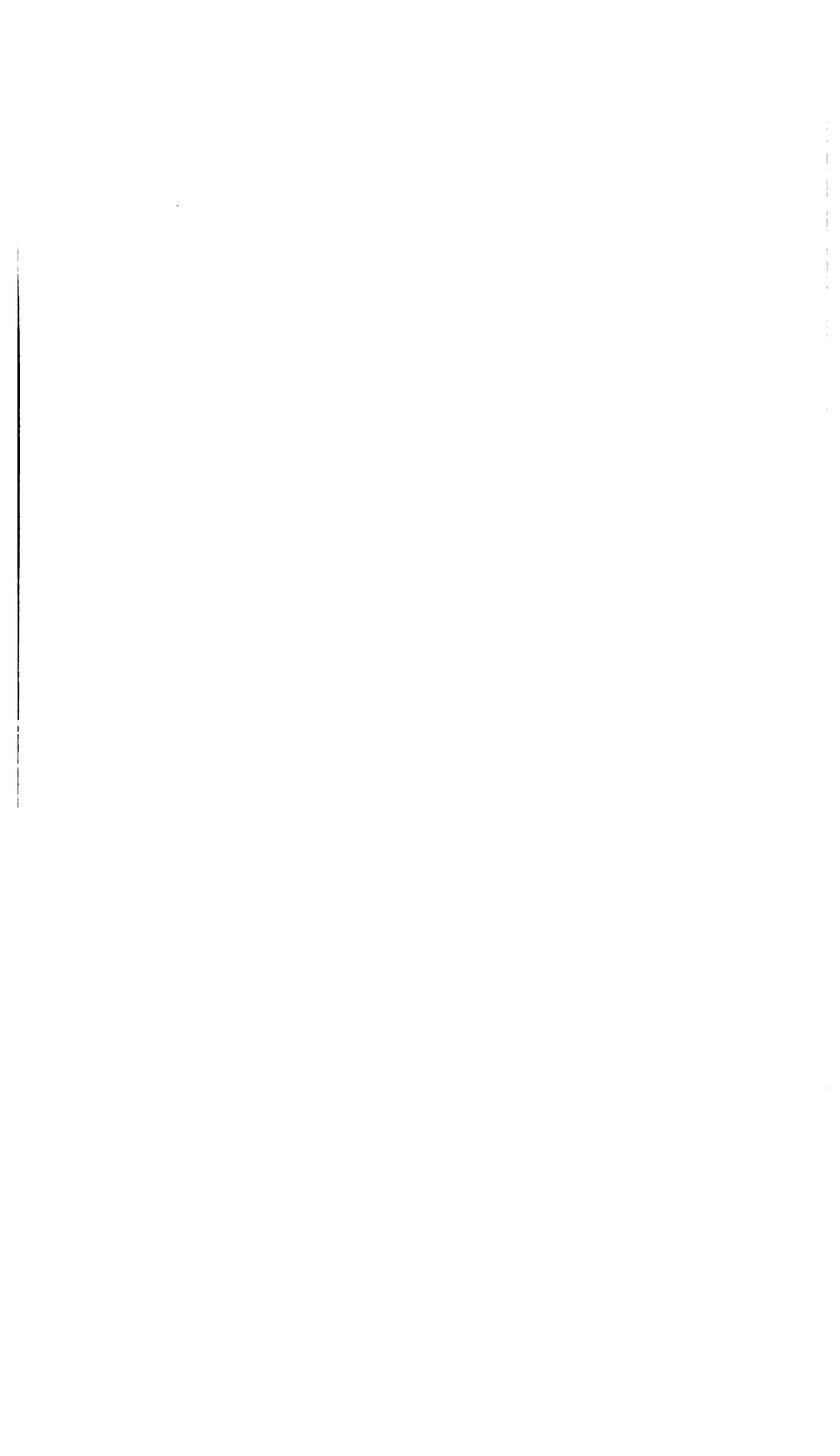
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

LIBRARY

JUL 23 1964

UNIVERSITY OF CALIFORNIA
BERKELEY

ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DU LIMOUSIN

SERIE XII. — 1^{re} LIVRAISON.



Buck-Black

12-14

1862-1864

(1864)

LIMOGES

PAULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ

Rue Montant-Manigne, 7

1862

SOMMAIRE

DES ARTICLES DU N° 1.

Saint-Martial de Limoges...
Émailleurs limousins...
Fouilles de la rue de la Courtine...
Nouvelles scientifiques...

Jours des séances de la Société pour 1847

Vendredi 28 février. — Vendredi 28 mars. — Vendredi 28 avril. — Vendredi 30 mai. — Vendredi 27 juin. — Vendredi 4^{or} août. — Vendredi 29 août. — Vendredi 26 septembre. — Vendredi 34 octobre. — Vendredi 28 novembre. — Vendredi 26 décembre.

Les communications, la correspondance, les bulletins des Sociétés savantes, etc., doivent être adressés au Secrétaire général à Limoges.

MM. les Membres voudront bien, huit jours à l'avance, faire connaître au Président des lectures qu'ils se proposeraient de faire à la Société.

Dans la séance du 25 mars 1847, le Conseil d'administration a décidé que tout membre de la Société qui voudra se retirer devra en donner avis au Conseil général avant le 3 décembre; faute de quoi, la cotisation sera due pendant l'année suivante.

Extrait du Règlement de la Société.

ART. 4. — La Société se compose :

- 1° D'un nombre illimité de MEMBRES TITULAIRES, résidant dans le département;
- 2° D'un nombre illimité de MEMBRES CORRESPONDANTS, résidant hors du département;
- 3° De MEMBRES HONORAIRES, dont le nombre ne pourra dépasser quinze.

ART. 5. — Nul ne sera admis au nombre des membres de la Société que sur la présentation écrite et signée par deux membres, avec mention, lorsqu'il s'agira de membres titulaires ou correspondants, que la demande en a été faite par le candidat.

ART. 7. — Chaque membre titulaire paie :

- 1° Un droit d'entrée de 10 fr., qui devra être acquitté au moment de la remise du diplôme;
 - 2° Une cotisation annuelle de 15 fr., due pour l'année entière, quelle que soit l'époque de l'année à laquelle il aura été reçu, mais qui peut être remplacée par une somme de 100 fr. une fois payée.
- Chaque membre correspondant paie, à titre de cotisation annuelle, le prix d'abonnement au Bulletin de la Société.

Les diplômes sont délivrés gratuitement aux membres correspondants ainsi qu'aux membres honoraires. Ces derniers ne sont soumis à aucune cotisation.

Le prix de l'abonnement est fixé à 6 fr. pour Limoges;
France, 7 fr. pour les départements.

Les Sociétés savantes de France qui font échange de publications avec la Société Archéologique du Limousin sont priées de nous adresser leurs envois par la poste : c'est le moyen le plus sûr de les faire parvenir à destination.

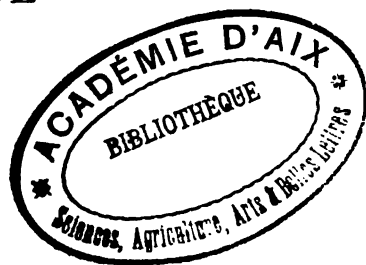
BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN



—
TOME XII
—

LIMOGES
CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ

Rue Montant-Manigne, 7

—
1862

DC 611
L 73156
v. 12-14

SAINT-MARTIAL DE LIMOGES.

Depuis le commencement de ce siècle (1807), la rue Saint-Martial et la rue du Clocher, qui lui fait suite, rappellent seules à l'étranger et à la génération nouvelle l'emplacement de l'église et de l'abbaye de Saint-Martial à Limoges.

L'église, construite par Louis le Débonnaire en 844, avait subi, à diverses époques, et notamment en 1449, des réparations considérables, qui l'avaient à peu près transformée. Voici, d'après Desmarests, inspecteur des manufactures à Limoges, les dimensions de cet édifice :

<i>Mesures prises sur la longueur.</i>	Pieds.	Pouces.
Porche du clocher.....	24	»
Du clocher au jubé, en 8 travées, y comprenant le jubé et le massif qui est après le porche.....	108	»
Depuis le jubé jusqu'au-delà de la croisée avant le sanctuaire.....	92	»
Profondeur du sanctuaire.....	22	»
Collatéral au-delà du sanctuaire.....	12	»
Chapelle au-delà du collatéral du rond-point.....	15	»
	273	»
<i>Largeur dans la croisée.</i>		
Longueur de la croisée à droite.....	44	6
Largeur du chœur.....	29	»
Longueur de la croisée à gauche.....	38	6
	112	»
<i>Largeur dans la nef.</i>		
Largeur des deux collatéraux.....	29	»
Largeur de la nef.....	25	6
	54	6

(*Éphémérides de la généralité de Limoges pour l'année 1765, p. 146.*)

Cette description est très-incomplète ; mais Legros a laissé les proportions exactes de cet édifice dans un plan géométrique de Limoges, plan inédit, dont M. Nivet-Fontaubert est propriétaire. Les archives de la préfecture conservent aussi, sur une plus grande échelle, un plan pareil de l'église et du monastère de Saint-Martial.

Il y avait à Saint-Martial trois églises, placées parallèlement et de dates différentes, que nous indiquerons plus tard. L'église principale se composait : 1° d'un clocher roman ; 2° d'une église gothique à onze travées avec transept et abside. Elle s'étendait de la petite place Saint-Martial actuelle jusqu'à peu près la rue Mirebœuf, sur le terrain qu'occupent aujourd'hui le théâtre, les cafés attenants et la rue Saint-Martial.

Le clocher avait cinq étages, dont les trois premiers formaient des carrés aux angles abattus, et les deux autres des octogones. Ce clocher, qui était roman, était surtout remarquable par la manière dont l'octogone s'adaptait au carré, car le troisième étage avait à chaque face un fronton sur la pointe duquel tombait l'angle ajouté pour former l'octogone. A la base du clocher, du côté de la rue des Taules, s'ouvraient trois portes en plein cintre : celle du milieu était la plus large et la plus élevée. Au-dessus d'elles, c'est-à-dire au premier étage, on voyait, dans des niches spacieuses, les statues de saint Martial au centre, de sainte Valérie à sa droite, et, à sa gauche, d'un personnage qu'on ne sait comment qualifier. Le troisième étage offrait, à chaque côté de l'octogone, des ouvertures geminées, séparées par des meneaux qui tombaient en lignes verticales parallèles. Le cinquième étage était sans ouvertures, et se trouvait surmonté d'une flèche basse en pierre, et aussi octogone.

Les tours octogonales sont rares dans l'architecture romane, et M. de Caumont pense que celles qu'on y voit ne datent que du XII^e siècle, époque où on décora et exhaussa de plusieurs étages les tours, qui étaient peu élevées au commencement du XI^e siècle. (*Abécédaire d'archéologie*, 1^{re} édition, p. 98.) Il nous paraît donc à peu près certain que les deux derniers étages du clocher de Saint-Martial et la pyramide de même forme qui le terminait sont dus à l'abbé Amblard, qui répara dans son monastère les désastres de l'incendie de 1122.

Vers 1757, le cinquième étage et son couronnement furent remplacés par une maçonnerie en dentelure, dans les huit côtés

de laquelle on plaça des statues, et que l'on termina par huit pierres taillées en fer de lance, et qui pouvaient représenter des fleurons sur un diadème. Du sol du clocher, d'où l'on descendait dans l'église par plusieurs degrés, on comptait, jusqu'à l'entrée du chœur, huit travées, qui formaient trois nefs. Le chœur commençait ainsi un peu avant le transept, au milieu duquel il se trouvait. Au bout du chœur était le sanctuaire, dans lequel on avait placé l'autel un peu en avant de la crypte de Saint-Martial, autel et crypte dont on faisait le tour aisément au moyen de l'abside, dans laquelle rayonnaient les cinq chapelles des Anges-Gardiens, de Jésus-Agonisant, de Sainte-Anne, de Notre-Dame-de-Bonne-Délivrance, puis des Bastides ou de Saint-Claude. Derrière la chapelle de Sainte-Anne, qui formait une ligne droite avec le maître-autel et le clocher, était adossée la chapelle de Notre-Dames-des-Arbres, dont l'entrée était extérieure. La grande sacristie était ajoutée au bras du transept, qui se trouvait à droite en entrant par le clocher. A gauche, et parallèlement à ce bras droit du transept, s'ouvrait la chapelle souterraine du sépulcre de Saint-Martial, au-dessus de laquelle on voyait, dans une chapelle qui tenait à l'église principale, le tombeau en marbre blanc élevé au XI^e siècle par l'architecte Amalfius. C'est de cette dernière chapelle que par deux degrés on descendait dans la deuxième église, l'église basse, partie aussi la plus ancienne de l'édifice, et dont l'extrémité orientale formait une saillie sur la place des Arbres, parce que, en se prolongeant vers le chevet de la grande église, elle ne s'y adaptait pas. (Cette église basse était Saint-Pierre-du-Sépulcre.)

Enfin, à gauche de l'église basse, se trouvait encore, en surajouté, en forme de rectangle, la troisième église : la chapelle de Saint-Benoît, d'où l'on sortait dans la cour des moines.

Les bâtiments de l'abbaye figuraient les trois côtés d'un rectangle dont l'église, depuis l'entrée du chœur jusqu'au clocher, aurait fait le quatrième. Ainsi l'aile qu'habitait l'abbé avait une entrée par la rue Pont-Hérisson, et s'unissait par un angle droit, à son extrémité septentrionale, au corps de logis, que venait rejoindre, encore à angle droit, une ligne de bâtiments partie de la chapelle d'où on entraît dans le sépulcre de Saint-Martial. Des cloîtres étaient pratiqués à l'intérieur, du côté de la cour, dans toute l'étendue des bâtiments, et les moines entraient dans l'église par la partie adjacente au sépulcre de Saint-

Martial, non loin duquel se trouvait aussi le tombeau dit de Tève-le-Duc, mais du côté de la cour et en dehors de l'église.

La rue de la Courtine a été dominée long-temps par une tour qu'on appelait *la tour de l'Abbé*, d'où peut-être on pourrait conclure que, à une époque reculée, l'abbaye se trouvait près de là. Peut-être aussi cette tour était-elle isolée.

Écrire l'histoire de l'abbaye de Saint-Martial de Limoges c'est sinon résumer, du moins rappeler les faits les plus brillants de notre ville pendant le moyen âge.

Sans doute par sa dignité l'évêque de Limoges était supérieur à l'abbé de Saint-Martial, et le juste hommage que la foi des peuples rendait au pontife prince de l'Église lui donnait beaucoup d'influence; mais le pouvoir temporel dont jouit quelque temps l'abbé de Saint-Martial l'armait d'une grande autorité, et le posait en rival, que dis-je? sous certains rapports, en suzerain de nos vicomtes, qui, quoique à regret, dûrent, rendre hommage aux abbés pendant plus de cinq siècles, c'est-à-dire jusqu'en 1374, époque où le roi de France se déclara, par lettres-patentes, seul seigneur de la ville et châtellenie de Limoges. On dit (Bonaventure, T. III, p. 346; — Geoffroy de Vigeois, *apud* Labbe, T. II, p. 333; — *Limousin historique*, T. I, p. 351) que, vers l'an 1044, l'abbé Étienne Geoffroy, homme violent et audacieux, que favorisait le duc Guillaume IV, se déclara seigneur du Château de Limoges, c'est-à-dire de la partie la plus considérable et la plus récente de la ville, qui, depuis long-temps, occupait le sommet du coteau au pied duquel nos ancêtres s'étaient jadis abrités sous la protection du proconsul romain.

Geoffroy invoquait une donation de la justice et de la seigneurie faite à son monastère par Louis le Débonnaire; mais, comme l'Église ne doit pas verser de sang, et que d'ailleurs il avait besoin d'un second, il concéda à son frère Guy, qui depuis se qualifia vicomte, la justice de la ville haute, avec le droit d'hommage sur les châteaux de Pierre-Buffière, Château-Chervix, Chambon-Sainte-Valérie et la vicairie de La Tour-Bernaud. Peu importe à mon sujet que le duc, revenu d'un voyage à Rome, ait confirmé les coutumes de la ville, et n'ait tenu compte des prétentions de Guy, qui néanmoins retint, et ses descendants après lui, le titre de vicomte.

Malgré les violences exercées contre le monastère de Saint-Martial par Aymer I^{er}, fils de Guy I^{er}, nous trouvons, après 1155

le vicomte Aymar IV recevant la justice de la ville à foi et hommage de la part de l'abbé, qui s'impose comme seigneur et vicomte aux consuls et aux habitants de Limoges. Plus tard, l'abbé Hugo reçoit pour la justice de la ville l'hommage de Guy III, dont la tyrannie a laissé parmi nos marchands un souvenir exécré, et il donne à Guy de Brucia le droit de battre monnaie. En 1245, un compromis entre l'abbé et les moines de Saint-Martial d'une part, le vicomte Guy IV et ses viguiers de l'autre, nous apprend que l'abbé et le couvent avaient droit rigoureux de domaine et de juridiction temporelle sur la prévôté des Combes, dont une extrémité atteignait certaine maison dans la rue de Beauvoir ou du Belvédér, et dont le faubourg Montmailler faisait partie. L'Eschausserie entraît aussi dans leur domaine comme le faubourg du Pont-Saint-Martial, les villages du Petit-Limoges, de La Bregère, de Montjauvis, de Cognac et les hameaux circonvoisins.

L'abbé avait aussi la lède ou péage de tout le vin qu'on portait à Limoges, et qu'on vendait dans les tavernes ou dans les carrefours, soit dans la rue des Combes, soit dans le vieux Château : par transaction, il n'en garda qu'un tiers.

Toutefois les prévôts, viguiers et baillis du vicomte devaient juger toutes causes criminelles qu'on pouvait punir par le gibet, la mort ou la mutilation chaquefois que ces causes leur étaient dévolues; ils jugeaient encore dans le cas où la cause devait se terminer par un duel, le jugement de l'eau bouillante, le fer rouge, le feu ou en quelque autre façon violente prescrite par l'ancienne coutume du Château de Limoges dans les jugements séculiers.

L'abbé de Saint-Martial s'abstenait de prendre part aux jugements qui entraînaient l'effusion du sang, acte que le catholicisme réprouve au point de rendre inhabiles à la célébration des saints mystères ceux de ses prêtres qui s'en rendraient coupables : *Ecclesia abhorret a sanguine*; c'est bien! mais nous regrettons de ne pouvoir ajouter, et nous serions fier de le dire, que, saintement inspiré, quelqu'un d'eux protesta contre cette procédure, reste des mœurs barbares et du paganisme des pays septentrionaux (4).

(1) Cette procédure tirait toute sa force des terreurs religieuses qui poursuivent le parjure, et elle faisait un appel superstitieux à Dieu par la

L'autorité des abbés de Saint-Martial était si bien respectée vers la fin du XIII^e siècle (1274) que l'abbé Jacques empêcha les prud'hommes de l'hôpital (c'est-à-dire de la commune) et ceux des Combes de prêter serment à la vicomtesse Marguerite de Bourgogne, femme intrigante et courageuse, qui avait bouleversé le pays pour défendre son autorité. Pourtant l'abbé faisait valoir simplement son refus de lui rendre hommage, et elle offrait à la ville des libertés et des franchises. Malgré de nouvelles intrigues, force fut bien, un peu plus tard, à la superbe Marguerite de subir l'arbitrage du roi de France, et de faire hommage à l'abbé Pierre de Saint-Vaulry au nom de sa fille Marie de Ségur; et, si l'époux de celle-ci, Artus de Bretagne, renouvela l'obstiné refus de sa belle-mère, il en fut fait solennelle justice par saint Louis, qui, informé de l'affaire, confirma par lettre le droit de l'abbé, et fit défendre par toute la ville à son de trompe, qu'aucun juge et officier n'exercât pour un autre que pour l'abbé ou à son préjudice, *et à tous autres de n'obéir qu'à ses officiers*. Sans doute Artus se vengea en brûlant les portes de l'abbaye, en brisant les conduits des fontaines, et en faisant battre et mutiler les officiers de la justice dévoués à l'abbé; mais Jean, son fils, dut subir l'usage, et jurer fidélité en plein chapitre à l'abbé Gaillard de Miremont. Enfin, lorsque, en 1370, le roi Charles V annexa le château de Limoges à la couronne de France, il promit de dédommager l'abbé de Saint-Martial pour le droit qu'il avait à recevoir l'hommage des vicomtes.

Faut-il rappeler les noms des rois et des princes auxquels l'abbaye de Saint-Martial donna l'hospitalité?

C'est dans son église qu'on couronnait les rois d'Aquitaine. L'abbaye reçut honorablement la reine d'Angleterre, femme d'Édouard I^{er}, en 1273. Cette reine logea dans la maison de

nature, témoin silencieux, mais *vivant suivant le paganisme*, et qui devait au besoin trouver une voix pour dénoncer le crime, surtout quand c'étaient l'eau et le feu, éléments purs sous lesquels se voilaient des divinités puissantes, juges du crime qu'elles punissaient en repoussant le malfaiteur. Hélas! les préjugés d'un siècle déteignent toujours un peu même sur l'âme de ceux qui professent les principes les meilleurs; du reste, les passions sont tellement tenaces que l'Église devait protester bien long-temps encore avant d'inspirer du respect pour l'accusé; et ne sait-on pas que, malgré ses excommunications, malgré ses refus de sépulture, elle n'a pu jusqu'à ce jour faire pénétrer dans certaines classes de la société l'horreur du duel?

l'abbé. Un an plus tard, Édouard I^{er} y fut reçu lui-même. En 1284, saint Louis y vint avec ses deux fils Philippe le Bel, roi de Navarre, et Charles, roi d'Arragon.

Saint Louis était déjà venu à Saint-Martial avec sa mère et trois de ses frères en 1243.

En 1319, on y vit Charles, comte de la Marche et frère de Philippe V, roi de France.

En 1420, Charles VII, encore dauphin, visita Saint-Martial, puis, devenu roi, il y fut reçu en 1442, avec Charles d'Anjou, frère de la reine et le dauphin qui fut Louis XI. Le dauphin avait déjà reçu l'hospitalité en 1439.

— Enfin, avant d'entreprendre l'histoire du monastère, je vais donner, d'après Legros, la liste des bénéfices auxquels l'abbé nommait des titulaires : ces bénéfices étaient au nombre de cent cinq, situés dans seize diocèses. On sera émerveillé sans doute de la richesse des abbés de Saint-Martial, qui percevaient un droit honorifique à chaque mutation ; mais il est juste de faire observer qu'ils acquièrent des droits sur beaucoup de ces bénéfices par la cession de certains autres, également compris dans la liste ; puis les titulaires ne mouraient pas tous les jours.

I. DIOCÈSE DE LIMOGES. — Dans l'archiprêtré de cette ville : la C. (4) de Saint-Michel-des-Lions et celle de Montjauvy. — Dans l'archiprêtré de Saint-Junien : la *Pr.* de Manoc, unie par la bulle de sécularisation, et dont le chapitre prit possession en 1569 ; la C. de Manoc ; le P. de La Croix, dont le chapitre jouissait, et la C. de La Croix ; la C. de Vaulry ; la *Pr.* de Verneuil, unie par même bulle à la *Pr.* de Saint-Martial ; la C. de Verneuil ; la C. de Couzeix ou Petit-Limoges. — Dans l'archiprêtré de Bénévent : la *Pr.* de Saint-Vaulry, unie à la mense capitulaire en 1726 ; la C. et la sacristie de Saint-Vaulry (depuis la sécularisation de l'abbaye, l'aquaire nommait aux cures dépendantes de la *Pr.* de Saint-Vaulry et de la sacristie dudit lieu) ; la C. de Méri-gnhac ; la C. de Mansac ; la C. de Saint-Martin-de-Chargnhac ; le P. de Villars ; la C. de Villars (plus tard ce fut l'aquaire qui y nomma, ainsi qu'aux quatre bénéfices dont les noms suivent) : la C. de BussièreDunoise ; le P. et la C. de Nailhac ; la C. de La Brionne. — Dans l'archiprêtré de Rancon : la *Pr.* de Roussac,

(1) Pour abrégér, nous indiquerons la cure par la lettre C. ; le prieuré, par la lettre P. ; la prévôté, par les lettres *Pr.*

unie à la mense capitulaire, dont les chanoines prirent possession en 1554; la *C.* de Roussac; le *P.* d'Azat-le-Ris, uni par la même bulle de sécularisation, et dont on prit possession en 1580 et en 1659; la *C.* d'Azat-le-Ris; la *C.* de Comprégnac; la *C.* de Thouron; la *C.* de La Bregère ou La Brugère; la *C.* de Saint-Sulpice-Laurière; la *Pr.* de La Souterraine, unie à la mense capitulaire en 1747; le *P.* ou la *Pr.* de Lussac-les-Églises; le *P.* d'Ars (paroisse de Folles), uni à la mense capitulaire en 1747. — Dans l'archiprêtré d'Aubusson : le *P.* de Peyrat; la *C.* de Clairavaux; la *C.* de Vallière. — Dans l'archiprêtré de Nontron : la *C.* de Moutier-Ferrier. — Dans l'archiprêtré de Lubersac : la *Pr.* de Rot, unie par la bulle de sécularisation au chapitre, qui en prit possession en 1564; la *Pr.* d'Arnac, unie en 1743; la *Pr.* de Roziers, dont on prit possession en 1589; la *C.* de Roziers. — Dans l'archiprêtré de La Meyze : la *Pr.* de Feix, unie par la même bulle, et dont on prit possession en 1572; la *Pr.* des Cars, unie par la même bulle; le *P.* de Las Tours; la *C.* de Châteauhors-Chervix; le *P.* de Tarn; la *C.* d'Aixe et Tarn. — Dans l'archiprêtré de La Porcherie : le *P.* de Sirac, uni à la *Pr.* par la bulle de sécularisation. — Dans l'archiprêtré de Saint-Paul : la *Pr.* de Panazol, unie par la bulle de sécularisation à la chantrerie de Saint-Martial; la *Pr.* des Séchères, unie de même; la *C.* de Panazol; la *C.* de Royères près Saint-Léonard; la *C.* de Saint-Denis-des-Murs; la *C.* de Saint-Just. — Dans l'archiprêtré de Vigéois : le monastère de Vigéois était autrefois soumis à celui de Saint-Martial.

II. DIOCÈSE D'ANGOULÊME. — Saint-Martial-de-Mouton, *P.* qu'Adémar, comte d'Angoulême (*Chron. Maleac.*, apud Labbe, T. II, *Nov. Bibl.*, p. 204, et Adémar, p. 164), concéda à Saint-Martial de Limoges, vers l'an 900, et qui, suivant d'autres (Labbe, *ibid.*, p. 756, et Besli, *Histoire des comtes poitevins*, p. 153) vient de Sanctia, femme du même comte. Ce *P.* fut uni à la mense abbatiale et canoniale de notre Saint-Martial en 1536 (Estiennot, *Antiq. bened. Engolism.*, p. 167), et cette union fut déclarée abusive en 1552 (Chopin, *De sacr. polit.*, l. II, tit. 6, art. 13). — La *C.* de Mouton, 1576, 1584, 1762. — Saint-Sulpice, dont Gérard, évêque d'Angoulême, approuve, l'an 1117, comme légat du saint-siège, la transaction passée entre les moines de Saint-Martial de Limoges et ceux de Saint-Étienne-de-Vaux. — Saint-Jean-Baptiste de Bierge près Ruffec. — Saint-Hilaire-du-Moutier,

P. auquel l'abbé nomma en 1634, 1749, 1737, 1760. — La *C.* de Saint-Hilaire-du-Moutier, à laquelle il nomma en 1629, 1693, 1697, 1728, 1742 et 1745. — La *C.* de Chantresac, donnée par le comte d'Angoulême Guillaume Taillefer, mort en 1028 (Adémar, p. 166). — Le *P.* de La Roche-Andri, uni par la bulle de sécularisation.

III. DIOCÈSE DE BÉZIERS. — Le *P.* de Saint-Laurent.

IV. DIOCÈSE DE BORDEAUX. — L'église de Sainte-Marie fut donnée, avec la grande île de la Dordogne, dans laquelle elle est située, près du château de Fronsac, l'an 1028, à Odolric, abbé de Saint-Martial, par Alduin, comte d'Angoulême (*Hist. comit. Engolism., apud Labbe*, p. 256, et Adémar, p. 184).

V. DIOCÈSE DE BOURGES. — Le *P.* de Roffiac ou Ruffec-le-Château, donné par Raymond, comte de Limoges (Adémar, *Serm. manuscr.*), et que l'abbé Jean de Montesquieu II fit unir à son abbaye. — La vicairie ou le *P.* de Saint-Georges dans la paroisse de Chaillac : l'abbé y nomma en 1751, 1763 et 1773. — Le *P.* de Saint-Martial de Dunet, auquel l'abbé nomma en 1578. — La *C.* de Saint-Martial de Dunet. — Le *P.* et la *C.* de Saint-Martial de *Malveriiis*, Mauvière, dans l'archiprêtré d'Argenton. L'abbé y nomma en 1759, et, d'après Baluze, ce bénéfice dépendait de Saint-Martial en 1285 (*Miscellanées*, T. IV, p. 383). Le *P.* et la *C.* de Chazelles : le *P.* fut uni à l'abbaye de Saint-Martial en 1703. — Azerables : les manuscrits de l'abbaye de Saint-Martial racontaient que, d'après un acte de 1185, Henri, archevêque de Bourges, *ayant mis en sa main* cette église, vacante par la mort d'Élie, archiprêtre d'Argenton, qui la possédait, sur les réclamations d'Isambert, abbé de Saint-Martial, et de Pierre, prévôt de La Souterraine, des témoins ayant prêté serment pour constater le droit, par respect pour l'église de Saint-Martial, l'archevêque reconnut au prévôt de La Souterraine, qui dépendait de Saint-Martial, le droit de présenter un chapelain ou curé à l'église d'Azerables.

VI. DIOCÈSE DE CAHORS. — Le *P.* de La Beyne ou de La Boyne, auquel l'abbé nomma en 1712.

VII. DIOCÈSE DE CLERMONT. — Les *P.* de Vernajolio, de Saint-Victor et de Saint-Martial-d'Entraigues.

VIII. DIOCÈSE DE LAFAUR. — Le P. de Saint-Martial d'Appelle.

IX. DIOCÈSE DE PÉRIGUEUX. — Le monastère de Paunac près de Limeuil, sur la Vézère, fut soumis, dit Mabillon (*Annales*, l. XXVII, n° 37), par les pieux époux qui l'avaient fondé, David et Bénédictine, à la communauté de Saint-Martial en 804, et encore en 865, du consentement de Frotaire, évêque de Périgueux, avec exemption de toute censure ecclésiastique. Or le prévôt de Paunac nommait à six cures : Ayrac, Flex, La Roquette, Persat, et, au diocèse de Sarlat, Ribagnac. — Saint-Sylvain, église enlevée par violence, d'après le *Gallia christiana vetus* (T. III, p. 857), aux religieuses de Notre-Dame de Saintes, et d'où les moines furent chassés en 1130; église acquise pour 4,000 sous de Guillaume, comte de Périgord, par les moines de Saint-Martial, dit au contraire Mabillon (*Annales*, l. LXV, n° 68). — L'église de Sainte-Radegonde et le village de Millac, où elle était bâtie, donnée, en 856, par Guigo, gentilhomme limousin. — Le P. de Saint-Martial d'Albarède, auquel l'abbé nomma en 1142. — La C. du même lieu. — Le P. de Leyrache (peut-être Saint-Pierre d'Éyraud, dit l'abbé Legros); car, dès 1195, il était annexé au luminaire du sépulcre de Saint-Martial, et il s'affirma 85 livres.

Le P. de *Majolinus* ou *Majolius*, qui dépendait de Saint-Martial en 1283 (Mabillon, *Annalecta*, T. II, p. 624, et Baluze, *Miscell.*, p. 247).

X. DIOCÈSE DE TOULOUSE. — L'église de Saint-Martial près de La Sancia (*Tabulaire* de Conques en Rouergue et du Cange, *Gloss. lat.*, au mot *Cominus*).

XI. DIOCÈSE DE POITIERS. — Le P. de Cruzeu, auquel le prévôt de Roussac nomma en 1135. — Le P. de Saint-Martial de Montmorillon, que l'abbé conféra en 1592, 1693, 1760. Dans le pouillé du diocèse de Poitiers de 1782, on trouve, dit l'abbé Legros, un P. de Saint-Martial de Montmorillon, qui est à la collation du roi, et un autre P. de Saint-Nicolas de Montmorillon à la collation de l'abbé de Saint-Martial de Limoges, plus une C. de Saint-Martial de Montmorillon à la présentation de l'abbé de Saint-Martial de Limoges. — La C. de Saint-Martial de Montmorillon.

XII. DIOCÈSE DE SARLAT. — Le P. de Ribagnac. — L'abbaye de Terrasson était aussi autrefois soumise à celle de Saint-

Martial, dit Legros, s'appuyant sur le *Gallia christiana nova*, T. II, col. 555).

XIII. DIOCÈSE DE LA ROCHELLE. — St-Pierre-d'Anez en Aunis, donné, dit Adémar (p. 473), par Guillaume V, duc d'Aquitaine et comte de Poitiers (990-1030); plus tard ce bénéfice fut uni au chapitre de Saint-Martial. — La C. de Vérines, à laquelle l'abbé nomma en 1764.

XIV. DIOCÈSE DE RODEZ. — Saint-Martial d'Asprière dépendait de l'abbé de Saint-Martial de Limoges en 1286. L'abbé y nomma aussi en 1747. — L'église de Rieupeyroux, donnée par Élie, sire de Chalais, et par Ictafredus, du temps du roi Robert (Mabillon, *Annales*, T. II, p. 630. — Baluze, *Miscell.*, T. VI, p. 525). L'abbé y nomma en 1570 et en 1739 : c'était alors un doyenné, qui fut uni au chapitre de Saint-Martial en 1774. — Le P. de Sainte-Marie de Panusia en 1287 (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 563).

XV. DIOCÈSE DE SAINTES. — La Pr. du château de Chalais, où étaient autrefois douze moines (Estiennot, *Antiq. bened. Santon.*, p. 79). — Le P. et la sacristie de Saint-Martin de Saujon, dont le pape Urbain II investit solennellement le monastère vers 1096. L'abbé y nomma en 1592, et il fut uni à la mense capitulaire en 1742. — Le P. de Saint-Martial de Vite-Éterne, que l'abbé conféra en 1578, et dont, en 1744, avec le consentement de son chapitre, il abandonna à perpétuité le revenu en faveur des pauvres clercs du séminaire de Saintes. — Le P. de Saint-Pierre de Montandré, dont Urbain II avait encore investi l'abbaye (Estiennot, p. 93). L'abbé y nomma en 1754. — Le P. de Notre-Dame de Montlhéry ou Montlieu. — Le P. de Saint-Sauveur de *Vita æterna*. — Le P. et la C. de Saint-Martial de Mirambel. — Le P. de La Gulhe. — L'abbaye de Baigue, en 1222 (Estiennot, *Antiq. bened. Sant.*, p. 64. — *Gall. christ. nov.*, T. II, col. 555). — Le P. et la C. de Saint-Christophe *de passu et cella*.

XVI. DIOCÈSE DE VABRES. — Le P. séculier de *Panezia-Surno*, ou La Panouze : l'abbé y nomma en 1764.

Depuis la sécularisation de l'abbaye de Saint-Martial, l'abbé et le chapitre nommaient, chacun pendant un an alternativement, de chaque côté du chœur, aux canonicats et aux vicairies qui vquaient. Or il y avait dix-huit canonicats, et, pour les vicairies, outre les douze fondées du patrimoine de Sainte-

Valérie, toutes celles fondées par les personnes dont les noms suivent : Jean de Augeriis, physicien ; Ymbert ou Isembert, abbé ; Élie Gaufridi de Chabrinhac et Gaufridus, abbé ; Guillaume de Martuc ; le pape Clément VI ; Guillaume d'Aigrefeuille, cardinal ; Guillaume de Chanac ; Pierre Marteau ; Pierre Gérard, prévôt de La Souterraine ; Aymeric ; Sarraceni ; Robert de Planchaud ; Léonard de Planis ; Pierre Sutor, prêtre ; Robert de Planis, physicien ; Martial Biza ; Pierre de Planis, médecin ; Guillaume ou Guoferius ; Hélie, chevalier ; Pierre de Montbrun, évêque de Limoges ; Jean Vigerii, moine ; Raymond d'Aigrefeuille, abbé de Saint-Jean-d'Angély ; Élie Golferii, chevalier ; Paul Beneyche ; Pierre ou Paul Galtery, supérieur et prévôt des Combes ; Pierre Sapientis, *alias* de La Chassaigne ; Jean Disne-mandi, bourgeois ; Barthélemy Audier ; Bonnebourse ; Jean de La Bastide, chanoine ; Douque-Vigne ou Bonne-Vigne ; Léonard Dupont ; Élie Gaufridi, abbé ; Aymeric de Rochechouart-Mortemar, chevalier ; Jean Greyly, prêtre ; Jean Teulier, couturier, et Marguerite de La Faye, sa femme.

Les pages qui précèdent donneront-elles plus d'intérêt au récit des faits survenus pendant les trois phases qu'a subies le monastère de Saint-Martial ? Nous le désirons. Voici, d'après Nadaud et Legros (1), la suite des événements qu'offre chaque siècle pour cette communauté, qui fit l'honneur de notre ville. Mais d'abord un mot sur saint Martial.

I.

On n'est pas d'accord sur l'époque où saint Martial fut envoyé dans les Gaules. D'après saint Grégoire de Tours, il serait venu seulement vers le milieu du III^e siècle, « sous le consulat de Dèce et de Gratus ». C'est le sentiment généralement suivi par les historiens depuis près de trois cents ans. La tradition non-seulement du Limousin, mais de diverses provinces d'Aquitaine, et celle de Colle en Italie, font au contraire de saint Martial un des soixante-douze disciples de Notre-Seigneur, et le disent envoyé

(1) Nadaud, *Mémoires manuscrits*, T. II, p. 116-289. — Legros, *Mémoires pour l'histoire des abbayes du diocèse de Limoges* (p. 1-119), et divers extraits des Actes capitulaires du chapitre de Saint-Martial, Actes qu'il possédait M. de Lépine.

par saint Pierre, chef des apôtres. Au XI^e siècle, deux conciles provinciaux tenus à Limoges (4028 et 4034) décidèrent que le titre d'*apôtre* convient à saint Martial, puisqu'on croyait, d'après l'antique tradition, qu'il est du nombre des disciples; et partant, jusqu'à eux, ajoutaient-ils, on avait eu tort de le qualifier simplement de confesseur, comme si le premier titre devait ravir quelque chose à la gloire incomparable des douze spécialement désignés dans l'Évangile. Chose singulière! le pape Jean XIX dut faire opposition à l'évêque de Limoges Jourdain en autorisant (4034) pour saint Martial l'office d'un apôtre.

Une savante dissertation sur l'époque de l'apostolat de saint Martial, publiée récemment par mon ami l'abbé Arbellot, chanoine honoraire de Limoges, prouve que Grégoire de Tours, parlant de la mission des sept évêques envoyés en Gaule, a fait une erreur historique, puisqu'il a confondu les Actes de saint Saturnin de Toulouse, où il est parlé de Dèce, avec ceux de saint Ursin de Bourges, qui, lui fournissant les noms des sept évêques, disaient ces évêques *envoyés par les saints apôtres*. D'autre part, il paraît incontestable, d'après saint Irénée et Tertullien, que la Gaule centrale était évangélisée avant le III^e siècle; en sorte que, si on n'admet pas la mission de saint Martial au I^{er} siècle, au moins faut-il convenir que ce sentiment ne contrarie pas l'histoire, et qu'on peut le soutenir. Aussi Pie IX vient d'autoriser l'Église de Limoges à conserver, même dans la liturgie romaine, le titre d'apôtre pour saint Martial (18 mai 1854).

Quand Martial quitta Rome pour se rendre dans les Gaules, les deux prêtres Alpinien et Austriclinien l'accompagnaient. Celui-ci étant mort après quelques jours de marche, Martial le ressuscita en le touchant avec le bâton de saint Pierre, chef des apôtres. Pour conserver le souvenir de ce miracle, on bâtit plus tard, sur le lieu même où il fut opéré, une église qui, seule dans toute l'Italie, est sous le patronage de saint Martial : c'est l'église de *Colle di val d'Elsa*. D'après des témoignages authentiques, au commencement du X^e siècle, des peintures murales rappelaient, dans cette église, la résurrection de saint Austriclinien, et le culte de saint Martial y est encore aujourd'hui en grand honneur.

Arrivé en Gaules, Martial établit son siège épiscopal à Limoges, où il fit des conversions nombreuses, malgré des oppositions violentes, et le sang d'une jeune fille belle et riche servit sans doute aussi à féconder sa parole. Dès qu'elle eut reçu

le baptême, cette jeune patricienne, qu'on honore en Limousin sous le nom de sainte Valérie, voua sa vie au service de Dieu et des pauvres, et refusa, pour ce motif, d'épouser un païen très-influent que la tradition désigne comme le proconsul de la province. L'amant blessé se vengea de Valérie en la faisant décapiter.

Martial parcourut diverses fois les provinces comprises entre les Pyrénées, la Loire et le Rhône, et s'arrêta spécialement à Poitiers, à Bordeaux et à Saintes. Il mourut le 30 juin.

On trouve dans la Bibliothèque des Pères deux épîtres faussement attribuées à saint Martial, et adressées, l'une aux Bordelais, l'autre aux Toulousains.

Saint Martial, venant prêcher l'Évangile à Limoges, y trouva deux prêtres païens, qui naturellement s'opposèrent de tout leur pouvoir aux succès de ses prédications; mais Dieu, qui désirait les attacher à sa loi sainte, permit que, frappés de la foudre et ressuscités par les prières de l'apôtre, ils vissent dans ce double miracle un acte providentiel, et que, comme saint Paul, de persécuteurs ils devinssent fervents serviteurs du Seigneur Jésus-Christ. L'un de ces prêtres fut le deuxième évêque de Limoges; l'autre, qui reçut au baptême le nom d'André, aida aussi Martial à convertir les infidèles, et, touché d'une profonde vénération pour cet étranger, auquel d'ailleurs il devait la vie et le salut, il résolut de passer le reste de ses jours dans la prière et la pénitence auprès de son tombeau. D'autres clercs, animés des mêmes sentiments, partagèrent les saintes veilles d'André. De là, dès ces temps reculés, la communauté de Saint-Martial, *les gardes ou gardiens du sépulcre de Saint-Martial*.

Sans insister ni sur la manière de vivre ni sur le nombre de ces clercs, parce que les récits dont l'authenticité est problématique ont pour nous peu d'attrait, nous sommes heureux de noter les faits suivants.

En 572, certain legs pieux rendit saint Yrieix bienfaiteur de la communauté de Saint-Martial. Loup, père de Romulphe, évêque de Reims, imita saint Yrieix en 597. Saint Ouen rapporte que saint Éloi, encore laïque, fit bâtir ou réédifier, vers 640, à Paris, un monastère de filles en l'honneur de saint Martial. Vers 665, Dagobert avait aussi donné au monastère de Saint-Denis une église de Saint-Martial située dans le diocèse de Bourges. Enfin, dans ce même siècle, la piété d'un *des gardes du sépulcre de Saint-Martial* frappa tellement les fidèles et le clergé

de notre diocèse qu'on le choisit unanimement pour occuper le siège épiscopal de Limoges. L'histoire de notre province nomme cet évêque saint Loup.

Au VIII^e siècle, avant l'année 767, époque de sa mort, Waïfre, dernier duc d'Aquitaine, fit, dit-on, construire en l'honneur de saint Martial l'église de Saint-Sauveur, où sans doute les moines reconnaissants recueillirent, à l'insu du roi Pepin, son corps flétri par le poison d'un traître, et l'inhumèrent dans le sarcophage de granit que l'ignorance populaire dénomma depuis *tombeau de Tève-le-Duc*. Cette fondation eut vraisemblablement pour but d'expier le crime du père de Waïfre, Hunald, qui avait fait crever les yeux à son frère Hathon, et par suite causé sa mort. Peut-être même le fondateur songeait-il à une expiation personnelle (1). — Suivant Adémar de Chabannes (*apud* Labbe, p. 457), Pepin, en 764, aurait fait don d'une bannière d'or (*bannum aureum*) prise à ce même duc Waïfre à l'église Saint-Martial dite de Saint-Sauveur.

Louis le Débonnaire, en 844, manifesta sa vénération pour saint Martial en faisant élever à Limoges, aussi sous le titre de *Saint-Sauveur*, les premières constructions de notre monastère (2), d'où, en 828, son fils Pepin accorda, dit-on, *in cœnobio Sancti Martialis*, un privilège au monastère de Saint-Martin-de-Moustier, situé sur les confins des diocèses de Carcassonne et de Lavaur (Mabillon, *Annales*, p. 30, n° 24; — Estiennot, *Antiquit. benédict. Septiman.*, part. 4, p. 345).

Quatre ans plus tard, en 832 (Astronom., *apud* Duchesne : *Historia Francorum scriptores*, T. II, p. 308; — *Acta sanctorum*, T. V *junii*, p. 562; — Thegan, cap. 44), Louis le Débonnaire, attiré à Limoges avec une armée à cause de la révolte de son fils Pepin, roi d'Aquitaine, fit faire solennellement, le 40 octobre, la dédicace de la basilique de Saint-Sauveur, c'est-à-dire celle du monastère qu'il avait fait construire en 844. Cet auguste patronage a valu depuis à l'église de Saint-Martial la qualification de *royale*, et même, d'après Geoffroi du Vigéois, d'*apostolique et impériale*.

Ce même jour 40 octobre, eut lieu la première translation des

(1) Voyez dans le *Bulletin de la Société Archéologique du Limousin* l'article de M. Grellet-Dumazeau sur *Tève-le-Duc* et sur le monument de la *Chiche*.

(2) Adémar de Chabannes, *Chronique*, *apud* Martène, T. III *Anecdota.*, col. 1401. — *Gallia christiana nova*, T. II, col. 554.

reliques de saint Martial, qu'on plaça dans une crypte pratiquée exprès derrière l'autel de la basilique. Afin de rendre plus mémorable le souvenir de cet acte, le débonnaire et pieux Louis donna au monastère de Saint-Martial le domaine de la ville. D'après Bonaventure (T. III, p. 340), le pape Urbain rappelle dans une bulle cette donation, dont une copie se trouve à la bibliothèque impériale sur une Bible manuscrite qui vient de l'abbaye de Saint-Martial. Voici le texte communiqué, en 1784, par M. de Lépine à l'abbé Legros :

« Anno incarnationis dominicæ DCCCXXXII, indictione undecima, ego Ludovicus, Romanorum imperator et rex Francorum, ædificata basilica quam in honore Salvatoris mundi apud Lemovicas ædificari imperaveram, ut in eam corpus preciosissimi apostoli Martialis, qui prius in augusto (mieux *in angusto*) diu quie venerat (il faut *quieverat*) loco, venerabiliter transferretur et majori populorum honorificentia frequentaretur, in dedicatione ejusdem ecclesiæ, astantibus filiis meis Lothario, Pipino et Ludovico, cum magna parte procerum meorum, presente etiam Audeno, lemovicensi episcopo, ut idem pius apostolus michi subveniat apud Deum, dono domino et sancto Martiali, de regali fisco, castellum ubi sanctus quiescit humatus cum maxima servorum meorum et ancillarum multitudine. Dono etiam iv ecclesias cum omnibus ad eas pertinentibus : scilicet Balnacum (peut-être mieux *Palnacum*, *Paulnac*), Anzismum, Campum-Singularem et Genetliacum. Et ut hæc nostra donatio firma remaneat, annulo nostro signari precepimus (4) ».

(1) L'an huit cent trente-deux de l'incarnation de Notre-Seigneur, indication onzième, moi Louis, empereur des Romains et roi des Francs, après la construction de la basilique que j'avais ordonné de construire à Limoges en l'honneur du Sauveur du monde, afin d'y faire placer d'une manière convenable, et de façon à ce que les fidèles puissent le vénérer plus aisément, le corps du très-auguste apôtre Martial, qui jusqu'alors reposait dans un monument trop peu spacieux, le jour même de la dédicace de cette église, en présence de mes fils Lothaire, Pepin et Louis, et d'une grande partie de mes barons, en présence encore d'Audoïn, évêque de Limoges; dans l'intention d'obtenir auprès de Dieu la protection du saint apôtre, je donne à monseigneur saint Martial, sur le fisc royal, le château où saint Martial fut inhumé, et la foule innombrable de mes serviteurs des deux sexes qui s'y trouvent. Je donne aussi quatre églises avec toutes leurs dépendances, savoir : Balnac (peut-être mieux *Paulnac*),

Tout le monde connaît les malheurs et les humiliations que subit ce prince bienfaisant, brave, savant et pieux, mais pusillanime, et qui eut, dit-on, le grand tort de ne pas pratiquer sa maxime ordinaire : *Rien de trop*. Pour nous, puisqu'il aimait tant notre bonne ville de Limoges, loin d'insister sur ses fautes, nous trouvons dans ses revers, avec certains chroniqueurs, des marques d'une protection divine qui châtie en ce monde ses privilégiés afin de les laver mieux de leurs crimes, et de les purifier en les détachant de la terre. La cruauté de Louis envers Bernard, roi d'Italie, et ses partisans demandait certes des expiations. Du reste, le pieux empereur accepta si bien le châtimement que, même après l'avoir subi (839), il se crut redevable envers saint Martial, qu'il vint visiter pieds nus, accompagné de trois cents gentilshommes. (Bandel, *Dévotion à saint Martial*, p. 52.)

Comment la communauté des clercs gardiens du tombeau de saint Martial se transforma-t-elle en abbaye ? Il y a deux versions ; voici la plus vraisemblable :

Pendant le carême de l'an 848, Charles le Chauve tenait à Limoges une assemblée générale au milieu des archevêques, des évêques et des seigneurs de toute l'Aquitaine, auxquels il proposait de supprimer le royaume d'Aquitaine pour ériger de nouveau le duché de ce nom en lui donnant pour siège Bordeaux, et en plaçant dans les principales villes des comtes qui rendraient foi et hommage au roi de France. Or, le 34 mars, veille de Pâques, Charles étant sur son trône, Ainardus, *prince* ou supérieur des clercs de Saint-Martial, vint à leur tête, poussé par une sainte inspiration, se prosterner devant le trône, et demander spontanément de convertir le lieu de leur résidence en abbaye (1) : ce qu'ils obtinrent aisément, tous se réjouissant d'une aussi sainte résolution. L'évêque de Limoges Stodilus donna aussi son adhésion à ce projet, après l'avoir combattu dans l'intérêt de son Église, car les chanoines de Saint-Étienne et ceux de Saint-Martial avaient joui jusqu'à ce jour en commun

Anzême, Champsanglard et La Geneytouse ; et, afin que cette donation soit valable, nous avons ordonné qu'elle reçût l'empreinte de notre anneau.

(1) Adémar. — *Acta sanctorum*, T. V *junii*, p. 563. — Martène, *Amplissima collectio*, T. V, col. 1165. — *Gallia christiana nova*, T. II, col. 554. — *Concilii*, T. VIII, col. 1923. — Gaufredus, p. 285 et 312.

des biens qu'ils tenaient, dit-on, de sainte Valérie et du duc Étienne, et il fallait dès lors les partager.

Cependant l'évêque, plutôt entraîné que persuadé, se serait entendu avec Geoffroi, trésorier de Saint-Martial, qui n'acceptait pas la réforme, et, grâce à celui-ci, le monastère de Comodoliac (depuis Saint-Junien) et l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix (*Cairoensem*) auraient été ravis aux moines, qui devaient en avoir le domaine.

II.

I. — Les gardiens du tombeau de Saint-Martial avaient un désir très-sincère de perfection; car leur supérieur Ainard se démit librement en faveur de Dodon ou Odon, abbé de Saint-Savin en Poitou, monastère qui avait échappé, presque seul en Aquitaine, à la fureur des Normands, et où, comme le remarque Baluze (*Hist. Tutel.*, p. 25), la discipline devait être rigoureusement observée. Dodon était régulier; tous les clercs de Saint-Martial acceptèrent, comme lui, l'observance la plus étroite (Adémar, p. 161. — Mabillon, *Annales*, l. XXXIII, n° 53. — Labbe, T. II, *Nov. Bibl.*, p. 274. — Dutems, *Clergé de France*, T. III, p. 270.) — Après deux ans et quelques mois (848-850), Dodon crut avoir suffisamment formé les nouveaux moines à la règle de saint Benoît, et il retourna à Saint-Savin, où il était encore abbé en 853; car, cette même année, il souscrivit en cette qualité au concile de Soissons, où il se trouvait. (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 555 et 1286. — Mabillon, *Annales*, T. III, p. 7.)

II. — Abbo, prieur de Saint-Savin, était venu remplacer Dodon à Saint-Martial, où il demeura onze ans (850-861), lorsque eut lieu, en octobre 855, dans l'église de notre abbaye, une des plus imposantes solennités qu'ait vues la ville de Limoges.

Charles, deuxième fils de Charles le Chauve, vint, entouré d'une foule innombrable de seigneurs, de plusieurs archevêques et de beaucoup d'évêques de France, d'Aquitaine, d'Italie et de Bourgogne, se faire couronner roi d'Aquitaine par Rodulphe de Turenne, archevêque de Bourges. Ce fut Stodilus, évêque de Limoges, qui présenta au monarque la couronne et le sceptre. Les ducs et les rois d'Aquitaine se faisaient sacrer dans l'église de Saint-Martial, où étaient venus le duc Eudes et Charles le Chauve, et où l'on vit plus tard le roi Eudes et les rois d'Angle-

terre Henri le Jeune et Richard Cœur-de-Lion, ainsi que les ducs Guillaume Bras-de-Fer et Guillaume le Grand. — L'abbé de Saint-Savin et Abbo, liés d'une étroite amitié, fondèrent le monastère de Rot dans la paroisse de Saint-Pantaléon, jadis du diocèse de Limoges, et, par leurs conseils, Raymond, comte de Limoges, fonda, sur la Creuse, en Berry, celui de Ruffec, où fut transporté le corps de saint Alpinien, compagnon de saint Martial. Mabillon (*Annales*, T. III, p. 47), pense que Abbo assista, en 855, au concile de Bonneuil-sur-Marne.

III. — Le troisième abbé de Saint-Martial fut BENOIT, qui siégea de 864 à 876. Il vécut dans la prière et l'étude, et mourut le 6 janvier ou le 42 juillet 876.

IV. — GOSINDUS ou GONSINDUS siégea dix-huit ans (876-894), beaucoup trop, car il dissipa les biens de l'abbaye pour se rendre agréable à divers seigneurs : aussi Adémar dit-il que volontiers il le retrancherait de la liste des abbés s'il n'avait pas porté le froc. Sous son administration, en 885, on transporta au château de Turenne les reliques de saint Martial pour les soustraire à la fureur des Normands; et quelques moines, entre autres Adalbert, prédicateur célèbre, restèrent, afin de les garder, près de la chapelle où elles furent déposées avec grand honneur. Pour reconnaître la protection signalée du saint apôtre de l'Aquitaine, Godefroi, fils de Rodulphe et frère de Robert, fit alors hommage à l'abbaye de Limoges de sa vicomté de Turenne. — Les reliques de saint Martial ne furent apportées à Limoges que vers 895. (Aulteserre, *Rerum aquit.*, l. VIII, *apud* Bonaventure, T. III, p. 330 et 334. — Justel, *Histoire de Turenne*, p. 8, 9, et preuves p. 48. — Odo, Cluniac., l. I, *Vita sancti Geraldii*, c. 32.)

V. — FULBERT I^{er} mourut le 24 janvier de l'an 900, ou, suivant d'autres, en 902. (Manuscrit de la Bibliothèque impériale, ancien n° 4338.) — Il avait été nommé en 894.

VI. — FULBERT II, nommé en 903, mourut le 4^{or} ou le 43 février 920.

VII. — ÉTIENNE, abbé depuis 920 jusqu'en 937, fit (*composuit*) sur l'autel de Saint-Sauveur une *église*, c'est-à-dire une chaise en forme d'église, garnie d'or, d'argent et de pierreries, qu'on

nommait *muneram*. (*Acta sanctorum*, T. V *junii*, p. 553.) — C'était un reliquaire pour saint Martial. Il fit aussi bâtir dans le château de Saint-Martial deux tours : l'une, *auprès des faiseurs de boucliers*, et on l'appelait *Orlogette* ou *Orgolette*; l'autre, appelée *Fustinia*, du côté des Arènes. Ces constructions avaient pour but de repousser le duc Guillaume, comte de Poitou, et le roi Charles le Jeune les avait jugées nécessaires. On dit (*Gall. christ. nov.*, T. II, col. 556) que cet abbé eut la vaine prétention d'imposer son nom à la ville en la faisant appeler *Stenopolis* ou *Stephanopolis*.

En 922, Charles le Simple, ayant appris l'élection au trône de Robert, duc de France, vint à Limoges avec une puissante armée se mettre sous la protection de saint Martial. Le roi et son armée passèrent une nuit en prières près du tombeau du saint. Après la mort de Robert, le roi Charles fit, par reconnaissance, divers présents à Saint-Martial, entre autres, ceux d'un Évangile garni d'or et d'argent, d'une dalmatique de soie, d'un fauteuil argenté (*fastelium*), d'un pupitre argenté, d'une chasuble fort riche, d'une sainte Bible, d'un *précieux livre du calcul des temps*, et d'un étendard d'étoffe d'or. (Adémar, p. 464.)

Dans un manuscrit de l'abbaye de Saint-Martial écrit du temps de cet abbé (Mabillon, *Annales*, T. III, p. 422), il est dit qu'il faut faire *laudes*, c'est-à-dire chanter les litanies à Pâques et à la Pentecôte, et on y recommande, avec la sainte Église de Dieu, toutes les autorités ecclésiastiques et religieuses par l'invocation du Sauveur du monde, de saint Martial, de saint Hilaire et de saint Benoît, patrons de l'abbaye.

VIII. — AYMON ou AYMOINS D'AUBUSSON siégea depuis 937 jusqu'au 7 mai de l'an 942, jour de sa mort (Manuscrit de la Bibliothèque impériale, ancien n° 4338.) On croit qu'il avait été abbé de Tulle. (*Acta. Sanct. Bened.*, *sæc.* v^e, p. 445. — Mabillon, *Annales*, T. III, p. 346.) D'après Baluze (*Hist. Tule.*, p. 74), il ne l'était plus en 925.

Saint Odon, abbé de Cluny, lui dédia la *Vie de saint Giraud d'Aurillac*, ouvrage composé, à sa prière suivant quelques auteurs, et, suivant d'autres, sur la demande de Turpion d'Aubusson, évêque de Limoges, et frère bien aimé d'Aymon. Mabillon raconte (*Annales*, T. III, p. 459) qu'en 942 quatre moines de Fleury, où saint Odon était abbé (*Gallia christiana*,

T. VIII, col. 4545; — Bonaventure, T. I, p. 589), vinrent à Limoges, et obtinrent d'Aymon non-seulement union de prières entre les deux communautés, mais encore une espèce d'association littéraire, ce qui sans doute activa dans l'abbaye de Saint-Martial le goût de l'étude, qu'on y conserva long-temps. (*Hist. littéraire de la France*, T. VI, p. 39, 40, 625; T. VII, p. 464.) L'abbé Lebeuf (*Recueil de divers écrits servant à l'éclaircissement de l'histoire de France*, T. II, p. 444) montre que, dans ce x^e siècle si dénigré, on savait composer, dans l'abbaye de Saint-Martial, des proses rimées qui prouvent la connaissance des poètes latins, et qu'on y comprenait le grec, puisque, à la fête de la Pentecôte, on y chantait divers morceaux dans cette langue, à laquelle encore nos moines empruntèrent souvent des mots pour les proses de leur composition.

Le P. Mabillon a fait imprimer (*Analecta*, T. II) d'Amalric, qui était de Saint-Martial, un manuscrit intitulé : *De monast. Officiis*, et il fait remarquer ailleurs (*Réflex. sur la rép. au traité des études monast.*, p. 282) que les débris de l'ancienne bibliothèque de Saint-Martial témoignaient d'une grande richesse. Martène (*De antiquis Ecclesiæ Ritibus*, T. II, p. 365) indique un autre manuscrit sur la liturgie qui remontait au temps du roi Raoul et de l'abbé dont je parle. Lebœuf (*Traité sur le chant ecclés.*, p. 40) indique comme un très-ancien livre de chant le manuscrit de la bibliothèque de Saint-Martial qui portait le numéro 49, et il dit (p. 403) que le manuscrit très-ancien qui portait le numéro 65 renfermait une addition faite à Rome au livre d'Anastase le Bibliothécaire, addition qui pouvait servir à fixer l'époque où les proses ont été introduites. Il ajoute que du reste cette note était inconnue aux savants, même à ceux d'Italie. Dans une édition de Virgile imprimée en 1640 à Cologne avec les savants commentaires de Servius, on dit s'être servi d'un manuscrit de Limoges pour les sept dernières églogues. Legros pense que ce manuscrit pourrait bien être de Saint-Martial. On sait qu'en 1730, lorsque presque tous les manuscrits du chapitre de Saint-Martial furent vendus à la Bibliothèque royale, on fit imprimer un manuscrit de la bibliothèque de Saint-Martial.*

Ranulfe, frère aîné d'Aymon, fut établi vicomte d'Aubusson par le roi Eudes en 887; un autre, nommé Martin, fut abbé de Saint-Cyprien de Poitiers, et le troisième, comme nous l'avons dit déjà, Turpion, fut évêque de Limoges. Adémar de Chabannes, leur petit-neveu, dit qu'Aymon siégea six ans à Saint-Martial.

IX. — AIMERIC MALACORONA siégea trente-un ans (942-973). Louis (IV) d'*Outre-Mer*, craignant ses intrigues, lui donna l'abbaye de Saint-Martial s'il jurait de se faire moine. Le serment fut fait, et l'abbaye mise à sa disposition; mais il ne prit le froc que trois jours avant sa mort (1), et, tant qu'il jouit de cette espèce de commende, il prodigua, soit à sa famille, soit aux seigneurs voisins, les revenus de Saint-Martial: aussi pouvait-il compter, dit Adémar, sur le dévouement (*in manibus suis habuit commandatum*) de Gérard, vicomte de Limoges, et de Boson le Vieux, comte de la Marche, dont sans doute il eut plus d'une fois besoin.

Toutefois le chroniqueur ne lui pardonne pas cette vie laïque, et dit nettement que, après la mort d'Aymon, l'abbaye de Saint-Martial resta trente-un ans sans pasteur; car, ajoute-il, *il serait injuste d'inscrire au catalogue des abbés un homme qui prit si long-temps les revenus du couvent sans y rendre aucun service, et même sans porter l'habit monacal*. Il paraît aussi que, sous cette administration, les moines se relâchèrent, et encoururent ainsi le mécontentement de saint Odon, abbé de Cluny. (*Bibliotheca Cluniacensis*, fol. 158.)

En 952, le monastère de Saint-Martial s'étant brûlé avec tout ce qu'il renfermait, sans que la flamme épargnât la chapelle, dont plusieurs autels furent brisés et grand nombre d'ornements détruits, la piété des contemporains attribua ce malheur à une punition providentielle. Mais Èble ou Ebalus, évêque de Limoges, aida généreusement à réparer ce désastre. (*Acta sanctorum*, T. V junii, p. 564. — Martène, *Anecd.*, T. III, p. 1402. — *Gallia christiana nova*, T. II, col. 556. — Manuscrit de la Bibliothèque impériale, ancien numéro 5452.)

X. — GUIGO ou GUIGUES mourut à Angoulême le 29 septembre 990 s'il faut en croire un manuscrit de la Bibliothèque impériale (ancien numéro 4838), et, suivant d'autres, en 992. Il était en même temps abbé de Saint-Cybard d'Angoulême (*Bibliotheca Cluniacensis*, fol. 158; — *Gallia christiana*, *ib.*), et on l'enterra devant l'autel de Saint-Étienne. Il avait établi, pour le remplacer à Saint-Martial avec le titre de doyen, Adalbert, fils d'une nièce de l'évêque Turpio d'Aubusson.

(1) Dutens (*Clergé de France*, T. III, p. 271) le fait mourir en 973. D'après le *Gallia christiana nova*, T. II, col. 556, il mourut en 974.

La douzième année de son administration (986), le roi Lothaire vint à Limoges peu de temps avant de mourir (2 mars), et il ordonna de faire élever les murs du château de Limoges. (*Gallia christiana nova*, *ibid.* — Adémar de Chabannes, *Liste des abbés de Saint-Martial de Limoges.*)

Sous ce même abbé, au mois de juin, peu de temps avant la fête de saint Martial, un cierge mal éteint, et jeté au milieu de la provision de cire, occasiona l'incendie de la crypte dorée, c'est-à-dire du reliquaire de Saint-Martial; mais en quinze jours Josbert, gardien du sépulcre, eut réparé cette perte en fabriquant un monument pareil au premier et orné de pierreries. Ce même moine fit encore une statue d'or représentant saint Martial assis sur un autel, c'est-à-dire, d'après du Cange (*Glossar. lat.*, T. I, col. 355), sur la base d'un reliquaire, et bénissant le peuple de la main droite, le livre des Évangiles dans la main gauche (4).

Il est à noter que Josbert ne pouvait entreprendre seul un travail si considérable. Il y avait donc à Saint-Martial des ateliers d'orfèvrerie, et par conséquent des artistes orfèvres.

XI. — JOFFREDUS ou GAUFRIDUS surnommé *Beufcourt* ou de Ségur, frère d'Hilduin et de Guy, l'un évêque, l'autre vicomte de Limoges, siégea de 992 à 998. (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 557. — Adémar.) — Geoffroy de Vigeois (p. 300) le croit fils de Gérard II, vicomte de Limoges. D'autres le disent fils de Guy. Quoi qu'il en soit, il mourut le 44 octobre 998. (Man. de la Bibl. imp., anc. n° 4338, et Geoffroy, p. 300.)

C'était encore un artiste, puisqu'il fit deux croix d'or ornées de pierreries et la châsse précieuse dans laquelle on porta à Mont-Jauvy le corps de saint Martial pour obtenir que la peste cessât.

Ce fut en 994 que l'Aquitaine subit cette peste épouvantable nommée *mal des ardents*, et dont tous nos chroniqueurs nous ont laissé un souvenir plein d'effroi. On sait que, semblable à un feu dévorant, ce mal desséchait le corps des malades, et le faisait

(1) « Et intra quindecim dies cripta aurea cum gemmis restaurata est a Josberto, custode sepulcri, monacho. Idem Josbertus iconem auream sancti Martialis apostoli fecit, sedentem super altare, et manu dextra populum benedicientem, sinistra librum tenentem Evangelii. »

(Adémar de Chabannes, *Liste des abbés*, etc.)

tomber en lambeaux. Mais ces douleurs sensibles, jointes au préjugé généralement répandu que le monde allait finir, inspirèrent de salutaires résolutions.

A l'occasion du *mal des ardents*, des seigneurs nombreux étaient accourus à Limoges de tous les points de l'Aquitaine pour fléchir Dieu par l'intercession puissante de saint Martial, dont on transporta triomphalement les reliques à Mont-Jauvy (4), dans la châsse d'or qu'on devait à l'abbé Joffredus. Les populations accourues de toutes parts avaient aussi transporté, pour cette prière solennelle, les reliques des saints que le Limousin a produits en grand nombre. Ces témoignages d'une foi sincère obtinrent la cessation du fléau; mais ce n'était pas assez : aussi les évêques du même duché, venus également en pèlerinage, songèrent à obtenir que tous ces guerriers, aujourd'hui tremblants sous la verge de Dieu, missent, pour quelque temps au moins, leur glaive dans le fourreau, et promissent de respecter les églises, de ne plus infester les routes, et de ne pas inquiéter les voyageurs, surtout lorsqu'un prêtre ou un moine les accompagnerait, enfin de ne poursuivre aucun débiteur, et de n'attaquer personne depuis le mercredi soir jusqu'au lundi matin de chaque semaine. Cette *trêve de Dieu* fut observée ensuite dans toute la France; mais Limoges avait eu l'honneur de l'initiative.

XII. — ADALBALDUS (998-1007) fut un moine exemplaire, très-savant et plein de prudence : aussi fut-il successivement abbé de Charroux, de Saint-Martin de Tulle, d'Uzerche, de Saint-Augustin de Limoges et de Saint-Martial, où il mourut empoisonné si on en croit Baluze. (*Gall. christ. nov.*, T. II, col. 557, 569, 576, 586, 663, 1280. — Adémar, p. 172. — *Necrologium Solemniacense*, manuscrit de la Bibliothèque impériale, ancien n° 1338. — Baluze, *Historia Tutelensis*, p. 82; 83, 835.) On lui doit une réparation régulière de la basilique de Saint-Martial.

(1) « Hujus principatu plaga ignis super corpora Aquitanorum desaevit, et mortui sunt plus quadraginta millia hominum ab eadem pestilentia. Ideo Jofredus abbas et episcopi Aquitaniae, adunati Lemovicas, leverunt corpus sancti Martialis apostoli, et in montem Gaudii transtulerunt; et exinde pridie nonas decembris tumultu suo restituerunt, et cessavit pestilentia ignis. Hic de icona aurea loculum fecit aureum cum gemmis, in quo vectum est corpus sancti Martialis. Hic duas cruces ex auro et gemmis fecit. »

(ADEMAR, *ibidem.*)

XIII. — JOFFREDUS ou JAUFREDUS II^e du nom (1007-1049) n'aurait été élu qu'en 1008 d'après le *Gallia christiana nova* (T. II, col. 557), qui le fait mourir en 1048. Martène fixe sa mort à l'an 1049, et un manuscrit de la Bibliothèque impériale (ancien n^o 4338), en 1020 seulement.

On le dit issu de la famille des vicomtes de Limoges (*Gallia christiana, ibid.*; — Dutems, *Clergé de France*, T. III, p. 274), et le trait suivant le montre comme un homme énergique.

Vers l'an 1009, quelques seigneurs de la Marche s'étaient crus assez forts pour s'emparer impunément de l'église de Saint-Vaulry, qui dépendait du monastère de Saint-Martial. Pour s'en venger, l'abbé Geoffroy persuada à Boson II, comte de la Marche, de le suivre à la tête d'une troupe nombreuse de gens armés, et, s'en allant à travers les montagnes, ils se jetèrent pendant la nuit sur l'église de Saint-Vaulry, d'où ils enlevèrent les reliques du saint patron, reliques que l'on conserva sous bonne garde à Mont-Jauvy pendant près de dix ans. Pour des hommes de foi, la perte de ces reliques était singulièrement regrettable : aussi ce larcin produisit-il l'effet prévu par l'abbé de Saint-Martial, auquel on donna satisfaction afin d'obtenir la précieuse relique. Par suite de cet accord, on établit à Saint-Vaulry, en présence de Guillaume, duc d'Aquitaine, et de Gérard, évêque de Limoges, une maison monacale qui a subsisté jusqu'en 1680 (Mosnier, *Vie de saint Vaulry*), et dont l'office de sacristain subsistait encore au temps où Nadaud écrivait.

On raconte qu'en 1014, tandis que le duc Guillaume et l'évêque Hilduin étaient à Rome, les seigneurs d'Aquitaine, de France et d'Italie célébrèrent solennellement la fête de Pâques à Saint-Martial. Il est à croire que les moines furent alors indemnisés de la dépense considérable que leur occasionèrent ces nobles visiteurs. Du reste, l'abbaye venait de fournir un impôt forcé pour le voyage de l'évêque, auquel son frère Guy, vicomte de Limoges, avait vendu les revenus du couvent ; et, sous cette même administration, quoiqu'on ne sache en quelle année, il fallut aider par une somme énorme à la rançon d'Emme, vicomtesse de Limoges, que les Normands avaient faite prisonnière pendant un pèlerinage à Saint-Michel-en-l'Herm.

Or, qui le croirait ! malgré ces causes de ruine, l'abbé Geoffroy II, qui aimait à paraître magnifique, trouva moyen de témoigner sa vénération pour saint Martial en faisant suspendre devant ses reliques une couronne d'or ornée de pierreries, et de

rebâtir, en 1047, dans des proportions plus considérables, l'église de l'abbaye (Martène, T. III, *Anecd.*, col. 4402), ou du moins, pour suivre d'autres chroniques plus vraisemblables (*Gall. christ. nova*, T. II, col. 557; — Dutems, *Clergé de France*, T. III, p. 274), de la réparer (*restauravit*). Il est vrai que les dons des fidèles devaient être pour ce monastère si renommé une source de revenu autrement considérable que les biens-fonds. Nous avons parlé du concours qui occasiona la *trêve de Dieu*. Le respect pour notre saint apôtre n'était pas diminué, comme le prouvent les faits suivants. Après avoir été sacré à Poitiers en 1044, l'évêque Gérard fut accompagné à Limoges par les évêques de Périgueux et d'Angoulême. Quand ils entrèrent dans la ville, leur premier soin fut de se présenter à Saint-Martial (9 novembre), d'où les moines les conduisirent en procession jusqu'à Saint-Pierre-du-Queyroix. (Adémar, p. 476.)

Un fait étonnant que rapportent tous les chroniqueurs, et qui prouve quel respect passionné on avait chez nous pour saint Martial, c'est que, le dimanche de la mi-carême (8 mars) de l'an 1048, le désir de pénétrer dans le sépulcre, où on chantait l'office de la nuit, fut tel que cinquante-deux personnes auraient péri étouffées. (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 543. — *Acta sanctorum*, T. V *junii*, p. 565. — Martène, *ibidem*. — Duchesne, *Historiens de France*, T. IV, p. 83.)

Les habitants de Narbonne, délivrés d'un siège tenté contre eux par les Maures de Cordoue, envoyèrent, dit Adémar (p. 477), vingt Maures esclaves pour témoigner leur reconnaissance.

Un seigneur du Ronergue, Yschafredus, et Rixende, sa femme, ayant passé au carême entier près du tombeau de saint Martial, obtinrent des moines communion de prières, et leur cédèrent (Baluze, *Miscellanées*, T. VI, p. 525 et 630) la terre de Modulantia, où plus tard l'abbé Odolric fit bâtir l'église de Rieupeyrour, qui devint une prévôté.

Du reste, la dévotion des moines de Saint-Martial n'était pas exclusive : vers l'an 1040, ils transportèrent sur un brancard doré et orné de pierreries les reliques de notre saint apôtre jusqu'à saint Jean-d'Angély, où étaient, disait-on, des reliques de saint Jean-Baptiste. L'abbé Geoffroy, l'évêque Gérard, les chanoines de Saint-Étienne et une foule de seigneurs étaient de ce pèlerinage. Comme ils passaient par Charroux, les moines et les fidèles vinrent au-devant d'eux jusqu'à plus d'un quart de

lieue, et, après la messe, on les accompagna fort loin. A Saint-Jean-d'Angély, l'évêque de Limoges officia pontificalement, et les moines de Saint-Martial chantèrent alternativement avec les chanoines de Saint-Étienne, comme ils le faisaient dans les plus grandes solennités. Au retour, tant on était heureux d'avoir vu plusieurs guérisons miraculeuses, les fidèles dansaient de joie devant les reliques comme autrefois David devant l'arche sainte.

XIV. — HUGUES I^{er} (1019-1025), quoique pieux, éprouva une vive opposition de la part de l'évêque Gérard I^{er}, qui, désirant lui-même le titre d'abbé, refusa pendant deux ans de le bénir (Adémar, p. 476, 484), et ne céda qu'aux vives instances des fidèles.

L'élection de l'évêque de Limoges Jourdain de Larron attira dans l'église de notre abbaye, en janvier 1023, pour le sacre du nouvel élu, le duc d'Aquitaine Guillaume IV, les évêques Islon et Isembert, avec une foule de seigneurs, et le couvent fit généreusement les frais de réception pendant tout le jour. Tant était grand le respect pour ce lieu, l'archevêque de Bourges ayant excommunié le Limousin parce qu'on avait ordonné Jourdain sans son consentement, ce qui était contraire aux lois de l'Église, exempta de cette censure le monastère de Saint-Martial avec ses dépendances.

Vers ce même temps, Guy de Lastours, *proviseur* ou *défenseur* de l'église d'Arnac, en fit à l'abbé de Saint-Martial le don gracieux, que confirmèrent l'évêque de Limoges et le pape Benoît.

Mais ce qui signale surtout l'administration de l'abbé Hugues, c'est que, en 1023, étant à Paris, en présence du roi Robert, dans une assemblée d'évêques et de seigneurs, il fut accusé de déprécier saint Martial en le qualifiant simplement de confesseur, tandis que le titre d'apôtre lui convenait, et que cette discussion détermina la réunion des deux conciles de Limoges où le différend fut jugé. (Voyez la *Dissertation* de M. l'abbé Arbellot : Bulletin, T. IV.) Enfin me pardonnerait-on de taire les noms bénis de deux prêtres réguliers, si pieux et si savants qu'Adémar, élevé par l'un d'eux, son oncle paternel, les nomme les deux colonnes et les deux flambeaux de l'abbaye? L'un d'eux était le *chantre* Roger, dont le tombeau est à la porte de notre musée. Les qualifications de *chantre* et d'*écolâtre* qu'on lui donne indiquent quelle estime on avait de lui. (*Histoire littéraire de la*

France, T. VII, p. 47). L'autre était Aldebert, bibliothécaire du couvent. (*Id.*, p. 47.) Ces deux vieillards avaient l'un pour l'autre l'estime la plus affectueuse, et Dieu leur fit la grâce de les appeler à lui dans la semaine d'après Pâques. Roger mourut le 26 avril, l'an vi du gouvernement de l'abbé Hugues, qui mourut le 27 mai 1025. (Martène, *ibidem*, et manuscrits de la Bibliothèque impériale, ancien n° 4,338.)

XV. — ODOLRIC (1025-1040), entré jeune au monastère de Saint-Martial, s'y montra, dit-on, peu studieux et étourdi. Or, un jour de fête solennelle, en lisant l'épître à la grand'messe, il fit une faute si grossière que le maître du chœur (*archichorus*), humilié pour le couvent devant la foule, qui comprenait sans doute le latin, l'en punit par un soufflet. Cette violence couvrit le jeune homme d'une telle confusion qu'il prit immédiatement la fuite. Pourtant, résolu à s'amender, il suivit assidûment et avec succès la célèbre école de Fleury; puis, quand il y eut acquis ces connaissances littéraires qui lui valurent le titre de grammairien très-savant, quand de plus il se fut bien formé à la vertu pour réparer le scandale de ses jeunes années, il rentra dans le cloître de Saint-Martial. Alors il s'y trouva des plus distingués par la prudence (*prudencia insignis*), par le savoir et par la piété, si bien que, après la mort de l'abbé Hugues, on le choisit unanimement pour lui succéder. (Gaufredus, p. 283. — Mabillon, *Annales*, T. IV, p. 717. — *Gallia christiana nova*, T. II, col. 558.)

Béni par l'évêque Jourdain, il gouverna l'abbaye avec une vigilante sagesse (*vigilantissimæ honestatis*), et même avec des procédés toujours nobles. On dit qu'il acheta les Évangiles écrits en lettres d'or, et deux manteaux de peau de lion, ainsi que deux églises, avec les murs et le château de Limoges (4). Ces derniers mots signifieraient peut-être, comme le remarque Nadaud, qu'il racheta la propriété du château de Limoges, que le vicomte Guy avait vendue à son frère l'évêque Gérard, ainsi que nous l'avons dit déjà. Quant au rachat des églises, c'était, dit Fleury (l. LXIV, n° 29), une redevance pécuniaire due par les monastères et par chaque nouveau titulaire des cures à l'évêque du lieu pour les

(1) « Odolricus comparavit duo pallia leonina, et textum Evangelii minorem de auro, et fecit dedicare caput istius ecclesie cum magno honore, et redemit duas ecclesias, muros et castellum. »

(ÉLIE DE ROFIAC, contin. d'Adémar, *Patr. de Migne*, T. CXLI, p. 83.)

cures que les couvents avaient reçues des seigneurs avec l'agrément de l'évêque, celui-ci, dans le principe, ayant seul droit d'en disposer. Le concile de Clermont, tenu en novembre 1095, condamna ces rachats comme abusifs.

Odolric enrichit le monastère de Saint-Vaulry, dont il fit faire la dédicace. A sa prière-encore, avant de partir pour Jérusalem, l'évêque Jourdain sacra (15 juillet 1028) le monastère d'Arnac en présence de Guy de Lastours et de sa femme Engalsie ou Émalsie; d'Adémar de Laron, leur gendre; Ebolus de Comborn, frère d'Archambaud dit Jambe-Pourrie; Adémar, fils du vicomte Guy; Bernard Chabrol et Firminus.

Le dimanche 17 novembre de la même année 1028 (Gaufridus, p. 283; — *Acta sanctorum*, T. V *junii*, p. 566), la basilique royale du Sauveur, sans doute celle que Geoffroy II avait bâtie ou du moins restaurée, fut consacrée par onze évêques; savoir : l'archevêque de Bordeaux et les évêques de Limoges, Poitiers, Angoulême, Périgueux, Gironne, Cahors, Alby, Rodez, Carcassonne et Saintes. Fulbert, évêque de Chartres, devait aussi s'y trouver : sa 402^e lettre, adressée au duc d'Aquitaine, nous apprend qu'il en fut empêché par le service de son diocèse. Les ducs d'Aquitaine et de Gascogne s'y trouvaient aussi avec une foule de seigneurs. Pour cette auguste cérémonie, on leva de terre saint Martial, dont les reliques furent pendant huit jours exposées à la vénération des fidèles.

Ce même Odolric, qu'Adémar qualifie de comte et abbé (Mabilon, *Annales*, T. IV, p. 270) se trouva au second concile de Limoges, réuni pour promulguer le décret du pape en faveur de l'apostolat de saint Martial (18 novembre 1034); il y parut revêtu de ses plus magnifiques ornements, et accompagné de trois diacres. (*Conciles*, T. IX, col. 906.)

La guerre entre seigneurs et le vol à main armée continuaient encore. Notresavant abbé osa dire aux dix évêques du concile : « Si les seigneurs du Limousin s'opposent à votre dessein d'établir la paix, jetez sur tout le Limousin une excommunication générale, en sorte qu'on ne donne la sépulture à personne, sinon aux clercs, aux pauvres mendiants, aux passants, puis aux enfants de deux ans et au-dessous; que l'office divin se fasse à huis clos dans toutes les églises, mais qu'on donne le baptême à ceux qui le réclameront. Vers l'heure de tierce, on sonnera les cloches dans toutes les églises, et tous, prosternés la face contre terre, prieront pour la paix. Qu'on accorde aussi la pénitence et le saint

viatique à la mort. Dans toutes les églises, les autels seront dépouillés, les croix et les ornements seront couverts comme le vendredi saint. On ne parera les autels que pour les messes, qui se diront les portes fermées. Pendant cette excommunication, personne ne se mariera; personne ne se saluera par le baiser, personne ne mangera de chair: on n'usera que des aliments qui sont d'usage en carême; personne ne se fera la barbe, et tout cela jusqu'à ce que les seigneurs obéissent au concile (1). On ne dit pas si les évêques punirent l'abus de la force brutale par cette arme non moins terrible que l'épée, mais salutaire, et dont Odolric les engageait à frapper.

Dans ce même concile, on reprocha aux moines de Saint-Martial et à quelques autres d'administrer le baptême. Saint-Martial avait le privilège de baptiser la veille de Pâques et celle de la Pentecôte: on ne le lui ravit pas; mais il fut ordonné que tous les fidèles baptisés dans cette église se présentassent, le même jour, devant l'évêque, à la cathédrale, pour être confirmés.

Quelques manuscrits font mourir l'abbé ODOLRIC vers la fin de l'année où fut célébré ce concile, et alors on lui donne pour successeur ANTERIUS (manuscrits de la Bibliothèque impériale, anciens n^{os} 4338 et 3237, et le P. Martène); mais d'autres chroniqueurs reculent sa mort jusqu'en 4040, et en effet, cette même année, il se trouva présent à la dédicace du monastère de Vendôme. (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 558. — Conciles, T. IX, col. 939. — Geoffroy de Vigeois.)

XVI. — PIERRE I^{er} dit ALBERT DE CLUN OU DE CLUYS (4040-4048), fils d'Eucharis, du château de *Cluno*. Il mourut le 27 septembre, dit Geoffroy de Vigeois, et sans avoir rien fait de remarquable. Le P. Bonaventure dit (T. III, p. 403), sur la foi de quelques manuscrits, qu'il siégea huit ans, et qu'il fit entourer de murailles le côté de la ville où les moines avaient un petit bois, et qu'on nommait *Villa-Clau*, aujourd'hui Viraclaud.

Nadaud et Legros pensent que c'est vraisemblablement cet abbé Pierre qu'on désigne par la seule lettre P, et qui fit construire la porte Montmailler.

XVII. — MAINARD DE HISLY (4049-4060). Geoffroy de Vigeois

(1) J'ai emprunté cette traduction aux notes dont je me sers, le texte me manquant.

ne lui attribue aucun acte digne d'être rapporté. Cependant, d'après le *Gallia christiana nova* (T. II, col. 558) et Dutems (*Clergé de France*, T. III, p. 274), il décora l'abbaye de fort beaux édifices par suite d'un terrible incendie arrivé en 1053. L'abbé de Vigeois et dom Martène racontent que l'église fut entièrement brûlée avec les ornements, les livres (*corinæ*), les titres, les privilèges et même trois moines nommés Bernard, Ramnulf et Guy qu'on trouva consumés au-dessus du sépulcre de Saint-Martial.

Un autre incendie arriva le 20 avril 1060, et l'abbé Mainard mourut le 19 juin de la même année.

XVIII. — PIERRE II dit AUBON (1060-1063) se trouve nommé dans quelques manuscrits comme abbé de Saint-Martial (Dutems, *ibidem*); mais le continuateur d'Adémar ni Mabillon n'en parlent point, et on ne sait rien de son administration. Néanmoins il est constant que Mainard, son prédécesseur, mourut en 1060, et que Adémar, nommé plus bas, ne commence qu'avec la réforme de Cluny en 1063. Quoi qu'il en soit, l'an 1062 *Gallia christiana nova*, T. II, col. 546; — Baluze, *Miscellaneæ*, F. VI, p. 549), Adémar, vicomte de Limoges, donna l'abbaye de Saint-Martial à l'abbé de Cluny Hugues et à ses successeurs, du consentement d'Ithier, évêque de Limoges, et des chanoines de sa cathédrale, puis de sa femme Humberge, de ses quatre fils, qui signèrent, et des seigneurs du Limousin. Cet acte d'omnipotence aurait eu pour but d'expier les péchés d'Adémar, commis par trop de condescendance envers les moines, et aussi peut-être par quelque abus de pouvoir relativement à leurs propriétés.

Du reste, voici la pièce extraite par Nadaud des fragments de l'*Histoire de France* du père Estiennot (T. VI, p. 274), qui l'avait copiée sur le cartulaire de Cluny :

« Noverint omnes sanctæ matris Ecclesiæ filii ac fideles, tam præsentis quam futuri temporis, quod ego Ademarus, vicecomes Lemovicensis, domno Hugoni, abbati Cluniacensis monasterii, omnibusque successoribus ejus abbatibus qui idem monasterium Cluniacense regulariter gubernabunt, dono et trado abbatiam Sancti Martialis Lemovicensis, cum consensu et auctoritate D. Iterii, ejusdem civitatis episcopi, canonicorumque ejus, necnon et conjugis mee Umbergæ filiorumque meorum et obtinatum ob indulgentiam peccatorum nostrorum et parentum nostrorum,

et maxime eorum quæ de eadem abbazia contraximus, consentientes monachos ibidem degentes non secundum regulam Sancti Benedicti vivere, et animarum regimen simoniæ utentibus abbatibus vendentes; quam hæresim, cum ab initio nascentis Ecclesiæ B. Petrus, apostolorum princeps, in ipso suo capite extinxit, nuper tamen sanctus Leo, papa, et omnes deinceps ejus successores perpetuo anathemate damnaverant. Pœnitens igitur præteritorum excessuum meorum, et confidens ejusdem abbatis successorumque ejus industria, eandem abbatiâ Sancti Martialis, ad regularem tramitem posse reduci, et detestabilem hæresim simoniacam, Deo adjuvante, funditus expelli, dono et trado prædictam abbatiâ prædicto Hugoni abbati omnibusque successoribus ejus abbatibus regulariter viventibus deinceps, perpetuo possidendam per abbates quos eidem loco, tam ipse quam successores ejus, præfecerint. Si, quod absit, pro mala conversatione removendi fuerint, ipse et successores ejus submoveant eos, et meliores substituunt absque contradictione ullius hominis, nihil in eadem abbazia neque ego neque successores mei retinendo, exceptis his consuetudinibus: CC solidis ad vindemiam colligendam, in festivitate S. Aredii reddendis, et sagmario in hostem præstando, cum famulo; qui sagmarius, hoste transacto, monasterio reddatur; et, uno recepto comitis Pictaviensis, per jussionem vicecomitis, et justitia panis et vini, cum in hanc villam venerit. Eo tenore ut hanc donationem et traditionem omnes successores mei confirment, et hanc cartam laudent et autorisent, et hæc nostra traditio, ut stabilis et inconvulsa permaneat, apostolica auctoritate firmetur. Quod si ego, aut successorum meorum aliquis, hanc traditionem infringere aut contradicere voluerit, iram Dei omnipotentis et anathema perpetuum incurrat, et præfatus Hugo abbas et successores ejus apud ejusdem civitatis episcopum et omnes christianos, et præcipue apud apostolicam sedem habeat potestatem reclamandi.

» Facta est autem hæc donatio in eadem urbe Lemovicensi, anno incarnationis dominicæ 1062, indictione 15, regnante Philippo, rege Francorum, anno 3°, cujus traditionis confirmatores et consignatores et testes hii sunt imprimis: Iterius episcopus signavit; Ademarus vicecomes signavit, cum quatuor filiis suis et uxor ejus Humberga. »

— « Sachent tous les fils et fidèles présents et à venir de notre sainte mère l'Église que moi, Adémar, vicomte de Limoges, je

donne et je livre l'abbaye de Saint-Martial de Limoges à dom Hugues, abbé de Cluny, et à tous ceux qui gouverneront régulièrement après lui comme abbés le monastère de Cluny. Je le fais du consentement et par l'autorité d'Itier, évêque de Limoges, du consentement de son chapitre, et aussi avec celui de ma femme Humberge, de mes fils et des seigneurs, pour obtenir pardon de mes péchés et de ceux de mes parents, mais surtout de ceux que j'ai commis à cause de la même abbaye en me prêtant à ce que les moines qui l'habitent ne vécussent pas d'après la règle de Saint-Benoît, et vendant le gouvernement des âmes aux abbés, qui usaient eux-mêmes de simonie; crime qui m'a rendu coupable de cette hérésie, que, au commencement de l'Eglise, le bienheureux Pierre, prince des apôtres, voulut éteindre en punissant Simon lui-même par une malédiction terrible; que plus tard (v^e siècle) le pape saint Léon flétrit aussi de ses anathèmes, et que ses successeurs ont également anathématisée.

» Me repentant donc de mes excès passés, et plein de confiance que le zèle dudit abbé Hugues et de ses successeurs fera rentrer l'abbaye de Saint-Martial dans l'ordre, et y détruira, Dieu aidant, la détestable simonie, je donne et je livre ladite abbaye audit abbé Hugues et à tous ses successeurs qui vivront régulièrement.

» Je la donne afin qu'ils la possèdent à perpétuité par les abbés que lui et ses successeurs nommeront à Saint-Martial. Si, ce qu'à Dieu ne plaise! les abbés de Saint-Martial devaient être retirés à cause de leur mauvaise administration, que les abbés de Cluny les remplacent par de meilleurs, sans que personne ose s'y opposer. Dans cette concession, mes successeurs et moi ne nous réservons que le maintien de quelques droits coutumiers : qu'on nous paie le jour de la fête de saint Yrieix deux cents sous destinés à faire recueillir la vendange, puis, pour le cas de guerre, *un sagmar* avec un domestique; après la campagne, le *sagmar* sera rendu au monastère; et encore que le monastère, sur la demande du vicomte de Limoges, fournisse un logement, et fasse les frais du pain et du vin quand le comte de Poitiers viendra dans cette ville.

» Je veux que tous mes successeurs confirment cette donation, louent et autorisent cet acte, et même, afin que la concession soit irrévocable, nous voulons que le siège apostolique la confirme. Que si moi-même ou quelqu'un de mes successeurs nous

voulions contrarier l'effet de cette donation et nous y opposer, que la colère du Dieu tout-puissant et qu'un anathème perpétuel nous en punissent, et que l'abbé Hugues et ses successeurs réclament contre nous auprès de l'évêque de cette ville, auprès de tous les chrétiens, et surtout auprès du siège apostolique.

» Cette donation a été faite dans la ville même de Limoges, l'an 4062 de l'Incarnation de Notre-Seigneur, indiction quinziesme, la deuxième année du règne de Philippe, roi des Francs. Les principaux témoins qui ont approuvé aussi la donation sont : Itier, évêque, qui a signé; Adémar, vicomte, qui a signé avec ses quatre fils et sa femme Humbérge. »

Dès ce jour les abbés de Cluny avaient donc le droit de nommer un abbé à Saint-Martial, et même de le remplacer s'il n'était pas exemplaire. Le vicomte était d'ailleurs généreux; il suivait simplement la coutume en se réservant deux cents sous pour la vengeance et un *sagmario* ou cheval de bagages (Mabillon, *Annales*, T. IV, p. 626) avec un valet pour les temps de guerre, puis un logement pour le comte de Poitiers, avec la prébende du pain et du vin quand celui-ci viendrait dans la ville.

Il paraîtrait que saint Hugues vint à Limoges cette même année, car, par acte daté du 12 novembre dans le *commun couvent* de Saint-Martial, où il présidait, *Deus Det*, abbé de Rodez, donna l'abbaye de Vabres à Cluny du consentement des clercs de Rodez, de Robert, comte d'Auvergne, Pierre Bérenger, évêque de Rodez, Pierre, abbé, et des comtesses Ricarde et Berthe. (Baluze, *Histoire de la maison d'Auvergne*, T. II, p. 52.)

Toutefois les moines de Cluny ne s'installèrent à Limoges qu'en 4063 et par violence. C'est que, dit-on, le vicomte paraissait avoir dépassé ses droits, et l'exécution de sa promesse n'était pas facile. Jusqu'alors, dit Mabillon lui-même (*Annales*, T. IV, p. 647), le monastère de Saint-Martial n'était soumis à personne; les privilèges des rois et des papes l'exemptaient de toute juridiction. Or le vicomte et l'évêque avaient sans doute suivi un sentiment religieux en voulant, par la réforme, ranimer la ferveur à Saint-Martial; mais la cupidité du vicomte fut également en jeu, dit Baluze (*Miscellanées*, T. VI, p. 547-579), et, sur la promesse d'un chevalier du château de Limoges nommé Pierre Escauserius, il espérait obtenir de l'abbé de Cluny un beau cheval appelé *Miliscat* et beaucoup d'or. Les instances de ce chevalier intrigant le déterminèrent par un zèle religieux qu'Itier approuva. Ce n'était pas tout, car il s'agissait d'évincer les posses-

seurs. L'audace d'Adémar eut un plein succès. Voici comment : il fit venir à Limoges l'abbé Hugues et quelques-uns de ses moines, que le chevalier reçut et fit cacher dans l'église de Saint-Michel, près de la tour du vicomte. C'était le 3 ou le 5 août (Gaufredus, p. 287; — Baluze, *id.*, p. 548; — *Gallia christiana, id.*, col. 558-559, et *Instrumenta*, c. XXIV, col. 479). Le vicomte Adémar vint dans le monastère, et fit assembler en chapitre les moines, auxquels il ordonna d'élire un abbé. Ceux-ci, pour montrer qu'ils n'éprouvaient point d'embarras, proposèrent trois d'entre eux, tous distingués par la naissance, par le savoir et par la piété : c'étaient Geoffroy de Nieul, Guy Paute et Gérard le Grammairien, et on allait choisir l'un d'eux; mais le vicomte baissait la tête, et paraissait s'occuper de toute autre chose. Alors Geoffroy de Nieul, qui connaissait la cause de son embarras et l'arrivée des nouveaux moines, l'interpella pour le déconcerter, et promit au nom de tous de faire vive résistance. Il oubliait qu'Adémar avait bonne escorte, et celui-ci s'en souvint; car, se précipitant sur Geoffroy, il le saisit, et le mit dehors; ce qui jeta la terreur dans l'esprit de tous ces hommes désarmés, qui prirent la fuite comme on le souhaitait. Ainsi furent introduits les nouveaux moines. Ce fut, dit avec raison un des moines chassés, dont Mabillon nous a conservé la protestation anonyme (*ibid.*, p. 647); ce fut par violence, par l'appui des laïques, et contrairement au droit civil et religieux, puisqu'une bulle du pape Léon déclarait Saint-Martial exempt de toute juridiction étrangère.

Au fait, la violence ne fait pas le droit, et le succès ne peut la justifier. Si la bulle dont on parle existe, les intentions pieuses de l'évêque Itier et de saint Hugues leur firent illusion, car le pape seul avait droit de réprimer l'abus. Comme il était accessible, avant d'agir, il fallait attendre qu'il se fût prononcé.

III.

Abbés clunistes.

XIX. — ADÉMAR (1063-1114), issu d'une famille noble du Limousin et moine de Cluny, fut nommé, en décembre 1063, abbé de Saint-Martial par Guillaume, duc d'Aquitaine, et par saint Hugues. Il paraîtrait que les anciens moines restèrent sous sa direction, car il eut à souffrir, dit Geoffroy de Vigeois (p. 289),

des trois principaux : Gérard, Guy Paute et Geoffroy de Nieul, qui excitèrent contre lui les chevaliers de Rochechouart.

Toutefois Adémar rétablit vite la régularité dans l'abbaye de Saint-Martial. Il pourvut l'église d'ornements somptueux, fit voûter (*volvi*) la grande nef depuis l'autel de Sainte-Croix jusqu'à la porte occidentale, et procura deux belles cloches. On lui dut encore le cloître, qu'ornaient des colonnes de marbre, le réfectoire, le dortoir et des infirmeries, puis quantité de livres. Enfin il soumit à son monastère celui de Vigéois, où il nomma un abbé en 1082, et il acquit plusieurs *obédiences* ou *celles*, qui étaient des églises unies à des métairies gérées par des moines. (Gaufrédus, p. 288. — Mabillon, *Annales*, T. IV, p. 648.) En 1094, les moines de *Sauve-Majeure*, au diocèse de Bordeaux, devaient à Saint-Martial la rente annuelle d'une prébende payable le 3 juin. (Martène, *Anecdotes*, T. I, col. 258.)

Il assista au concile de Toulouse en 1068; à celui de Poitiers, en 1078; à ceux de Saintes, en 1080 et 1084; à celui de Clermont, en 1095; mais, dans ces diverses assemblées, il est désigné simplement comme *abbé de Limoges*, parce qu'alors il n'y avait dans l'enceinte de la ville que l'abbaye de Saint-Martial. (Besly, *Histoire des comtes de Poitiers*, p. 383, 449. — Mabillon, *Annales*, L. LXV, n° 37; L. LXIX, n° 22. — Martène, *Anecdotes*, T. IV, col. 448.) Cette même année, l'abbé Adémar signa, à Meuzac en Auvergne, l'acte par lequel le roi Philippe I^{er} donnait l'abbaye de Saint-Martial à celle de Cluny. (Sirmond, *Notes sur Geoffroy de Vigéois*, p. 76.)

Peu après (23 décembre 1095), le pape Urbain II, revenant du concile de Clermont, où il avait prêché la croisade, arrivait à Limoges. Il passa huit jours avec toute sa suite à Saint-Martial, où il consacra, sous le vocable du Sauveur, la basilique fondée par Louis le Débonnaire, et récemment réparée par l'abbé Adémar. La cérémonie fut des plus imposantes. Les archevêques de Lyon, de Bourges, de Bordeaux, de Pise et de Reggio, ainsi que les évêques de Segni, de Poitiers, de Saintes, de Périgueux, de Rodez et de Limoges, y assistaient. Le pape bénit l'eau, lava lui-même l'autel, plaça les reliques des saints, et officia pendant la messe, puis sortit après le sermon pour bénir le peuple, dont la foule était si considérable que, à un mille autour de la ville, on ne voyait que des têtes humaines. (Geoffroy de Vigéois, p. 293-294. — *Gallia christiana nova*, T. II, col. 559. — Baluze, *Miscellanea*, T. VI, p. 405 et 440. — Fleury, *Histoire ecclésiastique*, L. LXIV, n° 33.)

Pendant son séjour à Limoges, Urbain II, invité à examiner l'élection d'Humbault Hélié, évêque de Limoges, pour laquelle l'abbé de Saint-Martial n'avait point été invité à prendre part, et contre laquelle il avait protesté devant le pape lui-même, Urbain II annula cette élection comme ayant violé le droit d'Adémar, et comme ayant été confirmée par suite d'un faux. (Gaufred., p. 294. — Baluze, *Miscellanea*, p. 409.) Le pape fit plus : il défendit que dans la suite aucun Hélié de Gimel n'obtînt à Limoges une dignité quelconque. (Le chroniqueur de Maillesais. — Labbe, *Bibliot. nova*, T. II.)

D'après l'auteur du *Gallia christiana nova*, T. II (col. 549, 559 et 4265) et le père Estiennot, *Antiq. bened. pictav.* (T. IV, p. 482), le 48 des calendes de mai (14 avril) 1096, l'abbé Aimar obtint une bulle dans laquelle il est dit que, *selon la coutume usitée de toute ancienneté, l'évêque de Limoges étant absent, l'abbé de Saint-Martial et ses successeurs, avec les chanoines les plus distingués de la cathédrale, gouverneront tout le diocèse, et que l'élection de l'évêque dépendra principalement de cet abbé.*

Vraisemblablement l'abbé de Saint-Martial abusait un peu de la faveur du pape. Quoi qu'il en soit, l'évêque Humbault eut pour successeur Guillaume d'Uriel, prieur du monastère de Saint-Martial.

Baluze rapporte (*Miscellanea*, T. VI, p. 388) une autre bulle, datée du 2 des ides d'avril (12 avril) 1097, par laquelle l'abbaye de Saint-Martial est confirmée dans le patronage des bénéfices de sa dépendance.

L'an 1100, Guillaume d'Aquitaine, qui avait défendu le château de Limoges contre plusieurs agressions (*infestationibus*), s'engagea, dans l'église de Saint-Martial, à partir pour la Terre-Sainte. Grand nombre de seigneurs et de peuple de ses terres se croisèrent avec lui. (Belly, p. 420 et 445. — Aulteserre, *Rerum Aquit.*, L. X, c. 44.)

Un an plus tard (1101), Adémar de Saint-Ribier, abbé de Terrasson (autrefois du diocèse de Limoges), soumit sa personne et son monastère à l'abbé de Saint-Martial et à ses successeurs, acceptant d'y recevoir à perpétuité le prieur, le sacristain, le cellérier et le maître d'école qu'on enverrait de Limoges. Raymond de Turenne approuvait cet acte, qu'on annula bientôt.

En 1183, on voyait encore, dit Geoffroy de Vigeois, les clefs de

la ville de Limoges suspendues par une chaîne près du tombeau de saint Martial, et antérieurement, chaque fois qu'on traitait des affaires publiques, le *chefrier* ou *chantre* du sépulcre paraissait, portant ces clefs suspendues au cou pour rappeler que l'abbé du monastère avait le domaine de toute la ville; mais, vers la fin du XII^e siècle, il paraît que les hommes de la commune souffraient de l'autorité du vicomte, et secouaient sans scrupule celle de l'abbé, dont la cuirasse n'était qu'une robe de bure et le casque un capuchon.

Adémar, abbé de Saint-Martial, mourut dans la nuit du 22 septembre 1114, fête de saint Maurice, après une administration de cinquante ans et quelques mois. Il laissait une *sainte et vénérable mémoire*.

En 1094, cent ans après la première épidémie, la peste des *ardents* désola de nouveau l'Aquitaine : il y eut même concours qu'autrefois au tombeau de saint Martial, par l'intervention duquel on obtint encore des guérisons miraculeuses.

XX. — BERNARD DE BRANCION (1114-1115). — Après la mort de l'abbé Adémar, le vicomte, oubliant les promesses de son père, excita les bourgeois à disputer aux moines le droit d'élection; mais Ponce, abbé de Cluny, intervint, et put bientôt, grâce à sa prudence, choisir lui-même l'abbé en vertu du privilège accordé aux abbés de Cluny par l'acte de donation, et confirmé par le pape Urbain II. Il nomma Bernard de Brancion, né en Bourgogne : celui-ci avait quitté le métier des armes pour prendre le froc à Cluny, où il était devenu successivement chambrier, puis prieur. L'élection fut faite en 1114, sous l'évêque Eustorge, en présence de plusieurs abbés des monastères voisins et de plusieurs seigneurs de la province. (*Gall. chr. nov.*, T. II, col. 69.) Assurément on eût pu prendre aussi bien le prieur de Saint-Martial, Hugue Damiani, qui fut depuis prieur de Saint-Pancrace-le-Leuvis en Angleterre, abbé de Radinge, et enfin évêque de Rouen en 1128. (Gaufredus, p. 299. — *Gall. chr. nov.*, T. I, col. 578.)

Bernard de Brancion, qui n'était point lettré, administrait fort bien les affaires, et on lui dut quelques constructions. (*Manuscrits de Cluny*.)

On ne sait pourquoi il se retira au bout de deux ans à Cluny, où il fut tué dans une sédition, et où l'on fonda pour lui un

anniversaire solennel, à l'occasion duquel les frères avaient exceptionnellement du vin, du pain, des fèves apprêtées à la graisse, de la pitance et du piment. (Mabillon, *Annales*, L. LXXIII, n° 77.)

XXI. — AMBLARD (1115-1148), prieur de Solignac, ou, suivant d'autres, de Souvigny (Dutems, *Clergé de France*, T. III, p. 272), fut nommé solennellement pour succéder à Bernard, et alors il fut réglé par Ponce, abbé de Cluny, que l'abbé de Saint-Martial serait toujours un moine de Cluny quand le prieur de ce dernier couvent viendrait de Saint-Martial, et réciproquement. En 1116, Amblard signa à Saint-Hilaire de Poitiers une charte où il est nommé à tort *Regnaut*. (Duchesne, *Histoire de Chatillon*, p. 547.)

L'année suivante, Gérard, évêque d'Angoulême et légat du saint-siège, fit, dans le chapitre de son église cathédrale, en présence de plusieurs prélats, un accord entre *Pierre de Saint-Sauveur*, abbé de Saint-Etienne de Vaux, diocèse de Saintes, l'abbé de Limoges et le prieur de Saujon (*de Saljonio*), pour une église de Saint-Sulpice. (*Gallia chr. nova*, T. II, col. 1033 et 1114.)

Geoffroy de Vigeois, d'après un cartulaire de son abbaye, et Bély, racontent que, le 31 août 1122, — le père Bonaventure (T. III, p. 441) dit en 1112, — le monastère de Saint-Martial se brûla tout entier, ainsi que les églises de Saint-Pierre-du-Queyroix, de Saint-Michel-des-Lions et de Saint-Martin, avec les quartiers adjacents. Quoique cet épouvantable sinistre fût suivi d'une famine, l'abbé Amblard s'occupa d'une reconstruction, et les édifices qu'on lui dut étaient de beaucoup préférables à ceux qu'il remplaçait. Ce fut vraisemblablement alors, comme déjà nous l'avons fait remarquer, qu'on éleva le clocher de Saint-Martial des deux étages de forme octogonale. Amblard acquit du vicomte Adémar la terre d'Excideuil, où il fit planter de la vigne, bâtir une maison et l'église. Par son ordre, les consuls de Limoges relevèrent les murailles, et rétablirent les fossés de la ville. Il avait donné son nom à une tour située près de l'abbaye, vis-à-vis l'hôtel de la Monnaie, et nommée par corruption la tour *Tremblant* ou *Branlant*, tour détruite en 1739.

En 1124, l'abbé Amblard offrit l'hospitalité à deux hôtes illustres qu'il conduisit auprès de saint Etienne de Muret, fondateur des grandmontains : c'étaient les cardinaux Grégoire et Pierre de Léon, alors légats en France, et qui devinrent, le pre-

mier, Innocent II, de digne mémoire (17 février 1130), et l'autre, l'antipape Anaclet.

Amblard témoigna sa vénération pour saint Etienne de Muret en cédant à ses disciples le village et tènement des *Sauvaiges*, voisin de la forêt de Grandmont. (*Manuscrit du frère de La Garde, conservé au grand-séminaire de Limoges.*)

En 1128, Gaucelin de Pierre-Buffière et Adémar, vicomte de Limoges, vinrent au tombeau de saint Martial jurer, en présence de l'évêque Eustorge, de l'abbé Amblard et d'une foule de peuple, qu'ils respecteraient leurs conventions mutuelles, et ne se feraient plus la guerre. Chacun d'eux fit répéter le même serment à cent de ses seigneurs.

Louis le Jeune, qui se rendait à Bordeaux pour épouser Éléonore d'Aquitaine, s'arrêta dans notre ville le 1^{er} juillet 1137. Raoul de Péronne, le comte Thibaud et d'autres guerriers l'accompagnaient, ainsi que Pierre, abbé de Cluny, et Suger, abbé de Saint-Denis. Quand ils eurent vénéré, suivant l'usage, les reliques de saint Martial, on leur fit fête sur les bords de la Vienne, où on avait dressé des tentes.

Eustorge, évêque de Limoges, et Amblard, abbé de Saint-Martial, avaient assisté au concile de Pise en 1134. (Pierre le Vénérable, L. III, épître 27^e. — Duchesne, *Vies des papes*.) Après la mort d'Eustorge, Amblard fut nommé par quelques-uns évêque de Limoges; mais d'autres élurent Gérard, doyen de Saint-Yrieix et neveu d'Eustorge, et ce dernier resta sur le siège épiscopal, car Pierre Laurez, curé de Saint-Pierre-du-Queyroix, et dont l'influence était considérable, ordonna, au nom du pape, à Amblard de se désister; et, comme un des clients de l'abbé eut le malheur de frapper le curé avec effusion du sang, cet acte compromit la cause d'Amblard, qui dut se retirer. Du reste, c'était un homme *d'une grande religion et honnêteté*, dit la chronique manuscrite de son abbaye, et il mourut en paix le 24 août 1143.

Pierre le Vénérable rend le meilleur témoignage (L. VI, épître 43) de la régularité des moines de Saint-Martial à cette époque. Il atteste que, depuis Cluny jusqu'aux Pyrénées, on ne trouvait point de monastère aussi édifiant. Ces moines habitaient pourtant, ajoute-t-il, faisant sans doute allusion aux guerres intestines de notre province, ils habitaient parmi les *bêtes rugissantes du Limousin* et leurs *rots féroces*.

XXII. — ALBERT DE COURCILLAS (1143-1156), ancien prévôt de La Souterraine, fut tiré du prieuré de Peyrat, le 14 septembre 1143, pour prendre la direction du monastère de Saint-Martial. Il était d'une bonne famille, car un de ses frères était chevalier de la ville d'Aubusson, et il était rempli de vertus : aussi son administration fut très-sage. Il acquit l'église ou le monastère qu'on appelait *les Chapelles* du château d'Aixe, l'église de Montier, la terre d'Uzerac, etc. Aussi bien il savait être ferme, et il donna une leçon utile à l'abbé de Terrasson, Bernard, qui voulait se soustraire à son autorité. Après l'avoir réprimandé en chapitre, il lui enleva son office, et le retint quelque temps à Saint-Martial; après quoi, satisfait des bonnes dispositions de Bernard, il le rétablit dans son ancien poste.

Il paraîtrait que les moines de Saint-Martial préparaient leurs aliments à la graisse pendant l'Avent et le vendredi : il fit défendre expressément d'user d'autre chose que d'huile en ces jours de pénitence (1). Sa piété envers les morts se traduisit aussi par une ordonnance qui imposait au monastère de Saint-Martial et aux maisons du Limousin qui en dépendaient, de faire dire pendant trente jours deux messes à l'occasion de la mort d'un d'entre eux. Dans les maisons où on ne l'aurait pas pu, on devait au moins en dire sept; et, si les prêtres y manquaient, il fallait pendant sept jours faire des aumônes pour remplacer. On lui dut encore l'institution d'une procession le jour de la Toussaint dans l'abbaye de Saint-Martial. En 1146, le pape Eugène III lui adressa une bulle. (*Dutens, Clergé de France*, T. III, p. 272.)

Dans les derniers jours de décembre de l'année 1154, ce même abbé de Courcillas reçut solennellement à Saint-Martial Louis VII et Éléonore, dont le mariage fut cassé, l'année suivante, pour cause de parenté. Les archevêques de Bourges et de Bordeaux se trouvaient présents avec l'abbé de Saint-Augustin-lez-Limoges. Il reçut pendant l'automne de l'année 1153, Henri Plantagenet, duc de Normandie, qui devint roi d'Angleterre, et qui avait fait avec Éléonore ce mariage malheureux d'où naquirent, entre la France et l'Angleterre, les guerres funestes qui durèrent trois cents ans, et pendant lesquelles chacune des deux nations perdit

(1) Il est à croire que ces religieux s'appuyaient sur des usages en vigueur de leur temps. Aujourd'hui même, dans plusieurs de nos provinces, on prépare les aliments maigres à la graisse les jours d'abstinence.

presque trois millions de ses enfants. On dit que les habitants de Limoges les fêtèrent par de grandes réjouissances et en dansant. Les moines de Saint-Martial les reçurent aussi processionnellement. (Geoffroy de Vigeois, p. 308, 309.)

Albert de Courcillas mourut le 9 août 1156. (Voyez du Cange, au mot *Dompnus*; — Mabillon, *Annales*, L. LXXX, n° 95; — le Nécrologe de Solignac et celui de Saint-Martial.)

XXIII. — PIERRE III DE PETIVIERS (1156-1160), ainsi nommé du château où il naquit, était de mœurs très-douces et fort pieux. Il occupait la charge de prieur à Cluny quand il fut élu, le 9 septembre 1156. (Geoffroy, p. 309. — *Gall. chr. nova*, T. IV, col. 1167. — *Manuscrits de l'abbaye de Saint-Martial*.)

En 1157, le 24 juin, fête de saint Jean-Baptiste, un incendie terrible désola de nouveau le château de Limoges. Le monastère de Saint-Martial et l'église de Saint-Michel-de-Pistorie (ou plutôt Saint-Michel-des-Lions, dit Nadaud) en souffrirent singulièrement. (*Chroniques d'Albéric*.)

Cette même année, l'abbé de Saint-Martial et celui de Saint-Augustin partirent pour Rome avec les évêques de Limoges et de Cahors. Le pape Adrien IV honora d'une bulle, l'année suivante, Pierre de Petiviers. Ce même abbé eut un procès singulier avec Pierre de Bernard, de la paroisse de Verneuil, qui avait blessé le droit du baile de la chevalerie en prenant la ceinture de chevalier.

En 1160, le jour de la fête de saint Martial, il y eut grande dispute entre les chanoines de Saint-Étienne et les moines de Saint-Martial pour savoir celle des deux communautés qui fournirait le diacre et le sous-diacre à l'archevêque de Bourges, qui officiait pontificalement dans l'église de Saint-Martial. Pour calmer les esprits, on décida que l'archevêque choisirait deux prêtres de sa suite; mais deux moines de Saint-Martial chantèrent l'épître et l'évangile. Ainsi les querelles suscitées par le droit de préséance sont de tous les temps (1).

L'abbé Pierre de Petiviers composa, dit-on, quelques traités fort utiles sur des matières religieuses, divers répons et deux proses

(1) Geoffroy de Vigeois nous a raconté quels étaient les rapports des chanoines de Saint-Étienne avec les moines de Saint-Martial (ch. 59, p. 310, etc.). Le père Bonaventure nous a aussi transmis ces usages, mais en abrégé (T. III, p. 491, 492).

en l'honneur de la sainte Vierge. L'une de ces proses commençait par ces mots : *Ave Maria, flos virginum* ; et l'autre, par ceux-ci : *Gabrieli, celesti nuntio*. On lui devrait encore, d'après Nadaud, d'autres pièces de vers latins.

Il mourut en 1160, le jour de Noël. La veille, il exhortait ses frères à célébrer saintement cette fête. Tout à coup il s'évanouit, et il expira dans la nuit même, vers le chant du coq.

XXIV. — PIERRE IV dit LE GROS (1164-1162) fut élu par une partie des moines de Saint-Martial, et HUGUE DE FAYA ou FUSA, par les autres. Dutems (*Clergé de France*, T. III, p. 272) et l'auteur du *Gallia christiana nova* (T. II, col. 560) n'inscrivent ni l'un ni l'autre. Du reste, ils ne siégèrent que bien peu de temps, et ce malentendu fut préjudiciable à la communauté.

Pierre IV fut employé pour un accommodement entre l'abbé de Saint-Jean-d'Angély et celui de Saint-Cybard d'Angoulême. Il fit à Saint-Martial quelques réformes liturgiques, et permit aux moines de se coucher après le chant de matines; ce qu'on n'avait point fait jusque là. Il paraîtrait qu'alors l'église de Saint-Martial était paroissiale, et qu'on jeûnait dans ce monastère les dimanches de l'Avent, à moins que les fêtes de saint André, de saint Nicolas ou de sainte Valérie ne tombassent un de ces dimanches. (Geffroy de Vigeois.) L'abbé Legros fait remarquer avec raison que de pareils jeûnes sont contraires à la pratique constante de l'Eglise.

Pierre IV, prié par un légat du pape Alexandre III d'intervenir auprès de l'abbé de Cluny afin de le détacher de l'antipape Victor IV, se démit, et partit pour remplir la mission dont on le chargeait; mais, humilié de sa démission, il se retira dans une simple obéissance, où il mourut le 21 août 1162, dit le nécrologe de Saint-Georges du Puy-en-Veley.

XXV. — PIERRE V DEL BARBI (1162-1174), ancien moine de Saint-Martial, fort savant, et frère d'Ithier, chevalier du château d'Aixe en Limousin, était abbé de Saint-Augustin-lez-Limoges lorsqu'on l'élut à l'abbaye de Saint-Martial le jour de la fête de l'Épiphanie de l'an 1162. Le légat du pape confirma cette élection; mais quelques méchants le décrièrent auprès du roi, qu'il dut aller trouver pour avoir aussi son approbation. L'année même de son élection (25 juillet), la bénédiction de la nouvelle église, bâtie en l'honneur de sainte Valérie sur le lieu même où

elle avait eu la tête tranchée (1), attira à Limoges une foule immense, et cette église devint un prieuré, qu'un moine de Saint-Martial occupait pour son abbaye.

Quand Pierre del Barri fut nommé, l'abbaye de Saint-Martial était endettée de dix-huit mille sous; les obédiences de Roussac, de Couzeix, de Verneuil et de Rosiers devaient pareille somme. L'abbé Pierre paya tout avant sa mort, augmenta la bibliothèque de quantité d'ouvrages, fit bâtir et peindre le cloître des infirmes, ajouta au monastère quelques autres bâtiments, et laissa de l'argent (Geoffroy, p. 324); il est vrai que, contrairement aux lois de l'Église, il était encore (en 1165) prévôt de Saint-Vaury en Marche et prieur de Saint-Eutrope de Saintes. (Estiennot, *Antiquit. bened. Santon.*, p. 7. — Geoffroy, p. 313.)

Sous son administration (1164), trois chanoines anglais vinrent, avec des lettres de recommandation de l'évêque de Lincoln, demander des reliques de saint Martial pour le monastère de ce nom qu'on venait de fonder au-delà de la Manche. Ces chanoines furent reçus honorablement par les moines, et fêtés par le peuple. Ithier de Crosent leur donna une belle botte d'ivoire pour renfermer les reliques de saint Martial et de sainte Valérie qu'ils emportaient, et Pierre de Forva leur donna la cire qui devait brûler devant ces reliques pendant la nuit où elles furent exposées à Limoges.

En 1167, l'abbé Pierre del Barri sut se faire rendre en chapitre l'hommage solennel par le vicomte de Limoges Adémar, et, en 1171, il obtint du roi justice contre les bourgeois de La Souterraine, que le comte de la Marche encourageait dans leur refus de payer la taille perçue jusque là par les moines. Trois ans plus tard, les bourgeois de Limoges, qui craignaient les attaques du seigneur de Las Tours, alors en guerre avec leur vicomte, conjurèrent l'abbé de Saint-Martial de faire élever les murs de la ville, et ils insistaient d'autant plus que vraisemblablement, la paix une fois conclue, le roi d'Angleterre s'opposerait à ces réparations. Pierre del Barri, déjà gravement malade, ne put ordonner immédiatement des travaux si considérables. Pour s'en venger, les bourgeois coupèrent les canaux qui conduisaient l'eau dans la partie de la ville où étaient les moines, et s'empa-

(1) Un peu au-dessous des écuries de la caserne de cavalerie, à peu près sur l'emplacement où se trouve l'école des frères dans la paroisse de Sainte-Marie, à Limoges.

rèrent des domestiques du couvent pour les retenir prisonniers. (Geoffroy de Vigois, p. 320.) Cet abbé, que son aumônier Élie de Rofiac qualifie d'homme fort grave et de correcteur sévère des mœurs dépravées (*pravorum morum rigidus corrector*), composa quelques livres d'histoire qu'on estimait alors remarquables. (*Manuscrits de l'abbaye de Saint-Martial.*) Un de ses moines, Guillaume Godellus, composa aussi une chronique, qui remonte à la création, et qui finit à l'an 1170, dit Longueval. (*Bibl. franc.*, n° 5380.) Ce manuscrit faisait partie de la bibliothèque de Colbert, n° 223.

L'abbé Pierre del Barri fit une mort des plus édifiantes, ayant voulu, par humilité, faire une confession publique, et, par dévotion, mourir à l'église devant l'autel de Saint-Benoît, où il se fit porter.

Nadaud nous a conservé la plus grande partie de son épitaphe. On y lit qu'il mourut le 4 des ides de septembre, et qu'on ne verrait plus son pareil, *quo nec majorem terra dabitur parem*, etc.

XXVI. — IZEMBERT ESCOBLART (1174-1198), fils de Ramnulfé Escoblart, homme noble du château de Ruffec en Berri, fut élu à l'unanimité des suffrages le 6 octobre 1174. (Geoffroy de Vigois, p. 321.) Entré jeune comme moine à Saint-Martial, son mérite le signala bientôt, et on le nomma prieur de Ruffec, qu'il rebâtit complètement, et qu'il meubla somptueusement sans recourir à aucune quête. A peine les revenus de ce prieuré pouvaient-ils nourrir deux moines avant lui : il trouva moyen d'en nourrir largement sept, et il décora merveilleusement la chasse de saint Alpinien. Quand il fut abbé de Saint-Martial, il fit achever l'infirmerie, qui avait l'air, dit-on, d'un *palais royal*. Il acquit le monastère d'Arcs avec ses dépendances, et il rédimra celui de Mansac de 3,000 sous ; il acquit 400 sous de rente dans la prévôté de Verneuil ; il fit bâtir à Aigueperse près Saint-Paul des moulins, sur le revenu desquels il prit 60 sous qu'on dépensait pour les moines et pour deux cents pauvres le 2^e lundi après Pâques, jour où se faisait un anniversaire pour lui et pour tous les morts qui reposaient à Saint-Martial. Il fit aussi bâtir (1186) la chapelle qu'on voyait dans le cimetière, et que Nadaud croit être celle de La Courtine, et enfin un cellier près de la chapelle de la Sainte-Vierge. Par ses soins, l'abbaye eut une horloge dès 1192, et les morts du couvent lui durent d'abondantes prières.

En 1179, le vicomte de Limoges lui fit hommage pour la tour de Château-Chervix et tous ses fiefs. Les papes Alexandre III et Luce III l'aidèrent à rétablir l'assemblée des peuples, et il fit cesser la levée de deniers connue sous le nom de *confrérie*, et que l'évêque et l'abbé percevaient malgré la protestation des fidèles. (Bonaventure, T. I, p. 473.)

A l'appel d'Izembert, les habitants de Limoges prirent les armes contre des brigands, qu'ils poursuivirent avec l'évêque Gérald et lui, précédés de la croix, et qu'ils exterminèrent entre Malemort et Brive (21 avril 1177). On dit que ces brigands, qui ravageaient le Limousin, étaient au nombre de deux mille.

Le 28 octobre 1180, Gérald, évêque de Cahors, reçut des moines réunis en chapitre l'église de Royère, pour laquelle il donna dans la suite celle de Floriac. (Geoffroy, p. 326.) On raconte que, par respect pour Izembert, l'abbé de Cluny s'abstint de prendre la mitre pendant la *procession des fleurs*, à laquelle il assistait.

Izembert renouvela la défense de préparer pour le couvent les vendredis des aliments à la graisse, à moins que ce ne fût le jour de Noël, la fête de l'Assomption ou la grande fête de saint Martial. L'abbaye de Saint-Martial était, au témoignage de Geoffroy de Vigéois, une des plus régulières. (Geoffroy, p. 328, 329.) Il y avait sous l'abbé Izembert quatre-vingt-dix moines à Saint-Martial (1). Cette régularité inspira peut-être au légat du pape, qui venait d'être élu archevêque de Bourges, et qui mourut le 4^{er} août 1182, la pensée de donner à Saint-Martial vingt marcs d'argent. Le pape Urbain III adressa, en 1186, à cet

(1) D'après un titre d'où est tiré ce fait, titre cité par Legros, *Recueil des inscriptions de la ville de Limoges* (p. 234-237), voici les prieurés du diocèse dépendants alors de Saint-Martial (les chiffres qui suivent chaque nom indiquent le nombre des moines qui habitaient ces prieurés) : Arnac, 18; Ars, 2; Azat, 2; Azerable, 1; Bénayes, 1; Bussière-Madeleine, 1, chargé de fournir les vêtements nécessaires aux frères de La Souterraine; Clairavaux, 2; Clavières ou Clairières, relevant de l'aumônier du monastère de Saint-Martial, 1; Chagnac, 1; Chambon, 30 (de Chambon relevaient, d'après le même acte : Sainte-Valérie de Limoges, où étaient deux moines; Malavau, 8; *Audoucou*, 2; *Phelatinum*, 2; La Brousse, 1; et hors du diocèse Sainte-Valérie en Nivernais, 2); La Breanne, 1; La Souterraine, 12; Laurière, 2; Lussac, dépendant du prévôt de Mostiers, 2; Saint-Vaury, 1; Mansac, 2; Naillac, 2; Peyrat, 5; Rochayrol, 1; Rot, 2; Saint-Berts, relevant du prieuré d'Ars, 1; Saint-Denis, 2; Saint-Vaulry, 12; Saniac, 2; Sirac, 2; Tarn, 4; Vallière, 1; Vedrinas, 1; Veyrinas, 1; Villars, 2.

abbé une bulle dans laquelle il nommait tous les bénéfices dépendants de Saint-Martial.

En 1182, Henri le Jeune, fils aîné du roi d'Angleterre Henri II, étant venu à Limoges, fut reçu au milieu des danses et des chants de joie. Il entendit la messe et dîna à Saint-Martial, où étaient accourus, pour lui faire honneur, Thibaud, abbé de Cluny, Artaud, abbé de Tourtoyrac, l'abbé de Saint-Martin-lez-Limoges et les chanoines de la ville. Le prince fit hommage au patron de l'Aquitaine d'un riche manteau sur les broderies duquel on lisait : *Henricus rex*, et il s'en alla coucher à Saint-Yrieix.

L'année suivante, Henri II dit le Vieux étant venu assiéger son fils Henri le Jeune, qui était enfermé dans le château de Limoges, on fit à Saint-Martial les supplications les plus humbles afin d'échapper à la vengeance du vieux roi, dont ils avaient blessé l'orgueil excessif. Henri II se retira en effet; mais Henri le Jeune avait besoin d'or pour s'attacher les troupes mercenaires et sans mœurs qui le protégeaient contre son père. L'abbé de Saint-Martial s'étant retiré à La Souterraine, le prince força les moines à lui livrer leurs richesses, qui consistaient en cinquante marcs d'or et cent trois d'argent, en vases, statues, calices et croix d'un travail merveilleux, où l'on voyait notamment Notre-Seigneur et ses douze apôtres sculptés sur or. Sans doute le prince scella de son sceau la promesse de rendre l'équivalent de tous ces objets; mais ils furent le prix des brigandages de ses soldats, et, quoique, en mourant, il demandât que ses entrailles, ses yeux et son cerveau fussent jetés devant les reliques de Saint-Martial jusqu'à ce que son père eût satisfait pour lui, toutes ces richesses furent perdues (*Fin de la chronique de Geoffroy de Vigeois*, p. 335-339; — *Bonaventure*, T III, p. 542-543), et les moines durent, par pitié, héberger les serviteurs malheureux qui portaient son cadavre à Rouen (il mourut à Martel en Quercy). Ces pauvres moines n'étaient pas avares, quoi qu'en dît Richard-Cœur-de-Lion, car ils lui donnèrent, quand il partit pour la croisade (1190), cinquante-cinq marcs d'argent; et, quand il eut été fait prisonnier, l'abbé Izembert lui fit passer encore cinquante marcs pris sur sa fortune personnelle, et cinquante autres au nom de ce couvent, que son frère aîné avait si complètement dépouillé.

Le continuateur anonyme d'Elie de Rofiac dit qu'Izembert était de mœurs fort douces et très-estimé des grands. Après avoir administré d'une manière digne d'éloges le monastère de Saint-

Martial pendant vingt-quatre ans et dans des temps difficiles, il se démit de sa charge un mois avant sa mort (1498 ou, suivant d'autres, en 1200).

XXVII. — HUGUE II DE BROSSE (1198-1214), prévôt de Saint-Benoît-du-Sault, prieur de Ruffec et de *Daxx*, que Nadaud croit être Dun-le-Palleteau (aujourd'hui Creuse), fut élu avant l'inhumation de son prédécesseur. (*Gallia christ. nova*, T. IV, additions, col. 30. — Manuscrits de l'abbaye de Saint-Martial. — Chartrier de Grandmont.)

L'année 1202 fut signalée par une discorde intestine des plus scandaleuses et des plus nuisibles pour la ville; car l'évêque de Limoges, le vicomte, l'abbé de Saint-Martial et les consuls du château étaient en guerre ouverte. Le vicomte fut fait prisonnier par Jean, roi d'Angleterre, et cent vingt hommes périrent dans cette mêlée. D'autre part, les consuls disaient les moines de Saint-Martial obligés de bâtir les murs de la ville et de les entretenir, comme aussi de faire creuser les fossés; et, comme ils ne purent obtenir aucun jugement, ils eurent recours à la violence en brisant les portes du monastère, en prenant les grains et les chevaux qui s'y trouvaient, etc.

L'évêque excommunia les consuls pour ce fait, et jeta l'interdit sur la ville. Le pape lui-même confirma cette sentence; en sorte que, depuis le 6 octobre jusqu'au 22 juillet de 1203, les moines, s'enfermant chez eux, ne disaient qu'une messe dans le sépulcre, et récitaient tous leurs offices à voix basse dans une salle du monastère, au lieu de les chanter dans le chœur. Les ecclésiastiques de la ville, dévoués à leurs paroissiens, ne tenant point compte de ces censures, firent appel, et continuèrent de chanter la messe. L'évêque n'en maintint pas moins sa malédiction, qu'il faisait renouveler chaque jour (*sonare maledictionem*). Le pape, invoqué de nouveau, prescrivit aux prêtres séculiers de se soumettre à leur évêque, faute de quoi, après le délai prescrit, ils seraient tous déposés. Comme, le lundi des Rameaux, il tomba cent coudées des murs du château de Limoges du côté où les prêtres excommuniés avaient chanté la veille *Gloria, laus et honor tibi sit, Rex Christe*, on regarda cet accident comme une punition divine, et, par sentence provisionnelle de l'an 1203, les consuls rendirent aux moines les chevaux qu'ils leur avaient pris, et donnèrent 1,300 sous pour réparer les autres dommages. Cet argent fut employé à diverses réparations.

En 1203, on termina le chœur de l'église de Saint-Martial. En 1204, on commença le mur du cimetière, placé où se trouvent aujourd'hui la place Fitz-James et la caserne de la place Royale. Deux ans plus tard, on agrandit le sépulcre de saint Martial, et les portes de fer qu'on y mit coûtèrent 7 livres. (Bonaventure, T. III, p. 536.)

. Le vingtième du revenu de l'abbaye, exigé par Innocent III, était alors de 40 marcs d'argent. Un orfèvre habile, nommé Chatard, offrit, vers ce même temps, une coupe d'or pour servir de custode dans l'église du monastère. On renouvela aussi le reliquaire qui renfermait le chef de saint Martial, et, le 30 novembre, on fit une ostension de ses reliques, que Bernard Ithier, bibliothécaire du couvent, se vante, dans sa chronique, d'avoir montrées aux fidèles. A cette occasion, les fidèles firent aux moines des dons fort généreux, et dès lors, dit-on, les veuves se faisaient un devoir d'offrir à Saint-Martial les bijoux dont elles avaient aimé à se parer tant qu'avait vécu leur époux. Ainsi encore, en 1212, Guy, vicomte de Limoges, donna à Saint-Martial, pour son père et pour lui, 43 sols de rente, qu'on devait prendre sur le péage de la province. Ay. Bruni, chevalier, donna aussi pour le luminaire du sépulcre 50 sols à percevoir sur le péage de Chalus.

On commença de bâtir en 1209 l'hôpital de Saint-Martial, qui fut terminé en 1244, et qu'on mit sous le vocable de la Sainte-Vierge. Le culte spécial qu'on avait pour saint Martial ne faisait pas oublier cette reine des saints; car, dès 1209, on exauça le pieux désir de G. Trobat, chantre du sépulcre, en chantant chaque jour, dans ce même sépulcre, une seconde messe de la sainte Vierge, en l'honneur de laquelle on fonda, trois ans après, une confrérie, dont les Statuts (1), que je crois inédits, et que j'ai traduits de mon mieux (Bonaventure, qui en parle sans les citer (T. III, p. 538), dit avec raison qu'ils sont en *langage difficile à entendre*) sont imprimés dans ma brochure : *Notes historiques sur le culte de la sainte Vierge dans le diocèse de Limoges*.

Par sentence arbitrale du 24 décembre 1212, on convint que l'abbé et le chapitre donneraient annuellement aux consuls dix livres, à prélever sur le mas de Saint-Martial près l'église Sainte-Valérie, et cette rente les dispensait de toute réparation des murs et des fossés.

(1) Nadaud les a transcrits d'une copie au naturel faite, en 1545, sur l'original, que l'on conservait dans l'abbaye de Saint-Martial.

Enfin, en 1215, on célébra pour la première fois dans le monastère la fête de la CONCEPTION de la sainte Vierge. En même temps, Bernard de Born fondait un revenu qui permit d'ajouter une chandelle aux sept qui brûlaient déjà continuellement devant le sépulcre de Saint-Martial.

En 1213, l'abbé Hugues de Brosse était devenu tout ébété; en sorte que le légat du pape Robert de Corso, qui était venu à Limoges prêcher la croisade contre les Albigeois, crut de son devoir (Baluze, T. VI, *Miscellanées*, p. 523) de le déposer pour incapacité; il usa pourtant de modération, et sut obtenir du malade qu'il lui cédât l'administration de l'abbaye, ce que de Brosse fit avant de se retirer à Saint-Benoît-du-Sault, où il mourut le 3 mai 1218.

Donner un successeur au démissionnaire était plus difficile, car les moines tenaient à leurs privilèges, et le légat prétendait faire acte d'autorité, ce qu'il tenta en effet en imposant le moine ALELMUS, pénitencier du roi d'Angleterre Jean, qui venait de prendre le château d'Aixe en Limousin. Les moines protestèrent, et Hugues de Brosse fut maintenu pour un peu de temps; mais bientôt il fut déposé par le même légat, qui proposa encore Alelmus, et le fit bénir par l'évêque d'Angoulême. Les moines de Saint-Martial, de plus en plus froissés, protestèrent que, à moins d'un ordre du pape, Alelmus ne les gouvernerait pas; puis ils élurent eux-mêmes PIERRE DE GIRSSA ou DE GRISA, prévôt de Roussac en Limousin (Baluze, *ibid.*, p. 524), et l'évêque de Limoges bénit celui-ci.

Le pape Innocent III, informé de ces querelles, voulut maintenir Alelmus si R. de Lastours, évêque de Périgueux, P. Rossinhol, doyen d'Angoulême, et G., archidiacre de Saintes, le trouvaient capable. Comme le pape mourut avant que ces trois commissaires eussent pu se rendre à Saint-Martial, et que, d'autre part, les moines s'obstinaient à refuser Alelmus, on offrit de lui donner, sur les biens du monastère, s'il se désistait, l'indemnité que trois arbitres jugeraient convenable, et il reçut la prévôté de La Souterraine avec 400 marcs d'argent. — Ni Pierre de Girssa ni Alelmus ne comptent parmi les abbés de Saint-Martial.

XXVIII. — PIERRE DE NAILHAC OU D'ANALAC (1216-1220), grand-chantre ou plutôt chevecier (*capicerius*) de Saint-Martial et prévôt de Saint-Vaulry, fut élu par les principaux moines du

monastère et par les prévôts de Chambon et de Pannac ; le reste de la communauté l'acclama dès qu'il connut cette initiative. Sous cet abbé, le monastère se trouvait dans l'impuissance de faire les frais d'une enceinte close dont il avait grand besoin. Il eût fallu pour cela 4,050 sous, et, comme les abbés précédents avaient mainte fois eu recours aux usuriers, le couvent se trouvait ruiné. Pierre de Nailhac mourut le 18 ou le 22 octobre 1220. (Manuscrits de Saint-Martial. — Bonaventure, p. 540, 543. — Itier, *fin de sa Chronique*.)

XXIX. — GUILLAUME DE JAUNAC OU DE JOUIGNAC (1220-1226), diacre et prieur de Montmorillon en Poitou, fut élu abbé de Saint-Martial, le 12 ou le 14 novembre 1220, dans une réunion de deux cents moines que présidait Roland, abbé de Cluny. Il était pourtant fort jeune, et l'évêque, le vicomte et le seigneur Archambaud de Comborn lui opposaient des candidats fort dignes. (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 562 ; T. IV, col. 1146. — Dutems, *Clergé de France*, T. III, p. 272. — Bonaventure, T. III, col. 546.)

On ne sait pourquoi, en 1222, s'éleva un différend entre cet abbé et dix des prévôts et prieurs qui dépendaient de lui, et qui, sur son invitation, s'étaient rendus à Limoges au nombre de cent soixante. Ces dix opposants avaient fait appel à l'archevêque, et l'abbé au pape ; mais Guy de Cluzel, archidiacre, et depuis évêque de Limoges, l'abbé de Baigne en Saintonge et celui de Vigéois calmèrent les esprits. Trois ans plus tard, l'évêque de Limoges Jean de Veyrac, ayant voulu exercer sur l'abbé de Saint-Martial on ne sait quel droit que le chroniqueur ne définit pas, *volebat inquirere contra abbatem*, le pape, informé du fait, manda les deux prétendants. Dieu lui-même se chargea de la sentence, car Guillaume de Jouignac mourut le 22 avril 1226. (*Gallia christ. nova*, T. II, col. 1149. — Manuscrits de l'abbaye de Saint-Martial.)

Ce fut sous cet abbé qu'on établit l'usage d'accompagner le Saint-Sacrement avec deux flambeaux lorsqu'on le porte aux malades. Il avait ordonné que l'on fit le samedi les jeûnes qui tomberaient un dimanche, et que, chaque vendredi ou chaque vigile, on mît dans l'accomplissement du jeûne la même austérité qu'on observait pour ceux du carême. Le couvent de Saint-Martial était alors fort régulier. — Quelques chroniques placent

à tort ici un abbé PIERRE D'AVALCO OU D'AVALACO. (*Gallia christ. nova*, T. II, col. 562.)

XXX. — RAYMOND GAUCELIN OU JAUCEN (6 juillet 1226-1245) fut tellement effrayé des dettes du monastère que, à peine nommé, il voulut se retirer. Bientôt pourtant, grâce aux dons généreux des fidèles en faveur desquels saint Martial obtint de Dieu des guérisons miraculeuses, les dettes du couvent furent payées (*Manuscrit de la bibliothèque impériale*, ancien n° 1338). Raymond Gaucelin paya de son patrimoine la construction du cloître qui était parallèle à l'église, et qui lui coûta 20,000 sous; il fit également construire à ses frais les appartements où il logeait lui-même; ce qui lui coûta non pas trente mille livres, comme dit Dutems, mais trente mille sous.

En 1229, du consentement de tous les prévôts, prieurs et moines cloîtrés, il fut réglé que, à chaque fête de saint Michel, tous les religieux cloîtrés de Saint-Martial recevraient d'année en année une fourrure de peau d'agneau et une tunique. Pour les frocs, les coules d'étamine, les culottes, les brodequins (*caligas*), les chaussures ordinaires, et les *capellos foratos* (peut-être chapeaux fourrés), on les fournissait suivant les besoins de chaque moine. Il est à remarquer qu'on avait prévu de quelle qualité devaient être les chaussures suivant les saisons : à la Saint-Michel (29 septembre), on prenait des brodequins plus chauds; à la Toussaint, des bottes (*botas*), et, à la Pentecôte, une chaussure légère (*caligas æstivales*).

Le 26 mars 1230, Raymond Gaucelin prêta serment de fidélité au roi saint Louis, à sa mère et à ses héritiers, à cause du duché d'Aquitaine. (*Manuscrit de la chambre des comptes de Carcassonne*. — Estiennot, *Fragments historiques*, T. IX, p. 274. En 1243, ce même abbé eut l'honneur de recevoir à Saint-Martial saint Louis, qu'accompagnaient, en pèlerinage à Rocamadour, sa mère et trois de ses frères.

En février 1234, Raymond, comte de Toulouse, vint à Limoges, où l'abbé de Saint-Martial l'appela, du consentement de son chapitre, en pariage pour le village d'Asprières en Rouergue, et devant l'évêque d'Orange. On partagea le différend. (*Manuscrits de Colbert*, ancien n° 1067. — Vaissette, *Histoire du Languedoc*, T. III, p. 390.)

Nous regrettons d'ignorer en quoi consistait un règlement qui

eut lieu , en 1234 , entre le monastère de Saint-Martial et celui de Chambon.

En 1235, une épidémie sévit dans notre province depuis l'Ascension jusqu'à la Saint-Michel, et, dans le monastère de Saint-Martial, on perdit vingt-deux moines.

L'abbé Raymond reçut l'hommage de Guy, vicomte de Limoges, le 29 août 1245. (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 562.) Déjà, en 1230, il avait plaidé devant le roi contre le comte de la Marche, qui avait usurpé par violence le haut et le bas domaine dans la ville de La Souterraine, et qui s'y faisait payer 80 livres tournois pour la taille, tandis que, d'autre part, sa femme y prélevait 40 livres. Il entreprit encore contre les religieux de Cluny un procès qu'il ne vit pas finir, et qui avait pour but de repousser le droit de juridiction que Cluny prétendait avoir sur Saint-Martial et ses dépendances. Le pape Innocent IV avait commis pour juger cette affaire Pierre, cardinal du titre de Saint-Marcel. Les parties, prenant ce cardinal pour arbitre, avaient promis, sous peine de 1,000 marcs d'argent, d'accepter sa sentence. Cette sentence, portée le 20 novembre 1246, exempta Saint-Martial et ses dépendances de la juridiction de Cluny moyennant une rente annuelle de 400 livres, payable au prieuré de Saint-Martin-des-Champs de Paris. Une bulle confirma ce jugement le 8 décembre suivant; mais Raymond Gancelin était mort le 4 ou le 5 septembre 1245. (Manuscripts de l'évêché de Limoges.)

XXXI. — GUILLAUME AMALVIN (décembre 1245-1264) était abbé de Vigeois quand il fut élu. C'était un homme remarquable par sa piété et par sa prudence. L'année même de sa nomination, il termina, comme nous l'avons dit déjà au commencement de cette notice, le procès que les moines avaient intenté contre les consuls. Voir la cause du débat développée *in extenso* dans Bonaventure, T. III, p. 564 et suivantes.) En 1254, ce même abbé fit une nouvelle transaction avec les consuls, qui prétendaient avoir droit de passer par le jardin du monastère.

En 1246 (10 octobre), Henri III, roi d'Angleterre, déclarait au roi de France, à Saint-Germain-des-Prez, que l'abbé de Saint-Martial et ses prédécesseurs, en prêtant librement serment de fidélité aux rois de France et à ceux d'Angleterre, n'avaient nullement compromis leurs droits ni ceux de leur église. (Chronique manuscrite. — *Gallia christ. nova*, T. III, additions).

Le 4^{er} juin 1248, on commença la construction du cloître. L'architecte était G. Rafart. L'aile située du côté du chapitre coûta 16,000 sous; la deuxième, du côté du monastère, 20,000; la troisième, du côté du cellier, 8,000; la quatrième, qui tenait au réfectoire, 6,000. L'ouvrage fut terminé en treize mois.

En 1258, l'abbé plaidait contre le chapitre de la cathédrale pour des biens situés dans la paroisse de Saint-Just près Limoges. Il mourut le 9 août 1264, et, à cette occasion, Nadaud dit malicieusement : *Mort d'abbé, fête de moines.*

XXXII. — GUILLAUME DE MAREUIL (1264-1272). D'après dom Martène (voir *Gallia christ. nova*, T. II, col. 562; — Dutems, *Clergé de France*, T. III, p. 273, et un manuscrit de la bibliothèque impériale, ancien n° 1338), Guillaume aurait été précédé dans l'abbaye de Saint-Martial par un AIMERIC; mais on sait qu'il gouverna dix ans et six mois, ce qui contredit ces témoignages. Guillaume de Mareuil était neveu de Guillaume de Jaunac. (*Nécrologe manuscrit du chapitre de Saint-Martial.*)

En 1271, l'évêque de Limoges régla, entre ses chanoines et les moines de Saint-Martial, certains usages : entre autres choses, les chanoines devaient venir à matines la veille de Saint-Martial (30 juin), et les moines devaient assister à la messe du chapitre le jour de l'Invention des reliques de saint Étienne. En 1265, les chanoines refusèrent de recevoir les moines de Saint-Martial, les regardant comme excommuniés, parce que, disaient-ils, ils n'avaient pas bien payé le décime imposé par le pape pour secourir la Terre-Sainte.

L'abbé de Mareuil acheta du chevalier Hugues de Pairac (ou plutôt du Peyrat, dit Legros) la moitié des hommages du Château de Limoges, qui appartenaient aux viguiers, et une partie du péage ou de la lède du même Château. Il acheta aussi de vénérable Guy de Brosse, chevalier, dans les paroisses de Séreilhac et de Gorre (aujourd'hui Haute-Vienne), 48 sous de rente, huit setiers de froment, sept hommages et un repas que devait le curé de Séreilhac. Il acheta également la dime *deu Brugayrens*, qui valait environ trente-neuf setiers de blé, plus le mas de Jean Vincent sur la paroisse de Saint-Lazare près Limoges, etc.

Il mourut le jour de la Chaire de saint Pierre, le 18, et, suivant d'autres, le 21 ou le 22 janvier 1272. (*Gall. chr.*, T. II, col. 562. — Bréviaire ms. du grand séminaire de Limoges.)

XXXIII. — JACQUES DE CALAURES (29 avril 1272-1276) était prieur de Chalais ou de Calès lors de son élection. Son administration fut célèbre par l'honneur qu'on eut à Saint-Martial de recevoir : 1° en 1272, Philippe le Hardi, qui revenait de Toulouse, et qui logea à l'évêché après avoir visité le tombeau de saint Martial ; 2° la reine d'Angleterre femme d'Édouard I^{er}, qui logea dans l'abbaye (26 juillet 1273) ; 3°, en 1274, le mardi d'avant l'Ascension, le roi d'Angleterre Édouard I^{er}, qui logea aussi dans l'abbaye (l'abbé était absent). Le dimanche suivant, ce même Édouard I^{er} fit manger, dans le dortoir où il tenait sa cour, les abbés de Saint-Augustin et de Saint-Martin, le chantre et six chanoines de la cathédrale.

En 1272, Jacques de Calaires avait plaidé devant le roi de France contre Édouard I^{er} d'Angleterre, qui voulait l'obliger au serment de fidélité.

La vicomtesse de Limoges s'étant emparée de la justice de cette ville, l'abbé de Saint-Martial la fit assigner, en 1275 ou 1276, pour l'obliger à lui rendre hommage. Comme la vicomtesse s'y refusa, l'abbé nomma des officiers pour rendre la justice à sa place. Le roi, informé du conflit, fut pris pour juge, et l'abbé allait gagner sa cause, dit-on ; mais le procureur du roi d'Angleterre s'interposa en disant que cet hommage était dû à son maître, puisque Limoges était le lieu où l'on couronnait les ducs d'Aquitaine. L'arrêt fut alors suspendu.

L'abbé de Saint-Martial revenait de Paris lorsqu'il mourut à Grassay en Berry, le 6 février 1275. (Bonaventure, T. III, p. 590. — Chronique manuscrite de la Bibliothèque impériale, ancien n° 5452.)

XXXIV. — PIERRE VII DE SAINT-VAULRY OU VOULRY (1276-29 janvier 1295), prieur de Ruffec, que Bonaventure nomme à tort prieur de Saint-Vaulry, où était une prévôté, fut élu abbé la veille de Saint-Georges de l'année 1276, malgré les soldats envoyés par la vicomtesse pour appuyer un de ses partisans. Il est vrai qu'Ithier, prieur de La Souterraine, eut aussi des voix ; mais le premier fut confirmé et béni immédiatement par l'évêque de Limoges, et enfin confirmé par une bulle du 17 octobre 1285. (Dutems, *Clergé de France*, T. III, p. 278. — *Gallia christiana nova*, T. II, col. 563. — *Chronique du P. Coralli*. — Manuscrits de l'évêché de Limoges. — Bonaventure, T. III, p. 590.)

Le nouvel abbé maintint rigoureusement tous ses droits : aussi

la vicomtesse Marguerite, et plus tard (1286) Artur, fils de Jean, duc de Bretagne, qui représentait sa femme Marie, lui rendirent-ils hommage en chapitre pour la justice de la ville. Pour obtenir ce résultat, Pierre VII avait énergiquement résisté, et installé de force le prévôt et le juge de son choix dans la maison du consulat, où, pendant les assises qui s'y tinrent, il fut défendu aux habitants de porter des armes, de sortir sans lumière après le couvre-feu, et de vendre du poisson gâté. Ces juges fonctionnèrent jusqu'au jour où Philippe le Hardi fit saisir pour son domaine le Château de Limoges, et y fit tenir son ban. (*Chronique manuscrite.*)

En 1282, Pierre de Saint-Vaulry prouva que, de temps immémorial, son monastère héritait de droit de tout étranger qui mourait à Limoges sans testament, et qu'on enterrait ces étrangers dans le cimetière de Saint-Martial.

L'année 1285 fut signalée à Saint-Martial par le passage de Philippe III, qui devait mourir peu après à Perpignan (6 octobre). Il était venu à Limoges la veille de Pâques avec ses deux fils, Philippe, qui lui succéda, et Charles, roi d'Aragon. Le couvent leur donna l'hospitalité pendant huit jours. (*Chronique manuscrite.*)

Cette même année, le 4 septembre, l'archevêque de Bourges vint faire sa visite à Saint-Martial, où il officia avec le *pallium*, et conféra les ordres mineurs. Et, comme il donna également la tonsure à vingt-trois enfants, il est plus que probable que ces enfants étaient dans le monastère; car, quand on le sécularisa au xvi^e siècle, on y avait encore un *magister puerorum* (Baluze, *Miscellanées*, T. IV, p. 296); et d'ailleurs, comme visiteur délégué par le pape, il avait juridiction sur les personnes du monastère, parce qu'il était exempt, mais non sur les diocésains de l'évêque de Limoges.

Il est évident que les reliques de saint Martial étaient toujours en grande vénération, car on les montra aux fidèles en 1286 et en 1290. On dit même que, la veille de l'Ascension de cette dernière année, les bourgeois de Cahors vinrent faire un jeu ou une dévote mascarade des miracles de saint Martial dans le cimetière de l'abbaye.

Pourtant le vicomte était tellement irrité contre les moines que ses soldats vinrent en frapper quelques-uns, brûler les portes du jardin, et détruire les conduits de la fontaine : de quoi le chroniqueur contemporain se venge en dénonçant, comme fauteurs du vicomte et dangereuses pour Saint-Martial, diverses personnes, parmi lesquelles quelques-uns de nos honorables

concitoyens ne rougiront pas de trouver des ancêtres : Raymond de Crosent, prévôt de la ville; Mauransane, clerc marié, c'est-à-dire sans doute notaire, comme le fait remarquer Nadaud; Jean et Pierre Aymeric, Élie Champanhous, Crucaul, P. Gautier, Jean Audoin et Martial Audier.

XXXV. — GÉRARD FAYDIT (1296-1298) fit écrire le Coutumier de Saint-Martial, que l'on avait encore au dernier siècle. Il paraissait pourtant s'occuper peu de ses moines, auxquels, pendant quelque temps, il ne fournit ni pain, ni vin, ni bois, ce qui les obligea deux jours à faire une chose inouïe, à manger hors du réfectoire. (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 563. — Dutems, T. III, p. 273. — *Chronique manuscrite*.)

XXXVI. — GUY DE LA PORTE (24 septembre 1298-13...), frère de Raynaud, évêque de Limoges, était abbé de Vigeois lorsqu'on l'élit pour Limoges. (*Chronique manuscrite*.)

L'an 1300, on présenta le chef de saint Martial à la vénération des fidèles (Bonaventure, p. 594), et, le sacristain du monastère ayant intenté un procès aux religieux mendiants de la ville pour la sépulture des étrangers morts à Limoges, il fut réglé que, si ces étrangers n'avaient pas choisi le lieu de leur sépulture, on les enterrerait à Saint-Martial, mais que, dans le cas contraire, leur désir serait satisfait. Les moines de Saint-Martial accompagneraient alors le cercueil jusqu'à l'église désignée, et, pour ce service, il leur reviendrait un quart des frais d'inhumation.

Le 24 mars 1304, Guy de La Porte fit saisir le droit de justice dans le Château de Limoges, parce que le vicomte ne lui avait point rendu hommage. L'affaire fut plaidée à Paris. (Bonaventure, p. 604. — Legros, *Mélanges*, T. III, p. 235.)

L'année suivante, les bourgeois de Cahors revinrent à Limoges faire la représentation des miracles de saint Martial.

Guy de Laporte fut déposé par le pape Boniface, dit la chronique manuscrite : on ne sait si ce fut en 1302 ou en 1303, ni pour quel motif.

Denis de Sainte-Marthe se trompe (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 563) en lui donnant pour successeur GILLES DE LA TOUR, qu'on ne connut à Vigeois comme abbé qu'en 1492. — Nadaud a trouvé un ÉLIE abbé de Saint-Martial en 1304.

XXXVII. — GALHARD OU GAILLARD DE MIRAUMONT (1302-1344) fut pourvu de l'abbaye par le pape Boniface VIII le vendredi d'après Pâques de l'année 1303, et prêta serment de fidélité en 1307 (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 563) à Clément V, qui, étant à Limoges le 24 avril de l'année précédente, vénéra, dit Bernard Guidonis (*apud* Martène, *Amplissima collectio*, T. VI, col. 469), avec respect et avec larmes le chef de saint Martial.

Le couvent reçut aussi en grande pompe et au son des cloches, le 13 juin 1307, Jacques, roi de Majorque : celui-ci venait de voir à Poitiers Clément V, qui, comme on sait, avait fixé son siège à Avignon.

L'ostension de 1308 fut faite, comme celles de 1286 et de 1290, au-delà des portes et entre la fête de saint Michel et la fête de saint Martin d'hiver.

En 1307, Jean, vicomte de Limoges et fils d'Artur, duc de Bretagne, fit, dans le chapitre de l'abbaye, en présence de plusieurs clercs, moines, chevaliers et bourgeois, serment de fidélité 1° pour le château, la châtellenie et la monnaie de Limoges ; 2° en ajoutant le baiser pour le château et la châtellenie de Pierre-Buffière ; 3° pour le château de Chervix. Le chevalier Aymeric de Malemort et son fils Gilbert firent également hommage à l'abbé pour tout ce qu'ils tenaient de lui dans la ville et prévôté de Saint-Vaulry.

Le vicomte Jean avait de si bons rapports avec nos moines qu'il voulut payer dans leur propre réfectoire un repas solennel auquel il assista. (La bibliothèque de Colbert avait, au dernier siècle, sous le numéro 1020, une chronique des abbés de Saint-Martial qui allait jusqu'en 1310 ; Descordes, chanoine de Limoges au commencement du XVII^e, en avait une autre qui allait jusqu'en 1316.)

XXXVIII. — ÉLIE GAUFRIDI DE CHABRINHAC (20 novembre 1311-31 mars 1338), prévôt de Roussac, fut élu grâce à un compromis. Un acte de 1315 dont parle Nadaud (*Pouillé*, p. 38), atteste qu'alors la communauté des prêtres de Saint-Martial se composait du curé de Saint-Denis, du vicaire de Sainte-Marie-de-la-Corole, du chapelain du Sépulcre, de celui du Moutier, du vicaire de Saint-Jean et de sept autres.

L'année suivante (*chronique manuscrite*), et le jeudi après l'octave de la Pentecôte, le couvent de Saint-Martial fit, pour la première fois, la fête solennelle du corps de Notre-Seigneur.

L'abbé de Chabringnac reçut l'hommage de Guy de Bretagne, frère de Jean, vicomte de Limoges, et celui de la comtesse Isabelle, duchesse de Bretagne. En 1326, Gaillard de Goth, damoiseau, fit également hommage pour la terre du Palais. (Simplicien, T. II, p. 176.)

Sous cette abbé (1317), le prieur de Saïguhac et Bertrand de Dompaho, chantre du monastère, firent faire le vitrail qu'on plaça sur l'autel de Saint-Sauveur. (*Chronique manuscrite.*)

Les Frères prêcheurs de Limoges reçurent, à la mort d'Élie de Chabringnac, cinquante royaux d'or.

XXXIX. — GUILLAUME IV DE VENTADOUR, fils du vicomte Éble et de Galiene de Malemort, avait été prieur de Chalais, et se trouvait doyen de Rieupeyroux lorsqu'il fut élu abbé de Saint-Martial en 1338. (*Terrier de l'abbaye de Saint-Martial.*) Il entra pour la première fois dans son abbaye le samedi avant la Décollation de saint Jean-Baptiste, (28 août 1339), et mourut en 1340, peu avant le lundi de l'octave de Saint-Pierre et de Saint-Paul.

XL. — ÉLIE II DE LUYS (*de Lodio*), natif du diocèse de Périgueux, et prévôt de Roussac, fut élu en 1340, et mourut en 1361. Après la mort du vicomte Jean (8 mai 1341), et après la mort de la vicomtesse Jeanne (6 juillet 1344), il fit saisir la justice de Limoges. On dit que ses prétentions occasionèrent quelque démêlé avec l'évêque de Limoges Jean de Cros.

Il obtint de Clément VI, pape limousin, des indulgences pour le temps des ostensions du chef de saint Martial.

On dit qu'il y avait alors à Saint-Martial près de vingt confréries (celles des *moncellarii*, des boulangers, des marchands de fer, des cordonniers, etc.) qui fournissaient le luminaire dans le sépulcre de saint Martial pendant tous les offices. En 1342, les consuls firent cesser cette pieuse coutume, sans doute pour se venger des moines; et cependant, en 1360, par l'intermédiaire des cardinaux limousins, les consuls de Limoges obtinrent confirmation de la *grande confrérie de Saint-Martial*, dont l'official de Limoges avait approuvé les statuts en 1356, et à laquelle Jean sans Terre, roi d'Angleterre, avait accordé divers privilèges, privilèges que le roi de France restreignit pourtant en ce qui concernait ses droits et la taille. Cette confrérie était tombée depuis quelque temps. Elle fut relevée et enrichie d'indulgences par notre illustre compatriote Innocent VI, qui, l'année précé-

cédente, avait fondé à Toulouse, sous le nom de Saint-Martial, un collège où l'on devait nourrir et élever à ses frais vingt écoliers : dix pour le droit canon, et dix pour le droit civil, et dont six devaient être Limousins. Le sénéchal du roi d'Angleterre confirma, l'année suivante, les privilèges antérieurement accordés.

En 1358, il y avait soixante-dix moines à Saint-Martial.

Bonaventure et Denis de Sainte-Marthe se trompent en fixant la mort de l'abbé de Luys à l'année 1351 : ce qui ne peut s'accorder avec le jour de son inhumation, qui eut lieu le lundi d'après la fête de saint Martin (13 novembre 1364). (Manuscripts de l'évêché de Limoges.)

XLI. — AIMERIC II DU BREUIL DE DROUILLES (1361-1384), né au château de Leychoisier (paroisse de Bonnat près Limoges), où est née, en des temps rapprochés de nous, M^{lle} de Sombreuil, fut élevé dès sa plus tendre enfance au monastère de Saint-Martial, où ses parents le consacrèrent à Dieu, peut-être par suite d'un vœu, comme autrefois les parents de Samuel. Avant son élection, Aimeric avait été, dans ce même monastère, maître des novices, puis prieur. Le 2 janvier 1362, il reçut de l'évêque Jean, par commission d'Innocent VI, la bénédiction abbatiale, et, le 28 novembre de l'année suivante, Charles, duc de Bretagne, lui rendit hommage comme vicomte de Limoges.

A l'occasion du passage du prince de Galles, on fit pendant trois jours une ostension du chef de saint Martial (1363).

En 1373, Grégoire XI accorde (5 juillet) aux moines de Saint-Martial que, quand le chef de saint Martial sera solennellement montré, il leur soit permis à perpétuité de choisir deux moines de leur couvent, ou d'autres séculiers ou réguliers, prêtres, théologiens ou gradués en droit canon, lesquels, ainsi élus au jour que ce saint chef sera montré, et quatorze jours immédiatement suivants, aient le même pouvoir envers tous les fidèles qui s'y voudront confesser qu'en ont les pénitenciers mineurs de la cour romaine. (Bonaventure, T. III, p. 666.)

Une protestation courageuse du moine Guillaume du Breuil, prévôt des Combes, et procureur de l'abbé et du couvent, attira sur notre monastère la colère des Anglais.

Le 5 décembre 1365, les consuls de Limoges avaient donné à *Thomas de Réos*, chevalier et sénéchal du Limousin pour Édouard, alors prince d'Aquitaine, tous les droits qu'avait le vicomte sur le château et la châtellenie de Limoges. Naturel-

lement l'abbé, auquel les vicomtes rendaient hommage, y fit opposition (46 juin 4366), et en appela à la cour des *grands jours* du prince d'Aquitaine à Bordeaux. Les *grands jours* ne furent pas tenus, et le prince se fit justice en dévastant le monastère peu de temps avant sa mort. Pourtant l'acte honorable des moines aboutit, car, le 44 novembre 4374, les consuls et quinze bourgeois reconnurent devant Louis de Senneterre, maréchal de France, que Limoges et toute l'Aquitaine avaient pour suzerain le roi de France. Le 28 avril suivant, le même maréchal, auquel le monastère de Saint-Martial donnait l'hospitalité, reçut au nom du roi le serment de fidélité de Limoges et de plusieurs villes du Limousin.

Par lettres-patentes du 28 décembre 4374, le roi s'était déclaré seul seigneur de la ville et châtellenie de Limoges, et promettait à l'abbé de Saint-Martial une indemnité pour le droit d'hommage qu'il avait reçu des vicomtes.

Par suite d'une fondation qu'Aimeric de Rochechouard, seigneur de Mortemart, avait faite en 4365, ce seigneur, ses descendants et leurs serviteurs furent autorisés à porter des éperons dans tout le monastère, et les seigneurs de Mortemart furent également autorisés à *mettre leur image* à la porte dudit sépulcre, avec telle inscription qu'il leur plairait. — Les moines de Saint-Martial pouvaient bien être reconnaissants envers leurs bienfaiteurs, car ils étaient alors fort pauvres, comme l'attestent les statuts dressés par le chapitre provincial des moines de Saint-Benoît tenu à Limoges le 44 mars 4367, et, en 4376, leur misère était extrême à cause du malheur des temps et des guerres qui avaient désolé le pays : aussi le monastère ne put payer la pension de 400 livres qu'on devait à Cluny, et Jacques, abbé de Cluny, en fit, pour cette année, remise gratuite, sur la demande de Guillaume, cardinal du titre de Saint-Vital. (*Chronique manuscrite.*) — L'abbé Aimeric II mourut le 43 ou le 44 janvier 4384.

XLII. — GÉRALD II JAUVIEND (4384-4392), né à Joviundas près Treignac (aujourd'hui Corrèze), frère d'André de Chanac, autrement dit Ayrauld, abbé de La Chaize-Dieu, neveu de Foulques, évêque d'Orléans, et du cardinal Guillaume de Chanac, qui l'établit, en 4384, son exécuteur testamentaire, avait été lui-même abbé de Saint-Martin-lez-Limoges, puis de Charroux en Poitou, lorsqu'il fut élu à Saint-Martial. (*Chronique*

manuscrite. — *Gallia christiana*, col. 345 et 564. — Baluze, *Vita pap. Avenion.*, col. 968 et 1085.) — Il paraît qu'il eut un riche patrimoine, car on sait quelle était la gêne des moines de Saint-Martial sous son prédécesseur, et il prêta, dès la première année de son administration, 300 livres d'or, en 1385, 500 et même 750 deniers d'or (Borsandi, *notar. lemovic.*) aux consuls de Limoges, qui le remboursèrent en 1388

Quoique la religion prêche toutes les vertus, et flétrisse le vice, l'humanité se retrouve trop souvent même chez ceux qui aspirent au bien : *Video meliora proboque, deteriora sequor.* Il arrive même parfois que des hommes passionnés acceptent les livrées de la dévotion pour atteindre plus aisément un but criminel.

L'abbé Jauviond était ambitieux et violent. Il paraîtrait que, par devoir, l'official de son abbaye, Pierre de Drouilles, qui fut plus tard abbé, lui avait notifié un procès intenté par la cour de Rome. Pour se venger de l'official, du pitancier, de l'aumônier, du maître d'œuvre ou des bâtiments, de l'infirmier et du trésorier, qui avaient résisté à ses ordres arbitraires, il essaya d'abord par ruse, puis après par violence, de leur infliger la prison. Il y eut résistance de la part des accusés, et, de celle de l'official, appel au pape Clément VII. De là grand scandale : si bien que le peuple intervint pour protéger l'official et le pitancier. L'évêque reçut aussi la plainte de ces moines, qui n'étaient pas sans reproche. L'abbé, n'ayant pu séduire l'évêque pour le gagner à sa cause, et obtenir des honneurs près de lui, voulut le braver, et finit néanmoins par lui promettre honneur et soumission, comme il fit encore lorsqu'on inhuma dans l'abbaye (1384) le cardinal de Mende. A son tour, en 1390, il eut l'honneur de présider, à la cathédrale, aux funérailles d'Aimeric Chatti, et celui de recevoir à sa table (15 octobre 1394) le nouvel évêque Bernard de Bonneval avec tous les bénéficiers de la cathédrale.

En 1385, noble Hugues de Chateu, damoiseau, fit hommage à Gérard II pour la maison du Breuil, qui sert aujourd'hui de préfecture (*Terrier de l'abbé de Saint-Martial*). En 1447, même hommage fut rendu pour la même maison par noble Jean Bertini, damoiseau d'Aimoutiers (*de Ahento*).

L'ostension du chef de saint Martial dura, en 1388, depuis le 8 mai, lendemain de l'Ascension, jusqu'au 14 juin.

Cette même année, les consuls de Limoges portèrent devant le grand-autel de Saint-Martial, dans trois bassins d'argent du

poids de dix-huit marcs, trois cierges du prix de trente livres. Ils devaient cette offrande par arrêt du 29 mars 1327 pour avoir laissé leurs concitoyens, sous prétexte de venger la mort d'un bourgeois, fouiller les tombeaux et briser les aqueducs du monastère de Saint-Martin, et même blesser à mort l'infirmier de Saint-Martial, qui priait à Saint-Martin. (*Terrier de l'abbé de Saint-Martial.*) D'après le même arrêt, les consuls devaient offrir la figure d'un moine de cire du poids de cent livres, et la porter, à la fête de saint Martial, nu-pieds et sans courroies, de l'église de Saint-Martial à celle de Saint-Martin, d'où ils la rapporteraient. Les trois cierges offerts dans les bassins d'argent devaient peser chacun une livre, et brûler à perpétuité devant le chef de saint Martial.

Ce châtement, aussi moral que les galères et la guillotine, avait l'avantage d'épargner le sang des coupables. Il est vrai que la foi vivace de ces temps trop décriés donnait du prix et de l'honneur au repentir.

Ce fut l'abbé Jauviond qui recouvra la coupe d'or dont Grégoire XI avait fait présent (Bonaventure, T. III, p. 670), et qui renfermait encore au siècle dernier le chef de saint Martial.

Il ne mourut qu'en 1393; car, le 6 juin de l'année précédente, il était présent au synode diocésain.

XLIII. — ETIENNE II ALMOYNS (1393-....), né à Lavaublanche, est nommé par Bonaventure (p. 675 et 687) *Aimeric*; par les auteurs du *Gallia christiana vetus*, *Allemand*, et par Denis de Sainte-Marthe (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 504) *Minonis*; mais plusieurs actes manuscrits lui donnent le nom d'*Étienne*.

Excommunié par l'évêque de Limoges pour avoir manqué, en 1399, au synode de la Saint-Luc, il fit appel.

Cette même année, il fit dresser l'inventaire des reliques du monastère; et, le 4^{er} avril, il fit une ostension de celles de Saint-Martial. (Bonaventure, T. II, p. 406, 675 et 684. — Manuscrits de l'évêché de Limoges et de la cathédrale.)

En 1404, il fit encore une ostension depuis le 4^{er} avril jusqu'au dernier mai, samedi après la Fête-Dieu. (Bandel, p. 244.)

Cette même année, les inondations avaient fait de grands ravages en Aquitaine; le setier de froment valait 20 sous à Limoges, et celui de seigle, 13 sous : aussi fit-on plusieurs processions, dont la première fut générale, et avec la relique de saint Martial.

En 1408, on fit encore une ostension. — On ne sait point au juste combien de temps siégea cet abbé, ni quand il mourut.

XLIV. — PIERRE VII ou VIII DE DROUILLES (*de Drolhis, de Drulhis*) (8 septembre 1409-1422, qu'on nomme aussi de *Joviond*, et que le *Gallia christiana vetus* (T. IV, p. 610) et *nova*, nomment à tort *Joumart*, et qualifient faussement d'abbé de Saint-Martin-lez-Limoges, était licencié en décrets.

Abbé de Saint-Augustin de la même ville (terrier de l'abb. de Saint-Martial), il fut transféré à Saint-Martial par le pape Alexandre V, en consistoire, pendant le concile de Pise. Il ne prit possession que le jeudi après l'Épiphanie, c'est-à-dire en 1410.

Le 17 octobre 1414, il avait réuni dans le réfectoire de son monastère l'abbé de Saint-Martin-lez-Limoges et le chapitre de la cathédrale, et tous ensemble, devant le procureur de NICOLAS VEAU, ils reconnurent celui-ci évêque de Limoges (*Fremerii*). C'est qu'alors il y avait un procès entre ce Nicolas et RAMNULFE DE PÉRUSSE DES CARS, élu aussi par le chapitre de la cathédrale. L'abbé Pierre de Drouilhès fut fait vicaire général de NICOLAS VEAU, en faveur duquel il fit encore vainement appel en 1417 contre RAMNULFE DES CARS.

Pierre de Drouilhès reçut, par procureur, en 1414, l'hommage du duc de Bretagne, vicomte de Limoges. La protestation de Charles V en 1371 n'avait donc pas eu de bien sérieux résultats; peut-être aussi n'avait-il pas accordé la compensation promise.

En 1415, sur un privilège de Clément VII, un moine de Saint-Martial fut commis pour quêter en France, en Aquitaine, en Castille, en Léon, en Espagne, en Aragon, à Majorque, en Navarre, en Portugal et partout ailleurs pour réparer et soutenir le monastère et son hôpital. (Lebœuf, *Histoire de Paris*, T. V, p. 120.) Afin d'aider aux réparations du monastère, Mathieu Botini, bourgeois du château de Limoges, habitant la rue *Fontgroulen*, donna 200 livres, pour lesquelles on s'engagea à faire son anniversaire aussi solennel que, celui d'un cardinal et à donner, ce jour-là 11 août de chaque année, 2 sous pour la pitance de chaque moine cloîtré.

Du reste l'abbaye n'avait pas un revenu considérable; car, cette même année, on afferma toutes les pensions des prieurés dépendants de Saint-Martial, à l'exception de celui de Rot, pour la somme de 80 livres de monnaie royale, un denier d'or, avec l'écu couronné au coin du roi, qui valait 22 sous et 6 deniers.

La chasse où reposaient les reliques de saint Martial s'était brûlée en 1116 : Pierre de Drouilhes la répara (Bonaventure, p. 694), et fit d'autre bien à son monastère avant sa mort, qui arriva seulement en 1122, quoi qu'en dise le P. Bonaventure (p. 691 et 694), car un acte de 1121 le dit vivant.

XLV. — BARTHÉLEMY D'AUDIER (1122-1130) (1), prieur de Dunet, ne prit possession personnelle de l'abbaye de Saint-Martial que le 24 décembre 1127. (*Terrier de l'abbaye.*) Mais, dès le 1^{er} mars 1121 (1122), son écuyer avait reçu pour lui en hommage le capuce et la ceinture (*almusiam et zonam*) d'un bourgeois, le capuce d'un notaire, le manteau, le capuce, la ceinture et l'épée d'un gentilhomme. (*Manuscrit.*)

En 1121, pour l'ostension des reliques de saint Martial, qui dura depuis le 10 avril, jeudi de la semaine de la Passion, jusqu'au 8 juin, jeudi d'avant la Pentecôte (*Gallia christiana nova*; — Bandel), il avait fait une ordonnance, que Legros a transcrite d'une copie faite sur l'original, et qui se trouve dans son *Recueil d'inscriptions de la ville de Limoges* (p. 436-443).

Les manuscrits de l'évêché de Limoges nous apprennent qu'en 1129 l'évêque était attaqué par l'abbé de Saint-Martial et son couvent devant la cour souveraine de Poitiers et devant la cour de Rome.

Nadaud assure (*Pouillé*, p. 39) que, avant l'administration de Barthélemy d'Audier, on trouve l'existence des douze vicairies fondées dans l'hôpital de Saint-Martial pour douze séculiers; et, en 1194, on voit qu'elles étaient à la nomination de l'abbé. Un peu plus tard les habitants de Limoges distinguaient ces vicaires des moines en les appelant *prêtres noirs*, et l'un d'eux remplissait les fonctions de curé.

Barthélemy d'Audier ne mourut qu'en 1131, dit Bonaventure (p. 699); cependant son successeur siégeait dès 1130. (*Gallia christiana*, T. II.)

XLVI. — PIERRE VIII ou IX DE VERSAILLES (1130-1131), et non pas DE VERSILLAC (Bonaventure, p. 699), ni DE VERSEIL (*Gall. chr. nova*, T. VIII, col. 1640) (2), était moine de Saint-Denis en France,

(1) Ses armoiries, dont on ne connaît pas l'émail, avaient *trois lions passants*.

(2) L'histoire manuscrite de Grandmont (p. 75 et 76) affirme que GUILLAUME DE FUMEL fut abbé de Saint-Martial après 1129.

docteur en théologie et en l'un et l'autre droit; il professait aussi l'Écriture sainte. Il avait assisté au concile de Constance (1445), et dom Martène (*Anecd.*, T. I, col. 4723) a publié une lettre fort remarquable qu'il écrivit sur la corruption des mœurs de son siècle et sur les remèdes qu'il jugeait nécessaires.

Par son entremise (1431) le pape Eugène IV accorda trois ans et trois quarantaines d'indulgences à ceux qui, convenablement disposés, visiteraient le chef de saint Martial pendant l'Ostension, et feraient quelque aumône pour réparer le monastère.

Il fut nommé à l'évêché de Digne en 1432, et transféré, le 9 octobre 1439, à celui de Meaux, où il mourut le 11 novembre 1446.

XLVII. — JACQUES II JAUVIOND (19 décembre 1433-1488), frère d'un bourgeois neveu de Pierre et de Gérard dont nous avons parlé, ne fut point abbé de Charroux, quoi qu'en dise Bonaventure (p. 705), mais simplement prévôt de Rilhac et de Saint-Augustin de Limoges, où vraisemblablement il s'était fait moine de fort bonne heure, puis encore de Saignac et de La Souterraine, et enfin abbé de Saint-Cyprien de Poitiers avant de le devenir de Saint-Martial. Il fut aussi chapelain du pape.

Pendant son administration, Marie, reine de Navarre, vint vénérer le chef de saint Martial le 29 mars 1435 : c'était une année d'Ostension. (Bonaventure, p. 700.) En 1442, Charles VII y vint lui-même. (Monstrelet, T. II, fol. 187.)

Le 26 mars 1440, Pierre de Beaufort, comte de Turenne, fit, en embrassant l'abbé de Saint-Martial, pour le château et le comté de Turenne, un hommage que l'on regarda comme *simple hommage de dévotion* quand le roi acquit cette seigneurie en 1739. Il fit aussi hommage, pour quelques dîmes, de la prévôté de Roziers. Antoine de Boisse, damoiseau de la paroisse de Chamberet, lui avait fait, en 1438, hommage-lige pour le quart des dîmes de cette paroisse, et Jean de Rouffignac, sieur de Rochamon, chevalier, l'avait fait aussi pour son repaire de La Motte à Allasac. (*Terrier de l'abbaye.*) Le vicomte de Limoges en 1442, et enfin, en 1451, pour la viguerie de Saint-Vaulry, noble Mathurin Brachet, damoiseau, seigneur de Montagut, lui rendirent également hommage.

Jacques Jauviond fit rebâtir la maison abbatiale de Saint-Martial, la prévôté de Couzeix (*manuscrit*), et construisit le château de Beauvais, dont il ne reste que la maison du jar-

dernier, où l'on voit ses armes sur la cheminée (1). Il fonda aussi son anniversaire, et fit quelques dons. (Bonaventure, p. 704.)

L'abbé de Montesquiou n'avait pu terminer la chapelle domestique de Beauvais. Cette chapelle fut bénite seulement le 24 mai 1785, et sans pompe, par l'abbé Jean VI de Maussac.

Louis XI avait ordonné, pour sa santé et pour les biens de la terre, une procession, qui eut lieu à Limoges le 17 février 1481. Les paroisses et les couvents de la ville vinrent, suivant l'usage, à Saint-Martial, d'où l'on porta le chef de saint Martial à la cathédrale. Là l'évêque et les chanoines reçurent avec honneur le cortège, auquel ils se joignirent. Après le sermon, qui se fit à Saint-Martial, l'évêque présenta, dans le cimetière de l'abbaye, le glorieux chef de notre apôtre à la vénération des fidèles.

Audoin d'Auvergne (*de Alvernia*) raconte que, les deux années suivantes, Limoges fut désolé par une peste si terrible que chacun fuyait, et les moines eux-mêmes, réunis en chapitre le 16 juin 1482 et le 3 juillet 1483, décidèrent que seize d'entre eux seulement resteraient pour faire le service divin. Déjà le plus grand nombre avaient pris la fuite. D'après un acte de procuration donné en assemblée conventuelle par Jacques Jauviond, le 23 juin 1484, pour autoriser à recevoir des aumônes en faveur du monastère et de l'hôpital de Saint-Martial, alors il y avait, les novices compris, trente-deux religieux. Au bas de cet acte, que Legros cite dans son *Recueil d'inscriptions de la ville de Limoges* (p. 435-441), pendaient deux sceaux en cire, l'un de figure ovale oblongue et pointue aux deux bouts, avec un saint Martial debout, revêtu de la chasuble de forme antique avec la crosse et la mitre et bénissant.

Un arrêt du parlement de Paris en date du 13 mai 1444 avait dû singulièrement humilier Jacques Jauviond, car cet arrêt autorisait l'évêque de Limoges à visiter une fois l'an l'église de Saint-Martial, à l'époque qui lui conviendrait, puis à punir l'abbé et ses moines suivant la gravité des cas, même en les suspendant de leurs fonctions, ou en leur infligeant la prison perpétuelle; ce qui fait croire à des désordres de la part de ces moines. Cependant cet abbé était qualifié d'archevêque de Césarée en 1488, l'année même où, d'après un manuscrit, il se dit encore abbé de Saint-Martial. Il avait échangé son abbaye avec son neveu Albert, qui suit, contre le doyenné de Rieu-

(1) Ces armes, qu'on voit encore, sont d'azur à trois coqs d'or, 2 et 1.

peyroux, et il devint ensuite doyen non pas d'Angers (*Gallia chr. nova*, T. II, col. 565), mais d'Andros (*Andrensis*). Le 8 septembre 4494, il avait résigné tous ses bénéfices, et il vivait encore en 4495.

XLVIII. — ALBERT II JAUVIOND (4488-4523), bachelier en décrets, doyen de Rieupeyroux, obtint ses bulles pour l'abbaye de Saint-Martial le 5 mars 4488, et fut béni par l'évêque d'Angoulême, le 27 mai suivant, dans l'église des frères prêcheurs de cette ville, devant Aimeric Textoris, abbé de Nanteuil, et Seguin Giraudi, abbé de Bassac. Il prit possession le 31 mai, et prêta le serment de fidélité à l'évêque de Limoges. Cet abbé avait encouru les censures de cet évêque pour avoir officié comme abbé, avant sa prestation de serment. L'évêque leva les censures le 28 octobre.

Bientôt Albert Jauviond put oublier cette humiliation en prenant la part principale dans un acte qui fut enregistré, avec le style pompeux qu'on va voir, dans le terrier de l'abbaye appelé le *livre jaune* (fol. 257) : « Sachent tous présents et advenir que, le viii^e jour du mois de may, l'an 4494, arriva en cette ville et Château de Limoges, tres-haute et excellente princesse, madame JEANNE, fille et sœur de roys de France, duchesse d'Orlhians, de Milan et de Valloys, comtesse de Blois, de Pania et de Beaumont, dame d'Ast et de Coussi, et lui alames au devant jusques à la porte Manynye; et là fust reçue par R. P. en Dieu M. Albert Jauviond, notre pere abbé, revestu en son pontifical, et nous, son couvent en aulbes, et de là la menasmes à grand procession jusques ceans (dans le monastère) en chantant le repons des litanies, et fismes sonner les deux grosses cloches, et oyt vespres ceans, et empres s'en alla à son logis, qui estoit à la maison nommée le bastiment de Jullien, et le lendemain viii^e dudit mois, qui estoit l'Ascension Notre-Seigneur, par le privilège des enfants des rois de France, elle fit délivrer tous prisonniers estants ez prisons tant du roy que de ladite ville; et le soir, à l'heure de dix heures et demie, accompagnée de ses gens et damoiselles, il li fust monstré le précieux chef de M. saint Martial, notre patron, secretement pour cause du bruit et grand tumulte du peuple; car elle le demanda, et y estoit venue en pelerinage par la grande dévotion que elle y avoit; et notez que nul n'y fut convoqué, ne consuls ne autres gens de ladite ville. Et le lendemain ix^e dudit mois, à l'heure de douze

heures, elle partit avec ses dites gens et grand nombre de noblesse, bien contente de nous, et nous donna plusieurs beaux dons, et print son chemin pour aller à Cadouin, à Saint-Sicaire de Brantôme, et de là à Notre-Dame d'Autefaye (1). »

Il y eut ostension du chef de saint Martial en 1496. En 1504, on la fit pour toutes les reliques de Limoges et de la province; on en fit encore en 1510, en 1517 et en 1519. Cette dernière année, les cérémonies durèrent, contre l'ordinaire, du mardi de Pâques 25 avril jusqu'au 30 juin. Le 23 juillet 1512, le duc de Bourbon et son frère, qui passaient à Limoges, demandèrent à vénérer deux jours de suite le chef de saint Martial. Du reste, dans les diocèses voisins, on favorisait cette dévotion de saint Martial. Ainsi, en 1517, Louis de Carrète, évêque de Cahors, *ordonnait* d'instruire sur tout ce qui concerne ce culte, et exhortait à faire des aumônes en faveur du monastère et de l'hôpital de Saint-Martial, accordant quarante jours d'indulgences à tous leurs bienfaiteurs. Il menaçait d'excommunication quiconque empêcherait de faire ces aumônes. Son neveu Paul fit un mandement pareil en 1529. (Bandel, p. 245. — Bonaventure, p. 742, 747, 752, 753 et 755.)

En 1499, Albert Jauviond avait obtenu une bulle pour obliger tous les abbés, prévôts, prieurs et autres qui dépendaient de son monastère de venir chaque année, le 16 juin, au chapitre général, et de lui payer ce qu'ils devaient. Une autre bulle unit la grande sacristie à la mense monacale. (Bonaventure, p. 738.) En 1507, l'abbé et les moines plaidaient contre les consuls pour l'eau des fontaines du Chevalet et des Barres.

En 1520, les moines de Saint-Martial firent imprimer leur Bréviaire.

Albert Jauviond mourut le 28 mai 1523. (*Manuscrit de Saint-Martial.*)

XLIX. — MATHIEU JAUVIOND (1523-1542), ancien prévôt de Feix, était prieur de Moulton.

Avant la mort de son oncle, le baron de Las Tours avait obtenu un brevet pour cette abbaye, en faveur d'un de ses frères, de la part du roi, qui défendait aux couvents d'élire sans son autorisation; d'autre part, le 16 août 1523, les voix s'étaient partagées entre Léon David, moine de Solignac, et Mathieu

(1) Cette princesse, fille de Louis XI, épousa Louis XII, qui la répudia.

Jauviond. Celui-ci fit un accommodement avec ses deux compétiteurs; il donna les fruits de plusieurs bénéfices au seigneur de Las Tours, et à David le prieuré de Moulton. Après cela, il fut confirmé par le vicaire général de l'évêque, et prit possession le 40 octobre de la même année. Contrairement aux habitudes d'humilité des abbés réguliers, il fit une entrée solennelle le 44. Les consuls et la ville de Limoges allèrent le recevoir devant la maison des Carmes, et, après la messe, il reçut à dîner les consuls et les principaux habitants en très-grand nombre, dit-on. Marin de Montchenu, gouverneur et sénéchal du Limousin, lui donna une marque d'affection en logeant dans sa maison lors de son entrée à Limoges (24 septembre 1532, dit une chronique manuscrite).

Cet abbé fit vénérer le chef de saint Martial à la reine de Navarre lors de son entrée à Limoges, 28 décembre 1537 (Bonaventure, p. 768). Il fit une ostension du chef de saint Martial depuis le mardi de Pâques 3 avril 1526 jusqu'à la fête de la Trinité; une autre, depuis le mardi de Pâques 15 avril 1533, et *c'est dès lors que les Ostensions ne se firent plus que tous les sept ans*. C'était, du reste, la période fixée par le concile d'Aix-la-Chapelle dès 1440 pour *montrer* les reliques. (Ostension vient d'*ostendere*, montrer : *ostensio*, montre. L'ostension s'appelait aussi le *pardon* à cause des *indulgences*, et la *voute* ou *vole*, de *votum*, offrande.) Cela pouvait rappeler aussi que, tous les sept ans, chez les Juifs, on remettait les dettes des débiteurs insolvable. (Deutéronome, XV, 4 et XXXI, 40. — Martène, *Amplissima collectio*, T. V, col. 446.)

En 1540, l'Ostension dura du 28 avril au 30 mai. A la *procession de la préservation de la ville*, on porta monsieur saint Martial et les confréries y assistaient. (*Manuscrit.*) Mais déjà la foi s'était affaiblie, parce que les mœurs même des moines s'étaient relâchées. — Nicole a dit très-bien : *Le cœur est le lieu principal de la vérité.*

La basilique de Saint-Martial ne jouissait plus de son antique privilège, d'ailleurs dès lors dangereux peut-être pour la société, le *droit d'asile* : un arrêt du 5 août 1535 en fit sortir un voleur qui s'y était réfugié. (Corbin, *Décisions de droit*, p. 444.)

En érigeant en titre les offices claustraux, au lieu de laisser chaque moine dans la dépendance de l'abbé; en donnant à chacun des revenus particuliers en blé, en vin ou en argent, on avait introduit à Saint-Martial la propriété et l'indépen-

dance, essentiellement contraires à la vie monacale, et partant une source certaine de ruine. Leur monastère manquait aussi de cette solitude dont la science et la vertu se nourrissent. — Le Château de Limoges, c'est-à-dire la partie de la ville où se trouvait Saint-Martial, n'avait alors, comme aujourd'hui, que deux églises paroissiales; l'on prêchait l'avent et le carême dans l'église de Saint-Martial, qui était seulement monacale. Le blé se vendait à la porte de la même église de Saint-Martial, où l'on venait sans cesse prier le saint patron de l'Aquitaine; puis, dans les jardins morcelés et sans clôture du monastère, les religieux se mêlaient aux séculiers dès qu'ils avaient besoin de quitter leurs étroites cellules ou leurs cloîtres sombres pour prendre l'air. Ce sont les motifs allégués par Paul III, dans sa bulle, pour expliquer la sécularisation. J'ajouterai : Comment l'esprit du monde n'eût-il pas pénétré dans un lieu où l'abbé avait reçu quatre cents convives le lendemain du jour où le gouverneur Marin de Montchenu fit son entrée à Limoges? La violette et la rose exposées aux ardeurs du soleil perdent vite et leur éclat et leur parfum; le sel lui-même s'affadit dès qu'il est trop en contact avec l'air.

Quoi qu'en ait dit dom Martène (*Voyage littéraire*, T. I, part. II, p. 69), que toutes les fables trouvent des prôneurs à Limoges, c'est là la calomnie d'un esprit prévenu, et il est absurde d'ajouter que, en sécularisant l'abbaye, le pape crut que, pour aller chanter leurs offices, les moines devaient traverser un bois, et s'exposer à la férocité des lions.

La bulle de sécularisation, obtenue sur la demande de François I^{er}, dont l'évêque de Macon fut l'intermédiaire, et sur la prière de l'abbé Mathieu Jauviond, dément cette invention : le dernier alinéa de la page précédente la montre aussi; mais le texte entier de cette bulle, datée du x des calendes de décembre (1^{er} décembre) 1535, prouve que le pape, bien renseigné, eut pour but, comme il dit, *l'augmentation du culte divin, l'honneur de l'Eglise et le salut des âmes*.

Si je ne craignais trop de longueurs, je publierais ici cette bulle avec d'autant plus de plaisir que je la crois encore inédite. Voici du moins, avec le préambule, le passage qui, exprimant les raisons de la sécularisation, constate, pour cette époque, un commerce florissant et une grande piété à Limoges, et aussi les passages où l'on trouve la liste des offices claustraux avant 1535,

le nombre des bénéfices du nouveau chapitre, et les privilèges de l'abbé. (Voyez Legros, *Recueil d'inscriptions de la ville de Limoges*, p. 359-396.)

« Paulus, episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam.

» Ex supernæ majestatis providentiâ, Romanus pontifex, in apostolicæ dignitatis sublimitate constitutus, circa ecclesiarum et monasteriorum querumlibet, statum in melius, dante Domino, commudandum prout, ex debito pastoralis officii, sibi incumbit, diligenter prospicit et intendit; illumque interdum alterat et commutat, ac desuper disponit et ordinat, prout rationabiliter causæ suadent et catholicorum vota regum exposcunt, ac temporum, locorum, et personarum, qualitatibus et conditionibus diligenter consideratis, ad divini cultus augmentum et bonorum illorum conservationem ac ecclesiarum et personarum eorumdem decorum et venustatem conspiciat in Domino salubriter expedire.....

» Sane charissimus in Christo filius noster Franciscus, Francorum rex christianissimus, tam suo quam dilectorum filiorum Mathei, moderni abbatis, ac conventus monasterii Domini Salvatoris mundi et Sancti Martialis, Aquitanorum apostoli et patronis Lemovicensis, ordinis sancti Benedicti, seu majoris partis eorumdem conventus nominibus, nobis nuper exponi fecit :.....

» Ipsumque monasterium in urbe sive Castro Lemovicensi, insigni illius patriæ primaria, ad quam plures mercatores et alii, partium Aquitaniae, pro mercantilis emendis et vendendis confluunt, consistens, insigne et notabile existat, cum tamen dictum monasterium, in loco ipsius urbis sive castri, in quo, tanquam magis publico, frequentior quam alibi fit conventus populi et aquatico, ad quem fontium humectantes aquæ undique fluunt situm, ac viis publicis, in quibus ementes et vendentes quotidie videntur, undique circumdatum existat; ac in eo nulla præter claustrum et cœmeterium (1) sint deambulotaria seu loca spatiosa ad quæ illius monachi, quorum cellulæ seu mansiones fere omnes parvæ sunt, nec viridaria præter aliqua parvula et modici spatii et separata et non communia habent, completis divinis officiis levandorum tædio gratia animorum, exire possint; sed quoque versus prodierint, prodire non possint quin in publicum mixti sæcularibus prodeant; ac infra muros urbis seu Castri, hujusmodi nulla collegiata, sed duntaxat parochiales ecclesiæ existant; ac præterea ad ipsum monasterium magnus et frequens in die tam civium quam advenarum, non sine magno circa illud, et maxime prope valvas ejusdem ubi blada venduntur, strepitu et clamore seu tumultu, concursus habeatur. Et fere singulis horis, in illius ecclesia, in qua etiam non-

(1) Legros met en marge : pour expliquer ce mot de cimetière, *aujourd'hui la place des Arbres*. En 1857, c'est la place Fitz-James qui fait suite à la place Royale.

nullorum aliorum sanctorum. martyrum et confessorum corpora requiescunt, ac in qua, et non alibi, in tota urbe seu toto Castro, hujusmodi prædicationes publicæ et ordinariæ adventus et quadragesimæ temporibus fieri solent, diversæ utriusque sexus personæ conspiciantur. Et monachi ipsi mensam divisam, particularem et separatam a mensa abbatibus ab antiquo habentes ac singulas portiones monarchales, ex fructibus ejusdem monasterii ac ceterorum aliorum illius officiorum et beneficiorum ab eo dependentium, in blado, vino, pecunia, ac rebus aliis, pro eorum necessitatibus tam victus quam vestitus percipientes, sæpius vitam sæcularem et a regularibus institutis alienam ducere inducantur. Quo fit ut vota sua Astissimo, juxta ipsius ordinis regularia instituta non redditentes, animarum suarum saluti minus consulant; et sæculares, ex hujusmodi mutua conversatione, famæ et honori eorumdem monachorum nonnunquam detrahant; nec de facile reperiantur viri, nobilitate generis litterarum scientia, et potentia ac aliis virtutibus præditi qui ordinem prædictum, in ipso monasterio, profiteri et ad illius regularem observantiam obligari velint... »

Les vingt-sept titres suivants sont ceux des offices du monastère :

« Unus prioratus claustralis, unus subprioratus, unus tertius nuncupatus prioratus, unus capiceriatus major, una cellaria coquinae, una cantoria, una succentoria (seu subcantoria), una eleemosinaria, una cameraria, una rectoria, una thesauraria, una sacristia Sancti Petri noncupata, una hortolaria, unus magistratus puerorum, unus magistratus novitiorum, unus submagistratus puerorum, unus submagistratus novitiorum, una custodia majoris altaris, una subcameraria, una subeleemosinaria, una hostellaria, unus capiceriatus sepulchri, unus subcapiceriatus etiam sepulchri, una subpistanceria, una infirmaria, una subcellaria, una subrefectoria... »

La bulle, supprimant les prieurés et les prévôtés non conventuels, érigea Saint-Martial en chapitre séculier composé d'un abbé, d'un prévôt, d'un chantre et de dix-huit autres chanoines, de douze vicaires, d'un maître de chant et de six enfants de chœur. L'abbé garda tous ses anciens droits : la crosse, la mitre, les sandales et autres ornements pontificaux et le droit de correction. Mais ce droit de correction, l'abbé ne pouvait l'exercer que conjointement avec quatre chanoines. Il jouissait d'un canonicat et de deux prébendes entières. Les bénéfices conventuels demeurèrent réguliers et à la collation de l'abbé, que dès lors le roi nomma. Les droits de l'évêque furent maintenus.

« Prioratus et præpositus non conventuales prædicti penitus et omnino supprimerentur et extinguerentur, ac ecclesia hujusmodi mo-

nasterii in sæcularem et collegiatam ecclesiam erigeretur et instaureretur; necnon in illa, loco dictæ dignitatis abbatialis, una abbatia sæcularis dignitas inibi principalis, pro uno abbate sæculari; ac unus præpositus pro uno præposito, et una cantoria (non principales in ibi dignitates) pro uno cantore; nec non viginti et unus canonicatus et viginti duæ præbendæ pro viginti et uno canonicis; ac duodecim perpetuæ vicariæ pro duodecim perpetuis vicariis, præbyteris seu clericis, erigerentur et instituerentur; ac unus magister in cantu et sex pueri chorales perpetuo deputerentur; necnon mensæ capitulari ejusdem ecclesiæ omnes et singuli locorum et monachalium portionum, ac superimendorum officiorum claustralium; necnon prioratuum et præpositatuum ac capellaniarum seu vicariarum regularium prædictarum, fructus, redditus et proventus perpetuo applicarentur et appropriarentur..... nec non loco suppressæ abbatialis dignitatis hujusmodi, in abbatiam sæcularem quæ principalis, prout dicta suppressæ abbatialis dignitas erat existat pro uno abbate sæculari qui omnibus et singulis dignitatibus, privilegiis, exemptionibus, gratiis, delatione et usu mitræ, baculi pastoralis, sandalium et omnium pontificalium; nec non benedictione imaginum, crucium, calicum, ornamentorum sacerdotalium et paramentorum altarium, ac benedictionis elargitione ac omnibus aliis, prout dictus Matheus modernus et sui prædecessores abbates dicti monasterii qui pro tempore fuerunt, hactenus, ex indultis et privilegiis apostolicis usi fuerunt, etc., etc..... »

L'official de l'évêque de Limoges fulmina cette bulle le 14 octobre 1537.

On dit que le peuple de Limoges murmura de cette transformation, qu'on avait sollicitée en disant que le discrédit jeté sur les moines de Saint-Martial empêchait les gens instruits et de bonne famille de prendre l'habit religieux dans leur maison. Le reproche était donc exagéré. Du reste, plusieurs de ces moines gardèrent quelque temps le froc, et l'un d'eux ne voulut le quitter qu'à la mort. On y était autorisé par la bulle, pourvu que, au chœur, on prit le costume des chanoines. Les chanoines de Saint-Martial n'avaient aucun ornement spécial.

Mathieu Jauviond mourut, le 5 mai 1542, chez son frère Guillaume, abbé de Saint-Martin-lez-Limoges. (*Gall. christ.*, T. II, col. 565. — *Manuscrit de la Bibliothèque impériale*, ancien numéro 5452.) Les actes capitulaires de Saint-Martial mettent sa mort le 4^{er} mai.

Pendant la vacance, sur la demande du président et des conseillers du parlement de Bordeaux, qui tenaient les *grands jours* à Limoges, on fit, avec le chef de saint Martial, pour demander la paix, une procession à laquelle ces messieurs assistèrent en

robes rouges (22 octobre). Ce jour-là il y eut une ostension extraordinaire, qui dura depuis sept heures du matin jusqu'à vêpres, et qui valut aux chanoines 36 livres 40 sous. L'évêque de Bazas, Jean de Plas, né dans notre diocèse, et Jean de La Marthonie, évêque d'Acqs, prirent part à la cérémonie avec quelques abbés. (Bandel, p. 245, et *Manuscrits de Saint-Martial.*)

IV.

Abbés séculiers (1).

Le 4^r juin 1542, François de Bonnivet fit signifier au chapitre de Saint-Martial des lettres du roi qui le nommaient abbé, et, pour obtempérer à ses désirs, on nomma deux vicaires généraux chargés du spirituel et du temporel du chapitre. Cependant les actes capitulaires de Saint-Martial, qui rapportent ce fait (fol. 94), disent (fol. 96) l'abbaye vacante le 16 juin.

L. — ROBERT DE LENONCOURT (15 août 1543-1564), évêque de Châlons-sur-Marne depuis 1531, le fut successivement de Metz, d'Auxerre, où il fut nommé cardinal (1538), puis devint archevêque d'Arles et d'Embrun, abbé de Saint-Remy de Reims et enfin de l'abbaye de Saint-Martial le 15 août 1543. A cette dernière époque, il était administrateur perpétuel de Châlons-sur-Marne, abbé de Saint-Remy de Reims, de Saint-Maurice de Beaulieu au diocèse de Verdun, de Notre-Dame de Beaupré au diocèse de Beauvais, prieur de La Charité et de Sainte-Foy de Longueville, dépendants du même prieuré; de Notre-Dame de Nomis, de Notre-Dame de Nanteuil, de Sainte-Marguerite de *Mogerio* (ordre de Cluny) et de Saint-Benoît; doyen de Vandœuvre au diocèse de Langres, puis de Tournus, enfin abbé de Barbeaux, de Villelongue et de Mouzon.

Les actes capitulaires de Saint-Martial démentent le *Gallia christiana* (T. IV, addit., col. XXX), qui met à sa place, en 1549, son neveu et successeur Philippe. Il est également faux, que, en 1551, il ait permuté notre abbaye contre celle de Villelongue, au

(1) Les armes du chapitre de Saint-Martial étaient d'azur à un buste de Saint-Martial de carnation, vêtu et diadéme d'or, accompagné de trois fleurs de lis de même, 2 en chef et 1 en pointe (D'Hozier, *Armorial général*).

diocèse de Carcassonne, abbaye qu'il quitta vers 1556. (*Histoire des grands-officiers de la couronne*, T. II.) Cette permutation ne se réalisa pas. (*Gallia chr.*, T. VI, col. 1022.)

Robert mourut le 2 ou le 4 février 1564, et fut inhumé à La Charité-sur-Loire, dont il était prieur. En 1569, les calvinistes le déterrèrent pour jeter ses restes dans la Loire. (*Gallia chr.*, T. XII, col. 444.)

La peste, qui sévissait à Limoges depuis le mois de mars de l'année 1547, et dont on se plaignait encore au mois d'août, empêcha pour cette année l'Ostension. (Bandel, p. 246, et *manuscrit de l'hôpital de Limoges*.)

LI. — PHILIPPE DE LENONCOURT, neveu du précédent, et né en 1527, n'est célèbre que par la quantité des bénéfices qu'il obtint. Il fut évêque d'Auxerre (1560) et de Chalons, pair de France, abbé de Moutier en Argonne, de Moustier-Saint-Jean en Bourgogne, de Rebetz, de Barbeaux, d'Épernay, d'Oigny et de Reomeuse, prieur de La Charité-sur-Loire, etc., conseiller d'État, puis cardinal, et nommé à l'archevêché de Reims, enfin commandeur de l'ordre du Saint-Esprit à la première promotion, le 31 décembre 1578. Il s'était démis de l'évêché de Chalons-sur-Marne lorsqu'il accepta l'abbaye de Dervy. Il mourut à Rome le 13 décembre 1594 (1). (*Gallia chr.*, T. XII, col. 337 et 444. — Anquetil, *Hist. de la ville de Reims*, T. III, p. 490-494. — *Histoire des grands-hommes*, par une Société de gens de lettres. — *Catalogue des chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit*, édit. de 1760, p. 5.)

LII. — LOUIS RICARD DE GOURDON DE GENOUILHAC (1554-1564), aumônier ordinaire du roi, fils de Jean, dont la famille était distinguée en Quercy, et de Marguerite d'Aubusson de Villac, obtint ses bulles le 17 mars 1548, et il siégeait en 1554, époque où le chapitre de Saint-Etienne lui devait 40 liv. de rente à cause du synode de la Pentecôte. Il fut aussi abbé de Saint-Lô et de La Faye-de-Jumilhac au diocèse de Périgueux. (*Gallia christ.*, T. II, col. 565.) Il fut encore doyen de Carennac, prévôt de Charniac, et enfin évêque de Tulle en 1577. (La Tour, *Hist. Tuel.*, p. 270.)

(1) Lenoncourt porte d'argent à la croix dentelée de gucules.

En 1554, l'Ostension dura *sept semaines* (Laurent Depinu, notaire à Limoges), et, le 20 (*Chronique manuscrite*) ou le 22 décembre de l'année 1556 (Bonaventure, p. 776), Antoine de Bourbon, roi de Navarre, et sa femme Jeanne d'Albret, vicomtesse de Limoges, vinrent vénérer saint Martial avant de se rendre au palais du Breuil le jour de leur entrée à Limoges.

Les huguenots tentèrent de s'établir à Limoges en 1559 (*Hist. des égl. réformées*, T. II, p. 834), mais ils choisissaient mal leur terrain. Cette même année, les consuls de Limoges ordonnaient une procession générale des reliques de saint Martial en action de grâces pour la paix. (*Chronique manuscrite*.) De toutes parts on fit aux hérétiques bonne résistance, et, quoique, de leur propre aveu (Théodore de Bèze), le clergé fût *tolérant*, et l'évêque *peu criminel*, les confrères du Saint-Sacrement de Saint-Pierre-du-Queyroix attestent qu'ils *ne purent gagner à leur religion faite à la poste ung homme, pour dire ung homme de bien qui a vescu honnêtement selon son estat toute sa vie*. Tout au plus séduisirent-ils par quelques aulmones de *pauvres gens renforcés de plusieurs vagabonds, gens de mauvaise vie et escume de ladite ville*.

Louis de Genouilhac avait eu l'honneur d'assister au concile de Trente. Il mourut, fort âgé, à Bordeaux, dans un château où son frère était gouverneur, ou, suivant Baluze (*Hist. Tutel.*, p. 261), au château de Boisset près de Blaye.

LIII. — JEAN DE FONSÈQUES (1564-1573), fils du baron de Surgères au pays d'Aunis, fut abbé de La Grâce-Dieu, puis évêque de Tulle, où Baluze pense qu'il ne vint jamais. Il obtint ses bulles pour Saint-Martial le 7 juin 1564 (*Insinuations ecclésiastiques de Limoges*); et, quoi qu'en dise le *Gallia christiana* (T. II, col. 565), il ne siégeait pas en 1584, car il se démit en 1573. On ne connaît pas l'époque de sa mort. Baluze (*Hist. Tutel.*, p. 249) (1).

Le 24 novembre 1562 (*Chronique manuscrite*; — Legros, *Essai historique sur Limoges*, p. 226), ou, comme dit Bonaventure (p. 783), en janvier 1563, les consuls de Limoges, dûment autorisés par le roi, enlevèrent l'argenterie des principales églises de Limoges afin de « rembourser les deniers fournis et

(1) D'après Duchesne (*Hist. de la maison de Montmorency*, L. IX, c. 6), il portait écartelé, au 1^{er} et au 4^e, d'or à 5 étoiles de gueules de huit raites en sautoir, au 2^e et au 3^e de gueules, frété de vair au lion couronné.

empruntez pour la garde et conservation de la ville ». On prit à Saint-Martial une grande image d'argent appelée *le Joyau*, et qui était au-dessus du maître-autel; on prit aussi dans le sépulcre les figures d'or des apôtres. Une peste qui enleva à Limoges cinq ou six mille personnes fut regardée comme une punition divine de ce fait, qui, s'étant accompli sans l'approbation de l'autorité ecclésiastique, juge compétent, devenait une profanation. On sait du reste que maintes fois, dans un intérêt religieux, l'Église a su sacrifier même ses vases sacrés.

Le 40 mai 1564, Jeanne d'Albret, vicomtesse de Limoges et reine de Navarre, était à Limoges, où elle fut reçue magnifiquement, mais où le prosélytisme religieux qu'elle tenta la rendit bien vite impopulaire.

Jeanne d'Albret avait fait prêcher son ministre au palais du Breuil (aujourd'hui la préfecture), lieu de sa résidence. Les chanoines de Saint-Martial lui firent l'affront de ne plus recevoir la chaire que ses suisses avaient enlevée de leur église pour servir au prêche. Cette chaire de *pestilence* ne pouvait plus être, disaient-ils, la chaire de vérité. Dès l'année suivante, les consuls payèrent eux-mêmes les prédicateurs de l'avent et du carême pour l'église de Saint-Martial, où toute la ville allait l'entendre le lundi, le mercredi et le vendredi de chaque semaine. De ces tentatives de prétendue réforme il n'est resté dans notre ville qu'un vitrail, qui en perpétua le ridicule en montrant Jeanne d'Albret elle-même en chaire devant quelques personnes posées d'une façon grotesque ou moqueuse, et au bas duquel on lit :

Mal sont les gens endoctrinés,
Quand par femme sont sermonnés.

L'abbé Texier en a donné le dessin et l'explication dans son *Histoire de la peinture sur verre en Limousin*. L'abbé Legros nous apprend (*Inscriptions de la ville de Limoges*, p. 83) que, trouvé dans la cuisine de la veuve Géraldy, qui habitait la rue Manigne; ce vitrail fut acheté 3 livres par M. de Lépine, qui le plaça dans son salon à manger. Où est-il aujourd'hui?

Dans le langage populaire, le nom de huguenot (*haiguenaud*) reste aussi comme une flétrissure pour qualifier un homme *sans religion*.

En 1569, la mère de Charles IX vint à Limoges, et répara le

scandale donné par la reine de Navarre, car elle alla avec grande dévotion vénérer les reliques de saint Martial. (Bonaventure, p. 789.) Par lettres-patentes du 6 février 1570, le roi attribua au grand-conseil la juridiction nécessaire pour juger tous les procès *mus et à mouvoir* à cause de la sécularisation de l'abbaye de Saint-Martial; et, en 1654, de nouvelles lettres-patentes, datées du 30 avril, comprirent dans ce privilège *tous les procès de l'abbaye et des prieurés qui en dépendaient*.

LIV. — JEAN II DE LAUBESPINE (1574-1594), aussi évêque de Limoges, et non pas Sébastien de Laubespine, comme l'avance le *Gallia christiana nova* (T. II, col. 565), clerc d'une maison distinguée du diocèse de Paris, et bachelier en l'un et l'autre droit, obtint, par la démission du précédent, sur le brevet du roi, ses bulles pour l'abbaye de Saint-Martial le 9 janvier 1574. Il prit possession par procureur le 15 mai 1575. En 1582, il fut fait évêque de Limoges, et, en 1587, évêque d'Orléans, ville dans laquelle il fut enterré. On le dit aussi conseiller au parlement. Il se démit de l'abbaye de Saint-Martial (*Insinuations ecclésiastiques*) en faveur du suivant le 4 novembre 1594, et le roi consentit, le 15 décembre de la même année, à cette nomination ou à telle autre que ferait le vicomte de Châteauneuf, de la maison de Pierre-Buflère, seigneur calviniste.

Le 14 juillet 1577, le duc d'Alençon, frère du roi, vint prier à Saint-Martial. (Bonaventure, p. 796.) De juillet 1589 au 18 mai 1595, les chanoines de la cathédrale tenaient leurs chapitres, et faisaient les offices à Saint-Martial à cause des troubles civils. (*Manuscrit*. — Bonaventure, p. 802-804.)

LV. — LÉONARD CLOUZEAUD (1594), prêtre, licencié en droit canon, né à Masléon près Rosiers (aujourd'hui Haute-Vienne), était économe de Saint-Martial quand il en fut nommé abbé par la protection du vicomte de Châteauneuf, dont il était *confidentaire*. Il lui fut défendu de se pourvoir en cour de Rome; mais le grand-conseil du roi lui permit, le 26 février 1594, de prendre possession, ce qu'il fit seulement le 4 mars de l'année suivante, quoiqu'un acte de 1596 le dise simplement *nommé abbé*. (*Insinuations ecclésiastiques*.) On comprend que son protecteur ne dut pas lui gagner l'assentiment général. Les manuscrits de Saint-

Martial constatent que, voulant enfin être pourvu, il fit faire, le 4 octobre 1597, par le vicaire général de l'évêque, une enquête d'où il résultait que Saint-Martial avait perdu de nombreux bénéfices, dont les revenus étaient plus considérables que ceux de l'abbaye elle-même.

En 1598 et 1599, Léonard Clouzeaud prenait le titre d'abbé de Saint-Martial : on ne sait *ni comment, ni pourquoi* il quitta. Dans un acte daté de septembre 1600, il est qualifié de *jadis abbé*. Ce même Clouzeaud avait fait appel au parlement de Bordeaux contre un arrêt du sénéchal du Limousin qui obligeait l'abbé de Saint-Martial à faire chanter, d'après l'usage, chaque jour, dans le sépulcre, une messe avec diacre et sous-diacre, en été à quatre heures, et en hiver à cinq heures, puis à entretenir devant le même autel, encore d'après l'usage, un luminaire de sept cierges. L'arrêt du sénéchal, maintenu par le parlement, fut mis à exécution le 28 février 1600. (Bonaventure, t. II, p. 580.) Dans ces temps de troubles civils, l'intercession des saints était bien utile : aussi notre religieuse cité ne la dédaignait-elle pas. Le 31 juillet et le 16 octobre 1594, on fit des processions générales avec les reliques des saints, afin d'obtenir que Limoges ne tombât pas au pouvoir des hérétiques (Bonaventure, t. III, p. 808. — *Registres de la cathédrale.*)

LVI. — PIERRE XI VERDIER (1598-1652), fils de Jean, seigneur d'Arfeuilhe, trésorier général de France, de la paroisse de Saint-Pierre-du-Queyroix de Limoges, licencié en décrets, fut tonsuré à l'âge de dix-neuf ans (1598), et obtint, le 13 novembre de la même année, ses bulles pour l'abbaye de Saint-Martial. Ces bulles lui interdisaient la stalle au chœur et voix au chapitre jusqu'à ce qu'il eût vingt-deux ans. Il prit possession le 12 août 1599, et reçut les ordres mineurs et le sous-diaconat en 1604. Reçu en chapitre le 9 juin de cette même année, il ne fut ordonné prêtre qu'en 1610. Dès 1607, il se qualifiait d'aumônier ordinaire de la reine-mère. (*Insinuations ecclésiastiques.*)

Cette nomination fut un malheur ; car Pierre Verdier vécut dans les procès que lui causèrent sa violence et sa sotte vanité. Il aimait à se qualifier d'assesseur-né de l'évêque de Limoges (*manuscripts de l'évêché de Limoges*), de premier abbé et prélat du diocèse comme chef de la première collégiale ; il allait jusqu'à prétendre que l'évêque ne pouvait sans son avis résoudre rien d'important : aussi était-il mal vu de son chapitre, et, un jour,

les violences que ses gens exercèrent contre le prévôt et quelques chanoines à l'issue de la grand'messe obligèrent l'évêque à venir porter le Saint-Sacrement de Saint-Martial dans l'église Saint-Pierre-du-Queyroix, pour réconcilier ensuite celle de Saint-Martial. (*Chronologie* de dom Col, p. 406. — *Manuscrits de l'évêché*. — Bonaventure, 837.) Avec la vanité d'un enfant, il affectait de porter la crosse en présence de l'évêque, ce qui lui était interdit; et, ne se contentant pas de la mitre blanche des abbés, il s'en donna une en drap d'or, comme en ont les évêques, et qu'on nomme mitre *précieuse*. Bien plus, il eut l'audace de contester à l'évêque de Limoges, en présence d'Henri IV en 1605, et en 1620 en présence d'Henri de Bourbon, prince de Condé, le droit de montrer les reliques de saint Martial. Le bon Henri, qui *baisa plusieurs fois* le chef de saint Martial, auquel *il fit toucher sa croix et son chapelet* (*manuscrits de l'évêché*; — Bonaventure, p. 817, 828), avait fait justice de cette vanité misérable. L'insolence de 1620 fut punie par une amende honorable. Quoi qu'en dise Bonaventure (p. 840), l'évêque reçut Louis XIII à Saint-Martial (*manuscrits de l'évêché*) le 9 novembre 1632.

En 1633, par sentence arbitrale de deux présidents et de trois conseillers du parlement de Bordeaux, l'abbé et le chapitre de Saint-Martial furent déclarés *sujets à la visite et à la juridiction* de l'évêque, juridiction contre laquelle ils s'étaient d'ailleurs opposés déjà vainement en plus d'une occasion. D'après cette même sentence, l'évêque devait pourtant connaître en personne des cas qui concernaient l'abbé. Le simple droit de correction demeuraît à ce dernier et à son chapitre sur ceux de leur corps et sur les autres personnes qui servaient en leur église. L'évêque pourra faire en personne l'ostension des reliques et autres offices divins, est-il dit encore, recevoir les rois, gouverneurs et lieutenants-généraux de la province, sans que ses vicaires généraux ni autres ses délégués puissent s'y entremettre. L'abbé pourra porter mitre, crosse, sandales et autres ornements pontificaux, même la mitre, en présence de l'évêque, et la crosse seulement dans l'église de Saint-Martial et en l'absence de l'évêque. L'abbé ne peut porter le camail, mais seulement le mantelet sur le rochet. L'évêque doit l'appeler aux assemblées du clergé de son diocèse sur les affaires importantes, prendre son avis, et lui donner rang et séance convenables à sa qualité. L'abbé et le chapitre pourront, pendant l'Ostension, choisir entre les prêtres approuvés par l'évêque deux pénitenciers. Après que la sentence fut prononcée, les

arbitres prièrent l'évêque d'autoriser l'abbé à porter, comme il avait fait depuis long-temps, le rochet et le camail dans l'église de Saint-Martial, et en son absence seulement. L'évêque y consentit ; mais Verdier fut peu reconnaissant : il fallut, en 1640, l'obliger encore par sentence à se rendre à la porte de Saint-Martial avec six chanoines pour recevoir l'évêque quand il y venait.

A l'Ostension de 1634, un enfant muet recouvra la parole en baisant le chef de saint Martial (Bonaventure, p. 837), et, à l'Ostension suivante (1638), on fit imprimer le plus ancien livre de prières que nous ayons sur cette cérémonie. Enfin, en 1644 (18 avril), la grande confrérie de Saint-Martial obtint une bulle qui lui conférait quantité d'indulgences.

Après l'Ostension de 1645, pendant laquelle deux aveugles recouvrèrent la vue par l'intercession de saint Martial, on échangea la châsse de bois contre une autre d'argent doré. Les offrandes de l'Ostension en bagues, croix, etc., valaient 560 livres 9 sous, et en argent 460 livres. On les employa à l'acquisition de cette châsse et à celle de divers autres objets nécessaires au culte, et qui coûtèrent 8,207 livres 44 sous. Mais, comme la dette restait encore considérable, on imagina de briser l'ancienne châsse en bois pour en échanger les fragments contre des aumônes. Or la dévotion envers saint Martial était alors si grande que, au témoignage du Père Bonaventure (p. 849), *chacun s'y porta avec tant de dévotion que jusques aux servantes et pauvres gens y donnoient abondamment pour leur saint*. Ainsi la réalité dépassa l'attente.

Pierre Verdier mourut, le 7 ou le 21 octobre 1652, à son château de Beauvais près Limoges, et il fut enterré dans l'église des Récollets de Saint-Léonard, que son frère avait fondée dans cette ville. (*Manuscripts des frères prêcheurs de Limoges. — Gall. christ. nov.*, T. III, addit., et T. V, addit., col. XLV.)

Le *Gallia christiana* (T. V, addit., col. XLV, et T. VI, col. 252) cite comme abbé de Saint-Martial JEAN-JACQUES DE FLEYRES, du diocèse de Rodez, prieur de Saint-Crépin et de Saint-Christoli, puis député, en 1624, par la province de Narbonne à l'assemblée du clergé de France, et enfin élu évêque de Saint-Pons.

LVII. — CHARLES FRANÇOIS DE LA VIEUVILLE (1652-1680), sous-diacre du diocèse de Paris, fils d'autre Charles, chevalier des ordres du roi, grand fauconnier de France, surintendant des finances, fut prieur de Beaulieu, dès 1650, abbé de Savigny en

Normandie, de Lesterps en Limousin, et conseiller du roi. Un manuscrit de cette date nous apprend qu'il était *savant et exemplaire*; il ajoute que le roi agréa sa nomination sur la proposition de Duverdier. Il obtint ses bulles le 40 novembre 1652, et prit possession, par procureur, le 4 janvier 1653. Le 2 mars de cette même année, il fut ordonné diacre à Limoges, et prêtre le 9 du même mois. Les frères prêcheurs de Limoges, qui nous apprennent ces particularités, et qui l'avaient en grande estime, racontent que, avant leur chapitre provincial tenu à Limoges le 49 mai 1658, 3^e dimanche après l'octave de Pâques, soixante-dix d'entre eux se rendirent processionnellement à Saint-Martial, où ils chantèrent la messe et prêchèrent afin d'obtenir les lumières du Saint-Esprit par l'intercession de l'apôtre de l'Aquitaine.

On dit (*manuscrits de Saint-Martial*) que, molesté par l'évêque de Limoges, parce qu'il portait, comme son prédécesseur, le camail sur le rochet, il permuta l'abbaye de Saint-Martial et le prieuré de Montdidier, ordre de Cluny au diocèse d'Amiens, pour l'évêché de Rennes, que possédait le suivant (1660), puis qu'il obtint, la même année, l'abbaye de Saint-Lomer de Blois, et qu'enfin il mourut à Paris le 23 ou le 29 janvier 1676. (*Gallia chr.*, T. II, col. 565 et 623; T. IX, col. 6 et T. XI, col. 503.) En lui dédiant la Vie de saint Amand et celle de saint Junien (1657), Collin dit que, « dès qu'il a paru, il a rempli le Limousin de la bonne odeur des vertus ». Sa grandeur d'âme y éteignit heureusement des inimitiés invétérées. Il aimait si fort ses *très-nobles et très-religieux chanoines* de Limoges qu'on ne savait s'ils n'avaient pas eux-mêmes pour lui plus d'affection que de respect. Il faisait tant de bien, *même aux seigneurs les plus qualifiés*, que la joie éclatait partout lorsqu'il arrivait dans la province, et qu'on pleurait amèrement son départ (1).

LVIII. — HENRI DE LA MOTTE-HOUDANCOURT (1664-1684), d'une illustre famille de Picardie, et frère du maréchal de France de ce nom, fut prieur de Saint-Léger de Langres, abbé de Chastres au diocèse de Saintes, et, en 1664, prieur de Montdidier, docteur et proviseur du collège royal de Navarre,

(1) Simplicien, T. VIII, p. 759, et le *Catalogue des chevaliers du Saint-Esprit*, édition de 1760, p. 146, disent que sa famille portait d'argent à 7 feuilles de houx d'azur, posées 3, 3, 1.

théologal de Paris, premier aumônier de la reine mère Anne d'Autriche en 1653, commandeur des ordres du roi en 1664; abbé de Souillac, et non de Solignac (Launoy, *Dissertation sur saint Martial*, 1654); abbé de Froidmont, de l'ordre de Cîteaux au diocèse de Beauvais en 1650, et de l'Escole-Dieu. Il avait été nommé à l'évêché de Rennes en 1639. (Moreri. — *Gallia chr.*, T. I, col. 4008, et T. IX, col. 834 et 1348.)

Il obtint ses bulles pour l'abbaye de Saint-Martial le 30 août 1660 et le 7 juillet 1664 Cibot, ci-devant prieur de La Garde et curé de Saint-Christophe-lez-Limoges, prit possession en son nom et en vertu de l'échange fait avec M. de La Vieuville. Cette procuration donnée à Cibot, et conservée par dom Col, était conçue en faveur des bénédictins de Limoges, qui percevaient les dîmes, rentes, droits de lods et ventes et autres émoluments de l'abbaye de Saint-Martial. Henri de La Mothe mourut en 1684, âgé de quatre-vingt-deux ans. Il laissa par testament à l'abbaye de Saint-Martial 4,000 livres pour être employées en œuvres pies. (*Gallia christiana*, T. IX, col. 830.)

Il portait écartelé, au 1^{er} et au 4^e, d'azur à la tour d'argent flanquée de 4 tours de même; au 2^e et 3^e, d'argent au lion rampant de gueules flanqué de 3 tourteaux de même, 1 à dextre, 1 à sénestre, et le 3^e à dextre de la patte du bas, brisé d'un lambel de gueules de 3 pièces, d'autres disent d'un lambel de sable de 5 pièces. (*Gall. chr. vetus*, T. III, p. 993. — *Catalogue des chevaliers du Saint-Esprit*, 1760, p. 192.)

Dans le livret des prières pour l'Ostension de 1666, on dit que les reliques de Saint-Martial étaient exposées à la vénération des fidèles depuis l'aurore jusqu'à midi. Dans ce livret on trouve un détail long et précieux des reliques de chaque église de Limoges. Dans le livret de 1680, on indique les reliques portées depuis peu à Limoges.

Il paraîtrait qu'il y a eu deux Houdancourt abbés de Saint-Martial de Limoges; car, dans une requête présentée au roi en 1685 par M. de Pézé pour son droit de nomination à la cure de Saint-Michel-des-Lions de Limoges, on parle d'un Houdancourt, grand-aumônier de la reine-mère et abbé de Saint-Martial en 1664, puis de Henri de La Motte-Houdancourt, archevêque d'Auch et abbé de Saint-Martial en 1669 et 1675, c'est-à-dire de celui dont nous venons de parler et qu'on dit *neveu du premier*. (*Archives de l'évêché de Limoges*.)

LIX. (30 mars 1684-1704.) — JACQUES III DE COURTARVEL (ou

DE COURTAVER) DE PÉZÉ, du diocèse du Mans, prêtre, aumônier ordinaire de Son Altesse Royale Monsieur, frère unique du roi, duc d'Orléans, et petit-fils de la marquise de Lansac, qui avait été gouvernante du roi, fut nommé, le jour de Pâques 30 mars 1684, abbé de Saint-Martial. Comme les officiers de la cour de Rome demandaient pour expédier les bulles un droit de *compenende*, qui était un tiers de l'annate, plus qu'on ne payait d'ordinaire pour cette abbaye, par arrêt du conseil du 30 juin de la même année, il passa outre, et prit possession le 27 avril 1685. Il mourut en février 1704, âgé de soixante-quinze ans. (*Insinuations ecclésiastiques*. — *Manuscrits de Saint-Martial et de l'évêché de Limoges*. — Poillevé. — Legros, *Mélanges manuscrits*, T. II, p. 494. — *Mercurie Galant*. — *Gallia chr. nov.*, T. II, col. 565.)

LX. — JEAN-CHARLES DE TAILLEFER DE BARRIÈRE (1704-1729), prêtre du diocèse de Périgueux, pourvu de trois prieurés, et aumônier secret du pape Innocent XII, fut nommé abbé de Saint-Martial le 26 mars 1704, obtint ses bulles le 28 avril, et prit possession, par procureur, le 4 août suivant. Il avait eu l'honneur de porter le chapeau de cardinal à M. de Coaslin et à M. de Noailles, archevêque de Paris. Il fut nommé vicaire général de l'évêque de Limoges en 1702, et fit unir à son abbaye, en 1703, les prieurés de Chaselles et de Montmorillon. Enfin il fut nommé à l'abbaye de Josaphat le 15 août 1714. Il mourut à Limoges, le 3 septembre 1729, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Dans un *Traité de la dévotion au glorieux sépulcre de saint Martial*, imprimé en 1715, l'auteur anonyme dit à l'abbé de Taillefer dans sa dédicace : « Vous vous êtes conduit à Rome avec tant de sagesse et de fidélité que vous avez mérité l'éloge d'Innocent XII, qui a publié à toute la chrétienté votre mérite et votre vertu, tandis que vous gagniez l'estime et la familiarité de Clément XI ».

Pendant l'Ostension de 1722, les reliques furent exposées à la vénération des fidèles seulement depuis six heures jusqu'à onze. (*Gall. chr. nova*, T. II, col. 565; T. VIII, col. 1285. — *Insinuations ecclésiastiques*. — *Registres de Saint-Martial*.)

LXI. — JEAN-FRANÇOIS DE LA CROITE DE BOURZAC (1730-1734), né à Paris, le 29 juillet 1696, du comte de Bourzac en Périgord, fut député du second ordre de la province de Bordeaux à l'assemblée du clergé de 1723, reçu docteur de Sorbonne en 1726, et nommé à l'abbaye de Saint-Martial en octobre 1729. Il obtint

ses bulles le 24 juillet 1730, et prit possession le 13 octobre suivant. Dès 1729, il avait été nommé vicaire général de l'évêque de Limoges.

Le 28 août 1733, il fut nommé à l'évêché de Noyon, et se démit de l'abbaye de Saint-Martial en janvier ou en février de l'année suivante. En 1745, il fut nommé à l'abbaye du Mont-Saint-Quentin, située dans son diocèse, et il mourut à Noyon en 1766 (1). (*Gallia christiana*, T. V, addit., col. xxxviii; T. IX, col. 4032 et 4115. — *Insinuations ecclésiastiques*.)

LXII. — BENJAMIN DE L'ISLE DU GAST (1734-1739), évêque de Limoges, obtint ses bulles pour l'abbaye de Saint-Martial le 27 septembre 1734, et prit possession par procureur le 17 novembre suivant. Il mourut à Limoges le 6 septembre 1739 (2).

LXIII. — HENRI JACQUES DE MONTESQUIOU (1740-1754), né, en 1740, à Mirande, diocèse d'Auch, d'une famille qui prétendait descendre de Charlemagne, était curé de Poylobon, dont son père était seigneur et vicaire général de Saintes. Il fut nommé abbé de Saint-Martial en 1739, et obtint ses bulles le 5 décembre 1740. Il n'avait que vingt-neuf ans. Il prit possession solennelle le 30 du même mois, et il était vicaire général de l'évêque de Limoges dès cette même année. Il fut nommé, en 1747, à l'évêché de Sarlat, et sacré, le 17 septembre de la même année, dans l'église de Saint-Martial, par l'évêque de Limoges, assisté des évêques de Périgueux et d'Angoulême. Il mourut à Sarlat en janvier 1776, après avoir résigné depuis 1754 (3). (*Insinuations ecclésiastiques*.)

LXIV. — JEAN V DE MONTESQUIOU (1754-1784), frère du précédent et son successeur dans la cure de Poylobon depuis 1744, docteur en théologie, prieur de Saint-Martial-d'Albarède, au

(1) Il portait d'azur à la bande d'or accompagnée de 2 fleurs de lis d'or. (Justel, *Hist. généalogique de la maison d'Auvergne*.)

(2) Ses armes étaient de gueules à la croix lozangée d'argent. Il avait pour devise : *Christi decus, decus meum*.

(3) Les armes de Montesquiou sont d'or à deux tourteaux de gueules superposés; une couronne fermée; pour supports, 2 griffons, et, pour cimier, un griffon de même. Pour devise il avait : *Hinc labor, hinc merces*. (De Combes, *Traité des devises héraldiques*, 1784, p. 164.)

diocèse de Périgueux, vicaire général de l'évêque de Sarlat, obtint ses bulles pour l'abbaye de Saint-Martial le 17 mai 1754, et prit possession le 7 juillet suivant. Il fut nommé, cette année même, vicaire général de l'évêque de Limoges. Voici les deux faits dignes d'être notés sous son administration : en 1757, le placard de l'Ostension promettait des indulgences pour les *libéralités destinées à l'embellissement et aux réparations du temple de Saint-Martial*; puis, en 1780, on reçut chanoine un Dalesme qui n'avait pas encore treize ans, et qui, jusqu'à ce qu'il eût quatorze ans, devait prendre place au chœur seulement, dans les basses stalles, devant la place du prévôt.

Ce fut le 5 mars 1783, jour des Cendres, qu'on fit, pour la première fois dans l'église Saint-Martial, l'office d'après le *bréviaire limousin*, bréviaire que l'on empruntait au diocèse de Rouen, et dont la composition laissait peu à désirer, mais que l'on acceptait sur la simple autorité d'un évêque, et que les églises de Limoges ont quitté le dimanche de la Pentecôte 1855 pour rentrer dans l'unité que recommande le concile de Trente. L'abbé Jean de Montesquiou s'était attaché, dès le 2 juin 1782, l'abbé Legros en qualité d'aumônier chapelain. Le chapitre de Saint-Martial apprécia si bien ce jeune ecclésiastique qu'on le chargea de rédiger le *Propre des offices de Saint-Martial et le processional particulier* à cette église pour faire suite au bréviaire qu'introduisait Mgr du Plessis d'Argentré, et qu'on imprima chez Dalesme, l'un in-42, l'autre in-8.

Les rapports de l'abbé Jean de Montesquiou avec son chapitre furent excellents; si bien que, ayant fait don à l'église de Saint-Martial (12 janvier 1784) d'un superbe ostensor en vermeil (de trente-deux pouces), enrichi de pierreries, les chanoines tinrent à lui montrer leur reconnaissance en fondant pour lui, à perpétuité, deux messes basses par an : l'une, le jour de la Fête-Dieu; l'autre, pour celle de saint Jean-Baptiste, patron du donateur.

L'abbé Jean de Montesquiou mourut, le 2 décembre 1784, dans une maison située sur la place et près le cours Tourny, vis-à-vis l'église Saint-Paul-Saint-Laurent-lez-Limoges, sur le territoire de laquelle il habitait. A cette cérémonie, pour laquelle l'évêque commanda toute la pompe possible, il y eut une affluence pareille à celle des processions générales; et, pour le service du lendemain, au milieu d'une foule immense, on voyait aussi, vêtus de noir, tous les habitants distingués de la ville.

« Du reste, dit Legros, si M. l'abbé de Montesquiou emporta les regrets de toute la ville, il les avait bien mérités par sa modestie, la douceur de son caractère, l'aménité et la pureté de ses mœurs, la bonté et la grandeur de son âme, sa piété, son zèle pour le culte divin, son amour pour la vie retirée et vraiment ecclésiastique, qui l'avaient distingué encore plus qu'une naissance très-illustre et les dignités dont il était revêtu. Les pauvres perdaient en lui un bienfaiteur; les personnes qui lui étaient familières, un père tendre; la ville entière, un homme sympathique à tous, et complètement dévoué au bien public (1). »

LXV. — JEAN VI DE MAUSSAC (1785-....), prêtre, docteur en théologie, vicaire général de l'évêque de Limoges, prieur commendataire de Senlis, grand chantre de l'église de Saint-Martial depuis 1774, et, en cette qualité, prévôt des Séchères, reçut le brevet du roi pour sa nomination à l'abbaye de Saint-Martial le 18 janvier 1785, veille du jour où le chanoine Faugères devait faire à Saint-Martial l'oraison funèbre de Jean de Montesquiou, pour lequel on célébra un service. Quelques jours auparavant, Jean de Maussac s'était démis du prieuré commendataire de Senlis. Legros, auquel Jean de Maussac conserva son titre d'aumônier chapelain de l'abbé de Saint-Martial, raconte avec complaisance la prise de possession qui eut lieu le 5 mai 1785, fête de l'Ascension.

La veille, le nouvel abbé avait fait ses visites d'étiquette aux chanoines et aux vicaires de Saint-Martial en compagnie de son aumônier et de M. Bullat, vicaire à Saint-Martial. Ils étaient en manteau long, et précédés d'un bedeau revêtu de sa robe, portant sa masse et couvert du bonnet carré. Le valet de chambre de M. de Maussac suivait. Le lendemain matin, les chanoines étant réunis sur la demande de l'abbé et sous la présidence de M. Faulte, prévôt du chapitre, le nouvel élu parut en manteau long, portant ses bulles, avec son aumônier chargé de 300 livres pour le droit de chape, etc. (à l'installation de chaque chanoine, le même droit était de 150 livres), et paré aussi du manteau long. Un bedeau portait un carreau et le livre des Évangiles; le valet de chambre portait sur le bras le rochet, le camail, la croix pectorale et le bonnet carré de Jean de Maussac. Après les saluts

(1) Ses armes étaient parti, au 1^{er}, d'or à deux tourteaux de gueules superposés, et, au 2^e, de gueules.

réci-proques et la lecture des bulles que fit le secrétaire du chapitre, l'abbé et l'aumônier quittèrent leurs manteaux longs; puis l'abbé se mit à genoux sur un carreau près du prévôt, qui était assis sous l'image du crucifix. C'est dans cette posture qu'il prêta le serment d'usage, les mains posées sur l'Évangile. Après quoi, étant toujours à genoux, il fut revêtu par le président du rochet, du camail, de la croix pectorale et du bonnet carré. L'aumônier, revêtu du surplis, reprit les bulles, et, précédé des bedeaux, sortit de la salle capitulaire pour conduire dans l'église, par la rue Pont-Hérisson, le nouvel abbé, qu'accompagnaient les deux plus anciens chanoines, et que suivit le valet de chambre, portant la queue de sa soutane. Pendant le chapitre, les chanoines étaient en habit de chœur. Ils se rendirent par les cloîtres et en traversant l'église processionnellement, la croix en tête, sous le clocher, pour recevoir solennellement M. de Maussac. Au moment où celui-ci allait entrer, les cloches sonnèrent à toutes volées; puis l'abbé s'arrêta devant une petite chapelle dressée pour la circonstance et avec luxe. Près d'une croix d'argent qu'entouraient deux flambeaux de vermeil se trouvaient le bénitier et l'encensoir d'argent, les deux mitres de l'abbé, sa chape, une étole, les gants blancs, le bougeoir de vermeil, l'anneau pastoral des cérémonies et la croix pectorale d'or attachée à un cordon de fil d'or, enfin la crosse. M. de Maussac, revêtu de ces insignes de sa dignité, et la crosse en main, reçut, de celui qui l'encensa ensuite, le goupillon, dont il se signa. Puis on s'avança lentement et en procession jusqu'au maître-autel en chantant l'antienne : *Hic est fratrum amator*, antienne suivie de cette autre : *Consolati*. Après avoir prié à genoux devant le maître-autel, l'abbé monta le baiser, découvert et sans crosse, puis il lut l'oraison de saint Martial, et, pendant que l'orgue et le chœur chantaient alternativement le *Te Deum* entonné par lui, les chanoines ayant rompu le cercle qu'ils formaient autour de l'autel pour regagner leurs stalles, il sonna la cloche capitulaire, toucha le globe de l'aigle au chœur, s'installa sur le trône abbatial, richement décoré, d'où il se releva pour attendre, debout, la mitre *précieuse* en tête et la crosse à la main, la fin du *Te Deum*. Pendant toute cette marche triomphale, que douze soldats du guet ouvraient et fermaient (1), l'abbé bénissait les fidèles, accourus

(1) Pour ce service, l'abbé leur donna 12 livres; il fit aussi une offrande en faveur des prisonniers, pour lesquels on quêta dans l'église.

en foule. Après cette cérémonie, M. de Maussac, rentré dans la sacristie, reprit le rochet, le camail avec la croix pectorale ordinaire attachée à un simple ruban, la barrette et l'anneau ordinaire, que, en signe d'alliance avec son église, il ne devait plus quitter. On revint en procession jusqu'à la salle capitulaire, où les chanoines entrèrent seuls pour complimenter l'abbé, et recevoir l'accolade fraternelle. Après la grand'messe, pendant laquelle l'abbé, trop fatigué, n'officia pas, il y eut à Saint-Martial grand gala, auquel assistaient, avec les chanoines ordinaires ou honoraires, diverses notabilités religieuses, et vers la fin duquel les tambours de la ville vinrent donner l'*aubade* à M. l'abbé afin d'obtenir le pour-boire.

Le fait suivant montre combien la ville de Limoges tenait au chapitre de Saint-Martial en 1786. L'évêque, qui était alors à Paris pour l'assemblée du clergé, écrivit à l'abbé de Maussac que le chapitre de sa cathédrale venait de présenter à l'assemblée du clergé du royaume un mémoire dans lequel il demandait que le chapitre de Saint-Martial lui fût uni. Ce mémoire était motivé sur le nouvel édit du roi qui allait mettre le chapitre de la cathédrale dans l'impossibilité de payer l'augmentation des portions congrues qu'il était tenu de fournir aux curés et aux vicaires dépendants du chapitre. « Or, ajoutaient-ils, Limoges n'a pas besoin de deux chapitres; et, comme celui de Saint-Martial est riche (1), en l'unissant au nôtre, et en réduisant le nombre des prébendés, vous nous donnerez le moyen de fournir aisément l'augmentation qu'on va nous imposer. »

Afin de prévenir sa ruine, le chapitre de Saint-Martial députa bien vite à Paris son prévôt Fault et le chanoine Dubost; mais, de son côté, le corps de ville constatait en assemblée générale la nécessité de maintenir à Limoges le chapitre de Saint-Martial. On alla même plus loin : le bureau des finances, la juridiction consulaire et les membres du corps municipal envoyèrent séparément des mémoires en forme d'opposition, et signés de tous les membres de chaque administration. « Par zèle pour la religion, et spécialement par dévotion pour saint Martial, non-seulement

(1) En 1787, on vendit à un marchand de bois de la ville 2,400 livres la marguillerie et la sacristie de Saint-Martial, qui étaient vacantes par la mort d'un tailleur d'habits auquel on les avait vendues 1,850 livres en 1784. A côté des chanoines capitulants, entre lesquels on partageait les sommes, se trouvaient douze pauvres vicaires du chapitre, réduits chacun à 300 livres de pension alimentaire.

les habitants de la ville et de la province, mais même ceux des provinces voisines, prirent à cette grande affaire un intérêt *incroyable* », dit Legros.

L'évêque de Limoges lui-même, auquel pourtant les chanoines faisaient une part fort belle dans le plan qu'ils formaient, M. d'Argentré écrivait que « son amour pour la paix l'engageait non-seulement à ne pas adopter le projet d'union déjà formé, mais encore à s'y opposer de toutes ses forces ».

Quand on apprit à Limoges que le chapitre de Saint-Martial serait conservé, la joie fut générale, si on en excepte, dit-on, les chanoines de Saint-Étienne, qui en eurent quelque dépit, mais qui s'en consolèrent bientôt en obtenant par provision une pension annuelle de 4,000 liv., destinée à payer l'augmentation des cures et des vicaires à leur charge. (Ces 4,000 liv. devaient être imposées pendant quatre ans sur le clergé du diocèse, qui, par le fait, fut atteint, tandis qu'on épargnait les chanoines.) On engageait le chapitre de Saint-Martial à chanter à cette occasion une messe d'actions de grâces avec un *Te Deum*, et les habitants du quartier de Saint-Martial demandaient à faire une illumination. Pour ne pas abuser de son triomphe, M. de Maussac se contenta d'exprimer sa reconnaissance envers les divers corps de la ville par un splendide repas, auquel furent invités les chefs et les principaux membres du bureau des finances, du présidial, du corps municipal de ville et de la juridiction consulaire.

Sans songer aux épreuves cruelles qui allaient frapper l'Église cette même année, on faisait réparer le sépulcre de Saint-Martial, et on décorait avec soin la chapelle du château de Beauvais (1789). Le 26 juillet, quoique alarmé déjà sans doute, on chantait solennellement et en musique, dans l'église Saint-Martial, un *Te Deum* en action de grâces de la réunion des trois ordres du royaume dans les états-généraux. L'abbé de Maussac présidait la cérémonie, annoncée dès la veille par le carillon de toutes les cloches et par les salves des canons de la ville. Toute la bourgeoisie de Limoges assistait, en armes et avec son drapeau, à ce *Te Deum*. L'intendant s'y trouvait aussi en habit bourgeois, le grand sénéchal en grand costume, tout le présidial en robes rouges, et le corps de ville en robes et en chaperons. Hélas ! bientôt non-seulement on allait demander aux églises leurs vases sacrés et leurs cloches, mais on allait en fermer les portes, vendre aux enchères leurs matériaux, et traquer, au nom de la liberté, comme fanatique et suspect, jusque dans le

sanctuaire de la famille, quiconque y garderait l'image de cette croix de bois qui sauva le monde, et qui fit connaître à la terre les véritables vertus religieuses et sociales.

Aujourd'hui, sur l'emplacement de l'église Saint-Martial, s'élève un théâtre où, dit-on, l'on rend plus souvent le vice aimable qu'on ne le corrige par le ridicule; et, depuis 1803, le chef de saint Martial, conservé religieusement pendant la crise révolutionnaire par MM. Imbert et Robert, qu'on avait chargés officiellement de le déposer avec les autres reliques au cimetière, est encore, dans l'église de Saint-Michel-des-Lions, l'objet d'un culte cher aux Limousins (1).

En 1792 et en 1799, l'Ostension n'avait pas été possible. Dès les premiers mois de l'année 1806, la confrérie de Saint-Martial se réorganisa, et, le jeudi de la mi-carême (13 mars) de cette même année, Mgr du Bourg, évêque de Limoges, bénit le drapeau de la confrérie (il est blanc avec une croix couleur amaranthe), dont les chanoines de Saint-Martial faisaient les frais depuis 1778, où on commença à le promener en triomphe par la ville. Après cette bénédiction, comme on le pratique depuis, tous les confrères de Saint-Martial, vêtus de noir, armés de mousquets, parés d'une cocarde amaranthe et blanche, et précédés de tambours, de flûtes et de cornets, promènèrent leur drapeau par la ville entière, en faisant devant chaque église, devant chaque chapelle, sur chaque place, et à la porte des premiers fonctionnaires ecclésiastiques et civils, des décharges de mousqueterie. En rentrant à Saint-Michel-des-Lions, le drapeau de la confrérie fut arboré au clocher.

Le premier dimanche après Pâques, Mgr l'évêque vint encore à Saint-Michel, où le clergé et les confrères l'attendaient, rangés processionnellement à la porte. Les cloches de l'église sonnèrent à toutes volées quand il parut, et, la grand'messe chantée, il ouvrit lui-même la grille derrière laquelle se trouvait la relique de saint Martial sur le retable de l'autel qui porte son nom (2),

(1) Le 17 décembre 1790, le chef de saint Martial avait été porté de Saint-Martial à Saint-Michel, mais avec honneur. Il va sans dire que l'authenticité des reliques a été vérifiée partout au commencement de ce siècle, et que des procès-verbaux la constatent d'une manière irrécusable.

(2) Depuis 1809, le chef de saint Martial repose dans une châsse en bois de chêne tapissée intérieurement en damas cramoiisi, et recouverte de cuivre doré. Ce travail, qui coûte à la confrérie 2,027 fr., vient de Lyon. Il a 1 mètre 318 millimètres de long sur 611 millimètres de largeur et 1 mètre 318 millimètres de hauteur.

et, se plaçant devant le maître-autel, il fit vénérer le chef auguste au clergé et aux membres des diverses confréries ; après quoi il le déposa lui-même devant le chœur sur un autel dressé exprès, et où il devait être exposé à la vénération des fidèles chaque jour, depuis la première messe jusqu'à onze heures, cela jusqu'à la fête de la très-sainte Trinité, jour solennel où la ville entière se retrouva, comme aux siècles de foi, dans les rangs de la procession, que présidait l'évêque, et à laquelle on portait toutes les reliques que la ville possède. Cette procession, que termine le chant du *Te Deum*, est elle-même la clôture de l'Ostension ; car, en rentrant dans chaque église, on dresse un procès-verbal de l'état où sont laissés les reliques et les reliquaires, et on referme les grilles en présence des témoins qui ont signé avec l'évêque (1).

Depuis long-temps on regrettait à Limoges qu'aucun monument n'y rappelât le souvenir de saint Martial ; et, comme d'ailleurs, depuis long-temps, on comprenait la nécessité d'établir une église spéciale pour les villages de la paroisse Saint-Michel, sur l'invitation de M^{gr} Bernard Buissas, la ville et le diocèse de Limoges ont généreusement souscrit à la construction d'une église bâtie sous le patronage et le vocable de *Saint-Martial-Saint-Bernard*, et située sur la route d'Angoulême, au lieu de Landouge, à 6 kilomètres de Limoges, et tout près de Beauvais, ancienne maison de campagne des abbés de Saint-Martial.

Le 3 juillet 1853, M^{gr} Buissas, entouré du clergé de Limoges, posa la première pierre de cette gracieuse église, dont M. Vanginot, inspecteur des travaux diocésains, a donné le plan, et qui est dans le style gothique. Un décret impérial, daté du 15 avril 1854, approuve la circonscription de la nouvelle paroisse, dont le premier curé est un enfant de Limoges, M. Gérard. Depuis un an, ce digne prêtre, privé d'église, allait chaque jour réunir dans son presbytère les enfants qu'il devait préparer à la première communion, et faisait à Saint-Michel, pour son petit

(1) A Saint-Michel, on avait autrefois quatre clefs différentes : l'une était à l'évêché ; l'autre, à la mairie ; la troisième, entre les mains des fabriciens de Saint-Michel, et la quatrième, entre les mains du premier bailli de la grande confrérie de Saint-Martial. Le secrétaire de cette confrérie, M. P. Dentraygas, a rédigé avec un soin pieux ce qui regarde Saint-Martial et sa confrérie depuis la fin du dernier siècle. (*Statuts et règlements généraux de la grande confrérie de Saint-Martial*. — Limoges, Martial Ardant, 1835, in-18.)

troupeau, les cérémonies de paroisse. Enfin l'église de Saint-Martial a été bénite par M. Vénassier, curé de Saint-Michel de Limoges, le 6 décembre 1857, deuxième dimanche de l'Avent. M. Maublanc, vicaire à Saint-Pierre, avait l'honneur d'y expliquer cette cérémonie devant une assemblée considérable et visiblement émue.

L'an prochain, cette même église sera l'objet d'une consécration solennelle qui réunira les évêques d'Angoulême et de Poitiers, dont les Églises reconnaissent saint Martial pour leur fondateur, et Mgr Berteaud, évêque de Tulle, évêché formé avec celui de Limoges, Mgr Berteaud prêchera le soir, à la cathédrale, avec cette parole si éloquente et tant aimée, le panégyrique de notre apôtre, le grand Martial.

J.-B. L. ROY-PIERREFITTE.

Limoges, 8 décembre 1857.

ÉMAILLEURS LIMOUSINS.

Je viens, Messieurs, par continuation, vous communiquer les notes que je recueille aux archives départementales dans des actes concernant des familles d'émailleurs limousins peu connus, ou même entièrement inconnus jusqu'à ce jour, afin de fixer l'époque de leur existence, et d'expliquer des monogrammes restés sans attribution.

Je vous ai entretenus récemment de Barthélemy Vergnaud, dont on ne connaissait aucun émail, et j'ajoutais que les initiales B et V devraient mettre sur la voie pour retrouver ses œuvres.

M. Vergniaud-Romagnesi, d'Orléans, membre correspondant de notre Société, m'a transmis un charmant dessin photographique d'une *Conversion de saint Paul* signée des deux lettres B et V; il ne doute pas que cet émail, depuis long-temps propriété de sa famille, qui est d'origine limousine, ne soit bien de Barthélemy Vergnaud : cet émailleur s'était marié, l'an 1650, avec Catherine Parrot.

L'heureuse composition du sujet de cet émail, où figurent plusieurs cavaliers, atteste l'habileté de son auteur, et fait déplore la rareté de ses ouvrages.

Il paraissait extraordinaire que Domenge ou Dominique Mouret, qui nous a légué les recettes de l'art de l'émaillerie à la fin du xvr^e siècle, n'eût laissé aucun émail signé de lui. M. Mathon fils, correspondant du ministère de l'instruction publique à Beauvais, dans une lettre du 4^{er} novembre 1859, me signala une *Crucifixion* au pied de la croix de Jésus-Christ, la sainte Vierge, sainte Madeleine et saint Jean. Le ciel de ce petit tableau, peint en émail, est bleu foncé, semé d'étoiles d'or. Au bas se lit un monogramme composé des trois lettres D, M, F, qui peuvent signifier *Domenge Mouret fecit*, ou *Domenge Mouret fils*.

Domenge Mouret avait en effet un fils aîné, du même prénom que lui, qui dut travailler avec son père à l'émaillerie; ils étaient contemporains de Jehan Limosin, et ont dû être ses élèves, puisqu'on retrouve sur l'émail que je viens de citer le ciel bleu semé d'étoiles d'or, fond habituel des émaux de Jehan I^{er} Limosin.

Nous avons beaucoup d'actes qui intéressent cette famille d'orfèvres-émailleurs. J'en citerai des années 1542, 1548, 1562, 1582, 1589, du notaire Penicaud, 1570, 1579, 1580, 1584, où il écrivit ses recettes d'émaillerie. C'est l'an 1598 que Domenge Mouret se rendit un des premiers à la maison commune, armé de sa hallebarde, pour concourir au maintien de l'ordre, troublé par un complot contre Henri IV. On ne peut dire cependant si c'est le père ou le fils qui fut revêtu d'un emploi à l'hôtel-de-ville. Les derniers actes sont de 1604, 1616, 1618, 1645 et 1670, tous aux noms d'orfèvres du prénom de Dominique Mouret. Domenge, le plus ancien, avait épousé Marguerite Boutin. Outre sa maison de la rue du Clocher, il possédait des vignes à Chinchauvaud, au Clos-Lansecot, au Treuil-aux-Gueux et à Ville-Hérein, et payait pour cette dernière une rente en vin au chapitre de Saint-Étienne; il payait aussi une rente annuelle de *cinq sols* en argent sur son oseraie du Clos-Trasboureau. En 1597, un Domenge Mouret était taxé à 54 sous, article 496 du rôle, canton du Clocher. Ses héritiers et ceux de Pierre Mouret étaient cotés, en 1635, à une somme de 8 livres 6 sous. Guillaume Mouret, orfèvre, était probablement le père de Domenge I^{er}, et son frère se nommait Laurent. Nous connaissons en outre des Colin, François, Jacques, Pierre et Petit-Pierre (*Pity-Pey*), tous orfèvres; un Penot Mouret, relieur, et une Marie Mouret, qui était l'épouse de l'émailleur Martin Noylier en 1640.

On avait inscrit sur la liste des émailleurs limousins le nom de *Chouzyt* dit *Treize-Mestiers*, dans la confiance que l'émaillerie devait être sans doute une des treize industries auxquelles il se livrait. On ignorait son prénom, sa demeure et l'époque où il vivait. Le répertoire n° 8 de la Confrérie des pauvres à vêtir, à la page 93, contient cette mention : « Maison de Bartholome Chouzyt dict *Treize-Mestiers*, scise en la rue qu'on va des Bancs et de Lansecot à la porte des Aresnes, pres du grand estang et de la fontaine d'Aygoulene, au bout de la rue Torte; cette maison, qui fust de son pere Jehan Chouzyt, deuant une rente perpétuelle de deux sols en argent ». Jehan Chouzyt, père de cet émailleur, reconnut cette obligation de rente fondée en 1489, et la paya à

la confrérie comme tenancier de ladite maison, folios 156 et 187 des nouvelles *lièves*.

Un catalogue des émaux de madame de La Sayette, de Poitiers, fut rédigé, après son décès, pour la vente de ses riches collections. On y lit, au numéro 164 : « Une jolie petite chasse à couvercle en forme de toit, décorée de peintures colorées représentant des sujets de sainteté. Cet objet curieux porte à l'intérieur l'inscription suivante : *Thoumieu Chousit si me fey l'an mil 6 c. trente trey*, en langues française et patoise ». Cette date de 1633 concorde avec celle du registre de la Confrérie des pauvres à vêtir. La hauteur de la chasse est de 8 centimètres sur 10 de largeur.

Il serait à désirer qu'on pût retrouver de même quelque émail de Martial Bardounaud, émailleur, demeurant rue de la *Forerie* (aujourd'hui Fourie), près la fontaine de Saint-Pierre, comme l'indique un acte du 6 juillet 1515.

Cet artiste, qui précéda Léonard Limosin, vivait du temps de Nardou Pénicaud, qui lui enseigna peut-être son art. Une copie moderne écrit son nom *Bardouneau*. La famille de ce nom a exercé la profession de balancier. Un de ses membres cultive encore cette industrie, jadis fort importante à Limoges.

Cette mention de Martial Bardounaud est insérée dans le livre des rentes de Saint-Martial, acte reçu Montoudon, et a été portée au grand terrier de la pitancerie de cette célèbre abbaye, n° 327.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne.

Limoges, le 28 juin 1861.

FOUILLES DE LA RUE DE LA COURTINE.

MESSIEURS,

En attendant que la Commission des fouilles puisse vous faire un rapport sur celles qu'elle va entreprendre, je viens vous entretenir des découvertes faites chez M. Félicien Tardieu, dans son emplacement de la rue de la Courtine. Ces fouilles, faites pour un intérêt privé et sur une petite échelle, ont produit des résultats fort intéressants.

Et d'abord disons un mot sur l'étymologie du nom de cette rue de la *Courtine de Saint-Martial*.

Curtis, *curtina* ou *cortina*, remontent au texte de la loi salique. C'est, à proprement parler, un terme de fortification : il s'applique à la partie de la muraille ou du rempart qui est entre deux bastions et qui en joint les flancs : *Aggeris, inter duo propugnacula, frons, facies, vulgo cortina*. De ce mot est dérivé le verbe *incortinare*. — *Cortina monasterii*, *curtis cœnobii*, équivalaient à *curtis clausa* ou *clausura*, défenses élevées dans les monastères dans la crainte des pillards. Nous retrouvons sur le plan de l'ancienne basilique de Saint-Martial, précisément à l'emplacement dont nous parlons, une muraille entre deux contreforts, à laquelle on aura donné par analogie le nom de *Cortina*, ou Courtine, pris aussi par la chapelle qui y touchait, et ensuite par la rue qui lui était parallèle.

Le cimetière de la Cité (*civitas*) des Lémoviques s'étendait depuis le *castrum*, château, jusqu'à Saint-Martial; on découvrit, sous les fondations du clocher de cette célèbre église, plusieurs tombes romaines en pierre, portant des inscriptions latines. Saint-Michel n'était, en principe, que la chapelle de ce cimetière.

Nous sommes descendus ensemble, M. Bonat, notre collègue,

et moi, au fond de la cave creusée pour la maison que construit M. Félicien Tardieu, et nous avons reconnu, comme pierre angulaire de l'extrémité orientale de la *Courtine*, un tombeau antique sur lequel nous avons lu cette inscription :

Diis Manibus
ET MEMORIA.....
HERENNII. S.....
IXITVS. SIBI.
ET. SVIS VIVVS
POSVIT (1).

A six mètres de profondeur, le 47 de ce mois de mai, on a recueilli, dans les terres remuées par les fouilles, une statuette de bronze de Vénus pudique, coiffée du corymbus, que son propriétaire a bien voulu me confier; un débris de tuile, *tegula hamata*, ornée de dessins grossiers; un moyen bronze d'Auguste, un petit bronze de Tibère, deux grands bronzes d'Hadrien, des petits bronzes de Tétricus et de Postumus.

Lors de constructions antérieures et contiguës, M. Éd. Romagnet du Caillaud reconnut l'existence de la *Courtine*, et M. Audoin découvrit, avec des débris de vases de parfum, un certain nombre de tombes en pierre, présumées celles de moines de Saint-Martial, et un denier d'argent bractéate de Saint-Martial.

Avant de creuser à six mètres, M. F. Tardieu a retrouvé le sol du niveau de l'église, sur lequel étaient placés des cercueils du moyen âge, en pierre, et, parmi les nombreux ossements, une fiole de verre et deux vases en terre cuite blanche, l'un grand et l'autre plus petit, mais en partie détruits. Un cabochon de verre blanc, un denier de billon des princes d'Orange, et quelques liards, sont les seuls monuments de numismatique qu'on ait retirés de la première fouille.

MAURICE ARDANT,
Archiviste de la Haute-Vienne.

Limoges, le 30 mai 1862.

(1) Cette famille Herennia a laissé des traces à Limoges : un denier d'argent de Marcus Herennius, consul l'an de Rome 660 (94 avant J.-C.) avec Calpurnius Flaccus, a été découvert au clos Villeherein, *Villa Herennii*.

NOUVELLES SCIENTIFIQUES.

Une découverte faite dans les fondations de l'hôtel des Monnaies, du côté de la rue Sainte-Valérie, intéresse à la fois la numismatique et l'histoire de notre ville.

C'est un très-grand médaillon, oxydé par l'humidité du terrain. On y voit, sur une des faces, l'écusson aux armes de France, entouré de palmes et de lauriers; au-dessous, à l'exergue, la date MDCCXX; — autour, en lettres majuscules : *Structis casis militaribus ad urbis ornamentum, aedes monetales confecit*; — au revers, *Franciscus Victor Le Tonnelier de Breteuil, provinciæ prefectus*, autour de l'écusson de ses armoiries.

La légende établit que cet intendant construisit des casernes.

Avec ce grand médaillon de bronze, on exhuma deux pièces d'argent de Louis XV, au même millésime de 1720, avec un petit bloc de cuivre légèrement oxydé, reliquat d'une fonte de monnaies.

— La démolition de l'église de *Saint-Martin-hors-les-Murs*, qui fut jadis enrichie par les pieuses libéralités des Vénitiens pendant un siècle, n'a pas fourni aux études archéologiques tout ce que la science pouvait en attendre, hors quelques sandales trouvées dans des cercueils, qui n'ont aucune importance. Nous regrettons vivement de n'avoir pu, comme un grand nombre de curieux, examiner une douille en cuivre qui a dû appartenir à une croix archiepiscopale, à en juger par le mot *archiepiscopus*, qui y est, dit-on, gravé. La forme de la douille et celle de caractères de l'inscription auraient pu nous fixer sur l'époque approximative de la sépulture d'un archevêque dans les caves de cette célèbre abbaye de Feuillants.

OUVRAGES

PUBLIÉS

PAR LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN.

- LE LIMOUSIN HISTORIQUE, Histoire générale de l'ancienne province du Limousin, par Ach. LEYMARIE. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Laigle, 1837-1839.
- MEMOIRE SUR LE MONUMENT CONNU SOUS LE NOM DE *BON MARIAGE*, par l'abbé TEXIER. — Br. in-4, avec deux lith. — Limoges, chez Darde, 1840.
- VIES DE ST ISRAEL ET DE ST THÉOBALD, par l'abbé TEXIER. — In-8. — Limoges, chez Blondel, rue du Consulat, 1841.
- NOTICE HISTORIQUE SUR LES ÉMAUX, LES ÉMAILLEURS DE LIMOGES, ET LES PROCÉDÉS DE FABRICATION EN USAGE A LIMOGES, par Maurice ARDANT. — Br. in-8. — Limoges, Chapoulaud frères, 1842.
- ESSAI HISTORIQUE ET DESCRIPTIF SUR LES ÉMAILLEURS ET LES ARGENTIERS DE LIMOGES, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 288 pages avec deux planches. — Poitiers, chez Saurin, 1843.
- MÉMOIRE SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES DES GÉNÉRAUX EN CHEF CUSTINE ET BOUCHARD PENDANT LES ANNÉES 1792 ET 1793, par le baron GAY DE VERNON. — Un vol. in-8 de 344 pages. — Paris, chez Firmin Didot, 1844.
- HISTOIRE DU LIMOUSIN (Histoire spéciale de la Bourgeoisie), par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Ardillier fils, 1846.
- HISTOIRE DE LA PEINTURE SUR VERRE EN LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — In-8 de 120 pages avec planches. — Limoges, Chapoulaud frères, 1847.
- NOTICE SUR LE TOMBEAU DE SAINT JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-8 avec 3 planches. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1847.
- CHRONIQUE DE MALEU, chanoine de St-Junien, mort en 1322, publiée pour la première fois avec des notes explicatives, et suivie de DOCUMENTS HISTORIQUES SUR LA VILLE DE ST-JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Un vol. in-8 de 264 pages. — St-Junien, chez Barret, 1847.
- CATHÉDRALE DE COLOGNE, par Félix de VERNEILH. — Un vol. in-4 de 80 pages et 3 planches. — Paris, chez V. Didron, 1848.
- DES OSTENSIONS, par Maurice ARDANT. — In-18 de 180 pages. — Limoges, chez Barbou frères, 1848.
- L'INDICATEUR LIMOUSIN, guide de l'étranger à Limoges et dans ses environs, par Maurice ARDANT. — In-18. — Limoges, Mart. Ardant frères, 1848.
- HISTOIRE DES PAYSANS EN FRANCE, par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Paris, chez Dumoulin; — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1849.
- MANUEL D'ÉPIGRAPHIE, suivi du RECUEIL DES INSCRIPTIONS DU LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 381 pages, avec 23 planches. — Poitiers, chez Dupré, 1851.

- POÉSIES DE JACQUES DORAT, archidiaque de Reims, par Auguste Du Boys. — In-8 de 52 pages. — Limoges, chez Ardillier, 1851.
- ÉTUDES HISTORIQUES SUR LES MONASTÈRES DU LIMOUSIN, paraissant par livraison par l'abbé ROY-PIERREFITTE.
- LE JEUNE NUMISMATISTE, par Maurice ARDANT. — Un vol. in-12, de 252 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- CHATEAU DE CHALUSSET (description et documents historiques), suivi de QUELQUES NOTES SUR L'ÉGLISE DE SOLIGNAC, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 56 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1851.
- SAINT-PIERRE-DU-QUEYROIX DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- L'ARCHITECTURE BYZANTINE EN FRANCE, par Félix de VERNEILH. — Splendide vol. in-4 de 316 pages, orné de 22 magnifiques gravures. — Paris, chez Didron, 1852.
- HISTOIRE DE LA CATHÉDRALE DE LIMOGES (première partie), par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 80 pages. — Paris, chez Didron, 1852.
- REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE LA HAUTE-VIENNE, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-18. — Limoges, chez Ducourtieux, 1852 et 1855.
- BIOGRAPHIE DES HOMMES ILLUSTRÉS DE L'ANCIENNE PROVINCE DU LIMOUSIN, par Auguste Du Boys et l'abbé ARBELLOT, tome 1^{er}. — In-8 de 280 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1854.
- ÉMAILLEURS ET ÉMAILLERIE DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-12 de 180 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1855.
- DISSERTATION SUR L'APOSTOLAT DE SAINT MARTIAL ET SUR L'ANTIQUITÉ DES ÉGLISES DE FRANCE, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 250 pages. — Limoges, chez Leblanc, 1855.
- DES INFLUENCES BYZANTINES. lettre à M. Vitet, par Félix de VERNEILH. — Br. in-4. — Paris, chez Didron, 1855.
- ROCHECHOUART : HISTOIRE, LÉGENDES, ARCHÉOLOGIE, par l'abbé DULÉRY. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Ducourtieux, 1855.
- ESSAI SUR L'ADMINISTRATION DE TURGOT DANS LA GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES, par G. D'HUGUES, docteur ès-lettres. — In-8 de 266 pages. — Paris, chez Guillaumin et C^{ie}, 1859.
- BIOGRAPHIE DE FRANÇOIS DE ROUSIERS, gentilhomme du xvi^e siècle, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Leblanc et C^{ie}, 1859.
- CATALOGUE MÉTHODIQUE DE LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE DE LA VILLE DE LIMOGES (HISTOIRE. — POLYGRAPHIE; BELLES-LETTRES), par Émile RUBEN, bibliothécaire. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1858-60.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN.

41 vol. in 8 (1846—1861).

Le premier volume se vend 10 fr. à Limoges, et 11 fr. par la poste, et les autres, 6 fr. à Limoges, 7 fr. par la poste. — On s'abonne, à Limoges, chez MM. CHAPOULAUD frères, ou chez M. Ch. DULAC, garde-musée.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DU LIMOUSIN

TOME XII. — 2^e LIVRAISON.



LIMOGES

CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ

Rue Montant-Manigne, 7

1862

SOMMAIRE

DES ARTICLES DU N° 2.

	Page
Des origines de l'émaillerie limousine.....	101
Emaillleurs limousins.....	117
Médailles et médaillons bractéates du moyen âge, etc.....	159
Nouvelles scientifiques.....	164

Jours des séances de la Société pour 1862.

Vendredi 28 février. — Vendredi 28 mars. — Vendredi 23 avril. — Vendredi 30 mai. — Vendredi 27 juin. — Vendredi 1^{er} août. — Vendredi 29 août. — Vendredi 26 septembre. — Vendredi 31 octobre. — Vendredi 28 novembre. — Vendredi 26 décembre.

Les communications, la correspondance, les bulletins des Sociétés savantes, etc., doivent être adressés au Secrétaire général, à Limoges.

MM. les Membres voudront bien, huit jours à l'avance, informer le Président des lectures qu'ils se proposeraient de faire à la Société.

Dans la séance du 25 mars 1847, le Conseil d'administration a décidé que tout membre de la Société qui voudra se retirer devra en donner avis au Secrétaire général avant le 3 décembre; faute de quoi, la cotisation sera due pour l'année suivante.

Extrait du Règlement de la Société.

ART. 4. — La Société se compose :

- 1° D'un nombre illimité de MEMBRES TITULAIRES, résidant dans le département;
- 2° D'un nombre illimité de MEMBRES CORRESPONDANTS, résidant hors du département;
- 3° De MEMBRES HONORAIRES, dont le nombre ne pourra dépasser quinze.

ART. 5. — Nul ne sera admis au nombre des membres de la Société que sur la présentation écrite et signée par deux membres, avec mention, lorsqu'il s'agira de membres titulaires ou correspondants, que la demande en a été faite par le candidat.

ART. 7. — Chaque membre titulaire paie :

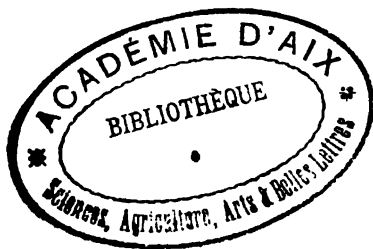
- 1° Un droit d'entrée de 10 fr., qui devra être acquitté au moment de la remise du diplôme;
- 2° Une cotisation annuelle de 15 fr., due pour l'année entière, quelle que soit l'époque de l'année à laquelle il aura été reçu, mais qui peut être remplacée par une somme de 200 fr. une fois payée.

Chaque membre correspondant paie, à titre de cotisation annuelle, le prix d'abonnement au Bulletin de la Société.

Les diplômes sont délivrés gratuitement aux membres correspondants ainsi qu'aux membres honoraires. Ces derniers ne sont soumis à aucune cotisation.

Le prix de l'abonnement est fixé à 6 fr. pour Limoges;
franco, 7 fr. pour les départements.

Les Sociétés savantes de France qui font échange de publications avec la Société Archéologique du Limousin sont priées de nous adresser leurs envois par la poste : c'est le moyen le plus sûr de les faire parvenir à destination.



DES ORIGINES DE L'ÉMAILLERIE LIMOUSINE

MÉMOIRE

EN RÉPONSE A QUELQUES RÉCENTES ATTAQUES CONTRE
L'ANCIENNETÉ DE CETTE INDUSTRIE

Lue à la séance du 31 janvier 1862.

Pendant long-temps les émaux français, les émaux de Limoges, eurent, en quelque sorte, le monopole de la célébrité. C'était se montrer trop exclusif. Effectivement l'émail, à une époque fort reculée, se fabriquait également dans plusieurs autres pays : on l'a reconnu depuis, on l'a proclamé avec beaucoup de raison.

Mais, comme si l'archéologie elle-même ne pouvait échapper aux influences de la mode et des engouements excessifs, la réaction qui s'est opérée en ce sens est devenue telle qu'aujourd'hui l'on conteste très-sérieusement à Limoges l'ancienneté de ses émaux, et que même, à en croire certains archéologues, l'émaillerie limousine ne serait plus qu'un tardif emprunt fait à l'art allemand ou vénitien.

Un auteur particulièrement versé dans la connaissance des arts du moyen âge, M. Labarte, a contribué, plus que personne peut-être, à entraîner l'opinion publique dans cette voie (1). Résumant avec beaucoup d'autorité ce que l'émaillerie allemande

(1) *Recherches sur la Peinture en émail*, in-4 ; Paris, 1856, pages 174, 205, et 211.

avait produit de plus remarquable à son début, et n'ayant point trouvé de dates certaines aussi anciennes dans les émaux limousins, M. Labarte n'a pas hésité, d'après cela, à proclamer l'antériorité de l'émaillerie allemande, et à ramener à une date relativement fort récente tous les produits de l'art limousin. Sa voix, on devait s'y attendre, a eu de nombreux échos en France et à l'étranger (4). Son opinion, non réfutée, a fait du chemin, si bien que M. l'abbé Texier, ce champion si dévoué de l'art limousin, s'en est senti lui-même quelque peu ébranlé, et n'a cru pouvoir échapper aux envahissements de l'Allemagne qu'en se jetant dans les bras de Venise (2). Reprenant une thèse déjà soutenue par M. du Sommerard (3), c'est des Vénitiens que nous seraient venues, selon lui, les recettes de cet art qui devait bientôt faire la gloire de notre pays.

Tout le monde cependant n'a pas fait si bon marché des origines nationales de l'émaillerie. L'homme le plus compétent qu'il y ait peut-être en matière d'émaux, M. de Laborde, n'en a pas moins persisté, jusqu'ici, dans l'opinion très-différente émise par lui, et un autre connaisseur des plus autorisés, notre vénérable vice-président, M. Maurice Ardant, a tenu bon, malgré toute sa modestie, dans ses patriotiques conjectures.

Qui se serait attendu à ce que Limoges, restée si long-temps impassible au milieu de ces contestations, dût les voir enfin se reproduire jusque dans son sein, et s'y formuler même d'une façon plus absolue qu'elles ne l'avaient fait jusque là? C'est pourtant ce qui a eu lieu naguère, aux assises que Messieurs de l'Institut des Provinces sont venus tenir dans cette ville (4). Et encore cette attaque est-elle partie d'un savant que le Limousin est presque en droit de considérer comme un de ses enfants, d'un voisin bien proche, d'un fils de cette province-sœur que la Société Archéologique de Limoges s'est toujours plu à embrasser dans le cercle de ses travaux!

Le caractère, le talent et les importants travaux de M. de

(1) Voyez, particulièrement pour ce qui concerne l'Angleterre, les *Observations on Glass and Enamel*, publiées par M. Augustus W. Franks.

(2) *Essai historique sur les Argentiers et les Émailleurs de Limoges*, ch. III.

(3) *Les Arts au moyen âge*, tome IV.

(4) *Les Émaux d'Allemagne et les Émaux limousins*, communication de M. de Vernellh et de M. le baron de Quast au Congrès scientifique de Limoges, publiées dans le *Bulletin monumental* de M. de Caumont, puis en brochure in-8, chez Derache : Paris, 1860.

Verneilh (car c'est de lui qu'il s'agit) expliquent seuls comment il a pu se faire que ses assertions n'aient pas rencontré de contradicteur immédiat.

M. de Verneilh avait pourtant condamné bien durement les prétentions du Limousin. Disons le mot, il avait mis nettement les archéologues de cette province en demeure d'y renoncer à jamais.

Pour être émané d'un savant aussi distingué, ce jugement doit-il rester sans appel ? Je ne le crois pas. Est-il trop tard pour le discuter et le combattre ? Je ne le pense pas non plus.

En matière d'archéologie, la publicité est lente. Une erreur qu'on laisse aller son train fait peu à peu la boule de neige. Il est donc toujours bon de l'arrêter dans sa course.

C'est ce que je m'efforcerai de faire, en reprenant ici la question d'origine des émaux limousins, vénitiens et allemands, telle que MM. du Sommerard et Labarte l'avaient déjà posée.

Mon opinion bien formelle, je la dis d'avance, c'est que les émailleurs limousins ne sont élèves ni des Allemands ni des Vénitiens.

M. de Verneilh est d'un tout autre avis. Loin de voir dans l'émaillerie limousine une industrie nationale, il ne veut y reconnaître que le produit d'une tardive importation.

Reprenons donc la question à son point de départ.

Les partisans de la filiation directe (je suis du nombre après M. de Laborde) la font remonter jusqu'à Philostrate, jusqu'à ce précieux texte si bien confirmé par les monuments, et dont l'importance, à peine entrevue par Blaise de Vigenère (4), a été pour la première fois mise en lumière par mon savant ami M. de Longpérier (2).

Philostrate nous apprend que « les barbares voisins de l'Océan » pratiquaient l'émaillerie au temps de Septime-Sévère (3).

Ces barbares pouvaient bien être des Gaulois, pense M. de Laborde (4), voire même des Limousins, ajoute l'abbé Texier (5),

(1) *Les Images ou Tableaux de plate peinture des deux Philostrate*, in-f° : Paris, 1614, p. 232.

(2) *Cabinet de l'Amateur*, tome I^{er} : Paris, 1842.

(3) *Icones*, T. I^{er}, chap. 28.

(4) *Notice des Émaux du Louvre*, p. 24.

(5) *Dictionnaire d'Orfèverie*, p. 665.

et d'autres l'ont pensé avec eux. M. de Verneilh n'est pas de ce nombre. Jamais, selon lui, Philostrate n'eût donné ce nom à des peuples que la domination romaine s'était déjà assimilés; jamais il n'eût appelé *barbares* ceux que Pline, avant lui, savait fort bien désigner par leur vrai nom de Gaulois. « Il s'agit bien plutôt, dit-il, des vrais barbares des côtes de Belgique, de Hollande et d'Allemagne ou des deux Bretagnes : ceux-là n'étaient pas à trois cents kilomètres de l'Océan comme les Lémoviques (4) ».

Je n'abuserai pas d'un *lapsus calami* : M. de Verneilh a pu écrire, mais n'a jamais pu penser que l'Allemagne fût plus rapprochée de l'Océan que le Limousin. Prenons ses objections du côté sérieux.

A la première je me permettrai de répondre que les Allemands, eux aussi, avaient leur nom de Germains par lequel Tacite les désignait bien avant le temps de Philostrate, et que, par conséquent, ce dernier auteur n'aurait pas eu plus de raisons pour désigner les Allemands que les Gaulois sous le nom de *barbares*. Mais je ne crois pas qu'il faille s'arrêter si fort à ce mot. Les Romains ne se piquaient pas toujours d'une grande courtoisie vis-à-vis des peuples conquis, et je ne m'étonnerais aucunement, pour ma part, quand un bel esprit de la cour de Septime-Sévère se serait permis d'appliquer aux Limousins, ou même aux Périgourdins de son temps, une épithète plus ou moins désobligeante.

Le passage de Philostrate peut concerner tous les petits peuples de l'extrême Occident. Olearius, dans les Commentaires de son édition de Philostrate (2), applique aux Celtes cette qualification de barbares. Heyne y veut voir des Bretons. Or n'oublions pas qu'une branche de l'Armorique se prolongeait jusqu'aux marches du Limousin, ainsi que l'a très-savamment démontré notre confrère M. Deloche (3).

En fait, on trouve beaucoup d'émaux antiques dans l'Est de l'Angleterre, bon nombre en Normandie, quelques-uns dans les anciennes provinces Belges et Lyonnaises, quelques-uns en Limousin. Mais jamais on n'en a trouvé de l'autre côté du Rhin,

(1) Page 24 de la brochure extraite du *Bulletin monumental*.

(2) *Celtus intelligit per barbaros in Oceano*.

(3) Mémoire sur les *Lémovices de l'Armorique*, couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

dans le voisinage de Cologne, ni surtout dans les lagunes de la Hollande, où personne, que je sache, n'avait encore eu l'idée de chercher les origines de l'émaillerie.

Nos honorables antagonistes ne paraissent pas être bien au courant des trouvailles de ce genre qui ont été faites en Limousin. Elles sont peu nombreuses; mais cependant elles suffisent pour établir que, dès le III^e siècle de notre ère, on fabriquait des émaux dans cette partie de la Gaule. Ces émaux sont barbares: il n'y a point de figures, nous objecte-t-on. Soit! Mais ceux des autres pays ne présentent pas, à cette époque, plus de traces de figures. Ce n'est pas ici une question d'art: il s'agit tout simplement de savoir si la fabrication de l'émail était connue, oui ou non, de nos pères. D'ailleurs le petit vase trouvé à La Guierce il y a quelques années, et dont M. Maurice Ardant a donné la description, est, à lui seul, un spécimen très-digne de figurer à côté des émaux contemporains trouvés ailleurs (4).

L'important, je le répète, est de prouver que cette industrie existait sur notre sol, et d'en constater les procédés. Philostrate lui-même a pris ce dernier soin:

« Les barbares étendent sur l'airain brûlant des couleurs qui deviennent aussi dures que la pierre. »

Dans ces quelques paroles ne retrouve-t-on pas tout entière l'émaillerie sur cuivre, le procédé de la *taille d'épargne* clairement indiqué?

Ce procédé, le seul pratiqué alors par les peuples de l'Occident, disparaît cependant bientôt. A peine en connaît-on quelques produits postérieurs au V^e siècle. Puis survient une mystérieuse lacune de cinq à six cents ans, au bout de laquelle le même procédé reparait tout à coup, notez-le bien, sur le même sol.

Cette lacune, nul n'a su l'expliquer jusqu'ici. Est-elle aussi complète, aussi longue qu'elle en a l'air? Il est permis d'en douter.

Je n'invoquerai pas le grand nom de saint Éloi, à qui quelques auteurs limousins (2) attribuent un peu trop gratuitement

(1) *Émailleurs et Émaillerie de Limoges*, in-12, 1855, page 8.

(2) L'abbé Texier, *Essai sur les Argentiers et Émailleurs de Limoges*, chap. VI. — M. Maurice Ardant, *Émailleurs et Émaillerie de Limoges*, page 74.

des œuvres d'émaillerie dont il n'existe malheureusement aucune trace, aucune preuve.

Mais je signalerai ici, comme un fait nouveau et important, l'existence dans le trésor de Saint-Maurice en Valais d'un petit reliquaire mérovingien (1), dont la crête, qui ne paraît provenir d'aucune restauration, est en émail, à taille d'épargne, sous forme d'écailles de poisson. Ce charmant reliquaire, que je suis, je crois, le premier à faire connaître, date incontestablement de l'époque de la domination bourguignonne. Le nom de son donataire, Theudericus, est tout-à-fait bourguignon. La décoration principale, en verre rouge cloisonné d'or, ne me paraît pas pouvoir remonter moins haut que le *vii^e* siècle. Le rapprochement sur un même objet de cette décoration et de l'émail de la crête constitue un fait sans précédents; et ce qui ajoute encore à la valeur de ce charmant reliquaire, c'est que les artistes qui l'ont exécuté y ont inscrit leur nom. L'un d'eux s'appelait Undiho, et l'autre Ello. Ces noms, que je livre aux patientes investigations de mes confrères, me paraissent, je le déclare, infiniment plus gallo-romains que germaniques.

Le reliquaire où ils se lisent est à peu près le seul monument d'émaillerie à taille d'épargne que l'on connaisse jusqu'ici entre le *vi^e* siècle et le *x^e*. Il faut le reconnaître, sa provenance, le lieu de sa fabrication, ne peuvent être l'objet que de vagues conjectures. Mais, à des époques un peu plus rapprochées de nous, il est certainement possible de trouver des monuments d'une origine moins incertaine. Je ne comprends pas comment M. de Verneilh a pu dire que, jusqu'au *xiii^e*, *peut-être même jusqu'au xv^e siècle*, on ne connaît aucun émail limousin à date certaine (2). Ceux du *xiii^e* siècle se comptent par centaines : il serait puéril de les énumérer. Remontant beaucoup plus haut, M. de Verneilh cite lui-même l'anneau émaillé trouvé dans la tombe de l'évêque Gérard, mort en 1022; mais « rien ne prouve », dit-il, « que cet anneau ait été fait et acheté à Limoges (3) ». —

(1) Ce nom de *mérovingien* ne devrait rigoureusement s'appliquer qu'à des objets fabriqués dans les États mêmes des princes de cette dynastie. Si je l'emploie ici un peu abusivement, c'est pour mieux désigner tout d'abord la période, familière à tous, à laquelle se rattache le reliquaire de Saint-Maurice.

(2) Page 17 de sa brochure.

(3) *Ibid.*, page 18.

Rien en effet, si ce n'est qu'il n'y a lieu raisonnablement de lui attribuer aucune autre origine. Il est peu probable, tout le monde en conviendra, qu'un évêque de Limoges ait été se fournir d'anneau à Cologne. Si un bijou pareil était trouvé dans la tombe d'un évêque aux bords du Rhin, Dieu sait que nos adversaires ne manqueraient pas de s'en prévaloir, et ils seraient dans leur droit.

On a contesté également la date d'un ornement épiscopal encore plus ancien, de la crosse émaillée trouvée dans le tombeau de l'évêque de Chartres Ragenfroy, mort au x^e siècle.

Willemin, qui l'a publiée (1), la croyait parfaitement authentique. L'auteur du savant texte joint aux planches de Willemin, M. André Pothier, signale l'analogie *palpable* des ornements de cette crosse avec ceux d'un manuscrit du x^e siècle que Willemin a publiés sur la même planche, et il fait également observer le costume du Goliath représenté sur la crosse, lequel est, selon lui, tout identique au costume des guerriers normands du xi^e siècle (2). Toutefois des doutes graves se sont élevés. De très-savants archéologues ont contesté l'âge de la crosse de Ragenfroy, et malheureusement la pièce de conviction nous est échappée pendant ce temps. Elle est aujourd'hui en Angleterre, dans la collection Meyrick.

Je ne voudrais pas me prononcer, quant à moi, sur l'authenticité d'un objet que je n'ai pas encore vu. Il se peut que, sur ce point, nos adversaires aient raison. Je me borne à leur poser cette question :

« Ne serait-il pas bien extraordinaire que, ouvrant la tombe de Ragenfroy un ou deux siècles seulement après sa mort, on se fût amusé alors à en retirer sa crosse pour lui en substituer une autre pour le moins aussi riche ? Le vol pur et simple se comprendrait ; mais comment s'expliquer cette substitution, qui en vérité ne serait plus guère qu'une malice à l'adresse des archéologues futurs ? »

M. de Verneilh, à la mémoire de qui ne pouvaient échapper les plaques de cuivre émaillé du sépulcre de saint Front, construit en 1077, se demande comment on peut garantir qu'un pareil ornement n'a pas été ajouté après coup (3).

(1) *Monuments français inédits*, planche XXX.

(2) Tome I^{er}, page 21.

(3) Page 18 de la brochure.

Non sans doute, on ne peut pas le garantir ; mais rien non plus n'autorise à supposer que cette addition ait eu lieu. Par cela même qu'on n'en connaît guère d'exemple ailleurs, elle doit paraître peu vraisemblable. Or, la preuve archéologique n'étant le plus souvent qu'un faisceau de vraisemblances, ce fait probable, ajouté à d'autres qui ne le sont pas moins, contribue encore, pour sa part, à établir la possession d'état qu'on nous conteste.

M. du Sommerard (1) est le premier, je crois, qui ait soutenu qu'on ne connaissait pas d'émaux limousins antérieurs au dernier quart du XII^e siècle. Possesseur des belles plaques de la chasse de saint Étienne de Muret (2), il n'était pas fâché d'établir que c'étaient les plus anciens monuments connus de l'émaillerie limousine.

M. Labarte, plus désintéressé dans la question, a épousé la même opinion (3). Mais oublie-t-il donc le beau vase de cristal orné d'armoiries en émail à taille d'épargne offert, en 1137, à Louis VII par Éléonore d'Aquitaine ? Celui-ci, je pense, ne venait pas d'Allemagne.

M. de Verneilh d'ailleurs cite lui-même, dans la bonne foi de sa polémique, les textes nombreux qui prouvent que, dès cette époque et même antérieurement, la fabrication des émaux de Limoges avait pris un tel développement et acquis une telle célébrité que ces émaux n'étaient connus, dans le monde entier, que sous le nom d'*opus lemovicense*.

Ces textes si positifs n'ont pourtant pas le pouvoir de convaincre M. de Verneilh. C'est avec les monuments, dit-il, et non avec les textes qu'on doit faire l'archéologie (4).

Cette doctrine, je ne saurais la partager ; car c'est précisément, selon moi, de la confrontation des textes et des monuments que peut ressortir le plus sûrement la preuve archéologique.

L'Allemagne dont vous nous parlez tant, l'Allemagne (chose bizarre !) n'a pas un seul texte à citer. Mais, par bonheur pour elle, ses premiers monuments, assez nombreux encore, portent presque tous leur date et le nom de leurs fondateurs.

Le Limousin au contraire a partout inscrites ses lettres de

(1) *Les Arts au moyen âge*.

(2) Voyez planche XXXVIII (11^e série) de l'*Album*.

(3) *Recherches sur la Peinture en émail*, pages 56 et 202.

(4) Page 14 de la brochure.

noblesse. Mais ses monuments, plus modestes et plus rares, ne portent presque jamais d'indications précises.

Qu'en conclure ?

Que les largesses faites aux églises allemandes étaient des œuvres d'ostentation ; celles dont s'enrichissaient nos églises, des œuvres de piété, — que les unes naissaient à l'ombre du cloître, où toute personnalité s'efface devant Dieu ; les autres, dans le faste d'une cour souveraine, où l'orgueilleuse personnalité des Césars ne négligeait aucune occasion de se manifester.

Pour l'historien, qu'importe la nature des preuves, pourvu qu'il en résulte l'évidence des faits ?

L'Allemagne établit l'ancienneté de ses titres par les inscriptions que portent divers monuments. Soit ! Il reste seulement à examiner en quoi consistent ces monuments eux-mêmes. Nous y reviendrons tout à l'heure.

Quant aux textes nombreux et d'origines si diverses sur lesquels s'appuient les prétentions du Limousin, personne n'en conteste l'authenticité. Or, s'il est établi que, dès le milieu du XII^e siècle, la réputation des œuvres de Limoges était répandue partout, au point de ne plus porter que le nom du lieu où elles se fabriquaient, est-il possible d'admettre que cette industrie locale n'existât pas déjà de longue date ? M. de Verneilh l'a loyalement reconnu : « Ce nom seul annonce une industrie déjà très-connue, et nécessairement cultivée depuis long-temps ; car, au moyen âge surtout, une réputation véritablement plus qu'européenne ne pouvait pas s'acquérir en peu d'années. Elle ne s'explique que par des exportations successives et très-multipliées, par des habitudes commerciales qui se contractent lentement, en un mot par une longue pratique qui laisserait bien loin dans l'histoire les premiers essais de l'émaillerie limousine (1). »

Après avoir lu ces lignes, comment comprendre que l'auteur d'un plaidoyer aussi irréfutable en faveur des prétentions limousines ait pu, à quelques pages de distance, *déclarer sans hésitation* que l'antériorité de l'émaillerie allemande était incontestable ; bien mieux, que, pour cette industrie, *l'Allemagne a devancé de deux cents ans la France* (2) ?

Voyons donc sur quelles preuves on prétend établir cette antique origine de l'émaillerie allemande.

(1) Page 19 de la brochure.

(2) *Ibid.*, page 22.

D'abord M. de Verneilh observe qu'aucun texte allemand ne mentionne l'*opus lemovicense* (1). Curieuse contradiction de notre savant antagoniste, qui, après avoir posé en principe qu'on ne devait pas faire de l'archéologie avec les textes, en fait lui-même avec l'*absence de textes* ! Ne pourrait-on pas lui objecter (ce que je rappelais tout à l'heure) que, dans les chroniques allemandes, il n'est pas fait mention non plus des émaux de Cologne, dont personne cependant ne prétend contester l'existence à une époque plus ou moins reculée ?

L'Allemagne possède de très-anciens émaux. Mais d'où viennent-ils, et de quelle nature sont-ils ? Voilà ce qu'il est important de préciser si l'on veut éviter l'éternelle confusion dans laquelle sont tombés nos contradicteurs.

Comment s'expliquer que M. de Verneilh, que M. Labarte surtout, un si grand connaisseur en pareille matière, n'aient pas toujours et nettement séparé, dans le cours de cette discussion, les *émaux cloisonnés* des *émaux à taille d'épargne* ?

Pour ce qui concerne l'histoire de l'émaillerie allemande, M. de Verneilh s'appuie sur une intéressante communication de M. de Quast, qui lui-même est tombé dans la même confusion.

M. de Quast est un très-savant homme, et on doit lui savoir gré de la réserve de bon goût qu'il a mise à laisser sans solution la question d'antériorité des émaux allemands ou limousins. Peut-être a-t-il senti lui-même que nous pourrions le récuser comme juge de la question. Ce n'est pas à un Anglais qu'on s'adresserait s'il s'agissait de constater l'antériorité des découvertes de Denis Papin ou de Salomon de Caux.

Les premiers émaux cloisonnés que possède l'Allemagne venaient de Byzance, selon M. de Quast (2). En cela il a toute raison. Mais ce n'est pas seulement à l'Allemagne que l'empire d'Orient était en possession de fournir ses chatons émaillés. Il en avait depuis long-temps inondé toute l'Europe occidentale.

La bague si célèbre d'Alfred le Grand n'était pas autre chose, ainsi que je crois l'avoir démontré ailleurs (3).

Dès la fin du VIII^e siècle, l'évêque de Sion Althée, oncle de Charlemagne, donnait à son église un reliquaie orné de petits émaux byzantins.

(1) Page 20 de la brochure.

(2) *Ibid.*, page 3.

(3) *La Correspondance littéraire*, tome 1^{er}, page 131.

Ceux dont parle Anastase le Bibliothécaire (1) ne peuvent guère avoir d'autre origine, et je crois également antérieur à la fin du x^e siècle le magnifique évangélaire de sainte Mène conservé à la Bibliothèque impériale.

Tout cela précède en date les premiers émaux dont parle M. de Quast. Mais effectivement ce n'est que vers les dernières années du x^e siècle que l'art byzantin s'impatronisa tout-à-fait en Allemagne, sous le règne d'Othon, et à la suite de l'impératrice Théophanie.

Cependant cela ne constituait pas encore un art allemand.

Parlant de l'étui de cette époque qui renferme une partie du bâton de saint Pierre, M. de Quast affirme, sans dire à quels signes il le reconnaît, que « cet étui a été fabriqué en Allemagne, et que les émaux, bien qu'imitant ceux de Byzance, ont aussi été faits dans le pays. — Voilà, ajoute-t-il, une première preuve de l'imitation de l'art et des émaux de Byzance au temps de Théophanie (2). »

La seule preuve, c'est que M. de Quast l'affirme : je n'en vois pas d'autres. Or il serait vraiment trop commode de pouvoir considérer un fait comme prouvé par cela seul qu'on l'a énoncé.

Du reste, je ne tiens pas autrement à contester cette assertion. Il est bien certain que, du temps de Théophanie, bon nombre d'artistes byzantins sont venus s'établir sur les bords du Rhin. Ils ont dû y former des élèves. Les Allemands ont donc pu apprendre d'eux l'art de fabriquer des émaux, comme les Italiens l'avaient déjà fait; car, si la *pala d'oro* n'est pas en partie l'œuvre d'artistes vénitiens, du moins est-il certain qu'un artiste lombard, Volvinus, a fabriqué le *paliotto* de Milan; et, s'il faut en croire Théophile (3), du temps où il écrivait (4), les Toscans étaient particulièrement renommés comme émailleurs.

Mais tous, Allemands, Toscans ou Lombards, également élèves

(1) *Liber pontificalis*, tome I^{er}, page 187 de l'édition de Rome, 1724.

(2) Page 6 de la brochure de M. de Vernellh.

(3) *Diversarum artium Schedula*, préface.

(4) On n'est pas d'accord jusqu'ici sur la nationalité de Théophile, ni sur l'époque précise où il vivait. M. de Vernellh (je ne sais sur quel fondement) en fait un moine allemand. L'opinion la plus généralement admise veut que Théophile fût Italien. La plupart des commentateurs le font vivre du XII^e au XIII^e siècle. Mais je crois que par là ils le rajeunissent de près de deux cents ans, ainsi que je me propose de le démontrer dans un prochain mémoire sur cette question spéciale.

des Byzantins, fabriquaient leurs émaux à la manière de Byzance, c'est-à-dire qu'ils faisaient uniquement des *émaux cloisonnés*, à la grande différence des Limousins, qui n'ont jamais fait que des *émaux à taille d'épargne*.

Les Allemands en firent aussi plus tard ; mais ils n'y arrivèrent que par transition. Les premiers émaux à taille d'épargne se trouvent chez eux à l'état mixte, c'est-à-dire mélangés avec le procédé du cloisonnage. Encore n'en pourrait-on guère citer d'exemples avant le milieu du *xⁱ* siècle. Le plus ancien qu'on nous oppose est la croix donnée à l'église d'Essen par une petite fille de Théophanie. Il s'y trouve quelques parties champlevées « à la mode limousine », comme le dit en propres termes M. de Verneilh, entraîné cette fois par l'évidence. Enfin ce n'est véritablement qu'à la fin du *xⁱ* siècle, et presque au commencement du *xii^e*, qu'on voit le procédé de la taille d'épargne usité couramment et sans mélange par les émailleurs allemands.

Les Limousins n'en étaient pas alors à leur coup d'essai : je l'ai prouvé par les paroles mêmes de M. de Verneilh. A cette époque, la réputation de leurs produits remplissait le monde, et, l'histoire en eût-elle perdu la trace, la perfection même de ces produits prouverait assez une pratique déjà bien longue de l'émaillerie. Ce n'est pas du premier coup qu'on arrive à créer des œuvres telles que l'admirable plaque de Geoffroy Plantagenet (1) conservée au musée du Mans. L'école limousine, avant d'arriver à ce degré de splendeur, avait dû avoir son enfance. On en trouve la preuve dans des monuments qui, pour n'être point datés, n'en portent pas moins les caractères d'un art beaucoup moins avancé que celui qui florissait au temps des Plantagenets.

Je dois moi-même à l'obligeance de M. Ardant la possession d'un petit orfroi de chape décrit par lui (2), et qui représente sur fond uni un agneau pascal fort grossièrement dessiné, avec l'inscription *AGNVS DEI QVI TOLLIT P.* Un des maîtres de la paléographie, M. Léopold Delisle, à qui je l'ai soumis, n'hésite pas à y reconnaître les caractères en usage au commencement du *xⁱ* siècle.

Une autre considération me frappe. L'époque à laquelle M. Labarte et ses continuateurs voudraient ramener, en quelque

(1) Encore un monument qu'on se plaît à rajeunir, en contestant bien arbitrairement son authenticité.

(2) *Émailleurs et Émaillerie de Limoges*, page 58.

sorte, l'éclosion de l'émaillerie limousine est précisément celle où cet art se transforme.

Peut-être ne l'a-t-on pas suffisamment remarqué jusqu'ici, c'est effectivement vers la fin du ^{xii}^e siècle qu'apparaissent pour la première fois des émaux où, par opposition à la méthode suivie jusqu'alors, le fond seul est émaillé, et les figures, plates ou de ronde bosse, ne sont plus guère qu'en cuivre doré. Le *champcreux* (si j'ose employer ce mot) est substitué au *champlevé*. Presque tous les émaux limousins du ^{xiii}^e siècle sont de cette nature, tandis que, dans les émaux primitifs, c'est toujours la figure qui se détache en couleur sur un fond de métal poli et doré.

Si cette *seconde manière* de l'émaillerie limousine date de la fin du ^{xii}^e siècle, n'est-il pas bien évident que la première manière doit remonter infiniment plus haut?

Nos adversaires ont cru trouver dans le *Livre de l'administration de Suger* un argument vainqueur à opposer aux textes qui constatent l'antique renommée de l'émaillerie limousine. L'illustre abbé de Saint-Denis, voulant doter son église de toutes les splendeurs que comportait le luxe de cette époque, employa des Lorrains pour émailler diverses pièces de son trésor. Comment, dans son patriotisme, n'eût-il pas donné la préférence à des artistes français si la France eût été alors en possession de cette industrie (1)?

La Lorraine, selon M. de Verneilh, c'était alors « l'ancien royaume de Lothaire, dans lequel la ville de Cologne se trouvait comprise (2) ».

Cologne, ville lorraine au ^{xii}^e siècle, cela serait à examiner. Mais M. de Verneilh n'avait pas besoin d'aller chercher jusque là les artistes lorrains, puisqu'on sait pertinemment que Verdun était également alors en possession de fabriquer des émaux : ceux de Klosterneubourg en proviennent. D'autre part, M. de Roisin a aussi fait connaître un texte qui semblerait indiquer qu'on en faisait à Trèves (3).

Le bon abbé Suger n'avait donc pas besoin d'aller chercher si loin. Mais, l'eût-il fait, cela ne prouverait rien encore. Car

(1) M. Labarte, page 174. — M. de Verneilh, page 31.

(2) Page 30 de la brochure.

(3) *La Cathédrale de Trèves*, par le baron Ferdinand de Roisin, in-4 : Paris, 1861, pages 66 et 67.

du même *Livre de son administration* il résulte qu'il fit venir ses verriers d'Angleterre, et tout le monde sait pourtant que, à cette époque, la peinture sur verre était brillamment pratiquée en France.

En matière d'art, chacun suit ses préférences. J'en trouverais au besoin la preuve dans ce fait inverse, que les tombes des comtes de Champagne, ces voisins immédiats de la Lorraine et presque de l'Allemagne, étaient ornées, on le sait, d'émaux exécutés à Limoges.

Le fait de Suger ne prouve absolument rien. De son temps, on fabriquait des émaux à Limoges, à Cologne, en Lorraine, en Italie. Encore une fois, il n'avait qu'à choisir.

On a été jusqu'à faire entendre que le voyage des deux moines de Grandmont envoyés à Cologne, en 1180, pour y chercher des corps saints, avait dû exercer une grande influence sur l'art limousin, et lui imprimer une impulsion toute particulière (1). Cette supposition est absolument inadmissible. Comment des Limousins auraient-ils alors été demander à l'Allemagne les secrets ou tout du moins les leçons d'un art pour lequel ils jouissaient déjà eux-mêmes d'une réputation européenne?

Je ne prétends pas dire (n'ayant aucune preuve à en donner) que l'Allemagne ait emprunté au Limousin les procédés de la taille d'épargne. Mais ce que je crois suffisamment démontré, c'est que le Limousin ne les tient pas non plus de l'Allemagne, et qu'il en est en possession de tout temps.

D'autres ont voulu faire les Limousins élèves des émailleurs de Venise (2) : cela n'est pas plus admissible.

Ne parlons pas du doge Orseolo, dont la retraite à Limoges est un fait plus que contestable. D'ailleurs Orseolo, si brusquement tombé du faite des grandeurs, eût sans doute employé les derniers jours de sa vie à toute autre chose qu'à se faire professeur d'émaillerie.

Les Vénitiens avaient des comptoirs à Limoges. Leur commerce y prit même une assez grande extension : cela paraît certain. Mais ils avaient des comptoirs semblables dans beaucoup d'autres lieux où l'on n'a jamais fait d'émail, et rien n'autorise

(1) M. Labarte, *Recherches sur la Peinture en émail*, page 215.

(2) M. de Verneilh, pages 43 et 44 de sa brochure, et, avant lui, M. du Sommerard.

à penser qu'ils aient choisi spécialement le Limousin pour y naturaliser une industrie à peine encore pratiquée à cette époque dans leur propre pays.

D'ailleurs il est un fait qui coupe court à toute hypothèse, à toute discussion : c'est que les Vénitiens, voire même les artistes byzantins qu'ils auraient amenés à leur suite, n'auraient pu enseigner que ce qu'ils savaient. Or les Vénitiens, comme les Grecs, n'ont jamais fait que des *émaux cloisonnés*, et les Limousins, dans le principe, n'ont jamais pratiqué que la *taille d'épargne*. Comment donc les uns pourraient-ils être les élèves des autres ?

Par quelle transition et sous quelle influence les Allemands sont-ils arrivés de l'émaillerie cloisonnée à la taille d'épargne ? C'est là une question non encore résolue, dont je n'ai pas à m'occuper en ce moment.

Quant aux Limousins, point de transition : c'est de prime-saut qu'ils pratiquent la taille d'épargne, sans avoir jamais usé antérieurement d'aucun autre procédé.

Sont-ils les premiers à l'avoir pratiquée ?

Non : la taille d'épargne, c'est le procédé des Celtes ; c'est la forme qu'affecte exclusivement l'émaillerie primitive de l'Occident.

Cette industrie primitive, nationale, propre à ceux que Rome appelait des barbares, et ignorée de Rome elle-même, cette industrie disparaît mystérieusement, ou du moins nous perdons sa trace, dans ces siècles de générale transformation où la race celtique semble s'éteindre elle-même et se confondre avec les races d'origines très-diverses qui ont envahi la Gaule. Puis tout-à-coup, après quatre ou cinq siècles d'éclipse, cette même industrie reparaît plus brillante, plus forte, mais toujours fidèle à ses procédés primitifs. Et où reparaît-elle ainsi ? Sur un vieux sol celtique, riche encore de ses premiers vestiges.

Sont-ce là, je le demande, les caractères d'un art importé, et n'y devons-nous pas voir plutôt les glorieux indices de renaissance d'une industrie vraiment nationale ?

Seul de tous les pays où l'on faisait des émaux au XII^e siècle, le Limousin peut se vanter d'avoir possédé les secrets de cette fabrication dès les premiers siècles de notre ère. Seul il n'a jamais varié jusqu'alors, ni dans le choix de l'excipient métallique, ni dans les procédés de l'application de l'émail.

Voilà ce que nous avons à répondre à ceux qui, faisant

confusion de tous les procédés les plus divers de l'émaillerie, veulent absolument faire relever notre art limousin d'écoles lointaines, moins anciennes pour la plupart, et, dans tous les cas, absolument distinctes.

Qu'il me soit donc permis de protester au milieu de vous contre des théories inadmissibles.

Naguère, en plein congrès scientifique, on demandait au Limousin de « renoncer à ses prétentions (1) ».

Je lui demande au contraire de maintenir ses droits.

Si la généalogie de l'émaillerie limousine présente encore de regrettables lacunes, sa filiation directe ne m'en paraît pas moins établie, et je revendique hautement pour elle ce caractère d'*art national* qu'on a voulu lui contester.

FERDINAND DE LASTEYRIE.

ÉMAILLEURS LIMOUSINS.

PIERRE I^{er} ET II, MARTIAL, JEAN, JOSEPH ET GABRIEL
REYMOND.

Nous sommes riches, aux archives départementales, en renseignements sur la famille des *Reymond*, orfèvres, émailleurs et peintres; nous possédons, dans ce vaste dépôt, des contrats de mariage, des testaments et des actes divers qui nous donnent des détails intéressants sur les coutumes, les usages et même les modes des xvi^e et xvii^e siècles, tout en nous fournissant des dates certaines de l'existence des membres de cette famille industrielle, les noms de leurs femmes et ceux de leurs enfants. Par une singulière coïncidence, les prénoms ou noms de baptême des Reymond sont les mêmes que ceux des Courteys : *Pierre, Jean et Martial*.

Est-il besoin de répéter ici que presque tous nos émailleurs étaient orfèvres ou argentiers (*aurifabri* et *argentarii*), comme le constatent tous les vieux titres et registres de confréries?

Un Pierre Reymond fut consul aux années 1375 et 1377. Un Jean Reymond possédait, l'an 1503, un pré à Saint-Lazare, était l'époux de Léonarde Gaye, et figure avec Gabriel et Martial Reymond dans des contrats de 1514 et 1515. L'orfèvre Gabriel était propriétaire d'une vigne à Chinchauveau de 1542 à 1554; un Reymond était consul l'an 1509; Gabriel le fut en 1514 et 1521.

Pierre I^{er} Reymond paraît être le plus ancien émailleur de cette famille dont on ait des œuvres datées. Il était, dès 1530, marié à Jeanne Martel, et habitait dans la rue Descendant-Maigne; il avait une autre maison rue de la Barreyrette (entre Jauvion et le Cheval-Blanc).

PIERRE I^{er}.

Pierre I^{er}, en patois *Peyr* ou *Peyre*, était fils de James (Jacques) Reymond ; il fut le voisin de Jehan Court dit Vigier, son confrère dans l'art de l'émaillerie.

Le terrier du prieuré conventuel de Saint-Gérald de Limoges fait mention, au 8 mai 1542, d'une maison de la rue Basse-Manigne, appartenant à Pierre Reymond, où il aurait alors établi son domicile. Cette maison avait une façade sur la rue des *Étaux*, *Étals* ou *Étables* : les titres lui donnent ces trois noms. C'est la même que la rue du Verdier ou Verdurier (*Viridarium*), dont la partie voisine des Bancs-Charniers prit le nom d'Étaux, de ceux où l'on vendait la viande dans le quartier. Cette maison se trouvait devant la tour Neuve, dont il reste encore des ruines sur le boulevard de la Promenade.

Une reconnaissance de rente sur cette maison est inscrite à la même date au terrier du notaire Thoumas. P. Reymond avait eu, dans la succession de son père, sept journaux de vigne au clos dit Combe-Vinouse ou LeTreuil-Blanc. Pour cette vigne, dont il avait augmenté l'étendue, il signa, le 20 juin 1530, un acte de reconnaissance en faveur de l'abbé de Saint-Martial d'une rente de deux setiers de froment de cens fondalité, etc., et de la mesure des Combes, portables aux greniers de l'abbaye à chaque fête de l'Assomption de la sainte Vierge. Notre émailleur souscrivit, le même jour, audit abbé une reconnaissance de trois *hémines* froment, mesure de cette prévôté des Combes, pour sa vigne du clos de La Chabane, territoire de Limoges. Il avait ajouté à l'héritage de son père la vigne de Jean Texonnières, ce qui formait une superficie de dix journaux : la rente en était portable au grenier de Saint-Martial, avec les lods et ventes, etc., à chaque fête de Notre-Dame-d'Août. Sa vigne de Combe-Vinouse devait en outre une quarte de vin à ladite abbaye (titre de 1555).

Le terrier rouge du notaire Thoumas fait aussi mention de la maison de Pierre Reymond dans la rue Manigne.

Je passe sous silence, comme peu intéressant, un acte de 1547 entre notre émailleur et le sieur de Rochefort. Je ne citerai aussi que pour mémoire un acte de procédure de 1577 concernant la *subhastation* ou vente judiciaire des biens d'un sieur Danel,

poursuivie par P. Reymond, afin d'aborder plus tôt la série des œuvres de cet habile et fécond artiste en suivant l'ordre des dates.

Nous reviendrons sur les comptes de la baillie de la confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre, pour laquelle il fit des peintures, aux années 1550, 1555, 1556, 1557, 1566, 1567, 1575, 1581 et 1584, qui prouvent qu'il excellait aussi dans l'art d'enluminer les manuscrits.

Il paraît convenable de signaler d'abord la diversité des noms que cet émailleur signait sur ses œuvres; il a inscrit jusqu'à quatre variantes à la fois sur le même émail : *P. Raymo*, avec un trait horizontal sur la dernière lettre, indiquant l'absence du *n*, comme dans les abréviations des vieux titres; *Reymon*, *Rémon*, *Rezman* et *Rezman*, forme allemande, qu'il avait sans doute adoptée par suite de ses relations avec l'Allemagne. Les souverains de cette contrée ont fait placer depuis long-temps des émaux de ce maître dans leurs collections de Berlin, Dresde, Gotha, Munich, Weymar, etc.

Peut-être son nom fut-il estropié, soit en le parlant, soit en l'écrivant. Au catalogue de la collection de M^{me} de La Sayette, de Poitiers, il est appelé Remond; enfin ses initiales P. et R. font un simple monogramme, surmonté parfois d'une couronne, à l'imitation du poinçon de Léonard Pénicaud dit Nardou.

Pierre Reymond savait réunir à l'éclat de ses peintures sur émail les formes les plus heureuses et les plus élégantes pour ses buires et ses aiguières.

Son plus ancien ouvrage, à ma connaissance, est une coupe où il a peint trois personnages buvant d'après Jules Romain : elle porte la date de 1534.

Une autre coupe, fort belle, est datée de 1538, avec le chiffre couronné; elle représente, dans sa concavité, le sujet d'Ascagne, qu'il a répété souvent; elle a 495 millimètres de diamètre (collection Albert Decombe). Il y a déjà un grand progrès à remarquer dans le talent de cet artiste, cette dernière coupe étant bien supérieure à l'autre.

Une salière de la collection Quedeville porte la date 1544 inscrite sous une couronne. Pierre Reymond fit, en cette année, deux médaillons en grisaille sur fond et terrain bleuâtres, avec des carnations légèrement teintées; il s'inspira, dans ces compositions, du genre d'Albert Durer : le dessin, par sa précision, tient de celui du graveur. Le premier médaillon, de 415 milli-

mètres de diamètre, représente Jésus-Christ portant sa croix, et sainte Véronique; le deuxième, un berger défendant ses brebis contre le lion et les autres animaux carnassiers. On lit dans des cartels les mots : FUYER, FUYER EN AULTRE PART, OURS, LYON ET LOUX RAVISSANS. LAM. (*sic*), 4544. P. R. — Hauteur, 435 millimètres; largeur, 405.

D'autres émaux faisaient suite à ceux-ci. M. Soret et divers amateurs en ont recueilli quelques-uns. Ces deux médaillons appartiennent à la collection Sauvageot.

Cette même collection Sauvageot conserve une coupe en grisailles encadrées dans des rameaux verts; son couvercle est orné de quatre médaillons séparés par des montants, sur lesquels on lit : *P. Reamon* d'un côté, et 4544 de l'autre. M. D. Petit dit que cette coupe est en camaïeu gris et vert.

Au n° 4044 de la collection de l'hôtel de Cluny, est placée une œuvre de Pierre Reymond datée de 4544 : c'est un coffret décoré de cinq plaques d'émail en camaïeu grisaille rehaussé d'or; il y a peint le *Passage de la mer Rouge*; le *Serpent d'airain*; la *Manne dans le désert*; la *Grappe de raisin de la terre promise*, et *Moïse recevant les lois du Seigneur*.

M. Didier Petit, de Lyon, cite une coupe signée *P. Remon*, de 4546, chez M. Roussel. Cette même date et l'inscription *P. Reamon* sont tracées sur une coupe de la collection Soltikoff, *Didon recevant le jeune Ascanie*, et une autre coupe représentant un *Festin*. Le registre de la confrérie du *Sacrifice du précieux Corps*, et plus tard du *Saint-Sacrement* de l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix de Limoges, fut commencé l'an 4550, *finissant l'an* 4554 : il remplaçait celui de la fondation, trois siècles auparavant, que le temps avait fort maltraité. Pierre Reymond en peignit le frontispice, consistant en deux larges quatre-feuilles d'or superposés. Celui de dessous est un peu recoquillé, et permet de voir qu'il est doublé de bleu d'outremer. Un *saint Pierre* y est représenté debout, le corps masqué par un écusson rond ou panonceau rouge, sur lequel brille le monogramme J. H. S. *Jesus hominum salvator*, adopté par la Compagnie de Jésus, fondée depuis environ huit années. Ces trois lettres sont élégamment entrelacées. La tête du saint, les mains, les pieds, le bas de sa tunique, tout ce qui est en dehors du panonceau, sont peints avec beaucoup d'art et de délicatesse; l'émailleur reçut, pour ce travail, trente sous, ce qui ne paierait pas aujourd'hui l'or qu'il y employa.

Le commencement de la première page est une large et gra-

cieuse vignette, où reparait, en plus petites dimensions, le même monogramme J. H. S. aussi en or et sur fond rouge, quatre-feuilles doublé d'or, placé sur un plus grand, dont le fond est bleu d'outremer, et le revers blanc; au bas, la date 1554, en noir sur un écriteau blanc, à cadre doré. Cet écusson-panonceau est comme déroulé par deux grands anges blonds, dont l'un a les ailes de couleur orangée et la tunique blanche, et l'autre une robe rose et des ailes bleues. A cet écusson se rattache par un ruban d'or une guirlande de fruits, de fleurs et de feuilles, aux extrémités de laquelle sont suspendues des baguettes d'or; des bouquets de fruits sont attachés au milieu et à la pointe inférieure de ces baguettes par des rubans d'or. Deux masques décorent le haut et le bas de l'écusson : le premier porte un croissant sur la tête, et un grand anneau d'or sort de sa bouche; le second, dont la face est entourée de treize rayons couleur de chair, tient suspendue à sa bouche une pomme d'or avec deux feuilles vertes.

Un A bleu sur fond d'or, enjolivé d'une branche de chêne chargée de feuilles et de glands, est l'initiale d'une invocation A L'HONNEUR DE LINCRÉE, DE LINDUISE ET L'ETERNE MAIESTÉ SANCTISSIME TRINITÉ, etc., qui paraît plutôt peinte qu'écrite. Une autre vignette, plus petite, commence la deuxième page : c'est un C d'or sur fond bleu bordé de rouge, et rehaussé, à l'intérieur, de fleurons et de filets blancs; au centre de ce C, le monogramme J. H. S. écrit en or sur un cœur d'un rouge pourpré.

Ce feuillet fait mention des livres de comptes précédents de la confrérie des années 1235 et 1447, donne les noms des bailes et des fonctionnaires du temps.

Après l'inventaire des joyaux et la recette de 1554, les bailes portent en dépense l'achat, fait à la foire de la Grand'Saint-Jean à Fontenay, de quinze douzaines de grand vélin de Bretagne, ayant coûté trente sous tournois la douzaine, vingt-deux livres dix sous, et le port, huit sous quatre deniers.

Les livres de comptes, de reconnaissances, et le terrier furent reliés par Jehan d'Angolesme, *livrayre*, moyennant trois livres, non compris les dix boulons de cuivre et leurs ferrements, payés à Martial Promeyrat, pour chaque livre, une livre tournois.

C'est pour peindre et illuminer lesdits trois livres que Pierre Reymond reçut trois livres tournois. Faisons, à ce propos, si

nous ne l'avons pas faite ailleurs, la remarque que tous les vieux registres manuscrits sur vélin de Limoges, soit les *Fastes consulaires*, ceux des confréries religieuses et laïques, soit même le beau *Missel romain* à l'usage du diocèse de Limoges, qui sont enluminés de fraîches et charmantes vignettes, de lettres ornées, le tout rehaussé d'or comme nos émaux, n'ont pu être peints que par nos émailleurs.

Au n° 403 de son catalogue, M. Didier Petit, de Lyon, a enregistré une coupe de 20 centimètres de diamètre sur autant de hauteur, qu'il regarde comme un chef-d'œuvre : c'est une grisaille où Pierre Reymond a peint, dans la concavité, *Énée racontant ses aventures à Didon*. Cette reine caresse son fils Ascanie; des serviteurs apprêtent un festin. La partie inférieure et convexe est décorée d'ornements en grisaille et or d'une grande finesse. Le fond pourpre du dessous est semé de fleurs de lis d'or; dans le creux du couvercle, des médaillons, entourés d'ornements d'or sur un fond noir, représentent des enfants jouant de divers instruments; sur la partie convexe de ce couvercle, *le Triomphe de Diane*. Comme dans la composition de Jehan Court, Vénus et l'Amour sont enchaînés au char, qui est suivi de chasseresses conduisant des amours enchaînés et des chiens de chasse. Sur le pied, les initiales P. R. et la date 1553. Les attributs de cette coupe et l'époque de sa fabrication donnent à croire qu'elle fut commandée par Henri II pour Diane de Valentinois.

Deux belles coupes de la collection Andrew Fountaine présentent : l'une, la date 1553; l'autre, la singularité d'être quatre fois signée des initiales P. R.

On admire, au musée du Louvre, au n° 322, une aiguière en grisaille, fond noir, chairs colorées et détails dorés, haute de 265 millimètres sur 100 de diamètre; on y lit, dans un médaillon ovale, la date 1554 en lettres noires. Pierre Reymond y peignit, cette année-là, *le Triomphe de Diane*, et des *Chasses aux cerfs et aux ours* : le premier sujet, d'après Androuet du Cerceau; les deux autres, d'après Virgilius Solis.

Diane, avec ses attributs, le croissant, l'arc et le carquois, est assise sur un char traîné par quatre cerfs. A l'arrière de ce char, Vénus, les mains liées, et Cupidon, son fils, dont un bras est attaché à la jambe de sa mère; près de chaque couple de cerfs, nymphes portant, l'une, une couronne; une autre, une pique; une autre, sonnante du cor. Les nymphes sont précédées de deux génies ailés qui jouent de la trompette. Au-dessous de cette

composition, les deux scènes de chasse suivantes : d'un côté, deux chasseurs poursuivant et menaçant de leur lance un enfant qui fuit devant eux et devant leurs chiens; de l'autre côté, un chasseur, secondé de deux chiens, attaque avec sa lance un ours qui mord le fer de son arme; un autre chasseur va percer cet ours, qu'un chien harcèle par derrière. On voit entre les arbres un ours qui s'éloigne, et un ourson qui grimpe le long d'un tronc sans feuillage. Le goulot est orné d'arabesques dorées, et le pied, de guirlandes de fruits en grisaille. De légers ornements noir et or décorent l'anse, émaillée de blanc, sur laquelle est inscrite la date 1554.

Cette année 1554 paraît avoir été l'une de celles où Pierre Reymond exécuta ses ouvrages les plus remarquables. Il fit, pour quelque personnage important, une coupe à couvercle de 24 centimètres de hauteur sur 19 de diamètre. Elle est peinte en grisaille, à chairs colorées, rehaussée de filets d'or. Cette coupe était inscrite au n° 707 de la collection de M. de Bruges. Sur le couvercle, *Meurtre d'Amnon par Absalon* : ce sujet est bordé d'une guirlande de feuillage; le dessous est orné de médaillons sur fond noir à rinceaux d'or. La concavité de la coupe présente *les Israélites autour du serpent d'airain élevé par Moïse*. L'extérieur a pour ornements des mascarons et une guirlande de feuillage; le cône de la tige est décoré de fruits, de têtes d'ange, et de deux cartouches où sont inscrites les initiales P. R. et la date 1554. Sur le pied, trois têtes de femme en médaillons. Dans un quatrième, écu d'argent, à la montagne aux deux coupeaux de sinople, au chef d'or chargé d'une rose de gueules; la bandelette qui entoure l'écu porte cette devise : *ASSES TOST SI ASSES BIEN*. Au-dessous du pied, fleurs de lis d'or sur émail rouge purpurin.

Une autre coupe de notre émailleur a beaucoup de ressemblance avec celle-ci pour les détails de l'ornementation de ses diverses parties : elle est aussi à couvercle, en grisaille sur fond noir rehaussé d'or. P. Reymond y peignit, cette même année, *Loth et ses filles*; on peut la voir au n° 1043 de la collection du musée de Cluny et des Thermes.

Sur le premier plan, le patriarche assis entre ses deux filles; au fond, la femme de Loth changée en statue de sel, et la destruction de la ville de Sodome. Des arabesques d'or sur fond noir forment la bordure. Le pied et l'extérieur de cette coupe sont décorés, comme celle que je viens de décrire, de cartouches :

quatre fleurs de lis d'or ornent la base du pied, et les lettres P. R. sont inscrites sur l'extérieur comme sur l'intérieur de ce beau vase. De riches ornements brillent sur le couvercle, dont la partie convexe présente des portraits d'hommes et de femmes en médaillons alternant avec des génies, des cartouches et des guirlandes de fleurs et de fruits. Au-dessous de ce couvercle, médaillons et arabesques d'or sur fond noir. La signature et le millésime 1554 se lisent dans deux cartouches peints sur le pied.

Le jour de *Monsieur saint Marc* (25 avril) de l'année 1555, les bailes de la confrérie du Saint-Sacrement comptèrent à Pierre Reymond *XX sols pour avoir pourtraict les deux palenes diuoir*. Notre émailleur peignit sur leur registre *le Pourtraict de la Viste de la Cène*, pour lequel il reçut des bailes de l'an 1555 3 livres 44 sous tournois.

La collection Andrew Fountaine conserve deux chandeliers ornés, sur leurs fûts, de figures allégoriques, et, sur leurs bases, de sujets bibliques; ils ont 307 millimètres de hauteur. La signature P. R. et la date 1556 y sont tracées en rouge.

Pierre Reymond est mentionné dans la dépense de l'année 1557 de la baille du Saint-Sacrement de Saint-Pierre pour le *Pourtraict de la Navette à l'encens*, 8 sous 6 deniers: c'était en effet un petit vaisseau d'argent à galerie dorée, dont le couvercle se composait de deux parties réunies par une charnière, et se levait à l'aide de boutons dorés; la cuiller à encens y était attachée par une chaînette. Ce petit navire avait pour support une espèce de piédouche avec galerie également dorée.

Notre artiste a daté de 1558 un grand vase qu'on voyait, en 1833, à Nuremberg, dans la famille des Tücher. Ce millésime est sur la panse avec les initiales P. R., tandis que le couvercle porte la signature *P. Reymon* et la date 1562; on lui assignait 4 pied 2 pouces de hauteur, et un diamètre de 4 pied 4 pouces (environ 39 et 43 centimètres). Cette famille des Tücher, célèbre à Nuremberg, possédait sept pièces émaillées, et toutes revêtues de leurs armoiries, faites pour un de ses membres par Pierre Reymond, de 1558 à 1562.

Pierre Reymond fut élu consul l'an 1560.

M. Jules Labarte décrit, au n° 713 de la collection Debruge-Duménil, une assiette de 1561, *le Mois d'Avril*: homme et femme assis; moutons qu'un homme leur amène pour les tondre. Rebord orné de quatre médaillons séparés par des arabesques: dans l'un, P. R.; dans l'autre, la date. Au revers, buste de femme au mi-

lieu d'un cartouche. Cette assiette, d'un diamètre de 48 centimètres, est peinte en grisaille dont les carnations sont légèrement teintées, mais non celles du revers. Une assiette peinte aussi en grisaille, et des mêmes dimensions, représentant *le Mois d'Octobre*, appartenait à M^{re} de La Sayette, de Poitiers. On lit dans le catalogue de sa collection qu'elle était décorée d'arabesques et animaux fantastiques sur le bord, et, au revers, d'un buste d'homme dans une rosace composée d'enroulements. Sur un des cartouches est inscrit : *P. Remond, 1564.*

Une de ses œuvres capitales de l'année 1564 est une paire de chandeliers peints en grisaille sur fond noir, à chairs colorées et détails rehaussés d'or. On peut les voir au musée impérial du Louvre, où ils sont enregistrés au catalogue sous les numéros 320 et 324 ; leur hauteur est de 340 millimètres, et leur diamètre de 200. Leur décoration est à la fois religieuse et profane.

Les épisodes bibliques de *Ruth et Booz* et de *la Mort d'Absalon*, sont figurés sur leurs bases évasées et circulaires. Ruth, tenant des épis, est désignée à l'attention de Booz, assis, par un moissonneur courbé et armé d'une faucille; gerbes, vases et deux autres moissonneurs; arbres formant la séparation entre cette scène et celle du côté opposé. — Berger gardant ses moutons; maison dans le fond; Booz et Ruth près de la principale porte. Un rang d'oves entoure la base ou pied des chandeliers.

Neptune et Amphitrite, portés sur les flots par deux chevaux marins, suivis d'un triton tenant de chaque main des branches de feuillage. Ce sujet, emprunté à Androuet du Cerceau, décore le renflement du chandelier; le fût est orné de masques coiffés de draperies, de guirlandes et de fruits rattachés à des anneaux. La signature P. R. et la date 1564 se lisent dans deux petits médaillons.

Absalon suspendu par les cheveux à une branche d'arbre. Le cheval du prince est libre; celui de Joab, armé de toutes pièces, est lancé au galop; son cavalier tient une lance en main; cavaliers, dont trois ont des boucliers, et trois de simples armures; arbres et maisons au fond du paysage. Sur le renflement de ce second flambeau, un triton, sonnant de la conque, porte Amphitrite sur la mer; jeune triton ailé et monstre marin dont on ne voit que la tête, sujet d'après du Cerceau. Le fût est décoré comme celui du n° 320. Même signature, même date.

En l'année 1565, notre laborieux et fécond émailleur exécuta un plat ovale de 540 millimètres de longueur sur 375 de largeur ;

il y peignit, d'après Raphaël, la *Cène* en grisaille à fond noir, chairs colorées et détails dorés. C'est le n° 296 du catalogue du Louvre, n° 40 de la collection Durand. Les douze apôtres sont assis autour d'une table couverte d'une nappe; au milieu, l'agneau pascal dans un plat; pains et vin; au centre, Jésus-Christ, et saint Jean endormi sur la poitrine de son divin maître; à gauche, Judas tenant un sac d'argent. Trois autres apôtres sont vus, comme lui, de dos, assis sur des sièges, au premier plan; entre l'un d'eux et Judas, deux grandes aiguères, dont l'une porte la signature P. R., et sur le sol, au-dessous, la date 1565. Au fond, à gauche, on n'aperçoit que la tête d'un quatorzième personnage. Derrière N.-S. Jésus-Christ, deux fenêtres. Une vignette dorée encadre cette composition; le rebord, ainsi que celui d'un bassin dont nous parlerons à l'année 1569, est orné d'une frise formée d'animaux naturels et fantastiques, de satyres et de petits enfants portés dans des chars que les uns traînent et les autres poussent. Une restauration moderne y a ajouté un écusson aux trois fleurs de lis d'or. Deux têtes d'angé ailées, dans un cartouche, décorent le revers, ainsi que deux masques coiffés de draperies, les uns et les autres en carnations animées; couronne de fruits dans des enroulements; au centre, tête d'homme de profil, couleur de chair, sur fond noir pointillé d'or, frise en grisaille ornée de rosaces et d'un médaillon ovale sur lequel est peint un enfant nu.

Pierre Reymond reçut, probablement en 1566, une importante commande du président Séguier (Pierre I) : elle consistait en plusieurs douzaines d'assiettes d'émail, où étaient peints les douze *Mois* et les *armoiries* des Séguier : on en rencontre quelques-unes dans les musées publics et les collections des particuliers. Une de ces séries est traitée avec un soin extrême; les initiales P. R. et la date 1566 y sont inscrites. Ces assiettes sont toutes d'un diamètre de 200 millimètres; on en compte onze au Louvre, dont deux de *Juillet* et deux de *Décembre*, la plupart d'après Étienne de Laulne. Je décris celles qui sont datées :

N° 345. — *Décembre* : grisaille rehaussée d'or, à chairs colorées; homme ayant un couteau entre les dents; pourceau égorgé gisant sur la paille; femme agenouillée recueillant son sang dans un poëlon; près d'elle, couperet et vase; plus loin, un autre homme fait griller deux porcs dont les têtes sortent des flammes; à droite, un de ces animaux, éventré, suspendu à une muraille; dans le haut, le nom du mois et le signe du Capri-

corne. Signature, P. R. La décoration du rebord et du revers est la même que celles des assiettes des autres mois; savoir : pour le rebord, mascarons alternant avec des vases et reliés par des syènes en arabesques; pour le revers, masques et termes alternant entre eux, rattachés par des enroulements et disposés en rosaces.

N° 346. — *Le Mois de Juillet* : faucheur en action dans un pré; autre couché dans l'herbe et vidant une gourde; charretier conduisant une voiture de foin. Dans le fond, arbres et fabriques. Sur le rebord, quatre groupes de chimères accouplées, reliées par des ornements qui entourent un écusson dans le bas de l'assiette. Ces armoiries sont d'azur au chevron d'or, accompagné d'un agneau d'argent en pointe, au chef cousu de gueules, chargé de trois étoiles d'or; armes des Séguier, et la date 1566.

Au centre du revers, tête de guerrier casqué sur un fond pointillé d'or, encadrée par un rang d'oves, de fruits, de cartouches et de têtes de chérubins.

N° 347. — *Le Mois de Décembre*, d'une autre série d'assiettes. Scène du porc égorgé par un homme armé d'un coutelas qui presse l'animal sous son genou; femme recueillant le sang; spectateur apportant un fagot; paysage et monuments au fond. Rebord comme au n° 346; armoiries des Séguier, et date 1566. Revers, de même. Vignette dorée et frise en grisaille complétant l'ornementation. P. R. dans un médaillon de cette frise. Pierre Reymond fut réélu consul pour 1567. Le registre du Saint-Sacrement de Saint-Pierre (confrérie) porte à la dépense de la baille, 1566-1567 : « Au syre Pierre Reymond, pour la pourtraicture qua fait au pāt livre, comme est de bonne coutume, xvij sols ».

Ces peintures consistent en empreinte colorée du sceau de la confrérie, où l'on retrouve le monogramme I. H. S. entouré d'un cercle d'or; le dessin d'un bénitier d'argent d'une grande élégance : l'orifice est orné d'une dentelle découpée, formée de pommes, d'arabesques, de têtes de chérubin; entre cet orifice et la pointe, qui se compose de godrons comme des côtes de melon en relief, diminuant d'épaisseur vers la base, une petite galerie de douze colonnettes. Dans les intervalles qui séparent ces petites colonnes se revoit le monogramme répété I. H. S. Cette galerie est dorée. Les ombres du vase d'argent sont peintes en bleu.

La lettre initiale de ces comptes est un S bleu, avec filets blancs

dans un ovale d'or, lequel est inscrit au milieu d'un carré violet échancré à trois de ses angles, bordé de filets noirs et de quelques ornements blancs très-déliés. Le dessin de la navette d'argent avec ses détails dorés, payé à Pierre Reymon l'an 1557, est daté sur le livre de 1568 : peut-être la baille le fit-elle refaire.

Au Louvre, et au n° 297, on peut voir un bassin circulaire où P. Reymond peignit, l'année 1569, en grisaille sur fond noir, chairs colorées et détails dorés, le sujet de *Jéthro au camp de Moïse* : diamètre, 465 millimètres. Jéthro amène à son gendre Séphora et ses deux fils sur la montagne sainte où Moïse siégeait pour juger le peuple. On reconnaît Moïse aux cornes ou rayons d'or de sa chevelure et à son sceptre. Jéthro est assis près de lui sur des degrés, vieillard ; deux soldats et homme embrassant un tronc d'arbre, à droite ; à gauche, Jéthro arrivant au camp ; tentes dans le fond. Un jeune homme tenant un livre suit Jéthro ; sa fille Séphora, femme de Moïse, est assise au pied d'un arbre avec ses deux enfants ; derrière cet arbre, vieillard et jeune homme causant. D'un autre côté, scène composée de trois femmes à coiffure étrange, assises, et de deux guerriers. Plus à gauche, hommes isolés ; deux autres marchant, ayant en tête le bonnet phrygien ; dans le fond, tentes sur des plans différents. La tente la plus rapprochée a ses rideaux soulevés ; deux femmes reposent sur la terre : une d'elles tient un enfant sur ses genoux. On lit, en lettres noires, sous les pieds de Moïse : EXODE, XVIII, et, sous ceux du vieillard debout, près de Jéthro : P. R., 1569. Une vignette dorée encadre la composition, et une plus petite, le vide central. Le rebord est décoré comme celui du plat où est représentée *la Cène*, décrit à l'année 1565, n° 296 du Louvre. Sur un écusson correspondant à la partie du bassin où est la figure de Moïse on voit encore les initiales P. et R. inscrites en or. Le revers est orné d'un cartouche rond où l'artiste a peint quatre têtes d'anges ailées ; une harpie portant sur la tête une corbeille de fleurs, et un monstre à tête humaine dont le corps se termine par une double queue de poisson. Les enroulements supportent une couronne de fruits coupée par deux masques de couleur de chair, surmontés d'un croissant et entourés de draperies ; arabesques d'or sur fond noir ; frise d'ornements en grisaille relevés par de légers détails dorés.

M. Didier Petit, de Lyon, page xxvi, dans la liste des

émailleurs de Limoges, signale une œuvre de P. Reymond avec ses initiales, du cabinet du roi de Prusse, au Kunet-Kammer, à Berlin.

Une aiguière de la collection de M. Pourtales porte la date de 1572.

Le registre de la confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre mentionne à la dépense de l'année 1572-1573 : « Plus, payé à Pierre Reymond, peintre, pour six pannonceaulx, quatre pour nous, cinq pour Jehan Nouhailher, prebtre, notre combayle, et ung pour le *courrieu* (courrier), v liures v sols ».

Aux comptes de la baille de 1574-1575, article dans les mêmes termes : « Paye **iiii** liures xviiij sols pour des pannonceaux »; dans la même année : « Plus, paye à Pierre Reymon (sic) (l'orthographe variait suivant les écrivains, comme elle a fait pour le nom de Nouailher, que nous venons de citer) pour auoir mis au present libure le pourtraict dung bourdon, trois liures tournois, **iii** liv. ».

Ce bourdon d'argent est porté payé à *Jehan Indot, orpheure*, pour argent, dorure et façon, soixante-une livres dix-huit sous tournois, **lxj** liv. xviiij s. Son image est peinte en regard de ces deux notes. C'est un petit temple à six colonnes, formant six portiques en arcades ornées de dentelures dorées; dans celle du milieu, un crucifix d'or à qui un cœur entouré d'une dentelure sert de piédestal; dans le centre de ce cœur, le monogramme **I. H. S.** en or, comme la bordure; aux arcades de droite et de gauche, deux grands anges, dont les cheveux, les ailes et les vêtements sont dorés, posent une main sur ce cœur, et tiennent, l'un, une croix, et l'autre une colonne. Au-dessus des arcades formées de pilastres, on voit un ange, et, sur celle du milieu, deux, placés aux côtés d'un monogramme plus petit. Corniche d'or; toit en écailles de poisson. Au sommet de ce toit circulaire, très-petit temple hexagone, sur le fronton duquel est assis Dieu le père, avec la tiare et le globe du monde, bénissant de la droite. La douille de ce bourdon ou bâton de grand-chantre est cannelée et dorée; elle s'élargit en rayons courbes pour rejoindre la base de ce petit édifice. La date 1575 est partagée en deux par cette douille.

Un des beaux ouvrages de notre infatigable émailleur pendant l'année 1578 est un grand plat ovale, en grisaille sur fond noir, chairs colorées et détails dorés : *Saphan lisant devant Josias le livre de la loi*; long de 515 millimètres, et large de 395. Ce

sujet est emprunté à l'un des cartons de Raphaël; celui du revers, *la Mort d'Ananias*, à une gravure d'Étienne de Laulne. Ce plat est inscrit au n° 298 du catalogue du Louvre.

Josias est assis sur un trône élevé de deux marches entre deux colonnes; son sceptre est fleurdelisé, et la couronne, qui surmonte son turban, *radée* ou à pointes. Agenouillé devant les degrés du trône, Saphan lit dans un grand livre qu'il appuie de ses deux mains sur un haut pupitre; aux feuillets de ce livre est écrit en lettres noires : *La sainte loi au liure cōservee elue et devant Josias roi puissant, qui veut de faict quelle soit observée, tāt il se rend à Dieu obéissant*. Un autre livre fermé est à terre près du genou du lecteur. Le sacrificateur Hilkéja, et Hajaja, serviteur du roi, sont au premier rang du groupe, au fond; derrière Saphan, Abikam, son fils, et Hachor, fils de Micaja, à ce qu'on peut croire; plus loin, deux vieillards. On lit sur l'estrade du trône : IIII. *Rois*, XXII, 4578, et P. R., sur la droite. Une vignette dorée encadre la composition.

La même frise que nous avons décrite au plat et au bassin, représentant *la Cène et Jéthro au camp de Moïse*, décore le rebord de ce beau plat; la date de 4578 y est répétée dans un écusson en chiffres d'or.

Minerve, le casque en tête, un étendard à un bras, à l'autre, le bouclier où figure la tête de Méduse, est peinte debout sur le revers de ce plat; autour de la déesse, on lit : 4578, *Minerve, mère de tous les arts*, en caractères dorés. Une vignette, dorée aussi, puis une frise en grisaille, entremêlée de brindilles d'or, font à ce sujet un double encadrement. Dans un écusson allongé de cette frise, se retrouvent, en lettres noires, la date *iuillet* 4578, et les initiales P. R. On peut voir par là le goût dominant de l'époque, qui réunissait les sciences profanes aux sciences religieuses : au dedans du plat, sujet biblique; en dessous, sujet mythologique.

Le musée de Cluny conserve deux plaques ovales en couleurs rehaussées d'or, n° 4045 de son catalogue : *Susanne surprise par les vieillards*. Sur la première, à droite, cette inscription dans un carré long : M. IEHAN. GVENIN. 4584, et, au-dessus, le donateur de cet *ex-voto*, à genoux, accompagné de saint Jean, son patron (4).

(1) Un titre de 1504 mentionne la maison d'un Jehan Guenin, rue du Perron-Sainte-Valérie, qui devait une rente à l'abbé de Saint-Martial.

Sur l'autre plaque, le portrait de la femme de Jean Guenin, avec la même date et le même sujet répétés. Ces plaques sont absolument semblables à l'assiette n° 304 du Louvre, signée aussi P. R. Leur travail annonce la décadence de ce talent si laborieusement exercé, décadence amenée sans doute par l'âge avancé de P. Reymond.

Le compte de la confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre fait mention, à l'année 1584, de cette dépense : « Payé à Pierre Reymon pour pourcraire au pñt liure ledict pillier, xx sols ». Ce pilier était un candélabre de bronze, fondu par François Rouland, qui supportait un large entablement en corniche où brûlaient dix cierges; la colonne en était cannelée, et le chapiteau orné d'anges.

Nous n'avons pas trouvé de Pierre Reymond d'autres œuvres ayant de date postérieure, et la note suivante, recueillie au registre des comptes de la même confrérie, pour la baylie, de 1583 à 1584, doit faire penser que notre émailleur était alors bien proche de la fin de sa carrière artistique, et peut-être de son existence.

A la page 94, à la suite du coût du parchemin du livre des *Estatutz*, xx sols, et de celui de sa reliure, x sols, il est écrit : « A Pierre Reymond, peinctre, pour auoir faict ung image au qmensement dicelluy, xxx sols ».

En partant de 1534, et finissant à 1584, nous calculons cinquante années, employées par cet émailleur à produire une quantité d'œuvres variées et estimées.

PIERRE II.

Pierre Reymond, orfèvre, dont nous avons retrouvé le contrat de mariage, en 1648, avec Madeleine Disnematin, et d'autres actes de 1634, n'était pas de la descendance directe de Pierre I^{er} : il peut avoir été son filleul; il était fils de Martial Reymond, émailleur, dont il sera question dans une autre biographie. J'ignore si le second Pierre Reymond a exercé l'art de l'émaillerie : on pourrait lui attribuer, dans ce cas, les derniers ouvrages de Pierre I^{er}, qu'on trouve plus faibles. Il est probable que Pierre Reymond n'eut qu'une fille, mariée à Léonard Bourdeyron, qui payait, au commencement du xviii^e siècle, quatre livres de taille sur sa maison, article 66 du rôle, et les autres héritiers, trente sols.

Si cette Notice n'était pas destinée à être lue devant une Société qui s'intéresse à tout ce qui fait la gloire du Limousin, je m'imposerais l'obligation d'être bref dans les descriptions des produits de notre émaillerie. On a si souvent avancé que les émailleurs étaient ignorants ou illettrés que je crois devoir développer et énumérer avec une certaine complaisance aux yeux de nos compatriotes les diverses œuvres de Pierre Reymond où il s'est montré habile orfèvre, ciseleur, peintre et émailleur. Le grand nombre de ces ouvrages, qui ont nécessité des connaissances si variées en histoire sacrée et profane, et même en archéologie, fera excuser la longueur de ces développements.

Mon goût zélé pour les émaux m'a fait rechercher avec empressement les occasions de voir et d'examiner avec attention tous ceux qui étaient à ma portée. Notre ville possède très-peu d'émaux de P. Reymond. M. Simon, commissaire priseur à Limoges, m'a montré un couvercle de coupe de 11 centimètres de diamètre : de son sommet s'élève un bouton sortant d'un bouquet de feuilles de laurier; sur sa convexité, Tibère et Caligula sont peints en grisaille en deux médaillons entourés de guirlandes de laurier : on y lit les initiales P. R. dans la partie concave; médaillons, bustes d'un homme barbu et d'une femme; les figures et les ornements sont d'un travail plein de délicatesse. J'ai vu le couvercle d'une autre coupe qui devait faire pendant à celle-ci : la tête d'Auguste couronnée de laurier y figurait dans un médaillon. Le mauvais état de sa conservation ne me permit de distinguer que les têtes d'Amour, les arabesques d'or de son ornementation, et la signature abrégée P. R.

La collection de M. Dépéret, curé de Saint-Léonard, renfermait deux salières de ce maître; une troisième, de même forme, qui appartenait à M. J. Senemaud, représentait *Apollon au milieu des Muses*. Le dessous de ces salières était revêtu d'un émail jaune foncé.

Angoulême est plus riche que Limoges en œuvres de P. Reymond : M. Bolle me montra avec orgueil une belle assiette où le *Jugement du pannetier de Pharaon* est traité en couleurs. Son diamètre est de 20 centimètres. Sept personnages entourent le souverain de l'Égypte. On lit sur son trône : PHARAO. Cette composition a pour encadrement des têtes de chérubin et des dragons ailés. Au dos de l'assiette, buveur tenant un verre de vin;

fruits et fleurs. Les initiales P. R. sont inscrites sur les deux faces, dessus et dessous.

M. Callaud, négociant du faubourg Saint-Cybard, avait enrichi sa collection d'une assiette en grisaille de ce maître : il y avait peint *Hercule revêtu de la peau du lion de Némée, escorté de sept guerriers*; un vieillard à qui l'on présente des pigeons. Au second plan, deux vaisseaux, avec leurs pilotes et six rameurs chacun; dans le ciel, trois harpies poursuivies par des génies ailés armés d'épées et de boucliers; de petits satyres sonnant de la trompe, assis sur des chars entre des grappes de raisin, en forment l'encadrement. Au revers, tête d'homme portant un masque comique dans un médaillon entouré des mêmes ornements.

A Poitiers, M^{me} de La Sayette conservait une grande assiette en grisaille teintée, que les rédacteurs du catalogue de sa collection attribuent à Pierre Reymond; elle est enregistrée au n° 456; un sujet tiré de l'Histoire ancienne y est représenté; le bord est orné d'enfants, de rinceaux et de cornes d'abondance; le revers, d'arabesques et de mascarons à têtes d'ange. Son diamètre est de 24 centimètres.

A Lyon, M. Didier Petit était possesseur d'un magnifique triptyque de 60 centimètres de largeur sur 49 de hauteur : cette pièce est proclamée par cet amateur éclairé *une des plus capitales qui soient connues, et qui existent dans les collections de France et de l'étranger*. Elle nous présente un double intérêt en ce qu'elle a été exécutée par un artiste éminent de notre ville, et pour un grand seigneur de la province. Ce triptyque dut en effet être commandé par Philippe de Bourbon-Busset et de Chalus, chevalier, fait sénéchal du Bazadais, l'an 4549, par le roi Henri II, et tué à la bataille de Saint-Quentin le 40 août 4557. Philippe avait épousé, l'an 4530, Louise de Borgia, veuve de Louis II de La Trémouille, héritière de Charlotte d'Albret, dame de Chalus, terre qu'elle porta en dot à son mari. *Jésus-Christ* est peint en grisaille dans le panneau du milieu de ce triptyque, *entouré de ses disciples*; au jardin des Oliviers; dans le cintre du haut de la composition, le *Père éternel*; au volet de droite, *Notre-Seigneur descendant aux limbes*; au volet de gauche, *son Apparition à saint Thomas et aux apôtres*; au cintre du volet de droite, armoiries des Bourbon-Busset, semées de France à une bande en devise de gueules adextrées et sénestrées d'argent, au chef d'argent à une croix potencée d'or, accompagnée de quatre croisettes de même,

qui est de Jérusalem; ange pour support. Au cintre du volet gauche, les mêmes armes accolées *parties* de Valentinois-Borgia, écartelées, au premier et au quatrième, de France; au deuxième, d'or, à une vache passante de gueules accornée d'or, posées sur une terrasse de sinople; au troisième, à trois fasces de sable et trois fasces d'or, contre-écartelées, au deuxième et troisième, de France et d'Albret, qui est de gueules simplement.

M. Didier Petit croit reconnaître dans le style du dessin de ce triptyque celui des premiers maîtres de la Renaissance, et notamment de Raphaël et de Jules Romain. Cette opinion ferait remonter les débuts de Pierre Reymond dans la carrière un peu avant 1534 si cet émail fut commandé à l'époque du mariage de Philippe de Bourbon-Busset avec Louise de Valentinois, l'an 1530; mais, comme il témoigne de la maturité du talent de l'émailleur, il n'est pas impossible qu'il ait été peint long-temps après cette époque, M^{me} de Bourbon-Busset ayant pu la faire faire à l'auteur, aussi bien que son époux. Ses premiers ouvrages, peut-être moins bien payés, furent-ils aussi moins soignés.

Le même amateur lyonnais vante encore la perfection d'une salière de sa collection, n° 99, qui a 115 millimètres de diamètre à sa base et 95 à sa partie supérieure sur 80 de hauteur; des chasses y sont peintes en grisaille, avec cette devise : *Prenez en gre se peti dô*. Dans le creux de la petite coupe, une tête de guerrier; au-dessous, les initiales P. R.

Une autre salière, enregistrée n° 100, est parfaitement semblable à celle-ci, et formait la paire.

M. Didier Petit attribue à Pierre Reymond la coupe n° 102 de son cabinet, où sont peints *les Songes de Pharaon*, *le Triomphe de Joseph*, sur la partie concave; la partie inférieure et convexe présente des ornements en or et grisaille; le pied, *le Triomphe de Neptune* et celui de *Thétis*. Cette déesse se voit encore sur la tige entourée de tritons et de nymphes. Dans la concavité du couvercle, enfants jouant de divers instruments de musique en des médaillons; et, dans la convexité de ce même couvercle, les *Frères de Joseph accompagnant Benjamin et faisant des provisions pour retourner auprès de Jacob*.

La coupe sans couvercle n° 708 de la collection de M. Debruges représente, aussi en grisaille, carnations animées et filets d'or, sur son pied, *les Frères de Joseph chargeant leurs ânes pour aller rejoindre leur père*, et l'intérieur de la coupe, *l'Entrevue de Jéthro et de Moïse*, signée P. R.; à l'extérieur, ceinture d'oves,

bouquets de fruits; autour de la tige, divinités marines; toujours le mélange de sacré et de profane, cachet de la Renaissance. Sa hauteur est de 15 centimètres, et son diamètre de 47.

Le bassin n° 709 est peint de la même manière : autour du point central extérieur, *la Création d'Ève, le Fruit défendu, l'Expulsion du paradis terrestre, et la Mort d'Abel*. Les initiales P. R. se lisent au-dessous d'Adam. Le bord est orné d'un enroulement de grotesques variés; le revers est divisé en quatre compartiments, qui renferment chacun deux sphinx, mâle et femelle, par des figures de femme dont le corps se termine en gaine. Le point central intérieur présente un portrait de femme en émail de couleur; ce même point, à l'extérieur, un portrait d'homme. Ce bassin a 47 centimètres de diamètre.

Au n° 740, aiguière élégante, ou, pour mieux dire, véritable *præfericulum* antique, aussi remarquable par sa forme que par le sujet peint sur sa panse : *le Triomphe de Diane*. La déesse est sur un char traîné par quatre cerfs, suivi d'Amours enchaînés et de chiens de chasse; mascarons et grotesques, au milieu desquels la signature P. R.; sur le pied, ceinture d'oves; hauteur, 23 centimètres. Grisaille comme les n° 708 et 709. On peut en voir les détails, que je supprime, dans une charmante vignette que M. Jules Labarte a placée en cul-de-lampe à la fin du chapitre.

Le Triomphe de Bacchus, coupe avec son couvercle, grisaille à rehauts d'or et chairs teintées, n° 744. Le dieu est sur un char attelé de tigres, suivi de Silène monté sur un âne et entouré de satyres. Au revers, sujets tirés des fables d'Ésope; fond noir et rinceaux d'or; dans quatre médaillons, autant de mascarons. A l'intérieur, buveurs; au bas de la composition, P. R. A l'extérieur, riche cartouche, au centre duquel se rattache la tige du pied, où est peinte *Vénus maritime*, et, au-dessous, la devise : *Non est mortale quod opto*, accompagnant trois écussons, sur l'un desquels les armoiries de Gilles Le Maistre, premier président du parlement de Paris sous les rois François I^{er}, Henri II, François II et Charles IX; d'azur, aux trois soucis d'or, jambés, 2 en chef, 4 en pointe. Sur les autres écussons, les chiffres ou monogrammes de Gilles Le Maistre, G. L. M., et deux G adossés, séparés par un I, sur fond d'or. Animaux chimériques entre les écussons. Hauteur, 23 centimètres et 49 de diamètre.

Le Mois de Juin, assiette en grisaille teintée, de 20 centimètres de diamètre, n° 742 du catalogue. Tonte de moutons par plu-

sieurs personnages; au bas, P. R. Arabesques sur le rebord; au revers, buste d'homme sur fond noir pointillé d'or.

Ventail gauche d'un triptyque, grisaille à carnations colorées, n° 744, chef-d'œuvre attribué à Pierre Reymond : *Paysage traversé par une rivière*. Au premier plan, six personnages, et trois plus loin. Chasseurs regardant un cerf; revers incolore, marbré de rouge. Hauteur, 34 centimètres; largeur, 47.

Plateau à pied, n° 745 : *Loth et ses filles*, à l'intérieur. Au revers, cartouche orné de masques et de médaillons; une rangée d'oves borde le revers; têtes d'ange sur le pied. Grisaille à carnations animées rehaussée d'or. Hauteur, 9 centimètres; diamètre, 24.

Coupe à pied élevé, n° 746. Sur son couvercle, *Benjamin accusé du vol de la coupe que Joseph avait fait mettre dans son sac*. Au revers, quatre cartouches à sujets. Au fond, *les Songes de Pharaon*, dans un médaillon autour duquel sont peints leur explication par Joseph et son triomphe. Au revers, un grand cartouche décoré de mascarons et de guirlandes de fruits; tritons et néréides sur la tige, et, sur le pied, *Moïse frappant le rocher*. Grisaille rehaussée d'or. Diamètre, 47 centimètres; hauteur, 23.

Au n° 747, aiguière peinte de même, haute de 24 centimètres : sur la panse, *Satyre présentant des fruits à un Fleuve*; au-dessous, *Moïse élevant le serpent d'airain*; bordure d'oves sur le pied.

Au n° 748, coupe à pied élevé; grisaille teintée. A l'intérieur, *un Repas*. Sur le revers, guirlande de feuillage. Le pied et la tige sont décorés d'entrelacs avec fleurs en couleur. Diamètre, 48 centimètres; hauteur, 44.

Salière sur pied conique, n° 749. Dans la coupe, *tête de guerrier romain au centre d'une guirlande de bouquets de fruits et de mascarons*; sur le pied, *Loth et ses filles*. Grisaille à chairs colorées de 44 centimètres de hauteur et 9 de diamètre.

Coffret orné de dix plaques d'émail, n° 720. Quatre sujets sur les quatre pans du couvercle en forme de toit : *Berger et bergère avec leur troupeau*; — *Sem et Japhet couvrant d'un manteau Noé, leur père*. — Tête de femme : ÉLÈNE; tête d'homme : ERCULES. Sur le devant du coffre, deux sujets : *Cavalier conduisant une dame par la main*; *jeune seigneur en prenant une autre par la taille*; costumes comme au temps du roi François I^{er}. Sur la face opposée, deux sujets : *Daniel dans la fosse aux lions*, et *Deux paysans portant à l'aide d'un bâton la grappe merveilleuse*. Des inscriptions en vieux français expliquent les sujets. Sur la face

latérale de droite, *Junon*, assise dans un char attelé de deux paons, vient demander à *Eole* de déchaîner les vents contre la flotte troyenne, avec cette légende : *ÆOLUS IMMITTIT VENTOS JUNONE PRECANTE*. Au côté gauche, *Vénus*, trainée dans un char par quatre colombes dirigées par l'Amour, ordonne à celui-ci de se présenter à *Didon* sous les traits d'*Ascanie*. On lit ces autres vers latins sur une bandelette : *CUI VENUS ASCANI SUB IMAGINE MITTIT AMOREM*. Grisaille dorée; hauteur, 28 centimètres; longueur, 47; largeur, 20.

Le *Mois de Juin*, plat rond, n° 724: *Bergère* assise tondant des moutons que lui apportent deux hommes; élégants rinceaux sur le rebord. Au revers, *Mars* debout sous un portique décoré d'arabesques. Camaïeu bleu et or. Diamètre, 26 centimètres d'après Étienne de Laulne. Le Louvre possède quatre assiettes, qui paraissent appartenir à cette collection, signées P. R.

Cuiller n° 722, en camaïeu rehaussé d'or. *Énée* portant son père *Anchise* est peint dans la cavité; le manche, orné de feuillage, se termine en pied de biche.

Après avoir indiqué les émaux datés et signés de P. Reymond que j'ai pu admirer à l'hôtel de Cluny, je dois citer encore une grande coupe à pied, enregistrée au n° 4044 du catalogue de son riche musée. Grisaille : *Moïse rendant la justice* est représenté dans sa concavité; *Moïse au désert*, entouré de *Jéthro* et de *Séphora*. Sur la partie convexe, ornements, arabesques. Sur le pied, divinités marines se jouant au milieu des eaux. A l'intérieur, les initiales P. R.

Autre coupe n° 4045, faisant partie du même service. Dans la partie concave, *Jacob bénissant ses fils*; ses enfants sont autour du lit où le patriarche est couché. A l'extérieur, ornements divers. Groupe de tritons sur le pied, et signature P. R.

Autre coupe à pied, de forme très-évasée, n° 4046. Grisaille teintée : *Diane*. La déesse de la chasse est peinte dans le creux de ce vase, suivie de chiens, de cerfs et de sangliers. L'extérieur est orné d'arabesques à filets d'or. Le pied porte l'écusson du président de Mesmes, écartelé, au premier, d'or au croissant de sable; au deuxième et troisième, d'argent, à deux lions de gueules; au quatrième, d'or, à l'étoile de sable, au chef de gueules, à la pointe d'azur et d'argent. Signé P. R.

Assiette représentant les travaux du *Mois d'Avril*, n° 2030 du supplément au catalogue, signée au bas de la composition : P. R.

L'assiette de la même suite, n° 2034, *Mois d'Octobre*.

Il fit une suite de douze scènes de la *Passion* en petits médail-

longs de 40 millimètres de diamètre (celui d'une pièce de cinq francs), remplis de personnages. On en a recueilli dans diverses collections. Le n° 9 de la suite de la collection Sauvageot offre la scène du *Lavement des pieds*, avec la signature P. R.

Ce qui démontre la variété et la flexibilité du talent de notre émailleur, c'est que, après avoir exécuté ces sortes de miniatures, il peignit de très-grandes figures sur le triptyque aux armes de Philippe de Bourbon, haut de 490 millimètres, collection Pourtales; quatre plaques en grisaille d'un blanc laiteux, dont deux représentent la *Prédication de saint Jean-Baptiste*; une, le *Baptême de Notre-Seigneur*; la dernière, la *Décollation du Précurseur*. Leur hauteur est de 365 millimètres, et leur largeur de 155. La *Prédication* est le sujet le mieux traité. Collection Héricart de Thury.

Grand plat rond à support d'aiguière. Collection Achille Sellière. Au centre, sur le support, portrait de femme, fond bleu; autour, *Scènes de l'histoire de Psyché*; au bas est écrit : L'AMOUR DE CYPIDO ET DE PSICHE MERE DE VOLVTE. 452 millimètres de diamètre. Cet émail, qui satisfait l'œil plutôt sous le rapport de l'effet comme décoration que sous le rapport de la couleur, est une des œuvres importantes de P. Reymond.

Trois plaques, détachées d'une suite de douze scènes de la Passion, d'après Albert Durer, collection Carrand, représentent *Pilate se lavant les mains*; *Jésus portant sa croix*; sa *Mise au tombeau*. Les initiales P. R. sont inscrites sur l'émail brun du tombeau. 445 millimètres hauteur; 83 largeur. La *Déposition de la croix*, de la même suite, est conservée par M. Germeau, notre ancien préfet.

Dans la collection Visconti, plat rond peint en grisaille. *Le Jugement de Paris*; sur les bords, arabesques et têtes de lion en relief; 375 millimètres de diamètre.

Mais c'est au Louvre qu'il faut aller reconnaître le nombre et la diversité des ouvrages de Pierre Reymond, où se remarquent toujours les souvenirs bibliques et mythologiques.

Au n° 299, plat ovale, grisaille sur fond noir, chairs colorées, filets d'or; longueur, 500 millimètres; largeur, 385. *Joseph expliquant les songes de Pharaon*, d'après Étienne de Laulne. A droite, le roi, assis sur un trône, est coiffé d'un turban ceint d'une couronne radiée; dans sa main gauche, un sceptre; les pieds croisés sur un coussin; le trône, élevé de deux marches, est placé sous un dais à baldaquin et rideaux; deux vieillards debout; sur le

devant, Joseph, la main étendue vers Pharaon; derrière lui, vers la gauche, groupe d'hommes à costumes extraordinaires. Arcade au fond, à travers laquelle on aperçoit la campagne, où sont figurées les vaches grasses et les vaches maigres, et des groupes d'épis dorés, songes de Pharaon. Sur les marches du trône, on lit, écrit en rouge : *Pharaon*, Genèse XLI. La vignette dorée qui encadre ce sujet est semblable à celle du bassin n° 300, dont la description va suivre; il en est de même du décor du rebord, qui présente de plus un écu armorié, de gueules au chevron cousu d'azur, chargé de trois croisettes d'or, appointé d'un croissant d'argent, et accompagné de trois quintefeilles de même. Au revers, guerrier tenant une lance, et couvert d'un manteau sous un dais soutenu par quatre colonnettes; frise, comme au n° qui suit.

N° 300. — *Jugement de Salomon* : plat ovale, grisaille fond noir, carnations animées, rehauts dorés; mêmes dimensions que le précédent, et d'après la gravure du même E. de Laulne. Salomon, la couronne en tête et le sceptre en main, est assis sur un trône élevé; devant lui, un soldat tient un enfant par le pied; l'autre main est armée d'un glaive; de chaque côté, les deux mères : l'une à droite, à genoux, tend les bras vers l'enfant; celle de gauche les tient ouverts et pendants; l'enfant mort est étendu sur un linge près du premier degré de l'estrade : un chien s'en approche; sur les trois marches du trône sont tracées, en lettres noires, les paroles de l'Écriture sainte : DATE HUIC INFANTEM VIVUM, INQUIT, QUANDOQUIDEM HEC EST MATER EJUS, ET TIMUEBUNT OMNES REGEM. 3, REG. 3. Nombreux spectateurs, trois à droite, trois à gauche, les autres, à l'extérieur, paraissent entre des colonnes; mur d'appui, et draperie qui sert de fond au trône du roi Salomon; deux groupes de figures : cinq à droite, six à gauche. Jeune homme s'accrochant à une colonne. Au bas de ce petit tableau, la signature P. R. en noir; une vignette dorée encadre la composition. Revers orné d'arabesques en grisaille; le revers est décoré en sens inverse de l'intérieur. Femme en costume des Françaises du xvi^e siècle, les deux mains dans un manchon, debout sous un baldaquin supporté par quatre colonnettes; tête d'enfant ailée sous une corbeille de fruits avec enroulements, servant de couronnement au dais, aux angles duquel deux vases pleins de flammes. Les autres accessoires comme sur l'intérieur du plat, sauf une frise à large dessin enrichie de brindilles d'or.

N° 304. — *Susanne au bain* : assiette en émaux de couleur et rehaussés d'or sur fond bleu; 495 millimètres de diamètre. Susanne se baigne dans le bassin d'une fontaine; deux vieillards, en partie cachés par un arbre couvert de fruits; parterre séparé par une barrière d'une prairie où l'on voit deux personnes dans l'éloignement; à l'arrière-plan, un pavillon à trois étages; ciel parsemé d'étoiles d'or; au bas de la pierre du bassin, les initiales dorées P. R. Une petite vignette d'or encadre la composition. Une frise où des têtes de chérubin alternent avec des vases, séparés par des arabesques que terminent des bustes de femme. Le revers, émaillé en noir, est décoré comme celui des assiettes des mois que je décrirai plus bas sous les n° 307 à 345, sauf la frise, formée d'arabesques dorées.

N° 302. — Assiette peinte de la même manière et des mêmes dimensions que la précédente. Le sujet est aussi le même d'après Jules Romain. Un des vieillards enlace la taille de Susanne d'une main; le second retient son bras gauche. A droite, des arbres; fontaine à gauche; en arrière, un vivier où nagent des canards; plus loin, deux rangs de treillis; maison dans le fond; étoiles dorées au ciel. Les initiales P. R. tracées en or sur la pierre du bassin. Vignette, rebord et revers semblables à ceux du n° 304.

N° 303. — *Susanne traînée devant les juges*, assiette peinte comme les précédentes et les suivantes n° 304, 305 et 306, et du même diamètre. Deux soldats, dont l'un tient une corde, poussent devant eux Susanne, qui croise ses bras sur sa poitrine. Deux vieillards, qui vont la juger, sont assis sur un banc. Un arbre couvert de fruits se voit au centre, et dans le fond deux tentes sur l'herbe d'une prairie. Ciel étoilé, initiales P. R. en or près du pied du vieillard de gauche. Mêmes vignette, rebord et revers.

N° 304. — *Susanne conduite au supplice*, assiette de la même suite : Susanne marchant entourée de cinq hommes d'armes : quatre ont des casques, et trois des boucliers; en avant du groupe, le jeune Daniel, debout, étendant le bras gauche vers Susanne, un sceptre d'or à la main droite; prairies dans le fond; la signature P. R. à gauche, près des pieds des soldats; le reste décoré comme ci-dessus.

N° 305. — *L'Innocence de Susanne proclamée*, assiette en tout semblable aux précédentes. A droite, Daniel assis sur un tronc élevé de trois marches, orné d'une draperie verte; debout près

de lui, Susanne essuyant ses larmes; en avant, à gauche, les vieillards coupables, les mains liées; soldat portant un bouclier; deux autres vieillards et un personnage derrière des halberdars entourent Susanne; femme près d'une colonne sur la base de laquelle est inscrite en lettres d'or la signature P. R. Le fond est rempli par des édifices. Mêmes vignette, rebord et revers qu'au n° 304.

N° 306. — *La Lapidation des vieillards*, assiette de la même suite. Au centre, les deux vieillards à genoux et dos à dos, nus jusqu'à la ceinture, et couverts de blessures saignantes; près d'eux, hommes debout, ayant des pierres dans les mains; un troisième soulève au-dessus de sa tête une plus grosse pierre. A droite, vieux prêtre. P. R. tracés en or entre les pieds du troisième bourreau. Le reste comme à l'assiette n° 304.

Le Mois de Janvier, d'après E. de Laulne: assiette en grisaille, filets d'or, chairs colorées, fond noir, n° 307; diamètre, 200 millimètres, comme les *Mois*, qui vont suivre. Homme et femme assis près du feu, devant une table ronde; deux serviteurs versent à boire, ou portent les plats; deux chiens sont à leurs pieds, et un chat sous le fauteuil du maître; la porte, ouverte, laisse entrevoir un homme agenouillé devant le feu de la cuisine, et par les fenêtres on découvre la campagne. Dans le haut de cette composition, le signe du Verseau sur fond d'or; au bas, le nom du mois, et, sur le manteau de la cheminée, les initiales P. R. Le rebord est décoré de mascarons alternant avec des vases, et relié par des syrènes en arabesques; le revers, de masques et de termes rattachés par des enroulements, et disposés en rosaces. Deux frises concentriques, l'une en légers traits d'or, l'autre en grisaille et or, complètent l'ornementation.

N° 308. — *Le Mois de Février*, même suite d'assiettes: vieillard se chauffant assis devant une cheminée; femme debout, portant une quenouille à sa ceinture; valet chargé de bois; chien, coq et poule sur le premier plan; par la porte ouverte, on voit un homme coupant un arbre dans la campagne; le signe des Poissons dans le haut, et le nom du mois dans le bas de la composition; vers la droite, P. R. Les rebords et revers de toute cette suite sont semblables.

N° 309. — *Le Mois de Mars*: homme coupant du bois; femmes portant un fagot sur l'épaule ou sur la tête; des arbres, des fabriques, remplissent le fond du paysage, avec des moutons paissant, le signe du Bélier, le nom du mois et les initiales P. R.

N° 340. — *Le Mois d'Avril* : berger, la tête couverte, une houlette en main, assis dans un pré; deux femmes cueillent des fleurs, et en placent dans un panier; un chien les accompagne; paysage égayé par des groupes de figures et des animaux; un pâtre joue de la cornemuse en gardant son troupeau; un chasseur anime ses lévriers au son du cor. Vers le ciel, le nom du mois près d'un panier; dans le bas à droite, P. R.

N° 344. — *Le Mois de Juillet* : agriculteurs fauchant un pré ou aiguisant leurs faux; trois enfants se baignent dans une rivière; homme conduisant un cheval traînant une voiture de foin. Signe du Lion, nom du mois, placés en haut et en bas; à gauche, P. R.

N° 342. — *Le Mois d'Août; la Moisson* : un homme coupe, avec une faucille, des poignées de blé; un autre lie des gerbes. On voit deux autres travailleurs en partie cachés; un quatrième, dans le fond, conduit une voiture chargée. Signe de la Vierge, nom du mois; lettres P. R.

N° 343. — *Le Mois de Septembre* : homme ensemençant un champ labouré; poulet et pigeons qui mangent le grain dans les sillons; en arrière, femme assise près d'un sac; plus loin, laboureur dirigeant deux bœufs attelés à une charrue; fabriques et ruines dans le fond du paysage; signe du Scorpion et nom du mois placés comme dans les autres assiettes.

N° 344. — *Le Mois de Novembre* : récolte des glands par un homme armé de deux épieux; nombreux troupeau de porcs sous les arbres; plus loin, une femme broie du chanvre; dans le fond, un pâtre endormi près de ses moutons. Le signe du Sagittaire sur fond d'or, le nom du mois et les initiales P. R.

N° 348. — *Abraham et Melchisédech* : aiguière en grisaille sur fond noir; détails et inscriptions dorés; 300 millimètres de hauteur, 400 de diamètre. Melchisédech y. est peint en costume sacerdotal, présentant des pains à Abraham, dont la tête est casquée, et le corps revêtu d'une armure; le roi de Sodome est auprès de lui, et Loth en arrière. Près d'un arbre, trois hommes et une femme apportent de grands vases de vin; troupe armée dans le paysage du fond. Un chien est aux pieds d'Abraham; des étoiles dorées brillent dans le ciel, et on lit au-dessus de la tête du sacrificateur : *Genèse XIII*. A la partie supérieure de l'aiguière, arabesques se reliant à un muffle d'animal cornu; à droite et à gauche, satyres sonnant de la trompette : ils sont placés l'un au-dessus d'une chèvre, l'autre au-dessus d'un animal

grotesque. Le goulot et le pied sont décorés de feuillages; l'anse, d'ornements rouge et or sur fond d'émail blanc; le bec, d'une arabesque dorée; sur la base du pied, quatre têtes d'ange ailées et paquets de fruits; le dessous est noir parsemé de fleurettes d'or.

N° 349. — Vase en grisaille, etc., comme l'aiguière, haut de 235 millimètres; diamètre, 125. Le même sujet d'*Abraham et Melchisédech*; il y a de moins un porteur de vase, et de plus deux jeunes gens, l'un chargé d'une amphore, l'autre d'un grand plat de pains. La foule du peuple est moins grande: on y a ajouté un mulet, et un corps de troupes de plus dans le fond du paysage; le chien d'Abraham a disparu. Le haut du vase présente Silène étendu, et s'appuyant sur une outre: un satyre lui offre des fruits sur un bassin. Un rang d'oves forme un cercle autour de la composition; un autre décore la base du pied.

N° 323. — Salière hexagone, grisaille sur fond noir teintée de tons rosés; inscriptions et détails dorés; 670 millimètres de hauteur, 80 millimètres de diamètre. — *Adam et Ève*. — *Salomon adorant les faux dieux*. — *Sisara mis à mort par Jahel*, d'après Lucas de Leyde. — *Virgile suspendu à la fenêtre d'une dame romaine*, id. — *Samson et Dalila*, id. — *Aristote servant de monture à une courtisane*, id. — 1° Adam, debout, cueille une pomme sur l'arbre, autour duquel est enroulé le serpent à tête humaine, qui s'abaisse vers Ève à demi couchée à terre, et lui présente le fruit, qu'elle reçoit de la main droite. — 2° Le roi Salomon s'agenouille devant une colonne supportant une idole. On lit sur son piédestal: P. R.; dans le haut: SALOMON. — 3° Sisara est vu de dos, étendu près d'un arbre; Jahel tient un marteau et un clou déjà enfoncé dans la tête de Sisara. On lit à l'un des côtés: SISERO. — 4° Virgile est assis, les bras croisés, dans un grand panier suspendu à une fenêtre où deux femmes sont accoudées; groupe de spectateurs à droite, à l'angle de la maison; dans le haut, le nom de VIRGILE. — 5° Samson sur les genoux de Dalila, qui tient une mèche de ses cheveux et des ciseaux; Philistins dans le fond. — 6° Aristote marchant sur les mains et les genoux; une jeune femme, à cheval sur son dos, tient, d'une main, un cordon passé dans la bouche du philosophe, de l'autre, fait claquer un fouet. — Le creux destiné à recevoir le sel est décoré d'un profil d'homme casqué, entouré d'une frise formée par des cornes d'abondance alternant avec des

vases de fruits. Sur la face antérieure, profil de femme encadré par des guirlandes de fruits rattachées à des anneaux.

N° 324. — Salière faisant pendant à la précédente, peinte de la même manière et des mêmes dimensions : scènes de la vie d'Hercule : 1° ce héros étouffant Antée; — 2° combattant Cerbère; — 3° enlevant Déjanire; — 4° soutenant le ciel; — 5° Mort du centaure Nessus; — 6° Mort d'Hercule. — Hercule soulève Antée, et l'étreint vigoureusement de ses bras. On lit au-dessus : **ERCULES ANTE**. — Cerbère est sur le point d'être frappé de sa massue. L'inscription **SERBERE GVANE** et les initiales **P. R.** en noir. — Le demi-dieu, vu de dos, enlève Déjanire, dont le bras est posé sur son épaule; il tient, de la droite, une mèche de cheveux d'Acheloüs, qui a une tête humaine et un corps de taureau. **ERCULES PRIN DEIANIRA**. Hercule soutient sur ses épaules le globe céleste, et combat l'hydre sur l'arrière-plan. — Nessus, sur le devant, renversé et percé d'une flèche; dans le fond, Hercule et Déjanire. — Hercule couché au milieu des flammes. — Au creux supérieur de la salière, profil de femme; guirlandes rattachées à des anneaux ou à des têtes d'animaux; à la base, même décor qu'au n° 323, à l'exception de la tête, qui est celle d'un empereur.

N° 325. — Autre salière plus grande, grisaille, détails dorés; hauteur, 84 millimètres; diamètre, 105 millimètres. *Vénus et les Amours, Didon recevant Énée*, sujets tirés de l'Énéide, d'après une gravure par Marc-Antoine de l'œuvre de Raphaël. Vénus assise dans son char attelé de quatre colombes; Cupidon debout sur un nuage au-dessus des colombes; jeune enfant à demi couché sur la partie la plus élevée du char; deux Amours précèdent ce char; un troisième le pousse par derrière. Au compartiment opposé on voit Didon et Énée marchant en compagnie d'Achate et d'une femme. Énée est costumé à la mode du xvi^e siècle, et les trois autres personnes sont vêtues à l'antique. Dans la coupe au sel, profil d'homme coiffé du bonnet phrygien; tout autour, arcs et flèches en grisaille reliés par des arabesques dorées. — Revers noir.

N° 326. — Couvercle de coupe, grisaille rehaussée d'or sur fond noir; diamètre, 185 millimètres. *Triomphe de Neptune*, d'après une gravure de Ducerceau; sujet représenté aussi sur une autre salière du même musée où la signature de Pierre Reymond a pu être inscrite. Neptune, armé de son trident, et Diane, tenant un arc, sont portés sur les eaux par des dauphins, et suivis de

syènes qui les couronnent de fleurs. Il y a de plus sur cette salière un triton ailé soufflant dans une longue trompette marine. Amphitrite dirigeant deux chevaux marins, et s'appuyant sur Neptune; centaure marin portant des branchages, et un génie ailé livrant un voile au souffle des vents entre les deux groupes. Le dessous de ce couvercle est décoré d'une rosace centrale, et, sur les bords, d'enlacements et d'arabesques, de deux têtes surmontées d'un croissant; une guirlande de fruits et de feuillage, en grisaille, complète ce décor, et une vignette dorée borde les contours du couvercle.

N° 327. — *Triomphe de Diane*, autre couvercle en grisaille, comme celle n° 326; de plus les chairs colorées. Gravure de Ducerceau. Diamètre, 492 millimètres. Le groupe principal est la reproduction de celui peint sur l'aiguière n° 322; dans celui-ci l'Amour a de plus un bandeau sur les yeux; un lien passe des mains de Diane au bras de Vénus; un chien au bas du char. Nymphes tenant un rameau près de la déesse; une autre en arrière du premier couple de cerfs; un arc et un carquois sur la terre; derrière les génies sonnant de la trompette, une nymphe sonnant du cor a été supprimée; on y a ajouté une nymphe élevant dans les airs, comme trophée, l'arc et le carquois de l'Amour au bout d'une lance; autre nymphe tenant en laisse, d'une main, deux lévriers, et, de l'autre, les trois Grâces, ailées et nues, liées ensemble par des cordons. La marche est ouverte par une nymphe portant une lance avec un trophée de chasse, et une autre armée d'un arc et d'un carquois; viennent ensuite d'autres qui ont chargé une lance de bois de cerf, ou qui frappent un des chiens accouplés; un cor est à terre devant elles. Audessous du char, en lettres noires, la signature P. R. Le revers est orné de quatre médaillons ovales; deux figures d'homme et deux de femme en tons de chair et grisaille sur fond noir pointillé d'or; des arabesques dorées et une couronne de feuillages en grisaille complètent la décoration de ce couvercle.

N° 328. — Plaque émaillée en couleurs rehaussées d'or, haute de 204 millimètres; large de 464 : *Jésus lavant les pieds de ses apôtres*. Le Christ, à genoux, tient le pied droit de saint Pierre, qui joint les mains, et dont le pied gauche est plongé dans l'eau d'un bassin. Saint Jean près de lui, avec un linge sur l'épaule, porte une aiguière; neuf autres apôtres sont dans le fond en diverses attitudes. Toutes leurs têtes sont ceintes d'un nimbe d'or; celle de J.-C. se détache sur une auréole dorée; le bassin

est placé dans une espèce de courant d'eau, entre le banc de saint Pierre et le gradin où le Seigneur est agenouillé. Le revers est incolore.

N° 329. — Plaque plus grande, peinte de même; 225 millimètres de hauteur, 285 de largeur : *la Visitation*. — Sainte Élisabeth, debout, reçoit Marie à la porte de sa maison. Les saintes sont toutes deux vêtues d'une longue robe et d'un manteau, et, leur tête, enveloppée d'un voile blanc, est entourée d'une auréole d'or; une servante est sur le seuil de la maison d'Élisabeth; une autre, debout derrière Marie; mur et une porte en arcade; construction dans le fond; au-delà, colline, moulin à vent à ailes carrées, ciel étoilé. Les vêtements sont bleu d'azur ou violet pâle, ornés de larges filets d'or. Revers incolore.

Le n° 330, plaque de même dimension, émaillée de la même manière. *La Nativité de saint Jean-Baptiste*. Élisabeth dans un lit en usage au xvi^e siècle, la tête couverte d'un voile blanc, et entourée d'une auréole : une femme lui présente le petit saint Jean, et une autre une tasse. Au pied du lit, Zacharie, assis sur un escabeau; troisième femme préparant un berceau. Le feu brille dans une grande cheminée, devant laquelle est placé un bassin; arcade au fond; au milieu, une fenêtre entre deux bancs. Les étoffes des vêtements sont bleu d'azur, brun jaune, violet pâle, rehaussées d'or. La couverture du lit est bleue, ornée de fleurettes dorées. Le revers de cette plaque est incolore.

Autre plaque, peinte de même, large de 240 sur 245 millimètres de hauteur : *Baptême de Notre-Seigneur Jésus-Christ*. Le Sauveur du monde, debout dans le Jourdain, est baptisé par saint Jean, agenouillé sur le rivage. Au ciel, Dieu le père, coiffé d'une tiare, et tenant à la main un globe surmonté d'une croix, porté par des nuages d'où s'échappent des rayons se détachant sur un fond d'or. Sur un même fond, un peu plus bas, l'Esprit-Saint, la divine Colombe, plane au-dessus de Jésus, dont la tête est entourée de rayons mêlés à ceux de la gloire céleste; à droite, un ange porte le manteau de N.-S. Arbres dans le fond; quelques animaux sur les gazons; revers incolore. N° 334 du catalogue du Louvre.

Douze scènes de la Passion, d'après Albert Durer, et les quatre *Évangélistes* : douze plaques rectangulaires et quatre circulaires en émaux de couleur rehaussés d'or, de 332 à 347 millimètres, dans un même cadre aux armes du connétable Anne de Montmorency. Hauteur, 480 millim.; largeur, 445; diamètre des

médallions, 140 millimètres. Ces émaux décoraient la chapelle d'Écouen.

N° 332. — *Jésus célébrant la pâque avec ses disciples.* — Jésus et les douze apôtres entourent une table couverte d'une nappe blanche au milieu de laquelle est servi l'agneau pascal. Saint Jean est endormi sur les genoux de son divin maître, qui appuie un bras sur son épaule, et bénit de la main droite. On ne voit pas les visages de quatre convives assis sur des bancs ornés de sculpture. Judas tient une bourse de la main gauche; il est vêtu de bleu. Derrière lui, une aiguière sur un pavé en mosaïque très-simple; les trois arcades du fond soutenues par des colonnettes accouplées. On voit un ciel étoilé d'or; une auréole d'or brille autour de la tête de Notre-Seigneur.

N° 333. — *Jésus au jardin des Oliviers*, à genoux, les pieds nus, les mains jointes; à droite, un ange plane dans les airs, tenant un calice. Au bas du premier plan, les deux fils de Zébédée et Pierre endormis: ce dernier a une épée sous le bras; dans le fond, d'autres disciples dorment assis. Plus loin, à gauche, Judas, une bourse en main, précède des soldats armés entrant dans le jardin. Arbres et barrière par-dessus laquelle une colline verte, le ciel étoilé et un rocher sur lequel se détache la figure de Jésus, dont la tête est entourée d'une auréole dorée; des cercles d'or se dessinent en nimbe, et ceignent les têtes de Pierre, Jacques et Jean.

N° 334. — *Le Baiser de Judas.* — Jésus debout, et vu de profil, la tête nimbée d'un cercle d'or; Judas l'embrasse, et appuie la main sur son épaule; en arrière, soldats portant des lances, et l'un d'eux une courroie; à droite, dans un coin, Pierre brandit une épée, et tient renversé Malchus sous son genou: celui-ci se défend, et protège son visage avec une lanterne. Au fond, vers la droite, disciples s'enfuyant, et soldat en arrêtant un par son manteau; à gauche, guérite et soldat; au-dessus de la barrière du jardin, une colline et les étoiles d'or dans le ciel.

N° 335. — *Jésus conduit chez Caïphe.* — A gauche, Jésus, conduit par des soldats armés de piques, a la tête ceinte d'un cercle d'or; à droite, Caïphe, sur un siège élevé de deux marches; dans le fond, les anciens et les scribes. Au premier plan, vieillard debout, chien blanc couché sur le sol; sur le mur du fond, deux arcades laissant voir l'azur du ciel.

N° 336. — *Jésus frappé de verges.* — Au centre, N.-S. attaché à une colonne, avec un linge autour des reins pour tout vêtement.

De la tête aux pieds, sa peau est tainte du sang de ses meurtrissures; son manteau est à terre. Deux hommes, l'un armé de verges, l'autre d'un fouet à lanières, s'apprêtent à frapper Jésus. Dans le fond, rempli de détails d'architecture, quatre scribes ou anciens d'Israël.

N° 337. — *Jésus couronné d'épines*. — N.-S. est debout vers la droite sur une estrade de quatre marches; son corps est couvert de plaies saignantes; sa tête, couronnée d'épines; un roseau est dans sa main gauche; deux personnages relèvent, chacun de leur côté, le manteau qui cachait ses épaules, pour le présenter au peuple; soldats armés de lances et vieillards dans le fond, dont les détails architectoniques n'empêchent pas de voir un coin du ciel étoilé. La tête de J.-C. est entourée d'une auréole dorée; une agrafe attache son manteau; au-dessus de lui, baldaquin à rideaux, et, au-dessous, une ouverture en forme d'arc, garnie de barreaux croisés, celle d'une voûte pratiquée dans l'estrade.

N° 338. — *Jésus devant Pilate*. — Pilate se lave les mains devant le peuple; il est assis à gauche sur un trône. Serviteur qui tient un bassin, et lui verse l'eau d'une aiguière. Jésus, debout, couronné d'épines et vêtu d'une longue robe, est escorté par des soldats armés de piques, et conduit par un jeune homme vêtu d'une courte tunique. Dans le fond, scribes et anciens au nombre de quatre; derrière eux, ornements d'architecture; au-dessus de têtes des soldats, ciel étoilé d'or. Petit chien blanc couché au pied du trône de Pilate.

N° 339. — *Jésus portant sa croix*. — N.-S. est renversé sous le poids de sa croix, et s'appuie, de la main gauche, sur une pierre du chemin; un soldat va le frapper d'une petite massue; le jeune homme du n° 338 le frappe de sa pique; en arrière, deux soldats armés; un peu plus loin, saint Jean, la sainte Vierge, une sainte femme et quelques autres dont on ne voit que les têtes, au-dessous d'une porte de ville. Dans le fond, à la cime du Golgotha, deux potences; au-dessus, ciel étoilé d'or; des soldats entourent les croix, et d'autres, armés de piques, en approchent; un d'eux porte une échelle. La tête du Christ est couronnée d'épines et d'une auréole d'or.

N° 340. — *Jésus crucifié*. — Le Sauveur du monde, couronné d'épines, et le sein déchiré par une blessure saignante, est attaché à la croix, dont Marie-Madeleine embrasse le pied; à gauche, la vierge Marie; à droite, l'apôtre saint Jean. On voit

Jérusalem dans le fond. Six têtes d'ange ailées, se détachant sur des nuages, forment une guirlande en arrière de la croix, qui porte l'inscription I·N·R·I. Auréole d'or à la tête du Christ, nimbe plein à celle de la Vierge Marie, et cercle d'or à celle de saint Jean.

Jésus mis au tombeau, n° 341. — Joseph d'Arimathie et Nicodème déposent son corps dans le sépulcre; un peu en arrière, la sainte Vierge, saint Jean, Marie mère de Jacques et Marie femme de Zébédée; Marie-Madeleine, à genoux, tient un vase de parfums; deux autres vases semblables sont posés sur le rebord du sépulcre, et à terre, près de la couronne d'épines; dans le fond, à gauche, une grotte recouverte de verdure, et, à droite, les monuments de Jérusalem.

La Résurrection de Notre-Seigneur, n° 342. — J.-C. est debout, à demi couvert d'un manteau, les pieds posant sur son tombeau, tenant une croix à bannière au milieu d'une gloire dorée; deux soldats couchés au premier plan, l'un endormi, et l'autre se soulevant à l'aide de sa hallebarde; un autre dormant à droite, au fond; un quatrième, à gauche, s'enfuyant épouvanté. Arbustes à l'arrière-plan; l'azur du ciel est étoilé d'or.

N° 343. — *L'Ascension de N.-S.* — Les apôtres réunis sur le sommet d'une montagne; vers la gauche, la sainte Vierge, debout et les mains jointes; un pli de son long manteau couvre sa tête. Au milieu du premier plan, deux apôtres, vus de dos, sont agenouillés; les autres sont debout, priant, et levant les yeux au ciel. Au-dessus des nuages on aperçoit les pieds et le bas des vêtements de N.-S. se détachant sur un fond pointillé d'or. La tête de Marie est surmontée d'un nimbe d'or.

N° 344. — 1^{er} médaillon : *saint Jean l'Évangéliste*. — Il est assis, vu de profil, au pied d'un arbre, sur le rivage de la mer; il écrit un livre, posé sur ses genoux; un aigle est près de lui; dans le coin, à gauche, fond de paysage, et, au-dessus, des nues entr'ouvertes laissent apercevoir le nom de Jésus. La tête de saint Jean et celle de l'aigle sont surmontées d'un nimbe d'or semblable; l'oiseau tient dans son bec l'encrier et le grattoir de l'écrivain.

N° 345. — 2^e médaillon : *saint Luc l'Évangéliste*. — Ce saint est vu de profil, assis sur un siège devant un pupitre qui supporte un livre qu'il feuillette d'une main; il écrit, de l'autre, un livre placé sur son genou; bœuf couché derrière son siège.

A gauche, au fond, dressoir garni de vases et de bouteilles; les murs de la chambre sont percés de deux fenêtres cintrées garnies de losanges de verre; à droite, une ouverture laisse voir la campagne et le ciel. Saint Luc est coiffé d'un bonnet entouré d'un nimbe doré.

N° 346. — 3^e médaillon : *saint Marc l'Évangéliste*. — Il est assis sur une chaise devant une table, et écrit sur un papier placé sur un pupitre près duquel un flambeau est allumé; le lion est couché derrière son siège; deux livres reposent sur le parquet en mosaïque à carreaux. Aiguère et bouteille sur un bahut au loin à gauche; fond d'architecture percé de trois fenêtres par lesquelles on voit le ciel; draperie bleu à fleurons d'or suspendue vers le centre; la tête chauve du saint est entourée d'une auréole et d'un nimbe.

N° 347. — 4^e médaillon : *saint Mathieu l'Évangéliste*. — Il est assis sur un bahut, près d'une table en hémicycle avec pupitre, et touche, de la main droite, un grand livre, et, de la gauche, un plus petit posé sur son banc; l'ange, un peu en arrière, semble tourner les feuillets du livre du pupitre. Au fond de la chambre, à droite, ouverture qui laisse apercevoir la campagne ainsi que les monuments d'une ville et le ciel. Saint Mathieu est coiffé comme saint Luc; sa tête, comme celle de l'ange, est entourée d'un nimbe d'or.

Ces douze plaques sont disposées sur trois rangs de quatre; les médaillons, aux extrémités du premier et du troisième rang. Celles du second rang sont occupées par des panneaux où sont sculptées les armes de Montmorency et celles de Savoie; on y voit aussi un chiffre composé des lettres A. D. M. en relief et dorées, initiales du connétable. Ces émaux, qui sont une imitation assez libre des gravures en bois d'Albert Durer, en ont reproduit jusqu'au travail; ils ont le ton et l'apparence de quelques œuvres de Pierre Reymond, ce qui permet de les lui attribuer; leur hauteur est de 245 millimètres, leur largeur de 460.

Dans *l'Illustration* du 2 mars dernier, M. A. Darcel, à l'occasion de la vente de la collection d'Albert, ancien danseur de l'Opéra, cite les prix suivants de trois émaux de Pierre Reymond, artiste qu'il reconnaît pour fécond, mais un peu sec : assiette n° 54, 400 fr.; coupe n° 57, 845 fr.; très-belle coupe à couvercle, *Enlèvement d'Europe*, 4,400 fr.

Dans un remarquable article publié, le 23 mars dernier, au supplément du *Moniteur universel*, M. le comte Clément de Ris,

après avoir rappelé que, depuis plus de vingt ans, le grand-seigneur russe Soltikoff avait formé une des plus curieuses collections de Paris, où il avait transporté en bloc le cabinet de M. Debruges-Duménil en 1847, cite, parmi les émaux de Limoges peints par les Pénicaud, les Limosin, les Courteys, Court et de Court, plusieurs coupes et un plat à ombilic de Pierre Reymond; un magnifique plat rond, représentant les noces de Psyché d'après Raphaël, d'une intensité de tons et d'une conservation remarquables; l'un des plus précieux morceaux de cette collection, une coupe dans l'intérieur de laquelle est peint un festin, signée P. R., et datée de 1546.

Je dirai en finissant qu'on a aux archives beaucoup d'actes concernant la famille Reymond, depuis celui qui concerne la vigne de *Pierre Reymond* dit Bertrand, à Chinchaveau, de l'an 1286; les consuls *Jacques* et *Pierre*, 1537, 1560 et 1567; le notaire *Léonard*, de 1553 à 1558, jusqu'à *Louis* et *Jacques* dit Reytoil, fils de feu Gabriel et de Marguerite Reynou, demeurant en *dévalant des Bancs* à la rue Manigne vers 1606; Reymond, cartier, rue Font-Grouleau (*Consulat*), 1650; Antoine Reymond dit *Famine*, rue des Arènes. Un Reymond vendit une propriété au clos Chaudron au sieur Rasez vers 1700. Cette famille des Reymond s'est continuée jusqu'à nos jours : j'ai été baptisé par un prêtre de ce nom; des branches de cette famille habitent Châteauneuf et Eymoutiers.

M. C. de St-Cyr, de Laval, possède une *Mise au tombeau de J.-C.* par P. Reymond.

MARTIAL REYMOND.

Les émaux, peu nombreux, signés des initiales M. R., qui sont celles de Martial Reymond, n'étant pas datés, ne peuvent nous fournir de renseignements bien précis sur cet émailleur. D'après une hypothèse que j'ai répétée souvent, et qui me paraît assez vraisemblable à cause des usages de ce pays, je présume que Martial était fils de Pierre I^{er}, parce qu'il donna le nom de son grand-père, comme parrain, à son fils Pierre Reymond, dont je parlerai à son rang; il était l'époux de Françoise Blanchard, qui figure en qualité de sa veuve dans plusieurs actes postérieurs à son décès, où il est toujours désigné comme artiste

émailleur, pendant qu'un autre Martial Reymond, un des tuteurs des mineurs qui lui survécurent, n'est jamais désigné autrement que par le nom de Martial Reymond orfèvre. Cet émailleur fit son testament en 1598, et tout porte à croire qu'il mourut peu de temps après, puisque les actes de succession ou de poursuites de vente de ses biens sont de l'année 1599. En effet une sentence de la cour présidiale de Limoges de 1599 relate des actes de 1550, 1573, 1576, 1588, 1592, 1597 et 1598 de production de titres de ses créanciers, au nombre desquels figurent le vénérable abbé de Saint-Martial maître Léonard Clouzaud et son orfèvre maître Pierre Guybert, qui repoussent l'opposition faite par Jean et Martial Reymond frères, tuteurs des hoirs dudit feu Martial, à la subhastation des biens dudit défunt, en présence d'autre Martial Reymond. Jehan Clément était le procureur des tuteurs Reymond. Un ordre avait été ouvert dès 1593 pour établir un rang parmi les créanciers, qui étaient inscrits au nombre de sept. On voit par cette sentence, où figurent les noms de trois Martial Reymond, que notre émailleur ne laissait pas une grande fortune, puisqu'elle était ainsi grevée, et que Pierre Guybert aurait offert de son bien une somme de 750 livres : peut-être pourtant n'agissait-il ainsi que dans l'intérêt des enfants, qui ne sont pas nommés dans cet acte.

Un contrat de 1577, invoqué, en 1634, par Pierre fils de Martial, semble établir qu'il était petit-fils de Pierre I^{er} Reymond, l'habile et fécond émailleur, et que par conséquent notre Martial serait son fils, comme je l'ai présumé en commençant cet article. Martial I^{er} n'avait pas encore été rayé du rôle des tailles en 1602 : il y était inscrit, article 204, au quartier de Manigne, pour un écu, avec le titre de *sire* Martial Reymond, qu'on donnait, je pense, aux peintres du roi.

J'ai vu, de ce maître, chez M. Pillot, de Bordeaux, un plat ovale de 48 centimètres de long sur 34 de large : Martial y a peint la prise d'une ville (Jérusalem). Un vieillard se prosterne, en signe de soumission, devant un roi ou empereur accompagné de ses généraux ; au bas, un écusson au champ d'azur, chargé de trois bandes, croix et besants. Cet écusson doit appartenir à un grand-seigneur dont la noblesse remonte au temps des croisades. Ce plat est signé M.REYMOND.

M. Jules Labarte cite un triptyque *d'une belle ordonnance, en émaux de couleur*, qui est conservé à la Kuntz-Kammer de Ber-

lin, et signé M. R. Les deux volets de ce triptyque, exécuté, selon lui, vers la fin du xvi^e siècle, portent les armoiries de Clément VIII, pape de 1594 à 1605. M. Labarte juge, d'après cet émail, que le dessin de Martial Reymond est assez correct, et ses têtes surtout, bien étudiées, mais que son coloris est généralement d'une teinte très-pâle. Cet émailleur employait le paillon et l'or pour les rehauts.

M. Didier Petit, de Lyon, parle aussi du plat de M. Pillot, de Bordeaux, et de petits médaillons peints, comme le plat, avec paillon, par Martial Reymond, qui sont aujourd'hui au musée du Louvre.

Celui de Cluny possède aussi un émail, médaillon de cet artiste, n° 4083 de son catalogue; il est signé au bas, à droite, de ses initiales liées ensemble : on y voit Mercure debout dans un édicule.

N° 444 du catalogue de M^{me} de La Sayette. — Plat ovale : hauteur, 36 centimètres; largeur, 27; couleurs et paillon; figure allégorique couronnée de fleurs et richement drapée, signée M. R.; mascarons, animaux fantastiques et fleurs rehaussés d'or sur le bord. Au revers, Pallas debout dans une couronne de laurier.

Une plaque cintrée par le haut, en émaux de couleur, de la collection Albert Decombe, sur laquelle est peinte *la Cène* avec ornements de paillon, est signée de même; elle est haute de 98 millimètres et large de 77.

Le Louvre, si riche en œuvres de nos émailleurs, conserve six scènes de la Passion, citées par M. Didier Petit, sur médaillons de 54 millimètres de diamètre, en couleur, paillon et filets d'or; ils enrichissent l'encadrement d'une *Vierge* et *l'Enfant Jésus* de Jean III Pénicaud, n° 474; ils sont numérotés au catalogue de 444 à 446.

Jésus sur la croix entre sa mère et saint Jean l'Évangéliste.

Pieta : le corps de Jésus sur les genoux de sa mère, soutenu par saint Jean et Marie-Madeleine fondant en larmes; M. R. aux pieds de l'apôtre.

Jésus succombant sous le poids de sa croix : trois soldats, les deux Marie et saint Jean.

Le Couronnement d'épines : un soldat ceint la tête de Jésus-Christ d'une branche d'épines; un autre lui met aux mains un roseau.

La Résurrection : Jésus-Christ, au milieu d'une gloire d'or,

debout sur la pierre du tombeau, tient la croix triomphante; deux soldats renversés, deux autres fuient.

Jésus mis au tombeau par Joseph d'Armathie : les saintes femmes Madeleine, Marie mère de Jacques et Marie mère de Salomé; M. R., près d'un vase d'or à parfums.

M. Germeau, dont la riche collection augmente tous les jours, m'a montré tout récemment une plaque émaillée de 46 centimètres de hauteur sur 43 de largeur, *la Nativité de Jésus-Christ*, en couleur, où le bleu et le vert dominant; des filets d'or et des ornements de paillon en relèvent l'éclat. On y voit le divin Enfant entouré d'anges adorateurs, la Vierge et saint Joseph; on aperçoit la tête du bœuf et l'âne entier peint en vert; un évêque est à genoux, au premier plan, tenant sa tête à la main. Saint Denis était probablement le patron de celui qui fit faire cet émail, signé des initiales M. R., dont le revers incolore est légèrement marbré de vert.

Françoise Blanchard, veuve de Martial Reymond, lui survécut un grand nombre d'années : nous conservons aux archives un contrat du 22 juin 1618 où sont stipulées les conditions du mariage de Pierre Reymond, orfèvre, fils de feu Martial, aussi orfèvre, et de Françoise Blanchard, avec Madeleine Disnematin, fille d'André Disnematin et d'Anne Benoist. « Les pere et mere de Madeleine et un oncle lui constituent en dot et *péculliere* la somme de six cents livres, trois *robbes* de *drapt* noir, d'*escarlatte* rouge et violette, garnyes d'*ung* corps de robe, deux *chapperons*, deux *garderobbes* de serge et cravel, *ung* *tablier* de *tafetas* garny de crochets d'argent, douze chemises, six *colles*, six coiffes, deux paires fausses manches de *toylle*, et tout ce que ladite Madeleine porte de présent, qui est *ung* demy-seing denuiron trois marc3 d'argent et un *frontal* de perles. Benoist, oncle de Madeleine, donne cent livres; Anne, sa sœur, deux cents livres, et André Disnematin, de son bien, trois cents livres et les habits; de laquelle dite somme ledit Reymond, présent, prenant et *recep-uant* en especes de *pistolles*, *escus*, *quarts d'escus* et autre monnoie, s'est *contenté* et les a *quitées* par les présentes, etc. Signé au bas de l'acte : Pierre Reymond; Madalayne Disnematin; Françoysse Blanchard, veufve de Martial Reymond, etc., le 22 juin 1618. »

Ladite Françoise Blanchard fit donation, l'an 1627, à ce même fils Pierre Reymond, pour les services qu'elle en avait reçus, de tous ses biens meubles et immeubles. En conséquence de cette donation, Pierre Reymond s'obligea de faire mettre à

sainte sépulture sa dicte mere, et d'employer la somme de 60 livres tant pour faire prier Dieu pour son ame que pour les autres frais *funéraires*. En cas d'incompatibilité, la dame Blanchard se réserve son lit, courtines, *linceulx*, son linge, etc., qui reviendront, après son décès, à Pierre, son fils, sauf deux robes, qu'elle veut donner à ses deux filles. Cybot, notaire et tabellion royal héréditaire. L'acte fut homologué, en 1628, par Décordes.

En 1629, Pierre Reymond et sa sœur Marguerite, épouse de Jehan de La Voulte, furent obligés d'assigner leur mère Françoise Blanchard, veuve de Martial Reymond, pour se faire donner quittance de la pension qu'ils lui avaient payée, des meubles et hardes qu'ils lui avaient cédés : Pierre Reymond est qualifié dans l'acte du titre de *sire*.

Enfin des actes de 1630 et 1634 citent les noms de divers membres de la famille Reymond et ceux de leurs femmes. Pierre Reymond, *maître orpheure*, demande l'exécution d'une sentence rendue contre Jehannette Moulinard, *veuve de feu Martial Reymond, vivant esmailleur*, sentence de janvier 1634, relatant un contrat de transaction entre les parties daté de 1622. L'acte de 1630 rappelle la production de titres de 1577, et renferme une requête de Pierre Reymond au sujet d'un four qu'il avait bâti dans la maison de Jehannette Moulinard. La cour *a leue et tollu* l'inhibition audit P. Reymond de continuer de *bastir et plancher* dans sa maison, et ordonna qu'il fût fait un tuyau pour laisser sortir la fumée. Au dos de cette sentence de M. Petiot, juge à la cour royale ordinaire de Limoges, est écrit : *Touchant la maison de Madeleine Disnematin*, épouse de Pierre Reymond.

Ces détails prouveraient jusqu'à un certain point que Pierre, ayant un fourneau, a pu exercer l'industrie de l'émaillerie, et, quoique nous ne soyons à même de signaler d'œuvres de lui, on pourrait lui attribuer les plus faibles signées des lettres P. R., qui lui étaient communes avec son grand-père, et lui donner le nom de *Pierre II*. Cet artiste était mort avant 1634, puisque sa femme est qualifiée *veuve* dans l'acte ci-dessus.

MARTIAL REYMOND II.

Ce second *Martial*, que nous avons vu signer dans plusieurs titres, nous paraît aussi avoir été plus orfèvre qu'émailleur

Époux de Jehannette Moulinard, il eut, en 1603, un fils, Loys, baptisé à Saint-Pierre; deux filles, Françoise et Jeanne, en 1606 et 1608; l'aînée eut pour parrain son oncle *Joseph. Ce Martial*, que j'appellerai *Martial II* pour éclaircir la généalogie, était plus jeune que l'autre; il fut tuteur de ses enfants, ce qui supposait une parenté assez proche. Un acte le qualifie *émailleur*, mais nous ne connaissons de date certaine qu'à ses ouvrages d'orfèvrerie exécutés pour la confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre, sa paroisse. On lit dans son registre : « 1590, *compté à Martial Reymond et à Pierre Guybert, orpheuxes, pour courir d'argent le soubassement du grand joyau, 1 fr. xxvj sols iiij deniers, et pour le contract xj sols vj deniers* ». Ce soubassement du candélabre était en bois; on y lit à la suite : « Et d'autant quil a este aduise quil seroit mieulx de faire ung ange d'argent pour seruir aulieu dung de ceux de cuiure, nous auons retire desdits Guybert et Reymond quatre marcz d'argent fin que nous leur auons baille pour courir le candelabre, et d'autant qu'ils lauoient *encontre* rafine, y a héu de dechept 48 deniers, et le restant, qu'est 3 marcz 7 onces 6 deniers, lauons remis aux dits Reymon et Guybert; les 4 marcz d'argent fin auoient cousté 6 fr. x sols le marc, qu'est le tout xxiv fr. xj sols.

» Le sixiesme daougst mil cinq cents quatre-vingt et onze, les bayles..... ont donné à priffaict à Martial Reymond, orfeure de la presente ville, present, stipulant et acceptant, à faire ung ange d'argent fin du poix de sept à huict marcz, fort leger et creux, suyuant le modelle et le patron qui luy a este monstre et deliure par lesdits bayles et icelui ange; ledit Reymond l'a promis auxdits bayles presents et acceptants, le rendre faict et parfaict de tous points bien et deuhment dans la feste de Tous-saints prochainement venant; le dorer, y mettre des *doublets*, en luy fournissant l'argent, l'or; et oultres lesdits bayles ont promis audit Reymond luy payer, pour la façon de lange, xij escutz sols reuenantz à xxxvj liv.; et, sil nestoit pas bien faict ny parfaict, ledit Reymond consant à perdre sa façon, et à ne pas contraindre les bayles au payement. Signé M. Reymond. » — B. Bardon de Brun rédigea ce traité.

Le 7 août, il reçut quatre autres marcs d'argent moins $\frac{3}{4}$ d'once, plus xlv sols pour une livre d'argent-vif; plus xij livres xxxiv sols pour xxix deniers d'or fin à dorer à xxvj sols le denier; plus, pour le *dechept* et auoir raffiné l'argent, xlvij sols; enfin xii fr. pour sa façon. Il y eut, le 16 septembre 1592, un

contrat passé, comme l'autre, par le notaire Jehan Dupin, pour la quittance définitive.

Ces détails nous montrent les prix des métaux précieux à cette époque, et ceux de la main-d'œuvre des orfèvres. Un acte déjà cité nous sert à fixer la date de la mort de Martial II Reymond de 1630 à 1631.

JOSEPH REYMOND.

Cet émailleur était frère de Martial II, et parrain d'un de ses enfants; il a signé de ses initiales I. R. une petite plaque de la collection Darnal, où sont peints des moines en prière au-dessous de la sainte Trinité, avec quatre lignes d'inscriptions commençant par UNA SALUS et finissant par UNUS AMOR. Au revers de l'émail, M. F. VERTHAMON, C. D. R. (conseiller du roi), qui fut trésorier général et consul l'an 1609. C'est le même Martial de Verthamon qui figure avec l'écusson de ses armes sur le grand émail de Saint-Martial en compagnie de Balthazar Duboys, qui fut consul l'an 1649. — Hauteur, 43 centimètres.

J'ai possédé deux émaux de ce maître datés de 1625, et signés des lettres I. R. séparées par une fleur de lis. Il avait sans doute le titre de peintre du roi, quoiqu'il ne fût pas fort en dessin.

Buste du *Sauveur du monde*, avec la légende : SPERAMUS IN DEUM VIVUM, QUI EST SALVATOR OMNIUM HOMINUM. — Buste de la sainte Vierge, même dimension, avec l'antienne : SUB TUUM PRÆSIDIUM CONFUGIMUS, SANCTA DEI GENITRIX. Ces émaux peints en couleur, de 44 centimètres de hauteur sur 40 de largeur, devinrent la propriété de M. Didier Petit, de Lyon, qui les inscrivit aux n° 474 et 472 de son catalogue.

La collection Andrew Fountaine renferme un émail, signé I. R., où la *Cène* est représentée; il a 547 millimètres de hauteur.

JEHAN REYMOND.

Jehan Reymond, l'un des *tuteurs des hoirs de feu Martial I^{er} Reymond*, était le frère aîné de Martial II, puisqu'il est nommé le premier dans la sentence de 1599; il épousa Françoise Mouret, d'une famille d'orfèvres-émailleurs. Il souscrivit, en 1598, pour la fondation du collège de Limoges, une promesse de *dix sols de rente, rachetable à sa volonté*, et signa J. Reymond. Cette rente

fut amortie l'an 1607, comme le porte l'annotation du registre. La cote de *Jehan Reymond*, *esmailleur*, article 202 du rôle des tailles de l'an 1602, s'élevait à *deux escus cinq sols*, et fut diminuée des cinq sols par sentence de l'Élection du 29 janvier 1602. Il mourut peu de temps après, car *Françoise Mouret* est désignée comme veuve dans l'acte de baptême de *Françoise Reymond* du 28 juillet 1603. Je ne connais de *Jehan Reymond* qu'un médaillon ovale, fond bleu d'outre-mer, avec une bordure blanc et or. On lit autour : OCTAVIUS CESAR AUGUSTE, tête à droite de cet empereur d'après la gravure de Titien; ses cheveux noirs sont rehaussés d'or, et des filets du même métal enrichissent son manteau violet ainsi que sa toge d'un bleu marin, dont les manches sont blanches; cotte de mailles d'or; un globe est sous sa main droite. Encadrement noir et rouge, avec des zigzags d'or. Initiales I. R. Il est à croire que cet émailleur dut compléter la série des douze empereurs.

Dans la collection de M. C. de St-Cyr, de Laval, une *Visitation* signée I. R.

J'ai vu des imitations modernes d'émaux signés de ces mêmes initiales, en grisaille, sur un cuivre très-mince, qui ressemblent à d'anciennes gravures décalquées.

Ce nom de Jean Reymond se retrouve dans un acte de 1670 comme propriétaire d'une maison de la rue des Combes avant cette date.

MAURICE ARDANT,

Archiviste du département de la Haute-Vienne.

Limoges, le 17 mai 1861.

MÉDAILLES ET MÉDAILLONS BRACTÉATES

DU MOYEN-ÂGE

AGNUS DEI, DENIERS DE MARIAGE

D'ORFÈVRELERIE LIMOUSINE.

Les anciens connaissaient l'industrie des doreurs de lames ou feuilles de métal ; ces artistes avaient à Rome un collège, dont une inscription, rapportée par Gruter, constate l'existence : *Collegium bracteariorum inauratorum*. — *Bractea* signifiait la lame ou feuille d'or qui servait à dorer les autres métaux : de là le nom de *bractéates* donné aux médailles ou monnaies fabriquées plus ou moins grossièrement avec de minces et légères feuilles de métal, dont le relief d'un côté est ordinairement formé par le creux de l'autre, comme les ciselures repoussées et estampées au marteau.

On appelle aussi de ce nom des médailles de bronze recouvertes d'une simple feuille d'argent, les deux métaux étant frappés ensemble du coin, ce qui rend l'application du plus précieux des deux plus durable. Ces *nummi bracteati* portent aussi en numismatique le nom de médailles *fourrées* : c'était la fausse monnaie des anciens. Ce qui prouve qu'il s'en fabriquait dans les temps les plus reculés, c'est qu'on imagina à Rome, sous la république, de *denteler* les deniers d'argent consulaires, afin qu'on reconnût par les morsures de la scie la pureté du métal, *nummi serrati*. Les pièces estampées ou repoussées, comme les ornements des casques et les plaques des ceinturons, sont les seules dont nous voulons vous entretenir, sans nous occuper de la question de leur origine, qu'on a attribuée au mauvais goût, à la rareté de métaux plus précieux, ou à l'ignorance du monnayage.

Nos *aurifabri* et *argentarii* limousins, qui se sont exercés depuis si long-temps dans l'art de l'orfèvrerie, ont voulu fabriquer à bon marché, pour les rendre plus populaires, de petites images à l'effigie des saints de la province, afin d'en orner les chapelets

des pénitents; ils adoptèrent ce genre de médailles, d'une prompte exécution et à la portée des plus faibles fortunes : on ne peut donc les regarder comme des monuments de barbarie.

Plaçons au premier rang ces minces méreaux ou deniers qui servaient en quelque sorte de jetons de présence aux membres du chapitre de Saint-Martial, et que l'abbé faisait distribuer, au premier jour de l'année, en forme de gratification, aux grands comme aux petits fonctionnaires ou employés de son abbaye. J'ai donné le dessin d'une de ces pièces bractéates dans la planche des méreaux de notre cathédrale.

Ces monnaies, qui ont succédé bien tardivement aux deniers appelés *barbarins*, furent fabriquées comme celles d'autres prélats qui sont conservées par les amateurs de numismatique. Nous en possédons où le buste de l'évêque est représenté en profil, la mitre en tête et la crosse à la main, au milieu d'un chapelet de perles. Sur les nôtres saint Martial est vu de face, la tête nue, et les épaules revêtues d'une chape. Il y a dans ces monnaies le denier, et la maille ou obole, qui en est la moitié. Sur le premier on lit : *Sanctus Martialis, ora pro nobis*; sur la seconde, simplement les initiales S. M., comme sur l'écusson des armes de la ville de Limoges. J'en ai vu de dorés, et même d'un argent très-faible approchant de la couleur du cuivre.

On a frappé en l'honneur de ce saint patron et premier évêque du diocèse des médaillons de forme ovale où figure saint Martial debout, avec les insignes de l'épiscopat; on voit sur d'autres sainte Valérie agenouillée aux pieds de notre saint, et tenant sa tête dans ses mains; sur d'autres, les cinq pains et les deux poissons rappelant le miracle de la multiplication des pains, que la légende affirme avoir été apportés par le jeune Martial dans le désert lorsqu'il suivait les prédications de Jésus-Christ.

Cette forme de médaillons bractéates porte le nom d'*agnus Dei*, qui leur vient sans doute de leur analogie avec les petites images de cire bénites par les papes le dimanche *in albis*. Elles portaient l'empreinte d'un agneau, et étaient distribuées au peuple dans les circonstances solennelles; il y en avait pour les cardinaux et les autres prélats. On les enveloppait de morceaux d'étoffes précieuses avant de les donner aux laïques; après les *agnus dei* de cire, on en fit d'autres matières, même de papier et enfin de métal.

Je suis tombé, Messieurs, sans m'en apercevoir, dans les abus

et l'exagération des anciens actes de notre pays en faisant passer *monsieur* ou monseigneur saint Martial, patron de cette ville, avant N.-S. Jésus-Christ et sa sainte mère.

Je vous signalerai, dans les vitrines de notre musée, un petit médaillon où l'on voit, entre les deux lettres S. V., initiales des mots *sanctus vultus*, le buste nimbé du Sauveur avec une longue chevelure; un autre plus grand, tête de profil, avec une auréole rayonnante, légende : *Salvator mundi* (sic). — Un autre médaillon ovale représente Jésus-Christ sur la croix, avec l'inscription INRI, au milieu de nuages traversés par des rayons. — Sur un plus petit, la vierge Marie, debout, tenant sur ses bras l'enfant Jésus; légende : *sancta Maria*; sur un plus grand buste de profil et voilé de la sainte Vierge, faisant pendant au buste de son divin fils, *S. mater Dei* : légende circulaire. — *Agnus Dei* de même dimension : vierge tenant une palme; légende : *sancta Flavia*, sainte Flavie Domidille, de la famille romaine et impériale *Flavia*, nièce du consul Flavius, parente des empereurs Vespasien, Titus et Domitien, épouse d'Aurélien, martyre du premier siècle de l'ère chrétienne : son chef était conservé parmi les reliques de l'église cathédrale, et une fontaine de la rue Masgoulet porte son nom. — Autre plus petit : prêtre ou disciple de saint Martiel, confesseur, les bras ouverts, tenant un livre. Saint Celse, mort à Limoges au 1^{er} siècle; légende, *S. Celce* (sic) : ses reliques sont à Saint-Étienne. — Autre plus grand : diacre à dalmatique fleurdéliée, la tête ceinte d'une auréole, tenant des menottes; captif en attitude de suppliant, agenouillé devant le saint; légende : *sante Leonarde* (sic). — Autre plus petit; légende : *sain Léonard* (sic). J'emprunte à nos Annales manuscrites quelques lignes d'un style naïf consacrées à ce saint anachorète, mort en 559. « Saint Léonard, filz de Linguomeris, fust ensepuely apres son deceds dans un tumbeau de marbre noir, transféré plus tard dans la grande esglise de son nom; est merueilleux de voir le nombre des ferts, chaynes, menottes et autres instruments de fer déposés par les prisonniers qui l'ont invoqué, et les soldats déliurés y portent leurs cuirasses, lances, espées, etc. » — Richard Cœur-de-Lion, prisonnier du duc d'Autriche, eut recours à l'intercession de saint Léonard.

Les mêmes Annales nous donnent aussi des détails sur la mort de Martialis Dampnolemus, comte de Limoges, l'an 577.

Ce saint, qu'on a appelé Domnolet et Anolet, « voulant deffendre contre Théodebert la Cytte de Lymoges, dont il estoit

compte, fut tué avecq quantité deses cytadins, et inhumé dans lesglise de Saint-Grégoire, qu'il auoit bastie. Les ossements des cytadins sont dans la caue qui est soubz lesglise et à grand nombre. » L'église de Saint-Grégoire prit le nom de Saint-Domnolet. Son chef, son corps et le pourpoint de buffle qu'il portait lorsqu'il fut tué au Puy-l'Anneau, clos la Tombe, furent transportés à Saint-Étienne lorsqu'on détruisit l'église de Saint-Domnolet. On porte aux processions une grande épée qu'on dit avoir été la sienne. Deux de nos *agnus Dei* représentent ce comte de Limoges, avec le casque, la cuirasse, le bouclier, et l'épée à la main; l'un porte simplement les initiales S. D., l'autre la légende *saint Dampnolet*. Notre musée conserve un modèle en fer d'un buste en relief de ce saint. — Autre médaillon : évêque debout, mitré, tenant une crosse, et bénissant de la droite, avec la légende *sancte Lupe* : c'est *Lupus* ou *Lopes*, gardien du tombeau de saint Martial, qui fut nommé évêque de Limoges par le roi Clotaire; il mourut l'an 632, et fut enterré à Saint-Michel-des-Lions. L'affluence qu'attirait tous les ans l'anniversaire de la translation de ses reliques donna naissance à la foire de Saint-Loup, du 22 mai, jour de sa mort. — Autre médaillon de fabrique plus moderne. — Autre, représentant un sénateur romain, vêtu de la toge, et portant une palme : c'est le consul *Pudentius*, époux de sainte Priscilla, martyr sous Néron. Ses reliques furent envoyées aux Carmes de Limoges par le pape Alexandre VII, en 1664; légende : *saint Pudence*. — Autre : diacre et martyr tenant une palme, *sancte Rustice*, saint Rustique, martyrisé à Carthage par ordre du roi vandale Huneric. Ses reliques furent données par le pape au curé de Saint-Pierre-du-Queyroix M. François Juge; on les vénérât dans cette église, aujourd'hui à Séreilhac. — Grand médaillon : saint debout, tenant un bâton, marque de la dignité prieurale; légende : *saint Faucher* : il fut le disciple et le compagnon de saint Gaucher, fondateur du prieuré d'Aureil, à *Cavanacum*, vers la seconde moitié du XII^e siècle. — Deux *agnus Dei*, un grand et un petit, représentant un pèlerin, le bâton à la main; un ange lui découvre le genou, que son chien lèche; légende : *sancte Roche* : une confrérie de Saint-Roch fut instituée à Limoges lors de la peste. — Grand médaillon : évêque debout, mitré et en rochet, *saint François de Sales*, l'un des fondateurs de la Visitation : partie de ses reliques au couvent de Limoges.

Il a dû être frappé bien d'autres *agnus Dei* en l'honneur des

saints du Limousin, saints Alpinien, Aurélien, Éloi, Étienne de Muret, Ferréol, Pardoux, Psalmet, Théau ou Tillon, Vaast, saint Junien, saint Amand, saint Théobald, Israël et sainte Valérie, qu'on venait acheter à nos orfèvres aux années d'ostension. Je me suis borné à décrire ceux de notre musée, n'ayant pu obtenir communication de l'importante collection d'un jeune amateur.

J'en ai vu deux, en or *bractéate* aussi, fabriqués avec grand soin et magnificence : une sainte, face en émail, à barbe, cheveux et rayons d'or, fixée sur une agate, encadrée par une couronne en filigrane d'or; une crucifixion d'or émaillé de filets verts, au milieu d'un cœur d'agate veinée, entouré d'une légère baguette d'or.

Une autre branche de l'industrie de nos argentiers était celle des *treizains* ou deniers de mariage, ainsi nommés de la monnaie *terdenaria* ou *terdena* qu'on donnait jadis à la messe des épousailles. Clovis fit offrir à Clotilde par ses ambassadeurs un sol et un denier : *Per solidum et denarium desponsavit* (Frédégaire). De nos jours on a appelé *treizain* la petite boîte ronde en métal qui renferme treize deniers en *argent bractéate*, et que l'on fait bénir avec les bijoux à la messe où l'on se marie. J'ai vu plusieurs de ces boîtes, dont une était du temps du prince Noir : elles servaient à plusieurs générations, et on y gravait les armoiries des familles. Mon savant confrère en numismatique M. F. Poey d'Avant a fait graver, dans les planches de sa classification, une partie des deniers que j'avais recueillis à Limoges. Je me bornerai à citer quelques emblèmes et leurs devises. Ceux d'entre eux qui ont des revers sont composés de deux feuilles bractéates soudées ensemble. Buste mitré, *S. M. ora pro nobis*. — Deux mains jointes, symbole de la foi, entre ces mots : *La ferme — me contente*. — Autre à peu près semblable, plus deux cœurs enflammés : *La foy nous unis (sic)*; — deux lis couronnés : *Denier pour espouser*; — trois lis : *Don d'ami*; — deux cœurs percés d'une flèche; au milieu de fleurs : *Douce union*; — boule descendant d'une montagne : *Je suis mon penchant*; — croix de Malte : *Jesus Maria*; — le même doré; — croix à branches fleurdelisées; au revers, deux fleurs de lis et une rosace bractéates d'argent dorées et soudées, *denier tournois pour épouse*, etc.

MAURICE ARDANT,

Archiviste du département de la Haute-Vienne.

Limoges, le 12 mars 1862.

NOUVELLES SCIENTIFIQUES.

Des ouvriers maçons viennent de découvrir tout récemment dans du sable retiré de notre rivière de Vienne :

Un grand bronze de Hadrien, empereur romain de l'an 117 à 138 de J.-C. ; revers, *la Concorde* assise ; — un denier d'argent de Julia Domna, épouse de l'empereur romain Septime-Sévère, l'an 193 de J.-C. ; revers, *Pudicitia* ; un tiers de sou d'or mérovingien, portant le nom de *Chambaris*, domaine de la terre de Saint-Brice, appartenant à l'ancienne famille de Carbonnières.

Au cimetière des Pénitents-Noirs (Saint-Michel-de-Pistorie), grand bronze d'Antonin le Pieux, empereur romain de 138 à 161 de J.-C. ; revers, *la Félicité*.

Dans les fouilles du chemin de fer : triens d'or mérovingien, frappé à Paris par le monétaire *Eligius* (notre célèbre saint Eloi) ; — *noble à la rose* de Henry V, roi d'Angleterre ; au revers, saint Michel, 1143.

Écu d'or de Louis XIII de 1640, aux Salles-Lavauguyon.

A La Roche-l'Abeille : grand bronze de Gordien III, empereur romain de 238 à 244 de J.-C. ; revers, *Oriens Aug.* ; — couteau antique à trois lames, manche de cuivre gravé ; armoiries, têtes, arabesques.

A Saint-Yrieix, aux Quatre-Routes : monnaie d'argent d'Édouard VI, roi d'Angleterre de 1327 à 1377, et d'Édouard de Galles, prince d'Aquitaine, 1370.

Au Chalard-Peyroulier : deux moyens bronzes d'Auguste, empereur romain de l'année 34 avant J.-C. à l'an 44 après J.-C. ; revers, l'autel des Victoires de Lyon. Un d'eux porte en contremarque MARC.

A Courbefy : grand bronze, tête casquée ; revers, cheval ; *Ampurias*, ville de la Celtibérie.

OUVRAGES

PUBLIÉS

PAR LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN.

LE LIMOUSIN HISTORIQUE. Histoire générale de l'ancienne province du Limousin, par Ach. LEYMARIE. — 1 vol. in-8. — Limoges, chez Langle, 1837-1839.

NÉMOIRE SUR LE MONUMENT CONNU SOUS LE NOM DE *BON MARIAGE*, par l'abbé TEXIER. — Br. in-4, avec deux lith. — Limoges, chez Darde, 1840.

VIES DE ST ISRAEL ET DE ST THÉOBALD, par l'abbé TEXIER. — In-8. — Limoges, chez Blondel, rue du Consulat, 1844.

NOTICE HISTORIQUE SUR LES ÉMAUX, LES ÉMAILLEURS DE LIMOGES, ET LES PROCÉDÉS DE FABRICATION EN USAGE A LIMOGES, par Maurice ARDANT. — Br. in-8. — Limoges, Chapoulaud frères, 1842.

ESSAI HISTORIQUE ET DESCRIPTIF SUR LES ÉMAILLEURS ET LES ARGENTIERS DE LIMOGES, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 293 pages avec deux planches. — Poitiers, chez Saurin. 1843.

MÉMOIRE SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES DES GÉNÉRAUX EN CHEF CUSTINE ET HOUCHARD PENDANT LES ANNÉES 1792 ET 1793, par le baron GAY DE VÉRON. — Un vol. in-8 de 344 pages. — Paris, chez Firmin Didot, 1844.

HISTOIRE DU LIMOUSIN (Histoire spéciale de la Bourgeoisie), par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Ardillier fils, 1846.

HISTOIRE DE LA PEINTURE SUR VERRE EN LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — In-8 de 120 pages avec planches. — Limoges, Chapoulaud frères, 1847.

NOTICE SUR LE TOMBEAU DE SAINT JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-8 avec 3 planches. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1847.

CHRONIQUE DE MALEU, chanoine de St-Junien, mort en 1322, publiée pour la première fois avec des notes explicatives, et suivie de DOCUMENTS HISTORIQUES SUR LA VILLE DE ST-JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Un vol. in-8 de 264 pages. — St-Junien, chez Barret, 1847.

CATHÉDRALE DE COLOGNE, par Félix de VERNEILH. — Un vol. in-4 de 80 pages et 3 planches. — Paris, chez V. Didron, 1848.

DES OSTENSIONS, par Maurice ARDANT. — In-18 de 180 pages. — Limoges, chez Barbou frères, 1848.

L'INDICATEUR LIMOUSIN, guide de l'étranger à Limoges et dans ses environs, par Maurice ARDANT. — In-18. — Limoges, Mart. Ardant frères, 1848.

HISTOIRE DES PAYSANS EN FRANCE, par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Paris, chez Dumoulin; — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1840.

MANUEL D'ÉPIGRAPHIE, suivi du RECUEIL DES INSCRIPTIONS DU LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 380 pages, avec 28 planches. — Poitiers, chez Dupré, 1851.

- POÉSIES DE JACQUES DORAT, archidiacre de Reims, par Auguste Du Boys. — In-8 de 52 pages. — Limoges, chez Ardillier, 1851.
- ÉTUDES HISTORIQUES SUR LES MONASTÈRES DU LIMOUSIN, paraissant par livraison, par l'abbé ROY-PIERREFITTE.
- LE JEUNE NUMISMATISTE, par Maurice ARDANT. — Un vol. in-12, de 252 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- CHATEAU DE CHALUSSET (description et documents historiques), suivi de QUELQUES NOTES SUR L'ÉGLISE DE SOLIGNAC, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 56 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1851.
- SAINT-PIERRE-DU-QUEYROIX DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- L'ARCHITECTURE BYZANTINE EN FRANCE, par Félix de VERNEILL. — Splendide vol. in-4 de 316 pages, orné de 22 magnifiques gravures. — Paris, chez Didron, 1852.
- HISTOIRE DE LA CATHÉDRALE DE LIMOGES (première partie), par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 80 pages. — Paris, chez Didron, 1852.
- REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE LA HAUTE-VIENNE, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-18. — Limoges, chez Ducourtieux, 1852 et 1855.
- BIOGRAPHIE DES HOMMES ILLUSTRES DE L'ANCIENNE PROVINCE DU LIMOUSIN, par Auguste Du Boys et l'abbé ARBELLOT, tome 1^{er}. — In-8 de 280 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1854.
- ÉMAILLEURS ET ÉMAILLERIE DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-12 de 180 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1855.
- DISSERTATION SUR L'APOSTOLAT DE SAINT MARTIAL ET SUR L'ANTIQUITÉ DES ÉGLISES DE FRANCE, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 250 pages. — Limoges, chez Leblanc, 1855.
- DES INFLUENCES BYZANTINES, lettre à M. Vitet, par Félix de VERNEILL. — Br. in-4. — Paris, chez Didron, 1855.
- ROCHECHOUART : HISTOIRE, LÉGENDES, ARCHÉOLOGIE, par l'abbé DULÉRY. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Ducourtieux, 1855.
- ESSAI SUR L'ADMINISTRATION DE TURGOT DANS LA GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES, par G. d'HUGUES, docteur ès-lettres. — In-8 de 266 pages. — Paris, chez Guillaumin et Cie, 1859.
- BIOGRAPHIE DE FRANÇOIS DE ROUSIERS, gentilhomme du xvi^e siècle, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Leblanc et Cie, 1859.
- CATALOGUE MÉTHODIQUE DE LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE DE LA VILLE DE LIMOGES (HISTOIRE. — POLYGRAPHIE; BELLES-LETTRES), par Émile RUBEN, bibliothécaire. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1858-60.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN.

11 vol. in 8 (1846 — 1861).

Le premier volume se vend 10 fr. à Limoges, et 11 fr. par la poste, et les autres, 6 fr. à Limoges, 7 fr. par la poste. — On s'abonne, à Limoges, chez MM. CHAPOULAUD frères, ou chez M. Ch. DULAC, garde-musée.

120

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DU LIMOUSIN

TOME XII. — 3^e LIVRAISON.



LIMOGES

CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ

Rue Montant-Manigne, 7

1862

SOMMAIRE

DES ARTICLES DU N° 3.

	Page
Notice sur les manufactures de tapisseries d'Aubusson, de Felletin et de Bellegarde.	165

Jours des séances de la Société pour 1862.

Vendredi 28 février. — Vendredi 28 mars. — Vendredi 25 avril. — Vendredi 30 mai. — Vendredi 27 juin. — Vendredi 4^e août. — Vendredi 29 août. — Vendredi 26 septembre. — Vendredi 31 octobre. — Vendredi 28 novembre. — Vendredi 26 décembre.

Les communications, la correspondance, les bulletins des Sociétés savantes, etc., doivent être adressés au Secrétaire général, à Limoges.

MM. les Membres voudront bien, huit jours à l'avance, informer le Président des lectures qu'ils se proposeraient de faire à la Société.

Dans la séance du 25 mars 1847, le Conseil d'administration a décidé que tout membre de la Société qui voudra se retirer devra en donner avis au Secrétaire général avant le 3 décembre; faute de quoi, la cotisation sera due pour l'année suivante.

Extrait du Règlement de la Société.

ART. 4. — La Société se compose :

- 1° D'un nombre illimité de MEMBRES TITULAIRES, résidant dans le département;
- 2° D'un nombre illimité de MEMBRES CORRESPONDANTS, résidant hors du département;
- 3° De MEMBRES HONORAIRES, dont le nombre ne pourra dépasser quinze.

ART. 5. — Nul ne sera admis au nombre des membres de la Société que sur la présentation écrite et signée par deux membres, avec mention, lorsqu'il s'agira de membres titulaires ou correspondants, que la demande en a été faite par le candidat.

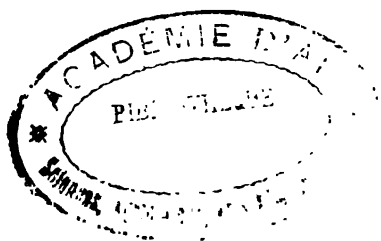
ART. 7. — Chaque membre titulaire paie :

- 1° Un droit d'entrée de 10 fr., qui devra être acquitté au moment de la remise du diplôme;
 - 2° Une cotisation annuelle de 15 fr., due pour l'année entière, quelle que soit l'époque de l'année à laquelle il aura été reçu, mais qui peut être remplacée par une somme de 300 fr. une fois payée.
- Chaque membre correspondant paie, à titre de cotisation annuelle, le prix d'abonnement au Bulletin de la Société.

Les diplômes sont délivrés gratuitement aux membres correspondants ainsi qu'aux membres honoraires. Ces derniers ne sont soumis à aucune cotisation.

Le prix de l'abonnement est fixé à 6 fr. pour Limoges;
franco, 7 fr. pour les départements.

Les Sociétés savantes de France qui font échange de publications avec la Société Archéologique du Limousin sont priées de nous adresser leurs envois par la poste : c'est le moyen le plus sûr de les faire parvenir à destination.



NOTICE

SUR

LES MANUFACTURES DE TAPISSERIES

D'AUBUSSON, DE FELLETIN & DE BELLEGARDE.

AVANT-PROPOS.

L'histoire de la ville d'Aubusson se résume, au moyen âge, dans celle de ses vicomtes, et, depuis la renaissance, dans celle de ses manufactures de tapisseries.

On sait peu de choses sur Aubusson jusqu'à l'époque où le comté de la Marche fut réuni à la couronne (1531), et il est permis de l'attribuer principalement aux désordres causés par les guerres de religion. Évrard, auteur présumé d'une *Histoire de l'antique ville d'Ahun*, qui écrivait vers 1560 (1), mentionne les « pancartes anciennes qui sont gardées aux archives du châtel d'Aubusson ». Or, suivant M. Félix Lecler, vers 1565, un parti de huguenots pénétra de nuit dans la ville et sous les murs

(1) Clermont-Ferrand, impr. Ferdinand Thibaud, 1857.

même du château, pilla l'église, incendia les titres et les chartes de la commune (1). Le monastère de Moûtier-Roseille, situé à cinq kilomètres d'Aubusson, éprouva le même sort. On lit dans un *Estat des papiers de la justice haulte, moyenne et basse de Moutier-Rozeille*, dressé le 20 mai 1634, qu'une troupe de protestants, dans la journée du 25 août 1576, mit le feu à l'église, et détruisit les papiers du chapitre.

La seconde période de l'histoire d'Aubusson est riche au contraire en monuments de toute sorte. A dater d'un édit de François I^{er} du 20 avril 1542, divers documents attestent l'importance des fabriques de tapisseries de la Marche, et témoignent de celle qu'elles avaient eue à une époque plus reculée. Les archives impériales, celles de l'ancienne intendance de Moulins, renferment des matériaux précieux; les archives communales et privées d'Aubusson, Felletin et Bellegarde peuvent être également consultées avec fruit.

Dans une notice insérée dans le compte-rendu de la 26^e session du Congrès scientifique de France, tenue à Limoges au mois de septembre 1859, nous avons fait connaître le résultat de nos premières recherches sur les origines de la manufacture de tapisseries d'Aubusson. Depuis cette époque, des faits nouveaux ont jeté la lumière sur certains points qui ne présentaient d'abord qu'obscurité et incertitude. Nous avons entièrement refondu notre premier mémoire, et fait entrer dans notre cadre les fabriques de Bellegarde et celles de Felletin. Suivant le désir qui nous en a été exprimé, nous avons dressé une première liste de nos tapissiers. Notre travail est encore bien incomplet; mais peut-être sera-t-il un peu moins indigne de l'attention des hommes sérieux que préoccupe avec raison la question de nos origines industrielles.

Nous sommes heureux de remercier ici M. P. Poyet, ingénieur civil des mines, de l'obligeance avec laquelle il a mis à notre disposition le produit de ses recherches sur le sujet qui nous occupe, et en particulier sur les fabriques de Bellegarde.

Le genre de recherche auquel nous nous sommes livré a, nous le savons, peu de sens pour les esprits superficiels et légers; mais ceci n'a pas dû nous arrêter. Les grandes généralités scientifiques ne peuvent se réaliser que par les études les plus

(1) *Album historique et pittoresque de la Creuse*, publié par P. Langlade : Aubusson, impr. Bouyet, 1847, p. 151.

minutieuses, et c'est là le but philosophique où doivent tendre l'antiquaire et l'érudit.

Une pensée nous a particulièrement guidé. Nous la trouvons excellemment exprimée par M. V. Cousin dans son avant-propos de *la Société française au xviii^e siècle* : « Étudions avec soin l'histoire de notre pays; appliquons-nous à le bien connaître : plus nous le connaissons, plus nous l'aimerons, et l'amour donne tout : il donne la foi et l'espérance; il tourne en joie les sacrifices; il enseigne la constance et la modération; il engendre l'union; il prépare la force ».

Aubusson, le 22 juin 1862.

CHAPITRE PREMIER.

Aubusson.

Aubusson (*Albusio*, *Albusonium*) ne faisait pas partie, dans l'origine, de la Marche limousine, qui fut établie, dans un but de défense militaire, vers le milieu du x^e siècle seulement. Le château d'Aubusson existait avant cette époque, et la famille de ses princes était dès lors illustre et ancienne. Les bénédictins ont conservé une donation de Carissime, fille d'Odon, prince de Bourges, au monastère de Roseille, au bas de laquelle était le signe (*signum*) d'Ébon, prince d'Aubusson. Mabillon fixe la date de cet acte à l'année 754.

Charlemagne, se rendant en Espagne dans l'année 778, s'arrêta à Attanum (Saint-Yrieix). Il y confirma les privilèges accordés par les rois ses prédécesseurs au monastère d'Attanum en présence d'un seigneur Turpion, vraisemblablement fils d'Ébon d'Aubusson, qui signa avant le palatin Otger et les autres princes alors présents (1).

Lorsque le roi Eudes régla, en 887, l'organisation du Limousin, Fulcherius, seigneur de Ségur, eut le gouvernement du Haut-Limousin avec le titre de vicomte de Limoges et la délégation de l'autorité royale; Adhémar, vicomte, résida à Tulle, ayant sous sa juridiction le *bas pays*; enfin Ranulfe d'Aubusson fut établi vicomte du pays qui portait le nom du vieux château romano-carolingien dont on voit encore les imposantes ruines.

Cette suprématie dès-lors acquise au nom d'Aubusson devait remonter plus haut, probablement à l'époque romaine; car, à défaut de monuments certains, il existe une tradition acceptée par la plupart des écrivains, et qu'il n'est pas permis à ceux

(1) On croyait généralement que Charlemagne avait séjourné au monastère de Moutier-Roseille: M. l'abbé Roy-Pierrefitte, dans ses *Études historiques sur les monastères du Limousin*, a restitué cet honneur à Saint-Yrieix.

de la province de repousser systématiquement. On a trouvé sous le château des monnaies du Haut-Empire (1). Au faubourg de Saint-Jean-la-Cour, dont l'église présente quelques détails d'architecture romane, on rencontre des pierres du petit appareil romain. Il importe de bien établir l'ancienneté du château d'Aubusson, son existence au VIII^e siècle au point de vue de la légende sarrasinoise, sur laquelle nous reviendrons (2).

Les d'Aubusson ont été les premiers vicomtes de la Marche : les plus anciennes mentions de ce comté se rencontrent, suivant M. M. Deloche, en 927 et 944. Dans un acte de l'an 958, Rainald, vicomte d'Aubusson, est nommé avant Bozon le Vieux, de la maison de Charroux, qui fut le premier marquis ou comte de la Marche. Au XII^e siècle, les vicomtes d'Aubusson étaient encore qualifiés marquis de ce pays; mais ils ne purent maintenir cette prééminence, et ils furent insensiblement effacés par les comtes de la Marche.

En l'année 1226, Renaud VI, vicomte d'Aubusson, dont les ancêtres avaient toujours refusé de reconnaître toute autre suprématie féodale que celle du roi de France, fut contraint par le roi Louis VIII de faire hommage de sa vicomté à Hugues X de Lusignan, comte de la Marche, qui fut son rival heureux en politique et en amour. Le château d'Aubusson était devenu le rendez-vous des chevaliers et des troubadours de l'Aquitaine, attirés par les charmes de la vicomtesse Marie Guérin. On trouve dans Raynouard (*Vie des Troubadours*) le récit, en langue romane, des aventures de la châtelaine avec Hugues de Lusignan, et de curieux détails sur leur protégé le troubadour Faydit Gaucelm, né à Uzerche en Limousin. Un descendant de Renaud VI vendit, en 1262, la vicomté d'Aubusson à Hugues XII de Lusignan, comte de la Marche (3).

(1) Nous possédons deux monnaies trouvées au pied du château d'Aubusson : un *as* avec la tête du Janus bi-frons, et un Claude I^{er}, grand-bronze; au revers, *Libertas augusta*.

Voir, au sujet de l'origine romaine du château d'Aubusson : Évrard d'Ahun (*loc. cit.*), Jouilletton, et une dissertation de feu M. Grellet-Dumazeau insérée dans le tome II des *Mémoires de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*.

(2) Voyez page 180.

(3) La généalogie des d'Aubusson est pleine de confusion, particulièrement à cette époque. Voir le *Nobiliaire* de Nadaud, édité par M. l'abbé Roy-Pierrefitte: Limoges, impr. Chapoulaud frères.

Les seigneurs d'Aubusson possédaient une rude et âpre contrée, comme la plupart de celles du plateau granitique de la France centrale. Des forêts de chênes et de hêtres couvraient une grande partie de sa surface; le buis y croissait en abondance, ainsi qu'il est permis d'en juger par le grand nombre des bourgades qui lui ont emprunté leur nom. L'étymologie la moins invraisemblable du mot Aubusson est celle qui le fait dériver de *ad buxum*, lieu planté de buis.

La physionomie des Gaëls se retrouvait dans la population, et ceci est un éloge. Depuis que l'érudition moderne a soulevé le voile qui couvrait l'ère celtique, on sait ce que valaient nos aïeux; on admire la profondeur du sentiment religieux et patriotique qui faisait leur force, et les rendit si redoutables aux états policés de la Grèce et de l'Italie. Le génie latin se mêla plus tard à celui de la race celtique, et la courte période de calme qui suivit la conquête fut pour notre contrée une époque de prospérité. La grande voie militaire tracée par Agrippa, qui tendait de Lyon (*caput Galliarum*) à l'Océan, passait dans notre voisinage, peut-être même au pied du château d'Aubusson; car la véritable position d'Acitodunum est et restera long-temps encore un problème. Ainsi que l'a écrit le regrettable abbé Texier, « le moindre de nos villages montre avec orgueil quelques restes des monuments élevés autrefois par la main des conquérants d'Italie. A l'origine de toute existence un peu ancienne se dresse, comme une évocation puissante, le souvenir de Rome et des Césars (1). »

Cette prospérité fut de courte durée. Les barbares arrivèrent, et, alors que dans les âmes se conservaient, avec le christianisme, les vrais principes civilisateurs, le monde matériel s'abîma dans un nouveau chaos : on retomba dans un état voisin de la barbarie. Il subsiste un document de cette époque qui donne une idée du déplorable état de notre province après les grandes invasions du v^e siècle. Saint Rorice I^{er}, qui fut nommé évêque de Limoges en 484, habitait l'Auvergne, et il traversa le pays d'Aubusson pour se rendre dans sa ville épiscopale. Ami de Sidoine-Apollinaire, il écrivit beaucoup, et aux hommes les plus éminents de son époque. Dans une lettre à Julien Pomère, abbé d'un monastère de la ville d'Arles, il

(1) *Album historique et pittoresque de la Creuse* (loc. cit.), p. 119.

rendit compte de son voyage, et fit un tableau lugubre de la contrée qu'il eut à parcourir.

Cette peinture fut vraie pendant bien des siècles encore, et, habitués comme nous le sommes au progrès matériel des dernières années, nous ne comprenons guère que sous Louis XIV même la Haute-Marche fût encore un pays perdu au milieu de la France. En face des impressions de voyage de saint Rorice, il est curieux de lire celles du célèbre comte de Forbin, qui suivit la même route en 1684. C'était en hiver, il est vrai, et la neige, dont le pays était couvert, le rendait impraticable à un homme qui n'en avait d'ailleurs aucune connaissance. Pour obvier à cet inconvénient, il se joignit à des muletiers qui portaient deux fois la semaine de Limoges pour Clermont. A la petite caravane viennent se joindre en route six hommes qui ressemblaient bien mieux à des bandits qu'à toute autre chose. C'étaient des marchands de Saint-Étienne en Forez qui revenaient de la foire de Bordeaux, et repassaient là chaque année. (*Mémoires du comte de Forbin.*) On croirait lire un récit de voyage au pays du grand khan de Tartarie.

Nous devons pourtant nous étonner des dédains du noble voyageur. Dans cette contrée si sauvage au cœur de l'hiver, la ville d'Aubusson devait attirer son attention par son industrie et son commerce. La route de Limoges à Clermont passait, il est vrai, à cette époque, à Felletin, et non à Aubusson ; mais Felletin partageait l'honneur de donner son nom aux tapisseries de Marche. M. Gustave d'Hugues, historien de l'administration de Turgot dans la généralité de Limoges, reconnaît que les Marchois donnaient aux Limousins un salutaire exemple en se livrant à l'industrie, en cherchant dans le travail de l'atelier les ressources que la terre leur refusait. Il constate que les belles manufactures de tapisseries d'Aubusson et de Felletin avaient acquis une réputation européenne, et faisaient circuler dans ces pays, également maltraités par la nature, une très-grande abondance de numéraire, en même temps qu'elles développaient une puissante activité et une émulation féconde parmi les peuples.

Le portrait de la ville d'Aubusson qu'on trouve tracé dans les *Voyages en France depuis 1775 jusqu'en 1807* n'est qu'une boutade de touriste de mauvaise humeur. Un peintre, M. Gault de Saint-Germain, qui écrivit en 1809 et 1810 ses impressions de voyage dans la campagne de Guéret, fut tout aussi sévère pour la Haute-

Marche, et ne comprit pas mieux que ses devanciers les charmes de nos paysages. On commence à rendre meilleure justice à notre pauvre Marche si long-temps dédaignée : d'illustres romanciers l'ont décrite, des poètes l'ont chantée, les artistes commencent à en prendre le chemin. Au point de vue du pittoresque, et nous ne nous en plaignons pas, la réhabilitation est complète.

Aux yeux de celui que les beautés de l'ordre moral et le progrès matériel préoccupent plus encore que la poésie du paysage, la ville d'Aubusson présente un intéressant spectacle : dans les ruines de son château, ce sont les brillants souvenirs des temps chevaleresques ; dans son industrie séculaire, c'est le travail fécond et honoré, la loi de tous les temps, à laquelle ne devront désormais se soustraire ni les individus ni les cités.

Cependant les touristes du vieux temps, s'ils redescendaient dans la vallée de la Creuse, pourraient encore reconnaître l'ancien Aubusson dont ils ont fait la peinture un peu dédaigneuse. Des voies et des places nouvelles, quelques édifices publics qui ont remplacé ceux qu'ont détruits Richelieu et la révolution, des manufactures monumentales, ont modifié la physionomie de la ville sans la changer complètement. Et pourtant la réputation d'Aubusson est universelle, grâce à l'aptitude particulière de ses enfants pour une élégante industrie dont nous allons trouver les traces aux époques les plus reculées de notre histoire.

CHAPITRE II.

Les Tapisseries dans l'antiquité.

L'origine des diverses industries textiles susceptibles d'être embellies par les dessins et les couleurs se trouve dans l'Inde et dans la Perse, magnifiques contrées dont les produits ont toujours brillé par la grâce et le goût, par une sorte de splendeur artistique comparable à celle qui distingue aujourd'hui les productions françaises de celles des autres nations européennes. De cet antique et lumineux berceau de la civilisation est sorti l'art de fabriquer les diverses sortes de tapisseries, et il s'y est conservé jusqu'à nos jours. Dans les grandes expositions de Londres et de Paris, on a pu admirer les tapisseries et les tapis envoyés par la compagnie des Indes, fabriqués à Cachemire, à Mirzapour, à Kinderabad et au pénitencier de Jubulpore au Bengale, remarquables également par la vivacité et la singulière harmonie des couleurs, par le cachet de distinction particulier au dessin oriental. Les tapis de la Perse sont aujourd'hui fort répandus. Le mobilier d'une maison persane est à peu près insignifiant : les tapis y forment la partie la plus précieuse de l'ameublement.

L'usage de ces tissus paraît remonter, dans ces contrées, à la plus haute antiquité ; car l'instrument du tissage, la navette, était déjà connu au temps de Job. Tous les anciens peuples de l'Orient ont excellé dans l'art d'exécuter des dessins de couleur sur les étoffes, et l'on s'est toujours accordé à voir des tapisseries et des tapis dans les tissus qu'ils fabriquaient avec une si grande habileté.

Les Perses en particulier se distinguèrent dans cet art. Plutarque raconte dans la Vie de Thémistocle que ce grand homme, réfugié à la cour du roi de Perse Artaxerce, et interrogé par lui sur les affaires de la Grèce, lui répondit que, de même qu'une tapisserie doit être déployée pour que l'œil puisse découvrir les figures qu'elle renferme, le discours a aussi

besoin d'être développé pour étaler les figures qui en font l'agrément et l'intérêt. Quatre cent soixante-six ans avant notre ère, les tapisseries servaient donc en Perse aux comparaisons les plus usuelles. Un autre texte mérite d'être reproduit : il est antérieur à Thémistocle, puisque la ville de Sybaris, dont il va être question, fut détruite par les Crotonistes cinq cent dix ans avant l'ère chrétienne :

« On fit, dit-on, pour Alcisthène de Sybaris, une pièce d'étoffe d'une telle magnificence qu'on la jugea digne d'être exposée dans la fête de Junon-Lacinienne, où se rend toute l'Italie, et qu'elle y fut admirée plus que tous les autres objets. Cette pièce d'étoffe passa, dans la suite, dans les mains de Denys l'Ancien, qui la vendit aux Carthaginois pour 420 talents (660,000 fr. de notre monnaie). Elle était de couleur pourpre, formait un carré de quinze coudées (environ huit mètres) de côté, et était ornée en haut et en bas de figures *ouvrées dans le tissu*. Le haut représentait les animaux sacrés des Susiens; le bas, ceux des Perses; au milieu étaient Jupiter, Junon, Thémis, Minerve, Apollon et Vénus; aux deux extrémités, Alcisthène et Sybaris, deux fois reproduits. »

Ce passage du *Traité des récits merveilleux*, ouvrage attribué à Aristote, est très-remarquable : il désigne clairement une tapisserie imitée des produits de la Perse, dont elle figurait les animaux sacrés; on peut même conjecturer qu'elle avait été fabriquée en Orient. M. J. de Witte, parlant des vases peints de style asiatique décorés de sujets mythologiques encadrés dans des zones d'animaux, pense que ces sortes de compositions ont été copiées d'après des tissus de diverses couleurs ou des tapisseries : il signale le rapport qui existe entre le péplos fabriqué pour Alcisthène de Sybaris et les vases à plusieurs zones qu'on admire à la galerie de Florence et au nouveau musée Napoléon III.

Le péplos décrit par le philosophe de Stagyre était célèbre dans l'antiquité. Il en est fait mention dans Polémon, qui composa un livre intitulé *Des péplos qui se trouvent à Carthage*. Nous sommes avec raison fiers de nos musées et de nos expositions de toute sorte. Les anciens nous ont devancés en cela comme en beaucoup plus de choses qu'on ne croit généralement : la fête de Junon-Lacinienne était une véritable exhibition d'art et d'industrie, deux choses que le génie grec ne sépara jamais. Le Pœcile d'Athènes était une galerie de peinture, de même que

le portique des Péplos à Carthage était une sorte de conservatoire des arts et métiers. Ce peuple d'industriels et de marchands de la côte d'Afrique n'était ni aussi avare ni aussi étranger au goût des beaux-arts que les écrivains de Rome se sont plu à le dire quand il consentait à donner une somme qui équivalait à 660,000 fr. d'aujourd'hui en échange d'une seule pièce de tapisserie. Il est vrai que les Carthaginois, dignes fils des intrépides navigateurs phéniciens, portaient jusqu'aux extrémités de la terre les produits de leurs arts et de leur industrie, et qu'en définitive ils achetaient au roi Denys un précieux modèle pour leurs tisseurs.

Rome emprunta à Carthage et à la Grèce le goût de ces tissus originaires de l'Orient, tapisseries, broderies, toiles peintes, produits assez mal définis, et dont les auteurs qui en ont parlé n'ont donné que de vagues descriptions. Les vases peints qui subsistent donnent l'idée des ornements et des figures qui les décoraient. Ils servaient tantôt à couvrir les lits de festin, tantôt à remplacer les peintures murales dans les maisons opulentes. Horace, Catulle et d'autres anciens auteurs désignent des ouvrages qui ne peuvent être que des tapisseries ou de riches draperies, sur lesquelles on avait broché les figures des divinités ou des héros. Leur prix, toujours élevé, allait croissant. Des tissus de cette sorte, qui furent vendus à l'époque des Scipion 460,000 fr. du temps, furent achetés au prix de 400,000 fr. par Néron.

La fabrication des diverses sortes de tissus se généralisa. Aux jours glorieux de la Gaule indépendante, les Atrébates, habitants de l'Artois et de la Flandre, étaient renommés dans tout le monde romain par leurs fabriques de saies rouges, et on doit remarquer en passant à quelle date lointaine remonte la réputation de ces contrées dans les industries textiles. Au temps de Pline, et suivant son témoignage, les ouvriers de la Gaule rivalisaient avec ceux de Babylone et d'Alexandrie dans le travail des tapisseries (1); ils aimaient à figurer sur ce genre d'étoffe des écussons ou compartiments en forme de losange, quadrillés comme de petits boucliers, *scutuli*. Toutefois l'importation des tapisseries de l'Orient fut toujours considérable. C'est ce qui ressort d'une lettre de Sidoine-Apollinaire où est décrite une tapisserie de Perse à sujets. On représentait fréquemment

(1) *Hist. nat.*, lib. VIII.

des scènes de chasse ; les objets figurés devaient être de petite dimension et à teintes plates.

L'opposition qui se produisit de bonne heure en Orient contre le culte des images pour devenir plus tard la secte des iconoclastes y fut contraire à l'industrie des tapisseries. Cet art s'y conserva pour les tapis de pied, décorés de fleurs et d'ornements variés ; mais les tapisseries à personnages, destinées à être appendues sur les murailles, devinrent un produit plus essentiellement occidental et latin.

On retrouve cette tendance en Orient dès le commencement du v^e siècle. Saint Aster était évêque d'Amasée, ville de la province de Pont, vers l'an 400. Dans une de ses homélies, qui a le mérite de nous donner la description la plus claire que l'on possède d'une antique tapisserie proprement dite, il condamne cet art « aussi vain qu'inutile, qui, par les *combinaisons de la chaîne et de la trame*, imite la peinture, et représente les formes de tous les animaux et les habillements bigarrés d'un grand nombre de figures ; il y a des lions, des ours, des chiens, des bois, des chasseurs, ou bien des sujets tirés de l'Évangile : le Christ avec tous ses disciples, les miracles, les noces de Galilée avec les cruches, la pêcheur, Lazare sortant du tombeau, etc. Ceux qui se montrent ainsi vêtus sont considérés comme des murailles peintes. »

Dans le second concile de Nicée, l'an 787, où il fut décidé que les saintes images seraient honorées en souvenir et pour l'amour de ceux qu'elles représentaient, la mémoire de saint Aster fut attaquée : on le soupçonna d'avoir été contraire au culte des images. Cette injuste accusation fut réfutée par Nicéphore, patriarche de Constantinople. Néanmoins la persécution qu'une partie de l'Orient fit aux ouvriers qui représentaient des sujets religieux porta ses fruits. Ces artistes émigrèrent en Occident ; ils y apportèrent leurs diverses méthodes de travail et ce goût particulier qui a reçu le nom de style byzantin.

Si la France a pu devenir le foyer primitif de la civilisation moderne, c'est que, sous les rois franks, grâce à l'autorité des évêques gallo-romains, elle fut préservée du fatal esprit de secte particulier à l'Orient, et resta la nation éminemment catholique. « A l'origine du régime féodal, a remarqué M. Buchez (1), la

(1) *Formation de la nationalité française* : Paris, Dubuisson, 1859, T. II.

puissance du clergé devint une des circonstances les plus heureuses au milieu des désordres inséparables du nouveau système social. Les populations laborieuses se groupèrent autour des abbayes, à l'abri des franchises des églises et des cloîtres. La paix y régnait, le travail y florissait, les richesses s'y accumulaient. Ce furent comme des îles réservées à la pratique des arts libéraux et des arts utiles au milieu de la tourmente qui grondait autour d'elles. »

Les évêques de l'ère mérovingienne, que l'on a surnommés à juste titre fondateurs de la nationalité française, furent les dignes prédécesseurs de ces papes d'Avignon qui introduisirent, au XIII^e siècle, le tissage de la soie en Provence, d'où il s'étendit dans les contrées voisines pour s'y conserver et donner naissance à l'une de nos plus brillantes industries. Les tapisseries devinrent très-rares après les grandes invasions du V^e siècle, ainsi que tous les autres produits d'une civilisation qui expirait pour se transformer et renaître. Mais les évêques firent-ils venir des ouvriers de Constantinople ou de l'Italie? Employèrent-ils des Sarrasins oubliés dans l'Aquitaine après la victoire de Charles-Martel, ou trouvèrent-ils des ouvriers assez industriels parmi nos propres ancêtres? Il est toujours constant que dès le IX^e siècle on voit les tapisseries employées à décorer les églises. Celle d'Auxerre, vers l'année 830, en était ornée par son évêque saint Angelme. En 985, dans l'abbaye de Saint-Florent de Saumur, les religieux exécutaient des tapisseries de toutes sortes. Peu de temps après, Poitiers possédait une de ces fabriques, et les produits en étaient recherchés par les évêques de l'Italie elle-même.

CHAPITRE III.

Tapis sarrasinois.

Lorsque, sur l'ordre de Louis XIV, les habitants d'Aubusson se réunirent en assemblée générale, le 23 septembre 1664, pour rendre compte à Colbert de la situation de leur manufacture de tapisseries, ils exposèrent « que l'établissement en est de temps immémorial, sans que l'on en sache la première institution ». Cette délibération est le plus ancien document sur cette matière que possèdent nos archives municipales. Elle a été certainement rédigée par un homme de savoir : elle témoigne à la foi de l'opinion qui existait, dès le milieu du XVII^e siècle, sur l'antiquité de la fabrique d'Aubusson, et de l'absence de toute théorie préconçue sur son origine.

Divers mémoires déposés aux archives impériales, à Paris, contenant l'historique des manufactures d'Aubusson et de Felletin et les rapports si remarquables des intendants de la généralité de Moulins (1665-1698), parlent aussi, mais en termes assez vagues, de l'ancienneté de ces établissements.

C'est en 1783 seulement, dans un mémoire de M. de Château-favier, inspecteur des manufactures d'Aubusson et de Felletin, qui a été inséré dans l'*Encyclopédie méthodique*, T. CVIII, que nous lisons : « L'origine des manufactures d'Aubusson et de Felletin est si reculée qu'elle se perd dans la nuit des temps. Il est vraisemblable que leur ancienneté est à peu près la même ; mais on ne peut, à défaut de titres justificatifs, entrer dans des détails historiques à cet égard. On se permettra cependant de dire, d'après un ancien mémoire, et suivant l'opinion commune, que ces manufactures doivent leur naissance aux Sarrasins, qui, répandus, vers l'an 730, dans la Marche, donnèrent à ses habitants naturels les premiers éléments de l'art de fabriquer les tapisseries, et que, après l'expulsion des Sarrasins des Gaules, un vicomte de la Marche, jaloux sans doute d'illustrer le

chef-lieu de sa seigneurie, fit venir à ses frais les meilleurs tapisseries de Flandre, et les établit à Aubusson pour cultiver et perfectionner la fabrication des tapisseries, qui était pour lors à son berceau. Voilà tout ce qui est écrit et transmis par la tradition sur cet objet. On croit de la prudence de n'en point garantir l'authenticité (1). »

L'opinion qui rapportait aux Sarrasins l'origine industrielle d'Aubusson et même celle de Felletin se trouvait ainsi produite avec une certaine réserve. Trente ans plus tard, un historien de la Marche l'adopte comme étant assez vraisemblable (2), au moins en ce qui touche Aubusson ; et depuis elle a été mentionnée par tous les écrivains qui se sont occupés de notre ville et de ses manufactures. Il est singulier toutefois que, jusqu'à M. Félix Lecler, personne n'ait songé à signaler, comme l'avait fait M. de Châteaufavier, la probabilité de l'arrivée, au moyen âge, de tapisseries flamands à Aubusson. Nous verrons plus tard qu'on ne peut guère se refuser à admettre une émigration d'ouvriers de Flandre dans la Marche, et le récit de M. de Châteaufavier se trouve si bien vérifié en ce point que nous sommes disposé à l'accueillir dans une certaine mesure lorsqu'il rapporte l'opinion commune au sujet des Sarrasins d'Abd-er-Rhaman.

Voici le texte de M. Jouilletton : « Une opinion assez répandue et assez vraisemblable rapporte à cette époque (732) les commencements de la ville d'Aubusson. Il n'y avait alors dans le lieu qu'occupe cette ville qu'un château-fort, dont la tradition fait remonter la construction au temps de César, et qui fut bâti, suivant toute apparence, par les deux légions que plaça ce conquérant sur la frontière des *Lemovices*, non loin des *Arverniens*. Il était naturel en effet que ces légions se fortifiassent contre les attaques dont elles pourraient devenir l'objet ; et le rocher sur lequel fut élevé ce fort, étant à peu près au milieu du cordon qu'elles formaient, ne pouvait pas mieux convenir à ce dessein. Le hasard voulut que des Sarrasins, détachés d'une troupe qui échappa au carnage de la bataille de Poitiers par les voies militaires qui conduisaient dans la Marche et dans l'Auvergne, arrivassent en ce lieu. Il y avait parmi eux des tan-

(1) *Manufactures et arts*, T. II : Paris, 1784.

(2) Jouilletton, *Histoire de la Marche et du pays de Combraille*, T. I, page 84 : Guéret 1814-1815, chez Betoulle.

neurs, des tapissiers, des teinturiers, qui trouvèrent une telle position favorable à l'exercice des arts dans lesquels ils avaient été élevés. Les eaux leur parurent surtout excellentes pour la teinture des laines ; ainsi que pour la préparation des cuirs. Ils se fixèrent auprès de ce château avec l'agrément du seigneur, qui crut devoir protéger cette industrie naissante, à laquelle la ville d'Aubusson doit son origine et sa prospérité. Les seigneurs d'Aubusson étaient dès ce temps-là puissants dans l'Aquitaine. Celui qui permit aux Sarrasins de s'établir auprès de son château fut le père d'Ébon, qui, environ vingt ans après, figura comme prince d'Aubusson dans l'acte de fondation du monastère de Moûtier-Roseille. »

M. Lacordaire, directeur de la manufacture des Gobelins et auteur d'une intéressante monographie de ce magnifique établissement, après avoir parlé de la fabrique de tapisseries qui existait à Poitiers en 1025, désigne, entre autres villes, celles d'Aubusson et de Felletin comme ayant également vu de bonne heure cette industrie se naturaliser chez elles (1). M. Lainel, qui a rédigé le rapport sur les tapis et les tapisseries à la suite de l'exposition universelle de 1855, a été encore plus explicite. Il s'exprime ainsi :

« L'opinion accréditée que les premiers ouvriers introduits en France sous le nom de sarrasinois étaient venus avec les croisés, au retour de la Terre-Sainte, est nécessairement une erreur.

» Les premiers tapis ont été fabriqués à Aubusson, dans le Midi, au VIII^e siècle, par les Sarrasins prisonniers de Charles-Martel (2). »

Malgré son caractère d'étrangeté, il serait peu rationnel de rejeter de parti pris une tradition que nous voyons accueillie par des esprits très-sérieux. D'un autre côté, elle est repoussée par des érudits qui se refusent à admettre une opinion qui ne s'appuie pas sur des faits positifs. Ce scepticisme historique, fort à la mode aujourd'hui, nous semble trop absolu : du reste, nous ferions preuve de peu de patriotisme en refusant l'assentiment que d'éminents étrangers apportent aux écrivains aubussonais.

On ne peut pas s'étonner de retrouver une tradition analogue sur d'autres points de la France, et s'appliquant à d'autres

(1) *Notice historique sur la manufacture des Gobelins* : Paris, 1853, page 6.

(2) *Rapports du jury mixte international* : Paris, imp. impériale, 1856, page 1080.

industries. Dès le mois de mai 732, après le sac de Bordeaux, les bandes de l'armée d'Abd-er-Rahman se jetèrent à travers l'Aquitaine dans toutes les directions, jusque dans l'Orléanais, l'Auxerrois et le Sénonais. L'émir ne put sans doute rallier tous ses cavaliers, ni avant ni après la célèbre bataille qui fut livrée entre Loudun et Tours un samedi de la fin d'octobre (732). La retraite fut tellement rapide qu'un grand nombre durent être abandonnés au milieu des populations gallo-frankes, où leur souvenir est resté indestructible, et s'est confondu quelquefois avec celui des Romains. L'armée de l'émir d'Espagne renfermait des recrues et des volontaires qu'il avait appelés de l'Égypte et de l'Asie, où l'usage des tapis et des tapisseries s'est maintenu dans tous les temps. Il n'est donc pas impossible que ces étrangers, accueillis par un seigneur d'Aubusson dans la vallée de la Creuse, y aient transporté leurs diverses industries.

A Aubusson et à Felletin seulement, sainte Barbe est la patronne des tapissiers : ailleurs c'est généralement saint Louis. On ne possède rien de certain sur la vie de sainte Barbe, et ses différents actes qui ont été publiés ne font qu'obscurcir son histoire. Il paraît seulement établi qu'elle était Syrienne d'origine, et qu'elle souffrit le martyre à Héliopolis en Égypte, sous le règne de Galère, vers l'an 306. Il y avait un ancien monastère près d'Édesse qui portait le nom de sainte Barbe : elle est encore honorée d'une dévotion particulière chez les Grecs, les Russes et les Syriens. Il est constant que, à côté de sainte Barbe, on a toujours affectionné à Aubusson le patronage de quelques saints de l'Église orientale primitive, et qu'ils y possédaient des sanctuaires : tels sont saint Jean-Baptiste, saint Nicolas, sainte Catherine, sainte Madeleine. La fête de la sainte Croix est toujours la fête patronale d'Aubusson. Cette remarque paraîtra peut-être puérile; mais est-il absolument impossible qu'il se soit rencontré quelques chrétiens d'Orient dans la petite colonie qui se fixa en 732 sur les rives de la Creuse, et qu'ils y aient conservé, avec leurs industries, les souvenirs chrétiens de leur pays natal?

Les armoiries de la ville d'Aubusson (1) sont d'argent à un buisson de sinople, avec un chef d'azur chargé d'un *croissant* d'argent accosté de deux étoiles de même. Ce croissant ferait-il

(1) *Nobiliaire* de Nadaud, édité par M. l'abbé Roy-Pierrefitte : Limoges, Chapoulaud frères, T. I, p. 59 et 126.

allusion à l'origine sarrasinoise de la cité? Le blason de l'antique famille Aubusson-Lafeuillade est surmonté d'une tête de more. Serait-ce quelque chose de plus qu'un souvenir des croisades (1)? On a remarqué aussi que les personnages de nos anciennes tapisseries se détachent pièce à pièce, et semblent rapportés; ce qui est en effet dans la manière des artistes orientaux. D'après Joullietton, une urne cinéraire avec inscription en caractères arabes, et, tout récemment, une monnaie d'or arabe de forme ancienne, et malheureusement fondue avant d'avoir pu être étudiée, ont été trouvées sur le sol de la Marche. Une des voies qui aboutissent au sud-est de la ville d'Aubusson est désignée par la tradition et sur le tableau d'assemblage du cadastre sous le nom de *voie sarrasine*. Il est vrai qu'elle porte le nom de *chemin des Beaulx* dans le terrier de la seigneurie de Saint-Marc-à-Frongier de 1565.

Ailleurs qu'à Aubusson, et long-temps avant M. de Châteauvavier, on attribuait aux Sarrasins du VIII^e siècle l'introduction en France d'un certain genre de tapisseries. Pierre du Pont, premier tapissier de La Savonnerie, écrivait en 1632 (2) : « Il est à présumer que, aprez l'entiere ruine des Sarrasins par Charles-Martel, en l'an 726, quelques-uns d'iceux, qui sçavoient faire de ces tapis, fugitifs et vagabons, ou possible rechappés de la défaite, s'habituerent en France pour gagner leur vie, et commencerent à faire et establir cette manufacture de tapis sarrasinois. De sçavoir de quelle fabrique ni de quelle méthode ou estoffe estoient faits lesdits tapis, on n'en peut que juger, sinon que l'on voit par ladite sentence (celle de 1302) que ces tapissiers sarrasinois sont institués beaucoup devant les tapissiers de haute lisse, et estoient en possession des long temps, mais sur leur

(1) Ces divers attributs ne se retrouvent pas sur un sceau de Ranulfe d'Aubusson, de la seconde moitié du XIII^e siècle, qui est assez peu connu pour que nous croyions utile de le décrire d'après le *Treſor de numismatique et de glyptique*. Il représente un donjon (c'est l'aspect de celui dont on voit encore les ruines à Aubusson), et dans le champ : ALBVSIO, avec la légende : † SIGILLVM RAMNVLFI. ALBVCONIS. Au contre-sceau est un lion marchant à droite.

(2) *Stromatourgie, ou De l'excellence de la manufacture des tapis dits de Turquie nouvellement établie en France sous la conduite de noble homme Pierre du Pont, tapissier ordinaire du roy esdits ouorages*; — mieux faire que bien dire : — à Paris, en la gallerie du Louvre, en la maison de l'auteur, 1632. — Livre très-rare, cité par M. Lacordaire.

déclin, et que lesdits tapissiers de haute lisse commençoient à naître pour ensevelir et mettre hors lesdits sarrasinois, comme ils ont fait. Tant il y a que cette manufacture, si c'est la mesme, estant manquée en ces pays, soit qu'elle soit demeurée entre ces Turcs, soit qu'elle ait été perdue depuis ce temps, nous la voyons néanmoins estre relevée et rétablie avec plus de perfection qu'elle n'a jamais esté et qu'elle n'est en la Turquie..... »

Cette dernière assertion de Pierre du Pont montre que, si le nom des tapissiers sarrasinois s'était conservé jusqu'à lui, ce qui est surabondamment établi par un des derniers statuts de la corporation des maîtres tapissiers, celui de 1625-27, où il est fait mention des maîtres et ouvriers de haute lisse sarrasinois, et de tapis sarrasinois pleins et velus de toutes sortes de façons, il confondait les tapis dits sarrasinois avec les tapis de Turquie. En 1604, Henri IV avait établi dans les galeries du Louvre un atelier de tapis, façon de Perse ou de Turquie, qui fut l'origine de la fabrique de La Savonnerie près Chaillot, installée vers 1627. Une certaine analogie de nom, et une origine orientale très-probablement commune, expliquent la confusion qui existait alors entre le tapis sarrasinois et le tapis de Turquie. Cependant le tapis sarrasinois, nous le démontrerons plus loin, est une sorte de broderie, tandis que celui façon de Turquie est formé, comme le velours, de fils de laine noués autour de la chaîne, la dépassant en longues mèches qui sont coupées à leur extrémité. C'est le tapis *velu* du moyen âge : témoin ces deux textes de 1328 :

Ij tapis velus d'outre mer, viij lib.
Un tapis velu de Rommenie.

Véritables tapis de pied destinés à remplacer, dans les appartements et dans les églises, les feuillages et les herbes sèches du vieux temps, les tapis velus venaient de l'Orient, et différaient essentiellement des tapisseries sarrasinoises, qui servaient à tendre et à décorer les murailles, et qui, malgré leur origine vraisemblablement orientale, se fabriquaient en France, particulièrement à Aubusson, depuis long-temps.

L'ancienneté, à peu près généralement admise, de la fabrication des tapisseries à Aubusson, tout en donnant de l'autorité

à la tradition sarrasinoise, peut se lier aussi à l'introduction de l'art byzantin, par Venise, dans le Limousin.

Il semble en effet ressortir d'un manuscrit de la Bibliothèque impériale qu'on fabriquait des tapis à Limoges au ^{xiii} siècle :

Puis s'en monta en unes loges,
Et fist un tapi de Limoges
Devant lui à la terre estendre...
Erec s'asist de l'autre part
Dessus l'ymage d'un lupart
Qui el tapis estoit portraite (1).

On ne s'en étonnera guère en songeant aux relations qui existaient alors entre le centre de la France et Venise, le grand commissionnaire pour l'Orient. Il paraît établi que l'émaillerie limousine se rattache par Venise à l'art byzantin, et que certaines églises du Limousin et des provinces voisines rappellent exactement le type oriental. La Marche, et le pays d'Aubusson en particulier, a toujours fait partie du diocèse de Limoges : il est donc possible que l'influence byzantine, au moins pour les tapis, ait rayonné jusque chez nous.

« Il y avoit autrefois à Limoges, dit le P. de Saint-Amable (2), une rue nommée *Vénitienne* (cette rue porte encore ce nom), et cette rue Vénitienne et son faubourg étoient habités par des marchands vénitiens; ce qui commença en l'an 979. Et ce qui obligea les Vénitiens de bâtir ce faubourg, et de se loger à Limoges, fut à cause du commerce des épiceries et *autres étoffes* du Levant, lesquelles ils faisoient venir sur leurs navires, par la voie d'Égypte, à Marseille, et conduire par voiture à Limoges, où ils en avoient établi un grand magasin, d'où une bonne partie du royaume tiroit ce qui leur faisoit besoin. »

Au ^x siècle et au ^{xi}, la tapisserie à l'aiguille est devenue la grande occupation des femmes. La reine Adélaïde, femme de Hugues-Capet, brodait des tentures pour l'église de Saint-Denis. La reine Berthe l'imita dans ses pieux travaux.

Le monument le plus précieux de cette époque est l'ouvrage

(1) M. Francisque Michel, *Recherches sur le commerce, la fabrication et l'usage des étoffes de soie, d'or et d'argent du vi^e au xvii^e siècle*, T. II, p. 405 : Paris, 1854. — Ajoutons que M. Maurice Ardan a relevé, aux archives de Limoges, le nom d'un tapissier de 1457.

(2) *Histoire de saint Martial*, T. III, p. 372.

attribué généralement à la comtesse Mathilde de Flandre, femme de Guillaume le Conquérant, exécuté vers 1080, et célèbre sous le nom de *tapisserie de Bayeux*. On voit encore dans le musée de cette ville cet intéressant spécimen de l'art du XI^e siècle. C'est une immense toile de lin de 70 mètres de longueur sur 50 centimètres de hauteur, sur laquelle des figures tracées avec de la laine couchée et croisée représentent l'histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands. Des légendes latines expliquent chaque action. Les inventaires de la cour de Bourgogne, en 1420, font mention d'une tapisserie analogue.

L'art de fabriquer les tapisseries existait donc en France avant les croisades (1095-1270). C'était une industrie toute privée, cultivée par les religieux et les femmes des hauts barons, qui trouvaient là une distraction contre l'ennui des sombres demeures féodales. Ces ouvrages étaient en laine, brodés ou cousus sur un canevas de fil de lin ou de chanvre, et, d'après le travail de la tapisserie de Bayeux, c'étaient primitivement de véritables broderies.

Les termes un peu vagues des plus anciens inventaires font néanmoins supposer que, à l'époque de la plus grande vogue des tapisseries sarrasinoises, certaines tapisseries étaient l'œuvre du métier, un tissage, le produit, en un mot, d'un mode de fabrication analogue à celui de la haute ou de la basse lisse.

On représentait habituellement sur les tapisseries sarrasinoises des scènes de la Bible et de l'Apocalypse, des portraits de rois et d'empereurs; quelquefois des sagittaires, des lions et d'autres animaux imaginaires ou réels. Les ornements, nombreux, étaient empruntés à la fantaisie ou à la flore orientale. Ces produits n'étaient pas évidemment des tapis de pied comme les tapis velus de la Perse, mais des tapisseries destinées à servir de tentures. Quoique leur première et principale destination fût de décorer les églises, puis de meubler les châteaux, il est permis de croire que leur emploi devint de plus en plus varié, et qu'ils servirent particulièrement, dans la représentation des mystères, pour les changements de décorations. On les employait en effet, comme cloisons mobiles, dans de grandes salles pour former des chambres séparées.

Dans une ancienne demeure de la rue Vieille, à Aubusson, on a récemment découvert (1861) des lambeaux d'une véritable tapisserie sarrasinoise. Nous disions, au mois de septembre 1859,

au Congrès scientifique de Limoges, qu'il ne fallait pas désespérer de rencontrer à Aubusson quelque document ou quelque monument antérieur à l'époque de François I^{er} : nous n'osions pas espérer que nos vœux recevraient aussi promptement leur réalisation.

La découverte d'une tapisserie sarrasinoise à Aubusson est très-importante, tout faisant présumer qu'elle a été exécutée dans ce vieux centre des traditions sarrasinoises. Le fragment que nous possédons consiste en un canevas de fine toile de lin recouvert en entier de soie blanche. Sur ces deux tissus ont été brodés des feuilles d'acanthé et divers ornements d'un dessin très-correct. La laine est fine, et la couleur n'a pas trop varié. C'est bien là la tapisserie sarrasinoise, que l'inventaire des tapisseries du roi Charles VI du 4 mars 1424 et divers autres textes permettait de considérer comme une véritable broderie. Cependant, avant d'en avoir la preuve matérielle, nous ne pouvions croire qu'on eut poussé le luxe jusqu'à doubler un canevas de lin d'un tissu de soie. Vraisemblablement la soie n'était pas uniformément recouverte par le brodeur, et elle devait être destinée à produire certains tons particuliers dans l'ornementation générale de la tapisserie.

Ainsi se trouve confirmé un passage de Marco Polo de 1298. Le célèbre voyageur vénitien, l'Hérodote du moyen âge, dans sa description du royaume de Crerman ou Kerman, province de la Perse, à l'extrémité sud-est, écrit : « Les dames et les damoiselles labourent moult noblement de aiguile sor dras de soie de tous colors, à bestes et à osiaus et à moutes autres ymajes ». Il dit aussi à propos de la cité persane de Tauris : « Il est voir que les hommes de Toris vivent de mercandies et d'ars, car il i se laborent maintes dras à or et de soie et de grant vaillance ». Ces textes établissent qu'on retrouve dans la Perse non-seulement l'origine des tapisseries à personnages et des tapis de pied velus, mais encore celle des tapisseries sarrasinoises.

Il est impossible de déterminer l'âge de la tapisserie sarrasinoise trouvée à Aubusson. Elle ne peut guère être postérieure au xiv^e siècle, époque de la décadence de ce genre de travail. Ce produit matériel, rare échantillon d'un art oublié, corrobore l'opinion qui fait remonter au x^e et même au viii^e siècle l'origine de nos manufactures.

La vogue des tapisseries fut telle, au xii^e siècle et au xiii^e, pour les tentures des églises et des châteaux, qu'on les fabriqua

dans un grand nombre de localités, spécialement dans le nord de la France. A Paris, à Arras, on joignit à la fabrication des tapis sarrasinois celle des aumônières dites également sarrasinoises. A côté de la tradition qui se rapporte à Aubusson, il faut constater que les produits désignés sous le nom de sarrasinois étaient ainsi appelés parce qu'ils étaient de la façon ou dans le goût des orientaux.

Les modes et les arts de l'Orient se répandirent en effet chez les peuples de race latine ou germanique dès la première période du moyen âge. Après la chute de l'empire romain et la destruction simultanée des chefs-d'œuvre de l'antiquité et des empires, les Grecs de Byzance conservèrent les anciennes traditions, le goût du luxe et des beaux-arts. Les jeunes et barbares dynasties de l'Occident empruntèrent à Byzance ses produits de toute sorte, jusqu'à ses costumes et sa hiérarchie. Venise, dont les flottes s'approvisionnaient en Orient, adopta la première les modes et les productions d'outre-mer, et les imita; à la faveur de ses immenses relations commerciales, elle les répandit jusque dans le centre de la France, nous l'avons vu plus haut, jusque dans le Limousin.

Ce fut surtout à l'époque des croisades que les récits des voyageurs, les émigrations d'artistes, portèrent au plus haut point la vogue des productions orientales. Des textes nombreux témoignent de l'admiration avec laquelle on accueillait en France les riches tissus des Grecs et des Sarrasins, et des heureuses tentatives qui furent faites pour les imiter. Le modèle venait d'outre-mer, et les imitations produites à Venise ou à Arras étaient réputées faites de *main sarrasinoise*. On appelait sarrasinois les tapis dans le genre oriental et les ouvriers qui les exécutaient; et c'est dans cette expression, devenue vulgaire, mais dont le vrai sens avait fini par se perdre, qu'on a cherché quelquefois l'explication de la vague tradition qui attribue aux Sarrasins les commencements de l'industrie d'Aubusson.

La fabrication des tapis sarrasinois était très-importante au XII^e siècle, et les ouvriers de cette industrie formaient, sous le règne de Philippe-Auguste, une corporation à laquelle le pouvoir royal accorda plusieurs privilèges. L'expression de *tapis sarrasinois* désignait donc un produit indigène. Ainsi on lit dans le *Livre des mestiers* d'Estienne Boileau de 1260 : « Quiconque veut estre tapicier de tapis sarrasinois à Paris estre le puet franchement ». Les tapis exécutés dans le Levant étaient expres-

sément désignés comme tels, car nous lisons dans l'inventaire des ducs de Bourgogne (1398) : « Pour douze tapis velus du pays de Turquie, dont il y en a dix petits et deux moyens ». Les tapisseries destinées à couvrir les murailles étaient relativement communes : les tapis velus ou de Turquie, devant être étendus sur le parquet, étaient des objets de grand luxe, réservés aux habitations opulentes et aux sanctuaires les plus vénérés.

L'art de la broderie, dont la tapisserie sarrasinoise n'était qu'une variété, atteignit à cette époque un extrême degré de perfection s'il faut en juger par les rares spécimens qui ont pu être conservés. Les travaux sur canevas exécutés par nos contemporaines les plus habiles sont loin de rivaliser avec les produits analogues des ouvriers et des ouvrières du moyen âge : on y trouve un vrai sentiment de l'art, et surtout une habileté de main que le travail des machines tend de nos jours à faire disparaître. La broderie a précédé en quelque sorte la peinture, et les tentures brochées étaient de véritables tableaux. Jusqu'à l'époque où la renaissance de la peinture en Italie se manifesta en France, les divers genres de broderie s'appliquaient à tout, et les peintres les plus en vogue préparaient les cartons que devaient reproduire les brodeurs.

CHAPITRE IV.

Tapisseries de Flandre. — Haute et basse lisse.

Des tapisseries flamands, vers la fin du ^{xiii}^e siècle, se servirent des métiers de basse et haute lisse, car l'une de ces expressions sous-entend nécessairement l'autre, et ce fut le signal d'une révolution dans le travail des tapisseries. Malgré l'opinion contraire, acceptée sans contestation jusqu'à ce jour, ils paraissent avoir, dans l'origine, donné la préférence au métier de basse lisse, qui s'est toujours prêté à une fabrication plus rapide et plus économique. Les tapisseries sarrasinoises eurent dès lors à subir une rude concurrence : ils luttèrent bravement et longtemps ; mais, à partir du ^{xiii}^e siècle ou du ^{xiv}^e, ils furent remplacés par les ouvriers en haute et basse lisse. Les détails de cette lutte industrielle se retrouvent dans les statuts transcrits sur les registres du Châtelet et les articles ajoutés, en 1302, par le prévôt Pierre Le Jumeau aux statuts de 1280 concernant les tapisseries sarrasinoises de Paris. On conserva bien jusqu'en 1627 le terme de *sarrasinois* dans les règlements de la corporation des tapisseries, mais on avait fini par en oublier la véritable signification.

En substituant aux tapisseries sarrasinoises, broderies à la main, les tapisseries de haute et basse lisse, les Flamands ne faisaient qu'appliquer des procédés de tissage qu'on voit employés à l'origine de toutes les civilisations. Hérodote, au ^v^e siècle avant l'ère chrétienne, semble attribuer aux Égyptiens l'invention du métier de basse lisse, et laisser aux autres peuples l'emploi exclusif du métier à chaîne verticale ou de haute lisse. Il dit au sujet de la fabrication de la toile en Égypte : « Les autres nations font la toile en passant la trame en haut ; les Égyptiens, en la poussant en bas (1) ». Il faut cependant remarquer que les hypogées de Beni-Hassan, qui représentent des

(1) Charton, *Voyageurs anciens*, T. 1, p. 19.

femmes occupées à tisser, figurent deux fois le métier à chaîne perpendiculaire.

Tout le monde sait que, sur le métier de basse lisse, dont les dimensions, moins grandes que celles du métier de haute lisse, ont permis d'étendre la chaîne horizontalement, l'ouvrier travaille à l'envers, ayant son modèle devant lui; tandis que, sur le métier de haute lisse, l'ouvrier travaille aussi à l'envers, mais son modèle placé derrière lui. Aux Gobelins, on fabrique habituellement les tapisseries et les tapis de haute lisse : la basse lisse est restée la spécialité de Beauvais, d'Aubusson et de Felletin, comme procédé plus industriel.

Puisque nous entrons dans quelques détails techniques, il sera peut-être utile de dire qu'on appelle généralement aujourd'hui :

Tapis, ceux appelés primitivement velus, qui nous viennent de la Perse par la Turquie : ce sont les véritables tapis de pied, veloutés ou moquettes, dont divers genres ont été fabriqués en France pour la première fois : à La Savonnerie, en 1604; à Aubusson, en 1743, et à Felletin, vers 1768, sur le métier vertical dit à haute lisse, auquel les marches ou pédales du métier horizontal, dit à basse lisse, ne furent appliquées qu'en 1784;

Tapis ras, les tapis de pied unis, par opposition aux tapis veloutés : c'est le tapis *nostrez* dont il est question dans ce passage du *Livre des mestiers* d'Estienne Boileau. (1260) : « Nuz tapissier de tapiz nostrez ne puet ne ne doit ouvrer de nul file, fors que de file de laine bon et loial, fors es chies (lisières) que il puet ouvrer de toute maniere de file; — chascune maniere de tapiz nostrez doit estre tout d'un lé » ;

Tapisseries, les tapis de muraille, verdure, véritables tableaux reproduisant toutes les variétés de la peinture : les verdure étaient des paysages ordinairement d'un prix médiocre ;

Tenture, la réunion de plusieurs pièces de tapisseries destinées à un même appartement.

Nous nous sommes suffisamment expliqué sur ce qu'on doit entendre par *tapis sarrasinois*, espèce de broderie plate à l'aiguille.

Alors que la Flandre et l'Artois exploitaient avec succès la fabrication des tapisseries de basse ou haute lisse, les substituaient peu à peu aux tapis sarrasinois, et que, grâce à leurs

excellents procédés de teinture et à leur facilité de s'approvisionner de laines à bon marché, ils se mettaient à la tête de cette industrie, que devenait, dans la Haute-Marche, l'ancienne fabrique de tapisseries ?

Il faut constater d'abord l'absence de documents précis pouvant servir à éclairer cette période reculée de notre histoire locale. Un acte de donation de Renaud VI, vicomte d'Aubusson, père de Ranulfe dont nous avons décrit le sceau, concède divers droits à l'église de Notre-Dame d'Aubusson, en 1247, d'après Joullietton, et prouve seulement qu'on y fabriquait des draps à cette époque. Il est vrai que le tissage des draps paraît avoir été, dans la Haute-Marche, une industrie contemporaine de celle des tapis. En 1262, Hugues XII de Lusignan, comte de la Marche, qui venait d'acheter de Renaud VII la vicomté d'Aubusson, accorda des privilèges aux personnes qui viendraient habiter la ville d'Aubusson. Il ne paraît pas qu'il soit fait mention, dans cette charte, de fabriques de tapisseries. La confirmation de ces privilèges par Charles de France, comte de la Marche et de Bigorre en 1324, consignée dans plusieurs documents du *xvi^e* siècle qui existent aux archives de la ville d'Aubusson, ne renferme rien sur cette question. Pourtant il est établi qu'on a fabriqué à Aubusson, dans l'origine, des tapisseries sarrasinoises, et que, sous François I^{er}, les tapisseries de Marche jouissaient d'une grande notoriété.

M. de Châteaufavier dit, dans son mémoire, que, suivant une opinion commune, un vicomte de la Marche aurait fait venir à ses frais des tapissiers de Flandre, les aurait établis à Aubusson pour y perfectionner la fabrication des tapisseries, qui s'y trouvait alors à son berceau. M. Félix Lecler, auteur d'un remarquable travail sur Aubusson (1), pense que l'établissement des métiers à tapisserie dans cette ville doit dater de la fin du *xv^e* siècle, époque où Éléonore de Bourbon, épouse de Bernard d'Armagnac (1464), aurait appelé dans la Haute-Marche des ouvriers du Hainaut ou de la Flandre. Cette opinion que les Flamands sont venus à Aubusson appliquer à la tapisserie le métier de haute ou basse lisse pour y remplacer le procédé sarrasinois nous a toujours frappé par un grand caractère de vraisemblance ; mais nous pensons qu'il faut faire remonter beaucoup plus haut, c'est-à-dire à la première moitié

(1) *Album historique et pittoresque de la Creuse*, p. 149.

du ^{xiv}^e siècle (1340), l'arrivée des tapissiers flamands à Aubusson.

A diverses reprises, on a trouvé dans nos environs des monnaies des comtes de Flandre. Plus récemment, au mois de septembre 1860, dans un jardin situé entre la rue Franche et le quai des Iles, à Aubusson, on a déterré des monnaies analogues, en assez grand nombre, dont voici les types principaux que nous avons pu recueillir :

LVDOVIC. COMES. Croix traversant la légende. — Revers : MONETA. FLAND. Lion dans le champ. — Argent.

Louis, comte de Flandre, Nevers et Reims, an 1322. Flandre porte *d'or au lion de sable armé et lampassé de gueules*.

IO. DVX. LOT. BRAB. Croix traversant la légende. — Revers : MONETA. BRABAN. Lion dans le champ. — Argent. — Même type que celui de la monnaie précédente.

Jean, duc de Lothier, Basse-Lorraine et Brabant, an 1312.

Il y a dans cette découverte de monnaies flamandes à Aubusson plus qu'une rencontre fortuite.

Le comté de la Marche appartenait à l'illustre maison de Lusignan, qui avait fini par y réunir, après de longues contestations, la vicomté d'Aubusson. Hugues XIII était mort glorieusement à la funeste bataille de Courtray : son frère et son cousin se disputaient son immense héritage, lorsque le roi Philippe le Bel intervint dans la querelle, et confisqua à son profit les comtés d'Angoulême et de la Marche (1309). Peu de temps avant sa mort, Philippe le Bel donna la Marche en apanage à Charles, son troisième fils, et le frère de ce prince, Philippe V dit le Long, érigea cette province en comté-pairie. Ce fut Charles de France qui, en 1321, donna des privilèges aux habitants d'Aubusson. A la mort de Philippe le Long, le 3 janvier 1322, le comte de la Marche lui succéda sous le nom de Charles IV dit le Bel.

On a des monnaies de Charles le Bel comme comte de la Marche. Les comtes de la Marche de la race capétienne portaient *semé de France à la bande de gueules chargée de trois lionceaux d'argent*; couronne de marquis. Le nouveau roi de France ne prit guère souci de son ancien comté. Il aimait particulièrement la ville de Clermont en Beauvoisis, où il était né; et, par acte du 27 décembre 1327, il échangea son comté-pairie de la Marche contre le comté de Clermont, qui appartenait à Louis de Bourbon.

Le nouveau comte de la Marche, Louis I^{er}, duc de Bourbon, était issu de Robert, comte de Clermont, cinquième fils de saint Louis, mari de l'héritière de la baronnie de Bourbon. Robert, en adoptant le nom de Bourbon qu'il transmitt aux siens, garda les armes de France par une sorte de pressentiment de la haute destinée réservée à sa race, qui prenait pour devise le mot *espoir*. Les comtes de la Marche de la maison de Bourbon portaient : *d'azur semé de France, au bâton de gueules péri en bandes brochant sur le tout*. Quand le roi Charles VI eut réduit les armes de France à trois fleurs de lis, les comtes de la Marche portèrent également d'azur à trois fleurs de lis (4).

Louis I^{er} de Bourbon, comte de la Marche, fut, sous tous les rapports, un prince remarquable. Dévoué à son parent Philippe VI de Valois, qui succéda à Charles le Bel le 4^{er} février 1328, il lui sauva la vie sur le glorieux champ de bataille de Cassel. Le roi de France, reconnaissant, lui rendit le comté de Clermont. Les relations du comte avec les Flandres furent continues : relations de famille, relations diplomatiques et guerrières. Sa sœur aînée, Blanche, avait épousé Robert VII, comte d'Auvergne et baron de Combraille. Robert, devenu veuf, épousa en secondes noces Marie de Flandre, qui devint à son tour, en 1332, suzeraine du Combraille. Vers la même époque, le comte de la Marche épousa aussi une Flamande, Marie de Hainaut. (Moréri.)

Dans ces temps agités, les vassaux de Louis I^{er} parcoururent souvent à sa suite les contrées industrielles du Hainaut et de la Flandre. Les services rendus par les gens de la Marche pendant les guerres de Flandre furent tels que Philippe VI, à la sollicitation de leur comte, leur accorda, en 1337, par privilège, l'exemption de la confiscation, hors le cas de lèse-majesté.

Le comte Louis affectionnait Aubusson. Il confirma à cette

(1) Signalons à ce sujet un sceau de cuivre qui se trouve à Aubusson dans une maison particulière. Il est rond, et a cinq centimètres de diamètre. Au milieu est l'écu de France, avec le lambel d'Orléans surmonté d'une couronne fruste. Autour est le collier à coquilles de l'ordre de Saint-Michel, avec la légende : CHARLE FILZ ET FRERE DE ROI CONT DE LA M. Ce ne peut être que le sceau de Charles, duc d'Orléans, fils de François I^{er}, comte apanagiste de la Marche de 1531 à 1545. Il rappelle les monnaies de Charles le Bel, comte de la Marche, dont nous avons parlé plus haut, et sur lesquelles on lit : K. FILI. REG. FRACIE. COMES. MARCHIE.

ville les privilèges qui lui avaient été accordés par Hugues de Lusignan et par Charles de France. Il avait à cœur d'accroître et de développer l'importance de cette ville; et, d'après tous les faits que nous venons de rappeler, il est permis de croire qu'il y appela une colonie de tapisriers flamands, destinés à y suppléer à l'insuffisance industrielle des tapisriers sarrasinois, qui étaient alors partout à leur déclin, suivant l'expression de Pierre du Pont.

En outre des circonstances générales que présente l'histoire du temps, et que corrobore la découverte fréquente de monnaies de Flandre et de Brabant à Aubusson, il y a un fait particulier qui milite en faveur de la probabilité de cette immigration flamande. Après la bataille de Cassel, où s'illustra le comte de la Marche, Édouard III, roi d'Angleterre, défendit l'exportation des laines anglaises, et prohiba dans ses états l'importation des tissus de Flandre. On le voit, le système des guerres de tarifs et de prohibition n'est pas nouveau. Ce fut un coup terrible pour les cités flamandes, qui se trouvèrent privées à la fois d'un important débouché et de la matière première de leurs grandes industries. Les chroniques du temps parlent d'une émigration considérable d'ouvriers de Flandre sur divers points de l'Europe qui eut lieu à cette époque. Les alliances du comte Louis et du baron de Combraille avec des princesses flamandes permettent de penser que les tapisseries de Marche furent créées alors par les Flamands en remplacement des tapisseries sarrasinoises.

Louis I^{er} de Bourbon, comte de la Marche, après avoir conduit en Flandre neuf compagnies d'hommes d'armes recrutées dans ses domaines, et contribué à faire lever à Édouard III le siège de Cambrai, négocia une trêve de deux ans entre le roi d'Angleterre et le roi de France. Peu après, le 22 janvier 1344, il mourut, laissant deux fils et quatre filles de sa femme Marie de Hainaut.

A Laval (Mayenne), où la fabrication de la toile constitue l'industrie principale et la richesse du pays, un fait pareil paraît s'être produit vers la même époque et dans des circonstances analogues. On attribue le commencement de ces fabriques à des Flamands qui vinrent s'établir dans le Maine à la suite d'une fille d'un comte de Flandre qui avait épousé le comte de Laval (1).

Un souvenir de l'émigration flamande s'est conservé à Au-

(1) *Congrès de Cherbourg*, 1860, T. I, p. 680.

busson et à Felletin. A une époque où toute tradition orale disparaît, il est intéressant de recueillir certaines vieilles locutions, dont le sens, oublié long-temps, finit à un moment donné par se retrouver, et par jeter la lumière sur des points obscurs des histoires locales. Le mot *Flamand* est resté chez nous une injure dans le langage populaire : on dit un Flamand pour désigner un flatteur, un patelin, un homme habile et dangereux. N'est-ce pas là une injure jetée à des étrangers que nos populations ouvrières devaient regarder comme des intrus, protégés par les seigneurs qui les avaient appelés, mais haïs par les gens d'un métier rival ? C'est le dernier souvenir de la lutte de nos tapis-siers sarrasinois contre les haute-lissiers flamands, qui devaient transformer la vieille industrie d'Aubusson et de Felletin.

Il est donc constant que, dès le *xiii^e* siècle, les Flandres furent le centre principal de la fabrication des tapisseries, et que ce fut surtout au *xiv^e* siècle et au *xv^e* que cette industrie y prit son plus grand essor. Il est aussi extrêmement probable que, dans une sphère plus modeste, les fabriques d'Aubusson et de Felletin se sont développées parallèlement aux fabriques de Flandre, dont elles avaient adopté les méthodes de travail.

Les plus anciennes tapisseries tissées que l'on puisse jusqu'à présent attribuer, avec quelque probabilité, aux fabriques d'Aubusson sont celles qui appartiennent au château de Boussac. M. Joullietton pensait que c'étaient d'anciennes tapisseries turques : il se trompait évidemment. Nous croyons avoir le premier émis l'avis qu'elles avaient pu être exécutées à Aubusson (1). M. Henri Aucapitaine, qui les a vues après nous (2), et d'autres personnes très-compétentes ont partagé cette opinion. M^{me} George Sand a dit qu'il a été reconnu récemment qu'elles sortent des fabriques d'Aubusson.

Une observation attentive a modifié notre première impression. Les magnifiques tapisseries de Boussac paraissent être postérieures à Zizim, et appartenir à la plus belle époque de la renaissance. Les quelques années que le fils de Mahomet II passa dans l'opulente retraite qui lui fut ouverte par notre glorieux Pierre d'Aubusson au sein de la commanderie de Bourgameuf, résidence habituelle des grands-prieurs d'Auvergne (1482-1488), eussent suffi à peine à l'exécution de ces nombreuses

(1) *Album historique et pittoresque de la Creuse*, loc. cit., p. 24.

(2) *Notes historiques sur Boussac* : Paris, Dumoulin, 1853.

tentures. Elles ne peuvent donc pas représenter la dame de ses pensées, et il faut plutôt y voir des scènes tirées du roman de la Dame à la licorne. Il n'est pas impossible qu'elles soient de fabrique flamande; mais personne n'oserait affirmer qu'elles ne sont pas marchaises, surtout en mettant en regard le texte de l'ordonnance de 1542.

CHAPITRE V.

Tapisseries de Marche.

On lit dans un édit donné par François I^{er}, à Tonnerre, le 20 avril 1542, « concernant les droicts, l'imposition foraine, resve, domaine forain et haut passage, touchant les marchandise et appréciation d'icelles, pour sçavoir ce que l'on doit payer pour raison d'icelles :

» Tapisserie de Marche, ou haute lice, estoiffée d'or et desoye, ne sera cy appréciée et estimée, pour ce que c'est ouvrage de prince, et s'en tire peu ou point hors du royaume : toutefois, cy advenant qu'il en fust tiré quelque quantité, elle sera prisee et estimée aux extrémités de ce royaume par gens à ce cognoissans, appelez nos procureurs et commis, en recouvrement dudit droict d'imposition foraine.

» Tapisserie fine de Marche, ou haute lice, sans or, valeur de cent sols tournois l'aune de Paris et au-dessus, le cent pesant poids de marc, en ce comprises serpillieres, cordes et tout autre emballage, six vingts livres tournois (1). »

L'édit de Tonnerre de 1542 fut modifié par une ordonnance de Henri III publiée à Blois en mai 1584. Les droits de resve (douane) furent alors notablement augmentés, comme nous allons le voir. Nous transcrivons l'ordonnance de Blois de 1584 d'après la *Conférence des ordonnances* de Pierre Guénois, édition de 1646, page 720 :

« Draps de laine de toutes sortes, appréciez et estimez au cent pesant, poids de marc, y compris serpillieres, toiles, cordes et tout autre emballage :

(1) Paris, in-8, chez Haultin, 1550, cité par M. Leber dans son *Essai sur la fortune privée au moyen âge*. Les évaluations de l'édit de François I^{er} étaient faites au plus bas prix du commerce. La somme de cent sous tournois l'aune de tapisserie de Marche équivalait, suivant M. Leber, au pouvoir actuel de l'argent, à 73 fr. 33 c.

» Draps d'Aumale, Beauvais, Valois, Abbeville, Amiens, Bauge, Mande, Le Puy, Poictou, *Feltins*, felins et frizes d'Angleterre, et autres semblables petits draps, vingt et une livres tournois.

» Tapisseries appréciées et estimées au dit cent, poids dessus dit :

» Tapisserie de Marche, ou haute lice, estoffée d'or et de soye, ne sera cy appréciée et estimée, pour ce que c'est ouvrage de prince, et s'en tire peu ou point hors du royaume : toutefois, cy advenant qu'il en fust tiré quelque quantité, elle sera prisee et estimée aux extrémités de ce royaume par gens à ce cognoissans, appelés nos procureurs et commis en recouvrement dudit droit d'imposition foraine.

» Tapisserie fine, Marche, ou haute lice, sans or, de valeur de cent sols tournois l'aune de Paris et au dessus, le cent pesant poids de marc, en ce comprises serpillieres, cordes et tout autre emballage, deux cents livres tournois (au lieu de cent vingt livres en 1542).

» Tapisserie de Flandres et d'ailleurs, excepté Feletin, au dessous de cent sols tournois l'aune dudit Paris, soixante et quinze livres.

» Tapisserie ou tapis dudit Feletin, d'Auvergne et de Lorraine et autres semblables, cinquante livres.

» Tapis velus de Turquie ou d'ailleurs, soixante livres. »

Ces documents officiels du xvi^e siècle sont intéressants, quoique plus vagues que notre juste curiosité ne le voudrait. Pour Felletin, il n'y a aucune ambiguïté, à part une légère différence d'orthographe. Ses fabriques de draps et de tapisseries avaient alors une incontestable notoriété. Du reste, parler des fabriques d'Aubusson c'est parler de celles de Felletin, car leur destinée a presque toujours été commune. Les tapisseries d'Auvergne doivent désigner les tapisseries de Bellegarde, qui était en Franc-Alleu, et dépendait du présidial de Riom en Auvergne. Il est bien évident que par tapisseries de Marche on ne peut entendre autre chose que les tapisseries de haute lisse d'Aubusson : d'après le prix auquel elles étaient taxées, on doit les juger d'une qualité de beaucoup supérieure à celle des tapisseries de Felletin et d'Auvergne.

L'expression de *tapisserie de Marche*, qui était, sous les derniers Valois, synonyme de haute lisse, parait avoir signifié, vers 1607, tapisserie de basse lisse. C'est ce qui résulte des

observations des prévôt des marchands et échevins de la ville de Paris au sujet des privilèges qui furent accordés par Henri IV à deux tapissiers flamands renommés, Marc de Comans et François de La Planche. A Paris, on ne travaillait alors qu'en haute lisse, tandis qu'en Flandre on se servait généralement du métier de basse lisse, comme moyen plus rapide et plus économique. Les prévôt et échevins affirment « que la tapisserie de haute lisse est beaucoup plus précieuse et meilleure que celle de Marche ou de basse lisse dont ils usent au Pais-Bas ». M. Lacordaire prétend à ce sujet que le métier de basse lisse est nommé tapis de marche à cause des pédales se mouvant avec les pieds dont il est muni. Cette interprétation ne peut être admise; car, de même que l'on disait tapisseries de Flandre, on disait aussi tapisseries de Marche, et l'opinion de l'historien des Gobelins doit être le résultat d'une équivoque involontaire. On lit dans les ordonnances de François I^{er} et de Henri III que nous venons de citer, et dont les termes sont très-formels, tapisseries de *Marche*, et non de marche. Nous ignorons par suite de quelle confusion ou de quelle révolution industrielle l'expression de tapisserie de Marche ne désignait pas toujours le même mode de travail; mais il faut bien admettre qu'elle s'appliquait aux produits des fabriques d'Aubusson. Un écrivain du temps lève les doutes qui pourraient exister à ce sujet, et constate l'existence de fabriques de tapisseries à Aubusson au xvi^e siècle.

Évrard d'Ahun s'exprime ainsi (1) : « Le Busson ou Le Bussou, selon le vulgaire de maintenant, est une ville de grand bruit pour la fréquentation des marchands du lieu, qui y trafiquent souvent, menant et conduisant marchandises en d'autres et divers lieux et pays, et de ce que les habitants sont adonnés à de grands labeurs. La ville est grandement populeuse selon son circuit, abondant en diversités de marchandises, et y a des gens opulents et riches, grand nombre d'*artisans* et négociateurs qui font grand trafic, principalement en l'*art lanifique et pilistromate* (draps et tapis), et dont ils tirent grand profit. Au flanc de laquelle ville coule lentement ledit fleuve de la Grand'Creuse, descendant des montagnes Filitinnées, distantes de deux mille pas, lequel fleuve est bien commode et propre en ladite ville, pour raison des moulins qui sont assis dessus, tant pour l'usage des draps et laines que pour moudre les grains. La

(1) *Histoire de l'antique ville d'Ahun*, (loc. cit.), page 22.

situation est entre deux hautes montagnes inaccessibles, pleines de grands rochers desquels descend par le milieu un torrent qui aucune fois est si impétueux qu'il entre dans les maisons et boutiques, gâtant et enveloppant plusieurs marchandises, et se vient jeter dans le fleuve de Creuse. La principale marque de ladite ville et le lieu le plus éminent et apparent est le châtel, qui est un édifice ancien, assis du côté du midi sur ladite ville à la sommité d'une montagne, servant de défense à icelle, lequel a un donjon, grande tour quarrée, et autres logis enclos de murailles et tours quarrées. La forme de ladite grand'tour est de même structure que la tour qui est close au pourpris du châtel de notre ville Agedun (Ahun); et, comme aucuns disent, il appert, par les pancartes anciennes qui sont gardées aux archives du châtel d'Aubusson, que ledit César, dictateur romain, lorsqu'il s'empara des Gaules, les fit toutes deux édifier en son nom. »

Évrard est encore plus précis au sujet des diverses industries qui s'exerçaient à Felletin à la même époque : « La cité de Felletin maintenant est exaltée sur les autres de notre contrée tant pour l'opulence des richesses qui est enclose dans icelle que pour ses honorables bourgeois, d'une excellente et constante vertu en la vraie religion, et aussi est habitée d'un grand nombre d'artisans de diverses officines, et même en l'art buphique (tanneries) et lanifique, et autres ouvrages ingénieux de tapisseries textiles de diverses forfilures et couleurs, en haute et basse lisse ».

Tout en tenant compte de l'exagération naturelle aux écrivains du temps, il est bien établi que la Renaissance fut une ère de prospérité pour les fabriques d'Aubusson et de Felletin. Un grand nombre de documents mentionnent cette période d'éclat, et confirment l'opinion que la désignation des tapisseries de Marche, dans l'édit de 1542, nous a donnée de leur importance et de leur popularité. Les guerres civiles et religieuses leur portèrent un coup terrible, car notre province prit une part active, quoique secondaire, aux tragiques événements de la fin du xvi^e siècle. Ce fut du reste ce qui arriva en Flandre et à Paris, où, suivant Sauval, les manufactures de tapisseries, à l'avènement de Henri IV, se trouvaient *abolies par le désordre des regnes précédents*.

Henri IV entreprit de les restaurer, et il réussit, malgré l'opposition de Sully, qui se préoccupait surtout de rétablir l'ordre

dans les finances, et qui disait souvent que la France était avant tout un pays d'agriculture. Nous avons vu plus haut qu'on devait à Henri IV la création d'un atelier de tapis à la façon de Perse ou du Levant, qui fut l'origine du célèbre établissement de La Savonnerie (1604). Par un édit du mois de janvier 1607, il donna un privilège à la manufacture formée à Paris par les Flamands Marc de Comans et François de La Planche, et leur confia la direction de la fabrique de tapisseries façon de Flandre. Il les anoblit et les exempta du droit d'aubaine, eux et tous les ouvriers étrangers qui viendraient travailler sous leurs ordres. Les habitants d'Aubusson, lorsqu'ils s'adressèrent à Louis XIV pour obtenir des statuts, réclamèrent pour leur manufacture les mêmes *privilèges, exemptions et avantages*.

Louis XIII continua les traditions de son glorieux père. Il conserva à Pierre du Pont son logement et son atelier dans la galerie du Louvre, et créa, en 1626, dans la maison de La Savonnerie, près de Chaillot, une manufacture de tapis dits de Turquie. En 1630, la fabrique de tapisseries façon de Flandre fut installée dans la maison des Gobelins, au faubourg Saint-Marcel, où Louis XIV et Colbert devaient plus tard la retrouver, et lui donner les magnifiques développements qui en firent un établissement sans rival.

La royauté, tout en protégeant d'une manière spéciale ses établissements particuliers, n'oubliait pas l'industrie privée et les petits centres de fabrication qui remontaient aux communes féodales. Par arrêt du conseil du 4^{er} février 1620 (1), « les tapisseries d'Aubusson et lieux circonvoisins furent maintenus dans l'exemption des droits de douane pour les tapisseries qu'ils feraient transporter à Paris provenant de leurs manufactures, comme ils en avaient joui par le passé ». Aussi les fabriques d'Aubusson prirent un nouveau développement, et de tous les points de la France on leur adressa des commandes. Le nombre des maîtres-ouvriers et apprentis, occupés à la fabrication des différents ouvrages de tapisserie dans la ville d'Aubusson paraît avoir été, en 1637, de deux mille.

Le fait suivant donne la mesure de la vogue dont jouissaient

(1) Voir, aux archives du département de l'Allier, une note en marge du *Procès-verbal de la généralité de Moulins* fait par M. d'Argouges, intendant de la généralité, en 1686, mais d'une autre écriture; in-fol., feuille 9 verso.

les produits d'Aubusson au commencement du xvii^e siècle : « Des dons faits à cette époque augmentèrent la précieuse collection de l'église métropolitaine de Reims : le chapitre lui-même pourvoyait à ses besoins en ce genre. Nous voyons notamment un traité, fait pardevant notaire à la date du 17 janvier 1625, par lequel un sieur Lombard, marchand tapissier en la ville d'Aubusson, diocèse de Limoges, s'oblige à faire et fournir au chapitre, dans le délai de six mois, *quatre pièces de tapisseries de Paris semées de fleurs de lys jaunes : la première, à la figure de l'Assomption de Notre-Dame ; la deuxième, à la figure de la Vierge, qui tiendra Notre-Seigneur sur son bras ; la troisième, à la figure de saint Nicaise, et la quatrième, plus grande, à la figure de monsieur saint Remy* (1) ».

Ce dernier passage nous donne l'explication de ce qu'on entendait par *tapis de Paris*. M. de Laborde, après avoir cité le texte suivant de 1416 (inventaire du duc de Berry) : « *Deux tappis vers de l'ouvrage de Paris à un arbre d'oranger ou milieu et y pend un escu valent xviii liv. T.* », dit ignorer quel était ce genre de travail. Nous croyons que c'étaient des tapisseries de haute lisse. Pendant qu'en Flandre on employait spécialement le métier de basse lisse, à Paris et dans la Marche, suivant divers témoignages, on donnait la préférence à celui de haute lisse. Cet état de choses dura jusque vers la fin du règne de Henri IV, époque où les Flamands, malgré l'opposition des haute-lissiers parisiens, importèrent en France leur spécialité industrielle. Dès lors la basse lisse devint le procédé usuel, et se substitua peu à peu, pour la fabrication commune, au métier de haute lisse, qui resta à peu près exclusivement aux Gobelins. On comprend néanmoins que, au commencement du xvii^e siècle, époque de transition, le chapitre de la cathédrale de Reims put encore faire exécuter à Aubusson des tapisseries de Paris, c'est-à-dire de haute lisse.

M. Maurice Ardant, archiviste du département de la Haute-Vienne, a fait connaître un autre contrat notarié que nous transcrivons à cause de l'intérêt qu'il présente à plusieurs titres (2) : « Le vingtième jour d'octobre 1646, à Limoges, maison

(1) Louis Paris, *Toiles peintes et tapisseries de la ville de Reims, ou la Mise en scène du théâtre des confrères de la Passion*, etc. : Paris, 1843, 2 vol. in-4, avec atlas in-f°.

(2) Communiqué par M. Boulgon au *Mémorial de la Creuse*, n° du 1^{er} octobre 1854 : Aubusson, A. Bouyet, impr.-édit.

et par devant le notaire royal soussigné, avant midi, fut présent Gilbert Roquet, marchand tapissier de la ville du Busson, demeurant en cette ville, lequel, de son bon gré et volonté, a promis et promet par ces présentes : le révérend pere Étienne Saige, recteur du collège des révérends peres de la compagnie de Jésus établis audit Limoges, présent et acceptant, lui faire une piece de tapisserie pour l'ornement de son église, représentant la dispute de l'Enfant Jésus entre les docteurs, toute pareille de bonté, qualité et façon à une autre piece que ledit Roquet leur a faite, représentant l'Adoration des trois rois, et leur rendra ladite piece bien et dûment faite et parfaite dans le jour et fête de saint Ignace, au mois de juillet prochain, et fournira à cet effet tout ce qui sera requis et nécessaire, sans que ledit pere recteur soit tenu d'aucune chose quelle qu'elle soit, que seulement *fournir un dessin de ladite piece*. Ladite convention faite et acceptée moyennant le prix et somme de vingt-quatre livres l'aune en quarré, sur lequel prix total ledit révérend pere recteur a payé et avancé comptant et réellement audit Roquet la somme de cent livres en bonne monnoie bien nombrée, par lui prise et reçue, qui s'en est contenté; le surplus payable aune par aune, à proportion que ledit Roquet travaillera. A quoi faire et entretenir, lesdites parties respectivement obligées; savoir : ledit Roquet, *en sa personne* et biens, et ledit révérend pere recteur, les biens et revenus temporels dudit collège. Dont acte, etc.

» Ledit Roquet a déclaré ne savoir signer. »

Il serait superflu de faire ressortir la singularité de quelques-unes des clauses de ce contrat. Elles jettent un certain jour sur la situation industrielle d'Aubusson au commencement du règne de Louis XIV, et indiquent que cette fabrique était alors en voie de décadence. A une époque antérieure, ses conditions d'existence avaient dû être moins précaires, et son importance plus considérable.

Vers 1442, un siècle avant l'édit de Tonnerre de François I^{er}, l'un des châteaux de la famille d'Orléans, probablement celui d'Angoulême, renfermait, d'après M. Francisque Michel, de nombreuses tapisseries. On lit dans le catalogue de ces tentures : « Sept pieces de tapisserie de verdure, appelée la bergerie. — *Item*, neuf pieces d'autre tapisserie de verdure, appelée la chasse ». L'expression de *verdure* étant habituellement appliquée aux tapisseries de la Marche qui représentaient

des paysages ou bocages, nous croyons pouvoir attribuer ces tapisseries qui décoraient un château du xv^e siècle aux fabriques d'Aubusson ou de ses environs.

Un autre inventaire plus précis, mais aussi plus récent, celui du château de Saint-Priest (Loire), daté du 24 décembre 1654, et qui a été tiré de l'oubli par M. Barban, archiviste de la Loire, renferme les articles suivants :

« Chambre de Jarez ou du marquis de Saint-Priest : *item*, neuf pautres ou pieces de *vieille* tapisserie Aubusson ;

» Grande salle du château, ou salle de réception : *item*, sept pieces de tapisserie Aubusson en bergerie (scènes pastorales ou verdure) ;

» Chambre de la châtelaine : *item*, cinq pieces de tapisserie Aubusson en bergerie, pareille à icelle de la grande salle ;

» Autre chambre au-dessus de l'église : *item*, deux pieces de tapisserie de *Felotin* en bergerie (nous n'hésitons pas à voir ici des tapisseries de Felletin) ;

» Chambre du Grand-Trémouchon : *et plus*, huit pieces de tapisserie Aubusson *fort vieilles* ».

Une seule habitation seigneuriale du Forez renfermait donc, au milieu du xvii^e siècle, trente et une tapisseries de la Marche, la plupart, et surtout celles d'Aubusson, qualifiées *fort vieilles*. On peut assigner à la fabrication de ces dernières une date reculée, et la reporter à cette période de prospérité que nous avons vue précéder les guerres de religion. Depuis cette déplorable époque en effet, malgré les faveurs royales, la fabrication des tapisseries succombait à Aubusson sous les nombreuses causes de décadence qui atteignirent en France la plupart des industries jusqu'à la surintendance de Colbert.

Plusieurs tapisseries qui existent encore à Aubusson paraissent devoir être attribuées à l'époque que nous venons de parcourir. Une *verdure* assez bien conservée figure la nicotiane. La représentation de l'*herbe du grand-prieur* est ici une date précieuse. Ailleurs ce sont des fabriques dans le goût italien et des châteaux de la Renaissance, avec des personnages revêtus du costume du temps des derniers Valois. On empruntait des sujets aux romans de l'époque. Ainsi M. Poyet a trouvé un fragment de tapis ras sur lequel on lit : ASTREE, à côté d'un personnage accoudé dont il ne reste que le côté droit. Il a offert ce curieux spécimen de notre vieille industrie à son compatriote M. A. Bernard, le savant historiographe des d'Urfé. Le dessin de ces

tapisseries est généralement assez médiocre ; mais l'exécution est bonne , et les couleurs n'ont pas trop souffert de l'action du temps. Un intéressant travail serait de les décrire : le plus urgent est de les préserver d'une ruine imminente. Ces produits, curieux à tant de titres , recherchés partout, qui, de temps immémorial, font la réputation de notre ville en France et à l'étranger, sont traités ici d'une façon qui nous indignerait justement partout ailleurs. Nous n'osons pas espérer qu'Aubusson ait bientôt un musée : souhaitons du moins que nos édifices religieux ou civils deviennent l'asile public de ces vieilles tapisseries qui font la gloire de la Haute-Marche, et dont, il y plus de trois siècles, elles avaient popularisé le nom. .

CHAPITRE VI.

Tapisseries de Bellegarde.

L'ordonnance de Blois de 1584 qui mentionne les tapisseries ou tapis d'Auvergne désigne, suivant nous, les tapisseries de Bellegarde.

Cette petite ville, capitale du pays appelé le Franc-Alleu, située à dix kilomètres à l'est d'Aubusson, confinait à la Haute-Marche et à l'Auvergne. C'était une ville fortifiée : une partie de ses murailles et de ses tours subsistait encore au siècle dernier. Sur une éminence, au nord-est de la ville, existait un château-fort, qui fut pris et détruit, suivant une tradition, par les Sarrasins. On retrouve à Bellegarde, comme à Felletin, l'ancienne conjecture sur les Sarrasins du VIII^e siècle, mais plus vague et moins caractérisée qu'à Aubusson.

Bellegarde se régissait par la coutume d'Auvergne. La poursuite des affaires était dévolue par appel au présidial de Riom, jusqu'à ce qu'un édit de Louis XIII, du mois de janvier 1635, portant création d'un siège présidial à Guéret, mit dans son ressort la châtellenie de Bellegarde et le Franc-Alleu. Pour le gouvernement militaire, elle ressortissait également du prévôt général qui résidait à Riom : elle était le siège d'une ancienne prévôté qui subsistait avant 1349. Il ne faut donc pas s'étonner, en lisant les tarifs de douane du XVI^e siècle, où des désignations vagues et très-générales se rencontrent fréquemment, de voir Bellegarde considérée comme faisant partie de l'Auvergne. Du reste, les actes notariés du temps disent formellement : Bellegarde en Franc-Alleu, pays d'Auvergne. Ce petit territoire faisait partie du diocèse de Limoges.

Le Franc-Alleu, qui renfermait trente paroisses, avait son bureau de finances, son élection. Ce tribunal ne lui fut enlevé qu'au mois de mars 1667. Avant la révolution, la seigneurie de Bellegarde formait une terre domaniale : elle fut engagée par

Guillaume Boyer, commissaire du roi, suivant contrat du 9 novembre 1544, à Guillaume Dufraisé, François de Chante-loube et Paul Drudy; et plus tard, le 40 juillet 1633, à Pierre Peiot, châtelain de Bellegarde, à la charge de rembourser le prix du précédent engagement. Ce n'est pas sans motif que Bellegarde est dit en Franc-Alleu, dit Chabrol : on n'y paie ni cens ni lods et ventes (1). La ville ne devait aucune redevance seigneuriale.

Cette franchise absolue dont on jouissait à Bellegarde indique peut-être une des raisons qui y fit établir des métiers à tapisseries : le prix de la main d'œuvre devait y être plus modéré qu'ailleurs. De plus les actes de notaires du xvi^e siècle et du xvii^e montrent que les relations d'affaires étaient très-suivies entre Bellegarde et Aubusson, le véritable centre des manufactures de la Marche.

C'est donc au moyen des ordonnances de douane et des actes notariés que nous pouvons tenter de reconstituer le passé de nos manufactures de tapisseries. On a vu que l'édit de Tonnerre, de 1542, est le premier document authentique, connu jusqu'à présent, qui fasse mention des tapisseries de Marche. En remontant jusqu'à Philippe le Bel (1285-1314), on le voit, sollicité par les tisseurs et les teinturiers du royaume, défendre l'exportation des laines; puis, toujours aux expédients pour grossir son épargne, vendre aux ouvriers de laine, moyennant un impôt sur le drap, l'interdiction d'exporter la matière première, et concéder ensuite aux Flamands, au prix d'un second tribut, des permissions exceptionnelles de sortie. Le même esprit de fiscalité, ou peut-être les besoins de l'intérieur, occasionèrent un peu plus tard des prohibitions passagères qui furent étendues aux tapisseries.

(1) *Coutumes locales de la haute et basse Auvergne*, 1786, T. IV, p. 90. On trouve dans Chabrol l'état des lieux qui étaient régis par la coutume d'Auvergne et qui font actuellement partie du département de la Creuse :

« Basse-Auvergne. — Combraille, Evahon, Chambon, Lespau, Auzence, Sermur, Bellegarde, Croc, Baville, Ville-Neuve, La Celle, Nabeiron, Aucherat, Flayat, L'Écluse, Clerc - Vaulx, Maignhat, Maissat, Poncharrat, La Courtine, Saint-Marc-la-Breulhe, Servarès, Saint-Aignen, Longevialle, Coderllez, Le Cher-aux-Ortz en Franc-Alleu, Martroux, La Mazière-aux-Bonshommes, Mérinchal, Les Ramades, Vieille-Voisin; les chastellenies de Châtel-sur-Chier, de Pierrebrune, de Grollière ».

Le tarif des marchandises qui se vendaient à Paris à la fin du XIII^e siècle est intéressant à consulter. On y compte cinquante-sept villes manufacturières tant de France que d'ailleurs, sans rencontrer, il est vrai, le nom d'aucune ville de notre province. Ce tarif établit néanmoins que les fabriques des environs de Paris s'approvisionnaient dans le centre de la France, où l'industrie textile paraît avoir existé dès les temps les plus reculés.

Le droit d'imposition foraine d'un sou pour livre au-dessus de cent n'a jamais varié depuis son établissement, remontant à Philippe le Bel ou à l'un de ses premiers successeurs. Quelques villes en furent exemptées, telles que Paris, de 1376 à 1398 et de 1464 à 1539, dates de courtes périodes de liberté dans l'exportation et la circulation à l'intérieur. Le 25 novembre 1540, tous les droits furent rétablis sur les marchandises, suivant leur valeur, qui ne fut fixée qu'en 1542, par l'édit de Tonnerre, dont nous avons fait connaître quelques dispositions. C'est de François I^{er} que date également la première ordonnance sur la marque aux armes des villes manufacturières.

Les fabriques de tapisseries de Bellegarde, importantes au XVI^e siècle et au commencement du XVII^e, paraissent avoir commencé à décliner dès 1636. Leur sort fut lié à celui des manufactures d'Aubusson, et elles participèrent comme ces dernières au mouvement de reprise momentanée que les règlements de Colbert provoquèrent en 1665. Lorsque les longues et cruelles circonstances qui attristèrent la fin du règne de Louis XIV réduisirent le nombre des ouvriers tapisseries à Aubusson, ceux de Bellegarde y vinrent combler les vides que tant de causes funestes y avaient faits. Il y eut pourtant des métiers à tapisseries à Bellegarde jusqu'aux premières années du siècle dernier.

Les lettres-patentes concernant la manufacture d'Aubusson du 28 mai 1732 renfermaient, entre autres dispositions : « Article VII. Défendons pareillement à toutes personnes de fabriquer ni faire fabriquer aucunes tapisseries en haute et basse lisse hors la ville et fauxbourgs d'Aubusson, et à quinze lieues à la ronde, à l'exception du bourg de La Cour et de la ville de Feuillestin, à peine de confiscation des tapisseries, matières, métiers et ustensiles servant à leur fabrication et de trois cents livres d'amende. » Ce fut le coup de grâce porté aux fabriques de Bellegarde.

Si les ordonnances de douane fournissent les plus anciennes mentions authentiques de nos manufactures, il faut chercher

dans les terriers, dans les actes des notaires et les registres des corporations religieuses les plus anciennes mentions de fabricants tapissiers. Elles datent, pour Aubusson et le bourg de La Cour, de 1565; pour Bellegarde, de 1572; pour Felletin, de 1578. En ce qui concerne Bellegarde, il est possible d'établir une première liste, bien incomplète il est vrai, de ses tapissiers, et de faire connaître quelques documents qui intéressent l'histoire de cette fabrique : nous les devons, pour la plus grande partie, à la communication qui nous a été faite des précieuses minutes d'Étienne Picot, notaire à Bellegarde à la fin du xvi^e siècle (étude actuelle de M. Ballet). Nous donnons cette liste par famille de tapissiers, avec la date des actes ou mentions qui les font connaître :

François DE PEYROUDETTE, marchand de Bellegarde, 1572.

Jean DE PEYROUDETTE, tapissier, 1624, 1634.

Mathieu DE LA CHAIZE, tapissier, habitant du faubourg de la ville de Bellegarde, 1579, 1583.

Sébastien DE LA CHAIZE, tapissier, 1724.

Jean DE LA CHAIZE, tapissier, 1724.

Jean VERGNIAUD, tapissier, habitant du faubourg de Bellegarde.

Blaise VERGNIAUD et

Simon VERGNIAUD, fils de Jean, tapissiers, partagent sa succession par acte du 15 septembre 1582.

Simon VERGNIAUD, tapissier, 1588.

Joseph VERGNIAUD, tapissier, 1624.

Pierre VERGNIAUD, tapissier, 1625.

Antoine VERGNIAUD, tapissier, habitant de Bellegarde, ressort d'Auvergne, 1629, 1634, 1633.

Annet PARET, tapissier, 1584.

Andrieu SEMENTÉRY, tapissier, habitant du faubourg de Bellegarde, 1583, 1585.

Sébastien SEMENTÉRY dit GOUNY, tapissier, 1624, 1635.

Étienne SEMENTÉRY, tapissier, 1724.

Annet BRIFOULIÈRE, marchand à Bellegarde, 1578.

Jacques BRIFOULIÈRE, tapissier;

Sébastien BRIFOULIÈRE, tapissier, fils de Jacques, 1616.

Léonard BRIFOULIÈRE, tapissier, a pour fils autre

Léonard BRIFOULIÈRE, tapissier, 1625.

Jean BRIFOULIÈRE dit PANETON, 1630.

Antoine VILLATTE, tapissier, 1649.

Annet RAILLY, tapissier, 1625, 1634.

Etienne CHAIZE, tapissier.

Jean CHAIZE, tapissier, fils d'Étienne, 1629.

Martial MIGONNAT, tapissier, au faubourg de Bellegarde, 1627, 1628.

François MAZETIER, tapissier, 1627.

Joseph DIGAUD, tapissier, 1627.

Oradoux LANDRIESVE, tapissier, 1627.

Martial BRUNET, tapissier, 1630.

Sébastien BRUNET, tapissier, 1634.

André DU PONT, tapissier, à Bellegarde en Franc-Alleu, *pays d'Auvergne*.

Jean DU PONT, fils d'André, tapissier, 1634.

François MEECIER, tapissier, habitant du faubourg de Bellegarde, 1624, 1639.

Sébastien LESPICOT, tapissier, 1630.

Silvain PICOT, tapissier, 1634.

Jean DESPHERONDELLE, tapissier, 1634.

Annet PARRIS dit SARLENT, tapissier, 1684.

Un acte daté du 4^e mars 1588 donne la liste des consuls de Bellegarde et des notables habitants de cette année : Honorables hommes Pierre Soultier ; François Nauble ; François de Montgrut ; Brunet, sieur du Mont ; Martial de Fumade ; Antoine Sementéry ; Antoine Marchant ; Michel et Sébastien de Buxerette ; Sébastien de Fumade ; Roubert Poutyrat ; Blaise et Jacques Buxerette ; Jean Vindu ; Annet Desseret ; Jacques Briffoulière ; Michel Villatte.

Nous avons omis les noms de beaucoup d'individus qualifiés marchands, et qui devaient l'être pour la plupart en tapisseries. Les cardeurs de laine auraient peut-être aussi mérité une nomenclature : ils étaient nombreux à Bellegarde et dans les villages du Franc-Alleu. On trouve aussi la mention de tanneurs et de potiers d'étain. Évidemment la ville de Bellegarde avait alors une importance supérieure à celle qu'elle possède actuellement.

Bellegarde avait aussi sa banlieue industrielle. On fabriquait des tapisseries dites de verdure dans les localités voisines : témoin la citation suivante :

Pierre MOUNET, tapissier, habitant le village de La Pradelle, paroisse de Saint-Silvain de Bellegarde, 1630. Ce village est

situé sur la rive droite de la Tarde, à onze kilomètres d'Aubusson et à quatre de Bellegarde.

Dans la paroisse de Néoux, une famille s'appellait Le Tapisier suivant un acte de 1629. On sait que l'origine de la plupart des noms de famille date du ^{xiii}^e siècle environ, et que, le servage ayant disparu, les affranchis industriels gardèrent le nom de leur métier.

Il existe plusieurs actes notariés en vertu desquels un fabricant vendait ses produits à un marchand tapissier. Ces actes de vente renferment à peu près les mêmes dispositions, et ont pour objet des verdure d'une fabrication commune et à bon marché. Il suffira de transcrire une de ces conventions :

« A été présent en personne Jean du Pont le jeune, fils de feu André, tapicier, résidant en ceste ville de Bellegarde en Franc-Alleu, pays d'Auvergne, lequel, de son bon gré et volonté, a confessé avoir vendu et vend par ces présentes à sire Annet Railly, marchand, aussi résidant audit Bellegarde, présent et acceptant, scavoir : quarante haulnes de tappicerie en verdure, bonne marchandise, laquelle tappicerie ledit du Pont a promys bailler et délivrer audit Railly en ceste dite ville dans le premier jour de febvrier prochain venant, sans qu'il en puisse vendre ailleurs que premier il n'aye délivré et païé ladite tappicerie; et ce moyennant la somme de quarante solz pour chascune haulne en carrée. En payement et par avance ledit du Pont a confessé avoir heu et reçu dudit Railly la somme de trente-sept livres tournois, lesquelles seront précontées sur les premières pieces de tappicerie qu'il délivrera, et le surplus que se montera ladite besoigne ledit Railly a promys payer lors et quant il lui délivrera icelle au prix de quarante solz pour chascune haulne. A l'entretennement de ce que dessus, lesdites parties se sont obligées par arrest de leurs personnes et biens.

» Juré et reconnu ce fait et passé audict Bellegarde, en la maison du notaire, en présence de François Mourellon, fils à M. Michel et Georges Gommonet, de Bussiere-Nouvelle, qui ont signé avec ledit Railly, et ledit du Pont a dit ne scavoir signer.

» Le vingtiesme jour de décembre mil six cents trente-quatre, avant midi.

» PICOT, notaire royal héréditaire ».

D'autres ventes montrent le fabricant tapissier également

illettré et déclarant ne savoir signer, comme le faisait à la même époque Gilbert Roquet, d'Aubusson, dans sa convention avec le recteur du collège des jésuites de Limoges. A Bellegarde comme à Aubusson, le prix des tapisseries était avili, et l'ouvrier, engageant sa personne et ses biens, était à la merci de l'acheteur. Vers le milieu du xvii^e siècle, les manufactures de Marche et d'Auvergne étaient en pleine décadence : elles attendaient la main de Colbert pour se relever.

Le rétablissement de l'industrie des tapisseries à Bellegarde fut très-éphémère. L'arrêté de Louis XV de 1732 ne fit sans doute que constater officiellement sa fin. Nos populations ont même perdu jusqu'au souvenir de l'existence de métiers à tapisseries dans le chef-lieu et dans les bourgs du Franc-Alleu. Ce fait montre une fois de plus l'absence des traditions orales à notre époque, et le devoir des sociétés savantes de fixer les souvenirs locaux, que l'imprimerie seule peut désormais efficacement conserver.

Nous connaissons peu de tapisseries que l'on puisse raisonnablement attribuer aux fabriques de Bellegarde. Il faut en excepter celles qui sont conservées, auprès de cette ville, dans le château de Peyrudente. On vient de voir des de Peyrudente, marchands et tapissiers à Bellegarde au xvi^e siècle et au commencement du xvii^e. Il y a là des verdures et des tapisseries à personnages dignes d'être étudiées. Le coloris de ces tentures, malgré leur incontestable ancienneté, est d'une bonne conservation, sauf certains tons qui ont passé. Qui sait, il est vrai, si les vives couleurs qu'obtiennent aujourd'hui les teinturiers chimistes résisteront aussi bien à l'action du temps? C'est la question que posent avec doute d'excellents praticiens.

CHAPITRE VII.

Règlements de Colbert.

Colbert entra aux affaires en 1661, et, avec lui, un système d'administration qui développa merveilleusement la production industrielle du pays. Au contraire de Sully, Colbert parut plutôt préoccupé des intérêts de l'industrie et du commerce que de ceux de l'agriculture, et, en cela, il servit mieux, sans s'en douter, les destinées futures de la France. L'agriculture alors, c'était l'intérêt de l'aristocratie; l'industrie et le commerce étaient entre les mains de la classe moyenne, qui commençait à s'élever. Colbert prépara la voie de la société moderne. Une réaction s'est opérée depuis contre ce qu'on a appelé le colbertisme. Nous reconnaissons que les nombreux règlements produits de ce système furent trop souvent vexatoires et tyranniques : mais ils contribuèrent à la grandeur et à l'éclat du siècle de Louis XIV, et la ville d'Aubusson en particulier doit être reconnaissante envers le grand homme d'État qui fut le restaurateur de sa fabrique, et qui lui conféra le titre de *Manufacture royale de tapisseries*.

Une gravure de Leclerc, qui fut directeur de l'académie de dessin créée aux Gobelins, représente Louis XIV et Colbert à Versailles. Le roi étend la main avec un geste souverain : Colbert, les yeux fixés sur le monarque, semble vouloir lui faire subir l'influence de ses pensées; il tient des lettres royales à la main, ainsi qu'un homme de cour placé à ses côtés, tandis que, derrière les vitres de la galerie, on aperçoit les chevaux qui piaffent et les courriers qui s'apprêtent à porter aux villes manufacturières les règlements qui leur rendront la vie et la prospérité. Persuadé qu'il n'y a d'États riches que ceux qui manufacturent et qui négocient, Colbert consacra un code tout entier aux règlements des métiers et des corporations, aux maîtrises, aux faillites, aux tarifs; son zèle administratif s'étendit à tout. Louis XIV, qui s'attribuait de bonne foi la

direction et toute la magnificence de son règne, put donc prendre le titre de père de l'industrie française, et faire frapper une médaille avec l'inscription suivante : *Manufactorum operum fabricæ restitutæ*, 1669.

L'hôtel des anciens teinturiers, les Gobelins, où une fabrique de tapisseries façon de Flandre existait depuis 1630, fut acheté, par ordre de Louis XIV, en 1662, et, à la fin de la même année, on y fabriqua les premières tapisseries pour le compte du roi, sous la direction de Le Brun. L'édit par lequel la Manufacture royale des meubles de la couronne fut établie aux Gobelins date du mois de novembre 1667 seulement.

De larges encouragements furent accordés aux principaux centres de la fabrication des tapisseries, Beauvais et Aubusson. Les fabriques de Beauvais étaient en quelque sorte tombées dans l'oubli. Elles furent rétablies en 1664, et l'édit de leur réorganisation déclara régnicoles et naturels français les ouvriers étrangers qui y auraient travaillé huit ans. On lisait dans le préambule des lettres-patentes constituant la manufacture de Beauvais :

« Comme l'un des plus considérables ouvrages de la paix qu'il a plu à Dieu nous donner est celui du rétablissement de toute sorte de commerce en ce royaume, et de le mettre en état de se passer de recourir aux étrangers pour les choses nécessaires à l'usage et à la commodité de nos sujets..... »

En s'efforçant de relever des fabriques que les longues guerres de sa minorité avaient ruinées presque entièrement, Louis XIV tendait en effet à affranchir la France du tribut qu'elle payait aux étrangers pour les tapisseries de luxe. Il réussit non-seulement à rétablir une industrie qui rivalise avec les arts les plus élégants et les plus corrects, mais à rendre désormais le monde entier tributaire de notre goût et de nos modes. Henri IV, en autorisant les Flamands de Comans et de La Planche à s'établir à Paris, avait déclaré que leur privilège ne préjudicierait point aux autres fabriques de tapisseries du royaume : Louis XIV, dans l'édit qui régularise la fondation des Gobelins, se montra également préoccupé de ne pas nuire à l'industrie privée.

Une lettre du roi du 30 août 1664 invita les habitants d'Aubusson à s'adresser à Colbert pour tout ce qui concernait les intérêts de leur manufacture. Le sieur Jacques Bertrand, marchand tapissier de cette ville et l'un des tapissiers de la garde-robe du roi, fut délégué à cet effet le 17 octobre de la

même année. Il eut de fréquents entretiens avec l'illustre ministre, et, à son retour à Aubusson, dans une assemblée générale des habitants, un projet de règlement fut arrêté, et des vœux furent émis pour être présentés à Louis XIV. L'homologation de cette délibération ne se fit pas attendre, grâce au zèle et à l'activité de Jacques Bertrand, qui avait été chargé de continuer ses démarches auprès de Colbert. Les statuts proposés par les tapissiers d'Aubusson furent approuvés, et des lettres-patentes furent données à cet effet à Saint-Germain-en-Laye au mois de juillet 1668.

Les règlements de Colbert ont eu une trop grande influence sur la fabrique d'Aubusson pour qu'il puisse suffire d'en faire l'analyse : nous les reproduisons textuellement, et dans leur entier, d'après l'exemplaire du temps, imprimé sur parchemin, qui est aux archives de la ville. Dans cette esquisse des annales d'une industrie spéciale à notre sol, nos artistes patients et ingénieux aimeront à voir développer les parchemins de leurs anciens titres : ils verront les luttes et les efforts de leurs aïeux, les encouragements qu'ils ont reçus à toutes les époques jusqu'à nos jours des divers pouvoirs dépositaires de l'autorité sociale.

ORDONNANCES, STATUTS ET REGLEMENS

DES MARCHANDS, MAISTRES ET OUVRIERS TAPISSIERS DE LA VILLE D'AUBUSSON, HAMRAUX D'ICELLE ET BOURG DE LA COUR, DRESSEZ EN L'ANNÉE 1665, ET CONFIRMEZ PAR LETTRES-PATENTES DU ROY DE LADITE ANNÉE.

Aujourd'huy vingt-huictieme du mois de septembre mil six cens soixante-quatre, dans l'auditoire royal de cette ville d'Aubusson, en assemblée generale convoquée au son de la cloche, par devant nous Jacques Garreau, sieur de Salvart, conseiller du roy, président chastelain, juge civil et criminel de cette ville et chastellenie d'Aubusson, se sont comparus en leurs personnes honorables hommes maistres Gabriel Pierron, Michel Vallenet, Michel Le Rousseau, Jean Dumonteil l'aisné et Jacques Chabaneix, à présent consuls de ladite ville, qui, par la bouche dudit Pierron, l'un d'eux, ont exposé à l'assemblée que, ayant cy-devant esté écrit une lettre de cachet du roy, en datte du trentieme aoust mil six cens soixante-quatre, par laquelle Sa Majesté a eu la bonté de faire entendre aux habitants de cette ville ses bonnes et louables intentions pour le

retablissement du commerce au dedans et au dehors du royaume, et Sa Majesté donnoit ordre qu'aussi-tost que ladite lettre de cachet aura esté receuë, on aye à faire assembler tous les marchands et négocians de cette ville, afin de leur expliquer particulièrement ses intentions sur le sujet du contenu en icelle, afin qu'en estans informez, et du favorable traitement que Sa Majesté désire leur faire, ils fussent d'autant plus conviez à s'appliquer au commerce, leur faisant entendre que, pour toutes les choses qui concerneront le bien et l'avantage d'iceluy, ils ayent à s'adresser à monseigneur Colbert, conseiller du roy en son conseil royal, et intendant de ses finances, auquel il auroit ordonné d'en prendre le soin, apres la lecture de laquelle lettre de cachet en icelle assemblée, fut faite une délibération, en conséquence de laquelle fut passée une procuration le dix-septieme octobre ensuivant à Jacques Bertrand, marchand tapissier de cette ville, et l'un des tapissiers de la garde robe du roy, auquel il fut donné pouvoir pour comparoistre devant mondit seigneur Colbert pour rendre compte de l'estat du trafic, commerce et manufacture des tapisseries qui se font et fabriquent journellement en cette ville, et représenter que l'establissement en est de temps immémorial sans que l'on en sçache la premiere institution, que les habitans du lieu semblent être nez à ce travail, que c'est presque la seule ville du royaume qui connoisse et reussisse heureusement dans cet ouvrage, que toutes sortes de personnes travaillent à cette manufacture, et qu'à cet effet il y a, tant dans ladite ville que dans les faux-bourgs, quinze ou seize cens ouvriers travaillant en icelle, et qu'il estoit bien vray que ladite manufacture estoit descheuë beaucoup de son ancienne perfection, ce qui auroit esté cause que le debit en avoit esté moindre, et que le principal sujet de ce changement estoit la surcharge des tailles imposées en ladite ville et les continuelz passages des gens de guerre, que lesdits marchands et ouvriers ont esté foutez, et autres subsides et imposts sur lesdites tapisseries et estoffes dont elles sont composées; mais que, s'il plaisoit à Sa Majesté concéder auxdits marchands et ouvriers les mesmes privileges, exemptions et avantages qui ont esté accordez par les rois Henri le Grand, Louis XIII et Sa Majesté à present heureusement régnante aux sieurs de Comans, La Planche et Hinard, ladite manufacture pourroit estre bien-tost remise en sa perfection, ledit sieur Bertrand auroit exécuté l'ordre contenu en sa procuration avec tels soins et diligences qu'en ayant

souventefois conféré avec mondit seigneur Colbert, il a fait entendre auxdits consuls qu'il espère avoir un favorable succès de l'employ que l'assemblée luy a commis, mais qu'il est à propos qu'on face une nouvelle assemblée des habitans de cette ville la plus nombreuse qui se pourra, en laquelle cette affaire soit traitée à fonds. Et, puisque l'on reconnoist dans Sa Majesté la continuation de ses bonnes intentions pour restablir en sa perfection la manufacture desdites tapisseries, dont le commerce peut estre de grande utilité en cette ville, ce qui consisteroit, apres avoir reconnu les abus et défauts qui ont esté cause qu'elle a esté en moindre estime qu'elle ne devoit pas estre jusques à present, qu'il estoit tres-important de faire un bon reglement à l'avenir, duquel Sa Majesté seroit très-humblement suppliée d'accorder la confirmation par ses lettres-patentes, lesdits consuls ont estimé à propos de convoquer, comme ils ont fait, cette presente assemblée, afin que chacun pust librement donner son advis sur cette proposition, qui est de notable importance pour le bien de cette ville, requerrant qu'elle aye à leur donner advis, et prescrire ce qu'elle desire qu'ils fassent. SURQUOY : Ouy le procureur du roy, et apres l'examen de plusieurs advis, et un entier examen de toute l'assemblée, ont esté d'avis de faire les reglemens qui s'ensuivent cy-apres :

ORDONNANCES ET STATUTS

Des marchands, maistres et ouvriers tapissiers de la ville d'Aubusson, faubourgs et hameaux d'icelle et bourg de La Cour, accordez en l'assemblée générale des habitans d'icelle le 18^e jour de may 1665, afin d'en estre demandé au roy l'homologation par ses lettres-patentes, qu'il lui plaira en octroyer pour le restablissement de la manufacture des tapisseries.

I.

Messieurs les officiers et consuls de la ville d'Aubusson feront nommer en une assemblée générale de ladite ville, qui se tiendra de trois ans en trois ans à cet effet, quatre personnes de probité et bonne conscience, ayant bonne connoissance de la marchandise de tapisserie, des quels sera pris le serment de se bien comporter en la commission qui leur sera donnée d'avoir l'inspection, conduite et direction à ce qu'il ne s'employe dans la confection des tapisseries qui se feront audit lieu aucune laine qui ne soit bien teinte et bien dégraissée avec le savon et

la gravelée, tant pour les chesnes que pour le tissu desdites tapisseries : comme aussi qu'il ne s'y fasse aucun employ de laine de brebis ou moutons morts de maladie, mais seulement de celle desdits brebis ou moutons qui auront esté tondus ou tuez dans les boucheries, et qu'il ne s'y employe aucun cotton ny fil d'Espinay.

II.

Lesdites quatre personnes commises de la sorte visiteront quand bon leur semblera, ou du moins deux fois la semaine, tous les hasteliers de tapisseries, et ceux des teinturiers, blanchisseurs, et tous autres aprestituteurs de laines.

III.

Toutes les pieces de tapisseries qui seront fabriquées tant dans ladite ville d'Aubusson, faux-bourgs et hameaux qui dépendent d'icelle, qu'au bourg de La Cour, seront apportées dans une chambre qui à ce faire sera destinée dans ladite ville d'Aubusson vingt-quatre heures apres qu'elles auront esté descendues des hasteliers, pour estre veuës et visitées par lesdites quatre personnes commises à cet effet; et, si elles sont trouvées bonnes et bien fabriquées, elles seront par eux marquées d'un plomb où seront gravées les armes du roy et de la ville afin de discerner les bons et loyaux ouvrages d'avec les mauvais et defectueux; ensuite renduës auxdits marchands et ouvriers vingt-quatre heures apres; et celles qui se trouveront mal façonnées et defectueuses seront rejetées sans y estre appliqué aucune marque, avec defenses d'exiger ny lever aucun droit par lesdits commis à cette visite pour icelle visite et marque à peine de concussion. Lesquelles tapisseries ainsi fabriquées, visitées et marquées seront exemptes de toute autre marque et visite par toutes les villes du royaume où elles pourront estre transportées, débitées et vendues : auquel effet sera tenu un fidele registre dont les feuillets seront paraphez par premier et dernier depuis le commencement jusques à la fin : dans lequel seront escrites toutes les pieces de tapisseries qui auront esté apportées en ladite chambre avec les noms des maistres, compagnons et ouvriers qui y auront travaillé, et le jour qu'elles auront esté visitées et marquées.

IV.

Avant qu'aucuns ne puisse lever mestier pour travailler en ladite manufacture de tapisserie, qu'auparavant ils n'ayent en qualité d'apprentifs servi du moins trois ans les maistres d'apprentissage, en leur payant par lesdits maistres leurs loïages à proportions de ce qu'ils ont accoustumé, et qu'ils n'ayent servi autres quatre années apres leur apprentissage chez les maistres en qualité de compagnons, ce dont ils seront tenus de justifier.

V.

Seront les contrevenans aux presens Statuts et Reglemens mulitez d'amende par le juge ordinaire des lieux, sur le rapport desdits quatre commis à la visite, lesquelles amendes seront par eux receuës et employées, la moitié auxdits directeurs, et l'autre moitié pour l'assistance des pauvres veufves et orphelins honteux dudit mestier, auxquels la distribution en sera faite par lesdits quatre commis à ladite visite.

VI.

Sera octroyé un delay de six mois à compter du jour qu'il aura pleu au roy d'accorder ses lettres-patentes pour l'homologation des présents articles pour pouvoir employer par lesdits ouvriers les estoffes qu'ils peuvent avoir par devers eux.

Tous lesquels articles ci-dessus ont esté jugez absolument nécessaires à l'effet de rétablir en sa perfection la manufacture desdits ouvrages.

Mais, outre les susdits articles qui concernent lesdits Statuts, l'assemblée a resolu que de tres-humbles remonstrances seront faites au roy.

4.

Qu'afin de pouvoir porter la perfection de ladite manufacture à un point considerable, il seroit nécessaire d'establir un bon peintre dans ladite ville d'Aubusson, tant pour faire de beaux dessins, que pour faire des apprentifs pour luy succeder en cet art, avec un bon teinturier et un blanchisseur expert, qui, prenans pour apprentifs les enfans de ladite ville, puissent leur

apprendre à faire les teintures en perfection : c'est ce qui ne peut estre exécuté qu'on ne fasse une dépense assez considérable, laquelle ne pouvant estre supportée par lesdits marchands et ouvriers qui sont pauvres, il seroit à souhaiter que la bonté du roy s'estendit jusque-là de faire la dépense pour leur fournir et entretenir un peintre, avec un teinturier et un blanchisseur de la qualité susdite.

2.

Attendu les grandes tailles qui sont sur ladite ville, desquelles ils n'ont eu aucune diminution il y a plus de dix ans, ainsi qu'ils ont justifié, bien que Sa Majesté ait témoigné son intention que la décharge qu'elle a accordée aux provinces s'estende sur tous, neantmoins ils n'en ont senti aucun soulagement; ils ont pareillement supporté le faix de plusieurs logemens de gens de guerre dont elle est consommée, tellement que le roy sera humblement supplié d'employer sa bonté royale au soulagement desdits habitans de l'exces de l'imposition des tailles et logemens de gens de guerre, afin qu'ils puissent s'acquitter avec plus de soin de leur travail.

3.

Afin que lesdits marchands, maistres, compagnons, ouvriers, teinturiers et blanchisseurs, ne soient point distraits par de longs proces de leur travail, et consommez en frais de justice, veu mesme l'éloignement de la ville d'Aubusson de celle de Paris, du ressort du parlement de laquelle elle est, et attendu qu'il n'y a point de juges consuls établis en ladite ville d'Aubusson, il plaira à Sa Majesté autoriser le juge de ladite ville d'Aubusson de juger à la forme des juges-consuls établis dedans les villes, estans au nombre de sept du moins, tous les proces et différends entr'eux concernant le fait de la manufacture et negoce desdites tapisseries, en sorte que l'appel n'en puisse estre receu à l'égard des sentences qui seront renduës en affaires esquelles il ne s'agira que de cinq cens livres et au-dessous; et, à l'égard de celles qui seront renduës en affaires qui excéderont la valeur de cinq cens livres, elles seront exécutoires nonobstant oppositions ou appellations quelconques, et sans préjudice d'icelles, en baillant bonne et suffisante caution.

Sa Majesté sera tres-humblement suppliée d'accorder sa pro-

tection à ladite ville d'Aubusson pour le rétablissement de ladite manufacture de tapisseries, et d'appuyer de son autorité les intentions de ladite ville, pour faire que les ouvrages soient travaillés avec fidélité, que, dans la satisfaction que tout le royaume en recevra, ladite ville y puisse trouver ses avantages particuliers, et qu'à cet effet il plaise à Sa Majesté confirmer et homologuer ladite délibération, et luy accorder ses lettres-patentes adressantes aux compagnies souveraines, dont et de tout seront poursuivies les expéditions nécessaires auprès du roy par ledit sieur Bertrand, qui à cet effet continuera de s'adresser à mondit seigneur Colbert, conseiller du roy en tous ses conseils, intendant de ses finances, et surintendant des bastimens, arts et manufactures de France.

Fait et arrêté en cette ville d'Aubusson en ladite assemblée générale convoquée à cet effet au son de la cloche, à la manière accoutumée, le 18^e jour de may 1665, en présence des sous-signez et autres en nombre qui ont déclaré ne sçavoir signer, tous lesquels ont d'une commune voix accordé et consenti tous les articles cy-dessus mentionnez, pour estre par eux et leurs successeurs gardez et observez de point en point selon leur forme et teneur.

Signé, J. Garreau, président chastelain, Taraveau, lieutenant d'Aubusson, G. Robichon, procureur du roy, Pierron, consul. M. Rousseau, consul, M. Vallenet, consul, J. Dumonteil, consul, J. Chabaneix, consul, Garreau, Furgaud, Descoulx, L. Beby, Bertrand, Pinetton, Matheyron, Derlis, Bellin, F. Grellet, J. Mage, J. Garreau, J. Decoulaud, Matheyron, J. Ducluzeau, J. Pineton, A. Moureau, J. Matheyron, A. Chillon, L. Leyraud, P. Garreau, A. Magnat, Rougier, Léonard Bertrand, J. Goubert, de La Mouline, Courally, Vaisse, L. de Coulaud, Rousseau, Robichon, A. Garreau, Finet, S. Taraveau, Michel Bondet, J. Coulloudon, A. Segliere, L. Deschazaux, J. Cellerier, J. Bouchet, A. Cartaud, Robichon, J. Deschazaux, G. Lombard, M. Cartier, L. Taraveau, de Vittract, J. Dumonteil, Bellat, J. Lenoir, C. Montaigne, L. Rousset, Pradal, E. Bouchet, Charles, Jean Cartier, A. Tastet, Furgaud, Parade, G. Vignon, J. Cartaud, J. Cartier, Barbat, Jean Barbat, Meyron, L. de Mergoux, J. de Landrieve, J. Meusnier, Anthoine Bertrand, Meaulme, L. Deschazaux, Jalasson, Roubert, J. Cartaud, Sanegrand, E. Chanet, J. Barraband, P. Declaraux, F. Beby, J. Pradal, A. Paris, Claude Pillon, G. Bouret,

A. Moureau, M. Magnat, P. Rousset, Jean Teillet, P. Bouyer, J. Mathieu, J. Haste, Mage, M. Moury, Léonard Tuste, Claude Aliaume, P. Mercier, Ruben Deffarges, Léonard Le Gros, Silvain Galland, J. Bellat, J. du Sel, Bertrand, P. Matheyron, L. Bardesoulle, Jean Alliot, E. Blanc, J. Jallasson, P. Bouschet, Foureton, P. Boudet, Rousset, Bellat, J. Declaravaulx, Grellet, Bouschet, Boffinet, Mercier, A. Bertrand, J. Beby, J. Bertrand, et Botte, secrétaire de la ville. Et scellées du sceau de ladite ville. Et plus bas est écrit ce qui ensuit :

Registrez, ouy et ce contentant le procureur général du roy, pour estre exécutés, et jouir par les impétrans de l'effet et contenu en iceux aux modifications portées par l'arrest de ce jour, à Paris, en parlement, le treizieme aoust mil six cens soixante-cinq. Signé, du TILLET.

LETTRES-PATENTES

DU ROY LOUIS XIV POUR LE RESTABLISSEMENT DE LA MANUFACTURE DES TAPISSERIES EN LA VILLE D'AUBUSSON EN LA PROVINCE DE LA MARCHE, DONNÉES EN L'ANNÉE 1665.

Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présens et à venir, salut : apres avoir donné glorieusement la paix à nostre royaume, et mis nos sujets dans une parfaite tranquillité, nous n'avons point trouvé de moyen plus propre pour leur en faire recueillir les fruits et mettre l'abondance parmy nos peuples que d'y restablir les manufactures et le commerce, à quoy nous aurions non-seulement apporté beaucoup d'application et de soin, mais, pour convier d'autant plus nos sujets à s'appliquer à toutes sortes de manufactures, et attirer à nous les estrangers, nous aurions accordé à ceux qui se sont presentés, et dont les propositions ont été examinées et approuvées par le sieur Colbert, conseiller en nostre conseil royal, intendant de nos finances, sur-intendant de nos bastimens, arts et manufactures de France, de tres-beaux privilèges et conditions avantageuses, mesme contribué de sommes notables de nos deniers pour faciliter lesdits establissemens. Et dans cette mesme intention ayans esté informez que de tous temps il se faisoit dans la ville d'Aubusson une manufacture de tapisseries, dont la fabrique, par le relaschement des ouvriers, estoit dans quelque sorte de diminution, nous aurions, pour lui rendre son ancienne réputation, convié lesdits habitans par nos lettres de cachet du trentieme aoust dernier, de convenir entr'eux

des expédiens qu'il y auroit à prendre pour restablir ladite manufacture dans sa premiere perfection. En conséquence de quoy et suivant nos ordres, s'estant fait diverses assemblées des marchands et négocians de ladite ville, dans lesquelles les causes des abus et défauts de la fabrique desdites tapisseries auroient esté examinez et reconnus, il auroit esté dressé un reglement pour en empescher la suite, et faire qu'à l'avenir ladite fabrique fust bien conditionnée, et faite avec toute l'exactitude et fidélité nécessaire. Et nous auroient lesdits habitans fait tres-humblement supplier vouloir confirmer ledit reglement, et leur accorder nos lettres sur ce nécessaires. A CES CAUSES, désirant contribuer en ce qui dépendra de nous à la plus grande perfection desdites manufactures, apres que l'acte d'assemblée générale de ladite ville du dix-huictieme may dernier, concernant ledit reglement ci-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, a esté veu et examiné par ledit sieur Colbert, nous avons ledit reglement loué, approuvé et ratifié, et iceluy par ces présentes signées de notre main loüons, approuvons et ratifions, voulons et nous plaist qu'il soit entretenu et exécuté selon sa forme et teneur; et, comme la perfection desdites manufactures dépend particulièrement des bons dessins et de la teinture des laines qui s'employent pour l'exécution d'iceux, nous voulons, pour d'autant plus perfectionner lesdits ouvrages, et traiter favorablement les ouvriers qui s'y appliqueront, qu'il soit entretenu à nos frais et dépens un bon peintre qui sera choisi par ledit sieur Colbert pour faire les dessins des tapisseries qui seront exécutez en ladite ville : comme aussi qu'il soit establi en icelle un maistre teinturier pour faire la teinture des laines qui seront employées en ladite manufacture, et que ledit maistre teinturier soit pareillement entretenu à nos frais et dépens. Et, attendu qu'il est important que les marchands, ouvriers et autres personnes qui seront employées à ladite manufacture n'en puissent estre distraits par la longueur des proces et différends qui pourroient survenir entr'eux, nous avons ordonné et ordonnons, voulons et nous plaist que tous les proces et différends meus et à mouvoir entre les marchands, négocians, ouvriers et autres particuliers employez dans ladite manufacture, et au sujet d'icelle, circonstances et dépendances, soient sommairement traittez pardevant le juge de ladite ville, par luy jugez et terminez en la mesme forme et maniere que les causes des marchands dans les juridictions consulaires, sans que

lesdits proces en puissent estre distraits ni énvoyez ailleurs sous prétexte de *commitimus*, ou autres privilèges de quelque qualité qu'ils puissent estre. Et, pour d'autant plus retrancher lesdits proces et les mauvaises suites que causent ordinairement la multiplicité des degrez de jurisdiction, nous avons, par ces dites présentes, donné et attribué pouvoir audit juge d'Aubusson de juger définitivement, en dernier ressort et sans appel, les proces et différends entre lesdits marchands, négocians et ouvriers, jusques à la somme de deux cens cinquante livres et au-dessous, et ordonné que les sentences et jugemens qui seront par luy rendus au-dessus de ladite somme de deux cens cinquante livres entre lesdits marchands, négocians et ouvriers pour raison desdites manufactures et fait de leurs marchandises, soient, en cas d'appel, exécutez par provision et sans préjudice d'iceluy, et que les appellations qui seront interjetées pour raison de ce ressortissent droit et sans milieu au parlement. Et, afin que chacun connoisse la protection que nous donnons audit reestablishement, nous avons permis et permettons auxdits ouvriers de faire mettre sur le frontispice des lieux où seront fabriquées lesdites tapisseries, en gros caractere : MANUFACTURE ROYALE DE TAPISSERIES, nous réservans au surplus de pourvoir à la décharge des tailles et logemens de gens de guerre, suivant la tres-humble supplication qui nous en a esté faite par lesdits habitans portée par ledit acte d'assemblée.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez et feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, gens de nos comptes et cour des aydes audit lieu que ces presentes ils ayent à registrer, et faire icelles executer de point en point selon leur forme et teneur, mesme le juge de ladite ville d'Aubusson du pouvoir à luy attribué par ces dites presentes, nonobstant tous edicts, ordonnances, declarations, reglemens, arrests, et autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé et dérogeons par ces dites presentes : car tel est nostre bon plaisir. Et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à ces dites presentes, données à Saint-Germain-en-Laye, au mois de juillet, l'an de grace mil six cens soixante-cinq, et de nostre regne le vingt-troisieme. Signé, LOUIS. *Et plus bas, et à costé* : Veu au conseil. Signé, COLBERT. *Et sur le reply* : Par le roy, PHELIPEAUX. Et sur ledit reply, à costé droict, est écrit : Visa, SEGUIER, pour servir aux

lettres de confirmation de règlement et statuts touchant les manufactures de tapisseries. Et scellées du grand sceau de cire verte en double queue sur lacs de soye rouge et verte. Et encore sur ledit reply est écrit ce qui ensuit :

Registrées, ouy et ce consentant le procureur general du roy, pour estre excecutes, et jouir par les impetrans de l'effet et contenu en icelles suivant et aux charges portées par l'arrest de ce jour. Paris, en parlement, le treizieme aoust mil six cens soixante-cinq. Signé, DU TILLET. Et sur ledit reply, à costé gauche, est aussi écrit :

Registrées en la chambre des comptes, ouy le procureur general du roy, pour avoir lieu, estre excecutes, et jouir par les impetrans de l'effet et contenu en icelles selon leur forme et teneur, le trente-un jour d'aoust mil six cens soixante-cinq. Signé, RICHER.

L'ordonnance de Colbert fut, jusqu'en 1789, la grande charte de la manufacture d'Aubusson. Malheureusement toutes les dispositions qu'elle renfermait ne furent pas mises à exécution. L'artiste peintre et le maître teinturier qui devaient y être entretenus aux frais de l'État n'y furent point envoyés. Ce fut là une des principales causes d'une décadence que l'on a trop exclusivement attribuée aux persécutions religieuses. On estimait alors que le nombre des ouvriers en tapisseries était de quinze à seize cents, et qu'on était bien loin de la prospérité d'autrefois.

Il n'est guère probable que les tapissiers des *hameaux* d'Aubusson, dont il est fait mention dans le règlement de 1665, fussent compris dans cette évaluation. Le nombre de ces bourgades où s'exerçait l'industrie foraine était assez considérable : elles s'étendaient dans un rayon de plusieurs lieues autour de leur métropole. L'industrie d'Aubusson était alors dans une situation comparable à celle de plusieurs villes manufacturières du nord de la France, Valenciennes par exemple, où la batiste est spécialement le produit d'une industrie rurale, disséminée dans ses environs. D'anciens titres montrent qu'il y avait des métiers à tapisseries au village du Mont, à Blessac, à Ourdaux, à La Rochette et dans divers villages de la paroisse de Saint-Médard. Toute cette agglomération ouvrière existait au commencement du XVIII^e siècle : elle conservait le souvenir d'une importance antique et plus considérable, et l'ordonnance de Colbert ne fit que confirmer sa noblesse industrielle.

Quant au bourg de La Cour, l'ordonnance le distingue des

faubourgs d'Aubusson. Au siècle dernier, on l'appelait encore Saint-Jean-de-La-Cour-d'Aubusson. Son château appartenait alors à M. le marquis de Gimel, qui le remplaça, vers 1770, par une habitation moderne. Diverses causes, que ce n'est pas ici le lieu de développer, font penser que ce bourg a eu autrefois une importance réelle et bien distincte de celle d'Aubusson.

« La manufacture d'Aubusson, écrivait l'annotateur de M. d'Argouges (1), se soutint long-temps après ce rétablissement; mais l'inobservation de ces réglemens, les abus qui s'y glissèrent, le défaut de peintre et de teinturier, *qui n'y furent point envoyés* comme on l'avoit projeté, et enfin la misère de la plus grande partie des tapissiers, la replongerent dans un état plus triste qu'elle n'étoit auparavant. Sa réputation diminua insensiblement par la défectuosité des dessins et des teintures et par la mauvaise qualité des laines. Les pays étrangers, qui tiroient beaucoup de ces tapisseries, en furent rebutés; les ouvriers tombèrent dans la misère, et ne subsisterent, pendant plusieurs années, que par les charités que le roy eut la bonté de leur faire de temps en temps pour les empêcher de périr ou de passer à l'étranger. L'inexécution des lettres-patentes de 1665 étoit donc la principale cause de la décadence de la manufacture, puisque les ouvrages n'avoient perdu leur réputation que par le défaut de bon dessin et par le mauvais teint des laines. On y a pourvu dans la suite : cette manufacture a pris une forme nouvelle, et s'est parfaitement rétablie. Ses ouvriers sont très-bons, fort appliqués à leur ouvrage, et n'ont de goût que pour la tapisserie. Ce qu'ils font est admiré pour tout ce qui regarde la fabrique : la tissure en est merveilleuse, les dessins beaux, et le teint des laines excellent; et, lorsque la manufacture des Gobelins a besoin de sujets, elle les fait venir de celle de Beauvais ou de celle d'Aubusson indifféremment. Il n'y a même que de ces endroits qu'elle puisse en tirer, et le nombre en est bien plus grand à Aubusson qu'à Beauvais, parce que la ville d'Aubusson n'est peuplée que de tapissiers, qui sont souvent appelés à la manufacture de Beauvais aussi bien qu'à celle des Gobelins; en sorte que c'est comme une pépinière qui, par ses élèves, soutient les deux autres manufactures. La province de la Marche n'a que cet établissement, qui y fait vivre plus de quinze cents personnes. »

(1) Voyez la note de la page 201.

Ce rapport, quoique daté de 1686, fait sans doute le tableau de la fabrique d'Aubusson et de sa situation à la veille de la révocation de l'édit de Nantes, qui remontait à l'année précédente (1685). Les jours prospères étaient revenus, et rien n'annonçait une crise aussi imminente. On lit dans le même document que la ville renferme plus de huit mille habitants. Ce chiffre paraît trop élevé en comparaison de celui de la population ouvrière à la même époque, que nous venons de voir évaluer à quinze cents personnes seulement.

Les conséquences de la révocation de l'édit de Nantes furent certainement fâcheuses pour l'industrie d'Aubusson ; mais il est reconnu aujourd'hui que cette influence a été exagérée par quelques écrivains. D'après une lettre de François de La Fayette, évêque de Limoges, du 10 mars 1672, le quart des habitants d'Aubusson seulement professait alors la religion protestante, et un rapport au roi de M. Levayer, intendant de Moulins, daté de 1696, porte à *deux cents* le nombre de ceux qui s'expatrièrent.

« On a beaucoup exagéré, dit M. Félix Lecler (1), l'influence de la révocation de l'édit de Nantes sur la situation de notre ville. Il n'est pas possible de penser qu'Aubusson ait jamais renfermé au *xvii^e* siècle une population de douze mille habitants. Les témoignages les plus authentiques, les registres de l'état civil, tenus par les ministres protestants, de 1636 à 1656, l'avis de l'évêque de Limoges au sujet de la translation du chapitre de Moutier-Roseille, les rapports des intendants de Moulins, tout enfin nous mène à cette conclusion, que la ville est plus peuplée de nos jours qu'elle ne l'a été à aucune époque de son histoire.

» En prenant pour base le chiffre moyen des naissances et des décès authentiquement constatés par les ministres calvinistes d'Aubusson, on trouve comme maximum de la population protestante de la ville environ *sept cents âmes*. »

Sur ces sept cents personnes, deux cents, nous venons de le voir, émigrèrent. C'était déjà trop. Une nouvelle période de décadence commença pour Aubusson ; mais reconnaissons, pour être juste, qu'elle fut surtout occasionnée par l'état général des affaires, qui fut déplorable vers la fin du règne de Louis XIV. La misère

(1) *Album historique et pittoresque de la Creuse*, p. 156.

était au comble, les tailles accablantes, et, d'après M. Levayer, la population descendit à Aubusson, dans les dernières années du xvii^e siècle, à deux mille cent habitants.

Vers la même époque, l'industrie des tapis était partout en souffrance. Les énormes dépenses occasionées par la guerre pour la succession d'Espagne firent suspendre, en 1695, les commandes aux Gobelins, et congédier une partie des ouvriers, des élèves et des apprentis.

La fâcheuse situation de la manufacture d'Aubusson persista pendant les premières années du xviii^e siècle : elle fut encore aggravée, à partir de 1720, par la substitution des billets de la banque de Law à l'argent dans le paiement de ses produits qui étaient vendus à l'intérieur. Des lettres du temps en font foi. Cependant les plus mauvais jours étaient passés, et, sous le ministère de Fleury, évêque de Fréjus, la France allait réparer ses pertes, et le commerce et l'industrie reprendre une activité inconnue depuis quarante ans.

C. PÉRATHON.

(*La suite à un prochain numéro.*)



NOTICE

SUR

LES MANUFACTURES

DE TAPISSERIES

D'AUBUSSON, DE FELLETIN & DE BELLEGARDE.

(Suite.)

CHAPITRE VIII.

Règlements de Louis XV. — Tapis de pied veloutés.

Dans ses entretiens avec Jacques Bertrand, le délégué de la ville d'Aubusson, Colbert s'était engagé à choisir lui-même un peintre pour les tapisseries et un maître teinturier, qui devaient être établis et résider à Aubusson aux frais du roi. Cette promesse fut confirmée par les lettres-patentes de Louis XIV; mais l'exécution en était toujours ajournée. M. d'Argouges, intendant de Moulins, dont les rapports sont pleins d'intérêt pour l'histoire de nos manufactures, s'en plaignait en 1686. Il nous apprend que, de son temps, on avait envoyé à Aubusson et à Felletin de bons ouvriers étrangers pour perfectionner ceux du pays, au

grand avantage de ces deux villes. Il ajoutait : « Si l'on s'attachoit à leur fournir de bons dessins et des laines plus dégraissées, on pourroit espérer qu'ils réussiroient aussi bien qu'en Flandre. J'en ai un exemple, car M. de La Feuillade (1) y a fait faire de fort belles tapisseries, par la précaution qu'il a eue de leur donner des dessins et fournir des laines ». M. d'Argouges réclamait aussi la création d'un inspecteur de la manufacture.

Ces utiles mesures, depuis si long-temps projetées, reçurent enfin leur réalisation. Le 12 décembre 1730, le conseil d'État approuva un règlement qui confirmait les arrêtés de Colbert, et établissait plusieurs dispositions nouvelles. En exécution d'un article de ce règlement, le 20 mars 1734, Jean-Joseph Dumons, presque un compatriote, car il était né à Tulle en 1687, fut nommé peintre et dessinateur pour le roi des manufactures de tapisseries établies en la ville et faubourg d'Aubusson. D'après les registres de l'Académie royale de peinture et sculpture, il fut reçu membre de l'Académie royale, comme peintre d'histoire, le 29 octobre 1735. Il est probable que quelques-unes de ses œuvres existent ignorées parmi nous, car il avait un talent d'une rare fécondité. Son genre de peinture le rapprochait des Lemoine et des Vanloo. Les services qu'il rendit aux manufactures d'Aubusson et de Felletin furent tels qu'il fut nommé, après la mort d'Oudry, en 1755, directeur de la manufacture de Beauvais. Il mourut, à un âge très-avancé, au mois de mars 1779 (2).

(1) François, vicomte d'Aubusson. Son frère aîné, Georges d'Aubusson, archevêque d'Embrun, lui avait fait don du comté de La Feuillade, qui fut plus tard érigé en duché. Il avait épousé Charlotte de Boissy, sœur du duc de Roannez en Forez, qui lui céda son duché en faveur de cette alliance. Mademoiselle de Roannez, que les lettres de Pascal ont rendue célèbre, ne trouva dans ce mariage ni le bonheur ni la tranquillité de sa conscience.

(2) Voy. M. de Chennevières et le *Bulletin de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*, année 1859.

On lit dans la *Nouvelle Biographie générale*, publiée par MM. Firmin Didot frères, année 1858 : « Dumont (Jean) dit *le Romain*, né à Paris en 1700, mort dans la même ville en 1781. Il montra dès sa jeunesse un grand amour pour la peinture, et, pour se perfectionner dans cet art, il fit, à pied et sans argent, le voyage de Rome. De retour en France, il fut reçu membre de l'Académie de peinture en 1728. Plus tard, il fut appelé au rectorat de cette Académie, et devint peintre du roi. Malgré un goût décidé pour

Aubusson fut redevable de son premier peintre officiel à Fagon, qui reprit les traditions de Colbert, et mérite d'être considéré comme le véritable restaurateur de nos fabriques de tapisseries. Il avait compris que leur salut était dans les principes posés par l'édit de Louis XIV, et qu'il fallait y revenir. Ainsi protégées, les manufactures de la Haute-Marche eurent la fortune de survivre aux célèbres fabriques de tapisseries flamandes.

Le XVIII^e siècle devait en effet voir finir l'une des plus nobles et des plus vieilles industries de la Flandre. Le célèbre fabricant J.-B. Brandt, dont un seul château belge possède plus de cent grandes tentures, ferma ses ateliers en 1772. Les fabriques de Bruxelles furent fermées les dernières, vers 1784. De nos jours, où tant de choses inaccoutumées ou étranges s'accomplissent sans provoquer même un signe d'étonnement, on devait voir des basse-lissiers d'Aubusson appelés dans ces mêmes provinces où se recrutaient il y a cinq siècles les fabriques marchaises, au temps du comte Louis I^{er} de Bourbon.

Notre ville ne peut donc pas oublier, sans être accusée d'ingratitude, Louis Fagon, conseiller d'État ordinaire au conseil royal, intendant des finances. Il était le second fils de Guy Crescent Fagon, premier médecin de Louis XIV, et surintendant, après Colbert, du Jardin du Roi. Louis Fagon obtint, par les lettres-patentes du 23 mars 1734, le rétablissement de la manufacture de Beauvais, cette autre création du grand Colbert, qui était tombée dans une décadence plus complète encore que celle d'Aubusson. Il mourut, sans avoir été marié, le 8 mai 1744.

Fagon ne s'était pas contenté de provoquer les lettres-patentes de J.-Jos. Dumons : dès le 42 février 1734, il avait envoyé à Aubusson, pour former des élèves, le sieur Fizameu,

son art, malgré des études consciencieuses, Dumont ne peut être classé sur la première ligne des peintres français, et la grande réputation dont il jouissait de son temps s'est beaucoup amoindrie. Cependant ses ouvrages, assez nombreux, révèlent des qualités estimables : le dessin y est correct ; mais Dumont se plaisait à représenter des *raccourcis*, ce qui est rarement heureux ou agréable. Son pinceau était énergique et tranchant dans le coloris ; mais les lignes, trop accusées, manquent de grâce et de souplesse..... »

Cette notice diffère sur beaucoup de points du récit de M. de Chennevières, que nous adoptons néanmoins, car l'auteur des *Archives de l'art français* a puisé aux meilleures sources.

teinturier à Paris, près les Gobelins. Dumons et Fizameu se mirent immédiatement à l'œuvre : on a conservé leurs lettres, datées de 1731, sur les causes de la décadence de la manufacture d'Aubusson et les moyens d'y remédier.

A cette époque de paix et de calme intérieur, on se trouvait en plein réveil de l'industrie, du commerce, de la richesse publique. Le système de Law, qu'on accusait d'être l'une des causes du déclin de la fabrique d'Aubusson, et qui semblait devoir ruiner l'État tout entier, le soutenait par des conséquences imprévues. Partout on pressentait un esprit nouveau de liberté et d'initiative, malgré les soins de l'administration à conserver les vieilles coutumes, à respecter toutes les traditions. Les sous-ministres, comme on disait alors, donnaient l'exemple de l'activité et de l'économie. Ainsi, au milieu de nous, grâce au zèle de Fagon, le règlement de 1730 était déjà appliqué dans ses parties essentielles quand il fut confirmé par des lettres-patentes. Ces nouveaux arrêtés méritent d'être reproduits, car ils régirent la fabrique d'Aubusson jusqu'au 13 février 1791, jour mémorable où l'Assemblée constituante abolit définitivement les maîtrises, jurandes et tout ce qui constituait les corporations.

LETTRES-PATENTES

CONCERNANT LA MANUFACTURE DE TAPISSERIES D'AUBUSSON,
DONNÉES A COMPIÈGNE LE 28 MAY 1732 (1).

LOUIS, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à nos amez et féaux conseillers les gens tenans nôtre cour de parlement à Paris, SALUT. Nous étant fait représenter les statuts et reglemens faits en 1665 pour les marchands, maîtres fabriquans et ouvriers de la fabrique de tapisseries de la ville et faux-bourgs d'Aubusson et bourg de La Cour, autorisées par lettres-patentes données au mois de juillet 1665, par lesquelles le feu roy nôtre bisayeul, pour conserver à cette manufacture

(1) *Lettres-patentes et arrest du conseil d'Etat du roy concernans la manufacture de tapisseries d'Aubusson.* A Moulins, de l'imprimerie de la veuve de C.-P. Vernoy, et P. Vernoy fils, imprimeur ordinaire du roy et de monseigneur l'intendant. M. DCC. XXXIII.

son ancienne réputation, et lui donner les moyens de perfectionner ses ouvrages, lui auroit accordé un peintre et un teinturier, qui seroient entretenus à ses frais; et étant informé que, cette disposition n'ayant pas été suivie, les fabriquans travaillent sur des dessins tres-imparfaits, et qu'il est nécessaire de rétablir le bon ordre et la regle dans cette manufacture pour empêcher qu'elle retombe dans un dépérissement total; à quoy désirant pourvoir, et donner à cette manufacture des marques singulieres de nôtre protection : A CES CAUSES, de l'avis de nôtre conseil, qui a vû le reglement cy-attaché sous le contre-scel de nôtre chancellerie rendu en nôtre conseil d'Estat, nous y estant, le 12 décembre 1730, et conformément à iceluy, nous avons, par ces présentes, signées de nôtre main, dit et ordonné, disons et ordonnons, voulons et nous plaît ce qui en suit :

ARTICLE PREMIER.

Ceux qui voudront se faire recevoir maistres fabriquans de tapisseries de haute et basse-lisse dans la ville et faux-bourgs d'Aubusson et bourg de La Cour, seront tenus de justifier par lettres ou brevets qu'ils ont fait au moins trois années d'apprentissage, et servi quatre autres années chez les maistres en qualité de compagnons.

II.

Les aspirans à la maîtrise seront tenus de faire un chef-d'œuvre dans le bureau des jurez-visiteurs sur les dessins qu'ils leur fourniront.

III.

Ordonnons qu'apres que le chef-d'œuvre aura esté fait et fini, il sera examiné par lesdits jurez et quatre autres anciens jurez; et, s'il est approuvé, et l'aspirant jugé capable d'estre admis à la maîtrise, ledit aspirant sera reçu maistre, et prestera serment devant le juge de police de ladite ville.

IV.

Ordonnons pareillement que les fils de maistres payeront chacun trente sols pour leur droit d'apprentissage, et trois

livres pour leur réception à la maîtrise, et que ceux qui ne seront pas fils de maîtres payeront chacun vingt livres pour le droit d'apprentissage et quarante livres pour leur réception à la maîtrise, lesquels droits seront remis entre les mains du syndic de la confrérie de Sainte-Barbe, patronne desdits fabriquans, et par lui distribuez de la maniere qu'il sera réglé et arrêté entre les jurez en exercice et quatre anciens jurez, pour estre employez en partie à l'entretien de ladite confrérie, et le surplus distribué aux maîtres, ouvriers, veuves et orphelins nécessiteux de ladite manufacture, de l'emploi desquels deniers ledit syndic sera tenu de rendre compte à la fin de chaque année devant ledit juge et en présence des mêmes jurez.

V.

Nul ne pourra fabriquer des tapisseries s'il n'est reçu maître en la maniere ordonnée cy-dessus.

VI.

Faisons défenses aux femmes et filles de travailler à la fabrique des tapisseries de haute et basse-lisse de la manufacture d'Aubusson et bourg de La Cour, à peine de cinquante livres d'amende.

VII.

Défendons pareillement à toutes personnes de fabriquer ni faire fabriquer aucunes tapisseries en haute et basse-lisse hors la ville et faux-bourgs d'Aubusson, et à quinze lieues à la ronde, à l'exception du bourg de La Cour et de la ville de Fétilletin, à peine de confiscation des tapisseries, matieres, métiers et ustensiles servant à leur fabrication et de trois cents livres d'amende.

VIII.

Ordonnons que toutes les soyes et laines qui seront destinées à la fabrication desdites tapisseries, soit qu'elles soient apportées par des marchands forains, ou qu'elles viennent pour le compte des marchands ou des fabriquans, seront directement portées et déchargées dans le bureau des jurez-visiteurs;

défendons de les exposer en vente qu'elles n'aient esté par eux vües et visitées, pour ensuite estre celles qui seront trouvées de qualité requise exposées en vente, ou rendues à ceux pour le compte desquels elles seront ventües, et les défectueuses saisies et confisquées, et les contrevenenans condamnez à deux cents livres d'amende, laquelle ne pourra estre remise ni modérée par ledit juge de police sous quel prétexte que ce soit.

IX.

Faisons défenses, sous les peines portées par l'article précédent, de faire entrer dans ladite ville aucunes laines de pelletterie et de megisserie, ni de laines de Barbarie vulgairement appelées *chalosses* (4).

X.

Seront tenus les maistres fabriquans et ouvriers de faire peigner et carder les laines avec de l'huile d'olive, et de les dégraisser en les faisant passer par une lessive douce faite avec de la gravelée et de la cendre fine de bois verd et neuf, et ensuite par une eau de savon, pour les mettre en estat de mieux recevoir la teinture; faisons défenses auxdits fabriquans et ouvriers de teindre eux-mêmes aucunes laines pour la fabrication desdits ouvrages de tapisserie, à peine de confiscation et de cent livres d'amende pour chaque contravention.

XI.

Les maistres fabriquans et ouvriers travaillans dans la ville et faux-bourgs d'Aubusson et dans le bourg de La Cour seront pareillement tenus de tisser autour de chaque piece de tapisserie une bande bleüe, qui ne pourra avoir plus d'un seizieme d'aulne de largeur, et de mettre dans la bande d'en bas le mot AUBUSSON, en caractères bien lisibles, avec les premieres lettres de leurs nom et sur-nom, au métier et non à l'aiguille, à peine de vingt livres d'amende pour chaque piece qui se trouvera en contravention, laquelle amende sera payée solidairement tant par

♦

(1) *Chalosse*, petite contrée de France (Landes), entre les grandes Landes, le Béarn, le Tursan et le pays de Marennes. (MAC-CARTHY.)

celui qui l'aura fait fabriquer que par celui qui l'aura fabriquée.

XII.

Permettons aux maistres fabriquans de tapisseries de mettre tant au-dessus de la principale porte du bureau de leur communauté qu'au-dessus des portes des lieux où l'on fabriquera des tapisseries, ces mots :

MANUFACTURE ROYALE DE TAPISSERIES.

XIII.

Faisons défenses aux fabriquans de tapisseries de la ville de Feuillestin de mettre le mot AUBUSSON au bas des pieces de tapisseries qu'ils fabriqueront; leur enjoignant de mettre le mot FEUILLETIN au métier, et non à l'aiguille, le tout à peine de cinquante livres d'amende pour chaque piece.

XIV.

Voulons que toutes les pieces de tapisseries qui seront fabriquées dans la ville et faux-bourgs d'Aubusson et dans le bourg de La Cour soient, au plus tard vingt-quatre heures apres qu'elles auront esté levées de dessus les mestiers, apportées dans le bureau desdits jurez pour estre par eux vûes et visitées, et, si elles se trouvent composées de bonnes matieres et bien fabriquées, estre marquées d'un plomb sur l'un des costez duquel seront gravées les armes du roy, avec ces mots : MANUFACTURE ROYALE D'AUBUSSON, et sur l'autre celles de ladite ville.

XV.

Ordonnons que les pieces de tapisseries qui seront composées de mauvaises matieres, mal fabriquées ou non plombées, seront confisquées, et les fabriquans condamnés à cinquante livres d'amende pour chaque piece qui se trouvera en contravention.

XVI.

Ordonnons pareillement qu'il sera payé un sol auxdits jurez

pour le plomb qu'ils apposeront à chaque piece de tapisserie, le produit duquel sera employé au payement du loyer dudit bureau et l'achat des plombs, coins, registres et autres frais indispensables.

XVII.

Faisons tres-expresses inhibitions et défenses à toutes personnes, de quelques qualité et condition qu'elles soient, de contrefaire le plomb du bureau de visite de la ville d'Aubusson, à peine de deux cents livres d'amende, et d'estre poursuivies extraordinairement comme pour crime de faux.

XVIII.

Voulons que les tapisseries qui auront esté visitées et marquées dans ledit bureau puissent estre transportées, vendües et débitées dans toutes les villes, bourgs et lieux du royaume, mesme dans les pays étrangers, sans estre sujettes à estre visitées ni marquées une seconde fois.

XIX.

Ordonnons auxdits jurez de tenir un registre, dont tous les feuillets seront paraphez gratuitement par ledit juge, sur lequel ils inscriront toutes les pieces de tapisseries qui auront esté apportées dans le bureau, le jour qu'elles y auront esté visitées et marquées, et les noms et surnoms des maistres ou marchands qui les auront fait fabriquer, et des compagnons et ouvriers qui les auront fabriquées.

XX.

Les marchands et les maistres fabriquans de la ville d'Aubusson seront tenus de s'assembler tous les ans, le lendemain de la feste de sainte Barbe, devant le juge de police de ladite ville, pour choisir et nommer à la pluralité des voix deux jurez-visiteurs, l'un parmi les marchands de tapisseries, et l'autre parmi les maistres fabriquans, pour remplacer les deux anciens jurez-visiteurs qui sortiront d'exercice ledit jour, lesquels jurez nouvellement élus serviront pendant deux années, la premiere avec les deux jurez-visiteurs de la précédente élection, en qualité de nouveaux, et la seconde en qualité d'anciens jurez,

et prêteront serment devant ledit juge de bien et dûment exercer leur commission.

XXI.

Ordonnons que les jurez-visiteurs feront quand bon leur semblera, au moins une fois la semaine, une visite générale chez tous les fabriquans de tapisseries de la ville et faux-bourgs d'Aubusson et du bourg de La Cour, pour examiner si, tant dans la chaîne que dans la trame, ils emploient des soyes et des laines bien teintes, sans aucun mélange de soyes ou de laines défectueuses, ou de laines de moutons ou de brebis mortes de maladies, ou de fil de coton d'Épiney (1), de lin ou de chanvre, ensemble chez les blanchisseurs de laines, pour connoistre s'ils dégraissent avec du savon et de la gravelée, et chez les teinturiers pour examiner s'ils se servent dans les teintures des ingrédients prescrits par les reglemens généraux de 1669 (2) pour les teintures du grand et bon teint (3); et, en cas de contravention, voulons que lesdits jurez saisissent les matieres de mauvaise qualité et les faux ingrédients, et qu'ils en poursuivent la confiscation devant ledit juge, qui prononcera ou des amendes seulement, ou la confiscation avec amende des ouvrages et matieres défectueuses et des faux ingrédients, suivant la nature de la contravention.

XXII.

Ordonnons pareillement que, lorsque les jurez-visiteurs, en entrant en exercice, se trouveront imposez à plus de 42 livres de taille, leur cote sera diminuée de la somme de 42 livres pendant chacune des deux années de leur exercice, et que ceux qui se trouveront imposez à ladite somme de 42 livres et au-dessous ne payeront que 20 sols; seront en outre lesdits jurez exempts,

(1) Le fil d'Épiney ou d'Épinay était une sorte de filasse ou fil de lin.

(2) Voyez l'extrait de ce règlement, dû à Colbert, dans le *Parfait Négociant*, liv. II, par Savary, qui en fait l'éloge.

(3) Le *grand teint* est distingué pour la première fois du *petit teint* dans les lettres de Louis XI, relatives aux marchands drapiers, du 11 novembre 1479.

pendant le temps de leur exercice seulement, du logement des gens de guerre, de la collecte des tailles, de tutelle et de curatelle et autres charges publiques.

XXIII.

Défendons aux maistres et aux compagnons et ouvriers de quitter les marchands ou les fabriquans chez lesquels ils travailleront pour aller travailler ailleurs sans leur congé par écrit, à peine de dix livres d'amende; et, en cas que lesdits maistres et lesdits compagnons et ouvriers doivent quelques sommes aux marchands et aux maistres fabriquans qu'ils quitteront, voulons qu'elles soient remboursées par celui chez lequel ils entreront pour travailler.

XXIV.

Voulons aussi que le marchand ou le maistre fabriquant qui ne pourra ou ne voudra donner à travailler à son ouvrier soit tenu de lui donner un congé par écrit pour aller travailler ailleurs, et que, si son ouvrier lui doit quelque somme pour avance à lui faite, elle lui soit remboursée à raison de trois livres, et de trois en trois mois, jusqu'à l'entier payement.

XXV.

Seront tenus les maistres et les compagnons et les ouvriers qui travailleront pour le compte des marchands et maistres fabriquans de leur rendre les tapisseries du poids des laines et des soyes qu'ils auront reçues d'eux; et, si le même poids ne s'y trouve pas, seront lesdits maistres, compagnons et ouvriers condamnés pour la première fois à payer la valeur de ce qu'il en manquera, et en 50 livres d'amende, et, en cas de récidive, outre les peines ci-dessus, déchûs de la maîtrise ou censez incapables d'y parvenir.

XXVI.

Défendons à tous peintres, marchands, maistres fabriquans et ouvriers de tapisseries de copier ou faire copier les dessins qui auront esté faits ou achetez aux dépens des marchands et

maistres fabriquans , à peine de cinq cents livres d'amende contre chaque contravention.

XXVII.

Les amendes et les confiscations qui seront prononcées pour les contraventions à ces présentes seront appliquées, sçavoir : un tiers des amendes à nostre profit, un tiers aux jurez-visiteurs, et l'autre tiers aux maistres et aux compagnons et ouvriers, veuves et orphelins nécessiteux de ladite manufacture, et les confiscations, moitié auxdits maistres, compagnons et ouvriers, veuves et orphelins nécessiteux, et l'autre moitié à l'hôpital de la ville d'Aubusson.

XXVIII.

Voulons que, conformément aux lettres-patentes du mois de juillet 1665, il soit incessamment envoyé et entretenu à nos frais en la ville d'Aubusson un peintre pour faire les dessins de tapisseries qui y seront fabriquées, former des élèves, et avoir inspection sur les ouvriers de ladite manufacture pour la beauté et régularité des nuances desdites tapisseries.

XXIX.

Voulons pareillement qu'il soit envoyé à nos frais à ladite manufacture un teinturier pour instruire les teinturiers de ladite ville d'Aubusson dans l'art de faire le grand et bon teint, et teindre concurremment avec eux toutes les laines qui y seront employées; lesquels peintre et teinturier seront choisis par le sieur controlleur général de nos finances, et seront exempts de toutes impositions, logemens de gens de guerre et autres charges publiques en ladite ville.

XXX.

Et, attendu qu'il est du bien et avantage de ladite manufacture de tapisseries d'Aubusson que les marchands, maistres fabriquans, les compagnons et ouvriers qui y sont occupez ne puissent estre détournés de leur travail et commerce par l'obligation de suivre avec les formalitez ordinaires les procez et

différends qui pourront naistre entre eux , ordonnons , conformément auxdites lettres-patentes du mois de juillet 1665, que lesdits procez et différends mûs et à mouvoir pour raison de ladite manufacture, circonstances et dépendances, seront traitez sommairement pardevant le juge de ladite ville, et par lui jugez en la forme et maniere que le sont les causes de la compétence des juridictions consulaires, sans que lesdits procez et différends puissent estre distraits ni évoquez ailleurs, sous prétexte de *committimus* ou autres privilèges de quelque nature qu'ils puissent estre ; voulons que lesdits procez et différends soient terminez et jugez en dernier ressort et sans appel par ledit juge d'Aubusson, pourvu que la condamnation n'excede pas la somme de deux cent cinquante livres et par provision, sauf l'appel au parlement si la condamnation excede ladite somme.

XXXI.

Ordonnons au surplus que les statuts et reglemens concernant la manufacture de tapisseries de la ville et faux-bourgs d'Aubusson et bourg de La Cour, ensemble les lettres-patentes du mois de juillet 1665 qui ont autorisé lesdits statuts, seront exécutez selon leur forme et teneur en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions cy-dessus. *Si vous mandons* que ces présentes vous ayez à faire enregistrer, et le contenu en icelles garder et exécuter selon leur forme et teneur : car tel est notre plaisir. Données à Compiègne, le vingt-huitieme jour de may, l'an de grâce mil sept cent trente-deux et de notre regne le dix-septieme.

Signé LOUIS.

Et plus bas : Par le roy, PHELYPEAUX.

Et scellés du grand sceau de cire jaune.

Registrées, oùy ce requérant le procureur général du roy, pour estre exécutées selon leur forme et teneur, à la charge que le juge de la ville d'Aubusson ne pourra juger que les différends qui naistront entre ouvriers, marchands et négocians pour raison des choses concernant et nécessaires à ladite fabrique et manufacture de tapisseries, jusqu'à la somme de 250 livres en dernier ressort et sans appel, et des sommes au-dessus en cas

d'appel, nonobstant iceluy et par provision jusqu'à 500 livres, et que ledit juge ne pourra juger en dernier ressort qu'au nombre de sept juges au moins, le tout conformément aux statuts de ladite communauté, homologuez par les lettres-patentes du mois de juillet 1665, registrées en la cour par arrest du treize août suivant, comme aussi ledit juge ne pourra prononcer en dernier ressort les condamnations d'amende, et qu'il ne luy sera rien payé pour la prestation de serment, suivant l'arrest de ce jour.

A Paris, en parlement, le deux juillet mil sept cent trente-deux.

Signé ISABEAU.

Ces lettres-patentes furent suivies, un an après, d'un arrêt dont nous transcrivons les parties les plus essentielles :

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT DU ROY

EN FAVEUR DE LA MANUFACTURE DE TAPISSERIES D'AUBUSSON,
DU 14 AVRIL 1733. (*Extrait des registres du conseil d'Estat.*)

Le roy, s'estant fait représenter en son conseil le reglement du 42 décembre 1730, fait pour restablir le bon ordre et la regle dans la manufacture de tapisseries de la ville et faux-bourgs d'Aubusson et dans le bourg de La Cour, et les lettres-patentes expédiées sur iceluy le 28 may 1732, dûement scellées et enregistrées; et Sa Majesté, jugeant par les avantages que ces reglemens ont déjà procurés non-seulement qu'il est important de les faire exécuter en tout leur contenu, et principalement les articles VII, XI et XIII, qui interdisent de fabriquer des tapisseries en haute et basse-lisse hors la ville et faux-bourgs d'Aubusson, à quinze lieues à la ronde, à l'exception du bourg de La Cour et de la ville de Feüilletin, et prescrivent à tous les maistres fabriquans et ouvriers d'Aubusson et du bourg de La Cour de mettre le mot *Aubusson*, avec les premieres lettres de leurs nom et surnom, au métier et non à l'aiguille, dans la bande d'en bas de chaque piece de tapisserie, et à ceux de Feüilletin de mettre de même le mot *Feüilletin*, sans y pouvoir mettre le mot *Aubusson*, le tout sous les peines, y portées; mais encore que le moyen le plus sûr pour procurer une exécution si nécessaire est de nommer un inspecteur, et de le charger d'y

veiller, et de rendre un compte exact au moins une fois chaque mois au sieur commissaire départi en la généralité de Moulins de toutes les contraventions qu'il aura découvertes et des condamnations qui auront été prononcées pour les faire cesser, en luy accordant une gratification chaqueannée pour le mettre en estat d'avoir une attention suivie sur tout ce qui a rapport à cette manufacture; à quoy estant nécessaire de pourvoir,

Oùy le rapport du Sr Orry (1), conseiller d'Estat et ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances,

Sa Majesté, étant en son conseil, a ordonné et ordonne que le reglement du 42 décembre 1730 et les lettres-patentes expédiées sur iceluy le 28 may 1732 concernant la fabrique de tapisseries dans la ville et faux-bourgs d'Aubusson, etc.....
.....seront gardés et observés en tout leur contenu et sous les peines y portées;

Et, pour assurer de plus en plus l'exécution tant des articles VII, XI et XIII, que du surplus desdits reglemens, Sa Majesté a nommé et choisi le sieur Gabriel Laboreix de La Pigue, juge ordinaire et de police en ladite ville d'Aubusson, lequel, en qualité d'inspecteur desdites manufactures et fabriques, tiendra la main à ce que les quatre jurez-visiteurs s'acquittent exactement de tout ce qui leur est prescrit par lesdits reglemens, les fera observer de point en point, visitera les ateliers, fera les tournées nécessaires dans les campagnes, quinze lieües à la ronde de la ville d'Aubusson, visitera aussi les tapisseries de la fabrique de Fétilletin, et généralement tout ce qui sera nécessaire pour la pleine et entiere exécution desdits reglemens, et rendra un compte exact au moins une fois chaque mois au sieur intendant et commissaire départi en la généralité de Moulins de toutes les contraventions qu'il aura découvertes, et des condamnations qui auront été prononcées pour les faire cesser ;

Et Sa Majesté, voulant donner des marques au sieur de La Pigue de la satisfaction qu'elle a des soins qu'il s'est donnés jusqu'à présent pour le rétablissement de ladite manufacture, et l'encourager à se bien acquitter de l'inspection qu'elle lui a confiée, a accordé et accorde au sieur de La Pigue une gratifi-

(1) La manufacture des Gobelins fut redevable à Orry du rétablissement de son académie de dessin (1736), qui avait été complètement abandonnée quelques années auparavant.

cation de 400 livres une fois payez pour le passé, et une autre gratification de 300 livres chaque année pour l'avenir, tant et si longuement qu'il remplira au désir de S. M. lesdites fonctions d'inspecteur, lesquelles gratifications il touchera sur ses simples quittances des deniers qui seront à ce destinez. Enjoint Sa Majesté au sieur intendant et commissaire départi pour l'exécution de ses ordres en la généralité de Moulins de tenir exactement la main à l'exécution desdits reglemens et du présent arrest, et de les faire lire, publier et afficher partout où besoin sera, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait au conseil d'Estat du roy, Sa Majesté y estant, tenu à Versailles, le quatorzieme jour d'avril mil sept cent trente-trois.

Signé PHELYPEAUX.

LOUIS, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à notre amé et féal conseiller en nos conseils, maistre des requestes ordinaire de nostre hostel, le sieur intendant et commissaire départi pour l'exécution de nos ordres en la généralité de Moulins, SALUT :

Nous vous mandons et enjoignons par ces présentes, signées de Nous, de tenir la main à l'exécution de l'arrest ci-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie aujourd'hui donné en nostre conseil d'Estat, Nous y estant, pour les causes y contenues; Commandons au premier nostre huissier ou sergent sur ce requis de signifier ledit arrest à tous qu'il appartiendra, etc....

Signé LOUIS.

Et plus bas : Par le roy, signé PHELYPEAUX.

Barthélemy de Vanolles, chevalier, conseiller du roy en ses conseils, maistre des requestes ordinaire de son hostel, conseiller honoraire au grand-conseil, intendant de justice, police et finances en la généralité de Moulins,

Vu l'arrest du conseil cy-dessus et des autres parts, et la commission sur iceluy, Nous, intendant susdit, ordonnons que ledit arrest sera exécuté selon sa forme et teneur. Fait ce vingt-sept may mil sept cent trente-trois.

Signé DE VANOLLES.

Et plus bas : Par monseigneur, LE BOUCHER.

M. Gabriel Laboreys, qu'un acte du 22 juillet 1709, concernant les Pères recollets d'Aubusson, qualifie sieur de La Pigue, conseiller du roi, président châtelain, juge royal, civil, criminel, et commissaire examinateur en la ville et châtellenie d'Aubusson, réunit donc à ces fonctions, à partir de 1733, celles d'inspecteur de la manufacture. Un nouvel arrêt, du 8 février 1735, étendit ses dernières attributions : il reçut la mission d'inspecter les fabriques de tapisseries de Felletin. Enfin l'établissement de métiers de tapis de pied veloutés à Aubusson, en 1740, nécessita la création d'un inspecteur spécial. M. Michel Laboreys de Châteaufavier, fils de M. de La Pigue, reçut, le 17 septembre 1745, une commission d'inspecteur des manufactures de tapisseries et de tapis de pied d'Aubusson et de Felletin, avec douze cents livres d'appointements, payables au trésor royal. Cette somme fut portée à deux mille livres, à dater du 1^{er} janvier 1753, à cause de l'importance toujours croissante des manufactures d'Aubusson et de Felletin. La charge d'inspecteur resta dans la famille Laboreys, l'une des illustrations de notre cité, jusqu'à l'époque où la révolution fit table rase de toutes les institutions du passé.

Les tapisseries d'Aubusson étaient recherchées à l'étranger, surtout dans le nord de l'Europe : elles étaient même connues en Amérique. Plusieurs fabricants voyageaient chaque année en Suisse, en Allemagne, en Prusse, en Hollande, en Angleterre. Ils avaient des magasins dans plusieurs grandes villes de l'intérieur. A Paris, ils résidaient particulièrement dans la rue de la Huchette, près le pont Saint-Michel, et rue Boucher. Comme les fabricants de Felletin, ils avaient des correspondants à Toulouse, à Nantes, à Lyon, à Nancy, à Marseille, pour la vente de leurs produits. (*Mémoire de M. de Saint-George.*)

Les règlements des maîtres tapissiers, contrepointiers et rentreurs de la ville et faubourgs de Bordeaux, en date du 26 mars 1735, montrent que la fabrique d'Aubusson approvisionnait spécialement les tapissiers-garnisseurs de cette importante cité. On y lit, art. XVII :

« Les marchands forains, ouvriers de la ville d'Aubusson, et vendant tapisseries en cette ville, ne pourront vendre d'autres tapisseries que neuves et provenantes de leur fabrique, et seront tenus marquer leurs tapisseries d'un plomb, sur lequel seront empreintes, d'un côté, les armes du roy, et, de l'autre, celles de

ladite ville d'Aubusson, avec défenses ausdits forains et autres marchands de tapisseries résidans en cette ville de vendre aucune tapisserie neuve autre que celle de leur fabrique; comme aussi de vendre aucune tapisserie vieille, quand même elle seroit de leur fabrique, non plus de louer aucune tapisserie vieille ou neuve, même celle de leur fabrique; le tout à peine de confiscation et de trois cens livres d'amende. »

Le maître teinturier Fizameu ne paraît avoir été attaché que peu de temps à la manufacture. Un arrêt du conseil du 17 mars 1733 nomma Pierre de Montezert « teinturier pour le roy à Aubusson », et lui accorda cent livres par an. Il appartenait à une ancienne famille de teinturiers d'Aubusson. Son père, Jérôme de Montezert, marchand et maître teinturier, était consul de la cité en 1699. Après la mort de Pierre de Montezert, le poste de maître teinturier resta vacant pendant quelques années.

Dans ces circonstances, l'inspecteur et les jurés-visiteurs de la fabrique pensèrent qu'un assortisseur des laines serait aussi utile que le maître teinturier lui-même. Le 24 septembre 1748, le sieur Jean Nouët fut nommé assortisseur des laines, et le sieur Jean-François Picon fut chargé d'instruire et former les jeunes teinturiers en remplacement de Pierre de Montezert. La somme de cent livres qui était attribuée à ce dernier fut partagée par moitié entre son successeur et l'assortisseur des laines. Il fut également accordé à chacun d'eux certaines exemptions qui n'étaient pas alors sans importance. On voit M. Picon accompagner M. de Châteaufavier chez les teinturiers d'Aubusson et de Felletin, et constater fréquemment des infractions aux règlements concernant la teinture des laines. Plus tard le sieur Piqueau remplaça Jean Nouët comme assortisseur des laines et soies pour la manufacture d'Aubusson.

Les statuts des anciennes corporations et les ordonnances des rois s'accordaient pour interdire aux femmes de travailler au métier de basse-lisse. Aujourd'hui elles y travaillent en grand nombre, à Aubusson et à Felletin, sans qu'il paraisse en résulter aucun inconvénient sérieux, et elles y apportent le goût et l'habileté naturels à leur sexe. Il faut cependant convenir que, à une époque qu'on se plaît souvent à qualifier de barbare, on se préoccupait singulièrement de ce qui avait rapport à l'hygiène publique.

Nous lisons dans le *Livre des mestiers*, qui date de saint Louis :

« Nule fame ne puet ne ne doit estre aprise au mestier devant dit pour le mestier, qui est trop greueus (1) ».

Pierre du Pont, qui monta à Paris, sous Henri IV, le premier atelier de tapis à la façon de Perse ou de Turquie, fait remarquer, dans sa *Stromatourgie*, qu'un des avantages de cette nouvelle méthode de travail est de pouvoir occuper « les enfants qui demeuroient dans les hôpitaux et les filles pareillement ».

Par une remarquable coïncidence, on invoqua à Aubusson les mêmes motifs pour obtenir la création d'un atelier de tapis de pied. Les règlements de la manufacture défendaient aux femmes et filles de travailler à la basse-lisse. Un mémoire de l'époque affirme que celles qui y travaillaient, malgré les arrêtés, en étaient incommodées, et que la majeure partie manquait souvent de travail. Pour y remédier, on songea à leur faire fabriquer des tapis veloutés. M. de Bonneval, que nous retrouvons en 1734 inspecteur général des manufactures, fut chargé, en 1740, d'organiser cette nouvelle fabrication. Il commença par faire monter à Aubusson, aux frais du Gouvernement, trois métiers de tapis de pied. Ce premier essai ayant donné des résultats satisfaisants, M. de Bonneval fut autorisé, en 1743, à faire monter trois autres métiers, puis deux autres, ce qui porta à huit le nombre des métiers pour tapis façon de Turquie établis à Aubusson. On estimait que les tapis, fabriqués avec soin et économie, revenaient à dix-huit livres l'aune carrée.

Ces nouveaux produits furent d'abord achetés par des marchands tapisseries de Paris qui s'étaient chargés d'entretenir les huit métiers de tapis de pied, mais qui ne tardèrent pas à rompre leur engagement. M. Orry, qui avait provoqué l'arrêté de 1733 sur la manufacture, accueillit les offres faites par les sieurs Mage et Dessarteaux, marchands de tapisseries d'Aubusson, qui demeuraient à Paris, rue de La Huchette. Par arrêt du 24 mai 1746, il leur fut accordé un privilège exclusif,

(1) Ce texte, que l'on trouve sous l'énoncé suivant : *Des tapisseries de tapis sarrazinois*, semble contraire à l'opinion que nous avons émise plus haut, que les tapisseries sarrazinoises étaient des tissus brochés à l'aiguille. Cette contradiction n'est qu'apparente. Quoique leur travail fût une sorte de broderie, les Sarrazinois devaient tendre leur canevas sur un métier, comme le font les dames de nos jours. En raison de la grande dimension des tentures qu'ils exécutaient, leur métier devait ressembler à celui de la basse-lisse sous plusieurs rapports, et, au point de vue de la santé des ouvrières, en avoir tous les inconvénients.

pendant dix années, pour la fabrication, à Aubusson et à dix lieues à la ronde, des tapis de pied ou de table, portières et autres ouvrages façon de Perse et de Turquie. En outre, il leur fut fait un prêt de dix mille livres, sans intérêt, remboursable, trois mille livres dans la première année de leur privilège, trois mille pendant la neuvième, et quatre mille à la fin de la dixième année.

Ces tapis veloutés étaient fabriqués sur des métiers en haute-lisse pareils à ceux de la Savonnerie, et on assurait que, lorsqu'on employait des laines d'Angleterre, ils pouvaient soutenir la comparaison avec ceux du royal établissement. Du reste, le prix de quelques-uns de ces ouvrages s'élevait en fabrique jusqu'à cent livres l'aune carrée. Suivant le vœu qui avait présidé à l'établissement de cette fabrication, elle était exclusivement affectée aux femmes : les hommes avaient seulement la direction générale du travail. Les jeunes filles qui préparaient sur des bobines les laines nécessaires aux ouvrières gagnaient deux sous par jour ; les femmes employées à faire le point étaient payées jusqu'à cinq sous. D'après Monteil (tom. V, p. 447), au XVIII^e siècle, un grand tapis de pied velouté façon de Turquie valait de 4,500 à 2,000 fr.

Les dessins pour les tapis de pied étaient fournis gratuitement aux fabricants. J.-Jos. Dumons s'engagea à fournir à la nouvelle fabrique trois dessins par an pour une somme de trois cents livres. Ces dessins étaient quelquefois de simples esquisses, d'après lesquelles on composait des cartons pour des tapis de la plus grande étendue. Les commandes arrivèrent, et les tapis d'Aubusson façon de Perse jouirent d'une certaine vogue dans le monde élégant. En 1754, M^{me} de La Reynière et de Boulongne firent exécuter des tapis de pied à Aubusson.

M. de Châteaufavier écrivait à ce sujet, en 1783, dans l'*Encyclopédie méthodique* : « On fabrique dans les deux manufactures d'Aubusson et de Felletin des tapis veloutés *façon de Turquie* ; mais l'époque de la création de ce genre de fabrication à Aubusson est aussi moderne que l'origine de celle des tapisseries est ancienne, puisque ce n'est qu'en 1740 qu'on a commencé à établir dans cette ville cette nouvelle branche d'industrie, qui avait été jusqu'alors inconnue. Son accroissement a été très-rapide, et enfin elle s'est successivement étendue jusqu'à Felletin, où, depuis quinze ans, on la voit faire chaque jour des progrès. Cependant il en est des tapis comme des tapisseries : on n'en fa-

brique à Felletin que de communs, et ceux de qualité supérieure sont manufacturés jusqu'à présent à Aubusson. »

Un autre genre de fabrication réservé aux femmes dans les manufactures d'Aubusson et de Felletin était celui des tapis pour table, travaillés à l'aiguille sur canevas. Le bas prix de cette sorte de tapis, qu'on a cessé de fabriquer de nos jours, en assurait le débit. Nous trouvons là une certaine analogie avec les tapisseries sarrasinoises : toutefois la toile qui servait de canevas aux sarrasinois était beaucoup plus fine que celle des brodeuses du dernier siècle, et les deux méthodes de travail, ainsi que les effets qu'il était permis d'en obtenir, différaient sensiblement. Les tapis de table dont nous parlons étaient connus au ^{xvi}^e siècle, et un texte de 1554 les désigne sous le nom de *tapis au gros poinct*.

Au ^{xv}^e siècle, les cuirs estampés et dorés étaient employés pour tapis et tentures d'appartement. Un peu plus tard, on mentionne des tapisseries de maroquin rouge à bandes dorées. Quelques auteurs marchois, s'appuyant sur la tradition concernant les tanneurs qui se seraient rencontrés parmi les Sarrasins d'Abd-er-Rhaman (1) et sur certains souvenirs locaux, veulent qu'on ait fabriqué à Aubusson ces brillantes tentures. En attendant des faits nouveaux, nous croyons qu'il faut se renfermer sur cette question dans un doute prudent.

(1) Voy. Joullietton, *loc. cit.*

CHAPITRE IX.

Manufacture de Felletin.

On sait l'origine de la plupart des villes de notre province. Au sommet de la colline se dresse un château fort, mutilé par les Goths, les Sarrasins ou les Normands; dans la vallée se cache un ermitage, ou monte derrière les grands arbres le clocher d'un monastère : les habitations se groupent à l'abri de l'église ou du château, et la cité se forme sous l'influence des vieilles libertés municipales, souvenir de la domination romaine. La commune est constituée, et bientôt les seigneurs l'affranchissent, consacrant ainsi les droits de nos industrieuses populations.

Ceci est plus particulièrement l'histoire de Felletin, qui paraît devoir sa naissance à son monastère, comme la ville d'Aubusson à son château. Le P. Bonaventure de Saint-Amable, ce modeste carme déchaussé qui a tout lu, tout transcrit, fait connaître la plus ancienne mention qui ait été faite de Felletin, et qu'il place entre les années 1124-1125. « Le monastere de Felletin fut érigé et doté par les seigneurs de Felletin, de Saint-Julien, d'Aubusson et de Chambon, et soumis au *convent* de Sainte-Valérie de Chambon. Il est situé au bord de la riviere de Creuse, proche d'Aubusson, et, depuis un siecle, il est devenu un bénéfice simple. Les comtes de la Marche y firent des présents, et les moines y vivoient sous un prieur ou prévost; mais il y a plus d'un siecle qu'ils se sont retirés à Chambon-Sainte-Valérie (1). »

Vers 1180, les prieurés d'*Aubuçon* et de *Pheletinum*, qui relevaient tous deux de l'abbaye de Saint-Martial à Limoges par la prévôté de Chambon, avaient chacun deux moines (2). Sainte-

(1) Bonav. de St-Amable, *Vie de saint Martial* : Limoges, 1685, T. III, p. 455, 2^e colonne.

(2) L'abbé Roy-Pierrefitte, *Saint-Martial de Limoges*, p. 146, note.

Valérie, la première martyre de l'Aquitaine, était dès lors la patronne de la ville de Felletin.

Après l'an 1248, fut brûlée la ville de *Pheletin*, dit un manuscrit du xvi^e siècle de Jehan de Lavaud, rapporté par M. l'abbé Arbellot (1).

En 1285, Simon de Beaulieu, archevêque de Bourges, fit une visite générale des monastères de sa province. Il visita d'abord, à Guéret, le prieuré dépendant de Saint-Savin de Poitiers. Le 22 juillet, il fut reçu solennellement par les religieux bénédictins du Moûtier-d'Ahun. Il séjourna à Aubusson, qui paraît n'avoir eu à cette époque que bien peu d'importance : cette vicomté venait d'être vendue par un d'Aubusson aux Lusignan, et le comte Hugues XII le Brun était à la veille seulement de fonder des châtelainies dans les villes du Dorat, de Guéret, Ahun et Aubusson. Simon de Beaulieu arriva à Felletin le 4^{er} août : il y remplit toutes les cérémonies épiscopales, et fut défrayé aux dépens du prieur du monastère, qui ne voulut pas compter la dépense. (Baluze.)

Felletin faisait partie à l'origine, du *pays d'Aubusson*. Cette ville passa aux comtes de la Marche lorsque Renaud d'Aubusson vendit sa vicomté à Hugues XII de Lusignan. Cette vente fut confirmée, en 1365, à Jean I^{er}, duc de Bourbon, comte de la Marche. Par contrat du 14 juin 1686, François d'Aubusson échangea avec Louis XIV la terre et seigneurie de Saint-Cyr près Versailles contre toutes les terres de l'ancien domaine de la maison d'Aubusson, la vicomté d'abord, puis les châtelainies de Felletin, Ahun, Chénérailles, Jarnages et Drouilles, etc. Ainsi Felletin revint aux d'Aubusson. Les armoiries de la ville de Felletin sont d'argent à une croix de gueules ancrée, avec la légende *in hoc signo vinces* : ce sont à peu près les armes d'Aubusson-Lafeuillade, qui porte d'or à la croix de gueules ancrée, avec la même légende.

Aubusson et Felletin ont donc été deux villes sœurs au début comme à la fin du monde féodal, patronnées également par les plus anciennes et les plus nobles maisons de la monarchie française. Pendant les siècles derniers, une question de prééminence politique et industrielle les divisa. Lors de la rédaction des coutumes de la Marche (1521), Felletin, qui prétendait au titre de capitale de la province, n'envoya à Guéret, pour la repré-

(1) *Album histo. ique et pittoresque de la Creuse*, p. 44, loc. cit.

senter, ni ses prieurs ni ses consuls : ses prétentions n'en furent pas moins repoussées. La ville d'Aubusson, qui ne réclamait aucune importance administrative, paraît avoir dès lors commencé à l'emporter sur Felletin. Il est question de la rivalité de ces deux villes dans un arrêt du Conseil du 24 août 1694 sur les droits d'entrée. La lutte fut ardente et passionnée pendant la plus grande partie du XVIII^e siècle : ce fut particulièrement une rivalité industrielle et commerciale. Aubusson avait alors pour champions les Laboreys de La Pigue et de Châteaufavier, inspecteurs de la manufacture, et Felletin, Granchier du Mazeau et M. Ruynéau de Saint-George, président châtelain. Cette longue querelle se termina par le triomphe d'Aubusson, sans toutefois enlever à Felletin son rang d'ancienneté. Aujourd'hui un apaisement complet s'est produit, et les deux villes, jadis rivales, se donnent fraternellement la main. Aucune des causes des anciennes divisions n'a survécu à la législation antérieure à celle de 1794 : il ne nous en coûtera donc pas de conserver dans cette étude la plus complète impartialité.

L'édit de François I^{er} de 1542 et celui de Henri III de 1584, qui renferment les premières mentions officielles des tapisseries d'Aubusson et de Bellegarde, sont également les premiers titres authentiques des fabriques de draps et de tapisseries de Felletin. Ces diverses manufactures devaient y avoir acquis depuis longtemps une certaine importance, mais aucun acte antérieur au XVI^e siècle ne le témoigne d'une manière irrécusable.

Nous l'avons vu plus haut, le tarif des marchandises qui se vendaient à Paris à la fin du XIII^e siècle ne mentionne pas Felletin (4). Philippe VI ordonna, le 6 août 1349, aux drappiers et marchands des dix-sept villes (*sic*) de mener leurs draps ez foires de Champagne et de Brie. A ce sujet, un des continuateurs de P. Guénois écrivait, en 1660 : « Je ne puis reconnoistre

(1) Voici un aperçu du mode d'approvisionnement des fabriques françaises vers 1296 d'après M. Douët d'Arcey (*Revue Archéologique*, 1852) :

« Le poix de fil de laine d'Anjou et de Poictou et d'ailleurs à faire tappis j denier (environ 6 centimes de notre monnaie, d'après M. Natalis de Wailly).

» Le cent de fille de chanvre à tappis (pour la chaîne seulement), iiij d.

» Item, le marcq d'argent de Limoges (article de mercerie), viij d.

» Item, la douzaine d'or de Chippre (mercerie), j d. »

Le centre de la France contribuait à fournir à Paris et à ses environs les matières premières.

par les édits et ordonnances quelles sont ces dix-sept villes, si ce n'est d'avanture que ce soient les villes où se font les manufactures des sarges, draps et estamets le plus communément ».

Charles IX, pour favoriser le mouvement commercial et industriel qui signala l'époque de la renaissance, avait créé la juridiction consulaire en 1563. Tous les différends concernant le commerce étaient de son ressort ; le parlement jugeait en appel. Le premier des cinq marchands élus pour l'année prenait le titre de juge ; les autres, celui de consul. C'est la juridiction qui, agrandie dans la suite, est exercée actuellement par les tribunaux de commerce. A Aubusson, les affaires litigieuses étaient soumises, depuis Colbert, au défaut de juges consuls, au juge châtelain, lieutenant général de police et juge des manufactures royales de tapisseries. Le président châtelain de Felletin était également juge de la manufacture de cette ville.

Pourtant, d'après M. l'abbé Roy-Pierrefitte (1), en accordant à la ville de Felletin l'établissement d'une bourse consulaire, Charles IX motivait ainsi son édit : « Attendu que ladite ville est des plus marchandes de tout nostre dict pays de la Marche, et où s'assemblent plusieurs marchands de tout nostre royaume et autres étrangers, dont le commerce et trafic de marchandises y est gardé autant ou plus grand qu'en plusieurs autres villes auxquelles nous avons accordé ladite permission ». Et la vérité de cette affirmation, si honorable pour Felletin, se prouve par l'acte lui-même, puisque le juge et les deux consuls devaient être élus en l'assemblée de trente des plus notables marchands, habitants ou échevins en ladite ville. Ce nombre de trente marchands tapissiers en suppose un plus considérable, et il est déjà extraordinaire en portant à cinq ou six mille âmes le chiffre de la population.

Il faut remarquer néanmoins que la bourse de Felletin, qui aurait ainsi été établie quatre années seulement après la fondation de la bourse consulaire de Paris, a dû cesser de fonctionner peu de temps après sa création ; car dans la suite on n'en trouve aucune mention.

Pendant le cours du XVII^e siècle, la fabrique de tapisseries de Felletin suivit les phases de progrès et de décadence de la manufacture d'Aubusson. Vers 1686, la plupart de ses ateliers

(1) *Notice historique sur la manufacture de tapisseries de Felletin* : Limoges, Chapoulaud frères, 1855, p. 4.

étaient fermés, quoique la révocation de l'édit de Nantes n'y eût pas provoqué, comme à Aubusson, une émigration d'ouvriers ou de fabricants: « On en voyoit la cause dans la négligence de certains fabricants et dans les pertes qu'avoient éprouvées plusieurs marchands dans leur commerce », suivant un mémoire du temps. Pour remédier à cet état de choses, les consuls et les notables de Felletin firent un règlement en six articles, afin que les tapisseries fussent à l'avenir « bonnes et bien confectionnées ». Ces statuts, sur la demande de Jacques Diverneresse, furent approuvées par Louis XIV en novembre 1689.

M. l'abbé Roy-Pierrefitte nous apprend encore que, « le 3 décembre 1704, le syndic et les bailes de la confrérie de Sainte-Barbe, inquiets de voir des marchands étrangers s'établir au milieu d'eux pour partager leurs privilèges, requièrent et obtinrent de François Granchier, seigneur du Mazeau, docteur en théologie, prêtre-prieur de Sainte-Marguerite, conseiller du roy, maire perpétuel et lieutenant général de police de Felletin, que ces maîtres étrangers, forcés d'ailleurs d'accepter les statuts de la confrérie, payassent, de plus que leurs confrères originaires de la ville, trois livres pour chaque métier qu'ils voudraient lever ». Cette ordonnance de M. Granchier portait défense de se pourvoir ailleurs que par-devant lui pour le fait de tapisserie, sous peine de cent livres d'amende, des dépens, dommages et intérêts, et en outre elle interdisait aux ouvriers de Felletin et à ceux d'Aubusson d'aller travailler d'une ville à l'autre sans prouver par un certificat qu'ils avaient satisfait leurs maîtres. Le maire et lieutenant de police avait donc les attributions de nos conseils actuels des prud'hommes. On voit qu'il n'est plus question de la justice consulaire de Charles IX.

Les statuts de Louis XIV de 1689 ne soumettaient les tapisseries de Felletin à aucune autre marque et visite que celle de leurs propres jurés. Cependant, en 1717, les fabricants d'Aubusson demandèrent au Régent l'approbation de quelques changements qu'ils voulaient introduire dans leurs règlements de 1665. Prétextant que les tentures qu'ils étaient forcés d'acheter à Felletin étaient de qualité inférieure, ils demandaient que « toutes les tapisseries de Felletin qui seroient achetées par les marchands d'Aubusson ne pourroient être transportées dans aucune ville qu'au préalable elles n'eussent été visitées par les jurats de la manufacture d'Aubusson, et que, si elles se trouvoient bien fabriquées, elles seroient par eux marquées d'un plomb sur

chaque pièce, et il y auroit au revers une inscription portant ces mots : *Tapisserie de Felletin visitée par les jurats de la manufacture d'Aubusson*, et cela afin de distinguer les bons ouvrages d'avec les défectueux ».

Cette prétention, il était facile de le prévoir, rencontra à Felletin la plus vive opposition. Elle ne fut pas admise par le Régent, qui, l'année suivante (1718), approuva six nouveaux articles, qui furent ajoutés aux sept premiers de la manufacture de Felletin.

C'était un triomphe pour Felletin ; mais il fut de courte durée. Il faut bien reconnaître que la demande des fabricants d'Aubusson, tout exorbitante qu'elle parût, avait quelque fondement, puisqu'il est établi qu'à Felletin, pour profiter de la réputation de supériorité acquise par la manufacture voisine, on empruntait la marque d'Aubusson. Les lettres-patentes de Louis XV du 28 mai 1732 le défendirent expressément par l'article XIII, ainsi qu'on l'a vu plus haut, à peine de cinquante livres d'amende par chaque pièce. L'arrêt du 44 avril 1733 soumit les fabriques de Felletin à la visite de l'inspecteur de la manufacture, qui résidait à Aubusson.

Depuis long-temps les tapisseries fabriquées à Aubusson étaient distinguées par une bande bleue dans laquelle était tissé le nom de la ville. Quelques fabricants de Felletin n'ayant pas tenu compte des règlements nouveaux sur la marque de leurs produits, il fut rendu un arrêt du Conseil, le 20 novembre 1742, qui assujettit la manufacture de Felletin à mettre à ses tapisseries « une bande de couleur brun foncé d'un seizième d'aune de largeur ». Les écrivains de Felletin conviennent de tous ces faits : ils reconnaissent qu'alors leurs teinturiers étaient très-inférieurs à ceux d'Aubusson, qu'ils échouaient pour la couleur verte et la couleur bleue, et que, dans l'apprêt des laines, ils employaient souvent des matières qui engendraient des insectes.

Il est en effet constant que l'autorité supérieure admettait en principe la supériorité de la fabrication d'Aubusson sur celle de Felletin, et faisait une différence entre les deux manufactures. Tous les actes du conseil d'État, à cette époque, tendirent à assurer cette distinction. Un arrêt du 26 juin 1736 imposa à Felletin l'inspection des jurés visiteurs de la manufacture d'Aubusson, assistés de M. Laboreys de La Pigue, juge ordinaire et inspecteur. Toutefois cet arrêt ne paraît pas avoir eu de suite ; car, dans les nombreuses visites des inspecteurs de la manufac-

ture à Felletin, on ne les voit pas accompagnés des jurés d'Aubusson, et il n'est fait aucune mention de cette sévère disposition dans le règlement de 1737.

Le nouvel arrêté, approuvé par le conseil d'État, réuni à Versailles le 15 janvier 1737, et enregistré le 12 mars suivant, avec l'autorisation donnée par le roi le 29 janvier, renfermait vingt-sept articles. Il fut, jusqu'en 1770, la charte de la manufacture de Felletin. Il réglait la réception des aspirants à la maîtrise, la nomination des bailes de Sainte-Barbe, les visites des jurés, les détails de la teinture des laines et de la fabrication des tapisseries, et reproduisait à peu de choses près les règlements donnés à Aubusson en 1732. L'inexécution de cet arrêté paraît avoir été la cause principale de la décadence de la manufacture de Felletin, décadence qui ne cessa qu'en 1770. Ainsi les marchands de Limoges et ceux d'Aubusson y vendaient souvent des laines de mauvaise qualité, qui arrivaient de nuit chez le commissionnaire. La nomination des jurés se faisait illégalement et à de longs intervalles : M. Granchier du Mazeau et M. de Châteaufavier désignaient les candidats, qui étaient acclamés sans qu'on prît la peine de recueillir les suffrages. Le maître peintre résidait à Aubusson, où trente jeunes gens étudiaient le dessin avec succès : Felletin n'avait qu'un seul peintre d'une grande médiocrité.

La concurrence d'Aubusson était écrasante pour la fabrique de Felletin. On ne lira pas sans quelque surprise, dans un mémoire rédigé à Felletin au milieu du siècle dernier, et dans l'intérêt de sa manufacture, l'appréciation suivante de la révocation de l'édit de Nantes : « La manufacture de tapisseries d'Aubusson est plus connue depuis long-temps que celle de Felletin, parce que les commerçants d'Aubusson ont été les premiers à établir des magasins de toutes parts, et surtout depuis la révocation de l'édit de Nantes, qui obligea les religieux de cette ville de se répandre dans les grandes villes du royaume, et même dans plusieurs parties de l'Europe; mais la manufacture de Felletin étoit égale en bonté ». Les ouvrages des deux villes étaient alors généralement désignés sous le nom de tapisseries d'Aubusson; dans quelques localités, on les connaissait sous le nom de tapisseries d'Auvergne, dernier souvenir des termes de l'édit de François I^{er}, quoiqu'il n'existât plus de métiers à tapisseries à Bellegarde. Le nom de tapisserie de Marche avait disparu. La cessation du travail des tapisseries

dans les campagnes était considérée comme un bienfait ; car ces ouvrages, dont il était impossible de surveiller la fabrication, étaient très-défectueux, et ne pouvaient que discréditer les produits d'Aubusson et de Felletin.

La situation de la manufacture de Felletin était déplorable en 1758, malgré les soins de ses administrateurs. Depuis 1742, la ville avait perdu les deux tiers de sa population : ses ouvriers allaient dès lors exercer dans les provinces voisines l'état de maçon, peintre ou scieur de long. Le nombre des métiers était descendu de deux cent trente-trois à quatre-vingt-six seulement : plusieurs marchands-fabricants avaient quitté la ville. La route de Clermont à Limoges, qui, pendant tout le moyen âge, avait passé à Felletin, traversait désormais Aubusson. On se croyait à la veille d'une ruine complète, et pourtant, comme il était arrivé à Aubusson en 1730, on était arrivé à la fin de l'épreuve. Nous citons M. l'abbé Roy-Pierrefitte :

« Un incident heureux ramena l'espérance et la prospérité chez nous. En 1758, Felletin ayant osé, malgré ses préjugés contre l'administration, rédiger un rapport sur la situation de sa manufacture, on chargea de présenter cette pièce à l'intendant et au ministre un jeune avocat de Paris, né dans la Marche, à Pontcharraud, M. Ruyné de Saint-George, à qui l'on put bien reprocher un peu plus tard son humeur tracassière et ses prétentions, mais qui n'en fut pas moins un homme fort intelligent, rompu aux affaires, actif, complètement dévoué pendant plus de trente ans aux intérêts de notre ville et au bien, en un mot, le magistrat dont nous pouvons peut-être le plus nous honorer. Cet habile négociateur obtint du ministre l'assurance que, loin d'être inquiété, Felletin serait favorisé ; et le fait vérifia la promesse, car, cette année même, on traça une route de Toulouse à Paris par Felletin.

» Quand on rétablit à Felletin, en 1760, la subdélégation, supprimée dix ans auparavant, M. de Saint-George, nommé l'année précédente juge châtelain dans notre ville, obtint cette nouvelle charge, et, dans la position distinguée qui lui était ainsi faite, il rendit les plus grands services à nos fabricants : aussi le nombre des métiers s'accrut d'une manière rapide. En 1758, il n'y en avait que quatre-vingt-six ; en 1764, il y en eut cent deux ; un an plus tard, cent seize ; en 1763, cent trente-deux ; en 1769, cent quarante-deux. »

Nous avons sous les yeux deux registres utiles à consulter

pour la période de vingt-cinq années qui s'étend de 1745 à 1770. On lit en tête du premier : « Registre concernant la manufacture des tapisseries de Felletin, pour par les jurés-gardes y insérer toutes les pieces de tapisserie qui seront portées dans le bureau pour y être visitées et plombées; les noms et surnoms des marchands qui les auront fait fabriquer et ceux des compagnons et ouvriers qui les auront fabriquées; la qualité de chaque piece de tapisserie et le jour qu'elles y auront été apportées, comme aussi la visite des balles de soye qui seront destinées pour cette manufacture, avec énonciation des différentes qualités; les noms et surnoms des marchands qui les auront présentées; le tout conformément aux lettres-patentes de Sa Majesté du 29^e janvier 1737; les jurés-gardes seront aussi tenus d'y enregistrer les proces-verbaux des visites générales et autres qu'ils feront, les arrêts du conseil, jugements et ordonnances qui pourroient intervenir. Le présent registre, contenant cent quatre-vingt-dix feuillets, celui-ci compris, cotés et paraphés par premier et dernier, a été par nous, inspecteur soussigné, mis en la garde et puissance des sieurs Pierre Brisse, sindic; François Carboneau et Annet Chionzioux, jurés-gardes en exercice.

» A Aubusson, ce septieme decembre mil sept cent quarante-cinq.

» DE CHATEAUFVIER, *inspecteur.* »

Le second registre est contresigné par « noble François Ruyné de Saint-George, seigneur de Saint-George-Nigremont, conseiller du roi, président châtelain de Felletin, juge de la manufacture », à la date du 25 octobre 1762. Il est précédé de la même mention : toutefois on y déclare que les balles de laine qui entreront à Felletin seront soumises, comme les soies, à la visite des jurés-gardes. Ce n'était que réparer un oubli de la première rédaction. La fabrique de Felletin avait été autorisée, ainsi que l'avait été déjà celle d'Aubusson, à prendre le titre de *Manufacture royale de tapisseries*.

Les jurés de cette époque étaient chargés, comme les conseils de prud'hommes de nos jours, des mesures conservatrices de la propriété des dessins, propriété sacrée, puisque les dessins sur étoffes sont le fruit de l'intelligence et du travail des artistes qui les ont composés. Témoin la citation suivante : « Le 28 avril 1756, a été apportée au bureau, par M. Vergne, une bordure de roses, rubans et feuillages, avec un support par le milieu.

M. Vergne nous a requis de l'enregistrer par l'ordre de M. de Châteaufavier, inspecteur de la manufacture, et a laissé l'original en notre dit bureau, afin que personne ne s'avise d'en tirer copie, aux peines portées par l'article xxiv du règlement de la manufacture.

» C. CHIRAT, *juré-garde.* »

L'arrêté qui suit montre que ministres, intendants et inspecteurs avaient pris leur mission au sérieux, et tenaient la main à l'exécution stricte des règlements :

« Jean-Louis de Bernage, chevalier, seigneur de Vaux, conseiller du roi en tous ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, intendant de justice, police et finances en la généralité de Moulins,

» Veu le procès-verbal de la visite faite les 6, 7, 13 et 14 septembre dernier par le sieur de Laboreys de Châteaufavier, inspecteur des manufactures d'Aubusson et de Felletin, conjointement avec les jurés-gardes d'Aubusson, sur tous les métiers en tapisserie de ladite ville, contenant entre autre choses qu'il auroit trouvé chez différents ouvriers trois pieces de tapisserie dont les bordures étoient en étain et soye chacune, et le corps desdites pieces en fil double, et les ciels en laine, et attendu que c'est un abus contraire au soutien desdites manufactures, en ce que ceux qui se détermineroient à acheter ces sortes de tapisseries sur le simple examen des bordures, pouvant les prendre pour des tapisseries d'étain, seroient exposés à être trompés, et que de pareilles méprises pourroient décréditer les ouvrages desdites manufactures; veu aussi les règlements concernant l'avis dudit sieur de Châteaufavier, ensemble les ordres du conseil à nous adressés par la lettre de M. le contrôleur général du 29 dudit mois de septembre,

» Nous faisons, sous le bon plaisir du Conseil, tres-expresses inhibitions et défenses aux fabricans des villes d'Aubusson et de Felletin de fabriquer à l'avenir d'autre qualité de tapisseries que de celle en étain, en fil double et à fil simple; en conséquence, leur ordonnons d'employer dans le corps des pieces des mêmes laines et soyes qu'ils auroient employées dans leurs bordures, de maniere que lesdites pieces soient de qualité uniforme dans toute leur étendue, et ce sous peine de confiscation de celles dont le corps et les bordures se trouveroient composées de matières inférieures les unes aux autres, et de deux cents

livres d'amende pour chaque piece en contravention ; lesquelles confiscations et amendes seront appliquées : sçavoir, les amendes, un tiers au profit du roy, un tiers à celui des jurés-gardes, l'autre tiers aux maîtres et aux compagnons et ouvriers, veuves et orphelins nécessiteux de la manufacture dans laquelle les jugements seront prononcés ; et les confiscations, moitié auxdits maîtres, compagnons, ouvriers, veuves et orphelins nécessiteux, et l'autre moitié à l'hôpital de la même ville. Enjoignons, tant au juge desdites manufactures d'Aubusson et de Felletin qu'auditsieur de Châteaufavier, inspecteur, et aux jurés-gardes, de tenir, chacun en droit soy, la main à l'exécution de la présente ordonnance, laquelle sera, à la diligence dudit sieur de Châteaufavier, lue dans les assemblées générales des fabricants desdites manufactures, qui seront convoqués à cet effet, et enregistrée dans les registres desdits juges et dans ceux des susdits jurés-gardes, desquels enregistrements il nous sera certifié dans quinzaine par ledit sieur de Châteaufavier.

» Fait à Moulins, le 12 décembre 1745.

» Signé DE BERNAGE. »

Cette ordonnance fut lue en assemblée générale de la manufacture royale de tapisseries de Felletin le 9 janvier 1746, et transcrite sur le registre du bureau de cette ville de la main du sieur Carbonneau, juré.

A la page 9 du même registre, nous lisons, écrit par M. de Châteaufavier lui-même, et accompagné de la signature des notables fabricants :

« Aujourd'hui 4^{er} juin 1746, nous Michel Laboreys de Châteaufavier, inspecteur des manufactures royales de tapisseries d'Aubusson et de Feuilleton, certifions à monseigneur l'intendant que, en exécution de ses ordres en date du 24 du mois dernier, portant qu'il seroit convoqué une assemblée générale de tous les marchands, fabricants et teinturiers des manufactures d'Aubusson et de Feuilleton, à l'effet de leur communiquer de rechef le nouveau reglement projeté par messieurs de Bonneval, inspecteur général, de La Pigue, pour lors inspecteur particulier, et les commissaires choisis pour y travailler, nous nous serions rendu, en conséquence d'yceux, en ladite ville de Feuilleton, et, ayant mandé les sieurs Brisse et Carbonneau, syndic et juré-garde de ladite manufacture, nous leur aurions enjoint d'avertir tous les marchands, fabricants et teinturiers

de se trouver à heure de midy au bureau de la manufacture de cette ville de Feülletin; s'étant tous assemblés, lecture leur a par nous été faite, en présence desdits syndic et juré-garde de ladite manufacture, tant des ordres de mondit seigneur l'intendant que du proces-verbal de leur premier acquiescement du 25 janvier 1744 et des trente articles contenus audit projet de règlement; et ensuite, leur ayant demandé qu'ils eussent à nous faire leurs observations si aucunes ils avoient, ils nous ont déclaré que, ayant appris par la voix publique que les marchands fabricants d'Aubusson avoient proposé quelques changements dans les articles 1^{er}, 2, 3 et 7, en demandant qu'ils fussent modérés, qu'ils nous prioient pour en avoir une plus parfaite connoissance, de vouloir leur en faire part, à quoy nous dit inspecteur acquiesçant, nous leur avons fait lecture de notre proces-verbal du 29 du mois dernier, contenant lesdites observations, et, les ayant trouvées judicieuses, ils nous ont tous unanimement dit que, au cas qu'il plût au Conseil de les approuver, ils le supplioient tres-humblement de les faire participer aux mêmes grâces, et qu'ils n'avoient aucun changement à nous proposer sur les autres articles dudit règlement, étant prêts de le recevoir avec toute la soumission possible, et de l'exécuter lorsqu'il plaira au Conseil l'autoriser. De tout quoy nous leur avons donné acte et rédigé le présent proces-verbal pour être envoyé à monseigneur l'intendant; et se sont lesdits syndic, juré-garde, marchands fabricants et teinturiers avec nous soussignés. A Felletin, au bureau des manufactures, les jour et an que dessus.

» DE CHATEAUFVIER, *inspecteur*; BRISSE, *sindic*; CARBOUNEAU, *juré*; JOURDAIN; MORREAU; MOUSSARD; LA SAIGNE; SALLANDROUZE; TIXIER DE LANOUNEIX; LAVANDRIER; COLSON; BARJON; SANDON; GUILHON; VEDRENNE; VILLARD; LAULERGUE; CHIRAT; MOUREAU; CHAUPINAUD; PIERANDE; DUVERDIER; MORREAU. »

Le nouveau règlement projeté par M. de Bonneval, M. de Châteaufavier et les jurés des deux manufactures ne fut pas mis à exécution. La fabrique d'Aubusson continua à être assujettie au règlement de 1732, et Felletin, à celui de 1737, qui assurèrent leur fonctionnement régulier jusqu'en 1790. Il intervint plusieurs arrêtés, tels que celui du 24 septembre 1770 pour Felletin, qui apportèrent quelques changements de détail

aux anciennes ordonnances, mais n'en modifièrent pas sensiblement l'économie.

L'application de ces règlements servait quelquefois de prétexte à l'esprit de rivalité qui divisait alors les deux manufactures voisines. Les jurés de Felletin accusaient l'inspecteur et le teinturier du roi, qui étaient d'Aubusson, de remplir leur mission à Felletin avec une excessive sévérité, et ils usaient de représailles qui ne recevaient pas toujours l'approbation de l'autorité supérieure. Le 20 mai 1747, des laines appartenant au sieur Jaucour, fabricant à Aubusson, furent saisies par les jurés-gardes de Felletin. M. de Châteaufavier fit remarquer à cette occasion que les jurés de Felletin étaient dans l'usage de dresser leurs procès-verbaux sur papier timbré, et de les faire contrôler. L'intendant de Moulins chargea l'inspecteur des manufactures de prévenir le juge de police et les jurés-gardes de Felletin que l'objet du Conseil, dans tous les règlements des manufactures, était de diminuer autant que possible les frais des différents actes et procédures qui se faisaient sur cette matière; que l'usage général était de dresser les procès-verbaux de saisie sur papier blanc, et que d'ailleurs ils n'étaient point assujettis au contrôle.

Vers le même temps, cinq balles de laines envoyées par le sieur Vallenet, marchand de la ville d'Aubusson, furent également saisies à Felletin, quoique de bonne qualité, par le motif que, contrairement à l'article VIII des lettres-patentes du 29 janvier 1737, ces laines n'avaient pas été portées au bureau de visite. Par lettre datée de Versailles le 21 septembre 1749, M. de Machault, contrôleur général, « consentit, par grâce et sans tirer à conséquence, que les laines fussent rendues, en faisant cependant pour l'exemple condamner à une légère amende la personne sur laquelle la saisie avoit été faite ». Cette lettre fut transcrite sur le registre de la manufacture avec la mention suivante, qui était une sorte de protestation : « JOURDAIN, sindic : c'est pour obéir à l'arrêt ci-dessus ».

La fabrique de tapis veloutés façon de Turquie avait été fondée à Aubusson en 1740. En 1768, la même fabrication de tapis de moquette, ou en point de Turquie, fut établie à Felletin par François Vergne, l'un des principaux marchands de la ville. Les difficultés de toute nature que cette nouvelle entreprise rencontra à ses débuts furent surmontées grâce à l'appui de M. Ruyné de Saint-George. Un arrêt du Conseil d'État, du 24 septembre 1770, rendu sur les démarches du président de

Felletin, et à la suite de plusieurs mémoires qu'il adressa au contrôleur général des finances, ordonna « que ledit Vergne seroit modérément taxé d'office par l'intendant de Moulins pour toutes ses impositions, et qu'il jouiroit en outre de l'exemption du logement des gens de guerre et autres charges publiques, tant et si longuement qu'il entretiendrait dans la ville de Felletin deux métiers au moins de tapis de pied en point de Turquie ».

Le même arrêt faisait droit à d'autres demandes des fabricants de Felletin. Il annulait l'ordonnance du 20 novembre 1742, qui, en leur imposant la bande de couleur brune, discréditait leurs tapisseries; il stipulait que l'école de dessin, si souvent promise, serait enfin fondée à Felletin; il ordonnait enfin que l'intendant de Moulins taxerait les jurés-gardes et le syndic de la manufacture à une diminution de douze livres sur leurs impôts. Le syndic et les jurés-gardes de la manufacture d'Aubusson jouissaient de cette faveur depuis l'arrêté de 1732 (art. XXII) : c'était l'indemnité qu'on accordait habituellement aux entrepreneurs, peintres ou autres personnes qui avaient rendu des services signalés à la communauté.

Dès cette époque (1770), Felletin put lutter avec des armes plus égales contre Aubusson : l'ancienne rivalité ne produisit plus des manifestations injurieuses; la confiance revint aux fabricants de Felletin. On voit notamment que, à l'exemple de François Vergne, plusieurs marchands-fabricants de Felletin, entre autres MM. Sallandrouze de Lamornaix, Choupineau, Tixier de Lanoneix, Bayard, Chassaigne, montèrent des métiers de tapis de pieds veloutés.

M. Jacques Sallandrouze de Lamornaix était, en 1777, juré-garde de la manufacture de Felletin, et l'un de ses principaux fabricants. Ses ateliers renfermaient une salle pour cent ouvriers, une teinturerie, un appartement pour un peintre. Il y avait entrepris le premier « des tapis de pied, fauteuils et tapisseries de haute-lisse en coton ». Cette nouvelle fabrication ayant eu du succès, M. du Pont, intendant de la généralité de Moulins, en témoigna sa satisfaction, suivant l'usage de l'époque, en délivrant à l'inventeur une cote d'office qui le mettait à l'abri de l'arbitraire des collecteurs. Les fabriques de Felletin occupaient sept cents personnes (1777).

Les peintres de la manufacture d'Aubusson avaient alors le privilège de fournir des dessins de tapisseries et de tapis à la

fabrique de Felletin. Pour faire cesser ce monopole, et dans l'intérêt de sa propre fabrique, M. Sallandrouze de Lamornaix envoya, en septembre 1776, son fils aîné chez un peintre à Lyon, et, en 1778, à Paris, chez Bellanger, peintre du roi. François-Joseph Bellanger, intendant des bâtiments du comte d'Artois, était un artiste plein de goût et d'élégance. De 1775 à 1790, il fit des modèles pour la Savonnerie. En 1795, il dessina d'après nature le malheureux fils de Louis XVI.

Sous le premier ministère de Necker, des lettres-patentes du 5 mai 1779 soulevèrent diverses questions aux centres de fabrication du royaume. Pour la première fois, la France était conviée à prendre une véritable connaissance de ses affaires, et elle le fit avec un calme et une prudence remarquables. Dans une assemblée tenue le 49 juin 1780, les fabricants de Felletin formulèrent leur avis avec patriotisme et désintéressement. En présence de ces aspirations généreuses, de ce libre abandon de droits surannés, on se prend d'une vive sympathie pour les hommes de cette époque, et l'on s'étonne qu'il ait fallu tant de sang et tant de larmes pour accomplir une révolution qui était déjà faite dans les esprits.

Postérieurement à l'édit de François I^{er} (1542), si précis au sujet des draps et tapisseries de Felletin, Évrard d'Ahun mentionne, vers 1560, ses fabriques en haute et basse-lisse (1). Les plus anciens noms de tapissiers de Felletin connus jusqu'à ce jour se rencontrent, avec des noms de parcheminiers et de cardeurs de laine, dans un terrier sur vélin de l'église de Beaulmont-lez-Felletin commencé le 20 novembre 1578 par Léonard Barjon, notaire royal. Les diverses lectures et analyses qu'il nous a fallu faire nous ont permis de dresser une première liste des maîtres-tapissiers de Felletin. Nous présentons ces familles par ordre alphabétique, sans transcrire les noms des ouvriers, afin de ne pas élargir outre mesure les limites dans lesquelles nous avons dû nous renfermer :

Jacques et Michel BALAJAT, tapissiers, 1745, 1747, 1750.

Antoine BANDY DE NALÈCHE, tapissier, 1745, 1750; juré-garde en 1763.

Christophe BANDY, tapissier, un des notables en 1745.

Léonard BANDY DE LACHAUD, tapissier, 1746, 1768; syndic en 1764.

(1 Voy. pag. 36.

- Joseph BARJON, tapissier, un des notables en 1745.
 François BIERGE, tapissier, 1745, 1751.
 Pierre BRISSE, tapissier, syndic de la manufacture en 1745, 1763.
 François BRISSE, tapissier, 1752.
 Léonard et Jacques BLONDEAU, tapissiers, 1746, 1747.
 Joseph BOUJASSON, tapissier, 1747, 1749.
 François et Antoine BRÈGÈRE, tapissiers, 1752, 1759.
 Yves BRÈGÈRE, tapissier, 1768.
 BAYARD, gendre de LAVANDRIER, tapissier-teinturier, 1756.
 BAYARD fabrique des tapis de pied en 1772.
 François CARBONNEAU, tapissier, juré-garde en 1745, 1750.
 Pierre CHAUPINEAU, tapissier, 1745, 1762.
 Christophe CHAUPINEAU, tapissier, juré-garde en 1746, syndic en 1756, 1763. Il fabrique des tapis de pied en 1772.
 Claude CHIRAT, tapissier en 1746.
 Veuve CHIRAT, 1749. Son fils est juré-garde en 1756, 1778.
 Michel COLAS, tapissier, 1745, 1763, 1768.
 Jean CHOUZIOUX, tapissier, 1745.
 Annet CHOUZIOUX, tapissier, juré-garde en 1745, 1763.
 Louis CHAPELAR, tapissier, 1746.
 André et Annet COUGNIAUX, tapissiers, 1746, 1763.
 Veuve de François CONTON-SUZARD, tapissier, 1745.
 François CONTON-SUZARD, ou CONTON, tapissier, 1748, 1756, 1766.
 André COLSON, tapissier-teinturier, notable en 1745, 1756.
 Jean COLSON, fils d'André, teinturier-tapissier en 1756.
 Veuve d'André COLSON, tapissier, 1762, 1768.
 M^{lle} COLSON, tapissier, 1763, 1768.
 Jean et Laurent CHASSAIGNE, tapissiers, 1752, 1756.
 François CHASSAIGNE, 1763, tapissier, fabrique des tapis de pied en 1772.
 Pierre DU CHERSOUBRE, tapissier, 1745, 1762.
 Annet DE CHERSOUBRE, tapissier, 1746, 1768.
 Antoine CHERSOUBRE DE BEAUMONT, tapissier, 1762, 1767.
 Jacques DIVERNERESSE demande des statuts au roi Louis XIV en 1689.
 Étienne DIVERNERESSE, tapissier, 1745.
 Jacques DIVERNERESSE DE LA PORTE, tapissier, 1746, 1762, syndic en 1766.
 Veuve DIVERNERESSE, tapissier, 1768.
 M^{lle} DEGAS, tapissier, 1745, 1749, 1753.

- Veuve DEGAS, tapissier, 1746, a pour fils
 Étienne DEGAS, tapissier, 1746, 1750.
 Jean DEGAS, tapissier, 1748, 1752.
 Laurent DELARBRE, tapissier, 1746, 1768.
 Michel DELARBRE, tapissier, 1762.
 Martin DUVERDIER, tapissier, notable en 1746, 1752.
 Pierre et François DUMAS, tapissiers en 1746, 1753.
 Pierre DURAND, l'un des notables en 1745, 1763, 1768, tapis-
 sier, qualifié teinturier en 1756.
 Antoine DURAND, tapissier, 1746, 1762, 1768.
 François DURAND, tapissier, 1746. Sa veuve fait fabriquer
 pendant la même année.
 Annet DURAND, tapissier, 1747.
 Martial DURAND, tapissier, 1750.
 Claude DURAND, tapissier, 1763.
 Jean FELLETTIN, tapissier, 1750, 1754.
 Jeanne FELLETTIN, veuve de Jean, tapissier, 1756.
 Pierre FLORAND, tapissier, 1746, 1752.
 Jacques FOURNIAU, tapissier, 1745, 1752, 1768.
 Annet FOURNIAU, tapissier, 1746.
 Jacques GRANCHET, tapissier, 1747.
 Jacques GUILHON et Jean GUILHON, tapissiers, 1746.
 François-Marien JOURDAIN, syndic de la confrérie de Sainte-
 Barbe, tapissier, 1746, juré-garde, 1762. Son frère est
 George JOURDAIN, tapissier, 1746.
 Pierre JOURDAIN, tapissier, 1768.
 Annet JOURDAIN, fils de François-Marien, tapissier, juré-garde
 avec son père en 1762 ; juré-garde en 1778.
 Jacques LAINÉ, tapissier, 1746, 1750.
 Léonard LAINÉ, tapissier, 1752.
 Léger LAINÉ, tapissier, 1757.
 Michel LASSAGNE, tapissier, 1745.
 Léonard LASSAGNE, tapissier, 1752.
 Antoine LAVANDRIER, teinturier-tapissier, 1745.
 Étienne LEGATE, tapissier, 1745, 1762.
 Veuve LEGATE, tapissier, 1749, 1762, 1766.
 Veuve LACOUX, tapissier, 1745, 1747.
 Veuve LARNEAU, tapissier, 1746.
 Pierre LAULERGUE, tapissier, 1746.
 François LECLER, tapissier, 1745, 1762.
 Yves LOUCHE, tapissier, 1762, 1768.

- Martin LOUCHE**, tapissier, 1763.
Jacques MASSON, sieur DE LA SALLE, 1722, 1746, tapissier.
François DE LA SALLE, tapissier, 1746.
Jacques LECANTE, tapissier, 1746, 1762.
Pierre LECANTE, tapissier, 1746.
Etienne LECANTE, tapissier, 1762.
Pierre MIGOT, tapissier, 1745, 1762.
Antoine MIGOT, tapissier, 1746.
Veuve MIGOT, tapissier, 1746, 1766.
Gabriel MOUSSARD, tapissier, 1746, 1754, 1762, 1766.
Jacques MOUSSARD, tapissier, 1748.
Veuve MOUSSARD, tapissier, 1749.
Jacques MORREAU, de Beaumont, tapissier, notable en 1745.
Michel MORREAU, tapissier, 1746, 1749, 1760, 1769.
François MORREAU, tapissier, 1736, 1752.
Baptiste MORREAU, tapissier, 1746, 1750.
Jean MORREAU, tapissier, 1746.
Antoine MONTABRET, tapissier, 1745, 1762.
Pierre MONTABRET, tapissier, 1746.
Léonard MONTABRET, tapissier, 1747.
Jacques MONTABRET, tapissier, 1763.
Gabriel MONTABRET, tapissier, 1768.
ROY DU MARCELEIX, tapissier, 1745, 1750.
Margueritte ROY, tapissier, 1746.
Jean REINEAU, tapissier, 1746, 1763, 1768.
Léonard ROCHEFORT, tapissier, 1757, 1763.
Gervais LE ROUSSEAU, tapissier, 1745.
Pierre ROUSSEAU, tapissier, 1750, 1763.
Antoine ROUSSEAU, tapissier, 1752, 1762; **Léonard ROUSSEAU**, tapissier, 1768.
Léonard ROCHE, tapissier, 1748, 1759, 1762, 1766.
Jean ROCHE, tapissier, 1749.
SALLANDROUZE, tapissier, l'un des notables en 1746.
Pierre SALLANDROUZE, tapissier, 1759, 1768.
Jacques SALLANDROUZE DE LAMORNAIX fabriqué des tapisseries d'histoire en février 1757, des tapis de pied en 1772, juré-garde en 1777.
Jean SALLANDROUZE DE LAMORNAIX, fils aîné de Jacques, tapissier, 1783. Il continue cette famille de fabricants qui contribue encore si puissamment de nos jours à la réputation d'Aubusson et de Felletin.

Les *sœurs de l'hôtel-Dieu* de la ville de Felletin ont des ateliers de tapisseries en 1745 et 1749. Cet hôpital, qui remonte, dit-on, au XIII^e siècle, était dirigé au siècle dernier par des sœurs de l'Instruction Chrétienne ou de la Croix : il est tenu aujourd'hui par des sœurs de Saint-Roch.

Antoine LECLER, tapissier, 1746.

Paul LECLER, tapissier, 1752, 1768.

Gabriel et Jean SELLE, tapissiers, 1745, 1746, 1752.

Léonard SELLE, tapissier, 1756.

Gabriel SÉNÉCHAL, tapissier, 1746, 1762.

Gervais SÉNÉCHAL, tapissier, 1746.

François SÉNÉCHAL, tapissier au faubourg de Beaumont, 1737, 1768.

Antoine SÉNÉCHAL DU BREUIL, tapissier, 1762.

Jean-Baptiste SANDON, tapissier, 1746, 1763, 1766.

Léonard SOULMAGNION, tapissier, 1763

François TABAR, tapissier, 1749.

Jacques TIXIER DE LA NONEIX, tapissier, 1745; syndic en 1756, 1762, 1768.

Jacques TIXIER DES COÛPRES, tapissier, juré-garde en 1750, 1764.

François TABOUREIX, tapissier, 1745.

Antoine TABOUREIX, tapissier, 1749.

Silvain TIGOULEIX, tapissier, 1746, 1762.

François TIGOULEIX, tapissier, 1750, 1763; Martial TIGOULEIX, tapissier, 1762.

Gilbert VAISSE, tapissier, 1749.

Pierre VAISSE, tapissier, 1767.

Léger VACHET, tapissier, 1746.

Antoine VARELLE, tapissier, 1746.

François VARELLE, tapissier, 1752.

François VENNAT, tapissier, 1745.

Jean VENNAT, tapissier, 1746, 1752, 1763.

Étienne VENNAT, tapissier, 1746.

Joseph VENNAT, tapissier, 1748, 1766, juré-garde en 1759.

Pierre VEDRENNE, tapissier, l'un des notables en 1745.

François VEDRENNE, tapissier du faubourg de Beaumont, 1746, 1762, 1768.

Jacques VEDRENNE, tapissier, 1749.

Michel VEDRENNE dit FADILLE, 1767.

Antoine VILLARD, tapissier, notable en 1745.

Georges VILLARD, tapissier, 1748, 1750.

Pierre VERGNE, tapissier, l'un des notables en 1745.

Jacques VERGNE, tapissier, 1746.

Léger VERGNE, tapissier, 1748.

Mesdemoiselles VERGNE, tapissiers, 1748.

Veuve VERGNE, tapissier, 1748, 1752.

François VERGNE, tapissier, 1749, 1763. Il établit à Felletin, en 1768, la première fabrique de tapis de pied en point de Turquie.

François VERGNE fils, tapissier. Nous le trouvons, en 1778, en instance pour obtenir les mêmes privilèges qui avaient été accordés à son père. Un arrêt ordonna qu'il serait taxé d'office pour ses impositions, et lui accorda quelques exemptions.

La manufacture de Felletin manqua à peu près complètement de dessinateurs jusqu'à M. Jean Sallandrouze de Lamornaix. Le seul peintre qu'elle possédât au milieu du XVIII^e siècle, et dont nous ignorons le nom, n'avait aucun talent. Toutefois une transaction avec sire Sébastien Lespict, marchand-tapissier à Bellegarde, à la date du 8 décembre 1630, nous fait connaître le nom de « honorable homme *Antoine Dumonteil*, maître-peintre de la ville de Felletin ».

Le genre de fabrication de Felletin était le même que celui d'Aubusson, et les qualités différentes des tapisseries étaient désignées par ces mots : étain fin, étain commun, fil double fin, fil double commun et fil simple. On distinguait les verdure des scènes d'histoire. Pour les premières, le dessinateur empruntait fréquemment des sujets aux fables de La Fontaine; pour les secondes, à l'histoire religieuse. Nous avons remarqué la représentation des batailles d'Alexandre, du retour de l'Enfant prodigue, de la scène de l'Évangile : *Laissez venir à moi les petits enfants*, etc.

Les soies employées par les tapissiers étaient spécialement fournies par des marchands de Saint-Chamond près Saint-Étienne. Elles étaient teintes en diverses couleurs, et désignées sous le nom de soies costes ou costines. Chaque balle de soie pesait environ deux cents livres. Les laines étaient quelquefois vendues par des marchands d'Aubusson. Le plus souvent elles étaient tirées de Limoges, Bergerac ou Bordeaux, et elles arrivaient à Felletin par la voie de Peyrat-le-Château en Limousin. Les étains (laine pour la chaîne) venaient de Tulle.

La bordure brune paraît avoir servi à distinguer les tapisseries de Felletin depuis les arrêtés de Colbert (1665). La marque que l'on y trouve ordinairement tissée, M. R. D. F., signifie *Manufacture royale de Felletin*. On rencontre quelquefois cette marque sur une bande bleue qui n'appartenait qu'à Aubusson : il faut voir là un de ces *emprunts* que les lettres-patentes de Louis XV du 28 mai 1732 interdisaient formellement aux tapissiers de Felletin.

En 1783, la manufacture de Felletin occupait environ trois cents ouvriers en tapisserie. La fabrication des tapis veloutés y donnait de l'ouvrage à quatre-vingts femmes. Dans ce nombre d'ouvriers et d'ouvrières n'étaient pas compris les cardeurs, fileuses, dégraisseurs, teinturiers, chevilleurs et autres personnes destinées à préparer les matières premières, non plus que les peintres et dessinateurs, ni les femmes qui fabriquaient les tapis à l'aiguille sur canevas. Fermés par la révolution, les ateliers de Felletin se rouvrirent après la tempête, et la ville qui partageait avec Aubusson, au temps de François I^{er}, l'honneur de produire les tapisseries de la Marche, contribue encore aujourd'hui, dans la mesure de ses forces productives, à la réputation des tapisseries de la Creuse.

CHAPITRE X.

Aubusson au XVIII^e siècle. — Peintres et tapisseries.

Chez les anciens et au moyen âge, les peintres les plus renommés faisaient les dessins destinés à servir de modèles aux tableaux qui devaient être exécutés à fresque, en mosaïque ou en tapisserie. Les grands artistes de la renaissance imitèrent les vieux peintres-imagiers. Raphaël, dans toute sa gloire, composa les fameux cartons dits de Hampton-Court, qui furent reproduits en tapisserie, à Bruxelles, par deux de ses propres élèves, Van Orlay et Michel Coxis. Notons, en passant, que le prix de ces vingt-cinq tapisseries fut fixé à 70,000 couronnes (plus de 400,000 fr.). A Fontainebleau, le Primatice dessinait pour les tapissiers que venait d'y établir François I^{er}. A ses côtés, Claude Badouyn, peintre, « faisoit des patrons sur grand papier, suivant certains tableaux estans en la grande gallerie dudit lieu, pour servir de patrons à ladite tapisserie, à raison de vingt livres par mois (4) ». Nicolas Poussin écrivait, en 1640, à M. de Chantelou qu'il « travailloit à des tableaux pour les tapisseries royales ». Enfin Louis XIV chargeait Lebrun de la direction des Gobelins.

Lebrun commença la substitution de la peinture complète aux anciens cartons de tapisserie. Jean Jouvenet, son élève et son protégé, peignit lui aussi pour les Gobelins. Il admit, dit-on, dans son atelier Finet d'Aubusson, qui fut dessinateur de notre manufacture. On a remarqué à l'exposition de Guéret (mai

(1) François I^{er} établit à Fontainebleau, en 1535, la première manufacture royale de tapisseries. Parmi les noms des quinze maîtres-tapissiers qu'il y réunit, nous avons remarqué ceux de Jean Marchais ou Marchois et Jean Tixier. Ces deux noms rappellent involontairement qu'à cette époque l'édit de Tonnerre mentionnait les tapisseries de Marche et de Felletin.

1862) un bon tableau de Finet : *Jésus guérissant la fille de Jaire*. La chapelle de l'hôpital de Guéret possède une de ses toiles ; on en trouve également à Montluçon. L'église de Saint-Nicolas d'Aubusson renferme deux des œuvres de ce maître, qui sont signées : une *sainte Madeleine au pied de la croix*, et un *Christ en croix* daté de 1683. Plus favorisée que Felletin, la ville d'Aubusson avait dès lors ses familles de peintres. Au début, ces artistes ne purent satisfaire aux besoins nombreux et variés de l'industrie locale : cependant ils formaient un noyau, maintenaient les traditions des grands maîtres, enfin, après le passage de J.-Jos. Dumons, ils devaient pouvoir se suffire à eux-mêmes.

Lorsque, sur la proposition de M. de La Porte, intendant de Moulins, une ordonnance du 18 janvier 1742 établit à Aubusson deux écoles de dessin de douze élèves chacune, notre ville trouva dans son propre sein des professeurs. Les deux peintres Finet et Roby furent chargés de la direction des écoles, et ils s'engagèrent à envoyer chaque année au Conseil un dessin de tapisserie. Les fils de ces deux maîtres, qui s'adonnaient également avec succès à la peinture, reçurent des encouragements. On lit dans un mémoire de M. de Châteaufavier :

« Les deux écoles de dessin établies à Aubusson, et entretenues aux frais du Gouvernement, offrent aux jeunes tapissiers le moyen gratuit d'apprendre les principes du dessin ; et cette connoissance, également relative à la théorie et à la pratique de leur art, facilite leurs progrès. Chaque année on distribue des prix à ceux des élèves de ces écoles qui, d'après le jugement de M. l'intendant de la province, les ont mérités par la supériorité de leur travail. Le désir d'atteindre à cette distinction développe dans ces jeunes sujets et féconde le germe des talents. »

On le voit, l'élan est donné à la manufacture d'Aubusson. Il va se former dès-lors dans son sein une véritable école de dessinateurs et de teinturiers qui ne lui permettra plus de déchoir, et la préparera au rôle brillant qu'elle doit remplir dans les grands concours industriels du XIX^e siècle.

Un état soumis, en 1754, à M. de Trudaine, contrôleur général des finances, montre que le Gouvernement contribuait annuellement au succès de la fabrique d'Aubusson pour une somme de 5,200 livres, qui se répartissait entre l'inspecteur, les peintres, professeurs, assortisseur et teinturier. Diverses gratifications accordées portaient la subvention à 6,400 livres. Nous remar-

quons une gratification de 200 livres accordée au nommé Richard, ouvrier, qui était venu travailler aux Gobelins, et qui était dans l'intention de retourner à Aubusson. Vers le même temps, les sieurs Durié, Sardaillon et Bussière, ouvriers en tapisseries de basse-lisse, qui s'étaient perfectionnés aux Gobelins, revenaient dans leur ville natale mettre leur expérience au service de la manufacture, et contribuer à ses progrès.

Jean-Joseph Dumons était toujours le peintre en titre des fabriques de tapisseries d'Aubusson (de 1731 à 1755). Il recevait annuellement, sur les fonds des fermiers généraux : 4,800 livres pour fournir six tableaux par an à la manufacture et pour les frais d'un voyage qu'il était tenu d'y faire tous les deux ans, 800 livres pour fournir deux dessins aux jurés-gardes de Felletin, et 300 livres pour trois dessins de tapis de pied sur papier, destinés à la fabrique d'Aubusson. En 1754, Dumons demanda à être déchargé de la fourniture des dessins pour tapis de pied. Il proposa à M. Michel de Châteaufavier et à l'intendant de Moulins, d'en charger l'un de ses meilleurs élèves, M. Roby l'aîné. Cette proposition fut ratifiée le 20 août 1754.

M. Roby l'aîné eut son fils pour successeur. Un arrêt du Conseil, de 1770, chargea ce dernier de fournir annuellement deux dessins de tapisseries dites *verdures* à la manufacture de Felletin, au prix de 220 livres par an. Long-temps avant cet arrêt, le peintre Roby avait ce privilège, comme on le voit par la mention suivante :

« Nous, syndic, juré-garde de la manufacture royale des tapisseries de cette ville de Felletin, reconnoissons avoir reçu du sieur Roby, peintre de la ville d'Aubusson, un dessin sur papier, en grisaille, dont les plantes et animaux sont collés, consistant au total en seize aunes de cours sur deux aunes et demie de hauteur, les bordures comprises ; promettant, au désir du Conseil, de rendre ledit dessin commun à tous les fabricants qui voudront s'en servir, et de ne le leur délivrer, en tout ou en partie, que sous des récépissés qui resteront déposés dans notre bureau.

» Fait à Felletin, ce treizieme mars 1759.

» J. BENNET, garde et juré. CARBONNEAU, juré-garde ».

En 1770, un autre arrêt du Conseil chargea M. Roby fils d'assister les jurés-gardes de la manufacture d'Aubusson dans leurs opérations pour la visite et la marque des tapisseries qui

leur étaient soumises ; il fut également nommé pour veiller à la réception des dessins que devaient faire exécuter les fabricants. François Roby l'aîné était le député des peintres d'Aubusson en 1765 ; il figure en qualité de peintre du roi en 1783.

M. Finet, qui descendait de l'élève de Jean Jouvenet, et que l'on vient de voir professeur à l'une des premières écoles de dessin qui furent créées à Aubusson, mourut en 1745. Son fils, quoique très-jeune encore, le remplaça dans ses fonctions. Sa veuve reçut une pension de 60 livres sur les excédants de la capitation.

La famille de La Seiglière, l'une des plus anciennes de la cité, a fourni plusieurs peintres à la manufacture, et nous y voyons une preuve de l'honneur qu'on attachait à cette profession. On rencontre un Pierre de La Seiglière maître-peintre en 1662. Au siècle dernier, le sieur La Seiglière de La Cour se fit remarquer à Aubusson. Il exécutait des dessins pour tapisseries de verdure sur papier grisaille. Chaque dessin lui était payé 440 livres. Il est désigné comme peintre pour le roi dans un acte de 1783.

Les autres mentions de peintres que nous avons recueillies pour notre ville sont : Antoine PICAUD, maître peintre en 1660 et 1665 ;

François LA CHAPELLE, maître peintre en 1697 ;

Jean PALISSON, peintre, 1765 ;

TIXIER, peintre, 1776.

Oudry, le célèbre peintre d'animaux, inspecteur depuis nombre d'années aux Gobelins, avait été nommé par Fagon, en 1734, directeur et entrepreneur de la manufacture de Beauvais moyennant un bail de vingt ans. Nous ne sortons pas de notre sujet en parlant d'Oudry. On sait l'immense publicité qu'obtint, au dernier siècle, la grande édition de La Fontaine donnée par M. de Montenault, et pour laquelle les croquis d'Oudry furent traduits par les plus célèbres graveurs de l'époque. Les dessinateurs d'Aubusson ne pouvaient trouver un meilleur modèle et un plus exact observateur de la nature animale. Nos tapissiers aimaient à représenter ces scènes charmantes qui resteront dans toutes les mémoires tant que vivra la langue française, et ils se conformaient en cela au goût du XVIII^e siècle pour les tableaux champêtres. A Aubusson, comme à Felletin, on reproduisit en verdure un grand nombre de dessins d'Oudry figurant les fables les plus populaires de La Fontaine.

Dumons ayant été appelé à remplacer Oudry à Beauvais (1755), un arrêt du roi du 18 mars de la même année nomma le sieur Jacques Juliard peintre des manufactures royales d'Aubusson et de Felletin, avec un traitement de 3,400 livres. Juliard adressa, en 1758, à M. de Trudaine, suivant l'usage de ses prédécesseurs, un mémoire sur la situation des fabriques de tapisseries et sur les moyens à employer pour les rendre plus florissantes; luxe de notes et avis trop souvent inutiles, que notre époque, on le voit, n'a pas inventé.

Une réclamation des maîtres tapissiers d'Aubusson au sujet de la fourniture des dessins montre que la hauteur de deux aunes et demie était alors la mesure courante de leurs pièces de tentures. Quand Juliard obtint sa pension de retraite, vers 1780, Ranson, peintre du roi, demanda à lui succéder. On voit, en 1789, la veuve de Juliard présenter un placet pour obtenir une partie de la pension de son mari.

Au grand avantage de la fabrique d'Aubusson, les meilleurs élèves qui sortaient de ses écoles de dessin étaient admis à suivre, à Paris, les cours de l'Académie de peinture. Ils y étaient entretenus aux frais de l'État. Ils en rapportaient des copies de tapisseries qui avaient été exécutées aux Gobelins ou à Beauvais, et que les fabricants d'Aubusson et de Felletin traduisaient à leur tour en entier ou par fragments.

En parlant de nos peintres, il est impossible de passer sous silence Jacques Barraband, né à Aubusson en 1772. Quelques biographes lui donnent les prénoms de Pierre-Paul, et le font naître en 1767. Quoi qu'il en soit, il appartenait à une famille de fabricants tapissiers d'Aubusson, et son père lui-même était peintre de la manufacture. Il aurait même, dans sa jeunesse, fait quelques ouvrages pour les tapissiers de sa ville natale. Plus tard, il exécuta de nombreux dessins pour la manufacture des Gobelins. Il dessina et peignit pour la collection des oiseaux de Le Vaillant (*Histoire naturelle des oiseaux d'Afrique*), coopéra au Buffon publié par Sonnini, à l'*Histoire des insectes* de Latreille, et fit beaucoup de dessins pour la Commission d'Égypte. Suivant le *Dictionnaire historique à la Franklin*, Barraband exécuta, en 1804, sur les dessins de Percier, le plafond d'un cabinet portatif en bois d'acajou destiné au roi d'Espagne. Il décora aussi la belle salle à manger du château de Saint-Cloud, et fournit des dessins d'animaux coloriés pour être imités sur porcelaine à la manufacture de Sèvres. On regarde comme un chef-

d'œuvre son dernier tableau d'oiseaux, qu'on voit au Cabinet d'histoire naturelle. Nommé, en 1807, professeur de dessin à l'École spéciale des arts et de dessin de Lyon, il mourut dans cette ville le 1^{er} octobre 1809. Les professeurs et les élèves de l'École spéciale sous les auspices du maire et du Conservatoire des arts de Lyon lui élevèrent un monument dans le cimetière de Loyasse. Un terrain du quartier de la Guillotière reçut le nom de Barraband.

Les règlements que les rois de France donnaient à nos fabriques de tapisseries, et que nous avons transcrits avec soin, se rattachaient au vaste système de l'organisation des corps de métiers sous l'ancienne monarchie. Cette organisation, complète dans sa simplicité, embrassant indistinctement toutes les professions, datait de saint Louis (1260), du jour où tous les métiers, ayant eux-mêmes établi leurs us et coutumes avec la plus entière liberté, vinrent au Châtelet les faire enregistrer par le prévôt Estienne Boyleau. On créait des classes privilégiées; mais on laissait des bras à l'agriculture en rendant difficile l'accès des métiers. En même temps les règlements de la maîtrise garantissaient la capacité pratique des individus, et assuraient la bonne qualité des produits. Une classe moyenne se constituait ainsi dans les villes : c'était une conséquence de l'émancipation des communes commencée par les premiers Capétiens. Ces vieux statuts, que nous trouvons aujourd'hui trop impératifs et contraires aux saines règles de l'économie politique moderne, donnaient satisfaction aux véritables besoins de l'époque pour laquelle ils furent créés. Remplis de vues sages et paternelles, ils furent pendant plusieurs siècles des institutions protectrices et respectées. On aime à voir le soin scrupuleux qu'on apportait à la rédaction des conventions les plus usuelles, qui étaient généralement confiées à la garde d'un notaire. Le personnage le plus éminent de la cité ne dédaignait pas d'être le tuteur du pauvre et de l'orphelin. Comme études des vieilles mœurs industrielles et privées, on lira peut-être avec intérêt le contrat d'apprentissage suivant :

« Personnellement estably François Galland, marchand tapisserie, habitant de la ville d'Aubusson, lequel, de son bon gré et bonne volonté, a promis et promet par ces présentes à noble personne M. Jacques Picot, chastelain et juge royal de Belle-

garde, conseiller du roy et son élu en élection de Franc-Alleu, résidant en cette dite ville de Bellegarde (1), au nom et comme tuteur de Jacques Troupinon, à ce présent, stipulant, sçavoir : de nourrir en sa maison et compagnie, en ladite ville d'Aubusson, pendant l'espace de trois ans prochains et consécutifs, commençant à mardy prochain, vingtième du présent mois de may, le sieur Jacques Troupinon, et iceluy coucher et blanchir, et lui monstrier et dhument enseigner le mestier et vacation de tapicier pendant ledit temps, en ce que le sieur Picot, tuteur, a promis et s'entend de faire fournir pour Troupinon la quantité de dix septiers de bled seigle, mesure courant de ladite ville d'Aubusson, pour exécution, payables, sçavoir : un septier et trois quarts dans le jour et feste de la Saint-Jehan-Baptiste prochain ; au jour et feste de Noël aussi prochain, un autre septier trois quarts ; à six mois apres, autre septier trois quarts, et encore autre six mois apres, pareille quantité d'un septier trois quarts ; ensemble sept septiers ; et les trois septiers restants, de six mois en six mois en suyvant. Pour satisfaire à chacun paiement, le sieur Picot a promis faire mener et conduire en ladite ville d'Aubusson..... A ce faire lesdites parties se sont respectivement obligées, et chacune dans ses biens meubles et immeubles, présents et advenir. Fait et passé en cette ville de Bellegarde, maison du sieur Picot, en présence d'Anthoine Vergniaud, tapicier dudit Bellegarde, qui a déclaré ne sçavoir signer, et de M. Michel Digaud, sergent royal de Bellegarde, qui a signé avec lesdites parties, le dix-huitième jour de may mil six cent trente-six, apres midy.

» Signé Picot, Galland, Digaud, et Picot, notaire royal héréditaire. »

Les règlements des corporations, modifiés d'abord, devinrent à la longue une gêne, et furent violés fréquemment. Au XVIII^e siècle, ils furent presque une lettre morte, tant l'esprit nouveau se faisait jour de toutes parts et jusqu'au fond de nos provinces. Les lettres-patentes de Louis XV du 2 janvier 1749, rendues sur le rapport de M. de Machault, contrôleur général des finances, font connaître la situation morale des classes

(1) La châtellenie royale de Bellegarde, la seule que possédât le Franc-Alleu, a été détenue par engagement, depuis la fin du XVII^e siècle, par la famille de Maumont de Lupersac. (M. A. BOSVIEUX, archiviste de la Creuse, *Rapport au conseil général*, session de 1862.)

ouvrières à cette époque. On lit dans les préliminaires de cette ordonnance :

« Le roy , étant informé que nombre d'ouvriers de différentes fabriques et manufactures de son royaume quittent les fabricants et entrepreneurs qui les emploient sans avoir pris d'eux un congé par écrit, sans avoir achevé les ouvrages qu'ils ont commencés, et sans leur avoir le plus ordinairement rendu les avances qui leur ont été faites dans leurs besoins à compte du salaire de leurs ouvrages , que même certains d'entre eux forment une espèce de corps , tiennent des assemblées, et font la loi à leurs maîtres en leur donnant à leur gré ou les privant d'ouvriers, et les empêchant de prendre ceux qui pourroient leur convenir, soit françois ou étrangers ; et Sa Majesté, étant pareillement informée que , par facilité ou par d'autres motifs, la plupart des fabricants et des entrepreneurs reçoivent chez eux des compagnons et ouvriers sans s'embarrasser d'où ils sortent, et sans s'informer des raisons qu'ils ont eues pour quitter leurs maîtres, leur conduite à cet égard a beaucoup contribué à l'excès de licence qui a donné lieu aux plaintes qui ont été portées au Conseil : et Sa Majesté, voulant arrêter le cours d'un abus aussi préjudiciable aux manufactures, vu l'avis des députés du commerce, ouï le rapport..... »

Les ouvriers contrevenants ou prévenus du délit de coalition étaient punis d'une amende de 200 livres, au paiement de laquelle ils étaient contraints par corps. Dans le cas où des motifs légitimes les engageaient à quitter leurs patrons, ils se pourvoyaient devant le juge de police, qui leur donnait un billet de congé, mais qui ne les dispensait pas de finir l'ouvrage commencé, et d'acquitter les avances qui pouvaient leur avoir été faites. Les fabricants étaient soumis à une amende de 300 livres pour chaque contravention et à tous dépens, dommages et intérêts.

L'exemple de ces abus, qui se renouvellent trop fréquemment de nos jours, sauf toutefois le cas de coalition, et que les conseils des prud'hommes s'appliquent avec tant de zèle à prévenir, venait de haut. Neilson était, depuis 1749, entrepreneur de la fabrique de basse-lisse aux Gobelins. Ce genre de fabrication s'y trouvait en complet désarroi par le défaut du matériel nécessaire et par le manque d'ouvriers : les élèves attachés à la manufacture préféraient travailler à la haute-lisse, dont les produits, plus artistiques et plus remarqués, faisaient la gloire

du royal établissement. Avec l'aide du célèbre Vaucanson, Neilson modifia l'ancien métier de basse-lisse, et ces nouveaux métiers, qui ont été transférés, en 1826, à la manufacture de Beauvais, sont les seuls en usage aujourd'hui pour le travail des tapisseries de basse-lisse. On suppléa au manque de sujets en faisant venir aux Gobelins des ouvriers de Flandre, de Beauvais et d'Aubusson (4).

Cette dernière ville perdit alors un grand nombre de ses meilleurs ouvriers, et on se plaignit que Neilson les reçût sans qu'ils fussent munis du congé de l'inspecteur de la manufacture.

Plusieurs des basse-lissiers d'Aubusson furent adoptés par les Gobelins. Ainsi nous croyons que M. Gilbert Deyrolle, chef tapissier de basse-lisse, qui pratiqua le premier, dans son atelier aux Gobelins, vers 1812, le travail à deux nuances, sorte de procédé de hachure à deux tons, est originaire d'Aubusson. On trouve des Deyrolle maîtres tapissiers à Aubusson au milieu du XVII^e siècle. La nouvelle méthode de M. Gilbert Deyrolle a été perfectionnée depuis par son fils Lucien, qui l'a appliquée à la haute-lisse, et en a fait le modèle de travail le plus exact pour rendre dans les tapisseries le coloris du modèle.

Si nos fabricants se plaignaient que l'établissement des Gobelins leur enlevât leurs meilleurs ouvriers, les directeurs des Gobelins prétendaient, de leur côté, que les agents de la manufacture d'Aubusson qui demeuraient à Paris embauchaient leurs ouvriers, et les attiraient à Aubusson. Une véritable lutte s'était ouverte entre les deux manufactures, lutte où nos tapissiers montrèrent dans leurs propres ressources une confiance qui nous paraît aujourd'hui exagérée. En 1779, les sieurs Sauterieux, Michel Mercier, Joseph Larmillier et Jean Chanet, maîtres tapissiers d'Aubusson, offrirent de fabriquer des tapisseries en haute et basse-lisse, sur les dessins qu'on leur présenterait, dans la même perfection que les Gobelins et Beauvais, et un tiers au-dessous du prix de ces deux établissements, si on voulait leur accorder les fonds nécessaires à cet effet. Ajoutons que le directeur général des finances donna sur ces offres un avis négatif.

La même année (1779), le sieur Matheyron de La Roche, marchand tapissier à Aubusson, offrit de fonder à Limoges une

(1) *Notice sur la manufacture des Gobelins*, par M. Lacordaire, *loc. cit.*, page 102.

manufacture de tapisseries, à la condition qu'il lui serait accordé certains privilèges et une somme d'argent importante. Nous ne croyons pas qu'il ait été donné suite à ce projet; mais nous y voyons la preuve que Limoges, au ^{xviii}^e siècle, ne possédait pas de fabrique de tapisseries.

Indépendamment du texte du ^{xiii}^e siècle et du tapissier de 1457 que nous avons signalés (1), on connaît les mentions suivantes :

« André et Jean AUGERAING, tapissiers à Limoges en 1502;

» BORDE, tapissier à Limoges en 1542. »

On ne peut pas en conclure que Limoges eût alors une manufacture de tapisseries dans la véritable acception du mot. Au moyen âge et à l'époque de la renaissance, où les péages intérieurs, les droits particuliers des villes et des provinces, compromettaient les développements industriels et les résultats qu'on pouvait attendre des règlements de la maîtrise, chaque centre de population devait se suffire à lui-même, et produire les objets de grande consommation. Or les tapisseries étaient de ce nombre : on en fabriquait un peu partout. Pour en donner la preuve, nous n'aurions que l'embarras de choisir les citations. Ceci n'empêche pas que les tapisseries de la Marche ont mérité de figurer au premier rang par leur importance, et que les principes de vitalité qu'elles avaient en elles, développées par l'aptitude particulière de nos populations, leur ont permis de survivre aux célèbres fabriques flamandes.

Si la ville de Limoges n'a pas eu de fabrique de tapisserie considérable, le tarif pour Paris de 1296, dont nous avons déjà parlé, et qui mentionne l'argent de Limoges avec l'or de Chypre et d'autres articles de mercerie, autorise à penser qu'on y fabriquait des orfrois, broderie employée en bordure, l'équivalent de nos galons. L'argent de Limoges devait être, comme celui de Chypre, un fil de lin entouré d'un fil plat d'argent. A cette époque, le luxe dans les vêtements, et surtout dans les ornements d'église, était tel qu'on appliquait des émaux sur les orfrois. L'expression *œuvre de Limoges* désignait non-seulement des ouvrages d'orfèvrerie émaillée, mais aussi quelquefois des ornements en fil d'argent et d'or décorés d'émaux et même de bordures ciselées en argent.

Ce qui est hors de doute, c'est que la ville d'Aubusson trouvait

(1) Voyez page 184 et la note.

à Limoges, sa métropole ecclésiastique, un débouché considérable pour ses produits. Nous avons cité l'acte de vente de Gilbert Roquet, en 1646, pour le collège des Jésuites de Limoges. L'église de Saint-Martial de Limoges, restaurée ou plutôt transformée en 1449, était ornée, au XVII^e siècle, de riches tapisseries d'Aubusson, magnifiquement encadrées, représentant divers traits de l'histoire sainte (1). Lors des processions de 1604 et 1622, et de l'entrée d'Henri IV à Limoges en 1605, les rues étaient parées de tapisseries. Les testaments de nos deux évêques Jean de Langheac (1544) et François de La Fayette (1676) mentionnent plusieurs tentures qui devaient provenir de nos fabriques. La cathédrale possède encore plusieurs vieilles tapisseries dont on a fait des tapis de pied : elles sont généralement bordées de bleu, et signées : AVBVSSON. Elles représentent la Salutation angélique, la Guérison de Tobie, les Disciples d'Emmaüs et des scènes champêtres. L'église de Saint-Pierre-du-Queyroix et un certain nombre d'habitations particulières renferment des pièces de tenture à la bande bleue qui distingue, dès 1660 au moins, les tapisseries d'Aubusson.

Il est peu de villes, peu de châteaux, qui ne possèdent quelque produit de nos manufactures. M. Poyet en a rencontré jusqu'au fond de la Bretagne. On admire au musée de Vannes une magnifique tapisserie, fabriquée pour le présidial de cette ville, au bas de laquelle on lit, dans une bordure bleue : FAICT. AVBVSSON. CARTAVD. 1674. — L'église du bourg de Batz est ornée de quatorze panneaux, achetés, sous la restauration, au Croisic, où ils tapissaient des maisons bourgeoises. Ce sont des tapisseries du XVIII^e siècle, avec l'inscription en lettres jaunes : P. GRELLET. M. R. D'AVBVSSON.

Dans notre ville et dans diverses localités du département de la Creuse, on rencontre un grand nombre de tapisseries d'Aubusson du siècle dernier. Les connaisseurs les recherchent à divers titres. Nous voudrions qu'il nous fût possible d'en faire ici le classement et la description : ce serait un utile complément de cette étude. Nous devons nous borner à ébaucher la liste de nos tapissiers, distinguant, autant que l'a permis le vague des documents que nous possédons, les ouvriers ou simples maîtres des maîtres marchands, et ne mentionnant que ces derniers.

(1) *Limoges au XVII^e siècle*, par M. Laforest, page 231 : Limoges, imprimerie de Chapoulaud frères, 1862.

On a lu plus haut les noms de cent vingt-huit habitants d'Aubusson qui approuvèrent par leurs signatures les règlements qui devaient être soumis à Colbert. Ce fut l'acte municipal du *xviii^e* siècle le plus important pour Aubusson. Long-temps après, certains fabricants croyaient se recommander à la faveur des intendants en rappelant que leurs ancêtres figuraient dans la délibération prise dans l'auditoire royal en 1665. Quoique la désignation des professions n'y accompagne pas les noms des personnes, il est permis de penser que l'assemblée était composée, en majeure partie, de maîtres tapissiers.

Un autre acte beaucoup plus ancien mérite d'être connu. Il est daté du 11 décembre 1578, et a pour objet la vente faite à un marchand tapissier d'une petite place qui joignait le pont de la Terrade. En voici le début :

« A tous ceulx qui ces présentes lettres verront, Jehan Granchier, garde du scel royal estably ez contraitz au pays de comté de la Marche pour le roy notre sire et la reine Elisabeth, douairiere de France, SALUT.

» Savoir faisons que par devant Estienne Descoulx et Loys Delacombe, notaires royaulx audit pays, jurés dudit scel en la ville d'Aubusson, ont esté personnellement establys honorables hommes : maistre Pierre Taraveau, licentié ez loïs, lieutenant en la châtellenie et ville d'Aubusson; Francoys Mage, notaire royal audit lieu d'Aubusson; Nicolas Cartaud et Denys Barabant, marchans, habitans audit lieu; lesquelz, au nom et comme consulz dudit lieu d'Aubusson, l'année présente commencée à la feste de saint Michel derniere passée, de leur bon gré, pour eulx et leurs successeurs consulz advenir, et pour subvenir aux réparations requises et nécessaires à faire au pont appelé de la Terrade, qui est situé audit lieu d'Aubusson, sur le chemyn publicq de Limoges en Auvergne, lequel est fait et construit de boys, lequel boys, par usage et anthiquité de temps, est venu se pourrir, et ledit pont demeure inutile à ladite ville sy promptement n'est restauré et repparé, ainsi qu'il a été certiffié ez dits consulz en la présence des notaires sus nommés par le rapport et délibération de honorables hommes : maistre Estienne Seigliere, receveur des tailles en l'élection de la Marche; Jacques Seigliere, trésorier des domaines du roy audit pays; maistre Anthoine Murlon, docteur en médecine; Anthoine Meaulme, notaire royal; sieurs Léonard Dumont, Jehan Furgaud, Anthoine Terrible, Jehan Vallenet, Francoys

Garreau, Jehan Mage, Estienne Chemin, Estienne Jalasson, Martial Mercier, Jehan Pineton, Jacques Bouchon, Francoys Blermonvierme, Pierre Danton, Michel Bertrand, Jehan fils à feu Francoys Mage, Jacques Barrabant, maistre Pierre Robichon, Anthoine Fourrier, Jehan Mercier, Jehan Briffoulrier, Francoys Terrible, maistre Jehan Blandin et Léonard Tourneboys, tous manans et habitans de ladite ville d'Aubusson, et faisant la plus saine partie d'icelle (1),

« Par l'advis et délibération desquels et de leur voulloir et consentement lesdits consuls ont vandu, cédé et transporté, et, par ces présentes, vident, cedent et transportent à perpétuité à Jean RIONNET l'afné, marchand tapissier dudit lieu d'Aubusson..... certaine place vague et inutile..... pour le prix et somme de seize escutz et un tiers d'escu, chacun desdits escutz estant des soixante sols tournois..... »

Nous poursuivons la liste de nos maîtres fabricants :

Anthoine TERRIBLE, marchand, consul d'Aubusson en 1555.

Pierre CHARRIÈRE, marchand tapissier, 1583.

Jean CHARRIÈRE, tapissier, 1698.

Léonard CHARRIÈRE, tapissier, 1728.

Jean BERTRAND, tapissier, 1605.

Jacques BERTRAND, tapissier, délégué auprès de Colbert en 1664, tapissier de la garde-robe du roi.

Jean BERTRAND, tapissier, 1724.

Michel BARBAT, tapissier, 1605. — François BARBAT, tapissier, 1685. — Antoinette PRUGNIER, veuve de M^e BARBAT, marchand tapissier, 1722.

BARRABAND, tapissier, 1753.

Jacques BARRABAND, fils du précédent, tapissier, maître conducteur de la manufacture en 1760, juré-garde en 1786.

Jean BELLAT dit BLONDEAU, tapissier, 1699.

Jean BELLAT le jeune, fils de Blondeau, tapissier, 1732.

Gabriel BOFFINET, tapissier, 1665, 1698.

Louis BOFFINET, tapissier, 1732.

BLANCHON, tapissier au faubourg de La Terrade, 1788.

Pierre BUSSIERRE, tapissier, 1700.

Jean BUSSIERRE, fils de Pierre, tapissier, 1724.

(1) Lisez *catholiques* : allusion aux questions religieuses qui divisèrent Aubusson jusqu'à la fin du XVII^e siècle.

- BUSSIERRE, tapissier, juré-garde en 1774, 1789.
- CARTEAUD, tapissier, 1665, 1674. (Tapisserie du présidial de Vannes.)
- Jean CHANET, tapissier, 1779, 1788.
- CHOMETON, tapissier, 1746.
- Jean CARTIER, tapissier, 1665.
- Jacques CARTIER, tapissier, député du corps de ville d'Aubusson dans une assemblée de 1765, 1770.
- Léonard DEBEL, tapissier, 1724.
- Elie DEBEL, tapissier, juré-garde en 1786, 1789.
- Jean DEYROLLE, tapissier, 1660.
- François DEYROLLE, fils de Jean, tapissier, 1685.
- Joseph DEFFARGES, tapissier, 1655.
- Ruben DEFFARGES, tapissier, 1665.
- DEFFARGES, tapissier, 1789.
- J. DUMONTEIL, tapissier, consul d'Aubusson, 1665.
- Gabriel DUMONTEIL, tapissier, 1724.
- Étienne DESCHAZAUX, tapissier, 1657, 1665.
- Michel DESCHAZAUX, tapissier, 1680.
- Antoine DESCHAZAUX, tapissier, 1707.
- Samuel DESSARTAUX, tapissier, 1732, marchand à Paris en 1746.
- FOURRIER, tapissier, 1778, 1789.
- Isaac FOUBOT, tapissier, 1605.
- François DE LA FAYE, tapissier, 1676.
- Jacques DE LA FAYE, tapissier, 1680.
- Pierre DE LA FAYE, tapissier, fils de Jacques, 1697.
- Léonard GOUBERT, maître teinturier, 1650.
- Jean GOUBERT, fils de Léonard, maître teinturier, 1660, 1665.
- Jean GOUBERT, tapissier, 1765.
- Léonard GOUBERT, tapissier, juré garde en 1786, 1789.
- François GALLAND, tapissier, 1636. (Convention avec le châtelain de Bellegarde.)
- Gabriel GALLAND, tapissier, 1660.
- Jean GALLAND, tapissier, fils de Gabriel, 1685.
- Étienne GALLAND, tapissier, 1698, 1706.
- François GRELLET, tapissier, 1665, 1674, trisaïeul de Pierre-Élie.
- Antoine GRELLET, tapissier, 1750.
- Pierre-Élie GRELLET, fils d'Antoine, tapissier, 1769, 1786. (Tapisseries de Batz.)
- GRELLET DU MONTANT, tapissier, fait partie du conseil politique établi à Aubusson, le 28 juin 1786.

Hugues JALICOT, tapissier, 1678.

Hugues JAUCOUR, tapissier, 1722, 1748.

CHARLES, tapissier, 1665.

CHARLES DE LA MONEIX, tapissier. En 1786, il siège au conseil politique qui remplaça les assemblées générales des habitants d'Aubusson.

LOMBARD, tapissier, 1625. (Tapisseries de la cathédrale de Reims.) Ce nom est peut-être un souvenir d'Italie. En 1495, Charles VIII introduisit en France des tapissiers italiens.

G. LOMBARD, tapissier, 1665.

Antoine LANDRIÈVE, tapissier, 1632.

Oradoux LANDRIÈVE, tapissier, 1634. Il avait son atelier à Bellegarde en 1627.

J. DE LANDRIÈVE, tapissier, 1665.

DE MENOU, tapissier à Aubusson, et entrepreneur de la manufacture de Beauvais, 1788. Le sieur Langlois était son représentant à Aubusson.

Jean MAILLAT, tapissier, 1698.

MAGE, tapissier, marchand à Paris, en 1746.

Joseph LARMILLIER, 1779.

MERCIER, tapissier, 1665. Il y avait à Bellegarde des tapissiers de ce nom au commencement du XVII^e siècle.

Antoine MERCIER, tapissier, 1724.

Michel MERCIER, tapissier, 1779.

Jérôme DE MONTEZERT, maître teinturier, 1643.

Jacques DE MONTEZERT, maître teinturier, 1645.

Antoine DE MONTEZERT, fils de Jacques, maître teinturier, 1694.

Jérôme DE MONTEZERT, marchand et maître teinturier, consul d'Aubusson en 1699.

Pierre DE MONTEZERT, fils de Jérôme, maître teinturier, 1702. Il est nommé teinturier pour le roi à la place de Fizameu, des Gobelins, le 17 mars 1733.

Jean-François PICON, teinturier du roi. Il remplace Pierre de Montezert en 1748. — 1756, 1760.

Pierre PICON DE LAUBARD, l'un des conducteurs de la manufacture en 1760; teinturier du roi, 1778, 1786.

Pierre MATHEYRON, tapissier, 1665.

Jean MATHEYRON, tapissier, 1697.

MATHEYRON DE LA ROCHE, tapissier, 1779.

Michel MAINGONNAT, tapissier, 1720, 1722.

Pierre MAINGONNAT, tapissier au faubourg de La Terrade, 1775, 1789.

Jean NOUET, assortisseur de couleurs, 1748, 1758, 1768.

François PIQUEAU, assortisseur des laines et soies pour le roi, remplace Nouët en 1768. Il a sa retraite en 1786.

J. PRADAL, tapissier, 1665. — Jean PRADAL, tapissier, 1770.

Pierre PARDOUX, tapissier, 1660.

Michel PARDOUX, fils de Pierre, tapissier, 1686, 1697.

Antoine PARIS, tapissier, 1665.

François PARIS, tapissier, 1685.

Veuve PARIS, tapissier, 1724.

Michel QUEYRAT, tapissier, 1690, 1698.

Gilbert ROQUET, tapissier, 1646. (Tapisserie du collège des Jésuites de Limoges.)

Michel RONDET, tapissier, 1665.

Laurent RONDET, tapissier, 1680.

Léonard ROBY, tapissier, juré-garde en 1786, 1789.

ROBY, peintre de la manufacture et fabricant tapissier, 1789.

Jean-Louis ROGIER, avocat, tapissier à Aubusson, et marchand à Paris. En 1774, les officiers municipaux lui adressent un mémoire, et le chargent de faire des démarches, afin d'obtenir pour Aubusson une élection et une sénéchaussée.

REYNAUD, tapissier, 1789.

Michel SEIGLIÈRE, tapissier, 1605.

Antoine TARRAVEAU, tapissier, 1592, 1605.

TARRAVEAU, tapissier, 1665.

Antoine TABAR, tapissier, 1658.

Jacques TABAR, fils d'Antoine, tapissier, 1678.

Léonard TABAR le jeune, fils de Gilbert, tapissier, 1687.

Pierre TABAR, tapissier, 1789.

Jean TERRADON, tapissier, 1735.

Jacques VALLENET, tapissier, 1592.

VALLENET père et fils, tapissiers, 1749.

Gabriel DE VITRACT, tapissier, 1660, 1665.

Jacques DE VITRACT, tapissier, fils de Gabriel, 1686.

Jean DE VITRACT, tapissier, 1697.

On trouve, à la date de 1674, Jean TERRASSON, né à Saint-Chamond, établi dans notre ville, et qualifié marchand de soies. Nous omettons les noms des marchands tapissiers qui résidaient, au XVII^e siècle, dans les villages voisins, car il faut se borner.

M. Michel Laboreys fut remplacé dans les fonctions d'inspecteur par son fils Pierre-Augustin de Châteaufavier, à qui l'on doit le mémoire sur Aubusson et Felletin inséré dans l'*Encyclopédie*. Il est indispensable de connaître ce document pour avoir une idée juste de l'état de nos manufactures sous l'ancienne monarchie. L'auteur est de l'école de Turgot; il comprend que les anciens systèmes restrictifs ont fait leur temps, et que la liberté seule peut régénérer l'industrie. En définitive pourtant, il trouve satisfaisante la situation des deux fabriques qu'il est appelé à diriger.

Malgré cet optimisme de commande, M. de Châteaufavier, de 1785 à 1788, préparait de nouveaux statuts de concert avec M. Ruyné de Saint-Georges, subdélégué de Felletin. En effet, les deux manufactures étaient en souffrance, et, depuis plusieurs années, commençait, par les classes ouvrières, ce mouvement d'émigration qui s'est depuis propagé dans nos campagnes, au grand détriment des intérêts agricoles de la Creuse. Plusieurs tapissiers d'Aubusson et de Felletin passèrent alors à l'étranger. L'administration supérieure s'en émut. M. Du Pont, intendant de la généralité de Moulins, écrivit aux officiers de la ville d'Aubusson au sujet de la délivrance des passeports, et recommanda, pour enrayer l'émigration, de ne rien changer aux règlements et aux taxes établis. Enfin le contrôleur général des finances fit à cinq maîtres fabricants d'Aubusson une avance de 47,500 livres pour empêcher la désertion des ouvriers qui étaient dans la misère. Vers le même temps (1774-1784), des prêts furent également faits, pour des motifs pareils, à divers maîtres tapissiers de Felletin.

L'antique réputation de la manufacture survivait à cette crise. A la veille de la révolution, les fabriques d'Aubusson reçurent l'un des fils de Georges III, roi d'Angleterre, le duc d'York, qui devait quelques années plus tard (1793) diriger la première démonstration armée du gouvernement britannique contre la république française, et être le vaincu d'Hondschoote. On se souvient encore parmi nous de ce noble visiteur et de sa libéralité.

En 1788, on se sentait proche de graves événements. M. de Châteaufavier envoya à Paris des renseignements sur le nombre des ouvriers tapissiers qu'il présumait devoir être sans travail pendant l'hiver. Des mesures de précaution furent prises; mais la hausse des grains les rendit inutiles. Une émeute eut lieu à

Aubusson : elle fut calmée par le prévôt du chapitre de Notre-Dame-du-Mont, M. François Goubert, qui fut député avec M. de Châteaufavier aux états généraux, et qui appartenait à une famille de fabricants tapisseries. Néanmoins une compagnie du régiment de cavalerie de Royal-Guienne séjourna pendant quelques mois à Aubusson sous les ordres du comte de Berville.

A la fin du dernier siècle, il s'agissait bien d'autre chose que de fabriquer des objets de luxe ou d'en acheter, et toutes les industries, celle des tapisseries et tapis en particulier, éprouvèrent un temps d'arrêt complet. Le journal de Marat, *l'Ami du peuple*, dénonça les Gobelins comme un établissement tout au moins inutile. Il fut question plusieurs fois de la fabrique d'Aubusson à la tribune de la Convention nationale. Le 6 janvier 1793, le ministre Roland proposa de faire marcher la manufacture des Gobelins avec le concours de l'industrie privée. Il disait : « Une mesure à prendre dont je crois le succès certain, c'est d'y en réunir une autre dans le même genre, mais plus commune, telle, par exemple, que celle de Beauvais ou d'Aubusson, à qui elle prêterait sa réputation, quelque chose même de son goût et de sa perfection, et qui, en échange, lui rendrait, sur le bénéfice particulier à celle-ci, l'aliment que la première ne pourrait pas tirer de son propre fonds..... »

Paré, le successeur de Roland, vit bien les conséquences de cette prétendue réforme industrielle. Il écrivait en janvier 1794 : « Différentes vues ont été présentées pour utiliser ces manufactures : toutes m'ont paru ne tendre qu'à leur destruction..... C'est substituer les tapisseries d'Aubusson aux tapisseries des Gobelins. » On voit le comité des finances de la Convention préoccupé du soin de conserver les anciennes manufactures de l'État comme types de fabrication, et attribuer à la fabrique d'Aubusson le rôle plus modeste, comme du reste on l'avait fait toujours, de produire des tapisseries plus communes pour les fortunes ordinaires (1). La manufacture des Gobelins fut donc conservée à la France, et les ateliers d'Aubusson, même pendant les plus mauvais jours, ne furent jamais complètement fermés.

(1) *Notice historique sur la manufacture des Gobelins* (loc. cit.), page 126. Notons que, parmi les divers points de ressemblance qui existaient entre les Gobelins et Aubusson, et que nous n'entreprendrons pas de signaler ici, la bande bleue était, dès l'époque de Colbert, une marque commune aux deux manufactures.

Il ne nous appartient pas de parler de la transformation nouvelle et des progrès des manufactures d'Aubusson et de Felletin pendant les soixante dernières années. Ce serait là le sujet d'une de ces belles monographies industrielles si communes en Angleterre et si rares parmi nous. Il nous suffit d'avoir soulevé la question de nos origines, question pleine d'incertitude, que nous nous sommes efforcé d'éclairer, mais que nous n'avons pas eu la prétention de résoudre.

Quelle que soit l'opinion que l'on se forme sur l'origine sarrasinoise d'Aubusson et de ses vieilles industries, il est constant qu'elles ont une antiquité fort respectable. Sans doute Aubusson ne fut jamais un grand centre de population ; mais le comté de la Marche n'en possédait pas de plus considérable, et, la première de toutes les villes de la province, elle reçut une organisation municipale. « Les plus anciennes communes étaient celles d'Aubusson, Chénérailles et Aun, dont les chartes de franchises avaient été octroyées par le comte Hugues XII de Lusignan en 1262, 1265 et 1268 ; en 1300, Felletin avait reçu ses privilèges d'Alengarde (et non *Orengarde*), fille de Gui II, dernier vicomte d'Aubusson, et héritière des droits de son père sur la ville qu'elle affranchissait ; Guéret devait ses libertés au comte Jacques II de Bourbon, roi de Sicile, qui les lui avait vendues en 1406..... (M. Bosvieux) ».

Tout le monde sait que les expositions universelles de Londres et de Paris ont mis le sceau à la réputation séculaire de notre cité. Il existe dans ses ateliers une véritable tradition de travail artistique, que les siècles et les révolutions religieuses et politiques n'ont pu détruire : d'un avis unanime, on y travaille avec plus de goût et de correction qu'à toute autre époque. Comme les orientaux, dont ils croient descendre, et c'est là un grand éloge, les tapissiers d'Aubusson savent interpréter la nature et harmoniser les couleurs. Dans certains genres de fabrication, on paraît avoir atteint le plus haut point de perfection auquel une industrie privée puisse prétendre, et nous avons la conviction qu'Aubusson et Felletin, son ancienne rivale, aujourd'hui sa sœur, se maintiendront au rang distingué qu'elles ont si honorablement conquis.

CYPRIEN PÉRATHON,

Président de la Chambre consultative des Arts et Manufactures d'Aubusson.

CORRECTIONS ET ADDITIONS.

Page 179, ligne 23. — *Lisez* : « Joullietton ». Les recueils biographiques passant sous silence l'historien de la Marche et du pays de Combraille, nous essaierons d'y suppléer brièvement. — Joseph Joullietton naquit le 23 octobre 1768, à Chavanat (village qui fait aujourd'hui partie du canton de Saint-Sulpice-les-Champs et de l'arrondissement d'Aubusson), de Pierre Joullietton, maître chirurgien et de Marguerite Decourteix. Pendant les premières années de la révolution, jusqu'au 9 thermidor, il fut un des administrateurs de la ville d'Aubusson. En 1814, il était conseiller de préfecture du département de la Creuse. Plus tard, il fut nommé sous-préfet, et mourut vers la fin de la restauration. — Nous devons ces renseignements à l'obligeance de M. Victor Maingonnat, juge au tribunal d'Aubusson.

Page 190, ligne 19. — *Au lieu de* « 1743 », *lisez* : « 1740, date du premier établissement des tapis façon de Turquie à Aubusson ».

Page 190, ligne 37. — *Ajoutez* : « à teinte plate, synonyme de teinte uniforme, sans dégradation de tons. Telles étaient les rudes images tracées sur les anciens tissus de l'Orient, qu'imitèrent les tapissiers sarrasinois. Chez nous, les tapisseries proprement dites diffèrent dès l'origine des grossières figures persanes ou byzantines. »

Page 191, ligne 14. — Nous avons dit, d'après le *Nobiliaire* de Nadaud, que Renaud VII était le dernier vicomte d'Aubusson. Suivant M. A. Bosvieux, qui fait autorité pour nous, ce serait Gui II, le père de Renaud VII.

Page 207, ligne 4. — Chabrol désigne Pierre Peiot comme châtelain de Bellegarde en 1633. Nous croyons qu'il faut lire : « Pierre Picot. » En 1636, le châtelain de Bellegarde était Jacques Picot.

Page 225, ligne 35. — Il faut ajouter aux noms des villages voisins d'Aubusson, et dans lesquels on fabriquait des tapisseries, ceux de Pron-dessagne, Randonnat, La Lune, etc.

Page 226, ligne 3. — Jean-Louis de Lantilhac, marquis de Gimel, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, mestre de camp de cavalerie, ancien exempt des gardes-du-corps de Sa Majesté, nommé par Louis XV, le 4 novembre 1765, maire de la ville d'Aubusson pour trois ans.

Page 251, ligne 39. — La sénéchaussée de la Haute-Marche, qui, à l'origine, tenait successivement ses assises dans les différentes châtelennies

de son ressort, fut fixée à Guéret par un édit de François I^{er}, vérifié au parlement le 30 avril 1516. Ce fut ainsi, et seulement alors, que Guéret devient la capitale de la Marche. — (M. A. BOSVIEUX, *Rapport*, 1862, *loc. cit.*, page 9.)

Page 259, ligne 34. — La chaîne de toutes les tapisseries d'Aubusson et de Felletin était en laine; celle des tapisseries de Flandre était de chanvre ou de lin, et nous trouvons là un des motifs qui permettent de croire que les célèbres tapisseries de Boussac, dites de Zizim, sortent des fabriques marchaises. La différence de qualité et de préparation des laines employées chez nous pour la chaîne, donnait lieu aux dénominations d'étain fil double et fil simple. Le mot *étain* (estamets, draps d'estame, estain ou laine longue) désigne une sorte de laine préparée pour la chaîne des ouvrages fins. A Aubusson, c'était un nom technique et local donné à des laines qui venaient particulièrement de Tulle (Corrèze).

Page 273, ligne 29 : « *grisaille* ». — Nos tapissiers n'imitaient pas alors la peinture, comme on le fait aujourd'hui avec tant de succès, mais seulement le dessin. Les grisailles n'indiquaient aucune couleur : le tapissier était lui-même coloriste. Cette méthode de travail, qui était universelle avant la création des Gobelins, qui a été en usage à Aubusson et à Felletin jusqu'au commencement de notre siècle, est une nouvelle preuve de l'ancienneté de nos fabriques. Le Brun, dès son entrée aux Gobelins, combattit le mode de reproduction des vieux tapissiers flamands, qui se conserva à Aubusson. La tapisserie n'était pas chez nous un art de pure imitation, et il est incontestable que les anciennes traditions s'y sont mieux conservées qu'à Beauvais et aux Gobelins.

Page 289, ligne 25. — L'exposition actuelle de Londres, malgré plusieurs abstentions provoquées par l'exiguïté de l'espace réservé aux exposants français, sera une nouvelle et glorieuse date pour la fabrique d'Aubusson. Des voix très-autorisées disent pourtant qu'il ne faut pas s'endormir dans le succès. Pour nous résumer, espérons qu'Aubusson aura un jour son musée industriel, et que l'on ne tardera pas à rouvrir les écoles de dessin dont notre ville était si largement dotée au siècle dernier. L'Italie du moyen âge et de la renaissance a tenu le sceptre des arts et du goût : la France en a hérité depuis Louis XIV ; mais il ne faut pas oublier que, pour se maintenir à un si haut rang, il faut travailler sans relâche à se perfectionner.

CYPRIEN PÉRATHON.

Aubusson, le 14 août 1862.

VILLA D'ANTONE.

Résumé des fouilles faites les 11, 13 et 14 octobre 1862.

MESSIEURS,

Dans l'une de nos précédentes séances, j'eus l'honneur de vous exposer qu'il serait nécessaire de faire des fouilles sur nos anciens monuments, et notamment sur la *villa d'Antone*, pour laquelle il n'avait jamais été rien dit ni rien fait, fouilles qui pourraient fournir des documents précieux à l'histoire de notre pays.

Vous accueillîtes favorablement cette proposition en nommant une commission composée de cinq membres : MM. Maurice Ardant, Buisson-Mavergnier, Nivet-Fontaubert, Poyet et moi.

Cette commission, lors de ses premières séances, avait décidé qu'on commencerait par l'ancien palais proconsulaire de Duratius, lorsque nous apprîmes que le génie militaire venait d'acheter les terrains sur lesquels devaient avoir lieu nos premières opérations, et que des fouilles assez considérables y seraient faites aux frais de l'État.

Des visites, par plusieurs de nos membres, ayant été faites auprès de M. le commandant du génie et de M. de Samy, l'ancien propriétaire, tous ont promis leur bienveillant concours aussitôt que les travaux commenceraient.

Cette circonstance, heureuse pour nos modestes ressources, n'a pas permis de réaliser immédiatement nos ardents desirs.

Votre commission, Messieurs, n'a pu se réunir à cause de la maladie de M. Nivet-Fontaubert et du départ pour Montluçon

•

de M. Poyet, dont le zèle et les lumières nous feront défaut, nous le craignons.

Devant aller passer quelques jours à Pierre-Buffière, je manifestai le désir à plusieurs de nos membres de faire faire quelques fouilles d'essai à la villa d'Antone : c'est le résultat de ces opérations préliminaires que j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre à votre appréciation.

Étant sur les lieux, je m'informai du nom des propriétaires à qui appartenaient ces ruines, afin d'obtenir l'autorisation d'y faire des fouilles. Je dois avant tout, Messieurs, remercier, au nom de la Société, MM. Roudeau et Seyvaud de l'empressement et de l'accueil bienveillant qu'ils ont mis à m'accorder l'autorisation, et à m'assister par leurs indications dans cette première tentative.

A un kilomètre de Pierre-Buffière, au confluent de la Briance et de la Blanzou, et à cinquante mètres environ au-dessus du niveau de ces deux rivières, existe un plateau où fut bâtie la *villa d'Antone*, dont la tradition nous a conservé le souvenir, et où l'on rencontre quelques murailles, éparses çà et là, qui attestent sa grandeur passée.

Si l'on en juge par l'aspect des lieux, elle avait au moins trois cents mètres de longueur sur cent douze mètres de largeur moyenne, ce qui présente une superficie de trente-trois mille six cents mètres carrés ou trois hectares trente-six centiares.

D'après cette proportion, les terres devaient être considérables.

Le touriste est grandement dédommagé de son ascension par le vaste horizon qui s'offre à sa vue, et par le paysage varié du pays.

Les vallées profondes qui les sillonnent, et les nombreux cours d'eau qui les arrosent, et qui sont si peu utilisés, laissent une bonne part à la géologie.

Vous dire, Messieurs, la date exacte de la fondation de cette villa est au-dessus de mes connaissances. Peut-être plus tard, si les fouilles sont continuées, trouverons-nous des matériaux précieux qui attesteront son antiquité.

Doit-on prendre pour fondateur l'un des deux enfants mâles que le fameux triumvir Marc-Antoine eut de Fulvie, son frère Lucius, ou Antonin le Pieux, qui naquit à Nîmes le 49 septembre l'an 86 de notre ère, et dont l'histoire rapporte qu'il hérita de grands biens ?

Telles sont, Messieurs, ces questions graves que vous aurez

à résoudre, ce que je laisse aux soins éclairés des historiens et aux savants numismates.

Après un examen des lieux, j'ai commencé dans une terre en labour, où les débris de moellon garnis de mortier, de tuiles et de marbre calciné, amoncelés sur les bords, prouvent l'ancienne splendeur de la villa. J'aurais dû m'écrier, comme le philosophe : « De vous j'invoque la lumière ! »

Je découvris le premier jour, à trente centimètres au-dessous du sol, un béton sur une longueur de plus de quinze mètres, parfaitement conservé, et reposant sur une couche argileuse très-épaisse.

Plusieurs tranchées transversales et longitudinales me firent découvrir un aqueduc qui convergeait sur cette plate-forme.

L'orientation, qui est sud-ouest, me fait supposer que ce devait être la salle des bains.

Je rencontrai le lendemain plusieurs murs de refend, que j'ai fait suivre par de simples rigoles, afin de pouvoir en déterminer parfaitement l'arête ; mais, dans l'un d'eux, je trouvai le parement intérieur revêtu d'un enduit ou stuc fait en mortier de chaux hydraulique et sable de rivière, couvert d'une couche de peinture, dont j'ai l'honneur de vous présenter un échantillon.

Sur les retraites de ce mur, formant plinthe, reposent des tuiles parfaitement conservées. Cette fouille est profonde de un mètre quatre-vingts centimètres à deux mètres en moyenne.

Le troisième jour, je changeai de nouveau mes ouvriers, en me dirigeant du côté sud-est, qui fait face à la Blanzou, et, après deux heures de travail, je rencontrai le parement d'un mur qui se prolonge assez loin. Lorsque les terres furent enlevées, je découvris une maçonnerie parfaitement appareillée par assises régulières de quinze centimètres de hauteur, se coupant alternativement, dont les joints étaient fortement motivés par une légère rayure en mortier fin. Cette maçonnerie est soutenue par des contre-forts de même appareil, espacés quelques-uns de un mètre quatre-vingt-douze centimètres, et qui font supposer qu'il existe une voûte intérieure, puisqu'ils doivent être faits pour faire équilibre à la poussée.

Je fis fouiller à trois mètres cinquante centimètres environ pour m'assurer si les fondations étaient basses, et en même temps si je ne trouverais pas une issue qui me permît de pénétrer dans

l'intérieur souterrain de la villa, puisqu'un vieillard plus qu'octogénaire venait de se lever de son lit pour m'assurer que, à dix ou quinze mètres du point où je fouillais, un certain jour, en labourant, l'une de ses vaches s'y était enfoncée, et que le trou produit avait mis à découvert un magnifique escalier en pierre de taille, dont quelques marches avaient été transportées à Pierre-Buffière.

Je trouvai donc au fond de cette fouille les fondations dudit mur, formées de moellon brut mélangé avec de la tuile.

À l'aspect de ces maçonneries, l'œil est agréablement surpris, surtout quand on songe qu'elles ont vu passer dix-huit siècles : elles paraissent si neuves, et elles ont une si grande ressemblance avec les maçonneries en moellon piqué qu'on fait de nos jours qu'on dirait qu'elles sont faites d'hier.

Ce premier essai, s'il est continué, nous permettra de rétablir le plan général de cette villa. La partie fouillée doit être la moins riche. Lorsque nous fouillerons l'ancien temple, qu'on y appelle l'église, et le cimetière, peut-être ces lieux sacrés nous donneront-ils la clef de leur existence.

J'y ai trouvé du marbre blanc non calciné, dont je présente un échantillon ; une poterie romaine avec le nom du fabricant, qui s'appelait MAMIANVS ; des tuiles qui devaient servir à l'ornementation des cours.

Lorsque l'opération des fouilles sera reprise, si vous jugez à propos de les continuer, une description beaucoup plus étendue, avec un plan des lieux, permettra d'en suivre tous les détours.

LANSADE.

LETTRES D'ÉRECTION DU MARQUISAT DE MORTEMART

EN DUCHÉ-PAIRIE DE FRANCE

EN FAVEUR DE GABRIEL DE ROCHECHOUARD.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, A TOUS PRÉSENT ET A VENIR, SALUT : Considérant qu'il n'y a rien de plus convenable à la grandeur et majesté des rois que de reconnoître leurs principaux serviteurs aussi dignement qu'ils le méritent, et que ceux qui ont joint à la qualité de leur extraction le lustre de plusieurs belles actions et services recommandables, et se sont rendus dignes de la bienveillance du feu roi, notre tres-honoré seigneur et pere, de glorieuse mémoire, que Dieu absolve, ainsi que de la nôtre, doivent être élevés par des marques d'honneur et d'estime; nous sommes conviés de jeter les yeux sur notre tres-cher et bien amé messire Gabriel de Rochechouard, marquis de Mortemart, prince de Tonnay-Charente, comte de Maure et de Vivonne, pour le qualifier d'un titre convenable à sa naissance et à ses services : sachant que sa maison est une des plus illustres de notre royaume, qu'elle est des principales du Poitou; que les seigneurs de Rochechouard ont eu d'un temps immémorial le rang et la qualité de vicomte, qui étoit la première audit pays du Poitou après celle de comte, que portoient les souverains de la province avant l'union d'icelle à notre couronne; que cette famille a été diverses fois honorée de l'alliance des maisons royales; que même Édouard, roi d'Angleterre, donna une sienne fille en mariage à un seigneur de Rochechouard; que ceux de ce nom ont notablement servi l'Église et cette couronne dans les voyages d'outre-mer faits par les rois nos prédécesseurs, et dans les guerres anciennes contre les Anglois et les autres ennemis de cet État dans la France et dans les pays étrangers; que, en ces derniers temps, René de Roche-

chouard, son aïeul, imitant la valeur de ses ancêtres, auroit signalé son courage en la défense de la ville de Poitiers, et fut honoré de l'ordre du Saint-Esprit lors de son institution; que le marquis de Mortemart d'à-présent a été élevé des son bas âge pres de la personne du feu roi, qu'il a suivi dans tous les voyages et dans les guerres qu'il a été obligé de soutenir dans son royaume, et en Italie, Lorraine, Pays-Bas et Espagne; qu'il l'auroit honoré de la charge de premier gentilhomme de sa chambre et dudit ordre du Saint-Esprit, l'auroit pourvu de la charge de gouverneur et lieutenant général aux pays et évêchés de Metz, Toul et Verdun, et l'auroit toujours considéré comme l'un de ses plus fideles et dignes serviteurs; et, désirant à son imitation reconnoître les anciens et recommandables et utiles services dudit marquis de Mortemart, et même ceux que nous avons reçus de lui depuis notre avenement à cette couronne, et l'obliger de plus en plus à nous les continuer, en l'honorant d'une dignité que sa condition et sesdits services lui on fait bien mériter, et qui, passant à ses héritiers, les invitent à suivre l'exemple de celui de qui la fidélité inviolable et les services leur auroient acquis un tel avantage, savoir faisons que Nous, pour ces causes et autres bonnes considérations à ce nous mouvant, étant bien et duement informé que la terre, baronnie et marquisat de Mortemart consiste en un beau domaine et grand revenu, et que d'icelui dépendent plusieurs terres, seigneuries et paroisses; savoir : Morterol, Novie, Blond, Vaury, Brillola, partie des paroisses de Cieux, et le fief du Fraisse, la paroisse de Javerdat, partie de la paroisse de Bussière-Beaufit et des paroisses de Morterolles, Saint-Christophe et Mézières, avec le fief, justice et seigneurie de Rochelidoux, et plusieurs autres fiefs, et qu'avec ladite terre ont été jointes et possédées par les précédents seigneurs de Mortemart la baronnie de Saint-Victurnien, de laquelle dépendent les châtellenies d'Oradour-sur-Glane, du Rupaire, Puigaillard et Lafauvette, et la paroisse de Saint-Marie-de-Vaux, avec les fiefs de Rochebrune, Maraffy, Razé et Bonat, les terres, baronnies et châtellenies de Lussac, Verriere et Dienné, et les membres qui en dépendent, dans laquelle terre de Mortemart sont aussi deux couvents d'Augustins et Carmes, ci-devant fondés par un cardinal de Mortemart, desquels dépendent plusieurs revenus notables, composés de fonds de terre, justice et seigneuries, même de la seigneurie de Limalogie, et partie de la ville de l'Isle-Jourdain; que ladite terre a encore plusieurs droits suffisans pour maintenir et entretenir à un titre honorable : avons, de l'avis de la reine régente, notre tres-honorée dame et mere, et de notre tres-cher et bien amé oncle le duc d'Orléans, des princes de notre sang, officiers de notre couronne, et autres personnes notables de notre conseil, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, créé et érigé, créons et érigeons par ces présentes, signées de notre main, la terre, baronnie et marquisat de Mortemart, avec les terres, baronnies et seigneuries ci-dessus nommées, et membres en dépendants, en nom, dignité et prééminence de duché et pairie de France, et conséquemment ledit marquis de Mortemart et ses successeurs mâles, être nommés et réputés *ducs de Mortemart et pairs de France*, pour en jouir et user par lui, et, apres son décès, par sesdits hoirs et successeurs mâles, seigneurs de ladite terre de Mortemart, perpétuellement et à

toujours, en titre et dignité de duché et pairie de France, avec les honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, franchises et libertés que les autres ducs et pairs de France ont, et dont ils usent, tant en justice, juridiction, séance en nos cours de parlement, avec voix et opinion délibérative, qu'en tous autres endroits quelconques, soit en assemblée de noblesse, faits de guerre, que autres lieux et actes de séance, d'honneur et de rang, et sous le ressort de notre cour de parlement de Paris, en laquelle voulons que les appellations qui seront interjetées des officiers dudit duché ressortissent nuement et sans moyen, et à cette fin avons icelle terre de Mortemart, avec les seigneuries mentionnées ci-dessus, distraite et exemptée, distrayons et exemptons de toutes nos autres cours et juridictions où elles avoient accoutumé de ressortir, tant en première instance que par appel, auparavant la première création, et en tous cas, fors et excepté les cas royaux seulement, dont la connoissance appartiendra à nos juges par devant lesquels ils avoient accoutumé de ressortir auparavant cette présente érection, lequel duché et pairie ledit marquis de Mortemart tiendra nuement et en plein fief, sous une seule foi et hommage de nous et de notre couronne, laquelle foi et hommage il sera tenu de nous faire et prêter en qualité de duc et pair de France, et, comme tel, nous voulons, entendons et nous plaît que tous les vassaux et tenant fiefs le reconnoissent, et, quand écherra, lui fassent et prêtent, et à sesdits enfans successeurs mâles, les foi et hommage et autres reconnoissances, baillent aveux et dénombrements, fassent et payent les devoirs selon la nature des terres qu'ils tiennent de lui audit titre et qualité de duc et pair de France; et, pour l'exercice de la juridiction dudit duché, voulons que ledit marquis de Mortemart et ses successeurs ducs de Mortemart puissent établir un siège de la justice en la ville de Mortemart, avec les officiers qu'il appartiendra, sous le titre, scel et autorité de duc de Mortemart et pair de France; à la charge que, défailant la ligne masculine dudit marquis de Mortemart et de ses descendants mâles, par légitime mariage, ladite qualité de duc et pair de France demeurera éteinte, et retournera ledit marquisat de Mortemart et les terres y jointes et incorporées en l'état qu'elles étoient avant la présente érection, sans que, par le moyen d'icelles, ni des édits et déclarations des années mil cinq cent soixante-deux, mil cinq cent soixante-dix-neuf, mil cinq cent quatre-vingt-un, et mil cinq cent quatre-vingt-deux, vérifiés en notre cour de parlement, sur l'érection des duchés, marquisats et comtés, l'on puisse prétendre ledit duché être uni et incorporé à notre couronne, par défaut d'hoirs mâles, ni nous, ni nos successeurs rois y puissions prétendre aucun droit, défailant ladite ligne masculine, en vertu desdites déclarations, auxquelles nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes, d'autant que, sans cette condition, ledit marquis de Mortemart n'auroit voulu et ne voudroit accepter la présente création et érection de duché et pairie. Si DONNONS en mandement à nos amés et féaux les gens tenant nos cours de parlement, chambre de nos comptes à Paris, et autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, et à chacun d'eux en droit soi, que ces présentes ils fassent lire, publier et enregistrer, et du contenu en icelles jouir et user pleinement ledit marquis de Mor-

temart, sesdits hoirs, successeurs et ayant cause, ses vassaux tenant fiefs, sans leur faire, mettre ni souffrir leur être fait, mis ou donné aucun empêchement au contraire; lequel, si fait, mis ou donné leur étoit, le fassent incontinent réparer, contraignant à ce faire et obéir tous ceux qu'il appartiendra, par toutes voies dues et raisonnables. Car tel est notre plaisir, nonobstant nos édits et déclarations faits sur la réunion et réversion en notre couronne des duchés, marquisats et comtés de nouvelle érection, et toutes autres lettres à ce contraires, auxquelles et aux déroatoires y contenus nous avons, de notre même puissance et autorité royale, dérogé et dérogeons par ces présentes; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel, sauf en autres choses notre droit, et l'autrui en toutes. Donné à Paris, au mois de décembre, l'an de grâce mil six cent cinquante, et de notre regne le huitieme. *Signé* LOUIS. Et sur le repli: par le roi, la reine régente, sa mère, présente, LE TELLIER. Et scellé, sur lacs de soie, du grand sceau de cire verte.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

SEANCE DU 31 JANVIER 1862.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents MM. Ardant (Maurice), Ardant du Masjambost, Astaix, Bonat, de La Bonne, Bonnin, Brisset, Buisson, Chapoulaud (Alfred), Ducourtieux, Guillemot, Lansade, de La Marsonnière, Nivet-Fontaubert, Poyet, Ruben, Talabot, Brunet.

M. le comte Ferdinand de Lasteyrie, membre de l'Institut, membre honoraire de la Société, assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Les ouvrages reçus depuis la dernière séance à titre de don, d'échange ou d'abonnement sont distribués à MM. de La Marsonnière, Poyet, de La Bonne, Talabot et Brunet.

La Société vote des remerciements à M. de La Marsonnière, qui lui a fait hommage de divers travaux historiques et littéraires. M. Brunet a été chargé de l'examen de ces travaux pour en rendre compte dans une séance ultérieure.

M. Alfred Chapoulaud dépose la présentation, écrite et signée par lui et par M. l'abbé Roy-Pierrefitte, de M. Font-Réaux, chanoine à la cathédrale de Limoges, comme membre titulaire.

La parole est donnée à M. le comte de Lasteyrie, qui remercie la Société, en termes pleins de courtoisie, de lui avoir conféré la dignité de membre honoraire. Il dit que depuis long-temps il avait le vif désir d'assister à l'une de nos séances, et se félicite d'avoir pu réaliser ce désir aujourd'hui.

Notre honorable compatriote et sociétaire donne ensuite lecture d'un mémoire dans lequel il s'attache à rechercher les

origines de l'industrie des émaux en Limousin. Répondant aux attaques qui se sont produites contre l'ancienneté de cette industrie, il démontre avec une grande élévation de style, une grande autorité de science, que c'est bien là une industrie nationale, et réfute, preuves en mains, les opinions qui veulent que l'émaillerie ait été importée d'Allemagne ou de Venise en Limousin.

Sa réponse s'adresse plus particulièrement à un mémoire lu par M. de Verneilh lors de la réunion du Congrès scientifique à Limoges. « Naguère, en plein congrès, s'écrit M. de Lasteyrie, on demandait au Limousin de renoncer à ses prétentions : je lui demande au contraire de maintenir ses droits. »

Cette lecture d'un travail plein d'érudition, d'aperçus ingénieux et savants, et dans lequel la sobre élégance du style ne se fait pas moins admirer que la profondeur de la science, est écoutée par l'assemblée avec un intérêt constamment soutenu. Lorsque M. de Lasteyrie cesse de parler, des applaudissements unanimes se font entendre, et cette manifestation, toute contraire aux habitudes de la Société, peut lui faire comprendre combien est vive notre admiration, et combien nous lui sommes reconnaissants d'avoir consenti à prendre une part directe à nos modestes travaux.

L'ordre du jour appelle ensuite le rapport de la commission nommée dans la séance du 26 juillet dernier.

M. Brunet rend compte des travaux de cette commission, et il soumet, en son nom, un projet de règlement à l'approbation de la Société.

Après quelques discussions de détail, auxquelles prennent part MM. Talabot, Poyet, de La Marsonnière, Ruben, de La Bonne et Brunet, le règlement proposé est mis aux voix, article par article, et adopté dans les termes suivants :

ARTICLE PREMIER. — La Société Archéologique et Historique du Limousin décernera chaque année un prix consistant en une somme d'argent et une médaille d'argent, d'une valeur totale de 300 fr., au Mémoire qui aura traité de la manière la plus satisfaisante une question mise au concours.

Ce prix pourra être suivi de mentions honorables, au nombre de deux, consistant en médailles de bronze.

ART. 2. — Elle décernera en outre, tous les cinq ans, un prix consistant en une somme d'argent et une médaille d'or, d'une valeur totale de 500 fr., à l'ouvrage estimé le meilleur, publié dans cette période, et traitant de

matières historiques ou archéologiques relatives à la province ou à une partie de la province du Limousin.

ART. 3. — Pour distribuer ces prix, il sera tenu, chaque année, au mois de juillet, une séance publique et solennelle, dans laquelle un rapport sera fait sur les mémoires et publications couronnés.

A cette même séance, le secrétaire général devra présenter un compte-rendu des travaux de la Société.

ART. 4. — Dans la séance de janvier de chaque année, la Société sera appelée à décider quelle question sera mise au concours pour l'année suivante. Son choix s'exercera sur trois questions proposées par le comité de publication.

Le secrétaire général prendra les mesures nécessaires pour donner au concours toute la publicité possible.

ART. 5. — Les mémoires devront être adressés au secrétaire général avant le 1^{er} avril. Chacun d'eux portera en tête une épigraphe, qui sera reproduite sur un billet cacheté dans l'intérieur duquel se trouveront le nom, la profession et le domicile de l'auteur.

Tout mémoire qui porterait d'une autre manière l'indication du nom de son auteur sera mis hors de concours.

Les mémoires arrivés après le 1^{er} avril pourront aussi être mis hors concours.

ART. 6. — Le jury d'examen se composera des membres du comité de publication, et de deux membres désignés par la Société dans la séance, de mars.

Il sera présidé par le secrétaire général, dont la voix, en cas de partage, sera prépondérante.

Ses décisions seront soumises à la Société dans la séance de juin, et ne deviendront définitives qu'autant qu'elles auront été approuvées par elle.

Dans cette même séance, et après le vote définitif de l'assemblée, les billets cachetés se référant aux mémoires couronnés seront ouverts.

ART. 7. — Le secrétaire général est autorisé à rendre, dans un délai de quatre mois à partir de la séance publique de juillet, les mémoires non couronnés aux auteurs qui les réclameront, et dont il constatera l'identité en décachetant leurs billets.

Passé ce délai, les mémoires non réclamés resteront la propriété de la Société. Ils seront déposés aux archives, et les billets s'y référant seront brûlés en séance sans avoir été décachetés.

ART. 8. — Si aucun des mémoires produits ne mérite d'être couronné, la Société pourra soumettre la question à un nouveau concours.

ART. 9. — Les auteurs d'ouvrages pouvant prétendre au prix quinquennal sont invités (sans que cela soit obligatoire) à les adresser en double exemplaire au secrétaire général de la Société.

ART. 10. — Les membres de la Société, à l'exception de ceux qui feront partie du jury d'examen, seront admis à concourir pour tous les prix.

Dispositions transitoires. — ART. 11. — Le prix annuel sera, pour la première fois, décerné en 1863. La Société décidera dans la séance de mars 1862 quelle question sera mise au concours.

Le prix quinquennal sera, pour la première fois, décerné en 1866 pour

les ouvrages parus dans les années 1861, 1862, 1863, 1864 et 1865. Il sera décerné pour la seconde fois en 1871, et ainsi de suite, tous les cinq ans, pour les ouvrages parus dans la période quinquennale expirant le 31 décembre de l'année précédente.

M. Buisson de Mavergnier rend compte de la mission qui lui a été confiée dans la séance du 31 mai dernier au sujet d'une demande de gratification faite par le garde-musée. Il propose de faire droit à cette demande, et d'accorder une somme de cent francs.

Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

M. Ruben fait observer que, dans la séance du 30 août dernier, la Société a mis une somme de 4,500 fr. à la disposition du directeur du musée pour achat d'émaux provenant de la collection du regrettable abbé Texier. Il demande quelle suite a été donnée à cette affaire. M. Buisson de Mavergnier répond que tout arrangement a été impossible avec M. Rémy Texier, qui évalue ses émaux à un chiffre dépassant du double l'allocation votée par la Société. M. Ruben propose alors de supprimer le crédit de 4,500 fr. Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

M. Buisson de Mavergnier donne lecture de la première partie d'une étude qu'il intitule : *Limoges au v^e siècle*. Ces premiers chapitres d'un travail auquel notre honorable collègue donnera une suite sont, pour prendre ses expressions, une promenade archéologique, sentimentale et poétique dans Limoges au v^e siècle, promenade qui commence par le cimetière gallo-romain, et se poursuit jusqu'au palais de Duratius. L'assemblée écoute cette lecture avec un vif intérêt, et remercie l'auteur de sa communication.

L'ordre du jour n'est pas épuisé ; mais, à raison de l'heure avancée, la séance est levée.

Le Secrétaire général,
J. BRUNET.

SÉANCE DU 28 FÉVRIER 1862.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Maurice Ardant, Buisson de Mavergnier, Chapoulaud père, Chapoulaud fils, Ardant du Masjambost, de La Marsonnière, Nivet, Poyet, Lansade, Allélix, Reculès et Astaix.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. le président proclame comme membre résidant M. le chanoine Font-Réaux, qui avait été présenté dans la séance du 31 janvier.

Lecture est donnée de la liste des ouvrages reçus par la Société depuis la dernière séance, et quelques-uns de ces ouvrages sont confiés à plusieurs membres, qui voudront bien en rendre compte prochainement, savoir : à M. de La Marsonnière, *Bulletin des Antiquaires de France* ; à M. Allélix, le *Bulletin monumental* ; à M. Maurice Ardant, *Récompenses aux sociétés savantes*.

La Société procède ensuite aux élections annuelles, après que M. Astaix, trésorier, a rappelé aux membres présents que ses occupations ne lui permettaient pas de continuer à gérer les fonds de la Société, et a prié en conséquence les mêmes membres à ne perdre sur lui aucune de leurs voix.

Sont nommés :

Président, M. Alluaud ;

Vice-président, MM. Maurice Ardant et Bonnin ;

Secrétaire général, M. Brunet ;

Secrétaire archiviste, M. Ruben ;

Secrétaire trésorier, M. Brisset ;

Directeur du musée, M. Buisson.

Membres de la commission du musée céramique : MM *** et Sazerat, fabricant de porcelaine.

M. Buisson de Mavergnier, au nom de M. de La Bonne ; M. Nivet, au nom de M. Parant ; M. Maurice Ardant, en son nom personnel, lisent les comptes-rendus dont ces messieurs étaient chargés précédemment.

M. Nivet lit un document du milieu du XVII^e siècle (1645), document dans lequel il s'agit d'une châsse de saint Martial faite

à neuf, et où se trouvent des noms dont les familles existent encore dans le pays.

M. Astaix, secrétaire-trésorier, dépose sur le bureau les comptes de la Société pour l'année 1861.

Une commission, composée de MM. Buisson de Mavergnier, Chapoulaud père et Poyet, est désignée par M. le président pour vérifier lesdits comptes, et faire son rapport dans la prochaine séance.

La séance est levée à 9 heures 1/2.

SÉANCE DU 28 MARS 1862.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Présents : MM. Ardant (Maurice), Levieil de La Marsonnière, Buisson de Mavergnier, Chapoulaud (Alfred), Nivet-Fontaubert, Poyet, Reculès, Allélix, Brisset (Frédéric.)

M. Frédéric Brisset, secrétaire trésorier, en l'absence de M. Joseph Brunet, secrétaire général, et de M. Ruben, secrétaire archiviste, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Ce procès-verbal est adopté.

M. Poyet dépose sur le bureau la présentation, écrite et signée de lui et de M. l'abbé Roy-Pierrefitte, de M. Pérathon, négociant à Aubusson, membre de plusieurs sociétés savantes, comme membre correspondant.

M. le secrétaire-trésorier donne ensuite lecture de deux lettres :

La première, contenant la démission de M. Peigné de Lacour, membre correspondant ;

La seconde, de M. Joseph Brunet, vice-président du tribunal civil, élu secrétaire général à la dernière séance. Par cette lettre, M. Joseph Brunet, qui avait déjà écrit lors de la dernière séance pour prier la Société de ne pas lui continuer les fonctions

dont il était chargé, remercie ses collègues de leur bienveillante sympathie, et exprime le regret de ne pouvoir, à cause de ses occupations et de sa santé, accepter les fonctions de secrétaire-général.

Cette démission est accueillie avec peine par la Société, qui appréciait le mérite et le zèle de son secrétaire général.

M. le secrétaire trésorier donne lecture des dons et envois faits au musée et à la bibliothèque. Des remerciements particuliers sont votés à M. Bourgoin-Mélisse pour un don fait au musée. Quelques-uns des ouvrages reçus sont confiés à plusieurs des membres, qui veulent bien se charger d'en faire le rapport à une prochaine séance.

M. le président donne ensuite la parole au rapporteur de la commission du budget.

M. Buisson de Mavergnier, nommé rapporteur de cette commission, lit un travail sur les comptes de l'exercice clos (1864). Cet exercice se balance par un excédant de 4,538 fr. 30 c., versé par M. Astaix, secrétaire trésorier sortant, entre les mains de M. Frédéric Brisset, nouveau secrétaire trésorier, lequel lui en a donné décharge. Ce travail constate la régularité parfaite des comptes de M. le secrétaire trésorier sortant. Suivant les conclusions du rapporteur, ces comptes sont approuvés, et des remerciements sont votés à M. Astaix.

Il présente ensuite un projet de budget pour 1862. Ce projet de budget, qui sera déposé aux archives, est adopté sans observations dans tous ses détails.

Un des articles de ce budget (la somme de trois cents francs pour fouilles à exécuter) est particulièrement recommandé à l'attention de la Société par M. le rapporteur, qui fait ressortir avec beaucoup de force l'importance de ce crédit et les résultats souvent inespérés que les fouilles ont produits; il propose donc de nommer une commission qui sera chargée de choisir les emplacements dans lesquels des fouilles pourront être utilement faites, et d'en surveiller l'exécution.

La Société, adoptant cette proposition, nomme membres de ladite commission :

MM. Maurice Ardant, Levieil de La Marsonnière, Lansade, Poyet, Nivet-Fontaubert.

M. Buisson de Mavergnier fait ensuite connaître à la Société une proposition de M. Brunet relative à l'achat d'inscriptions limousines recueillies par M. Pâris.

Cette proposition est renvoyée à l'examen d'une commission composée de MM. Maurice Ardant et l'abbé Roy-Pierrefitte.

La parole est ensuite donnée à M. de La Marsonnière, chargé de faire le rapport du comité de publication, et de soumettre à la Société les trois questions proposées par ce comité, et sur lesquelles, aux termes de l'art. 4 du règlement des concours, doit être choisie celle qui sera mise au concours.

M. le secrétaire général ayant adressé aux membres de la Société une circulaire pour les prier d'indiquer les questions qui leur sembleraient devoir être mises au concours, il a été répondu par MM. Arbellot, Bonat, Nadaud, Talabot, Combet, Bonnèlie, Poyet, Bosvieux, Ardant, Gay de Vernon, qui ont proposé un total de vingt-six questions. Toutes présentaient un intérêt sérieux, et étaient dignes d'être proposées : trois seulement ont dû être choisies aux termes du règlement. Ce sont les suivantes :

1^o Étudier le règne de la vicomtesse Marguerite au XIII^e siècle; retracer ses luttes avec les divers pouvoirs qui se partageaient le gouvernement du Limousin et de la ville de Limoges en particulier; faire à cette occasion le tableau de ces rivalités de pouvoir, qui ne cessaient d'agiter la capitale de notre province jusqu'à l'anéantissement de la féodalité. — A l'occasion de ce règne, donner sommairement l'historique de la vicomté de Limoges, son origine et sa fin, son étendue territoriale; les droits seigneuriaux du vicomte, ses privilèges, ses rapports avec les autorités administratives, militaires et municipales.

2^o Du couronnement des ducs d'Aquitaine à Limoges. — Origine de cette cérémonie. — Est-elle antérieure au sacre de Pepin et des rois de France? — Quels sont les ducs qui ont été sacrés à Limoges? — Détail et symbolique des cérémonies du couronnement. — Dans quelle église et par qui se faisait le couronnement?

3^o A quelle époque remontent la constitution de la commune de Limoges et l'organisation du pouvoir consulaire? — Quelle était l'organisation de ce pouvoir et son étendue? — Quel était le nombre des consuls? Comment et pour combien de temps étaient-ils élus? Formaient-ils un conseil? Administraient-ils ensemble ou par un délégué spécial? — Jusqu'à quelle époque le consulat a-t-il duré?

La première question a été votée à l'unanimité, moins une voix, qui s'est portée sur la troisième.

La parole est donnée à M. Chapoulaud fils pour lire un mémoire de M. Maurice Ardant sur les médailles et médaillons *bractéates* du moyen âge, *Agnus-Dei*, deniers de mariage d'orfèvrerie limousine.

Ce curieux travail de notre savant vice-président a été écouté avec un vif intérêt. (Renvoi au comité de publication.)

M. Frédéric Brisset, au nom de M. Brunet, absent, a fait un rapport verbal sur l'*Almanach limousin* (année 1862) offert à la Société par M. Henri Ducourtieux.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à neuf heures et demie.

Le secrétaire trésorier,

F. BRISSET.

SÉANCE DU 2 MAI 1862.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Ardant (Maurice), l'abbé Lecler, l'abbé Rougerie, Astaix, Poyet, Buisson de Mavergnier, Briaset (Frédéric).

Le secrétaire-trésorier, en l'absence du secrétaire général et du secrétaire-archiviste, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Ce procès-verbal est adopté.

Il est ensuite procédé au dépouillement de la correspondance. Une lettre du ministère de l'instruction publique, qui contient la demande des noms des membres de bureau de la Société, est remise à M. le vice-président, qui veut bien se charger d'y répondre ; les autres lettres sont remises à qui de droit.

Il est ensuite donné lecture de la liste des dons et envois faits à la bibliothèque et au musée. Des remerciements sont votés aux

donateurs. Quelques ouvrages sont distribués aux membres présents.

M. le président proclame comme membre correspondant M. Cyprien Pérathon, d'Aubusson, qui avait été présenté dans la dernière séance par MM. Poyet et Roy-Pierrefitte.

M. Édouard Buisson de Mavergnier lit un rapport sur les ouvrages offerts à la Société par M. Levieil de La Marsonnière.

Il est ensuite procédé à l'élection d'un secrétaire général en remplacement de M. Joseph Brunet. Tous les suffrages s'étant portés sur M. Levieil de La Marsonnière, premier avocat général près la cour impériale de Limoges, M. le président le proclame secrétaire général, et invite M. le secrétaire trésorier à lui donner avis de sa nomination.

M. le secrétaire trésorier lit un rapport de M. Ardant sur les récompenses accordées aux sociétés savantes en 1864, et la traduction (aussi par M. Maurice Ardant) d'une curieuse invitation au service funèbre célébré pour le roi Louis XIII dans la chapelle du collège de Limoges. — Envoi au Comité de publication.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 9 heures 1/2.

Le secrétaire trésorier,

A. BRISSET.



SÉANCE DU 30 MAI 1862.



Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Maurice Ardant, vice-président, Bonnin, vice-président, Talabot, Chapoulaud fils, Édouard Buisson de Mavergnier, Lansade, Nivet-Fontaubert, François Reculès, Frédéric Brisset.

M. Frédéric Brisset, secrétaire trésorier, en l'absence de M. Émile Ruben, secrétaire archiviste, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance. Ce procès-verbal est adopté sans observation.

Il est ensuite procédé au dépouillement de la correspondance et à la lecture de la liste des dons et envois faits à la bibliothèque et au musée. *Les Beaux-Arts*, revue nouvelle, 40^e livraison, le *Congrès Archéologique de France*, xxviii^e session, sont remis à MM. Lansade et Nivet-Fontaubert, qui veulent bien se charger d'en faire le rapport à une prochaine séance.

Il est ensuite procédé à l'élection d'un secrétaire général en remplacement de M. de La Marsonnière, non acceptant. M. Émile Ruben ayant réuni tous les suffrages, moins une voix, donnée à M. Édouard Buisson de Mavergnier, est proclamé secrétaire général par M. le président, qui invite M. le secrétaire à lui donner avis de sa nomination.

M. Chapoulaud fils lit un mémoire de M. Maurice Ardant sur les fouilles de la rue de la Courtine. (Envoi au Comité de publication.)

M. Nivet-Fontaubert obtient la parole pour une proposition qu'il veut faire à la Société :

Dans une visite qu'il a faite à l'église de la Mission (hospice de Limoges), il a remarqué un reliquaire fort beau. Il serait d'avis de le faire reproduire par la photographie. Les détails pleins de feu qu'il donne sur les beautés de ce reliquaire, la confiance qu'inspire son goût artistique, décident la Société à prier M. Buisson de Mavergnier, directeur du musée, de s'entendre avec un artiste pour obtenir la reproduction de cette petite châsse; il lui est voté, à cet effet, un crédit de confiance, avec cette explication que, si quelques autres reliquaires lui paraissent mériter d'être photographiés, il aura la latitude de les faire copier.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 9 heures.

Le secrétaire trésorier,

A. BRISSET.

SÉANCE DU 27 JUIN 1862.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM Allélix, Brisset, Alfred Chapoulaud,

Charreire, du Taya, Guillemot, de La Marsonnière, Nivet-Fontaubert, Poyet, Talabot, E. Ruben, de Graves (ce dernier membre arrivé trop tard, n'a pas pris part au scrutin ci-dessous).

M. Brisset, secrétaire trésorier, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance. Ce procès-verbal est adopté.

Plusieurs dons sont faits au musée et à la Société. Parmi les ouvrages offerts, il convient de mentionner l'ouvrage de M. Laforest *Limoges au XVII^e siècle*. — M. Guillemot, professeur d'histoire au lycée, est chargé de l'examen de ce volume.

M. Ruben remercie en quelques mots la Société de l'honneur inattendu qu'elle a bien voulu lui faire en le nommant secrétaire général.

Lecture est donnée d'une lettre dans laquelle M. Sénémaud, secrétaire de la Société Archéologique et Historique de la Charente, membre correspondant de la Société du Limousin, relève quelques erreurs qui se sont glissées dans le travail de M. Poyet sur les imprimeurs limousins. M. Poyet répond que les observations de M. Sénémaud sont fondées, et qu'il avait déjà fait justice de la plupart des erreurs signalées dans les *additions et corrections* jointes au tirage à part de son travail, et dont il demande l'insertion au Bulletin. Quant aux autres observations, M. Poyet en prend bonne note, et remercie l'auteur de la lettre.

On procède à l'élection d'un secrétaire-bibliothécaire-archiviste en remplacement de M. Ruben. M. Roméo Chapoulaud est élu à l'unanimité.

Sur la proposition de M. Maurice Ardant, la Société décide qu'elle prendra un abonnement d'un an au *Cabinet historique*, publié par M. L. Paris.

M. Poyet lit, comme complément à son travail sur les imprimeurs du Limousin, une Notice sur les papeteries de cette province; et M. Alfred Chapoulaud, pour M. Pérathon, donne lecture d'une Histoire des tapisseries d'Aubusson. Ces deux travaux sont écoutés avec intérêt, et renvoyés au Comité de rédaction.

La séance est levée à 9 heures 1/2.

Le secrétaire général,
É. RUBEN.

SÉANCE DU 1^{er} AOUT 1862.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Bonnin, Brisset, Alfred Chapoulaud, de La Marsonnière, Astaix, É. Ruben.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Lecture est donnée :

1^o D'une lettre dans laquelle M. Guillemot, professeur d'histoire au lycée, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance, obligé qu'il est de se rendre à Poitiers;

2^o D'une réclamation de M. Ardant du Masjambost. Cette réclamation est transmise à M. le secrétaire trésorier, qui est chargé d'y faire droit.

Depuis la dernière séance, plusieurs dons ont été faits soit au musée, soit à la bibliothèque de la Société. Une mention spéciale doit être faite pour les tableaux suivants :

1^o *La Femme au lézard*, par Bazin, 2^o *les Vendanges de Suresnes*, par Troyon, tableaux donnés par S. Exc. M. le ministre d'État; 3^o *la dernière Pensée*, par Protais, tableau offert par la Société des Amis des Arts.

L'assemblée charge M. le directeur du musée de faire parvenir à Son Excellence l'expression de sa sincère reconnaissance pour la haute et bienveillante protection dont la Société vient de recevoir un nouvel et éclatant témoignage. M. le directeur du musée est également chargé de remercier la Société des Amis des Arts du don fait au musée d'une des remarquables toiles de l'exposition.

Parmi les ouvrages offerts à la Société il faut aussi mentionner les deux ouvrages suivants, offerts par la Société des Amis des Arts du Limousin :

1^o *Compte-rendu des œuvres de peinture, sculpture, etc., exposées, en 1862, à Limoges*, un vol. in-8, par M. Édouard Hervé;

2^o *Le Salon de 1862 à Limoges*, par M. É. Lemas, un vol. in-48.

Remerciments, et renvoi à l'examen de M. de La Marsonnière.

Sur la proposition de son président, l'assemblée décide qu'il y aura une séance le 29 courant.

Un membre se plaint que le Bulletin de la Société ne contienne

pas de plus nombreux documents historiques. Il est à ce propos question des registres consulaires de la ville de Limoges, déposés à la bibliothèque communale. — M. Ruben dit que, malgré les nombreux extraits qu'on en a faits, ces registres contiennent encore une foule de matériaux complètement inédits. Il pense que leur publication jetterait un très-grand jour sur l'histoire de notre ville, et même sur celle de la province. L'assemblée reconnaît combien cette publication serait utile, et regrette de n'être pas assez nombreuse pour prendre une décision à ce sujet. La question est ajournée à une prochaine séance.

M. Ruben, pour M. Maurice Ardant, lit une notice intitulée : *les Marbreaux, célèbres orfèvres limousins*. L'assemblée remercie M. le président de la communication intéressante qu'il vient de lui faire.

La séance est levée à 9 heures 1/2.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 29 AOUT 1862.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Maurice Ardant, Bonnin, Buisson de Mavergnier, l'abbé Leclerc, Nivet-Fontaubert, É. Ruben.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

Présentation, par MM. Maurice Ardant et Émile Ruben, de M. Émile Hervy, notaire à Limoges, qui demande à faire partie de la Société en qualité de membre résidant.

Plusieurs dons sont faits soit au musée, soit à la bibliothèque de la Société Archéologique. — Remerciments aux donateurs.

Il avait été donné lecture à la dernière séance d'une réclamation faite par M. Ardant du Masjambost d'une somme de 40 fr. pour réparation de tableau. M. le secrétaire général est

autorisé à délivrer à M. du Masjambost mandat de ladite somme sur M. le trésorier de la Société.

Lecture est donnée d'une lettre dans laquelle M. le secrétaire général de la Société de l'*Union des Arts*, à Marseille, demande le concours de la Société Archéologique du Limousin, et l'échange de ses publications avec celles de l'Union des Arts.

A cette lettre est jointe une brochure intitulée *Union des Arts*, offerte à la Société de Limoges par la Société de Marseille.

L'assemblée remercie la Société de l'Union des Arts, et accepte de grand cœur la proposition qui lui est faite.

M. le président annonce que, dans les travaux de démolition faits dans l'église Saint-Pierre, on a découvert deux peintures murales qui se trouvaient de chaque côté d'une fenêtre ogivale. Ces peintures représentaient d'un côté *la Mort chrétienne*, de l'autre *la Mort impénitente*. Du reste, l'habile et savant architecte de la ville, M. Régnault, membre de notre Société, a eu soin de faire lever un calque de ces peintures, qui sera communiqué à la Société. M. Lansade a promis de colorier les dessins d'après les notes qu'il a prises *de visu* et les indications fournies par l'abbé Leclerc, qui a également étudié ces peintures. La Société prie MM. Maurice Ardant et Lansade de vouloir bien lui faire un rapport à ce sujet.

M. Nivet-Fontaubert demande à ce propos que chaque année il soit inscrit au budget une somme destinée à faire photographier les trouvailles de ce genre menacées de destruction. Il parle ensuite de pierres tombales qui se trouvent dans le chantier des travaux de la cathédrale, et demande qu'il soit nommé une commission chargée de s'entendre avec le chapitre de la cathédrale pour la cession de ces pierres.

Relativement à la première question, la Société décide que le directeur du musée est autorisé, autant que les ressources de la Société le permettront, à faire photographier les peintures ou monuments destinés à être détruits.

Relativement à la seconde question, la Société charge MM. Maurice Ardant et Buisson de Mavergnier de traiter avec le chapitre de Saint-Étienne de la cession des pierres tombales.

M. l'abbé Leclerc lit la première partie d'un intéressant mémoire relatif aux lanternes des morts éparpillées sur le sol limousin. A ce mémoire sont joints les dessins de ces monuments. La Société engage M. l'abbé Leclerc à terminer son mémoire, et à le soumettre au Comité de rédaction.

M. Buisson de Mavergnier donne lecture des lettres d'érection du marquisat de Mortemart en duché-pairie en faveur de Gabriel de Rochechouart. — Remercîments et renvoi à l'examen du Comité.

La séance est levée à 40 heures.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 29 OCTOBRE 1862.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Ardant, Breuill, Roméo Chapoulaud, Alfred Chapoulaud, Ducourtieux, Guillemot, Lansade, Perdoux, É. Ruben.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. F. de Verneilh, dans une lettre adressée à M. le président, prie la Société de vouloir bien renvoyer à la prochaine séance la lecture qu'il devait faire.

M. L. Sazerat écrit pour donner sa démission de membre résidant de la Société. — Présentation de M. François Renond, professeur au petit-séminaire d'Ajain, qui demande à faire partie de la Société en qualité de membre correspondant.

M. le président annonce qu'on vient de découvrir dans les déblais faits au jardin du lycée une pièce d'or de Louis XIII et un certain nombre de monnaies en bronze du même règne.

M. Alfred Chapoulaud fait, pour son père M. Roméo Chapoulaud, la lecture d'un rapport sur les n^{os} de février et de septembre 1862 de la *Revue des Sociétés savantes*. Ce rapport signale les éloges donnés au Bulletin de la Société par M. Rathery, membre de l'Institut, rapporteur au Comité des Sociétés savantes.

Renvoi au Comité de rédaction de la suite du travail de M. Pérathon sur les tapisseries d'Aubusson.

M. Guillemot, professeur d'histoire au lycée, auquel avait été

confié l'examen du livre de M. P. Laforest sur Limoges au xvii^e siècle, lit un consciencieux rapport sur cet important ouvrage. Les appréciations qu'il donne intéressent vivement l'assemblée, et M. le président complimente le critique.

M. Lansade, dans un travail clair et concis, rend compte des fouilles dont il vient de faire commencer l'exécution à la villa romaine dite *villa d'Antone*, près Pierre-Buffière. Les résultats obtenus en deux journées de travaux sont déjà si importants que M. Lansade ne doute pas que la continuation des fouilles n'amène la Société à des découvertes précieuses pour l'histoire de notre pays.

Le travail de M. Lansade est renvoyé à l'examen du Comité de rédaction, ainsi qu'une notice de M. Maurice Ardant sur les *monnaies des rois d'Aquitaine qui portent le nom de Limoges*.

La séance est levée à 40 heures.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 28 NOVEMBRE 1862.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Allélix, Astaix, Brisset, Brunet, Buisson de Mavergnier, Alfred Chapoulaud, de Graves, Nivet-Fontaubert, Peconnet, Reculès, É. Ruben.

MM. Félix de Verneilh et Ferdinand de Lasteyrie assistent à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Émile Hervy, notaire à Limoges, et M. l'abbé François Renon, professeur au petit-séminaire d'Ajain (Creuse), sont proclamés, le premier, membre résidant, le second, membre correspondant de la Société. — Présentation de M. Garrigou-

Lagrange, avoué, et de M. Antoine Desfray, photographe, résidant l'un et l'autre à Limoges.

Lecture ayant été donnée d'une lettre de M. l'abbé Leclerc, professeur au petit-séminaire du Dorat, l'assemblée, considérant que les dépenses faites par M. l'abbé pour aller décrire sur les lieux les divers monuments limousins connus sous le nom de *lanternes des morts* doivent être à la charge de la Société, autorise M. le secrétaire général à délivrer, sur M. le secrétaire trésorier, mandat de la somme portée au mémoire de M. Leclerc.

M. J. Brunet demande la parole. Il rappelle que S. Exc. M. le ministre de l'Instruction publique a mis au concours pour 1863 un prix de 4,500 fr. à décerner collectivement au membre d'une Société Archéologique qui présentera le meilleur dictionnaire topographique d'un département et à cette Société elle-même, soit 4,200 fr. pour l'auteur et 300 fr. pour la Société.

M. Bosvieux, archiviste de la Creuse, ajoute l'honorable membre, rédige un travail de cette nature pour ce département, et propose à la Société Archéologique du Limousin d'en accepter le patronage. C'est du reste un vote de confiance qu'il demande; car, le manuscrit devant être au ministère au plus tard le 34 décembre prochain, M. Bosvieux ne pourra guère, en raison de ce court délai, faire parvenir son travail au président de la Société du Limousin pour le transmettre à son Exc. avant le 27 ou le 28 décembre; de telle sorte qu'il ne sera pas possible à la Société d'en apprécier le mérite.

L'assemblée, confiante dans le savoir de M. Bosvieux, décide à l'unanimité qu'elle lui accorde son patronage.

M. Buisson de Mavergnier, directeur du musée, avait écrit à M. Adrien Dubouché, vice-président de la Société des Amis des Arts, pour le remercier du don fait par cette Société au musée de Limoges du magnifique tableau de M. Protais *la Dernière Pensée*. M. Dubouché, dans une réponse adressée à M. Buisson de Mavergnier, demande le sympathique concours de la Société Archéologique. L'assemblée remercie M. Adrien Dubouché de sa lettre, et lui renouvelle l'assurance de ses sympathies pour la Société des Amis des Arts.

M. Félix de Verneilh lit un long et savant travail en réponse au mémoire de M. Ferdinand de Lasteyrie intitulé : *Des Origines de l'Émaillerie limousine*. M. Ferdinand de Lasteyrie répond de vive voix à M. de Verneilh. La discussion scientifique qui

s'engage dans les termes les plus bienveillants entre les deux membres de la Société intéresse vivement l'assemblée, qui, par l'organe de son président, remercie les deux savants archéologues, et ne se sépare qu'à 10 heures 1/2.

Le mémoire de M. F. de Verneilh est renvoyé au Comité de rédaction.

Le secrétaire général,
É. RUBEN.

SÉANCE DU 26 DÉCEMBRE 1862.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

La séance est ouverte à 7 heures et 1/4. Sont présents : MM. Allélix, Astaix, Bonnin, Brisset, Buisson de Mavergnier, Roméo Chapoulaud, Hervy, de La Marsonnière, Nivet-Fontaubert, Reculès.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Le secrétaire lit une lettre de M. Font-Réaux, qui envoie sa démission, motivée sur l'impossibilité où il est d'assister aux séances à l'heure où elles ont lieu.

Il donne communication d'une lettre de M. le comte d'Héricourt, qui compte publier un Annuaire des Sociétés savantes, et demande les noms des membres du bureau et l'indication des principales publications qui ont eu lieu en 1862. — Cette demande, datée du 15 novembre, étant parvenue tardivement, ne pourra recevoir satisfaction que pour l'année 1864. Il sera répondu dans ce sens à M. le comte d'Héricourt.

MM. Garrigou-Lagrange et Desfray, présentés dans la dernière séance, sont admis.

MM. Maurice Ardant et Allélix présentent M. Dessalles, avocat, comme candidat.

M. de La Marsonnière fait quelques observations sur l'article du Règlement relatif à la composition du Comité de publication.

Il s'étonne de ne pas y voir figurer le président de la Société. Sur la demande de l'un des membres, il entre dans d'assez longs détails touchant l'administration de la Société des Antiquaires de l'Ouest, dans laquelle le président fait partie de toutes les commissions. Un membre répond que, cette Société ne s'occupant que d'antiquités, la tâche du président est beaucoup plus facile qu'elle ne le serait dans la nôtre, qui embrasse beaucoup d'autres branches, les tableaux et divers objets d'art.

Prié de rédiger sa proposition, M. de La Marsonnière la formule en ces termes :

« Je, soussigné,

» Considérant que, aux termes de l'article 32 du Règlement, un comité de publication, composé de cinq membres y compris le secrétaire général, a pour mission de composer le Bulletin, et de surveiller l'impression des mémoires admis par lui comme susceptibles d'être publiés ;

» Considérant que la publication est, de tous les actes d'une société scientifique, celui qui engage le plus sa renommée et sa responsabilité ;

» Considérant que, aux termes de l'article 46 du Règlement, le président, ou, en son absence, le vice-président, dirige les travaux de la Société ;

» Considérant que, ainsi qu'il vient d'être dit, la publication est un des actes à la direction desquels il importe le plus à la Société de faire participer le président,

» Propose à la Société de modifier le Règlement en ce sens que le Comité de publication sera composé de six membres, y compris le président, qui en aura la présidence, et le secrétaire général, qui en sera le secrétaire.

» Limoges, 26 décembre 1862.

» Signé LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE. »

Cette proposition est prise en considération par la Société ; mais, comme il s'agit d'une modification au Règlement, la discussion en est ajournée à une prochaine séance, à laquelle assisteront les membres qui ont pris part à sa rédaction.

M. Buisson de Mavergnier fait, sur la ville de Breth, cité ruinée sur les confins de la Haute-Vienne et de la Creuse, non loin de La Souterraine, une lecture qui est écoutée avec un vif intérêt, et qui est renvoyée au Comité de publication.

Le secrétaire donne ensuite communication, en l'absence de l'auteur, de quelques fragments d'un ouvrage important de M. Audouin, ancien maire de Limoges, intitulé : *« Mes Souvenirs, ou Récit des événements et des changements survenus à Limoges depuis près de deux siècles, et des faits que j'ai vus s'accomplir en France et dans cette ville depuis plus de soixante-dix ans »*.

L'auteur est un vieillard d'une mémoire prodigieuse, qui a beaucoup vu, beaucoup lu et beaucoup médité. Au premier aperçu, il semblerait qu'on pût désirer un peu plus d'ordre dans ses récits. Toutefois la lecture du sommaire des chapitres a attiré l'attention, et M. Audouin sera invité à communiquer à la Société quelques-uns de ses articles, notamment sur la révolution, le 9 thermidor, et sur son séjour à Paris en 1792, 93 et 94. Cette communication, si l'auteur veut bien nous la faire, sera l'objet d'une lecture dans une prochaine séance.

M. Nivet-Fontaubert a visité, il y a peu de temps, en compagnie de M. F. de Verneilh, les ruines de Courbefy et celles du château de Lastours. Il donne sur ce voyage scientifique quelques détails qui font vivement désirer la réalisation de la promesse faite par notre savant confrère de lire à la Société un travail sur ces intéressantes localités, bien dignes d'attirer l'attention des amis des études historiques, et sur lesquelles jusqu'à ce jour nos chroniqueurs ont gardé le silence le plus complet.

Une commission, composée de MM. Astaix, Buisson de Mavergnier et Bonnin, est nommée pour faire un rapport sur les comptes du trésorier pour l'exercice 1862.

La séance est levée à 9 heures 1/4.

Le secrétaire archiviste,

R. CHAPOULAUD.

Dans sa séance du 6 novembre 1862, le Comité de publication a décidé qu'à l'avenir il ne serait inséré dans le Bulletin aucun rapport sur les ouvrages offerts à la Société. (*Note du Comité de publication.*)

LISTE

*Des dons faits au Musée et à la Bibliothèque de la Société
pendant l'année 1862.*

DONS FAITS AU MUSÉE.

Par S. M. L'EMPEREUR : *La jeune Fille au lézard*, tableau par Bazin, 1845; — *les Vendanges de Suresnes*, par Troyon.

Par la SOCIÉTÉ DES AMIS DES ARTS : *la dernière Pensée*, par Protais.

Par M. BOURGOIN-MÉLISSE, de Saint-Junien : *tête d'ange* en pierre calcaire; — *chapiteau du XI^e siècle* en granit.

Par M. *** : *silex* en rognon creux, avec nodule intérieur libre, et renfermant de l'eau pure et claire au moment où l'on l'a cassé, provenant de la carrière de Pont-de-Planche près l'abbaye de La Charité (Haute-Saône); — *palimure*, trouvé dans une *chaille* à Neuville-la-Charité (Haute-Saône); — intérieur d'un *omonchite bicordatus* lam. quartzeux, trouvé dans une *chaille* à Neuville-la-Charité; — *silex sulfurifère*, provenant de l'abbaye de La Charité; — *calcaire siliceux lacustre*, avec *lymnées*.

Par M^{me} veuve Denis TARDIEU et M. Léon-Jacques TARDIEU : *médailles anglaises* d'aluminium et de caoutchouc.

Par M. LÉVY (Michel) : une *Vierge* et un très-petit *Christ*, le tout en cuivre.

Par M. DE LAFOND, de Salvanay : un *renard charbonnier*, tué par lui.

Par M. Firmin DELOR, de Péronne : une reproduction d'une médaille en bronze de la ville de Péronne, 1656 : VRBS NESCIA VINCI.

OUVRAGES OFFERTS A LA BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ.

Le Salon de madame Desroches aux grands jours, par M. LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE. — Don de l'auteur.

Rapport sur les travaux de la Société des Antiquaires de l'Ouest (1842-1843), par le même. — Don de l'auteur.

Rapport sur les travaux de la Société des Antiquaires de l'Ouest (1843), par le même. — Don de l'auteur.

Études historiques sur des textes de lois romaines, expliquant la destruction des monuments dans les derniers temps de l'empire d'Occident, par le même. — Don de l'auteur.

Poésies nationales du Poitou, par le même. — Don de l'auteur.

Discours de rentrée (1855), par le même. — Id.

Id. (1860), id. — Id.

Id. (1861), id. — Id.

Fragments du cartulaire de La Chapelle-Aude, recueillis et publiés par M. Chazaud. — Moulins, 1860, in-8. — Don de l'auteur.

Congrès artistique d'Anvers : discours de M. LEGRAND DE BEULANT. — Brochure de 15 pages. — Anvers, 1862. — Don de l'auteur.

Retable gothique de l'église paroissiale de Buvrines, par M. Th. LEJEUNE. — Brochure de 16 pages. — Mons, 1861. — Don de l'auteur.

Rapport sur la découverte de substructions gallo-romaines à Estienney-au-Val, par Th. LEJEUNE. — Brochure de 16 pages. — Mons, 1861. — Don de l'auteur.

Congrès archéologique de France, XXVIII^e session, tenue à Reims, Dives et Bordeaux, 1861, in-8.

Le Lion et le Bœuf sculptés au portail des églises, par M. l'abbé COBBLET. — Paris, 1862, in-8.

Les Marins du Poitou, discours prononcé, le 29 décembre 1861, par M. Gustave BARDY. — Poitiers, 1862, in-8. — Don de l'auteur.

Annuaire du département de la Haute-Vienne, par Joseph DUMONT. — Limoges, 1862, in-12. — Don de l'auteur.

Histoire de la ville et du canton d'Userche, par M. COMBET, 4^e livraison. — Tulle, 1862, in-8. — Don de l'auteur.

Société des Amis des Arts du Limousin. — Compte-rendu des œuvres de peinture, sculpture, dessin, gravure, et des ouvrages d'art en porcelaine, par Édouard HERVÉ. — Limoges, 1862, in-8. — Don de la Société des Amis des Arts.

Le Salon de 1862 à Limoges, par É. LEMAS. — Limoges, 1862, in-8. — Don de la Société des Amis des Arts.

Dictionnaire topographique du département de l'Yonne, par Max. QUANTIN. — Paris, 1862, in-4. — Don de S. Exc. M. le ministre de l'instruction publique.

Ville de Moulins. — Exposition archéologique et artistique de 1862. — Notice des objets d'art, d'antiquité et de curiosité, et des tableaux, dessins et gravures. — Moulins, 1862, in-12.

Études historiques sur le Bas-Limousin, par M. DE LA ROUVERADE. — Tulle, 1862, in-8. — Don de l'auteur.

Fouilles de Neuvy-sur-Daranjon; réponse à M. Léon Renier, par M. H. BOYER. — Bourges, 1862, in-8. — Don de l'auteur.

Répertoire archéologique du département de l'Aude, rédigé sous les auspices de la Société d'Agriculture, Sciences et Belles-Lettres du département, par M. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. — Paris, 1861, in-4. — Offert par M. le ministre de l'instruction publique.

Répertoire archéologique du département de l'Oise, rédigé sous les auspices de la Société académique d'Archéologie, Sciences et Arts de ce département, par M. Emmanuel WOILEZ. — Paris, 1862, in-4. — Offert par M. le ministre de l'instruction publique.

L'art du moyen âge et les causes de sa décadence, d'après M. Renan, par Félix de VERNEILH. — 1862, in-4. — Don de l'auteur.

LISTE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

POUR L'ANNÉE 1862.

BUREAU.

Président-nd. — M. le comte DE BOUVILLE, O *, préfet de la Haute-Vienne.

Président. — M. ALLUAUD aîné, O *.

Vice-Présidents. — MM. Maurice ARDANT et BONNIN, *.

Secrétaire général. — M. É. RUBEN.

Secrétaire-bibliothécaire et Archiviste. — M. ROMÉO CHAPOULAUD.

Secrétaire trésorier. — M. FR. BRISSET.

Directeur du Musée. — M. BUISSON DE MAVERGNIER.

MEMBRES DU CONSEIL.

MM. TIXIER-LACHASSAGNE, C *, premier président.

Armand NOUALHIER, *, député au Corps législatif.

Le docteur BARDINET, *, directeur de l'école de médecine.

COMITÉ DE PUBLICATION.

Secrétaire général. — M. É. RUBEN.

MM. BUISSON DE MAVERGNIER, Alfred CHAPOULAUD, TALABOT, DE LA MARSONNIÈRE.

CONSERVATEURS.

Tableaux. — M. ARDANT DU MASJAMBOST.

Pierres sculptées. — M. REGNAULT.

Sculpture sur bois. — M. FAYETTE fils.

Médailles et sceaux. — M. Maurice ARDANT.

Zoologie, ornithologie, papillons. — M. ASTAIX.

Minéralogie, géologie, reptiles. — MM. ALLUAUD et ASTAIX.

Armes, objets d'art. — M. NIVET-FONTAUBERT.

COMMISSION DU MUSÉE CÉRAMIQUE.

MM. ALLUAUD, FAYETTE père, PERDOUX.

MEMBRES RÉSIDANTS.

MM.

ALLÉLIX (J.), négociant à Aixe.

ALLUAUD aîné, O *, ancien maire de Limoges et membre du conseil général de la Haute-Vienne, membre de l'Institut des Provinces et

MM.

de plusieurs autres sociétés savantes, président de la Société d'Agriculture de la Haute-Vienne. ARBELLOT, curé-archiprêtre de Rochechouart, correspondant des comités historiques.

- ARDANT (Louis)**, *, ancien maire de Limoges.
ARDANT (Eugène), imprimeur.
ARDANT (Maurice), archiviste de la Haute-Vienne, membre de la Société impériale des Antiquaires de France.
ARDANT DU MASJAMBOST, professeur de peinture.
ASTAIX, professeur à l'école de médecine.
AUDOUTIN (Joseph), ancien maire de Limoges.
BARDINET (Alphonse), *, directeur de l'école de médecine.
BARNY (Alexis), professeur à l'école de médecine.
BLANCHARD, docteur en médecine.
BARON DU TAYA, à Bussière-Boffy.
BONNEVAL (le marquis DE), C *, maréchal-de-camp.
BONNIN, *, inspecteur d'académie.
BOURDEAU-LAJUDIE père, ancien député.
BOURGOING-MÉLISSE, prop.. à Saint-Junien.
BOUVILLE (le comte DE), préfet de la Haute-Vienne.
BREUILH, avocat.
BRISSET (Frédéric), juge, à Limoges.
BRUNET, vice-président du tribunal civil de Limoges.
BUISSON DE MAVERGNIER (Édouard), docteur en droit.
CHAPOULAUD (Roméo), propriétaire.
CHAPOULAUD (Alfred), imprimeur.
CHARREIRE (Paul), organiste de la cathédrale.
CLUZELAUD, architecte, à Limoges.
CROSSAS (DE), lithographe.
DEFAYE fils, pharmacien, à Saint-Junien.
DESPRAY (Antoine), photographe.
DUBOIS, fabricant de porcelaine.
DU COURTIEUX (Henri), imprimeur.
DVERT, de La Gabie, propriétaire.
FAYETTE fils, architecte du département.
FAYETTE père, architecte.
FIZOT-LAVERGNE, avoué près la cour.
FOUGERAS-LAVERGNOLLE, notaire.
FOUGÈRES (Léopold), docteur en médecine.
FOURNIER, *, conseiller à la cour impériale.
GARRIGOU-LAGRANGE, avoué.
GOUJAUD fils, ornitholog., à Bellac.
GRAVE (DE), propriétaire.
GUILLEMOT, professeur d'histoire au lycée de Limoges.
HERVY (Émile), notaire.
LABONNE (DE), à Montbrun, commune de Dournazac.
LA BASTIDE (DE), *, capitaine d'état-major.
LABORDERIE, docteur en médecine.
LA GUÉRONNIÈRE (comte Alfred DE).
LAMY DE LURET (Édouard), banquier.
LANSADE, agent-voyer.
LAPORTE (Ernest), négociant.
LECLER (l'abbé), professeur au séminaire du Dorat.
LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE, premier avocat général.
MALLEVERGNE, *, président de chambre.
MAUBLANC (DE), propriétaire, à Saint-Junien.
NIVET-FONTAUBERT, négociant.
NOUALHIER (Armand), *, député au Corps législatif.
PARANT (Arthur), négociant.
PECONNET (Othon), maire de Limoges.
PERDOUX, professeur à l'école de modelage.
POUYAT (Émile), *, négociant.
RATTIER, avoué.
RECULES (François), pharmacien.
REGNAULT, architecte de la ville de Limoges.
ROGUES DE FURSAC (Victor), avocat.
ROUGERIE (l'abbé), professeur au petit-séminaire du Dorat.
RUBEN (Émile), conservateur de la bibliothèque communale.

TALABOT (Auguste), *, président de chambre honoraire.	TIXIER-LACHASSAGNE, C *, premier président.
TANDEAU DE MARSAC (l'abbé), vicaire à St-Pierre.	TRUOL DE BEAULIEU, *, banquier.
TARNEAUD (Firmin), banquier.	VÉDRINE, curé d'Arnac-la-Poste.
TARNEAUD (Frédéric), propriétaire.	VERGNIAUD (Léonce), propriétaire.

MEMBRES HONORAIRES.

MM.

CRUVEILHIER, O *, professeur à l'école de médecine de Paris.
 DE MENTQUE, O *, préfet de la Gironde.
 MORISOT (Tiburce), O *, ancien préfet de la Hte-Vienne, fondateur du Musée.
 ST-MARC-GIRARDIN, O *, membre de l'Institut.
 MIGNERET, *, préfet du Bas-Rhin.
 MGT BERTEAUD, *, évêque de Tulle.
 DALESME, G O *, général de division du génie.
 MGT COUSSEAUD, évêque d'Angoulême.
 DE CAUMONT, O *, fondateur de la Société Française, à Caen.
 Michel CHEVALIER, O *, sénateur, membre de l'Institut.
 Le vicomte E. DE KERCKOVE-WARENT, président de la Société Archéologique de Belgique.
 Le général DE MONTRÉAL, G O *, sénateur.
 LASTEYRIE (le comte Ferdinand DE), membre de l'Institut, à Paris.
 GAY DE VERNON (le baron), *, à Saint-Léonard.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

BIAL (Paul), capitaine, professeur à l'école d'artillerie de Besançon.
 BONNAFOUS, conservateur de la bibliothèque, à Guéret.
 BONNÉLYE (François), bibliothécaire, à Tulle.
 BOSVIEUX (Auguste), archiviste de la Creuse, à Guéret.
 CARDAILLAC (le comte DE), chef de division au ministère d'État.
 CESSAC (l'abbé DE), au Grand-Bourg (Creuse).
 COLSON, docteur en médecine, à Noyon (Oise).
 COMBET, avocat, à Uzerche.
 CORNUDET (le vicomte Alfred DE), membre du conseil général de la Creuse, à Paris.
 D'ÉLOCHE, *, chef de bureau au ministère des travaux publics.
 DULEAU, numismate, à Orléans.
 D'ORLHAC, ingénieur civil, directeur des mines de Montigné, à Laval (Mayenne).
 GAY DE VERNON, capitaine de chasseurs, à Auch.
 GÉRY (Charles), préfet de la Corse, à Ajaccio.
 GISTEL (Jean) dit TILESUS, professeur à Ratisbonne.
 GRIGNARD (Émile), géomètre de première classe, à Paris.

- JUILLAC (le vicomte GUSTAVE de), secrétaire de la Société Archéologique du Midi, à Toulouse.
 LABORDERIE, docteur en médecine, à Pompadour.
 LAGARDE (Henri de), docteur en médecine, à Confolens.
 LAPORTE (DE), chirurgien au 19^e d'artillerie, à Bourges.
 LAROUVERADE (DE), conseiller honoraire à la cour de Bordeaux, à Tulle.
 LECOT (l'abbé), membre de la Société Académique de Noyon.
 NADAUD (Léon), *, premier président honoraire à la cour de Grenoble.
 NADAULT DE BUFFON, substitut à Châlons-sur-Saône.
 NALBERT, sculpteur, à L'Isle-d'Espagnac (Charente).
 PÉRATHON (Cyprien), négociant, à Aubusson.
 POYET (P.), ingénieur des mines, à Montluçon.
 RANCOGNE (Gustave DE), archiviste adjoint de la Charente.
 RENOND (l'abbé F.), professeur au petit-séminaire d'Ajain (Creuse).
 ROY-PIERREFITTE (l'abbé), curé-doyen de Bellegarde (Creuse).
 SAINT-GENIS (DE), *, directeur de l'enregistrement, à Valence.
 SÉNEMAUD, secrétaire de la Société Historique et Archéologique de la Charente.
 SIMON-CLÉMENT, juge suppléant, à Tulle.
 TALIN (l'abbé), curé à Gimel, canton de Tulle.
 TOUVENIN, membre de la Société de l'Histoire de France, à Paris.
 VERGNAUD-ROMAGNÉSI, rue Jeanne-d'Arc, à Orléans.
 VERNEILH (F. DE), au château de Puyrazeau (Dordogne).
 WILIBALD-ESSER, trésorier de l'Union historique du Palatinat, à Ratisbonne.

LISTE

DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

- Société Archéologique du Midi, à Toulouse.
 Société Archéologique du Midi, à Montpellier.
 Société Archéologique de l'Orléanais, à Orléans.
 Société Archéologique de Béziers.
 Société Archéologique et d'Histoire de la Charente, à Angoulême.
 Société d'Archéologie et d'Études scientifiques de Draguignan.
 Académie d'Archéologie de Belgique, à Anvers.
 Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
 Société des Antiquaires de France, à Paris.
 Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.
 Société d'Émulation du Doubs, à Besançon.
 Société d'Émulation de l'Allier, à Moulins.
 Société d'Émulation, à Montbelliard (Doubs).
 Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.

Société des Sciences et Lettres de Blois.

Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts de Lille.

Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts du département du Var, à Toulon.

Société Scientifique et Littéraire du Limbourg, à Tongres.

Société Scientifique des Deux-Sèvres, à Niort.

Société de l'Histoire de France, à Paris.

Société Historique et Littéraire du Bas-Limousin, à Tulle.

Commission historique du Cher à Bourges.

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux.

Commission Archéologique de Maine-et-Loire, à Angers.

Société Académique de l'Oise, à Beauvais.

Société Littéraire et Scientifique de Castres (Tarn).

Société Archéologique et Scientifique de Soissons (Aisne).

Société Havraise d'Études diverses du Havre (Seine-Inférieure).

Société des Sciences naturelles et historiques de l'Yonne, à Auxerre.

Société d'Histoire et d'Archéologie de Châlons-sur-Saône.

Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, à Chambéry.

Société Archéologique de Touraine, à Tours.

Société de l'Union des Arts, à Marseille.

TABLE DES MATIÈRES.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

	Page
Séance générale du 31 janvier 1862.....	300
— du 28 février 1862.....	304
— du 28 mars 1862.....	305
— du 2 mai 1862.....	308
— du 30 mai 1862.....	309
— du 27 juin 1862.....	310
— du 1 ^{er} août 1862.....	312
— du 29 août 1862.....	313
— du 29 octobre 1862.....	315
— du 28 novembre 1862.....	316
— du 26 décembre 1862.....	318

MÉMOIRES.

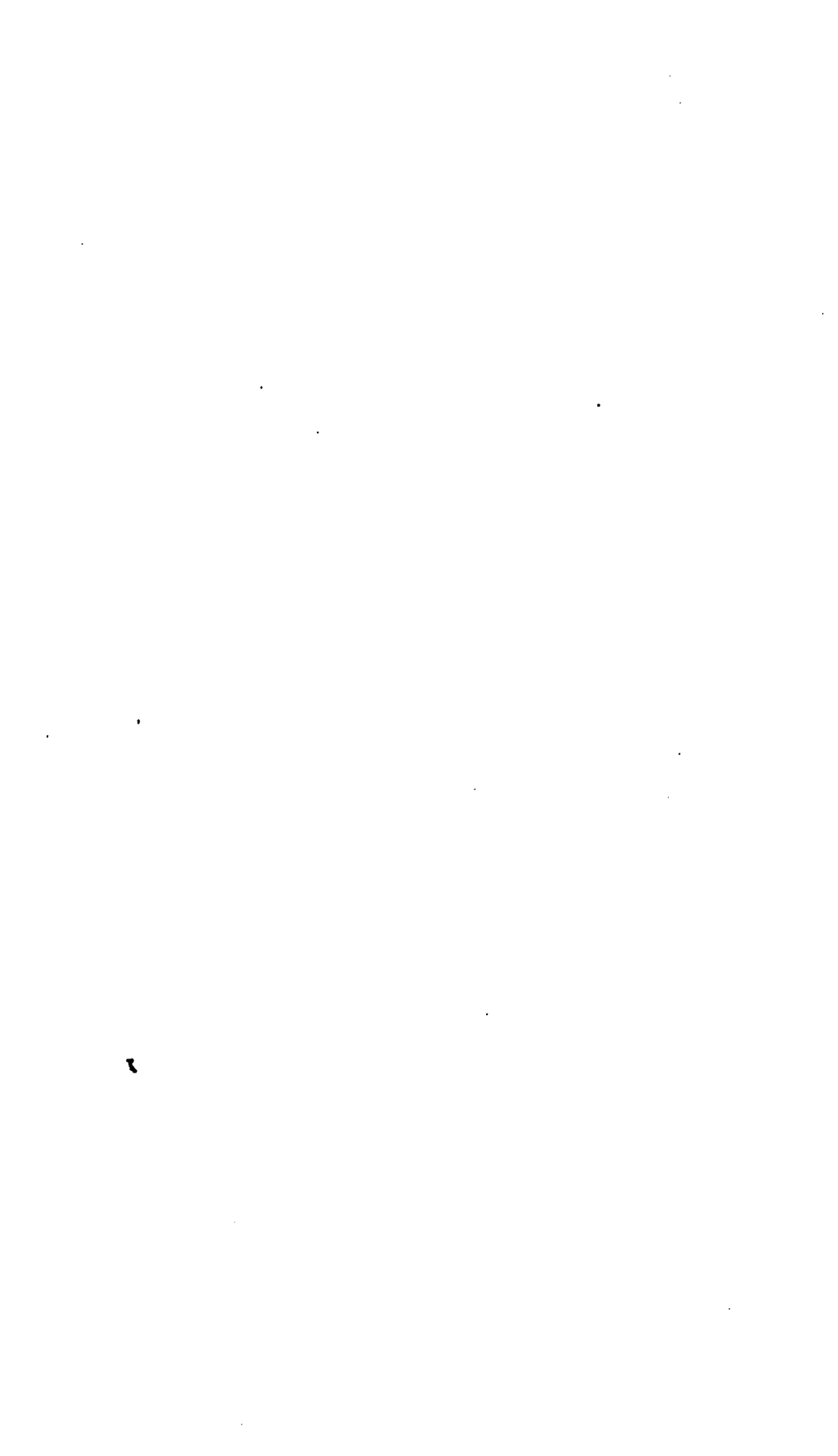
L'abbé ROY-PIERREFITTE. — Saint-Martial de Limoges.....	4
Maurice ARDANT. — Émailleurs limousins.....	95
Ferdinand DE LASTEVRIE. — Des origines de l'Émaillerie limousine ; mémoire en réponse à quelques récentes attaques contre l'ancien- neté de cette industrie.....	101
Maurice ARDANT. — Émailleurs limousins : Pierre 1 ^{er} et II, Martial, Jean, Joseph et Gabriel Raymond.....	117
Maurice ARDANT. — Médailles et médaillons bractéates du moyen âge, <i>agnus Dei</i> , deniers de mariage d'orfèvrerie limousine.....	159
Cyprien PÉRATHON. — Notice sur les manufactures de Tapisseries d'Aubusson, de Felletin et de Bellegarde.....	165
LANSADE. — Villa d'Antone : résumé des fouilles faites les 11, 13 et 14 octobre 1862.....	292

DOCUMENTS.

Lettres d'érection du marquisat de Mortemart en duché-pairie de France en faveur de Gabriel de Rochechouard.....	296
---	-----

CHRONIQUE.

	Page
Fouilles de la rue de La Courtine.....	98
Nouvelles scientifiques.....	100
Nouvelles scientifiques.....	164
Dons faits au musée et à la bibliothèque de la Société.....	321
Liste des membres de la Société.....	324





OUVRAGES

PUBLIÉS

PAR LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN.

LE LIMOUSIN HISTORIQUE, Histoire générale de l'ancienne province du Limousin, par Ach. LEYMARIE. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Langle, 1837-1839.

MEMOIRE SUR LE MONUMENT CONNU SOUS LE NOM DE *BON MARIAGE*, par l'abbé TEXIER. — Br. in-4, avec deux lith. — Limoges, chez Darde, 1840.

VIES DE ST ISRAEL ET DE ST THÉOBALD, par l'abbé TEXIER. — In-8. — Limoges, chez Blondel, rue du Consulat, 1841.

NOTICE HISTORIQUE SUR LES ÉMAUX, LES ÉMAILLEURS DE LIMOGES, ET LES PROCÉDÉS DE FABRICATION EN USAGE A LIMOGES, par Maurice ARDANT. — Br. in-8. — Limoges, Chapoulaud frères, 1842.

ESSAI HISTORIQUE ET DESCRIPTIF SUR LES ÉMAILLEURS ET LES ARGENTIERES DE LIMOGES, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 288 pages avec deux planches. — Poitiers, chez Saurin, 1843.

MÉMOIRE SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES DES GÉNÉRAUX EN CHEF CUSTINE ET HOUGHARD PENDANT LES ANNÉES 1792 ET 1793, par le baron GAY DE VERNON. — Un vol. in-8 de 344 pages. — Paris, chez Firmin Didot, 1844.

HISTOIRE DU LIMOUSIN (Histoire spéciale de la Bourgeoisie), par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Ardillier fils, 1846.

HISTOIRE DE LA PEINTURE SUR VERRE EN LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — In-8 de 120 pages avec planches. — Limoges, Chapoulaud frères, 1847.

NOTICE SUR LE TOMBEAU DE SAINT JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-8 avec 3 planches. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1847.

CHRONIQUE DE MALEU, chanoine de St-Junien, mort en 1322, publiée pour la première fois avec des notes explicatives, et suivie de DOCUMENTS HISTORIQUES SUR LA VILLE DE ST-JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Un vol. in-8 de 264 pages. — St-Junien, chez Barret, 1847.

CATHÉDRALE DE COLOGNE, par Félix de VERNEILH. — Un vol. in-4 de 80 pages et 3 planches. — Paris, chez V. Didron, 1848.

DES OSTENSIONS, par Maurice ARDANT. — In-18 de 180 pages. — Limoges, chez Barbou frères, 1848.

L'INDICATEUR LIMOUSIN, guide de l'étranger à Limoges et dans ses environs, par Maurice ARDANT. — In-18. — Limoges, Mart. Ardant frères, 1848.

HISTOIRE DES PAYSANS EN FRANCE, par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Paris, chez Dumoulin; — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1849.

MANUEL D'ÉPIGRAPHIE, suivi du RECUEIL DES INSCRIPTIONS DU LIMOUSIN par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 380 pages, avec 28 planches. — Poitiers, chez Dupré, 1861.

- POÉSIES DE JACQUES DORAT, *Archidiaque de Reims*, par Auguste Du Boys. — In-8 de 52 pages. — Limoges, chez Ardillier, 1851.
- ÉTUDES HISTORIQUES SUR LES MONASTÈRES DU LIMOUSIN, paraissant par livraison, par l'abbé ROY-PIERREFITTE.
- LE JEUNE NUMISMATISTE, par Maurice ARDANT. — Un vol. in-12, de 252 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1854.
- CHATEAU DE CHALUSSET (description et documents historiques), suivi de QUELQUES NOTES SUR L'ÉGLISE DE SOLIGNAC, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 56 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1851.
- SAINT-PIERRE-DU-QUEYROIX DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- L'ARCHITECTURE BYZANTINE EN FRANCE, par Félix de VERNEILH. — Splendide vol. in-4 de 316 pages, orné de 22 magnifiques gravures. — Paris, chez Didron, 1852.
- HISTOIRE DE LA CATHÉDRALE DE LIMOGES (première partie), par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 80 pages. — Paris, chez Didron, 1852.
- REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE LA HAUTE-VIENNE, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-18. — Limoges, chez Ducourtieux, 1852 et 1855.
- BIOGRAPHIE DES HOMMES ILLUSTRES DE L'ANCIENNE PROVINCE DU LIMOUSIN, par Auguste Du Boys et l'abbé ARBELLOT, tome 1^{er}. — In-8 de 280 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1854.
- ÉMAILLEURS ET ÉMAILLERIE DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-12 de 180 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1855.
- DISSERTATION SUR L'APOSTOLAT DE SAINT MARTIAL ET SUR L'ANTIQUITÉ DES ÉGLISES DE FRANCE, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 250 pages. — Limoges, chez Leblanc, 1855.
- DES INFLUENCES BYZANTINES, lettre à M. Vitet, par Félix de VERNEILH. — Br. in-4. — Paris, chez Didron, 1855.
- ROCHECHOUART : HISTOIRE. LÉGENDES, ARCHÉOLOGIE, par l'abbé DULÉRY. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Ducourtieux, 1855.
- ESSAI SUR L'ADMINISTRATION DE TURGOT DANS LA GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES, par G. d'HUGUES, docteur ès-lettres. — In-8 de 266 pages. — Paris, chez Guillaumin et Cie, 1859.
- BIOGRAPHIE DE FRANÇOIS DE ROUSIERS, gentilhomme du XVI^e siècle, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Leblanc et Cie, 1859.
- CATALOGUE MÉTHODIQUE DE LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE DE LA VILLE DE LIMOGES (HISTOIRE. — POLYGRAPHIE; BELLES-LETTRES), par Émile RUBEN, bibliothécaire. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1858-60.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN.

11 vol. in 8 (1846—1861).

Le premier volume se vend 10 fr. à Limoges, et 11 fr. par la poste, et les autres, 6 fr. à Limoges, 7 fr. par la poste. — On s'abonne, à Limoges, chez MM. CHAPOULAUD frères, ou chez M. Ch. DULAC, garde-musée.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME XIII. — 1^{RE} LIVRAISON.



LIMOGES
CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ
Rue Montant-Manigne, 7

• 4863

SOMMAIRE

DES ARTICLES DU N° 1.

	Page
Les émaux d'Allemagne et les émaux limousins.....	5
La juridiction druidique de la ville ruinée de Breth.....	49
Statuts des fondateurs de Limoges en 1893.....	58

Jours des séances de la Société pour 1863.

Vendredi 27 février. — Vendredi 27 mars. — Vendredi 4^{re} mai.
— Vendredi 29 mai. — Vendredi 26 juin. — Vendredi 28 juillet.
— Vendredi 28 août. — Vendredi 25 septembre. — Vendredi
30 octobre. — Vendredi 27 novembre.

Les communications, la correspondance, les bulletins des Sociétés savantes, etc., doivent être adressés au Secrétaire général, à Limoges.

MM. les Membres voudront bien, huit jours à l'avance, informer le Président des lectures qu'ils se proposeraient de faire à la Société.

Dans la séance du 25 mars 1847, le Conseil d'administration a décidé que tout membre de la Société qui voudra se retirer devra en donner avis au Secrétaire général avant le 3 décembre; faute de quoi, la cotisation sera due pour l'année suivante.

Extrait du Règlement de la Société.

Art. 4. — La Société se compose :

- 1° D'un nombre illimité de MEMBRES TITULAIRES, résidant dans le département;
- 2° D'un nombre illimité de MEMBRES CORRESPONDANTS, résidant hors du département;
- 3° De MEMBRES HONORAIRES, dont le nombre ne pourra dépasser quinze.

Art. 5. — Nul ne sera admis au nombre des membres de la Société que sur la présentation écrite et signée par deux membres, avec mention, lorsqu'il s'agit de membres titulaires ou correspondants, que la demande en a été faite par le candidat.

Art. 7. — Chaque membre titulaire paie :

- 1° Un droit d'entrée de 10 fr., qui devra être acquitté au moment de la remise du diplôme;
- 2° Une cotisation annuelle de 15 fr., due pour l'année entière, quelle que soit l'époque de l'année à laquelle il aura été reçu, mais qui peut être remplacée par une somme de 200 fr. une fois payée.

Chaque membre correspondant paie, à titre de cotisation annuelle, le prix d'abonnement au Bulletin de la Société.

Les diplômes sont délivrés gratuitement aux membres correspondants ainsi qu'aux membres honoraires. Ces derniers ne sont soumis à aucune cotisation.

Le prix de l'abonnement est fixé à 6 fr. pour Limoges;
franco, 7 fr. pour les départements.

Les Sociétés savantes de France qui font échange de publications avec la Société Archéologique du Limousin sont priées de nous adresser leurs envois par la poste : c'est le moyen le plus sûr de les faire parvenir à destination.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN



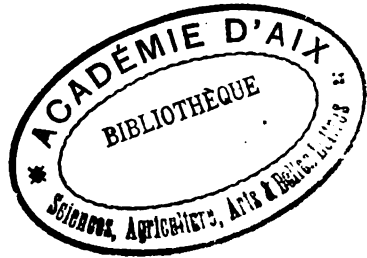
BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE

ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN



—
TOME XIII
—

LIMOGES

CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ

Rue Montant-Manigne, 7

1863



LES ÉMAUX D'ALLEMAGNE

ET

LES ÉMAUX LIMOUSINS

MÉMOIRE

EN RÉPONSE

A M. LE COMTE F. DE LASTEYRIE

MESSEURS,

Lorsque j'ai été amené, de concert avec M. le baron de Quast, à exposer au Congrès de Limoges les idées que M. le comte Ferdinand de Lasteyrie m'a fait l'honneur de venir critiquer devant vous, j'étais surtout inspiré par le désir de vous faire connaître de récentes découvertes, encore à peu près ignorées en France, et qui me paraissaient devoir être prises en sérieuse considération par les historiens futurs de cet art des émaux qui a jeté tant d'éclat sur votre ville. J'arrivais d'Allemagne depuis quelques mois à peine, et il me restait bien peu de temps pour me préparer à traiter les questions posées publiquement par le programme du Congrès. Jusque là les émaux m'avaient principalement intéressé par le côté qui touche aux influences byzantines. Je n'avais rien écrit avant la réunion de

septembre 1860, et j'étais loin d'avoir lu tout ce qu'il était utile et presque indispensable de connaître sur cette matière.

Si mon savant ami M. l'abbé Texier avait encore vécu, j'aurais certainement laissé à sa haute expérience et à sa loyauté le soin de faire une juste part aux émaux d'Allemagne. J'ai cru continuer son œuvre, et faire ce qu'il aurait fait lui-même, en demandant à M. de Quast des renseignements aussi complets que possible sur les trésors de Cologne, de Trèves, d'Essein, de Brunswick, etc., et en disant franchement toute ma pensée sur l'ancienneté relative de quelques-uns des reliquaires émaillés qu'on y conserve et sur la rare beauté de quelques autres.

Dans ces conditions, je devais nécessairement omettre beaucoup de choses essentielles. Aussi, depuis le Congrès de Limoges, mon opinion s'est-elle sensiblement modifiée. Quoique ce ne soit pas dans le sens que m'indique aujourd'hui M. de Lasteyrie, je ne l'en remercie pas moins de m'avoir fourni une bonne occasion de compléter et de rectifier ma précédente notice, de façon à pouvoir l'opposer avec plus de confiance à de redoutables adversaires.

S'il est vrai, et je n'y fais aucune opposition, que M. le comte de Laborde soit « l'homme le plus compétent qu'il y ait en matière d'émaux » (1), je me trouverais à l'autre bout de l'échelle, et le moins compétent des connaisseurs, ou, à coup sûr, le dernier venu de tous. Mais cela ne me décourage pas : j'ai du moins sur M. de Laborde et sur M. de Lasteyrie l'avantage d'avoir vu une grande quantité d'émaux byzantins et d'émaux allemands ainsi que d'émaux français avant de prendre parti dans la discussion. Je me flatte donc d'y avoir apporté un esprit plus libre de préventions, et assez exercé cependant aux problèmes archéologiques de ce genre.

Du reste il ne s'agit pas d'être cru sur parole, mais de donner des preuves. Je reprends donc mon système en le rectifiant, afin que le public impartial puisse l'envisager dans son ensemble, et décider après s'il ne résiste pas mieux aux objections que celui de M. de Lasteyrie.

Négligeons les premiers essais tentés par les Égyptiens dans la haute antiquité pour commencer l'histoire de l'émaillerie avec le

(1) *Bulletin de la Société Archéologique du Limousin*, T. XII, 2^e livr. de 1862, p. 102.

texte célèbre de Philostrate. Cet érudit en parle comme d'une chose toute nouvelle et inconnue à l'art romain ; mais il ne savait pas encore au juste où se faisaient les émaux sur cuivre, ni comment ils se faisaient. En effet, il avance que les couleurs étaient disposées sur l'*airain brillant*, de façon néanmoins à conserver leur dessin. Or elles se posent à froid, et sont fixées ensuite par un feu précisément assez vif pour fondre le verre sans fondre le cuivre. Si nos modernes émailleurs s'avisait de prendre à la lettre les indications de Philostrate, assurément ils ne feraient rien qui vaille.

Ces émaux impossibles étaient fabriqués, nous dit-on, par les barbares de l'Océan, et M. de Lasteyrie nous rappelle, à ce sujet, que les peuples barbares avaient leurs noms particuliers comme ceux de l'empire. Cela est vrai : on ne les a pas désignés plus clairement, parce qu'on n'en savait pas davantage. Si l'on nous montrait par d'autres textes de Philostrate ou de ses contemporains que l'on traitait couramment de barbares les populations civilisées de la Gaule, et que la capitale des Lémoviques était considérée comme voisine de la mer, je comprendrais qu'on vi nous dire ensuite que ce même Philostrate, à propos d'émaux, *a pu* vouloir désigner le Limousin entre tant d'autres régions plus barbares et plus voisines de l'Océan. Ce serait seulement peu probable ; car, de ce qu'une chose n'est pas tout-à-fait impossible, il ne s'ensuit pas pour cela qu'elle soit démontrée. Mais, jusqu'à nouveaux renseignements, le fait dont s'autorise M. de Lasteyrie ne me paraît ni probable à un degré quelconque ni possible.

Maintenant quels étaient les véritables inventeurs de l'émail ? — Des Celtes si l'on veut, mais des Celtes barbares, ceux de la Bretagne, du pays de Galles, de l'Écosse ou de l'Irlande. Tel est du moins le sens naturel du texte de Philostrate. Les Germains, qui bordaient aussi l'Océan, quoi qu'on en dise, car, si j'ouvre une carte du monde romain, j'y distingue l'océan Atlantique, l'océan Britannique, l'océan Germanique, et tout cela c'est pour moi l'Océan, — de sorte que, si j'ai réellement commis un *lapsus calami*, comme on me le reproche, je l'aggrave en y persévérant ; — les Germains, dis-je, auraient moins de titres à faire valoir s'il est vrai qu'on ne trouve en Allemagne, et notamment sur les côtes de la Frise, aucun spécimen de l'émaillerie primitive. M. de Laborde disait seulement que les découvertes de ce genre étaient très-rares au-delà du Rhin. Mais M. de Quast, dont M. de Lasteyrie ne récusera pas cette

fois le témoignage, m'écrit qu'il n'en connaît aucune absolument.

En définitive, cela est sans importance, car personne ne prétend rattacher directement les émaux d'Allemagne du *x^e* et du *x^e* siècle aux émaux barbares. Au contraire, on s'accorde à faire dériver de Byzance l'école allemande des bords du Rhin, et M. de Lasteyrie lui-même n'est pas d'un autre avis.

Quant à la première découverte, toutes les chances resteraient aux fies Britanniques, où les émaux antiques sont incontestablement plus abondants que partout ailleurs. Ces contrées, qui produisaient le cuivre en grande quantité, auront commencé les premières à le décorer d'incrustations en émail. Ainsi j'ai vu récemment au musée d'York huit émaux primitifs trouvés dans la même sépulture, et qui paraissent avoir appartenu à un personnage de l'époque romaine. Le *British Museum* conserve aussi neuf fibules, bagues et autres objets analogues, tous émaillés, qui ont été découverts ensemble à Early-Heath (Surrey). Une autre trouvaille, moins abondante, et dont la même collection a profité, a été faite à Kerby (Westmoreland). A Londres même, on a trouvé, dans les boues conservatrices de la Tamise un beau bouclier incrusté d'émail rouge, et une pièce singulière, la plus importante qu'offre jusqu'à présent l'émaillerie primitive. Je ne saurais en préciser l'usage, à moins que ce ne soit un *ex-voto* ou une hache de sacrifices. Elle a la forme générale et les dimensions d'une grande hache celtique; elle s'aiguise même au sommet, qui est sensiblement évasé; mais il n'y a pas trace d'un manche. Elle est entièrement couverte d'ornements émaillés très-finis et vraiment élégants. On y voit tantôt des lions, tantôt des griffons affrontés devant des vases. On y distingue aussi un fronton. En un mot, l'influence des arts romains s'y fait nettement sentir, quoique le fond de cette ornementation reste indigène et breton. C'est le seul spécimen de l'émaillerie primitive qui donne lieu à pareille observation, et il n'est pas moins remarquable à d'autres points de vue par l'harmonie et la variété des couleurs, par la grâce des rinceaux et la bonne conservation de l'émail.

Je néglige quantité d'autres émaux primitifs trouvés aussi en Angleterre; mais c'en est assez pour conclure. — Lorsque les produits d'un art mystérieux s'offrent si multipliés et se groupent de cette manière, il est évident que l'on approche des points de fabrication et des ateliers principaux. Cela ne veut pas dire que

ces ateliers ne se sont pas déplacés : ils ont pu, par exemple, depuis Philostrate, passer des Bretons barbares aux Bretons gouvernés par les Romains ; mais ils ont dû rester à l'écart des grands centres de la civilisation et de l'art antique.

On trouve aussi en France des émaux primitifs. Selon M. de Lasteyrie lui-même, il y en a « quelques-uns » seulement en Limousin, tandis qu'on en possède « beaucoup » en Angleterre et « un bon nombre » dans les provinces françaises qui bordent la Manche. Il y a donc, pour tout le Limousin, une ou deux fibules grossièrement émaillées ; il y a surtout le vase de La Guierce. J'aurais dû en parler au Congrès de Limoges ; car je possédais, grâce à l'obligeance de M. Maurice Ardant, la brochure où il est dessiné et décrit, et je l'avais lue à son apparition avec l'intérêt qu'excitent toutes les œuvres de notre digne vice-président (1). Mais il y avait de cela cinq ou six ans, je ne m'étais guère occupé d'émaux dans l'intervalle, et le fait, aussi important qu'il puisse sembler aujourd'hui, n'avait pas laissé de traces dans ma mémoire. C'est M. le comte Alexis de Chasteignier qui me l'a rappelé peu de temps après le Congrès ; et bientôt nous eûmes l'occasion de demander ensemble de nouveaux détails sur le trésor de La Guierce à M. de Chassay, qui en a acquis une partie. Le vase émaillé, lorsqu'il a été déterré au village de La Guierce, commune de Pressignac, non loin de Chassenon, sur les anciennes limites du Limousin et de l'Angoumois, était réellement rempli de monnaies romaines de petit-bronze, et accompagné de bijoux et d'ustensiles évidemment romains. On l'offrit alors à M. de Chassay au prix de 50 fr., ce qui exclut toute idée de falsification, et M. John Bolle, d'Angoulême, dont la famille le possède encore, l'a acheté pour cette somme. On n'a malheureusement pas examiné toutes les pièces qu'il renfermait ; mais M. Maurice Ardant en a vu une assez grande quantité pour qu'il soit extrêmement probable que le trésor avait été enfoui avant la fin du III^e siècle, pendant les désordres qui marquèrent la chute de Tetricus et l'avènement de Probus. Au moins les nombreuses médailles envoyées à M. Ardant ont-elles toutes été frappées de 253 à 270, et il en est de même de celles que M. de Chassay a bien voulu me donner.

Ainsi le vase de La Guierce est positivement de l'époque

(1) *Émailleurs et Émaillerie de Limoges*, in-12, 1855, page 8.

romaine, et il est non moins positivement analogue, par la physionomie générale, par le procédé de fabrication, par l'usage domestique auquel il était destiné, à ces « œuvres de Limoges » que le commerce répandait partout au XIII^e siècle. Mais, s'il a appartenu à un Gallo-Romain, est-il bien de fabrication gallo-romaine? — A défaut de figures, je désirerais, pour lui reconnaître ce caractère, ou des rinceaux, ou des grecques, ou des palmettes, en un mot, quelque'un de ces nombreux motifs dont se parent habituellement nos plus modestes poteries du III^e siècle. Au lieu de cela, je ne vois qu'un dessin barbare, et tel que pourraient encore le tracer des artistes de la Nouvelle-Zélande.

N'oublions pas que les productions de ce genre deviennent facilement un objet de négoce, et que par conséquent le vase de La Guierce a pu être fabriqué au loin par des barbares, et être recherché par des Romains pour son aspect original, pour son bas prix, pour l'harmonie et l'éclat de ses grossières enluminures, comme on recherche à présent ces bols russes, en bois peint et doré, tels que j'en vois sur ma table de travail.

Si l'on aime mieux croire que la décadence des arts du dessin était déjà aussi avancée sous Tetricus, au moins dans quelques villes secondaires des Gaules, qu'elle le fut plus tard sous les Mérovingiens; si l'on admet que le vase de La Guierce a été fait à Limoges par cela seul qu'il a été trouvé à quinze lieues de cette ville, il conviendra, je pense, de procéder de la même manière à l'égard d'autres objets parfaitement analogues découverts sur d'autres points de l'Europe, par exemple, pour les émaux de Londres, qui ont une valeur artistique bien plus grande, et pour le vase d'Ambleteuse, qui est au moins l'équivalent de celui de La Guierce. Si ce dernier suffit à prouver l'existence d'une fabrique d'émaux à Limoges (1) pendant le III^e siècle, le vase qui a été trouvé, comme je le disais, à Ambleteuse, sur les côtes du Pas-de-Calais, et dont le Musée Britannique a fait l'acquisition, prouve aussi qu'il a existé une école d'émaillerie gallo-romaine à Arras. Sans doute les émaux incrustés de ce vase d'Ambleteuse sont en très-mauvais état, mais on les

(1) M. Maurice Ardant disait du vase de La Guierce, p. 8 de sa brochure : « Je n'ose l'attribuer précisément aux ouvriers de Limoges ». Et en effet rien n'est plus douteux que cette attribution, dont M. de Lasteyrie fait la base de son système.

reconnait avec certitude. A cela près, il vaut mieux que celui de La Guierce, car il est plus élégant, sinon plus romain.

Bretons ou gaulois, les émaux primitifs n'étaient pas encore parvenus jusqu'à Philostrate; car il en parle par ouï-dire, il faut le bien constater (*παρὰ τοὺς ἐν Οὐσίαν Βάρβαρους*). Le commerce commençait à peine à introduire dans les états soumis à Septime-Sévère quelques productions de l'émaillerie naissante. Ce qui explique le vague et la flagrante inexactitude des renseignements recueillis à cette époque. Mais déjà ces œuvres grossières attiraient à bon droit l'attention des Romains. Il y avait là un germe fécond qui devait se développer tôt ou tard. Cependant, à en juger par les monuments, il ne paraît pas que les progrès de l'émaillerie aient été bien sensibles ailleurs qu'en Angleterre.

Quand les Byzantins se mirent à leur tour à faire des émaux, ce fut avec un bien autre succès. Dès le ix^e siècle, et probablement dès le vi^e siècle, ils ont représenté, par ce procédé, les sujets les plus compliqués, et obtenu, au dire des historiens, des effets de décoration tout-à-fait remarquables. Ils ont certainement créé les émaux du genre le plus parfait : ce sont les émaux cloisonnés à fond d'or ou de vermeil, qui ne laissent rien à désirer, ni pour la finesse, ni pour l'éclat, ni pour la durée. Ils n'ont qu'un tort, mais un seul, celui de ne convenir qu'aux riches.

Les artistes byzantins ont-ils mis à profit pour cette création les émaux incrustés sur fond de cuivre d'origine barbare ou bretonne? Cela n'aurait rien d'in vraisemblable. Le progrès conduit naturellement des émaux champlevés aux émaux cloisonnés, comme les besoins d'économie ramènent des émaux cloisonnés aux émaux champlevés. Peut-être aussi les premiers émailleurs byzantins se sont-ils inspirés surtout des mosaïques à fond d'or qui tapissaient leurs églises. Pour la matière employée, comme pour l'aspect, l'analogie est grande, en effet, et l'on pourrait dire sans paradoxe qu'un émail cloisonné n'est autre chose qu'une mosaïque en miniature, fixée par le feu, et adaptée à l'orfèvrerie.

Les émaux, comme les mosaïques, ne sont que des verres de couleur avec une légère addition d'étain, qui les rend opaques, mais qui n'est pas toujours faite.

Pour la première fois, les Byzantins ont fait de l'émaillerie un art qu'ils exercent avec la même supériorité au xiv^e, au x^e et au x^e siècle. Déjà, sous Justinien, des pierres précieuses liquéfiées tenaient, dit-on, une place considérable dans l'ornementation

de la table d'autel de Sainte-Sophie; et, comme des pierres précieuses ne sauraient se fondre, il s'agit nécessairement ici de la matière dont on fait les fausses pierreries, c'est-à-dire de véritables émaux. D'ailleurs il existe dans le trésor de Saint-Marc un tableau en vermeil, décoré d'émaux cloisonnés, d'une finesse exquise, qui porte le nom de l'empereur Justinien; et, en admettant qu'il s'agisse de Justinien II, cela reporte encore l'exécution de ce monument à la fin du VII^e siècle ou au commencement du VIII^e siècle. De même, une couronne votive, conservée à Saint-Marc, et ornée de médaillons émaillés, est signée de l'empereur Léon le Philosophe dans la seconde moitié du IX^e siècle. En ne comptant pour rien ces deux monuments, révélés depuis peu par M. Julien Durand dans sa description si savante et si complète du trésor de Venise (1), ni l'Allemagne, ni le Limousin, — je ne parle plus de l'Angleterre, — n'ont rien à comparer en 1405, à la *Pala-d'oro* de Saint-Marc; en 1078, à la couronne royale de Hongrie, don de l'empereur grec Michel Ducas; en 959, au splendide reliquaire de Limburg, œuvre authentique s'il en fut jamais, qui date du règne de Constantin Porphyrogénète et de Romain, son fils.

Ces émaux du X^e siècle, faits, il est vrai, pour la plus haute destination, c'est-à-dire pour renfermer le bois de la vraie croix, et pour rester dans le palais impérial, sont déjà si excellents, si parfaits même, qu'ils supposent un long exercice de l'émaillerie; à bien plus forte raison que les premiers émaux limousins connus au XII^e siècle.

Du reste, si les émailleurs byzantins ont parfois envoyé des produits de leur art dans les autres régions de l'Europe chrétienne, comme on vient d'en avoir pour la Hongrie un éclatant exemple; si leurs exportations ont eu pour effet naturel de déterminer ou d'activer les progrès de l'émaillerie, il faut bien se garder de leur attribuer un monopole quelconque. Pas plus que les Limousins, ils n'y sauraient prétendre, même en fait d'émaux cloisonnés.

Au contraire, les émaux chrétiens primitifs se montrent sur des points si divers, à des dates si reculées, et le plus souvent avec de tels caractères d'incorrection et de rudesse qu'ils pa-

(1) *Ann. arch.*, 1860 et 1861, quatre articles publiés à part chez V. Didron.

raissent bien plutôt les produits spontanés de ces germes répandus partout par les émaux barbares ou romains.

M. de Lasteyrie croyait avoir prouvé que l'anneau d'Alfred le Grand est de provenance byzantine; mais j'imagine que cette preuve lui semble insuffisante depuis son dernier voyage en Angleterre, où il a dû voir, ainsi que moi, beaucoup d'autres émaux cloisonnés qui peuvent passer avec toutes sortes de raisons pour des produits de l'art saxon. Il y a notamment un autre anneau, celui d'Ethelwulf (859), conservé au Musée Britannique; il y a surtout, dans la même collection, deux larges fibules en émail cloisonné d'or, dont l'une représente un personnage à mi-corps, aussi grossier de dessin, aussi barbare, aussi saxon que possible. Le catalogue se contente de la qualifier de *possibily anglo-saxon*; mais, si cette fibule, trouvée en Angleterre, et qui remonte au XI^e siècle pour le moins, n'est pas saxonne, je ne sais pas trop ce qu'elle peut être. J'ai vu assez d'émaux byzantins et d'ouvrages byzantins de toute espèce pour affirmer avec confiance qu'elle n'a pas été faite par un Grec. D'ailleurs n'y a-t-il pas au Musée Ashmoléen d'Oxford un autre émail cloisonné, sorte de pomme de sceptre, connu sous le nom de bijou d'Alfred, qui porte en toutes lettres : ALFREDVS ME FECIT?

Je trouverais dans les émaux d'Irlande, exposés en si grand nombre à South-Kensington, une autre preuve que les émaux bretons se sont perpétués sans le secours de Byzance. Il est difficile de préciser à quelle date remontent les plus anciens; mais ils existent à une époque où l'art irlandais s'abstient rigoureusement, même en architecture, de toute imitation étrangère, ou, si l'on veut, de tout détail roman. Ces émaux d'Irlande, encadrés par des entrelacs que l'on nomme *runiques*, sont du reste, jusqu'au XII^e siècle, d'un aspect tout particulier : les couleurs ne sont point séparées par des filets de métal réservés ou rapportés : elles sont juxtaposées comme dans une mosaïque dont les cubes auraient été soudés par le feu.

Sans doute, dans tous ces ouvrages saxons et irlandais, l'émail ne produit pas des effets comparables à ceux qu'on obtient à Byzance; mais, relativement à la dimension de certaines pièces, il joue un rôle aussi important.

Des sujets émaillés, entièrement analogues, par la conception générale et par le procédé d'exécution, aux émaux de Constantinople, apparaissent bientôt, non pas précisément en Italie, où

M. de Laborde assure (1) que les Grecs les ont introduits sans qu'ils aient pénétré plus loin, mais sur les bords du Rhin et dans la France centrale. — Inutile de dire que ce sont des émaux cloisonnés! Ceux d'Allemagne sont bien connus depuis quelques années, grâce à M. Labarte et à M. de Quast. Les belles recherches de M. A. Darcel sur le trésor de Conques ont révélé l'existence des autres. Ces derniers, dont on ne parle pas, et dont je ne m'étais pas souvenu moi-même en 1859, sont cependant du plus grand intérêt pour moi; car ils démentent radicalement, sur un point essentiel, les allégations de mon savant contradicteur, en justifiant tout-à-fait les miennes.

En présence de ces découvertes successives, qui modifient si profondément l'état de la question, M. de Laborde et M. de Lasteyrie pourront s'en tenir à dire que les émaux cloisonnés, en quelque endroit, sous quelque forme et en si grande quantité qu'on les rencontre, sont tous de fabrication byzantine. — C'est un reste vivace de ce vieux préjugé qui attribuait tout aux Byzantins, jusqu'au portail royal de Chartres. On y a renoncé, faute de preuves, pour l'architecture, la sculpture et la peinture : on finira bien aussi par y renoncer pour les émaux. — Discutons-le en attendant. — Donc tous les émaux cloisonnés seraient d'origine byzantine. D'origine indirecte! c'est possible, quoique bien douteux parfois; mais, pour l'origine directe, dont il s'agit ici, c'est autre chose.

Je ne sais s'il y a jamais eu des émailleurs grecs établis en Allemagne, ainsi que l'admet hypothétiquement M. de Quast, mais je suis parfaitement d'accord avec lui, et, je l'espère, avec tous ceux qui se donneront la peine d'aller étudier sur les lieux les monuments originaux, pour déclarer que les trois croix d'Essen « restent loin de la délicatesse de dessin et de la vivacité de couleur qui distinguent les émaux byzantins ». Bien plus, le caractère même de ce dessin offre toute la *naïveté*, toute la *gaucherie*, toute la *rudesse* que l'on est en droit d'attendre, à cette époque, d'artistes germaniques, et que des artistes grecs n'auraient point. D'ailleurs, les costumes sont allemands comme l'iconographie. Enfin les inscriptions sont en latin, et les lettres romaines.

Une fois seulement, pour l'Évangélaire à couverture émaillée donné à la cathédrale de Bamberg par l'empereur Henri II

(1) *Notice des émaux du Louvre.*

(1002-1024), les inscriptions sont en grec, mais incorrectes : on y lit, par exemple, Παυλος pour Παυλος. Nos artistes occidentaux n'écrivent en grec que le nom du Christ, quelquefois celui de la sainte Vierge. L'influence byzantine est donc ici plus forte qu'à l'ordinaire, et il en est un peu de même dans une autre œuvre de l'empereur Henri, le fameux rétable de Bâle, où des mots grecs se trouvent mêlés de la façon la plus singulière à des inscriptions latines. Néanmoins le dessin des figures de l'Évangéliste de Bamberg est très-grossier, et M. de Quast juge qu'il a été tracé par des Allemands.

Mais, quant aux croix d'Essen, il n'y a réellement de byzantin que le procédé d'exécution ; et un simple modèle, à défaut de maître, pouvait très-bien l'enseigner à des gens qui savaient déjà tant bien que mal teindre le verre et travailler l'or.

M. de Lasteyrie se plaint donc mal à propos de ce qu'on en est réduit à une simple affirmation de M. de Quast pour établir que les Allemands, au temps de Théophanie, ont fait des émaux analogues à ceux de Byzance, même pour l'étui du bâton de saint Pierre, que l'on cite en première ligne, parce qu'il est daté de 980. M. de Quast avait eu soin d'expliquer que les émaux de ce reliquaire, très-inférieurs de tout point aux vrais émaux byzantins que renferme aussi le trésor de Limburg, ont été faits pour un besoin imprévu, pour une destination tout-à-fait spéciale, comme l'atteste une longue inscription latine. — Que désirer de plus, à moins que ce ne soit une série de bonnes gravures, dont nous ne serons pas long-temps privés sans doute, grâce au zèle et à l'activité des antiquaires allemands ?

Ces gravures existent pour les émaux cloisonnés de Conques, et elles sont excellentes, comme l'exactitude bien connue des dessins de M. Darcel permettait de les faire. Elles se trouvent non-seulement dans le livre publié par ce savant (1), mais dans les *Annales Archéologiques* (2). Comment M. de Lasteyrie ne les connaît-il pas ? et, s'il les connaît, comment y voit-il, avec cette évidence qui dispense de toute discussion, des émaux byzantins faits par des Grecs et en Orient ?

Presque tout le trésor de Conques est l'œuvre de l'abbé Bégon (1099-1118), qui, au dire des chroniques, « *reliquias in auro*

(1) *Trésor de Conques*, in-4 de 80 pages, avec 15 planches et plusieurs gravures sur bois ; Paris, 1861, libr. de Victor Didron.

(2) *Ann. arch.*, volumes XVI et XIX.

posuit », et qui d'ailleurs a prodigué sur les reliquaires de l'abbaye les inscriptions à son nom : *Me fieri jussit Bego clemens cui Dominus sit. — Abbas sanctorum Bego partes.... — Abbas formavit Bego reliquiasque lo[cavit].* — Ces derniers mots se lisent sur la tranche d'un reliquaire singulier connu sous le nom d'A de Charlemagne. Il a en effet la forme d'un A majuscule, et, sauf la traverse en pièces de rapport qui est venue postérieurement réunir et consolider ses deux jambages, il paraît complètement homogène.

Malgré les doutes qui se sont élevés à ce sujet, quelle apparence y a-t-il que le revêtement primitif, si bien conservé sur la face antérieure et sur la face postérieure, se fût perdu en entier sur la tranche des jambages, et qu'il se soit trouvé, à point nommé, pour le remplacer, une inscription de rebut, ni trop large ni trop étroite, entre ses bordures de grenetis? D'ailleurs le même ornement quadrillé qui se voit sur toute la tranche intérieure et autour de la tête de l'A se retrouve identique sur un reliquaire de la vraie croix, œuvre incontestée de l'abbé Bégon. Puis l'inscription est complète d'un côté, sauf les cinq dernières lettres, que l'on restitue aisément, et, avec ces cinq lettres, elle remplit exactement le jambage de droite; enfin elle forme un seul vers d'un sens parfaitement clair. — De l'autre côté, l'inscription se continuait avec les mêmes caractères, et présentait un second vers; seulement elle est plus endommagée: elle a perdu ses bordures, et est tronquée au commencement et à la fin. Tous ces reliquaires de Conques sont usés, et parfois rapiécés comme des habits de mendiant, tant les feuilles d'or dont ils étaient couverts sont minces et se détachent facilement! Néanmoins on comprend que la deuxième partie de l'inscription donnait l'indication de la relique renfermée dans la tête de l'A. On entrevoit même de quelle relique il était question.

Malgré la tradition pittoresque d'après laquelle Charlemagne aurait envoyé vingt-deux reliquaires affectant chacun la forme d'une des lettres de l'alphabet à autant d'abbayes fondées par ses soins, en réservant le premier au monastère de Conques; malgré le bon goût relatif des filigranes de l'A, et peut-être à cause de ce bon goût, M. Darcel ne devrait donc pas hésiter, comme il le fait, à rendre ce reliquaire à son véritable donateur, et à le réunir à toutes les autres œuvres de l'abbé Bégon. Comment nulle abbaye ne revendique-t-elle la lettre B ou une lettre quelconque de cet alphabet carlovingien? La tradition n'a

d'autre fondement que la forme originale du reliquaire, et le désir de glorifier l'abbaye de Conques; et le « *liber mirabilis* », qui l'a recueillie étourdiment vers la fin du moyen âge, ne mérite, sous tous les rapports, qu'une confiance très-limitée.

Or, pendant que, au sommet de l'A, une lentille de cristal, destinée à laisser voir la relique, est enchâssée sur la face antérieure, un large médaillon décoré d'émaux cloisonnés garnit la face postérieure.

A la vérité, ce sont de ces *chatons* que l'empire d'Orient, selon M. de Lasteyrie, était en possession de fournir à l'Allemagne, et dont « il inondait l'Europe occidentale ». Mais n'y a-t-il pas là une de ces affirmations sans preuves que l'on ne doit passer ni à M. de Quast ni à personne? — Ce qui est positif c'est que les émailleurs de Constantinople, à en juger par leurs œuvres authentiques, n'employaient guère pour leur propre compte cette marchandise, réservée à l'exportation. Il n'est pas moins certain que Théophile divulguait minutieusement l'art de la fabriquer et de la disposer.

« Deinde percute aurum gracile et longum, et trahe inde fila. . Tolle quoque fila subtilia... deinde subtili forcipe complicabis et formabis opus quodcumque volueris in *electris* facere, sive circulos, sive aves, sive bestias, sive imagines (1). »

« Bats et étire de l'or de manière à le convertir en fils, dit Théophile; prends les plus fins de ces fils, et ton outil subtil s'en servira pour dessiner tout ce que tu voudras exécuter en émail, soit des cercles, soit des oiseaux, soit des bêtes, soit des images humaines. »

Voilà bien tout le secret des chatons et des émaux cloisonnés; car, si M. de Lasteyrie a nettement prouvé, contre M. Labarte (2), que le mot *electrum* signifiait anciennement un alliage d'or et d'argent, tout le monde reconnaît que, au temps de Théophile, on l'appliquait seulement aux émaux.

Maintenant Théophile écrivait-il vers la fin du XII^e siècle, et en Allemagne, comme ses derniers éditeurs, M. Guichard, M. le comte de L'Escalopier, et, après eux, M. l'abbé Texier, en ont donné d'assez bonnes raisons? Était-ce au contraire au X^e siècle,

(1) *Manuel de tous les Arts.*

(2) *Dissertation sur l'electrum.*

et en Italie, ainsi que M. de Lasteyrie se propose de le démontrer un jour? Cela est ici sans intérêt (1), car plus tôt a été donné cet enseignement, et plus il a eu de chances de se répandre partout.

Au surplus, il n'y a pas seulement des chatons émaillés dans le trésor de Conques, mais aussi des émaux à personnages. Il s'y trouve deux autels portatifs : l'un, daté de 1100, et décoré de *nielles*, qui n'étonnent guère moins que des émaux ; l'autre sans date, mais de même style que les nombreux ouvrages signés par Bégon. Sur le premier, sainte Foy, patronne de Conques, figure à la gauche du Christ comme la Vierge à sa droite. Viennent ensuite sainte Cécile, saint Vincent, et, en dernier lieu, les apôtres et les évangélistes, parmi lesquels prennent place saint Étienne et saint Caprais, patrons de l'ancienne et de la nouvelle cathédrale d'Agen. Sainte Foy, dont les reliques avaient aussi été possédées par la ville d'Agen avant d'être transférées à Conques, sainte Foy porte le même costume et les mêmes attributs que la sainte Vierge, notamment une couronne triangulaire, sur laquelle je reviendrai tout à l'heure.

Sur le second autel portatif, le Christ est au sommet, et l'Agneau divin, au bas de l'encadrement ; les symboles des évangélistes, aux quatre angles ; à droite par rapport au Christ, sainte Foy, avec cette inscription : S. FIDES ; à gauche, la sainte Vierge, avec l'inscription S. MARIA. Au-dessous, deux saints inconnus, probablement les saints de l'Agenais. Dans les intervalles, de petits chatons émaillés alternent avec des pierreries, conformément aux prescriptions de Théophile. L'un

(1) Cette question est d'ailleurs très-intéressante par elle-même. Les chapitres relatifs à l'architecture, qui auraient levé tous les doutes, manquent malheureusement aux manuscrits qui se sont conservés jusqu'à nous. Mais Théophile, en distribuant les spécialités à chaque nation, de manière à réserver la meilleure part à l'Allemagne, attribue à la Toscane une certaine supériorité en fait d'émaux et de nielles. Pour les nielles, la Toscane y a réellement excellé, et c'est un de ses orfèvres qui en a tiré l'art de la gravure. Pour les émaux, dans ce pays où tout se conserve, on n'en connaît d'aucune espèce jusqu'à la seconde moitié du xiii^e siècle : alors seulement les orfèvres de Sienne se distinguent par leurs émaux translucides sur reliefs. Il ne me paraît pas impossible que Théophile, s'il écrivait en Allemagne, ait résumé l'art roman dans un siècle gothique, c'est-à-dire en plein xiii^e siècle. C'est du moins le temps des autres grandes encyclopédies du moyen âge.

d'eux offre identiquement le même motif que cinq des chatons de l'A, une croix échiquetée.

Comme les chatons, les dix sujets principaux sont en émail cloisonné d'or, d'un dessin rude et d'une exécution très-médiocre. Ainsi que dans l'orfèvrerie d'Essen, on n'y distingue aucun trait du style grec, aucun des caractères si tranchés de l'iconographie byzantine. Seulement la couronne triangulaire de sainte Foy et de la sainte Vierge se transforme en un nimbe en losange, ce qui indiquerait tout au plus une influence italienne si ce détail signifie autre chose qu'une imitation des figures niellées.

Tel est du moins l'avis de M. Darcel, qui d'ailleurs incline « à croire que les émaux de Conques sont sortis d'un atelier limousin (1) ». J'admets aussi que l'émailleur et le nielleur de Bégon se rattachaient à la grande école limousine. Mais, pour composer aussi singulièrement leurs sujets, pour mettre aussi hardiment la Vierge de Conques en pendant de la sainte Vierge, avec la même couronne ou le même nimbe, avec les mêmes habits, les mêmes ornements, et, qui plus est, à la place d'honneur, il fallait qu'ils travaillassent, non à Constantinople ou à Florence, où il était réellement peu commode de faire des commandes de cette nature, non pas même à Limoges, mais à Conques, sous les yeux de Bégon, et avec les dévotions passionnées des moines de l'abbaye.

On n'a pas la date précise de cet autel émaillé de Conques : il n'est complet que sur sa face antérieure. La face postérieure et les tranches, qui auraient pu offrir quelque inscription, ont disparu, et sont remplacées par des feuilles de tôle. Depuis que l'autel portatif ne sert plus, et qu'il est redressé de manière à garnir l'armoire aux reliques, on a refondu ou employé à réparer d'autres reliquaires plus précieux les plaques d'or qui complétaient celui-ci ; mais je ne crois point qu'il soit antérieur à Bégon, ni qu'il remonte même aux premières années de son administration.

Une remarque m'a frappé quand j'ai vu le trésor de Conques, car j'ai tenu à contrôler sur les lieux les observations de M. Darcel, c'est que les reliquaires de Bégon sont d'un mérite très-inégal, selon l'artiste auquel on s'est adressé, et qu'ils semblent progresser avec le temps. — Le premier, fait en 1100,

(1) *Trésor de Conques*, p. 10.

après que le pape Pascal II a reçu des croisés une partie de la vraie croix, et en a détaché une parcelle en faveur de l'abbaye de Conques, est d'une forme très-simple et d'un dessin très-imparfait; il a peu de filigranes, et les plaques d'argent naturel ou de vermeil dont il se compose ne présentent encore ni nielles ni émaux. — Dans la même année, lorsque Bégon se fait faire un autel portatif, que consacre, le 6 des calendes de juillet, Pons, ancien moine de Conques et évêque de Barbastre en Espagne, l'orfèvre de Conques est devenu bien plus habile, ou, pour mieux dire, on en emploie un autre dont les nielles étaient la spécialité. Il y a beaucoup de finesse et de netteté dans les figurines, et elles sont niellées avec une perfection qui dénote un artiste très-versé dans ce procédé d'orfèvrerie.

Le reliquaire de saint Vincent est déjà plus recherché dans sa forme générale, qui rappelle le clocher de Saint-Front dans le dessin et la composition de ses bas-reliefs en argent repoussé et doré par places. D'ailleurs il n'a pas de date positive : on sait seulement qu'il est de Bégon.

Les émaux arrivent avec l'A de Bégon; ils se développent avec l'autel portatif en or, et se montrent encore dans la statue, aussi en or, de sainte Foy; la matière est plus riche, et l'art plus avancé. Il n'est pas invraisemblable qu'un émailleur proprement dit ait été appelé dans l'atelier de Conques, ou que ses anciens orfèvres soient allés dans l'intervalle s'instruire à de nouvelles méthodes, et se perfectionner dans d'autres ateliers, par exemple à Limoges.

En général les émaux sur l'or et le vermeil doivent avoir été exécutés dans l'abbaye même où ils se trouvent. Aussi éloignés que fussent les artistes en renom, il était plus raisonnable et plus facile d'en appeler un que d'envoyer au loin des métaux précieux dont on ne pouvait contrôler l'emploi. Quoi qu'il en soit, comme l'abbé Bégon est mort en 1119, on est sûr qu'un au moins des reliquaires émaillés n'est pas postérieur à cette date, et il ne doit pas être antérieur à 1110.

J'avais dit, en oubliant la publication commencée dans les *Annales archéologiques* (1), puis interrompue par M. Darcel, qu'il ne subsistait pas en France d'émaux cloisonnés, mais que, si les reliquaires en or et en vermeil de l'ancien trésor de Saint-Martial s'étaient conservés jusqu'à nous, on y aurait trouvé proba-

(1) *Ann. arch.*, 1856, p. 77.

blement des émaux de cette nature. — De son côté, M. de Lasteyrie affirmait que « les Limousins, dans le principe, n'ont *jamais* pratiqué que la taille d'épargne »; de sorte qu'ils ne sauraient être les élèves des Grecs ou des Vénitiens, lesquels n'ont *jamais* fait que des émaux cloisonnés (1).

On voit qui se rapprochait le plus de la vérité; car, pour M. de Lasteyrie, tout émail trouvé au Mans où à Chartres est réputé limousin : à plus forte raison en serait-il ainsi des émaux faits pour l'abbaye de Conques.

Aussi bien, si l'on ne possède pas, en Limousin et dans les provinces voisines, plus d'émaux cloisonnés, c'est qu'on y a détruit avec un soin tout particulier les vieux reliquaires en or. S'il n'y reste pas plus de nielles analogues à celles de Conques, c'est qu'on a détruit de même les reliquaires en argent. L'excipient de l'émail exerce, on ne saurait trop le redire, une influence décisive sur le procédé d'exécution. Aussi les émaux champlévés à personnages peuvent-ils parfaitement être imités des émaux cloisonnés, dont ils ne sont qu'une simplification très-économique. Pour souder une mince lame d'or selon toutes les inflexions du dessin le plus compliqué, il faut une application et une main très-habile; mais, en revanche, le précieux métal qui fournit le fond est réduit à une feuille aussi légère qu'on le veut. — Avec le travail champlévé, qui donne le même résultat et le même effet, l'épaisseur du métal est aussitôt doublée ou triplée, ce qui est désormais sans inconvénient; mais, une fois le dessin décalqué sur le cuivre, une opération purement mécanique, et qui peut être confiée à de simples ouvriers, suffit pour creuser les fonds. C'est de la gravure sur bois, avec cette différence que les parties réservées ne sont pas, à beaucoup près, aussi multipliées et aussi fines. Il y a donc là pour l'émaillerie un puissant moyen de vulgarisation, une grande cause d'extension et de succès.

M. de Lasteyrie va me reprocher encore de tomber, avec M. Labarte et M. de Quast, dans cette « éternelle confusion » qui consiste à ne pas « séparer nettement » les émaux cloisonnés des émaux à taille d'épargne. Il serait simple en effet d'attribuer en toute occasion les uns aux Byzantins, les autres aux Limousins

(1) M. J. Durand a signalé dans la *Pala-d'oro* l'emploi, très-exceptionnel au surplus, du travail champlévé. (*Trésor de Saint-Marc*, p. 12 du tirage à part). Le saint Démétrius de Hanovre n'est pas non plus un émail cloisonné, mais bien plutôt un émail sur relief.

ou à leurs imitateurs. Mais comment accepter cette prétendue règle lorsqu'on voit si clairement en Allemagne, sur une nombreuse série de monuments, l'un des deux genres naître de l'autre, et s'essayer timidement, d'abord comme une simplification, puis comme une évidente économie; lorsqu'on les trouve souvent réunis sur la même pièce d'orfèvrerie; lorsque, jusqu'à la fin du xiii^e siècle, jusqu'à la chasse des trois Rois, l'emploi de l'or appelle naturellement les émaux cloisonnés?

Les Allemands, nous dit-on, sont arrivés « plus tard », et « par transition », à la taille d'épargne; ils ne l'ont guère essayée avant le milieu du xi^e siècle, et ne l'ont employée couramment que vers le commencement du xiii^e siècle. Sous quelle influence? Il n'est pas difficile de le deviner, quoiqu'on n'ose pas encore nous le dire. Mais sait-on si les Limousins n'ont pas suivi la même voie, et s'ils étaient plus avancés aux mêmes dates? Chez eux, la transition manque; et c'est un titre en faveur des Allemands; mais le point de départ fourni par les émaux de Conques est identique.

A cela près, il n'y a pas d'émaux limousins au x^e ni au xi^e siècle, et aucun texte n'indique même qu'on en ait fait pendant cette longue période. Depuis le règne de Tetricus jusqu'à celui de Louis VII, l'éclipse de cet art national est complète: M. de Lasteyrie n'insiste pas sur les émaux de saint Éloi; et réellement, s'il n'est pas impossible qu'il y en ait eu d'une certaine façon, tels, par exemple, que ceux du reliquaire mérovingien de Saint-Maurice, assurément il n'y en a plus. La petite chasse de Solignac que l'on attribuait à l'illustre fondateur de cette abbaye est du xiii^e siècle; et, quant à la boîte qui a été trouvée par M. Maurice Ardant dans les fouilles de Saint-Martial, elle n'a pas plus été fabriquée par saint Éloi qu'elle n'a appartenu à Waifre. Du moins elle offre un de ces sujets de galanterie si communs au xiii^e siècle, et ne saurait s'éloigner beaucoup de cette date, car les figures y sont dorées sur fond d'émail, ce qui, selon M. de Lasteyrie, n'a commencé à se faire que vers la fin du xii^e siècle.

Je croyais la crosse de Ragenfroy aussi décriée que les émaux de saint Éloi. Cependant M. de Lasteyrie nous demande, et ce ne doit pas être sans but, « s'il ne serait pas bien extraordinaire que, en ouvrant la tombe de Ragenfroy un ou deux siècles seulement après sa mort, on se fût amusé à en retirer sa crosse pour lui en substituer une autre pour le moins aussi riche ». —

Non, on ne s'est pas amusé à cela. Willemin s'est trompé ou a été trompé : voilà tout. J'ignore sous quels indices il se croyait certain d'avoir gravé la crosse de Ragenfroy plutôt que celle de tout autre évêque de Chartres; mais, sans aller visiter la collection Meyrick, sa gravure me suffit pour me prononcer, après tant d'autres juges compétents, sur l'âge bien postérieur de cet émail. D'ailleurs M. Darcel a vu récemment, à l'exposition de Manchester, la crosse dont il s'agit, et il a écrit qu'elle pourrait bien être du *xii^e* siècle, d'autant mieux que les figures sont en partie « réservées » sur fond d'émail (1). Le savant conservateur du Musée Britannique, M. A. W.-Franck, qui se connaît en émaux presque aussi bien que M. de Laborde, ajoute que la prétendue crosse de Ragenfroy lui paraît appartenir à l'école allemande : du moins il me l'a dit.

Au reste, si, par impossible, une crosse émaillée avait été trouvée à Chartres dans une tombe du *x^e* siècle, serait-ce là une bonne preuve de l'ancienneté de l'émaillerie limousine? — Cela était de mise lorsque, d'un commun accord, on réservait à la seule ville de Limoges le monopole de cette industrie : alors tout était bon pour en suivre la trace jusque dans les siècles les plus reculés. Mais, quand il est reconnu qu'on faisait très-anciennement des émaux à Cologne, à Trèves, à Verdun, à Paris, au Mans; quand il s'agit précisément de rechercher à quelle époque Limoges en a fait aussi, je ne vois pas trop ce que prouverait un émail découvert à Chartres sans autre indication d'origine, lors même qu'il remonterait, contre toute vraisemblance, à Ragenfroy et à 944.

Nous arrivons, en suivant l'ordre des dates, à la bague émaillée de l'évêque Gérard de Limoges, mort en 4022. Je n'ai jamais prétendu qu'elle avait pu « être achetée à Cologne ». Bien plus, il n'y a pour moi aucune invraisemblance à ce qu'elle ait été fabriquée à Limoges même, puisque j'ai toujours supposé que l'émaillerie limousine débutait un peu avant cette époque.

Je m'étais seulement demandé si une bague décorée d'un simple filet bleu était bien un émail digne de ce nom, et si Gérard n'avait pas pu se le procurer dans une autre ville que Limoges, par exemple à Poitiers, où il figurait, lors de son élection, parmi les dignitaires de Saint-Hilaire. N'oublions pas

(1) *Les Arts industriels*, revue française du 1^{er} juin 1857, p. 32 du tirage à part publié par V. Didron.

que, d'après M. de Laborde, et surtout d'après M. Didron, les émaux se trouvent et se sont faits « un peu partout ». Celui dont on s'occupe ici est certainement moins avancé que la plupart des spécimens de l'émaillerie antique mérovingienne ou saxonne; par exemple, l'anneau d'Ethelwulf ne dépasse pas la mesure de ce que l'on peut attendre de l'orfèvre le plus ordinaire dans toutes les grandes villes de l'Occident et à toutes les époques du moyen âge. Du reste, comme cet anneau est massif, et n'offre, même au chaton, que des surfaces arrondies, il ne pouvait guère être cloisonné. Il ne prouve donc rien contre l'existence de ce genre d'émaillerie. S'il n'avait pas appartenu à un prélat limousin, il n'aurait par lui-même que peu d'intérêt; et, pour adopter la supposition faite avec tant de confiance par M. de Lasteyrie, « si un bijou pareil était trouvé dans la tombe d'un évêque aux bords du Rhin », Dieu sait que personne ne s'en prévaudrait, et n'y donnerait d'attention, car les antiquaires allemands, heureusement pour eux, n'ont que l'embarras du choix entre les titres de leur émaillerie nationale, et en citent par douzaines des exemples plus anciens, plus authentiques et infiniment plus importants.

Cette bague de l'évêque Gérard, avec les émaux, perdus aujourd'hui, qui décoraient, au xvi^e siècle, le tombeau de saint Front sculpté, en 1077, par un moine de La Chaise-Dieu, mais remanié, au xiii^e siècle, par l'évêque P. de Saint-Astier et, au xv^e siècle, par le cardinal de Bourdeilles, voilà tout le bagage de l'émaillerie limousine au xi^e siècle. — Je me trompe : il y a aussi un petit orfroi de chape possédé par M. de Lasteyrie après M. Maurice Ardant, et qui représente un agneau pascal fort grossièrement dessiné, avec une inscription où M. Léopold Delille a reconnu les caractères en usage au commencement du xi^e siècle. Sans contredire un paléographe et un historien aussi justement renommé que M. Delille, je pourrais objecter que l'épigraphie limousine est souvent en retard d'après les observations spéciales du savant abbé Texier; de sorte que les caractères du commencement du xi^e siècle peuvent se montrer encore à la fin du même siècle ou dans les premières années du siècle suivant (4). Mais pourquoi troubler sans nécessité les illusions

(1) *Manuel d'épigraphie*, p. 50. « Les inscriptions d'orfèvrerie, ajoute M. Texier, se ressentent de leur procédé d'exécution. » Les lettres épâtées, carrées, à formes droites, sont celles que trace plus facilement le burin, ou que le ciselet poinçonne plus commodément. Ce sont aussi celles qui paraissent les plus anciennes.

d'un heureux collectionneur? Je me bornerai à répéter que j'admets l'existence de l'émaillerie limousine dès le commencement du ^x^e siècle, et que l'extrême grossièreté de l'œuvre s'explique plus naturellement par l'inexpérience d'une école toute nouvelle que par la maladresse exceptionnelle d'un artiste.

Quoi qu'il en soit, M. de Lasteyrie ne comprend pas comment j'ai pu dire que, jusqu'au ^{xii}^e siècle, jusqu'au ^{xv}^e siècle peut-être, on ne connaît aucun émail limousin à *date certaine*. J'espère que nos lecteurs ne partageront pas cet étonnement quand ils auront vu ce qui précède. J'avais dit, pour plus de clarté, qu'on n'avait aucun émail limousin qui fût daté d'une manière précise. Il me semble que cela est exact, au moins jusqu'au ^{xii}^e siècle, et nous allons voir qu'il en est ainsi par la suite. — Un monument à *date certaine*, celui qui sert à dater les autres, doit aussi avoir une date précise; et, s'il consiste en un objet portatif, sa provenance ne doit pas être douteuse le moins du monde. — En fait d'émaux limousins, M. de Lasteyrie en connaît-il réellement beaucoup qui répondent à ces conditions? — Nous aussi nous connaissons un assez grand nombre d'émaux que des analogies générales de style et des raisons de voisinage permettent d'attribuer au ^{xii}^e ou au ^{xiii}^e siècle et aux ateliers de Limoges.

Ce ne sont pas là cependant des émaux limousins à *date certaine* ni à *date précise*, et la preuve c'est que, si M. de Lasteyrie se hasarde à citer des exemples, il se trouve qu'ils portent tous à faux sans exception.

Ainsi Éléonore d'Aquitaine a donné, en 1137, à Louis VII un vase en cristal dont le pied est décoré aujourd'hui d'armoiries en taille d'épargne, et M. de Lasteyrie de s'écrier que ces émaux-là ne venaient pas d'Allemagne! — Non, ils n'en venaient point; mais venaient-ils davantage de Limoges? — D'abord beaucoup de gens croient que les quatre écussons, tous aux armes de France, du vase d'Éléonore ont été ajoutés après coup, par exemple au ^{xiv}^e siècle, pour remplacer autant de pierres précieuses employées à un autre usage. On s'explique ainsi la forme inusitée des écussons, qui sont arrondis, celle des fleurs de lis, qui est relativement récente, et enfin l'absence des armoiries de la donatrice.

Mais tenons un moment les émaux dont il s'agit pour des œuvres authentiques du ^{xii}^e siècle. — Le vase d'Éléonore,

que conserve le musée des Souverains, après avoir été donné par un certain Métadol, — quelque émir d'Espagne, — à un duc d'Aquitaine, et par Éléonore à son mari, fut cédé par ce dernier à l'abbaye de Saint-Denis. C'est l'abbé Suger qui a fait faire la monture en métal où se voient les écussons émaillés, car c'est lui qui parle dans l'inscription qui y est gravée.

— Or Suger, à cette époque, avait à son service sept émailleurs lorrains. — C'était par pur caprice, nous dit-on, puisqu'il connaissait Limoges et l'incontestable supériorité de ses artistes. Mais, aussi restreinte que l'on se figure la région désignée au XII^e siècle par le mot de *Lorraine*, toujours est-il que le grand abbé de Saint-Denis avait emprunté ses émaux à l'art germanique; car, pendant toute la période romane, la Lorraine entière, et, en particulier la province française qui porte aujourd'hui ce nom, appartient sans partage au style allemand. Depuis le congrès archéologique de Metz, c'est un fait admis par tout le monde.

M. de Lasteyrie chercherait à Trèves plutôt qu'à Cologne, et à Verdun plutôt qu'à Trèves, le lieu de naissance de ces artistes lorrains.

En effet, l'église de Trèves, comme M. de Roisin (1) l'a montré, était en possession de fournir des émaux à celle de Reims, « sa sœur », et le fameux calice attribué à saint Remy (2) n'a probablement pas d'autre provenance. Verdun a produit aussi des émailleurs excellents que les déplacements n'effrayaient point. M. Didron vient de retrouver à Tournay (3) la trace de ce Nicolas de Verdun qui avait doté l'abbaye autrichienne de Klosterneubourg de son beau rétable émaillé. Déjà, en 1184, selon M. Darcel (4) et selon M. de Lasteyrie lui-même, il était en avance sur les émailleurs limousins, car à Klosterneubourg toutes les figures sont « réservées » et dorées sur fond d'émail, ce qui ne se fait généralement qu'un peu plus tard. A Tournay, en 1205, sa manière s'est transformée encore pour obéir à la mode la plus nouvelle. Dans la châsse de Notre-Dame, due à Nicolas de Verdun, et que la cathédrale de Tournay conserve à côté de celle de Saint-Éleuthère, plus belle, mais plus récente,

(1) *La Cathédrale de Trèves*, par le baron F. de Roisin, p. 68.

(2) *Ann. arch.*, T. II, p. 313.

(3) *Nicolas de Verdun, émailleur du XII^e siècle*, par M. Didron : *Ann. arch.*, T. XXII, p. 200.

(4) *Bacursion artistique en Allemagne*, par A. Darcel, Paris, 1862, p. 20

tous les personnages sont en relief sur un fond de métal : l'émaillerie ne sert plus qu'aux bordures, et s'efface, selon l'usage allemand du XIII^e siècle, devant les progrès de l'orfèvrerie sculptée.

C'était sans doute un artiste laïque que notre émailleur, et il paraît s'être fixé définitivement à Tournay, car dans la suite, en 1217, les registres municipaux disent qu'un certain Colars de Verdun fut reçu bourgeois à taux réduit comme fils de bourgeois. Ce devait être le fils de l'émailleur, car il a le même nom et le même prénom au diminutif. Seulement sa profession a un peu changé. Comme l'émaillerie s'en va, le fils de Nicolas de Verdun s'est fait verrier, un des métiers qui se rapprochent le plus de celui d'émailleur.

Quoi qu'on puisse penser des derniers chapitres de cette curieuse biographie d'artiste, Verdun, qui envoyait des émailleurs à Klosterneubourg, a pu tout aussi bien en envoyer à Saint-Denis, où ils auraient eu sur d'autres Lorrains l'avantage de se faire comprendre facilement de ceux qui les employaient et de ceux qui les secondaient dans leurs travaux. Mais, bien que Nicolas de Verdun parlât un dialecte français, bien que nous devions aujourd'hui nous intéresser à lui comme à un compatriote, il appartenait, répétons-le, à l'école allemande; et, les émailleurs de Suger eussent-ils eu exactement la même origine, la signification naturelle de l'appel qui leur fut fait, c'est assurément de témoigner en faveur de l'ancienneté et de la supériorité relative de l'émaillerie germanique.

Peu de temps après la construction de Saint-Denis, on émaille l'admirable plaque de Geoffroy Plantagenet conservée au musée du Mans, et, selon M. de Lasteyrie, ce n'est pas du premier coup que l'école limousine arrive à de telles œuvres. Cette fois toutes les vraisemblances étaient en faveur de Limoges, puisque Geoffroy d'Anjou est mort en 1154, précisément un an avant que son fils épousât Éléonore d'Aquitaine, et deux ans avant qu'il allât se faire couronner dans l'abbaye de Saint-Martial. Bien m'en a pris cependant de dire qu'il était seulement « probable, et non certain, » que la tombe émaillée de Geoffroy avait été faite à Limoges. Au lieu de m'avertir qu'il n'y avait plus à hésiter, M. Hucher du Mans m'aurait saisi en flagrant délit, comme M. Labarte, qui avait cru pouvoir attribuer la plaque de Geoffroy aux dernières années du XII^e siècle, comme M. le comte Clément de Ris, qui était allé

jusqu'au commencement du XIII^e siècle. M. Hucher n'a pas seulement prouvé, conformément aux prévisions de M. de Lasteyrie, « qu'on se plaisait à rajeunir ce monument en contestant bien arbitrairement son authenticité » ; il a montré de plus, par des textes contemporains aussi clairs, aussi concluants que possible, qu'il était l'œuvre, non du roi Henri, mais de l'évêque du Mans Guillaume de Passavant. Le moine Jean de Marmuntiers dans sa « Chronique de Geoffroy », dédiée à ce prélat lui-même, dit en effet : « Il fut inhumé dans la très-sainte église de Saint-Julien du Mans, dans un très-noble mausolée que l'évêque Guillaume, de pieuse mémoire, avait élevé à sa noblesse. On y voit l'image révéree du comte, honorablement imprimée en or et en pierreries, dans l'attitude d'un prince qui semble vouloir abattre l'orgueil des superbes, et faire grâce aux humbles (1). — L'évêque établit à perpétuité et dota suffisamment un chapelain, qui fut chargé d'offrir tous les jours pour Geoffroy le divin sacrifice à l'autel du Crucifix, près duquel cet excellent comte repose, afin que le Dieu bon et miséricordieux daigne avoir pitié de ce prince si miséricordieux lui-même. »

Je n'irai pas jusqu'à dire, avec M. Hucher, que le tombeau émaillé de Geoffroy, dont la plaque conservée au musée n'était que la pièce principale, avait été élevé « du vivant de ce prince » : les expressions du chroniqueur ne me semblent pas assez formelles pour cela. Préparer la sépulture d'un homme de quarante ans plein de vie et de santé, ce serait un excès de prévoyance qui n'est pas présumable, et que les empereurs romains auraient qualifié de lèse-majesté. Mais on conciliera tout en admettant que les restes de Geoffroy Plantagenet furent déposés provisoirement, selon l'usage, ou sous le pavé ou partout ailleurs que dans le mausolée destiné à les recevoir après le temps strictement nécessaire à son achèvement. — Il nous suffit de savoir que le tombeau de Geoffroy fut conçu, et probablement exécuté, avant le couronnement d'Henri II, par l'évêque seul, dont il est l'œuvre personnelle. Henri II lui-même

(1) « *Humatus est autem in sanctissima beati Juliani Cœnomanensis ecclesia, in nobilissimo mausoleo quod et nobilitati episcopus piæ recordationis Guillelmus nobiliter exstruxerat. Ibi siquidem effigiati comitis reverenda imago ex auro et lapidibus impressa, superbis ruinam humilibus gratiam distribuere videtur.* » — C'est la paraphrase de l'inscription.

n'y prit aucune part, et laissa à Guillaume le soin de le doter d'un service quotidien. Ce ne fut qu'en 1161 que ce prince songea à fonder deux autres messes à célébrer chaque jour devant le sépulcre de son père, dont il constate l'existence sans réclamer l'honneur de l'avoir élevé (1). Du reste l'inscription de la plaque émaillée confirme le témoignage des chroniques, et conserve au tombeau de Geoffroy le caractère d'une création ecclésiastique. Entre toutes les qualités du défunt, celle qu'on exalte devait être particulièrement appréciée par un évêque :

Ense tuo princeps predonum turba fugatur
Ecclesiisque pax pace vigente datur.

M. de Lasteyrie ne connaît pas encore ces documents, tant la publicité est lente en archéologie; mais il lui suffira pour les consulter d'ouvrir le tome XXVI du *Bulletin monumental* (2). Dans un autre volume du même recueil (3), il se convaincra de plus que, dans le premier domaine des Plantagenets, la tombe de Geoffroy n'offrait pas le seul ni le plus ancien exemple d'une effigie émaillée de médiocre dimension incrustée dans un grand sépulcre. La tombe de l'évêque d'Angers Fulger, mort en 1149, est décisive à cet égard, et se trouve dessinée avec ses vives couleurs dans la collection Gaignières, ainsi que plusieurs autres tombes émaillées d'Angers et du Mans, mais plus récentes. M. de Caumont en a donné d'excellentes gravures.

En 1149, pas plus qu'en 1154, le Maine et l'Anjou n'avaient rien de commun avec le Limousin. Au contraire, ces deux provinces accueillaient déjà le style ogival, propagé, sinon créé, par Suger et son abbaye. Aussi la tombe de Fulger a-t-elle ses arcatures en ogive : chose sans exemple à cette époque en Limousin ! Il ne reste donc aucune raison de faire honneur à l'école de Limoges de la plaque émaillée de Geoffroy. Elle se rattacherait plutôt à l'école allemande naturalisée à Saint-Denis, ce que confirmerait la prédominance des *tons verts* que j'y ai remarqués. Quand on se rappelle ce crucifix colossal, ces candélabres et toutes ces œuvres des émailleurs lorrains de Saint-Denis; quand on songe qu'une prébende avait été affectée

(1) *Bulletin monumental*, 1880, T. XXVI, p. 695.

(2) *L'émail de Geoffroy Plantagenet*, par M. E. Hucher, p. 669-696.

(3) *Rapport sur des statues tombales en métal*, par M. de Caumont : *Bull. monum.*, T. XXI, p. 480.

à perpétuité à l'artiste chargé de les entretenir, il est impossible de ne pas croire qu'on a été tenté parfois de les imiter dans le voisinage. Du moment où l'on admet la pluralité des écoles, on peut donc très-bien, sans contester à l'Allemagne le titre qui résulte pour elle du livre de Suger, dire que la France du Nord a eu aussi son école, importée ou native, mais vivace et féconde. Les belles crosses trouvées par M. Godard-Faultrier dans les fouilles de l'abbaye de Tous-les-Saints à Angers, les admirables tombeaux émaillés, d'un style si noble et si pur, dessinés par Gaignières, à Braisne, par exemple, aussi bien qu'à Angers et au Mans, en relèveraient logiquement; et, s'il fallait, en l'absence de toute indication historique, essayer dans les provinces du Nord un triage de ce qui provient de Limoges, ce serait, je suis fâché de l'avouer, au dessin plus raide, plus roman de certaines effigies émaillées du XIII^e siècle qu'il faudrait leur reconnaître cette origine, notamment pour ces statues de deux enfants de saint Louis transportées de Royaumont à Saint-Denis (1), qui retardent si visiblement sur leur date, comme le font en général les édifices et les sculptures gothiques du Limousin, jusqu'au moment où fut commencée par des architectes du Nord la cathédrale de Saint-Étienne.

Indépendamment de ces importations allemandes et limousines, les germes de l'émaillerie paraissent avoir existé très-anciennement dans la région dont Paris est le centre artistique. Une remarque nous porterait du moins à l'avancer : il y avait à Saint-Germain-des-Prés, et il y a encore à Saint-Denis, une dalle où Frédégonde est représentée en mosaïque. D'après M. le baron de Guilhermy, si bon juge en pareille matière, cette tombe a été refaite, avec plusieurs autres, vers le commencement du XI^e siècle; mais, dans tous les cas, elle est très-ancienne. Or le mosaïste, impuissant, dans sa maladresse, à rendre par des cubes de verre ou de marbre le dessin de cette effigie de Frédégonde, a imaginé de marquer tous les contours, tous les plis intérieurs du vêtement, par de minces filets de cuivre doré. — N'est-ce pas un emprunt non équivoque aux procédés de l'émaillerie cloisonnée?

Au XIV^e siècle, plusieurs émaux, notamment le piédestal d'une statue de la sainte Vierge donnée par la reine Jeanne, et conservée au musée des Souverains, offrent tous les caractères de

(1) Voyez la *Monographie de Saint-Denis*, par M. de Guilhermy, p. 164.

l'art du nord de la France ; d'ailleurs dans la liste des orfèvres parisiens il se trouve sept artistes qui tiraient leur surnom de la ville de Limoges (4). Pourquoi auraient-ils oublié le secret des émaux en changeant de résidence ? Il y a aussi des émaux anglais indépendamment des émaux saxons.

Dès la première moitié du XII^e siècle, l'évêque de Winchester Henri de Blois, frère du roi Étienne, fait exécuter un bassin émaillé, de forme oblongue, dont les extrémités, semi-circulaires, sont conservées au musée Britannique. Le donateur y est représenté tenant l'objet qu'il offre à l'église, avec l'inscription d'*Henricus episcopus*. Son nom est encore répété dans les vers qui bordent le bassin sur deux lignes concentriques.... *Dona dat Henricus vivus in ære Deo...* — On y fait d'ailleurs des vœux pour l'Angleterre, et l'on vante même l'art des émaux.... *Auro gemmisque prior*. Tout en évitant de se prononcer positivement sur la provenance de ce curieux émail, qui a dû être fait de 1139 à 1146, M. Franck inclinerait à penser qu'il est Limousin par la seule raison que l'évêque Henri de Blois était Français. Cependant le comté de Chartres et de Blois n'avait encore, de 1139 à 1146, que bien peu de relations avec le Limousin, tandis qu'il touchait à Paris, à Saint-Denis, où Henri a dû prendre à la fois l'émaillerie et l'architecture ogivale, dont le chœur de l'église de Sainte-Croix, bâti par lui à Winchester, est le plus ancien spécimen en Angleterre. Je ne prétends donc pas rattacher l'émail de Henri de Blois aux émaux saxons, — il ressemble trop pour cela à certains émaux du continent ; — je crois qu'il a été fait par un artiste de l'école allemande ou franco-allemande, mais en Angleterre et sous les yeux du donateur. Dans tous les cas, il rappelle moins les émaux limousins que ceux de l'Anjou et surtout de l'Allemagne, dont il reproduit les tons clairs et doux, où le vert prédomine, ainsi que l'interminable faconde. Autant en effet les émaux limousins sont sobres d'inscriptions, autant les émaux de l'école allemande en sont prodigues. Ainsi, au Musée Britannique, cinq émaux, qui sont donnés comme allemands, sont couverts d'inscriptions en lettres toutes pareilles à celles du bassin d'Henri de Blois, tandis que les émaux limousins, au nombre de dix, sont complètement muets.

Lorsque l'émaillerie, déjà pratiquée depuis plus ou moins long-temps par des laïques, devient un art industriel ; lorsque

(1) Texier, *Dict. d'orfèvrerie*, p. 991.

les émaux, au lieu de se faire sur commandes, donnent lieu à un commerce régulier, l'Angleterre en achète à Limoges en assez grande quantité pour que le mot d'œuvre de *Limoges* désigne clairement un objet émaillé. Mais le premier achat de ce genre qui soit constaté historiquement se rapporte à l'exil de Thomas Becket en France, probablement à sa rentrée en Angleterre, c'est-à-dire à 1169. Les faits analogues se multiplient dans le commencement du XIII^e siècle, car ils étaient très-rares jusque là, et il n'y en a que trois pour toute l'Europe jusqu'à 1200.

Plus tard, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, les artistes de Limoges exécutent des tombeaux émaillés pour des prélats et des seigneurs anglais. Ils n'étaient pas les seuls et n'avaient pas été les premiers à en faire. Nous avons vu que les tombes de Fulger et de Geoffroy, qui affectent encore la forme d'une grande chässe, étaient incontestablement les plus anciens temples. Nous allons voir bientôt que la tombe d'Henri de Champagne, où il y avait une statue couchée dans une chässe à jour, vient après. Les premières tombes émaillées dont il soit question en Limousin sont celles d'un évêque de Cahors et d'un archevêque de Lyon (1) qui vinrent mourir à Grandmont sous le pontificat d'Innocent III; mais, au XIII^e siècle, les tombes émaillées continuaient à être d'un usage général dans le nord de la France, particulièrement à Angers et au Mans. Les Allemands seuls paraissent n'en avoir jamais fait.

A notre avis, les tombes émaillées de Limoges se distinguaient des autres, au XIII^e siècle, par un procédé particulier, le travail au repoussé, appliqué au cuivre; car, pour l'or et l'argent, il est d'un usage plus général. Formées d'un assemblage de petites feuilles de cuivre, elles employaient infiniment moins de métal que les statues, coulées d'un seul jet, du nord de la France; comme les chässes de pacotille et les autres œuvres de Limoges, elles se recommandaient par l'économie, cause bien prosaïque mais bien puissante de succès.

Aussi nous voyons, en 1277, les exécuteurs testamentaires de Gauthier de Merthon, évêque de Rochester, payer une certaine somme, assez faible, 40 liv. sterling, à Jean de Limoges, pour le prix d'une tombe, non compris les frais de voyage de l'aide

(1) *Émaillerie de Limoges*, p. 84. Gauthier de Merthon était chancelier d'Angleterre, et il avait dû venir à Limoges avec Édouard I^{er} en 1274. V. *Rickman*, édition de 1862, p. 319.

qui vient la poser, et les honoraires d'un certain homme de confiance chargé d'arrêter le plan et d'en surveiller l'exécution. Ce monument n'existe plus par malheur : peut-être seulement retrouve-t-on, à l'extrémité du chœur de Rochester, le socle, en marbre noir, qui supportait la statue de Gauthier de Merton. — Pour avoir une idée de ces tombeaux de Limoges, il faut recourir à celui d'Aymar de Valence, comte de Pembroke, à Westminster. Cette fois, il n'y a point de texte, mais toutes les circonstances concourent à révéler un produit distingué de l'émaillerie limousine. D'abord ce comte de Pembroke neveu du roi Henri III était non-seulement un Français, mais un Aquitain, car il descendait de l'illustre maison de Lusignan. Son père, Guillaume de Valence, troisième fils du comte de la Marche et d'Isabelle d'Angoulême, avait été sénéchal du Limousin pour Édouard I^{er} et seigneur de la ville limousine de Bellac. Il joint lui-même sur son sceau à ses titres anglais celui de seigneur de Montignac (sur Charente). Enfin il portait, ainsi que plusieurs membres de sa famille, le prénom héréditaire des vicomtes de Limoges, dont il était le proche parent. Aymar de Pembroke avait donc toutes sortes d'affinités et de relations avec le Limousin, où quelques-uns de ses ancêtres avaient choisi leur sépulture. Il était tout simple que le talent des émailleurs de Limoges fût connu et apprécié dans cette famille.

La statue d'Aymar de Pembroke se trouve dans une des chapelles méridionales du chœur de Westminster. Elle est couverte d'une armure complète, et repose sur un socle en bois décoré d'une arcature, et exhaussé lui-même sur un autre socle en pierre sculptée. La statue est aussi de bois revêtu de feuilles de cuivre travaillées au repoussé, et assez adroitement assemblées pour que les points de raccord soient encore aujourd'hui peu apparents. Il n'y a d'émaillé que le coussin sur lequel s'appuie la tête, le bouclier, placé immédiatement sur la poitrine, le ceinturon et les attaches des éperons : le reste est doré ; mais ces émaux sont exécutés avec beaucoup de finesse, et ils sont répartis avec goût, de manière à produire un excellent effet. Le même système de décoration avait été appliqué au coffre en bois qui supporte la statue. Il était aussi revêtu de feuilles de cuivre, et, dans le champ des arcatures, des figures sur fond d'émail représentaient probablement les parents ou les officiers du comte Aymar, ou simplement des « pleureurs », tandis que des écussons aux couleurs des Lusignans

garnissaient les tympan des arcades. Mais ce revêtement a été enlevé presque en totalité, surtout sur la face qui regarde le bas-côté de l'église. On ne voit plus guère aujourd'hui que des lettres et autres points de repère gravés profondément sur le bois du sarcophage, dans chaque arcade feinte et dans chaque tympan.

J'ai relevé avec soin toutes ces marques, analogues aux marques d'appareilleurs; mais il y aurait peu d'utilité à les reproduire ici : il suffit de les signaler, et de les donner pour preuve de la provenance lointaine du monument. — Évidemment le maître qui avait conçu et exécuté les plaques émaillées ne devait pas les mettre lui-même en place lorsque toutes les pièces du tombeau seraient arrivées à leur destination. Comme pour l'évêque de Rochester, un artiste moins relevé, un aide restait chargé d'accompagner l'œuvre à Westminster, et de la reconstituer pièce à pièce, après lui avoir épargné les accidents qu'un long voyage en chariot aurait infailliblement occasionnés sans cette précaution.

Je trouve une autre preuve de l'origine du tombeau d'Aymar de Pembroke dans les différences singulières que l'on remarque entre les écussons émaillés et les écussons sculptés sur la pierre. Ces derniers sont burelés de sept pièces, comme le sceau d'Aymar; les autres sont burelés de onze pièces, ainsi que l'usage s'en était établi en France pour les derniers Lusignans. De même les merlettes qui servent de brisure sont au nombre de neuf dans les écussons sculptés et dans le sceau, tandis que, sur le bouclier du comte, elles sont portées au nombre de vingt. L'émailleur a de plus fait courir un léger et élégant rinceau sur les étroites bandes d'azur qui alternent avec des bandes d'or dans l'écusson burelé des Lusignans; mais je ne vois dans cette licence qu'un caprice de l'artiste et un ornement de fantaisie.

Un artiste anglais, M. Burges, dont on se rappelle les succès au concours de Lille, m'a indiqué à Westminster un autre tombeau très-mutilé, dans lequel il croit reconnaître les caractères d'une œuvre de Limoges. La statue est en bois en effet, et a été revêtue de feuilles de cuivre, enlevées maintenant en entier. Mais on ne comprend pas comment ce revêtement pouvait être émaillé, car le costume est celui d'un simple moine. D'ailleurs on ignore le nom du religieux de haute naissance auquel cette tombe a été élevée, ou du prélat qui a voulu par humilité être ainsi représenté. Ce pourrait être, ce me semble,

un autre Aymar de Valence, évêque de Winchester en 1160 (1), et le propre frère de Henri III, si le lieu de sa sépulture n'est pas positivement connu. Ce qui est certain, c'est que c'était un grand personnage, car il a été enterré à une place plus honorable qu'Aymar de Pembroke, dans l'enceinte même du chœur, entre les deux piliers qui sont le plus à l'est; et aujourd'hui les Anglais, toujours respectueux, se gardent bien de déplacer cette statue informe d'un inconnu.

À côté de ces productions, plus ou moins authentiques, de l'école limousine, il y a à Westminster d'autres tombeaux en métal de la même époque, mais d'un genre tout différent et d'origine purement anglaise, qui sont loin de me paraître inférieurs à ceux que nous venons d'étudier. Telle est la statue de la reine Éléonore, épouse d'Édouard I^{er}, qui a dû être faite, comme celle du comte de Pembroke, dans les dernières années du XIII^e siècle. Elles sont correctes l'une et l'autre; mais quelle différence dans la grâce, l'expression, le mouvement et l'élévation du style de ces statues! La raideur, la sécheresse de l'image de Pembroke tiennent sans doute en partie au procédé d'exécution, quoique les mêmes défauts, bien plus choquants dans les statues de Royaumont, le soient bien moins dans certains ouvrages au repoussé faits en plein XIV^e siècle; mais l'éclat des émaux ne les compense qu'imparfaitement: il n'est personne qui ne préfère la statue d'Éléonore, coulée en bronze d'un seul jet, et uniformément dorée. Elle a coûté plus cher, parce que la matière première y est employée en quantité dix ou vingt fois plus considérable; mais aussi comme l'artiste a été plus à l'aise pour réaliser l'idéal qu'il avait en vue! Comme il a créé une œuvre plus solide et plus durable!

En résumé, la statue de Pembroke, qui, je n'en doute pas, a été faite à Limoges, se rapporte à un procédé exceptionnel, singulier, ingénieux, brillant si l'on veut. La statue d'Éléonore révèle en Angleterre un art plus mâle, plus sûr de lui-même, et, pour tout dire en un mot, plus avancé.

De ce que l'émaillerie limousine a envoyé en Angleterre, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, deux ou trois tombeaux pour des personnages dont l'un au moins était plus Limousin qu'Anglais, il ne faut pas conclure que tous les monuments fu-

(1) Selon Corlien, il résigna son évêché à un de ses neveux, nommé aussi Aymar.

néraires où l'émail tient une place quelconque, aussi petite qu'on la suppose, sont l'œuvre de nos émailleurs. On avait fait des émaux en Angleterre avant que l'abbaye de Wutgam eût reçu de Limoges des couvertures d'évangélistes. On en a fait aussi depuis Gautier de Rochester et Aymar de Pembroke. A toutes les époques, un art si simple, et qui n'avait rien de secret, a dû se propager dans une certaine mesure. Ainsi, quand nous rencontrons à Warwick quelques écussons émaillés, quatorze, je crois, employés à varier le soubassement en bronze doré d'un tombeau magnifique, et tel que ni le Limousin ni la France entière n'en ont point d'aussi beau au xiv^e siècle, pourquoi nous figurer qu'on a eu besoin de faire venir de Limoges ces menus accessoires, malgré la guerre, malgré la politique? Lorsque, dans le tombeau du prince Noir, à Cantorbéry, nous trouvons, outre les écussons émaillés, un ceinturon égayé par quelques émaux, comment le détacher de la statue avec laquelle il fait corps, statue évidemment anglaise comme l'architecture de son soubassement? — Il suffit de savoir que, en blason, émail est synonyme de couleur pour comprendre que les armoiries émaillées se faisaient à peu près partout. D'ailleurs il existe au xiv^e siècle une espèce d'émail qu'on appelle à Paris « émail d'Angleterre ». Pour créer un genre particulier ne fallait-il pas commencer par faire de l'émaillerie ordinaire?

Revenons aux tombeaux limousins à date certaine. On sait qu'il en fut fait deux pour la Bretagne après l'époque où la vicomté de Limoges fut portée par un mariage dans la maison ducale de ce pays; mais ces monuments, élevés à la duchesse Blanche (1) et à Jeanne d'Avaugour, ne sont plus connus que par des textes : on n'en a pas même de descriptions.

M. de Lasteyrie nous dit que « les tombes des comtes de Champagne, ces voisins immédiats de la Lorraine, et presque de l'Allemagne, étaient ornées, on le sait, d'émaux exécutés à Limoges (2) ». Il y a dans cela quelque chose de vrai; car, en 1267, le jour de l'octave de saint Luc, Gui, prieur de Grandmont, écrivait à Thibaud V, comte de Champagne et roi de Navarre, pour le prier de payer à Jean Chatelat, bourgeois de Limoges, le prix du tombeau de Thibaud IV, son père (3) ».

(1) Il résulte d'un document publié par M. le baron de Wismes que cette tombe coûta 450 livres.

(2) *Bulletin Archéologique du Limousin*, T. XII, p. 114.

(3) *Émailleurs de Limoges*, p. 83.

Mais il y a aussi des erreurs que j'ai contribué moi-même à propager. — Il existait à Saint-Étienne de Troyes deux splendides tombeaux des comtes de Champagne, et ce sont les seuls qui soient célèbres, les seuls que l'on connaisse par de minutieuses descriptions, les seuls enfin dont l'on sache positivement qu'ils étaient décorés d'émaux.

Le premier, qui renfermait la dépouille mortelle du comte Henri I^{er} le Libéral, avait l'aspect d'une grande chässe à jour, dans l'intérieur de laquelle se trouvait une statue couchée. Cette statue était en bronze doré comme l'ensemble du tombeau, mais le dessus de la chässe offrait deux statuettes : l'une, de Henri I^{er}; l'autre, de saint Étienne, en demi-relief et en argent. Elles se trouvaient de chaque côté d'une grande croix dont le sommet portait un sujet émaillé tiré des prophéties d'Isaïe et quelques figurines aussi en argent. Tous les autres émaux, disposés par petites plaques, alternaient sur les frises avec des ornements ciselés, comme dans la chässe des Trois-Rois à Cologne. Aucun doute n'est possible à cet égard, car on a de ces tombeaux non-seulement leur description, mais un ancien dessin très-étudié, dont M. Gaucherel a tiré une belle gravure (1). On a ainsi conservé les inscriptions, dont l'une nous apprend que le tombeau d'Henri I^{er} avait été élevé par sa veuve Marie, fille de Louis VII :

Principis egregios actus Maria revelat,
Dum sponsi cineres tali velamine velat.

Henri le Libéral, ou le Large, mourut en 1180. Selon toute apparence, sa tombe fut commencée immédiatement après, et, chose remarquable, pendant que la comtesse Marie s'occupait de ce monument, sa mère, la reine Adèle, en élevait un pareil, dans l'abbaye de Barbeau, à la mémoire de Louis VII, mort en 1180. On sait du moins qu'il était en cuivre et en argent, et qu'il avait été fait *arte nova*, ce qui paraît se rapporter à l'emploi des émaux.

Le second tombeau de Saint-Étienne de Troyes était celui de Thibaud III, mort en 1204. Sa forme générale, plus rapprochée du type qui prévalut dans les derniers siècles du moyen âge, était celle d'un sarcophage massif, surmonté d'une statue couchée, et entouré de statuettes disposées dans des niches. Les

(1) *Ann. arch.*, T. XX, p. 80.

métaux précieux y étaient employés en bien plus forte quantité, car non-seulement la grande statue du comte, mais les dix statuettes du sarcophage, le fond des niches et une partie de l'ornementation étaient en argent. Du reste, l'analogie était évidente entre les deux tombeaux de Saint-Étienne; et, par exemple, les émaux en petites plaques alternaient à l'allemande avec des feuillages sculptés, et ne jouaient qu'un rôle de plus en plus secondaire. Le statuaire et le sculpteur d'ornement faisaient presque tous les frais de la décoration, qui était merveilleusement riche par le dessin comme par la matière.

Tel était le splendide monument dont M. l'abbé Texier avait voulu faire honneur à l'école limousine et à l'émailleur Jean Chatelat. Les cendres de Thibaud IV, disait-il (1), avaient été réunies dans la même tombe à celles de Thibaud III, et Thibaud V, fils de l'un et petit-fils de l'autre, n'avait acquitté qu'en 1267 ce double tribut de piété filiale.

En effet, l'effigie de Thibaud IV se voyait sur le tombeau de son père, — et c'est la seule explication que je puisse trouver à l'évidente confusion dans laquelle était tombé M. Texier; — mais il était représenté en petit enfant avec sa sœur Marie, et dans la même niche, au même titre que Louis VII, Henri Plantagenet et Sanche le Fort, c'est-à-dire comme membre de la famille du défunt. Aussi l'inscription qui accompagne les deux enfants est-elle ainsi conçue :

Dat pro patre duos Deos hos flores adolere
Ut tibi ver pacis, Campana, constet habere (2).

D'ailleurs une autre inscription attribuée expressément à Blanche de Navarre, veuve de Thibaud III, l'exécution du tombeau :

Hoc tumulo Blanca, Navarrae regibus orta,
Dum comitem velat, qui ferveat igne revelat.

C'est la même formule que pour le tombeau d'Henri I^{er}, comme c'est la même origine et le même style d'émaillerie. M. de Lasteyrie n'hésitera donc pas à reconnaître que nous nous égarions tous les deux sur les pas de M. l'abbé Texier. Aussi bien il était

(1) *Dictionnaire d'orfèvrerie*, p. 1400.

(2) *Ann. arch.*, T. XX, p. 94.

vraiment incroyable qu'un émailleur quelconque eût été assez riche pour faire l'avance du prix d'un tombeau d'argent. Cela se conçoit au contraire pour un tombeau de cuivre, comme était probablement celui de Thibaud IV (1), et encore l'artiste attendait-il impatiemment la restitution de ses déboursés.

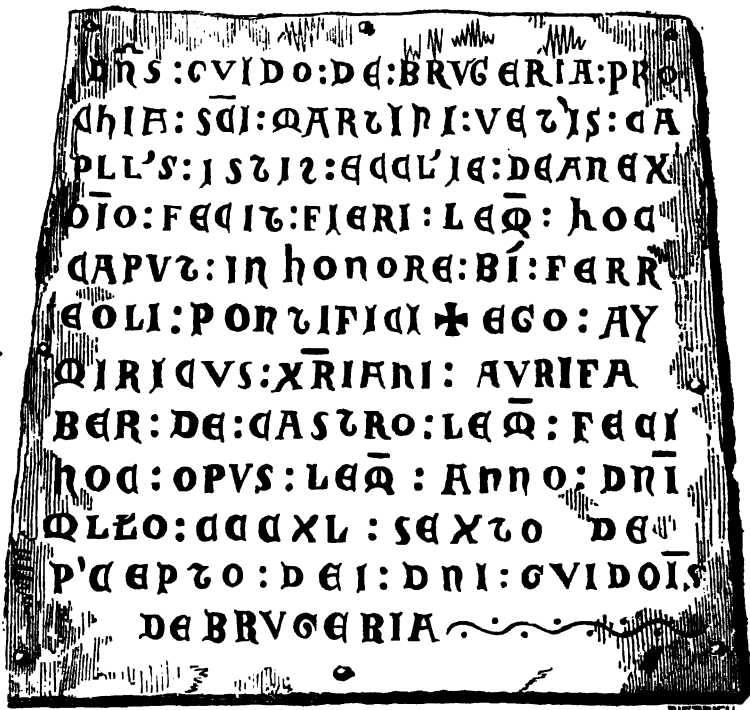
Du reste je suppose volontiers, avec M. de Lasteyrie, que cette tombe de Thibaud IV était rehaussée d'émaux; néanmoins nous ne le savons pas positivement. J'ignore même, pour ma part, où elle avait été érigée et ce qu'elle est devenue. Enfin je me demande si, au lieu de se trouver à Troyes « dans le voisinage immédiat de l'Allemagne », elle n'était pas à Pampelune avec celles des autres rois de Navarre; car c'est dans cette capitale que Thibaud IV mourut en 1253. Dans ce cas, il était naturel que Thibaud V s'adressât de préférence aux émailleurs d'une ville où il passait fréquemment, et où il revint, en 1269, lorsqu'il apporta aux moines de Grandmont les reliques de saint Macaire. Le texte de 1267 ne prouverait donc rien pour l'origine des magnifiques tombeaux élevés à Troyes, soixante et quatre-vingts ans auparavant, dans des circonstances tout à fait différentes. Ils se rattacheraient plutôt, sinon à l'école germanique, qui ne faisait pas de tombeaux, du moins à l'école franco-allemande de nos provinces du nord.

Parmi tous les émaux cités par M. de Lasteyrie, on voit qu'il n'en est réellement aucun qui soit daté d'une manière précise et certaine. Quand nous avons un texte, le monument s'est perdu, et, quand nous possédons des monuments, ce sont les textes qui manquent.

M. de Lasteyrie veut-il mieux savoir ce que j'entends par un émail limousin à date certaine? Enfin j'en connais un, mais depuis bien peu de temps. C'est M. Jules de Verneilh, mon frère, qui l'a découvert, l'hiver dernier, dans la sacristie de Nexon. On lui avait recommandé d'y voir un coffret sans date, mais remarquable par ses figurines en relief, et néanmoins émaillées. Il aperçut dans le fond de la même armoire un buste d'évêque, de grandeur naturelle, dont les émaux étaient peu apparents à distance, mais qui avait tout l'air d'une bonne sculpture gothique. En effet, sur le revers du collet était gravée une

(1) Thibaud V avait mis si peu de zèle à élever le tombeau de son père qu'il ne devait point avoir imité les prodigalités de Marie de France et de Blanche de Navarre.

curieuse inscription, que personne n'avait lue depuis des siècles, et dont on ignorait le sens à Nexon même, quoique ses abréviations soient faciles à comprendre, ainsi que le montrera le fac-simile suivant:



On voit que, si, à la différence des Allemands, les monuments émaillés des Limousins sont « des œuvres modestes où toute personnalité s'efface devant Dieu (1) », la règle souffre d'assez notables exceptions. L'émailleur Aymeric de Chrétien, dans son naïf orgueil, dit tout haut son nom; il répète deux fois celui du donateur Guy de La Brugière, et trois fois celui de sa ville de Limoges.

On remarquera que notre émailleur met un I pour un E dans son nom d'Aymeric, et qu'il commence son surnom de Chrétien par deux lettres grecques, comme on le fait pour Christus. Dans le mot de *dicti*, à l'avant-dernière ligne, certain signe d'abrévia-

(1) *Bulletin Archéologique du Limousin*, T. XII, p. 109.





Jules en Bonnet 1763

tion est tracé de telle sorte que le le C barré devient par mégarde un E incontestable.

L'ancien nom latin de Nexon est *Anexonium*, on en a d'autres preuves. La paroisse de Saint-Martin-le-Vieux, dont il est question dans l'inscription, est à huit kilomètres au nord-ouest de Nexon. A l'aide des cartes de Cassini, on constate qu'il s'y trouve un hameau de La Brugière, ancien domaine ou lieu de naissance du curé donateur. Comment le chef de saint Ferréol, évêque de Limoges au ^{vi} siècle, était-il possédé par une église de campagne ? C'est ce qu'explique très-bien un passage du père Bonaventure de Saint-Amable. A l'époque où les reliques fuyaient les grandes villes devant les invasions normandes, et se retiraient dans les châteaux les plus forts du pays, le seigneur de Lastours se chargea de protéger contre les profanations le chef de saint Ferréol, qu'il garda ensuite, et que ses descendants finirent par donner à l'église de Nexon, la plus importante qu'offrit leur baronnie.

Après le texte, examinons le monument. — M. Jules de Verneilh l'a dessiné avec le plus grand soin, de face et de profil, et s'est plu à le graver sur cuivre. On pourra donc juger du talent d'Aymeric de Chrétien : il n'avait pas fait précisément un chef-d'œuvre : la tête de saint Ferréol ressemble plutôt au portrait de quelque jeune évêque, un peu mondain, du ^{xiv} siècle qu'à l'image idéale d'un saint. Ses moustaches sont retroussées, et sa barbe frisée avec trop de recherche. La figure me paraît courte, et la physionomie singulière. Mais le buste est modelé au repoussé avec beaucoup de précision, et retouché au ciselet avec une grande finesse. Il faut louer aussi la forme originale du plateau sur lequel repose le chef de saint Ferréol : elle serait digne d'être imitée, car elle s'adapte parfaitement à l'ovale de la poitrine, et ne manque pas d'élégance. On remarquera que la croix pectorale du saint évêque s'étale sur une des ogives saillantes du plateau. La mitre, ornée de cabochons et de riches ciselures, est mobile, et s'enlevait pour laisser voir le crâne du saint, que l'église de Nexon conserve toujours, mais dans un autre reliquaire en argent, d'origine assez récente. En regardant à l'intérieur de la tête, on observe qu'elle est formée de plusieurs pièces de cuir jaune, assemblées et soudées avant la dorure.

Quant aux émaux, ils se réduisent à l'inscription, dont tous les creux sont remplis d'émail vert, et aux quatre-feuilles tracées

sur le devant et sur le derrière de la mitre. Les fonds de ces quatre-feuilles sont aussi de couleur verte, avec quelques points rouges noyés dans la pâte. Il est est de même des nimbes et des terrains, dont la nuance est seulement un peu plus claire. Les figures sont *réservées* dans le métal, et tous les traits sont *rehaussés d'émail rouge*, comme c'est l'usage au xiv^e siècle. A cela près, la méthode suivie par Aymeric de Chrétien n'a pas varié depuis cent cinquante ans. Il n'a nullement essayé, par exemple, de faire des émaux translucides, ainsi qu'on en faisait alors en Italie et à Paris : les siens sont parfaitement opaques, et même assez ternes de ton.

Le chef de saint Ferréol n'en est pas moins une œuvre très-précieuse à tous égards, et vous vous félicitez, Messieurs, qu'elle ait été conservée dans l'église même pour laquelle elle avait été faite. Elle a plus de prix à Nexon que partout ailleurs, et vous direz avec moi qu'elle doit y rester toujours. Elle est en assez bon état pour reprendre sa première destination; mais, en fût-il autrement, la fabrique devrait encore la garder, quelque prix qu'on en offre. C'est un modeste trésor que celui de Nexon; mais, grâce au chemin de fer, il aura ses visiteurs comme ceux de Conques et d'Essen, et il fera honneur à la paroisse qui le possède.

Le désir de vous décrire des monuments à peu près inconnus, qui tous intéressent l'histoire de l'émaillerie limousine, vient encore de m'entraîner dans trop de détails; mais cette digression sera la dernière.

Je résume en ses points essentiels et je me hâte d'achever ma réponse à M. de Lasteyrie.

Les émaux primitifs, autant qu'il est permis de préciser leur origine, ont pris naissance dans la partie des îles Britanniques qui restait étrangère à la domination romaine, et se sont surtout propagés dans la Grande-Bretagne. Le commerce s'en est emparé bientôt, et les a répandus sur une foule de points, mais plutôt dans le nord que dans le sud de la Gaule, plutôt sur les côtes que dans l'intérieur. Il s'en est trouvé trois exemples, dont un seul important, jusque dans la région qui avoisine Limoges; mais rien n'autorise à affirmer que cette ville était un des centres de la fabrication. La France mérovingienne et carlovingienne conserve l'idée des émaux, mais sans en tirer parti. Elle se borne, à en juger par les monuments et par les inscriptions anciennes, à des incrustations grossières de verre coulé ou

à des incrustations de verre taillé plus grossières encore (1). Byzance seule fait de l'émaillerie un art si fécond, si avancé, qu'il n'y a désormais rien de mieux à faire que l'imiter dans la mesure du possible. Les émaux cloisonnés sur fond d'or, les émaux à personnages, créés depuis long-temps par les Byzantins, apparaissent en Allemagne vers la fin du x^e siècle et sous des influences byzantines. Un peu plus tard, à la fin du xi^e siècle, ils se montrent en Aquitaine avec le même aspect, les mêmes caractères et probablement les même influences. Là aussi le contact des Byzantins semble raviver et féconder, sinon créer l'émaillerie, dont les procédés sont d'abord, dans tous les cas, pleinement analogues à ceux des artistes grecs.

Les émaux sur cuivre et en taille d'épargne viennent après, dès le milieu du xi^e siècle en Allemagne, au xii^e siècle en Limousin. Jusqu'aux premières années du xiii^e siècle, l'école allemande garde l'avantage pour la priorité des inventions, pour l'abondance et la perfection des produits; mais bientôt, avec l'avènement du style gothique, elle se restreint, et s'efface devant l'orfèvrerie sculptée, puis elle disparaît tout à fait; tandis que l'école limousine, appuyée sur l'industrie et sur le commerce, devient plus prospère, plus féconde et plus populaire que jamais. Elle est même alors la seule qui ait un nom, la seule dont parlent les inventaires et les lettres familières, parce que, en étendant singulièrement les applications de l'émail, elle a ajouté aux grands reliquaires et aux rétables, faits sur commande, et plus souvent sur place, une foule de menus objets destinés à l'exportation, parce qu'elle constitue pour la première fois *un art industriel*.

Au xiv^e siècle, l'école limousine s'attarde, et s'éclipse sans s'éteindre, comme l'art français tout entier. Je ne crois pas, par exemple, que Limoges puisse disputer à la Toscane l'invention des émaux translucides sur relief; mais, pour les émaux sur apprêt, pour la vraie peinture en émail, qui débute dans la seconde moitié du xv^e siècle, pour briller du plus vif éclat à la Renaissance, Limoges jouit réellement d'un monopole complet. Alors vos artistes remplissent toute la France de leur légitime renommée. Ils travaillent pour l'Allemagne elle-même, et, chose

(1) Ce sont seulement ces incrustations qui sont grossières, car l'orfèvrerie est parfois d'une étonnante perfection, comme le montre le magnifique ouvrage de M. Baudot sur les sépultures mérovingiennes.

incroyable si elle n'avait pas été établie par M. Maurice Ardan (4) ! lorsqu'un de vos émailleurs les plus célèbres, Pierre Raymond ou Rexmond, fait des envois à certains riches négociants de Nuremberg, il donne à son nom une désinence germanique, en signant P. Rexman.

Si ces opinions finissent par prévaloir, sinon dans tous leurs détails, du moins dans leur ensemble, comme je n'en doute guère, le mécompte qu'éprouveront les savants du Limousin sera-t-il donc si douloureux ? Il me semble, Messieurs, que l'Allemagne, l'Angleterre et, parmi nos provinces françaises, la Normandie en ont supporté de plus graves à mesure que l'histoire de l'architecture chrétienne s'est éclaircie. Pourquoi mettrions-nous seuls de l'amour-propre à nous obstiner dans des prétentions qui ont paru long-temps fondées, mais qui ne le sont plus, et qui du reste nous avaient été suggérées par des archéologues étrangers à notre province ? Les émaux limousins eurent autrefois, et M. de Lasteyrie convient que c'était à tort, « le monopole de la célébrité ». On n'en connaissait, on n'en voyait pas d'autres. Depuis on s'est aperçu successivement qu'il existait à Venise, puis dans l'Allemagne méridionale, puis dans l'Allemagne du Nord, puis dans l'Anjou, l'Île-de-France et l'Angleterre, beaucoup d'émaux datés, qui paraissaient plus anciens et plus beaux que les premiers émaux limousins, tous sans date positive. Il fallait bien en venir à se demander si ces diverses écoles d'émaillerie étaient indépendantes les unes des autres, malgré l'analogie de leurs procédés et la ressemblance de leurs produits ; si, en cas de parenté, l'école limousine avait réellement donné naissance aux autres. Or il se trouve que, en fait d'émaux incrustés, les seuls dont il s'agisse ici, ceux de Venise, ou, pour mieux dire, de Byzance, sont à la fois les plus vieux et les plus parfaits de tous. A la vérité, ils sont tous cloisonnés sur or et sur vermeil, sauf quelques exceptions relativement modernes ; mais ce procédé d'exécution règne aussi au début de l'émaillerie allemande et de l'émaillerie limousine ou française. C'est peu à peu, et pour permettre de vulgariser les émaux que le cuivre doré se substitue à l'or, et le travail champlevé au travail cloisonné.

Voilà, je le répète, comment la question se présente pour ceux qui tiennent à faire de l'archéologie avec les monuments.

(1) *Bulletin de la Société Archéologique du Limousin*, T. XII, p. 119.

Cela ne veut pas dire qu'on se passera du secours des textes, mais que l'on commencera par découvrir et par étudier des monuments avant de les confronter avec les textes. L'expression est consacrée dans ce sens, et elle caractérise très-bien la méthode qui prévaut aujourd'hui dans toutes les branches de l'archéologie. Ces principes, qui doivent être ceux de M. de Lasteyrie, ne l'ont pas empêché de retracer l'histoire de l'émaillerie limousine pendant une période de huit siècles qui n'a laissé ni monuments ni textes. Moi-même je m'étais permis pareille hardiesse, mais seulement pour un siècle ou deux. Peut-être aurait-il été plus logique de dire, ainsi que M. Darcel l'a fait depuis (1), que les émaux limousins avaient dû imiter les émaux champlévés de l'Allemagne. Car, en trente ans comme en cent ou cent cinquante, une industrie peut à la rigueur s'importer, se développer, se spécialiser, et dès lors le mot de *tablettes de Limoges*, employé pour la première fois vers 1170, à propos d'un objet émaillé envoyé en Angleterre, n'enlevait guère de son importance au grand emprunt artistique que Suger a fait à l'Allemagne.

La présence d'une colonie vénitienne à Limoges et quelques autres indices m'avaient engagé à recourir, pour les émaux limousins comme pour les émaux allemands, à une influence byzantine directe, et déjà l'étude du trésor de Conques nous permet de reculer de cinquante ans au moins, c'est-à-dire bien au-delà des travaux de Suger, l'existence authentique, sinon à Limoges, au moins en Aquitaine, d'une école d'émaillerie, toute française par l'iconographie et le dessin, toute byzantine par le procédé d'exécution et le travail cloisonné.

Le parallélisme est donc complet entre l'école limousine et l'école allemande; mais, dans toutes ses évolutions, cette dernière conserve une incontestable priorité. Pour l'ancienneté relative de ses émaux cloisonnés, pour le retour au procédé des barbares ou travail champlévé, pour la substitution des figures réservées en métal sur fond d'émail aux figures en émail sur fond doré, l'Allemagne est toujours en avance. Mais, comme ces changements, loin d'être dus au caprice ni au hasard, tiennent à des causes sérieuses et à des déductions logiques (2), les deux écoles restent parfaitement indépendantes.

(1) *Excursion artistique en Allemagne*, par A. Darcel : Paris, 1902, chez V. Didron, p. 206.

(2) *Les Arts industriels*, p. 33 et suivantes.

D'ailleurs l'antériorité de l'émaillerie allemande est si positive que presque tous ses produits sont de style roman, tandis qu'il reste très-peu d'émaux de Limoges qui ne soient de style gothique, ou tout au moins de style de transition ; et cependant la transition et le style gothique, en fait d'architecture, ne commencent pas plus tôt pour le Limousin que pour l'Allemagne.

Il me reste à me disculper d'un reproche, qui me serait très-sensible si on le trouvait fondé, et auquel je viens de m'exposer plus que jamais, celui d'avoir manqué aux devoirs du patriotisme provincial. « Qui se serait attendu », s'écrie M. de Lasteyrie dans une sorte d'indignation, « à ce que Limoges, resté jusque là si impassible au milieu de ces contestations, dût les voir bientôt se reproduire dans son sein, et s'y formuler même d'une façon plus absolue qu'elles ne l'avaient fait jusque là ? C'est pourtant ce qui a eu lieu naguère aux assises que messieurs de l'Institut des Provinces sont venus tenir dans cette ville, et encore cette attaque est-elle venue d'un savant que le Limousin est presque en droit de considérer comme un de ses enfants, d'un voisin bien proche, d'un fils de cette province sœur que la Société Archéologique de Limoges s'est toujours plu à embrasser dans le cercle de ses travaux (4) ! »

Vous le savez tous, Messieurs, les liens qui m'attachent au Limousin sont plus étroits encore que ne le croit M. de Lasteyrie, et je reconnais que mes obligations patriotiques, pour se partager entre deux provinces, ne sont diminuées envers aucune d'elles. Cependant je crois n'avoir rien à me reprocher à cet égard. Si j'ai été plus « absolu au Congrès de Limoges que M. Labarte ne l'avait été dans son livre », c'est que je connaissais les émaux d'Essen ; si aujourd'hui je suis plus absolu encore, c'est que je connais mieux les émaux primitifs de Londres et les émaux cloisonnés de Conques. Fallait-il vous dissimuler ce que je crois être la vérité la plus évidente ? — Mais, quand on pose publiquement une question dans un congrès scientifique, apparemment on la considère comme douteuse, et on doit s'attendre à ce qu'elle soit envisagée sous plus d'une face, même par les gens du pays. M. de Lasteyrie pourtant ne leur reconnaît pas ce droit, et, d'un autre côté, il exclut aussi les étrangers, pour peu qu'ils aient chez eux des émaux ; car il récuse d'avance l'opinion de M. de Quast sur l'antériorité des

(1) *Bulletin de la Société Archéologique du Limousin*, T. XII, p. 111.

émaux allemands, en le félicitant de ne l'avoir pas exprimée. Il ne resterait donc pour juges que les indifférents, ceux qui ne sont pas à portée d'étudier la question, et qui le plus souvent la connaissent à peine.

Pour moi, je n'exclus et je ne récusé personne. Il n'y a qu'une archéologie : chaque pays ne peut avoir la sienne ; tout se tient, tout se lie en pareille matière : il faut, pour chaque grande question, constater un à un tous les faits, en quelque lieu qu'ils se soient produits. Avant de placer une opinion quelconque en dehors et au-dessus de la discussion, il faut avoir recueilli tous les témoignages, sans égard aux barrières de douanes. En archéologie, le patriotisme de bon aloi consiste, selon moi, à rechercher patiemment les titres artistiques de son pays, de sa province, puis à les mettre en lumière le plus possible, et je doute que cette préoccupation soit plus constante dans les écrits de M. de Lasteyrie que dans les miens. — Mais fermer les yeux sur les titres d'autrui, sur les gloires des autres nations et des autres provinces, c'est ce qu'on ne doit pas faire et ce que je tâche d'éviter pour mon compte.

Il y a plus de bonne foi parmi nous que ne le suppose M. de Lasteyrie. « Ce n'est pas à un Anglais, dit-il, que l'on s'adresserait s'il s'agissait de consacrer l'antériorité des découvertes de Denis Papin ou de Salomon de Caux. » — Et pourquoi non ? Moi, j'ai l'esprit ainsi fait que les droits de nos compatriotes à l'invention de la vapeur me paraîtront bien plus sérieux quand ils seront reconnus dans le pays de Watt.

N'oublions pas que les Allemands nous ont donné l'exemple de la loyauté la plus scrupuleuse dans l'archéologie internationale. Sur une question bien autrement importante que celle de l'antériorité des émaux du Rhin, et à une époque où on ne croyait guère en France à l'origine française de l'architecture ogivale, M. Mertens, de Berlin, nous accordait cette gloire, ou, pour mieux dire, il nous l'offrait. Parmi les savants qui ont contribué depuis à faire connaître dans tous ses développements ce grand fait, si flatteur pour notre amour-propre national, car il est vraiment capital dans l'histoire de l'art, on compterait autant d'Allemands que de Français, M. Schnaase et M. de Quast, par exemple. Un des ouvrages de ce dernier (4) est spécialement

(1) *Die entwicklung der Kirchlichen Baukunst des Mittelalters* : Berlin, 1858, chez Ernst et Korn.

destiné à montrer par son texte et par ses gravures que les sources auxquelles a puisé l'architecte de la cathédrale de Cologne ne se trouvent point en Allemagne, mais qu'elles remontent, par Amiens, Soissons et Paris, jusqu'à Saint-Germer, cette pauvre abbaye du département de l'Oise.

Après cela, je ne vois pas pourquoi nous ne permettrions pas à M. de Quast d'avoir une opinion sur les émaux limousins, comme on m'a permis en Allemagne d'en avoir une sur le dôme de Cologne. Chacun de nous a ses préventions, et je ne crois pas que M. de Quast en soit exempt tout à fait; mais, toutes les fois qu'il s'agira de juger en pleine connaissance de cause les titres de gloire de l'art français au moyen âge, qui est en même temps l'art chrétien par excellence, pour les contester sans passion, ou les admettre de bonne grâce, je me fieraï plutôt à M. de Quast qu'à la plupart des membres de l'Institut, fussent-ils à la fois, comme M. Beulé, des deux académies des Inscriptions et des Beaux-Arts.

Je regrette, Messieurs, de ne pas reconnaître par plus de déférence l'honneur que M. le comte de Lasteyrie nous a fait à tous, et la courtoisie dont il a usé envers moi; mais je ne saurais me défendre à demi, ni abandonner sur aucun point essentiel l'opinion que j'avais embrassée, lorsque les faits qui se découvrent de jour en jour viennent tous la confirmer. Je vous avais conseillé, non pas durement, ce me semble, mais franchement, de ne plus croire à l'antériorité, à l'universalité des émaux limousins, et de vous borner à soutenir qu'ils sont indépendants de l'école allemande, ce qui ne serait pas déjà sans difficultés.

C'est ce que je vous conseillerais encore avec une conviction de plus en plus assurée si vous n'aviez pas reçu dans un autre sens des avis plus autorisés et plus agréables que les miens. Conservez donc vos anciennes prétentions, et, ce qui sera plus méritoire, efforcez-vous de les faire accepter comme des droits par le public archéologique, qui paraît de moins en moins disposé à les accueillir. Personne ne se réjouira plus sincèrement que moi de vos succès. Qu'il me soit permis seulement de ne pas vous suivre dans une entreprise que je juge impossible !

F. DE VERNEILH.





Pierre levée de Bagnols



Siège Druidique

Table pour les votes



Pierre pour le vote



Pierre destinée a recevoir le sang

LA

JURIDICTION DRUIDIQUE

DE

LA VILLE RUINÉE DE BRETH.



A un kilomètre de La Souterraine, petite ville située sur le parcours de la ligne de fer entre Limoges et Argenton, se trouvent de vastes champs couverts de débris et de ruines. Il n'existe pas en France de coin de terre plus riche en fragments de briques romaines. Le buis y pousse à grand renfort de végétation entre les murs enfouis d'une cité dont la destruction remonte, suivant toute probabilité, au v^e siècle de l'ère chrétienne.

Là repose, depuis plus de treize cents ans, une ville qui dut être grande et riche. Chose étrange ! nos chroniques sont restées muettes à son égard : aucun auteur n'en a parlé ; on fouille en vain César, Pline, les écrivains profanes, les écrivains du moyen âge : nulle part ce nom de Breth n'est prononcé.

Cependant, à travers les siècles, malgré le silence de l'histoire écrite, la tradition a conservé, comme une précieuse épave, le nom de cette cité disparue du monde, et Cassini, recueillant les éléments de son admirable carte de la France, y a consigné en son lieu le nom de *Breth, ville ruinée*.

Quelques auteurs modernes ont écrit sur elle de vagues et

insignifiants renseignements. Jouilleton publiait en 1814 une histoire de la Marche et du pays de Combrailles, et consacrait à notre cité les quatre lignes suivantes. Après avoir signalé l'existence d'un camp romain auprès de La Souterraine, il ajoutait : « Non loin de ce camp, on voit des décombres qu'on présume être ceux d'une ville appelée *Brède*, dans laquelle se sont trouvées des médailles romaines, qui ne remontent pas au-delà de Trajan ». Cette note est à la fois incomplète et inexacte : les découvertes faites depuis Jouilleton ont mis au jour des médailles d'empereurs qui sont de beaucoup postérieurs à Trajan.

Enfin, en 1859, un Congrès scientifique s'ouvrit à Limoges : il y fut question de beaucoup de choses, et entre autres de la ville qui fait le sujet de ce mémoire. Cette fois l'orthographe différait encore : Cassini avait écrit *Breth* ; Jouilleton, *Brède* : le Congrès écrivit *Bré*.

Le procès-verbal contenait la courte note qui suit :

« A l'occasion de *Bré*, située près de La Souterraine, et que M. Arbellot classait parmi les simples *villas*, MM. Bonnin et Ardant, qui l'ont visitée, attestent qu'il faut la classer parmi les villes, à cause de la grande étendue qu'occupent les vestiges. On y a trouvé, dit M. Ardant, une statue d'Hercule en granit et un Amour en bronze. »

Voilà tous les renseignements recueillis sur cette ville infortunée, dont cependant les ruines occupent une étendue de 2 kilomètres ! Essayons d'ajouter quelques nouveaux détails, que j'ai puisés sur les lieux, et qui jetteront peut-être quelque jour sur une cité depuis si long-temps oubliée et disparue de la terre.

Des traces bien reconnues d'une voie romaine qui mettait en communication *Augustoritum* avec *Argentomagus* par le *Prætorium* de la table de Peutinger se retrouvent au nord et au sud de *Breth*.

Des découvertes intéressantes ont été faites au milieu des décombres. Les cultivateurs d'un village voisin, appelé *Bridiers*, ont l'habitude de se fournir de pierre de taille dans cette grande nécropole toutes les fois qu'ils ont besoin de se construire une habitation. Quelques-uns ont mis à découvert des murs recouverts de stucs très-fins comme en savaient faire les Romains. Les enduits, de couleur bleue, rouge ou noire, peints à la manière de ceux de Pompéi, étaient relevés par de gracieuses arabesques

d'un coloris très-bien conservé. On attribua à un archéologue distingué de Paris, académicien plein de charme et d'esprit, une étymologie de notre cité qu'il est bon de rappeler : selon lui, Breth signifiait *ville peinte*. C'était la cité où fleurissaient les arts, et où la polychromie était en honneur. On ajoutait que cette traduction de *Breth* se trouvait écrite tout au long dans le Glossaire de du Cange. Pour ma part, j'ai cherché à vérifier le fait : je n'ai rien trouvé dans le Glossaire de relatif à la question.

Continuons la nomenclature des découvertes faites au milieu des ruines. Il faut mentionner les deux statues l'Hercule en granit et l'Amour en bronze dont il a été parlé déjà. Chaque année le hasard fait découvrir de nouvelles médailles romaines de bronze, d'or et d'argent. En 1862, en labourant un champ tout couvert de pierres et de briques, un cultivateur a trouvé, dans un vieux pot de terre, deux cents monnaies gauloises bien authentiques et d'une belle conservation. Si ce qui m'a été dit est vrai, une de ces monnaies portait inscrit le nom de *Vergasillanmus*, qui fut le compatriote et le lieutenant de Vercingétorix.

Un grand nombre de ces médailles ont été vendues, et sont aujourd'hui sorties du pays ; un certain nombre est resté dans les collections de deux hommes qui aiment et pratiquent l'archéologie : M. Montaudon, membre du conseil général de la Creuse, et M. Yves Fesneau, chef d'institution à La Souterraine.

Puisque j'ai prononcé le nom de M. Fesneau, qu'il me soit permis de rendre un juste hommage à son zèle et à son mérite d'antiquaire. C'est lui qui m'a fourni, en grande partie, les éléments de ce mémoire ; c'est lui qui, étudiant longuement l'emplacement et les environs de la ville de Breth, a cru y retrouver le siège d'une juridiction druidique. M. Fesneau a fait dans Breth une ample moisson d'antiques de toute nature. Les jours de fête, il se rend avec ses élèves dans les champs recouverts de buis : les enfants arrachent ces arbustes, et quelquefois dans la terre qu'entraînent les racines séculaires il se trouve quelque bijou précieux, une bague, une médaille, une lampe en bronze, etc.

Quelles conséquences faut-il tirer de ce que je viens de dire ? Il faut reconnaître : 1° que Breth n'est pas de création romaine, et qu'elle a une origine gauloise ; 2° qu'elle a dû être fort belle et fort riche, puisque, malgré le pillage qui a dû suivre sa destruction, sans fouilles et sans recherches coûteuses, il se découvre tant de richesses enfouies dans son sol. On peut dire sans trop d'hyperbole que Breth est l'Herculanum et le Pompéi du Limousin.

Ceux qui ont visité ce triste emplacement, où il ne reste plus pierre sur pierre, et où la guerre a passé sans pitié sa formidable charrue, s'accordent à reconnaître une ville détruite par les Vandales. — Vers l'année 407, les Vandales, unis aux Alains et aux Suèves, firent dans les deux Aquitaines de terribles ravages : lorsqu'ils prenaient de force une ville, ils la détruisaient de fond en comble, renversant sans pitié édifices, églises et maisons. « Il semblait, dit saint Jérôme, qu'un océan tout entier eût débordé dans les Gaules. » La France a flétri d'un ineffaçable stigmatisme cette abominable manière de ravager et de détruire, en faisant du mot de *vandalisme* le synonyme d'une dévastation furieuse et irréfléchie. On ne saurait douter que les Vandales n'aient porté en Limousin le fer et la flamme. Bien d'autres villes ont été détruites comme *Breth* : il faut citer *Prætorium*, qui se trouve cité dans la carte de Peutinger comme la première station de la route d'*Augustoritum* à *Augustonometum*. Toutes les traditions locales le placent sur le *Puy-de-Jouer*, *Podium* ; et on y retrouve les mêmes façons d'agir, la même méthode de destruction qu'à *Breth*. Il faut en dire de même d'une localité de la Corrèze qui fut importante sous les Romains, *Tintignac*. Là aussi existait, à l'époque gallo-romaine, un centre important de population : on y retrouve des arènes et des édifices en ruines qui ont dû être considérables.

Cette destruction, qui procède de la même manière ; le silence que gardent nos chroniques du moyen âge sur ces villes ; les médailles des derniers empereurs romains qu'on découvre dans les décombres ; l'absence de monnaies mérovingiennes, tout ce faisceau de preuves démontre que *Breth* fut la victime des Vandales, et qu'elle périt au commencement du v^e siècle.

Qu'était donc cette cité, qui semble, comme un sphynx, vouloir cacher son secret dans les entrailles de la terre ? M. Fesneau croit avoir soulevé une partie du voile qui paraissait impénétrable, et je suis tout disposé à partager son opinion.

Nous allons faire passer sous vos yeux l'explication et la reconnaissance de certaines localités voisines de *Breth*, et les inductions que l'on peut tirer de certains noms et de certains monuments celtiques.

Dans une aride bruyère, qui porte le nom de *Mas-Février*, située au nord de Saint-Priest-la-Feuille, où se trouve un

magnifique dolmen, au sud d'un lieu qui s'appelle *Le Dru*, nom significatif, M. Fesneau et bien d'autres avant lui avaient observé un groupe de pierres rangées symétriquement, et affectant la forme de sièges. Une de ces pierres, plus haute que les autres, et placée au centre du groupe, semblait marquer que là était le siège principal; une autre, aplanie par un travail grossier, paraissait avoir servi de table; enfin une pierre arrondie par le bas en forme de cône renversé, portant également le caractère d'un granit façonné grossièrement, et présentant à sa partie supérieure une légère excavation, se dressait auprès du siège le plus élevé. Plus loin, un peu en dehors du groupe, une autre, creusée en forme d'auge, comme pour recevoir le sang d'une victime, complétait cet ensemble de roches sinistres qui se dressait dans ce lieu sombre, entouré de bois et de taillis. M. Fesneau crut reconnaître dans cette réunion de pierres les sièges d'un tribunal de druides appelés à juger des affaires civiles et criminelles de la circonscription de *Breth*. La pierre en forme de dé avait dû être, selon lui, destinée à recevoir les votes, et la table de pierre avait dû servir à les compter, et à prononcer le jugement. Dans les cas emportant la peine capitale, le coupable pouvait être exécuté séance tenante, et son sang était recueilli dans la pierre creusée en forme d'auge.

Si ces suppositions, si bien autorisées par la forme et la disposition du groupe de pierres, étaient fondées, nous aurions appris quelque chose de relatif au Limousin sur cette religion des Gaulois dont nous avons des notions si incomplètes.

A ce propos, qu'il nous soit permis de citer un texte de César, l'historien qui nous a donné le plus de détails sur le druidisme. César dit au livre VI de ses Commentaires : « Les druides prennent connaissance de tous les démêlés, tant publics que particuliers : s'il se commet quelque meurtre, s'il s'élève quelque contestation entre des héritiers, si l'on dispute sur les bornes d'un champ, ce sont eux qui en jugent... Tous les ans ils s'assemblent en une certaine saison sur les frontières du Pays-Chartrain, qui passe pour être le milieu de la Gaule, et cela dans un lieu consacré à ces assemblées. Là tous ceux qui ont quelque différend se rendent de toutes parts, et acquiescent à leur jugement. »

Les druides avaient donc entre leurs mains la puissance judiciaire : ils connaissaient des crimes et sans doute des délits. Juges civils, ils réglaient les contestations entre héritiers; s'il y

avait quelque difficulté sur les bornes de deux champs limitrophes, ils en fixaient les limites. Dans cette double juridiction criminelle ou civile, ils rendaient des arrêts d'autant plus respectés qu'à leur qualité de juge se joignait le principe de la religion. Cette réunion annuelle dans le Pays-Chartrain avait pour objet de régler les différends qui n'avaient pu être jugés en dernier ressort par les assemblées druidiques des provinces; car, dans un pays aussi vaste que la Gaule, la seule assemblée du Pays-Chartrain n'aurait pu suffire à juger tous les criminels et à vider tous les débats civils. César malheureusement ne parle pas de la manière dont la justice était rendue chez les divers peuples de la Gaule; mais, de toute nécessité, chaque cité gauloise devait avoir son organisation judiciaire, ses assises pour connaître des crimes ou délits, et pour décider des contestations entre particuliers. J'ai lu dans un vieil historien du xviii^e siècle, dans Charron (*Histoire universelle des Gaulois et François*), que les druides « s'assembloient tous les ans, à certains jours, à Paris, Chartres, Autun, et autres villes, et aussi bien souvent sur la montagne de Mont-Javout et lieux plus remarquables de chacune province, pour y rendre justice à chacun ».

Et M. Henri Martin, dans le 1^{er} volume de son *Histoire de France*, dit, en parlant du Pays-Chartrain : « Les procès qu'on y juge, on le sent bien, ne sont pas des procès vulgaires : ce sont les causes majeures, peut-être les appels des tribunaux druidiques locaux ».

Ce point-là ne saurait faire de doute. On se demande donc si ce nom de la localité que je signale, le *Mas-Février*, ne pourrait pas fixer une des époques où les druides se formaient en tribunal. Nous sommes si peu renseignés sur tout ce qui touche à l'organisation judiciaire de nos aïeux qu'il faut bien se rattacher à tous les indices.

Mais continuons notre exploration archéologique autour de Breth.

A quelques kilomètres du *Mas-Février*, non loin de la station de Fromental, il existe une série de monuments druidiques fort remarquables, tels que dolmens, cromlechs, menhirs, qui, par leur orientation, sont dignes de fixer l'attention des antiquaires.

Citons d'abord la pierre-levée de Bagnol, dont il est inutile de vous donner les proportions et la grandeur. A peu de distance de Bagnol, se trouve un tertre étendu, au sommet duquel on

arrive par une pente presque insensible. Du point culminant la vue embrasse un magnifique horizon : on aperçoit La Souterraine au nord et l'ancien emplacement de *Breth* ; au sud, Folles et toute la ligne des montagnes de Laurière. Ce qui frappe surtout la vue c'est la singulière multiplicité et l'extrême rapprochement des monuments celtiques, qui s'étendent, sur la rive droite de la Gartempe, sur un espace de près de deux lieues. Ce point de la Haute-Vienne est peut-être aussi curieux à visiter, aussi étonnant à parcourir que le célèbre Carnac de la Bretagne. Là le druidisme a imprimé les traces ineffaçables de son passage. Le lieu est bien choisi : il y règne comme une empreinte religieuse et farouche, qui fait songer l'archéologue et rêver le poète. Un passage suspendu sur des pierres d'une grandeur prodigieuse se reconnaît encore : c'est là sans doute que le collège des prêtres de Teutatès accomplissait ses lugubres mystères. Élevé sur cette plate-forme grossière, il apparaissait aux regards d'une multitude immense, attirée par la pompe du spectacle étrange et monstrueux des sacrifices humains. On reconnaît sans peine les pierres destinées à recueillir le sang. Tous ces monuments sont exactement orientés de l'est à l'ouest. La localité sur laquelle ils se trouvent porte le nom de *Mont-Jourde*. Chose singulière ! à la porte de Paris, elle attirerait de nombreux visiteurs, et elle est presque inconnue en Limousin.

Revenons au point central du *Mas-Février* et du *Mont-Jourde*, c'est-à-dire à Breth. Il semble en quelque sorte logique de reconnaître que Breth est le chef-lieu de ces deux natures de monuments druidiques. Un fait philologique d'une importance qu'il est impossible de méconnaître est produit par M. Fesneau.

Nous trouvons dans les Commentaires de César un mot qui correspond à Breth : « *Quem VERGOBRETUM appellant Edui, qui creatur annuus, et vitæ necisque in suos habet potestatem* : les Éduens donnent à ce magistrat le nom de *vergobète* ; il est annuel, et a droit de vie et de mort sur ses administrés ». Ce nom de *vergobète* n'était pas particulier aux Éduens : M. Monin, celtiste français, décrit, dans son livre intitulé *Monuments et anciens idiomes gaulois*, une pièce de monnaie qui a quelque intérêt pour notre thèse. Son inscription est celle-ci :

KISIAMBOS CATTOS VERGOBRETO;

et, sur le revers :

SIMISSION PUBLICOS LIXIVIO.

Voilà donc une monnaie des Lieuvains, peuple que César et Ptolémée placent sur les côtes de la Normandie, qui porte inscrite le nom de *vergobrete*. Le mot est donc bien à racine celtique, et il s'agit de découvrir sa valeur et sa signification. Nous rappelons ici ce que nous avons dit de Breth : c'est une ville gauloise ; on y a découvert deux cents monnaies de l'époque celtique.

D'après le dictionnaire de Lepelletier, Breith, Breut, Brawd, signifient, en langue bretonne, *jugement* ! Lepelletier est un savant bénédictin de la congrégation de Saint-Maur qui publia un dictionnaire de langue bretonne en 1752. Il nous serait assez difficile de dire quel est le degré de confiance qu'il faut lui donner ; mais, chose rare ! deux hommes spéciaux qui s'occupent de retrouver l'idiome celtique, MM. Monin et Zeusz, un linguiste français et un linguiste allemand, donnent au mot Breith la même signification que le dictionnaire Lepelletier. Ces deux savants se rencontrent pour traduire *vergobrete* par *efficace juge*.

Je sais combien il faut se garer des étymologies celtiques. Les archéologues qui ont tenté de reconstituer la langue primitive de la Gaule ont été trop souvent le jouet de mystifications de toute nature. Nous nous souvenons d'avoir lu quelque part qu'un savant celtiste payait à beaux deniers comptants les noms extraordinaires qu'il plaisait à d'ingénieux inventeurs de lui débiter. Aujourd'hui MM. de Longpérier et de La Saussaye, Zeusz, Jacob, Grimm, Adolphe Pictet de Genève, Cardin et Roget de Belloguet ont essayé de débrouiller les obscurités du celtisme, et de retrouver les règles d'une langue qui dérive d'une foule d'autres, peut-être même du sanscrit. Ces nobles esprits ont-ils été plus heureux que leurs prédécesseurs, et leurs appréciations sont-elles plus certaines que celles que nous a données Bullet ? Nous ne sommes pas compétent pour résoudre cette question délicate ; cependant nous sommes très-disposé à admettre l'étymologie donnée par MM. Zeusz et Monin. Le nom de la ville de *Breith* ou *Breth* serait donc le synonyme celtique d'une juridiction druidique du Limousin, et ce fait, s'il était confirmé par de nouvelles preuves, constituerait une reconnaissance intéressante pour l'histoire du Limousin.

Parmi les pierres déposées au palais des Thermes à Paris, il s'en trouve une qui porte l'inscription suivante :

SENANIÉ EILOM,

que M. Monin traduit : *senanié ouveilom*.

Elle se trouve au-dessous d'un bas-relief qui représente des vieillards couronnés de branches de chêne. Ces vieillards ne sauraient être autre chose que des druides. M. Monin a traduit cette inscription par *sénat de druides*.

Ouveïlom n'était pas la traduction exacte du mot *druide* : traduit littéralement, il signifiait *de ceux à l'œuf*. Quels sont les personnages que cette expression pourrait désigner ? M. Monin invoque un passage de Pline l'Ancien assez singulier et original pour que nous le transcrivions ici. On peut apprécier par là quelles difficultés présentent les études celtiques, et quels étranges problèmes se dressent devant ceux qui cherchent à reconstituer cet idiome, qui offre si peu de monuments de son existence.

« Il est une espèce d'œuf, dit Pline, très-renommé dans les Gaules, et dont les Grecs n'ont pas parlé. En été, il se rassemble une multitude innombrable de serpents, qui s'enlacent, et restent collés les uns aux autres tant par la bave qu'ils jettent que par l'écume qui transpire de leur corps. Il en résulte une boule appelée *œuf de serpent*. Les druides disent que cet œuf est lancé en l'air par les sifflements de ces reptiles ; qu'il faut alors le recevoir dans une saie sans lui laisser toucher la terre ; que le ravisseur doit s'enfuir à cheval, attendu que les serpents le suivent jusqu'à ce qu'une rivière mette une barrière entre eux et lui ; qu'on reconnaît cet œuf s'il flotte contre le courant, même alors qu'il est entouré d'un cercle d'or. » — Pline ajoute qu'il a vu un de ces œufs chez les druides.

Ces prétendus œufs n'étaient autre chose que des oursins pétrifiés.

Si l'on admet que l'inscription *senanié ouveïlom* signifie *sénat de druides*, on pourrait bien moins encore contester la signification de Breth. Il est vrai que nous n'avons pas à notre disposition d'inscription de ce genre ; mais nous retrouvons les traces parlantes du druidisme, et les monuments du Mas-Février et du Mont-Jourde ont pour nous autant de valeur et d'autorité que la pierre déposée au palais des Thermes.

En résumé, Breth a dû être le centre d'une juridiction druidique ; dans cette cité a dû vivre une agglomération de la caste sacerdotale, caste riche, éclairée et puissante.

On peut conjecturer, sans trop donner à l'imagination, que, après la conquête romaine et la persécution de la religion nationale sous l'empereur Claude, les druides ont abandonné peu à peu

leur existence retirée et solitaire au sein des vastes forêts de chênes, et se sont laissé prendre aux douceurs de la civilisation romaine.

A ce moment, Breth s'est embellie et agrandie de riches et élégantes habitations, dignes de la fortune, de la naissance et de l'intelligence d'une caste puissante, qui avait, pendant tant de siècles, exercé une si haute influence sur le génie et sur les destinées de la Gaule.

Certainement tout cela peut encore paraître à l'état d'hypothèse, et le système de M. Fesneau peut sembler appuyé sur des conjectures plutôt que sur des preuves.

Toutefois l'esprit ne saurait se montrer difficile lorsque les questions dont on cherche la solution sont dominées par le silence et l'obscurité des temps. L'archéologie, suivant en cela les inspirations de Cuvier et Leibnitz, procède aujourd'hui à la façon de la paléontologie. Remontant aux premiers âges du monde, la paléontologie est parvenue à constituer une théorie sérieuse et réfléchie des révolutions de la terre et des différentes créations qui se sont succédées. Cette science ne peut étayer ses données sur des bases certaines ou sur des monuments authentiques, car nul autre que le Créateur n'a assisté à toutes les révolutions de notre globe; et cependant l'induction est parvenue peu à peu à débrouiller le chaos, et les théories savantes ont reçu une éclatante affirmation. La découverte des fossiles a consacré définitivement le génie de Cuvier. De nos jours le doute n'est plus possible : l'homme a touché encore une fois à ce fruit de la science qui fut jadis cause de sa perte, mais qui le relève aujourd'hui devant Dieu, parce qu'il l'a acquise à la sueur de son front et par le travail long et réfléchi de son intelligence.

Il en est de même de l'archéologie. Désormais nos yeux ont acquis l'habitude de voir avec une netteté comparative à travers les brouillards de l'antiquité; et là encore nos déductions, sans être infallibles, néanmoins ne sont pas beaucoup plus sujettes à l'erreur que sur tout ce qui touche aux théories ordinaires, fondées sur des prémisses en apparence plus manifestes. C'est au moyen de l'induction, cette admirable faculté de l'esprit humain, que l'observation a fait découvrir les *cités Lacustres*, qui depuis tant de siècles étaient ensevelies au fond des lacs de la Scandinavie, de l'Irlande et de la Suisse.

Cette méthode a été appliquée à Breth par M. Fesneau, et j'ai l'espoir que des fouilles pratiquées dans les ruines amèneront la

découverte de médailles et de monuments lapidaires qui confirmeront ses inductions.

Je ne saurais terminer ce mémoire sans parler d'une illustre adhésion qui encourage ses recherches. Cet archéologue, dans le but d'attirer l'attention de l'Empereur sur la cité qu'il explore, et de lui signaler la destruction regrettable des dolmens et pierres druidiques par les entrepreneurs de chemins vicinaux, a adressé plusieurs pétitions. Sa Majesté, toujours bienveillante, et qui accorde une protection si éclairée à tout ce qui touche à l'archéologie, a cru devoir envoyer un de ses aides de camp à La Souterraine pour lui rendre compte des ruines de Breth. Sans doute cette ville n'a ni l'éclatante renommée ni le retentissement d'*Alesia*; mais l'obscurité qui entoure son existence et ses ruines remarquables méritaient à plus d'un titre de fixer l'attention de Sa Majesté.

Notre Société doit être fière de cette précieuse marque d'intérêt, et ce sera pour elle un illustre encouragement pour ses travaux et pour ses recherches à venir. Espérons que cette protection toute-puissante nous permettra de faire un jour des fouilles sur notre sol limousin, si riche en monuments et en souvenirs historiques. Quel sol fut plus riche en ruines gallo-romaines? S'il faut en croire nos chroniques, Limoges fut surnommée, à l'époque des premiers empereurs, *secunda Roma*, une seconde Rome, et sur son sol jadis glorieux s'élevèrent les splendides palais et le théâtre de Duratius. Des fouilles habilement dirigées produiraient certainement des résultats intéressants. Breth, le Puy-de-Jouër, la villa d'Antone, etc., seraient dignes de nos recherches. Malheureusement notre Société, comme la plupart des sociétés de France, n'a pas les ressources suffisantes pour de telles entreprises. Qu'il me soit donc permis de formuler un vœu, et de faire, en terminant, un appel à la bienveillance de l'État et à ses généreux encouragements!

E. BUISSON DE MAVERGNIER.

STATUTS

DES FONDEURS DE LIMOGES

EN 1593.

Extrait des lettres patentes accordées par Sa Majesté en faveur des M^{rs} fondeurs de la ville, cité et faubourgs de Limoges, y compris l'enregistrement, ensemble les statuts et les noms des M^{rs} qui sont présentement dans la ville, cité, faubourgs et banlieue.

Louis (Henri) (1), par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, à tous presans et aduenir salut. Veü en nostre conseil les articles presantez par nos chers et bien aymés les m^{rs} fondeurs de nostre uille de Lymoges, afin que, suyuant iceux, led. mestier soit juré, et que lesd. articles soient gardez comme statu dud. mestier. Ordonnance du senechal du Lymosin ou son lieutenant, portant que lesd. articles seront communiquez aux consuls de lad. ville de Lymoges pour donner leurz aduis,

(1) Le scribe de cette pièce, à laquelle nous avons conservé son orthographe, n'était pas fort sur la grammaire, comme on peut le voir ; il fit sans doute cette copie après la mort de Henri IV, et, comme Louis XIII régnait, il crut devoir mettre le nom de ce monarque à la place de celui du roi son père.

l'aduis d'iceux consuls , ensemble celui du lieutenant et nostre procureur en laditte seneschaussée de Lymousin; qu'il est expedient pour le bien public que led. mestier soit juré, et que lesd. articles soient gardez comme status d'icelluy mestier, et, pour cet effect, que lesd. m^{res} fondeurs se retireront (*sic*) par deuers nous, pour leur estre pourueu, ce qu'ils nous ont tres humblement supplié et requis. Sçavoir faisons que, nous inclinans libéralement à la req. desdicts fondeurs, auons, de l'aduis de nostre conseil, de nostre certaine science, plaine puissance et auctorité royale, approuué, authorisé et emologué, approuons, authorisons et emologuons lesd. articles cy attachez sous nostre contrescel; voulons, ordonnons et nous plait qu'ils soient gardez, observez et entretenus jnuiolablement selon leur forme et teneur, sans qu'il y soit aucunement contreuenu sur les peines portées par yceux, qui seront déclarées exécutoires contre les contreuenans. Tous, et insy que sy lesd. articles estoient cy particulierement déclarés et spésifiés, aux quels lesd. suppliant pouroient recourir et s'en ayder, sy donnons en mandement aud. sénéchal de Lymosin ou son lieutenant que ces présentes et lesd. articles il fasse enregistrer au greffe dud. siège, garder, observer et entretenir de point en point selon leur forme et teneur, cessant et faisant cesser tous troubles et empeschemens au contraire, car tel est nostre plaisir, nonobstant quelconque ordonnance, restriction, mandement, deffances et autres à ce contraires, et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous auons fait mettre nostre scel à ces présentes, sauf nostre droit, et autres choses et aucruiy en toutes. Donné à Chastres, au mois d'octobre lan de grâce mil cinq cent quatre-vingt-treize et de nostre regne le cinquiesme. Signées sur le replis, par le roy en son conseil : DE UILLOUTREY, et scellées du grand scel dud. sire en cire uerte sur lacs de soye uerte et rouge.

Martial Lamy, con^{re} du roy nostre sire, et Neutenant particulier en la seneschaussée de Lymosin et siège présidial de Limoges, sçavoir faisons que, sur la req. à nous cy deuant présentée par lesd. m^{res} fondeurs de la pâte uille, contenant qu'ils estoient en uolonté de faire ajurer led. mestier de fondeur, et à ces fins auoir dressé les articles y attachez, nous req. aux fins de se pouuoir deuers Sa Majesté pour obtenir les patentes à ce requises et nécessaires, donner aduis et ordonner aussy que le procureur du roy et consuls de la pâte uille bailheront aduis

sur lesd. articles comme estant le profit et interest du publicq. Nous aurions ordonné dez le dernier jour de may dernier qu'il seroit monstté au procureur du roy et consuls, après auoir veü laditte req. et articles y attachez, par leurs responces contenues au pied d'iceux auront fait déclaration parlant par la bouche de Hugues Bourbon (1), l'un desd. consuls et prévost, auons conféré ensemble, et donné aduis que led. mestier de fondeur doit estre juré, et lesd. articlez observez pour le bien du publicq, comme pareillement led. procureur du roy, à la significāon a luy faite de laditte requeste, et, apres auoir veü les articlez attachez, auroit donné semblable aduis que led. mestier de fondeur doit estre juré pour le bien profit du publicq, et lesd. articlez observez; nous req^t aussy donner sur ce nostre aduis; occasion de quoy, nous, lieutenant susd., apres auoir veü les susd. articlez, déclarations, et aduis donné par led. procureur du roy et consuls de la p^{te} ville, donnons semblable aduis estre nécessaire pour le bien publicq que led. mestier de fondeur soit juré, et lesd. articles observez pour le bien du publicq, et que à ces fins lesd. m^{rs} fondeurs se doiuent pouruoir deuers Sa Majesté pour obtenir les patentes requises pour cet effet. Fait à Lymoges par deuant nous, lieutenant susdit, le cinquième jour de juillet mil cinq cents quatre-uingt-treize. Sensuyt l'enregistrement des lettres patentes obtenues par Sa Majesté.

Martial Lamy, con^{re} du roy nostre sire, et lieutenant par^{re} en la cour de la seneschaussée de Lymosin et siège présidial de Lymoges, sçauoir faissions qu'aujourd'huy soubscript par deuant nous ont comparus François Roulland, Jean Trotier, Léonard Roussaud, Helie Farnest, fils d'autre Hélié Farnest, Jean Nantiat, Helie Leychanaud, Leonard Chastenot, Pierre Freyssinaud dict Sardine, et Helie-Mathias Nogeaud, m^{rs} fondeurs de la présente ville en leur personne, avec Bonin, leur procureur, lesquels, en présance du procureur du roy, comparant sire Ardant et Cibot, nous ont dit et remonstté auoir obtenu lettres patentes du roy par lesquelles le mestier de fondeur en la présente uille est juré, et ordonnons que les articles y attachez seront gardez et observez comme on fait apparoir par lesdittes lettres-pattantes illec exhibées, données à Chastres au mois d'octobre dernier, signées sur le reply : Par le roy en 1583

(1) Barbou (?)

conseil, DE UILLOUTREYS, et scellées du grand scel dud. S^r en cire uerte sur lacs de soye uerte et rouge.

Lesquelles ils ont communiqué aud. procureur du roy, requér^r uoloir ordonner qu'elles seront présentées, lues et enregistrées au greffe, aux fins que personne n'en prétende cause d'ignorance, néantmoins qu'ils jouiront de l'effet d'icelles, suivant l'ordonnance de Sad. Majesté ; led. procureur du roy a dit auoir veü lesd. lettres patentes obtenues par lesd. m^{rs} fondeurs, par lesquelles Sa Majesté a voulu led. mestier de m^r fondeur estre juré en la pñte ville, et n'auoir moyen pour empescher. Ains requiert lecture en estre faite, et icelles lettres soient enregistrées au greffe, et que lesd. m^{rs} fondeurs jouissent de l'effect d'icelles ; parquoy, après que lecture a été judiciairement faite desd. lettres-patantes, auons concédé acte et ordonné qu'elles seront enregistrées au greffe, aux fins que personne n'en pretende cause d'ignorance, et que lesd. m^{rs} fondeurs jouiront de l'effect d'icelles suivant la volonté de Sadtte Majesté.

Fait à Limoges, en l'auditoire royal de ladicte Cour, pardeuant nous, lieutenant susd., le cinquesme jour du mois de janui^r mil cinq cents quatre-vingt-quatorze. Signé : LAMY, lieutenant particulier, et ARDANT, procureur du roy, et GUY, greffier.

Les m^{rs} fondeurs de la uille de Lymoges, pour le bien public entendant faire jurer led. mestier de fondeur, et faire garder et obseruer les articles qui s'ensuyent :

1^o Premièrement, que nul ne sera reçu m^r dud. mestier qu'il nayt fait son apprentissage et demeure apprentif le temps de trois ans.

2^o Pour son essay et chef d'œuvre deuant estre receu, sera tenu de faire un paire de chandaliers planieus de tournierie et boune ord^e, un autre payre de chandaliers ouurés, bons et bien faits, sans aulcune soudure ni fante, plus un paire d'estriest, une payre desperont et une paire de boussettes, le tout bien ouuré en couleur d'ort.

3^o Lequel chef d'œuvre serat fait en la maison de l'un des m^{rs} dud. mestier, qui sera lors garde et député pour cet effect, en présance de deux des autres m^{rs} qui seront nommez.

4^o Ledit chef d'œuvre ayant esté jugé valable par lesd. desputtez, celuy qui l'aura fait serat reçu à ladicte maitrise en fesant le serment d'obseruer les status de ladicte frairie, en payant

deux escus, qui seront mis dans la boette, et employez aux fraix du seruice diuin qui se fait chaquin an.

5° Les enfans des m^{res} dud. mestier qui voudront estre receüs apres le décès de leurs perre ne seront tenus faire de chef d'œuvre, si ce n'est une des susdittes piesses qu'il pourra choisir, et en prestant le serment de garder les status dud. mestier.

6° Les veufues desd. m^{res} pendant leur uiduité pourront tenir boutique, et jouiront des priuileges dud. mestier durant leur uiduité, seulement ayant un personnage idoine et bien uersé aud. mestier.

7° Ne pourront lesd. m^{res} et ouuriers trauailler ny faire trauailler leurs seruiteurs, ouurir leurs boutiques, ny faire aucune uente les jours de dimanches, jours et festes de N^{re} Dame, ny des Apostres, et cesseront led. travail les uigilles desd. dimanches et d'austres festes à l'heure de six heures du soir, à peine de deux escus pour chaque contrevention, l'un desquels sera mis dans la boëtte, et l'autre sera gaigné aux beye et garde dud. mestier.

8° Ne pourront lesd. m^{res} travailler ny faire travailler aud. mestier de fonte pour landiers (1) et chandeliers, en chaussestes, harnois, garnitures de cheual ou autres piesses qui en dépendent dud. mestier dans la ditte uille de Lymoges, faubourgs, cité, banlieue, qui ne soit fonte de bonnes matieres, et dont le tout soit bon et marchand au dire des autres m^{res} à peine de confiscacion.

9° Ne fairont lesd. m^{res} aucun ourage nécessaire au mestier de Ceinturier tant de *laton* (2) blanc que de *gaune*, qui ne soist bien *leine*, poly et apreste, aux mesmes peines.

10° Pouront lesd m^{res} fondre des poids, timons, boussettes et garnitures des poids pour les m^{res} trébuchiens, pourueü qu'ils soient bien fondus de bonne matiere et marchande, et, sy n'est trouuée bonne marchande et loyale, serat aussy confisquée.

11° Ne pourront lesd. m^{res} vendre aucun ourage de fonte qui ne soit paracheué, exposé et vendu en leurs boutiques, bons et marchands, aux mesmes peines.

12° Tous chandaliers de salle, chandaliers de table et landiers

(1) Chenets.

(2) Laiton.

seront faits de bonne matierre, bien fondue, taillez et tournez, bons et marchands, à peine de confiscation.

43° Aucun m^{re} ne pourrat prandre et receuoir qu'un seul apprentif, et le prandra en presance de deux des autres m^{re}; lequel apprentif demeurera en la compaignie dud. m^{re} trois ans entiers et consecutifz, sans (1) excuse légitime; et, si led. apprentif s'en va de la compaignie dud. m^{re}, cessant lad. excuse légitime, aucun des autres m^{re} ne le pourront prandre ny recevoir; et, si led. apprentif pendant led. temps s'en alloit aux champs, et qu'il retournât dans quelque temps, aucun des autres m^{re} ne le pourrat receuoir à trauailler qu'il n'ay satisfait et payé son premier m^{re} des dommages et intérêt, à peine de trois escus et un tiers pour chaque faute ou contreuention, dont la moytié serat misse dans la boëtte, et l'autre moytié acquise aux gardez et beyles dud. mestier.

44° Outre ce, chacun apprentif serat tenu, au commencement de son apprentissage, bailler trois liures cire aux beyles dud. mestier pour le seruice diuin, dont les m^{re} qui prendront led. apprentif demeureront responsables.

45° Les m^{re} dud. mestier ne pourront prester le serment en aucun autre mestier, ny en user; et, sy aucun desd. m^{re} fait le contraire, en demeureront priuez sans y pouuoir reintro; et, sy aucun desd. m^{re} delaisse le mestier qu'il fait pour aller trauailler à un autre mestier, et qu'il fasse aucune besoigne dud. mestier de fondeur, serat confisquée, et luy condamné à une amande qui serat arbitraire.

46° Nuls estrangers ny autres m^{re} dud. mestier ne pourront leuer boutique qu'ils n'ayent auparauant demeuré en lad. ville un an antier, et fait attestaõn de leur uie et mœurs, religion catholique, et qu'il aye apparu aux dits députez qu'ils sont suffizants pour estre maistre dud. mestier, et fait led. essay chef-d'œuvre, et qu'ils sont m^{re} jurez, à peine de trois escus, applicable comme dessus.

47° Aussy ne pourront lesd. m^{re} ny leurs ueufues tenant boutique porter ou enuoyer et interposer personne a vendre aucune marchandise dud. mestier ez logis hostellerie de la pñte uille, faubourgs, cité et banlieue, ny en autres lieux à

(1) Je crois qu'il faut lire *sous* au lieu de *sans*.

cachette, ains seront tenus la uendre en leur bouptique et ouurerie, afin qu'il ne se commette fraude, et que lad. marchandise soit loyalle, à peine de confiscation.

18° Aucuns m^{rs} ny leurs ueufues tenant bouptique ne pourront bailler besoigne a trauailler qu'à ceux dud. mestier qui auront fait leur apprentissage chez lesd. m^{rs}, à peine de dix liures, dont serat mis moytié aux pauvres, et l'autre moytié à la boîte.

19° Ne pourront acheter de marchandise estrangerre, comme landier, chandalier, lampe, ny mesme faire canter aucunes d'icelles pour les exposer en venthe à autres personnages bassiniers et autres que ceux dud. mestier de fondeur, pourront acheter desd. m^{rs} fondeurs, et non d'autres, à peine de confiscation et amande.

20° Et ne pourront aucun homme d'ilec estat faire aucuns fourneaux pour fondre en l'art dud. mestier qui ne soit reçu m^{re}, à peine de dix liures et arrazement de fourneaux, et ce, à cause que la diuinité, la majesté et le public en pouroint estre offancez.

21° Lesd. m^{rs} chaque année esliront deux ou trois d'entre eux pour visiter la marchandise qui serat faite tant par eux que les estrangers sy aucuns en y a, afin de garder qu'il ne s'en expose aulcune en venthe qui ne soit bonne, loyalle et marchande, et, pour faire ladite uisite, seront tenus les autres m^{rs} et ceux dud. mestier qui en useront faire ouuertures de leurs maisons ouureries et coffres toutes fois et quantes qu'ils en seront sommés et requis, et les exhiber et communiquer, tous les m^{rs} ensembles, les estrangers, celles qu'ils apportent uendre en la pâte uille, soit qu'ils l'apportent en une hostellerie ou ailleurs, et s'ils s'en trouuent qui ne soint de la qualitté susdite, la prendre de leur authoritté, et l'apporteront déposer entre les mains de quelque marchand pour estant ueüe et jugée des autres dud. mestier y estre pourueü, et se ferat lad. élection dud. beyle, le vingt sixiesme novembre. En foy de ce, auons signez les presantz articlez. Signé ROLLAND, A. GAIGNAND, CHATENET, N. DANDAUD et MARICAUD.

S'en suit les noms des m^{rs} fondeurs qui sont presamment dans la uille, citté, faubourgs et banlieüe de Limoges : premierement, Léonard Ricaud, Martial Chatenent, Jean et

Léonard Boutaudon perre et fils , Anthoine Dutreix , Léonard et Jean Roche perre et fils , Jacques Chatenet , Pierre Bregefort laigné , Nicolas Chatenet , fils dud. Martial, Jean Ricquard , fils dud. Léonard, Pierre Bregefort jeune , la uefue de feu François Rolland dit Lansamant , la uefue de Chatenet Vieux , la uefue de feu Joseph Guytard , la uefue de feu Jacquet , la uefue de feu Chatenet.

Cette copie , fidèlement collationnée sur le manuscrit des archives , liasse 6495 , renferme déjà quelques noms de fondeurs , auxquels je crois devoir joindre la liste suivante , formée d'après divers documents et actes de familles déposés aux mêmes archives de la Haute-Vienne.

FONDEURS ET MOULEURS EN MÉTAUX.

	Années.
JOHAN D'EYJAUX.....	1440.
LAGORCE.....	1507.
GRANAUD, Mathurin.....	1520.
PROMBYRAT, Martial.....	1551.
ROLLAND, François, dit Lansemant.....	1560.
BALON.....	1575.
DELAUZE, Joseph, cousin et héritier de Jehan Cour-	
TEYS, émailleur.....	1586.
TROUTIER, Jehan.....	1597.
CLAUD, mouleur ou modeleur.....	1610.
TEULIER, mouleur.....	1617.
BERSOIRE, Jean, } mouleurs.....	1624.
BERSOIRE, Pierre, }	
ARDILIER, Pierre, fondeur.....	1626.
CHENAUD.....	1640.
DENOUVEAU dit CAILLAUD, Jean.....	1640.
GUYTARD, Joseph.....	1668.

	Années.
LAGORCE , Henry, modeleur.....	1677.
MONTAUDON , Jean, fondeur.....	1682.
LACHENAUD , Jean.....	1694.
ROCHE.	<i>avant</i> 1700.
COUDAUD , Etienne.	1756.
CHATENET, Barthélemy.....	1758.
CHATENET, Guillaume , son fils.	1758.
CHATENET, Pierre.....	1758.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne.

Limoges, le 6 août 1862.

OUVRAGES

PUBLIÉS

PAR LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN.

LE LIMOUSIN HISTORIQUE, Histoire générale de l'ancienne province du Limousin, par Ach. LEYMARIE. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Langie, 1837-1839.

MÉMOIRE SUR LE MONUMENT CONNU SOUS LE NOM DE *BON MARIAGE*, par l'abbé TEXIER. — Br. in-4, avec deux lith. — Limoges, chez Darde, 1840.

VIES DE St ISRAEL ET DE St THÉOBALD, par l'abbé TEXIER. — In-8. — Limoges, chez Blondel, rue du Consulat, 1841.

NOTICE HISTORIQUE SUR LES ÉMAUX, LES ÉMAILLEURS DE LIMOGES, ET LES PROCÉDÉS DE FABRICATION EN USAGE A LIMOGES, par Maurice ARDANT. — Br. in-8. — Limoges, Chapoulaud frères, 1842.

ESSAI HISTORIQUE ET DESCRIPTIF SUR LES ÉMAILLEURS ET LES ARGENTIERS DE LIMOGES, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 238 pages avec deux planches. — Poitiers, chez Saurin, 1843.

MÉMOIRE SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES DES GÉNÉRAUX EN CHEF CUSTINE ET HOUCARD PENDANT LES ANNÉES 1792 ET 1793, par le baron GAY DE VERNON. — Un vol. in-8 de 344 pages. — Paris, chez Firmin Didot, 1844.

HISTOIRE DU LIMOUSIN (Histoire spéciale de la Bourgeoisie), par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Ardillier fils, 1846.

HISTOIRE DE LA PEINTURE SUR VERRE EN LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — In-8 de 120 pages avec planches. — Limoges, Chapoulaud frères, 1847.

NOTICE SUR LE TOMBEAU DE SAINT JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-8 avec 3 planches. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1847.

CHRONIQUE DE MALEU, chanoine de St-Junien, mort en 1322, publiée pour la première fois avec des notes explicatives, et suivie de DOCUMENTS HISTORIQUES SUR LA VILLE DE St-JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Un vol. in-8 de 264 pages. — St-Junien, chez Barret, 1847.

CATHÉDRALE DE COLOGNE, par Félix de VERNEILH. — Un vol. in-4 de 80 pages et 3 planches. — Paris, chez V. Didron, 1848.

DES OSTENSIONS, par Maurice ARDANT. — In-48 de 180 pages. — Limoges, chez Barbou frères, 1848.

L'INDICATEUR LIMOUSIN, guide de l'étranger à Limoges et dans ses environs, par Maurice ARDANT. — In-48. — Limoges, Mart. Ardant frères, 1848.

HISTOIRE DES PAYSANS EN FRANCE, par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Paris, chez Dumoulin; — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1849.

MANUEL D'ÉPIGRAPHIE, suivi du RECUEIL DES INSCRIPTIONS DU LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 380 pages, avec 28 planches. — Poitiers, chez Impr. 1851.

- POÉSIES DE JACQUES DORAT, archidiacre de Reims, par Auguste Du Boys. — In-8. — 52 pages. — Limoges, chez Ardillier, 1851.
- ÉTUDES HISTORIQUES SUR LES MONASTÈRES DU LIMOUSIN, paraissant par livraisons, par l'abbé ROY-PIERREFITTE.
- LE JEUNE NUMISMATISTE, par Maurice ARDANT. — Un vol. in-12, de 252 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- CHATEAU DE CHALUSSET (description et documents historiques), suivi de QUELQUES NOTES SUR L'ÉGLISE DE SOLIGNAC, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 56 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1851.
- SAINT-PIERRE-DU-QUEYROIX DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- L'ARCHITECTURE BYZANTINE EN FRANCE, par Félix de VERNEILH. — Splendide volume in-4 de 316 pages, orné de 22 magnifiques gravures. — Paris, chez Didron, 1852.
- HISTOIRE DE LA CATHÉDRALE DE LIMOGES (première partie), par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 80 pages. — Paris, chez Didron, 1852.
- REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE LA HAUTE-VIENNE, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-18. — Limoges, chez Ducourtieux, 1852 et 1855.
- BIOGRAPHIE DES HOMMES ILLUSTRES DE L'ANCIENNE PROVINCE DU LIMOUSIN, par Auguste Du Boys et l'abbé ARBELLOT, tome I^{er}. — In-8 de 280 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1854.
- ÉMAILLEURS ET ÉMAILLERIE DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-12 de 180 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1855.
- DISSERTATION SUR L'APOSTOLAT DE SAINT MARTIAL ET SUR L'ANTIQUITE DES ÉGLISES DE FRANCE, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 250 pages. — Limoges, chez Leblanc, 1855.
- DES INFLUENCES BYZANTINES, lettre à M. Vitet, par Félix de VERNEILH. — Br. in-4. — Paris, chez Didron, 1855.
- ROCHECHOUART : HISTOIRE, LÉGENDES, ARCHÉOLOGIE, par l'abbé DULAC. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Ducourtieux, 1855.
- ESSAI SUR L'ADMINISTRATION DE TURGOT DANS LA GÉNÉRALITÉ DE LIMOUSIN, par G. D'HUGUES, docteur ès-lettres. — In-8 de 266 pages. — Paris, chez Guillaumin et Cie, 1859.
- BIOGRAPHIE DE FRANÇOIS DE ROUSIERS, gentilhomme du xvi^e siècle, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Leblanc et Cie, 1859.
- CATALOGUE MÉTHODIQUE DE LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE DE LA VILLE DE LIMOGES (HISTOIRE. — POLYGRAPHIE; BELLES-LETTRES), par Émile RUBEN, bibliothécaire. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1858-60.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN.

12 vol. in-8 (1846—1862).

Le premier volume se vend 10 fr. à Limoges, et 11 fr. par la poste, et les autres, 6 fr. à Limoges, 7 fr. par la poste. — On s'abonne, à Limoges, chez MM. CHAPOULAUD frères ou chez M. Ch. DULAC, garde-musée.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DU LIMOUSIN

TOME XIII. — 2^e LIVRAISON.



LIMOGES

CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ
Rue Montant-Manigne, 7

1863

- POÉSIES DE JACQUES DORAT, archidiacre de Reims, par Auguste Du Boys. — In-8 de 52 pages. — Limoges, chez Ardillier, 1851.
- ÉTUDES HISTORIQUES SUR LES MONASTÈRES DU LIMOUSIN, paraissant par livraisons, par l'abbé ROY-PIERREFITTE.
- LE JEUNE NUMISMATISTE, par Maurice ARDANT. — Un vol. in-12, de 252 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- CHATEAU DE CHALUSSET (description et documents historiques), suivi de QUELQUES NOTES SUR L'ÉGLISE DE SOLIGNAC, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 56 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1851.
- SAINT-PIERRE-DU-QUEYROIX DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-8 de 400 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- L'ARCHITECTURE BYZANTINE EN FRANCE, par Félix de VERNEILH. — Splendide volume in-4 de 316 pages, orné de 22 magnifiques gravures. — Paris, chez Didron, 1852.
- HISTOIRE DE LA CATHÉDRALE DE LIMOGES (première partie), par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 80 pages. — Paris, chez Didron, 1852.
- REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE LA HAUTE-VIENNE, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-15. — Limoges, chez Ducourtieux, 1852 et 1855.
- BIOGRAPHIE DES HOMMES ILLUSTRES DE L'ANCIENNE PROVINCE DU LIMOUSIN, par Auguste Du Boys et l'abbé ARBELLOT, tome 1^{er}. — In-8 de 280 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1854.
- ÉMAILLEURS ET ÉMAILLERIE DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-12 de 180 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1855.
- DISSERTATION SUR L'APOSTOLAT DE SAINT MARTIAL ET SUR L'ANTIQUITE DES ÉGLISES DE FRANCE, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 250 pages. — Limoges, chez Leblanc, 1855.
- DES INFLUENCES BYZANTINES, lettre à M. Vitet, par Félix de VERNEILH. — Br. in-4. — Paris, chez Didron, 1855.
- ROCHECHOUART : HISTOIRE, LÉGENDES, ARCHÉOLOGIE, par l'abbé DULÉAT. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Ducourtieux, 1855.
- ESSAI SUR L'ADMINISTRATION DE TURGOT DANS LA GÉNÉRALITÉ DE LIMOUSIN, par G. D'HUGUES, docteur ès-lettres. — In-8 de 266 pages. — Paris, chez Guillaumin et Cie, 1859.
- BIOGRAPHIE DE FRANÇOIS DE ROUSIERS, gentilhomme du xvi^e siècle, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Leblanc et Cie, 1859.
- CATALOGUE MÉTHODIQUE DE LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE DE LA VILLE DE LIMOGES (HISTOIRE. — POLYGRAPHIE; BELLES-LETTRES), par Émile RUREN, bibliothécaire. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1858-60.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN.

12 vol. in-8 (1846—1862).

Le premier volume se vend 10 fr. à Limoges, et 11 fr. par la poste, et les autres, 6 fr. Limoges, 7 fr. par la poste. — On s'abonne, à Limoges, chez MM. CHAPOULAUD frères, ou chez M. Ch. DULAC, garde-musée.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DU LIMOUSIN

TOME XIII. — 2^e LIVRAISON.



LIMOGES

CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ

Rue Montant-Manigne, 7

1863

SOMMAIRE

DES ARTICLES DU N° 2.

	Page
Les fanaux en Limousin, par M. l'abbé ROUGERIE.....	69
Notice sur l'oppidum gaulois de Courbefy, par M. Félix DE VERNEILH.....	83
Les Marbreaux, célèbres orfèvres limousins, par M. Maurice ARDANT.....	93
Voirie romaine en Limousin : fixation de la station de Prætorium, par M. E. BUISSON DE MAVERGNIER.....	98
Bibliographie limousine, par M. P. POYET.....	115
Correspondance : lettre de M. X. Barbier de Montault.....	140

Jours des séances de la Société pour 1863.

Vendredi 27 février. — Vendredi 27 mars. — Vendredi 4^{er} mai.
— Vendredi 29 mai. — Vendredi 26 juin. — Vendredi 28 juillet.
— Vendredi 28 août. — Vendredi 25 septembre. — Vendredi
30 octobre. — Vendredi 27 novembre.

Les communications, la correspondance, les bulletins des Sociétés savantes, etc., doivent être adressés au Secrétaire général, à Limoges.

MM. les Membres voudront bien, huit jours à l'avance, informer le Président des lectures qu'ils se proposeraient de faire à la Société.

Dans la séance du 25 mars 1847, le Conseil d'administration a décidé que tout membre de la Société qui voudra se retirer devra en donner avis au Secrétaire général avant le 3 décembre; faute de quoi, la cotisation sera due pour l'année suivante.

Extrait du Règlement de la Société.

ART. 4. — La Société se compose :

- 1° D'un nombre illimité de MEMBRES TITULAIRES, résidant dans le département;
- 2° D'un nombre illimité de MEMBRES CORRESPONDANTS, résidant hors du département;
- 3° Des MEMBRES HONORAIRES, dont le nombre ne pourra dépasser quinze.

ART. 5. — Nul ne sera admis au nombre des membres de la Société que sur la présentation écrite et signée par deux membres, avec mention, lorsqu'il s'agira de membres titulaires ou correspondants, que la demande en a été faite par le candidat.

ART. 7. — Chaque membre titulaire paie :

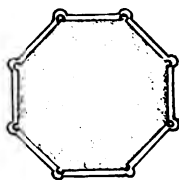
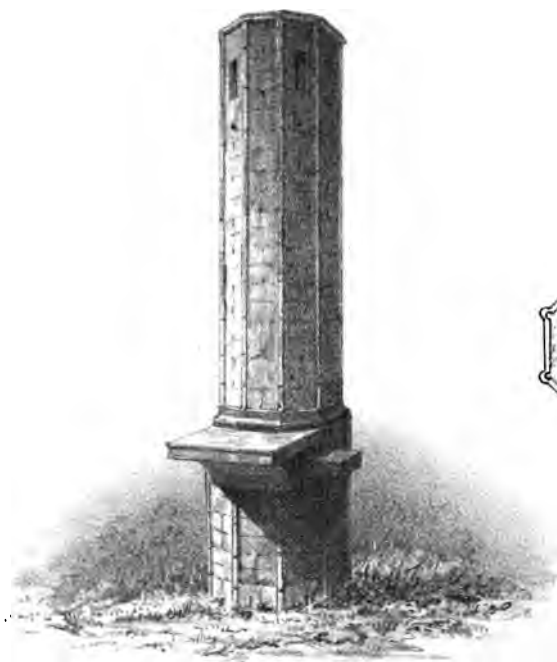
- 1° Un droit d'entrée de 10 fr., qui devra être acquitté au moment de la remise du diplôme;
 - 2° Une cotisation annuelle de 15 fr., due pour l'année entière, quelle que soit l'époque de l'année à laquelle il aura été reçu, mais qui peut être remplacée par une somme de 200 fr. une fois payée.
- Chaque membre correspondant paie, à titre de cotisation annuelle, le prix d'abonnement au Bulletin de la Société.

Les diplômes sont délivrés gratuitement aux membres correspondants ainsi qu'aux membres honoraires. Ces derniers ne sont soumis à aucune cotisation.

Le prix de l'abonnement est fixé à 6 fr. pour Limoges;
franco, 7 fr. pour les départements.

Les Sociétés savantes de France qui font échange de publications avec la Société Archéologique du Limousin sont priées de nous adresser leurs envois par la poste : c'est le moyen le plus sûr de les faire parvenir à destination.

LES
FANAVX EN LIMOVSN.



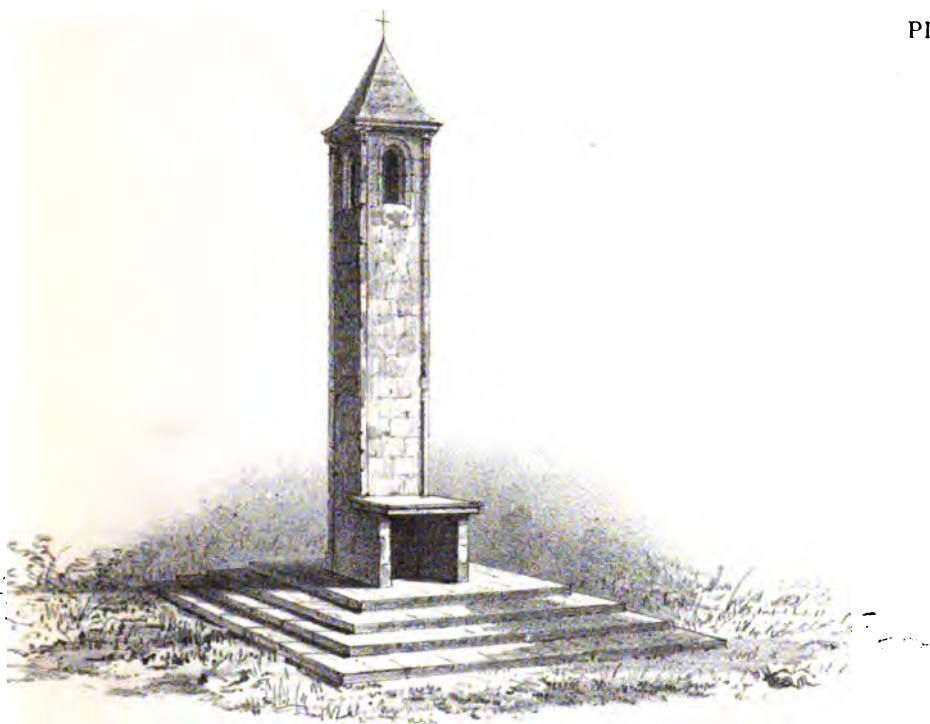
Goupe Horizontale .

o.oox4

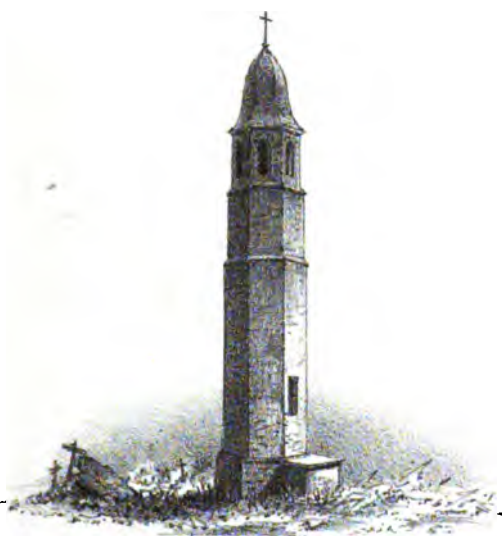
S^t Barbant, Arrondissement de Bellac (*H^{te} Vienne*)



Biennat, arrondissement de Rochechouart (*H^{te} Vienne*).



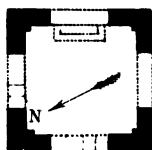
Cognac, arrondissement de Rochechouart (*H^{te} Vienne*).



Coussac - Bonneval, arrondissement de Saint-Yrieix (*H^{te} Vienne*).

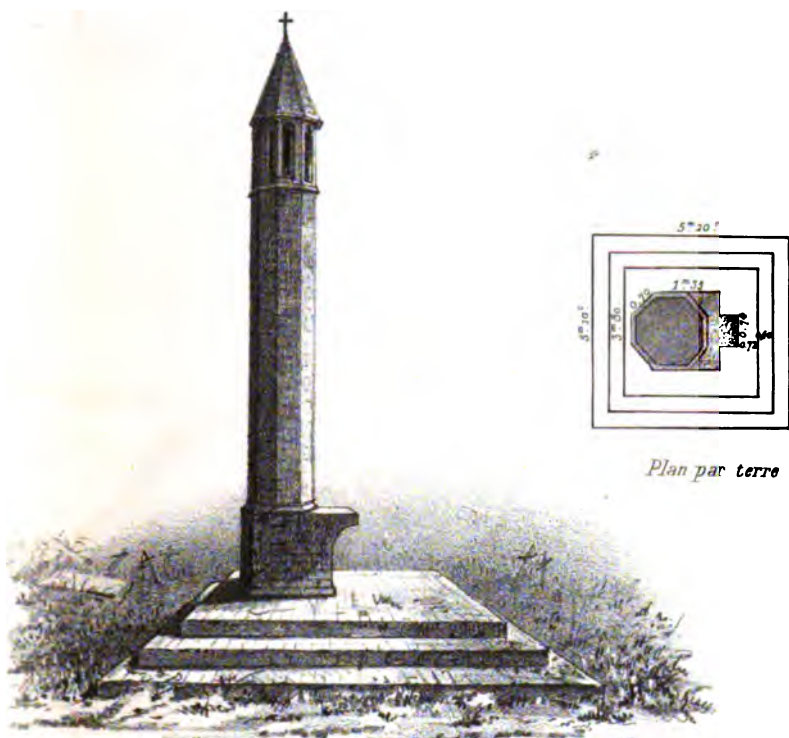


S.^t Léonard, arrondissement de Limoges (*H^{te} Vienne*).

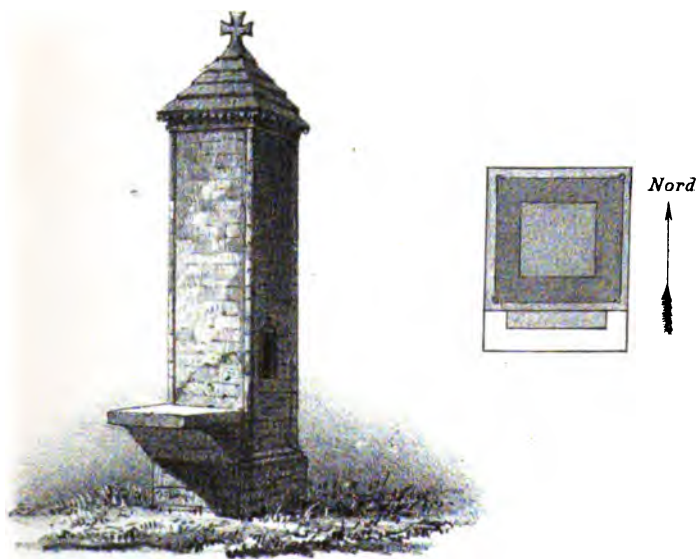


0,002 f

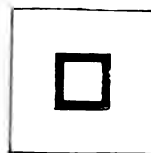
Montrol-Sénard, arrondissement de Bellac (*H^{te} Vienne*).



Oradour-Saint-Genest, arrondissement de Bellac (*H^{te} Vienne*)



Oradour-sur-Glane, arrondissement de Rochechouart (*H^{te} Vienne*).



$$\frac{1}{0,001}$$

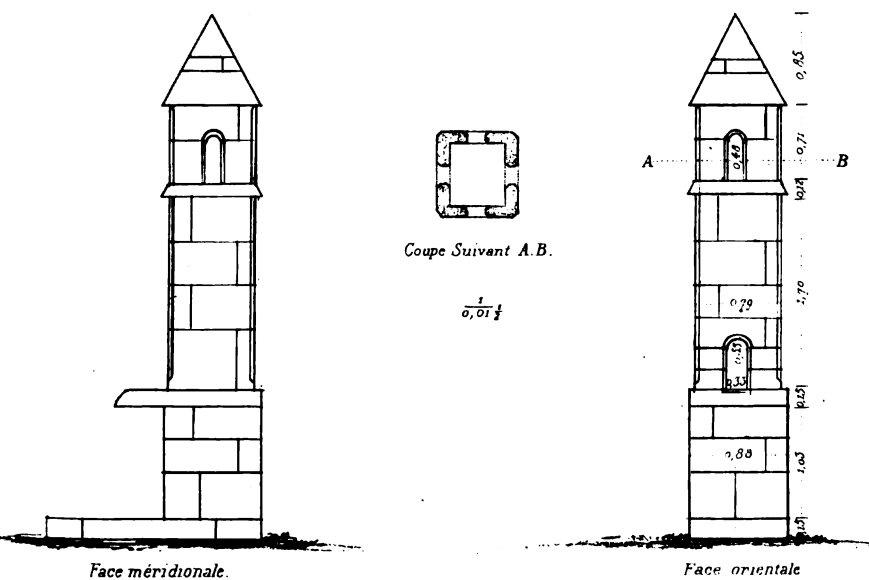
Saint-Victorien, arrondissement de Rochechouart (*11^{le} Vienne*).



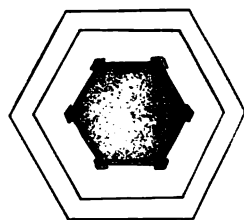
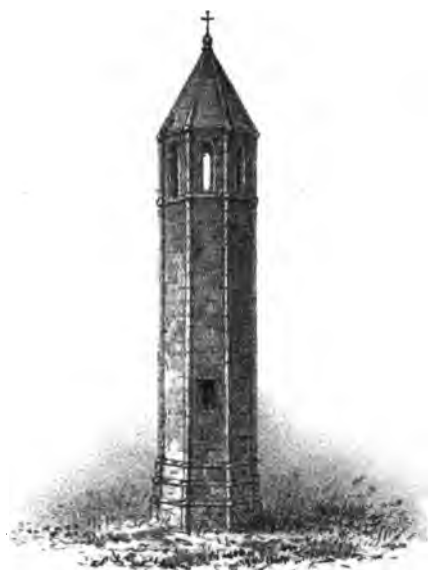
Rancon, arrondissement de Bellac (*11^{re} Vienne*).



Fellelin , arrondissement d'Aubusson (*Creuse*).



Saint-Goussaud, Arrondissement de Bourgueuf (*Creuse*).

*Plan par terre* $\frac{1}{0.01}$ **La Souterraine**, arrondissement de Guéret (*Creuse*).*Gh. Fichot fils lith**Imp. Lemerleux, r. de Seine 5, Paris***Vercillat**, arrondissement de Guéret (*Creuse*).



LES FANAUX EN LIMOUSIN.

Dans quelques anciens cimetières de France, on trouve un monument particulier qui mérite de fixer l'attention des archéologues, et qui, signalé par quelques rares auteurs (1), est depuis peu mieux connu par les descriptions qu'en a données M. de Caumont. C'est une espèce de grosse colonne cylindrique, carrée ou polygonale, se terminant en lanterne. Cette dernière partie lui a fait donner le nom de *lanterne des morts* ou de *fanal*.

Tous nos monuments de ce genre paraissent dater du XI^e, du XII^e ou du XIII^e siècle. J'admire la naïveté de certains auteurs discutant sérieusement si on doit les ranger au nombre des monuments gaulois, ou les signalant simplement comme tels (Allou, Cancalon, Beaumesnil, etc.). Long-temps leur paisible lumière a éclairé le champ des morts; mais, depuis 1793, elle semble éteinte pour toujours.

Dans nos cimetières, ces fanaux occupent presque partout la même position. On voit que nos pères ont voulu les placer tout à la fois et au centre pour éclairer également tous les tombeaux, et sur le point le plus élevé pour qu'ils soient vus de plus loin. Si on en rencontre quelques-uns hors des cimetières, comme à Saint-Goussaud (Creuse), c'est que l'esprit moderne, ennuyé

(1) Tels sont Mabillon et Montfaucon sur la fin du XVII^e siècle; mais, dès le XII^e, Pierre le Vénérable en avait donné une exacte description en faisant connaître son usage : « *Obtinet medium cœmeterii structura quædam lapidea, habens in summitate sui quantitatem unius lampadis capacem, quæ, ob reverentiam fidelium ibi quiescentium, totis noctibus fulgore suo locum illum sacratum illustrat. Sunt et gradus per quos illuc ascenditur, supraque spatium duobus vel tribus ad standum vel sedendum hominibus sufficiens, etc....* » (*Apud MURCIER, Sépult. chrét., 146.*)

de voir trop souvent cette dernière demeure qui nous fait penser à une autre vie, s'est empressé de porter la cendre des morts dans un lieu moins exposé à nos regards. Cela explique comment quelques-uns de ces monuments, laissés dans le lieu où ils ont été construits, se trouvent aujourd'hui sur des places qui étaient autrefois des cimetières. Dans certaines contrées, on les signale assez souvent sur le bord des grands chemins; mais cette position s'explique facilement par ce que rapporte Sponde (*Les Cimetières sacrés*, p. 440) : « Saint Augustin, dit-il, nous enseigne que les sépulcres sont appelés *monuments*, d'autant qu'ils admonestent les hommes de prier pour les morts. — Et de là les cimetières sont maintenant colloqués auprès et devant les églises, et l'étoient anciennement devant les portes des villes et sur les *grands chemins*, afin que par ce moyen les passants et ceux qui entrent ou sortent des églises ou des villes se ressouvient de prier pour ceux qui y sont enterrés. »

A l'exception de celui de Saint-Léonard, qui n'existe plus, nos fanaux sont généralement d'une simplicité d'architecture inspirée par l'époque qui les a vu construire et par l'usage auquel ils étaient destinés. Les uns sont de forme ronde, comme à Rancon; les autres sont carrés, comme à Cognac, Saint-Goussaud, Oradour-sur-Glane; d'autres sont hexagones, comme à La Souterraine; un plus grand nombre, octogones, comme à Felletin, Saint-Barbant, Coussac-Bonneval, Oradour-Saint-Genest.

Ils sont presque tous placés sur une plate-forme que trois ou quatre escaliers élèvent au-dessus du terrain. Leur hauteur varie peu. Celui d'Oradour-Saint-Genest, qui est peut-être le plus élevé, atteint 8 mètres 86 centimètres.

Le nombre des fenêtres qui forment la lanterne correspond le plus souvent au nombre des côtés du monument. Sa toiture, pyramidale ou conique, est surmontée d'une croix en pierre. L'intérieur, qui est creux, livrait un passage, quelquefois bien étroit, pour monter jusqu'à la lampe. On y parvenait au moyen de trous disposés dans la paroi, de manière à pouvoir facilement y placer les pieds, ou par tout autre moyen inconnu aujourd'hui. Au bas, une porte, le plus souvent carrée, fermait cette entrée.

Des auteurs ont dit que cette porte regardait toujours l'orient : c'est en effet le cas le plus général; mais il n'en est pas toujours ainsi, et nous possédons bien des exemples du contraire.

Voici, je crois, ce qui explique l'orientation de cette porte :

la plupart des fanaux, et presque tous les nôtres, sont accompagnés d'un autel destiné aux cérémonies des funérailles, et probablement aussi à la célébration du saint sacrifice de la messe. Or c'est cet autel qui a été soigneusement orienté, et non pas la porte en question. La liturgie veut en effet que le prêtre étant à l'autel ait le visage tourné au levant ; car, outre que la coutume de tous les peuples est de se tourner de ce côté pour prier, l'Eglise a encore une autre raison d'en agir ainsi : sur la montagne du Calvaire, Jésus-Christ, selon plusieurs anciens auteurs, avait le dos tourné vers Jérusalem et à l'orient : il regardait donc la partie occidentale ; à sa droite était le nord ; à sa gauche, le midi. Telle est la position des autels sur lesquels se renouvelle ce sacrifice de notre rédemption. Alors qu'est-il arrivé ? On a voulu cacher le plus possible aux yeux du prêtre et des fidèles cette porte, qui n'est pas un ornement, et on l'a placée du côté de l'est, qui est opposé à l'autel.

Nous avons des exemples de cette porte placée ailleurs qu'à l'est : à Oradour-Saint-Genest, l'autel est orienté, mais la porte, au lieu d'être placée derrière, a été mise sur la droite : alors elle regarde le nord ; à Coussac-Bonneval, on l'a mise au-dessus de l'autel, et elle fait face au couchant ; à Rancon, elle regarde le nord, et, quoiqu'il n'y ait pas actuellement d'autel, on voit que la marche circulaire qui entoure le pied du fanal est entaillée du côté du couchant pour recevoir un portatif.

Dans plusieurs villes de l'ouest de la France, outre la célébration du saint sacrifice de la messe, il y avait encore un office de nuit, dont une partie était célébrée au cimetière même. Je n'ai pas encore pu constater si cela se pratiquait chez nous.

M. Murcier (*Sépull. chrét.*, p. 448) ne s'explique pas à quoi servait une pierre en saillie à côté de l'autel du fanal de Ciron (Sarthe). J'en ai rencontré une semblable à celui de Saint-Barbant, et j'ai cru y reconnaître une crédence pour déposer les burettes ou autres objets nécessaires pour la sainte messe.

Il est difficile de déterminer les époques auxquelles nos fanaux étaient allumés ; et la difficulté est d'autant plus grande que la plupart du temps cela dépendait d'une fondation particulière. Ainsi, sur nos limites, à Mauriac (Cantal), un curé du lieu fit, au XIII^e siècle, une fondation pour qu'on éclairât *tous les samedis* la lanterne qu'il avait fait élever au milieu du cimetière de sa paroisse. — En 1487, Bernard de Radulphe de Sécheira, avec sa femme et ses enfants, laissèrent *six livres* pour

entretenir une lampe *durant la nuit* au cimetière de Dalon (Corrèze). (P. BONAV., T. III, p. 449.) — A Saint-Goussaud, on faisait une quête à la messe pour l'entretien du fanal. — En parlant de celui de Saint-Michel-de-Pistorie à Limoges, le P. Bonaventure nous dit encore que « on y mettait des lampes allumées aux vigiles qu'on célébrait ». (T. III, p. 482.) — Tout le monde s'accorde à dire que ces monuments étaient éclairés le 2 novembre pour la fête de la Commémoration des morts.

D'après ces détails, on peut facilement voir que nos fanaux n'étaient pas, comme l'ont dit certains auteurs, des lanternes destinées à éclairer les voyageurs. Ce qui leur a fait émettre cette opinion, c'est peut-être parce qu'ils ont trouvé assez souvent des fanaux au bord des grands chemins ; mais j'ai déjà fait remarquer que c'était la place choisie anciennement pour les cimetières. D'autres ont vu dans cet éclairage des cimetières « une précaution tendant à rassurer les esprits crédules contre les apparitions des revenants. On gratifie là nos pères d'une attention au moins étrange. Mabillon pense que la lumière de ces fanaux servait à éclairer ceux qui allaient prier à l'église pendant la nuit : cela peut être vrai des fanaux aussi élevés que ceux d'Évrault et des Saints-Innocents à Paris (1), mais il s'en faut qu'ils aient tous cette hauteur ; et puis l'église était souvent assez éloignée du cimetière pour rendre ce secours inutile. » (MURCIER, *Séput. chrét.*, p. 449.)

Sans discuter ces opinions et plusieurs autres analogues ; sans nier que des fanaux aient pu avoir une destination différente de ceux que conserve notre province, je ne puis voir dans cette lampe entretenue par la piété des fidèles en l'honneur des morts qu'un symbole de la foi chrétienne veillant sur les tombes et les protégeant. Les paisibles rayons qui en sortaient, se répandant silencieusement sur les tombeaux du cimetière, semblaient veiller sur eux ; ils allaient aussi frapper au loin les regards du pieux voyageur, et cette vue provoquait souvent quelques salutaires souvenirs et quelque bonne prière pour les morts.

Dans mes recherches sur le Limousin, j'ai rencontré vingt et un fanaux. L'existence de plusieurs n'était pas encore connue des archéologues, et je suis persuadé qu'il en reste d'autres à

(1) Ce dernier avait 41 pieds ; la tour d'Évrault en avait 80.

signaler. Ce nombre relativement considérable s'explique parfaitement par le grand respect pour les morts que professent les habitants de nos contrées.

C'est encore ce même sentiment qui couvre aujourd'hui le cimetière de Limoges de plus de quatre-vingts chapelles où l'on célèbre de temps en temps la sainte messe, sans compter un nombre infini de monuments de tous genres.

De nos vingt et un fanaux quinze appartiennent à la Haute-Vienne. De ce nombre sept sont détruits : les huit autres existent encore presque tous en bon état.

La Creuse en a eu au moins cinq, dont quatre sont encore bien conservés.

Je n'ai trouvé pour la Corrèze que la mention d'un seul ; mais tout porte à croire qu'il y en a d'autres à signaler.

HAUTE-VIENNE.

1° **Saint-Barbant**, petite commune du canton de Mézières, située sur la limite ouest du département, peut avoir eu quelque importance au XII^e siècle et au XIII^e, au moins au point de vue religieux. Son église semble dater de cette première époque, et son autel en pierre est la reproduction exacte de celui qu'on voit dans la crypte du Dorat (1075). Un très-joli fer, destiné à la fabrication des pains pour la sainte messe, se conserve encore dans cette paroisse depuis le XIII^e siècle. Enfin le cimetière renferme un fanal dont j'ai à m'occuper ici, et qui, je crois, n'était pas encore signalé.

A peu près au centre du cimetière, s'élève ce gracieux monument, dont la toiture n'existe malheureusement plus. (Voir pl. I.) Il semble avoir été abandonné, et il ne conserve déjà plus sa position verticale. Cela est d'autant plus à regretter que c'est un des plus beaux de notre diocèse. Les arêtes qui séparent ses huit côtés ont été taillées en forme de colonnettes, qui le décorent dans toute sa longueur. Chaque face dans la partie inférieure a 0 m. 35 c., et la circonférence est de 2 m. 85 c., tandis que dans la partie la plus élevée elle est de 2 m. 55 c.

A l'extrémité supérieure, au-dessous de la corniche qui devait porter les fenêtres, on a ôté une pierre à chacun des quatre côtés regardant les points cardinaux ; ce qui a formé quatre ouvertures pouvant tenir lieu des fenêtres elles-mêmes. Au bas, à

4 m. 40 c. du sol actuel, est un très-gracieux autel, formé d'une seule pierre engagée dans la maçonnerie. Il est parfaitement orienté. Sur la gauche de cet autel, c'est-à-dire au midi, une pierre, sortant également du fanal, a dû servir de crédence pour recevoir les objets nécessaires au saint sacrifice, ou simplement l'eau bénite lorsqu'on chantait l'office des morts. Du côté opposé à l'autel, se trouve la porte qui servait à pénétrer dans l'intérieur : elle a 0 m. 75 c. de haut sur 0 m. 45 c. de large.

L'administration, ou quelque généreux particulier, pourrait, avec peu de frais, réparer convenablement un de nos plus élégants fanaux, et assurer ainsi son existence menacée.

2° **Biennat**. (Voir pl. II.) — Si le fanal de Saint-Barbant menace ruine, celui de Biennat, après être resté long-temps dans un état semblable, vient enfin de disparaître totalement. Biennat, situé aux portes de Rochechouart, vit consacrer son église le 4 juillet 1262. Tison de Cramaud y fondait une chapelle en 1244 ; celle du cimetière existait en 1245. La construction du fanal doit être de la même époque. Il avait la forme d'une colonne octogone, haute de 7 à 8 mètres, terminée par une lanterne de pierre dont les ouvertures regardaient les quatre points cardinaux.

La planche II est tirée des cartons trop vantés que M. Allou avait préparés pour servir d'album à son volume. Ce dessin est emprunté à Beaumesnil, dont l'inexactitude n'est plus douteuse.

3° **Cognac**, commune de l'arrondissement de Rochechouart, et du canton de Saint-Laurent-sur-Gorre, possède un fanal que je n'ai vu signalé encore par aucun auteur. (Voir pl. III.) Il est carré, décoré sur ses angles de quatre colonnettes dont les chapiteaux supportent la toiture. Au-dessous de cette dernière s'ouvre sur chaque face une fenêtre plein-cintre. Il est formé de douze assises de pierre de hauteurs inégales, et élevé au-dessus du sol, ainsi que l'autel qui l'accompagne, sur une plate-forme haute de quatre marches.

4° **Conssac-Bonneval**, canton de Saint-Yrieix, nous offre aussi son fanal octogone. (Voir pl. IV.) Huit fenêtres à plein-cintre légèrement brisé forment la lanterne. Sa base, à la hauteur de l'autel, est quadrangulaire. Cet autel, bien

orienté, est placé du côté du couchant, afin que le prêtre, lorsqu'il y est monté, regarde l'orient, comme le veut la liturgie. C'est ainsi que sont tournés les autels de tous nos fanaux. Mais la porte qui sert à pénétrer dans l'intérieur de celui-ci a été placée au-dessus, et se trouve ainsi tournée à l'occident. Allou lui donne 6 mètres de haut. Ce même auteur a entendu dire que ce monument avait été construit vers le xiv^e siècle, à l'occasion d'une peste qui ravageait le pays.

5° Saint-Léonard. (Voir pl. V.) — Si le dessin qu'a publié Tripon, et qui vient, je crois, de Beaumesnil, est exact, et non pas inventé par ce dernier, le fanal qui existait en 1750 dans le cimetière de Saint-Léonard était sans contredit le plus beau de ceux de notre diocèse, et peut-être de France. Sur une terrasse très-élevée se dressait majestueusement cette belle colonne hexagone; un bon nombre de marches conduisaient à l'esplanade où elle était posée. Une porte pour pénétrer à l'intérieur était pratiquée sur le derrière. A la hauteur des fenêtres, chacun des six angles était orné d'une niche renfermant la statue d'un saint. Des nervures partant des dais qui recouvraient ces niches allaient des deux côtés former de gracieuses arcades sous lesquelles on apercevait les fenêtres trilobées. La toiture en pyramide hexagone était surmontée d'une boule; elle était accompagnée de six clochetons terminés de même, occupant les six angles de la corniche.

Je ne sais pas à quelle époque a été détruit ce monument, mais aujourd'hui il n'en reste pas la moindre trace.

Limoges, qui avant 1793 possédait treize paroisses, avait aussi un bon nombre de cimetières. C'est dans ceux-ci qu'existaient les cinq fanaux dont le P. Bonaventure de Saint-Amable nous a gardé le souvenir.

6° Saint-Cessateur. — Peu après la mort de saint Cessateur, évêque de Limoges (vers 742), on consacra une église en son nom dans la banlieue de sa ville épiscopale. C'est dans le cimetière de cette dernière église que fut construit plus tard le fanal signalé par le P. Bonaventure (T. III, p. 482). Il n'existait plus en 1785.

7° Saint-Gérald. — L'hôtel-de-ville de Limoges occupe

aujourd'hui les bâtiments de l'ancien prieuré de Saint-Gérald, fondé en 1158 par Gérard Hector de Cher, évêque de Limoges. Lors de cette fondation, l'église paroissiale existait déjà. Son cimetière a possédé un fanal, détruit avant 1785. (BONAV., T. III, p. 482.)

8° Saint-Paul. — Le même auteur nous signale encore un fanal dans le cimetière de l'église de Saint-Paul (plus tard Saint-Paul-Saint-Laurent). Il était démoli en 1785. C'est dans cette église que saint Ferreol, mort en 597, et saint Asclep, évêque de Limoges, choisirent leur sépulture. En construisant la gare du chemin de fer, on vient de faire disparaître les derniers restes de ce cimetière.

9° Saint-Martial, dont on admirait encore au siècle dernier la magnifique église et les beaux cloîtres, avait aussi un fanal dans son cimetière. Il était encore debout en 1785, et, au dire du P. Bonaventure, c'était le plus beau de ceux de Limoges. Peut-être datait-il de 1095, époque à laquelle Urbain II consacra l'église construite par l'abbé Adémar.

10° Saint-Michel-de-Pistorie était un monastère fondé, en 518, par Jocundus, père de saint Yrieix. Il fut deux fois détruit, d'abord en 763, puis en 848, pendant les guerres qui affligèrent le Limousin. Devenu plus tard une des paroisses de la ville, on voyait, en 1785, « dans son cimetière, devant l'église, une pyramide faite en clocher à la pointe, dans lequel on mettoit anciennement des lampes allumées aux vigiles qu'on célébroit ». (BONAV., T. III, p. 482.)

11° Montrol-Senard, commune de l'arrondissement de Bellac et du canton de Mézières, a aussi sa lanterne des morts. Celle-là est d'une forme particulière. (Voir pl. VI.) Dans l'état où elle est aujourd'hui, on a besoin que la tradition conserve le souvenir de ce qu'elle a été, car sans cela on n'y verrait qu'une chapelle d'une construction assez extraordinaire. Primitivement c'étaient quatre piliers, disposés en carré, réunis par des arcades ogivales, et supportant une lanterne en pierre qui était probablement de grande dimension. Mais aujourd'hui la lanterne proprement dite n'existe plus : une toiture ordinaire recouvre la

partie inférieure de ce monument, et un mur, percé de fenêtres et de portes, construit sous chaque arcade, en a totalement changé l'aspect. Il est facile de reconnaître le travail du XIII^e siècle aux chapiteaux qui décorent les piliers, et l'œil le moins exercé ne les confondra jamais avec les murs, d'une époque bien postérieure. Un autel en pierre existe encore à l'extérieur, et montre clairement qu'on y a célébré le saint sacrifice de la messe.

La tradition du pays dit qu'on y allumait chaque soir un fanal d'une forte dimension, pour l'entretien duquel l'huile était fournie par les villages voisins.

Plusieurs croix du cimetière et des environs accusent le XIV^e siècle ou le XIII^e; mais elles sont toutes à moitié détruites. On voit sur quelques-unes que le ciseau du sculpteur n'a pas été effrayé de la dureté de notre granit pour tirer du même bloc la statue de Notre-Seigneur Jésus-Christ et la croix à laquelle il est attaché!

42^e Oradour-Saint-Gencat, petite commune située auprès du Dorat, existait depuis le X^e siècle sous le nom d'*Oratorium*. Son cimetière actuel a d'abord été celui des Récollets, dont le monastère était à quelque pas. A peu près au milieu, et dans la partie la plus élevée, est placé un joli fanal du XIV^e siècle. (Voir pl. VII.) Ce monument est une colonne octogone, creuse intérieurement, offrant à la partie supérieure huit ouvertures qui forment la lanterne. Sa toiture conique était autrefois surmontée d'une croix en pierre, remplacée par une de fer. Au bas, une ouverture rectangulaire sert d'entrée pour monter dans la lanterne. On y arrive au moyen de trous pratiqués entre chaque assise de pierre. Cette ouverture, tournée à peu près au nord, conserve les traces de la porte qui la fermait. On voit par cet exemple qu'il ne faut pas appliquer à tous les fanaux ce que le *Bulletin monumental* a dit de ceux qu'il a signalés : « Les ouvertures de chacun d'eux regardent l'orient. On ne voit dans leur intérieur aucun moyen pour s'élever jusqu'aux fenêtres. »

La partie inférieure est un socle de même forme, mais d'un diamètre plus grand. Il est accompagné, du côté de l'ouest, d'un petit autel qui a 4 m. de haut. Le tout est élevé sur quatre marches à la hauteur de 0 m. 70 c.

La hauteur totale de ce gracieux monument, sans y com-

prendre la croix qui le termine, est de 8 m. 86 c., ainsi répartis : 0 m. 70 c. pour les marches, 4 m. pour l'autel et 7 m. 46 c. pour la colonne. (Il n'a donc pas 45 m., comme l'ont publié le *Bulletin de la Société Archéologique* et le *Guide du Voyageur*.)

Ce monument est parfaitement conservé. Un nouveau ciment est venu garnir ses joints entr'ouverts, et lui assurer une existence prolongée.

Ces lampes, que nos pères, après avoir passé une partie du jour à prier sur la cendre des morts, laissaient à leur place pendant la nuit; ces lampes, dis-je, sont éteintes depuis longtemps. On ne trouve plus, comme au moyen âge, de fondations pour les entretenir. Mais celle d'Oradour-Saint-Genest, sous les inspirations d'un homme admirateur des pieux usages des temps passés, a montré de nouveau son éclat pour annoncer aux fidèles la fête de la Commémoration des trépassés. Pourquoi tant d'autres paroisses ne suivent-elles pas cet exemple ?

43° Oradour-sur-Glane, paroisse de l'arrondissement de Rochechouart et du canton de Saint-Junien, s'appelait aussi *Oratorium* dès le x^e siècle. Son cimetière renferme un fanal de forme carrée.

Au premier coup d'œil on est surpris de voir ce fanal terminé, sans lanterne, par une pyramide assez irrégulière, sur laquelle la croix de pierre est placée; mais les registres de la paroisse font mention d'une particularité qui explique ce qu'on y voit d'extraordinaire :

En 1773, ce fanal fut transporté de l'ancien cimetière dans celui où il est aujourd'hui. En le reconstruisant au milieu de ce dernier, les baies supérieures formant la lanterne ne furent pas refaites : peut-être en avait-on brisé les pierres en les transportant; et, à leur place, on entassa, sans beaucoup d'ordre, les moellons qui portent actuellement la croix.

Tel qu'il est aujourd'hui (voir pl. VIII), sa hauteur totale est de 6 m. 50 c. Il est de forme carrée, de 4 m. 20 c. de côté. Les petites colonnes taillées dans les angles aident à faire disparaître ce que la vue y trouve de trop lourd. Sa corniche, à 5 m. 55 c. du sol, est ornée sur chaque côté de douze crochets sculptés en forme de feuille, dans le goût du xii^e siècle. La porte plein-cintre, tournée au levant, mesure 0 m. 80 c. de haut sur 0 m. 50 c. de large. Elle laisse voir à l'intérieur les trous nombreux où l'on plaçait les pieds pour monter au sommet. L'autel, qui, dans

la reconstruction de 1773, a été placé du côté de l'entrée du cimetière, est tourné au midi. Sa table a 4 m. 35 c. sur 0 m. 60 c.

44° Saint-Victurnien est un bourg du canton de Saint-Junien, formé sur l'emplacement qu'a sanctifié un pieux solitaire de ce nom. Il avait quitté l'Écosse, et était venu, pendant le VII^e siècle, cacher ses vertus dans les bois arrosés par la Vienne. Après sa mort, son tombeau devint un de ces lieux de pèlerinage que la foi de nos pères aimait tant à visiter.

Parmi les monuments qui rappellent la piété de ces contrées on peut citer le fanal qui existe encore dans le cimetière de cette paroisse. (Voir pl. IX.) Il a environ 7 mètres de haut. Posé sur une marche carrée de 2 m. 40 c., il est orné d'une colonnette à chacun de ses quatre angles. L'ouverture inférieure, de 0 m. 55 c. sur 0 m. 38 c., est tournée au N.-E. Chaque côté mesure 0 m. 90 c. Quatre grandes ouvertures forment, dans le haut, la lanterne où la lampe était allumée, et une croix triflée surmonte sa toiture à quatre versants. Quoiqu'il ne menace pas ruine, son état de conservation laisse cependant à désirer.

45° Rancon a certainement été habité par les Romains : plusieurs inscriptions en font foi. Une en particulier, transportée de Puy-Martin, fief de la paroisse de Blanzac, nous fait connaître le nom d'une peuplade gauloise fixée dans ces lieux avant la conquête romaine. Ces peuples, qui étaient les *Andecamulenses*, élevèrent un temple à Pluton. Ce sont ces circonstances qui ont servi à Beaumesnil pour expliquer le monument gaulois qu'il a trouvé dans le cimetière, et qui n'est autre que notre fanal, dont il a changé la toiture dans un dessin reproduit par Allou.

D'après le témoignage de M. Texier, ce fanal n'est pas antérieur au XII^e siècle. (Voir pl. X.) Sa forme est ronde ; il a 3 m. 45 c. de circonférence (1). Dans la partie supérieure, six fenêtres étroites et à plein-cintre servaient au passage de la lumière. Sa toiture, conique, formée seulement de trois assises, est surmontée d'une croix en quintefeuille. Au bas, une porte de 0 m. 68 c. sur 0 m. 88 c. s'ouvre au nord pour faire communiquer avec l'intérieur, qui a 0 m. 50 c. de diamètre. Deux

(1) M. Roy de Pierrefitte lui donne 6 m. 66 c. de hauteur.

marches de 0 m. 45 c. de haut, dont l'une est ronde et l'autre carrée, supportent la colonne, qui mesure 4 m. 05 c. depuis la base de la toiture jusqu'à ce soubassement. L'entaille pratiquée du côté du couchant dans la marche circulaire n'est autre chose qu'une place pour l'autel portatif qu'on y ajoutait.

Les habitants prétendent avec raison qu'on y allumait autrefois des lampes la veille de certaines fêtes.

CREUSE.

J'ai indiqué cinq fanaux pour le département de la Creuse; quatre existent encore : on n'a du cinquième qu'un simple souvenir.

46° **Felletin.** (Voir pl. XI.) — Le *Bulletin monumental* (année 1840) donne la description suivante du fanal de Felletin :

« C'est un prisme octogone, surmonté d'un toit pyramidal de la hauteur totale de 25 pieds. A 42 pieds à partir de la deuxième marche circulaire qui l'environne à sa base, est une légère corniche sur laquelle reposent huit croisées, d'environ 2 pieds de haut, à plein-cintre. Une seule ouverture, percée à 2 pieds de la même base, et ayant presque 3 pieds de hauteur sur 45 pieds de largeur, laisse pénétrer dans l'intérieur, qui est absolument vide. »

47° **Saint-Goussaud.** — Saint Goussaud, né un peu avant le milieu du VII^e siècle, a laissé son nom à la montagne qu'il choisit pour solitude, et à la ville qui s'est formée autour de son tombeau. Cette commune, de l'arrondissement de Bourga-neuf et du canton de Bénévent, renferme le fanal dont j'ai à m'occuper.

Placé autrefois dans le cimetière, depuis le changement de celui-ci il se trouve sur une petite place au milieu du bourg. (Voir pl. XII.) Sa base quadrangulaire, portée sur une marche de 0 m. 45 c., a 4 m. 48 de haut, et forme un autel du côté du couchant. Au-dessus et par-dérrière l'autel, c'est-à-dire à l'est, s'ouvre une porte plein-cintre de 0 m. 33 c. sur 0 m. 55 c. Au haut, quatre fenêtres, aussi plein-cintre, de 0 m. 48 c. de hauteur sur 0 m. 45 c. de largeur, reposent sur une corniche

sans ornements. Sa toiture pyramidale mesure 0 m. 85 c. de hauteur verticale.

Autrefois on faisait dans l'église une quête pour l'entretien de la lampe du fanal. Depuis que le cimetière ne l'entoure plus, cette lampe a cessé de brûler ; mais la quête est toujours continuée, et son produit sert au luminaire de l'église même.

48° Jarnage. — Cette petite ville de l'arrondissement de Boussac avait, au moyen âge, un fanal dont l'existence nous est signalée par le passage suivant : « Il appert par une petite pyramide, fabriquée en forme quadrangulaire, qui est dans les dits lieux pres du cimetiere, l'antiquité de cette ville (Jarnage), au-dessus de laquelle est une lanterne pour tenir les feux de nuit pour le guet. » (*Hist. de l'antique ville d'Ahun*, p. 25.)

L'auteur de cette Histoire nous dit seulement que cette pyramide était « pres du cimetiere », et non pas à l'intérieur ; il ajoute encore que la lanterne était destinée à « tenir les feux de nuit pour le guet ». Il pourrait se faire alors que ce fût autre chose qu'un fanal à destination religieuse, comme tous les autres dont il est ici question.

49° La Souterraine. — Lorsqu'on a changé de place le cimetière de La Souterraine, on a eu la bonne idée de transporter aussi les restes du fanal, et d'en faire l'ornement du nouveau en le reconstruisant presque totalement. (Voir pl. XIII.) Mais, dans cette reconstruction, on n'a pas assez tenu compte du style, quoiqu'on eût tout auprès celui de Vercillat, qui était un bon modèle. On n'a pas continué les nervures qui ornent ses angles jusque sur les arêtes de la toiture, ce qui aurait été bien plus régulier, et aurait fait disparaître ce que l'œil trouve de trop massif dans cette dernière partie.

Tel qu'il est aujourd'hui, c'est une très-jolie colonne hexagone dont chaque arête est ornée d'une nervure ronde en saillie, qui se termine à l'origine de la toiture. Six fenêtres plein-cintre forment la lanterne, dans laquelle on pénètre par une porte, tournée à l'est, de 0 m. 87 c. sur 0 m. 35 c. Sa circonférence est de 3 m. 65 c. Deux marches l'élèvent au-dessus du sol. Le sommet est terminé par une croix ancrée en pierre.

20° Vercillat. (Voir pl. XIV.) — Cette paroisse du canton de La Souterraine possède un fanal qui, d'après un dessin de

M. Fesneau, est un des plus beaux du département de la Creuse. C'est un magnifique hexagone, dont chaque arête est ornée d'une colonnette ronde, qui, sous la corniche supportant les fenêtres, se termine en cariatide. Ces fenêtres sont à plein-cintre, et la toiture, toujours ornée des six colonnettes, est surmontée d'une boule portant aujourd'hui une croix de fer. Une porte carrée, un peu élevée au-dessus du sol, permettait de pénétrer à l'intérieur.

CORRÈZE.

24° Dalon. — Je n'ai encore que très-peu étudié la partie du Limousin qui comprend le département de la Corrèze : aussi n'y ai-je trouvé jusqu'à présent qu'un seul fanal, et c'est le P. Bonaventure de Saint-Amable (T. III, p. 449) qui nous le fait connaître : « L'an 1487, Bernard de Radulphe de Sécheira, avec sa femme Aiceline et ses enfants Bernard de Radulphe et Foucaud, laisserent six livres pour entretenir une lampe durant la nuit au cimetiere de Dalon ».

Dalon, paroisse de Saint-Trié, était un monastère fondé, en 1114, par Gérard de Salis, et qui devint dans la suite chef d'une congrégation.

A. L.

NOTE

SUR L'OPPIDUM GAULOIS

DE COURBEFY.

La Vie de saint Waast, écrite par un anonyme à la fin du vi^e siècle, s'exprime ainsi (1) pour désigner le lieu où naquit le grand évêque d'Arras qui, de concert avec saint Rémy, avait instruit Clovis dans la foi chrétienne :

« ... Maintenant, ainsi que nous l'avons annoncé plus haut, nous nous occuperons de l'origine de saint Waast. — L'Aquitaine offre une montagne qui partage presque par moitié la distance de Périgueux à Limoges. Cette montagne est grande, et occupe, en long et en large, un vaste espace de terre, pénétrant presque dans les nuages lorsqu'ils sont lourds et bas. Sur son sommet il est incertain s'il a existé dans les anciens âges soit une cité, soit un château, dont la grandeur et les magnifiques fortifications sont assez révélées par les indices des ruines et par une masse de décombres qui montrent quelle chose

(1) M. l'abbé Arbellot, qui avait donné en abrégé, dans son *Guide en Limousin*, le texte relatif à l'origine de saint Waast, a bien voulu faire les recherches qui me permettent de le publier avec tous ses curieux développements. Le voici, sans y rien changer, si ce n'est la ponctuation, qui est moderne et parfois fautive :

« ... Nunc, sicut superius memoravimus, unde originem duxerit (B. Vedastus) ratum ducamus. — Aquitania montem habet qui æqualibus pene spatii Petragoricam et Lemovicam civitates dirimit. Mons ille magnus, et sui quantitate multum terræ occupans longe lateque, altitudine fere nubes penetrans si graves sint. Super cacumen ejus, antiquis et præteritis ætatibus, incertum an civitas an castrum fuit, cujus enormitatem et munitissimam magnificentiam ruinarum indicia

remarquable ce fut jadis. Autrefois, comme aujourd'hui, cette montagne s'est appelée *Leucus*, et le château en a pris son nom; mais les habitants eux-mêmes de cette région se nomment aussi *Leuci*, et c'est la plus grande partie de l'Aquitaine jusqu'à l'Océan. La renommée constante et plusieurs écrits sont témoins que toutes ces choses étaient ainsi nommées. Le bienheureux Vedastus fut donc originaire des Leuci, de parents nobles sans doute, et d'une race non-seulement libre, mais assez illustre et fameuse par l'affluence des biens territoriaux et l'abondance des richesses pour que rien ne manquât au saint du côté de la gloire du siècle. »

En effet, ces ruines dont parle la biographie de saint Waast étaient à la fois celles d'une forteresse et d'une ville, c'est-à-dire d'un *oppidum* gaulois, et elles existent encore à peu près dans le même état que lorsqu'elles frappaient d'étonnement l'écrivain du *vi^e* siècle. MM. Nivet-Fontaubert et Édouard Boudet, avec lesquels j'ai eu le plaisir de faire mon excursion, long-temps projetée, à Courbefy, en sont persuadés ainsi que moi, et d'autres membres de la Société Archéologique du Limousin pourront aisément contrôler nos observations; car Courbefy, qui était demeuré jusqu'à présent à l'écart des grandes voies de communication, se trouve à trois kilomètres de la station de Bussière-Galand, et sa montagne *taillée* s'impose en quelque sorte à l'attention des voyageurs.

On a confondu jusqu'à ce jour ces ruines celtiques de Courbefy avec celles du château féodal qui s'est élevé plus tard sur le même emplacement; mais il est facile de les en distinguer.

et moles dirutæ satis demonstrant quanta fuerit res ipsa. Nomen montis ex tunc et nunc Leucus est; ex nomine montis castrum illud nomen sortitum est; sed et populus regionis illius *Leuci* sunt dicti, maxima pars Aquitanæ ad Oceanum. Testes sunt perpetua fama et plures scripturæ quod illa omnia ita nuncupabantur. De Leucis ergo B. Vedastus oriundus fuit, nobilibus præcui dubio natalibus, prosapia sicut ingenua ita insigni et famosa prædiorum affluentia et abundantia divitiarum, locupletissimis ut nihil de seculari defuerit gloria.» (*Acta SS.*, T. I *februar.*, p. 794.)

Dans l'Histoire littéraire de la France, D. Rivet assigne cette Vie à la fin du *vi^e* siècle : « Elle est ancienne, puisqu'il n'y est point parlé de la translation du saint, qui se fit au *vii^e* siècle. Elle ne paraît cependant écrite que long-temps après la mort de saint Waast, qui arriva en 539..... Alcuin, en son temps, la retoucha, ou plutôt en prit occasion de composer une nouvelle Vie de saint Waast dont nous parlerons ailleurs. » (*Hist. littér.*, T. III, p. 409.)

Les châteaux gaulois sont aussi nombreux que ceux du moyen âge. Il y en avait, pour ainsi dire, un par commune (4). Dans la région qui avoisine Courbefy, j'en citerais aux *Rudèles*, commune de Dournazac, aux *Eaux-Joignantes*, commune de Pensol, au *Chalard*, commune de Marval, au *Château-Manqué*, commune de Saint-Barthélemy, etc. En général ils sont situés sur des mamelons isolés, aussi hauts, aussi escarpés que la configuration du pays, couvert de collines arrondies, sans falaises de rochers, pouvait en offrir. D'autres fois ils se trouvent au confluent de deux ruisseaux. Des relevés de terre et de pierres brutes, précédés de fossés quand cela était possible, et couronnés sans doute par des palissades, composaient ces défenses primitives, et venaient en aide à la force naturelle du lieu.

Ces châteaux gaulois, assez analogues à nos châteaux du x^e siècle, en diffèrent surtout par la situation générale et par la plus grande barbarie de leurs fondateurs. Comme ils devaient être principalement défendus avec des pierres que l'on lançait de haut ou que l'on faisait rouler sur les assaillants, on recherchait pour les emplacements les sommets à pentes rapides, pendant que les seigneurs francs préféraient élever des buttes artificielles au milieu d'une plaine ou d'un marais, de manière à entourer leurs remparts de bois de fossés pleins d'eau.

C'est ce que l'on voit très-bien à Lastours, où le château celtique couronne une hauteur dépourvue de puits et d'eau, tandis que la motte carlovingienne, où se voit encore l'église paroissiale, s'élève de vingt-cinq mètres au milieu d'une prairie marécageuse, à quelque distance du château actuel, déplacé au xiii^e siècle, et rebâti, à l'exception du donjon, vers la fin du xv^e siècle.

Les petites forteresses gauloises se distinguent encore des châteaux francs par l'absence de toute pierre taillée, de tout débris de tuiles et de mortier de chaux. Quelques-unes cependant, comme *Le Chalard* de la commune de Romain, ont continué à servir de lieu de refuge au v^e siècle, et ont vu alors s'élever des constructions assez soignées, à en juger par les pierres calcaires incrustées de ciment rougeâtre que l'on découvre en certain nombre dans cette localité, et qui m'ont rappelé le système de

(1) Voyez dans les premières livraisons de *la Guienne militaire*, magnifique et excellent ouvrage de M. Léo Drouyn, le plan et la description de beaucoup de châteaux de ce genre.

décoration de l'église normande de Saint-Samson-sur-Rille. D'autres fois, ainsi qu'à Montbrun, l'église d'un château roman, fondé en 1178, recouvre des silos celtiques, et il en est un peu de même à Nontron, à Rochechouart, forteresses naturelles s'il en fut, comme Turenne.

Des retraites plus humbles, mais peut-être plus sûres, étaient ménagées sous le sol même, et je suppose qu'elles remontent également à l'ère celtique. A Pensol, non loin du fort gaulois dont j'ai déjà parlé, et qui porte sur le cadastre le nom de *redoute de l'amiral Coligny*, probablement parce que les protestants y campèrent en allant de Jarnac à La Roche-l'Abeille, de vastes logements étaient creusés dans le tuf, non-seulement pour le blé, mais pour les hommes.

Pour en revenir aux châteaux gaulois, il ne faut pas croire qu'ils eussent conservé leur destination et leur utilité jusqu'à la conquête romaine. La plupart se rapportent à une époque antérieure à l'histoire écrite et à un état de civilisation assez pareil à ce qu'il fut au *x^e* siècle, mais incomparablement plus imparfait et plus rude encore, où tous les points du territoire étaient exposés à chaque instant à être ravagés par de petites bandes armées. Alors il fallait bien que chaque groupe de population rurale pût se retirer pour quelques jours dans des lieux de refuge pour laisser passer le danger, ou s'en défendre avec plus de succès. N'oublions pas qu'il s'agissait de repousser un assaut donné par des sauvages à d'autres sauvages, nullement de loger un chef féodal, ni de se mettre en mesure de résister avec lui à un siège en règle, où la provision d'eau aurait bientôt manqué.

Dans la suite, lorsque les premiers habitants de la France parvinrent à former des peuples occupant toute l'étendue d'un de nos diocèses, des fortifications de la même nature, mais conçues sur une plus grande échelle, furent élevées aux frontières de ces petits états, dans les situations les plus avantageuses.

Les ruines de Courbefy semblent avoir appartenu à un oppidum de cette espèce, bien inférieur du reste en importance à ces villes de guerre, comme Alise, Gergovie, Uxellodunum, que les populations gauloises, organisées en confédération, défendirent dans leur lutte suprême contre César.

Au point culminant de la montagne de Courbefy, celle qui mérite le mieux ce nom dans le pays, car c'est la plus isolée et

la seule qui dépasse 550 mètres au-dessus du niveau de la mer, deux fossés concentriques ont été creusés de manière à laisser entre eux un *agger* haut de 48 à 20 mètres, dont le profil primitif s'est merveilleusement conservé grâce à la stérilité du sol et au manteau de bruyères dont il est revêtu depuis les temps celtiques à ce que je crois. Les pentes sont encore à 45 degrés, et c'est à peine si deux personnes peuvent marcher de front sur le sommet de ce retranchement. En le complétant par la pensée au moyen d'une rangée de troncs d'arbres profondément enfoncés, et fournissant en même temps un parapet à l'intérieur, un mur d'escarpe au dehors, on obtient un obstacle vraiment redoutable à toutes les époques, mais surtout quand il fallait l'escalader à découvert, sans aucune des ressources dont l'art d'attaquer les places fortes s'est successivement composé.

Les déblais du fossé inférieur étaient rejetés au dehors de façon à présenter un talus rapide, prolongé au loin par les pentes de la montagne. Là se trouvait sans doute une autre enceinte palissadée, que l'on pouvait défendre facilement en faisant rouler des pierres sur les assaillants. — Quant aux déblais du fossé supérieur, ils avaient été en grande partie rejetés en dedans, et présentaient un réduit en forme de losange arrondi aux angles.

C'est dans ce réduit, long de 70 mètres seulement et large de 60 mètres, qu'a été construit le château du moyen âge dont les tours font saillie sur le fossé. Primitivement il formait la citadelle de l'oppidum gaulois; et peut-être était-il alors protégé par un mur bâti sans chaux, comme tous ceux de l'époque celtique. Une garnison plus nombreuse pouvait camper dans le creux des fossés et sur des plates-formes ménagées au nord, là où les pentes sont si rapides qu'il n'y avait guère à redouter d'attaque. Mais les taillis, entrelacés de ronces, qui remontent jusqu'à cette partie des fortifications, permettent difficilement de bien comprendre leur plan. Il est certain néanmoins que les plates-formes empiétaient sur le fossé inférieur, dont elles dérangent la régularité.

Au sud-est, où le plateau de Courbefy se prolonge en s'abaissant insensiblement, une fortification avancée, de forme semi-circulaire, avait été ajoutée. Plus loin encore, on remarque les restes d'une grande enceinte, où s'abritaient les cabanes de la ville gauloise. Elle est bien marquée, d'abord par des amon-

cellements de pierres brutes, et ensuite par un fossé très-apparent. C'est elle qui contribue le plus à donner à Courbefy le caractère d'un *oppidum*. Si le château du moyen âge, au lieu de s'établir au milieu de fortifications toutes faites, les avait créées lui-même (1), on ne verrait point en effet cette enceinte, qui s'étend à près de 400 mètres de la citadelle proprement dite. D'ailleurs le fossé intérieur serait creusé à fond de cuve, selon l'usage du moyen âge, et le fossé extérieur serait précédé, ainsi que cela a toujours lieu, d'une esplanade et d'une escarpe en maçonnerie, qui aurait laissé quelques traces, ne fût-ce que des morceaux de mortier.

Au centre de l'*oppidum*, le hameau moderne et l'église de Courbefy indiquent l'emplacement de l'habitation gallo-romaine où naquit saint Waast, et dont il ne reste rien, si ce n'est des fragments de tuiles à rebords. Il y avait là et au dehors, dans la direction de l'est, quelques terres labourables; il y eut toujours aussi une exploitation agricole, appartenant à des maîtres plus ou moins riches; mais, pour y résider, il ne fallait guère avoir le choix des maisons de campagne. Saint Waast y naquit cependant, et Bernard Guidonis (2), chroniqueur estimé du *xiv^e* siècle, le dit expressément. C'est donc tout à fait mal à propos que certains auteurs modernes placent à Toul en Lorraine le berceau du saint évêque d'Arras (3).

L'histoire du château gothique de Courbefy est assez obscure. Je pense qu'il fut fondé par les vicomtes de Limoges; mais, dès le commencement du *xiv^e* siècle, des alliances l'avaient fait passer à une grande maison féodale, celle de Sully. En 1336, il vint en la possession du vicomte de Rochechouart par son mariage avec Jeanne de Sully, fille de Henri, grand-bouteiller de France, et de Jeanne de Vendôme (4). Depuis, il changea souvent de mains; mais, bâti dans un but purement militaire, c'était bien la résidence la plus incommode que l'on puisse imaginer : aussi ne fut-il jamais habité d'une manière suivie, et il n'a donné son nom à aucune famille seigneuriale. Il fut

(1) Le même fait a eu lieu à Puy-Normand, emplacement que je crois celtique malgré son nom, comme la redeute de l'amiral Coligny, et qui ressemble vraiment à Courbefy dans de moindres proportions. (*Guienne militaire*, introd., p. 18.)

(2) Voyez le *Guide en Limousin* de M. l'abbé Arbellot: *Courbefy*.

(3) *Nouveau Dictionnaire historique*, T. VI, p. 774 : Caen, 1779.

(4) *Nobiliaire* de Nadaud, p. 492.

assiégé et pris plusieurs fois, notamment par le connétable Du Guesclin (1). Néanmoins il n'a joué qu'un rôle très-secondaire dans l'histoire du Limousin.

Les constructions actuelles du château féodal de Courbefy n'offrent rien qui paraisse antérieur au XIII^e siècle. C'étaient des tours rondes, et non des tours carrées à contreforts plats, qui flanquaient les courtines. Celle de l'est, autrement et plus solidement construite, était octogone. Elle servait de donjon, et ses deux étages supérieurs, voûtés comme des fours, forment autant de blocs gigantesques depuis que la mine les a couchés sur le sol, non des fossés, mais de l'intérieur de la place. Cette destruction eut lieu sous Louis XIV, après les troubles de la Fronde, parce que le château avait été récemment occupé par des brigands (2). Il disparut donc au moment même où il allait cesser d'offrir des dangers pour la sécurité publique, et cela est d'autant plus regrettable que sa situation en ferait aujourd'hui le principal ornement de la contrée sauvage où il se trouve.

L'église de Courbefy fut détruite avec le château, et renversée par la poudre, à en juger par des pans de murs tombés tout d'une pièce. On la rebâtit dans le courant du XVII^e siècle, mais dans le style le plus misérable. — Ce serait lui faire trop d'honneur que de la comparer à une grange. — Avant la révolution, un prêtre y vivait en ermite, sans dîmes, sans portion congrue, c'est-à-dire du travail de ses mains, comme un moine du moyen âge (3). On raconte encore que, à défaut de clocher et de cloche, il convoquait les fidèles avec une *bargue*, l'instrument dont les paysannes du Limousin se servent pour broyer le chanvre.

Maintenant faut-il, à propos de Courbefy, discuter les idées d'un de nos confrères les plus distingués, de celui qui a fait certainement l'étude la plus approfondie de l'histoire et de la géographie anciennes du Limousin dans leur ensemble? Faut-il dire en quoi les opinions de M. Deloche sont confirmées ou démenties par les observations archéologiques que l'on vient d'exposer?

— D'abord rien ne prouve que le *Castrum Leucus* ou *Leuci* fût le chef-lieu d'une peuplade particulière appelée *Leuci*. Le bio-

(1) *Histoire d'Aquitaine*, T. III, p. 234.

(2) *Guide en Limousin* : Courbefy.

(3) *Histoire d'Aquitaine*, T. III, p. 235.

graphe de saint Waast ne le dit nullement : il constate tout au plus, entre la montagne, le château et les habitants, non-seulement du voisinage, mais de la *plus grande partie* de l'Aquitaine, une singulière communauté de noms, qu'il n'entreprend point d'expliquer. Une tradition locale, que nous avons recueillie, ajoute que Courbefy fut autrefois une ville capitale nommée *de Lébrét*; mais je ne vois là, pour ma part, qu'une explication populaire de ce grand ensemble de fortifications indépendant du château gothique, et un souvenir confus de la maison d'Albret(1), qui posséda la vicomté de Limoges au *xv^e* siècle.

Dans tous les cas, ce n'est plus à Chalus, à 40 kilomètres de Courbefy, qu'il faut placer le mont *Leucus*, et notre savant collègue de la Corrèze, s'il avait mieux connu le pays, n'aurait pas écrit que « entre Limoges et Périgueux on remarque un massif montagneux au sommet duquel est l'ancien *castrum* de Chalus; que c'est là, et qu'on le chercherait vainement ailleurs, le *mons Leucus* (2) ». — La ressemblance des noms est ici bien trompeuse, car Chalus peut venir de *castellutium*, diminutif de *castrum*, comme Chatelus et Carlus, aussi naturellement que des anciens *Leuci*. D'ailleurs, la description donnée dans la Vie de saint Waast, et que je crois faite par un étranger jaloux de mettre en lumière tout ce qui peut ajouter à l'importance de son sujet, mais par un étranger bien informé s'il n'avait pas voulu voir lui-même les lieux illustrés par la naissance de son héros; cette description ne s'applique pas du tout à Chalus, où l'on est plus rapproché de Limoges, plus éloigné de Périgueux, où il n'y a pas de vestiges celtiques, et surtout pas de grande montagne qui se couvre parfois de nuages, et qui *prend son chapeau*, selon l'expression du pays. Le château qu'assiégea Richard Cœur-de-Lion est situé au bord de la Tardoire, sur un mamelon médiocrement élevé et dominé de toutes parts.

Au contraire, la description des *Acta Sanctorum* s'applique de tous points à Courbefy, où d'ailleurs la tradition constante du Limousin fait naître saint Waast, et elle ne conviendrait à aucun autre lieu du voisinage. L'épithète de *magnifique* est de trop, il

(1) Henri IV et sa sœur, comme représentants de cette maison, vendirent Courbefy en 1600. Il était donc revenu aux vicomtes de Limoges. Voyez dans le *Chroniqueur du Périgord*, T. I, un article de M. Ardant sur cette vente.

(2) *Congrès scientifique de Limoges*, T. II, p. 399.

est vrai, bien qu'elle ne se rapporte qu'aux travaux de fortification (*munitissimam magnificentiam*). Courbefy, avec son site désolé, envahi comme autrefois par des bruyères et des buissons que l'on ne coupe jamais, avec ses immenses fossés et ses remparts, d'où la vue plane sur tout le Limousin et le Périgord depuis les montagnes de Grandmont jusqu'au Cantal, jusqu'aux coteaux du Bordelais et de la Saintonge; Courbefy est grandiose, imposant même; mais dire qu'il y a là, le paysage à part, quelque chose de magnifique, c'est exagérer un peu, ce qui n'est pas sans exemple parmi les agiographes.

Le mot de *Leuci*, dont M. Deloche a tiré des conséquences si ingénieuses et si étendues, paraîtrait un nom générique, commun à plusieurs peuples et à plusieurs fractions de peuples, selon les circonstances topographiques. Les étymologies ont toujours quelque chose de périlleux; mais celle que M. A. Regnault a opposée à M. Deloche dans le *Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin* (1) me semble assez plausible. De *lucus*, qui veut dire *bois* en latin, à notre *Leucus*, il n'y a pas bien loin: toute la différence est peut-être dans la prononciation. Dès lors le mot pouvait à la fois s'appliquer, ainsi que le dit M. Regnault, à toute montagne boisée comme l'est encore celle de Courbefy (Montluc, Montluçon, Montlieu), au château situé sur cette montagne, et aux habitants de la région montueuse et boisée qui va de l'Auvergne à l'Océan. Souvenons-nous du *Bocage vendéen*. Dans tout l'Ouest jusqu'en Normandie, la même dénomination a été usitée par opposition aux plaines découvertes: « *Cil del bocage et cil del plain* », nous dit le roman de Wace. Son équivalent en latin ou en patois gallo-romain convenait particulièrement au Limousin et à la plus grande partie de l'Aquitaine, surtout dans les granits de l'Ouest, jusqu'à la mer. Peut-être n'a-t-il pas été bien compris au *vi^e* siècle par le biographe de saint Waast, qui aura voulu en tirer quelque chose d'honorable pour le grand évêque d'Arras, et qui, nous l'avons vu, faisait des conjectures comme un antiquaire.

Quoi qu'il en soit, son témoignage est indivisible, et, si on ne préfère pas l'interprétation moins patriotique de M. Regnault à celle de M. Deloche, il faut croire résolument que ces *Leuci*, dont aucun autre texte n'a parlé, et qui établiraient une sorte de trait d'union entre les Lémovices de l'intérieur et ceux de

(1) T. VII, p. 142.

l'Armorique, remplissaient en outre plus de la moitié de l'Aquitaine.

Sur d'autres points je me rangerais plus volontiers à l'avis de M. Deloche. Il m'a convaincu, par exemple, que la station de *Fines* n'était ni à Courbefy, sommet abrupte, où il serait d'ailleurs déraisonnable de faire passer une route quelconque, ni à Firbeix, où il n'y avait guère plus de motifs de détourner la voie de Périgueux à Limoges avant que les châteaux gothiques de Chalus et d'Aixe eussent amené la formation d'autant de petites villes, mais entre Firbeix et Courbefy, ou plus à l'est, et peut-être plus au sud. Il y aurait en effet quelques raisons de penser que la délimitation des anciens diocèses n'était pas exactement sur ce point celle des cités gallo-romaines; car les évêques de Limoges au *vi*^e siècle ont revendiqué, sinon possédé, la circonscription religieuse dont Jumilhac a été le centre.

Mais, avant de reporter la frontière du Limousin jusqu'à Thiviers, et même jusqu'à La Coquille, à moitié chemin des deux villes épiscopales, je voudrais, avec M. le vicomte de Gourgues (4), savoir si aucune des quatre versions contradictoires de la Table théodosienne et de l'Itinéraire d'Antonin mérite une entière confiance quant à la distance de *Fines* à Limoges. Je voudrais aussi connaître au moins la direction générale de la voie romaine dont il s'agit, et jusqu'à présent on n'a nulle part retrouvé ses traces. On prétend bien dans le pays qu'elles se reconnaissent distinctement de La Coquille à La Tranche, entre Bussière-Galand et les ruines de Courbefy; mais nous ne les avons point vues, et c'est une vérification qui reste réservée aux futurs visiteurs de Courbefy.

(1) *Noms anciens de lieux du département de la Dordogne* : Bordeaux, 1861, p. 82.

LES MARBREUX

CÉLÈBRES ORFÈVRES LIMOUSINS

Le docte et infatigable abbé Nadaud, curé de Teyjac, rédigea pour l'abbé d'Expilly une Notice historique du Limousin en quatre grandes pages d'une écriture très-serrée, qui dut être fort utile à l'auteur du Dictionnaire géographique des Gaules.

Je possède ces précieuses pages, où sont renfermées, dans un cadre étroit, des notions sur la géographie, l'histoire civile et religieuse de notre province, les belles-lettres, arts et sciences, la noblesse, et jusques aux *qualités* du pays.

Ces pages mériteraient d'être publiées *in extenso*, ainsi que les intéressants mémoires composés à la même occasion par le chanoine Devoyon et le curé de Saint-Léonard du Mabaret. Je me bornerai à en extraire aujourd'hui ce qui concerne des ouvriers très-renommés de leur temps dans l'art de l'orfèvrerie et du monnayage.

Avant de remonter aux sources où le savant abbé a puisé, je crois convenable de citer les fragments des naïfs récits de nos chroniques manuscrites où il est question des *Marbreux*, en l'an 1605 :

« A ladite porte (Montmalhier) le roy (Henry IV) receut les clefs de la ville, qui luy furent pntées par un jeusne enfant nommé Jean-André Vidaud, descendant dans une nue, de la vailleur (les clefs) de cinq cents liures (1) ».

Le P. Bonaventure de Saint-Amable a ainsi développé ces détails : « Or, comme le roy étoit sur le premier pas de l'entrée

(1) Il paraît assez évident, d'après ce fait, que nos bouchers n'eurent pas le privilège de présenter les clefs de Limoges à Henry IV, et que c'est à tort qu'ils y font allusion aux promenades du bœuf gras.

de ce portail, on vid eleuer une nue clairement espaisse, qui vint comme fondre & s'entrouuir au-deuant de Sa Majesté, de laquelle sortit un beau jeune enfant portant l'habit et le maintien d'un ange, lequel présenta au roy les clefs de la ville faites d'argent doré, autour desquelles se voyoient deux serpents entrelassés avec beaucoup d'artifice; on auoit aussi empreint là les armes du roy & et de la reyne, de Mgr le dauphin & de la ville. Cet ouurage reuenoit à plus de cinq cents liures. Le roy reçut ces clefs avec grand contentement, & les remit à même temps au sieur de La Fare, capitaine des gardes. »

Les mêmes Annales manuscrites continuent en ces termes :

« Et le lendemain (22 octobre 1605), les consulz furent aueq leurs marques consulaires luy (au roi) porter deux médagles d'or pezans deux marc; et, daultant quelles estoient imparfaites, n'ayant eust le temps, le roy les remit pour les faire paracheuer et les luy enuoyer, et furent faictes par les Masbareaux, enfans de Lymoges, estantz les meilleurs maistres du temps; et pour ce furent appelez pour aller demeurer aux Thuilleries du Louure à Paris. Ilz ont fait les plus belles pieces du siecle, en or, argent, cuiure, assier, fert, iuoire, esbenne, &^a, métaux et bois, gravures, estampes, coings pour faire médagles. »

Le Père de Saint-Amable a mal lu ce manuscrit, puisqu'il donne le poids de *douze* marcs d'or à cesdites médailles au lieu de *deux*, c'est-à-dire qu'il le sextuple. Voici son récit, où nous trouvons la descriptions des deux médailles :

« Le lendemain, pour l'entier accomplissement de cette cérémonie, les consulz furent tous ensemble, vêtus de leurs robes et de leurs livrées, qui sont des chaperons de damas cramoisy, présenter à Sa Majesté deux grandes médailles d'or du poids de *douze marcs*, burinées et gravées avec tant d'artifice qu'on ne sçauroit par la plume suivre le burin du maistre qui s'estoit surmonté luy-même dans ces pieces.

En la premiere, on voyoit le pourtraict du roy, armé de toutes pieces, monté à cheval, qui sembloit bondir à trauers une grande armée, battre & abattre tout ce qui se présentoit deuant luy pour s'opposer à son triomphe, & droit à l'opposite de Sa Majesté estoit un bel écusson gravé des armes de France & de Navarre, & sur le bas, & presque aux pieds de Sa Majesté, y avoit un autre écusson gravé des armes de la ville, & autour de la circonférence de cette premiere médaille, on pouvoit lire ces

motz : « HENRICO IV REGI CHRISTIANIS. HEROI FORTIS. INVICTIS.
» CLEMENTIS SPQL LEMOVIC ADVENIENTI D. D. 1605 ».

» Il y auoit une autre médaille consacrée à Mgr le dauphin. On y uoyoit son pourtraict, qui auoit un pied sur la terre & l'autre sur la mer, porté et soutenu par un dauphin marin, qui sembloit s'égayer le long du bord de son océan, pour porter cette douce charge, qui le rendoit glorieux parmy les autres poissons qui se uoyoient à sa suite. On auoit aussy mis dans la main de l'enfant une palme verdoyante, présage de ses victoires; deux anges par-dessus posoient doucement un double diademe, & plus haut une aigle suspendue en l'air, sortant d'une nuée, luy laissant tomber sur son chef une couronne impériale. Le circuit de la seconde médaille avoit ces deux vers pour devise :

« JAM CŒLUM IMPERII DIGNUM TE SIGNAT HONORE :

» NUSQUAM ABERO ET TUTUM PATRIA TE SEDE LOCABO. »

» Le graueur (Masbareau) n'auoit pas eu le temps d'acheuer son ouvrage. Comme le roy estoit sur son départ, les consulz, prosternez avec soumission, luy offrirent ce présent, & messire Jean Martin, prévost, l'accompagna de ces paroles : « Le peu » que nous offrons à Vostre Majesté est encore défectueux par la » faute de l'ouvrier & du peu de temps qu'il a eu : nous aman- » derons, Dieu aydant, les fautes ».

» Le roy, apres auoir vu & admiré ces deux belles médailles, les fit voir aux princes & grands seigneurs qui estoient aupres de sa personne, & par apres les remit es mains des consulz, leur disant : « Faites les paracheuer, & me les enuoyez au » plustôt »

Ceci était écrit moins de soixante ans après le passage du roi, et les souvenirs devaient être encore bien vivaces.

M. Éd. Sénemaud, notre confrère d'Angoulême, et l'un de mes plus affectueux correspondants, m'a indiqué le texte d'un itinéraire latin de la France, au XVII^e siècle, connu sans doute de l'abbé Nadaud (page 96) :

« *Lemovicium*. Urbs hæc Lemovicii, vulgo *Limosin*, caput est regionis quæ, vicecomitatus nomine insignis, Biturigibus, Borbonia, Arvernis, Petrocoriis et Pictonibus ambitur. Asperior est aliis hactenus visis; vinum producit, sed ignobilius; ex frugibus, imprimis siliginis, ferax est, nec tamen ubique fructus alios fert immitiores; castaneis abundat.

« Incolæ minus sunt culti; fœminæ deformes et laudatæ castitatis; nec eo est libertas juvenibus cum puellis conversandi quæ alibi in Gallia, ut sæpe matrimonio jungantur qui nunquam ante sermonem miscuerunt. Hic invenies homines otium detestantes, sobrios etiam, nec deliciarum avidos atque inde *macrobius*. Linguam loquuntur horridam, et quamvis intelligat e media Gallia oriundus. »

J'abrège cette citation, qui me prouve que le vieux voyageur était difficile pour le vin et la beauté des femmes. La Fontaine, juge plus compétent, a rendu justice aux Limousines et aux Limousins.

Quant à notre idiome, s'il le trouvait horrible, c'est qu'il ne le comprenait pas : nos troubadours l'avaient su rendre agréable aux hommes éclairés de leur siècle, et leurs œuvres sont encore en honneur.

On peut lire dans le texte ce qu'il dit des villes du Haut et du Bas-Limousin (il prend cette dernière province pour la Marche), des monuments et des maisons de bois qui lui rappellent celles de la Basse-Saxe.

A la page 97, on lit :

« Cæsaris ævo, una ex magnis et potentibus fuit urbs Lemovicium, igitur vulgo *Limoges*, superioris Lemovicii metropolis, urbs mercurialia, et populosa, inter colles vitiferos prope Vigennam sita. »

Limoges est là appelée ville de Mercure, c'est-à-dire commerçante, comme Toulouse, la ville de Minerve :

« Lemovicibus exquisitissima fratrum (*les Mabreaux*) dictorum admirabilis opera, etc. »

Et, dans son avis au lecteur, il s'explique plus longuement :

« Vidimus hic et salutavimus artifices duos incomparabiles, les *Mabreaux* fratres, qui credi nequit quam subtilia conficiant opera. Inter alia, vidimus par cultorum subtilissime elaboratum, uti tamen ligni aliquid scindere posses, cum vagina duorum receptaculorum, et cate-nula aurea centum viginti orbiculorum, ponderis duorum granorum. Vir quidam nobilis, cum de veterum quadriga muscæ ala oblecta retulisset, alteri horum quæsisvisse se dicebat ecquo pretio illam æstimaret? Quatuor millibus *coronatorum* respondenti regesserat si mille coronatos sibi promitteret, sese similem facturum, nec nisi opere perfecto obvium postulaturum. »

Ce latin est facile à comprendre : reste à expliquer le mot

coronati. Les rois Louis XII et François I^{er} firent frapper des monnaies de billon qu'on appela *coronats*. Les *écus d'or à la couronne* portaient le même nom dans les écrits des savants, *coronati* : il est à croire que ce fut mille écus d'or que demanda l'un des Marbreux pour prix d'un chef-d'œuvre plutôt que mille coronats de billon. De plus, ce géographe Jodocus Sincerus, dont le savant bibliographe M. Ed. SÉNEMAUD, nous révèle le véritable nom, *Zinzerling*, étant d'origine allemande, devait être plus familier avec les *coronats* d'or des ducs de Bourgogne et des comtes de Flandres.

Inspiré de la lecture de nos Annales et de l'*Itinerarium* de Jodocus Sincerus, Nadaud adressa à l'abbé d'Expilly cette note, qui résume nos recherches : « Les nommés Marbreux excelloient, en 1649, à Limoges, pour mettre l'or en ouvrage : de deux grains ils faisoient une paire de couteaux propres à couper du bois une gaine, et une chaîne de cent vingt anneaux. On n'y connoît point à présent de si habiles ouvriers. »

Nos chroniques manuscrites les appellent *Masbareaux*; Zinzerling le Turgingien, *Mabreaux*, et Nadaud, *Marbreaux*. Nous adoptons cette dénomination, et, calculant qu'ils étoient très-habiles dans leur art dès 1605, et que leur réputation ne s'étoit pas amoindrie en 1649, nous concluons que leur carrière fut aussi longue qu'honorable.

MAURICE ARDANT,

Archiviste du département de la Haute-Vienne.

Limoges, le 15 juillet 1862.

VOIRIE ROMAINE EN LIMOUSIN

FIXATION

DE LA STATION DE PRÆTORIUM

La commission de la carte des Gaules se préoccupe de la fixation de *Prætorio*, qu'elle croit devoir placer à Sauviat, sauf à s'en référer à une détermination plus convenable s'il y a lieu. Dans le doute, elle fait appel aux lumières de la Société Archéologique et Historique du Limousin, qui, mieux que toute autre, est en position de lui fournir des renseignements certains.

La question est des plus controversées, et mérite d'être éclaircie. Je vais tenter moi aussi de la traiter, et de lui donner une solution.

Aucun auteur ancien ni du moyen âge ne s'est occupé du *Prætorio* des Lémoviques. Ptolémée, Pline, Pomponius Méla, Solinus, sont muets. L'existence de cette ville gallo-romaine nous fut dévoilée pour la première fois par la carte de Peutinger. *Prætorio* se trouve indiqué sur cette carte comme étant la première station d'*Ausrito* à *Argentomago* et à *Augustonemeto* : c'est donc un point de bifurcation destiné à fournir à la fois un chemin au nord et à l'est de la Gaule.

De grandes difficultés se sont présentées dès l'abord pour la fixation de la distance qui se trouve marquée sur la carte de Peutinger.

Le chiffre XIII qui est marqué entre *Ausrilo* et *Prætorio* indiquait-il le nombre de lieues gauloises qui existait pour aller à *Cassinomago*, ou bien marquait-il la distance de *Prætorio*? Telle fut la première difficulté. Depuis les travaux de Vesseling et ceux plus modernes du baron de Walckenaër et de MM. Parthey et Pinder, la question paraît définitivement tranchée. Le chiffre XIII se rapporte définitivement à la distance qui existe entre *Ausrilo* et *Prætorio*.

Quel est donc le nom de lieu qui convient à ce chiffre de XIII lieues gauloises? Les commentateurs n'ont pas manqué : malheureusement la plupart diffèrent d'opinion, et le *Prætorio* est fixé diversement en des points assez distants les uns des autres.

Le savant géographe d'Anville fixe l'existence de la cité gallo-romaine au Mont de Jouër, où se trouve une ville détruite depuis très-long-temps. Le Puy de Jouër est une montagne située à un kilomètre environ de Saint-Goussaud, dans la Creuse. Cassini a inscrit sur sa carte : « Mont de Jouër, ville ruinée ».

La carte géographique de M. Cornuau, éditée à un fort petit nombre d'exemplaires en 1782, fixe également *Prætorio* au Puy de Jouër. Cette carte prend à nos yeux une valeur d'autant plus grande que M. Cornuau a laissé des travaux de géographie sur le Limousin aussi bien étudiés et aussi certains que ceux de l'immortel Cassini. On dit même qu'il collabora avec l'illustre géographe. Dans tous les cas, pour exécuter ses travaux relatifs aux cartes du diocèse et de la généralité, M. Cornuau avait visité toutes les localités du Limousin, et avait relevé toutes les traces encore subsistantes des anciennes voies romaines, et il avait fait un tracé fort exact de la route qui, partant de Limoges, se dirigeait sur Argenton et sur Ahun, puis sur Clermont. Cette direction, qui fixe Le Puy de Jouër comme ayant été l'ancien *Prætorio*, n'a pas été suffisamment remarquée, et nous la mentionnons dès l'abord comme faisant autorité dans la question.

Deux hommes spéciaux se sont occupés dans le XVIII^e siècle de la direction des chemins romains : l'abbé Nadaud, curé de Teyjac, et son ami l'abbé Legros. L'abbé Nadaud était né à Limoges le 13 mars 1742, et il est mort le 5 octobre 1775. Il fut nommé, vers 1748, à la cure de Saint-Léger-la-Montagne. Son goût pour l'antiquité lui fit faire des recherches et des études sur tout ce que le Limousin présentait de curieux et de digne

d'être remarqué; il consignait dans ses notes le fruit de ses observations archéologiques. Sa cure, voisine de la voie romaine se dirigeant sur Argenton et sur Clermont, lui permettait de faire des promenades, et de suivre en quelque sorte à la piste les traces encore existantes de ce chemin. Le résultat de ses observations fut que le *Prætorio* devait être fixé au Puy de Jouër. — L'abbé Legros mit en ordre ces notes, et consigna dans une publication fort rare aujourd'hui, *l'Indicateur du diocèse*, les constatations faites par l'abbé Nadaud. On voit donc que les traces bien conservées d'une voie romaine se dirigeant vers *Prætorio* ont été observées au XVIII^e siècle, et ce point là ne saurait être le sujet d'une discussion sérieuse.

Faut-il donc reconnaître avec d'Anville, avec Cornuau, avec les abbés Nadaud et Legros, que le *Prætorio* de la Table doit être définitivement fixé au Puy de Jouër? Cette conclusion peut paraître naturelle et logique en présence d'une tradition locale qui paraît constante, et d'observations faites par des antiquaires du pays, qui n'ont pas dû se tromper à l'inspection des traces restées existantes de la voie militaire romaine.

Cependant ce système ne semble pas avoir prévalu jusqu'ici, et nous ne devons pas nous étonner que les auteurs qui ont écrit sur l'emplacement de cette station romaine sans avoir recours à ces traditions locales, sans avoir visité les lieux, aient pu avoir de ces divergences d'opinion qui sont malheureusement de nature à discréditer la science archéologique. Citons quelques-unes des nombreuses localités que certains commentateurs ont indiqué à diverses époques comme étant l'emplacement du *Prætorium* de la Table. Dans son mémoire, lu le 7 août 1746, à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, l'abbé Belley, cherchant la direction du chemin romain de Limoges à Clermont, fixe le *Prætorium* aux environs de l'abbaye de Grand-Mont. Une seule réponse suffit à renverser ce système : les montagnes qui avoisinent l'ancien emplacement de l'abbaye sont presque inaccessible, et jamais on n'a constaté de ce côté les traces d'une voie quelconque.

Le baron de Walckenaër, membre de l'Institut, fixait *Prætorio* à Pourrioux. Ce nom de lieu, qui avait quelque rapport avec celui de la station romaine, a évidemment égaré M. de Walckenaër. Pourrioux est une petite paroisse située au nord de Sauviat, dans l'arrondissement de Bourgueuf; le Pouillé de Nadaud la mentionne comme étant un bénéfice appartenant aux religieux

du Châtenet. Il n'existe aucune trace de construction ancienne, aucune ruine qui témoigne de l'existence des Romains dans cette localité. Dès-lors on ne peut admettre Pourrioux comme le représentant de l'ancien *Prætorium*. Du reste nous prouverons plus loin qu'au XVIII^e siècle nos antiquaires ont reconnu les traces d'une route romaine qui traversait la forêt du Dognon et la partie méridionale du bois d'Épagne, à une distance de plus de 3 kilomètres de Pourrioux. Ces raisons nous forcent à ne pas accepter la fixation de M. le baron de Walckenaër.

Ce que nous avons dit de Pourrioux doit s'appliquer à plus forte raison à Sauviat, choisi par la commission comme l'ancien *Prætorium* de la Table. Ce lieu est relativement moderne : le plus ancien titre où il est question de Sauviat, *Salviacum*, remonte au XII^e siècle (4495). Ce titre conférait à Saint-Léonard-de-Noblac la collation du bénéfice de cette paroisse. On n'a signalé qu'à trois kilomètres de Sauviat des traces d'une voie romaine qui traversait la forêt d'Épagne, se rendant à Bourganeuf. Nous parlerons plus loin de cette voie.

Nous ne pouvons donc admettre ni Pourrioux ni Sauviat comme étant l'ancien *Prætorium*.

Il nous faut encore signaler l'opinion de M. Grellet-Dumazeau, en son vivant conseiller à la cour impériale de Limoges. Dans le Bulletin de la Creuse, en 1857, il portait la station de la voie romaine au château du Chalard, entre les communes de Peyrat et de Saint-Julien-le-Petit. Pour arriver à ce résultat, M. Grellet-Dumazeau lisait XVII lieues gauloises au lieu de XIII pour chiffre des distances entre *Ausrito* et *Prætorio*.

Nous n'avons pas à parler de Breth près La Souterraine, que M. de Beaufort prétend convertir en *Bretorium* et *Prætorium*. Cette opinion ne saurait être l'objet d'une discussion quelque peu sérieuse.

Nous sommes presque embarrassé de cette divergence d'opinions et de ces contradictions perpétuelles. Nous soutenons que c'est le manque de méthode et le défaut d'observation qui ont induit en erreur tant de bons esprits.

Quelle sera notre manière de procéder ? Pour retrouver l'emplacement de *Prætorium*, nous nous adresserons à la tradition ; nous adjoindrons à ce travail, comme pièces à l'appui, tous les documents anciens qui ont été publiés sur la direction des voies romaines ; puis nous nous proposons, dans un mémoire supplémentaire, de publier le résultat de nos recherches personnelles.

Nous visiterons Sauviat, Pourrioux, Le Puy de Jouër; nous ferons pratiquer des fouilles dans ces diverses localités; nous chercherons notamment si à Puy de Jouër il ne se trouve pas trois routes : l'une se dirigeant vers le nord sur Argenton; l'autre se dirigeant vers Ahun et Clermont, et la troisième vers Limoges. Dès l'abord, et préalablement à toute investigation, nous dirons hardiment que la tradition constante, certaine, place au Puy de Jouër le *Prætorium* de la Table. Nous l'allons démontrer tout à l'heure, *l'Indicateur du diocèse* à la main.

La voie romaine sortait d'*Ausrito* par la paroisse de Saint-Christophe. Cette paroisse était située à cinquante pas environ de l'abbaye de Saint-Augustin-lez-Limoges. Elle se dirigeait en droite ligne vers le Puy-Imbert, suivant une direction en quelque sorte parallèle au chemin de fer de Limoges à Paris. Auprès du Puy-Imbert, j'ai remarqué deux voûtes qui semblent être un reste de la voie romaine; j'ai également constaté la présence de deux chapiteaux de granit supportant une table en pierre qui portent le caractère de l'art gallo-romain.

Au XVIII^e siècle, on apercevait encore des tronçons de voie ferrée qui passaient près de Juliac. Nadaud et Legros constatent cette reconnaissance. Juliac fut, suivant toute probabilité, sous la domination romaine, une villa romaine qui appartenait à une famille *Julia*.

De Juliac la voie se continuait en ligne droite sur le bourg du Palais. En faisant une rectification de la route de Saint-Priest-Taurion, les ouvriers ont mis à découvert un ancien pavé agglutiné dans le ciment qui faisait partie de l'ancienne voie romaine.

Autrefois, s'il faut en croire nos chroniques, il a existé sur les bords de la Vienne une villa romaine qui portait le nom de *Jocondiacum*. Des titres qui datent du IX^e siècle mentionnent la présence des empereurs carlovingiens à Jocondiac. Dans un champ proche de l'église, on a trouvé des briques à rebord et quelques antiques substructions.

Du Palais la voie se dirigeait sur la forêt de Saint-Priest-Taurion; on voyait des restes de chaussée au Mas-Lebraud, à La Croix-de-Fressignac; puis elle traversait sur un petit pont le ruisseau du Rivalet, et gagnait, par une pente raide, les hauteurs où se trouve le village du Mas-Maynard. De là on retrouvait ses traces à La Maissonnette, aux Loges, puis au Coussat, à Sirieix; elle se retrouvait dans le bois des Égaux, paroisse des

Billanges, puis dans le village de Millemilanges, nom significatif, qui doit indiquer une borne milliaire ; enfin elle passait au village de Redondesaigue, puis entre les villages de La F Fayette et de La Ribière, pour aboutir au Puy de Jouër, près le bourg de Saint-Goussaud.

Tels sont les renseignements, aussi précis que possible, que donne *l'Indicateur du diocèse*. On ne saurait avoir de doute sur leur exactitude ; car ils sont contrôlés et certifiés par les reconnaissances de M. Cornuau.

Quelle était donc cette première station d'*Ausrito* à *Augustonemelo*, et quelle signification faut-il attribuer à ce mot *Prætorio* ?

Si l'on consulte d'Anville, on voit qu'il mentionne un certain nombre de localités de l'empire romain qui portaient le nom de *Prætorium*. En voici la nomenclature :

Prætorium in Aquitania, Mont de Jouër ;

Prætorium Agrippinæ, Roomburg (ce *Prætorium* est marqué sur la carte de Peutinger, mais je n'ai pu trouver Roomburg sur nos cartes modernes) ;

Prætorium in Dalmatia, Traù-Vecchio ;

Prætorium in Savia, Kraljova-Velika ;

Prætorium in Dacia, Ruska ;

Prætorium in Dacia, Isola ;

Prætorium Latovicorum, Thurn ;

Prætorium, Patrington.

Il signale encore *Prætoria Augusta*, qui est devenue Aoste, en Italie, et une autre *Prætoria Augusta*, qu'il a trouvée dans la géographie de Ptolémée, et qu'il place au confluent de la Moldawa et du Siret.

C'est donc en tout huit localités portant le nom de *Prætorium*, et deux autres portant celui de *Prætoria Augusta*. Toutes ces localités sont évidemment d'origine romaine. Pline nous donne un renseignement précieux sur la fondation d'*Augusta Prætoria*. Cette ville fut fondée sous Auguste (1) en souvenir d'une victoire remportée sur les Salasses. La France elle aussi présente l'exemple d'une ville qui porte le nom de son fondateur : après avoir apaisé les Vendéens, Napoléon créa Napoléonville. L'existence d'une grande administration au sein d'une population qui

(1) Peut-être le *Prætorium* d'Aquitaine, le seul qui existe en Gaule, a-t-il été fondé par César en souvenir de sa victoire sur les Arvernes.

était toujours prête à prendre les armes, était un moyen de la contenir dans le devoir. C'est la même politique qui guida les Romains : les localités portant le nom de *Prætorium* furent des points d'observation et sans doute de compression. Il existait dans ces places de guerre une force militaire suffisante pour surveiller le pays, et comprimer au besoin les soulèvements.

C'est presque un titre de noblesse pour notre Limousin de posséder un de ces anciens *Prætorium*. De ce point il était possible aux Romains de se porter sur la population de l'Auvergne, toujours vaincue, mais toujours remuante, et d'acheminer sur elle au besoin les troupes du nord et de l'ouest. *Prætorium* fut donc un point assez important, et nous devrions retrouver dans ses ruines des fondations d'œuvres importantes. Le Puy de Jouër, dans la limite de nos faibles crédits, sera fouillé par nous, et nous dira peut-être ce qu'il recèle !

Ainsi nous croyons avoir fait une démonstration aussi complète que possible. Les traditions locales, l'observation des traces de voies romaines conservées au XVIII^e siècle, portent au sommet du Puy de Jouër l'emplacement de *Prætorium*.

Nous allons essayer de démontrer que ce point concorde parfaitement avec la Table de Peutinger et avec les chiffres qu'elle indique. L'inspection de la Table, seul monument romain qui est parvenu jusqu'à nous, nous montre à *Prætorio* une bifurcation qui se dirige sur *Argentomago*, avec le chiffre xxiiii. C'est une direction qui s'élève vers le nord. Une autre ligne rejoint *Acilodunum*, *Fines*, *Ubinum*, *Augustonemeto*, et prend, en s'inclinant, la route de l'Ouest. La position du Puy de Jouër paraît cadrer très-exactement avec la remarquable bifurcation qui est indiquée sur la Table.

La question la plus délicate est celle des distances. Examinons si elles concordent avec le chiffre de xiiii lieues gauloises : nous nous proposons de le démontrer. Il s'agit d'abord de se fixer sur la longueur de la lieue gauloise : ce premier point présente quelques difficultés. Dans la dernière session du Congrès scientifique de Saumur, en 1863, M. Godard-Faultrier s'exprimait ainsi : « La lieue gauloise vaut environ 2,300 mètres, je dis environ, car la mesure de cette lieue laisse encore à désirer sur son exactitude : M. Pistollet de Saint-Fargeau la porte à 2,415 mètres; d'autres, à 2,468 mètres 33 centimètres; plusieurs, à 4,450 toises. Il y a donc quelque difficulté sur la véritable longueur à donner à la lieue gauloise. »

Parmi tous les auteurs anciens qui ont écrit sur la lieue ancienne gauloise, nous citerons Jornandès, qui dit, dans son livre *De Reb Goth.* : « *Leuga autem gallica mille et quinquagintorum passuum quantitate metitur* ». Si l'on prend à la lettre cette définition, et si l'on admet l'évaluation du mille faite par d'Anville à 765 toises, la lieue gauloise serait de 2,295 mètres. Admettons ce chiffre, et mesurons avec le compas la distance de Limoges au Puy de Jouër. Je trouve une distance de 34 kilomètres. Si je calcule XIII lieues gauloises en les évaluant au chiffre que nous avons indiqué, j'arrive à 32 kilomètres 430 mètres. Il y a un supplément de parcours de 4,430 mètres, qui s'explique par les détours, les montées et les descentes. La démonstration ne saurait être plus précise et plus concluante.

La seconde station indiquée dans la Table est *Acitodunum* : elle est marquée du chiffre XVIII. Cette station se trouve être Ahun.

Recourons à *L'Indicateur du diocèse*, car la carte de M. Cornuau s'arrête au Puy de Jouër. De ce point élevé la voie romaine prenait une double direction : l'une se dirigeait sur Argenton, passant par Aresnes (*Arena*), dont le nom est latin ; Breth, ville détruite dont nous avons donné la description ; Versillac, où se sont trouvés des urnes de verre et divers objets gallo-romains ; Le Fay, Celon, Argenton.

L'autre voie partait du Puy de Jouër, descendait sur le village de Séjoux ; puis on signalait ses traces sur l'étendue de la commune de Châtelus-le-Marcheix. On la retrouvait au Masmillier, où devait exister une borne. De là la voie touchait à L'Estrade, nom voyer significatif ; puis elle continuait à descendre, en s'inclinant vers l'est, jusqu'à Bourganeuf. *L'Indicateur* signale l'existence d'un pavé ancien, nommé *chemin ferré*, qui se dirigeait vers Pontarion en passant par le village de La Cœurrière, paroisse de Mainsat, où se trouvent des urnes sépulcrales de pierre brute et des restes de mosaïque ; puis la voie passait à Pontarion. Pour franchir le Taurion, se trouvait un pont en pierre, dont on voit les vestiges affleurer l'eau comme le *ponte Rotto* de Rome. Ce pont est certainement de construction gallo-romaine.

La voie passait ensuite par Chaussidoux, dont le nom peut être regardé comme synonyme de *Calcea*, par La Chapelle-Saint-Martial, par Chaussadet, autre nom voyer, et par le bois d'Ahun, jusqu'à *Acitodunum*.

Si nous mesurons au compas la distance que la tradition nous

a fait parcourir avec une minutieuse exactitude, nous trouvons 40 kilomètres : 48 lieues gauloises, à 2,295 mètres, font une distance de 44 kilomètres 340 mètres. Le résultat est aussi exact que possible.

De la station d'*Acitodunum*, la route se continue sur *Fines* (1). D'après la Table, le *Fines* est marqué à xx lieues gauloises d'*Acitodunum* : c'est la plus longue station que nous ayons à parcourir. Aussi trouve-t-on quelque difficulté à fixer ce point.

Suivant l'abbé Belley, en sortant d'Ahun, la route passait dans la vallée de Creuse jusqu'auprès d'Aubusson. On reconnaît, dit-il, le passage de l'ancienne chaussée au lieu nommé Chaussade, au nord-est d'Aubusson. De là elle traversait la montagne, et conduisait au *Fines*, à 20 lieues gauloises d'*Acitodunum*. Cette distance tombe au-delà de Crocq, près Faydet, sur le territoire d'Auvergne. Cette direction ne saurait prévaloir, et nous pensons que cette route ne peut concorder avec les vingt lieues gauloises marquées sur la carte.

Le baron de Walckenaër place *Fines* à Crasacoigne sur le ruisseau Mérinchal.

Nous préférons Monteil-de-Gelat, indiqué par Nadaud. La voie se reconnaît encore par quelques noms voyers : après avoir passé à La Chaussade près Saint-Alpinien, nous rencontrons L'Estrade près Sermur-le-Chaury, nom significatif, et Chauchadix, autre nom voyer. Puis la voie aboutit à Monteil-de-Gelat, qui est exactement la limite des diocèses de Limoges et de Clermont.

Vingt lieues gauloises font, à notre compte, 44,900 mètres. Ce chiffre concorde exactement avec la distance qui sépare Ahun de Monteil-de-Gelat.

Là doivent s'arrêter nos recherches : notre tâche est accomplie ; celle de l'Auvergne commence.

Mais nous devons relever une seconde voie, qui joignait *Augustoritum* à *Augustonemetum*. Cette voie ne s'appuie sur aucun document romain : elle ne se trouve ni dans les itinéraires ni

(1) D'après l'*Indicateur*, d'accord avec Joullietton, qui semble l'avoir copié, cette voie avait laissé des traces de son passage dans la paroisse de Saint-Médard en Combrailles, entre les villages de Courbarieux et de Villemigoux. Elle montait par Las Randas, passait à Perpirolles ; de là, le long d'un bois taillis qui se trouve entre les villages de Palies et Chadieras, et allait aboutir à la tombe appelée de Romieux ; de là, à La Chaussade, près de Saint-Alpinien.

dans la Table ; mais ses traces ont été étudiées par Cornuau, Nadaud, Legros, etc. De plus elle a laissé des traces ineffaçables de son passage par le grand nombre de noms voyers qui se trouvent attester son existence. Qu'il nous soit permis de constater le premier un fait qui ressort de l'inspection de la carte de Cassini : il n'existe guère de pays en France qui aient conservé tant de noms voyers que le Limousin. Ce pays montagneux, boisé, où se trouvaient avant l'époque gallo-romaine de grands marécages, a gardé pieusement le souvenir du passage des routes construites par les Romains. Les noms de *L'Estrade*, *Extrade*, *Trastrade*, de *La Chaussade*, de *Chauchier*, de *Chaussadie*, de *Chausserie*, sont très-multipliés dans notre pays. Si quelques savants trouvaient des difficultés à croire que l'on puisse baser l'existence d'une voie romaine sur de si fragiles indices, je répondrais que celle que je vais décrire se présente avec un ensemble de preuves telles, et de reconnaissances si bien étayées et si bien concordantes avec les noms voyers, que le doute n'est pas possible.

Notre première preuve s'appuie sur la carte de M. Cornuau. Il avait reconnu l'existence d'une voie romaine qui partait de Limoges par le côté de la Cité, traversait la Vienne sans doute par le pont Saint-Étienne, et se dirigeait, le long de la rive gauche de Vienne, sur Bonnefonds et la commune de Saint-Just. L'année dernière, les ouvriers, ouvrant une nouvelle route sur cette commune, ont retrouvé un ancien pavé qui avait tous les caractères d'une voie romaine. Cornuau ne s'était donc pas trompé dans ses appréciations : la route qu'il signalait traversait la Vienne à quelque distance de Saint-Priest-Taurion. Là s'arrêtent ses indications ; mais nous retrouvons dans la commune du Dognon un nom voyer, *La Chaussade*, ce qui prouve que la voie se continuait dans cette direction.

Allou, dans sa *Description des monuments du Limousin*, s'exprime ainsi sur cette route : « Une autre route conduisait encore de Limoges à Clermont et à Lyon, sans passer par *Prætorium* ou Le Puy de Jouër. Elle traversait les châtaigneraies de Bonnefonds, et côtoyait les montagnes de Saint-Just le long de la Vienne. De là cette route se dirigeait au nord de Saint-Priest-Taurion, traversait le bois d'Épagne dans la commune de Sauviat, et passait au village de La Courrière près Bourganeuf, où l'on trouve beaucoup de restes d'antiquités. La même voie arrivait

enfin à Ahun, où l'on en voit des fragments d'une assez grande étendue.

Suivant Duroux (*Essai historique sur la sénatorerie de Limoges*), la voie se reconnaissait : 1° dans la châtaigneraie de Bonnefonds; 2° dans le bois des Villettes; 3° dans la forêt du Chatenet-du-Dognon.

Ce que constatent Duroux et Allou prouve clairement l'erreur que commettrait la Commission de la carte des Gaules en plaçant à Sauviat le *Prætorium*, et celle du baron de Walckenaër, qui le fixe à Pourrioux. Cette seconde voie passait auprès de ces deux localités, mais ne les traversait pas.

Elle prouve une autre chose : c'est que, après avoir dépassé le lieu qui porte le nom de La Chaussade, elle se dirigeait sur Bourgameuf, où elle se soudait avec la voie indiquée par la Table, et arrivait ainsi à Ahun. Elle continuait à emprunter la route militaire jusqu'à La Chaussade (commune de Saint-Alpinien), puis là elle se bifurquait de nouveau. La route militaire descendait directement vers Clermont en allant à Montel-de-Gelat (*Fines*); la seconde voie passait par la plaine, et descendait vers Aubusson. Là les renseignements abondent, et les noms voyers se multiplient. *L'Indicateur du diocèse* est fort obscur, fort indécis; mais il n'y a qu'à classer les renseignements certains qu'il donne, et, avec l'aide de la carte de Cassini, on retrouve le passage précis et certain de la voie. Malheureusement Nadaud n'avait pas à sa disposition la carte de Cassini : c'est ce qui explique son indécision. Suivons donc pas à pas la direction de cette route.

Descendant vers Aubusson, qu'elle ne touchait pas, la route passait :

A *Chaussidoux*, nom voyer;

A *Pairat*, qui pourrait indiquer une borne;

Au *Chauchier* près Saint-Pardoux-le-Neuf, nom voyer significatif;

A autre *Chauchier*, près Neoux;

A *Londeix* : on lit sur Londeix cette observation de Jouilleton (*Histoire de la Marche*) : « La voie césarienne passait à peu de distance de Crocq. En plusieurs endroits, elle est parfaitement conservée, notamment au-dessus d'un village appelé Londeix, en la commune de Saint-Avit-sur-Tardes. »

Au nord de Saint-Pardoux, nous trouvons encore un nom voyer, *La Chaussade*. *L'Indicateur du diocèse* signale des traces

à Arfeuille et à Monteil-Guillaume. Tout auprès de cette localité, nous trouvons La Chaussade. *L'Indicateur* et Jouilleton désignent des restes de chemin ferré à Salesse, à Giat (1), et enfin nous trouvons, tout auprès de l'ancienne route de Clermont, et près de Voingt, un lieu appelé La Chaussade. Cette route se raccorde avec la route romaine d'Herment à Tintignac, dont nous parlerons plus tard, et se dirigeait sur *Augustonemetum*.

Voilà donc une route, dont l'existence et la direction ne sont pas discutables, qui reliait *Augustoritum* à *Augustonemetum*. Elle se trouve distincte de la voie qui se trouve décrite dans la Table, et elle a été la cause de bien des confusions.

A quoi servait cette voie? Elle servait probablement au transport des dépêches et à la course publique. C'est ce que l'on peut induire d'un rescrit de Constantin à Acyndius, préfet du prétoire. Ce rescrit fait une distinction entre les voies militaires et les grandes routes. Il est bon de le rapporter ici, car il est fort peu connu. Constantin, frappé des inconvénients qui résultaient de l'abus que faisaient quelques dignitaires de l'empire en se servant de chevaux de poste sans en avoir obtenu l'autorisation impériale, déclare par un rescrit qu'il retire aux gouverneurs des provinces, aux receveurs, aux préposés des vivres et aux fournisseurs de fourrages la permission de se servir des chevaux ordinaires de la poste et des *paraveredi*, afin, dit-il, que ses sujets ne subissent pas de réquisitions exagérées. Il ajoute : « Quant à vous, en cas de besoin, vous vous servirez des relais partout où ils seront établis. Si les affaires demandent que vous vous détourniez de la grande route dans quelques voies militaires où la course n'existe pas, vous vous servirez de chevaux de poste discrètement. »

Cette distinction entre les grandes routes et les voies militaires n'a peut-être pas été suffisamment étudiée, et nous la soumettons aux investigations des savants archéologues:

(1) Dans sa carte monumentale sur l'Auvergne, M. Bouillet signale des restes de voie romaine qui sont exactement la suite de la nôtre. A partir de Giat, ces traces se dirigent sur Sauvagnac, passent près de Perol, près de Gelle ou Giele et d'Olby, suivent le flanc méridional du Puy-de-Dôme, passent par Chamalière, et entrent dans Clermont par l'enclos des Hospices, où l'on a découvert un pavé bien conservé en faisant des fouilles pour le jardin de M. Bravy. La route se trouve ainsi complétée jusqu'à Clermont.

CONCLUSION.

Telle est la première partie d'un travail que je me propose de continuer sur la voirie romaine. La méthode que j'ai employée me semble être prudente et logique. Elle ne présente rien d'hypothétique : elle se fonde en premier lieu sur des observations antérieures et sur les travaux des savants du siècle dernier. J'ai employé comme moyen de contrôle la recherche des noms voyers, et ces noms voyers ont exactement cadré avec la direction indiquée par Nadaud, Legros et Cornuau, et ont donné, suivant nous, un éclatant témoignage à leurs observations. Tout mon travail s'est borné à classer, à coordonner les recherches de mes devanciers. Le perfectionnement de la cartographie m'a été fort utile dans cette circonstance. Je serai heureux de voir les membres de la Société discuter et contrôler ce mémoire, qui cherche à rectifier l'opinion de la commission de la carte des Gaules.

J'espère que, avec votre concours, la lumière se fera enfin, et que nous obtiendrons des résultats certains, qui ne laisseront subsister aucun doute sur ces questions si difficiles et si embrouillées.

EXCURSION AU MONT DE JOUER.

Le mont de Jouër, une des montagnes les plus élevées et les moins connues du Limousin, a, d'après la carte de l'État-Major, une hauteur de 697 mètres au-dessus du niveau de la mer, c'est-à-dire 2,094 pieds d'altitude. Comme on y arrive par une succession de pitons, la montagne tout d'abord paraît être d'un abord assez facile.

La question qui me semblait la plus importante pour trancher

la difficulté en ce qui nous occupe était de retrouver les traces de voies romaines que j'avais indiquées, et cette remarquable bifurcation qui ressort de l'examen de la carte de Peutinger.

Voici les constatations que j'ai pu faire : j'ai trouvé, à l'est de Crocq, petit village qui se cache dans une vallée auprès du bourg de Jabreilles, des traces de pavé romain qui sont parfaitement reconnaissables. Les dalles qui le recouvrent sont très-larges, et forment des assises si puissantes et si imperméables qu'il ne pousse pas un brin d'herbe dans les interstices, bien qu'il n'y passe que quelques troupeaux conduits par les pâtres. J'ai suivi cette route pavée jusqu'à un petit village désigné par Nadaud, le village de La Fayette. Au-pied de ce village, le Mont de Jouër commence à s'élever.

J'ai reconnu en outre la continuation de la route, signalée par Nadaud, qui redescendait vers Séjoux et Châtelus-le-Marcheix, pour gagner Bourganeuf. La reconnaissance des lieux ne pouvait présenter une plus complète affirmation des observations faites au siècle dernier. Du reste, dans ces lieux reculés et peu en progrès sous le rapport de l'agriculture, la surface du sol ne s'est guère modifiée. Les chemins anciens ont été respectés : on continue à s'en servir comme par le passé.

Constatons également la reconnaissance faite par nous d'une *route pavée* qui descend de la partie septentrionale de la montagne de Jouër, et qui est bien certainement la voie romaine qui montait sur Argenton. Nous avons dit déjà que cette reconnaissance de la bifurcation des trois routes prouvait de la manière la plus complète l'existence de *Prætorium* au Puy de Jouër. Nous n'insistons donc pas davantage : une plus longue démonstration deviendrait oiseuse.

Parlons maintenant des ruines qui se trouvent sur la montagne. L'existence d'une ville romaine n'est pas contestable : j'en ai porté la preuve bien authentique. Les briques à rebord que j'ai recueillies sur le sol au milieu des pierres amoncelées seront déposées au Musée. L'apparence que présentent les ruines est de tout point semblable à ce qui se voit à Breth. Partout les habitants ont enclos leur terrain avec les pierres qui se trouvent en énorme quantité dans leurs champs. Cependant ces champs ne sont couverts que de bruyères et de genêts. Les pâtres et les cultivateurs appellent ces ruines la ville de *Jouër*, c'est-à-dire la ville de Jupiter. Le curé de Saint-Goussaud m'a montré une pierre énorme dont il faut que je donne la description : elle était

renversée sur un petit mur; sa base présentait une moulure assez finement travaillée. Il m'a semblé que c'était un siège colossal. Il serait important pour la Société d'acheter ce beau monolithe, afin de le mettre à l'abri des injures des maçons ou des entrepreneurs de chemins vicinaux.

Quelle était l'étendue de la ville de Jouër? Il serait difficile de le dire sans avoir pratiqué quelques fouilles; mais ici la ville n'a été que l'accessoire : elle a dû naître et grandir à cause du voisinage et pour fournir aux besoins d'un château-fort qui existait sur la partie orientale de la montagne. Mes prévisions au sujet de *Prætorium* étaient bien fondées : c'est bien réellement un château-fort qui se trouvait sur le Mont de Jouër. Je suppose qu'il a dû être détruit par la mine.

Sur la partie la plus découverte de la montagne j'ai trouvé d'immenses abattis de pierres de taille. C'est un amoncellement monstrueux de granits travaillés à la main, qui provient de l'éboulement soudain d'une ou plusieurs tours. C'est un fait à étudier. Cette masse de pierres, en s'écroulant, a effondré le sol, et s'est probablement engloutie dans le boyau de la mine, qu'elle a comblé. Végèce nous apprend la manière de faire écrouler les murailles : « Il y a, dit-il, une manière sourde et rusée de prendre les places : ce sont les mines. On emploie un grand nombre de travailleurs à ouvrir la terre, comme font les Beases, peuple industrieux à fouiller les mines d'or et d'argent, et l'on conduit vers la ville une galerie souterraine. Cet ouvrage a deux usages : ou les assiégeants le poussent sous le corps de la place, s'y introduisent la nuit sans que les assiégés s'en aperçoivent, ouvrent la porte à leurs gens, et égorgent les habitants dans leurs maisons; ou du moins, quand leurs mineurs sont arrivés aux fondements de la muraille, ils la sapent sur une grande étendue, et l'étaient avec des bois secs, qu'ils entourent de sarments et de différentes matières combustibles. Après avoir disposé les troupes pour l'assaut, on met le feu aux étais, et la muraille, qui s'écroule tout d'un coup, fait une large brèche. »

C'est vraisemblablement ainsi qu'a péri le château de *Prætorium*.

Ce lieu élevé et découvert avait été admirablement choisi par les Romains. La vue embrasse un immense horizon.

On aperçoit le château de Marsac, Bénévent, Le Puy des Trois-Cornes près de Saint-Vaulry, Le Puy de Gaudy, qui domine Guéret. Plus à l'est, on entrevoit Bourganeuf. Tout au

bout de l'horizon, apparaît, comme une sorte de nuage vaporeux et grisâtre, le Puy de Dôme, situé à 60 kilomètres du Puy de Jouër. Par un temps calme et serein, on peut même apercevoir le sommet du Pic de Sancy. Vers le sud, on voit le Mont Gargan et les Monadières. Vers l'ouest, on entrevoit Limoges. C'est à coup sûr le point de vue le plus étendu et le plus magnifique du Limousin. Les bourgs, les villages, les châteaux, y apparaissent entourés de flots de verdure. La nature s'y montre avec cette richesse de végétation et de fraîcheur qui est particulière à notre pays. Le curé de Saint-Goussaud, charmé de me faire les honneurs de sa montagne, me disait que je pouvais de là apercevoir onze départements.

Cette montagne n'était-elle pas admirablement choisie entre toutes pour y établir un point d'observation ? Un feu allumé sur le haut du Puy de Dôme pouvait en un instant faire connaître aux Romains l'état de l'Auvergne. Des signaux partis de *Prætorium* pouvaient déterminer une rapide concentration de troupes.

Je n'ai pas eu le temps d'examiner le cadastre, et de vérifier certains noms conservés par la tradition qui seraient de nature à nous éclairer ; mais, sur la pente septentrionale du Mont de Jouër, il existe un lieu qui s'appelle *L'Hôpital*. Ce nom correspond à celui d'*Hospitium*, sorte d'hôtellerie où logeaient les voyageurs.

Dans son mémoire sur la fixation d'*Augustoritum*, l'abbé Belley s'exprimait ainsi : « En suivant ces deux déterminations, l'on voit que le *Prætorium* éloigné de quatorze lieues gauloises de Limoges tombe sur la rive droite de la rivière de Taurion, aux environs de l'abbaye de Grandmont. *Je ne connais aucun lieu qui ait conservé le nom ancien. Au reste les cartes que nous avons de ce pays-là sont très-imparfaites. On pourra dans la suite avoir une connaissance de ces lieux plus détaillée et plus exacte. »*

L'abbé Belley était de bonne foi. Il avouait son impuissance à déterminer l'exacte position du *Prætorium* aquitanique ; il ne pouvait consulter que des cartes imparfaites, et n'avait pas le loisir de voyager en Limousin ; mais il faisait un appel aux savants du pays, et leur traçait un plan de recherches.

Ce travail devait être fait par l'abbé Nadaud et par M. Cornuau. Ces deux modestes savants devaient noter soigneusement les traces de la voie romaine, et décrire pas à pas la direction vers le Mont de Jouër.

Ce sont eux qui les premiers reconnurent sur le terrain la

véritable position de *Prætorium*. C'est ce fait, qui n'est pas sans quelque gloire, que je suis heureux de signaler à la Société Archéologique et Historique du Limousin.

Il nous reste à parler, avant de terminer ce mémoire, d'une pierre sculptée que j'ai trouvée à la sortie du bourg de Jabreilles. Elle est placée contre un mur, sur une sorte d'autel, et reçoit les adorations des fidèles. Je l'ai examinée avec quelque attention, et je crois qu'elle mérite d'être étudiée. Il paraît que les habitants viennent la révéler parce qu'ils croient y voir la représentation de saint Martin : ils disent qu'elle provient d'un ancien oratoire dédié à ce saint personnage. Je suis surpris de l'erreur de ces braves gens : la pierre me paraît païenne. Elle représente un homme nu, qui tient de la main droite un cheval sans harnais. Dans sa main gauche il porte une sorte de thyrses ou de massue. Sur les deux côtés de la pierre, on voit un homme dans un état complet de nudité. On le comprend, cette pierre ne saurait être chrétienne. Ce qui autorise l'adoration inintelligente des habitants de Jabreilles, c'est qu'elle provient réellement d'un ancien oratoire ruiné dédié à saint Martin de Tours, cité par Nadaud dans son pouillé ; mais elle date évidemment de l'époque gallo-romaine. Peut-être provenait-elle du Mont de Jouër. Je crois être le premier à avoir signalé son existence.

Après cette lecture, la Société a voté la proposition suivante :

Une somme de cent francs sera envoyée à M. le curé de Saint-Goussaud pour pratiquer des fouilles dans la ville de Jouër, ancien *Prætorium*.

La Commission des fouilles est chargée de diriger ces travaux.

E. BUISSON DE MAVERGNIER.

BIBLIOGRAPHIE LIMOUSINE

APPENDICE (1).

PAPETERIES.

I. — HISTORIQUE.

Rien de plus varié que les substances qui, chez les différents peuples, ont servi à écrire : les trois règnes de la nature ont été successivement mis à contribution. Il restait à trouver une matière subjective très-commune pour permettre à l'imprimerie de se développer; car à quoi aurait-elle abouti sans un papier économique? Mais, si l'on est généralement d'accord sur cet axiôme, on ne l'est guère sur le lieu et sur l'époque de cette découverte simple et féconde; et bien des maîtres n'ont encore pu trancher cette question historique autrement qu'en faveur de chacun de leur pays!

L'aveu d'une telle ignorance de la part des auteurs spéciaux est bien plus convenable qu'une partialité systématique. (Didot, *Encyclopédie moderne*; Laboulaye, *Dictionnaire des arts et manufactures*; Turgan, *Les grandes Usines de France*, p 450; etc., etc.)

M. P. Lacroix, considérant que les documents écrits au

(1) Le Comité de rédaction a décidé, dans sa séance du 7 juin 1862, que cet article de notre regrettable collègue M. Poyet, qui fait suite à celui inséré dans le T. XI du Bulletin, serait inséré dans ce numéro.

(2) Celles de Nuremberg ne datent que de 1390. (Turgan, *Les grandes Usines de France*.)

xiv^e siècle sur papier de chiffe, voire même de coton, sont assez rares dans les archives de famille, et surtout dans les dépôts publics, pense que l'invention du papier n'a précédé que de moins d'un siècle celle de la typographie, « ce don que Dieu donna au monde dans les premières années du xv^e siècle ». Ce même bibliophile savait pourtant que Raymond-Guillaume, évêque de Lodève, concéda le droit d'ériger plusieurs moulins à papier sur l'Hérault en 1189, et que l'Europe eut bientôt des papeteries nombreuses et importantes.

Il n'y a donc pas lieu dorénavant de s'étonner, par exemple, que, dès 1345, Joinville ait pu adresser à Louis le Hutin une lettre sur papier de linge, et que, vingt-trois ans après, les Ussellois en aient fait autant pour rédiger une première cédula d'appel contre un ordre du roi Philippe VI. Cette particularité d'un acte écrit sur papier, à Ussel (Corrèze), en 1338, a été justement appréciée, en 1856, par M. Paul Huot, dans son excellent mémoire sur les archives municipales de cette ville.

Il ressort, d'autre part, de l'*Inventaire des titres du comté de Forez*, publié en 1860 par mon compatriote A. Chaveraudier, que l'emploi du papier était très-répandu dès 1321 au moins dans notre province, où l'antique fabrication du papier à la main s'est maintenue parallèlement aux procédés mécaniques.

En France, les usines de Troyes et d'Essonne florissaient vers 1340, et celles d'Angoulême, à partir de 1350. (Quénot, *Statistique du département de la Charente*, 1818.) Guttenberg pouvait donc venir !.....

Le prix du papier ne tarda pas à augmenter par suite d'une fabrication insuffisante, eu égard aux nouveaux besoins. Ainsi une main de papier, pour l'écriture probablement, coûtait :

En 1431, 4 sol 6 deniers, soit 45 centimes d'aujourd'hui ;

En 1536, » 11 deniers, soit 20 id. id. ;

En 1572, 3 sols » soit 55 id. id. ;

En 1594, 4 sols » soit 60 id. id. ;

Et, si elle avait coûté, en 1447, 7 sol 6 deniers, soit 2 fr. 70 c. de notre monnaie, c'est qu'il s'agissait là d'un papier de luxe, d'après A.-A. Monteil. (*Histoire de France aux cinq derniers siècles* : tome II, page 159, et note 147.)

Cet ouvrage nous apprend aussi que, à la fin du xv^e siècle, les papiers d'impression valaient environ 4 livres (22 francs actuels) la rame de 20 mains, quantité qu'un imprimeur de Trévoux estimait, vers 1670, 3 livres 5 sols à 4 livres 10 sols, faisant seule-

ment 6 fr. 45 c. à 8 fr. de nos jours, suivant les calculs de M. N. de Wailly. (A Bernard, *Notice sur l'Histoire de Beaujolais de P. Louvet*, 1854, pages 6 et 7.)

Dès le principe, les produits de toutes les papeteries se distinguaient entre eux par des ornements divers, dont le nom sert encore à désigner chaque sorte, suivant sa destination, son format et sa qualité : ce n'est donc pas parce que chaque fabrique ne produisit guère d'abord qu'une sorte de papier. En outre, ces marques transparentes dans la pâte étant celles du fabricant et non de l'imprimeur, ne peuvent que fort rarement déterminer l'origine des livres qui nous sont parvenus sans autre indication.

On a voulu aussi attribuer à Jacques Cœur la fabrication de certains papiers découverts dernièrement à Bourges, et marqués d'un *cœur* ou d'une *coquille*, sous le prétexte que ces objets sont les armes parlantes du célèbre argentier du *xv^e* siècle. Jusqu'ici on ne nous avait peint en lui que le négociant, l'armateur, le financier, l'administrateur, le diplomate et le métallurgiste : c'était nous le présenter encore comme manufacturier. Mais il nous faut renoncer à ce séduisant système, à la suite d'une savante dissertation de M. Périmé, insérée dans le *Compte-rendu des travaux de la Société du Berry* : Paris, 1860-61, pages 462-470.

D'ailleurs nous avons vu que, depuis long-temps, des papeteries existaient dans le centre de la France : « Autrefois, dit Monteil, on ne connaissait que les papiers de Troyes [d'Essonne et d'Angoulême]; puis vinrent ceux de Thiers, de Clermont, de La Rochelle, d'Avignon; et, au *xvii^e* siècle, ce fut le tour de ceux d'Ambert et de Limoges ». (*Loc. cit.*, passim.).

Cependant, dès le *xiv^e* siècle, on rencontre en Limousin même des traces positives de cette industrie. Elles n'échappèrent pas à M. Leymarie lorsqu'il énumérait, en 1846, les matières qu'on importait jadis dans cette province. En effet, la pancarte des péages établis à Limoges par les consuls de 1377 dit formellement que « la charge de vieux linge (*linssols vieille*) paie d'entrée un denier; si elle passe par la ville sans être vendue, elle sera quitte après avoir payé l'entrée ci-dessus; si on l'achète dans la ville, elle paiera un denier (c'est-à-dire moins de cinq centimes) ». — (*Histoire du Limousin*, la Bourgeoisie, T. I, p. 392 et T. II p. 49.)

Aucune mention de redevance analogue ne figure dans les vieilles coutumes de quelques localités voisines comprises

actuellement dans les départements de la Corrèze et de la Creuse, telles qu'Égletons en 1270, Neuvic en 1345, Ussel en 1457, Aubusson en 1566; et, si, dans la charte des franchises de la ville de Chénérailles de 1265, confirmée en 1279, on lit en patois auvergnat :

« Le peiaires dona la lesda ij massas de peia »,

il faut voir là un texte curieux sans doute, mais relatif uniquement à l'antique commerce de la poix minérale que cultivent encore les *pejaires* ou *péjaroux*, industriels presque toujours originaires de l'Auvergne, pays volcanique, où existe Le Puy-de-la-Poix (*peja*), qui se dit *gemo* en Limousin.

Quant aux coutumes elles-mêmes de Limoges, en vieux langage vulgaire, éditées avec les traductions latine et française par Achille Leymarie, partie en 1839 dans son *Limousin historique*, XI^e livraison, partie en 1846 dans son *Histoire de la bourgeoisie*, T. I, p. 370, elles nous fournissent l'occasion de constater que, dès le XIII^e siècle au moins, le greffier des consuls de Limoges s'appelait le *clerc du papier*.

Nous y relèverons aussi un passage qui ne concerne pas les foulons ou les tailleurs de draps, mais les fripiers ou revendeurs de vêtements, *pelliers* o *sarcidors de draps*; car, si *fullones* signifie *ceux qui foulent les draps*, le sens général de l'article XLII montre bien qu'il ne s'agit ici que de chiffonniers, ou marchands de vieux habits de laine, dont le commerce avait jadis bien plus d'extension qu'aujourd'hui, par des raisons très-connues, surtout ici où se fabrique la renaissance. J'ai même remarqué, p. 44, T. II, du premier des ouvrages précités, recueil trop tôt interrompu, cette rédaction de l'article VI des *Statuts des argentiers de Limoges* du 20 février 1389 : « *Item, que per vaissella esmallada lon no meta limalha ou do popier,....* », etc.

Il ne s'agit pas là simplement de papier ordinaire, comme l'a traduit Leymarie, mais bien de paillon ou clinquant, ainsi que l'a expliqué M. l'abbé Texier, p. 93 de son *Essai sur les argentiers-émailleurs de Limoges*, in-8, Poitiers, 1843.

Ce mot de *papier*, employé dès le XIV^e siècle pour signifier des feuilles d'or ou d'argent, n'est pas seulement important à signaler au point de vue philologique : il montre en outre que le papier proprement dit était déjà si commun en Limousin que son nom s'appliquait, au figuré, à toute espèce de corps minces,

à moins que l'on ne voie dans l'article des Statuts reproduit plus haut de véritables feuilles de papier saupoudrées de limaille d'or ou d'argent, comme l'avait d'abord admis M. Texier, p. 87 de son *Essai*.

Bien que le laminoir n'ait été, dit-on, appliqué en France que depuis 1638, il n'en est pas moins certain que l'art de laminer les métaux précieux est très-ancien, sans le faire remonter à l'âge de bronze, comme M. Fournet l'a essayé, p. 409 de son *Mineur*, in-8, 1862; ni sans parler des Chinois, qui, depuis avant l'ère chrétienne, font brûler des feuilles d'or dans leurs cérémonies religieuses. En effet, dès 1395, on savait réduire l'or en feuilles minces pour les travaux de broderie (Francisque Michel, *Recherches sur les étoffes de soie, d'or et d'argent* pendant le moyen âge, T. II, p. 578, note). — Pourtant il ne faut pas voir dans l'*or branlant* ou *tréblant*, cité en 1427 et 1455 dans le Petit Glossaire de M. de Laborde, 1853, des feuilles branlantes de métal ou de clinquant, mais des franges d'or que le moindre ébranlement faisait mouvoir et reluire.

Enfin M. Bosvieux, archiviste à Guéret, m'a également signalé l'existence probable d'une papeterie, au xvi^e siècle, à Bourganeuf (Creuse), d'après cet extrait de la page 143 du T. I du *Pouillé* de Nadaud : « Louis Chabrol, dit *Paret*, papetier de cette ville de la Marche limousine, aurait fondé une vicairie dans l'église de L'Arrial, aujourd'hui *Larrier*, par acte reçu *Foucauldi*, et antérieur au 1^{er} juillet 1513, époque à laquelle cette œuvre fut spiritualisée ». (*Mss du grand séminaire de Limoges*.)

Quel rapport ce fait unique, rapproché du commerce des chiffons, qui, dans cette province, remonte positivement à près de deux siècles, peut-il avoir avec les fiers chevaliers de Malte, seigneurs de Bourganeuf? Je me garderai bien, ainsi qu'on l'a essayé en vain pour Jacques Cœur, de leur attribuer l'honneur d'avoir, en haine des Vénitiens, importé d'Orient, dans notre pauvre pays, cette industrie, qui de là se serait propagée dans les environs; mais je déduirai du rapprochement de toutes ces circonstances que le Limousin, comme le Dauphiné, le Vivarais, le Forez, l'Auvergne, l'Angoumois, etc., parvint de bonne heure à utiliser sur place ses peilles ou drilles, et que cette tendance universelle favorisa puissamment la vulgarisation d'une des plus précieuses conquêtes de la civilisation, en procurant l'abondance du papier et partant des livres à bon marché.

De 1544 à 1588 au moins, les imprimeurs anglais s'adressèrent, par La Rochelle et Bordeaux, aux fabricants d'Angoulême (et de Limoges probablement), les mêmes qui fournirent si long-temps les Elzeviers de leurs meilleurs produits. (*Livre d'or*, passim.) Cependant les Pays-Bas produisaient depuis long-temps du papier d'impression, et M. A. Bernard en a rapporté un exemple du xv^e siècle (*Histoire de l'imprimerie*, T. I, p. 48). Malgré cela, jusqu'en 1658, les Hollandais tirèrent annuellement de France pour plus de deux millions de florins (équivalant à 3,600,000 fr. actuels) de papier de toutes sortes, fait en Normandie, Champagne, Auvergne, Poitou et *Limousin*. (P. Clément, *Histoire du système protecteur*, etc., in-8, 1854, p. 257.)

Ainsi les premières papeteries hollandaises ne furent que perfectionnées et non fondées, à la suite de la révocation de l'édit de Nantes (1685), par les protestants de l'Angoumois, qui adaptèrent leurs méthodes aux nécessités locales, et acquirent rapidement une grande célébrité; mais il n'en est pas moins constaté que les papiers de la généralité de Limoges continuèrent à être préférés pour les publications importantes. Par exemple, nous lisons : 1^o dans le *Mercur de France* du 22 février 1783 que « le papier de Limoges est mis au rang des meilleurs pour l'édition de l'Encyclopédie par ordre de métiers »; — 2^o dans le *Discours historique sur les principales éditions des Bibles polyglottes*, par Lelong, en 1743, que « le papier a manqué audit Lejay (l'éditeur) l'espace de quatorze à quinze mois à cause de la peste survenue en Limousin, et du brûlement, par ordonnance de police, des magasins d'étoffes dont on fait le papier ».

L'abbé Legros, qui débute par ces deux données dans un de ses précieux manuscrits, indiqué par moi, T. XI, p. 204, note de la 4^{re} partie, et dans sa *Continuation des Annales du Limousin*, p. 288, en conclut que, si l'époque de l'établissement des papeteries de Limoges lui est inconnue, et n'est pas fort ancienne, le papier limousin est employé au moins dès 1630....

Il aurait pu étayer bien mieux cette timide déclaration par un fait presque contemporain : « Le 26 juin 1626, à Aix, un orage emporta six moulins, dont cinq à papier! » (P. Laforest, *Limoges au xvii^e siècle*, p. 48, d'après le P. Bonaventure, T. III, p. 835.)

Mais, pour l'intelligence de la seconde preuve ci-dessus, « il faut savoir que la peste régna à Limoges de 1628 à 1632, et qu'il s'étoit élevé un procès entre le sieur Lejay, éditeur de la

grande Bible polyglotte en dix volumes, format d'atlas, et le sieur Vitré, son imprimeur, d'une part, contre le sieur Gabriel de Sion, dit *Sionita*, Maronite de nation, professeur et interprète royal des langues orientales à Paris, qu'ils avoient employé à cette édition, d'autre part. — Celui-ci réclamoit son paiement, que les autres lui disputoient, et ce passage est extrait du mémoire que *Sionita* publia contre eux vers 1640. » (Legros, *loc. cit.*)

Antoine Vitré ayant commencé à imprimer en mars 1628 cette Bible in-fol., qui, sur tous les volumes, porte la date de 1645, mit par conséquent dix-sept années à achever ce livre. (*Encyclopédie moderne*, Typographie, col. 820.)

Cette superbe publication, que Richelieu aurait bien désiré voir entreprendre sous son nom, à l'instar du cardinal Ximénès, se fit entièrement aux frais de Guy-Michel Lejay, riche avocat de Paris, qui ne voulut rien y épargner, et s'y ruina.

On fabriqua même un papier particulier, qui parut si beau qu'on lui donna le nom de *carta imperialis*, suivant M. A. Bernard dans sa brochure sur Antoine Vitré. Mais ce bibliographe n'aurait pas dû laisser entendre, d'après Lelong, que ce papier, fabriqué peut-être pour la première fois en Limousin, fut inventé exprès pour Lejay; car il était connu bien auparavant, en Languedoc, sous le nom de *papier de chanoine*, d'après Le Duchat, au mot *Canonicus* : aussi Rabelais lui donne-t-il le nom de *Canonge*, et ce serait le même que Vivès désigne par *charta grandis, augustana seu imperialis*, qui me paraissent autant de sortes différentes, contrairement à l'opinion de M. P. Lacroix. (*Livre d'or*, p. 95.)

II. — RÉGLEMENTATION.

Des deux dossiers sur les papeteries de la généralité de Limoges qui existent encore aux archives de la Haute-Vienne (4) dans le fonds de l'intendance, celui coté A 6496 ne renferme que les trois pièces suivantes, imprimées :

1^o Arrêt du conseil d'État portant règlement pour la fabri-

(1 M. Maurice Ardant, conservateur de ce riche dépôt, a en outre relevé la mention de *Pierre Mesnagier*, cartonnier, *rus Crouchadour* (Cruchedor), qui payait une rente à la confrérie des Pauvres-à-vêtir de 1682 à 1687.

cation du papier en Limousin, du 42 décembre 1730, rendu exécutoire par ordonnance de M. de Tourny du 40 mars 1734 ;

2° Autre arrêt réglementant les différentes sortes de papiers qui se fabriquent dans tout le royaume, du 27 janvier 1739, publié à Limoges, le 45 mars suivant, par le susdit intendant ;

3° Ordonnance du même, du 40 septembre 1740, accordant un nouveau délai de six mois aux papetiers de cette généralité pour se conformer au précédent règlement de 1739.

Ce dernier document n'a pas été inséré en 1789 à la suite de *l'Art de la papeterie* (1), qui a reproduit ou au moins cité tous les actes royaux sur les fabriques de papier, le commerce des chiffons et la police des ouvriers, depuis l'arrêt du 24 juillet 1674 jusqu'à celui du 26 février 1777.

On y trouve encore les observations de M. Desmarest, ancien inspecteur des manufactures du Limousin, sur le tarif des différentes sortes de papiers, prescrit par les arrêts du conseil du 42 décembre 1730 et du 48 septembre 1744. Ces observations ressemblent beaucoup à celles manuscrites du second dossier des archives départementales, coté A-284, et qui est sans contredit le plus intéressant des deux dossiers que possèdent les archives de la préfecture.

Ce manuscrit, non signé, est intitulé : *Mémoire sur la nécessité d'abroger plusieurs articles des règlements de 1739 et de 1744 sur les papeteries*. Il fut envoyé de Paris par M. d'Invaux le 24 février 1769 à M. de Turgot (*sic*), intendant de Limoges, pour qu'il eût à l'examiner avec soin, et à donner son avis le plus tôt possible, après en avoir conféré avec les principaux fabricants et négociants de la généralité.

Malheureusement le rapport de Turgot manque : nous y suppléerons en reproduisant les considérations générales placées en tête du mémoire susdit par Desmarest lui-même, dont les tendances libérales en fait d'économie politique (chose vieille si le mot ne l'est pas) sont bien connues : c'est ce qui m'a démontré que celui qui avait signé les observations de 1789 avait dû écrire le mémoire de 1769.

« L'art de la papeterie, inventé dans le XIII^e siècle, abandonné à lui-même pendant plus de 400 ans, avait fait alors en France les plus grands progrès : c'est ce royaume qui fournissoit

(1) Cet ouvrage de l'académicien Desmarest est extrait, en 1788, de l'*Encyclopédie méthodique*, in-4, T. VI, pages 463 à 592, avec planches.

des papiers à l'Europe [entière]. L'exemption des droits et la liberté soit de la fabrication, soit de commerce, étoient les seuls encouragements que recevoit alors ce genre d'industrie. En 1633, Louis XIII établit des offices de marqueurs, visiteurs de papiers, et leur assigna des droits (1). Ils furent considérablement augmentés dans les premières années de Louis XIV, supprimés en 1648, rétablis en 1652, modifiés par différents arrêts en 1669, 1670 et 1671, et rendus uniformes pour tout le royaume en 1680.

» En 1671, on imagina pour la première fois de faire des règlements sur les papeteries. Ces premiers règlements furent assez simples, et ne contenoient que seize articles. On remarque, entre autres choses, que l'on proposa dès lors de fixer les dimensions et poids du papier, mais que cet article fut rejeté comme inutile.

» A ce règlement général ont succédé des règlements particuliers pour chaque province. Enfin, en 1739, on a fait un règlement général pour toutes les papeteries du royaume. Ce règlement contient un très-grand nombre d'articles, dont plusieurs ont été abrogés par un arrêt de 1744 et autres arrêts postérieurs.

» C'est précisément à l'époque où l'on a établi des droits et dressé des règlements qu'a commencé en France la chute des papeteries, tandis qu'elles s'établissoient en Angleterre et en Hollande, où l'art a été porté à un point de perfection que nous ne pouvons pas encore atteindre.

» Soit qu'on doive en attribuer la cause aux droits, aux règlements, à la révocation de l'édit de Nantes, ou à ces trois objets à la fois, l'effet n'en existe pas moins, et nous avons à peine la moitié des moulins qui existoient au XVII^e siècle.

» C'est en vain qu'on a voulu ranimer cette branche d'industrie par l'augmentation des droits d'entrée sur les papiers et des droits de sortie sur nos chiffons, ou même par la prohibition entière de leur sortie : ces petites ruses politiques, dont tant d'exemples devoient avoir démontré l'insuffisance, n'ont pu ni

(1) A Farges, en juin 1633, création d'un office « de controleur, visiteur et marqueur de papiers en chacune ville, bourg, bourgade et hameau où se fait le papier. » — Ces lettres-patentes furent enregistrées à Paris, à la Cour des aydes, le 8 mai 1634. (Guénois, *Table chronologique*, p. 175.)

détruire les papeteries étrangères, ni rétablir les nôtres : la supériorité des papiers de Hollande a maintenu leur débit malgré l'augmentation du prix, et la contrebande a su braver la prohibition et les droits prohibitifs.

» Il paroît, d'après ce court exposé, que nous n'avons pas choisi les moyens les plus propres à favoriser les progrès de la papeterie; et l'on seroit même tenté d'en conclure qu'il faut prendre le contre-pied de ce qu'on a fait jusqu'ici, c'est-à-dire supprimer les droits et règlements.

» A l'égard du premier objet, il n'est personne qui doute que la suppression des offices et l'exemption de tous droits sur les papiers nationaux ne fût avantageuse à nos fabricants. Ainsi on se bornera à examiner si l'abrogation des règlements de 1739 et 1744 seroit utile ou non à l'accroissement de nos fabriques.

» Les arrêts et règlements sur les papeteries roulent sur deux objets : la fabrication et le commerce, etc. »

En résumé, l'auteur, qui étoit alors inspecteur des manufactures de la généralité de Limoges, et qui, depuis 1769, avait, d'après les ordres de Trudaine, étudié avec soin les procédés français et étrangers, conseillait l'établissement d'une école publique de papeterie dans un des moulins du Limousin ou de l'Auvergne, pour y former des élèves praticiens sous la direction d'un homme versé dans la pratique des Anglais et des Hollandais (4).

Non-seulement ce projet fut repoussé, mais encore l'abbé Terray, dont la fâcheuse influence pendant son court ministère a été si bien exposée, en 1859, par M. d'Hugues, p. 476 et suiv. de son *Essai sur l'administration de Turgot*, fit rendre deux arrêts plus prohibitifs et plus réglementaires encore, les 24 août 1771 et 24 juin 1772, dont l'application dans l'Angoumois surtout souleva de vives plaintes. — Cela ressort de plusieurs pièces qui

(1) Il résulte de la lettre de M. Desmarest reproduite plus loin que si, dans son rapport écrit à la même époque, ce dernier proposa de fonder cette institution en Auvergne, dans le moulin à papier d'un sieur Gonin, libraire de Clermont, c'est qu'il n'espéroit plus voir se réaliser un projet concerté avec M. Parbou, imprimeur à Limoges, qui, pour sa sécurité, sollicitait l'octroi préalable de quelque privilège : sans ces retards, l'école pratique de papeterie aurait sans doute été installée, près de Limoges, dans une propriété cédée par Turgot, les Courrières, transformée en papeterie l'année suivante, comme nous le dirons bientôt.

figurent au dossier A-784, telles que : 1^o deux lettres de Terray à Turgot des 12 septembre 1774 et 25 février 1772 pour lui reprocher sa nonchalance à exécuter lesdites déclarations royales; 2^o d'un rapport du 28 janvier 1772 par le sieur de Pommeau père, directeur des aides, et partant chargé de visiter les magasins des papiers et cartons d'Angoulême; 3^o d'une pétition du 14 août 1773, signée des chefs des principales maisons d'Angoulême, MM. Emmanuel Sazerac, J.-L. Dervaud et les frères Henry, F.-R. Gilbert, N. et V^{re} Treneau.

En adressant cette humble requête à Turgot, M. de Boisbedeuil, son subdélégué dans cette élection, après avoir rappelé l'importance de la fabrique et du commerce d'Angoulême pour le port de Rochefort, surtout en présence de la continuation des mauvaises récoltes de vin et de la diminution du débit des eaux-de-vie par suite de la concurrence de celles d'Espagne, osa ajouter : « Si tous ces échecs combinés et réunis ne réduisent pas cette province à la mendicité, je serai obligé de convenir qu'elle a des ressources inépuisables, et qu'on a bien fait de lui faire supporter le double et même le triple des impositions qui se lèvent sur les taillables des généralités voisines ».

En effet, le commerce du papier était tout près de sa chute : les fabriques de Saint-Junien étaient déjà tombées; celles de Saint-Léonard et de Limoges épuisaient leurs approvisionnements pour cesser ensuite. Mais les quatre régisseurs des nouveaux droits écrivirent de Paris, le 24 septembre 1773, à M. de Pommeau de passer outre, et celui-ci signifia, le 29, cet ordre à M. de Boisbedeuil, en le priant de signer les registres, et de recevoir enfin le serment de son fils, commis par lui à cet exercice : ce qui eut lieu.

Turgot, devenu ministre à son tour en 1774, et voulant relever les papeteries du royaume, demanda des renseignements sur leur situation. Sa lettre du 26 avril 1776 fut, suivant l'usage, communiquée, le 3 mai, par le nouvel intendant de Limoges, au géomètre Cornuau (1), afin qu'il eût à y répondre. Celui-ci commença de suite une enquête, à laquelle les fabricants se refusèrent dès que la chute de Turgot fut connue à Angoulême, le 17 du même mois de mai.

Cependant Cornuau leur fit entendre raison, et son travail

(1) Cet ingénieur a joué un rôle considérable dans cette généralité : on regrette de voir son nom absent des biographies locales.

put être transmis par l'intendant au nouveau contrôleur général le 4^{er} juillet suivant.

Il existait alors mille cinquante-six cuves en France, et mille deux cents en 1789.

Je n'affirmerai pas que l'*État* (anonyme) *des moulins à papier existants dans la généralité de Limoges* qui se trouve dans la liasse A-284 soit la copie de celui de 1776 par Cornuau : ce manuscrit sans date, étant annoté en marge de la main de Turgot lui-même, n'a pu, d'après les faits précédents, être connu de ce ministre ; partant ce travail avait dû lui être remis avant 1769, lorsqu'il était encore intendant du Limousin, par Desmarest, auquel Turgot avait confié dès 1764 l'inspection des manufactures de sa généralité. En effet, il n'y est pas question de la papeterie des Courrières, ouverte par le sieur Barbou de La Valette en 1770, ainsi que l'a déclaré l'abbé Legros (*loc. cit.*), et ainsi que cela résulte de la teneur d'une lettre écrite de Clermont, sans doute par Desmarest, à Turgot. Comme ce dernier document est très-important pour l'histoire des sciences et des arts, je le donnerai ici en entier :

« Ce 27 juin 1769.

» MONSIEUR ,

» Je crois devoir vous faire observer que la mort de M. de Bacalan (1) retardera beaucoup la signature des deux arrêts de M. Barbou si vous ne prenez pas cette affaire en considération.

» Je ne vois passans peine ces délais successifs, qui retarderont la construction d'un moulin dont j'ai besoin pour y faire exécuter toutes les opérations projetées, et par conséquent les avantages qui peuvent résulter de ces expériences.

» J'ose vous recommander cette affaire, qui roule actuellement sur vous, maintenant que M. de Bacalan n'y est plus. Il avoit pris fort à cœur toute cette affaire et bien d'autres qui ou n'auront pas d'exécution ou languiront long-temps. Pour celle-ci, elle est trop avancée : cependant la réforme de la rédaction des deux arrêts, qu'a entreprise M. Bruyard (2), pourrait apporter de nouveaux obstacles à la signature si vous ne daignez demander

(1) Inspecteur général des manufactures de France sous Trudaine.

(2) Premier commis de M. Trudaine, chef de l'administration des ponts-et-chaussées, c'est-à-dire du bureau du commerce et des manufactures.

vous-même un rendez-vous à M. Trudaine pour terminer tout, et lever les difficultés.

» Je vais visiter cette semaine les papeteries de l'Auvergne, qui sont moins parfaites que celles de l'Angoumois : les opérations de l'histoire naturelle me retiendront, je pense, presque tout le mois de juillet : ainsi je ne compte aller en Vivarais que dans le mois d'août, et visiter en même temps les mines de charbon de Forest, et parcourir tous les environs. Au reste, je me rendrai le plus tôt qu'il sera possible à Limoges dès que je saurai que vous y êtes rendu. J'ai déjà fait quelques courses avec M. de Monthion sur les montagnes, et nous allons aujourd'hui à Volvic. Si vos excursions en Limousin peuvent vous entraîner vers le Mont-d'Or (*sic*), je serai très-aise de vous servir de *cicerone* pour la visite de toutes ces merveilles.

» J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur, votre très-humble serviteur,

» DESMAREST.

» P. S. — Je vous prie de faire remettre à la petite-poste la lettre ci-jointe. »

III. — STATISTIQUE.

Quel que soit l'auteur de l'*État des papeteries de l'intendance de Limoges en 1769*, cette vieille statistique m'a servi à dresser le tableau final suivant, qui montre combien l'industrie des papiers était développée dans ce pays il y a moins d'un siècle. Je terminerai par quelques considérations générales, puisées à la même source, et par des détails sur un de ces inventeurs obscurs dont les services ne doivent pas rester ignorés plus long-temps.

La décadence manifeste de nos papeteries n'est pas moderne si l'on compare la situation ancienne que je lui assigne avec celle qu'elle avait déjà en 1808, d'après la *Statistique du département de la Haute-Vienne*, où se trouve un travail synoptique, analogue au nôtre, mais seulement pour les trois arrondissements de Limoges, Bellac et Rochechouart. On n'y comptait plus que 33 moulins, ou 47 cuves, produisant l'une dans l'autre 1,300 rames de papier, soit par an, pour l'ensemble, 61,400 rames, du poids moyen de 7 kil. 1/2 chacune. On devra encore comparer ces résultats avec ceux publiés par les auteurs de la *Statistique de la France* en 1811.

ÉLECTIONS.	SUB-DÉLÉGATIONS.	MOULINS.	DISTANCE AU CHEF-LIEU.	EXPLOITANTS.	CUVS	GENRE DE FABRICATION.
LIMOGES (a)	LIMOGES.	Richard.....	1.	Sr Brunier.....	2	On fabrique généralement, dans tous les moulins des trois subdélégations de Limoges, Saint-Junien et Bellac, du carré fin limousin, du carré moyen pour l'impression et très-peu d'autres sortes.
		Le Buis.....	1	Sr Devoyon.....	1	
		Idem.....	1	Sr Fournier.....	1	
		Cailland.....	1	Sr Romanet.....	2	
	SAINT-JUNIEU	Le Palais.....	1	Sr Morensanne (*)	1	Petit-raisin et nom-de-jésus. Petit-raisin. Papier au soleil, petit-raisin, grand-fleur-de-lis et chapelet. Petit-raisin. Chapelet, nom-de-jésus, raisin et fleur-de-lis.
		St-Priest-Taur.	2	Sr Lamberterie..	1	
		Graterole.....	1/2	Sr de Graterole..	1	
		Idem.....	1/2	Sr de Graterole..	1	
	BELLAC. LA SOUTERR.	Rochebrune.....	1/2	Sr Bernard.....	1	Grand-chapelet, nom-de-jésus et raisin de deux sortes. Fleur-de-lis, raisin de deux sortes et papier trace. Petit-raisin. Idem. Papier raisin de deux sortes.
		Baledent.....	2	Sr Ardent.....	1	
		St-Sulpice-Laur.	4	Sr Champot (*)..	1	
		Bersac.....	8	Sr Catinau (*)..	1	
	ST-LÉONARD	Farebout.....	1	Sr Leblols.....	1	Papier raisin double-fin et double-moyen. Papier raisin de deux sortes, papier ser-pente, bulle et trace. Papier lombard et raisin de trois sortes. Raisin de deux sortes.
		Idem.....	1	Sr Fargeaud.....	1	
		Idem.....	1	Sr Beure.....	2	
		Petit-Farebout..	1	Sr Lajournard...	1	
		Beaufort.....	1	Sr de Beaufort...	1	Fleur-de-lis, raisin de deux sortes et papier trace. Petit-raisin. Idem. Papier raisin de deux sortes.
		St-Mornot....	1	Sr Tardivet.....	1	
		Chez-Magnelaud	1	Sr Tardivet.....	1	
		Chez-Giraud. ...	1	Sr Daniel.....	2	
		Chez-le-Pénitent	1	Sr Mabaret.....	1	Papier raisin double-fin et double-moyen. Papier raisin de deux sortes, papier ser-pente, bulle et trace. Papier lombard et raisin de trois sortes. Raisin de deux sortes.
		Leguet.....	3/4	Sr Boudaud (*)..	1	
		Chez-le-Marchand	3/4	Sr de Monfayon..	1	
		Chez-Cadillac...	1/2	Sr Vacquant (*)..	1	
		La Roche.....	1/2	Sr Nicard.....	1	Papier raisin double-fin et double-moyen. Papier raisin de deux sortes, papier ser-pente, bulle et trace. Papier lombard et raisin de trois sortes. Raisin de deux sortes.
		Ballot.....	1/2	Sr Fraisselx.....	1	

BOURGA-NEUF (b).... TULLE (c)....	Pontée.....	2	Sr Chaput.....	1	Papier fleur-de-lis, raisin et lombard ¹ .
	Lagias.....	3	Sr Beaufort.....	1	Papier raisin et fleur-de-lis.
	L'Artige-aux-M.....	1	Sr Dupetit.....	1	Papier raisin de deux sortes.
	Las Vergnas.....	2	Sr d'Alème.....	1	Papier raisin de trois sortes.
	Bols-Verd.....	3	Sr Fargeaud.....	1	Carré fin.
	Bourdeix.....	1	Sr Chaput.....	1	Papier raisin de deux sortes.
	Brayard.....	1	Sr Vallière-de-Si-vergnac.....	1	Papier raisin et nom-de-jésus.
	Vernon.....	1	Sr Gay de Vernon.....	1	Papier chapellet et raisin de deux sortes.
	Sampinet.....	1	Sr Colet.....	1	Papier raisin de deux sortes.
	Bourga-neuf.....	1/4	Sr de Morelhanes.....	1	Papier jésus et chapellet.
UZERCHE.....	Lapierre.....	1/4	Pierre Daubé.....	1	Papier d'Amsterdam, trace et petit-cartier-fin.
	Couleau.....	1/2	Fr. La Combe (*)	1	Papier d'Amsterdam, fleur-de-lis et grand-format.
	L'Official.....	1/2	Noël Mazin.....	1	Papier d'Amsterdam fin et grand-format.
	Soleil.....	1/2	Ant. Béronie (*)	1	Papier d'Amsterdam, fleur-de-lis, carré fin et grand-format.
	Melon.....	1/2	Sr La Combe.....	1	Grand-format et papier-cartier.
	Pezac.....	3/4	Sr Buiffière (*).....	1	Papier trace, fleur-de-lis et petit-jésus.
	La Selve.....	3/4	Sr Buiffière (*).....	1	Papier d'Amsterdam, fleur-de-lis, petit-jésus et trace.
	Coupe-Gorge.....	3/4	Ant. Vergne (*)..	1	Papier d'Amsterdam, petit-jésus et grand-format.
	Goute-Neygre... Vigeois.....	1/2 1	 Sr Cibot.....	1 1	Ce moulin est vacant. Papier à sucre bleu et violet, façon de Hollande, et papier propre à calfater les navires. « Le propriétaire du moulin est parvenu par des essais multipliés à égarer les Hollandais dans la fabrique de ces sortes de papier; il est en état de soutenir la concurrence par la qualité de ses produits. » (Note de TURGOR.)
ANGOULÊME (d).....	Bourisson.....	3/4	Veuve Jeudy.....	1	Papier superfin, fin et moyen, et papier de poste.
	Poulet.....	1	Sr Gilbert.....	1	Papier d'impression fin et moyen.
	Cattier.....	1/2	Sr Dubois (*).....	1	Idem.
	Bruty.....	3/4	Sr Texier.....	1	Papier à la tellière, à l'écu; papier de compte grand, moyen et petit, de l'impérial, du royal grand et petit, et du cartier.

N. B. — Les personnes dont le nom est précédé d'un astérisque ne sont que locataires des moulins qu'elles exploitent.

ÉLECTIONS.	SUB- DÉLÉGATIONS.	MOULINS.	DISTANCE AU CHEF-LIEU.	EXPLOITANTS.	CUVRES.	GENRE DE FABRICATION.
		L'Estrade.....	1. 3/4	Sr Texier.....	1	Papier couronne, pompon, impérial, au griffon, à l'écu, à la fleur-de-lis, et du papier d'impression.
		Girac.....	2	Sr Dubois (*)....	1	Papier depuis le petit-cornet, qui pèse 10 livres, jusqu'à l'impérial de 60 livr. la rame.
		St-Michel.....	1 1/2	Emman. Sazerac	1	Papier moyen d'impression, du carré et du raisin du poids de 16 livres la rame.
		Martinet.....	1 1/2	Emman. Sazerac	1	Idem.
		Montbron.....	1 1/2	Sr Dupommeau..	2	Papier d'écriture et d'impression en grandes sortes, du super-royal de 60 livres la rame.
		Chantoiseau....	1 1/2	Emman. Sazerac	1	Papier moyen d'impression et du carré.
		La Roche-Andry	2	V. Grateron (*)..	1	Papier de compte et d'impression.
		Tude-Bœuf.....	2	Sr Dervaud et	1	Toutes sortes de papiers blancs depuis 9 liv. jusqu'à 90 liv. la rame.
		La Courade.....	2	Henry.....	1	Idem.
		Beauvais.....	5/4	Sr Durand (*)....	2	Grand et petit papier de compte, impérial, fin-royal, grand-cornet, papier fin de double-lis et à l'écu.
		Chez-Martin....	5/4	Sr Durand (*)....	1	Idem.
		L'Abbaye.....	5/4	V. Treneau (*)..	1	Papier superfin, fin, de 9 livres à 90 livres, et moyen de 9 livres à 25 livres la rame.
		Colas.....	5/4	Sr Dervaud et	1	Toutes sortes de papiers blancs, depuis 9 livres jusqu'à 90 livres la rame.
		Barillon.....	5/4	Henry.....	1	Papier carré-moyen et papier raisin de 16 livres à la rame.
		Nersac.....	2	Emman. Sazerac	2	Papier superfin, fin et moyen.
		Marchaix.....	3	Veuve Treneau..	2	Papier raisin et d'impression.
		Palulle.....	1	Sr Balluet.....	1	Papier d'impression et carré moyen.
				Sr Clervaud.....	1	

RÉCAPITULATION.

LIMOGES.....	8	}	40
SAINT-JUNIEN.....	3		
BELLAC.....	1		
LA SOUTERRAINE. . .	2		
SAINT-LÉONARD.....	26	}	1
BOURGANEUF.....	1		
TULLE.....	9		
UZERCHE.....	1		
ANGOULÊME.....	25	}	25

76 cuves.

TOTAL des cuves de la généralité de Limoges :

OBSERVATIONS.

(a) *Élection de Limoges.* — Les papeteries des environs de cette ville indiquées au tableau précédent étaient établies sur les bords de la rivière de Vienne, depuis le moulin Moreau ou de Pabot. M. Romanet du Caillaud, ancien maire de Limoges, en avait une considérable dans son fief du Caillaud, paroisse d'Isle.

D'après les notes de Legros, évidemment postérieures à celles de Desmarest, retouchées par Turgot, on distinguait encore les moulins des sieurs Fournier et Brunier, et de M. Devoyon du Buisson, trésorier de France: « Mais, ajoute Legros, ce n'est pas les seules ni même les principales : celle qui a le plus d'activité est établie sur un ruisseau, près de l'Aurance, au lieu des Courrières, à une lieue de Limoges. Elle appartient au sieur Barbou de La Valette, imprimeur du roi (4), qui n'a rien épargné pour lui donner toute l'activité possible. Il tâche même de l'égalier aux belles papeteries d'Angoulême, dont on trouvera une description exacte dans les *Observations sur l'Angoumois* de M. Etienne Munier, inspecteur des ponts-et-chaussées (2), en 2 vol. in-8, 1779 ». — Enfin, pour clore ce qui concerne les papeteries du Limousin proprement dit, je rappellerai l'annonce de la formation, par le sieur Oudart, fabricant de papier à Limoges, d'une société pour le même objet, conjointement avec MM. Laplaigne et Limousin, marchands et fabricants de papier marbré dans cette même ville. (*Feuille hebdomadaire de 1776*, n° 48.)

(b) *Élection de Bourgneuf.* — Grâce à la paille, dont on prive ainsi l'agriculture, cette localité a vu renaître, il y a 5 à 6 ans, une vieille industrie, qui y remonte peut-être au commencement du xvi^e siècle, d'après le Pouillé de Nadaud, cité plus haut.

(c) *Élection du Tulle.* — Les ruisseaux qui font aller les moulins

(1) Barbou (Martial III) dit de La Valette, puis des Courrières en 1704, fut imprimeur à Limoges de 1749 à 1789.

(2) La Bibliothèque Impériale possède cet ouvrage, qui est une bonne statistique de l'Angoumois. Le T. I, p. 282 à 289, traite du *commerce du papier*, et le T. II, p. 345 à 383, de la composition d'une papeterie, etc., d'après Desmarest.

de l'arrondissement de Tulle, suivant le rapport de 1769, sont souvent troublés par les inondations, et sujets à manquer d'eau dans l'été : aussi chaque cuve n'est-elle fournie de pâte que par 5, 7 ou 8 piles.

Les fabricants sont obligés de louer des magasins à Tulle pour y déposer leurs papiers, attendu le peu de bâtiments qu'il y a dans chaque moulin (1).

Mais les papiers reçoivent tous leurs apprêts dans chacun des moulins de la généralité de Limoges, sans qu'il soit nécessaire de les transporter ailleurs pour achever de les préparer.

On remarquera qu'il n'y a pas de papeterie dans l'élection de Brive, et que celle de Felletin fut créée par M. de Miomandre. (Voir le *Limousin monumental* de Tripon.) Cette ville en possédait deux en 1840 d'après le *Mémorial administratif de la Creuse*, n° du 42 mai.

(d) *Élection d'Angoulême.* — Avant la révocation de l'édit de Nantes, on comptait dans cette province environ 70 cuves, réduites à 30 en 1779, suivant Munier. Dix ans avant lui, d'après l'auteur du précédent état, « on estimoit dans les moulins de l'Angoumois le produit de chaque cuve à environ 1,200 rames de papier carré, pesant 1,800 livres, à raison de 45 à la rame; mais cette évaluation ne peut être qu'approximative, car on ne peut la faire soit en rames, soit en poids, parce que :

» 1° Ce qu'on nomme *cuve* varie pour le travail : il y a des cuves servies par 6, 10 et 12 piles ;

» 2° L'eau de la rivière, selon qu'elle est plus ou moins abondante, peut faire mouvoir la machine plus ou moins avantageusement pour la trituration de la peille ;

» 3° Les chiffons, suivant les sortes, sont plus ou moins facilement triturés : la pâte du papier fin n'est pas si tôt triturée que celle du papier moyen et du bulle ;

» 4° Il entre une quantité de pâte bien différente dans les différentes sortes de papiers : or, comme, dans le courant d'une année, on fabrique plusieurs sortes dont on ne peut pas avoir la quantité exacte, on ne peut pas donner au juste le résultat de cette quantité de pâte : ainsi, dans un moulin où l'on fabrique de grandes sortes de papier, on emploie beaucoup plus de pâte que dans un moulin où l'on ne fabrique que de petites et

(1) Cette dernière phrase a été biffée par Turgot.

moyennes sortes : on ne peut donc évaluer la quantité de la pâte employée dans un moulin que lorsqu'on n'y fabrique que d'une seule sorte de papier; et un moulin qui travaillerait bien, et dont la cuve serait fournie de pâte par 40 à 42 piles, ce qui est rare, pourrait faire 48 à 20 milliers de papier carré, pesant 46 à 47 livres par rame, en supposant qu'il travaille toute l'année, et qu'il n'arrive pas d'accident;

» 5°. Or les accidents sont très-fréquents : il faut souvent réparer les moulins, il faut les blanchir tous les six ans, ce qui suspend les travaux pendant deux ou trois mois de l'été, qui est la saison la plus favorable pour la fabrication; car on ne peut travailler pendant l'hiver lorsqu'il gèle, et lorsque l'eau est trop basse, ce qui arrive fort souvent aux environs d'Angoulême. »

On peut consulter encore les mémoires des intendants de la généralité de Limoges, notamment celui de M. de Bernages de 1698 ou 1700, etc., etc., et comparer avec les statistiques départementales de la Creuse, de la Haute-Vienne et de la Corrèze, insérées en 1844 dans la grande Statistique de la France.

En 1828, M. J.-P. Quénot, avocat, a publié une Statistique de la Charente, in-4, fig., qui renferme un bon article sur les papeteries de ce département depuis 1789. Dans un tableau, p. 479, où l'auteur rappelle, je ne sais d'après quelles preuves, les dates de création des 30 manufactures existant encore, on voit que les trois plus anciennes seraient celles de *Colas*, *Barillon* et *L'Abbaye*, remontant respectivement à 1350, 1375 et 1400. Rien d'étonnant dès lors que nous trouvions des indices du commerce des chiffons dans le voisinage, en Limousin, dès 1377.

IV. — AFFAIRE DUPOUTY.

Si les Hollandais ont la gloire d'avoir inventé les cylindres pour déchirer les chiffons, ce n'est point à Essonne, près de Corbeil, que furent établis en France les premiers appareils de ce genre par M. L'Écrevisse, mécanicien hollandais (*Turgan, loc. cit.*, p. 454), mais à Langlée, près de Montargis, en 1738, puis à Etampes en 1746, par le sieur Dupouty, originaire de Puymoyen en Angoumois, où il se retira sur ses vieux jours, après avoir fondé la papeterie de Monthron-sous-Angoulême de concert avec M. le marquis de Montalembert. (*Archives de Limoges*, A-284.)

Quoique peu fortuné, Dupouty vivait tranquille dans sa patrie, avec sa femme, Catherine Lavaux, qui s'occupait de médecine, et dont la charité était connue de Turgot, lorsqu'il reçut, vers 1760, les deux lettres suivantes, que je crois inédites, et dont l'importance n'échappera pas à mes lecteurs. Je les reproduis en entier d'après les copies conservées dans le fonds de l'intendance, et jointes par le sieur Dupouty à la suite d'un deuxième mémoire adressé à Turgot le 16 décembre 1765 ou 1766, pour lui exposer toutes ses inventions, et appuyer la demande d'une pension reversible sur sa femme en cas de survivance, et prise sur les tailles ou autres impositions de l'élection d'Angoulême.

Nous dirons ensuite pourquoi il n'obtint pas cette faible récompense pour ses nombreux services rendus à l'industrie et partant à l'État.

« *Copie des lettres de l'Académie royale des Sciences, écrites au sieur Dupouty, par monsieur de La Lande, l'un de ses membres, dont le sieur Dupouty a les originaux.*

I.

» MONSIEUR,

» L'Académie des Sciences ayant repris avec plus d'ardeur que jamais le travail de la description générale des arts et métiers que monsieur de Romur (Réaumur) avoit cru pouvoir seul terminer, et qui est en effet très-avancé, je me suis trouvé chargé de la description du papier (1).

» L'Académie s'est rappelé, Monsieur, que, dans le premier établissement de la manufacture de Montargis [en 1738], vous aviez fait une multitude de réflexions utiles, de projets vastes, de découvertes intéressantes sur cette belle partie des arts; que vous en aviez même communiqué une partie à l'Académie [en 1749].

(1) Les biographes de cet astronome ont oublié ce fait intéressant, et la collaboration de Joseph de La Lande à la grande Encyclopédie n'est mentionnée que par ses initiales D. J. en tête de l'article *Papeterie*, complété par Louis-Jacques Goussier (T. XI, p. 384, et T. I, p. xlvj).

» En conséquence, l'Académie m'a chargé, Monsieur, d'avoir l'honneur de vous écrire pour vous engager à coopérer avec nous, et à nous communiquer ce que vous aurez de plus intéressant. Vous pouvez être assuré de notre fidélité à vous en faire honneur, de notre promptitude à le publier, de notre reconnaissance et de celle du public.

» M. de Châteaubrun, votre ami, m'a fait espérer qu'il joindroit ses sollicitations aux miennes : c'est luy qui m'a appris dans quelle retraite vous aviez caché des talents si dignes de la capitale, et qui nous a inspiré la confiance avec laquelle, tout inconnu que je sois pour vous, j'ai pris la liberté de vous écrire.

» Supposé que vous vouliez bien déférer, Monsieur, aux invitations de l'Académie et à mes prières, et qu'il vous faille quelque temps pour rassembler vos idées, je vous prie de m'apprendre en attendant ce que je dois espérer; et, si vous aviez heureusement quelque paquet considérable à nous adresser, je vous prie d'y mettre, outre mon adresse, une seconde enveloppe à monsieur de Malesherbes, premier président de la cour des aides et président de l'Académie royale des Sciences.

» Je suis avec un profond respect, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

» Signé : DE LA LANDE, de l'Acad. roy. des Sc.

» A Paris, place de la Croix-Rouge, le 19 juin 1760. »

II.

« MONSIEUR,

» La lettre dont vous m'avez honoré le 5 juillet (1) m'a donné des espérances infinies : je l'attendois avec impatience, et je ne doutois pas que votre zèle pour l'Académie ne répondît à sa confiance pour vous : aussi avois-je suspendu l'impression de *l'Art de la papeterie*, que je regardois comme fini, parce que je

(1) Cette réponse du Sr Dupouty manque; mais la suite de celle-ci montre que, dès cette époque, il croyait avoir des droits à une subvention nationale : il est probable que cette idée lui avait été suggérée par les compliments de notre académicien.

comprendois assez qu'une personne aussi consommée que vous l'êtes ne pourroit manquer de m'apprendre des choses que l'Académie entière peut ignorer.

» Je connois, Monsieur, et les services que vous avez rendus à l'État dans cette partie, et le peu de fruit que vous en avez retiré; j'avois ouï faire l'éloge de votre zèle soit dans l'Académie, soit à Montargis, où j'ai admiré vos succès : aussi vous ne devez pas douter que tout le monde ne s'intéresse pour appuyer vos propositions auprès du ministre dès que le temps sera devenu un peu plus favorable pour le faire. Mais, dans ce moment, Monsieur, vous connoissez les misères de l'État : elles sont telles que ceux d'entre nous qui n'ont que leurs pensions pour vivre sont à l'extrémité, et, assiégeant tous les jours les ministères, ne peuvent se faire entendre.

» Il est de votre générosité, Monsieur, pour le bien des arts de ne point mettre une condition si difficile aux bienfaits que nous attendons de vous.

» Daignez, Monsieur, me dire en substance sur quels objets ont roulé vos expériences dans l'art du papier. Est-ce sur le choix des matières, sur la qualité de l'eau (1), sûr le degré de fermentation, sur celui d'affinage? Ces quatre articles me paroissent renfermer presque tout l'art, et je voudrois bien avoir votre avis, en abrégé, tant en ce qui se pratique que sur ce qui devoit se pratiquer.

» J'ai été enchanté de la bonté du papier imité [de celui] de Hollande que vous avez envoyé, et qui est votre ouvrage. Il me semble que, dans le vrai, il est d'une meilleure qualité que le papier de Hollande; mais pourquoi aime-t-on mieux celui de Hollande, qui est plus cassant et qui a un œil bleuâtre? Si vous aviez voulu donner ces deux deffauts (*sic*) au vôtre, comment vous y seriez-vous pris? Tout ce que j'ai vu en grand papier à Montargis avoit le défaut de goder dans le milieu, parce qu'on n'avoit pas eu la précaution de l'étendre à plat, et qu'on avoit mis au contraire chaque feuille sur une corde à la manière ordinaire. On ne songe même pas à rendre marchande cette belle espèce de papier, parce qu'elle est trop difficile à bien faire (2).

(1) On s'imaginait alors que l'eau de mer influait sur la supériorité du papier hollandais, etc.

(2) De La Lande a fait l'éloge des pilons de Montargis inventés par

» Je vous prie aussi de me dire si vous n'auriez point connu un M. Gonin, libraire en Auvergne, qui a beaucoup travaillé sur le papier (4).

» Je finis en vous assurant, Monsieur, de la fidélité que nous aurons à vous renvoyer tous les manuscrits, mémoires, échantillons, que vous pourriez nous communiquer, et à vous faire honneur dans l'impression des bontés que vous aurez eues pour nous.

» Monsieur de Malesherbes, qui me remit votre paquet, est actuellement absent : je vous prie d'adresser à M. de Saint-Florentin (2) ce que vous pourriez avoir encore à me communiquer, et de mettre sur mon adresse : *Mémoire pour l'Académie*, afin que ce seigneur sache que nous ne nous servons de son cachet que pour le bien des sciences.

» Je suis avec un profond respect, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

» Signé : DE LA LANDE.

» A Paris, place de la Croix-Rouge, le 23 juillet 1760. »

Malgré toutes ces précautions, tous ces ménagements, il ne paraît pas que le sieur Dupouty se soit rendu aux désirs de l'Académie, car son nom n'est pas prononcé une seule fois par de La Lande. Loin de là : on y lit, à la suite de quelques mots sur la papeterie de Langlée près Montargis, cette déclaration formelle :

« Nous devons à M. Prévost, directeur de cette manufacture, les éclaircissements qui nous ont mis en état de composer cet article. » (*Encyclopédie*, in-fol., T. XI, p. 384 et suiv.)

En présence de ce mauvais vouloir de 1760, et de la conduite maladroite de Dupouty en 1765 et 1766, on comprend que l'ad-

Dupouty et de son grand papier de six pieds que les ingénieurs recherchent pour leurs cartes; Péronnet s'en servit pour dresser le plan de Montignis, etc. — Voir dans *l'Art du papier*, imprimé à Paris en 1765, l'article de *la Roue et des Maillets*, n° 38 et suiv.

(1) Il en est question dans le rapport de Desmarest en 1769, comme nous l'avons rappelé ci-dessus.

(2) Le comte de Saint-Florentin était ministre de la maison du roi Louis XV.

ministration ait cherché à être éclairée par des personnes moins intéressées. Or, parmi ses agents, elle ne pouvait faire un meilleur choix que celui de Desmarest. En effet il fut chargé, dès 1767, par Trudaine, « dont on connoît le zèle pour la perfection des arts », d'aller étudier les procédés flamands et hollandais; et ce furent ses conseils qui, adoptés par la plupart des fabricants français, rétablirent l'ancienne réputation de nos papiers d'impression surtout. Desmarest vulgarisa ses observations sous toutes les formes; mais, si l'on ne connaissait les faits précédents, relatifs au rôle *négalif* de Dupouty, on n'y saisirait nullement maintes allusions que l'auteur se permet avec un peu trop de rancune personnelle contre ceux qui s'étaient occupés de l'introduction des cylindres en France, etc. Enfin, son impartialité reprenant le dessus, il plaça au bas de la page 48 de son second Mémoire, lu à l'Académie en 1774, et imprimé en 1788, la note suivante, qui clora cette étude; car le surplus intéresse plus l'Angoumois que le Limousin : « Les reproches que je me permets *en général* méritent d'être admis et modifiés; j'en fais volontiers ici la remarque et l'aveu : j'ai fort à cœur que tout ce que m'inspire le désir de perfectionner cet art dans ma patrie ne paraisse dicté par un zèle outré..... ».

P. POYET.

Limoges, le 24 juin 1862.

CORRESPONDANCE.

Nous recevons la lettre suivante, que nous nous faisons un plaisir de publier :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» J'ai lu avec un vif intérêt dans le Bulletin de votre Société le Mémoire consacré par M. Pérathon aux tapisseries des manufactures royales d'Aubusson et de Felletin.

» Mais ce travail n'embrasse que le côté purement historique de la question. Ne serait-il pas à propos de le compléter en envisageant maintenant le côté archéologique?

» Or, sous ce nom d'archéologie, j'entends l'inventaire des tapisseries fabriquées à Aubusson et Felletin, avec l'indication des sujets représentés et des principaux caractères qui distinguent ces tapisseries, puis le relevé de tous les noms de maîtres qui ont signé leurs œuvres sur la lisière bleue ou brune de chaque pièce.

» Si la Société que vous dirigez, Monsieur le Président, ouvrirait ses Bulletins aux communications de ce genre, et faisait appel à la science et à la bonne volonté des archéologues qui s'occupent en France de tapisseries, je crois que la lacune que je constate serait bientôt remplie.

» Permettez-moi donc, Monsieur, d'appeler l'attention de la Société Archéologique du Limousin sur ce point important d'archéologie locale, et de lui adresser, pour commencer, une liste de *signatures* et quelques notes qui me sont personnelles.

» Je saisis avec empressement cette occasion pour faire part à la Société de sept inscriptions limousines que j'ai recueillies à Rome l'année dernière.

» Si la Société me fait l'honneur d'insérer ces notes et ces ins-

criptions dans son Bulletin, je lui saurais gré de vouloir bien m'adresser un exemplaire de la livraison qui les contiendra.

» Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de tous mes sentiments respectueux et dévoués.

» X. BARBIER DE MONTAULT,

» Chanoine de la basilique d'Anagni.

» Poitiers, le 3 mai 1863. »

SIGNATURES DE QUELQUES TAPISSERIES.

Manufacture d'Aubusson.

1° Joseph vendu par ses frères (*à la cathédrale d'Angers*) :

A & B
M B¹ DAVBVSSON

2° Joseph sur un char de triomphe (*ibidem*) :

A & B
B M DAVBVSSON

3° Verdure (*Poitiers, rue St-Paul*) :

L B² M. R.³ DAVBVSSON

4° Verdure (*ibidem*) :

M. R. DAVSSON. L B

5° Verdure (*ibidem*) :

M. R. DAVBUSSON. L. B

6° Verdure (*cathédrale d'Angers*) :

M. R. DAVBVSSON. DE. L.⁴

¹ Michel Barbat, vers 1605.

² Louis Boffinet, vers 1732.

³ Manufacture royale.

⁴ De Landrière (J.), vers 1665.

7° Chinoiserie-verdure (*ibidem*) :

M. R. DAVBVSSON. MACÉ. ET. PICON¹

8° Verdure (*ibidem*) :

. DE. L M. R.² DAVBVSSON

9° Mythologie (*cathédrale d'Angers*) :

A ♣ B³

10° Mythologie (*ibidem*) :

A. B ♣

11° Mythologie (*ibidem*) :

A. B ♣

12° Mythologie (*ibidem*) :

A ♣ B

13° Mythologie (*ibidem*) :

A. B ♣

14° Mythologie (*ibidem*) :

A. B

15° Sujet champêtre (*château de Moris, Vienne*) :

VITRA.⁴ M. R. D'AVBVSSON

16° Scène champêtre (*ibidem*) :

M. R. DAVBVSSON. VITRA

17° Scène champêtre (*ibidem*) :

ITRA. M. R. DAVBVSSON

18° Sujet historique (*à l'église de La Daguenière, Maine-et-Loire*) :

M * ROYALLE * D'AVBVSSON

19° Verdure (*à Angers, chez M. Huet*) :

'C.⁵ M. R. DAVBVSSON

¹ Jean-François Picon, de 1748 à 1760.

² De la Manufacture royale.

³ Antoinette Barbat, vers 1722.

⁴ Jean de Vitract, vers 1697.

⁵ Chemeton ? vers 1746.

20° Songe de Joseph (à *Angers*, chez *M. Legris*) :

. M. R.

21° Joseph dans la citerne (*ibidem*) :

H. G. MR DAVBUSSON

22° Joseph vendu par ses frères (*ibidem*) :

H GOV....¹ M. R DAVBVSSON

23° Explication du songe de Pharaon (*ibidem*) :

M * R * DA(V)BVSSON. H. O²

24° Coupe retrouvée (*ibidem*) :

M. R. DAVBVSSON. H. G

25° Triomphe de Joseph (*ibidem*) :

.....ON³ * H G

26° Zacharie au temple (*hôpital St-Jean*, à *Angers*) :

P M R D⁴

27° Baptême de N.-S. (*ibidem*) :

P. G.⁵ M. R. DAVBVSSON.

28° Décollation de saint Jean (*ibidem*) :

P. GRELLET. M. R. DAVBVSSON.

29° Saint Jean buvant du poison (*ibidem*) :

. P. G. M. R. DAVBVSSON.

30° Saint Jean à la porte Latine (*ibidem*) :

. P. G. M. R. DAVBVSSON.

31° Verduze (*chapelle des Pénitentes*, à *Angers* (XVII^e s.) :

M. R DAVBVSSONIM⁶

¹ Goubert?

² *Sic.*

³ Manufacture royale d'Aubusson.

⁴ Pierre. Manufacture royale d'Aubusson.

⁵ Pierre Grellet, vers 1769.

⁶ Jean Maillat, vers 1698.

32° Verduze (à Poitiers, chez un fripier) :

M R DAVSON

33° Verduze (*ibidem*) :

DAVBVSON

Manufacture de Felletin.

Verduze (à Lasse, Maine-et-Loire) :

M R¹ DE FELETIN P. MIGOT²

INSCRIPTIONS LIMOUSINES A ROME.

1.

Inscription commémorative du retour du saint siège à Rome, sous le pontificat de Grégoire XI, moulée en stuc doré, dans une des chambres Borgia, par les soins de Léon X, au Vatican :

GREGORIVS XI

CVRIAM

E GALLIIS

ROMAM

REDVXIT

2.

Inscription peinte au-dessous d'une fresque de Vasari dans la salle ducale au Vatican (xvi^e siècle) :

GREGORIVS. XI. PATRIA. LEMOVICENSIS. ADMIRABILI.
DOCTRINA. HVMANITATE. ET. INNOCENTIA. VT. ITALIAE.
SEDITIONIBVS. LABORANTI.

MEDERETUR. ET. POPVLOS. AB. ECCLESIA. CREBRO.
DESILIENTES. AD. OBEDIENTIAM. REVOCARET. SEDEM.
PONTIFICIAM. DIVINO. NVMINE.

¹ Manufacture royale.

² Pierre Migot, vers 1745.

PERMOTVS. AVENIONE. ROMAM. POST. ANNOS. LXXI.
 TRANSTVLIT. SVI. PONTIFICATVS. ANNO. SEPTIMO. HV-
 MANAE. SALVTIS. M. CCC. LXXVI.

3.

Épitaphe de Grégoire XI, gravée sur son tombeau, par ordre de la municipalité romaine, dans l'église de Ste-Françoise, au Forum (1584):

CHR. SAL.¹

GREGORIO XI LEMOVICENSI

HVMANITATE DOCTRINA PIETATEQ² ADMIRABILI

QVI VT ITALIAE SEDITIONIBVS LABORANTI MEDERETUR

SEDEM PONTIFICIAM AVENIONI DIV TRANSLATAM

DIVINO AFFLATVS NVMINE HOMINVMQ MAXIMO PLAVSV

POST ANNOS SEPTVAGINTA ROMAM FELICITER REDVXIT

PONTIFICATVS SVI ANNO VII

S P Q R³ TANTAE RELIGIONIS ET BENEFICII NON IMMEMOR

GREGORIO XIII PONT OPT MAX⁴ COMPROBANTE

ANNO AB ORBE REDEMPTO DIC IOLXXXIII POS⁵

IOANNE PETRO DRACO

CYRIACO MATTHAEO COSS⁶

IO⁷ BAPTISTA ALBERO

THOMA BVBALO DE CONCELLARIIS PRIORE

4.

*Épitaphe d'Étienne Limousin, gravée sur une dalle effigée et armoriée :
 de aux ciseaux de, dans l'église de la Trinité-des-
 Monts (1549):*

. D. O. M.⁸

HIC. IACET. STEFANO. LEMOSININO

¹ Christo Salvatori.

² Pietateque.

³ Senatus populusque romanus.

⁴ Pontifice optimo maximo.

⁵ Posuere.

⁶ Consulibus.

⁷ Joanne.

⁸ Deo optimo maximo.

GALLO QVI VIXIT. AN.¹ XXXIII OBIT
 OCTAVA MARTII. M. D. XLVIII.
 LVCRETIÆ² DE VACHIS VXOR B. M.³ LVGENS. P.⁴

5.

Építaphe et fondation d'Antoine Muret, dans l'église de la Trinité-des-Monts (1585).

D O M S⁵
 M.⁶ ANTONIVS. MVRETVS. LEMOVIX
 AD. DEI. MISERICORDIAM. OBTINENDAM
 PIORVM. PRECIBVS. ADIVVARI. CVPIENS
 CORPV8. SVVM. POST. MORTEM. HOC. LOCO
 SEPELIRI. IVSSIT
 ADTRIBVTIS. MILLE. SCVTATIS. HVIVS
 MONAST. SODALIB. IMPOSITOQ.⁷ ONERE
 PERPETVI ANNIVERSARII
 NICOLAVS. DE. PELLEVR. CARD. SENONEN⁸
 TESTAM. EXECVT.⁹ PONI. MAND¹⁰
 VIXIT. ANN.¹¹ LIX. MEN.¹² II. OBIT. PRID. NON. IVN¹³
 CIO IOLXXXV

(*Armoiries :*)

De à une fasce de accompagnée en chef d'une étoile
 de et en pointe de trois feuilles de houx de 2 et 4.

¹ Annis.

² Sic.

³ Bene merenti.

⁴ Posuit.

⁵ Deo optimo maximo sacrum.

⁶ Marcus.

⁷ Monasterii sodalibus (les Minimes), impositoque.

⁸ Cardinalis Senonensis.

⁹ Testamenti executor.

¹⁰ Mandavit.

¹¹ Annis.

¹² Mensibus.

¹³ Pridie nonas junli.

Sur la même dalle est gravée l'építaphe de M.-Ant. Muret, neveu du précédent, et mort en 1586 :

M. ANT.¹ MVRETO. MAGNI HVIVS MVRETI
FRATRIS. FILIO. AETATE QVIDEM. ET
NOMINIS CELEBRIT.² MINORI. SPE. AVTEM
ET. EXPECTATIONE. PROPE. PARE
IMMATVRA. MORTE. PRÆREPTO
LVDOVICVS. RIVALDVVS. LEMOVIX. ET
M. ANT.³ LANFRANCVS VERONEN.⁴ RIVS
TESTAMENTO AD PIAS CAVSAS FACTO
SCRIPTI. EXECVTORES POSS⁵
VIXIT. ANN. XVI. MEN. V. OBIIT. PRID NON. OCT⁶
CIO IOLXXXVI

6.

*Építaphe de François de Rochechouart de Mortemart, mort en 1592,
à l'âge de 22 ans, dans l'église de St-Louis-des-Français :*

D O M⁷
FRANCISCO RVPISOARDO
MORTEMARTO ADOLESCENTI
GALLO NOBILISS. ET OPT.⁸
QVVM PIA MATER IOANNA
DE SAVLX A TAVANNES
EX CIVILIVM BELLORVM
FLAMMIS BREPTVM ROMAM
AD PERDISCENDAS PACIS
BELLIQ⁹ ARTES MISERAT
SÆVA PLEVITIDE ABSVMTO

¹ Marco Antonio.

² Celebritate.

³ Marcus Antonius.

⁴ Veronensis.

⁵ Posuere.

⁶ Pridie nonas octobris.

⁷ Deo optimo maximo.

⁸ Nobilissimo et optimo.

⁹ Bellique.

7.

Anathème lancé par Grégoire XI contre les violateurs du monastère des Olivitains, à Ste-Françoise-Romaine, au Forum :

(Cette inscription, en majuscules de la fin du xv^e siècle, doit reproduire une inscription plus ancienne.)

ANATHEMA GREGORII
 PAPE. XI. IN IVDICIO. NO¹
 RESVRGAT. DANATVS²
 MALE PEREAT CV³ IVDA
 INIQVO PARTE⁴ HABEAT
 SI QVIS HVNC LOC⁵
 QVO VISMODO⁶ SIVE
 INGENIO. VIOLARE
 PRESVMPSERIT
 A. D.⁷ M. DCCXXI.⁸

¹ Iudicio non.

² Damnatus.

³ Cum.

⁴ Partem.

⁵ Locum.

⁶ Sic.

⁷ Anno Domini.

⁸ Cette date 1721 indique seulement l'époque à laquelle cette inscription a été placée près la porte d'entrée du monastère : son écriture est différente.

OUVRAGES

PUBLIÉS

PAR LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN.

- LE LIMOUSIN HISTORIQUE, Histoire générale de l'ancienne province du Limousin, par Ach. LEYMARIE. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Langle, 1837-1839.
- MÉMOIRE SUR LE MONUMENT CONNU SOUS LE NOM DE *BON MARIAGE*, par l'abbé TEXIER. — Br. in-4, avec deux lith. — Limoges, chez Darde, 1840.
- VIES DE St ISRAEL ET DE St THÉOBALD, par l'abbé TEXIER. — In-8. — Limoges, chez Blondel, rue du Consulat, 1841.
- NOTICE HISTORIQUE SUR LES ÉMAUX, LES ÉMAILLEURS DE LIMOGES, ET LES PROCÉDÉS DE FABRICATION EN USAGE A LIMOGES, par Maurice ARDANT. — Br. in-8. — Limoges, Chapoulaud frères, 1842.
- ESSAI HISTORIQUE ET DESCRIPTIF SUR LES ÉMAILLEURS ET LES ARGENTIERES DE LIMOGES, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 288 pages avec deux planches. — Poitiers, chez Saurin, 1843.
- MÉMOIRE SUR LES-OPÉRATIONS MILITAIRES DES GÉNÉRAUX EN CHEF CUSTINE ET HOUCHARD PENDANT LES ANNÉES 1792 ET 1793, par le baron GAY DE VERNON. — Un vol. in-8 de 344 pages. — Paris, chez Firmin Didot, 1844.
- HISTOIRE DU LIMOUSIN (Histoire spéciale de la Bourgeoisie), par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Ardillier fils, 1846.
- HISTOIRE DE LA PEINTURE SUR VERRE EN LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — In-8 de 120 pages avec planches. — Limoges, Chapoulaud frères, 1847.
- NOTICE SUR LE TOMBEAU DE SAINT JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-8 avec 3 planches. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1847.
- CHRONIQUE DE MALEU, chanoine de St-Junien, mort en 1322, publiée pour la première fois avec des notes explicatives, et suivie de DOCUMENTS HISTORIQUES SUR LA VILLE DE St-JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Un vol. in-8 de 264 pages. — St-Junien, chez Barret, 1847.
- CATHÉDRALE DE COLOGNE, par Félix de VERNEILH. — Un vol. in-4 de 80 pages et 3 planches. — Paris, chez V. Didron, 1848.
- DES OSTENSIONS, par Maurice ARDANT. — In-48 de 180 pages. — Limoges, chez Barbou frères, 1848.
- L'INDICATEUR LIMOUSIN, guide de l'étranger à Limoges et dans ses environs, par Maurice ARDANT. — In-48. — Limoges, Mart. Ardant frères, 1848.
- HISTOIRE DES PAYSANS EN FRANCE, par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Paris, chez Dumoulin; — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1849.
- MANUEL D'ÉPIGRAPHIE, suivi du RECUEIL DES INSCRIPTIONS DU LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 380 pages, avec 28 planches. — Poitiers, chez Dupré, 1851.
- POÉSIES DE JACQUES DORAT, archidiacre de Reims, par Auguste Du Bors. — In-8 de 52 pages. — Limoges, chez Ardillier, 1851.

- ÉTUDES HISTORIQUES SUR LES MONASTÈRES DU LIMOUSIN, paraissant par livra-
 par l'abbé ROY-PIERREFITTE.
- LE JEUNE NUMISMATISTE, par Maurice ARDANT. — Un vol. in-12, de 252 pages.
 Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- CHATEAU DE CHALUSSET (description et documents historiques), suivi de QUELQUES
 NOTES SUR L'ÉGLISE DE SOLIGNAC, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 56 pages.
 Limoges, chez Ardillier fils, 1851.
- SAINT-PIERRE-DU-QUEYROIX DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-8 de 100 pages.
 — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- L'ARCHITECTURE BYZANTINE EN FRANCE, par Félix de VERNEILH. — Splendide vol.
 in-4 de 316 pages, orné de 22 magnifiques gravures. — Paris, chez Didron, 1852.
- HISTOIRE DE LA CATHÉDRALE DE LIMOGES (première partie), par l'abbé ARBELLOT.
 In-8 de 80 pages. — Paris, chez Didron, 1852.
- REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE LA HAUTE-VIENNE, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-18.
 Limoges, chez Ducourtieux, 1852 et 1855.
- BIOGRAPHIE DES HOMMES ILLUSTRES DE L'ANCIENNE PROVINCE DU LIMOUSIN, par
 Auguste Du Boys et l'abbé ARBELLOT, tome 1^{er}. — In-8 de 280 pages. — Limoges, chez
 Ardillier fils, 1854.
- ÉMAILLEURS ET ÉMAILLERIE DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-12 de 180 pages.
 — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1855.
- DISSERTATION SUR L'APOSTOLAT DE SAINT MARTIAL ET SUR L'ANTIQUITÉ DES
 ÉGLISES DE FRANCE, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 250 pages. — Limoges, chez
 Leblanc, 1855.
- DES INFLUENCES BYZANTINES, lettre à M. Vitet, par Félix de VERNEILH. — Br. in-4. —
 Paris, chez Didron, 1855.
- ROCHECHOUART : HISTOIRE, LÉGENDES, ARCHÉOLOGIE, par l'abbé DULAC. — 4 vol. in-8. —
 Limoges, chez Ducourtieux, 1855.
- ESSAI SUR L'ADMINISTRATION DE TURGOT DANS LA GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES,
 par G. D'HUGUES, docteur ès-lettres. — In-8 de 266 pages. — Paris, chez Guillaumin
 et Cie, 1859.
- BIOGRAPHIE DE FRANÇOIS DE ROUSIERS, gentilhomme du xvi^e siècle, par l'abbé
 ARBELLOT. — In-8 de 400 pages. — Limoges, chez Leblanc et Cie, 1859.
- CATALOGUE MÉTHODIQUE DE LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE DE LA VILLE DE
 LIMOGES (HISTOIRE. — POLYGRAPHIE; BELLES-LETTRES. — SCIENCES; ARTS), par Émile RICHET,
 bibliothécaire. — 3 vol. in-8. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1853-63.
- VIE DE SAINT LÉONARD, SOLITAIRE EN LIMOUSIN, SES MIRACLES ET SON CULTES,
 par l'abbé ARBELLOT, 1 vol. in-8 de 320 pages. — Paris, Jacques Lecoffre et Cie, 1863.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN.

12 vol. in-8 (1846—1862).

Le premier volume se vend 10 fr. à Limoges, et 11 fr. par la poste, et les autres, 6 fr. à
 Limoges, 7 fr. par la poste. — On s'abonne, à Limoges, chez MM. CHAPOULAUD frères,
 ou chez M. Ch. DULAC, garde-musée.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME XIII. — III^e LIVRAISON.



LIMOGES
CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ
Rue Montant-Manigne, 7

1863

SOMMAIRE

DES ARTICLES DU N° 3.

	Page
Étoffes d'or et d'argent fabriquées à Limoges, par M. F. DE LASTEYRIE	149
Les Poncet, émailleurs, par M. Maurice ARDANT	161
Monnaies d'argent de Charolais II et des rois d'Aquitaine, par M. Maurice ARDANT	168
Plombs historiés trouvés dans la Seine, enseignes de pèlerinages, méreaux de corporations intéressant des Saints limousins, par M. Maurice ARDANT	173
Enseignes de corporations ou de pèlerinages, <i>Agnus Dei</i> et médailles bractéates limousines, par M. Maurice ARDANT	180
Terrier de l'église de Beaumont près Peyrat, par M. Joseph BRUNET	184
Statuts des maîtres fourbisseurs (1578), par M. Maurice ARDANT	193
Emaillerie. — Ancienneté de l'émaillerie limousine, par M. le comte DE VIEL-CASTEL	200
Catalogue des manuscrits déposés dans la salle de la bibliothèque du séminaire, et qui ont été achetés pour cette maison après la mort de l'abbé Legros	210
Nouvelles scientifiques, par M. Maurice ARDANT	212

Jours des séances de la Société pour 1863.

Vendredi 27 février. — Vendredi 27 mars. — Vendredi 4^{er} mai.
— Vendredi 29 mai. — Vendredi 26 juin. — Vendredi 28 juillet.
— Vendredi 28 août. — Vendredi 25 septembre. — Vendredi
30 octobre. — Vendredi 27 novembre.

Les communications, la correspondance, les bulletins des Sociétés savantes, etc., doivent être adressés au Secrétaire général, à Limoges.

MM. les Membres voudront bien, huit jours à l'avance, informer le Président des lectures qu'ils se proposeraient de faire à la Société.

Dans la séance du 25 mars 1847, le Conseil d'administration a décidé que tout membre de la Société qui voudra se retirer devra en donner avis au Secrétaire général avant le 3 décembre; faute de quoi, la cotisation sera due pour l'année suivante.

Extrait du Règlement de la Société.

ART. 4. — La Société se compose :

- 1° D'un nombre illimité de MEMBRES TITULAIRES, résidant dans le département,
- 2° D'un nombre illimité de MEMBRES CORRESPONDANTS, résidant hors du département ;
- 3° DE MEMBRES HONORAIRES, dont le nombre ne pourra dépasser quinze.

ART. 5. — Nul ne sera admis au nombre des membres de la Société que sur la présentation écrite et signée par deux membres, avec mention, lorsqu'il s'agira de membres titulaires ou correspondants, que la demande en a été faite par le candidat.

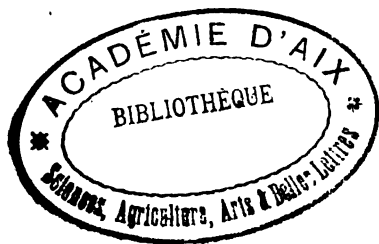
ART. 7. — Chaque membre titulaire paie :

- 1° Un droit d'entrée de 10 fr., qui devra être acquitté au moment de la remise du diplôme ;
 - 2° Une cotisation annuelle de 15 fr., due pour l'année entière, quelle que soit l'époque de l'année à laquelle il aura été reçu, mais qui peut être remplacée par une somme de 200 fr. une fois payée.
- Chaque membre correspondant paie, à titre de cotisation annuelle, le prix d'abonnement au Bulletin de la Société.

Les diplômes sont délivrés gratuitement aux membres correspondants ainsi qu'aux membres honoraires. Ces derniers ne sont soumis à aucune cotisation.

Le prix de l'abonnement est fixé à 6 fr. pour Limoges,
franco, 7 fr. pour les départements.

Les Sociétés savantes de France qui font échange de publications avec la Société Archéologique du Limousin sont priées de nous adresser leurs envois par la poste : c'est le moyen le plus sûr de les faire parvenir à destination.



ÉTOFFES D'OR ET D'ARGENT

FABRIQUÉES A LIMOGES.

M. A. Fabre, président du tribunal de première instance de Chambéry, a adressé à M. le secrétaire général de la Société Archéologique la lettre suivante :

MONSIEUR,

Je m'occupe à mes rares instants perdus d'un travail sur le trésor de la Sainte-Chapelle de Chambéry, que je dois lire à l'Académie impériale de Savoie. Je voudrais que ce travail fût aussi complet que possible : c'est un tribut de reconnaissance que je voudrais payer à mes nouveaux compatriotes pour l'accueil bienveillant qu'ils m'ont fait lorsque je suis venu de France en Savoie à l'époque de l'annexion.

Dans ce riche trésor se trouvent beaucoup d'étoffes d'or et d'argent couvertes d'ornements fabriqués à Limoges.

Les ouvrages que j'ai consultés parlent bien des *œuvres de Limoges*, telles qu'émaux, orfèvrerie, argenterie, tapisseries; mais je n'ai vu nulle part que votre ville se livrât à la fabrication des étoffes d'or et d'argent, ou plutôt aux passementeries.

Je vous serais bien reconnaissant de me transmettre quelques renseignements sur ce point. Je vous copie textuellement les passages latins de l'inventaire sur lesquels j'ai besoin d'éclaircissements. Vous devez avoir à Limoges une académie et des hommes versés dans la connaissance des faits sur lesquels j'appelle votre attention : je suis certain qu'ils ne me refuseront pas leur concours.

« *Extrait de l'inventaire du trésor de la Sainte-Chapelle de Chambéry, dressé en 1483.* »

Sous le chapitre intitulé : « *TUELLIE ALTARIS* », qu'il faut traduire par *touailles* ou *couvertures d'autel*, on trouve :

« *Una pala limogiata auro et cyrico* » :

« *Nappe* ou *couverture d'autel limogée d'or et de soie* » : telle est la traduction que je propose.

« *Una pala ad coperiendum altare, facta cum certis rigiis auri et cyrici rubei, sine limogertiis* » :

Je traduis : « *Une nappe pour couvrir l'autel, rayée d'or et de soie rouge, sans limousineries, ou faite avec des bandes d'or et de soie* ». — Il s'agit ici de ces étoffes rayées dont l'usage fut si fréquent aux *xiv^e*, *xv^e* et *xvi^e* siècles.

« *Alia pala, facta de diversis limogiis per totum longum, de diversis coloribus cyricorum, et aliquibus parvis limogiis auri, irriictior aliis* » :

Je traduis : « *Une nappe faite dans toute sa longueur de diverses limoges de soies de différentes couleurs et d'autres petites limoges d'or, ladite nappe moins régulière que les autres?...* »
— *Irrictior* pour *irreictior* : *rectus, irreclus*, irrégulier?

« *Alia pala de tela alba, limogiata in extremitatibus cum certo opere facto cum acu. more Cypri* » :

« *Une nappe de toile blanche, limogée à ses extrémités d'un certain travail fait à l'aiguille, suivant la mode de Chypre.* »
— Les étoffes de Chypre étaient très-renommées.

« *Alia pala de tela alba, limogiata in extremitatibus de limogia nigra, fringata fringiis persis et viridibus* » :

« *Une nappe ou couverture de toile blanche, limogée aux extrémités de limoges noires, et frangée de franges bleues et vertes.* »

Une autre..... « *Limogiata in extremitatibus de cyrico nigro* ». — « *Limogée de soie noire.* »

Une autre en bonne toile *limogée* de la même toile, presque rousse :
 « *Limogiata eadem tela quasi ruffea* ».

« Unum gremiale de tela, cum octo rigiis *limogiatis* auri bene operatum. »

« Un grémial en toile avec huit raies *limogées* d'or, ledit grémial en beau travail. »

Autre citation plus intéressante :

« Due tuellie de tella urticarum, cum sex *limogiaturis* multum bene operatis de auro, in quarum duabus sunt imagines leonum, leopardi et cervi » :

« Deux touailles en toile d'ortie (étoffe rare), avec six *limoges* d'or bien travaillées, dans deux desquelles sont des lions, etc. »

Évidemment on faisait à Limoges soit des étoffes d'or ou d'argent et de soie, soit des ornements ou passementeries qui s'appliquaient sur les ornements sacerdotaux.

Veillez, Monsieur, être assez bon pour me répondre, et au besoin pour communiquer ma lettre soit à votre académie ou société savante, soit aux hommes compétents de votre ville : vous m'obligerez infiniment.

Francisque Michel, dans son excellent ouvrage sur la fabrication des étoffes d'or, d'argent et de soie au moyen âge, ne parle que des tapisseries de Limoges en quelques lignes.

De Linas, dans son travail sur les vêtements sacerdotaux et anciens tissus, ne parle pas de Limoges.

Agréez, Monsieur, etc.

A. FABRE.

Chambéry, 15 juillet 1863.

M. Ferdinand de Lasteyrie, membre de l'Institut, et membre honoraire de la Société Archéologique, à l'examen duquel avait été renvoyée la communication de M. Fabre, nous a adressé les deux lettres suivantes :

Le Saillant, 26 août 1863.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Je me tiens pour très-honoré de la communication que vous avez bien voulu me faire au nom de la Société Archéologique du Limousin, et j'ai le plus grand désir de répondre convenablement à sa confiance.

Mais je ne puis vous dissimuler que, pour le moment, je m'en trouve assez embarrassé. D'abord la question renvoyée à mon examen ne laisse pas que d'être assez difficile à résoudre, et, bien que j'aie vu en ma vie bon nombre d'étoffes anciennes, je n'ai jamais fait de recherches bien spéciales sur cette matière. Puis, ce qui augmente singulièrement mon embarras, je me trouve actuellement, et pour tout le reste de la belle saison, dans un pays perdu, sur les bords de la Vézère, loin de mes notes, loin de toutes bibliothèques, et par conséquent de tous les moyens de recherches.

Ne voulant pourtant point laisser trop long-temps sans réponse la question que mes confrères de la Société de Limoges m'ont fait l'honneur de me renvoyer, je me suis adressé, de mon côté, pour suppléer à l'insuffisance de mes propres informations, je me suis adressé à l'extrême obligeance d'un homme bien connu par ses excellents travaux sur les étoffes du moyen âge, M. Ch. de Linas.

Grâce à lui, je puis aujourd'hui vous transmettre quelques indications fort curieuses, qui contribueront peut-être à fixer nos confrères sur le sens et la valeur des textes que leur a communiqués M. Fabre.

Vous-même, Monsieur, aviez déjà parfaitement traduit tous les passages cités de l'inventaire du trésor de la Sainte-Chapelle de Chambéry. Après vous, il ne restait plus à fixer que la valeur

de ces deux mots *limogeria* et *limogiatus*, dérivés l'un et l'autre du nom de l'ancienne capitale de notre province.

« Évidemment, vous a écrit M. Fabre, on faisait à Limoges soit des étoffes d'or ou d'argent et de soie, soit des ornements en passementerie qui s'appliquaient sur les ornements sacerdotaux. »

Et en effet les textes découverts par lui dans l'inventaire de Chambéry paraissent bien au premier abord devoir être compris ainsi. C'est d'étoffes employées à des usages sacrés qu'il s'agit dans tous ces passages. Les *limogeries* concourent à leur ornementation, semblent en faire partie intégrante, et, dans un des textes, elles sont même indiquées comme un travail à l'aiguille, *certo opere facto cum acu*.

D'après ces premières données, j'avais, moi aussi, cherché d'abord dans cette voie l'explication des mots sur l'interprétation desquels j'étais consulté. Leur formation même semblait être un indice : *limogia* et *limogiatus*, ce substantif et ce participe dérivés du nom d'une ville, et appliqués à l'industrie qui s'y pratiquait, rappellent pour ainsi dire inévitablement *damas* et *damassé*, les deux seuls mots de forme et d'origine analogues que nous ayons, je crois, en français, et qui s'appliquent précisément à une industrie textile.

Mais cependant, en bonne critique, il faut bien le dire, de semblables analogies dans la forme des mots, quelque ingénieux qu'en puisse être le rapprochement, ne prouvent pas grand'chose quant au fond. D'ailleurs l'application qu'on serait tenté d'en faire dans le cas présent rencontre tout d'abord une objection très-grave.

Limoges avait, dès le XII^e siècle, une réputation européenne pour la fabrication des émaux. Mais jamais on n'a entendu dire qu'il s'y fabriquât des étoffes d'une espèce particulière. Il faudrait pourtant bien qu'il en eût été ainsi, et même que cette fabrication eût joui d'une grande réputation, pour que les produits eussent porté jusqu'au fond de la Savoie le nom du lieu de fabrication. Or comment s'imaginer que, si une industrie si célèbre à l'étranger avait réellement fleuri à Limoges, et cela à une époque aussi rapprochée que le XV^e siècle, il n'en fût resté aucune trace; qu'aucun des documents encore si nombreux de cette époque n'en fît la moindre mention? La fabrication de l'émail, seule connue jusqu'ici sous le nom d'*opus lemovicense*, remonte à une époque bien plus reculée, et pourtant la

trace s'en retrouve sans cesse dans les anciens documents. Comment s'expliquerait-on qu'une autre gloire du même genre et de date plus récente n'eût laissé absolument aucun souvenir ?

Mais, puisque, au su de tout le monde, Limoges avait donné son nom aux émaux, pourquoi ne pas attribuer de préférence à cette industrie les objets que nous trouvons aujourd'hui mentionnés sous une forme analogue ? Cela serait évidemment plus rationnel. Pourtant une difficulté se présente ici : c'est d'étoffes, de parements d'autel, qu'il s'agit incontestablement dans l'inventaire de Chambéry. Or on ne se représente guère ce que pourrait être une étoffe émaillée.

Devant cette objection je me sentais arrêté tout court lorsque l'expérience spéciale de M. de Linas est venue fort à propos à mon aide.

M. de Linas n'admet pas qu'on puisse donner au mot *limogice* ou *limogerice* le sens d'une étoffe damassée ou tissée spécialement fabriquée à Limoges. Selon lui, c'est bien d'émaux, ou tout au moins d'imitation d'émaux, qu'il s'agit dans l'inventaire de Chambéry. Et, à l'appui de cette opinion, il cite l'exemple d'un monument fort curieux découvert par lui dans la cathédrale de Palerme : c'est un *antependium* ou parement d'autel, monté sur châssis, en soie brodée et striée de raies verticales, lesquelles sont, ainsi que les bandeaux qui les entourent, ornées d'aigles émaillés et de petits émaux cloisonnés circulaires.

Chose remarquable ! c'est à un prélat français, l'archevêque Jean de Carondelet, qu'est dû cet *antependium*. N'eussé-je obtenu que la révélation d'un fait aussi curieux, je me féliciterais encore d'avoir fait appel aux connaissances spéciales de M. de Linas.

Voilà donc l'émail, les émaux de *plique* ou d'*applique*, comme on les appelait alors, précisément employés à l'ornementation des étoffes. Ces petits médaillons ronds sont bien ceux que Limoges fabriqua en si grande abondance pendant les xiv^e et xv^e siècles. On y retrouve au besoin jusqu'à l'indication des médaillons émaillés sur fond noir (de *limogia nigra*) que tous les amateurs connaissent.

Dans le *gremiale cum octo regis limogiatis auri* M. de Linas voit des raies ornées d'émaux.

Dans les deux touailles de *tella urticarum cum sex limogiaturis multum bene operatis*, il croit reconnaître une étoffe tissée sans doute avec la filasse de la bramie (*urtica utilis*), et ornée de six émaux.

Cependant cette interprétation ne pouvait s'appliquer que fort difficilement à l'un des textes communiqués par M. Fabre : *Alia pala de tela alba, limogiata in extremitatibus cum certo opere facto cum acu, more Cypri*. Il n'est guère possible de reconnaître là un véritable émail. Mon docte correspondant en a été frappé lui-même : aussi pense-t-il que l'auteur de l'inventaire pourrait bien n'avoir voulu désigner par ces mots qu'une simple imitation d'émaux faite à l'aiguille.

Cette fois encore, M. de Linas cite à l'appui de son opinion un monument du plus grand intérêt, qu'il est le premier, je crois, à faire connaître : un magnifique *paliotto* donné par Boniface VIII à la cathédrale d'Anagni. Ce parement d'autel est entouré, dit-il, d'une bordure de médaillons circulaires imitant tout-à-fait les émaux champlevés. L'*opus factum cum acu, more Cypri*, pourrait bien être quelque chose du même genre.

Comme résumé de ces précieuses indications M. de Linas pose la question en ces termes :

« Le mot *limogia*, *limogeria*, signifie-t-il ici émail, ou bien exprime-t-il simplement une imitation d'émail en broderie ? Je n'ose me prononcer, quoique je sois disposé à pencher vers la seconde opinion. »

Le sentiment de M. de Linas doit être pris en très-grande considération. Je l'ai rapporté ici fort en détail, non-seulement en raison de l'autorité que ce laborieux archéologue s'est acquise dans cette spécialité, mais aussi pour bien établir ce que j'appellerai ses droits d'auteur sur les faits très-curieux et très-nouveaux qu'il a bien voulu me communiquer. Nos confrères s'associeront, je n'en doute pas, à tous mes sentiments de gratitude envers lui.

Maintenant, Monsieur, insisterez-vous pour connaître mon propre sentiment ? Le voici, tel du moins que je puis le formuler dans les conditions où je me trouve.

Je ne crois pas plus que M. de Linas que, dans les textes cités, il puisse s'agir d'une fabrication d'étoffe spéciale à notre Limousin. Encore une fois, il me semble impossible d'admettre que Limoges ait excellé dans une fabrication de ce genre au point de lui donner son nom, et cela à une époque aussi récente que le *xv^e* siècle, sans qu'il en soit resté jusqu'à ce jour la moindre trace.

S'agit-il d'émail ? Cela serait rigoureusement possible, comme on vient de le voir, d'après l'exemple qui nous est aujourd'hui

signalé de l'*antependium* de Palerme; mais, par cela même que cet objet constitue une si curieuse rareté, dont hier encore nous ne connaissions pas la pareille, il me semble difficile, impossible même, de supposer que, dans le seul trésor de la Sainte-Chapelle de Chambéry, il s'en trouvât, au xv^e siècle, huit ou neuf de semblable nature.

Reste la dernière hypothèse posée par M. de Linas, celle vers laquelle il déclare pencher, c'est-à-dire « une imitation d'émail en broderie ». Cette interprétation est celle qui me paraît se rapprocher le plus de la vérité probable. Je ne saurais dire qu'elle me satisfasse encore complètement, mais je m'en suis emparé comme d'une précieuse indication, et, guidé par elle, je suis arrivé à une interprétation plus facilement applicable, ce me semble, aux divers textes communiqués par M. Fabre.

Si l'on s'en tient à leur acception primitive, les mots *limogia* et *limogiatus* ont toujours voulu dire *émail* et *émaillé* : pourquoi donc se trouvent-ils d'une application à peu près impossible dans les textes qui nous occupent? J'en rappelle quelques-uns en leur donnant ce sens : *Limogiatus auro et serico* (émaillé d'or et de soie); *Limogiata de serico nigro* (émaillée de soie noire); *cum octo regis limogiatis auri* (avec huit raies émaillées d'or); et enfin, et surtout : *Limogiata cum certo opere facto cum acu* (émaillée d'un certain travail fait à l'aiguille), sont autant de passages qui ne présenteraient évidemment aucun sens si l'on voulait se renfermer dans l'acception étroite de *limogiatus* (émaillé). Il me semble donc évident que ce mot a reçu ici, par extension, une application nouvelle.

M. de Linas est porté à croire qu'il s'agit d'un travail de broderie en couleur fait à l'aiguille, comme l'indiquerait un des passages cités, et destiné à imiter les chatons d'émail. J'ai mentionné plus haut l'exemple fort curieux cité par lui : ce magnifique parement d'autel qu'il a vu et dessiné dans la cathédrale d'Anagni.

Mais ici se rencontre encore l'objection tirée de l'extrême rareté des objets de cette nature. Il serait bien étonnant que la Sainte-Chapelle de Chambéry en eût possédé un si grand nombre lorsqu'on en connaît à peine quelques exemples ailleurs.

Et puis cette interprétation ne me paraît pas même absolument applicable, elle non plus, à tous les passages de l'inventaire dont nous cherchons le sens. *Cum octo regis limogiatis auri*..... : ce n'est pas avec des raies brodées d'or qu'on aurait

pu imiter l'émail; *cum aliquibus parvis limogiis auri*..... : ce n'est pas non plus avec quelques petites broderies d'or qu'on eût atteint ce but.

L'explication proposée, si ingénieuse qu'elle soit, laisse donc à désirer. C'est par une autre voie que nous arriverons, j'ose l'espérer, à la solution que l'on cherche.

Reportons-nous pour cela à l'emploi de l'émail lui-même dans l'ornementation des étoffes jadis affectées au service de l'autel. Comment s'y trouvait-il appliqué? La réponse est facile : c'était à l'état d'orfroi. Or ne pourrait-on pas admettre que, par suite de cet usage même, les orfrois d'autre nature par lesquels on suppléa bientôt à la rareté, à la cherté des émaux, ont fini par être désignés à leur tour sous le même nom qu'un long usage avait consacré aux émaux?

Tout bien considéré, je ne crois pas qu'il y ait rien d'exagéré dans cette extension donnée aux mots *limogia*, *limogeria*, *limogiatura* et *limogiatus*, et j'incline d'autant plus à la tenir pour fondée que, ainsi entendus, ces mots présentent un sens parfaitement clair et logique dans tous les passages de l'inventaire de Chambéry que vous avez bien voulu me communiquer.

On se trouverait ainsi amené à les traduire de la manière suivante :

1. — *Una pala limogiata auro et cyrico* (un parement d'autel à orfrois d'or et d'argent).

2. — *Una pala ad coperiendum altare, facta cum certis auri rigiis et cyrici rubei, sine limogeriis* (une nappe d'autel à raies d'or et de soie rouge, sans orfrois).

3. — *Alia pala facta de diversis limogiis per totum longum, de diversis coloribus cyricorum et aliquibus parvis limogiis auri, irriictior aliis* (un autre parement d'autel se composant, dans toute sa longueur, d'orfrois en soie de diverses couleurs, avec quelques orfrois d'or plus petits (1)).

4. — *Alia pala de tela alba, limogiata in extremitatibus, cum certo opere facto cum acu, more Cypri* (un autre parement de toile blanche, orné sur ses bords de certains orfrois brodés à l'aiguille, à la façon de Chypre).

(1) Je laisse ici l'*irriictior aliis*, barbare locution d'une signification douteuse, et sans intérêt pour la question qui nous occupe.

5. — *Alia pala limogiata in extremitatibus de limogia nigra, fungata fungiis persis et viridibus* (un autre parement portant à ses bouts des orfrois noirs, et frangé de franges bleues et vertes).

6. — *Alia..... limogiata in extremitatibus de cyrico nigro* (un autre..... orné aux deux bouts d'orfrois de soie noire).

7. — *Alia..... limogiata eadem tela quasi ruffia* (un autre, également à orfrois, et de la même taille, presque rousse).

8. — *Unum gremiale de tela, cum octo rigiis limogialis auri, bene operatum* (un grémial en toile, avec trois raies à orfrois d'or d'un beau travail).

9. — *Due tuelle de tella urticarum, cum six limogiaturis multum bene operatis, in quarum sunt imagines leonum, leopardi et cervi....* (deux touailles en toile d'ortie, avec six orfrois d'un beau travail, où sont représentés des lions, un léopard et un cerf).

Je ne sais si la Société admettra la valeur que j'attribue ici aux mots en question : du moins reconnaitra-t-elle, je pense, que, en les interprétant ainsi, on arrive à donner un sens vraisemblable à tous les textes précédents.

Peut-être fera-t-on observer la différence des substantifs *limogiæ*, *limogeriæ*, *limogiaturæ*, employés tour à tour dans l'inventaire de Chambéry, et peut-être sera-t-on tenté d'y voir une nuance intentionnelle, d'y reconnaître, par exemple, l'existence simultanée dans le même trésor d'étoffes à orfrois en émail (*limogiæ*) et d'autres en simple imitations d'émail (*limogiaturæ*), répondant aux deux variétés dont M. de Linas nous cite des exemples. Cela n'est pas impossible. Toutefois il me paraît moins hasarde d'y voir tout simplement des variantes du même mot, comme on en trouve tant dans les textes du moyen âge, variantes employées indifféremment pour exprimer une seule et même chose, comme *vitraryæ*, *vitrinæ*, *verrierie*, dans le sens de verrières, ou (pour prendre un exemple encore plus immédiat) comme les mots *opus lemovicum*, *lemovicense*, *Limogiæ*, également usités pour désigner de l'émail.

Ce nom, donné aux émaux pendant une grande partie du moyen âge, est connu et accepté de tous les archéologues. La question aujourd'hui est donc uniquement de savoir si, par extension, il a pu être attribué également aux ornements de soie ou d'or appelés à jouer le même rôle que les émaux eux-mêmes dans la décoration des parements d'autel et autres linges sacrés.

L'étymologie du mot *limogia* ainsi employé n'aurait, selon moi, rien de plus forcé que celle du mot orfroi lui-même, auquel il a fallu évidemment donner également en français une singulière élasticité pour en être venu à dire « un orfroi en soie brodée ».

Ajoutons que, ainsi compris, le mot *limogiatus* caractérise toute une nature de tissus du moyen âge, ces ornements de toile blanche à bordure ou dessins en couleur, dont l'usage a été depuis abandonné par nos églises, et que, à ma connaissance, on ne trouve désignés dans les anciens textes par aucun autre mot.

Voilà, Monsieur et cher confrère, par quelle somme de motifs je me suis trouvé conduit à penser que, dans les divers passages de l'inventaire de Chambéry, il fallait tout simplement traduire *limogia* par *orfroi*. Ce n'est cependant pas sans quelque méfiance que je vous sou mets cette interprétation. Elle peut rencontrer bien des objections. Comme je vous l'ai dit en commençant, je n'ai sous la main aucun des livres, aucune des notes, aucune des sources d'informations où j'aurais voulu chercher des preuves à l'appui de mon opinion. Peut-être serai-je conduit moi-même plus tard à y renoncer, soit par les objections qu'on y fera, soit par le résultat de mes propres recherches.

En m'excusant de l'insuffisance du petit travail que je vous adresse, je prie la Société Archéologique de vouloir bien ne le considérer que comme un témoignage de l'empressement que je mettrai toujours à remplir, autant qu'il dépendra de moi, ses intentions. Je m'estimerais heureux si néanmoins elle pouvait trouver quelque chose de bon à glaner dans cette lettre, et surtout si l'honorable président du tribunal de Chambéry pouvait en tirer quelque parti pour élucider les textes fort intéressants dont il a entrepris la publication.

F. DE LASTEYRIE.

Paris, le 26 novembre 1863.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Je viens de recevoir de M. de Linas une lettre qui contient un nouveau renseignement relatif au sujet sur lequel je l'avais consulté. Je copie ce passage :

« Pendant un récent voyage que j'ai fait en Prusse, m'écrit M. de Linas, j'ai eu l'occasion de causer avec mon ami le chanoine Bock du sujet dont vous m'aviez entretenu. Ce savant, dont le nom fait autorité dans toute l'Allemagne en matière de mobilier liturgique, m'a assuré avoir vu dans le trésor de la cathédrale d'Halberstadt des *tobaleæ* (touailles ou nappes d'autel) en linge, brodées et *enrichies d'émaux champlévés*. Il n'y a donc plus de doute sur la valeur des termes *limogia*, *limogiatura*, etc., etc., de l'inventaire de Chambéry ».

Ce renseignement m'a paru curieux. Je vous le transmets immédiatement afin que vous puissiez, si vous le jugez convenable, le communiquer à la Société Archéologique. Quant à moi, je le trouve pourtant moins décisif que M. de Linas ne paraît le croire, et il ne suffit pas, ce me semble, pour infirmer mon système. Les touailles ornées d'émaux sont chose si rare que les hommes les plus spéciaux en cette matière ne sont parvenus encore à en découvrir que trois ou quatre exemples dans toute l'Europe. Comment donc admettre, à moins de preuves, que le trésor très-secondaire de Chambéry en réunit à lui seul une dizaine ?

N'est-il pas bien plus probable qu'il s'agit de quelque imitation à laquelle se sera abusivement étendu le nom de *limogiatura*, ainsi que j'en exprimais la pensée dans ma réponse du mois d'août ?

Quoi qu'il en soit, j'ai voulu ne laisser ignorer à nos confrères aucun des faits qui pouvaient les aider à se former une opinion.

Recevez, etc.

F. DE LASTEYRIE.

LES PONCET, ÉMAILLEURS.

Les archives de Limoges, si riches en documents concernant les *aurifabri* et les *argentarii* de cette ville, sont pauvres en ce qui concerne la famille Poncet.

Les seuls titres anciens que je connaisse font mention, l'un, de *Ricardus Poncetus, concarius, ruce Veteris Monetæ, anno 1375* : il travaillait sur le cuivre; son état s'appelait en vieux français *conchier* et *bassinier*; l'autre, de *Petrus Poncet, candelarius, rue du Chuchier* (Clocher), l'an 1483. Ce qui semble prouver que l'industrie de la fabrication des cierges et chandelles se continua dans cette famille, c'est ce que nous lisons dans le registre de la confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre-du-Queyroix, à l'année 1648, sur les fournitures de François Poncet, *ciergier*. Un Léonard Poncet, aussi cirier, exerçait son industrie hors la porte Montmallier, entre le cimetière des Arènes et le chemin de Mont-Jovis.

Philippe Poncet, descendant de Pierre (*Petrus*), que je crois avoir été le père d'Hélie, avait son domicile dans la rue du Clocher; il se nommait, étant jeune, *Philippon* (1553). Il était mort vers 1597, année où sa veuve, Paule Peyrat, se remaria avec l'imprimeur Martial Barbou.

H. PONCET.

Lorsque je fis la découverte d'émaux signés H. Poncet, artiste jusqu'alors inconnu, je lui donnai le nom d'*Henry*, ce qui fut répété dans d'autres écrits. Ayant constaté par la suite que Philippe Poncet avait donné successivement ce prénom d'Hélie à deux de ses fils; et, suivant l'avis amical de M. Auguste Du Boys, qui fouilla les registres de l'état civil de Limoges

et y remarqua la rareté du nom d'Henry à cette époque, j'ai cru devoir donner à cet émailleur le nom d'Hélie Poncet, perpétué par les enfants de Philippe Poncet, qui, à mon avis, ont été ses petits-fils. Sans ces considérations on pourrait aussi dire *Hierosme*, prénom porté par des orfèvres et argentiers de ce temps.

M. J. Labarte, au n° 784 du catalogue de la collection Debruges, décrit douze plaques de cuivre de 48 centimètres de haut sur 14 de large. H. Poncet y a peint, en grisaille rehaussée d'or sur fond noir, les douze Césars à cheval; ses initiales sont placées au bas des figures de Jules-César et d'Auguste.

A la page 492 de son bel ouvrage, M. J. Labarte, en comparant ses émaux avec ceux de Jehan II Limosin, suppose que, suivant toute apparence, H. Poncet était son contemporain. Les girouettes d'émail de Solignac peintes par Jean II Limosin, émailleur de roi, et datées de 1619, décrites dans notre biographie des Limosins, viennent confirmer cette hypothèse. M. J. Labarte reconnaît que H. Poncet a laissé quelques bons ouvrages.

J'ai vu chez des amateurs d'Angoulême dix médaillons des Césars couronnés de laurier d'un vert éclatant : il manquait pour compléter la douzaine Jules-César et Domitien. Le revers ou contre-émail est couleur lie de vin clair.

J'ai retrouvé cette couleur verte et ces couronnes de laurier dans les ornements d'actes sur parchemin, professions de foi, prises de possession de bénéfices ecclésiastiques, qu'il a pu être chargé de décorer.

M. le comte Léon de Laborde est plus sévère envers H. Poncet : il trouve sa manière *dure*, l'aspect de ses émaux sombre et triste, et conclut à une absence complète de goût et au manque de talent, justifiés par les demi-teintes monotones et la lourdeur de ses contours; il parle en ces termes de ses douze Césars à cheval : « Il n'y a rien à dire de la tournure de ces empereurs, qui est grotesque, et du dessin, qui est ridicule.....; ils sont assez bien traités sous le rapport de l'émail ». J'ai été moi-même, à la première vue des œuvres de cet émailleur, frappé de leur éclat et de leur grande translucidité. On lit sous les pieds des chevaux HP. F., les deux premières lettres liées; la troisième est l'abrégi du mot *fecit*.

Le premier quart du XVII^e siècle fut témoin d'un grand événement, qui donna de l'occupation à nos émailleurs : nous voulons parler de la canonisation des saints Ignace de Loyola et

François-Xavier, fondateurs de la compagnie de Jésus. Léonard II et Jehan II Limosin exécutèrent, en l'honneur de cette solennité, des émaux dont nous avons fait mention. Les jésuites, qui avaient pris, en 1599, la direction du collège de Limoges, et avaient, vingt ans après, douze cents élèves et vingt-cinq mille livres de rente, firent de nombreuses commandes à nos émailleurs. H. Poncet eut aussi part à ces travaux. Il peignit en couleur un émail carré long de 9 centimètres $1/2$ de large sur 43 $1/2$ de hauteur, que M. Didier Petit de Lyon décrit au n° 87 de son catalogue; on y voit saint Ignace, revêtu d'une chasuble, tenant en main un livre ouvert dans lequel on lit : *Ad majorem Dei gloriam*; au bas est écrit : *S. Ignatius de Loyola*; sur le revers, *H. Poncet*. J'ai eu l'occasion d'en voir une copie réduite (84 millimètres de haut, 54 de large). Cet émail a changé quatre fois de maître en un jour, à Limoges, par suite de spéculations. Le brocanteur ne m'a laissé que le temps d'y jeter un coup d'œil rapide. La tête du saint est entourée de rayons dorés; elle est chauve sur le devant; le reste de la chevelure et la barbe sont noirs. Saint Ignace est revêtu d'une chasuble de couleur olive, avec des galons vert et or; les manches blanches de son aube paraissent au-dessous de la chasuble; de ses deux mains il soutient un livre ouvert. Mêmes inscriptions qu'au précédent émail de M. D. Petit; signature *H. Poncet* sur un revers incolore.

La couleur olive de la chasuble est contraire aux usages de la liturgie, toujours respectée par nos émailleurs, et qui ne reconnaît que le blanc, le noir, le rouge, le vert et le violet pour les vêtements sacerdotaux. Cela, joint à l'ensemble de l'émail, dont le dessin ne ressemble en rien aux autres œuvres de H. Poncet, m'a laissé du doute sur l'ancienneté de sa fabrication. Le brocanteur m'a dit, en me quittant, qu'il connaissait d'autres émaux du même auteur, entre autres une sainte Thérèse et une sainte Madeleine vêtue de bleu.

La collection A. Le Carpentier conserve un émail en couleur. Ce même saint Ignace y est vu de trois quarts jusqu'à mi-jambes; il est signé sur le revers, incolore, *H. Poncet*; 125 mill. de hauteur, 97 mill. de largeur.

Cette même collection possède un saint Pierre en grisaille, peint à genoux, écoutant le chant du coq; il est tourné vers la gauche; au bas, à droite, les initiales; revers incolore; 137 mill. de hauteur; 105 de largeur.

On voyait parmi les objets d'art de M. d'Arjuzon une coupe peinte en grisaille; dans l'intérieur, des nymphes au bain; à l'extérieur, des fleurs sur paillon et des rinceaux d'or, le tout se détachant sur un fond noir; dans la concavité de la coupe, H. P. F.

Un portrait en buste de saint Ignace de Loyola porte sa signature ainsi tracée : HPoncet (initiales liées).

Deux médaillons en couleur, le Christ et sa sainte Mère, portent la date de 1605 et un monogramme formé des lettres H et P liées ensemble sur un revers rouge pâle, très-ressemblant à la couleur du cuivre neuf.

Cette même signature m'a fait attribuer à cet émailleur un coffret décoré d'émaux, représentant la chute de Phaéton: c'est sans contredit son meilleur ouvrage, puisqu'on l'avait cru peint par Pape l'émailleur.

On voit quelquefois la lettre H surmontée d'une fleur de lis, ce qui fait supposer que Poncet avait pu mériter le titre de peintre émailleur du roi, comme Jehan II Limosin, son contemporain.

Sur quatre petits émaux octogones de cet artiste, que j'ai vus au commencement de mes études, deux ne sont pas restés à Limoges: l'un était un saint Pierre encadré de guirlandes de fleurs; l'autre, un saint Ignace; tous les deux peints en grisaille. Je déposai les deux autres au musée de Limoges. Ils sont en couleur. Le plus remarquable est un *Ecce Homo*. L'exécution de ce sujet justifie l'originalité de mauvais goût que reproche à Hélié Poncet M. le comte Léon de Laborde. Le visage et le corps du divin Sauveur sont couverts de sang et de plaies; Pontius Pilatus, fonctionnaire romain à Jérusalem, est coiffé, à la mode orientale, d'un turban jaune à calotte pointue; lourd bourrelet, très-avancé sur le front; il a la barbe noire et pointue des Juifs; son vêtement, bleu, à collet rabattu, ressemble plutôt au balandras de nos grands-pères qu'à la toge des maîtres du monde; il montre du doigt le Christ, couronné d'épines, debout près d'une colonne, tenant un roseau vert, et les reins couverts du manteau pourpre. Pilate tient de la gauche un long bâton à branches tailladées. Au bas du médaillon, en majuscules dorées : ECCE HOMO.

Le second médaillon représente saint Léonard en dalmatique bleu de ciel, semée de fleurs de lis d'or, et en aube, vêtements des diacres. Il tient en main des menottes de fer; sa tête est

entourée d'une auréole d'or. On voit à droite une prison dont la porte et la fenêtre sont grillées, et les lignes architectoniques dorées, *une prison d'or* ! Un captif en chemise, les mains jointes, à genoux devant le Saint, semble implorer de lui sa liberté, ou plutôt le remercier de l'avoir obtenue. A gauche, ciel bleu lointain, arbres, maisons, verdure ; au milieu du paysage, l'émailleur a sans doute voulu indiquer le lever de l'aurore avec du jaune et du blanc.

Je ne ferai pas la guerre à H. Poncet sur les fleurs de lis de la dalmatique : il a partagé une tradition erronée qui faisait Léonard parent du roi de France : or les rois mérovingiens ne se paraient pas de fleurs de lis : les abeilles d'or trouvées dans le tombeau de Childeric étaient, de l'avis des savants, l'ornement de son manteau royal. Au bas du médaillon, S. LÉONARD ; au revers, H. PONCET.

En résumé, cet émailleur signe ses œuvres en toutes lettres, ou lie ses deux initiales en monogramme suivi d'un F, majuscule ou minuscule, qui signifie *fecit*. Il n'y a pas moyen de confondre ce monogramme avec le I. P. de Jehan Penicaud. Un de ses émaux, daté de 1605, et les sujets qu'il a traités de préférence, fixent aux vingt-cinq premières années du XVII^e siècle l'époque où il exerçait son industrie.

PHILIPPE PONCET.

Les dates des actes s'accordent assez pour qu'on puisse regarder comme probable que Philippe Poncet dit *Philippon*, qui vivait en 1553, et laissa veuve sa femme Paule Peyrat en mourant, vers 1596, fut le père d'Hélie, et que celui-ci eut pour fils autre *Philippe Poncet*, émailleur ; nos archives conservent un plan fait par lui daté de 1653 ; il perdit, en 1668 et 1669, deux enfants qu'il avait fait baptiser sous le prénom d'Hélie ; il devait une rente aux jésuites sur sa maison, rue du Clocher, et sa vigne du clos d'Aureil près les Carmes ; il payait, en 1625, quatre livres de taille, et son frère *Simon*, trente sous.

Le prénom de Philippe était encore porté, en 1738, par l'avocat Poncet, domicilié au même clos d'Aureil.

Je ne connais aucun émail de Philippe Poncet. M. Alexandre Lenoir cite un peintre de ce nom dont il ignore la patrie. Comme Pierre Pénicaud, l'émailleur et peintre verrier, signait des

mêmes initiales, un examen approfondi par un connaisseur exercé pourra peut-être lui faire attribuer celles des œuvres de ce Pénicaud qui ont entre elles des différences.

De nos jours, un descendant des Poncet a épousé une Courteys, alliant ainsi deux familles d'émailleurs. Il existe encore à Limoges d'autres branches : les Poncet des Nouailles, les Poncet des Rieux, et un ancien fabricant de porcelaine de ce nom. Le savant bénédictin dom Poncet est celui qui a jeté le plus d'éclat sur cette famille.

LISTE

D'Aurifabri et Argentarii limousins, dont quelques-uns ont exercé l'émaillerie jusqu'à la fin du xv^e siècle.

Des découvertes récentes m'ont permis de modifier la première liste que je publiai il y a quelques années : après celle-ci, je donnerai la liste des orfèvres et argentiers des xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles, et celle des émailleurs, augmentée de noms inédits recueillis dans des titres authentiques de nos archives.

vii^e siècle. — Abbon, maître de saint Éloi; Eligius (saint Éloi).

vii^e et viii^e siècles. — Tillo, Theau, son élève; Baudricus ou Baudericus, *idem*.

xiii^e siècle. — G. Alpaïs (1); Bernard I^{er} Vitalis, père de Jean.

1335. — Aymericus Petrus.

1346. — Christiani Aymericus.

1347. — Johannes I^{er} Vitalis; Petrus Vitalis.

1348 et 1352. — Johannes Gregory.

1356. — Bartholus (Bartholomeus) Vitalis, jusqu'à 1378-1380.

1362. — Leonardus Vitalis.

1368. — Johannes et Petrus Vitalis.

1385. — Bernard Buat.

1389. — Bernard II Vitalis; Jehan Texier.

1396. — Petrus Mercerii, messire Peyr.

(1) Propriétaire, avant 1231, de la terre de *Las Lessas*, près le pré Vicomtal.

4441. — Johannes Mercerii.
 4427. — Sire Jehan Boyol ou Boyoul.
 4430. — Jehan II Vitalis.
 4453. — Jehan Mathcou, Mathieu.
 4453. — Jehan Ardentis.
 4461. — Jehan II Mercerii.
 4468. — Stephanus Joubert; Chabessier dit Marotaud, Jacques.
 4470. — Sire Martial Vitalis.
 4471. — Johannes III Vitalis.
 4472. — Jean et Pierre de Bosto père et fils.
 4473. — Martial Tabalho.
 4474. — Martial Guitbert; Pierre Brunet.
 4477. — Jean II Grégory.
 4480. — Pierre Veyrier.
 4481. — Pierre Montgeorge (de); Johannes Peyrocha, fils d'Aimericus; Aymeric et Pierre Guimbertus, orfèvres de l'abbaye de Saint-Martial.
 4492. — Martial Meyze.
 4493. — Gav. Ardent; Dyonisius de Crozilla, fils de Jean Albertus Arditi.
 4495. — Johanna Argentina (?)
 4496. — Nicolas Jabessier.
 4497. — Stephanus Rodulphi; Guillelmus de Molendinis; Jehan Bonnelli; Michaël Rossati.
 4499. — Jehan Chouzy.
 4500. — Martial Peyroche, fils de Jehan.
 4501. — Léonard dit Nardou Pénicaud.
 4502. — Mérigot Guimbert et Pierre, Jean Granier, argentiers.
 4503. — Guillaume Granier, son fils.
 4504. — Leonardus de Bosco; Petrus Hardy.....; Guillaume Varacheau et Jean, son fils; Guillelmus Solompnhat; Martial Chatard, sans date; *La Vincenda, argenteria* (?)
 Léonard Vitalis, campsor (changeur), 4367.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

Limoges, le 22 avril 1863.

MONNAIES D'ARGENT

DE CARLOMAN II ET DES ROIS D'AQUITAINE.

L'acquisition que je viens de faire d'un denier à fleur de coin de ce monarque, denier frappé à Limoges, m'a fourni l'occasion de quelques études sur les rois carlovingiens dont les monnaies portent le nom de Limoges, si diversement écrit. J'ai pensé que cette dissertation, qui intéresse notre histoire provinciale, serait accueillie par vous avec quelque indulgence.

J'ai consigné dans une Monographie numismatique, ou Histoire monétaire du Limousin et de la Marche, des extraits de nos chroniques manuscrites, fortifiées par plusieurs écrivains, que Limoges avait été regardée comme la capitale de l'Aquitaine; qu'un certain nombre des souverains de ce royaume y avaient été sacrés, et que plus tard leurs successeurs, les ducs d'Aquitaine ou de Guienne, y avaient reçu la couronne ducal; j'ai publié même *in extenso* le cérémonial de la solennité de ce sacre, avec les prières du clergé. Je ne puis affirmer que, pour tous les rois aquitains, les monnaies frappées à Limoges l'aient été pour être jetées au peuple comme largesses lors du couronnement : l'extrême rareté des pièces qui sont venues jusqu'à nous contredirait cette assertion. On ne peut conjecturer avec quelque probabilité de pareilles distributions qu'au sacre d'Eudes, dont on a découvert et on découvre chaque jour tant de deniers d'argent portant ces mots : *Lemovicas civis*. Je me bornerai donc à donner, par ordre chronologique, les légendes des monnaies carlovingiennes où figure le nom de Limoges avec toutes ses variétés.

Les monétaires ou monnayeurs mérovingiens n'avaient empreint sur leurs triens ou tiers de sou d'or que les trois formes

suivantes du nom de Limoges : *Limovicas*, *Limovecas* et *Lemovecas*, et les abréviations *Lemo* et *Lem*. Il est à croire que la première dénomination était la meilleure, puisqu'elle a été gravée par Abbon, maître de la monnaie, et celui qui enseigna l'art monétaire à Eligius (saint Éloi). On lit aussi *Limodecas* sur une monnaie d'Ansoinatis, qui paraît toucher, d'après sa fabrication, à l'époque carlovingienne. Le mot de *Limmosius* du triens décrit par Petau, et que Lelewel attribue à Poitiers (*Lemonum*), me semblerait convenir davantage au Limousin.

Charlemagne, après la défaite par son père du duc d'Aquitaine Waïffre, dernier descendant des rois mérovingiens, frappa à Limoges une monnaie d'argent avec son monogramme. On y voit l'abréviation LEM, avec une hallebarde ou francisque.

On connaît une monnaie d'argent au monogramme de Carloman, composé des lettres KARLMS; autour d'une croix, la légende † H LEMOVIX CIVIS. L'I dans le mot *Lemovix* est placé entre les jambages du V. — La lettre H, qui précède le même mot, est-elle là pour marquer l'aspiration, comme devant celui de *Ludovicus*, qu'on prononçait *Chlodovicus*, ou bien marque-t-elle une suprématie de la ville de Limoges comme le C placé devant les mots *hildericus*, *lodoicus*, *aribertus*, *hilpericus*, *lotarius*, abréviations d'un terme franc équivalent à celui de roi ou de chef? Je ne puis l'affirmer. Carloman, frère de Charlemagne, fut roi d'une partie de l'Aquitaine, et la monnaie que nous décrivons peut lui être attribuée, vu surtout l'emploi du K, et la forme de ses légendes, plus ancienne et très-différente de celles de Carloman II; mais tous les numismates ne sont pas d'accord sur cette attribution. Carloman I^{er} n'ayant régné que trois ans, ses monnaies sont d'une grande rareté.

Louis le Pieux ou le Débonnaire fut fait roi d'Aquitaine à sa naissance par Charlemagne, son père, l'an 778; il fut sacré à Limoges, l'an 781, par le pape Adrien I^{er}; il y séjourna souvent, et tint les états d'Aquitaine à son palais de Jocondiac (1) et dans celui de Ladrac, suivant l'*Art de vérifier les dates*. Nos chroniques font mention de sa dévotion à saint Martial, à qui il éleva une église. J'ai trouvé dans les ruines de cette basilique des monnaies de ce monarque, celles au revers du Temple, et celles au revers portant les instruments pour frapper la monnaie.

(1) La *moneta palatina* fut peut-être frappée dans l'un de ces palais : ce nom de *Palais* est resté à la commune dans laquelle il était situé.

Louis, devenu roi de France, fit roi d'Aquitaine son fils l'epin I^{er}. Nous avons des deniers d'argent de ce prince sur lesquels on lit le nom de ce royaume en latin et en patois : AQVITANIA et AQVITAINA + H PIPINVS REX avec la lettre aspirative H et les noms de Limoges LIMODICAS et LIMOVIX. Ces monnaies ont été trouvées à Limoges en divers lieux de cette ville; on lit aussi sur certaines pièces : *Aquitaniarum* et *Equitaniarum rex*. Pepin I^{er} mourut avant son père; il avait marié une de ses filles à Ratier, comte de Limoges.

Pepin II, fils de Pepin I^{er}, fut proclamé roi, l'an 839, par quelques seigneurs d'Aquitaine, qui préféraient lui donner la couronne plutôt qu'à Charles le Chauve, fils de Judith. M. de Longpérier a décrit une rare monnaie de ce jeune prince, portant son monogramme, et la légende + PIPINVS REX *Equitaniarum*. Il mourut en 865.

Louis le Débonnaire, dominé par Judith, sa seconde femme, vint d'Auvergne à Limoges faire prêter serment à tous les seigneurs d'Aquitaine, ainsi que foi et hommage à son fils Charles, surnommé plus tard le Chauve, au préjudice de Pepin II, fils de Pepin I^{er}, fils de sa première femme Hermengarde. Charles, couronné roi d'Aquitaine à Limoges, y fit forger des deniers à son nom, dit Leblanc; on y lit, autour du monogramme de *Karolus* : GRATIA DI REX; au revers, + LIMOVICAS. MM. F. Fougères et Combrouze en ont publié un qui porte + LIMODICAS. Charles convoqua les états de ce royaume d'Aquitaine, en 848, à Limoges. Charles le Chauve fit sacrer roi d'Aquitaine, l'an 855, Charles, son fils puîné du premier lit de sa femme Hermentrude. Il régna huit ans. On lit AQVITANIX dans le champ d'un de ses deniers, et AQVI-TANIA, AQVI-TANA sur deux oboles.

Louis le Bègue, l'aîné, frappa aussi des monnaies comme roi d'Aquitaine; il fut couronné l'an 867, ayant survécu à son frère Charles II. J'ai recueilli au Doyenné, près du palais épiscopal de notre ville, une obole sur laquelle on lit + LVDOWIC d'un côté, et de l'autre AQVITANIA.

Carloman II partagea avec Louis III, son frère, les états de Louis le Bègue, leur père. Il fut d'abord, en 880, roi d'Aquitaine, et l'atelier monétaire de Limoges mit en circulation des monnaies à son nom, dont on connaît deux variétés : autour d'un monogramme réunissant les lettres CAROMS : *Carloman rex*; au revers, + LIMOVIX. CIVI., et le beau denier, à la légende

bizarre, devenu ma propriété. Autour d'une croix inscrite dans un cordon de perles on lit : † CARNOMAN. REX, légende commençant par un C, et dont l'O est très-petit. — Revers : autour du monogramme de Carloman : † LEMOVX CIVS; un très-petit I entre les jambages du V; l'O de cette légende est aussi très-petit.

Un troisième denier n'offre d'autre variété que dans le monogramme. Sur un denier frappé à Arles, on lit : *Carlemanus rex*; sur les nôtres : *Carloman* et *Carnoman*; dans les chartes latines : *Carolomannus*. Ce latin des chartes est sur des pièces de fabrique barbare : *Herlimans*, *Carlaman*, *Careman*, *Carlemadoi*, *Carlenarius*. Nos chroniques manuscrites partagent l'erreur d'autres écrivains qui traitent d'illégitimes Louis III et Carloman, parce qu'ils étaient fils d'Ansgarde, que leur père Louis le Bègue avait épousée contre la volonté de Charles le Chauve, et qu'il fut contraint de répudier : « Louis, filz bastard de Louis le *Balbe* (*Balbus*), fust roy avecq Carlomand. Du commencement, ces deux se portèrent vaillans contre les Normans & Danois, lesquelz, avecq grande puissance et forte armée, gastoyent la France, & ces deux freres enfin moururent par fortune : l'un fut tué par son cheval, l'autre en poursuyvant un sanglier, apres quatre ans de regne; mais Carloman, pour ce qu'il estoit l'aisné, tient le rang des roys par sus l'autre. » Le Promptuaire des médailles, Gaguin, le Dictionnaire de Juigné, disent, après avoir parlé de Carloman : « Auxquels succéda son fils, quelque deux ans après environ, l'an de grâce 884 ». Gaguin le nomme *Ludovicus nihil faciens*.

On lit dans nos chroniques manuscrites : « Couronnement d'Eude 2^{me} du nom à Lymoges, soubz Louis & Carloman, roys de France, l'an 884.

» Le roy Raymond de Provence ayant fait retirer l'empereur Richard, qui lui estoit venu donner secours, avecq sa fille & son filz Charles, en Vienne, qu'il tenoit paisiblement à cause de Bistrade, sa fême, le pays de Sauoye & Prouence avecq la plus part de Bourgogne, tant pour raison de ses prédécesseurs que de la comtesse Jue, fille de Richard, duc de Bourgogne, que son filz Eude auoit espousée, lequel tenoit la comté d'Angiers avecq la plus part des douze comptes d'Aquitaine, que le roy Pepin auoit donné en appanage à Griffon, son frere, dont ledit royaume estoit descendu. Pour ceste cause, ledit Raymond enuoyat son filz Eude gouuerneur d'Aquitaine, lequel fust receu

par les princes & barons du pays, & appelé roy d'Aquitaine, et couronné à Lymoges par Rodulphe, archevesque de Bourges, qui depuis, par sa sainteté de vie, fust mis au catalogue des Sains, resplandissant par miracles.

» Eude, qui fust monarque de France (plus tard), fist battre monnoie de son nom & armoiries tant à Lymoges qu'ailleurs, jouyssant entierement du royaume de France, qu'il restitua à Charles le Simple. Il gouverna l'Aquitaine unze ans. »

Les monnaies d'Eudes frappées à Limoges ont été long-temps rares: on en a découvert une certaine quantité de nos jours. On lit sur les deniers d'argent: ODO dans le champ: les O sont cruciformes, ainsi que sur les monnaies de Turenne; en légende: GRATIA DI. — Au revers: LEMOVICAS ou LEMODICAS CIVIS; sur la maille ou obole: LEMOVICAS. Il y a des pièces, mal frappées, où l'O cruciforme est remplacé par une croisette, et les mots défigurés.

Suivant nos chroniques, « l'an 920, Charles le Simple voullut recouurer les terres d'Aquitaine, parquoy vint à Lymoges ou sy fist couronner roy par Gauttier, archevesque de Sens, dont s'esmeut grand guerre, qui dura deux ans. Alors fust supprimée la comté de Lymoges, & unie à la couronne de France par la rebellion du vassal contre son seigneur, et depuis ny a eust de comte. »

Un auteur du XI^e siècle donne à Eudes un fils nommé Arnoul, qui prit, après la mort de son père, le titre de roi d'Aquitaine, mais qui lui survécut peu.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

Limoges, le 31 octobre 1862.

PLOMBS HISTORIÉS

TROUVÉS DANS LA SEINE

ENSEIGNES DE PÈLERINAGES

MÉREAUX DE CORPORATIONS

INTÉRESSANT DES SAINTS LIMOUSINS

M. Arthur Forgeais, président de la Société de Sphragistique de Paris, dont j'ai eu l'honneur d'être un des membres fondateurs, a publié, en deux gros et beaux volumes, les descriptions de plombs historiés trouvés dans la Seine. J'ai cru pouvoir lui emprunter ceux qui ont rapport à nos deux Saints limousins Éloi et Léonard.

Page 40. — Plaque carrée représentant *Eligius* forgeant sur une enclume, et recevant une bougie roulée d'un personnage placé devant lui. Près de l'enclume, un cheval. Notre Saint était invoqué pour les maladies des chevaux : dans l'ancien missel d'Amiens, on lit cette strophe d'une prose du jour de sa fête :

Qui non negas opem brutis,
Auge nobis spem salutis.

Cette enseigne peut remonter à la fin du XIII^e siècle. Nous avons, dans l'histoire de notre pays, des exemples de ces longues bougies fabriquées en des temps malheureux pour être offertes aux églises : une, entre autres, faisait le tour des

murailles de la ville, assiégée par Henry le Vieux, roi d'Angleterre. On lit au haut de cette plaque : ELIGIVS.

Page 42. — Autre plaque carrée plus grande, et surmontée d'un fer à cheval au-dessous duquel on lit la légende SIGI-N.Vm SanCti ELIGII. Les personnages sont placés sur ce plomb dans une disposition différente : le Saint, à gauche, frappe sur l'enclume ; celui qui lui offre la bougie roulée est au milieu ; le cheval, sellé, est à droite ; au-dessus, du même côté, un ange informe présente un vase ou un encensoir. Trouvée, en 1850, au pont Saint-Michel.

Page 43. — Plaque plus petite, carrée, avec des anneaux adhérents aux quatre coins pour fixer l'enseigne (*signum*). Les caractères de la légende, par la maladresse du graveur, sont empreints à l'envers : † ELIGIVS. Un autel est placé au milieu du champ, et, dessus, un calice de forme antique avec une hostie ; à droite, notre Saint, en habits pontificaux, la mitre en tête, tenant la crosse d'une main et un rameau de l'autre ; à gauche, le personnage qui offre la bougie roulée ; devant lui, deux béquilles. C'est une grossière représentation du miracle que fit saint Éloi à l'abbaye de Saint-Denis en guérissant un homme perclus de tous ses membres ; miracle raconté dans sa Vie par saint Ouen. — Trouvée au Petit-Pont en 1856.

Page 89, 2^e volume. — Méreau rond du xiv^e siècle, trouvé, en 1858, au pont Notre-Dame. Saint Éloi, mitré, revêtu d'ornements épiscopaux, assis, bénit de la droite, et tient un marteau de la gauche ; dans le champ, une clef. Au revers, un fer à cheval percé de six trous ; autour, trois étoiles et une fleur de lis. La clef semble indiquer une association des serruriers avec les maréchaux ferrants.

Les maréchaux de Limoges avaient pris saint Éloi pour leur patron à cause de l'enclume et du marteau, instruments qui leur sont communs avec les orfèvres, et par suite de nombreuses légendes. L'auteur de cet article possède une peinture sur vélin, de 1618, représentant ce Saint, et la liste des maîtres maréchaux (de 1616 à 1633) de Limoges.

Page 90. — Variété du même plomb. Le Saint est assis, la tête nimée, et, au revers, un fer à cheval d'une forme particulière, percé de cinq trous carrés, accompagné d'un ciseau de maréchal ferrant. Ce méreau du xv^e siècle, trouvé, en 1859, au Pont-au-Change, n'offre aucune trace de légende.

Page 420. — Médaillon rond. D'un côté, saint Éloi debout tenant une balance; la tête entourée d'une auréole : on lit autour : S. ELOY; à ses pieds, à droite, une selle; au revers, le même Saint, taillant, avec une herminette, un collier de cheval posé sur un billot, et la légende *Auxx Matlres et Compagnons selliers*. — De la fin du xv^e siècle. — Trouvé, en 1855, au Petit-Pont. C'est une traduction fautive du mot *sella*, siège, qui a fait regarder saint Éloi comme sellier.

Page 423. — Le même Saint, en chasuble, mitré, tenant d'une main un marteau, avec la légende *saint Éloi*. Au revers, deux clefs liées par un cordon. — Plomb du xvi^e siècle, trouvé, en 1858, au Pont-au-Change. Corporation des serruriers de Paris : ceux de Limoges ont saint Pierre pour patron.

Page 458. — Variété d'un travail barbare. Saint Éloi, assis sur un siège antique, la tête couronnée, frappe d'un gros marteau une petite enclume; la bougie roulée lui est présentée par un homme à cheval, dont la coiffure tient du nimbe et de la casquette. On lit en légende : SCS. ELIGIUS. — Plomb du commencement du xiv^e siècle, trouvé, en 1862, au pont Notre-Dame.

Page 459. — Plaque; variété [d'un travail moins barbare. Saint Éloi, assis, frappe avec un marteau un fer à cheval placé sur une enclume; à gauche, un personnage, dont on ne voit que le haut du corps, présentant le rouleau de bougie, dont le commencement est déroulé; au dessous, un petit cheval. Légende : S. ELIGIUS. — Plomb du xiv^e siècle, trouvé, en 1860, au pont Notre-Dame.

Page 460. — Plaque avec fronton; variété qui représente saint Éloi revêtu des ornements épiscopaux, avec la mitre et la crosse, bénissant de la droite; au milieu, un calice de forme antique sur un bloc de bois; à gauche, agenouillé sur un marche-pied où se voient trois clous, le personnage offrant la bougie déroulée en partie, dans un sens différent de celle de la précédente plaque; profil d'une tête de cheval; sur le fronton, en caractères rétrogrades, la légende SIGNUM SCI ELIGII. — Plomb de même date que le précédent, trouvé au même lieu en 1862.

Page 464. — Même composition que celle de la page 460. La plaque est plus grande, et le dessin en est moins grossier. Mêmes détails que dans le dernier article.

Page 162. — Plus petite plaque, surmontée d'un fer à cheval. Au-dessus de la légende S. ELOVIS ou ELOUIS, le Saint forge un fer à cheval sur l'enclume; un pèlerin, à gauche, présente une torche à plusieurs mèches; dans le bas, petit cheval sellé et bridé. Ce plomb, du ^{xiv}^e siècle, fut trouvé, en 1862, au Pont-au-Change.

Page 163. — Fragment de plaque. Les personnages y sont dans un ordre opposé. Le Saint, à gauche, forge une coupe. Le pèlerin, à droite, offre la bougie roulée, et le cheval touche au bloc de bois.

Page 164. — Sachet rond, avec deux anneaux à son orifice. D'un côté, le Saint, assis, forgeant, et l'homme à la bougie roulée; le tout entouré d'une bordure ronde; au revers, le Saint debout, avec sa mitre et sa crosse, bénissant de la droite l'homme à la bougie, que suit un cheval dont on ne voit que la tête. — Œuvre de la fin du ^{xiv}^e siècle, trouvée, en 1862, au pont d'Arcole.

Page 165. — Variété de la plaque où le Saint guérit un boiteux. On lit en légende : † ELIGIUS; empreinte à rebours. — Enseigne du ^{xiv}^e siècle, trouvée, en 1856, au petit pont Saint-Charles.

Page 166. — Fragment d'une plaque où on lit :.... IGGIVS. On y voit la tête du pèlerin et la bougie déroulée.

Page 167. — Plaque ornée de trois pointes au-dessus de la légende S. ELIGIUS. C'est encore la guérison du boiteux, placé entre deux béquilles, coiffé d'un chapeau très-singulier, et offrant la bougie déroulée en partie; entre lui et le saint évêque, le billot, l'enclume et un fer à cheval; saint Éloi, mitré et tenant la crosse, donne la bénédiction de la main droite. — Plomb du ^{xiv}^e siècle, trouvé au pont d'Arcole en 1862.

Page 168. — Plaque carrée, autre variété d'un travail meilleur. Le saint évêque est beaucoup mieux dessiné. Au milieu, un autel, sur lequel est placée une custode d'où sort une hostie; une femme boiteuse avec deux béquilles, et coiffée d'un chapeau à la mode des Bourbonnaises, présente la bougie roulée; légende : † ELIGIUS : la seconde lettre est renversée. Il reste un anneau à l'angle inférieur de cette plaque endommagée, qui date du ^{xiv}^e siècle, et qui fut trouvée, en 1860, au pont Notre-Dame.

Page 169. — Variété du même sujet, exécuté en sens contraire. Le saint évêque dépose une hostie dans la custode placée sur l'autel ; la femme boiteuse, entre ses deux béquilles, offre le cierge roulé ; sa coiffure, mal rendue sans doute, ressemble à deux cornes. La légende barbare EILEI... est coupée en deux par une gerbe. — Enseigne de la fin du ^{xiv}^e siècle, trouvée, en 1862, au pont d'Arcole.

Page 170. — Plaque carrée, plus grande, et offrant de singulières combinaisons. La légende est inscrite dans le cadre de l'enseigne ; on lit : † NUM (pour *signum*) SANCTI ELIGII NOVIOMENSIS ; et, malgré le nom de Noyon, qui rappelle sa ville épiscopale, le Saint est représenté assis dans son atelier, et frappant l'enclume de son gros marteau. Le boiteux, tête nue, presque chauve, conserve une mèche de cheveux en aile de pigeon, mal rendue dans les autres plombs. Il tend sa main droite vers la gauche du Saint. Devant lui, deux béquilles croisées ; derrière, le cheval bridé, dont les oreilles se portent en avant. La porte de l'atelier est ouverte, et un objet ressemblant à un vêtement plié dont une manche s'échappe est attaché au mur. — Plomb du ^{xiv}^e siècle, trouvé, en 1862, au pont d'Arcole.

Enfin une statuette de bois, malheureusement endommagée (le bras gauche manque), représente notre Saint vu de face, assis, la mitre en tête, et revêtu des ornements sacerdotaux. Un grand fer à cheval, percé de six trous, est placé à sa droite sur son siège, et sa main tient un rouleau. Le marteau était probablement dans la main cassée.

On voit par toutes ces enseignes, qui intéressent la paléographie comme la numismatique, que les maréchaux de Paris étaient plus dévots à saint Éloi que les orfèvres de cette capitale, dont on n'a trouvé aucun médaillon. Peut-être faut-il reconnaître que les maréchaux étaient plus nombreux, ou que, les orfèvres n'employant que des métaux précieux, leurs œuvres, mises au creuset, ont disparu.

De nombreuses corporations d'orfèvres, et nos émailleurs, qui exerçaient aussi l'orfèvrerie, ont représenté saint Éloi en évêque, tenant une crosse et un marteau. Quelques-uns y ont joint des balances. La corporation de Cambrai a surenchéri sur toutes les autres dans ses armes : le saint évêque apparaît au milieu d'une gloire avec ses attributs ; au bas de l'écusson, une table élégante est couverte de vases sacrés et d'une aiguière entre un fourneau portatif et deux maillets.

Les peintres sur verre et les enlumineurs de parchemins ont consacré leur talent à retracer des faits de la vie de notre Saint. Je vous fais grâce de la légende peinte sur un vitrail allemand, légende apocryphe, répétée dans une miniature, par laquelle saint Éloi aurait été puni d'un excès d'amour-propre par une leçon que lui donnèrent Jésus-Christ en personne et saint Georges. Je ne dirai qu'un mot de son apothéose, peinte il y a environ sept cents ans. Le saint évêque y est représenté debout entre deux moines de Solignac à genoux; une main céleste semble l'inviter à quitter la terre.

En résumé, saint Éloi fut monétaire, *aurifaber* ou orfèvre et émailleur; on a joint à ses talents ceux du sculpteur et du ciseleur, utiles à l'orfèvrerie. Les corporations de maréchaux, et par suite celles de vétérinaires, l'ont pris pour patron, en se fondant sur des légendes, ainsi que les selliers, comme je l'ai dit, par une explication abusive du mot latin *sella*, qui signifie siège. Le fameux fauteuil ou la chaise de Dagobert, qui fit tant d'honneur à son habileté comme à son désintéressement, en est sans doute la cause.

Ces légendes du reste eurent d'autant plus de créance que l'Église les adopta en les insérant dans les proses de ses offices. En voici un exemple :

Oriundus Lemovicis
Agens fabricæ studium.
Omnem vicit aurificis
Sculpturam et ingenium.

Miramur in Eligio
Pastorem, fabrum, medicum;
In triplici mysterio
Tria commendant unicum.

Nous ajoutons à ces deux strophes un distique latin où, malgré la concision qui lui est imposée, se trouvent réunis tous les titres de gloire de notre illustre Eligius :

Aurifaber, præsul, divus, struit, instruit, implet,
Vasa, gregem, terras, celte, docendo bonis.

Je dois indiquer, en terminant, à ceux qui voudront faire en grand l'iconographie de l'immortel artiste, que j'ai à peine

esquissée, le tryptique en bois de l'église de Crocq, où l'on voit la vie de saint Éloi peinte en plusieurs tableaux, accompagnés de quatrains explicatifs, ainsi que le poème sur les miracles de saint Éloi, illustré de curieuses miniatures, publié par notre correspondant de Noyon M. Peigné de La Cour.

Je remets à une autre séance la description des plombs et médaillons frappés en l'honneur de saint Léonard.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

Limoges, le 31 juillet 1863.

ENSEIGNES

DE CORPORATIONS OU DE PÈLERINAGES

AGNUS DEI

ET MÉDAILLES BRACTÉATES LIMOUSINES (1)

Je continue, Messieurs, grâce à quelques obligeantes communications, de vous entretenir de ce que j'appelle les *opuscules* de nos orfèvres.

Sur un petit carré de cuivre, entouré d'une bordure, est inscrit un cercle en *grainetis*, au milieu duquel est gravé en repoussé saint Léonard vu de face, la tête ceinte du nimbe ou auréole des Saints. Il tient un livre d'une main et un fruit de l'autre; deux personnages sont placés à sa droite et à sa gauche, dont l'un tient deux menottes; sous les pieds du Saint, qui sont recouverts par sa tunique, un très-petit écusson.

Médaillon rond, de travail aussi ancien, et même métal : saint évêque tenant une croix processionnelle, et bénissant de la droite; une femme agenouillée devant lui, dont la tête, coupée, est portée entre les deux mains; fleurons à droite et à gauche dans le champ. Autour, en belle écriture gothique, cette légende : *Sancte Martialis, ora pro nobis*.

Un autre médaillon de même grandeur, également bractéate, représente le même saint Martial, en buste de face, au milieu du champ; un léger nimbe entoure sa mitre, et cinq fleurons remplissent le vide du champ. — Autour, la légende gothique

(1) Voir T. XII, p. 159.

Sancte Marcialis (sic), *ora pro nobis*. — Ces deux pièces ont été dorées.

Après ces trois pièces, dont les caractères des légendes accusent une haute antiquité, je signalerai une médaille ovale frappée du poinçon de Léonard Penicaud dit Nardou l'émailleur, le monogramme formé des lettres L. et P., Léonard Penicaud. Il représente un évêque mitré vu de face; un grand nimbe entoure sa tête; il tient sa crosse de la gauche. Le travail en est si grossier qu'on ne peut dire si ce sont des béquilles croisées, ou son étole, qui sont figurées sur sa poitrine; à gauche, une bourse ou un vase informe. Ce pourrait être saint Loup, évêque de Limoges. Cet *Agnus Dei* serait de la fin du xv^e siècle.

Un autre médaillon, rond et plus grand, découpé à jour, représente, dans le champ, un guerrier armé de toutes pièces, montant un cheval couvert de fer. Il foule aux pieds de son coursier un dragon, qu'il perce de sa lance; une guirlande, formée de lis et de quintefeuilles, encadre élégamment cette composition, dédiée à saint Georges.

Petits médaillons ronds : variétés des saints Gaucher et Faucher, prieurs d'Aureil.

Variété de la sainte Face.

Trophée des instruments de la Passion.

Buste en profil de la sainte Vierge.

Denier d'argent bractéate de la ville de Limoges.

Médaillon rond, présentant une tête de face à longue barbe et longue chevelure, qui ne peut être que celle du Père éternel : cette pièce est inédite et rare.

Agnus Dei ovale, bractéate, sur lequel on voit un moine tenant d'une main une crosse, et de l'autre un oiseau; sa tête est ceinte du nimbe circulaire; dans le haut, un mot peu lisible : *saint Fiacre* (?), patron des jardiniers.

Grand médaillon, variété du saint Roch : un ange touche la plaie de son genou.

Petit médaillon rond : un saint moine y est agenouillé, la face tournée vers une lumière céleste, les mains tendues. Les initiales S. F. nous font penser que c'est saint François d'Assise, sous l'invocation duquel était une église de Récollets à Limoges, où se réunissait la corporation des chirurgiens de cette ville.

Médaillon ovale bractéate, où est empreint l'agneau de saint

Jean-Baptiste, avec la croix et la bannière. C'était l'emblème favori des pénitents blancs de Limoges.

Variété de saint Léonard : le Saint est seul, tenant des menottes.

Médaille ovale, représentant une sainte martyre portant une palme.

Un des plus remarquables de ces *Agnus Dei* bractéates est celui qui donne le dessin d'un ostensor ou Saint-Sacrement, de forme antique : il est placé sur un pied très-bas ; l'hostie sainte est enfermée dans un cadre carré, tandis qu'il est rond de nos jours ; il rappelle celui qui fut sculpté sur une des façades de l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix en souvenir de la célèbre confrérie du Corps-de-Dieu de cette paroisse, dont nous possédons un si curieux livre de comptes, enluminé par nos plus habiles émailleurs vers le milieu du xvi^e siècle.

Je pourrais ajouter à cette liste d'enseignes de confréries deux jolis médaillons en émail fond blanc, sur lequel l'artiste a peint deux pénitents feuille-morte, à genoux, et tournant leurs regards vers leur patronne, sainte Madeleine, environnée d'une gloire céleste. Au revers, un diacre tenant une croix (saint Étienne de Muret ?) : le nom de l'émailleur n'y est pas inscrit. — Deux médaillons de forme semblable sont en ferblanc peint ; on y voit deux pénitents bleus prosternés devant saint Jérôme, patron de leur confrérie.

Quant aux statuette ou figurines en demi-relief, j'ai remarqué un saint moine évêque, dont la tête manque, avec les lettres S. A. *saint Amand*, ou *saint Aurélien*, ou *saint Yrieix* (*Aredius*) ; un saint Sébastien, dont le corps, dépouillé de ses vêtements, est percé de flèches, et qui était invoqué avec saint Roch en temps de peste. Cette figurine est d'un dessin conforme à la statue de saint Sébastien qu'on voyait sur une des façades de Saint-Pierre, paroisse de la confrérie des saints Roch et Sébastien.

Figurines de sainte Susanne, mère de sainte Valérie, les mains jointes ; au bas S. S.

Figurine d'un saint martyr : S. C.

Autre variété de saint Roch, tenant un bouclier et une lance : — *sancte Roche*.

Saint Christophe portant l'enfant Jésus. Ce Saint avait une église paroissiale à Limoges sous l'invocation de saint Jacques ou saint James et saint Christophe. Une léproserie ou maladrerie, près du ruisseau d'Aigueperse aux Casseaux, portait ce nom.

Enfin une croix en demi-bosse, avec l'inscription INRI et la couronne d'épines, le tout découpé à jour : c'était l'emblème des pénitents noirs, fondés à la fin du xvi^e siècle par Bernard Bardon de Brun. Leur chapelle était au bas de la ville, dans une exposition au midi, et les vignes qui l'entouraient avaient une réputation parmi les habitants de Limoges.

Je conclus de ces recherches, qu'on trouvera peut-être minutieuses, que les orfèvres de Limoges avaient un grand débouché de ces petits ouvrages dont on ornait les chapelets des dévots et des pénitents.

Cette industrie de l'orfèvrerie était considérable à Limoges, comme nous le prouverons par une nouvelle liste de ceux qui l'exerçaient au xvi^e et au xvii^e siècle ; nous publierons cette liste, dont les noms ont été recueillis dans les actes de nos archives, et nous terminerons cette notice par un proverbe patois, qui, témoignant de l'orgueil de nos artistes, ridiculisait ceux de leurs confrères étrangers moins favorisés de la fortune : « *Lou orfevrey de Bourges ne chaoumein mäs faouto d'eyloffo* ».

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, Officier d'académie.

Limoges, le 27 novembre 1863.

TERRIER

DE L'ÉGLISE DE BEAUMONT

PRÈS PEYRAT

M. Pinot de Moira, avocat à la cour impériale de Limoges, possède et a bien voulu me communiquer un manuscrit qui m'a semblé mériter l'attention de la Société Archéologique et Historique du Limousin, et dont l'insertion au Bulletin de cette Société a été autorisée. C'est un terrier de la petite église de Beaumont près Peyrat-le-Château, que presque tous nos annalistes ont passée sous silence, et dont l'abbé Nadaud (*Pouillé*, mss. du grand séminaire de Limoges) nous dit seulement que c'était une cure de trois cent soixante-dix communiantes, dépendant de l'archiprêtré d'Aubusson, au revenu de 402 livres, et à la collation de l'évêque de Limoges en 1563, du chapitre d'Eymoutiers en 1558, 1563, 1588, 1629, 1653, 1660, 1690, 1716, 1727, 1762. Il ajoute que l'église était consacrée à saint Pierre apôtre.

J'avais d'abord le projet de n'éditer que les deux transactions de 1207 et 1444; mais il a paru au comité de publication que le surplus du terrier présentait, par les noms de lieux qu'il indique, un intérêt suffisant pour en justifier l'impression. Je donne donc le manuscrit dans son entier (1).

(1) J'ai donné en note, autant que cela m'a été possible, les noms actuels des mas et borderies. Étranger au canton d'Eymoutiers, je n'ai pu faire ce travail qu'à l'aide de la carte et des tableaux de recensement. Lorsque ces documents m'ont fait défaut, soit que les lieux cités aient disparu, soit que les noms des hameaux et villages aient été trop largement défigurés, je me suis abstenu.

Il est sur vélin, et comprend huit feuillets de 34 centimètres de hauteur sur 26 de largeur, écrits au *recto* et au *verso*. L'écriture est une minuscule gothique accusant le xv^e siècle. Les lettres initiales des alinéas sont alternativement bleues et rouges, en majuscules gothiques. La lettre S qui commence le manuscrit est soigneusement ornementée, et enluminée vermillon, bleu et or. La lettre S qui commence la deuxième partie du terrier est bleue et rouge, et porte à l'intérieur, en minuscules, le nom *Stephanus de Campis*.

J'ai cru devoir respecter l'orthographe, très-souvent vicieuse, du terrier et ses nombreuses fautes de latinité. J'ai seulement, pour la commodité des lecteurs, rendu la ponctuation un peu plus abondante qu'elle ne l'est sur le manuscrit, et supprimé les abréviations.

JOSEPH BRUNET.

Novembre 1863.

Sequitur terrarium reddituum, provenctuum et decimarum ecclesie Bellimontis prope Peyracum (1), factum in tempore domini Stephani de Campis, capellani ejusdem ecclesie Bellimontis, notarii publici; de quibus redditibus, censibus, provenitibus et decimis fuit in bona possessione et sazina tempore et ante tempus ex quo fecit fieri priscus terrarium et per xcem annos ante quod scriptum die.

Et primo est et fuit in possessione bona pacifica ecclesia predicta de Bellomonte, et capellanus ejusdem, levandi decimas inferius declaratas ratione ecclesie sue Bellimontis presenti anno, et eciam per tempora preterita quo fuit capellanus dominus Stephanus de Campis.

Et primo omnes decimas de Vergnotz, omnium bladorum excrescencium in campis, et eciam lane spectat ut supra ecclesie omnino.

Item, in duobus mansis de Vergnotz, unum sextarium frumenti renduallem, ad mensuram de Peyraco, ratione decime ortorum, et cum predicto sextario frumenti tenenciarum mansorum predictorum de Vergnotz non tenentur solvere ecclesie neque capellano decimam fructuum excrescencium in ortis.

Item, decima mansi de La Chapela Talhafer (2) existentis in pertinenciis mansi de Axiol, omnium bladorum, siliginis, frumenti et avene, et eciam

(1) Les noms de lieux n'ont pas de majuscules au manuscrit.

(2) Peut-être La Chapelle-Taillefer, chef-lieu de commune dans la Creuse, d'abord simple vicairie, et plus tard (1311) siège d'une église collégiale. Toutes mes recherches en ce qui concerne Axiol sont restées infructueuses.

lane. Johannes de Chasteaucort tenet dictum mansum de la Chapela Talhafer cum omnibus pertinenciis suis.

Item, decima videlicet medietas mansi de (1), siliginis . frumenti et avene, et medietatem eciam lane.

Item, decima mansi de Chavan, omnium bladorum, siliginis, frumenti et avene, nec non lane, de qua quidam (2) decima fuit debatum in curia domini officialis inter dictum capellanum et Petrum Medici, tenenciarium dicti mansi de Chavan, et fuit prolata sententia per dictum officialem contra dictum Medici et ad utilitatem ipsius capellani et ejus ecclesie prima die juridica post festum pasche, anno domini m^o cccc^o xix^o.

Item, decima mansi deou Mas Oublane, omnium bladorum eciam cum lana. Recognicionem premissorum fecit Johannes Fabri, tenciarius predicti mansi, coram domino Johanni Pichardi, canonico Ahenti monasterii (3), notario apostolico et inperiali.

Item, decima de Bellomonte, duarum bordariarum deux Rochafortz et deux Meges, eciam est ecclesie predictae de Bellomonte, quia de predicta decima eciam fuit prolata sententia per dominum officialem lemovicensem contra Petrum Medici, tenenciarium predictarum bordariarum, ad utilitatem capellani predicti et ejus ecclesie, die et anno predictis.

Item, omnis decima mansorum de La Varelha (4), item de La Viata, per integrum omnium bladorum et lane.

Item, medietatem decime diversals (5), omnium bladorum, lane et frumenti.

Item, in manso deu Pogol, sito in pertinenciis de Villamoguana (6), videlicet inter dictum locum de Villamoguana, ex una, et mansum deu Boueyt, totam decimam bladorum et lane per integrum.

Item, in manso de Villamoguana, decimam lane per integrum.

Item, in mansis de Pers (7), lo sopra e lo sotra, totam decimam lane.

Item, in manso de Fumoza (8), totam decimam lane.

Item, in manso dou Mazals (9), totam decimam lane.

Item, in manso de Champainhac (10), videlicet in campo qui est supra guanam (11) de Planchaneyro, decimam medietatem campi predicti a tribus arboribus versus guanam predictam, ratione novaliorum, quod est

(1) Ce nom de lieu a été soigneusement gratté au manuscrit.

(2) Il faut évidemment *quidem* ou *quondam*; mais le manuscrit porte bien *quidam*.

(3) Eymoutiers.

(4) La Vareille, commune de Beaumont.

(5) Hivernaud, commune de Beaumont.

(6) Villemonjeanne, commune de Beaumont.

(7) Pert, commune de Beaumont.

(8) Fumouse, commune de Beaumont.

(9) Le Mazeau, commune de Beaumont.

(10) Champagnat, commune de Beaumont.

(11) *Gane* est un mot tout limousin : il signifie d'habitude un marais, la queue d'un étang, un vivier, etc.

Andree de Champainhac, filii quondam Petri de May, et fuit in bona possessione.

Item, omnes decimas novaliorum, podiorum et pratorum totius nostre parrochie Bellimontis.

Item, in manso de Villamoguana, novalla nemorum. Item podii qui est subtus levatam a parte podii de Barenta.

Item, in et super quarterio magne decime Johannis Quintini, iii sextarios et eminam siliginis renduales.

Notum sit omnibus, universis et singulis, capellanis seu rectoribus ecclesie Bellimontis atque parrochianis ejusdem quod cum debatum et questionis materia verteretur inter dilectum in Christo dominum Petrum Ousudre, rectorem dicte ecclesie de Bellomonte et canonicum Ahenti (1), et parrochianos dicte parrochie de et super literis matrimoniorum, nubciis, sepulturis, terracgiis, extrema unxione, aniversalis, atque baptismis, die hodierna infra scripta talis compositio intervenit et fuit facta ad evitandum questionem et debatum in futurum : videlicet quod capellanus debet et tenetur tradere licteram matrimonii, sive licentiam, cuilibet filie quum recedit a parochia, cum xii denariis. Item, quum filius alicujus dicte parrochie recedit extra dictam parrochiam pro se maritando, cappellanus in litera sive licencia talis parrochiani levat et levare debet ad voluntatem ipsius cappellani. Item, quum nubcie fuerint infra (2) dictam parrochiam, in burgo Bellimontis, vel extra, cappellanus recipit jure nubciali quatuor mortecas (3), quatuor pintas vini et duas tibus porchi, videlicet unam de primis et reliquam de ultimis. Item, de xiii denariis medietatem. Item, in extrema unxione recipit tres solidos, i denarium. Item, in sepulturis, de terracgio (4), tres solidos, i denarium. Item, de vigiliis (5), xiii denarios. Item, de exaudis (6), xiii denarios. Item, duplicem libacionem. Et cum hoc tenetur cappellanus dicere alte

(1) Eymontiers.

(2) *Infra* s'est quelquefois employé en basse latinité pour *infra*. (Gloss., v° *Infra*.)

(3) *Morteca*, en français *mortreux*, sorte de bouillie qui se faisait de pain et de lait. (Du CANGE, Gloss. et supplém., v° *Morteca*.) « *Après ont chacun une ribelette de lart routi sur le greil*, est-il dit dans une charte de 1450, *chacun une esculée de mortreux fait de pain et de lait, et à boire tant qu'ils veulent cidre ou cervois*. » — « *Ipsa die*, portent les coutumes du monastère de Fleury-sur-Loire, *in refectorio, ad prandium, mortecas, generale piscium, mortariola, pttanciam de optimo vino debemus habere, et ad cœnam trulas*.

(4 et 6) *Terragium*, pour *inhumatio*, *exodium*, pour *ezequia*, étaient peu usités. Le second de ces mots paraît s'appliquer à la cérémonie qui se fait dans l'église. tandis que *terrarium* veut dire l'enterrement au cimetière.

(5) Office des morts. Vraisemblablement celui qu'on appelle aujourd'hui *nocturne*, et qui se psalmodie dans la plupart des enterrements (sans être obligatoire).

missam mortuorum et remembrancias (1) mortuorum consuetas. Item, in omnibus aniversariis, eciam dupplicem libacionem. Item, pro oferta, casu quo fiat, ad voluntatem parcium. Item, cappellanus potest insequi quolibet corpus sive heredes ipsius, ipso corpore sepulto, usque ad duas libras cere, casu quo luminaria non valeret dictas duas libras cere. Item, pro turibulo sive ensecier (2), vi denarios. Item, enchanselis (3) pro terraggio, duos solidos casu quo cappellanus tradat candelas, et, si parrochiani tradant, xviii denarios. Item, in baptismo, quatuor denarios, et clericus unum denarium. Item, post pascham, primus baptizandus debet solvere crismam (4). Testes hujus rei fuerunt Stephanus Lolerhier de La Varelha, Petrus Jonica, Johannes Fabri, Petrus Gobiani, presbiter, cappellanus Belliloci (5), et Guillelmus de Orto. Die xxiii mensis januarii, anno Domini m^o.cccc^o.xi^o.

STEPHANUS DE CAMPIS. S(6)equitur redditus bladi debiti ratione mansorum, videlicet, in quolibet manso, unum sextarium siliginis, et, in qualibet bordaria, unam eminam siliginis, ad mensuram de Peyraco. De quibus redditibus fuit in bona possessione levandi anno Domini millesimo quadragintesimo xxv^o.

Et primo, sequitur bladum siliginis et frumenti.

Et primo, in manso Albo, unum sextarium siliginis et quartam frumenti et totam decimam omnium bladum et lane.

Item, in bonis Guillelmi Rochafort, eminam siliginis rendualem. Item xxii denarios renduales.

Item, in manso de Chavan, unum sextarium siliginis rendualem. Item v^o solidos quos legavit Goni Sounier de Peyraco, dominus dicti loci de Chavan, in suo ultimo testamento, renduales, pro aniversario suo.

(1) Cette locution signifiait quelquefois les anniversaires des morts. Elle voulait aussi dire l'appel fait au prône des noms des défunts pour lesquels on demandait plus particulièrement les prières des fidèles. (Du Cange, *Gloss.*, v^o *Remembrantium*.) Ici, je pense qu'on a voulu dire : les offices ordinaires des morts, les prières des morts accoutumées.

(2) Ce mot n'est pas au Glossaire, mais on a évidemment oublié de placer sur l'*e* une abréviation qui ferait *ensensier*. (Encensoir : V. le *Glossaire français* de Carpentier.)

(3) Ce mot n'est pas au Glossaire. On disait ordinairement *candelabrum*, et plus rarement *candelaria* (candélabre, chandelier).

(4) *Chrisma*. Le saint Chrême, mélange d'huile et de baume consacré solennellement le Jeudi-Saint par l'évêque, et dont le les curés se pourvoient chaque année à l'évêché : il sert, avec les saintes huiles consacrées le même jour, aux cérémonies du baptême.

(5) Probablement Beaulieu, commune de Peyrat, aujourd'hui simple village, autrefois cure sous le nom de Beaulieu-près-Peyrat, Beaulieu-près-Eymoutiers. (Nadaud, *Pouillé mss.*)

(6) C'est dans la panse de cette lettre S que se trouve écrit *tephanus de Campis*, la lettre elle-même servant d'initiale à *Stephanus*.

Item, in duobus mansis de Petrafixa (1), eum bordaria de Petrafixa, II sistarios.

Item, in duobus mansis de Vergnotz, II sistarios siliginis renduales.

Item, in duobus mansis de Vassivieyra (2), II sistarios siliginis renduales.

Item, in mansis dabzols, quondam Petri Chaucherii, III eminas siliginis renduales.

Item, in manso de Capella Talhafer, unum sistarium siliginis.

Item, in teneinciario de La Fouria, eminam siliginis rendualem.

Item, in manso de Varelha, unum sistarium siliginis. Item plus, in ipso manso, eminam frumenti, ratione et ex causa decime ortorum.

Item, in manso de La Vilata (3), unum sistarium siliginis rendualem et tres quartas frumenti racione predictae.

Item, in duobus mansis deyvernauls (4), II sistarios siliginis. Item plus, III quartas frumenti racione predictae.

Vilata tenet.

Item, in manso de La Varelheta (5), unum sistarium.

Item, in manso de Fornols, alias de La Varelheta Roeyres, unum sistarium siliginis.

Item, in duobus mansis de Las Ternas (6), superiorem et inferiorem, II sistarios siliginis.

Item, in mansis deu Coffeyn (7), eminam siliginis.

Item, in manso de Fumoza, III sistarios eminam.

Item, in manso deu Mazaux (8), unum sistarium.

Item, in manso de Champanah (9), qui est una bordaria, eminam siliginis rendualem.

Item, in manso superiori de La Virola (10), unum sextarium siliginis rendualem.

Item, in manso inferiori, qui est bordaria, eminam siliginis rendualem.

Item, in duobus mansis de Vichers (11), in superiori et inferiori, II sextarios siliginis.

Item, in manso deu Boueyt, unum sextarium siliginis.

Item, in bordaria de Bisacge, eminam siliginis.

Johannes de Champanahac tenet.

Item, in mansis de Villamoguana et dou Poyol, II sextarios siliginis renduales.

(1) Pierrefitte, commune de Beaumont.

(2) Vassivière, commune de Beaumont.

(3) La Vilatte, commune de Beaumont.

(4) Hyvernaud, commune de Beaumont.

(5) La Varliette, commune de Beaumont.

(6) Les Thernes, commune de Beaumont.

(7) Coufeix, commune de Beaumont.

(8) Le Mazeau, commune de Beaumont.

(9) Champagnat, commune de Beaumont.

(10) La Virolle, commune de Beaumont.

(11) Vichez, commune de Beaumont.

Item, in duobus mansis da Pers, superiorem et inferiorem, II sextarios siliginis.

Item, in villa de Bellomonte, III eminas siliginis, pro tribus bordariis, renduales.

Item, in manso d'Ardena, I sextarium siliginis et quartam frumenti.

Item, possidet quodam solare domus situm in loco de Bellomonte, subtus ecclesiam, quod assensavi Leonardo de La Virola, primo VII^{tem} solidos et sex denarios renduales, inter domum deus Rochafortz, ex una, et domum Johannis Fabri, ex alia, et ortum dicti Johannis Fabri, ex altera.

Item, pratum dicte ecclesie.

Item, unum ortum vocatum de La Cisterna, contiguum dicti prati capellanie, quem ortum Stephanus de Campis, capellanus, atquisivit a Petro Medici, de Bellomunte.

Item, ortum clauzum lapidibus, situm in pertinenciis cimiterii magni Bellimontis, retro caminatam exuntem.

Item, molendinum cum stagno et levatis prout aqua labitur.

Item, super orto Guillelmi Rochafort, posito subtus ecclesiam, inter ortum de La Mostonaria et pratum de manso Oublanc, et insuper aliis duobus ortis Petri Medici de Bellomonte, emnam siliginis rendualem, ratione decime, et cum predicta emina siliginis renduale non tenentur dicti tenenciarii qui nunc sunt vel pro tempore erunt decimarum fructus dictorum ortorum.

Item, Johannes Fabri debet II denarios renduales in et super pecia terre sua sita a Planchaneyro.

Item, in quodam orto qui fuit Petri Medici, sito in terrario de campo Fabri, Ahenti monasterii, VIII denarios quos legavit uxor dicti Petri.

Item, in et super bonis Stephani Feydeti, VI denarios renduales.

Item, Petronilla, uxor sua, legavit ecclesie Bellimontis V^e solidos quos ascedit in et super quadam domo Guillelmi (1) Varehaudi, sita in rua de Naunis (2), ville Ahenti monasterii. Modo est dicta domus Guillelmi Romaneti.

Item, XII denarios in manso de Sarutz Labontat (3), parrochie de Aneta (4).

Item, in bonis Petri Barriera, de Aneta, VIII denarios renduales.

Item, in et super quodam pratro heredem quodam (5) Guillelmi Melhac, ville Ahenti monasterii, situm in tratorio (6).

..... (7) XVIII denarios renduales, quos assedit

(1) Il y a *Guillelmus* dans le manuscrit, mais c'est une erreur évidente.

(2) Aucune des rues actuelles d'Eymoutiers ne rappelle ce nom.

(3) Il existe un village du nom de Serru, Serut (recensement de 1851 et carte de l'état-major), ou Sarrut (carte de Grignard) dans la commune de Nedde.

(4) Nedde.

(5) Il faut évidemment *prato heredum quondam*.

(6) Si *tratorium* est un nom commun, il ne se trouve pas au Glossaire; s'il est un nom propre, il ne répond aujourd'hui à aucun nom des quartiers ou faubourgs d'Eymoutiers.

(7) Le commencement de cet alinéa a été laissé en blanc au manuscrit.

dominus Johannes Gursaudi, capellanus sive rector ecclesie de Bellomonte.

Item, unum sextarium siliginis rendualem, quod assedit et assignavit Johannes Vialata, tenenciarius mansorum de La Varelha, dyvernaux et de La Viata, in et super (1) omnibus suis mobilibus et immobilibus quibuscumque.

Item, in et super bonis Johannis Marinot, alias Beoubi, de Phelitinio (2), unam quartam frumenti rendualem, quam assedit et assignavit dictus quondam Johannes Marinot in et super domum suam sitam in barrio (3) Phelitinii, deversus ecclesiam parrochiam Bellimontis (4).

Item ecclesia de Bellomonte non debet procuracionem (5) domino Lemoicensi episcopo, ut constat per litteram cujus tenor hic est insertus :

« Johannes (6), Dei gratia Lemoicensis episcopus, omnibus has litteras inspecturis in perpetuum : notum sit presentibus et futuris quod cum nos in castellari (7) nostro apud Ahent (8) hedificare vellemus et canonici Ahentenses ne id faceremus inhiuissent, tandem inter nos et prepositum et canonicos ipsius ecclesie talis compositio intervenit ut liceret nobis et successoribus nostris illud hedificare castellare pro voluntate nostra, pariter et munire. Verum si ibidem stagnum construeretur atque molendinum, stagnum, pices ad nos, et molendinum ad ipsos canonicos pertineret, recompensatis terris hominibus, ad consilium bonorum virorum ville, que per stagnum vel molendinum fuerint occupate (9). Ad

(1) Le manuscrit porte, par une erreur évidente, *suis* au lieu de *super*.

(2) Felletin (Creuse).

(3) *Barrium*, faubourg, et parfois mur d'enceinte. Certains quartiers de nos villes s'appellent encore *les Barris* (Saint-Yrieix, Eymoutiers, Aixe, etc.).

(4) Beaumont de Felletin.

(5) Taxe pécuniaire représentative du droit que les évêques avaient d'être logés, eux et leur suite, chez les curés dont ils visitaient les églises. A l'origine, ce droit était perçu en nature : il fut plus tard converti en argent.

(6) Jean de Veyrac, prévôt du chapitre de Saint-Junien, fut élu évêque de Limoges en 1198, et siégea jusqu'en 1218. Il mourut, le 2 décembre de cette même année, à Acre en Palestine, où il fut enterré. (NADAUD, *Tableau des évêques de Limoges*.)

(7) *Castellars* signifiait plus exactement l'enceinte fortifiée protégeant un *castel* que le château lui-même. (*Gloss. et suppl.*, v° *Castellars*.)

(8) Eymoutiers.

(9) Dans quelques pays de droit coutumier, les étangs étaient l'objet d'une faveur singulière, et certaines coutumes admettaient que le seigneur de fief, en faisant construire un étang, pouvait y enclore les terres de ses sujets moyennant récompense. Ce droit était en vigueur à Eymoutiers, notre texte en fait foi. Cette ville était cependant de droit écrit ; mais il faut remarquer que le pays environnant était en partie régi par la coutume de la Marche. (V., sur ce droit d'expropriation, dans le *Coutumier général*, Coutume de la Marche, art. cccx ; — art. 308 dans Couturier de Fournoue.)

hec, cum inter nos et ipsos super procuracionem ecclesiarum de Beaumont, de Sancto Juliano de Laront (1), de Sancto Prejecto (2) et de Sancto Amando (3) questio mota fuisset, questionem illam imperpetuum remissimus. Additum etiam fuit ut liceret nobis in castello nostro oratorium construere, ita quod in oratorio illo nulla prorsus parochialia exercentur et proventus parochianorum eorum reddantur eisdem. Insuper, canonici facient si voluerint fortaliciam (4) in sua majori ecclesia vel in mota (5), salvojure nostro et successorum nostrorum, videlicet quod a nobis fortalicias si quas fecerint habeant, teneant et reddant sicut tenentur quicumque a nobis vel mandato nostro fuerint requisiti. Huic autem compositioni interfuerunt socii et concanonici nostri Arn(aldus) de Montelh, Eustorgius Esquint, A. Saunc, magister Petrus Sarpeun, Ebolus de Celrat, noti viri. Ipsi autem canonicis presentes litteras concessimus ad majorem roborem, firmitatem sigilli munimine consignatas. Actum apud Ahenti monasterium, in ipsorum coro canonicorum, anno incarnati Verbi millesimo CC^o VII^o. »

(1) Saint-Julien-le-Petit.

(2) Saint-Priest-Palus (Creuse).

(3) Saint-Amand-le-Petit (succursale), commune de Peyrat-le-Château. Il existe dans la Haute-Vienne et dans la Creuse plusieurs autres paroisses du nom de Saint-Priest et du nom de Saint-Amand; mais les deux que j'indique étaient les seules de ces noms à la collation du chapitre d'Eymoutiers. Il ne peut donc y avoir d'erreur.

(4) Fort, forteresse. (De CANGE, *Gloss.*, v^o *Fortalicia*.)

(5) *Mota*, éminence, butte, le plus souvent de main d'homme, sur laquelle on établissait des travaux de défense. On trouve dans deux lettres-patentes de Charles V les deux mentions suivantes, intéressantes pour Limoges : *Et quadam mota sive platea sita super duo stangna dictæ ville* (28 décembre 1371. — *Ord. des rois de France de la 3^e race*. T. V, p. 439). — *La mote qui est sur les deux étangs du chastel de Limoges* (2 janvier 1371. — *Loc. cit.*, p. 444.) — V. aussi Bonav. de Saint-Amable, T. III, p. 662, et Leymarie, *Limousin hist.*, T. I, p. 652.

Ces deux passages ont fait supposer à du Cange et à Carpentier, son continuateur (*Gloss. et suppl.*, v^o *Mota*), que *mota* pouvait quelquefois désigner les mottes de terre servant à établir la chaussée d'un étang; mais le texte me paraît résister à cette interprétation ou tout au moins à l'application qui en est faite. Ce n'est pas sur l'étang, mais bien à sa partie inférieure, que se trouve la chaussée destinée à retenir les eaux. Il arrivait souvent au contraire que les buttes fortifiées dominaient des étangs qui leur servaient eux-mêmes de défense en rendant, au moins par un côté, leur abord difficile. C'est en outre un fait constant qu'un fort a autrefois existé sur notre place actuelle de la Motte. La place (*platea*) prit plus tard son nom du fort qui la dominait (*Mota*), et ce nom, elle le porte encore aujourd'hui. C'est donc mal à propos que quelques personnes et même la municipalité de Limoges orthographient *Mothe* au lieu de *Motte*. C'est également par erreur que quelques étymologistes (*vid.* Ducourtieux, *Almanach limousin*, 1860, p. 151) font venir le nom de cette place de celui de M. de La Mothe.

STATUTS

DES MAITRES FOURBISSEURS

(1578)

Siméon Dubois, con^r du Roy nostre sire & lieutenant général en la senechaussée de Limousin & siege présidial de Limoges, sçavoir faisons que, sur la req^{te} à nous présentée par les fourbisseurs de la ville de Limoges, citté & fauxbourgs d'icelle, contenant que combien que led. mestier mérite d'estre juré autant que tout autre que *sexibre* dans lad^e ville pour le danger que peut aduenir aux hommes lors que les espées & dagues ne sont montées comme elles doivent estre, sy est ce toutes fois que lesdits supplians & leurs prédécesseurs par le peu de moyen qu'ils ont eu cy deuant *ment* faict jurer led. mestier; desirant à presant de le faire pour le bien & proffit des habitans de la susd^e ville & du pays suyuant les articles y attachés, n'ayant le voulu entreprendre sans nostre aduis sur la commoditté & proffit de faire jurer led. mestier sous les qualittés portées par les articles & autres quil nous plaira corriger ou adiouter sy besoin estoit, & auoir nostre déclaration, sur laquelle requeste vous auriez ordonné quelle seroit mostrée au procureur du roy & conseil de lad^e ville, fait à Limoges le quatriesme jour du mois d'aoust mil cinq cent septente huit, laquelle veue par led. procureur du roy, a dit nempêcher lad^e requeste auec ses articles y attachés pour estre renuoyé deuers le roy pour y estre pourueu comme il plaira à Sa Maiesté; signé Ardent; & lad^e requeste aussy monstrée auxdits consuls, qui ont dit qu'ils consentent que lesd. supplians fassent jurer led. mestier de fourbisseur

soubz les qualittés portées & contenues par les articles, signé Desflottes, prévost consul; sur quoy veu par nous, lieutenant général susd., la déclaration du procureur du roy & consul, déclarons estre expédiant que led. mestier soit juré, & à ces fins ordonnons que lesd. supplians se pouruoient par le roy. Fait à Limoges, le 5^e jour du mois d'aoust mil cinq cent septante huit. Signé Dubois & de Douhet. Ce sont les articles concernant lad^e mestrise du mestier de fourbisseur, *desquel et duquel* habitant en la ville & fauxbourg de Limoges, lesquels nous Pierre Sire dit Bigné; Pierre Bouchier, demeurant en la Citté; Léonard Belat; Léonard Fournier; Martial Bellat; Estienne Pinardeau; Jacques Gautier; Mathieu Lamy; Jean Joncque; Bernard Emeril & Pierre Longard, exersant led. mestier en lad^e ville, citté & fauxbourg, auons promis & juré de garder & observer inuiolablement de point en point en la forme cy apres contenue soubz le bon plaisir de la maiesté du roy.

1^o. — Premièrement celluy qui voudra par cy apres passer mestre dud. mestier de fourbisseur sera tenu de demeurer apprentif avec l'un desdits maistres pour le temps & terme de cinq ans, sans pouoir estre receu en lad^e mestrise qu'il n'aye monsté par escript du temps de son apprentissage, & ne pourra quitter celui qui fera son apprentissage soubz maistre pendent led. temps sans grande & urgente cause, de laquelle il fera remonstrance aux bailes dud. mestier, presant sond. maistre, pour obtenir leurs prouisions d'aller paracheuer son apprentissage en une autre boutique, & sy par les bailes la cause dud. seruiteur n'est trouuée légitime, ledit apprentif continuera son apprentissage à payne de vingt escus, & ne pourra aucun desd. maistres tenir dans sa boutique plus que d'un apprentif.

2^o. — Que tous maistres dud. estat ne pourront soustraire un apprentif durant le temp dud. apprentissage, ne l'appeler à soy que le temps ne soit passé, comme aussy ne pourra faire aucun compaignon ne seruiteur demeurant en service d'autres maistres que se ne soit par le vouloir & consentement dud. maistre ou le compaignon demeurera, & que le temps de sa promesse ne soit expiré & ou aucun viendra au contraire payera deux escus qui seront pour estre mis dans sa bouette, & employés en honneur & prieres à la discrétion des bailes.

3^o. — Tout apprentif ou compaignon qui sera trouué en faute notable de larcin ou autre crime en la maison de son mestre ne pourra prendre le décret ny estre receu maistre dud. mestier.

4°. — Tout apprentif ou compaignon auant que passer maistre en la présent ville, citté & fauxbourgs seront tenus de monstrier des breuets & certificats desdits bailles dudit mestier de leur apprentissage & deuoir estre receus compaignon juré en d'autres villes capitales de ce royaume par certificat des maistres jurés desd^{es} villes.

5°. — Que les enfants des maistres jurés de la présent ville, citté & fauxbourgs seront adonnés à lad^e mestrise, s'ils veulent estre dud. estat sans faire chef d'hœuure, sy ce n'est un essay, & quant à ceux qui ne seront fils de maistre, & qui voudront estre receus audit mestier, seront tenus faire chef d'hœuvre, et ce en la maison de l'un des bailles qui seront nommés par les maistres. Pour chef d'hœuure doiuent prendre une lame neufue & large *darmet* & rompre la soye à deux points de doigt du tallon, & la souderont lad^e *soye* sans apparance d'aucune soudure, & ce fait rompront la pointe de lad^e lame de la longueur de trois pointes de doigt, & seront tenus ceux qui voudront estre receus à la mestrise faire autre pointe de mesme fason à tulle & des mesmes proportions que le surplus de lad^e lame, sans faire aucune fosse sur lad^e pointe, la faire en fason quelle soit au contantement des bailles et des maistres dud. mestier.

6°. — Et outre ce seront tenus fourbir lad^e lame sans qu'il paroisse aucun trait, & que la fourbissure soit nette.

6° *bis*. — Celluy qui fera son chef d'hœuure incontinent raporterà deuant lesd. bailles qui seront nommés une garde & pommeau neuf estant à toutes mains en croix pardessous sans aucune limeure, ains seulement comme elle viendra de la forge, & sera tenu celluy qui fera ledit chef d'hœuure de le limer, & que ce soit en la bouttique de l'ung desd. bailles, et d'aduantage forgera le bout de sa main & le limera à la façon de la garde & pommeau, & ce faict montera lespée de tout pointif & fera la poignée & un foureau de cuir de veau sur bois d'atelle bien ouuré & fasonné, & fera ledit chef d'hœuure dans un mois.

7°. — Pendant le temps que se fera led. chef d'hœuure, les maistres dud. mestier y pourront aller quand bon leur semblera pour voir trauailler celluy qui voudra estre receu maistre.

8°. — Sera tenu celluy qui aura faict son chef d'hœuure de déclarer aux bailles qu'il a parfaict icelluy & le vu & pn^{te} suppliera les deux bailles assembler tous les maistres dud. estat, & tel jour qu'il sera aduisé en la maison de l'un des bailles, à dix heures du matin; led. chef d'hœuure sera porté en la maison &

présenté aux bailles & maistres dud. estat par icelluy qui l'aura fait, &, s'il se trouue bien fait par les bailles & maistres, qui seront pûts, icelluy qui l'aura fait sera receu par lesd. bailles & maistres comme estant tous de mesme aduis & déclaration, &, ce fait, luy sera permis de tenir boutique comme les autres maistres où bon luy semblera, en ville, cité & fauxbourgs, & pour son entrée payera douze liures, qui seront employées à celluy des maistres qui sera nécessaire, compagnon ou apprentif, et ou led. chef d'hœuure sera trouué imparfait par la maistrise, par des bailles et maistres, celui qui l'aura présenté le renverra tout de nouveau.

9°. — Ne sera permis à aucun maistre de vendre aucune lame despée cassée, ny rompue, ny aussy aucune garde brazée, ny aussy aucun fourreau de mouton, ny pareillement d'aller par les logis ny par les hostelleries *corrales* sans estre appelés par ceux qui voudront faire travailler, à paye d'un escu.

10°. — Qu'il ne sera permis ny loisible à aucuns habitants de la pnt ville, cité & fauxbourgs d'acheter aucune lame despée, dague, garde & fourreau nécessaire aud. estat que seulement aux maistres jurés dud. mestier de fourbisseur, &, en cas que lad. marchandise fust vendue à d'autres, lesd. maistres la pourront auoir pour le mesme prix quelle aura esté vendue, afin de pouoir vacquer à leur estat & servir à la république.

11°. — Tout fils de maistre ne sera tenu de faire aucun chef-d'œuvre durant la vie du pere, mais apres comme dit, est, ains seulement de bien garnir une espée de tout point comme il luy playra. Ledit essay sera tenu toutefois présenter aux bailles & maistres, lesquels le receuront maistre comme estant fils de mestre, & payera pour son entrée un escu en la boîte, applicable comme dessus.

12°. — Le pere estant maistre dud. estat ayant un ou deux ou trois enfants ou plusieurs travaillant d'icelluy, ne pourront iceux enfants faire aucun essay ny estre receus maistres ny tenir boutique soubz la compagnie du pere tant qu'il viura, sy ce n'est du consentement du pere.

13°. — Toute veufue de maistre dudict mestier demeurant en viduité pourra tenir boutique ouverte par seruiteur ou compagnon de *hum*, et besoigne de laquelle elle répondra sy elle n'est trouuée marchande & bonne, & s'il sy trouue faulte, laquelle payera les droits comme les autres maistres pour entretenir lad. mestrise, & ou lad. veufue se marieroit avec un com-

paignon dud. estat, il fera son chefdœuvre & payera tous les droits susdits, & où elle se remarieroit avec autre dautre vocation, ne luy sera permis de tenir aucune bouttique, ains la fermer.

14°. — Tout marchand estranger menant de marchandises de fourbisseur pour débitter en la pnt ville, lesd. bailles estant aduertis de cette marchandise le fairont sçavoir à tous les autres maistres fourbisseurs dud. estat. Les maistres jront en la maison dud. marchand ; ayant veu lad^e marchandise, tous les maistres qui sy trouueront auront leur part de lad^e marchandise que un ou deux ou trois auront achepté, & chacun du plus ou moins.

15°. — Ne sera permis à aucun personnage de la pnt ville, cité & fauxbourgs n'estant maistre dud. estat vendre ou débitter en bouttique ou en chambre ou faire traffit d'aucune espée & dague neufue garnie ni pareillement daucun fourreau, à Payne de confisca^{on} & amende.

16°. — Pour effectuer ce que dessus tous les maistres nommeront deux bailles chacun jour & faiste de monsieur saint Paul, & que lesdits deux bailles fairont visitte chez les autres maistres chacun mois du moins. Lorsqu'ils arriueront en les boutiques & verront lesdits bailles toutes les marchandises qu'ils auront & où en trouueront aucune lame cassée ou rompue, la garde brôzée & aud. ourages mal faits, sera led. ourage & celluy qui laura mis à la discrétion desdits bailles, qui ne pourront toutefois excéder & monter plus haut d'un escu, & où jl aura faultte notable, lesdits bailles se pouruoyront par les remedes de la justice. Signé du Bois, & de Douhet, & Beaubrun, bailles ; Pinardeau, baille ; Pierrelin de Bigon, E. Beaubrun, & Nicolas, lieutenant général.

Henry, par la grâce de Dieu roy de France et de Pologne, à tous *mes amés* salut. Scauoir faisons, nous auons receu humble suppliquation des bailles des maistres de fourbisseurs en nostre bonne ville de Limoges, contenant qu'ils ont présenté requeste au senechal de Limosin ou son lieutenant aud. Limoges affin que leur mestier fust juré, laquelle requeste auroit esté communiquée à nostre procureur & aux consuls d'icelle ville, qui ont baillé leur consentement, & partant led. sénéchal a déclaré estre expédient que led. mestier de fourbisseur soit juré, & a renuoyé les exposants par deuant moy pour leur pouruoir avec les articles qu'ils ont dressé sur le fait de leur dite mestrise & pour le reglement d'jcelluy y attaché soubz nostre contrescel, les-

quels nous auons fait voir en nostre conseil, et par laduis d'icelluy auons dit & déclaré, disons & déclarons que led. mestier de fourbisseur en nostre ditte ville de Limoges sera dors en auant juré pour y estre réglé suyuent lesdits articles y comme dit est attachés, lesquels à ces fins nous auons vallidés & autorisés, vallidons & autorisons par ces présentes par lesquelles donnons en mandement aud. sénéchal de Limousin ou son lieutenant quenen prnt audiet et déclarent ensemble lesdits articles, il fasse lire & enregistrer, garder & observer & entretenir par lesd. fourbisseurs qui sont de présent & leurs successeurs en icelluy mestier sans qu'il y soit aucunement contreuenue, & ceux qui seront maistres aud. mestier jouir des mesmes prérogatives dont jouissent les autres mestiers & non villes esquelles ils sont jurés, contraignant à ce faire, souffrir & obeyr tous ceux qu'il appartiendra par toutes voyes et manieres deues et raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, sans préjudice d'icelles, pour lesquelles ne voulons estre différé, car tel est nostre plaisir. Donné à Fontesnebleau au mois de septembre l'an de grace mil cinq cens soixante dix-huit & de nostre regne le cinquiesme. Signé par le roy en son conseil *Potier & Verthamont.* — En marge : *Statuts des maîtres fourbisseurs.*

LISTE

*D'anciens Armuriers, Fourbisseurs d'épée, etc., limousins,
d'après des titres des archives départementales.*

Jehan Portau, en l'année 1433.

Guillelmus Tharau, *scuturarius*, fabricant de boucliers (écus), armurier, en 1468.

Matheus Millenau, *brigandinarius*, brigandinier, fabricant de brigandines, armures du temps du roi de France Charles VII, 1468.

Mathieu Malinvaud (1), brigandinier, 1475.

(1) Ce Mathieu Malinvaud, dit Mathivotus, est signalé dans le vieux terrier comme grand buveur, *potator egregius*.

Johannes Ruau, brigandinier, 1482.

Pasquetus, brigandinier, mort avant 1483.

Stephanus Pasquetus, brigandinier, mort avant 1483.

Johannes Thomas et Martialis Navieras, et autre Johannes, *armuserii*, en 1483. Ce qui peut donner une idée de la richesse de la langue latine à cette époque, ce sont les mots *armuserius*, *armurerius*, *armurarius*, *armeurarius* et *armeator*, pour dire armurier. (DU CANGE.)

Bernard Longeau, 1561.

Hélie Farne, fourbisseur, 1570.

Le Moulard, fourbisseur, 1570.

Johan Mosnier dit le Pelau, fourbisseur, 1600.

Léonard Charbounier, François Lavaudour, arbalestriers.

Léonard Belat, fourbisseur, 1600.

Jehan Petit, fourbisseur, 1606.

Pierre Valette, fourbisseur, 1658.

Pierre Fournier, armurier, 1660.

Estienne Rezonnaud dit Villebout, fourbisseur et éperonnier, 1667.

Bartholomé, mort en 1669.

Matheou Léonard, armurier, 1671.

Léonard Bardounaud, fourbisseur, 1672.

Joseph Guytard, fourbisseur, 1680.

Jean Malissen et son fils Jean, armuriers, 1680.

Jean Lachenaud, fourbisseur, 1694.

Pinardeau, 1736.

Tharaud, arquebusier, 1750.

Jacques Vergniaud, de 1749 à 1756.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

Limoges, le 20 janvier 1863.

ÉMAILLERIE.

ANCIENNETÉ

DE L'ÉMAILLERIE LIMOUSINE ⁽¹⁾.

Un Grec nommé Philostrate, qui, après avoir enseigné la rhétorique à Athènes, était venu se fixer à la cour de l'impératrice Julie, femme de Septime-Sévère, a laissé dans ses écrits cette phrase, dont il n'a pas pressenti l'importance : « On dit que les barbares qui habitent près de l'Océan étendent des couleurs sur de l'airain brûlant ; qu'elles y adhèrent, deviennent aussi dures que la pierre, et que le dessin qu'elles représentent se conserve ». (*Icon.*, lib. I, c. XXVIII : *Philostr. quæ supersunt omnia.*) — Quels sont ces barbares qui habitent près de l'Océan ? Si l'ancien professeur de rhétorique avait daigné les nommer, nous ne nous disputerions pas aujourd'hui cette qualification de barbares, et, Français, Allemands ou Anglais, nous ne revendiquerions pas comme un titre d'honneur le terme de mépris du professeur grec devenu courtisan romain.

(1) Cet article est un de ceux que M. le comte de Viel-Castel a publiés, en 1863, dans le journal *la France*, au sujet de l'Exposition des Beaux-Arts appliqués à l'industrie. Le Comité de rédaction de la Société Archéologique, en présence des controverses auxquelles a donné lieu, dans ces derniers temps, la question des origines de l'émaillerie limousine, a cru ne pouvoir mieux faire que de reproduire cette étude d'un homme dont tout le monde reconnaît la haute compétence.

M. Maurice Ardant et M. le comte de Lasteyrie prétendent que ces *barbares* ne pouvaient être que les Celtes, qui habitaient sur les bords de l'Océan, et que Pline dit être cantonnés entre la Seine et la Garonne. M. F. de Verneilh, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, n'admet pas cette explication du texte de Philostrate, et, dans une réponse au mémoire lu par M. de Lasteyrie à la Société Archéologique du Limousin en 1862, il s'exprime ainsi :

« Celtes si l'on veut, mais des Celtes barbares, ceux de la Bretagne, du pays de Galles, de l'Ecosse ou de l'Irlande, et les Germains qui bordaient aussi l'Océan. (*Les Émaux français et les Émaux étrangers*, par M. de Verneilh.)

MM. de Lasteyrie et Ardant veulent que Limoges ait été du nombre des villes gauloises habitées par les Celtes, qu'un courtisan de la femme de Septime-Sévère rangeait parmi les pays barbares, et ils s'appuient sur les Commentaires d'Olearius, dans son édition de *Philostrate* : « *Celtas intelligit per barbaros in Oceano* », et, comme le prouve le mémoire de M. Deloche, couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, sur « les Lémovices de l'Armorique », une branche de l'Armorique se prolongeait jusqu'aux marches du Limousin.

MM. Ardant, de Lasteyrie et de Verneilh ont négligé un autre texte de Philostrate qui pourrait bien avoir une certaine importance dans la question dont il s'agit ; je le prends dans la *Vie de Polémon* : « Il se faisait traîner sur un char attelé de deux chevaux aux freins d'argent *celtiques* ou phrygiens ». (*Vita soph.*, *apud Olearium*, T. II, p. 532.)

Ici Philostrate nomme les Celtes ; il dit des *freins celtiques*, et non pas des freins barbares ; les barbares qui étendent sur l'airain brûlant des couleurs aussi dures que la pierre ne seraient ni les Lémovices de MM. Ardant et de Lasteyrie, ni les Celtes de la Bretagne, du pays de Galles, de l'Ecosse ou de l'Irlande, qu'énumère M. de Verneilh ; et le titre de *barbare* désignerait plutôt les Germains, qui bordaient aussi l'Océan.

MM. Labarte, de Verneilh et le baron de Quast, inspecteur général des monuments historiques de la Prusse, s'efforcent d'établir que les Byzantins ont été nos initiateurs dans l'art de l'émaillerie ; que les émaux cloisonnés de Byzance ont servi de base aux émaux chrétiens du moyen âge. La *Pala d'Oro* fut commandée, vers 976, par le fondateur de la basilique de Saint-Marc, le doge Pierre Orseolo, aux orfèvres de Constantinople.

L'évangélaire acquis par le duc de Gotha du dernier abbé d'Etchernach, dans le Luxembourg, est une œuvre d'émaillerie allemande suivant la manière byzantine, et, comme cette couverture d'évangélaire porte pour inscription : *OTO REX ET THEOPHANA IMPERATRIX*, il faut bien convenir que l'émaillerie était déjà pratiquée en Allemagne dès le x^e siècle.

Est-ce à dire cependant que les émailleurs de Limoges n'aient été que des *tard-venus*, des imitateurs au second degré de l'art byzantin, et qu'ils aient attendu, avant de se livrer à la fabrication de l'émail, ainsi que le prétend M. Labarte dans ses *Recherches sur la peinture en émail dans l'antiquité et le moyen âge*, que l'abbé Suger eût fait venir sept orfèvres de la Lotharingie pour orner d'émaux l'église de Saint-Denis? Je ne le pense pas. M. Labarte avance que, à la fin du x^e siècle seulement, les émaux s'introduisirent en France, et que, « si quelques bijoux émaillés, en bien petit nombre d'ailleurs, se trouvaient entre les mains des princes, ils provenaient, à coup sûr, de Constantinople, où l'art de l'émaillerie, au ix^e et au x^e siècle, avait atteint sa perfection », et il assigne la date de 1170 à la plus ancienne mention qui soit faite des émaux de Limoges.

Une lettre d'un moine, nommé Jean, rapportée par Duchesne (*Hist. Franc. script.*, T. IV, p. 557), et adressée au prieur du monastère de Saint-Victor de Paris, qui lui avait accordé l'autorisation de suivre en Angleterre Thomas Becket, archevêque de Cantorbéry, rappelé dans son pays après plus de six ans d'exil, porte ce qui suit :

« Je vous rappelle que je vous ai montré dans l'infirmerie une couverture d'évangélaire de l'œuvre de Limoges (*opere lemovicino*) que je voulais envoyer à l'abbaye de Wutgam (Wingham) ».

Or, je le demande, est-il supposable que, vingt-cinq ans après l'arrivée des orfèvres lorrains à Saint-Denis (1145), l'art de l'émaillerie ait pu faire de tels progrès en France que les émaux eussent reçu le nom d'*opus lemovicense*, et que des présents de couvertures d'évangélaire émaillées, sorties des ateliers de Limoges, fussent jugés dignes d'être envoyés en présent à l'abbaye de Wingham en Angleterre, où l'émaillerie, suivant M. de Verneilh, était pratiquée depuis les temps les plus reculés? Je ne me sens pas disposé à faire si bon marché des titres de Limoges à l'ancienneté de sa fabrication d'émaux, et je pense qu'il serait injuste de ne l'admettre qu'en troisième ligne,

c'est-à-dire comme dérivant de l'émaillerie allemande, dérivée elle-même de l'émaillerie byzantine.

Je trouve en effet dans un petit livre publié par M. Maurice Ardat, vice-président de la Société Archéologique du Limousin, que le plus ancien monument de bronze émaillé qui soit parvenu jusqu'à nous est un vase découvert dans le pays des Lémoviques, entre Rochechouart et Chassenom, mansion gallo-romaine, *Cassinomagus*. « Je n'ose, ajoute le savant antiquaire, l'attribuer précisément aux ouvriers de Limoges, qui trouvaient dans leurs fontaines une eau si favorable pour donner de l'éclat aux couleurs qu'ils employaient, quoiqu'il ait été découvert si près de cette vieille cité gauloise. On ne peut contester son origine gallo-romaine, puisqu'il était accompagné de bracelets d'argent massif, de bagues et d'anneaux d'or et d'argent évidemment fabriqués [par des] ouvriers gaulois.... Ce vase de bronze, émaillé par incrustation d'après le procédé appelé *taille d'épargne*, est donc une preuve que les Gaulois, si renommés pour leur habileté à manier les métaux, ont su faire sur le cuivre cette sorte de marqueterie métallique... Les émaux *incrustés* ou *champlevés* ont donc été connus en Gaule, et fabriqués long-temps avant que les Grecs de Byzance les aient imités. » (*Émailleurs et Émaillerie de Limoges*, par Maurice Ardat.)

Ce vase contenait un grand nombre de médailles des empereurs Gallien, Claude le Gothique, Quintillius, et des tyrans Victorin, Tetricus père et fils et Lælianus, qui ont régné de 253 à 270 de Jésus-Christ.

Quoi qu'il en soit, le Grec professeur de rhétorique à Athènes, devenu courtisan de l'impératrice Julie, femme de Septime-Sévère, ne connaissait pas l'émaillerie.

M. de Verneilh cite dans son mémoire un grand nombre d'objets de cuivre émaillé trouvés en Angleterre, et entre autres un beau bouclier incrusté d'émail rouge, retiré récemment des boues conservatrices de la Tamise : il en conclut que l'Angleterre, qui produit du cuivre en grande quantité, aura commencé la première à le décorer d'incrustations en émail : « Lorsque les produits d'un art mystérieux s'offrent si multipliés, dit-il, et se groupent de cette manière, il est évident que l'on approche des points de fabrication et des ateliers principaux ». (*Les Émaux français et les Émaux étrangers*.)

Cela nous ramène aux Celtes du pays de Galles, de l'Écosse,

de l'Irlande et de la Bretagne, et ne nous éloigne nullement des Lémovices ; car, selon Pline, les Celtes occupaient dans les Gaules les provinces comprises entre la Seine et la Garonne. Le vase découvert entre Rochechouart et Chassenom a une date certaine, que lui assignent les médailles romaines qu'il contenait (270 de J.-C.). Le bouclier trouvé dans la Tamise est-il d'une fabrication antérieure ou postérieure ? Rien ne l'indique.

Le midi de la Gaule était renommé, dès les époques les plus reculées, pour ses artistes et pour ses orfèvres : Strabon et Diodore de Sicile rapportent que, de leur temps, les Gaulois s'étaient tellement perfectionnés dans la fabrication de l'orfèvrerie, qu'ils avaient cessé d'être tributaires des orfèvres étrangers. (Strabo, lib. IV, p. 490-492 ; — Diodor. Sicul., lib. IV, c. II, T. I.) Sous le règne de Néron, alors que les arts étaient encore cultivés à Rome avec éclat, et que les travaux des artistes de la Grèce, entassés dans la ville éternelle, avaient, en quelque sorte, fait de Rome le musée du monde, un Auvergnat, Zénodore, après avoir exécuté dans sa patrie une statue colossale de Mercure, fut appelé à Rome pour faire une statue colossale de Néron. Zénodore était non-seulement, au dire de Pline, un grand sculpteur, mais nul ne le surpassait dans l'art de modeler des vases précieux : *Scientia fingendi cœlandique nulli veterum post-ponebatur.* (Plin., lib. XXXIV, c. VIII.)

Sidoine-Apollinaire nous apprend que Théodoric, roi des Visigoths, régnant à Toulouse, prince magnifique et ami des arts, étalait avec orgueil sur sa table une grande quantité de vaisselle d'or et d'argent, parce qu'elle était, disait-il, toute fabriquée dans le pays même. (Sidon. Apollin., lib. I, epist. II.)

D'où je conclus que, si l'émaillerie était encore, en 270 de J.-C., une industrie pratiquée par les habitants de Limoges, il est impossible de croire que cette industrie ait été abandonnée, ait cessé d'être en honneur dans le midi de la Gaule, alors surtout que l'orfèvrerie s'y trouvait toujours florissante, et que les invasions des barbares d'outre-Rhin n'en ralentissaient point la fabrication. Les fils de Clovis, comme le roi des Visigoths Théodoric, montraient avec orgueil, en opposition aux vases et grands plats d'orfèvrerie exécutés par les orfèvres de Constantinople, les vases et les plats d'or fabriqués par les ouvriers francs ou gaulois, et les récits de Grégoire de Tours nous font connaître le luxe prodigieux d'argenterie de tous les rois, généraux ou leudes mérovingiens.

Au septième siècle et au huitième, la renommée d'Abbon, *argentier-monnaieur*, celle d'Eligius (saint Éloi) et celle de Théau (Thillo), son disciple, étaient grandes; et, si, à côté de ces noms, il est impossible de citer, pendant plus de quatre cents ans, aucun émailleur limousin, je ne pense pas qu'il faille en induire que l'art de l'émaillerie ne fût plus pratiqué à Limoges.

Personne ne soutiendra qu'avant Johannes Lemovicensis, qui, en 1267, fut chargé d'émailler le tombeau de Walter Merton, évêque de Rochester, et Aymeric de Chrétien, qui a signé les émaux qui ornent le buste d'évêque découvert, en 1864, par M. Jules de Verneilh, dans la sacristie de Nexon, aucun émailleur n'exista en Limousin; personne ne donnera les dates de 1267 ou de 1340 pour les commencements de l'émaillerie limousine (4).

La gloire de Limoges ne saurait être altérée par ces discussions archéologiques sur l'ancienneté de sa fabrication d'émaux. Que cette fabrication lui vienne directement des Celtes, ou qu'elle soit empruntée aux ouvriers lorrains employés par l'abbé Suger à la décoration de l'église de Saint-Denis, il lui restera toujours « quelque chose de plus glorieux que le hasard d'une invention, que la jalouse possession d'une recette secrète, qu'un monopole enfin : — c'est d'avoir vaincu sur le terrain de l'art industriel une cité aussi riche et aussi éclairée que Cologne; c'est d'avoir conquis contre de dignes rivaux une réputation réellement universelle, qui, après s'être maintenue pendant un siècle et demi, puis éclipsée, s'est encore renouvelée avec le même éclat pendant la Renaissance, et à laquelle les musées d'Allemagne rendent aujourd'hui si complète justice. » (*Les Émaux d'Allemagne et les Émaux limousins*. — Communications de M. le baron de Quast et de M. de Vernellh, membres de l'Institut des provinces de France.)

Ce dont tous les archéologues conviennent, c'est que, à la fin du xii^e siècle, les fabriques de Limoges prirent un énorme développement, et qu'elles obtinrent une si immense renommée pour leurs émaux sur cuivre qu'elles éclipsèrent celles de l'Allemagne, dont le souvenir s'éteignit à tel point en France

(1) La croix de Tiron, trouvée, en 1842, dans une sépulture des anciens abbés de ce monastère, derrière le sanctuaire de l'église, mérite de fixer l'attention des archéologues. Ce petit monument date, à ce que l'on croit généralement, de l'année 1109, époque de la fondation de l'abbaye, et il est indubitablement un produit de l'art français.

que leurs productions, il y a peu d'années encore, passaient pour provenir de Limoges. Mais ce fut surtout à l'époque de la Renaissance que les émaux limousins n'eurent plus de rivaux. Les noms des émailleurs qui illustrèrent, au xvi^e siècle, l'ancienne capitale des *Lémovices* sont restés européens. Les œuvres de Pénicaud, de Léonard Limosin, peintre et valet de chambre de François I^{er}, de P. Raymond, de P. Courteys, décorateur du château de Madrid au bois de Boulogne, ont été placées dans tous les grands musées d'Europe.

Alexandre Lenoir, dans le texte de son *Musée des Monuments français*, s'exprime ainsi au sujet de Léonard Limosin : « Cet émailleur a réuni dans ses tableaux, que l'on place à côté des chefs-d'œuvre de nos plus grands maîtres, deux choses extrêmement rares à allier dans les arts dépendants du dessin : c'est l'art d'unir à une conception vraiment sentimentale un dessin gracieux et expressif, un travail correct et soigné ». Léonard Limosin, auquel François I^{er} envoyait des cartons du Primatice, de Jules Romain, de Jean Cousin, du Rosso et d'Andréa Solario, élèves de Léonard de Vinci, conserva toujours dans ses peintures le caractère français, et, « tout en imitant, mêlant, assimilant et confondant avec goût », comme le dit M. Maurice Ardant, « les compositions italiennes et allemandes, il créa comme un système particulier à Limoges ».

M. le comte Léon de Laborde, dans sa *Notice sur les émaux du Louvre*, constate que les peintres éminents du Limousin firent sortir, au xvi^e siècle, l'émaillerie de son berceau. Pierre Courteys, qui aimait surtout à fabriquer les grands émaux, et qui fut employé par les rois François I^{er} et Henri II, était l'auteur de la principale décoration du château de Madrid, dont la façade était tellement riche par ses dehors de terre émaillée et d'émaux qu'elle ressembloit, dit Audrouet du Cerceau, à un immense vaisselier.

Entre l'époque de la plus grande gloire de l'émaillerie de Limoges, je veux dire celle qui vit naître la révolution qui substitua la peinture en émail ou émail moderne à l'émaillerie au *champlevé*, et l'époque de sa décadence et de l'extinction totale de cette belle industrie d'art, nous comptons à peu près trois cents ans. Léonard Limosin naquit vers 1505, et J.-B. Noualhier, le dernier des émailleurs, mourut le 2 novembre 1804; mais depuis long-temps déjà l'émaillerie de Limoges n'était plus qu'une chose de commerce, et, à vrai dire, la

grande école fille de la Renaissance, après avoir produit les habiles artistes dont les chefs-d'œuvre sont aujourd'hui si recherchés, n'eut pas une durée de plus d'un siècle. Les émailleurs qui succédèrent aux Léonard Limosin, aux Pénicaud, aux Courteys, aux Pierre Raymond, etc., etc., devinrent de moins en moins artistes, et les derniers Laudin, ainsi que le dernier des Noualhier, fabriquaient de l'émail pour le commerce, sans consulter les cartons qui avaient si bien inspiré leurs devanciers. Les derniers Noualhier ne s'élevèrent pas au-dessus de la médiocrité, et ne semblèrent pas, dit M. le comte de Laborde, « avoir cherché autre chose dans l'émaillerie qu'un gagne-pain, qu'ils n'obtenaient qu'en appliquant leur art aux objets usuels et ordinaires de la vie privée ». La famille des Noualhier compte de nombreux émailleurs, depuis Jacques, qui, en 1670, se qualifiait de marchand émailleur, jusqu'à Jean-Baptiste, le bossu, pauvre petit maître de dessin, qui mourut en 1804; mais entre eux tous le niveau du talent était descendu si bas qu'il est impossible d'établir des degrés.

Déjà Bernard de Palissy déplorait, dans ses *Mémoires sur l'art du potier, les émaux et le feu*, « que les émailleurs de ce siècle, faute de garder secrètes leurs inventions, aient laissé devenir leur art si vil qu'ils ont peine à gagner leur vie aux prix qu'ils donnent leurs œuvres. — J'ai vu donner, dit-il, pour trois sols la douzaine, des figures d'enseignes qu'on porte aux bonnets, quoique tres-bien élaborées, et leurs esmaux tres-bien parfondus sur le cuivre, et de peintures plaisantes par-dessus tout, non-seulement une fois, mais cent mille, ainsi que les aiguieres, salieres et vaisseaux divers, et histoires qu'ils faisoient, chose fort regrettable ! »

Ainsi, dès le temps de Bernard de Palissy, la concurrence et l'esprit mercantile s'étaient emparés de la fabrication de Limoges; la décadence de l'émail commençait; les artistes avaient peine à vivre de leur art, et ces causes expliquent comment l'œuvre élevée si haut par Léonard Limosin put tomber aux mains des Noualhier. Limoges, qui, pendant tant de siècles, avait joui d'un si grand renom par ses orfèvres et par ses émailleurs, vit peu à peu décroître son illustration, parce que les artistes s'éloignèrent de ses murs, et qu'elle ne comprit pas que toute industrie que l'art abandonne est frappée de mort.

Les Florentins, depuis le xiii^e siècle jusqu'au xvi^e, furent d'admirables orfèvres, parce que le statuaire Donatello ne dé-

daignait pas de faire œuvre d'orfèvrerie ; que Philippe Brunelleschi, André Verocchio, maître du Pérugin et de Léonard de Vinci, étaient orfèvres ; qu'Antoine Pollaiuolo, l'un des maîtres de Michel-Ange, l'était également ; que Marc-Antoine Raimondi et le Pérugin travaillèrent long-temps à l'orfèvrerie, et que Laurent Ghiberti, qui exécuta les magnifiques portes du baptistère de Saint-Jean-Baptiste, était orfèvre.

L'art de l'émaillerie, privé de grands artistes, disparut de Limoges, et ne fut bientôt plus en France, comme dans le reste de l'Europe, qu'une industrie assez vulgaire. Partout, et dans presque toutes les industries, au nom d'une prétendue loi de progrès, le mécanisme se substitua au travail de l'homme ; les grands artistes s'éloignèrent, et le goût s'anéantit. Les émailleurs n'eurent plus de nom ; ils fabriquèrent des bonbonnières, des boîtes de montre, des médaillons ; ils furent des ouvriers de l'industrie de l'émail, mais non des artistes.

Aujourd'hui, malgré les envahissements toujours croissants de la mécanique, malgré la tendance de plus en plus manifeste de substituer la machine à l'homme, la combinaison mathématique à l'intelligence humaine, je note avec satisfaction un retour de l'industrie vers l'art. Les conseils d'Aimeric David auront peut-être été compris, du moins j'en ai l'espérance :

« Songeons aux manufactures dont la perfection dépend de celle des beaux-arts. Cette source de richesse est grande et importante ; c'est la nation la plus industrielle qui met les autres à contribution. Dans tout ce qui tient aux arts, si nous n'avons pas la prééminence du goût, nous n'aurons pas celle du commerce.

» Multiplions les rapports qui doivent exister entre l'artiste et le manufacturier. Mettons celui-ci à portée de connaître les artistes de premier ordre, et de trouver au moins chez eux des modèles pour diriger ceux qu'il peut employer. »

(*Musée olympique de l'école des Beaux-Arts.*)

L'émaillerie renaît : l'*Exposition même des beaux-arts appliqués à l'industrie* en fournit la preuve ; je ne parle pas de cette émaillerie associée à la bijouterie, œuvre encore trop exclusivement industrielle ; mais de l'émaillerie d'art, de celle qui fut pratiquée à Limoges à l'époque de la Renaissance, de l'émaillerie que Léonard Limosin a illustrée. Les artistes de cette émaillerie sont encore peu nombreux : je ne pense pas que Limoges en ait

produit un seul, Limoges ne fabrique que de la porcelaine; elle n'a point jugé convenable de la soumettre au jury de l'Exposition. Je n'ai donc à me préoccuper en première ligne que de deux exposants, tous deux véritablement artistes, tous deux nourris des saines traditions du grand art, de l'art qui cherche l'idéalisation de la forme, comme celle de la pensée, et qui croit que le réalisme que cherchent à mettre en honneur tant de demi-talents conduirait à la pire des décadences.

Pour l'avancement des arts d'industrie commerciale, la théorie du beau doit être soigneusement enseignée, et, quand je dis la théorie du beau, j'entends l'enseignement qui considère la beauté non-seulement dans le corps de l'homme, mais dans tous les êtres, dans les animaux, dans les paysages, dans l'architecture, dans les vases, dans les différents meubles, dans l'ensemble de tout corps et dans les détails de chacune de ses parties.

Les émaux de M. Claudius Popelyn et ceux de M^{me} Apoil méritent un examen attentif: je leur consacrerai une étude spéciale; mais je dois dès à présent signaler l'envoi peut-être un peu tardif que vient de faire M. Claudius Popelyn d'une série de plats de faïence décorés avec une verve et une facilité dignes des artistes italiens du xvi^e siècle, et dessinés avec une vigueur et une fantaisie qui les placent parmi les meilleures productions de la céramique.

Comte H. DE VIEL-CASTEL.

(*La France.*)

CATALOGUE

Des Manuscrits déposés dans la malle de la bibliothèque du Séminaire, et qui ont été achetés pour cette maison après la mort de l'abbé Legros (1).

Mémoires pour l'histoire du diocèse de Limoges, par Nadaud : pouillé, 2 vol. in-fol., reliés.

Mémoires pour l'histoire du diocèse de Limoges, par Nadaud : nobiliaire, 2 vol. in-fol., reliés.

Histoire du Limousin, par Nadaud, in-fol., parchemin.

Mélanges : recueil de pièces justificatives pour servir à l'histoire du diocèse et de la province du Limousin, 3 vol. in-fol., parchemin.

Mémoire du Limousin, par Nadaud, 3 vol. in-4°, parchemin.

Histoire de Grandmont, par Nadaud, grand in-4°, parchemin.

Notice de l'histoire de Limoges, en forme de dictionnaire, par Nadaud, grand in-4°, parchemin.

Manuscrits de Nadaud sur l'histoire du Limousin, in-4°, parchemin.

Table chronologique ecclésiastique du diocèse de Limoges, in-fol., parch.

Pouillé du diocèse de Limoges. — Cures, 1 (ou 2) vol. in-fol., parchemin.

Mémoires pour servir à l'histoire des abbayes du diocèse, in-fol., parch.

Dictionnaire historique des grands hommes du Limousin avec des tables chronologiques de l'histoire de Limoges, in-fol., parchemin.

Mémoires pour les chapitres du diocèse de Limoges, in-fol., parchemin.

Table chronologique civile de Limoges, in-fol., parchemin.

Curés du diocèse de Limoges, in-fol., parchemin.

Abrégé des Annales du Limousin jusqu'à l'an 1682, grand in-4°, relié.

Continuation des Annales du Limousin depuis 1682 jusqu'en 1790, grand in-4°, relié.

Ordinarium ecclesiæ Lemovicensis, in-4°, 1690, relié.

(1) Nous avons trouvé dans les papiers de la bibliothèque de Limoges la note ci-dessus remise par M. Allou à un de nos prédécesseurs. Nous croyons utile de la reproduire.

- Essai historique sur Limoges, in-4°, relié.
- Recueil d'épithaphes, inscriptions et autres antiquités de Limoges, in-4°, relié.
- Sanctoral limousin, 5 vol. petit in-4°, parchemin.
- Vies des Saints du Limousin : les 3 premiers vol., in-4°, parchemin.
- Dissertation sur saint Martial, petit in-4°, parchemin.
- Mémoires pour servir à l'histoire des évêques de Limoges, petit in-4°, parchemin.
- Traité de la république des Hébreux, par Sigonius, traduit en français, petit in-4°, cartonné.
- Calendrier, 2 vol. in-8°, parchemin.
- Martyrologe du diocèse de Limoges, 1790, broché.
- Supplément aux Vies des Saints par Godescard, 4 vol. in-8°, brochés.
- Inventaire des titres de la vicairie du Gautiers, in-4°, relié.
- Terriers de plusieurs notaires depuis 1552 jusqu'en 1620, in-4°, parch.
- Compilation manuscrite des antiquités de Grandmont, in-4°, parchemin.
- Tractatus, petit in-fol., parchemin.
- Extrait des registres de la cour royale de Limoges et autres manuscrits, petit in-fol., parchemin.
- Mémoire sur les familles de Limoges, grand cahier.
- Notaires de Limoges, grand cahier.
- Caractères des différents siècles, cahier.
- Fondation de Limoges à l'imitation de *la Gaule celtique*, grand cahier.
- Épilogue des mutations de Limoges, grand cahier.
- Remarques sur le propre des Saints du Bréviaire de Limoges, cahier.
- Nécrologe des prêtres de Limoges morts depuis 1752 jusqu'en 1801, grand cahier.
- Mémoires pour servir à l'histoire du cardinal Dubois, cahier.
- Mémoires pour l'histoire du prieuré de La Drouille-Blanche, grand cahier.
- Mémoires pour l'histoire du collège de Sainte-Catherine, grand cahier.
- Mémoires pour l'histoire de la prévôté de Chambon, grand cahier.
- Mémoires pour l'histoire du prieuré de N.-D. des Termes, grand cahier.
- Épître de saint Martial aux Bordelais, grand cahier.
- Partie des Annales du royaume de France, 2 petits cahiers.
- Abrégé de l'histoire de Chartres, cahier.
- Mémoires sur les guerres des protestants dans le Limousin.
- Dissertation sur saint Martial, cahier.
- Extrait du P. Amable pour l'histoire de Brive, cahier.
- Extrait des Mémoires de Nadaud pour la même, cahier.
- Mémoires pour l'histoire de Brive, cahier.
- Limousin ecclésiastique, in-fol., à relier.
- Calendrier perpétuel, en 7 feuilles.
- Essai sur la politique du clergé de France, avec des notes, in-12 sans reliure.
- Mémoire sur M. de La Fayette, cahier.
- Mélanges, cahier.

NOUVELLES SCIENTIFIQUES.

On vient de retrouver tout récemment dans le pays un petit sceau de bronze oxydé par le temps, chargé d'un écusson à trois lions léopardés, deux et un; autour est gravée, en écriture gothique, cette légende, précédée d'une étoile : * *Contra sigillum cancellarie vicecomitatus Lemovicensis*, avec quelques abréviations.

Ce contre-scel n'a pas la grandeur du vrai sceau, et ne porte pas le nom du prince ou seigneur dont il représente l'autorité. On l'appliquait, à la gauche des lettres scellées, sur un titre qui attachait toutes les pièces passées au sceau : *Sigillum sigillo ex adverso positum*, ou *adversum sigillo sigillum appositum*. On pourrait employer un terme de numismatique, et l'appeler *revers* du sceau.

La légende qui nous apprend que c'est le *contre-scel de la chancellerie de la vicomté de Limoges* ne dit pas auquel de nos vicomtes il a appartenu.

Il est antérieur à l'année 1275, époque du mariage d'Artur de Richemont, duc de Bretagne, avec l'héritière de notre vicomté, Marie de Limoges. Artur adopta sur les deniers limousins qu'il fit frapper les armes de la maison de Bretagne à la place des trois lions léopardés, écusson des vicomtes ses prédécesseurs. Ainsi donc ce contre-scel a pu être gravé, au plus tard, de 1290 à 1263, pendant la vicomté de Guy VI dit le Preux ou le Probe, époux de la trop célèbre Marguerite de Bourgogne.

— Il nous a passé dernièrement sous les yeux un manuscrit en parchemin, du format in-16, commençant par un calendrier ou martyrologe où figurent les noms des Saints du Limousin, et celui de saint Louis, roi de France, ce qui aiderait à en fixer la date approximative si l'on n'y trouvait pas, après des hymnes et des prières, le nom de Réginald de La Porte, chapelain du pape et évêque de Limoges. Ce nom est inscrit en tête des Statuts synodaux de son épiscopat, qui dura vingt-deux à vingt-trois ans, de 1295 à 1317.

A la fin de ce manuscrit on lit le couplet suivant, qui porte le cachet du temps :

Ce liure icy se me semble
Lautre iour lon pourtoit vandre
Que ie acheptis argent content
Cinq arfiz que valent treys blancs ;
Vous pryant qui les trouueres
Pourtes les moy a Monnaillies
Ie vous donré gracieusement
Ung pot de vin ou de l'argent.

P. CHABORDIE.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

OUVRAGES

PUBLIÉS

PAR LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN.

- LE LIMOUSIN HISTORIQUE**, Histoire générale de l'ancienne province du Limousin, par Ach. LEYMARIE. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Langle, 1837-1839.
- NÉMOIRE SUR LE MONUMENT CONNU SOUS LE NOM DE *BON MARIAGE***, par l'abbé TEXIER. — Br. in-4, avec deux lith. — Limoges, chez Darde, 1840.
- VIES DE ST ISRAEL ET DE ST THEOBALD**, par l'abbé TEXIER. — In-8. — Limoges, chez Blondel, rue du Consulat, 1841.
- NOTICE HISTORIQUE SUR LES ÉMAUX, LES ÉMAILLEURS DE LIMOGES, ET LES PROCÉDÉS DE FABRICATION EN USAGE A LIMOGES**, par Maurice ARDANT. — Br. in-8. — Limoges, Chapoulaud frères, 1842.
- ESSAI HISTORIQUE ET DESCRIPTIF SUR LES ÉMAILLEURS ET LES ARGENTIERES DE LIMOGES**, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 288 pages avec deux planches. — Poitiers, chez Saulin, 1843.
- MÉMOIRE SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES DES GÉNÉRAUX EN CHEF CUSTINE ET HOUCHARD PENDANT LES ANNÉES 1792 ET 1793**, par le baron GAY DE VERNON. — Un vol. in-8 de 344 pages. — Paris, chez Firmin Didot, 1844.
- HISTOIRE DU LIMOUSIN** (Histoire spéciale de la Bourgeoisie), par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Ardillier fils, 1846.
- HISTOIRE DE LA PEINTURE SUR VERRE EN LIMOUSIN**, par l'abbé TEXIER. — In-8 de 120 pages avec planches. — Limoges, Chapoulaud frères, 1847.
- NOTICE SUR LE TOMBEAU DE SAINT JUNIEN**, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-8 avec 3 planches. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1847.
- CHRONIQUE DE MALEU**, chanoine de St-Junien, mort en 1322, publiée pour la première fois avec des notes explicatives, et suivie de DOCUMENTS HISTORIQUES SUR LA VILLE DE ST-JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Un vol. in-8 de 264 pages. — St-Junien, chez Barret, 1847.
- CATHÉDRALE DE COLOGNE**, par Félix de VERNERILH. — Un vol. in-4 de 80 pages et 3 planches. — Paris, chez V. Didron, 1848.
- DES OSTENSIONS**, par Maurice ARDANT. — In-18 de 180 pages. — Limoges, chez Barbou frères, 1848.
- L'INDICATEUR LIMOUSIN**, guide de l'étranger à Limoges et dans ses environs, par Maurice ARDANT. — In-18. — Limoges, Mart. Ardant frères, 1848.
- HISTOIRE DES PAYSANS EN FRANCE**, par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Paris, chez Dumoulin; — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1849.
- MANUEL D'ÉPIGRAPHIE**, suivi du RECUEIL DES INSCRIPTIONS DU LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 380 pages, avec 28 planches. — Poitiers, chez Dupré, 1851.
- POÉSIES DE JACQUES DORAT**, archidiacre de Reims, par Auguste Du Boys. — In-8 de 52 pages. — Limoges, chez Ardillier, 1851.

- ÉTUDES HISTORIQUES SUR LES MONASTÈRES DU LIMOUSIN, paraissant par livraison.
par l'abbé ROY-PIERREFITTE.
- LE JEUNE NUMISMATISTE, par Maurice ARDANT. — 1ⁿ vol. in-12, de 252 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- CHATEAU DE CHALUSSET (description et documents historiques), suivi de QUELQUES NOTES SUR L'ÉGLISE DE SOLIGNAC, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 56 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1851.
- SAINT-PIERRE-DU-QUEYROIX DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- L'ARCHITECTURE BYZANTINE EN FRANCE, par Félix de VERNEILH. — Splendide vol. in-4 de 316 pages, orné de 22 magnifiques gravures. — Paris, chez Didron, 1852.
- HISTOIRE DE LA CATHÉDRALE DE LIMOGES (première partie), par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 80 pages. — Paris, chez Didron, 1852.
- REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE LA HAUTE-VIENNE, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-18. — Limoges, chez Ducourtieux, 1852 et 1855.
- BIOGRAPHIE DES HOMMES ILLUSTRÉS DE L'ANCIENNE PROVINCE DU LIMOUSIN, par Auguste Du BOIS et l'abbé ARBELLOT, tome 1^{er}. — In-8 de 280 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1854.
- ÉMAILLEURS ET ÉMAILLERIE DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-12 de 180 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1855.
- DISSERTATION SUR L'APOSTOLAT DE SAINT MARTIAL, ET SUR L'ANTIQUITÉ DES ÉGLISES DE FRANCE, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 250 pages. — Limoges, chez Leblanc, 1855.
- DES INFLUENCES BYZANTINES. lettre à M. Vitet, par Félix de VERNEILH. — Br. in-4. — Paris, chez Didron, 1855.
- ROCHECHOUART : HISTOIRE, LÉGENDES, ARCHÉOLOGIE, par l'abbé DULÉRY. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Ducourtieux, 1855.
- ESSAI SUR L'ADMINISTRATION DE TURGOT DANS LA GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES, par G. D'HUGUES, docteur ès-lettres. — In-8 de 266 pages. — Paris, chez Guillaumin et Cie, 1859.
- BIOGRAPHIE DE FRANÇOIS DE ROUSIERS, gentilhomme du xvi^e siècle, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Leblanc et Cie, 1859.
- CATALOGUE MÉTHODIQUE DE LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE DE LA VILLE DE LIMOGES (HISTOIRE. — POLYGRAPHIE; BELLES-LETTRES. — SCIENCES; ARTS), par Émile RUBEN, bibliothécaire. — 3 vol. in-8. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1858-63.
- VIE DE SAINT LÉONARD, SOLITAIRE EN LIMOUSIN, SES MIRACLES ET SON CULT. par l'abbé ARBELLOT, 4 vol. in-8 de 320 pages. — Paris, Jacques Lecoivre et Cie, 1863.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN.

12 vol. in 8 (1846—1862).

Le premier volume se vend 10 fr. à Limoges, et 11 fr. par la poste, et les autres, 6 fr. à Limoges, 7 fr. par la poste. — On s'abonne, à Limoges, chez MM. CHAPOULAUD frères, ou chez M. Ch. DULAC, garde-musée.

15

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME XIII

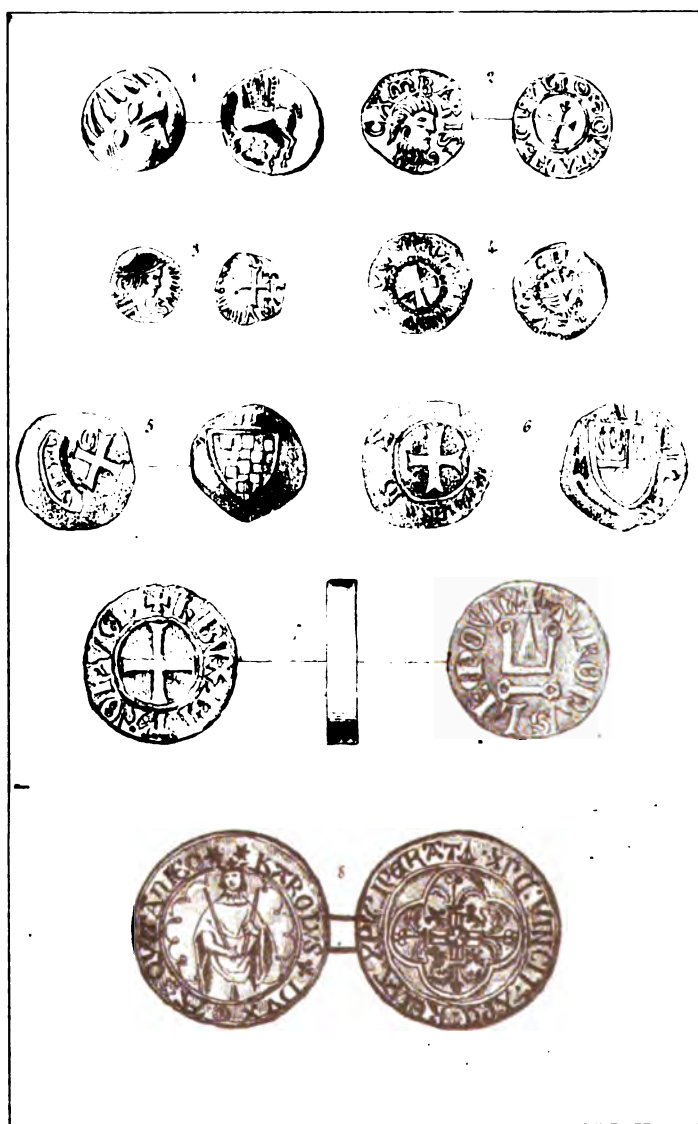
4



LIMOGES

CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ
Rue Montant-Manigne, 7

1863





NUMISMATIQUE LIMOUSINE.

Comme on s'est demandé si les peuples de la Gaule nommés *Lémoviques* avaient une ville capitale, je me suis demandé aussi si leurs chefs avaient frappé des monnaies autonomes.

Jules César, dans ses Commentaires, en nous transmettant le chiffre des contingents militaires envoyés à Vercingétorix par les diverses provinces gauloises, nous fournit une base pour apprécier l'importance de leurs populations, et, ne m'occupant que de la question numismatique, je prends pour point de comparaison les *Santones*, qui mirent plus d'hommes sous les armes que les *Lémoviques* et les *Turones*, qui en mirent moins; j'ai été amené à conclure que, si ces deux peuples gaulois avaient frappé des monnaies, les *Lémoviques*, avaient dû avoir leur atelier monétaire.

Je demandai à M. de La Saussaye, un des maîtres de la science, quelques renseignements sur le type des monnaies gallo-lémoviques : il me répondit avec bienveillance qu'il ne l'avait pas découvert, et m'engagea à le rechercher, me prédisant qu'avec de la persévérance j'arriverais à le connaître.

Après cinquante ans d'études sur toutes les médailles recueillies sur le sol de l'ancien et vaste diocèse de Limoges, si riche en monuments de la numismatique, j'espère être arrivé au but si désiré, et je viens vous communiquer les détails qui m'ont amené à la découverte du type gallo-lémovique.

Lorsque j'achetai le médaillier de M. de Lépine, après qu'il eut été dépouillé, en faveur du cabinet de Paris, de ses plus importantes et précieuses médailles, parmi celles qui restaient, je reconnus quelques gauloises, toutes au type uniforme de la tête aux cheveux bouclés vue de profil, et du cheval libre allant de droite à gauche, surmonté, près de la croupe, d'une figure informe, dont la tête seule était bien caractérisée; la

plus grande partie des gauloises du trésor de 1814 de La Jante près Compreignac présentaient les mêmes empreintes. La cinquantaine de monnaies celtiques de la fontaine de Bénévent que j'ai pu examiner avec attention offraient le même type : il se reconnaît encore sur la pièce d'or trouvée au Dorat, décrite par Nadaud, et celle d'*electrum*, achetée à Bussière-Boffy par notre collègue M. du Taya : tous les enfouissements des coins opposés de notre diocèse nous révélaient ce type dominant.

Je soumis mes observations aux numismatistes de l'Angoumois, de l'Auvergne, du Bordelais et du Poitou réunis au Congrès scientifique de Limoges, et, après longue et mûre discussion, ils acceptèrent et adoptèrent pour les monnaies gallo-lémoiviques ce type du cheval, par analogie à celui du *sus gallicus* des provinces couvertes de chênes et riches en glandées, ne doutant pas que les Lémoviques n'aient élevé dès les temps anciens dans leurs verdoyants pâturages ces nobles coursiers qui ont joui de tant de célébrité. Nous avons des actes des *iv^e* et *xiii^e* siècles qui constatent que des évêques de Limoges donnaient à d'autres prélats des chevaux en présent.

La dernière trouvaille d'un denier d'argent gaulois vient confirmer de plus en plus cette attribution : elle a été faite à Château-Chervy, au sud de Limoges, l'ancien *Castrum Servii* de l'époque romaine, et le *Caro Vico* du moyen âge, dont un triens mérovingien porte ce nom inscrit en légende. J'ai reconnu sur cette médaille tous les détails du type des autres, et de plus une sorte de monogramme, composé d'un L et d'un E, initiales du nom de Limoges, *Lemovicum* : sous les pieds du cheval on voit une petite plante à trois feuilles. Je ne veux pas faire les Lémoviques plus ingénieux qu'ils n'étaient sans doute, et ne relève pas ce trèfle comme un emblème choisi à dessein parmi les herbes fourragères : je me borne à conclure que ce monogramme, joint aux autres détails des monnaies gauloises semblables, rend incontestable mon système sur le type gallo-lémovique. (V. la planche n° 4.)

Je n'avais pas encore fait d'études suivies des médailles gauloises lorsque je publiai, en 1836-1837, un spécimen de numismatique limousine dans l'*Historique monumental* de M. Tripon. Cet éditeur y consacra quatre planches lithographiées du format in-4°. Ce n'était qu'un abrégé d'une monographie monétaire du Limousin et de la Marche, où sont décrites plus au long les médailles de Sédulix et de Durat; celles du trésor

de *Compriniacum*, où a été frappé un triens mérovingien; celles de *Secundeleas* (Bénévent); celle de *Schotorium*, Le Dorat; celle de Bussière-Boffy près de *Confluentum*, à la suite desquelles prendra la place d'honneur celle de *Castrum Servii* ou *Castrum Vicum*, qui est venue si heureusement donner à mon hypothèse un caractère de certitude.

J'ai fait l'acquisition d'un tiers de sou d'or très-pâle de l'époque mérovingienne, recueilli d'un tas de sable pêché dans la Vienne près du Palais. La légende du côté de la tête † CAMBARISI. ressemble beaucoup au nom de la capitale de la Savoie; mais, comme Chambéry s'appelait sous les Romains *Lemeneum*, il n'est pas probable que, sous la première race de nos rois, cette ville eût abandonné déjà cette appellation, qui se changea plus tard en *Cameriacum*; ce ne peut être non plus *Cambria*, la principauté de Galles, ni *Cameracum*, Cambrai. J'attribue donc, faute de mieux, cette précieuse monnaie à une modeste localité limousine, à *Chambaris*, dépendance de la terre de Saint-Brice, à la maison de Carbonnières, en attendant qu'elle soit revendiquée par *Chambrais* près de Bernay en Normandie, *Chambray* dans le pays Messin, ou *Chambrey* en Champagne, diocèse de Reims, dont j'ignore les noms latins. La tête de profil, et à longue chevelure, est sans diadème; ses traits ont du rapport avec ceux des têtes gauloises. Revers, croix pattée à branches égales, avec quatre points; autour, la légende † LEOVVLFOMONITA. Un triens du monétaire Ubon présente la même tête. Je crois celui-ci des premiers temps de la monarchie. (N° 2 de la planche.)

Une monnaie bien plus précieuse à mes yeux, moins par la plus grande pureté du métal que par la tête royale et le nom d'*Eligius* qui y sont empreints, a été découverte dans les fouilles d'un chemin de fer sur la frontière de notre département. D'un côté, tête d'homme barbu, ceinte du diadème, vue de profil, de gauche à droite; buste revêtu d'un manteau mal dessiné; légende: † PARISIS. Ce ne peut être que la tête de Clotaire II, premier protecteur de saint Éloi, et qui mourut l'an 628 de notre ère. Au revers, croix pattée à branches inégales, surmontée d'un large oméga. On lit autour: † ELIGVIVS. M. C'est le nom du célèbre argentier et monnoyeur, enfant de Limoges, quoique né à Chaptelat, villa de ses parents Eucharis et Ferrugia. Le V qui semble dénaturer son nom n'est autre chose que l'alpha placé au-dessous de la croix en opposition avec l'oméga, et qui

signifient ensemble *principium et finis*, expression consacrée sur des monnaies de l'époque mérovingienne. Nous devons donc lire en toute certitude : *Eligius monetarius*. Ce tiers de sou d'or est une des meilleures œuvres de ce saint monétaire, soit par l'éclat du métal, soit par la perfection relative du monnayage. (N° 3 de la planche.)

Je passe sans transition à la série de nos monnaies vicomtales, qui s'est enrichie d'une maille ou obole inédite d'Artur de Bretagne, comte de Richemond et vicomte de Limoges, par son mariage, en l'an 1275, avec Marie de Limoges, fille de Guy VI dit le *Preux* et de Marguerite de Bourgogne, unique héritière de la vicomté de Limoges. D'un côté, croix à branches égales, pattée et inscrite dans un chapelet de perles, cantonnée d'un besant aux premier et quatrième quartiers, et d'un M gothique au deuxième. Légende : † ARTVRI. VICEC.; au revers, suite de cette légende : † LEMOVICENSIS. Écusson à trois pointes, mi-parti Bretagne, Dreux et Bourgogne. Comme cette obole noire n'a pu être frappée qu'à Limoges, et qu'il n'y avait pas dans la province une ville dont l'initiale fût le M. qui eût un atelier monétaire, on est réduit aux conjectures pour expliquer cette initiale. Artur voulut-il au premier temps de son mariage mettre la première lettre du nom de sa femme, Marie de Limoges, sur ses monnaies? ou sa belle-mère, la vicomtesse douairière, régente de la vicomté, Marguerite de Bourgogne, aurait-elle voulu encore continuer sa domination en faisant graver sur les monnaies de son gendre, avec les armes de la Bourgogne, l'initiale de son nom de Marguerite, qui l'était aussi de celui de sa fille? (N° 4 de la planche.)

(N° 5 et 6 de la planche.) Deux autres monnaies vicomtales, deux deniers noirs, ont été trouvées dans la Cité, près de l'église de Saint-Domnolet : elles sont de Jean I^{er} (Jean III, duc de Bretagne), vicomte de Limoges, fils d'Artur et de Marie de Limoges. Le premier, un peu fruste, présente l'écusson précédent; d'un côté on lit : I. BRITANNIE. DVX autour d'une croix cantonnée d'un G; au deuxième quartier, marque de l'atelier monétaire de Guingamp; autour de l'écusson : VICE Comes, LEMOVICENSIS. Cette monnaie est de pur cuivre rouge. Ce duc de Bretagne eut trois femmes : Isabeau de Valois, sœur de Philippe, roi de France; Isabelle de Castille, fille du roi don Sanche IV, et Jeanne de Savoie; il mourut en 1344. — Le second denier est encore plus fruste. L'écusson, de même forme que

celui de l'autre pièce, porte au premier quartier de Bretagne, et aux trois autres de Dreux, autant qu'on en peut juger. La croix est cantonnée au deuxième quartier d'un E, marque de l'atelier monétaire d'Evran.

Ces deux deniers faisaient partie d'un petit dépôt composé de trois deniers noirs d'Alphonse IV dit le Brave, roi de Portugal, époux de Béatrix, fille de Sanche IV, roi de Castille, et, par son mariage, beau-frère de notre vicomte Jean I^{er}; d'un denier tournois de Philippe de Valois; d'un gros tournois d'argent; d'un double de Charles V, et autres menues pièces.

L'église près de laquelle ces monnaies étaient enfouies s'appelait dans le principe Saint-Grégoire: on y déposa le corps du comte Dampniolenus, tué en défendant Limoges contre Théodebert, l'an 574.

Jean I^{er}, vicomte de Limoges, n'ayant point eu d'enfants, maria sa nièce Jeanne, fille de Guy VII, son frère, comte de Richemond et de Penthievre et vicomte de Limoges, à Charles de Blois, fils puîné de Guy de Chatillon, comte de Blois, et de Marguerite de Valois, sœur de Philippe VI, roi de France; Jean I^{er} le fit, par ce mariage, vicomte de Limoges, en attendant son entière succession.

Le second denier, qui est le plus fruste, pourrait bien être de Jean II de Montfort, fils d'Artur et de sa seconde femme, Yolande de Dreux, veuve du roi d'Écosse Alexandre III, qui rendit la vicomté de Limoges à Jeanne de Penthievre après le traité de Guérandes. Les armes de Dreux du revers me paraissent fortifier cette hypothèse.

On découvrit, il y a déjà long-temps, à Saint-Yrieix, une imitation du tournois français du roi Jean. C'est un *piedfort* de billon, faiblement argenté; il pèse 42 grammes 4 décigramme. On lit autour d'une croix pattée, cantonnée d'un besant au premier quartier et au quatrième: † K. DVX BRITANNIE, et au revers, autour du *chastel*: † TVRONVS LEMOVIC. La dernière lettre, mal empreinte, peut-être prise pour un X ou un K. (N^o 7 de la planche.)

Ce *tournois limousin* de Charles de Blois, vicomte de Limoges, comme époux de Jeanne la Boiteuse, et duc de Bretagne par arrêt du parlement, tué à la bataille d'Auray l'an 1364; ce tournois dut être frappé vers 1364, époque des dernières émissions des monnaies du roi Jean, qui mourut la même année que Charles de Blois.

Dans un trésor de pièces d'or françaises trouvées à Balledent (Haute-Vienne), j'en ai remarqué une qui mérite d'être décrite : c'est une imitation des *royaux* de France. Buste vu de face et couronné; il est revêtu d'un manteau, et tient de la droite une épée nue au milieu d'un encadrement orné de neuf rosettes; un petit vaisseau placé sur la tête couronnée et une étoile indiquent le commencement de la légende : KAROLVS DVX ☙ A. QVITANIE. *Revers* : croix fleuronnée, et cantonnée des lis de France et des lions d'Aquitaine, et, pour légende, le cri de guerre des croisés : *Christus vincit, regnat, imperat*, précédée, comme l'autre, d'un petit navire. Charles, fils puîné de Charles VII et de Marie des Deux-Siciles, duc de Berry, et mort duc d'Aquitaine en 1472, frappa ce *royal*, qu'on pourrait appeler *aquitain*, tout semblable à ceux de son père, sauf les lions de deux cantons de la croix. (N° 8 de la planche.)

Je parlerai, en terminant, des remarques faites par moi sur environ deux cents barbarins trouvés entre Chanteloube et Razès. Sur un grand nombre de ces deniers, les abbés de Saint-Martial, dans la légende S. E. S. MARCIAL, que je traduis, *signum ecclesie sancti Martialis*, ont donné au E et au L final la forme d'une croix, comme sur les deniers de l'église de Lyon, afin que cette légende présentât un caractère plus religieux autour de la tête du saint. La légende du revers, *Lemovincensis*, que j'ai lue sur une seule pièce *Lemovincensis*, n'a pas le L. croisé. L'observateur attentif reconnaîtra des différences sur la forme des yeux, les cheveux et le nombre des perles de la chape du saint évêque de Limoges.

Je consigne ici l'expression de ma reconnaissance envers M. le vicomte Raoul de La Girennerie, capitaine au 8^e hussards, dont la complaisance égale le talent : son crayon exercé a dessiné les médailles qui figurent sur la planche jointe à cette notice.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

Limoges, le 24 juin 1863.

RAPPORT

SUR LES

FOUILLES DU MONT DE JOUER.

MESSIEURS,

Les fouilles pratiquées au mont de Jouër ont produit d'intéressants résultats, et elles ont mis au jour les importantes fondations d'un édifice gallo-romain qui paraît être la station romaine de *Prætorium*, ou *Pretorio* suivant l'orthographe de la Table de Théodose.

Ainsi la grande controverse engagée sur la fixation de ce point fort obscur de la géographie limousine semblerait avoir enfin trouvé une solution qui repose sur quelque chose de plus sérieux et de moins incertain que d'ingénieuses hypothèses. Sous les bruyères d'une montagne inculte, à une profondeur d'un mètre et demi, les fouilles ordonnées par la Société Archéologique et Historique du Limousin dans la séance du 30 octobre 1863 ont fait retrouver les fondations d'un vaste établissement romain qui étaient restées enfouies depuis quinze siècles environ, et que personne n'avait encore pu découvrir. C'est là sans doute un fait archéologique qui n'est pas sans intérêt !

Je ne m'étais pas dissimulé toutes les difficultés de recherches à faire sur une montagne d'une longueur de plus de trois kilomètres, présentant à son sommet quatre mamelons dont le plus élevé atteint, s'il faut en croire la carte soigneusement étudiée de l'état-major, une hauteur de 697 mètres au-dessus du niveau de la mer, dont les versants sont très-étendus, couverts de bruyères et de terrains sans valeur, où se rencontrent à chaque pas des agglomérations de pierres et de roches, qui est inhabitée parce qu'elle est exposée à tous les vents. J'assumais une grande responsabilité en acceptant la mission de diriger les recherches, et je tremblais d'épuiser sans succès la somme que vous aviez votée.

Le hasard sans doute m'a bien servi, et les restes de construc-

tions que nous avons si heureusement retrouvées sont bien certainement d'origine gallo-romaine. Je vais plus loin, je me crois autorisé à penser par de sérieuses et solides raisons que ce sont bien réellement les restes de la station de *Prætorium*.

J'ai examiné avec une attention nouvelle la direction des chemins qui se raccordent sur un des versants du mont de Jouër, et je persiste à croire que l'abbé Nadaud et M. Cornuau, qui avaient étudié avec exactitude la direction de ces voies romaines, ne s'étaient point trompés.

J'ai suivi cette fois, pour me rendre à Saint-Goussaud, l'antique voie qui descendait du mont de Jouër, et passait par Sejoux et la commune de Chatelus-le-Marcheix pour gagner *Acitodunum* (Ahun) et *Augusto-Nemetum* (Clermont). Les vestiges du passage d'une voie romaine sont encore très-apparents et facilement reconnaissables.

On les retrouve près d'Arènes se dirigeant vers *Argentomagus* (Argenton). Au mois de juillet dernier, j'avais exploré la voie qui descendait vers *Augustoritum*, *Ausrito* de la Table (Limoges).

Sans doute ces chemins, depuis les dix-huit siècles qu'ils existent, ont dû subir des réparations et même des reconstructions partielles. Les habitants ont presque partout enlevé les énormes pierres qui formaient l'*agger* : elles avaient dû à la longue se disjoindre, et rendre la route impraticable. Les riverains les ont arrachées, et s'en sont servis pour former leurs murs de clôture, qui offrent un aspect presque monumental sur le parcours de la voie. Puis, cherchant à imiter la construction romaine, ils ont réparé la route suivant le mode antique, et l'ont rendue praticable pour les charrettes.

Ces chemins, qui tous convergent vers le mont de Jouër, affectent à peu près la forme d'un Y, qui se trouve conforme aux indications de la Table de Théodose.

Au XVIII^e siècle, l'abbé Nadaud et M. Cornuau les avaient trouvés dans un état de conservation plus complet. Leurs observations ne peuvent laisser aucun doute sur leur origine et sur leur direction. Je n'ai donc rien à changer à ce que j'ai consigné dans un précédent mémoire sur la fixation de *Prætorium*.

C'est en vue du Puy-de-Dôme et du Mont-Dor, dont les sommets étaient couverts de neige, près de la voie de Sejoux à Saint-Goussaud, que j'ai fait pratiquer les fouilles. Mais, avant de parler des résultats qu'elles ont produit, il faut que je dise

un mot sur les recherches que j'ai faites en fouillant le cadastre de la commune de Saint-Goussaud.

LES CHAMPS DE PRATAURY.

M. Bosvieux, archiviste de la Creuse, avait trouvé, dans une trop courte excursion faite à Saint-Goussaud, certaines parcelles de terrain sur le mont de Jouër désignées sous le nom de *Prataury*. Il avait fait faire quelques recherches dans cet endroit, et elles n'avaient produit aucun résultat satisfaisant.

Ce nom a une ressemblance frappante avec *Prætorium*, et, frappé de cette analogie tout au moins étrange, M. Bosvieux l'avait communiquée à ceux qui s'occupent d'archéologie.

Je cherchai dans les registres du cadastre, et je trouvai que dix-sept champs de nature diverse, appartenant à des propriétaires différents, portaient le nom de Prataury.

Ces parcelles sont placées dans les dépendances du mont de Jouër et en face du village de Frialouse. Ils sont sur un plan si incliné que la première inspection des lieux démontre qu'il n'a pu y exister à aucune époque un établissement de quelque importance. Pour y faire des fondations et construire des murs, les Romains auraient dû pratiquer de larges tranchées dans la montagne, et il ne reste aucune trace d'un travail de cette nature.

Néanmoins, pour ne laisser aucune prise à l'incertitude, je fis faire des sondages, et je fis ouvrir quelques tranchées qui ne produisirent pas de résultat. Nous ne trouvâmes ni pierres taillées ni briques romaines. Je constatai en outre que les chemins par lesquels on pouvait arriver aux champs de Prataury n'étaient que des sentiers sans largeur, et qu'il n'apparaissait nulle part d'agglomérations de pierre.

Le *Prætorio* de la Table de Théodose n'avait donc pu exister dans cette partie de la montagne; mais le nom de ces champs était à mes yeux une présomption très-grande de la présence sur le mont de Jouër de la station de *Prætorio*, car la tradition avait pieusement conservé ce nom de parcelles dépendant de l'ancienne station, et ce mot de Prataury semblait faire revivre celui de *Prætorium*.

Certes la vague ressemblance d'un nom ne saurait toute seule suffire à éclaircir les points obscurs de la géographie antique.

Je sais qu'il faut se méfier de ces analogies, qui peuvent tromper les meilleurs esprits. Souvent, en matière d'archéologie, l'imagination est une mauvaise conseillère : elle nous entraîne à des conceptions qui reposent sur des raisons sans valeur, et se basent sur des données indécises qui n'ont aucun fondement sérieux.

Mais il me semble que les circonstances qui ont accompagné la découverte dont il me reste à vous parler ne sont pas purement accidentelles; qu'elles ne sont pas le simple produit d'un hasard plus ou moins heureux. Nous avons procédé suivant la théorie la plus rigoureuse. Le travail de l'esprit a précédé et guidé le travail manuel, et nos recherches, en quelque sorte, ont procédé d'une manière algébrique. Nous cherchions à dégager l'inconnu par le connu. La théorie n'a pas cessé un instant d'éclairer la marche et de guider la direction de nos travaux ! Depuis le XVIII^e siècle, les savants archéologues du Limousin s'appliquaient à retrouver la fixation du *Prætorium*, ses vestiges s'étaient perdus depuis près de quinze siècles. Aucun autre monument historique, si ce n'est la Table de Théodose, n'en parlait et n'en déterminait la position certaine : une tradition locale le présentait comme enterré dans les flancs du mont de Jouër. Cette opinion avait été soutenue par d'Anville, par l'abbé Nadaud, par M. Cornuau. Ces deux derniers avaient décrit avec une admirable précision la voie qui d'*Ausrito* montait au mont de Jouër, et continuait sa direction par une double bifurcation sur *Argentomagus* et sur *Augusto-Nemetum*. Mais sur quel point du mont de Jouër se trouvaient les fondations de la station ? La question n'était pas définitivement tranchée, et le baron de Walckenæer le plaçait à Pourrioux; la commission de la Carte des Gaules, devant l'autorité de laquelle il faut s'incliner, la fixait à Sauviat; d'autres archéologues la trouvaient près de Grandmont (1), à La Jonchère (2), à Arènes, au Chalard (3) près Peyrat-le-Château, à Breth (4).

En retrouvant sur les flancs du mont de Jouër les champs de Pratory, pouvais-je ne pas me prévaloir d'un nom aussi significatif, et ne pas en tirer cette conséquence naturelle que c'était

(1) L'abbé Belley.

(2) M. Allou.

(3) M. Grellet-Dumazeau.

(4) M. de Beaufort.

une traduction presque textuelle et sans corruption de la station de *Prætorium*? que ce n'est pas un de ces mots vagues et indéterminés qui pourraient signifier pour les incrédules le *pré au ruisseau* par exemple? J'ai cru devoir aller aux renseignements, et demander aux employés de la direction des contributions directes et du cadastre de la Haute-Vienne si cette expression était, en quelque sorte, un nom banal, et s'ils avaient eu l'occasion de le voir appliqué comme désignant une prairie arrosée par un petit cours d'eau. Ils m'ont répondu n'avoir pas vu de nom de lieu semblable.

Qu'on ne nous demande pas, pour obtenir une entière et plus complète conviction, soit une monnaie trouvée dans les fouilles avec le nom de *Prætorium*, soit une inscription lapidaire. Il n'exista jamais, que je sache, de monnaies portant le nom d'une station gauloise d'importance secondaire. Une station n'eut jamais l'insigne honneur de porter à son fronton sa désignation comme une enseigne. Nous ne pouvons espérer de retrouver un semblable mode de conviction pour démontrer son identité.

Les stations romaines étaient des établissements impériaux que l'empereur faisait construire aux frais de l'empire romain. Elles devaient présenter des conditions de solidité, de grandeur et de commodité pour le repos momentané des soldats; rien de plus! leur nom est signalé dans les itinéraires et dans la Table. Les itinéraires sont muets sur *Prætorium*, mais ce nom est signalé dans la Table de Théodose. Pourquoi donc ne pourrions-nous pas nous prévaloir de cette appellation, si heureusement retrouvée, de champs de *Prataury*? Ce serait de notre part un oubli inexcusable de nos devoirs d'archéologue et de toutes les règles d'une saine critique. Je ne pense pas que ceux qui placent cette station ailleurs qu'au mont de Jouër puissent opposer un argument de cette valeur!

Mais toutes ces présomptions, qui sont déjà par elles-mêmes si sérieuses, si précises et si concordantes, vont recevoir un degré de certitude plus incontestable encore par les découvertes de ruines gallo-romaines que nous avons trouvées enfouies profondément dans les flancs incultes d'une montagne inexplorée, sur le versant du mont de Jouër, qui est situé en face de cette noble et vaillante terre d'Auvergne qui un moment balança, grâce à l'épée de Vercingétorix, la fortune et le génie de Jules César.

Les ruines gallo-romaines que nous avons retrouvées sont de

nature à faire tomber les dernières hésitations, et l'esprit le moins porté à la crédulité, convaincu par un faisceau de preuves sérieuses, doit être forcé d'admettre que le résultat des fouilles faites au nom de la Société est réellement la résurrection des ruines enfouies de la station de *Prætorium*.

Vous aviez admis l'année dernière cette opinion, et, pour la faire prévaloir, vous n'aviez pas hésité à voter une somme destinée à faire des fouilles sur le mont de Jouër.

Le succès a prouvé, Messieurs, une vérité aussi éclatante que le soleil. L'esprit domine la matière ! La nature, quelque impénétrable et cachée qu'elle soit, finit par être connue de l'homme qui pense et qui raisonne : les choses du passé, quelque obscures qu'elles apparaissent, peuvent être reconnues quand on s'applique à les chercher ! Il n'existe pas de mystères si profonds, de problèmes si obscurs, de vestiges si secrets et si bien cachés qui puissent échapper à nos yeux mortels, faibles et débiles, quand ils sont illuminés par la raison et par la théorie.

Revenons aux champs de *Prataury*. Puisqu'il ne s'y trouve pas de ruines gallo-romaines, il faut en conclure que le nom qu'ils portent n'est qu'un souvenir de *Prætorium*. Ils étaient une dépendance de l'établissement romain. Leur nom s'est conservé à travers les siècles !

LES FOUILLES.

Le jeudi 3 mars, je parvins, non sans peine, à me procurer des ouvriers. Je dirigeai les fouilles sur le versant du mont de Jouër qui regarde l'Auvergne, et près du chemin de Séjoux à Saint-Goussaud. Une vieille croix de bois placée sur le chemin m'inspira le désir de faire commencer les recherches presque à ses pieds. Suivant l'antique tradition des habitants de Saint-Goussaud, c'était là qu'était l'emplacement de la ville de Jouër. Il est difficile d'apprécier avec quelque exactitude par la carte de Cassini la position des fouilles. Le point où il signale les restes d'une ville ruinée ne me paraît pas être celui où les ouvriers se mirent à l'œuvre. Ce n'était pas sur le versant qui regarde La Fayette et La Ribière : c'était sur le versant opposé faisant face à Saint-Goussaud, le Puy-de-Dôme et le Mont-Dor.

Une première tranchée, de 15 à 20 mètres de long et de 4 mètres 50 cent. de profondeur, nous fit reconnaître de la terre mêlée de silice et de chaux qui paraissait provenir de décombres. Les

ouvriers trouvèrent de grandes quantités de briques romaines brisées, mais d'une belle conservation, et des pierres de petite dimension, pierres dites d'échantillon, qui formaient, je crois, chez les Romains, les constructions de petit appareil. Nous retrouvions, du premier coup de pioche, les traces évidentes d'un édifice gallo-romain enfoui depuis des siècles. Il était dans une position tout-à-fait exceptionnelle, exposé aux vents du nord et de l'est.

La seconde tranchée ne produisit aucun résultat intéressant.

Mais la troisième fut fructueuse. Nous trouvâmes des quantités considérables de grandes briques destinées à la toiture, dont quelques-unes étaient percées d'un trou qui servait à les fixer, des pierres d'échantillon comme dans la première tranchée, et un nombre infini de clous ainsi qu'un anneau de fer. Tous ces objets étaient fort rouillés, et se trouvaient enfouis à 4 mètre 50 cent. de profondeur. Les ouvriers trouvaient des gisements formés par un charbon fort menu, qui se rencontrait sur tout le parcours de la tranchée. Ce charbon de bois de châtaignier me prouvait que la partie de l'édifice où se faisaient les fouilles avait été détruite par un incendie, allumé sans doute par les peuples barbares qui durent s'en emparer vers le v^e siècle. Joullietton pense, dans son *Histoire de la Marche*, que les Vandales détruisirent *Prætorium* après avoir pillé et ruiné la riche ville de Breth. Nous serions tenté d'adopter cette opinion.

Les clous et l'anneau de fer, la disposition du terrain, me font penser que l'emplacement était un lieu couvert, une sorte de vaste hangar pour abriter peut-être les chevaux de la cavalerie romaine. Les personnes qui ont vu l'anneau ont pensé qu'il était destiné à attacher la longe d'un cheval.

Quoi qu'il en soit, il reste bien démontré que la station a été incendiée : un fait chimique le démontre, il est bon de le signaler. Parmi les clous fort rouillés que les ouvriers retirèrent des fouilles, il s'en est trouvé quelques-uns d'une très-belle conservation ; un surtout paraissait encore presque neuf. Surpris de ce phénomène, je l'examinai avec attention ; il était couvert d'une sorte de couleur rouge semblable à celle que les Romains employaient pour peindre leurs murailles. Je pensai qu'il fallait attribuer sa conservation à la présence de cette couleur. Je désirai la faire analyser, et je portai le clou à M. Astaix. Cet habile chimiste reconnut que ce que je prenais pour de la couleur n'était autre chose que de l'oxyde de fer

anhydre qui avait été produit par l'effet d'une très-violente chaleur. Ici la science vient donc à l'aide de l'archéologie, et le doute ne semble plus possible.

Toutes ces découvertes étaient intéressantes et curieuses, mais je désirais trouver des fondations. Je fis ouvrir une quatrième tranchée, et, dès le mercredi soir, les ouvriers trouvèrent une énorme pierre de taille d'une longueur de 4 mètre 20 cent. Quand apparut ce magnifique commencement d'une fondation, tous les cœurs furent émus, et les travailleurs furent encouragés par cette découverte inattendue. Nous avons rencontré un des côtés de l'établissement gallo-romain ! nous avons dès-lors toute facilité pour découvrir le reste. Dès le lendemain, à neuf heures du matin, les ouvriers avaient déterré le mur de pierre de granit : il était d'une longueur de 8 mètres 30 cent. A cette première assise, qui devait être, suivant toute probabilité, un banc pour les soldats, était adossée une très-longue construction faite en pierres de petit appareil. Les ouvriers en avaient fouillé une longueur de plus de 20 mètres, et ils n'en avaient encore mis à nu qu'une extrémité. A cette extrémité, bornée par une grosse pierre cubique, nous trouvâmes un second mur, perpendiculaire au premier, et qui devait former un des côtés du vaste appartement qui était devant la voie romaine. Ce second mur côtoyait le point où je supposais l'existence d'un vaste hangar. Les ouvriers crurent avoir trouvé le pavé de cette chambre. Là cessent mes observations.....

Certainement il eût été fort intéressant d'exhumer tout entière d'un sol vierge et inexploré une station romaine, d'en reconnaître les fondations, les appartements et les dépendances, d'en dresser le plan. L'archéologie n'en a pas fait encore, que je sache, une reconnaissance complète : elle s'est bornée au vague domaine de la théorie.

Mais fouiller, avec le peu de fonds qui restaient à ma disposition, un aussi vaste établissement, me semblait chose impossible. J'avais passé quatre jours à Saint-Goussaud, recevant de M. le curé de cette paroisse une bienveillante hospitalité. Je ne pouvais rester plus long-temps : il me fallut donc, à mon grand regret, abandonner ces fouilles si heureusement commencées, et qui présentaient tant d'intérêt. Mais j'avais la conviction d'avoir accompli la mission que vous m'aviez donnée : *Prætorium* était retrouvé.

Il ne me reste plus qu'à ajouter quelques détails à ce rapport,

et à vous parler des choses intéressantes qui existent à l'entour de la station. A 400 mètres environs des fouilles où nous avons reconnu les fondations qui regardaient la voie, existe un ancien puits que nous avons retrouvé avec quelque difficulté. Il est creusé sur un des penchants de la montagne et à une très-grande hauteur; il est comblé de pierres. Nos travaux se sont bornés à reconnaître son ouverture. Il est maçonné avec des pierres de petit appareil de même grandeur que celles des murs de la station. Sa largeur est beaucoup plus grande que celle du puits qui a été retrouvé dernièrement à la villa d'Antone. Les habitants se souviennent d'avoir vu, il y a trente ans, une margelle qui surmontait son ouverture.

Il paraît qu'il existe encore des sortes de souterrains ou de caves.

A gauche du puits, j'ai remarqué un aqueduc qui sert à conduire les eaux d'un point plus élevé de la montagne. Ces eaux se rendent dans une pêcherie. Je n'ai pu vérifier la construction de l'aqueduc : les habitants estiment qu'elle est de la même époque que les autres édifices de la montagne. C'était peut-être un antique abreuvoir.

Au-dessus de cet aqueduc, et presque sur la cime du mont, se trouve un grand amoncellement de larges pierres qui s'étend sur un espace d'environ 20 mètres carrés. Ces pierres ne m'ont pas paru être une agglomération naturelle et fortuite. Dans mon travail précédent, j'avais pensé que c'étaient les ruines d'un *castellum* ou d'une tour à signaux. De là on pouvait à la fois correspondre avec le nord et l'est. Je ne saurais dire si les stations romaines avaient ou non des sortes de télégraphes afin de se prévenir entre elles du passage des troupes. Cette hypothèse ne serait pas improbable. J'avais le désir de faire pratiquer des fouilles dans cet amas de pierres; mais il a fallu abandonner ce projet, qui présentait des difficultés très-sérieuses : les ressources mises par vous à ma disposition n'auraient pas suffi, et le temps m'a manqué.

Je vous avais entretenus, dans un mémoire précédent, d'un fauteuil colossal de granit dont je vous avais proposé l'acquisition. Le transport malheureusement offrirait de grandes difficultés. Le bloc de pierre a un diamètre de 4 m. 30 c., et une

(1) Sa présence prouve l'existence d'un temple de Jupiter qu'il sera possible de retrouver.

hauteur de 4 m. 43 c., non compris le dossier, qui est peu élevé et d'une forme arrondie. Il m'a paru être un siège vraiment colossal, qui peut-être a soutenu un Jupiter olympien, d'où vient la tradition de la ville de Jouër; mais, pour transporter cette masse, dont le poids peut-être de 7 à 8 milliers, il faudrait disposer d'un chariot particulier: la distance de Saint-Goussaud à la gare de Laurière est de 44 kilomètres. Vous aurez à prendre une décision sur cette entreprise difficile et coûteuse.

J'espère être plus heureux pour la petite pierre païenne que j'ai signalée à Jabreilles, et pouvoir un jour, moyennant un prix raisonnable, la faire figurer dans notre musée lapidaire, déjà si riche en monuments de ce genre.

Depuis la publication de ce rapport, j'ai reçu la lettre suivante, qui m'a été adressée par M. Alexandre Bertrand, secrétaire de la Commission de topographie des Gaules :

« MONSIEUR ,

» Son Excellence a communiqué à la Commission de la topographie des Gaules vos lettres des 10 février et 7 mars relatives à la station de *Prætorium*.

» La Commission a lu ces communications avec intérêt. Les arguments que vous faites valoir en faveur du mont de Jouër lui paraissent avoir une réelle valeur; et elle a décidé que deux de ses membres iraient, au mois d'avril prochain, visiter les lieux, et élaborer la solution sur le terrain en prenant vos indications pour point de départ. Les membres de la Commission chargés de ce soin ne manqueront pas de se mettre en communication avec vous. Je suis chargé, en attendant, de vous remercier de vos savantes communications.

» Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération la plus distinguée.

» ALEXANDRE BERTRAND ,
» Secrétaire de la Commission. »

ED. BUISSON DE MAVERGNIER.

SAINT ÉLOI ORFÈVRE-ÉMAILLEUR

(*ELIGIUS AURIFABER INCLUSORIUS*)

MESSIEURS,

Comptant un peu sur votre patriotique admiration pour les grandes célébrités de notre province, je viens vous communiquer quelques notes que j'ai recueillies au sujet du monastère de Solignac, dont j'ai entrepris le cartulaire. Je vous parlerai moins de cette antique abbaye de *Solempniacum* que de son fondateur : encore me suis-je attaché plus particulièrement à rechercher dans Eligius ce qui est relatif à l'*aurifaber*, et j'ose dire l'*émailleur*.

Je citerai en première ligne l'*Hôtel-de-Ville et la Bourgeoisie de Paris*, par P. Rittiez, page 20 :

« Nos conquêtes en Italie nous procuroient de l'or et des pierreries. La France pratiquoit l'art de l'orfèvrerie avec succès sous les règnes de Clotaire II et de Dagobert, qu'on vit, en 628, s'asseoir sur un trône d'or massif. Un pauvre apprenti orfèvre devint l'homme le plus marquant de son siècle, et mérita par ses vertus d'être évêque, et d'être placé au rang des saints.

» Limoges, en ce temps, étoit le centre principal de l'orfèvrerie : c'étoit dans cette ville que florissoit Abbon, orfèvre et monétaire, chez lequel fut placé le jeune Éloi. L'apprenti eut bientôt surpassé son maître; il fut appelé à la cour de Clotaire II, et entra, nous dit la Chronique anonyme de Saint-Denis, dans l'atelier de l'orfèvre qui faisoit ouvrage pour le roi. Il arriva que le roi voulut avoir une selle d'or (*sella*) couverte de pierreries précieuses. Il s'adressa à son maître orfèvre, qui lui dit qu'un sien ouvrier étoit très-capable de lui confectionner

et de Laborde contre MM. Labarte et de Verneilh, et apporte un puissant argument en faveur des ouvriers limousins par la description d'un calice fait par saint Éloi, et conservé longtemps à l'abbaye de Chelles, fondée par la reine Bathilde, sa contemporaine. Les détails qu'il donne sur ce calice dissipent tous les doutes; et, si saint Éloi a exercé l'émaillerie, il n'a pu apprendre cet art que d'Abbon, son maître en orfèvrerie et en monnayage. Abbon dut avoir aussi un maître, ce qui nous reporte peu à peu au temps de Philostrate, qui vivait l'an 200 de J.-C., et dont le texte, se rapprochant de celui de Jules-César, parle de barbares, voisins de l'Océan, qui étendaient des couleurs sur le cuivre ardent, lesquelles y adhérant, unies et solides, devenaient aussi dures que la pierre. Jules-César, prolongeant le territoire des Lémoviques jusqu'à l'Océan, *Oceanum attingunt*, semble rendre la même idée que Philostrate. M. Eug. Grézy, dans le paragraphe intitulé *saint Éloi a-t-il pratiqué l'orfèvrerie*, combat M. Labarte par des raisonnements victorieux, citant Jean de Marmoutiers; la plaque émaillée de Geoffroi Plantagenet; des inventaires, des comptes de dépenses au sujet de l'origine du mot *émail*; les pierres précieuses liquéfiées de la table d'autel de Sainte-Sophie sous Justinien; les *gemmae vitreae* de Pline et les émaux antiques que j'ai recueillis; le texte d'Audoenus; l'inventaire du trésor de Saint-Denis, où il est question de verres ressemblant à jacinthes, grenats, saphirs, émeraudes, et enfin l'auteur anonyme des *Gesta Dagoberti*, qui, en parlant de la grande croix faite par saint Éloi pour Saint-Denis, désigne l'art de l'émailleur par ces mots : *Hujusce modi tamen gemmarum et inclusoris subtilitate*. L'abbé Suger caractérise en ces termes *mirificum inclusorio opere sancti Eligii* le genre dans lequel excellait notre immortel artiste, l'incrustation des émaux. M. Labarte lui-même avait reproduit cette citation importante, défigurée par une faute d'impression.

M. Grézy produit les textes d'inventaires authentiques de l'abbaye de Chelles, fondée par Bathilde, épouse de Clovis II, qui conserva une vénération telle à saint Éloi, son directeur spirituel, qu'elle suivit éplorée la pompe de ses obsèques, et voulut faire transporter son corps à Chelles. Le chef de ce Saint, le calice, œuvre de ses mains, dont il se servait pour célébrer le saint sacrifice, furent donnés par la pieuse reine aux religieuses de cette abbaye, qui les mirent au rang des reliques.

André du Saussay vint admirer ce calice en 1654; il en fit

un dessin de grandeur naturelle dans sa *Panoplia sacerdotalis*, ouvrage très-rare. Il emploie, en le décrivant, pour rendre l'effet des émaux fondus, ces expressions latines : *Encaustoque artificiosi eliquato infusoque coruscans*. Dom Martène et l'abbé Lebeuf ont parlé de ce calice *de visu*.

« L'ornementation toute mérovingienne du calice de saint Éloi est d'une simplicité grave et imposante (1); le travail d'émail n'accuse guère un art plus avancé que celui des émaux gaulois. Des guirlandes de rhombes disposés en feuilles de fougère, dont l'émail rouge divise verticalement les compartiments précédents, rappellent, par le dessin et la couleur, les incrustations des fourreaux d'épées de Childéric et de Théodoric et de la couronne de Guarrazar. Les filets de perles ciselées de sa coupe se retrouvent sur les calices de Gourdon et de Nancy, et sur la petite chasse mérovingienne de Saint-Maurice en Valais, monument inédit qu'a fait connaître M. de Lasteyrie; une charmante petite ceinture d'orfèvrerie décore le nœud du calice : elle est rehaussée d'émaux rouges et verts, en losange et en damier, qui n'ont pu être exécutés qu'avec des fondants.

» Du moment où nous avons sous les yeux un monument à date précise et de provenance certaine, dit en terminant M. Grézy, monument qui établit que saint Éloi a fait des œuvres d'orfèvrerie émaillées, la cause de l'industrie limousine n'est-elle pas gagnée? » Il apporte la preuve que l'industrie de Limoges est antérieure de plus de trois siècles à l'école allemande; et plus loin il dit : « C'est donc à juste titre que, depuis douze siècles, la renommée de l'artiste mérovingien n'a rien perdu de son éclat. A lui toujours le sceptre de l'orfèvrerie française, et à lui la gloire d'abriter sous son patronage cette vaillante légion d'artistes qui, dans mille ans encore, seront orgueilleux et fiers de blasonner leurs marteaux sous la bannière du grand Saint ! »

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

Limoges, le 26 février 1863.

(1) On est frappé, quand on a les deux dessins sous les yeux, de la ressemblance, pour la disposition de l'ornementation, entre le vase antique émaillé trouvé près de Rochechouart, décrit dans mon livre *De l'Émaillerie limousine*, et le calice de saint Éloi : mêmes compartiments dans le sens vertical.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

SÉANCE DU 30 JANVIER 1863.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Maurice Ardant, Allélix, l'abbé Arbellot, Bonnin, Buisson de Mavergnier, Brisset, Alfred Chapoulaud, Roméo Chapoulaud, Desfray, Garigou-Lagrange, Lansade, Leviel de La Marsonnière, Nivet-Fontaubert, E. Ruben.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Lecture est donnée des dons faits au musée et à la Société.
(V. la liste à la fin du volume.)

M. Dessalles, avocat à Limoges, présenté à la dernière séance, est proclamé membre résidant de la Société. — MM. Maurice Ardant et Bonnin présentent comme membre correspondant M. Léon Mongenot, de Nancy.

M. Buisson de Mavergnier, nommé rapporteur de la commission du budget, fait, sur les comptes de l'exercice 1862 et sur le budget de 1863, un rapport duquel il résulte que, pendant l'exercice 1860, l'excédant des dépenses sur les recettes a été de 368 fr. 45 c., ce qui a réduit l'encaisse de 1861 à 720 fr. 95 c.

Le rapporteur propose de fixer comme suit le budget de 1863 :

	fr.	c.
Recettes ordinaires.....	1,220	»
Recettes extraordinaires.....	900	»
TOTAL.....	2,120	»

	fr. c.
Dépenses ordinaires.....	2,324 80
Dépenses extraordinaires.....	400 »
TOTAL.....	2,424 80
Excédant de dépenses.....	304 80

L'exposé de la situation financière de la Société donne lieu à une discussion à laquelle prennent plus particulièrement part MM. Bonnin, Lansade, E. Ruben. M. le rapporteur propose de faire peser la réduction des dépenses sur les frais d'impression et notamment sur le *Nobiliaire*.

M. Ruben expose que l'impression du *Nobiliaire*, admise en principe, se poursuit avec activité. L'augmentation des dépenses destinées à cette impression ayant été consacrée l'année dernière par un vote en séance générale, il n'est guère possible de revenir sur ce qui a été décidé.

M. Bonnin, après avoir fait ressortir très-clairement que le musée appartient tout à la fois au département, à la ville et à la Société, et que le but de la Société est principalement d'encourager les études et les productions archéologiques et historiques, demande que les réductions, s'il est possible d'en faire, portent plutôt sur les fonds affectés aux acquisitions destinées au musée que sur les publications, qui sont la manifestation de l'existence de la Société.

M. Lansade expose que la somme de 400 fr. affectée aux fouilles est insuffisante, et demande que cette somme soit élevée à 200 fr.

Plusieurs membres prennent part à la discussion, et l'assemblée décide :

1° Que les acquisitions pour le musée seront réduites à 300 fr.;

2° Que la somme affectée à l'impression du Bulletin et du *Nobiliaire* sera fixée à 4,200 fr.;

3° Que la somme affectée aux fouilles archéologiques sera portée à 200 fr.;

Ce qui, d'accord avec la commission, établit le budget comme il a été dit plus haut.

Il est en outre décidé qu'il sera fait des démarches pour obtenir du Gouvernement une allocation dont la Société a été

privée l'année dernière, ce qui explique en partie le déficit dans lequel se trouvent ses finances.

M. Leviel de La Marsonnière a la parole. Il reprend la proposition par lui faite à la dernière séance; il développe les arguments qu'il avait déjà donnés, et demande que le règlement soit modifié en ce sens que le comité de publication soit à l'avenir composé de six membres, y compris le président, qui en aura la présidence, et le secrétaire général, qui en sera le secrétaire.

M. le secrétaire général, tout en acquiesçant à la proposition de M. de La Marsonnière, demande si, parmi le président et les deux vice-présidents, il sera nommé un président *ad hoc* du comité de rédaction, ou si la présidence de ce comité sera dévolue hiérarchiquement. Il craint que, dans ce dernier cas, le comité, vu l'âge du président et les fonctions de l'un des deux vice-présidents, ne soit souvent exposé à n'être pas présidé, et il propose de nommer ensemble membres du comité de rédaction le président et les deux vice-présidents, qui occuperont la présidence selon l'ordre hiérarchique.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée, et l'art. 22 du règlement est modifié ainsi qu'il suit :

ART. 22. — Un comité de publication, composé de huit membres, y compris le président, les deux vice-présidents, le secrétaire général, qui en font partie de droit, est chargé de composer le Bulletin, et d'en surveiller l'impression. Il donne son avis sur les publications, autres que le Bulletin, qui pourraient être faites aux frais de la Société, et en surveille l'impression après qu'elles ont été autorisées en assemblée générale.

Le comité est présidé par le président de la Société ou, à son défaut, par l'un des vice-présidents, suivant l'ordre de nomination. Le secrétaire général de la Société, ou, à son défaut, un des deux autres secrétaires, est de droit secrétaire du comité.

Aucun manuscrit n'est admis à l'impression sans le visa du président.

La Société n'entend du reste, etc.

Sur la proposition de M. Ruben, l'assemblée nomme M. Guillemot, professeur d'histoire au lycée, membre de la commission des fouilles en remplacement de M. Poyet, qui a quitté notre ville.

M. Maurice Ardant lit un document appartenant aux archives

de la Haute-Vienne et relatif à la connétablie de La Rochelle.
— Renvoi au comité de rédaction.

A 9 heures et demie, la séance est levée.

Le secrétaire général,

E. RUBEN.

SÉANCE DU 27 FÉVRIER 1863.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Maurice Ardant, Brisset, Buisson de Mavergnier, Alfred Chapoulaud, Desfray, Garigou-Lagrange, Hervy, Leveil de La Marsonnière, Nivet-Fontaubert, E. Ruben.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté. Lecture est aussi donnée des dons faits soit au musée, soit à la bibliothèque de la Société (V. la liste). Des remerciements sont votés aux donateurs ; une mention toute particulière doit être faite pour le Missel limousin, manuscrit, offert à la bibliothèque de la Société par M. de Voyon de La Planche. Ce Missel est renvoyé à l'examen de MM. Maurice Ardant et Garigou-Lagrange.

La Société vote également des remerciements à M. le directeur du musée et à M. Nivet-Fontaubert, conservateur des objets d'art, pour l'acquisition qu'ils ont faite de certains objets en porcelaine et en faïence destinés au musée céramique. La Société voit avec plaisir cet emploi intelligent de ses fonds.

M. Ruben rappelle que la création du musée céramique est due à l'initiative de M. Migneret, ancien préfet de la Haute-Vienne, et remonte à l'année 1850. Dans sa séance du 26 décembre de cette même année, la Société Archéologique fut chargée de l'organisation, de la classification et de la conservation de ce musée, par M. le préfet, qui, à cet effet, nomma une commission composée de MM. Alluaud aîné, Mazard père, Fayette, l'abbé Texier, Perdoux et Dubois, fabricant de porce-

laine. Vers la même époque, Son Exc. M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, dans le but d'encourager les efforts de la Société, donnait au nouveau musée une certaine quantité de vases et de pièces provenant de la manufacture de Sèvres. Ces objets ont été déposés au musée général, et sont admirés tous les jours par les visiteurs. Malheureusement, par un concours fâcheux de circonstances, en tête desquelles il faut placer le manque d'un local et le départ de M. Migneret, aucune suite n'a été donnée à l'organisation du musée céramique, et la commission n'a pas fonctionné; de sorte que, à l'exception d'une collection de poteries algériennes, offerte par M. Géry, ancien préfet d'Alger, notre compatriote, les choses sont actuellement à peu près dans l'état où elles se trouvaient en 1850. Cependant notre industrie porcelainière a fait de grands progrès, et l'organisation définitive du musée céramique est réclamée journellement. M. Ruben, en terminant, propose à la Société d'émettre un vœu à cet égard.

La Société charge une commission composée de MM. le président, le secrétaire général, le directeur, et de MM. Astaix et Perdoux, de se rendre auprès de M. le préfet de la Haute-Vienne et de M. le maire de Limoges, et de faire valoir auprès d'eux toutes les raisons qui militent en faveur de l'organisation définitive du musée céramique.

M. Mongenot, de Nancy, présenté à la dernière séance, est proclamé membre correspondant de la Société. — MM. Nivet-Fontaubert et Astaix présentent comme membre résidant M. Maquart, demeurant à Limoges.

Lecture est donnée d'une lettre, en date du 16 février, dans laquelle Son Exc. M. le ministre de l'instruction publique invite le président de la Société à lui faire connaître ceux des membres qui désireront assister à la distribution solennelle des prix accordés aux sociétés savantes, et faire quelques lectures devant le comité des sociétés savantes, qui tiendra trois séances extraordinaires les 8, 9 et 10 avril.

M. Buisson de Mavergnier demande la parole.

Il expose qu'il est l'auteur de quelques mémoires archéologiques, notamment d'un petit travail, qu'il a lu dernièrement, sur les ruines de Bret et d'un mémoire plus considérable sur les voies romaines en Limousin, duquel il donne lecture. Comme ses affaires l'appellent à Paris, il désirerait que la Société le chargeât de la représenter auprès du comité des sociétés

savantes, et lui indiquât celui de ses mémoires dont elle préférerait qu'il donnât lecture au comité.

M. Ruben répond que, quant à la première demande, il est persuadé que la Société ne saurait être mieux représentée que par M. Buisson de Mavergnier, mais que, quel que soit le mérite de ses travaux, il n'appartient à la Société d'en patronner aucun officiellement, et qu'il convient au contraire de rester dans les termes de l'art. 22 du règlement, et de laisser à chacun la responsabilité personnelle de ses œuvres.

La Société en conséquence prie M. Ardant, son président, de vouloir bien donner à M. Buisson de Mavergnier une lettre pour Son Exc. M. le ministre de l'instruction publique, et d'indiquer tout simplement, dans cette lettre, les sujets que se propose de traiter l'honorable membre de la Société.

Il est ensuite procédé à l'élection de deux membres du comité de rédaction en remplacement de MM. Buisson de Mavergnier et Talabot, membres sortants.

Nombre de votants : 44.

Pour M. Astaix,	9 voix
Pour M. Brunet,	9
Pour M. Guillemot,	2
Pour M. Nivet-Fontaubert,	2

En conséquence, MM. Astaix et Brunet sont proclamés membres du comité de rédaction pour l'année 1863.

M. Buisson de Mavergnier lit la première partie de son travail sur les voies romaines du Limousin : ce travail, plein d'érudition, est renvoyé au comité de rédaction.

A 40 heures et demie, la séance est levée.

Le secrétaire général,

E. RUBEN.

SÉANCE DU 27 MARS 1863.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Allélix, Ardant, Astaix, Brisset, Alfred Chapoulaud, Desfray, Garigou-Lagrange, Hervy, Nivet-Fontaubert, E. Ruben.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Maquart, présenté à la dernière séance, est proclamé membre résidant de la Société. MM. Nivet-Fontaubert et E. Ruben présentent comme désirant faire partie de la Société en qualité de membres résidants MM. Ferru, artiste statuaire; Amédée Alluaud, fabricant de porcelaine, et Élie Lemas, professeur de rhétorique au lycée de Limoges. MM. Maurice Ardant et Chapoulaud présentent comme membre correspondant M. Firmin Delor, de Péronne.

Plusieurs dons ont été faits, depuis la dernière séance, soit au musée soit à la bibliothèque de la Société. — Remerciments aux donateurs.

M. le président rend compte de la réception faite par M. le maire à la commission envoyée auprès de lui pour lui parler de l'organisation du musée céramique. Depuis la nomination de cette commission, on avait appris le don fait à la ville par Son Exc. M. le ministre d'État de quelques pièces provenant de la collection Campana. Ces pièces étaient réclamées par la chambre de commerce de Limoges, qui, disait-elle, voulait créer un musée industriel. M. Othon Péconnet, maire de la ville et membre de la Société, a fait le plus bienveillant accueil à la commission, et lui a donné l'assurance que les pièces annoncées, étant uniquement artistiques et historiques, et devant dès lors n'avoir aucune raison d'être placées dans un musée industriel, seraient envoyées au musée actuel; que, quant à l'édification d'un monument pour le musée, il fallait attendre, mais qu'il pensait que le musée céramique pourrait très-bien être installé provisoirement dans une des salles du local actuel, notamment dans la salle qui fait suite à celle des séances.

La Société remercie la commission, et prie M. le président de vouloir bien transmettre à M. le maire l'expression de toute sa gratitude.

M. Alfred Chapoulaud, pour M. Maurice Ardant, lit une pièce concernant les statuts des fourbisseurs de Limoges. — Remerciments, et renvoi au comité de publication. — M. Ruben lit, pour M. Audouin, un manuscrit intitulé *Mes Souvenirs*. La lecture de cette autobiographie, pleine de détails historiques d'un grand intérêt, est écoutée avec attention par l'assemblée, qui prie M. le président de vouloir bien transmettre ses remerciements à M. Audouin.

M. Nivet-Fontaubert, pour M. de Verneilh, lit un mémoire sur l'*oppidum* gaulois de Courbefy. — Remerciments, et renvoi au comité de rédaction.

M. Garigou-Lagrange lit un rapport sur les *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, année 1860-64. Le rapporteur, dans un style net et concis, fait ressortir avec bonheur tous les faits qui peuvent intéresser le Limousin, et la Société écoute avec le plus grand plaisir la lecture de cet excellent rapport.

M. Ruben propose à l'assemblée de voter un crédit de 50 fr. pour reliure d'ouvrages dont les livraisons détachées seraient exposées à être perdues. La Société accorde le crédit demandé.

A 40 heures, la séance est levée.

Le secrétaire général,

E. RUBEN.

SÉANCE DU 4^{re} MAI 1863.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Maurice Ardant, Astaix, Brisset, Buisson de Mavergnier, Dessalles, Desfray, Hervy, Maquart, Nivet-Fontaubert, E. Ruben.

Lecture et adoption du procès-verbal de la dernière séance.

M. le président annonce la perte que la Société vient de faire dans la personne d'un de ses membres les plus zélés et les plus distingués, M. le baron Gay de Vernon, mort à Saint-Léonard le 25 avril 1863. M. le président engage quelqu'un des membres de la Société à rédiger une notice biographique sur notre regrettable collègue.

MM. Amédée Alluand, fabricant de porcelaine; Ferru, artiste statuaire, et Élie Lemas, professeur de rhétorique au lycée, sont proclamés membres résidants de la Société. M. Firmin Delor, de Péronne, est proclamé membre correspondant. — MM. Ardant et É. Ryben présentent comme membre résidant M. Éléonore Fontaneau, ancien officier de marine.

La *Revue de Bordeaux* propose l'échange de ses publications avec celles de la Société. Cette proposition est acceptée.

Depuis la dernière séance, le musée a reçu l'envoi fait par Son Exc. M. le ministre d'État, au nom de l'Empereur, de soixante-cinq pièces provenant du musée Campana. On remarque parmi ces pièces une figure d'archer en marbre blanc, deux bustes également en marbre blanc, deux grands vases étrusques et huit majoliques. La Société prie M. le directeur du musée de vouloir bien faire parvenir à Son Exc. M. le ministre d'État l'expression de toute sa reconnaissance. — Plusieurs autres dons ont été faits soit au musée, soit à la bibliothèque de la Société. (V. la liste à la fin du volume.)

M. le président transmet à la Société l'offre faite par M. Vignaud de Saint-Florent, agent-voyer en chef, de profiter des travaux de voirie qu'il doit faire exécuter sur l'ancien champ de bataille de La Roche-l'Abeille pour faire faire quelques fouilles archéologiques aux lieux indiqués par la Société. La Société remercie M. Vignaud de son offre bienveillante, et le prie de vouloir bien faire faire les fouilles au lieu dit La Chapelle-Saint-Laurent. Tout porte à croire que des travaux sur ce point amèneront de bons résultats.

Lecture est donnée d'une lettre dans laquelle M. Joseph Audouin, membre résidant de la Société, demande l'abrogation du § 3 de l'art. 2 du règlement, portant que la Société s'interdit de traiter aucune matière historique postérieure à 1790. La Société, s'en référant aux motifs de haute prudence qui ont présidé à la rédaction du paragraphe incriminé, passe à l'ordre du jour.

M. Buisson de Mavergnier, pour M. Maurice Ardant, donne

lecture de la liste des *aurifabri* dressée par le savant archiviste.

— Renvoi au comité de rédaction

M. Nivet-Fontaubert dépose sur la table une copie, collationnée par M. Bosvieux, archiviste de la Creuse, membre correspondant de la Société, de parchemins concernant l'histoire du Limousin. Ces pièces, qui ont été achetées à Toulouse, sont intitulées : « Privilèges de la ville de Limoges. — *Vidimus* général donné par le roi Henri II à Saint-Germain-en-Laye au mois de juillet 1555 ». M. Nivet-Fontaubert donne lecture des passages les plus intéressants. — Remerciements, et renvoi au comité de publication.

M. Buisson de Mavergnier rend compte de sa mission à Paris, à la réunion des sociétés savantes. Il dit qu'il a été très-bien accueilli, et qu'il a pu lire son travail sur les ruines de Breth, qui a été écouté avec intérêt. M. Buisson s'est ensuite enquis au ministère de l'instruction publique du sort du *Dictionnaire du Limousin* rédigé par M. Grignard, et proposé à Son Exc. M. le ministre avec le patronage de la Société. Au ministère on a trouvé le travail de M. Grignard beaucoup trop considérable et pas assez châtié. Quant à la demande d'un secours pour la Société Archéologique et Historique du Limousin, il a été répondu à M. Buisson que ce n'est plus le ministre qui distribue ces secours ; qu'il a chargé de cette distribution le comité des sociétés savantes (1).

L'assemblée remercie M. Buisson de Mavergnier de toutes ses démarches.

A 10 heures, la séance est levée.

Le secrétaire général,

E. RUBEN.

(1) Par lettre du 7 mai 1863, on a accordé 300 fr. à la Société.

SÉANCE DU 29 MAI 1863.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

La séance est ouverte à 7 heures et demie. Sont présents MM. Bonnin, Buisson de Mavergnier, de Lamarsonnière, Talabot, Brisset, Nivet-Fontaubert, Reculès, Dessalles, Maquart, Garigou-Lagrange, Astaix, Ardant du Masjambost, Ferru, Desfray.

M. Roméo Chapoulaud remplit les fonctions de secrétaire en l'absence de M. Ruben, empêché.

Lecture est donnée du procès-verbal de la séance du 4^{er} mai, qui est approuvé, sauf une rectification en ce qui concerne la statue du musée Campana offerte par M. le ministre d'État. Cette statue est indiquée comme représentant un archer : c'est Apollon décochant un trait au serpent Python : le corymbe dont la tête est ornée, et qui était attribué à Apollon comme à Bacchus, le fait d'ailleurs suffisamment reconnaître.

M. Corblet, directeur de la *Revue de l'art chrétien* à Amiens, écrit qu'il rend compte de temps à autre dans sa Revue des articles insérés dans notre Bulletin. Il sollicite l'honneur d'être inscrit au nombre de nos correspondants. — M. le secrétaire général est chargé de lui faire connaître à quelles conditions il peut être admis d'après le règlement.

M. Barbier de Montault, chanoine de la basilique d'Anagni, annonce qu'il a lu avec intérêt le mémoire consacré par M. Pérathon, dans notre Bulletin, aux tapisseries d'Aubusson et de Felletin ; mais ce mémoire est purement historique, et il serait à propos de le compléter en envisageant le côté archéologique. Si l'on adoptait son opinion, les matériaux ne manqueraient pas ; il envoie lui-même, à l'appui de ce qu'il avance, un certain nombre de documents. — Cette lettre sera communiquée au comité de rédaction avec les notes qui l'accompagnent.

M. le ministre de l'instruction publique informe le président que, par arrêté du 2 mai courant, il a accordé à la Société une allocation de 300 fr. — M. le secrétaire général est prié d'a-

dresser une lettre de remerciements à M. le ministre, et une seconde lettre, pour le musée Campana, à notre compatriote M. de Cardailhac.

M. le trésorier remplira les formalités nécessaires pour toucher la somme accordée par Son Excellence. M. Brisset saisit cette occasion pour informer la Société qu'il a reçu une somme de 500 francs, allouée par le conseil général dans sa session du mois d'août 1862. — L'assemblée remercie M. le préfet d'avoir bien voulu faire élever l'allocation à ce chiffre.

La liste des ouvrages arrivés dans le courant du mois est communiquée à la Société. Une fontaine en terre cuite, produit de la fabrique de faïence de Limoges, a été acquise.

M. Fontaneau, présenté à la dernière séance, est admis à l'unanimité.

MM. Maquart et Nivet présentent comme candidat au titre de membre résidant M. Adrien Dubouché, propriétaire à Verneuil; MM. Nivet et Ferru, au même titre, M. Fournier, photographe.

Un membre fait la proposition de substituer, pour jour de séance mensuelle, le mercredi au vendredi. Ce jour-là, plusieurs membres sont empêchés, et ils ne le seraient pas le mercredi. Au nombre de ceux-ci est notre ancien secrétaire général M. l'abbé Arbellot, curé de Rochechouard.

Avant d'agiter cette question, la Société invite M. le secrétaire général à demander à M. Arbellot si, dans le cas où le changement aurait lieu, il assisterait de temps en temps à nos séances.

M. Maquart, qui s'était chargé d'analyser les mémoires de la Société Archéologique de Châlons-sur-Saône, lit quelques extraits d'une biographie de Jehan Germain, évêque de cette ville en 1435, protégé du duc de Bourgogne, dont il fut le secrétaire et l'ami. Il entre dans quelques détails au sujet d'un groupe en bois sculpté qui se voit dans une église de Châlons, mais évidemment postérieur au xv^e siècle. Il extrait encore une note sur un vœu de la ville de Châlons à propos de la peste de 1629, et un travail important sur des études égyptiennes, et sur plusieurs inscriptions, dont une est relative aux mines d'or de Nubie et d'Éthiopie.

» La Société impériale des Antiquaires de France, dit M. Desalles, s'occupe quelquefois de questions archéologiques ayant trait à notre ville. L'année 1858 a surtout appelé l'attention de cette Société. Nos voies romaines, nos inscriptions, ont fourni

matière à l'examen de M. de Longpérier, conservateur des antiques au musée du Louvre. Ce savant propose de rétablir ainsi : « D. M. E. MEMORIAE SV. ORIGANIONIS (*Diis manibus et memoriae Sulpicii Origanionis*) » la fameuse inscription que tout le monde connaît, et qui a toujours été lue :

« IAESV ORIGANIONIS ».

M. de Longpérier signale encore une inscription du ^{xr} siècle gravée sur un fragment de serpentine verte, venue d'Uzerche, et qui a appartenu à un tombeau où figure le mot de *satrape*, étonné sans doute de servir de qualification à un fonctionnaire limousin ; mais on connaît d'autres exemples de cette étrange désignation. « La lecture de la Bible, dit M. de Longpérier après M. l'abbé Texier, avait probablement donné aux princes de l'occident l'idée assez singulière de faire usage du titre que nous lisons sur le tombeau de serpentine. »

Dans les années suivantes, M. Desalles ne trouve qu'une seule note relative au Limousin. Elle est de M. Vergniaud-Romagnesi, sur un émail attribué à Barthélemy Vergniaud, émailleur, vers 1627, à Limoges. Cet émail provient, dit-on, du château d'Anet.

La lecture de M. Desalles donne lieu à un incident tout patriotique. M. Talabot vient de parcourir le dernier n° du Bulletin. Il a remarqué avec peine l'espèce de parti pris par M. de Verneilh dans sa réponse à M. de Lasteyrie de refuser au Limousin l'ancienneté dans la fabrication des émaux, lorsqu'il voit cet art pratiqué dans une foule d'autres contrées de la France et de l'étranger ; et cependant il ne lui conteste pas le nom d'*opus Limogiae* consacré par le temps et par tous les peuples. — M. de Lasteyrie fera sans doute justice des assertions de M. de Verneilh, que nous avons toutefois été heureux de consigner dans notre Bulletin, mais que contredisent une foule de documents. L'incident se termine par une vive et intéressante discussion à laquelle plusieurs membres prennent part.

M. le secrétaire lit une note de M. Maurice Ardant sur un Missel manuscrit offert par M. de Voyon à la Société. Notre honorable président signale des lacunes regrettables dans ce livre où ont été lacérées plusieurs pages, surtout celles qui contenaient des lettres ornées de peintures et de la musique notée. « Ce manuscrit est, ajoute-t-il en terminant, une belle ruine,

digne d'être l'objet de soins conservateurs, et nous devons des remerciements au donateur ».

L'ordre du jour appelle une lecture de M. Buisson de Mavergnier sur la situation de la ville de *Prætorium*. Ce mémoire captive à un haut degré l'attention de la Société, qui, d'un accord unanime, le renvoie au comité de publication. L'insertion au Bulletin aura probablement lieu : nous sommes donc dispensé d'analyser cet important travail, qui du reste aura une suite.

La séance est levée à 9 heures et demie.

Le secrétaire-archiviste,

R. CHAPOULAUD.

SÉANCE DU 25 JUIN 1863.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Maurice Ardant, Brisset, Buisson de Mavergnier, Alfred Chapoulaud, Ferru, Talabot, E. Ruben.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

MM. Adrien Dubouché et Fournier, présentés à la dernière séance, sont proclamés membres titulaires. MM. Maurice Ardant et Buisson de Mavergnier présentent M. Théophile Font-Réaux, de Saint-Junien, qui demande à faire partie de la Société.

Depuis la dernière séance, plusieurs dons ont été faits soit au Musée, soit à la bibliothèque de la Société. (V. la liste à la fin du vol.)

Lecture est donnée d'une lettre adressée à M. le président, et dans laquelle M. Desfray, après s'être excusé de ne pouvoir assister à la séance, prie la Société de vouloir bien statuer sur une demande par lui faite il y a deux mois, et tendant à obtenir le titre de photographe de la Société Archéologique du Limousin.

Après une courte discussion, l'assemblée, consultée, accorde à M. Desfray le titre qu'il demande.

M. Ruben, secrétaire général, est autorisé à acheter pour la

bibliothèque de la Société la *Bibliothèque de Labbe*. M. Buisson de Mavergnier, directeur du Musée, est autorisé à acquérir deux émaux. L'assemblée accorde en outre, sur la demande de M. Buisson, à la commission des fouilles 400 fr. destinés à faire des recherches au Puy-de-Jouër.

M. Buisson de Mavergnier lit un travail sur les ruines d'une villa romaine et d'un château-fort découverts au sommet du Puy-de-Jouër. — M. Chapoulaud, pour M. Ardant, donne lecture d'un travail sur la numismatique limousine. — Remerciements, et renvoi au comité de publication.

La séance est levée à neuf heures.

Le secrétaire général,

E. RUBEN.

SÉANCE DU 31 JUILLET 1863.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Maurice Ardant, Brisset, Brunet, Fontaneau, Alfred Chapoulaud, Maquart, Astaix, Talabot, Hervy, É. Ruben.

Lecture est donnée du procès-verbal de la dernière séance. M. Brunet s'étonne que M. Adrien Dubouché ait été proclamé membre titulaire de la Société, puisque sa résidence est hors du département. Il demande que sa protestation soit insérée au procès-verbal. M. le président répond à M. Brunet que M. Adrien Dubouché a plusieurs domiciles, dont l'un est à Limoges, l'autre dans la commune de Verneuil, où il possède une propriété; qu'il est une grande partie de l'année dans notre département, et qu'ainsi, en le nommant membre titulaire, on n'a nullement enfreint le règlement. L'assemblée, consultée, considérant que M. Adrien Dubouché a une de ses résidences à Limoges et dans le département, adopte le procès-verbal, et passe à l'ordre du jour.

Le secrétaire général communique à l'assemblée une lettre à

lui adressée par M. A. Fabre, président du tribunal de première instance de Chambéry, et dont voici la teneur :

« MESSIEURS ,

» Je m'occupe à mes rares instants perdus d'un travail sur le trésor de la Sainte-Chapelle de Chambéry, que je dois lire à l'Académie impériale de Savoie. Je voudrais que ce travail fût aussi complet que possible : c'est un tribut de reconnaissance que je voudrais payer à mes nouveaux compatriotes pour l'accueil bienveillant qu'ils m'ont fait lorsque je suis venu de France en Savoie lors de l'annexion.

» Dans ce riche trésor se trouvent beaucoup d'étoffes d'or et d'argent couvertes d'ornements fabriqués à Limoges.

» Les ouvrages que j'ai consultés parlent bien des *œuvres de Limoges*, telles qu'émaux, orfèvrerie, argenterie, tapisseries ; mais je n'ai vu nulle part que votre ville se livrât à la fabrication des étoffes d'or et d'argent, ou plutôt aux passementeries.

» Je vous serais bien reconnaissant de me transmettre quelques renseignements sur ce point. Je vous copie textuellement les passages latins de l'inventaire sur lesquels j'ai besoin d'éclaircissements. Vous devez avoir à Limoges une académie et des hommes versés dans la connaissance des faits sur lesquels j'appelle votre attention : je suis certain qu'ils ne me refuseront pas leur concours.

« *Extrait de l'inventaire du trésor de la Sainte-Chapelle de Chambéry, dressé en 1483.*

» Sous le chapitre intitulé : « TUELLIÆ ALTARIS », qu'il faut traduire par *touailles* ou *couvertures d'autel*, on trouve :

« Una pala *limogiata* auro et cyrico » :

« Nappe ou couverture d'autel *limogée* d'or et de soie » : telle est la traduction que je propose.

« Una pala ad coperiendum altare, facta cum certis riglis auri et cyrici rubei, sine *limogeritis* » :

» Je traduis : « Une nappe pour couvrir l'autel, rayée d'or et de soie rouge, sans *limousineries*, ou faite avec des bandes d'or et de soie ». — Il s'agit ici de ces étoffes rayées dont l'usage fut si fréquent aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles.

« Alia pala, facta de diversis *limogiis* per totum longum de diversis coloribus cyricorum et aliquibus parvis *limogiis auri* irrectior aliis » :

» Je traduis : « Une nappe faite dans toute sa longueur de diverses *limoges* de soies de différentes couleurs et d'autres petites *limoges d'or*, ladite nappe moins régulière que les autres (?) ... » *Irrictior* pour *irrectior* : *rectus* ; *irrectus*, irrégulier ?

« Alia pala de tela alba, *limogiata* in extremitatibus, cum certo opere facto cum acu more Cyprî » :

« Une nappe de toile blanche *limogée* à ses extrémités d'un certain travail fait à l'aiguille suivant la mode de Chypre. »
— Les étoffes de Chypre étaient très-renommées.

« Alia pala de tela alba *limogiata* in extremitatibus de *limogia nigra*, fringata fringitis persis et viridibus » :

« Une nappe ou couverture de toile blanche, *limogée* aux extrémités de *limoges* noire, et frangée de franges bleues et vertes. »

« Une autre..... « *Limogiata* in extremitatibus de cyrico nigro ». —
« *Limogée* de soie noire. »

« Une autre en bonne toile *limogée* de la même toile, presque rousse : « *Limogiata eadem tela quasi ruffea*. »

« Unum gremiale de tela, cum octo rigiis *limogatis* auri bene operatum. »

« Un grémial en toile avec huit raies *limogées* d'or, ledit grémial en beau travail. »

Autre citation plus intéressante :

« Due tuellie de tella urticarum cum sex *limogiaturis* multum bene operatis de auro in quarum duabus sunt imagines leonum, leopardi et cervi » :

» Deux touailles en toile d'ortie (étoffe rare), avec six *limoges* d'or bien travaillées, dans deux desquelles sont des lions, etc... »

» Évidemment on faisait à Limoges soit des étoffes d'or et d'argent et de soie, soit des ornements ou passementeries qui s'appliquaient sur les ornements sacerdotaux....

» Francisque Michel, dans son excellent ouvrage sur la fabrication des étoffes d'or, d'argent et de soie au moyen âge, ne parle que des tapisseries de Limoges en quelques lignes, etc. ».

L'assemblée remercie M. A. Fabre de son intéressante communication, et renvoie sa lettre à l'examen de M. Ferdinand de Lasteyrie.

M. Font-Réaux, de Saint-Junien, présenté à la dernière séance, est proclamé membre titulaire de la Société.

Plusieurs dons sont faits soit au Musée, soit à la bibliothèque de la Société (voir la liste à la fin du vol.). Parmi les dons faits à la bibliothèque, il faut mentionner deux cartes géographiques du diocèse et de la généralité de Limoges offertes par M. Nadaud, premier président honoraire de la cour de Grenoble, un des membres correspondants les plus zélés de notre Société.

M. Brunet offre à la Société l'empreinte d'un contre-scel de la chancellerie du vicomte de Limoges, appartenant à M. Bardy. Remercîments à M. Brunet et à M. Bardy pour la communication qu'il a bien voulu faire. M. Brunet donne lecture d'un manuscrit sur vélin appartenant à M. Pinot de Moira. C'est un terrier de l'église de Beaumont près Peyrat. La Société remercie M. Pinot de Moira de cette communication, et M. Brunet de sa lecture.

Renvoi au comité de publication d'un travail de M. M. Ardant sur les coutumes de Limoges.

A 9 heures, la séance est levée.

Le secrétaire général,
É. RUBEN.

SÉANCE DU 28 AOUT 1863.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Bonnin, vice-président; Desfray, Garrigou-Lagrange, Fontaneau, Lansade, l'abbé Leclerc, Hervy, Brisset.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. Brisset, remplissant les fonctions de secrétaire en remplacement de M. Émile Ruben, secrétaire général, absent, donne

lecture de deux lettres : la première, de M. É. Ruben, qui annonce son indisposition, et s'excuse de ne pouvoir assister à la séance ; la seconde, de Son Exc. M. le ministre de l'instruction publique, qui avise M. le président qu'une allocation de 350 fr. a été faite à la Société Archéologique et Historique du Limousin, et l'invite à lui faire connaître au nom de quelle personne elle doit être mandatée.

M. le président se charge de transmettre ce renseignement à Son Exc. en même temps que les remerciements de la Société.

Il est ensuite donné connaissance des dons faits à la bibliothèque et au Musée. MM. Maurice Ardant et Lansade se chargent, pour en faire un rapport à une prochaine séance : le premier, du *Bulletin de l'Union des Arts de Marseille*, 8^e, 9^e et 40^e livraisons, T. I^{er}, 1863 ; le second, du *Catalogue méthodique de la bibliothèque communale de la ville de Limoges : Sciences, — Arts*, dressé par M. Émile Ruben.

Cet ouvrage est offert à la Société par l'auteur. — L'assemblée lui vote des remerciements.

M. Lagrange veut bien se charger de faire un rapport sur un parchemin offert à la Société par M. Malès, conseiller à la cour.

MM. Lagrange et Brisset donnent successivement lecture d'un travail de M. Maurice Ardant sur les plombs historiés pêchés dans la Seine.

Ce travail est divisé en deux parties :

Dans l'une, il est principalement question des plombs sur lesquels saint Éloi est représenté ; dans l'autre, de ceux qui se rapportent à saint Léonard.

Envoi au comité de publication du travail de M. Maurice Ardant.

Après cette lecture, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 9 heures.

Le secrétaire-trésorier,
F. BRISSET.

SÉANCE DU 30 OCTOBRE 1863.

Présidence de M. BOBY DE LA CHAPELLE, Préfet
de la Haute-Vienne.

Sont présents : MM. Ardant (Maurice), Bonnin, Brisset, Gari-gou-Lagrange, de Font-Réaux, Perdoux, Chapoulaud (Alfred), Reculès, Astaix, Talabot, Nivet-Fontaubert, Hervy, Maquart, Buisson de Mavergnier.

M. Chapoulaud (Roméo), l'un des secrétaires, tient la plume en remplacement de M. Ruben, secrétaire général, empêché pour cause de maladie.

M. le préfet ouvre la séance par quelques paroles qui font connaître toute sa bienveillance pour la Société, à laquelle il promet son concours en tout ce qui sera en son pouvoir.

M. Alfred Chapoulaud donne communication d'une lettre de M. Combet, d'Uzerche, qui s'excuse de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour, son travail sur la situation d'Uxellodunum n'étant pas encore terminé.

Le même membre lit aussi une réclamation de M. Roy de Pierre-fitte, chargé de la publication du *Nobiliaire* de Nadaud, au sujet de l'élimination que, dans le supplément à la lettre C, le comité a faite de deux articles concernant la famille Cornudet et Mgr l'évêque de Coëtlosquet, comme n'appartenant pas à la province.

Il appelle à la Société de la décision du comité.

Un membre fait observer que, les noms dont il s'agit n'existant pas dans le manuscrit de l'auteur, on a dû agir pour les deux articles comme on l'avait fait pour d'autres dans une situation analogue.

Renvoi au comité de publication de la lettre de M. Roy.

M. de Saint-Genis donne sa démission du titre de membre correspondant. — Expression des regrets de la Société.

M. Regnault, architecte de la commune, fait hommage d'un important ouvrage sur les autels, tabernacles, monuments sépulcraux des XIV^e et XV^e siècles à Rome.

Une lettre de remerciement sera adressée à M. Regnault.

M. Buisson de Mavergnier, directeur du Musée, annonce le don que vient de faire l'Empereur à cet établissement de deux plaques de porcelaine peintes par M^{me} de Cool : *l'Amour et Psyché* d'après Gérard, et un *portrait* d'après Rembrandt.

Le secrétaire est invité à adresser à Son Exc. M. le ministre d'État une lettre, avec prière de vouloir bien être auprès de Sa Majesté l'interprète des sentiments de reconnaissance de la Société.

M. A. Leclerc, professeur au Dorat, envoie le plan de l'église du Chalard. Cet édifice renferme le tombeau du célèbre Gouffier de Lastours et celui de saint Geoffroy, premier abbé du lieu. Les reliques, dit notre honorable confrère, sont dans une châsse qui n'est pas sans intérêt. L'église, consacrée en 4400, a perdu sa nef dans un siège qu'elle soutint en 4449. On voit encore des restes de machicolis. La belle coupole qui recouvre l'église est lézardée par suite du mauvais état de deux contreforts, qui menacent de s'écrouler.

M. le secrétaire communique une lettre de M. de Lasteyrie, à qui avait été renvoyé l'examen d'une question intéressante pour notre cité.

En faisant l'inventaire de la sainte chapelle de Chambéry, M. le président du tribunal civil de cette ville avait trouvé diverses étoffes de soie qui portaient des inscriptions pouvant faire croire que ces étoffes avaient été fabriquées à Limoges. Il a donné connaissance à la Société de cette découverte. Aucun des membres ne se jugeant compétent pour décider la question, on s'adressa à notre savant confrère M. le comte de Lasteyrie, qui a accompagné sa lettre d'un mémoire dont la Société a écouté la lecture avec le plus vif intérêt. — Le manuscrit est renvoyé au comité de publication, ainsi qu'une note de M. de Font-Réaux sur un tumulus et un monument, ou plutôt sur les débris d'une tour dite *la tour du Bar*, sis au village du même nom, commune de Saint-Martin-de-Jussac, sur la voie romaine qui conduisait de Limoges à Chassenon.

Par une lettre dont M. Buisson de Mavergnier donne lecture, M. le curé de Saint-Goussaud accuse réception d'une somme de cent francs qui lui a été adressée pour faire exécuter des fouilles au Puy-de-Jouër, et s'excuse de ne pas avoir mis encore la main à l'œuvre; mais il va s'en occuper prochainement d'une manière active.

M. Nivet annonce qu'on lui a signalé, près de Saint-Léger-la-

Montagne, l'existence d'une pierre tombale curieuse au point de vue épigraphique.

M. le secrétaire priera M. le curé de cette commune de vouloir bien transcrire l'inscription, et la transmettre à la Société.

La séance est levée à 9 heures.

Le secrétaire-archiviste,

R. CHAPOULAUD.

SÉANCE DU 27 NOVEMBRE 1863.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Allélix; Bonnin; Bosvieux, archiviste de la Creuse; Brisset; Buisson de Mavergnier; Chapoulaud (Alfred); Desalles; de Lamarsonnière; Lansade; Maquart; Nivet-Fontaubert; Reculès; Talabot.

M. Chapoulaud (Roméo), l'un des secrétaires, remplace M. Ruben, dont la santé ne s'est pas améliorée.

Lecture est donnée du procès-verbal de la dernière séance. Ce procès-verbal est adopté, avec cette addition que M. le préfet promet son concours pour les fouilles proposées ou les travaux à faire à la tour du Bar, au Chalard ou dans d'autres localités sur lesquelles l'attention de la Société est appelée.

Liste des ouvrages reçus dans le courant de novembre. M. Allélix se charge de l'examen du Recueil des notices et mémoires archéologiques de Constantine.

M. le préfet écrit qu'il regrette qu'une indisposition l'empêche d'assister à la séance.

Un membre propose d'adresser une lettre de félicitations à notre concitoyenne M^{me} de Cool, auteur des deux beaux tableaux sur porcelaine que notre Musée doit à la munificence de l'Empereur. — Adopté.

M. Ardant annonce que de nouvelles fresques, représentant les *Travaux d'Hercule* avec légendes, ont été découvertes au château

de Rochechouard, et que des soins sont donnés à leur conservation.

M. Élie Roudaud, de Pierre-Buffière, propriétaire d'une partie de l'emplacement qu'occupait la *villa d'Antone*, écrit que les semences, qui déjà sont faites dans son terrain, ne permettent pas la continuation des fouilles sur ce point avant le mois d'août prochain. Il espère que ce retard n'occasionnera aucun préjudice aux recherches qu'on se propose d'effectuer.

M. Lansade, chargé de la direction des fouilles, donne sur cette lettre des explications satisfaisantes; il ajoute que les travaux peuvent marcher sans que le terrain de M. Roudaud soit entamé. Quant à M. Seyvaud, propriétaire contigu, des arrangements qui donnent toute latitude ont été faits avec lui. Les ouvriers sont à l'œuvre sous l'œil d'un chef cantonnier intelligent. Les résultats sont plus heureux qu'on n'osait l'espérer: on a découvert des salles entières, dont les murs, encore assez élevés, sont ornés de peintures polychromes parfaitement conservées. Ces débris d'antiquités romaines sont sans contredit les plus précieux qui aient été découverts dans ce département.

La commission se rendra sur les lieux dimanche prochain, et fixera la Société sur l'opportunité d'ouvrir un crédit plus considérable si elle le juge à propos.

M. le comte de Lasteyrie écrit de Paris qu'il vient de recevoir de M. de Linas de nouveaux renseignements au sujet des touailles ou nappes d'autel enrichies d'émaux champlévés connues sous le nom de *limogiæ*, *limogiaturæ*, et que son avis est qu'il n'y a plus de doute sur la provenance des objets de même nature trouvés à Chambéry. — M. de Lasteyrie ne partage pas complètement l'opinion de M. de Linas: il croit que les touailles ornées d'émaux sont chose si rare qu'on n'a pu jusqu'à présent en découvrir que quatre dans toute l'Europe. Comment, dit-il, en existerait-il une dizaine à Chambéry, ville dont le trésor est très-secondaire? Il s'agit de quelque imitation à laquelle se sera exclusivement étendu le nom de *limogiaturæ*.

M. de Lasteyrie exprime le regret que des affaires pressantes ne lui aient pas permis, en retournant à Paris, de s'arrêter à Limoges pour prendre part à une de nos séances.

M. Ardant annonce l'envoi par M. Bosvieux, qui en propose l'acquisition, d'un *Manuscrit épigraphique d'inscriptions limousines*. Un membre pense que ce recueil doit faire double emploi avec le livre publié par l'abbé Texier. — La proposition n'a pas de suite.

M. Buisson de Mavergnier lit un article plein d'intérêt sur les voies romaines de notre province; il entre dans de longs détails sur ces débris de la grandeur du peuple-roi. Il établit que Duratius, prince gaulois, dont nos vieilles chroniques retracent les actes, sans malheureusement citer leurs sources, était bien réellement un chef lémovice fils de Sédulius. Il aurait été, suivant l'usage, livré en ôtage par son père à César, qui l'aurait traité comme un fils, et qui, pour récompenser sa fidélité aux Romains, lui aurait fourni les moyens d'embellir *Lemovicum* de magnifiques édifices dont il existait encore des restes au xvi^e siècle, et qui avaient valu à cette ville le titre de *seconde Rome*. C'est à cette époque que les artistes grecs ou romains apportèrent à Limoges les traditions de l'art antique; c'est à ce moment que commence à fleurir l'orfèvrerie limousine. M. Buisson cite à l'appui de cette opinion un mémoire fort remarquable de M. l'abbé Poquet, curé de Berry-au-Bac (Aisne). Ce mémoire, lu en 1864 au congrès de la Société Archéologique de l'Aisne, qui sort d'un homme étranger au Limousin, est d'une grande importance, et ses conclusions méritent d'être consignées dans notre procès-verbal. « On est autorisé, dit M. l'abbé Poquet, à croire que les trois cents bassins d'or que le roi des Wisigoths Astolphe offrit à sa fiancée Placidie, fille d'Honorius, et le *missorium* ou plat d'or enrichi de pierreries que le général romain Aëtius donna à Chorismund, roi des Wisigoths, sortaient des ateliers de Limoges, cette cité-mère des orfèvres, et à laquelle on doit la plupart des grands ouvrages d'or qui, pendant deux ou trois siècles, excitèrent la surprise et l'admiration des contemporains, et à laquelle il suffirait pour sa gloire d'avoir eu un artiste comme saint Éloi, dont la réputation et la probité artistique égalèrent le zèle et la sainteté épiscopale.

M. Buisson justifie Duratius des imputations qui lui ont été adressées d'avoir trahi son pays pour servir la cause de l'étranger. La médaille *Durat-Julios* prouve l'estime toute particulière de Jules-César, qui lui accorda une sorte d'adoption en lui permettant de joindre le grand nom de Jules à celui de Duratius. En vain quelques critiques font-ils de Duratius un prince des Pictones : c'était bien réellement un chef lémovice, ou, si l'on veut, un proconsul romain, à qui Jules-César aurait donné en plus le gouvernement de la province des Pictones.

M. Buisson parle ensuite particulièrement de la voie ancienne qui passait à Cromac, à Bonnat, etc., reconnue par M. de

Beaufort. Quoiqu'elle ne soit pas construite suivant les principes généralement adoptés par les Romains pour ces sortes d'ouvrages, cette voie lui paraît être l'œuvre de ce peuple.

M. Lansade dit en avoir retrouvé des traces dans la forêt de Veyrac.

M. Ardant croit qu'une voie de cette importance, si elle existait réellement, aurait abouti à Limoges, qu'elle laisse à une distance de deux lieues.

M. Bosvieux ne partage pas l'opinion de M. Buisson, qui croit que les Romains avaient des routes de constructions diverses, suivant les diverses catégories dans lesquelles elles étaient rangées. Jusqu'à preuve contraire, on doit considérer comme voies romaines celles seulement dont la construction présente le type connu.

Nulle autre lecture n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 9 heures 1/4.

Le secrétaire-archiviste,

R. CHAPOULAUD.

SÉANCE DU 30 DÉCEMBRE 1863.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Astaix, Lansade, Desfray et de La Marsonnière.

Les secrétaires étant absents, M. de La Marsonnière se charge de recueillir les éléments du procès-verbal, et d'en faire la rédaction.

La lecture du procès-verbal de la dernière séance donne matière à deux observations : 1° M. Ardant appelle l'attention de la Société sur la rédaction suivante : « M. Ardant annonce l'envoi par M. Bosvieux, qui en propose l'acquisition, d'un manuscrit épigraphique d'inscriptions limousines. Un membre pense que ce recueil doit faire double emploi avec le livre publié par l'abbé

Texier. — La proposition n'a pas de suite. » M. Ardant fait remarquer que, sur ce point, le procès-verbal rend imparfaitement compte de la résolution prise par la Société; que la proposition faite par M. Bosvieux n'a point été rejetée; qu'on a seulement suspendu toute décision jusqu'après l'examen du manuscrit dont M. Bosvieux annonce l'envoi : cette observation de M. Ardant est reconnue fondée, et la Société est d'avis qu'il y a lieu de rectifier à cet égard la rédaction du procès-verbal.

2° Le procès-verbal, en rendant compte du travail de M. Buisson de Mavergnier sur les voies romaines du Limousin, fait dire à M. Lansade qu'il a retrouvé dans la forêt de Veyrac des traces de la voie romaine qui passait à Cromac, Bonnat, etc. M. Lansade fait remarquer qu'il est loin d'avoir été aussi explicite; qu'il n'a point entendu déterminer la ligne à laquelle appartenaient les vestiges observés par lui dans la forêt de Veyrac, et qu'il a voulu simplement signaler dans cette forêt les traces d'une voie romaine sans rien conjecturer et surtout sans rien affirmer sur sa direction.

Une rectification conforme à l'observation de M. Lansade est ordonnée par la Société.

MM. Maurice Ardant et Alluau présentent à la Société comme membre résidant M. Édouard Boudet.

MM. Maurice Ardant et de La Marsonnière présentent à la Société comme membre résidant M. Choppin d'Arnouville, avocat général près la cour impériale de Limoges.

M. le président donne lecture :

1° D'une lettre par laquelle M. le docteur Laborderie se démet du titre de membre de la Société;

2° D'une lettre de M. le préfet de la Haute-Vienne, qui exprime ses regrets de ne pouvoir assister à la séance;

3° D'une lettre du secrétaire de la Société Archéologique de l'Orléanais, qui envoie un bon pour retirer ses mémoires;

4° D'une lettre de M. Brunet, qui s'excuse de ne pouvoir assister à la séance, et qui exprime le regret de ne pouvoir s'associer utilement à une proposition qui doit être faite par MM. Ruben et Guillemot.

M. Ardant informe la Société d'un avis qui lui a été adressé par M. le maire de Sussac de la découverte d'une urne funéraire contenant des ossements calcinés et une médaille qu'on croit être gauloise. M. Ardant annonce que cette découverte sera l'objet d'une communication plus explicative et plus détaillée.

Les comptes du trésorier pour l'année 1863 sont déposés sur le bureau. M. Astaix se charge de l'examen de ce compte et du rapport.

M. Lansade lit une note sur les fouilles pratiquées par ses soins à la villa d'Antone. Les résultats obtenus sont déjà considérables. « Jamais, dit-il, ruines gallo-romaines ne se sont présentées en Limousin avec autant de grandeur dans leur ensemble. » Il annonce l'arrivée à Limoges d'une caisse renfermant divers objets provenant de ces fouilles, et notamment de beaux fragments de marbre blanc représentant des bases, fûts et chapiteaux de colonne, des corniches et carrelages en marbre blanc, et portions d'une statue en terre rouge, se composant du buste, du bras droit et de la main avec ses phalanges.

La Société remercie M. Lansade du dévouement qu'il apporte à l'accomplissement du mandat qu'elle lui a confié, et de la direction intelligente qu'il a donnée aux travaux. A la prochaine séance, il sera procédé à l'ouverture de la caisse et à l'examen de la question relative au vote des fonds nécessaires pour la continuation des travaux.

M. Lansade lit un rapport sur le Catalogue de la bibliothèque communale de Limoges, et donne à ce travail de justes éloges.

M. Maurice Ardant donne lecture d'une notice sur des bractées.

La séance est levée.

Pour le secrétaire général et pour les secrétaires absents :

Le membre délégué,
LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE.

LISTE

*Des dons faits au Musée et à la Bibliothèque de la Société
pendant l'année 1863.*

DONS FAITS AU MUSÉE.

Par M. BOURGOIN-MÉLISSE : *bois sculpté*, la main droite de saint Christophe, de l'église de Saint-Junien (Haute-Vienne); — *verre peint*.

Par M. ALLUAUD (Amédée) : un *lagopède* ou *tétras*.

Par M. Auguste DARNAULT, négociant à Limoges, place Tourny : trois *médaillons galvanoplastiques*, inscrits au catalogue sous les n^{os} 144, 145 et 146, faits par lui.

Par M. Jules DE VERNON, chef d'escadrons au 2^e chasseurs : un *fragment de bas-relief sculpté* rapporté d'Algérie.

Par M. THENÈDE : un *pic-épeiche* empaillé.

Par S. M. L'EMPEREUR : soixante-cinq *pièces* du musée Campana; — *Psyché et l'Amour*, d'après Gérard, et un *portrait* d'après Rembrandt, peinture sur porcelaine de M^{me} de Cool.

Par M. BRUNET, une *empreinte du sceau de la sénéchaussée du vicomte de Limoges*.

Par M. M. ARDANT : *Antéflae romain*.

Par M. BUISSON DE MAVERGNIER : des *débris de fresques romaines*, trouvés à La Souterraine; — *débris de briques* provenant du mont de Jouër (*Prætorium*).

Par M. BILLET (Gabriel) : une *main de momie* rapportée d'Egypte; — trois *fragments de sculpture* trouvés à Paphos, et un *fragment* trouvé au tombeau de Mausole.

Par M. PERET (Martial) : une *pierre* trouvée dans la Vienne.

Par M. LANXADE, pharmacien : un *oiseau* (le plongeur).

Par M. BACHELLERIE, de Blond : *minéraux* trouvés à Périgueux.

Par M. le capitaine BERTHET (Alix) : onze *pièces* de monnaie.

Par M. MESNARD : une *pièce brésilienne* de 1,000 reis, 1860.

Par M^{me} FORNERY : une *pièce russe* de 25 kopecks, 1838.

OUVRAGES OFFERTS A LA BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ.

DONS DE SON EXC. M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Dictionnaire topographique du département de la Meurthe, par M. Henri LEPAGE. — Paris, impr. imp., 1852, in-4.

Mémoires lus à la Sorbonne : histoire, philologie et sciences morales. — Paris, 1863, in-8.

Réunion générale des sociétés savantes : compte-rendu, feuilles de 1 à 9. — In-8.

Liste des Sociétés savantes des départements. — In-8, 1862.

Mémoires lus à la Sorbonne, séances des 21, 22 et 23 novembre 1861. — Impr. imp., 1863, in-8.

DONS DIVERS.

Deuxième mémoire sur l'importance, pour l'histoire intime des communes de France, des actes notariés antérieurs à 1790, par M. Gustave SAINT-JOANNY, avocat. — 1863, in-4°. — Don de l'auteur.

Portraits des membres du parlement de Paris et des maîtres des requêtes vers le milieu du XVII^e siècle, publiés et annotés par M. DULAU. — Paris, 1863, in-8. — Don de l'auteur.

Missale lemovicense, manuscrit in-fol. — Donné par M. DE VOYON DE LA PLANCHE.

Quelques réflexions sur la détention préventive. Par L. DESALLIES. — Paris, 1863, in-8. — Don de l'auteur.

De l'emplacement de la nouvelle église paroissiale de la Ville-Vieille et du type architectural qui devrait obtenir la préférence à Nancy. (Par M. MONGINOT, de Nancy.) — Nancy, 1861, in-8. — Don de l'auteur.

De la conservation de la porte Saint-Nicolas de Nancy. (Par M. MONGINOT.) — Nancy, 1859, in-8. — Don de l'auteur.

Congrès archéologiques de France : XXIX^e session, tenue à Saumur, à Lyon, au Mans, à Elbeuf et à Dives en 1862. — Paris, 1863, in-8.

Copie et traduction de la charte donnée à la ville de Péronne par le roi Philippe-Auguste l'an 1209. — Brochure in-fol.

Alesia, extrait de la *Revue de la France littéraire*. — Toulouse, 1863, brochure in-8 de 28 pages. — Don de l'auteur.

La forêt royale de Ligurio, mentionnée dans le capitulaire de Chersy (an 877), par M. le vicomte Alexis DE GOURGUES. — Brochure in-8 de 18 pages. — Don de l'auteur.

Par M. NADAUD (Léon), premier-président honoraire de la cour de Grenoble : 1^o *Totius Lemovici et confinium provinciarum quantum ad diocesis Lemovicensem spectant novissima et fidelissima descriptio*, auct. J. FAGANO. — *Cæsaroduni Turonum*, 1594. — 2^o *Le diocèse de Limoges, divisé en ses dix-huit archiprêtres et les gouvernements de la Marche et du Limousin*, dédié à

Monseigneur Antoine de Charpin de Genétines, évêque de Limoges et abbé de Piperac (s. d.). — In-fol. plano. — 3^e *La généralité de Limoges divisée en ses cinq élections de Limoges, de Brive, de Tulle, de Bourganœuf et d'Angoulême*. — Paris, 1715, chez le sieur Jallot, in-fol. plano.

Par M. J.-B.-P. BRUN-SÉCHAUD : *Études complémentaires sur la loi du travail appliquée au traitement de l'aliénation mentale : troisième mémoire*. — Limoges, impr. de Chapoulaud frères, 1863, brochure in-8 de 44 pages.

Par M. l'abbé ROY DE PIERREFITTE : *Histoire et archéologie sur le canton de Bellegarde*. — Impr. et lithographie d'A. Bouyet, à Aubusson, 1863, brochure in-8 de 22 pages.

Catalogue méthodique de la bibliothèque communale de la ville de Limoges, dressé par M. Émile RUBEN. — (Sciences. — Arts.) — Limoges, impr. de Chapoulaud frères, 1868, in-8. — Don de l'auteur.

Histoire du canton et de la ville d'Uzerche, par M. COMBET, suite de la iv^e livraison, 1868. — In-8. — vi^e feuille d'impression. — Tulle, 1863, in-8. — Don de l'auteur.

Rouleau de parchemin, manuscrit de 1842, contenant les recettes faites dans la Guienne en 1342 et 1343 pour la perception du droit de fouage imposé par le roi de France pour subvenir aux frais de la guerre. — Offert par M. MALÈS, conseiller à la cour de Limoges.

Dissertation sur la légende VIRGINI PARITURÆ. Par M. S.-A. MORIN. — Paris, impr. de Martinet, 1863, in-8. — Don de l'auteur.

Le calice de Chelles, œuvre de saint Éloi. Par M. Eugène GRÉSY. — Paris, impr. Ch. Lahure, brochure in-8 de 28 pages. — Don de l'auteur.

Par M. REGNAULT, architecte de la ville, un volume intitulé : *Autels, tabernacles et monuments sépulcraux des XIV^e et XV^e siècles, existant à Rome*, par MM. THOSI et BECCHIO — 1 vol. grand in-fol., 1843.

Par M. BARDENAT (de Crochac) : *Plan de Paris, commencé l'année 1734 sous les ordres de messire Michel-Étienne Turgot, etc., achevé de graver en 1739, dessiné par Louis Bretez*.

Par M. le docteur DÉPÉRET-MURET : *La théorie et la pratique en médecine*. — Limoges, typogr. de J.-B. Châtras, 1862, in-8 de 26 pages.

Ussel, — Uxellodunum, — Fontaine d'Uxellodunum, — Terrasse et Kuniculi, — Mines de César. Par H. de B. — Ussel, impr. d'Adrien Faure, in-8 de 7 pages. — Don de l'auteur.

Bibliothèque et cours populaires de Guebwiller, par Jean-Jacques BOURCART. — Impr. de J.-B. Jung, 1864, in-8 de 48 pages. — Don de l'auteur.

LISTE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

POUR L'ANNÉE 1863.

BUREAU.

Président-né. — M. BOBY DE LA CHAPELLE, O *, préfet de la Haute-Vienne.
Président. — M. ALLUAUD aîné, O *.
Vice-Présidents. — MM. Maurice ARDANT et BONNIN, *.
Secrétaire général. — M. É. RUBEN.
Secrétaire-bibliothécaire et archiviste. — M. CHAPOULAUD (Roméo).
Secrétaire-trésorier. — M. F. BRISET.
Directeur du Musée. — M. BUISSON DE MAVERGNIER.

MEMBRES DU CONSEIL.

MM. TIXIER-LACHASSAGNE, C *, premier président.
Armand NOUALHIER, *, député au Corps législatif.
Le docteur BARDINET, directeur de l'École de médecine.

COMITÉ DE PUBLICATION.

Secrétaire général. — M. É. RUBEN.
MM. BRUNET, ASTAIX, Alfred CHAPOULAUD, TALABOT, DE LA MARSONNIÈRE.

CONSERVATEURS.

Archives. — MM. ROMÉO CHAPOULAUD, É. RUBEN.
Tableaux. — M. ARDANT DU MASJAMBOST.
Pierres sculptées. — M. REGNAULT.
Sculpture sur bois. — M. FAYETTE fils.
Médailles et sceaux. — M. Maurice ARDANT.
Zoologie, ornithologie, papillons. — M. ASTAIX.
Minéralogie, géologie, reptiles. — MM. ALLUAUD et ASTAIX.
Armes, objets d'art. — M. NIVET-FONTAUBERT.

COMMISSION DU MUSÉE CÉRAMIQUE.

MM. ALLUAUD, ARDANT DU MASJAMBOST, FAYETTE et PERDOUX.

MEMBRES RÉSIDANTS.

ALLÉLIX (Joseph), négociant, à Aixe.	bre de l'Institut des Provinces et de plusieurs autres sociétés sa- vantes, président de la Société d'Agriculture de la Haute-Vienne.
ALLUAUD aîné, O *, ancien maire de Limoges et membre du Conseil général de la Haute-Vienne, mem-	ALLUAUD (Amédée), fabricant de

- porcelaine, secrétaire de la Société des Amis des Arts du Limousin.
- ARBELLLOT, curé-archiprêtre de Rochechouart, correspondant des comités historiques.
- ARDANT (Eugène), imprimeur.
- ARDANT (Louis), *, ancien maire.
- ARDANT (Maurice), archiviste de la Haute-Vienne, membre de la Société impériale des Antiquaires de France.
- ARDANT DU MASJAMBOST, professeur de peinture.
- ASTAIX, professeur à l'école de médecine.
- AUDOUIN (Joseph), ancien maire de Limoges.
- BARDINET (Alphonse), directeur de l'école de médecine.
- BARNY (Alexis), professeur à l'école de médecine.
- BARON-DUTAYA, à Bussière-Boffy.
- BLANCHARD, docteur en médecine, à Limoges.
- BOBY DE LA CHAPELLE, O *, préfet de la Haute-Vienne.
- BONNEVAL (le marquis DE), C *, maréchal-de-camp.
- BONNIN, *, inspecteur d'académie.
- BOUDET (Édouard), propriétaire.
- BOURDEAU DE LAJUDIE père, ancien député.
- BOURGOIN-MÉLISSE, propriétaire, à Saint-Junien.
- BREUILH, avocat.
- BRISSET (Frédéric), juge au tribunal civil de Limoges.
- BRUNET (Joseph), vice-président du tribunal civil de Limoges.
- BUISSON DE MAVERGNIER (Édouard), directeur du Musée.
- CHAPOULAUD (Roméo), propriétaire.
- CHAPOULAUD (Alfred), imprimeur.
- CHARRÈRE (Paul), organiste de la cathédrale.
- CHOPPIN D'ARNOUVILLE, avocat général.
- CLUZELAUD, architecte-adjoint de la ville de Limoges.
- DEFAYE fils, pharmacien, à Saint-Junien.
- DESFRAY (Antoine), photographe.
- DESALLES (Louis), juge de paix, à Ambazac.
- DUBOIS, fabricant de porcelaine.
- DUBOUCHÉ (Adrien), négociant.
- DU COURTIEUX (Henri), imprimeur-libraire.
- DUVERT, de La Gabie, propriétaire.
- FAYETTE père, architecte.
- FAYETTE fils, architecte du départ.
- FERRU (Félix), artiste statuaire.
- FIZOT-LAVERGNE, avoué près la Cour.
- FONTANEAU, *, ancien officier de marine.
- FONT-RÉAULX (Théophile DE), propriétaire, à Saint-Junien.
- FOUGERAS-LAVERGNOLLE, adjoint au maire de Limoges.
- FOUGÈRES (Léopold), directeur médecin de l'asile des aliénés.
- FOURNIER, *, conseiller à la Cour.
- FOURNIER (E.), photographe.
- GARRIGOU-LAGRANGE, avoué.
- GOUJAUD fils, ornithologiste, à Bellac.
- GRAVE (DE), propriétaire.
- GUILLEMOT (Albert), directeur du *Courrier du Centre*.
- HERVY (Émile), notaire.
- LA BASTIDE (le baron Hubert DE), *, capitaine d'état-major.
- LABONNE (DE), propriétaire, au château de Montbrun.
- LAMY DE LURET (Édouard), banquier.
- LANSADE, agent-voyer.
- LAPORTE (Ernest), négociant.
- LECLERC (André), professeur au petit-séminaire du Dorat.
- LEMAS (Élie), professeur de rhétorique au lycée.
- LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE, *, premier avocat général.
- MALLEVERGNE, *, président de chambre.
- MAQUART, propriétaire.
- NIVET-FONTAUBERT, négociant.

NOUALHIER (Armand), *, député au Corps législatif.	RUBEN (Émile), conservateur de la bibliothèque.
PARANT (Arthur), négociant.	TALABOT (Auguste), *, président honoraire au tribunal civil de Limoges.
PÉCONNET (Othon), avocat, maire de Limoges.	TANDEAU DE MARSAC (l'abbé), vicaire de Saint-Pierre.
PERDOUX (E.), professeur de mode-lage.	TARNEAUD (Firmin), banquier.
POUYAT (Émile), *, négociant.	TARNEAUD (Frédéric), propriétaire.
RATTIER, avoué.	TIXIER-LACHASSAGNE, C *, premier président.
REOULÉS (François), propriétaire.	TRUOL DE BEAULIEU, *, banquier.
REGNAULT, *, architecte de la ville.	VERGNIAUD (Léonce), propriétaire.
ROGUES DE FURSAC (Victor), avocat.	
ROUGERIE (l'abbé), professeur au petit-séminaire du Dorat.	

MEMBRES HONORAIRES.

MM.

CRUVEILHIER, O *, professeur à l'école de médecine de Paris.
 DE MENTQUE, O *, sénateur, ancien préfet de la Haute-Vienne.
 MORISOT (Tiburce), O *, ancien préfet de la Haute-Vienne, fondateur du Musée.
 SAINT-MARC-GIRARDIN, O *, membre de l'Institut.
 MIGNERET, *, préfet du Bas-Rhin.
 Mgr BERTEAUD, évêque de Tulle.
 DALESME, G O *, général de division du génie.
 Mgr COUSSEAUD, évêque d'Angoulême.
 DE CAUMONT, O *, fondateur de la Société Française, à Caen.
 Michel CHEVALIER, O *, sénateur, membre de l'Institut.
 Le vicomte E. DE KERCKOVE-WARENT, président de la Société Archéologique de Belgique.
 Le général de MONTRÉAL, G O *, sénateur.
 Le comte F. DE LASTBYBIS, membre de l'Institut.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

BIAL (Paul), capitaine, professeur à l'école d'artillerie de Besançon.
 BONNAFOUX, conservateur de la bibliothèque de Guéret.
 BONNÉLIE (François), bibliothécaire à Tulle.
 BOSVIEUX (Auguste), archiviste à Agen (Lot-et-Garonne).
 CARDAILLAC (le comte DE), chef de division au ministère de la maison de l'Empereur.
 COMBET, avocat, à Uzerche (Corrèze).
 CORNUDET (le vicomte Alfred DE), membre du conseil général de la Creuse.
 DELOCHE (Maximin), *, chef de bureau au ministère des travaux publics.
 DELOR (Firmin), à Péronne (Somme).
 DORLHAC, directeur des mines de Montigné, à Laval (Mayenne).
 DULEAU, numismate, à Orléans.
 GAY DE VERNON (le baron), chef d'escadrons au 2^e régiment de chasseurs.
 GÉRY (Charles), préfet de la Corse, à Ajaccio.

GRIGNARD (Émile), directeur du chemin de fer de Lyon à Sathonay.
 JUILLAC (le vicomte Gustave DE), secrétaire de la Société Archéologique du Midi, à Toulouse.
 LABORDERIE, docteur-médecin, à Pompadour.
 LAGARDE (Henri DE), docteur-médecin, à Confolens (Charente).
 LAPORTE (Armand DE) aide-major de l'artillerie de la garde, à Versailles.
 LABOUVERADE (DE), conseiller honoraire à la cour de Bordeaux, à Tulle.
 MONGINOT (Léon), à Nancy (Meurthe).
 NADAUD (Léon), premier président honoraire de la cour de Grenoble, à Charvieux (Isère).
 NADAULT DE BUFFON, procureur impérial, à Rennes.
 NALBERT, sculpteur, à L'Isle-d'Espagnac (Charente).
 PÉRATHON (Cyprien), négociant, à Aubusson (Creuse).
 RANCOGNE (Gustave DE), archiviste de la Charente, à Angoulême.
 RENOND (l'abbé), professeur au petit-séminaire d'Ajain (Creuse).
 ROY DE PIERREFITTE (l'abbé), curé-doyen de Bellegarde (Creuse).
 SÉNEMAUD, archiviste du département des Ardennes, à Mézières.
 SIMON-CLÉMENT, juge suppléant, à Tulle.
 TOUVENIN, membre de la Société de l'histoire de France, à Paris.
 VERNEILH (Félix DE), au château de Puyrazeau, par Nontron (Dordogne).

LISTE

DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Société Archéologique du Midi, à Toulouse.
 Société Archéologique du Midi, à Montpellier.
 Société Archéologique de l'Orléanais, à Orléans.
 Société Archéologique de Béziers (Hérault).
 Société Archéologique et d'Histoire de la Charente, à Angoulême.
 Société d'Archéologie et d'Études scientifiques de Draguignan.
 Académie d'Archéologie de Belgique, à Anvers.
 Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
 Société des Antiquaires de France, à Paris.
 Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.
 Société d'Émulation du Doubs, à Besançon.
 Société d'Émulation de l'Allier, à Moulins.
 Société d'Émulation, à Montbelliard (Doubs).
 Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.
 Société des Sciences et Lettres de Blois.
 Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts, à Lille.
 Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts du département du Var, à Toulon.
 Société Scientifique et Littéraire du Limbourg, à Tongres.
 Société Scientifique des Deux-Sèvres, à Niort.

Société de l'Histoire de France , à Paris.
Commission historique du Cher , à Bourges.
Académie des Sciences , Belles-Lettres et Arts de Bordeaux.
Commission Archéologique de Maine-et-Loire , à Angers.
Société Académique de l'Oise , à Beauvais.
Société Littéraire et Scientifique de Castres (Tarn).
Société de l'Union des Arts , à Marseille.
Société Archéologique et Scientifique de Soissons (Aisne).
Société Havraise d'études diverses , au Havre (Seine-Inférieure).
Société des Sciences naturelles et historiques de l'Yonne , à Auxerre.
Société d'Histoire et d'Archéologie de Chalons-sur-Saône.
Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie , à Chambéry.
Société Archéologique de la province de Constantine.
Société Archéologique de la Touraine , à Tours.

TABLE DES MATIÈRES.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

	Page
Séance générale du 30 janvier 1863.....	234
— du 27 février 1863.....	237
— du 27 mars 1863.....	240
— du 1 ^{er} mai 1863.....	241
— du 29 mai 1863.....	244
— du 25 juin 1863.....	247
— du 31 juillet 1863.....	248
— du 28 août 1863.....	251
— du 30 octobre 1863.....	252
— du 27 novembre 1863.....	255
— du 30 décembre 1863.....	258

MÉMOIRES.

Les émaux d'Allemagne et les émaux limousins, par M. Félix DE VERNEILH.....	4
La juridiction druidique de la ville ruinée de Breth, par M. E. BUISSON DE MAVERGNIER.....	49
Les fanaux en Limousin, par M. l'abbé ROUGERIE.....	69
Notice sur l'oppidum gaulois de Courbefy, par M. Félix DE VERNEILH.....	83
Les Marbreaux, célèbres orfèvres limousins, par M. Maurice ARDANT	93
Voirie romaine en Limousin : fixation de la station de Prætorium, par M. E. BUISSON DE MAVERGNIER.....	98
Bibliographie limousine, par M. P. POYET.....	115
Étoffes d'or et d'argent fabriquées à Limoges, par M. DE LASTEYRIE	149
Les Poncet émailleurs, par M. Maurice ARDANT.....	161
Monnaies d'argent de Carloman II et des rois d'Aquitaine, par M. Maurice ARDANT.....	173
Enseignes de corporations ou de pèlerinages, <i>Agnus Dei</i> et médailles bractéates limousines, par M. Maurice ARDANT.....	180

	Page
Émaillerie. — Ancienneté de l'émaillerie limousine, par M. le comte DE VIEL-CASTEL.....	200
Numismatique limousine, par M. Maurice ARDANT.....	213
Rapport sur les fouilles du mont de Jouër, par M. E. BUISSON DE MAVERGNIER.....	219
Saint Éloi orfèvre-émailleur, par M. Maurice ARDANT.....	229

DOCUMENTS.

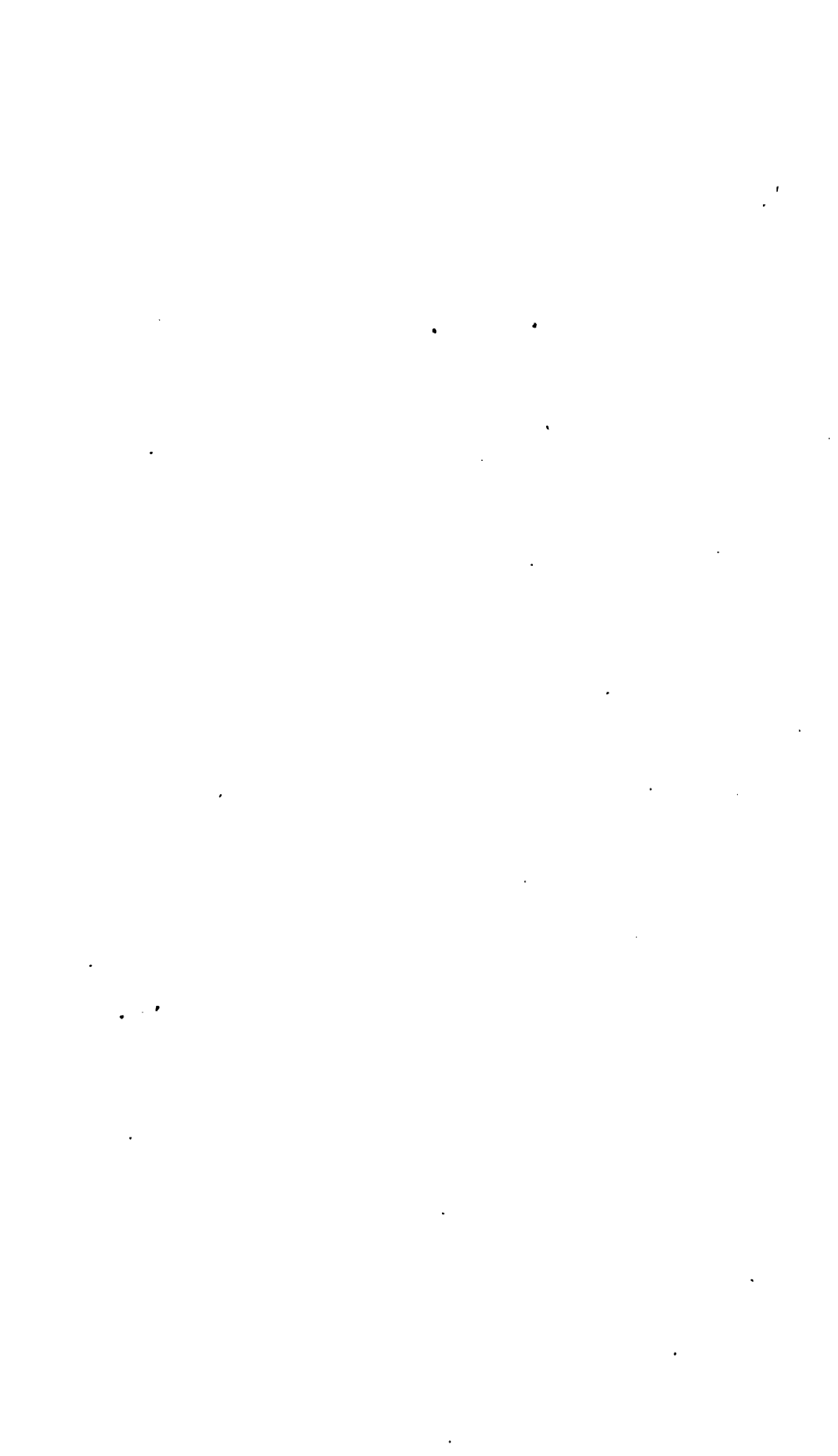
Statuts des fondeurs de Limoges en 1593, par M. Maurice ARDANT..	58
Terrier de l'église de Beaumont près Peyrat, par M. Joseph BRUNET	184
Statuts des maîtres fourbisseurs de Limoges en 1578, par M. Maurice ARDANT.....	193
Catalogue des manuscrits déposés dans la salle de la bibliothèque du séminaire, et qui ont été achetés pour cette maison après la mort de l'abbé Legros.....	210

CHRONIQUE.

Nouvelles scientifiques, par M. Maurice ARDANT.	212
--	------------

CORRESPONDANCE.

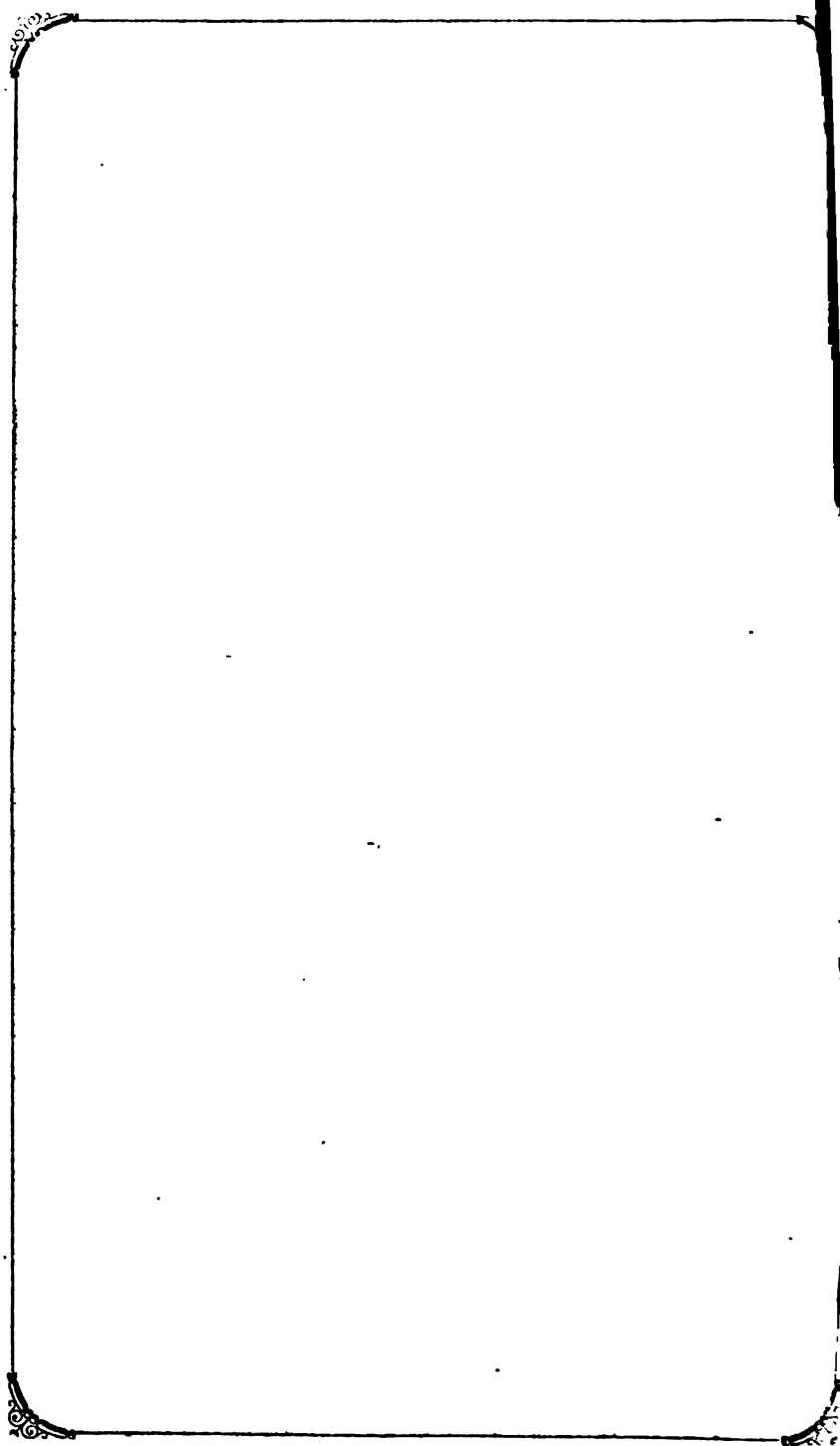
Lettre de M. l'abbé X. Barbier de Montault, relative à des signatures de tapisseries d'Aubusson et de Felletin et à des inscriptions limousines recueillies à Rome.....	140
Dons faits au musée et à la bibliothèque de la Société.....	261
Liste des membres de la Société.....	264











BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN



VOIRIE ROMAINE EN LIMOUSIN ⁽¹⁾

VOIE

D'AUGUSTORITUM A AVARICUM

L'existence de cette voie romaine ne peut être révoquée en doute: Jouilleton, dans son *Histoire de la Marche*, en a signalé les vestiges dans la Creuse. Nous trouvons sur la carte de Cassini, partie relative au Limousin, des noms voyers qui attestent hautement son passage. Au-delà du Limousin, des vestiges d'une grande étendue, que signale Cassini sous le nom de *chaussée de César*, démontrent sa continuation vers Bourges. Le milliaire trouvé à Allichamp, et décrit par le comte de Caylus, nous donne les distances de *Mediolano* à *Avaricum*. Toutes ces raisons à elles seules démontreraient matériellement l'existence de la voie romaine d'*Acitodunum* à *Avaricum*.

Ajoutons que le baron de Walckenaër, dans son 11^r volume de Géographie des Gaules, mentionne la direction de ce chemin comme figurant sur la Table de Théodose. Voici ce qu'il en dit :

(1) Voir T. XIII, page 98.

N° 126. Itinéraire de la route d'*Augustoritum* (Limoges)
à *Avaricum* (Bourges).

Table Théodosienne : segment I	{	<i>Ausrito</i> , —	Limoges.
		<i>Pretorio</i> , XIV,	Pourrioux.
		<i>Acitodunum</i> , XVIII,	Ahun.
		<i>Mediotano</i> , XXIV,	Montmeillan.
		<i>Avaricum</i> , XXVIII,	Bourges.

J'ai vérifié les deux exemplaires de la Table Théodosienne que possède la Bibliothèque impériale, celui qui se trouve dans l'Annuaire des Antiquaires de France, et celui qui a été publié récemment par la Revue Archéologique, et je n'ai trouvé sur aucune de ces copies l'indication dont parle M. de Walckenaër. Cependant je serais porté à reconnaître comme exacte l'indication donnée par le savant membre de l'Institut; car, entre l'assertion de M. de Walckenaër et l'omission que je signale sur les divers exemplaires de la Table, je suis porté à supposer une inexactitude des copistes de la Table de Vienne. Du reste je signale cette difficulté à l'attention du monde savant; ma conviction s'appuierait au besoin sur la découverte si curieuse du milliaire d'Allichamp, dont il sera parlé plus loin, et qui démontre l'existence d'une voie sur *Avaricum*, qui n'existe sur aucune des copies de la Table.

Cela dit, étudions les vestiges de la voie, en nous conformant à la méthode que nous avons employée jusqu'ici. Nous avons déjà donné le tracé de la voie jusqu'à *Acitodunum* (Ahun). A partir de ce point, le chemin se séparait de la voie qui d'*Augustoritum* descendait vers *Augustonemetum* (Clermont); elle passait au Moutier-d'Ahun, à Peyrat-la-Nonière, qui pourrait indiquer une borne antique, puis elle s'élevait vers le nord. Jouilleton signale ses traces dans la commune de Saint-Julien-Châtel, dans celles de Tardes et de Lussat. Il signale encore ses traces dans la commune d'Auge, d'où elle s'élevait vers Verneige. Là deux noms voyers semblent marquer exactement son passage. Nous signalons *La Chaussade*, petite localité qui se trouve sur la rive gauche de la petite rivière de Verneigette. Plus haut se trouve *La Chaussade-Blanche*, qui aura pris son nom de la nature calcaire des matériaux, qui commencent à remplacer le granit. Nous touchons, sur ce point extrême, au Berry, et notre tâche est finie pour le Limousin.

La voie montait presque en ligne droite, et atteignait la station de *Mediolanum*. Il est difficile de penser que cette station n'est pas Château-Meillant. Grégoire de Tours, parlant de Château-Meillant, la nomme *Mediolanense Castrum*; les martyrologes l'appellent *Castrum Mediolanum*, par abréviation *Castrum Melanum*. Deux routes romaines passaient par cette localité : celle qui montait d'*Augustoritum* à *Avaricum*, celle qui descendait d'*Argentomagus* vers *Augustonemetum*. Les savants qui ont étudié la position de *Mediolanum*, le comte de Caylus et d'Anville, n'ont pas hésité à reconnaître l'identité de Château-Meillant avec *Mediolanum*.

Cependant le baron de Walckenaër a donné diverses indications qui se contredisent dans sa Géographie des Gaules. *Mediolano* devient tour à tour Château-Meillant, Vallon-en-Sully, ou Montmeillant. La commission de topographie des Gaules la fixe à Cullan (page 25 sur les voies romaines).

L'inspection de la carte de Cassini semble démontrer surabondamment que *Mediolano* doit être placé à Château-Meillant. Au-dessus de cette petite ville, nous trouvons des noms voyers qui nous paraissent être significatifs : le Moulin de Charasse, Charasse, Coursac, Le Carouer, dont les racines sont évidemment *carrus*, *carruca*. La voie semblerait se diriger sur la voie romaine dite *chaussée de César* que Cassini a relevée sur sa carte. Peut-être se raccordait-elle avec cette voie, qui allait à Nérès. C'est une reconnaissance qui serait facile à faire par les savants du Berry, et que je me borne à signaler en tant que conforme à une théorie philologique qui me paraît fondée.

Le chiffre des distances entre Ahun et Château-Meillant semble concorder avec la mesure de 24 lieues gauloises donnée par la Table. La voie se dirigeait ensuite sur Bourges.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de parler ici du milliaire trouvé à Allichamp. Sa description a été donnée par le comte de Caylus.

Entre Bourges et Château-Meillant se trouve la petite ville d'Allichamp. Au dernier siècle, des fouilles mirent à découvert une colonne de six pieds de haut et d'un pied neuf pouces de diamètre, qui avait été creusée en forme d'auge ou plutôt de tombe. Un reste important d'inscription attira l'attention des savants. M. le comte de Caylus l'a publiée dans son recueil d'antiquités.

Voici cette inscription :

FELICI AVG. TRIB. COS III

PP PROC AVARL (1) XIII

MEDJ XII NERI XXV

Cette pierre est sans aucun doute une borne, et, bien qu'elle fût destinée à indiquer la distance de Nérès à Château-Meillant et à Bourges, elle nous est utile pour déterminer la continuation de la voie d'*Acitodunum* à *Avaricum*. Les distances qu'elle signale ne concordent pas avec celles que nous donne la Table de Théodose. D'après cette dernière, la distance de *Mediolano* à *Avaricum* est de xxviii lieues. Suivant la pierre d'Allichamp, elle ne serait que de xxvi lieues. Où se trouve l'erreur, et quel est le document le plus sérieux? Nous n'hésiterions pas à préférer la pierre d'Allichamp. Il faut reconnaître que le copiste qui nous a transmis la seule carte géographique qui nous vient des Romains n'a pas collationné avec une exactitude rigoureuse tous les chiffres des distances. C'est là une source de tourments pour l'archéologue.

Au-dessus d'Allichamp se trouvent des traces de voie romaine que Cassini a relevées dans sa carte de France sous le nom de *chemin de César*.

Telle est la direction de la voie d'*Augustoritum* à *Avaricum*, car il est difficile d'admettre une seconde voie indiquée dans la carte qui accompagne l'ouvrage de M. le baron de Walckenaër, et qui monterait directement de *Mediolano* sans passer par Allichamp. On ne saurait admettre qu'il ait existé deux stations portant le nom de *Mediolano* dans la cité des *Bituriges*. Quoi qu'il en soit, nous ne savons si des traces bien observées confirment ces hypothèses : ce serait une chose à vérifier. Nous ne pouvons entreprendre une recherche de cette nature, qui ne peut être faite que par les archéologues du pays.

(1) M. Léon Renier a lu AVARL.

VOIE D'AUGUSTORITUM

A MEDIOLANUM SANTONUM.

Une voie partant d'*Augustoritum* se dirigeait, vers l'ouest, sur le pays des *Santones*, et aboutissait à *Mediolanum Santonum*.

Pour connaître les distances des stations jusqu'à *Avedonaco*, nous ne pouvons consulter que les chiffres de la Table Théodossienne : or nous savons que ces chiffres sont souvent fautifs par suite des erreurs et de l'inintelligence du copiste de qui nous la tenons. Ces chiffres, erronés ou insuffisants, jettent la plus grande incertitude sur la direction de la voie que nous avons à décrire.

Voici les stations que nous relevons sur la Table, avec les distances qui paraissent y être marquées :

Ausrito à *Cassinomago*, xvii lieues gauloises.

Cassinomago à *Ser anicomago*, x.ii., chiffre qui paraît incomplet.

Ser anicomago à *Avedonaco*, xiii ou viii.

Avedonaco à *Mediolanum Santonum*, xiii, rectifié à xvi par l'Itinéraire d'Antonin.

L'inspection de ces chiffres soulève de grosses difficultés. La distance entre *Ausrito* et *Cassinomago* a été lue par l'abbé Belley avec le chiffre de xiii lieues gauloises ; par M. de Walckenaër et les éditions modernes, avec le chiffre xvii, qui nous semble être le véritable. La vérification des distances réelles ne peut laisser aucun doute à cet égard. La station de Chassenon correspond à *Cassinomagus*. Voilà donc une première difficulté tranchée.

Le chiffre de la seconde station est plus difficile à déterminer. Elle est inscrite sous le nom de *Ser anicomago*. L'abbé Belley et Duroux la transforment en *Sermanicomago*. Le copiste a-t-il oublié réellement la lettre qu'ils ajoutent à ce nom ? La question est au moins douteuse. Le baron de Walckenaër écrit *Seranicomago*. Nous adoptons cette lecture, qui paraît conforme à la Table. Quant aux chiffres des distances, le doute devient plus sérieux encore. Le copiste paraît avoir hésité. Cette hésitation se traduit par deux points placés entre les chiffres. Le baron de Walckenaër

adopte néanmoins le chiffre de XII lieues gauloises ; mais l'abbé Belley, qui place la station à Chermès, lit le chiffre XVII, qui serait insuffisant pour aller jusqu'à Chermès.

De *Seranicomago* la route conduit à *Avedonaco*. Cette station paraît concorder assez avec Aunay ; mais encore le chiffre de la distance est loin d'être déterminé d'une façon certaine. L'abbé Belley lit le nombre XIII ; mais ce nombre paraît appartenir à la distance qui sépare *Brigiosum* d'*Avedonaco*. Sans doute le savant abbé s'y est trompé, et a supposé que le V était un X mal fait. Le baron de Walckenaër mentionne le chiffre XXIX, que rien ne semble autoriser.

Enfin, en déterminant la distance entre *Avedonaco* et *Mediolanum Santonum*, la table marque XIII lieues gauloises ; mais nous pouvons rectifier cette erreur de copiste avec l'itinéraire d'Antonin de *Burdigala* à *Augustodunum*, qui indique la distance de XVI lieues.

Dans l'embarras où nous laissent des chiffres si variés, continuons notre méthode d'investigation sur le terrain, et tâchons de retrouver la direction de la voie par les vestiges qui ont été signalés et reconnus.

L'Indicateur du diocèse, d'accord avec la carte de M. Cornuau, nous donne très-exactement la direction que suivait le chemin.

Elle sortait d'*Augustoritum* par le côté des Arènes, et prenait à peu près la direction de l'ancienne route d'Angoulême. Elle côtoyait le clos des Carmes, traversait la petite rivière de l'Aurance, passait par Les Vases, dans la commune de Verneuil, sur la droite de Félix, sur la gauche de La Merlhie, chez Caillaud, arrivait sur la rive de la Vienne, près des moulins de La Boiserie, en un lieu appelé La Gabie. M. Alluau, notre président, a cru reconnaître les tranchées anciennes qui ont été faites dans la montagne pour faciliter l'accès du pont. L'abbé Nadaud a vu, en 1775, des traces de culée. Aujourd'hui les pierres encombrant le cours de la Vienne dans cet endroit, et paraissent provenir de l'ancien pont romain. Une fois la rivière traversée, la route se bifurquait : une partie se dirigeait vers le midi, et formait le chemin qui descend vers Périgueux ; l'autre continuait sa direction vers Saintes. Cette curieuse bifurcation, qui se montre encore sur le sol, est une confirmation du tracé que nous donne la Table de Théodose.

Après avoir dépassé la Vienne, la voie de Saintes continuait

sa direction vers l'ouest en passant à La Ribière, aux Richards, à la tuilerie de Lavergne, à Airain près Cognac, à La Guerillerie ou Guérinerie et au village de Julia ou Juliac, commune de Biennat ; puis, après avoir passé au nord de Rochechouart, elle sortait du département de la Haute-Vienne, gagnait une localité appelée Lonja, et arrivait à la station de *Cassinomagus*, qui n'est autre que Chassenon. Les fouilles faites à Chassenon ont fait découvrir, dans ces derniers temps, un théâtre et un temple gallo-romains. Ainsi *Cassinomagus* est une de ces stations qu'on ne saurait contester : c'est de tout le parcours le point le plus certain. Nous avons suivi, en quelque sorte pas à pas, ses vestiges sur toute la longueur de notre département. La voie était directe vers l'ouest, et ne faisait pas de ces longs détours de nature à allonger le parcours d'une route. Cette certitude d'avoir retrouvé la station romaine nous engage à traiter incidemment la question débattue de la longueur de la lieue gauloise.

• Une grande difficulté se présente pour appliquer aux voies romaines les distances marquées sur les itinéraires ou sur la Table. L'inspection des lieues gauloises semble présenter un singulier paradoxe, et la science archéologique se voit presque dans l'obligation de reconnaître que la distance réelle de quelques stations bien certaines ne concorde pas aussi exactement qu'on pourrait le désirer avec les distances marquées sur les documents romains. Le président de la Société Archéologique de Langres, M. Pistollet de Saint-Ferjeux, a constaté que, dans le pays des Lingons, la lieue gauloise avait une longueur de 2,445 mètres. M. le marquis de La Grange, chargé par Son Exc. le ministre de l'instruction publique de présider la réunion des sociétés savantes des départements, s'exprimait, le 44 avril 1863, en ces termes : « Un fait capital a été démontré par M. Pistollet de Saint-Ferjeux, c'est que le *pas*, unité de la mesure itinéraire, n'a point été partout de la même dimension ». Ce que disait M. le marquis de Lagrange avait été signalé déjà par Pline. « Il y a le plus souvent, dit Pline, de grosses erreurs dans les mesures, soit pour l'Italie, soit pour les provinces, par suite de l'augmentation ou de la diminution que l'on donne à la longueur du pas (1). »

Cette difficulté avait paru très-sérieuse aux savants du

(1) *Magnos errores computatione mensuræ sæpius paret, alibi provinciarum modo, alibi itinerum auctis aut diminutis passibus.*

xviii^e siècle. Ne trouvant pas que les distances de deux points parfaitement connus concordassent avec la désignation des milles signalés dans les itinéraires, quelques-uns en avaient conclu que les Romains n'avaient pas d'unité de mesure itinéraire. Nous ne saurions admettre ce système. En théorie, nous serions disposé à reconnaître le principe que la lieue gauloise ne doit avoir que 2,220 mètres ou 4,500 pas : c'est la longueur légale ; mais il ne paraît pas que la pratique se soit toujours conformée très-exactement à cette mesure légale.

Je crois qu'il n'y a rien de plus difficile à détruire par le raisonnement qu'un fait matériel qui se touche, qui se voit, qui peut se mesurer. Ce qui s'est produit dans le pays des Lingons, cette exception à la longueur légale observée par le président de la Société Archéologique de Langres, se reproduit également dans le pays des Lémovikes. Nous allons le démontrer.

La distance d'*Augustoritum* à *Cassinomagus* est marquée, dans la Table de Théodose, par le chiffre xvii. Il ne peut y avoir d'incertitude sur cette distance : elle est admise dans toutes les éditions modernes qui ont reproduit les distances de la Table. Or la route est directe vers l'ouest ; seulement il faut faire la part des inégalités de terrain, des descentes et des montées, qui ne sont pas rares dans notre pays.

En faisant avec le compas le mesurage à plat sur la carte de l'état-major nous avons trouvé 38,700 mètres. Or 38,700 mètres divisés par xvii donnent à la lieue gauloise une longueur de plus de 2,276 mètres, non compris les inégalités de terrain et les détours du chemin ; ce qui lui ferait dépasser 2,300 mètres.

La démonstration nous paraît complète : la lieue matérielle dépasse la lieue légale. Nous nous bornons à constater le fait, qui contredit la théorie, et nous regardons comme sensées les paroles prononcées, en 1863, au Congrès archéologique de Saumur par M. Godard-Faultrier : « La lieue gauloise vaut environ 2,300 mètres : je dis environ, car la mesure de cette lieue laisse encore à désirer sur son exactitude. M. Pistollet de Saint-Ferjeux la porte à 2,445 mètres, et d'autres à 2,468 mètres 33 cent. ».

Ainsi admettons la théorie de la lieue gauloise, qui devrait être d'une longueur de 2,220 mètres : il est possible qu'il en existe de cette longueur ; mais ajoutons qu'il peut en exister de 2,445 mètres, et qui dépassent même ce chiffre.

Comment est-il possible d'expliquer cette étrange différence ?

Nous trouvons ingénieuse l'hypothèse de M. Quicherat, récemment nommé membre de l'Institut : elle est indiquée dans la *Revue du Comité impérial des travaux historiques et des sociétés savantes*. Dans un article intitulé *Nouvelles observations sur la lieue gauloise*, M. Quicherat paraît avoir donné la solution du problème. Dans les temps modernes, quand les agents-voyers veulent faire placer les bornes, ils emploient pour le mesurage des chaînes de fer, qui prennent le nom de *décamètre*. Il peut sans doute se glisser quelques oublis dans la pratique ; mais ce mode de mesure offre des garanties sérieuses pour fixer les distances. Nous pensons, avec M. Quicherat, que les Romains ne se servaient pas de chaînes : il est assez présumable qu'un soldat choisi dans la cohorte faisait un certain nombre d'enjambées qui faisaient la longueur du mille. Ce système était vicieux, car les enjambées peuvent varier de longueur. Il est bon de rapporter ici l'expérience qui a été faite par M. Quicherat : « Je m'assurai, dit-il, du pas de marche. Je constatai que, si l'on prenait pour le pas le mouvement qui porte le corps deux fois en avant, on obtiendrait fréquemment, suivant la taille du marcheur, des milles de 1,480 ou de 1,640 mètres, par conséquent des lieues de 2,220 ou de 2,445 mètres ». Les différences dans les longueurs s'expliqueraient ainsi naturellement, et mettraient d'accord les partisans des deux systèmes, qui semblent se contrarier.

Une fois arrivé à Chassenon, la voie romaine dépasse les limites de notre département. Notre tâche serait donc terminée ; mais nous croyons qu'il est utile, pour la reconnaissance des stations suivantes, de mentionner les vestiges reconnus et signalés par l'abbé Nadaud et par M. Cornuau ; car nous ne nous dissimulons pas les difficultés qui existent pour retrouver la station de *Seranicomagus*. La voie passait donc dans le bois de Péladie et sur la paroisse du même nom, pénétrait dans le bois de Sangle, dans la paroisse de Lapleau, à La Péruse, passait au pont Chaban, qui se trouve plus bas que le pont Sigoulan, à Nieuil, à Lussac, à Cellerouin et à Mansle. Ici paraissent s'arrêter les traces que constate M. Cornuau. L'abbé Belley prétend que la voie passait à Chermès, qui serait l'ancien *Seranicomago*. Suivant son mémoire, *Sermonicomago*, car c'est ainsi qu'il l'appelle, a pris par abréviation le nom de *Sermagus* à l'époque du moyen âge. Or Chermès semble la traduction de *Sermagus*. Il cite une charte remontant à 1472

qui démontre qu'une voie romaine passait par Chermès : *Usque au Defes, et deu Defes ad viam quæ nominatur La Chaucada*. Cette localité est toute voisine de Chermès, *Sallus* (Salles), *Julliacum Julii*, par où passait la voie environnant Chermès. Il semble donc, si l'on admet l'opinion de l'abbé Belley, que la voie des Santons, après avoir gagné Mansle, montait jusqu'à Chermès. Elle devait en effet remonter jusqu'à *Avedonaco*, que l'on fixe généralement à Aunay. D'Aunay la voie montait par Briou (*Brigiosum*) et par Rom (*Rauranum*) à Poitiers. L'autre branche devait descendre d'Aunay vers Limoges. Ce raisonnement de l'abbé Belley a bien quelque valeur; mais il ne suffit pas pour entraîner une certitude. Aussi nous trouvons une opinion différente dans la fixation faite par le baron de Walckenaër, qui détermine *Seranicomagus* à Saint-Jean-de-Ceris ou Manigoassy. Les chiffres qu'il admet sont XII lieues gauloises; mais ce chiffre de la Table ne me semble pas complet. La commission de la topographie des Gaules lit, à la manière de l'abbé Belley, *Sermanicomagus*, et traduit *Chasseneuil*? avec un point d'interrogation il est vrai! Devant des éléments aussi incertains, il nous est impossible de rien affirmer. Notre seul désir était de faire connaître la direction de cette voie par ceux qui en examinèrent au XVIII^e siècle les vestiges.

E. BUISSON DE MAVERGNIER.

PLOMBS HISTORIÉS

TROUVÉS DANS LA SEINE

ENSEIGNES DE PÈLERINAGES

MÉREAUX DE CORPORATIONS

INTÉRESSANT DES SAINTS LIMOUSINS

Suivant un vieux légendaire de Noblac, le saint anachorète Léonard ou Liénard aurait échappé par la fuite au massacre de toute sa famille, qui était du sang royal, et lui, voulant vivre inconnu loin des hommes, se serait retiré en Limousin dans une forêt appelée *Panatensis*. Ayant rendu la santé par ses prières à la femme du seigneur du lieu, *Toparcha*, mourante par suite de couches difficiles, il obtint des deux époux tout le terrain qu'il pourrait parcourir pendant un jour, monté sur un âne, et y bâtit des maisons pour y recevoir les nombreux pèlerins. Ce fut ainsi que commença la ville de Noblac. Léonard y fonda un monastère, où il était invoqué par les captifs, les prisonniers et les gens chargés de chaînes. Après sa mort, l'église qui renfermait ses reliques était remplie d'*ex-voto*, et ses murs couverts de toutes les variétés de chaînes dont l'auteur latin fait le recensement : *vincula, ferrea, manica, torques, compedes*,

catenæ, etc. Saint Léonard était donc le libérateur des prisonniers, et les femmes en couches lui étaient particulièrement dévotés : aussi voit-on saint Léonard représenté par nos émailleurs entre une femme grosse et un homme enchaîné, tous les deux à genoux. Il est revêtu d'une dalmatique bleue, semée de fleurs de lis d'or, et tient à la main des menottes.

Nous conservons dans les vitrines de notre musée une *enseigne* de ce Saint : c'est M. Deleau, notre correspondant d'Orléans, qui l'en a enrichi. Cette enseigne, de style roman, représente notre Saint devant un bâtiment crénelé, encadré des deux côtés par deux espèces de potences, qui servent d'anneaux pour le haut; il y a deux anneaux ronds dans le bas. Saint Léonard semble relever un homme nu prosterné à ses pieds; de grandes menottes sont attachées au mur. Au-dessous des créneaux, on lit : *S. Léonard*.

Avant de venir en Limousin, saint Léonard passa quelque temps à Orléans avec son frère Lifard.

Plaque du même genre, mutilée dans la partie gauche. La crosse du Saint partage le champ en deux. Léonard, vu de face, a la tête nimbée et le corps revêtu d'ornements sacerdotaux; devant lui, un homme à genoux, les mains jointes. A la muraille sont suspendues des chaînes et des menottes. Au-dessous des créneaux, chargés d'ornements très-simples, on lit : *Leonardi*. — Trouvé au pont d'Arcole, en 1862, à Paris.

Plaque plus étroite et plus maltraitée par le temps. Le Saint est à gauche, avec une sorte de mitre en tête et une étole; il tient la main gauche élevée; le prisonnier lui tend la droite; dans le fond, menottes, chaînes, ceps, etc. On lit *Léonard* sur une bande plate entre deux filets. — Ce plomb, du xv^e siècle, a été trouvé au pont Notre-Dame en 1862.

Des personnes plus compétentes que moi en architecture voient dans ces *enseignes* le style et l'art roman sur des œuvres limousines; elles croient y reconnaître des églises fortifiées, système de construction qui se prolongea plus long-temps dans nos provinces méridionales, souvenirs de l'art romain, abandonné beaucoup plus tôt dans les provinces de la langue d'oïl. Mon opinion est que l'artiste, un peu barbare, a voulu simplement représenter un donjon ou une prison. La délivrance de Richard Cœur-de-Lion, captif en Autriche, célébrée dans nos annales comme due à l'intercession de saint Léonard, dut augmenter le nombre des dévots à ce patron des prisonniers.

Ce n'est pas ici le lieu de faire de la controverse, et je suis un pauvre hagiographe : je relèverai pourtant en passant les contradictions des légendaires. Les uns font massacrer toute la famille de Léonard par Clovis, à la fureur duquel il n'échappe que par la fuite; les autres le représentent comme parent du roi franc, et tout-puissant à sa cour.

Les fruitiers de Paris avaient choisi notre saint Léonard pour patron de leur corporation, concurremment avec saint Christophe.

Page 68, médaillon de plomb. — Le Saint s'y tient debout, la tête nimbée, brisant les chaînes de deux captifs prosternés à ses pieds; dans le champ, les initiales S. L., et un fruit suspendu au bout d'une branche et ressemblant à une orange; au revers: dans le champ, saint Christophe, armé d'une grande branche d'arbre, traverse un torrent, portant l'Enfant Jésus sur ses épaules; à droite, un homme à genoux tient une lanterne; à gauche, une aiguère: les initiales S. X., signifient *Sanctus Christophorus*. — Ce plomb, du xvi^e siècle, a été trouvé au Petit-Pont en 1850.

Les fruitiers de Paris célébraient les fêtes de ces deux patrons à l'église Saint-Eustache.

Variété du même médaillon. — Saint Léonard, la tête nimbée, vêtu d'une dalmatique, tient de la droite les fers de deux captifs agenouillés devant lui; les initiales S. et L. Au revers, saint Christophe seul, portant le Christ enfant et les initiales S. X.

Méreau du xvi^e siècle, trouvé au pont Saint-Charles en 1852.

Page 70, variété du même médaillon. — Saint Léonard tenant un livre et un fruit entre deux captifs agenouillés; initiales S. et L. — Revers: saint Christophe portant Jésus-Christ; à gauche, personnage agenouillé, et les initiales S. X. — Plomb du xvi^e siècle, trouvé au pont Saint-Michel en 1852.

Page 74, médaillon dentelé. — Saint Léonard, la tête ceinte d'une auréole, tient un livre de la main gauche, et, de la droite, les chaînes de deux prisonniers; des deux côtés de la tête du saint, des menottes. — Au revers, saint Christophe, avec sa précieuse charge, au milieu d'arabesques. — Plomb du même siècle, trouvé au Pont-au-Change, en 1854.

Un très-beau sceau du chapitre de Saint-Léonard représente cet anachorète avec les menottes dans la main droite, et son livre de prières pressé sur son cœur. Il est dans une niche go-

thique, au-dessous de laquelle se voit un écusson aux armes des Dalesme.

Nous ne croyons pas nous éloigner beaucoup de notre sujet en signalant de petits ouvrages d'argent de nos orfèvres limousins, statuettes en demi-bosse avec un anneau pour les suspendre aux chapelets. Saint Léonard est représenté tenant des menottes d'une main et un fruit de l'autre.

J'ai vu aussi des menottes d'argent très-finement travaillées, surmontées d'un S. et d'un L. séparés par une fleur de lis.

Ces jolies figurines d'argent étaient surmoulées en plomb pour les dévots sans fortune. Nous avons sous les yeux une sainte Vierge avec l'enfant Jésus; plusieurs saint Pierre portant les clefs du paradis; un saint Gérard, comte de Limoges, suivant certaines chroniques, fondateur du prieuré de ce nom, l'an 1087; saint Domnolet, aussi comte de Limoges, armé de pied en cap, avec les initiales S. A. sur son bouclier, son nom, changé en celui d'*Anolet*, étant devenu plus familier au peuple de Limoges; saint Loup, ou Lopès, gardien du sépulcre de saint Martial et son 46^e successeur; saint Cessateur ou Cessadre, 29^e évêque de Limoges; sainte Affre, martyre, à qui on dédia une église en cette ville vers le vi^e siècle, chapelle des pénitents blancs et prieuré-cure de Saint-Julien-Sainte-Affre; saint Roch et saint Sébastien, sous l'invocation desquels fut fondée une confrérie, pendant les ravages de la peste; saint François de Sales, les bras ouverts, fondateur de la Visitation : à la base on lit S. FRS.; saint Paul, à qui une église, Saint-Paul-Saint-Laurent, fut élevée au vi^e siècle, qui vient d'être démolie.

J'ai retrouvé de nombreux médaillons en demi-bosse exécutés en argent plein, ou ciselés à jour et en filigrane; on y remarque des *saintes faces* sur un fond découpé en arabesques; les deux initiales de l'*Ave Maria* en monogramme découpé à jours, chargé d'une couronne, et orné d'une fleur de lis, des saint-esprits, des croix de formes diverses.

Monseigneur saint Martial, patron de cette ville, comme disent les vieux titres, figure en diverses façons sur ces œuvres essentiellement limousines.

Grand médaillon, buste du saint, mitré, entouré d'une gloire et d'une légende découpée sur le fond : *Sancte Martialis, ora pro nobis*.

Autre plus petit : même buste, dans une couronne, ciselé à jour; les cinq pains et les deux poissons, sans légende, etc. :

médailion plein, buste d'évêque mitré, vu de face; initiales S. A. : saint Aurélien, successeur de saint Martial.

Autre : saint Roch, debout, avec ses attributs.

Autre : buste de moine, tête ceinte d'une auréole, initiales S. F., que j'explique par le nom de saint Faucher, compagnon de saint Gaucher, fondateur du prieuré d'Aureil vers la fin du ^{xr}^e siècle, comme on peut le voir au cartulaire conservé aux archives départementales : trois pages de ce cartulaire ont été écrites par saint Gaucher.

Une dame âgée, qui possède une collection d'*Agnus Dei* et de divers bractéates d'argent limousins, a eu l'obligeance de me la confier, et m'a permis de remplir la lacune causée dans mon travail précédent par le mauvais procédé du détenteur d'une collection semblable.

Denier rond : dans le champ, voile de sainte Véronique relevé de chaque côté par un ange; la sainte face est empreinte au milieu; autour, quintefeilles, lis, etc.

Petit carré long, arrondi par le haut, dont une croix occupe tout le champ; ses trois bras, ornés de fleurs de lis, comme sur certaines monnaies royales, sont inscrits dans un cercle; le long de la croix, les branches d'une étoile, ou d'un scapulaire orné de petites croix.

Agnus Dei ovale : Jésus sur la croix, la tête penchée; à ses pieds, sa sainte Mère et Jean, son disciple bien-aimé.

Idem, saint Jean l'Évangéliste tenant un calice à la main.

Idem, plus petit : dans le champ, l'agneau de saint Jean-Baptiste, patron des pénitents blancs, avec une croix à la quelle est suspendue une banderole.

Idem, saint Martial, debout, mitré, et tenant la crosse d'une main, bénit de l'autre sainte Valérie agenouillée devant lui; près de la tête du saint, les initiales S. M. (*sanctus Martialis*); près de celle de la sainte, S. V. (*sancta Valeria*); à côté de saint Martial, une table sur laquelle est un cierge allumé dans un chandelier.

Autre : évêque debout, mitré, crossé, bénissant de la droite; légende : *Sancte Aureliane*.

Autre plus grand : variante de l'*Agnus Dei* de saint Roch : le saint, vêtu en pèlerin, grand chapeau, grand bâton; un ange touche la plaie de son genou, et son chien saute en flairant sa panetière.

Deux variétés de saint Léonard dans un champ semé de fleurs de lis; il tient des menottes et un fruit.

Médaille rond, que je crois rare : écusson des armes de la ville; légende en majuscules : DOMINE CONCERVA (sic) NOS IN PACE.

Autre, muet : les cinq pains et les deux poissons.

A la collection de la dame est joint un véritable *Agnus Dei* des premiers temps : il est en cire, de la largeur d'un écu de cinq francs. Dans le champ, un buste d'évêque, entre deux poissons; autour, les cinq pains ronds; le tout en fort relief : jolie petite croix de Malte.

Comme bractéate inédite, j'en ai remarqué une qui porte cette légende, autour d'un Saint-Esprit : *Venit sante Spiritus, pour Veni, sancte Spiritus.*

Un denier très-mince porte une croix à branches égales, terminées par des fleurs de lis; les quatre angles sont cantonnés chacun par un cœur, et, en légende, *deniers pour épouser*, entourés d'un grainetis.

Ces petits ouvrages d'orfèvrerie ne sont, en quelque sorte, que des opuscules auprès des grands travaux de nos orfèvres des xvi^e et xvii^e siècles, les Blanchard, Boisse, Brun, Cailhe, Guimbert ou Guibert, Jehan Indot, les Mouret, Le Maget et Le Massis, Pinchaud, Pinot, Poche, les Reymond, Roumanet, Teyssandier, les Tillet, Yvert, Jean, etc., dont les riches joyaux, les croix, calices, custodes, candélabres, bourdons, encensoirs, panonceaux furent *pourtraits* de la main des émailleurs, leurs confrères, sur les pages en velin du livre de comptes et recettes de la confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre-du-Queyroix.

Tous ces chefs-d'œuvre ont disparu : il reste encore, entre les mains de M. Eugène Ardant, un grand panonceau d'argent repoussé et ciselé, sur lequel figurent deux anges adorateurs devant un Saint-Sacrement. Les détails en sont fort curieux : on y lit la légende *Sola fides sufficit*, et la date 1602, au bas de l'écusson de l'orfèvre qui le fit. Cet écusson est composé d'un chevron entre deux roses quintefeuilles, et d'un cœur placé au-dessous; deux palmes en forment les supports.

Ces petits ouvrages, dirons-nous, n'en sont pas moins des monuments historiques des usages et coutumes du Limousin, et des habitants de Limoges en particulier.

Si l'on pouvait, comme on l'a fait à Paris dans la Seine, et au lac du Bourget près Chambéry, faire fonctionner une machine à draguer dans la Vienne, seulement entre le pont Saint-Étienne

et le pont Saint-Martial, je ne doute pas qu'on ne recueille bien des objets précieux ; mais, la Société ne pouvant faire cette dépense, l'administration municipale n'en ferait pas les frais, parce qu'il n'y aurait là qu'un intérêt purement scientifique.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

Limoges, le 12 août 1863.

PRIVILÉGES
DE LA VILLE DE LIMOGES

VIDIMUS GÉNÉRAL
DONNÉ PAR LE ROI HENRI II
AU MOIS DE JUILLET 1555
A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (1)

(Extrait de la bibliothèque de M. Nivet-Fontaubert.)

Henry, par la grace de Dieu, roy de France, à tous presens et à venir salut. Savoir faisons nous avoir receu l'humble supplication de noz chers et bien amez les consuls, manans et habitans de nostre ville de Limoges, contenant que nos anciens predecesseurs roys de France, pour bonnes, justes et raison-

(1) Cette pièce a été communiquée par M. Nivet-Fontaubert, dont la bibliothèque, précieuse surtout au point de vue limousin, contient une foule de documents en partie inédits. La plupart des pièces qui se trouvent rapportées ici ont été imprimées ailleurs, notamment dans le Recueil des ordonnances des rois de la 3^e race. Il a paru néanmoins utile de les réunir dans le Bulletin de la Société.

(Note du Comité de rédaction.)

nables causes, leur oroient octroyé et successivement confirmé plusieurs beaux privileges, exemptions, libertez, preeminances, auctoritez et autres facultez à plain contenues es chartres sur ce decernees, lesquelles feu nostre tres honnoré seigneur et pere le roy dernier decédé leur auroit confirmees, et icelles faict transcrire et inserer dedans ses lettres de confirmation sur ce decernees en forme de chartre, lesquelles auroient apres este deuement enterinees, et depuis nostre advenement à la couronne par nous confirmees et autorisees, comme plus à plain il est contenu tant en noz lettres de confirmation que en certaines autres lettres de declaration sur ce par nous decernees ausd. supplians, que aussi es actes et procedures faictes sur l'enterinement de nosd. confirmation et declaration : et parce que lad. chartre de nostred. feu Sr et pere en laquelle sont transcriptes les autres anciennes chartres de nosd. predecesseurs commence estre fort ancienne, et pour avoir este ci-devant pour les affaires qu'on en a eu souvent ouverte et maniee, le parchemin d'icelle en est tellement affoibly qu'il se pourroit facilement rompre en plusieurs endroitz, et que aussi il est et pourra encore cy après estre besoing et necessaire ausd. supplians exhiber et produire en plusieurs jugemens et autres divers lieux, lesd. chartres se pourroient en ce faisant effacer, déchirer, rompre et autrement gaster en façon que la preuve desd. privileges, libertez, exemptions, auctoritez et autres facultez desd. supplians pourroit perir à leur tres grand prejudice si par nous ne leur estoit sur ce pourveu. Nous, à ces causes, desirant les chartres par nosd. predecesseurs à iceulxd. supplians octroyees sortir perpetuellement leur plain et entier effet, et sur ce leur pourvoir de remede convenable pour la conservation de la preuve d'icelles, avons lesd. chartres, confirmations, declaration et enterinement d'icelles et autres procedures sur ce intervenues faict transcrire et de mot à mot inserer es presentes en la teneur que s'ensuyt :

François, par la grace de Dieu roy de France, savoir faisons à tous presens et à venir nous avoir receu l'humble supplication de noz chers et bien amez les consulz, bourgeois, manans et habitans de nostre ville et chastau de Limoges, contenant que par ci-devant et despieca, pour plusieurs bonnes, justes et raisonnables causes, en consideracion mesmement des grandz, bons, loiaux et agreables services que lesd. supplians ont faictz à noz predecesseurs roys de France, et pour la grande amour

et fidelite qu'ilz leur ont toujours portee, iceulx noz predecesseurs leur ont donne et octroie plusieurs beaux privileges, costumes, libertez, exemptions et franchises pour le bien, avancement et augmentation de leurd. ville et chateau, et iceulx leur ont fait expedier lettres patentes en forme de chartres, desquelles la teneur s'ensuyt :

Karolus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis presentibus et futuris quod nos, attendentes quod villa seu castrum Lemovicensis quam dilecti et fideles nostri consules et habitatores ejusdem quantum ad superioritatem et ultimum ressortum, in eisdem habita noticia nostri juris et justicie, nostre obediencie submiserunt, sue fidelitatis constanciam erga nos ostendentes, in nostris frontieris situantur, ex quibus gracia et favore regis dignos censemus eisdem; quapropter, cum oporteat prefatos consules et habitatores onera multa subire, tam propter reparationem clausure, fortificationis et custodie ejusdem ville quam propter reparationem pontium viarumque, itinerum ac fonetium et aliarum necessitatum communium dicte ville, que absque regis provisione supportare nequirent, eisdem concessimus et donamus atque concedimus perpetuo de nostri speciali gratia, autoritate regia et nostre potestatis plenitudine, ut ipsi consules et habitatores moderni et sui successores qui pro tempore fuerint, *soquetum vini*, videlicet duodecimam partem totius vini quod vendetur ad detailum in castro predicto et castellania ejusdem, necnon et impositionem quatuor denariorum pro libra ex quibuscumque mercimoniis et rebus emendis et vendendis, vel minori summa prorata, ibidem imponere, levare et percipere possint et valeant perpetuo pacifice et quiete, quotiens et dum eis placuerit, pro dictis oneribus supportandis et aliis necessitatibus communibus dicte ville, ex ampliori gratia volentes et concedentes eisdem et successoribus eorumdem ut quamquam a perceptione dicti soqueti et impositionis vel alterius eorumdem per aliqua tempora cessaverint seu cessare contingerint, ipsi tamen consules et habitatores et eorum successores possint soquetum et impositionem hujusmodi sua propria autoritate et absque ulteriori requisitione nostre licencie vel successorum nostrorum vel consensus, insimul vel vicissim, prout ab ipsorum perceptione cessaverint, iterum imponere et levare ad sue beneplacitum voluntatis; nos igitur, pro nobis et successoribus nostris, licentiam imponendi et levandi dictum soquetum et impositionem nunc et post cessationes et interruptiones levationis eorumdem quotiens et prout eis et eorum successoribus placuerit, ex nunc concedimus de gracia et autoritate predicta, decernentes ex liberiori nostra gracia quod si de oneribus seu necessitatibus predictis unum vel plures cessarent aliququaliter in futurum, nichilominus prefati consules et habitatores et eorum successores nostra presenti gracia uti valeant perpetuo pacifice et gaudere prout ante, nonobstantibus quibuscumque litteris in contrarium impetratis seu etiam impetrandis quas ex nunc decernimus esse nullius efficacie seu valoris, nolentes, quinimo firmiter inhibentes perpetuo pro nobis et successoribus nostris ipsos consules, habitatores, presentes et futuros, seu eorum ali-

quem ad reddendum de commodis et emolumentis dictorum soqueti et impositionis compotum quaecumque compelli, neque compotum de predictis nobis aut successoribus nostris aliquo modo reddere teneantur. Quapropter damus tenore presentium in mandatis omnibus et singulis iusticiariis et officiariis nostris presentibus et futuris et eorum locatenentibus et eorum cuilibet, ut ad eum pertinuerit, quatenus dictos consules et habitatores et eorum successores nostra presenti gratia uti faciant et gaudere perpetuo pacifice et quiete, non molestantes seu molestari permittentes eosdem in contrarium aut turbari, volentes ex veteriori nostra gratia transcripto autentico seu copie presentium litterarum fidem plenariam in iudiciis et extra sicut et originalibus adhiberi. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, sigillum nostrum his presentibus litteris duximus apponendum. Datum Parisiis, vicesima sexta die mensis decembris, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo primo, et regni nostri octavo.

Ainsi signé sur le reply desd. lettres : Per regem : TABARI.

Karolus, Dei gratia Francorum rex. Regalis providentia ad subditorum tranquillitatem et pacem deducens sue consideracionis intuitum, propter utilitatem rei publice quam private censet utique preferendam, recte existimat aliqua quandocumque fieri que essent alias non factura. Notum itaque facimus universis presentibus et futuris quod cum dilecti nostri consules et habitatores ville seu castri et castellanie Lemovicensis, quos clare memorie charissimus dominus genitor noster per tractatum concepte concordie inter ipsum, ex parte una, et Edwardum Anglie, ex altera, dicti Edwardi obedientie et subiectioni submitit, qui, rupto federe pacis et concordie juramento vallate, guerram nobis noviter suscitavit, habita per eosdem consules et habitatores noticia nostri juris et justicie in huiusmodi facto guerre, se et villam seu castrum et castellaniam predictos nostre submitserunt obedientie, nobis et nostris successoribus ut fideles subditi servituri, desiderabiliter affectantes sub nostro immediato dominio perpetuis temporibus remanere, nos, attendentes laudem dignum dictorum consulum et habitatorum in hoc parte propositum processisse ex fervore dilectionis et amoris quos ad nos et predecessores nostros decursis temporibus habuerunt, considerantes insuper quod ex submissione predicta immensa nobis et reipublice regni nostri provenit utilitas et ad hoc rebelem vicinam patriam aquirendam, facultas, aliisque justis consideracionibus utilitatem ejusdem reipublice concernentibus excitati, cupientes suo desiderio complacere ut ferventius in suo fidelitatis constancia perseverent, villam seu castrum et castellaniam predictam cum omnimoda jurisdictione alta, media et bassa, mero et mixto imperio, universaque et singulis censibus, redditibus, peagiis, domibus, molenis et quadam mota sive flatu sita super duo stagna dicte ville, nec non aliis proprietatibus rebusque aliis universis quos et quas charissima consanguinea nostra, Johanna, ducissa Britannie, uxor quondam charissima consanguinei nostri, Karoli de Blesis, ducis Britannie, in predictis dicit et asserit se habere, dominio nostro et corone nostro Francie immediate unimus annectimus et adjungimus, unitasque et annexas perpetuo

tenore presentium esse decernimus et etiam ordinamus, pro nobis et successoribus nostris in futurum, ex nostris certa scientia, autoritate regia et nostre potestatis plenitudine et gratia speciali, efficientes dictos consules et habitatores modernos pariter et futuros nostros et successorum nostrorum immediatos subditos perpetuo, absque eo quod ab eodem dominio seu corona Francie et immediata ipsius subjectione et dominio, titulo donationis, partagii, translationis seu transporti in quacumque persona cujusque conditionis aut status, aut ratione reformande pacis vel alterius cujuscunque tractatus alio vel quovis titulo, necessitate vel commodo, possit aut valeat ullo unquam tempore dijungui, amoveri seu etiam separari, dictosque consules et habitatores et eorum successores adversus quoscunque petentes vel petituos jus aliquod immediate subjectionis, juridictionis, meri et mixti imperii et obediencie ac omnium et singulorum premissorum in eosdem defendimus nostris propriis sumptibus et expensis, et ex nunc protunc onus defensionis hujusmodi in nos pro nobis et successoribus nostris assumimus per presentes, eo tamen adhibito moderamine quod dictis consulibus habitatoribus et eorum successoribus propter unionem et adjunctionem hujusmodi, in eorum juridictione, franchisiis, consuetudinibus ac libertatibus et aliis juribus quibuscunque nullum prejudicium gignetur, recompensationem debitam juris hujusmodi, si quid prefate consanguinee nostre pertinuerit, impensarii de hommagli insuper dicte ville seu castri et castellanie quod religiosi abbas et conventus ecclesie sancti Marcialis Lemovicensis pretendunt ad eandem ecclesiam pertinere, recompensationem congruam faciemus, prout ratio suadebit, sic quod dicti consules et habitatores superiorem alium preter nos cognoscere non habebunt, sed de his omnibus remanebunt perpetuo pacifici et securi. Que omnia et singula premissa tenere et teneri et compleri facere perpetuo promittimus bona fide et juramus tactis sacrosanctis evangeliiis, et ad ea tenenda firmiter et inviolabiliter observanda nos et successores nostros teneri volumus, nos que et ipsos obligamus per presentes cunctis temporibus duraturas, decernentes ex nunc pro tunc quicquid per nos aut ipsos vel eorum alterum secus factum fuerit viribus omnino carere, volentes ex uberiori nostra gratia transcripto autentico seu copie presentium litterarum fidem plenariam in judiciis et extra sicut et originalibus adhiberi. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Datum Parisiis, in hospitio nostro juxta sanctum Paulum, xxviii^a decembris, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo primo, et regni nostri octavo.

Ainsi signé sur le reply desd. lettres : Per regem : TABARY.

Charles, par la grâce de Dieu roi de France, savoir faisons à tous présens et à venir que Nous, qui tres grandement nous reputons estre tenuz à nos amez et feauls les consulz et habitans de nostre chastel de Lymoges pour les bons, loiaulx et agreables services qu'ilz ont faitz à nos predecesseurs et à nous au temps passe et pas espécial nagueres; car, pour cause de la souve-

raineté et ressort que nous avons eu la duché de Guyenne, ils se sont soumis en nostre obeissance, et nous ont recogneu à leur souverain seigneur, et esperons aussi qu'ilz nous facent un temps advenir de bien en mieulx, et aussi pour le profit et bien publicque, en sur ce tres grand advis et tres bonne délibération de ceulx de nostre lignaige et autres de nostre conseil, avons ausd. consulz et habitans de notre chastel de Lymoges et à leurs successeurs donné, octroié et delaisé, donnons, octroions et delaissons par ces presentes, de nostre autorite royale et plaine puissance, de grace speciale et certaine science, à toujours, heritalement et perpetuellement le chastel et chastellenie de Lymoges et toutes ses appartenances et appendences, jurisdictions haute, basse et moienne, mere et mixte, impere, cens, rentes, revenuz, peages, maisons, molins et la mote qui est sur les deux estangs du chastel de Lymoges, et autres proprietiez, droictz, debvoirs et autres choses que nostre tres chere et amee cousine Jehanne, duchesse de Bretagne, jadis femme de nostre tres cher cousin Charles de Bloys, duc de Bretagne, et ses enfans ou autres ayans cause d'eulx ou d'aucun d'eulx, ayent ou pourroient avoir, demander ne réclamer en aucune maniere aud. chastel et chastellenie de Lymoges et leurs appartenances et contre les consulz et habitans d'icelle ville de Lymoges, sans y rien retenir; et parmy ce led. chastel et chatellenye, ensemble toutes ses appartenances et appendences dessusd., leur avons delivré et delivrons par ces presentes, et pour ce leur avons promis et jure sur les saintes evangiles de Dieu, promettons et jurons que par nous et nos successeurs ne demanderons ou reclamerons, ferons demander ou reclamer avoir aud. chastel et chastellenye ne autres choses dessusd. ou aucunes d'icelles autrement que dict est, mais les garentirons et défendrons envers tous et contre tous, et par especial envers nostred. cousine, sesd. enfans ou autres aians cause d'eulx, de tous empechemens, domaiges, destourbiers, pour guerre ne autrement en quelque maniere que ce soit, et des maintenant pour lors et pour lors des maintenant nous en deschargeons lesd. consulz et habitans, et nous chargeons de la tuition et défense fere entierement à noz propres coutz, frais, mission et dépens; et d'abondant les choses dessusd. et chacune d'icelles tout en la forme et maniere que déclaré est nous promettons fere ratifier touteffois que besoing sera et requis en serons par lesd. consulz et habitans de lad. ville à nostred. cousine et à ses enfans, et sur ce ausd. consulz et habi-

tans ou à leurs successeurs fere octroyer lettre par notred. cousine ou sesd. enfans ou successeurs, ou autres qui d'eulx auront cause ou aucun d'eulx. Et, pour ce fere et accomplir de point en point selon ce que dessus est dict, sans enfreindre en quelque maniere que ce soit, nous promettons et jurons sur saintes evangiles de Dieu, pour nous et noz successeurs, tenir les choses dessusd. fermes et estables à toujours perpetuelement. Si donnons en mandement par ces présentes à nos amez et feaulx les gens de nos comptes à Paris, à nostre seneschal de Lymosin qui est ou sera pour le temps, et à tous autres justiciers, officiers et subjectz de nostre royaume presens et advenir, et à chascun d'eulx ou à leurs lieutenans que contre la forme et teneur de ces presentes ne procedent ou se ingerent de procéder en aucune maniere au contraire. Ausquelles, pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre grand seel, et les avons fait bailler ausd. consulz et habitans. — Donne à Paris, en nostre hostel de Saint-Pol, le second jour de janvier l'an de grace mil trois cens soixante unze et de nostre regne le huitiesme.

Ainsi signé sur le reply desd. lettres : Par le roy : TABARY.

Karolus, regis Francorum filius, regnum regens, Delphinus Vienne-sis, dux Bicturie et Turonie, comesque Pictavie, notum facimus universis presentibus et futuris quod cum nuper ad Aquitanie portas nos duxerimus transferendos et apud castrum Lemovicense noviter advenimus, loci consulum et habitantium virtutem animosamque industriam et fidelitatis famam eo prestantius animo concepimus, cum vidimus oculis variisque testimoniis eorum constantia apud nos efficaciter extitit comprobata manet gestorum memoria dicta que confirmat effectus (*sic*): nam et illud memorabile castrum, olim famosissimum, nunc vero pristine virtutis conservateque virilitatis non degenerat a tramite, sed habitantium titulis perseveranter insignitum sub regali obedientia constantissime perduravit, et cum guerrarum incursibus undique constringantur exterius, pacem tamen interius, communem defensionem et ordinatissima sue communitatis gubernacula solliciti perquirunt, induxerunt hec et alia magnanimitatis opera felicis recordationis avum nostrum. Karolum, regem inclitum, ut castro illi singulariter afficeretur, sed causam specialem adjecit commendabilis operis exhibitio et firmate subjectionis sincera soliditas, cum enim regio jussu manibus exteris se submisissent, proprio visu patriam regi ditioni iterum submiserunt: meruit tanta fides inviolabile premium quod etiam regia liberalitas non fraudavit cum castrum illud regie corone majestas regia sentit inseparabiliter adjungendum, ipsosque consules et cohabitatores tanta prerogativa donavit ut justiciam inter suos burgonses, cohabitatores et concas-

tellanos, sub regia potestate, sui tamen autoritate consulatus, exercerent, quod adeo in tanta diligentia publicisque affectibus ministrare curaverunt ut locus ille insignis ab hostibus circumvicinis preservatus sit sicque prosperavit et Domino concedente prosperetur (*sic*). — Hoc intuitentes virorumque consulum animos volentes per amplius ad virtutis opera stimulare, nostre liberalitatis aliquod precipuum munus eisdem duximus reliquendum. Ideo volumus et concessimus, volumusque et concedimus de gratia speciali et autoritate regia qua fungimur, eisdem consulibus preteritis, presentibus et futuris, in decus augmentumque honoris ipsius consulatus et loci, burgensium et cohabitantium favorem, ut, velut quod (*sic* : quoddam ?) nobilitatis signo per nos ipsis relicto, quicumque eodem in castro consulatus officio fuerant, sunt et erunt insigniti, feoda nobilia quaecumque possint acquirere, possidere pariter et tenere velut nobiles, libere et absque reprehensione aut redemptione seu difficultate quacumque, quos ad hoc tenore presentium ex nostra certa scientia habilitatimus, illique officio consulatus hunc addicimus honorem ut ipsius adeptione prerogativa predicta consulibus ipsis absque alio titulo, processa aut declaratione protinus adveniat, indultoque hujusmodi perpetuis temporibus gaudeant et utantur : quam quidem concessionem ad feoda acquisita et acquirenda declaramus extendi cancellario regio dilectisque et fidelibus consiliariis domini mei et nostris gentibus presens parlamentum tenentibus et qui futura tenebunt, gentibus compotorum, seneschallo Lemovicensi ceterisque justiciariis et officariis domini mei et nostris, presentibus et futuris, et cuilibet eorumdem, prout ad eum pertinuerit, tenore presentium damus in mandatis quatenus nostro presenti indulto ipsos consules castri Lemovicensis presentes, preteritos et futuros, uti et gaudere faciant et permittant perpetuo firmitatis robur obtineant, presentem curtam nostri sigilli jussimus appensione muniri. Datum apud castrum Lemovicense, predictum mense januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo primo.

Ainsi signé sur le reply desd. lettres : Per dominum regentem delphinum, mareschallo ejusdem domini, domino Mirandolli et aliis presentibus : ALAN. (ALAIN, au *vidimus* de Louis XI.)

Loys, par la grace de Dieu roy de France, au seneschal de Lymosin ou son lieutenant, salut. Receue avons l'humble supplicacion de noz chers et bien amez les consulz, manans et habitans de nostre ville de Limoges contenant que, combien que par privileges à eulx octroiez par noz predecesseurs roys de France et par nous confirmez, lesd. supplians puissent tenir noblement fiefz, et que, nonobstant les fiefz et autres choses nobles qu'ilz tiennent, ilz contribuent à noz tailles et deniers, sans quelque difficulté, à bien grande somme de deniers, par quoy raisonnablement ilz ne doivent estre contrainctz à eulx armer ne suivre les armes, neantmoins nostre amé et feal Loys Gasce, chevalier, qui nagueres a este en Lymosin de par nous

pour faire mectre sur les gens de noz ban et arriereban, a voulu contraindre lesd. habitans de Lymoges qui tiennent noblement de eulx armer, et leur a faict commandement de par nous à certaines peines qu'ilz aillent en nostre armee, et pour ce qu'ilz lui ont allegué et monstre leursd. privileges et qu'ilz sont contribuables ausd. deniers, tendans à fin qu'ilz ne feussent contrainctz à aller en nostre service, icelluy Gasce a mis en nostre main leurs fiefz et autres biens, de laquelle main mise et autres tortz et griefz à eulx faictz et donnez lesd. supplians ou aucuns d'eulz ont appelé à nous et à nostre cour de parlement, et leurd. appel n'ont encores relevé combien qu'ilz soient encores dedans les trois mois à ce introduictz, en nous humblement requérant qu'il nous plaise icelle appellacion mectre au neant sans amende et sur tout leur impartir nostre grace. Pourquoy nous, ces choses considerees et mesmement que lesd. supplians payent la taille et contribuent à nos deniers, ayant aussi consideracion à ce qu'il est bien necessaire que les gens notables de nostre ville y demeurent pour la garde d'icelle en temps d'emynent peril, lad. appellacion interjectee par lesd. supplians, et non relevee, avons mise et mettons du tout au neant de grace especial par ces presentes, sans amende et sans ce qu'ilz soient tenuz icelle relever ne poursuivre en aucune maniere, et avec ce avons octroïé et octroïons ausd. consulz et habitans de Lymoges supplians qui payent la taille et noz autres deniers qu'ilz soient exemptz de venir ni envoyer en nostred. armee, et de ce les avons exemptes et exemptons de grace special par ces presentes. Si vous mandons et commettons par ces presentes que de nostre presente grace, exemption et octroy vous les faictes et souffrez joir et user paisiblement en leur mettant ou faisant mectre leursd. biens pour ce empechez à plaine delivrance, et lesquelz nous y avons mis et mettons par cesd. presentes, nonobstant quelque mandement qui ait este sur ce faict de par nous par maniere de ban et arriere ban, en quoy ne voulons lesd. habitans de Lymoges contribuables et payans tailles estre comprins ne entenduz, et quelzconques ordonnances, mandemens ou defenses à ce contraires. Donne à Chartres, le quatriesme jour de novembre, l'an de grace mil quatre cens soixante sept, et de nostre regne le septiesme.

Ainsi signé : Par le roy en son conseil, DELALORRE.

Ausquelles lectres y a une attache dont la teneur s'ensuyt :

Matheus Bothini, in legibus licentiatas, locum tenens generalis nobilis et potentis domini, domini senescalli Lemovicensis regii, et commissarius regius in hac parte autoritate regia specialiter deputatus, primo servienti regio super hoc requirendo salutem. Visis lictis domini nostri regis, ejusdem sigillo in cera alba impendente sigillitatis, commissionem nostram continentibus, nobis pro parte venerabilium virorum, consulum, manentium et habitantium castri Lemovicarum in eisdem lictis regis mentionatis (*sic* : mentionatorum) exhibitis et presentatis, quibus hec nostre presentes litere sunt ad invicem atachate, et requisiti pro parte qua supra quatenus ad interinacionem sive executionem dictarum literarum regiarum dictam nostram commissionem continentium procedere et intendere vellemus : quapropter nos volentes, ut tenemur, literis et mandatis regis possetenus obedire, vobis ex parte regia precipimus et mandamus, committendo si sit opus, quatenus eosdem supplicantes supranominatos dono, gracia et exemptione de quibus in eisdem literis regis fit et habetur mentio, per dictum dominum nostrum regem eisdem supplicantibus factis, datis et concessis, uti et gaudere faciatis pacifice et quiete, quos nos ex nunc uti et gaudere facimus et volumus per presentes, bonaque ipsorum supplicantium quecumque sint propter hoc impedita ad plenam liberationem ponendo, quibuscunque bannis seu bannerum literis in contrarium factis et impetratis nonobstantibus et aliis, prout dictus dominus noster rex vult et mandat per suas dictas patentes literas, dictam nostram commissionem continentes. Datum Lemovicis, sub sigillo dicte senescalli Lemovicensis, die penultima mensis novembris, anno Domini millesimo cccc sexagesimo septimo.

Ainsi signé : Per prefatum dominum locumtenentem, ALBIAC.

Ludovicus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis presentibus et futuris nos literas felices et inclite recordationis avi nostri vidisse formam que sequitur continentes :

Karolus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, nos literas extractas de registris in thesauro cartarum, registorum et privilegiorum nostrorum existentibus vidisse formas que sequantur continentes :

Karolus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos, ad requestam habitantium ville, castrie et castellanie Lemovicensis extrahi facimus de registris in thesauro cartarum, registorum et privilegiorum nostrorum existentibus, literas
 • formam que sequitur continentes :

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Regalis providentia.....

(*Suivent les lettres du roi Charles V du 28 décembre 1371, qui portent que la ville et la châtellenie de Limoges seront unies inséparablement à la couronne, p. 4-7.*)

In cujus extractus visionis testimonium, sigillum nostrum istis presentibus literis et appositum. Datum Parisiis, mense maii, anno Domini millesimo cccc quinto et regni nostri vicesimo quinto. In quarum

litterarum margine inferiori sic habebatur : « Extractum de precepto vestro, et facta est collatio cum registro litterarum superius insertarum ». J. CHANTEPRIME.

Item aliorum litterarum forma sequitur sub his verbis :

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos, ad requestam habitantium ville, castri et castellanie Lemovicensis, extrahi fecimus de registris in thesauro cartarum, registorum et privilegiorum nostrorum existentibus, literas formam que sequitur continentes :

Charles, par la grace de Dieu roy de France.....

(Suivent les lettres du roi Charles V du 2 janvier 1371 (v. s., 1372), cédant aux consuls et aux habitants de Limoges tous les droits qu'il avait sur les château et châtellenie de ladite ville.)

In cujus extractus visionis testimonium, sigillum nostrum istis presentibus literis est appositum. Datum Parisiis, mense maii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinto et regni nostri vicesimo quinto. In quarum litterarum margine inferiori sic habetur : « Extractum de precepto vestro, et at facta collatio cum registro litterarum superius insertarum. J. CHANTEPRIME. »

Quas quidem literas superius insertas, ac omnia et singula in eis contenta nos gratas, ratas pariter et acceptas, seu rata, grata et accepta habentes ac teneri et inviolabiliter observari volentes, laudamus, approbamus ac ratificamus, et de speciali gracia ac nostre potestatis plenitudine confirmamus per presentes. Quocirca nos dilectis et fidelibus gentibus nostris presens nostrum ac futura Parisiis tenentibus parlamenta, nec non senescallo nostro Lemovicensi ceterisque justiciariis nostris presentibus et futuris, aut eorum locum tenentibus, et cuilibet ipsorum, prout ad eum pertinuerit, districte precipiendo mandamus quatenus consules et habitatores ville nostre, seu castri Lemovicensis in eisdem literis nominatos, modernos pariter et futuros contentis in ipsis literis preinsertis uti et gaudere pacifice faciant et permittant, quinimo facta, attentata seu innovata in contrarium ad statum pristinum et debitum sine difficultate quacumque reducant aut reduci faciant indilata. Quod ut perpetuo stabilitatis robur obtineat, nostrum presentibus literis jussimus apponi sigillum. — Datum Parisiis, mense maii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinto, et regni nostri vicesimo quinto. — Sic signatum : Per regem, ad relationem consilii, J. LE BÈGUE.

Quasquidem literas superscriptas et omnia in eidem contenta ratas et gratas, rataque grataque habentes, eas et ea laudamus approbamus, autoritateque nostra regia et plena potestate confirmamus. Quocirca senescallo nostro Lemovicensi ceterisque justiciariis nostris, aut eorum locum tenentibus, presentibus et futuris, tenore presentium damus in mandatis quatenus supra dictos consules et habitatores dicte nostre ville.

seu castri Lemovicensis, nostris presentibus ratificatione et confirmatione uti et gaudere faciant et permittant, nullam molestiam sive impedimentum eis in contrarium inferentes, seu inferi permittentes quoquomodo : quod si illatum foret, illud ad statum pristinum et debitum reducant seu reduci faciant indilate. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, nostris presentibus jussimus apponi sigillum, nostro tamen in ceteris et alieno in omnibus juribus semper salvis. Datum apud villam Sancti Juniani, mense julii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo tertio, et regni nostri secundo.

Ainsi signé : Per regem, domino du Tau, magistro Georgio Havart et aliis presentibus : LE PRÉVOST.

Charles, par la grace de Dieu roy de France, savoir faisons à tous presens et à venir nous avoir receu l'humble supplicacion de noz chers et bien amez les consulz, bourgeois, manans et habitans de nostre ville et chastel de Lymoges, contenant que jà pieca feu de bonne memoyre le roy Charles septiesme, nostre ayeul, leur octroia certain privilege qui depuis leur fut ratifié par feu nostre tres cher seigneur et pere, que Dieu absoille, par ses lettres patentes, desquelles ont dict la teneur estre telle :

Ludovicus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis presentibus et futuris nos literas charissimi domini et progenitoris nostri, in cera viridi sigillo suo sigillatas, bene dilectis et fidelibus consulibus et habitantibus ville nostre Lemovicensis concenas vidisse, formam que sequitur continentes :

Karolus, regis Francorum filius, ...

(Suivent les lettres du régent, plus tard Charles VII, en date de Limoges, au mois de janvier 1424 (v. st.), qui accordent aux consuls de Limoges l'exemption du droit de francs-fiefs, p. 9-11.)

Quasquidem literas suprascriptas et omnia in eisdem contenta ratas et gratas, rataque et grata habentes, eas et ea laudamus, approbamus auctoritateque nostra regia plena potestate confirmamus per presentes. Quocirca dilectis et fidelibus consiliariis nostris, gentibus nostrum presens et que futura tenebunt parlamenta, seneschallo Lemovicensi ceterisque justiciariis nostris, seu eorum locum tenentibus, presentibus et futuris, et cuilibet eorumdem prout ad eum pertinuerit tenore presentium damus in mandatis quatenus supradictos consules et habitatores predictae ville Lemovicensis nostris presentibus ratificatione, confirmatione et concessione uti et gaudere faciant et permittant, nullam molestiam sive impedimentum in contrarium inferentes seu inferi patientes quoquomodo. Quod ut futurum (*sic* : firmum) et stabile permaneat in futurum, nostrum presentibus jussimus apponi sigillum, nostro tamen in ceteris et alieno in omnibus juribus semper salvis. Datum apud

villam Sancti Juniani, mense julii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo tertio, et regni nostri secundo. — Sic signatum supraplicam : Per regem, domino du Lau, magistro Georgio Havart et aliis presentibus : LE PRÉVOST. — Visa. Contentor : GAUVIGNEAU.

Lesquelz bourgeois, manans et habitans nous ont humblement supplie et requiz que nostre plaisir soit, attendu le long temps qu'il y a que led. privilege leur fut octroie par nostred. ayeul, et les causes justes et raisonnables qui à ce le meurent contenues et declarees en sesd. letres dessus transcriptes en lad. ratification de nostred. feu s^r et pere, il nous plaise leur pareillement ratifier, louer, approuver et confirmer led. privilege et sur ce leur impartir nostre grace : pourquoy nous, ces choses considerrees, inclinant liberalement à la supplication et requeste lesdictz consulz, bourgeois, manans et habitans, lesd. letres dessus transcriptes et le tout contenu en icelles, en tant et pourtant que eulx et leurs predecesseurs en ont deurement joy et use le temps passé, avons, par l'avis et deliberacion des princes et seigneurs de nostre sang et autres gens de nostre grand conseil, louees, ratifiees, approuvees et confirmees, louons, ratifions, approuvons et confirmons par ces presentes.

Et en oultre, pour ce que lesd. supplians nous ont semblablement fait remonstrer que, combien de toute anciennete ilz eussent acoustume de fere et elire chascun an douze consulz en lad. ville et chastel des douze plus notables d'entre eulx qui avoient la garde des clefz d'icelle, par le sens et bonne conduite desquelz et des conseillers de lad. ville tous les affaires communs d'illec eussent tousjours acoustume d'estre regiz, gouvernez et administrez, et que aucun destourbier ou empeschement ne leur deust avoir este fait, mis ou donne en la jouissance dud. consulat ne administracion des deniers communs, neantmoins puis certain temps en ça *François de Pontbriant*, qui n'estoit aage ne experimente en fait et administracion de chose publique, tendant à son singulier profit, fait tant et pourchassa par convoytise envers nostred. feu S^r et pere que par importunite ou autrement il fut par luy fait et cree *maire de lad. ville et chastel sa vie durant*, à l'occasion de laquelle creacion luy ou son lieutenant en lad. mairie ont tousjours depuis pris et attribue à eulx la garde desd. clefz, et n'ont este esleux, mis et ordonne ne establiz aud. consulat aucuns personnages sinon du consentement et volonte dud. de

Pontbriant, lequel a attribuez et appliquez à son singulier profit les deniers communs de lad. ville ou la pluspart d'iceulx, dont à ceste cause plusieurs appellations ont este de la part desd. supplians interjectees, lesquelles, obstant le port (*sic*) et faveur que led. de Pontbriant avoit envers nostred. feu Sr pere, ilz n'ont peu relever comme ilz nous ont fait apparoir par les presentacions enregistrees au doz des lectres qu'ilz ont faict diligence d'obtenir sur ce, tant en nostre chancellerie que en nostre cour de parlement, soubz umbre de laquelle mairerie se sont à ceste cause meuz et intentez en lad. ville plusieurs differans, questions et debatz entre aucuns desd. habitans, à la grande charge, foulle, oppression et dommage de lad. chose publique, et pourroient encores fere si lad. mairie n'estoit supprimee, esteinte et abolie, requerant à ceste cause sur ce nostre grace et provision. Pourquoi Nous, ces choses considerees, desirans de tout nostre cueur les entreprises et mutations, desordres et inquietacions fetes sur les bonnes villes de nostre royaume estre reprimees, et le faict et estat d'icelles estre restably et remis en si bon ordre et police que leurs affaires communs soient doresnavant regiz par si bonne police que toutes manieres de noises, questions, discordz et debatz soient rejectez et pacifiez, et que lesd. habitans puissent vivre en bonne paix, repos et tranquillite soubz nostre obeissance, led. office de mairie avons, par l'advis et deliberacion que dessus, supprime, aboly et estainct, supprimons, abolissons et estaignons, et mettons du tout au neant par cesd. presentes. Et avons voulu, ordonne et octroie, voulons, ordonnons et octroions que lesd. habitans puissent doresnavant elire chascun an telz douze consulz en lad. ville que bon leur semblera, et jouir et user dud. consulat et des droictz, prerogatives, libertez et franchises qui y appartiennent tout ainsi qu'ilz faisoient et avoient acoustume de fere paravant lad. creation et jour de l'empeschement à eulx ainsi faict et donne en la jouissance de leursd. priuilegez et *mairie de lad. mairie* (*sic*), nonobstant l'interruption d'icelle joissance ensuyvie à l'occasion d'icelle mairie, que ne leur voulons pour le temps advenir prejudicier en quelque maniere que ce soit. — Si donnons en mandement par cesd. presentes à noz amez et feaulx conseillers, les gens de nostred. cour de parlement à Bourdeaulx, au seneschal de Lymosin, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et chascun d'eulx comme à luy

appartiendra, que de nos presens, grace, ratification, approbation, abolition, ordonnance et octroy ilz facent, seuffrent et laissent lesd. consulz, bourgeois et habitans presens et advenir joyr et user plainement et paisiblement sans leur fere ne souffrir estre faict, ores ne pour le temps advenir aucun destourbier ou empeschement au contraire, en faisant ou faisant fere inhibicion et defense de par nous *aud. de Pontbriant*, à son lieutenant ou commis et à tous autres qu'il appartiendra, et dont ilz sont requiz sur certaines et grandes peines à nous appliquer, que doresnavant ilz ne se meslent ne entremettent du faict et exercice de lad. mairie, et commandement expres de par nous qu'ilz rendent compte et reliqua es mains desd. consulz à ce appelez, led. seneschal ou sond. lieutenant, de tout ce qu'ils ont prins et usurpe desd. deniers communs et autres biens de lad. ville depuis la creation de lad. mairie, et à l'occasion d'icelle jusques à present, ou que lesd. consulz ou leur receveur ou amis en eussent peu prendre, cueillir et lever si ne feust lad. usurpacion, pour iceulx deniers estre convertiz et emploiez es affaires communs de lad. ville et chastel, et non ailleurs, et, en cas de refus ou delay, les contraignent ou facent contraindre par prise et exploitation de leurs biens d'aucuns en ont à ce sufflsan, sinon par arrest, detention et emprisonnement de leurs personnes et par toutes autres voyes deues et raisonnables, nonobstant oppositions et appellations quelzconques. Et, afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesd. presentes, sauf nostre droict et l'autrui en toutes. Donné à Beaugency, du mois de novembre, l'an de grace mcccciiii^{xx} trois, et de nostre regne le premier.

Ainsi signé : Par le Roy, le duc d'Orléans, comte de Clermont et de Dunoy, les evesques d'Alby, de Cousances et de Périgueux, les S^{rs} de Dampmartin, de Torcy, du Lau, de Vaten et de Lisle et autres presens. CHARBONNIER. Visa. Contentor : DUBAN.

Ausquelles lettres a une attache dont la teneur s'ensuit :

Pierre Charreyron, licencié es loix et bachelier en decretz, conseiller du roy nostre sire, lieutenant general de noble et puissant S^r monseigneur le *gouverneur et seneschal* de Lymosin, commissaire par le roy, nostred. S^r en ceste partie commis et ordonné, veues les lettres patentes dud. S^r scellees de son scel en

cire verd sur lacz de soye, contenans nostred. commission, impetrees et à nous presentees et baillées de la partie des consulz, bourgeois, manans et habitans de la ville et chastel de Lymoges donnees à Beaugency au mois de novembre dernier passé, *signees sur le reply* : « Par le Roy, le duc d'Orléans, comte de Clermont et de Dunoy, les evesques d'Alby, de Coustances et de Périgueux, les S^r de Dampmartin, de Torcy, du Lau, de Vaten et de Lisle et autres presens. Visa. Contentor : J. DUBAN, A. CHARBONNIER. » Ausquelles ces presentes sont attachees soubz le scel de la seneschaucée de Lymosin, Nous, pour les causes contenues esd. lettres, avons permis, souffert et laissé, et, par cesd. presentes, permettons, souffrons et laissons joyr et user plainement et paisiblement lesd. consulz, bourgeois, marchans, manans et habitans d'icelle ville et chastel de Lymoges presens et advenir des ratification, approbation, permission, abolition, ordonnance et octroy dont es lettres de nostred. commission est faicte mention, sans leur fere ne souffrir estre faict ores ne pour le temps advenir aucun destourbier ou empeschement au contraire. Et avons consenty et consentons par la teneur de cesd. presentes à l'enterinement et accomplissement desd. lettres selon leur forme et teneur, et que led. S^r veult et mande par icelles. En tesmoin de ce, nous avons mis et apposé à cesd. presentes le scel de lad. seneschaucée de Lymosin. Donné à Aix, le cinquiesme jour de decembre l'an mil quatre cens quatre vingtz et trois.

Ainsi signé : P. CHARREYRON, lieutenant general et commissaire susd., et par mond. S^r le lieutenant et commissaire : DE BESSE.

Loys, par la grace de Dieu roy de France, au gouverneur seneschal de Lymosin, ou à son lieutenant, salut. Receu avons l'humble supplication de noz chers et bien amez les consulz, manans et habitans de nostre ville de Lymoges, contenant que, combien que, par privilegies à eulx octroiez par noz predecesseurs roys de France *et par nous confirmez*, lesd. supplians puissent tenir noblement fiefz, et que, nonobstant lesd. fiefz et autres choses nobles qu'ilz tiennent, ilz contribuent à noz tailles et deniers sans quelque difficulté à bien grandes sommes de deniers, parquoy raisonnablement ne deussent estre contrainctz

à eulx armer ne suivre les armes, neantmoins soubz ombre de certaine commission à vous adressant pour fere mettre sus les gens de noz ban et arriere-ban, vous avez voulu contraindre lesd. habitans qui tiennent noblement de eulx armer en leur faisant commandement de par nous sur grosses peines qu'ilz eussent à aller *en nostre armee estant en Guienne*, et, combien qu'ilz vous eussent remonstré leurd. privileges, et qu'ilz sont contribuables à nosd. deniers, et par ce exemptz de nosd. ban et arriere-ban, neantmoins les avez voulu contraindre aller ou envoyer ausd. ban et arriere-ban, qui seroit enfraindre leurd. privileges, dont aucuns d'eulx se sont portez pour appellans, et à ceste cause se sont tirez devers nous, en nous humblement requerant qu'il nous plaise lesd. appellations mettre au neant sans amende, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoy nous, ces choses considerees, et mesmement que lesd. supplians paient la taille et contribuent à noz deniers, en faveur aussi et consideracion de la bonne amour et loyauté en laquelle lesd. supplians se sont maintenuz envers nous et noz predecesseurs, et qu'il est necessaire que les notables de lad. ville y demeurent en temps d'eminent peril pour la garde et tuition d'icelle, lesd. appellations interjectees par aucuns desd. supplians et non relevees, avons mises et mettons au neant, sans amende, de grace special par ces presentes, sans ce qu'ilz soient plus tenuz icelles poursuivre ne relever en aucune maniere, et avec ce avons octroïé et octroions ausd. consulz et habitants de Limoges supplians qui paient tailles et noz autres deniers *pour raison de leurd. heritages nobles* qu'ilz soient exemptz de venir et envoyer en noz ban et arriere-ban de noz guerres, et de ce les avons exemptez et exemptons de grace spécial par ces presentes. Si vous mandons et mettons par cesd. presentes que de nostre presante grace, exemption et octroy vous les faictes, souffrez et laissez joyr et user plainement et paisiblement, en leur mettant ou faisant mettre leurd. biens pour ce empechez à plaine delivrance, et lesquelz nous y avons mis et mettons de grace special par ces presentes, *nonobstant quelque mandement qui ait esté sur ce fait de par nous par maniere de ban et arriere-ban*, en quoy ne voulons lesd. habitans de Lymoges supplians, contribuables et païans taille *pour raison desd. choses nobles*, estre compris ne entenduz, et quelconques ordonnances, mandemens ou defenses à ce contraires, *pourveu que lesd. supplians se tiendront suffisamment armes pour la tuition et defense de lad. ville.* — Donné à Bloys, le

deuxiesme jour de mars, l'an de grace M v^e et douze, et de nostre regne le quinziesme.

Ainsi signé : Par le roy : ROBERTET.

Germain de Bonneval, chevalier, S^r dudit lieu, de Blanchefort, de Chevoultonne, et baron de Courraze, conseiller et chambellan ordinaire du roy nostre sire, *seneschal et gouverneur de Lymosin*, aux commissaires qui sont ou seront commis et ordonnez à mettre sus et fera assembler le ban et arriere-ban, et à tous les justiciers, officiers et subjectz du roy nostred. S^r, salut. Veues par nous les lettres patentes du roy nostred. S^r par luy octroiees aux consulz, manans et habitans de la ville de Lymoges cy attachees soubz nostre scel, par lesquelles, et pour les causes contenues en icelles, le roy nostred. S^r a mis et met au neant certaines appellations interjectees de nous par lesd. manans et habitans sans amende, et avec ce a octroie icelluy S^r ausd. manans et habitans *qui paient taille et autres deniers pour raison de leurs heritages nobles* (qu'ilz ne soient tenuz aller ne envoyer aud. ban et arriere-ban, et duquel ban et arriere-ban le roy nostred. seig^r les a exemptez ainsi qu'il est plus à plaire contenu et déclaré esd. lettres, consentons en tant que à nous est et qu'elles sont à nous adressantz, comme dit est, l'enterinement d'icelles, et que lesd. manans et habitans en jouissent et usent selon leur forme et teneur, et tout ainsi que le roy nostred. S^r le veult et mande par icelles. Donnée soubz le scel de nos armes, le premier jour de may l'an mil cinq cens et treize.

Ainsi signé : BONNEVAL et LE FLAMANC, par le commandement de mond. S^r.

Tous lesquelz privileges, libertez, exemptions et franchises, ensemble le contenu esd. chartres leur ont depuis esté consecutivement confirmees par les roys de France à leur advenement à la couronne, soubz la vraye obeissance desquelz iceulx supplians se sont montrez vrais subjectz en obeissant feablement tant en temps de guerre que de paix, au moien de quoi ilz ont toujours joy et usé esd. privileges, franchises et libertez paisiblement sans aucune contradiction avec des droictz de consulat et communauté jusques au jour du trespas de feu nostre tres cher S^r et beau-pere le roy, que Dieu absoille, qui, de ce adverti, des sens et bonne conduite des conseillers de lad. ville, direction et

administration de la chose publique, qui ce moiennant estoit venue à grant augmentation, leur en donna ses lettres en forme deue, lesquelles sont cy attachees soubz le contrescel de nostre chancellerie, nous humblement requerans qu'il nous plaise, à nostre nouvel et joyeux advenement à la corone, les entretenir en leursd. privileges, franchises, libertez et exemptions, et iceulx confirmer, rattifier et approuver, et leur en permectre joyr et user tout ainsi que ont faict nosd. predecesseurs. Pourquoy Nous, ces choses considerees, desirans de tout nostre cuer que les bonnes villes de nostred. royaume soient entretenues en bon ordre et police, à ce que les habitants d'icelles puissent vivre en bonne paix et tranquillité soubz nostre obeissance, en obtemperant à la tres instante priere et requeste que nostre tres chere et tres amee dame et mere nous a faictes d'entretenir tous et chacuns nos subjectz en leurs privileges et coustumes, avons ausd. consulz, bourgeois, manans et habitans supplians iceulx leurs privileges, franchises, libertez, exemptions et coustumes, ensemble tout le contenu desd. lettres dessus escriptes, à eulx concedez par nosd. predecesseurs, confirmez, louez, ratifiez et approuvez, confirmons, louons, ratifions et approuvons de grace speciale, plaine puissance et autorité royale, par ces presentes, pour en joyr par eulx et leurs successeurs plainement et paisiblement, tout ainsi que eulx et leursd. predecesseurs en ont par ci-devant joy et usé, joissent de present justement et deurement. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez et feaulx conseillers, les gens tenans nostre court de parlement à Bourdeaulx, au seneschal de Lymosin et juge du pariage de la cité de Lymoges et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans et commis presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens confirmation, ratification, approbation et octroy ilz facent, seuffrent et laissent lesd. consulz, bourgeois, manans et habitans supplians et leurs successeurs joyr et user plainement et paisiblement et perpetuellement, sans leur fere ne souffrir estre faict, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, mais si aucune chose leur estoit faicte au contraire, le reparent et mettent, ou facent reparer et mettre incontinant et sans delay au premier estat et der. Car tel est nostre plaisir. Et, afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesd. presentes, sauf en autres choses nostre

droict et l'antruy en toutes. Donné à Paris, au mois de janvier, l'an de grace m. cinq cens et quatorze, et de nostre regne le premier. — Constat en rasure : « Upar ci devant joy et usé, joissent de present justement et deuement ». HURULT. — Sans prejudice du droict prétendu par le roy de Navarre et du proces pendant en la court de parlement. AUBILLOT.

Signé sur le reply : Par le roy : DU TILLET, et au bout :
Visa et scellé du grant scel en cire verd sur lacz de soye.

Germain de Bonneval, chevalier, Sgr^e dud. lieu de Bonneval et de Blanchefort, baron de Corraise et de Chefboutonne, conseiller et chambellan du roy nostre sire et son gouverneur et seneschal de Lymosin, commissaire royal en ceste partie. Veues les lettres patentes du roy nostre sire, scellees de son grand scel en cire verd sur lacz de soye, contenans nostre commission, impetrees et à nous présentees de la partie des consulz, manans et habitans de la ville, chastel et chastellenye de Lymoges, donnees à Paris ou mois de *fevrier* (*sic*) dernier passé, signees sur le reply : « Par le roy, DU TILLET : visa », ausquelles ces présentes sont attachees, Nous, pour les causes en icelles contenues, avons fait, permis, souffert et laissé, et par ces presentes faisons, laissons, permettons et souffrons joyr et user plainement et paisiblement lesd. consulz, manans et habitans d'icelle ville, chasteau et chastellenye de Lymoges, presens et advenir, des ratification, confirmation, approbation et permission des privileges ordonnees et octroies par led. S^r esd. consvlz, manans et habitans, et dont esd. lettres de nostred. commission est faicte mention, sans leur fere ne souffrir estre fait, ores ne pour le temps advenir, aucuns destourbier ou empeschement au contraire, et avons consenty et consentons par la teneur de ces presentes en tant que à nous est à l'interinement et accomplissement desd. lettres selon leur forme et teneur, et que led. S^r le veult et mande par icelles. Et, en tesmoin de ce, avons signé ces presentes de nostre seing manuel, et fait seeller du scel de noz armes, le vingt septiesme de mars l'an mil cinq cens et quinze.

Ainsi signé : BONNEVAL. Par commandement de mond.
S^r Flequart.

Henry, par la grace de Dieu roy de France, à tous presens et advenir salut. Savoir faisons nous avoir receu l'humble supplication de nos chers et bien amez les consulz, bourgeois, manans et habitans de nostre ville de Lymoges, contenant que, pour bonnes causes et consideracions, leur ont de longtems par noz predecesseurs roys esté donnez et octroiez plusieurs beaux priviliegies, octroiz, franchises et libertez, iceulx confirmez et continuez de regne en regne, mesmes encores par le feu roy nostre tres honnoré S^r et pere, que Dieu absoille, et desquelz lesd. supplians ou leurs predecesseurs ont joy et usé jusques à present sans aucun contredict; touteffois, au moien du trespas de nostred. feu S^r et pere, ilz se doutent à l'advenir y estre empechez. A ceste cause nous ont tres-humblement faict supplier et requerer leur impartir sur ce noz grace et liberalité: pour ce est-il que nous, liberalement inclinant à la supplication et requeste desd. supplians, et en consideracion de la bonne amour et fidelité qu'ilz ont toujours portees à la corone de France, les voulant pour ce entretenir en tous et chacuns leursd. privileges, octroiz, franchises et libertez, iceulx leur avons continuez et confirmez, continuons et confirmons de noz certaine science, plaine puissance et autorité royale par ces presentes, pour en joyr par eulx et leurs successeurs doresnavant tant et si avant et par la forme et maniere qu'ilz en ont ci-devant deuement et justement joy et usé et joissent encore de present. Si donnons en mandement, par cesd. presentes, à noz amez et feaulx conseillers, les gens tenans nostre court de parlement à Bourdeaux, seneschal de Lymosin, juge et garde de noz scelz aud. pays de Lymosin et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx, si comme à luy appartiendra que de noz presens continuacion et confirmacion ilz facent, seuffrent et laissent lesd. supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans en ce leur fere mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné ores ne pour le temps advenir aucun empeschement au contraire, et lequel, si faict, mis ou donné leur avoit esté, ilz reparent, remettent ou facent reparer et mettre incontinant et sans delay au premier estat et deu. Car tel est nostre plaisir. Et, afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesd. presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'altruy en toutes. Donné à Fontainebleau, au moys de mars, l'an de

grace mil cinq cens quarante sept, avant Pasques, et de nostre regne le premier.

Ainsi signé sur le reply : Par le roy, MATHIEU. Visa.

Contentor : COEFFIER. Et scellée du grand scel en cire verd sur lacz de soye.

Gaultier Bermondet, Sr de Saint-Laurens-sur-Gorre et de La Quintane, conseiller du roy nostre sire, lieutenant general en la seneschaucee de Lymosin au siege de Lymoges, commissaire royal en ceste partie. Savoir faisons que nous seans en jugement de la partie des consulz, bourgeois, manans et habitans de la ville de Lymoges, comparans par M^e Simon Descoustures, licentié ez droictz, advocat an present siege et l'un desd. consulz, tant pour luy que pour ses autres consulz de lad. ville, lequel, en presence des advocat et procureur du roy en la presente seneschaucee, c'est assavoir de honorables M^{rs} Joseph de Beaune, advocat, et Pierre Ardent, procurer dud. Sr, a présenté les lettres du roy nostre sire à present regnant en forme de chartre et edict de confirmation des beaulx privileges, octroiz, franchises, libertez et exemptions donnez et concedez ausd. consulz, bourgeois, manans et habitans dud. Lymoges, donnees à Fontainebleau au mois de mars m. v^e quarante-sept, signees : « Par le roy, MATHIEU » ; scellees en cire verte sur lacz de soye avec le visa et contentor : COEFFIER; et icelluy a requis la lecture et publication, afin qu'on n'en puisse pretendre cause d'ignorance, et neantmoins l'exécution d'icelles, comme par lesd. lettres nous est commis et mandé : lesquelles lettres par nous veues avons ordonné estre leues et publiees, ce que a esté à haulte et intelligible voix par le commis du greffier, et interpellé lesd. advocat et procureur du roy s'ilz ont causes pour empescher l'exécution desd. lettres, comme par icelles est contenu, lesquels ont dict avoir veu les privileges contenuz et describez (sic) es-lettres et chartre de feu bonne memoire le roy François dernier decédé, et lesd. lettres de confirmation, et consentent à l'interinement selon le bon plaisir et vouloir du roy déclaré et contenu en icelles. Parquoy, veu par nous lesd. lettres de confirmation ausquelles ces presentes sont attachees, avons concedé acte de la lecture et publication d'iceles. Et, par les causes y contenues, avons fait, permis, souffert et laissé, et par ces presentes, faisons, laissons et permettons joyr et user plaine-

ment et paisiblement lesd. consulz, bourgeois, manans et habitans de la ville de Lymoges presens et advenir des priviliegé, octroiz, franchises et libertez dont esd. lettres de confirmation, continuacion et approbacion est fete mention, sans leur faire ne souffrir estre fait, ores et par le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire; et inhibition et defense à tous les subjectz du roy n'y contrevenir, à peine d'amende arbitraire aud. Sr appliquer. Et donnons en mandement au premier sergent royal sur ce requis signifier à tous ceulx qu'il appartiendra et de ses exploitz fere deue relation. Donné et fait judiciairement à Lymoges, en l'auditoire royal de la court de le seneschaucée de Lymosin, le neufiesme jour du mois d'avril l'an mil cinq cens quarante-huit.

Signé : BERMONDET, et DESVIGNES, commis du greffier.

François de Pontbriant, chev^{er}, Sr de Montreal et de Chapdueil, capitaine pour le roy du chasteau de Bregeirac, conseiller et chambellan dud. Sr, son gouverneur et seneschal de Lymosin. A tous qu'il appartiendra, salut. Savoir faisons que le jourduy soubz escript, les advocat et procureur du roy en la seneschaussee de Lymosin, comparans en leurs personnes, ont requis estre par nous ordonné que les consulz, manans et habitans de ceste ville de Lymoges monstrent et enseignent des priviliegés, si aucuns en ont, par lesquelz ilz pretendent estre exemptz du service ou contribution de ban et arriere-ban du hault pays de Lymosin, et, à default de en monstrent, estre donné default contre eulx et chacun d'eulx o le profit de l'ordonnance. Surquoy et par advis de Mess^{rs} Chantoys, lieutenant criminel, Lamy, lieutenant particulier, avons ordonné que lesd. consulz, manans et habitans de Lymoges monstrent et enseigneront de leursd. priviliegés, si aucuns en ont, dans dimenche prochain, *en la ville de St-Junian*, ou cependant autrement et à default de ce fere, a esté donné default contre eulx avec mainmise, suyvnt les ordonnances du roy. Et leur sera signifié par le premier sergent royal sur ce requis auquel a esté donné en mandement de ce fere. Fait à Lymoges, le neufiesme jour d'octobre l'an m. v^e quarante-huict. Et led. jour, ce que dessus a esté signifié ausd. consulz en la maison commune de consulat de lad. ville, parlant à M^{re} Simon Descoutures, Leonard Deschamps, Jehan Veyner (*sic*) et Pierre Thomas, consulz de lad.

ville, qui ont fait response qu'ilz porteroient presentement leurs privileges, comme Jehan Reynier, sergent royal, nous a rapporté par son exploit. Et tost apres ont comparu par devant nous lesd. qui ont présenté et exhibé, en presence desd. advocatz et procureur du roy, leurs privileges à eulx baillez et octroiez par les feuz roys de France, et confirmez par le roy moderne, mesmes la confirmation du feu roy en laquelle sont inserez lesd. privileges de lad. ville donnees à Paris au moys de janvier l'an mil v^e quatorze, avec les lettres d'attache et executoires de lad. confirmation, aussi la confirmation du roy donnee à Fontainebleau, au mois de mars, l'an m. v^e quarante-sept, avec l'acte de la publication et execution, presens messieurs les gens du roy en la presente seneschaussee, desquelz ont toujours joy et usé paisiblement, sans jamais on soit venu au contraire; nous requerant, iceulx veuz, estre par nous declarez exemptz de fere service et contribuer aud. ban et arriere-ban. Parquoy, veu leur dire et pieces exhibees, et oyz lesd. advocat et procureur du roy, qui n'ont insisté, que lesd. privileges ne soient tenuz comme par lesd. consulz a esté requiz; à ceste cause, Nous, suivant lesdictz privileges, avons lesd. consulz, manans et habitans de lad. ville de Lymoges declarez exemptz d'aller et contribuer aud. ban et arriere-ban pour ceste fois. Faict à Lymoges, led. jour, m. v^e quarante-huit.

Signé : PONTBRIANT. Par commandement de mond. Sr le gouverneur : BIAYS, greffier.

François de Pontbriant, chevalier, Sr de Montréal et de Chapdueil, capitaine pour le roy du chasteau de Bregeyrac, son gouverneur et seneschal de Lymosin, à tous qu'il appartiendra SALUT. Savoir faisons que, veue la requeste à nous presentee par les consulz, manans et habitans de la ville de Lymoges aux fins de declarer exemptz et privilegiez de service et contribution du ban et arriere-ban pour raison des fiefz nobles, censives et autres choses noblement tenues par eulx et chacun d'eulx, attendu que, par privilege royal confirme par le roy moderne sont privilegiez et exemptz, et estre desenrollez et raiez des rolles d'icelluy, et neantmoins estre inhibé de les fatiguer et molester pour cause de ce en aucune maniere, et veuz aussi leurs privileges et confirmations d'iceulx, tant du feu roy donnees à Paris au moys de janvier m. v^e quatorze, et

autre confirmation du roy moderne donnée à Fontainebleau au mois de mars m. v^e quarante-sept, avec l'acte de la publication et execution, et oys sur ce les advocats et procureur du roy, qui ont consenty que lesd. supplians soient declarez exemptz et privilegiez au service dud. ban et arriere-ban et contribution à icelluy, suivant leurd. privileges, avons, par l'advis de M^e Gaultier Bermondet, lieutenant general; Maurice Chantois, lieutenant criminel; François Lamy, lieutenant particulier, et Pierre Martin, conseiller au siege de Lymoges, déclaré lesd. consulz, manans et habitans de lad. ville de Lymoges privilegiez et exemptz de service et contribution aud. ban et arriere-ban, *pour ceste fois*, le tout soubz le bon plaisir du roy et *jusques autrement par luy en sera ordonné*. Donné et fait à Lymoges le vingt-sixiesme jour de novembre, l'an m. v^e cinquante-un.

Signé : PONTBRIANT. Par mond. Sr : BIAYS, greffier.

Henry, par la grace de Dieu roy de France, à tous qui ces presentes lettres verront, salut. — Les bourgeois, manans et habitans de nostre ville de Lymoges nous ont fait remonstrer que, combien que par privileges expres à eulx octroiez et concedez par nos predecesseurs roys et par nous confirmez, ilz soient francz, quites et exemptz du fait, paiement et contribution de noz ban et arriere-ban pour raison de biens nobles et autres par eulx tenuz et possédez subjectz ausd. ban et arriere-ban, et que lad. exemption ilz ayent tousjours par ci-devant joy et usé paisiblement sans qu'ilz ayent esté appelez ne enrollez au rolle dud. ban et arriere ban de la seneschaucée dud. Lymosin, et que par eedit nous avons voulu et ordonne que les manans et habitans des bonnes villes de nostre royaume ayans droict de bourgeoisie et exemption de nosd. ban et arriere-ban ne seront tenuz comparoir ne contribuer à iceulx, *sinon que pour tres grande et urgente cause et necessité evidente* il eust esté advisé et conclud par l'advis et deliberacion des princes de nostre sang, auquel cas ilz seroient tenuz comparoir pour celle foy et sans prejudice de leurd. privileges. Neantmoins ceste presente annee François de Pontbriant, seneschal de Lymosin, auroit enrollé, taxé et quotisé plusieurs desd. bourgeois, manans et habitans de lad. ville au fait de nosd. ban et arriere-ban, et s'efforce les contraindre au paiement desd. taxes, cottisacions et services, surquoy lesd. exposans Nous ont tres-

humblement fait supplier et requerrir leur pourveoir. Nous, à ces causes, et apres qu'avons faict veoir en nostre privé conseil lesd. privileges par nosd. predecesseurs et nous octroiez et confirmez à lad. ville de Lymoges, voulant à icelle, *comme à l'une des bonnes anciennes villes de nostre royaume*, conserver et entretenir iceulx privileges, avons, en suivant nostred. ecdit, dict et déclaré, et, de noz certaine science, plaine puissance et autorité royale, disons et déclarons que nous avons entendu et entendons que lesd. manans et habitans de nostred. ville de Lymoges aient, tant en general que particulier, joy et joissent desd. privileges, sans qu'ilz ayent esté ne soient comprins, quotisez, taxez ne contribuables au faict, service et contribution de nosd. ban et arriere-ban en quelque façon et maniere que ce soit. Ains voulons, entendons et nous plaist qu'ilz en demeurent francs, quictes et exemptz comme ilz ont faict jusques à present, sans qu'ilz soient ne puissent estre contrainctz y comparoir ne contribuer, sinon es cas contenus par nostred. ecdit, nonobstant que par les commissions decernees pour le faict, convocation et assemblee de nosd. ban et arriere-ban soit mandé comprendre tous privilegiez et non privilegiez, exemptz et non exemptz. En quoy nous n'avons entendu ne entendons comprendre lesd. exposans; ains les avons, pour les causes que dessus, exceptez et reservez, exceptons et reservons par ces presentes, par lesquelles donnons en mandement à noz amez et feaulx les gens tenans le siege presidial par nous estably en la ville de Lymoges et aux commissaires par nous commis et à commettre pour le faict desd. ban et arriere-ban et à tous noz autres justiciers et officiers qu'il appartiendra que de noz presens declarations et de tout le contenu cy-dessus ilz facent, souffrent et laissent lesd. bourgeois, manans et habitans joyr et user plainement et paisiblement, sans en ce leur fere mettre ou donner ne souffrir estre faict, mis ou donné aucun trouble ou empeschement au contraire. Et, si lesd. bourgeois, manans et habitans ou aucun d'eulx avoient esté contrainctz paier lesd. cottisacions, ou, pour raison d'icelles, aucunes de leurs terres, seigneuries, fiefz ou autres biens avoient esté saiziz, arrestez ou autrement empeschez, leur facent rendre et restituer, et lever et oster lesd. saisies et empeschements, et le tout mettre incontinant et sans delay à plaine et entiere delivrance et au premier estat et deu, en contraignant à ce fere et souffrir tous ceulx qu'il appartiendra par toutes voyes et manieres deues et raisonnables, nonobstant opposition

ou appellation quelzconques, et sans prejudice d'icelles, pour lesquelles ne voulons estre differé; car tel est nostre plaisir. nonobstant quelzconques ordonnances, restrictions, mandemens, defences et lettres à ce contraires. En tesmoin de quoi, nous avons faict mettre nostre scel à cesd. presentes. Donné à Laon, le quinziesme jour de juing, l'an de grace mil cinq cens cinquante-quatre, et de nostre regne le huictiesme.

Ainsi signé : Par le roy en son conseil : DE LAUBESPINE, et scellé du grand scel en double queue de cire jaulne.

Toutes lesquelles pieces cy-devant transcriptes sont attachees soubz nostred. contrescel.

Les gens tenans le siege presidial estably et ordonné par le roy nostre sire en la ville de Lymoges, savoir faisons que huy, soubz escript en jugement, se sont comparuz par devant nous les consulz de la ville de Lymoges en personne, avec Petiot, assistant Barny, leur conseil, lequel, en presence des advocat et procureur du roy, a présenté les lettres-patentes du roy donnees à Laon le quinziesme juin dernier, signees : « Par le roy en son conseil, De Laubespine », et scellees à double queue du grand scel dud. S^r en cire jaulne, contrescellees en plusieurs et divers endroitz, et attachees à certains anciens privileges expres octroiez et concedez par les predecesseurs roys de France par lesd. lettres à present confirmees, par lesquelles les manans et habitans de la presente ville de Lymoges sont francs, quictes et exemptz de faire le service, paiement ne contribution du ban et arriere-ban pour raison des biens nobles et autres par eulx tenuz et possedez subjectz aud. ban et arriere-ban, requerant lecture judiciaire en estre faicte, et lesd. lettres estre interinees selon leur forme et teneur, et icelles interinant, inhibition estre faicte au receveur commis par M^r le gouverneur de les molester pour raison du taux, rolle et quotisacion faict par led. S^r gouverneur, et main levee leur estre baillee et leurs biens estre mis à plaine delivrance, et declarez exemptz à l'avenir dud. ban et arriere-ban suivant leursd. privileges. Maledent, pour le procureur du roy, a dit avoir veu lesd. privileges, et n'avoir causes pour empêcher l'interinement : parquoy, aians fait lire et publier lesd. lettres patentes contenans confirmacions desd. privileges y attachez, avons ordonné que seront enregistrees

es registres du present siege, et avons fait et faisons inhibitions et defenses au S^r *Du Mas* et à tous autres qu'il appartiendra de contrevenir au vouloir et declaration du roy contenuz esd. lettres; et, si aucun trouble ou empeschement leur avoit fait et donné, qu'ilz le remettent incontinent au premier estat et deu, et inhibé desormais de les enroller aud. ban et arriere-ban, et de les empescher en leur libertez et privileges; le tout selon et en suivant lesd. lettres-patentes. Faict à Lymoges, aud. siege presidial, le cinquiesme de decembre mil cinq cens cinquante-quatre.

Signé par mesd. S^{rs} : ROGIER, commis du greffier.

Extrait des registres de la court de la seneschaucee de Lymosin. Entre les consulz de ceste ville de Lymoges, demandeurs et requerans que eulx et autres habitans de lad. ville soient maintenuz et gardez en leurs privileges et libertez, et declarez exemptz et non contribuables au ban et arriere-ban de la seneschaucée de Lymosin, suivant leursd. privileges, d'une part, et le procureur du roy en lad. seneschaucee, defendeur, d'autre; veuz les privileges octroiez ausd. consulz, manans et habitans de lad. ville de Lymoges par les feuz roys, confirmation d'iceulx faicte par le feu roy nostre sire à present regnant, sentences sur ce intervenues par plusieurs gouverneurs et seneschaulx dud. pays de Lymosin, et mesmes par messire François de Pontbriant, gouverneur et seneschal dud. pays, en date des neufiesme d'octobre M. v^e quarante huict et vingt sixiesme de novembre M. v^e cinquante VII (*sic*), acte de la procedure faicte pardevant nous le septiesme jour du present mois de juing, contenant declaration des advocat et procureur du roy qu'ilz ne veulent soubstenir l'appointement donné par led. de Pontbriant contre lesd. consulz, et qu'ilz n'ont causes pour empescher que les habitans dud. Limoges ne joissent desd. privileges confirmez par le roy, ains requierent lesd. privilegez estre gardez suivant le vouloir dud. S^r, avec l'appointement pour, communication faicte au conseil, en estre ordonné comme de raison : le tout considéré, par advis du conseil. Avons maintenu et maintenons lesd. consulz, manans et habitans de lad. ville de Lymoges en leursd. privileges, franchises et libertez, suivant la forme et teneur desd. privileges, et les declarons non subjectz au service dud. ban et arriere-ban de Lymosin, ne à la

contribucion d'icelluy; le tout soubz le bon plaisir et vouloir du roy; et sera la presente sentence signifiée à tous ceulx qu'il appartiendra. *Ainsi signé* : « BERMONDET, F. LAMY, DE LA BORNE, DE LOMÉNIE, SUDUYRAUD, DE GRANDCHAUD ». Et plus bas est escript : Taxé *pro visitacione et consilio* quatre escus. — Prononcé en l'auditoire royal de la court de la seneschaucee de Lymosin par mons^r Bermondet, lieutenant general en absence desd. parties, ausquelles est ordonné que sera signifié le vingtiesme jour de juing l'an mil cinq cens cinquante-quatre. — Et, led. jour mesmes, a esté lad. sentence monstree et signifiée au procureur du roy, qui a faict responce qu'il n'approuvoit la qualité de defendeur, car n'avoit jamais defendu ne empesché que lesd. consulz et habitans de la present ville de Lymoges jouissent de leurs privileges, requerant reparation de lad. instance; autrement proteste icelle fere reparer. Presens honorable M^e Joseph de Beaune, lieutenant et juge magistrat criminel, et Helias Chounyer, sergent royal. Et aussi a esté signifiée à Chartagnac, procureur desd. consulz, qui l'a acceptée.

Ainsi signé : DE DOUHET.

Sur la requeste presentee le premier jour de may mil cinq cens cinquante-cinq à nous, Gaultier Bermondet, S^r de Saint-Laurens et de La Quintane, conseiller du roy nostre sire, lieutenant general en la seneschaucee de Lymosin, au siege presidial de Lymoges, par les consulz, manans et habitans de la ville de Lymoges, contenant que, de tout temps et ancienneté, par privileges à eulx donnez par les roys, ilz sont exemptz pour les fiefz nobles et rentes censives qu'ilz tiennent et possèdent, de venir, envoyer ou contribuer au ban et arriere-ban ordonnez en la seneschaucee de Lymosin sur le faict des guerres; et, pour ce que aucuns y voulurent autrefois mettre empeschement, le feu roy Loys douziesme cassa et adnulla par ses lettres-patentes ce qu'avoit esté faict contre led. privilege et exemption, et d'abondant le leur confirma, comme appert par lesd. lettres-patentes du xii^e mars m. v^e et onze, executees par feu messire Germain de Bonneval, lors gouverneur et seneschal de Lymosin, le premier jour de may m. v^e treize, ce que depuis auroit esté confirmé par le feu roy François premier de ce nom, comme amplement est contenu par ses lettres-patentes en forme de chartre donnees au mois de janvier mil v^e quatorze, et signees : « Par le roy, DU TILLET », et scellees du grand scel du

roy en cire verd à lacz de soye : suivant lezquelz privileges ilz ont joy, usé de lad exemption, et sont esté declarez exemptz par les seneschaulx de Lymosin, et mesmes par messire François de Pontbriant, gouverneur et seneschal à present, oys sur ce les advocat et procureur du roy, et depuis lesd. privileges leur ont esté confirmez et approuvez par le roy nostre sire à present regnant, qui en a semblablement decerné ses lettres-patentes au mois de mars mil v^e quarante-sept, signees : « Par le roy, MATHIEU », qui auroient esté par nous verifiees et enterinees le neufiesme d'avril m. v^e quarante-huict; touteffois, aians esté advertiz que led. gouverneur moderne les auroit de nouveau indeuement quotisez à la contribution dud. ban et arriere-ban, en contrevenant ausd. privileges, se seroient retirez devers le roy nostre sire, qui, aiant fait veoir à son conseil privé lesd. privileges, de sa certaine science, plaine puissance et autorité royale, a dict et déclaré entendre et son vouloir estre que lesd. supplians, tant en general que en particulier, joissent desd. privileges, sans qu'ils feussent contrainctz, taxez, quotisez ne contribuables au faict et service dud. ban et arriere-ban en quelque maniere que ce fust, voulant qu'ilz en demourassent francs, quictes et exemptz, comme est contenu en lad. declaration et lettres-patentes du quinzieme de juing m. v^e cinquante-quatre, signees : « Par le roy en son conseil, DE LAUBESPINE » : ce qui auroit esté verifié et executé le cinquiesme de decembre m. v^e cinquante-quatre par les gens tenans le siege presidial à Lymoges, et par nous aussi, par sentence du vingtiesme de juing m. v^e cinquante-quatre, oyz les gens du roy, feurent maintenuz en leurd. privileges : ce nonobstant, le vingt-quatriesme jour du moys d'avril dernier et autres jours subsequans, lesd. supplians ou aucuns d'eulx tenans fiefz nobles furent appelez ausd. ban et arriere-ban, où ilz presentarent leurs dictz privileges et lettres en presence desd. advocat et procureur du roy et de la noblesse illec assistant; et, pour ce que de leurs dictz privileges appertz notoirement et qu'ilz sont en possession d'en joyr, ont requis, veu ce que dessus, estre declarez exemptz dud. arriere-ban en executant lesd. lettres-patentes et nostred. sentence, et, suivant lesd. privileges, les rayer des rolles dud. arriere-ban, et les declarer d'abondant et par tant que besoin seroit deschargez et exemptz du service et contribution aud. ban et arriere-ban, et inhiber à tous de les plus enroller ne molester pour raison de ce. Oys sur ce les

advocat et procureur du roy, qui ont dict n'empescher l'enterinement de ladite requeste, veuy lesd. privileges et plusieurs autres sentences sur ce intervenues de plusieurs gouverneurs et seneschaulx de Lymosin et leurs lieutenans, ny que lesd. sentences et mesmes la moderne ne soit executee, par ce d'abondant, le tout veu et considere, avons ordonné et ordonnons que lesd. supplians seront desenrollez du rolle dud. arriere-ban suivant leursd. privileges et sentences sur ce intervenues jusques autrement en sera ordonné par le roy. Fait à Lymoges, le huitiesme jour de may m. v^e cinquante-cinq.

Signé : BERMONDET. J. CABAS, commis du greffier.

Les originaux desquelles chartres, confirmation, attaches, entérinements et autres procédures et pieces cy devant transcriptes et inserees nous avons fait veoir et visiter en nostre conseil, où ilz ont esté trouvez sains et entiers et sans vices, fautes ou suspicion, à cause de quoy nousavons faiet à iceulx conferer et collationner lesd. transcriptions et insertion, et, parce qu'elles ont esté trouvees conformes et de mot à mot concordants ausd. originaulx, nous les avons autentiquees et autorisees et, de noz certaine science, pleine puissance et autorité royale, autentiquons et authòrisons, voulons et nous plaist qu'elles facent perpetuellement plaine et entière foy en tout et partout, ainsi que lesd. originaux seroient ou pourroient faire, et sans que lesd. supplians soient aucunement tenuz monstrier ne faire apparoir desd. originaulx en premiere figure ne autrement que par la seule teneur et exhibition des presentes et du *vidimus* deuement fait et collationné à icelles — Et, afin que ce soit chose ferme et estable à toujours, nous avons faiet mettre et apposer notre scel à cesd. presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'antruy en toutes. Donné à Saint-Germain-en-Laye, au mois de juillet de l'an de grâce mil cinq cent cinquante-cinq, et de nostre regne le neufiesme.

Ainsi signé : Visa. Par le Roy, M^e Pierre DE SAINT-MARTIN, M^e des requestes ordinaires de l'hôtel, présent. — BURGENSIS, et plus bas : DE SAINT-MARTIN. Et scellé du grand scel dud. S^r à lacz de soye verte et rouge pendant avec le contrescel dud. S^r.

Collation a esté faite à l'original susdit par moy, notaire et secretaire du Roy.

DE PROUHET (DE DOUHET?), avec paraphe.

CONNÉTABLIE DE LA ROCHELLE

SIMON DE ROCHECHOUART

CONNÉTABLE

VICOMTE DE 1306 A 1316

On donnait autrefois le nom de *connétablies* à des bandes et compagnies de gens de guerre. Froissard appelle ainsi des escadrons et bannières de cavaleries : *constabularia*, *jurisdictio connestabilis*. — *Connétablie* est aussi le nom de la charge de celui qui commande ces compagnies et bandes, *cohortes*, *turmæ*.

On fait dériver le nom de *connétable* du celtique *konincs staphel*, qui signifie *garde du roi*, ou du latin de moyen âge *comes stabuli*, et *cuneus stabilis*. Anne Comnène, dans l'histoire de son père l'empereur grec Alexis Comnène, parle de *connétables*; Pachymère en fait aussi mention.

Le roi Jean de Valois ordonna que ces *connétablies* seraient composées de vingt-cinq à trente hommes, l'an 1354.

Un vieux document de nos archives départementales prouve qu'on avait établi en Limousin cette organisation près d'un demi-siècle avant la réglementation royale.

C'est une longue et étroite bande de parchemin, où Simon de Rochechouart, connétable de La Rochelle, sorte de gouverneur, écrit en latin et en caractères très-difficiles à lire, un état ou liste des chevaliers, écuyers et hommes d'armes qui composaient sa connétablie. Il n'y a point de date; mais j'en ai trouvé une approximative dans l'histoire de la maison de Rochechouart publiée par le général comte de ce nom, à qui j'ai emprunté quelques détails sur le vicomte Simon.

Simon, vicomte de Rochechouart, fils d'Aimery et de Jeanne de Tonnay-Charente, naquit en 1262. Foucaud, son frère, était plus jeune que lui. Agé de onze ans, et quoique aîné de famille noble, il entra dans l'ordre des Dominicains, où il resta trois ans, et en sortit avant d'avoir quinze ans révolus. Le pape le releva de cet ordre monastique après les investigations d'une commission dont faisaient partie Jourdain Tisoni, prévôt de Rochechouart, Amédée de Mont-Cocu (*Monscuculli*), Almode de Marcillac, et autres chevaliers et damoiseaux. Après avoir quitté le froc, Simon prit le titre de seigneur de Saint-Laurent, terre que son père lui avait assignée, et embrassa avec ardeur la carrière des armes; il servit son roi et son pays avec autant de zèle et de dévouement que d'intelligence. Les titres qu'il obtint en récompense de ses services sont adressés à messire Simon, de Rochechouart, chevalier du roi de France, comme il l'écrivit au présent parchemin : Simon ne voulait pas être le chevalier du roi d'Angleterre, mais bien de son seigneur suzerain.

Il fut nommé par le roi de France Philippe le Bel *son conestable de La Rochelle*, l'an 1303, pour avoir empêché le transport des grains à l'étranger, et notamment à l'Espagne. Dans ses lettres-patentes, ce monarque lui donne des témoignages de sa confiance en sa fidélité.

Simon suivit Philippe le Bel avec tous les chevaliers des provinces qui le choisirent pour chef, et prit avec eux une part glorieuse à la bataille de Mons-en-Puelle, gagnée par le roi de France l'an 1304.

Il épousa, cette même année, Laura, fille de Jourdain III, prince de Chabonais, et d'Alix de Montfort, veuve de Raymond IV, vicomte de Turenne.

Il mourut en 1316, et voulut être enterré dans l'église des Dominicains de Saint-Junien.

Le roi de France reçut un legs de trois cents livres, comme un des exécuteurs de son testament.

Simon avait succédé, en 1306, à la vicomté de Rochechouart, après la mort d'Aimery IX, son neveu, qui avait affranchi les habitants, et constitué la commune de Rochechouart ; son parent Foucaud fut gouverneur de La Rochelle.

Je transcris le texte latin de cette pancarte, en développant les abréviations, et je traduis en français, en suppléant par des équivalents aux mots effacés ou aux lacunes.

*Presencia militum et scutiferorum
existentium in muntide (1) et
stabilita Rupelle in secacestre (2)
domini Symonis de Ruppecavardi,
militis domini regis
Francorum et constabularii ejusdem
Rupelle.*

*Chevaliers et écuyers présents au
fort et à la garnison de La Ro-
chelle à la suite de messire
Simon de Rochechouart, che-
valier du seigneur roi des
Français et son connétable à La
Rochelle.*

Idem constabularius.
Gaucelinus de Melhac (3), scutifer.
Fulcaudus de Rupecavardi, scu-
tifer.

Ledit connétable.
Gaucelin de Meilhac, écuyer.
Foucaud de Rochechouart, écuyer.

Amelius Davidis (4), armiger.

Amelius de David, jeune écuyer,
homme d'armes.

P. Dompno (5), scutifer.

P. du Dognon, écuyer.

Deus Lori (6), scutifer.

Dominique de Lori, écuyer.

Jordanus Tiso (7), scutifer.

Jourdain Tison, écuyer.

P. Tethfont (7 bis), scutifer.

P. Tethfont, écuyer.

Guillelmus de Sto-Laurentio (8),
scutifer.

Guillaume de St-Laurent, écuyer.

Hugo Fulcaudi (9), scutifer.

Hugues de Foucaud, écuyer.

Presentes sunt de hospitio domini
constabularii :

Sont présents au logis (hôtel) du
seigneur connétable :

Dominus Guillelmus de Rupe (10),
miles.

Messire Guillaume de La Roche,
chevalier.

Heyraudus Chadens, scutifer.

Heyraud Chadens, écuyer.

Girard de Preunh (11) (biffé).

Effacé Gérard de Preunh.

Ademarus Bechada (12).

Adémar Béchade.

Fulconetus de Chastelluz (13).

Foulquet de Chastellux.

Isti sunt de societate (14) dicti do-
mini Guillelmi de Rupe.

Font partie de l'escouade du sus-
dit seigneur Guillaume de La Roche.

Habuit dictus dominus Guillelmus
pro se et scutiferis predictis viii
vii libras xl solidos xi denarios.

Ledit seigneur Guillaume reçut
pour lui et les écuyers susdits huit
vingt-sept livres quarante sols onze
deniers.

- Dominus Guido Bruni (15), miles. Le seigneur Guy de Brun, chevalier.
- Constantinus Maches (16), scutifer. Constantin Maches, écuyer.
- Geraldus Ruffo (16 bis), scutifer. Gérard Roux, écuyer.
- Geraldus Rotberti, scutifer. Gérard de Robert, écuyer.
- Isti sunt de secacestre dicti domini Guidonis. Ceux-ci sont de l'escouade dudit seigneur Guy.
- Habuit idem dominus Guido pro se et scutiferis suis ix^{xx} libras li solidos inj denarios. Ledit seigneur Guy a reçu pour lui et ses écuyers neuf vingts livres cinquante-un sols quatre deniers.
- Guillelmus de Maruelh (17), scutifer, baro. Guillaume de Mareuil, écuyer et baron.
- Guillelmus de Maruelh, ejus filius, scutifer. Guillaume de Mareuil, son fils, écuyer.
- Bernardus Chabrou (18), scutifer. Bernard Chabrou, écuyer.
- Helias de La Vautta (19), scutifer. Hélié de La Voutte, écuyer.
- P. Chat (20). P. Chapt (?).
- Habuit dictus Guillelmus de Maruelh pro se et scutiferis suis ccx libras. Ledit Guillaume de Mareuil a reçu pour lui et ses écuyers deux cent dix livres.
- Guilhotus Le Breton, scutifer, habuit xxxiii libras xviii solidos. Guillaume Le Breton, écuyer, a reçu trente-trois livres dix-huit sols.
- Thomas Symonis (20 bis), scutifer, habuit xvi libras v solidos. Thomas de Symon, écuyer, a reçu seize livres cinq sols.
- Rotbertus Seguini (20 ter), scutifer. Robert de Séguin, écuyer.
- Perrotus Theobaldi, scutifer, Perrot de Thibaud, écuyer.
- Scolin Rigau (21), scutifer, habuerunt cix libras. Colin Rigau, écuyer, reçurent cent neuf livres.
- Guillelmus Seguini, scutifer. Guillaume de Seguini, écuyer.
- J. Malerant (22), scutifer, habuit xxxii libras v solidos. J. Malerant, écuyer, reçut trente-deux livres cinq sols.
- J. Jolivet, scutifer, habuit x libras. J. Jolivet, écuyer, reçut dix livres.
- Guillelmus Vigerii, scutifer, habuit xix libras xv solidos. Guillaume de Vigier, écuyer, reçut dix-neuf livres quinze sols.
- Sequuntur expensa de nunciis transmissis pro negociis domini regis Francorum. Suivent les dépenses des messagers expédiés pour les affaires du sire roi des Français.
- In primis sunt Dnus W. de Rupe, miles: ivit de Fec et die veneris in festo sancti Thomæ apostoli, et expendit, eundo, et redeundo, et faciendū moram ad curiam (23), xxxviii libras et x solidos. Des premiers sont le seigneur Guillaume de La Roche, chevalier: il alla en France le vendredi avant la fête de saint Thomas apôtre, et dépensa en allant, revenant, et séjournant à la cour, trente-huit livres et dix sols.
- Item die veneris post Cineres, dominus magister Johannes fuit transmissus in Fra, et expendit le seigneur messire Jean fut envoyé en France, et dépensa en allant et

eundo et redeundo, et faciando moram ad eandem, L solidos.

Item die veneris post *Oculi mei* (24), fuit dictus dominus Guillelmus de Rupe, miles, ivit in Fran^{ra} pro negociis domini regis Francorum illustis, et expendit eundo et redeundo, et faciando moram ad curiam, xxxiii libras xiii denarios.

Item die lunæ post *Latare*, *Jerusalem* (25), dominus constabularius solvit et deputavit Yvonet Vogerin, barbi tonsorem et ejus fratrem : x solidos pro labore quem sustinuerunt ad capiendum Chalop S^{te}-Mariæ de Fontearabiæ.

Item XL solidos Thomæ Baco eidem ca et pro eo qui præparavit.

Item, die jovissequente, viii libras Nicholao Berengier, pro eo qui equitavit et præparavit quod Michelyres le flament caperet.

Item, die martis post festum Paschæ, dominus constabularius misit in Fran^{ra} ad Liedis (26) dominum Penot Rouffet pro negociis domini regis, et expendit eundo et redeundo, et faciando moram, xxv solidos et xiii denarios.

Dictus Penot ivit post festum Pentecostes Par...., et expendit xv solidos.

Item Amelius Davidis, qui cum eo ivit ultro Par..., et expendit xv libras.

ccc lxxx^x et xv libras et x solidos (27).

revenant, et séjournant à la même cour, cinquante sols.

Item le vendredi après *Oculi mei*, ledit seigneur Guillaume de La Roche, chevalier, alla en France pour les affaires du sire illustre roi des Français, et dépensa en allant et revenant, et séjournant à la cour, trente-trois livres treize deniers.

Item, le lundi après *Latare*, *Jerusalem*, le seigneur connétable paya et envoya Yvonet Vogerin, barbier, et son frère : dix sols leur furent comptés pour la peine qu'ils prirent dans la capture de Chalop de Sainte-Marie de Fontarabie.

Item quarante sols à Thomas Bacon pour le même travail et pour celui qui l'aïda.

Item, le jeudi suivant, huit livres à Nicolas Bérengier, pour celui qui chevaucha et facilita le Flament dans la prise de Michelyres.

Item, le mardi après la fête de Pâques, le seigneur connétable envoya à Liedis en France le sieur Penot Rouffet pour les affaires du sire roi, et il dépensa en allée, retour et séjour, vingt-cinq sols et treize deniers.

Ledit Penot alla après la fête de la Pentecôte à Par...., et dépensa quinze sols.

Item, Amelius de David, qui l'accompagna volontairement à Par...., dépensa quinze livres.

Sept cent quatre-vingt-quinze livres et dix sols.

Il est vraiment à déplorer que le temps soit venu augmenter par ses ravages les imperfections de cette pièce, qui offrirait d'intéressants détails sur le salaire des hommes d'armes, les frais de voyage, etc., au commencement du xiv^e siècle. Le connétable Simon de Rochechouart la rédigea sans doute de sa main au milieu du bruit des armes, et n'y épargna ni les ratures, ni les abréviations, ni les mots mal écrits, et par suite mal lus. J'ai dû tâcher d'approcher du sens de cet état militaire

en employant quelques équivalents : ainsi, aux renvois 1 et 2 du préambule, j'ai rendu le mot *munide*, à cause de sa ressemblance avec *munitione*, par le *fort* de La Rochelle; mais le mot *secacestre* m'a présenté plus de difficultés : je n'ai trouvé ni l'un ni l'autre dans aucun dictionnaire; et, procédant par analogie, j'ai choisi le mot *escouade*, partie d'une compagnie : *escouade* dérive du vieux mot *escu*, bouclier; le terme grec *kestre* signifie *petit bouclier*. *Sequax*, *sequus* et *sequa*, *pedisequus* et *pedisequa*, sont composés d'un adjectif qui veut dire *volontaire*, homme qui suit de bonne volonté; et, comme cette troupe consiste en cinq ou six hommes (nombre qui formait les escouades), et tous écuyers, je ne crois pas m'éloigner trop de l'intention de l'écrivain. Si ce mélange de grec et latin ne paraît pas convenable, le mot latin *cestrum* signifie arme pointue : alors notre escouade serait composée d'hommes armés de piques. Simon a écrit *societatre* pour *societate*, ce qui permet de croire qu'il n'était pas toujours correct.

(3) Le nom de Meilhac est celui d'une seigneurie limousine.

(4) Celui de David est très-ancien en Limousin : les David de Las Tours, les David des Étangs, etc. Amelius de David, chevalier, figura dans des actes de 1304 et 1307.

(5, 6, 7, 7 bis, 8 et 9) *Dognon*, *Lori*, *Tison* (souche de la famille des Cramaud), Teyfon, aujourd'hui Barbe-Teyfon, Saint-Laurent et Foucaud, du Limousin.

(40) Gui de La Roche, le père ou le parent de celui qui défendit si vaillamment la *cité* de Limoges.

(11) Girard de Preunh, d'une famille attachée aux Rochechouart.

(12 et 13) Béchade de Chalucet, de Chastellus, de la Marche.

(14) *Societate* serait peut-être mieux traduit par « compagnie » ; mais elle n'est pas plus forte qu'une escouade.

(15, 16 et 16 bis) Les Brun de Luzignan, comtes de la Marche et d'Angoulême, rois de Chypre et de Jérusalem ; — Macheix, seigneurie en Bas-Limousin ; — Roux de Romain et de Château-Rocher, limousins.

(17) Mareuil, une des quatre baronnies du Périgord : les Beynat, Biron et Bourdeille.

(18) Chabrou de Lespinnasse : un damoiseau de ce nom figure dans un acte de 1307.

(19 et 20) De La Voulte, fils du duc de Levi Ventadour; Chapt de Rastignac (?), l'un limousin, l'autre périgourdin.

(20 bis) Il y a encore des Simon à Rochechouart.

(20 ter) Des familles Séguin sont connues en Limousin comme en Angoumois.

(21 et 22) Rigaud, famille de St-Junien; Perry de Malérant, famille d'Angoumois.

(23) J'ai traduit *curiam* par « la cour », sans pouvoir fixer où elle était, le roi dans ces temps de guerre changeant souvent de résidence. L'abréviation permet à la rigueur de lire *in Franciam*; mais le lieu commençant par *Pa.....* n'est pas assez bien écrit pour adopter *Paris* : Poitiers conviendrait mieux.

(24 et 25) Les 3^e et 4^e dimanches de carême.

(26) *Liedis* n'a pu s'expliquer.

(27) Il y a trop de lacunes pour pouvoir vérifier si le total des sommes est juste : je me bornerai à rappeler que le marc d'argent valait 6 fr. en 1303, et qu'il redescendit à 3 fr. environ trois ans après. Si l'on pouvait donc prendre pour base la valeur du marc d'argent à cette époque, et la nôtre au taux de 48 fr. actuel, notre monnaie vaudrait trois fois celle portée au manuscrit, et ses huit cents livres environ représenteraient 42,800 fr.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, Officier d'académie.

Limoges, le 26 décembre 1862.

en employant quelques équivalents : ainsi, aux renvois 1 et 2 du préambule, j'ai rendu le mot *muntide*, à cause de sa ressemblance avec *munitione*, par le *fort* de La Rochelle; mais le mot *secacestre* m'a présenté plus de difficultés : je n'ai trouvé ni l'un ni l'autre dans aucun dictionnaire; et, procédant par analogie, j'ai choisi le mot *escouade*, partie d'une compagnie : *escouade* dérive du vieux mot *escu*, bouclier; le terme grec *kestre* signifie *petit bouclier*. *Sequax*, *sequus* et *sequa*, *pedisequus* et *pedisequa*, sont composés d'un adjectif qui veut dire *volontaire*, homme qui suit de bonne volonté; et, comme cette troupe consiste en cinq ou six hommes (nombre qui formait les escouades), et tous écuyers, je ne crois pas m'éloigner trop de l'intention de l'écrivain. Si ce mélange de grec et latin ne paraît pas convenable, le mot latin *cestrum* signifie arme pointue : alors notre escouade serait composée d'hommes armés de piques. Simon a écrit *societatre* pour *societate*, ce qui permet de croire qu'il n'était pas toujours correct.

(3) Le nom de Meilhac est celui d'une seigneurie limousine.

(4) Celui de David est très-ancien en Limousin : les David de Las Tours, les David des Étangs, etc. Amelius de David, chevalier, figura dans des actes de 1304 et 1307.

(5, 6, 7, 7 bis, 8 et 9) *Dognon*, *Lori*, *Tison* (souche de la famille des Cramaud), Teyfon, aujourd'hui Barbe-Teyfon, Saint-Laurent et Foucaud, du Limousin.

(10) Gui de La Roche, le père ou le parent de celui qui défendit si vaillamment la *cité* de Limoges.

(11) Girard de Preunh, d'une famille attachée aux Rochechouart.

(12 et 13) Béchade de Chalucet, de Chastellus, de la Marche.

(14) *Societate* serait peut-être mieux traduit par « compagnie » ; mais elle n'est pas plus forte qu'une escouade.

(15, 16 et 16 bis) Les Brun de Luzignan, comtes de la Marche et d'Angoulême, rois de Chypre et de Jérusalem ; — Macheix, seigneurie en Bas-Limousin ; — Roux de Romain et de Château-Rocher, limousins.

(17) Mareuil, une des quatre baronnies du Périgord : les Beynat, Biron et Bourdeille.

(18) Chabrou de Lospinasse : un damoiseau de ce nom figure dans un acte de 1307.

(19 et 20) De La Voulte, fils du duc de Levi Ventadour; Chapt de Rastignac (?), l'un limousin, l'autre périgourdin.

(20 bis) Il y a encore des Simon à Rochechouart.

(20 ter) Des familles Séguin sont connues en Limousin comme en Angoumois.

(21 et 22) Rigaud, famille de St-Junien; Perry de Malérant, famille d'Angoumois.

(23) J'ai traduit *curiam* par « la cour », sans pouvoir fixer où elle était, le roi dans ces temps de guerre changeant souvent de résidence. L'abréviation permet à la rigueur de lire *in Franciam*; mais le lieu commençant par *Pa.....* n'est pas assez bien écrit pour adopter *Paris* : Poitiers conviendrait mieux.

(24 et 25) Les 3^e et 4^e dimanches de carême.

(26) *Liedis* n'a pu s'expliquer.

(27) Il y a trop de lacunes pour pouvoir vérifier si le total des sommes est juste : je me bornerai à rappeler que le marc d'argent valait 6 fr. en 1303, et qu'il redescendit à 3 fr. environ trois ans après. Si l'on pouvait donc prendre pour base la valeur du marc d'argent à cette époque, et la nôtre au taux de 48 fr. actuel, notre monnaie vaudrait trois fois celle portée au manuscrit, et ses huit cents livres environ représenteraient 12,800 fr.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, Officier d'académie.

Limoges, le 26 décembre 1862.

TABLE

DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNAGES

Inscrits sur les Monnaies mérovingiennes du Limousin, d'après la description de ces Monnaies par M. Maximin Deloche.

NOMS DE LIEUX.

NOM LATIN.	NUMÉROS des pièces sur les planches et dans le texte de l'ouvrage de M. Deloche.	POSITION DE L'ATELIER.
<i>Abrianaco</i> (1) (dans le champ, <i>Lemo</i>).....	»	Abriac (Corrèze) ?
Peut-être le même qu' <i>Aprianco</i> .		
<i>Aggenno</i>	80	Ajain (Creuse).
<i>Ambactaco</i>	30, 31	Ambazac (Haute-Vienne).
<i>Analiaco</i>	27	Naillac (Creuse).
<i>Aprianco</i>	37	Abriac (Corrèze).
Peut-être le même qu' <i>Abrianaco</i> .		
<i>Argenta vic</i>	87	Argentat (Corrèze) ?
<i>Artonaco</i>	98	} Arnac-Pompadour (Corrèze).
<i>Artunaco vico</i>	112	
<i>Baracillo</i>	28, 29, 111	Brilliau-Fa (Creuse).
Le même que <i>Bricilloo</i>	108, 109, 110	} Bar-sur-Corrèze (Corrèze).
<i>Barro castro</i>	88	
<i>Biaenate pago</i>	68	Beynat (Corrèze).
<i>Blatomaço</i>	73, 74, 75	Blon ou Blond (Haute-Vienne).
<i>Blatomo-Sci Mart (ini)</i>	76	Blon ou Blond (Eglise de) Hte-Vienne).
<i>Boneculias</i> ou <i>Boneculius</i>	86	Bonœil (Indre).
<i>Breclaco</i> (pour <i>Berclaco</i>).....	128	Berchat (Corrèze) ou Bersac (Haute-Vienne).
<i>Bricilloo</i>	108, 109, 110	Voir plus haut <i>Baracillo</i> , le même que <i>Bricilloo</i> .
<i>Brilliac</i>	85	Brillac (Charente).
<i>Briona</i>	32	Brionne (Creuse).
<i>Briva vico</i>	62, 63	Brive-la-Gaillarde (Corrèze).
<i>Cabanasio</i>	46	Chabanais (Charente).
<i>Cabiriaco vico</i>	54	Chabrac (Corrèze). Voir <i>Cantriaco</i> n° 55 et <i>Curisiaco</i> n° 56.
<i>Cabrianeco</i>	35, 36	Chabrignac (Corrèze).
<i>Cantriaco vico</i>	55	
Pour <i>Cabiriaco vico</i> ?.	»	Voir <i>Cabiriaco</i> .

(1) Deux tiers de sou appartenant à M. le comte de Chasteigner, de Bordeaux, portent cette inscription en légende. Comme M. Deloche n'en a pas eu les empreintes à sa disposition, il n'a pu ni les décrire ni les faire graver sur ses planches. Il les indique d'après le *Compte-rendu du Congrès scientifique de France* (session de 1859), T. I^{er}, p. 273.

NOM LATIN.	NUMÉROS des pièces sur les planches et dans le texte de l'ouvrage de M. Deloche.	POSITION DE L'ATELIER.
<i>Carovicus</i>	18	Chervix (Haute-Vienne).
<i>Cese monte (In)?</i>	89	Voir <i>In Cese m(onte)?</i>
<i>Choissr</i>	125	Lieu inconnu du Limousin.
<i>Ciciaco</i>	124	Cissac (Corrèze).
<i>Ccintiniaco</i>	38	
<i>Cintinaco</i>	Pièces décrites d'après Conbrouse.	Chignac (Corrèze).
<i>Cociaco</i>	34	Coussac-Bonneval (Hte-Vienne).
<i>Conpriniaco</i>	11	Compreignac (Haute-Vienne).
<i>Cornilio castro</i>	64, 114	Cornil (Corrèze).
<i>Curisiaco vico</i>	56, 57, 58	Cursac (Haute-Vienne).
<i>Danacohi vic. (Dahi- naco)</i>	104	Dagnac ou Dignac (Corrèze)?
<i>Eburio castro</i> (E. R. dans le champ, <i>Ecclesia ratio</i>)....	53	Eyburie (Corrèze).
<i>Egalo</i>	121	Eyjeaux (Haute-Vienne).
<i>Esandone</i>	115	Yssandon (Corrèze).
<i>Espaniaco</i>	70	
Le même que <i>Spa- niaco</i>	71	Espagnac (Corrèze).
<i>Evara vico</i>	61	Lieu inconnu du Limousin, dans le voisinage de Naves (Corrèze).
<i>Ferruciaco</i>	82, 83	
Le même que <i>Firru- ciac</i>	84	Fursac (Creuse).
<i>Gemeliaco</i>	16, 90, 99	
Le même que <i>Gemi- liaco</i>	14, 15	Jumilach (Grand-) (Dordogne).
<i>Glanonno</i>	126	Glanne (Lot) ou Glény (Corrèze).
<i>In Ces em (onté)?</i>	89	Montcelx (St-Nicolas-de-) (Corr.)?
<i>Lemovecas</i>	5, 6, 7, 8 (1)	
[<i>Le</i>] <i>movici</i>	10	
<i>Lim</i> <i>civi</i>	4	Limoges (Haute-Vienne).
<i>Limodecas</i>	9	
et		
<i>Limovegas</i>	122	
<i>Lemovix(Ratio Eclisia)</i>	1	Limoges (Eglise de).
<i>Loco Sancto</i>	23	
Le même que <i>Loco Sancto</i>	24, 101	Lieu inconnu du Limousin.
et		
<i>Loco Santo</i>	22, 102, 103	
<i>Marciaco</i>	20, 105	Marsac (Creuse).
<i>Maugonaco</i>	19	Magnac-Bourg (Haute-Vienne).
<i>Medianocia</i>	17	Maisonnais (Charente).
<i>Montiniaco</i>	79	Montignac (Creuse).
<i>Nontronu</i> ou <i>Non- troni?</i>	91	Neutron (Dordogne)?
<i>Novocantru</i>	120	Nouhant (Creuse).
<i>Novo vico</i> (2).....	77, 78, 123	Nouic ou Novic (Haute-Vienne).
<i>Palatium</i> (<i>Eclis[ia]</i>) <i>Ratio</i>	21	Le Palais (Haute-Vienne).

(1) Il existerait en outre, d'après le témoignage de MM. Conbrouse et Guillemot, deux triens de *Lemorecas* qui ne sont pas gravés dans les planches de M. Deloche.

(2) Il existe une quatrième pièce de Nouic (*Novorico*) signée du même monétaire que les n° 77, 78, et 123 et décrite par Conbrouse (*Atlas des monn. nat. méroving.*).

NOM LATIN.	NUMÉROS des pièces sur les planches et dans le texte de l'ouvrage de M. Deloche.	POSITION DE L'ATELIER.
<i>Paoliaco</i>	92	Pauliac (Corrèze)?
<i>Patiaso vigo</i>	93	
Lemêmeque <i>Patigas</i>	94	Pageas (Haute-Vienne)?
<i>Petracta</i>	25	Peyrafiche (Haute-Vienne).
<i>Pino</i>	106, 107	Pineau (Haute-Vienne).
<i>Potento</i>	95	Château-Ponsat (Hte-Vienne).
<i>Racio Aecis-L.E.M.O.</i>	2	
<i>Racio Aeciasme</i> (lire <i>Aecistia</i>).....	3	Eglise de Limoges.
<i>Ratio Aecis-Lemovia</i>	1	
<i>R. E (Racio Ecclesia)</i>	58	Voir <i>Eburio</i> .
<i>Rico Dunin</i>	45	Rieu près Dun (Creuse).
<i>Rivisum (?)</i>	65	Lieu inconnu situé dans la Corr.
<i>Ruflacu</i>	117	Rouffiac (Cantal).
<i>Sagilione</i> ou <i>Sugilione vico</i>	81	Voir <i>Sugilione</i> .
<i>Sagraciaco</i>	40	
Le même que <i>Saraciaco</i>	»	Voir <i>Saraciaco</i> .
<i>Sagraciaco (?)</i>	96	
Douteux qu'il soit le même que <i>Saraciaco</i>	»	
<i>Sa...co (Salliac?) (1)</i>	66	Seilhac (Corrèze).
<i>Salviacoe</i>	26	Sauviac (Haute-Vienne).
<i>Saraciaco</i>	39	
Le même que <i>Sagraciaco</i>	40	Sarazac (Dordogne).
<i>S....niaco (Saviniaco</i> ou <i>Selaniaco</i>	41	Savignac (Dordogne) ou Salagnac (Corrèze). Voir <i>Selaniaco</i> .
<i>Sci Mart(ini) Blatomo</i>	76	Eglise de Blon ou Blond. Voir <i>Blatomago</i> .
<i>Sco Aredio</i>	42, 43	
Le même que <i>Sco Aredio</i> (2).....	44	Saint-Yrieix (Haute-Vienne).
<i>Selaniaco</i>	33, 127	
<i>Sennamauro</i> (3).....	12	Salagnac (Corr.). Voir <i>S....niaco</i> .
<i>Serolennum</i>	13	Sénard-Montrol (Hte-Vienne).
<i>Seroenno</i>	69	
et		Sarrou (Corrèze).
<i>Sironno</i>	100	
<i>Silaniaco</i>	97	Lieu étranger au Limousin, probablement en Orléanais.
<i>Sol...enof</i> ou <i>Lonc...los</i>	116	Localité du Limousin encore inconnue.
<i>Spaniaco</i>	71	
Le même que <i>Espaniaco</i>	70	Voir <i>Espaniaco</i> .
<i>Sugilione</i> ou <i>Sagilione vico</i>	81	Lieu inconnu du Limousin.
<i>Talilo castro</i>	60	Teillol (Corrèze).
<i>[To]rinna</i>	67	Turenne (Corrèze).
<i>Userca</i>	47, 48, 49, 50, 52, 119, 119 et 130	Uzerche (Corrèze).
<i>Userca castrum</i>	51	
<i>Ussalia (castrum)</i> ...	59	Ussel (Corrèze).
<i>Vallaria vico</i> (4).....	72, 118	Vallière (Creuse).
<i>...l....le</i>	113	Lieu inconnu du Limousin.

(1) La Bibliothèque impériale possède un second triens, décrit dans le texte de M. Deloche.

(2) Il y a aussi une pièce à la légende *Scus Aredi*, décrite d'après Bouteroue.

(3) Un deuxième triens, décrit dans le texte, est absent de nos planches.

(4) Il existe au cabinet des médailles un troisième triens avec la même légende.

NOMS DE PERSONNAGES.

NOTA. Sauf le nom *Clodoveus*, inscrit sur les nos 4 et 67, et qui désigne le roi Clovis II, tous les noms de personnages doivent être, suivant nous, considérés comme étant ceux de monnayeurs.

NOMS DES PERSONNAGES.	NUMÉROS des pièces sur les planches.	NOMS DES PERSONNAGES.	NUMÉROS des pièces sur les planches.
<i>Abundantius</i>	97 (1)	<i>Cundoaldus</i>	124
<i>Acolenus</i>	76	<i>Cundoaldus</i> ou <i>Gundoaldus</i> . Voir <i>Gundoaldus</i>	17
<i>Acu...von so?</i>	81	<i>Dacoaldus</i>	23, 24, 102
<i>Adelmarus</i>	116	<i>Dacoaldus</i> (?).....	103
<i>Ado</i>	128	<i>Dacovaldus</i>	101
<i>Aegulfos</i>	29	<i>Daocolum</i>	59
<i>Ansoinus</i>	9	<i>Daulfus</i>	5
<i>Ansoinus</i>	122	<i>Deorricilus</i>	94
<i>Arvilordus</i>	8	<i>Diacioaldio</i> pour <i>Dacoaldo</i>	22
<i>Ascaricus</i>	7	<i>Domulfus</i>	2
<i>Audoaldus</i>	33	<i>E. dechistilus</i>	126
<i>Audobodus</i>	27	<i>Elia(us)?</i>	113
<i>Ausonius</i>	14	<i>Elci</i> pour <i>Eligius</i> dans le champ...	4
<i>Autharius</i>	35, 36, 37	<i>Edulfus</i>	79, 120
<i>Avilaldus</i>	91	<i>Eosevius</i>	96
<i>Baidenus</i>	54, 55, 56	<i>Eperinus</i>	85
<i>Baselanus</i>	50	<i>F...udrius</i> ou <i>F...udrius</i>	44
<i>Basilianus</i>	40	<i>Falco</i>	63
<i>Baudegiselus</i>	100	<i>Flanulfus</i> (4).....	"
et		<i>Flanulfus</i>	77, 78, 123 et peut-être 86
<i>Baudigiselus</i>	13 et 69	<i>Fravardus</i>	57, 58
<i>Baudolefus</i> (2).....	43	<i>lavo</i>	72, 118
<i>Baudolenus</i>	42	<i>Gondolenos</i>	70
<i>Bello</i>	33	<i>Cruellus</i> ou <i>Gruello</i> ..	61
<i>Bodboldus</i>	80	<i>Gundoaldus</i>	83, 84
<i>Bodo</i>	39	<i>Gundoald</i>	92
<i>Bonvaldus</i>	34	<i>Gundoaldus</i> ou <i>Cundoaldus</i>	17
<i>Bonus</i>	64, 114	<i>Ilanulfus</i> (pour <i>Flanulfus</i> ?).....	86
<i>Boselinus</i> (3).....	"	<i>Ildebodus</i>	106, 107
<i>Boso</i>	10	<i>Ilerius</i> (?).....	41
<i>Bosolenus</i>	66	<i>Launecus</i>	95
<i>Cadolefus</i> [gravé à tort sur les plan- ches pour <i>Baudole- fus</i>].....	43	<i>Ledegiselus</i>	115
<i>Ceranius</i>	20, 105	<i>Leodardus</i>	89
<i>Charvaricus</i>	32		
<i>Clodoveus, rex</i>	4		
<i>Clodoveus</i>	67		
<i>Costa...ianus</i> (<i>Const- antianus</i>).....	87		

(1) Cette pièce n'a pas été frappée en Limousin. (Voir dans la table des noms de lieux, au mot *Silantaco*).

(2) On a gravé *Cadolefus*, mais à tort.

(3) Pièce décrite dans le texte, mais non gravée sur les planches.

(4) Pièce décrite dans le texte, mais absente des planches.

NOMS DES PERSONNAGES.	NUMÉROS des pièces sur les planches.	NOMS DES PERSONNAGES.	NUMÉROS des pièces sur les planches.
<i>Leodesius</i>	117	<i>Saturnus</i>	6, 11
<i>Leodo</i>	52	<i>Savelo</i>	73, 74, 121
<i>Leodulfus</i>	46	<i>Seco</i>	68
<i>Madelinus</i>	26	<i>Telains ou Telafus</i> ...	129, 130
<i>Manui</i>	48	<i>Teodoaldus</i>	82
<i>Mariatus</i>	98	<i>Teodolenus</i>	18, 40
<i>Marinianus</i>	1	<i>Teodulfas</i>	19
<i>Mariuceos</i>	88	<i>Teudovaldus</i>	124
<i>Maurus</i>	51	<i>Theodolenus</i>	45
<i>Moderatus</i>	28, 108, 109	<i>Thibatus</i>	125
<i>Mod...us</i> (corrompu de <i>Moderatus</i>)....	111	<i>Thibatus</i> (1).....	"
<i>Naitioal</i> (<i>Nin-</i> <i>toald</i> ?).....	104	<i>Tirtencindus</i>	71
<i>Nectarius</i>	16, 90, 99	<i>Ugo</i>	47
<i>Notadicnus</i> (.).....	21	<i>Ursio</i>	62
<i>Omacius</i>	3	<i>Ursulfus</i>	128
<i>Passencius</i>	30	<i>Ursus</i>	15
<i>Passincius</i>	31	<i>Uri</i>	119
<i>Plooridus</i>	65	<i>Vedolenus</i> (2).....	"
<i>Racnulfus</i>	93	<i>Vinoald</i> (3).....	"
<i>Ridulfus</i>	53	 <i>mun mon</i>	25
<i>Satornus</i>	12	 <i>lilus</i>	60
		 <i>oaldus</i>	110
		 <i>ndui</i>	112

(1, 2 et 3) Pièces mentionnées dans le texte de M. Deloche, mais absentes de ses planches.

OUVRAGES

PUBLIÉS

PAR LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN.

LE LIMOUSIN HISTORIQUE, Histoire générale de l'ancienne province du Limousin, par Ach. LEYMARIE. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Langle, 1837-1839.

MÉMOIRE SUR LE MONUMENT CONNU SOUS LE NOM DE *BON MARIAGE*, par l'abbé TEXIER. — Br. in-4, avec deux lith. — Limoges, chez Darde, 1840.

VIES DE St ISRAEL ET DE St THÉOBALD, par l'abbé TEXIER. — In-8. — Limoges, chez Blondel, rue du Consulat, 1841.

NOTICE HISTORIQUE SUR LES ÉMAUX, LES ÉMAILLEURS DE LIMOGES, ET LES PROCÉDÉS DE FABRICATION EN USAGE A LIMOGES, par Maurice ARDANT. — Br. in-8. — Limoges, Chapoulaud frères, 1842.

ESSAI HISTORIQUE ET DESCRIPTIF SUR LES ÉMAILLEURS ET LES ARGENTIERS DE LIMOGES, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 288 pages avec deux planches. — Poitiers, chez Saurin, 1843.

MÉMOIRE SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES DES GÉNÉRAUX EN CHEF CUSTINE ET HOUCARD PENDANT LES ANNÉES 1792 ET 1793, par le baron GAY DE VERNON. — Un vol. in-8 de 344 pages. — Paris, chez Firmin Didot, 1844.

HISTOIRE DU LIMOUSIN (Histoire spéciale de la Bourgeoisie), par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Ardillier fils, 1846.

HISTOIRE DE LA PEINTURE SUR VERRE EN LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — In-8 de 120 pages avec planches. — Limoges, Chapoulaud frères, 1847.

NOTICE SUR LE TOMBEAU DE SAINT JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-8 avec 3 planches. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1847.

CHRONIQUE DE MALEU, chanoine de St-Junien, mort en 1322, publiée pour la première fois avec des notes explicatives, et suivie de DOCUMENTS HISTORIQUES SUR LA VILLE DE St-JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Un vol. in-8 de 264 pages. — St-Junien, chez Barret, 1847.

CATHÉDRALE DE COLOGNE, par Félix de VERNEILLE. — Un vol. in-4 de 80 pages et 3 planches. — Paris, chez V. Didron, 1848.

DES OSTENSIONS, par Maurice ARDANT. — In-18 de 180 pages. — Limoges, chez Barbou frères, 1848.

L'INDICATEUR LIMOUSIN, guide de l'étranger à Limoges et dans ses environs, par Maurice ARDANT. — In-18. — Limoges, Mart. Ardant frères, 1848.

HISTOIRE DES PAYSANS EN FRANCE, par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Paris, chez Dumoulin; — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1849.

MANUEL D'ÉPIGRAPHIE, suivi du RECUEIL DES INSCRIPTIONS DU LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 380 pages, avec 28 planches. — Poitiers, chez Dupré, 1851.

POÉSIES DE JACQUES DORAT, archidiacre de Reims, par Auguste Du Boys. — In-8 de 52 pages. — Limoges, chez Ardillier, 1851.

ETUDES HISTORIQUES SUR LES MONASTÈRES DU LIMOUSIN, paraissant par livraisons
par l'abbé ROY-PIERRE-FITTE.

LE JEUNE NUMISMATISTE, par Maurice ARDANT. — Un vol. in-12, de 252 pages. —
Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.

CHATEAU DE CHALUSSET (description et documents historiques), suivi de QUELQUES
NOTES SUR L'ÉGLISE DE SOLIGNAC, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 56 pages. —
Limoges, chez Ardillier fils, 1851.

SAINT-PIERRE-DU-QUEYROIX DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-8 de 400 pages.
— Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.

L'ARCHITECTURE BYZANTINE EN FRANCE, par Félix de VERNEUIL. — Splendide vol.
in-4 de 316 pages, orné de 22 magnifiques gravures. — Paris, chez Didron, 1852.

HISTOIRE DE LA CATHÉDRALE DE LIMOGES (première partie), par l'abbé ARBELLOT. —
In-8 de 80 pages. — Paris, chez Didron, 1852.

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE LA HAUTE-VIENNE, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-12.
— Limoges, chez Ducourtieux, 1852 et 1855.

BIOGRAPHIE DES HOMMES ILLUSTRES DE L'ANCIENNE PROVINCE DU LIMOUSIN, par
Auguste Du BOIS et l'abbé ARBELLOT, tome 1^{er}. — In-8 de 280 pages. — Limoges, chez
Ardillier fils, 1854.

ÉMAILLEURS ET ÉMAILLERIE DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-12 de 180 pages.
— Limoges, chez Martial Ardant frères, 1855.

DISSERTATION SUR L'APOSTOLAT DE SAINT MARTIAL ET SUR L'ANTIQUITÉ DES
ÉGLISES DE FRANCE, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 250 pages. — Limoges, chez
Leblanc, 1855.

DES INFLUENCES BYZANTINES. lettre à M. Vitet, par Félix de VERNEUIL. — Br. in-8.
— Paris, chez Didron, 1855.

ROCHECHOUART : HISTOIRE, LÉGENDES, ARCHÉOLOGIE, par l'abbé DULÉRY. — 1 vol. in-8 —
Limoges, chez Ducourtieux, 1855.

ESSAI SUR L'ADMINISTRATION DE TURGOT DANS LA GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES,
par G. D'HUGUES, docteur ès-lettres. — In-8 de 266 pages. — Paris, chez Guillaumin
et Cie, 1859.

BIOGRAPHIE DE FRANÇOIS DE ROUSIERS, gentilhomme du xvi^e siècle, par l'abbé
ARBELLOT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Leblanc et Cie, 1859.

CATALOGUE MÉTHODIQUE DE LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE DE LA VILLE DE
LIMOGES (HISTOIRE. — POLYGRAPHIE; BELLES-LETTRES. — SCIENCES; ARTS), par Émile RUMON,
bibliothécaire. — 3 vol. in-8. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1858-63.

VIE DE SAINT LÉONARD, SOLITAIRE EN LIMOUSIN, SES MIRACLES ET SON CULTES.
par l'abbé ARBELLOT, 4 vol. in-8 de 320 pages. — Paris, Jacques Lecoffre et Cie, 1863.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN.

13 vol. in 8 (1846--1863).

Le premier volume se vend 10 fr. à Limoges, et 11 fr. par la poste, et les autres, 6 fr. à
Limoges, 7 fr. par la poste. — On s'abonne, à Limoges, chez MM. CHAPOULAUD frères,
ou chez M. Ch. DULAC, garde-musée.

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME XIV. — II^e LIVRAISON .



LIMOGES
CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ
Rue Montant-Manigne, 7
1864

SOMMAIRE

DES ARTICLES DU N° 2.

	Page
Monographie du canton d'Aixe-sur-Vienne, par M. l'abbé ROUGERIE.....	65
Abbaye de Dalon, par M. l'abbé ROY DE PIERREFITTE.....	79
Simon de Cramaud, patriarche d'Alexandrie, par M. Maurice ARDANT.....	103
Tombe de l'église de Saint-Pardoux-d'Arnac, par M. Maurice ARDANT.....	106
Privilèges de la ville de Saint-Léonard, communiqués par M. l'abbé ARBELLOT.....	108

Jours des séances de la Société pour 1864.

Vendredi 26 février. — Vendredi 4^{er} avril. — Vendredi 29 avril.
— Vendredi 27 mai. — Vendredi 4^{er} juillet. — Vendredi 29 juillet.
— Vendredi 26 août. — Vendredi 30 septembre. — Vendredi
28 octobre. — Vendredi 25 novembre. — Vendredi 30^e décembre.

Les communications, la correspondance, les bulletins des Sociétés savantes, etc., doivent être adressés au Secrétaire général, à Limoges.

MM. les Membres voudront bien, huit jours à l'avance, informer le Président des lectures qu'ils se proposeraient de faire à la Société.

Dans la séance du 25 mars 1847, le Conseil d'administration a décidé que tout membre de la Société qui voudra se retirer devra en donner avis au Secrétaire général avant le 3 décembre; faute de quoi, la cotisation sera due pour l'année suivante.

Extrait du Règlement de la Société.

ART. 4. — La Société se compose :

- 1° D'un nombre illimité de MEMBRES TITULAIRES, résidant dans le département,
- 2° D'un nombre illimité de MEMBRES CORRESPONDANTS, résidant hors du département ;
- 3° De MEMBRES HONORAIRES, dont le nombre ne pourra dépasser quinze.

ART. 5. — Nul ne sera admis au nombre des membres de la Société que sur la présentation écrite et signée par deux membres, avec mention, lorsqu'il s'agira de membres titulaires ou correspondants, que la demande en a été faite par le candidat.

ART. 7. — Chaque membre titulaire paie :

- 1° Un droit d'entrée de 40 fr., qui devra être acquitté au moment de la remise du diplôme ;
 - 2° Une cotisation annuelle de 15 fr., due pour l'année entière, quelle que soit l'époque de l'année à laquelle il aura été reçu, mais qui peut être remplacée par une somme de 200 fr. une fois payée.
- Chaque membre correspondant paie, à titre de cotisation annuelle, le prix d'abonnement au Bulletin de la Société.

Les diplômes sont délivrés gratuitement aux membres correspondants ainsi qu'aux membres honoraires. Ces derniers ne sont soumis à aucune cotisation.

Le prix de l'abonnement est fixé à 6 fr. pour Limoges,
franco, 7 fr. pour les départements.

Les Sociétés savantes de France qui font échange de publications avec la Société Archéologique du Limousin sont priées de nous adresser leurs envois par la poste : c'est le moyen le plus sûr de les faire parvenir à destination.



MONOGRAPHIE

DU CANTON D'AIXE-SUR-VIENNE.

*A Monsieur le Vice-Président de la Société Archéologique
et Historique du Limousin.*

MONSIEUR,

Je vous envoie, d'après le désir que vous avez bien voulu manifester, la *Monographie du canton d'Aixe*. En l'écrivant, je ne me suis proposé qu'un but, celui d'exposer en peu de mots, et sans rester dans la sècheresse d'une simple nomenclature, tout ce que j'ai cru devoir être agréable au lecteur. Je n'ai même pas reculé devant certaines observations d'un intérêt purement local ; car, si l'on écrit pour tout le monde, il faut le faire un peu aussi pour ceux dont on décrit la demeure et les mœurs.

J'avoue que je n'ai pas été sans scrupule en voyant l'étendue de mon travail ; mais j'ai retranché peu, en considérant qu'il représentait au moins la vingtième partie de l'ouvrage que se propose la Société, beaucoup de cantons étant loin d'offrir le même intérêt.

Le plan que j'ai suivi devra nécessairement être modifié, en donnant plus d'extension à ce qui fait la physionomie propre de chaque localité. Le voici :

I. — Aspect général du canton. — Accidents principaux du sol. — Rivières. — Nature du sol ; éléments qu'il fournit à l'industrie. — Productions naturelles. — Agriculture. — Langage. — Mœurs. — Commerce. — Industrie.

II. — Description particulière de chaque commune :

1^o Aixe. — Situation et description de la ville et du château. — Institutions. — Voies de communication.

Monuments. — L'église. — La chapelle d'Arliquet. — La chapelle des Pénitents. — L'abbaye de Tarn. — La chapelle du Dognon. — Le pont.

Souvenirs historiques. — Époque gauloise. — Époque romaine. — Époque du moyen âge. — Époque moderne.

2^o Verneuil. — 3^o Saint-Priest-Sous-Aixe. — 5^o Beynac et Bosmie. — 6^o Jourgnac. — 7^o Burgnac. — 8^o Saint-Martin-le-Vieux. — 9^o Séréilhac.

Veillez, Monsieur le Vice-Président, si votre indulgence ne l'en juge pas indigne, communiquer ce travail aux membres de la Société Archéologique, et les prier de vouloir bien l'agréer comme une marque de ma profonde sympathie, et du vif regret que j'éprouve de ne pouvoir assister à leurs savantes réunions.

L'abbé ROUGERIE.

CANTON D'AIXE-SUR-VIENNE.

Aspect général du pays. — Le canton d'Aixe fait suite, au sud-ouest, à celui de Limoges. Traversé ou cotoyé par la Vienne depuis le pont de l'Aiguille jusqu'à Saint-Victorien, il s'incline légèrement avec elle vers le couchant. La rive droite, avec ses coteaux exposés aux rayons du midi, fournit à Limoges des primeurs et des fruits en abondance; la rive gauche, un peu moins précoce, est généralement plus boisée.

Rivières. — Dix communes forment ce canton. Elles se déroulent sur les plateaux accidentés que contournent les pentes des vallées profondes où courent la Vienne et ses tributaires la Briance, l'Aixette et l'Aurance. De nombreux petits ruisseaux arrosent les vallons. Toutes ces eaux serpentent sur la roche primitive, qu'elles ont dénudée.

Nature du sol; éléments qu'il fournit à l'industrie. — La base du sol est formée de plusieurs variétés de micaschistes, excellents pour les constructions, ou d'un granit grossier, que traversent de nombreux filons de quartz et de feldspath, dont quelques-uns sont utilisés pour l'émail à porcelaine. Au-dessus est une couche sédimentaire, blanche ou grise, fréquemment rouge et grasse, qui supporte la terre végétale. Sur les bords de la nouvelle route d'Aixe, ces dépôts contiennent de nombreux galets et plusieurs couches de sable; près de Pagnac, ils sont utilisés dans la fabrication des gazettes, et on exploite leurs sables réfractaires; aux Betoules, près de Séreilhac, ils entretiennent de nombreuses tuileries.

Produits naturels du sol. — Sur les bords de toutes les eaux croissent en abondance l'aulne et le peuplier. D'excellentes prairies naturelles tapissent d'une verdure ininterrompue le fond et les premières pentes de toutes les vallées. Les pentes rapides sont couvertes de taillis ou de grands arbres, parmi lesquels abondent le hêtre, le chêne et le châtaignier. Les plateaux et les terrains légèrement inclinés produisent le froment, le seigle, le blé noir, la pomme de terre, le maïs et des fourrages artificiels. La vigne, qui se trouve çà et là dans des replis de terrain, est plus fréquente autour de Verneuil. Le sol, extrêmement divisé, surtout dans la commune d'Aixe, n'offre qu'un petit nombre de grandes propriétés. Des soins intelligents en ont amélioré la culture, qui commence à employer les engrais artificiels : la chaux n'y a fait que de rares et timides apparitions.

La fertilité du sol, les nombreux accidents de terrain et la beauté du paysage, qui ont mérité à ce canton le titre de *Petite Suisse intérieure*, l'ont fait couvrir de riantes habitations d'été, où un grand nombre de familles viennent passer la belle saison.

Langage. — Le patois limousin est la langue familière des artisans et des cultivateurs : c'est un dialecte très-accentué, qui diffère peu de celui de Limoges. Ébranlé dans Aixe, où l'on commence à prendre la bonne habitude de parler français aux jeunes enfants, il règne en souverain dans tout le reste du canton.

Mœurs. — Il s'était conservé dans Aixe une certaine simplicité, dernier vestige des anciennes mœurs, qui disparaît peu à

peu devant le luxe et la recherche. Les sentiments religieux ont de profondes racines dans le cœur de cette population laborieuse, et il y a peu de paroisses où l'église soit plus fréquentée.

Commerce. — Presque tout le monde se livre à l'industrie ou au commerce, qui a pris un développement considérable. Les veaux, les bœufs, les chevaux, les vins du Périgord et les grains sont les principales branches de ce commerce, qui roule presque tout entier sur les objets de première nécessité. De nombreux magasins d'épicerie, de quincaillerie et de nouveauté pourvoient aux besoins de la ville et des campagnes voisines, dont la population s'y transporte en grand nombre chaque dimanche. Aixe en est le centre d'approvisionnement, comme aussi le principal débouché.

Industrie. — Les branches d'industrie les plus importantes sont la minoterie, les filatures, la préparation de l'émail et de la pâte à porcelaine, les cuirs, le carton, les toiles. Il s'y fabrique aussi un pain bien connu dans toutes les fréries et dans toutes les foires du pays sous le nom de *ridortas*; il fait les délices des paysans, et un certain nombre d'habitants d'Aixe vont le vendre à d'assez grandes distances.

Situation et description de la ville. — Aixe, appelée *Azia* dans la Chronique de Saint-Martial au XIII^e siècle, est située au confluent de la Vienne et de l'Aixette, près de celui de l'Aurance. On a cru voir dans ce nom une étymologie caractéristique de cette abondance des eaux qui arrosent son territoire.

Une longue rue, divisée en deux branches pour contourner l'église, forme la ville proprement dite, où se faisaient remarquer jadis des portes, des fenêtres ogivales et de curieuses charpentes en saillie sur les rues. Chaque année emporte ces souvenirs du vieux temps. Bourg-Neuf, sur la rive droite de l'Aixette, et Outre-Vienne, dont le nom indique la situation, sont deux faubourgs unis à la ville par le double pont de la Vienne et de l'Aixette.

Sa position aux abords de Limoges, ses ponts sur deux rivières, firent toujours d'Aixe une place importante pour quiconque eut à inquiéter ou à défendre la capitale du Limousin : c'est ce qu'attestent ses souvenirs. Elle était ceinte d'une muraille que dessinent aujourd'hui le ravin de l'Aixette, le petit

chemin des Fossés, devenu champ de foire, et la route impériale de Paris à Barèges. L'entrée de la route des Cars a conservé le nom de Porte-aux-Roux. Au centre, l'église, avec ses épaisses murailles, ses mâchicoulis et ses meurtrières, pouvait servir de forteresse.

Château. — Entre les deux ponts, une porte surmontée d'une tour commandait le passage. A peu de distance, sur la pointe d'un rocher à pic qui domine le confluent de la Vienne et de l'Aixette, se dressaient les murailles du château, commandées elles-mêmes par un donjon élevé, bâti, en 1206, par Guy III, fils d'Aymar V, vicomte de Limoges, et péniblement démolí vers 1809 pour en tirer de la pierre à bâtir. Des jardins entourés de précipices ont remplacé la forteresse, dont il reste à peine aujourd'hui quelques pans de murailles, que fait disparaître peu à peu le pic du carrier, en détruisant le roc qui leur sert de fondement. Du côté de Bourg-Neuf, on voit par l'orifice d'un puits la voûte d'une vaste citerne qui alimentait le château; à quelques pas de là s'ouvrait un souterrain où pouvait passer facilement un homme tout armé, et qui, d'après la tradition, débouchait, à une assez grande distance, près du ruisseau de Lapeyrière.

Près du château, et peut-être dans la même enceinte, était le fief du Barry, possédé par la famille de Beaupoil de Sainte-Aulaire, qui était venue s'y établir à la suite des guerres de la succession de Bretagne, où elle avait vaillamment combattu pour la cause de Charles de Blois.

Le pont de Malassert, dont il ne reste que le cintre d'une arche ogivale, donnait un second passage sur l'Aixette près de la Porte-aux-Roux.

Institutions. — Aixe est le chef-lieu du canton civil et du doyenné ecclésiastique. Sa population agglomérée compte 4,700 âmes, et sa population éparse 4,400. Il y a un curé, deux vicaires, une justice de paix, un receveur d'enregistrement, deux notaires, un bureau de poste et une brigade de gendarmerie. L'instruction est donnée aux enfants par deux instituteurs, une institutrice et une communauté de religieuses, qui a des pensionnaires, des externes et une école gratuite. Il est regrettable que le conseil municipal n'ait pas étendu le bienfait de l'enseignement à la partie la plus intéressante de ses administrés, en acceptant, au prix d'un léger sacrifice, une salle

d'asile pour laquelle M. le préfet et la communauté des religieuses avaient généreusement pris l'initiative.

Voies de communication. — La communication avec Limoges est facilitée par deux routes, l'une de 40 kilomètres, montueuse et peu fréquentée; l'autre, de 43 kilomètres, toujours unie, tantôt serpentant côte à côte avec la Vienne et le chemin de fer de Limoges à Périgueux, tantôt s'écartant de la rivière, sans jamais la perdre de vue. L'œil y est sans cesse attiré par des ouvrages d'art ou des coteaux accidentés et par les flots tour à tour paisibles ou impétueux qui font mouvoir d'importantes usines, et se jouent autour des flots entre deux rives boisées. La route, aussi animée que le paysage, est presque toujours couverte de promeneurs, de voitures légères, de chariots pesamment chargés; et, huit fois par jour, les omnibus d'Aixe viennent prendre leur part de cette incessante activité. Plusieurs routes secondaires facilitent les communications avec tout le pays environnant.

Monuments. — L'église de Sainte-Croix est un édifice roman dont il est fait mention pour la première fois en 1440. Son plan est un carré, au-dessus duquel quatre piliers ronds et un peu lourds soutiennent une voûte ogivale renforcée de nervures. Au midi sont accolées trois chapelles latérales en style flamboyant du xv^e siècle. Les murs, d'une remarquable épaisseur, résistent sans contreforts à la poussée des voûtes. — Cet édifice garde le souvenir des époques orageuses qu'il a traversées. Sous la toiture sont ouvertes de petites fenêtres carrées et des meurtrières; la porte principale est dominée par des mâchicoulis, du haut desquels on pouvait écraser les assaillants. Le clocher, quadrangulaire à la base, octogone dans la partie supérieure, est percé de baies ogivales. Jusqu'à la révolution, cette église ne fut qu'une annexe, et on la désignait dans les actes sous la qualification d'*église d'Aixe, paroisse de Tarn*.

Chapelle d'Arluquet. — La chapelle d'Arluquet, sur les bords de l'Aurance, et dans un délicieux vallon, a été enrichie de nombreuses indulgences par un bref du 6 novembre 1855. C'est un lieu de pèlerinage cher aux habitants d'Aixe et des paroisses voisines. De nombreux moyens de transport en facilitent l'accès aux personnes étrangères, qui viennent en foule à

certaines époques de l'année prier Notre-Dame d'Arliquet. Les principales fêtes sont la Nativité (8 septembre) et le mercredi de Pâques. Il a été publié une notice sur le pèlerinage et sur les indulgences attachées à ce sanctuaire, dont l'existence est signalée pour la première fois en 1602.

La chapelle des pénitents est une construction moderne, qui appartient à la compagnie dont elle porte le nom.

Il ne reste plus de traces de l'ancienne abbaye de Tarn, fondée en 1202 par Aymeric Martel. L'église, remarquable par la hardiesse de ses voûtes, fut démolie au commencement de ce siècle.

La chapelle du Dognon, détournée à des usages profanes depuis la révolution, est de 1330; elle était entourée d'un cimetière.

Le pont de la Vienne est composé de sept arches. Sa physiologie était jadis celle des ponts Saint-Étienne et Saint-Martial de Limoges. Elle changea lorsqu'il fut élargi par les arceaux qui en masquent les deux faces. Le cintre en ogive paraît néanmoins au-dessous des arcades. Il est animé par une circulation très-active.

Souvenirs historiques. — Le canton d'Aixe n'a gardé aucun souvenir de l'époque gauloise.

La domination romaine n'y a laissé d'autre vestige que les tronçons dégradés de la voie romaine qui allait de Clermont à Saintes par Limoges et Chassenon. Descendant les coteaux de Verneuil, elle passait la Vienne sur le pont de Piles, et traversait une partie de la commune de Saint-Priest avant de pénétrer dans celle de Cognac.

Aixe paraît pour la première fois dans les chroniques en 982 : Bernard de Comborn, abbé de Solignac, y construisit quelques chapelles, avec le consentement de Hildegard, évêque de Limoges. Elles furent acquises vers 1156 par l'abbé de Saint-Martial.

En 1082, le château d'Aixe est assiégé en même temps que la ville de Limoges par Guillaume VI, duc d'Aquitaine, qui fait la guerre à Aymar II, vicomte de Limoges; mais le comte d'Angoulême, Foulques Taillefer, l'oblige à lever ces deux sièges, et à s'enfuir du Limousin.

Vers 1180, pendant les divisions qui arment les enfants d'Henri II Plantagenet, Aymar V, vicomte de Limoges, parcourt

le Limousin avec ses troupes pour le soumettre à l'obéissance du jeune Henri, qu'il a reconnu pour duc. Il prend la ville et le château d'Aixe, où il laisse une garnison de 4,200 Basques, et va mettre le siège devant Saint-Laurent-sur-Gorre. Mais bientôt, apprenant que le duc Richard (Cœur de Lion) vient sur lui d'Angoulême, il lève le siège, et se replie en toute hâte vers Limoges. A Saint-Priest-sous-Aixe, son infanterie, atteinte par les troupes de Richard, est mise en déroute, et perd beaucoup de monde. Le vainqueur, poursuivant sa route, arrive à Aixe, s'en empare, fait crever les yeux à quatre-vingts de ses défenseurs, et tuer ou noyer les autres dans la Vienne.

En 1206, Guy III, vicomte de Limoges, relève les murailles et la tour du château d'Aixe, pour s'en faire une place de défense contre le roi Jean sans Terre, qui s'empare néanmoins du château en 1244; mais Guy le reprend trois ans après. — Le château fut encore enlevé par Louis le Gros, fils de Philippe-Auguste, après la confiscation des propriétés de Jean sans Terre, dont il faisait partie.

Le 44 mars 1265, les hommes d'armes, les bourgeois et tous les habitants de la ville d'Aixe assiégèrent dans le château Adhémar de Maulmont, qui en était gouverneur, ses frères et sa famille, à cause des vexations dont ils prétendaient avoir à se plaindre. L'intervention du sénéchal de France en Limousin fit accepter un compromis, qui délivra les assiégés. A peine libres, ils oublient les conventions, se fortifient dans le château, le munissent de vivres, percent des meurtrières, et commencent à inquiéter les habitants à coups de pierres et de traits. Ceux-ci entourent de nouveau la place, et en font le siège. A cette nouvelle, la vicomtesse Marguerite, propriétaire du château, appelle au secours ses vassaux de Bourgogne, vient camper à Beynac avec son armée, et fait tous ses efforts pour délivrer le gouverneur et pour détruire la ville. Après divers incidents, et grâce à l'intervention du doyen de Tours, du bailli d'Orléans, députés par le roi, et de l'évêque de Limoges, on se donna des garanties mutuelles, et les habitants d'Aixe restèrent en paix *pour cette fois*, dit le chroniqueur.

Cette même vicomtesse Marguerite, fille du duc de Bourgogne, voulant se venger des bourgeois de Limoges, qui avaient refusé de la reconnaître pour suzeraine, fit frapper à Aixe, en 1271, une monnaie, qui reçut le nom de Limousine (*Lemoria*). Les bourgeois refusèrent de la recevoir, et ce litige fut longue-

ment plaidé au tribunal du roi de France, qui les contraignit de l'accepter, par cette considération qu'ils l'avaient eux-mêmes reconnue conforme à la monnaie courante.

En 1272, Marguerite voulut recommencer la guerre contre Limoges; mais le roi l'en empêcha. Néanmoins elle entretenait à Aixe et à Chalusset des hommes d'armes qui interceptaient les approvisionnements de la ville, s'emparaient de ce qui appartenait aux bourgeois, répandaient le blé, coupaient les oreilles et la queue des animaux employés aux charrois, afin de détourner les paysans, et commettaient toutes sortes d'avanies. Ils furent excommuniés par le chapitre de Limoges pendant la vacance du siège.

Sur ces entrefaites, les bourgeois de Limoges, ayant eu le malheur de prêter serment de fidélité au roi d'Angleterre, virent se tourner contre eux le roi de France, Philippe III le Hardi. Ce prince fit rendre les gens de la vicomtesse qui avaient été faits prisonniers, et refusa d'écouter les bourgeois, et de s'interposer pour leurs propres captifs, pendant que les Aixois, encouragés, portaient le pillage et la dévastation jusque sous les murs de la ville. Aussi il fut décidé qu'on ferait contre eux une expédition. Le lendemain de la saint Martin, 44 novembre 1272, une armée *innombrable*, dit le chroniqueur, sortit de Limoges, et marcha sur Aixe. Elle fit beaucoup de mal à la ville et aux environs, et plusieurs de ses hommes furent pris ou tués.

Peu après, le roi d'Angleterre et sa femme, étant venus à Limoges, furent comblés d'honneurs par les habitants, qui désiraient les attacher plus étroitement à leur cause. Édouard se laissa gagner, et il les fit soutenir par son sénéchal, qui remporta une grande victoire sur l'armée de la vicomtesse. Il y eut une foule de blessés et de prisonniers, et un certain nombre de morts; une bannière fut prise, et plusieurs chevaux restèrent sur la place. Excités par la reconnaissance, les bourgeois prêtèrent de nouveau serment de fidélité au roi d'Angleterre, qui fit signifier à la vicomtesse d'avoir à cesser les attaques; mais elle n'en voulut rien faire.

En 1273, quelques jours après la Sainte-Croix (mi-septembre), la garnison d'Aixe fit irruption contre les vendangeurs de Limoges près de Balezis (commune d'Isle). A cette nouvelle, ceux de la ville accourent en armes, et les poursuivent jusqu'à Aixe, où ils brûlent plusieurs pressoirs et plusieurs maisons dans le faubourg. Enorgueillis de cette victoire, ils sortent le di-

manche suivant avec des tambours, des trompettes et des instruments de musique, poussent jusqu'à Aix, passent la Vienne à gué, livrent aux flammes le bourg de Saint-Priest, mettent l'église au pillage, et maltraitent indignement le prêtre qui se disposait à célébrer la messe. En revenant sur Aix, ils mettent le feu à deux faubourgs, et s'avancent jusqu'aux portes. Mais là s'arrêtent leurs exploits. Saisis tout à coup d'une terreur panique, et poursuivis par la garnison, ils se dispersent dans la campagne, et perdent trente-sept hommes égorgés, une foule de prisonniers, deux bannières, un grand nombre de boucliers et plusieurs machines de guerre. A son tour, la vicomtesse envoie ses gens exercer des représailles : ils s'avancent jusqu'au pont Saint-Martial, incendiant les pressoirs, et détruisant les vignes; puis ils se replient vers le faubourg Mont-Jovis, d'où on ne parvient à les chasser qu'après leur avoir tué quelques hommes et quelques chevaux.

Après ces événements, le roi d'Angleterre fit appel à la justice du roi de France en faveur des habitants de Limoges. Pour toute réponse, il reçut ordre de les délier du serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté, et de les remettre sous la juridiction de la vicomtesse. Néanmoins la guerre continua encore en 1274 sous les gens d'Édouard, qui, de Limoges, où on le comblait d'honneurs et de témoignages de soumission, sollicitait toujours auprès du roi, par ses messages, qu'un arrêt vînt mettre fin à la guerre en faveur de ses protégés.

Malgré toutes ces démarches, la ville eut beaucoup à souffrir, et les gens de la vicomtesse allèrent jusqu'à La Souterraine piller les biens des habitants de Limoges. Enfin Édouard se rendit en personne auprès du roi, qui ne lui avait pas fait de réponse, et il laissa dans la ville une garnison considérable, non pour faire la guerre (car il avait reçu ordre de s'abstenir), mais pour la défendre en cas d'attaque.

En 1274, pendant l'octave de Saint-Martial (premiers jours de juillet), le seigneur de Valence, appelé par son neveu le roi d'Angleterre, vint au secours de Limoges avec deux barons anglais et plusieurs hauts personnages. L'armée de la ville se mit alors en campagne avec deux cents Anglais revêtus de cuirasses. Elle fit de grands ravages dans les blés et dans les vignes, et rentra après avoir eu quelques-uns de ses hommes atteints de projectiles, mais assez légèrement.

Peu après, le 15 juillet, le sénéchal du roi d'Angleterre et le

seigneur de Valence vinrent assiéger la ville d'Aixe avec l'armée de Limoges. Un ingénieur du roi qui les assistait avait construit plusieurs machines, qu'on transporta devant les murailles avec tout leur matériel. Elles lançaient du soufre et des projectiles enflammés pour incendier la place, qui se trouva vivement pressée. Alors survint un exprès du roi de France avec des lettres qui faisaient défense de continuer la guerre, et qui assignaient les parties à comparaître devant le roi pour terminer judiciairement toute l'affaire. On mit le feu aux machines, et le siège s'arrêta le 24 juillet, après neuf jours d'inutiles efforts.

Un arrêt survint qui évinça le roi d'Angleterre de ses prétentions, et soumit les habitants de Limoges à la justice de la vicomtesse. Marguerite prit solennellement possession de la ville, et fit arborer ses bannières sur les quatre portes principales.

Cette même année, des experts du roi de France firent une enquête à Aixe sur les dommages causés durant le siège; et, après quelques discussions, le roi d'Angleterre fut condamné à payer 23,643 livres 3 sols et 8 deniers aux habitants. Ainsi fut terminée cette guerre de la vicomté, dont un moine de l'abbaye de Saint-Martial tenait fidèlement le journal. Quoiqu'elle ait couvert presque toute la campagne de ruines, le temps en a presque entièrement effacé le souvenir chez les habitants du pays.

Les vignes et les pressoirs, que les deux parties détruisaient avec acharnement, ont disparu des environs de Limoges, et il n'en reste plus à Aixe qu'une faible quantité. Les routes du Périgord et de la Saintonge n'ont pas été étrangères à ce résultat, en facilitant le transport de vins qui ont fait oublier ceux des coteaux de la Vienne.

En 4304, il tomba subitement dans la vallée de l'Aurance une telle quantité de pluie que les moulins furent presque entièrement détruits.

En 4364, le prince de Galles reçut à Aixe une députation des bourgeois de Limoges.

Vers 4422, la comtesse de Penthievre habitait le château d'Aixe.

En 4428, le sieur de L'Aigle, profitant de l'absence de Ponthon de Xaintrailles, se fortifia dans le château d'Aixe, et de là il fit long-temps la guerre aux habitants de Limoges.

Le 48 décembre 4529, les eaux de la Vienne s'élevèrent à plus d'une toise au-dessus du pont d'Aixe.

En 4569, pendant les guerres de religion, Coligny marcha de Chalus sur Aixe, et s'en empara. Pour le reprendre, le duc d'Anjou accourut de Couzeix, établit son quartier général à Isle, et fit mettre le feu aux faubourgs. Après un combat vigoureux, Aixe fut enlevé aux religionnaires, et leur armée se retira en désordre vers Saint-Junien.

Écrivains et hommes célèbres. — « Le territoire d'Aixe a vu naître : Pierre de Barry, abbé de Saint-Martial, personnage d'une grande piété, qui succéda à Pierre de Cluny, et mourut en 4474 ; — Victorin Tarneaud, récollet, provincial de Toulouse en 4659, auteur d'un ouvrage de controverse intitulé : *Le Glaive, bouclier des catholiques* ; — Salomon Goyraud, autre récollet, auteur de plusieurs ouvrages, mort en 4746. — C'est au château du Barry, près du pont d'Aixe, qu'est né le poète académicien de Beaupoil de Sainte-Aulaire. » (L'abbé ARBELLOT : *Guide de l'étranger en Limousin.*)

COMMUNES DU CANTON D'AIXE.

VERNEUIL.

La commune de Verneuil est située sur la rive droite de la Vienne : elle compte 2,432 habitants. Quelques fragments de la voie romaine de Limoges à Chassenon se voient près du village des Vazeix. Elle traversait la Vienne au *pont de Piles*, où l'on aperçoit, à l'époque des basses eaux, quelques traces des fondations.

Le château de Pennevayre, où Louis XI et son frère le duc de Berry s'arrêtèrent en revenant de Bayonne à Limoges, a disparu.

SAINT-PRIEST-SOUS-AIXE.

A Saint-Priest-sous-Aixe, sur la rive gauche de la Vienne, et vis-à-vis de Verneuil, le pays est très-boisé : la *forêt d'Aixe* en occupe une partie considérable.

La voie romaine, en montant du *pont de Piles*, passait au village des Richards : on en retrouve les traces près des villages de Leygnac et d'Airain.

Saint Martin des Arades, confesseur de Charles Martel, mourut en passant à Saint-Priest, et y fut enterré en 726. — Il y eut une bataille en 1180, et le bourg fut incendié en 1273. (*Voyez AIXE.*)

SAINT-YRIEIX-SOUS-AIXE.

Saint-Yrieix-sous-Aixe, sur la rive gauche de la Vienne, a 658 habitants. L'église fut restaurée en 1496.

BEYNAC ET BOSMIE.

Ces deux communes, réunies en une seule paroisse, occupent la rive gauche de la Briance et de la Vienne au-dessus d'Aixe. Elles comptent 904 habitants.

La compagnie du chemin de fer de Limoges à Périgueux a établi dans la commune de Beynac une station, principalement destinée au service d'Aixe, qui en est éloignée de 6 kilomètres.

Jean du Puy de Noix, général des dominicains à la fin du *xiv^e* siècle, et qui joua un grand rôle au concile de Constance, était de Beynac.

JOURGNAC.

Journac, sur la rive gauche de la Briance, a 684 habitants. Le château de La Béchadie joua un rôle pendant les guerres de la ligue. Il fut pris en 1589 par les ligueurs. L'année suivante, le vicomte de Pompadour y mit en déroute les troupes royales, qui venaient de prendre Ladignac.

BURGNAC.

Burnac est une commune de 400 âmes, traversée par le chemin de fer de Limoges à Périgueux, dont les stations les plus rapprochées sont celles de Beynac et de Nexon. Elle a une église romane, mentionnée en 1104 dans un acte où elle est mise sous la dépendance du prieuré d'Aureil.

SAINT-MARTIN-LE-VIEUX.

Saint-Martin-le-Vieux, dont le territoire est situé sur les deux rives de l'Aixette, a une population de 878 habitants. Son église, bâtie sur le plan de celle de Burgnac, fut restaurée en 1490.

SÉREILHAC.

La commune de Séreilhac, arrosée par de petits affluents de la Vienne et de l'Aixette, est traversée par la route impériale de Paris à Barèges. C'est après Aixe la commune la plus importante du canton : elle compte 2,494 habitants. Le sanctuaire de son église est roman, et la nef gothique.

Il y a une chapelle à Texon.

Le village des Betoules possède des tuileries importantes, dont les produits s'écoulent sur Limoges.

Les sieurs de Lascaux et de Rochefort se sont fait remarquer sur les champs de bataille du règne de Louis XIV.

ABBAYE DE DALON

Dans l'ancienne paroisse de Saint-Trié ou Trojan (1), jadis du diocèse de Limoges, et qui garde encore son administration communale, quoique unie pour le spirituel à la paroisse de Boisseuil du diocèse de Périgueux; au milieu d'une large vallée où coule le ruisseau de Dalon, affluent de la Lauvezère (non de la Vezère), et d'où surgissent divers mamelons; vallée humide pourtant, dont les bois et les pâturages font la richesse, se dressent, à côté de superbes ruines, qui dessinent le plan vaste, simple et commode des anciens monastères, un corps de logis en magnifiques pierres de taille : il a 35 mètres de long sur 40 de large : c'est ce qui reste de l'abbaye de Dalon.

De ce site l'on aperçoit, au milieu d'une foule de hameaux, les bourgs de Segonzac, de Saint-Robert et de Teillot, puis le château de Puy-Lavayne. Si des religieux avaient pu s'y réinstaller au commencement de ce siècle, la belle église abbatiale serait encore debout, formant une croix latine avec sa flèche élancée et ses deux bas-côtés, dont il ne reste que deux chapelles; les vastes dépendances de la maison n'auraient pas non plus disparu. L'isolement de ce lieu l'avait protégé contre les passions révolutionnaires, et l'acquéreur national n'était point hostile. Mais ces vandales qu'on a justement nommés *bande noire*, comme quelque chose de hideux, ces hommes qui prennent plaisir à supputer les centimes de bénéfice produits par les carrés de pierre et les charretées de moëllon d'un monument, ont abattu l'église. Les misérables ! ils n'ont pu faire du moëllon que 50 cent. la charretée. Heureusement il y avait plus

(1) Et non dans la paroisse de Saint-Sylvestre de Teilloux, quoi qu'en dise l'auteur du *Gallia christiana nova*.

de bénéfice à conserver le corps de logis principal : il est de 1777 (4).

Dalon est le troisième des sept monastères d'hommes qu'on attribue d'ordinaire à Géraud de Salis. Avant de lire les faits qui se rattachent à cette maison, on prendra sans doute plaisir à connaître la vie de son fondateur. La voici d'après un anonyme du XIII^e siècle qui paraît être un moine de Chastelliers, où l'on conservait le manuscrit original :

I.

« Géraud naquit en Périgord, au bourg (*in vico*) de Salis. Son père se nommait Foulque (*Fulco*), et sa mère *Adeardis*, l'un et l'autre de famille distinguée, riche, chrétienne et pieuse (*indylti et locupletati*). Ils avaient trois fils, qui furent trois flambeaux de la vie religieuse : Géraud, Grimoard et Foulque. Quelqu'un a dit de Géraud :

Gyraudus, gente generosus, corpore, mente,
Petragoræ pago fulsit quia lucis imago.

» Tout jeune encore, Géraud fut envoyé dans les écoles, où il étudia les belles-lettres. A la maison, sa très-pieuse mère lui apprenait à craindre Dieu, et à s'abstenir du péché. L'enfant délibéra de bonne heure de s'attacher à la seule chose nécessaire, et, après bien des luttes secrètes, résolut de vivre dans la solitude, et d'éviter le gouffre de la damnation.

» A cette époque, vivait Robert d'Arbrissel, un homme de Dieu, vénérable, méprisant les choses caduques et périssables, et n'ayant soif que de son salut. Entre autres grandes œuvres, il institua à Fontevrault un fervent monastère de filles. Il parlait des choses de Jésus-Christ. Les foules l'écoutaient, et admiraient la grâce qui découlait de ses lèvres. Géraud plaça sa jeunesse sous la férule de cet habile maître, et, par son conseil,

(1) M. Desprot, curé de Segonzac, a eu la bonté de me fournir des renseignements sur l'état actuel de l'abbaye de Dalon. Mon vénérable ami M. Pierre Laforest, auteur du bel ouvrage *Limoges au XVII^e siècle*, a pris la peine d'analyser, à mon intention, dans Martène (*Amplissima collectio*, T. VI, col. 989-1006) la Vie de Géraud de Salis. Je donne textuellement son travail.

se consacra à Dieu sous l'habit de chanoine régulier dans le couvent de Saint-Avit (*monasterio Sancti Aviti*). Ce couvent n'était pas éloigné du bourg de Salis. Les parents de Géraud, vrais serviteurs de Dieu, se réjouirent de la détermination de leur fils: ils ne s'abandonnèrent point aux larmes comme ceux qui n'ont point d'espérance.

» Géraud se fit remarquer dans le couvent par la pratique de toutes les vertus de la vie religieuse. Peu à peu ses supérieurs l'engagèrent dans les ordres sacrés, et il fut élevé à la dignité de diacre, contre sa volonté; car la sublimité du sacerdoce effrayait son humilité.

» Après avoir ainsi long-temps vécu hors du monde, sous la discipline de la règle, Géraud, arrivé à l'âge viril, résolut de tenter des choses plus difficiles, et, de l'avis de son religieux et illustre maître (*religiosum et famosum*) Robert d'Arbrissel, embrassa la vie érémitique, et se livra à toutes les austérités de ce genre de vie. Il pratiqua surtout de rigoureuses abstinences, disant: « Adam a été chassé du paradis terrestre pour avoir mangé: il faut reconquérir le paradis terrestre par le jeûne ».

» Et, parce qu'il était entièrement crucifié au monde, son âme était fréquemment ravie en de sublimes contemplations. Que de nuits entières passées en extase devant vous, bon Seigneur Jésus! Ce que d'autres apprennent par l'étude et la méditation de la loi divine, votre esprit, Seigneur, le lui suggérerait. La nature extérieure, les bois, les arbres, lui parlaient de vous; car toute créature crie: « Dieu m'a fait, *Deus me fecit!* »

» Ainsi doué de la science acquise et aussi de la science infuse, Géraud se sentit inspiré par l'esprit de Dieu de porter le nom de Jésus devant tout peuple et toute nation (*coram omni natione et gente*). Il brillait comme une escarboucle (4) (*carbunculus*), comme un feu, comme un astre. Sa charité se répandait parfumée, pénétrante, active, embrasée et bouillonnante (*superebulliente*). Il semait ainsi par tout pays la parole de Dieu, et ne se lassait pas de jeter le filet. Il faisait office d'évangéliste, et nul n'était privé de sa chaleur (*nec erat qui absconderet se a calore ejus*).

» La réputation de Géraud se répandit au loin, parmi les évêques. Le seigneur Pierre, évêque de Poitiers, homme de vie et de science illustre, lui serra la main à jamais (*dextram dedit*

(1) Ou comme un petit charbon: *carbunculus* a les deux sens.

ei interminabilis caritatis), et lui confia le soin d'administrer à sa place, lui déléguant son autorité ordinaire. Plusieurs évêques l'honorèrent d'une confiance toute pareille.

» En même temps, beaucoup de particuliers convertis par lui commencèrent à lui offrir des terrains et des domaines, et le prièrent d'y bâtir des monastères pour les hommes et pour les femmes. Le premier de ces monastères fut Cadoin ou Cadouin (*Caduinum*); le deuxième, Grandselve (*Grandis Sylvam*); le troisième, Dalon (*Dalonem*); le quatrième, Bournet (*Bornetum*); le cinquième, *Alodia*; le sixième; *Absiam Galiniæ*; le septième, Chastelliers (*Castellaria*).

» C'est là, c'est à Chastelliers qu'il est enseveli. Il semble que, ayant travaillé, il se soit reposé de toutes ses œuvres le septième jour.

» Il avait fondé deux autres monastères, *Tutionem* et *Bibionem* pour des religieuses (*ad monialium regionem* (4)).

» A *Tutione*, d'accord avec son très-saint maître Robert d'Arbrissel, il mit des religieuses; et il voulut que cette maison fût chef d'ordre (*matrem et caput ordinis*), et que Fontevrault (*Pontem Ebraldi*) fût la fille de *Tutionis*; ce qui dura quelque temps, jusqu'au jour où, faute d'eau, les *Tutionenses* furent contraintes de changer de domicile, et d'entrer à Fontevrault, et de fille qu'elle était la maison de Fontevrault alors devint mère. La maison de *Bibione* fut l'objet des complaisances particulières du fondateur. La pauvreté de cette retraite la lui rendait chère, et il s'y réfugiait souvent. Les maisons par lui fondées en engendrèrent d'autres, et eurent ainsi les honneurs de la maternité. Il institua dans tous ces monastères la pure règle de Saint-Benoît. Cette règle fut pratiquée sans augmentation, sans diminution ni omission, ni aucune modification (2). Mais venons à l'histoire.

(1) Dans ses *Vies des Saints du Poitou*, M. Ch. de Chergé attribue à Géraud de Salles un plus grand nombre de fondations, car il dit à la page 232 : « Outre l'abbaye de Cadouin, Géraud de Salles fonda celles de Grandselve, au diocèse de Toulouse; de Gondom, au diocèse d'Agen; d'Allonne (*hies* de Dalon), au diocèse de Limoges; de Bournet, au diocèse d'Angoulême; de Font-Douce et de Châtres, au diocèse de Saintes; de L'Absie, du Pin, des Chastelliers et de Bonnevaux, au diocèse de Poitiers. etc., etc. R.-P.

(2) L'abbé Nadaud fait remarquer que l'auteur cité par dom Martène est ici dans l'erreur, puisque, d'après le cartulaire de Dalon, Géraud de Salis

» Foulque, père de Géraud, après avoir long-temps vécu dans le monde, fit au siècle ses adieux, et, ayant, dans sa dernière maladie, revêtu l'habit religieux, il mourut jeune encore, plein de mérites. Sa veuve, par le conseil de Géraud, embrassa la vie religieuse.

» Grimoald, frère de Géraud, ayant quitté les livrées du siècle, fut chapelain près de *Tustonium* (*professus est cum cappellanita apud Tustonium*), puis prieur à *Castellarium*; après la mort de son frère, il fut élu abbé de Sainte-Marie-des-Alleus (*de Alloodiis*), au diocèse de Poitiers. Plus tard, il fut fait évêque de Poitiers; mais il mourut la même année. Il mourut le 6 des calendes d'août (le millésime n'est pas indiqué), et fut enseveli chez les religieuses de Fontevrault.

» Foulque, l'autre frère de Grimoald, prit l'habit d'ermite à *Boscavium*, et fournit une longue carrière de bonnes œuvres. Il fut enterré dans le chapitre de Boscavium. Après beaucoup d'années (*post multum temporis*), son corps, objet d'une grande vénération, fut transféré dans l'église. Le corps, au moment de la translation, fut trouvé intact, sans aucune lésion ni aucun signe de putréfaction, parfaitement conservé. — Revenons à Géraud.

» Géraud mourut l'an de N.-S. 1120 (*millesimo centesimo vigesimo*). Il fut le contemporain de saint Bernard, qui fut nommé abbé de Clairvaux en 1114. Géraud conduisit l'abbé de Clairvaux à Cadouin (*Caduinum*); mais les religieux de Cadouin refusèrent d'embrasser la règle de Cîteaux, et, se moquant du saint abbé, coupèrent la queue de son cheval (*et apposuerunt adhuc sancto peccare, roncium quo vehebatur cauda truncare*).

» Les religieux de Grandselve, chez qui Géraud conduisit Bernard, accueillirent saint Bernard avec plus de respect : ils le saluèrent comme un ange de Dieu, et se placèrent sous sa discipline. (Le narrateur se trompe : c'est seulement en 1145, long-temps après la mort de Géraud, que le monastère de Grandselve se donna à l'ordre de Cîteaux. — *Note des éditeurs.*)

» Géraud mourut à Chastelliers (*Castellaras*), l'an de grâce

n'assujettit ces religieux à aucun ordre ni à aucune profession, les laissant passer leur vie dans la simplicité évangélique. D'après la même source, ce fut seulement après la mort du fondateur, arrivée en 1120, que ces religieux prirent l'habit monacal et la règle de Saint-Benoît, à l'imitation des Cisterciens.

R.-P.

1120 (1), le 12 des calendes de mai, c'est-à-dire le 20 avril, à la pointe du jour (2), au milieu des siens, plein de jours et de vertus.

» L'évêque de Poitiers, Guillaume II, du nom d'Adelenius (*Adelenius nomine*), assista aux obsèques.

» Géraud fut enterré dans le monastère de Chastelliers, dans la chapelle de la sainte Vierge, au côté gauche de l'autel (3).

» En 1249, l'abbé Thomas, aidé de quelques-uns de ses frères, creusa le tombeau, et, à sa grande joie, retrouva les restes vénérés du serviteur de Dieu. Il déposa la tête en un petit vase doré, et le corps en un tombeau de marbre, fabriqué en forme d'arche, et posé sur six colonnes de pierre, sur le local du tombeau primitif. — (Col. 1006.) »

II.

D'après le cartulaire de Dalon, dont on trouve des extraits dans le *Gallia christiana* de Denis de Sainte-Marthe (T. II, *instrumenta*, col. 201-203), Géraud de Salis vint établir des religieux à Dalon l'an 1114, et non en 1117, 1119, 1120 ni 1121, comme l'ont dit Robert (*Gallia christiana*, p. 567), les deux frères de Sainte-Marthe (*Gallia christiana vetus*, T. IV, p. 326) et dom Martène (*Thesaurus anecdotarum*, T. III, col. 126).

Géraud de Las Tours et Goulfier, son frère, avaient donné en perpétuelle aumône, pour le salut de leur âme et pour celles de leurs parents, à Dieu, à la bienheureuse Marie et au vénérable Père Gérard de Salis, tout ce qui pouvait leur appartenir dans la forêt de Dalon, ainsi que les droits de dixme et autres droits seigneuriaux sur toutes ces terres et sur celles que les religieux acquerraient des feudataires desdits Géraud et Goulfier. Ceux-ci recommandaient en outre à leurs descendants non-seulement de n'inquiéter en rien les disciples présents ou futurs de Géraud de Salis, mais encore de protéger Dalon contre tout agresseur. De son côté, Géraud de Salis, acceptant la do-

(1) His concinit chronicon Malleacense, apud Labbeum : *Biblioth. nova*.

(2) M. de Chergé dit, je ne sais d'après quel auteur, le 9 août 1127.

R.-P.

(3) Le texte dont ces lignes donnent l'analyse est contenu dans les colonnes 989-1003 du T. VI de l'*Amplissima Collectio* de dom Martène.

nation, la consacra à Dieu, de telle sorte que, mettant à part les droits du Saint-Siège et ceux de l'évêque diocésain, toujours réservés, personne ne dut prétendre en faire sa propriété, ou y avoir juridiction. Les témoins de cet acte furent Étienne, alors prêtre de Boessent, qui devint prieur à Dalon; Pierre, abbé de Castres, au diocèse de Périgueux, et Bernard Gauberti, prêtre de Segonzac (4).

(1) IN NOMINE DOMINI JESU CHRISTI. AMEN.

INCIPIT LIBER FOUNDATIONIS ET DONATIONUM ABBATIE

B. MARIE DALONIS.

Anno ab incarnatione Domini nostri Jesu Christi M. C. XIV, indicatione VII, epacta XII, domno Paschali romano pontifice feliciter regente, Eustorgio episcopo Lemovicensi sedis presidente, regnante Ludovico, rege Francorum, superstite Ademaro, vicecomite Lemovicensi, domnus Geraldus de Salis eremum quæ ab hominibus Dalonium dicebatur expetiit, atque ad servitium omnipotentis Dei quosdam de fratribus suis ibidem constituit. Geraldus siquidem de Turribus et Golferius, frater ejus, qui eremi illius dominium jure hereditario possidebant, ab omni sæcularium dominatione et calumpnia liberam et quietam fieri decreverunt, et Dei famulo hujusmodi testamentum fecerunt :

« Ego Geraldus de Turribus, et ego Golferius, animarumstrarum et omnium parentum nostrorum utilitati providentes, donamus Deo, et B. Mariæ, et venerabili patri Geraldo de Salis, in perpetuam eleemosinam, quicquid habebamus vel habere poteramus, vel aliquis de nobis habebat. In nemore quod vulgo Dalonium nuncupabatur; atque successoribus nostris, cum omni testificatione, prohibemus ne illius discipulis tam præsentibus quam futuris, usque in finem sæculi, ibidem Deo deservientibus, aliquam tyrannidem seu dominationem, vel aliquam vexationem inferre, præsumant; sed ipsum Dalonii locum ab aliorum incursibus seu molitionibus præcipimus ut quantum potuerint defendant. Donamus etiam supradictis fratribus terras quas de fœnalicibus suis acquirere poterunt, et decimas terrarum quas terras a nobis seu ab aliis hominibus acquisierunt, et quæ juris nostri erant. Tum venerabilis magister sic prosecutus est : Ego Geraldus, Dei gratia servorum Dei minister, quamvis indignus, constituo, et inviolabili decreto confirmo quod totus præsens locus ecclesiæ videlicet Dalonensis, ab omni ecclesiastica vel sæculari subjectione sit libera, et quasi propria Christi camera, insignibus sublimetur, salvo apostolico jure et diocæsani pontificis dignitate. Porro si aliquis, externus sive domesticus, propriæ libertatis dignitate eam frustrare tentavit, tanquam decretorum temerarium violatorem, nostra sodalitate indignum, a corpore atque societate nostræ fraternitatis alienum esse decrevimus. Huic rei tunc interfuerunt Stephanus, tunc sacerdos de Boessent, postea Dalonensis prior; domnus Petrus, abbas Castrensis; Bernardus Gauberti, sacerdos de Segonzac, etc. » (*Gallia christiana nova*, T. II : *instrumenta*, col. 201.)

Cependant les moines de Tourtoirac en Périgord revendiquèrent la propriété de Dalon, et, sur la demande de Géraud de Salis, Eustorge, évêque de Limoges, réunit à Dalon même, pour décider ce différend, Guillaume, évêque de Périgueux; Maurice, abbé de Solignac; Guy, abbé de Tourtoirac; Adémar, vicomte de Limoges; Gérald et Goulfier de Las Tours; Itier de Born, et plusieurs autres, tant ecclésiastiques que laïques. Devant cette vénérable assemblée, un moine de Tourtoirac nommé Constantin vint dire que le territoire de Dalon lui appartenait (*et locum Dalonis utpote in sua pertinentia constitutum calumniavit*). Les vieillards du voisinage, appelés en témoignage, affirmèrent qu'ils n'avaient jamais vu cultiver cette solitude, ni dire qu'on l'eût jamais cultivée. Ils ignoraient même à qui elle appartenait. Ils ajoutèrent qu'un paysan, nommé Robert de Lage, ayant défriché une parcelle de la forêt, en avait donné la dîme audit moine Constantin, qui en ce moment même faisait opposition à Géraud de Salis; mais les décimateurs de Segonzac, Pierre et Gérald, son frère, et Aimeric de La Rue, vicaire, en ayant eu connaissance, avaient fait un procès au paysan pour avoir donné au moine Constantin une dîme qui leur revenait. Le paysan, mal défendu par son patron Constantin, qui avait abusé de sa confiance, avait dû payer aux décimateurs légitimes, pour indemnité et dommages, trente sous et six deniers (*predictis decimariis triginta solidos et sex nummos pro ablata decima excoluit*). Le paysan Robert de Lage étant venu confirmer par son aveu la déposition des vieillards, l'assemblée décida unanimement que l'évêque Eustorge devait maintenir Gérald de Salis dans sa possession, et en effet, séance tenante, l'évêque rédigea l'acte de maintenue.

Cette même année 1111, en présence d'Eustorge, évêque de Limoges; d'Audebert, doyen de Saint-Yrieix; de Geoffroy, archiprêtre de Lubersac; d'Elie d'Ayen; de Pierre de Campanis; d'Itier de Born; de Sicard de Rasa; de Geoffroy, et Gérald de Tellol, Bernard del Burg et ses frères Gérald et Étienne, ainsi que les deux frères Archambaud et Adémar de Felez, Pierre de Felez et Aimeric de Felez, tous les sept ayant droit de forestage (*forestarii*) dans la forêt de Dalon, cédèrent à Dieu, à la bienheureuse Marie, à maître Géraud de Salis et à ses successeurs, ce droit et tous ceux qu'ils pouvaient avoir dans ladite forêt, en perpétuelle aumône (*in perpetuam elemosinam forestagium et omne aliud ex integro quod habebamus vel*

requirere poteramus). Pierre Gaufridi et Guy Garini cédèrent de même tous leurs droits.

En 1174, le 6 des ides de mai, Hugues, comte de Rodez, donna encore, en perpétuelle aumône, à Dieu, à la bienheureuse vierge Marie et aux frères présents et futurs de Dalon, dans toutes ses terres et forêts, droit de pacage pour leurs animaux de toutes espèces, et de plus pour les animaux dont ils auraient la surveillance (*pascua omnium animalium cujuslibet generis fuerint, et quæ sub eorum custodia vel protectione permanserint*). Le comte réservait toutefois le droit des frères du Loc-Dieu du diocèse de Rodez, car ils avaient aussi droit de pacage dans ses terres pour les animaux qui leur appartenaient. Cette donation était faite à Guillaume de Tineria, abbé de Dalon, son parent (*in manu fratris mei domni Willelmi, Dalonensis abbatis*), en présence de Pierre de Chamlazac et d'Étienne de Mont-Olivier (*de Monte Olivi*), tous deux moines, et de Pierre de La Boaria, frère convers. Étaient témoins Gérard de Panath et Raustits.

Par acte expédié le 24 novembre 1178, Archambaud V, vicomte de Comborn; Jourdain de Périgord, sa femme, et Archambaud, leur fils, accordèrent à l'abbaye l'exemption des droits seigneuriaux dans toutes leurs terres. Le 8 janvier 1198, Archambaud VI accorda d'autres privilèges. L'abbé Amelius reçut pour Dalon de Pierre Fulcaldi, de Valérie sa femme, et de Garrens, sœur de Valérie, la moitié de la terre Mainil. Raymond, vicomte de Turenne, lui donna aussi le mas de Las Treillas, et Talairan, gendre du vicomte, ratifia cette donation, à Martel, en 1167. Du reste, divers autres seigneurs enrichirent Dalon, et le témoignage de leurs bienfaits se trouve inscrit dans le cartulaire de l'abbaye jusqu'à l'an 1247, époque où il se termine (4).

Au dernier siècle, l'abbaye de Dalon était taxée en cour de Rome à 450 florins, et elle valait à l'abbé 5,000 livres exemptes de toute charge.

(1) Le père Le Long dit (*Bibliothèque historique de France*, n° 12,498) que la Bibliothèque du roi avait dans les manuscrits de M. de Caignières une copie et des extraits de ce cartulaire, la seule pièce digne d'attention des archives de Dalon, dont les anciens livres de chœur, le martyrologe, le nécrologe, etc., étaient perdus.

III.

Voici les quelques faits qui se détachent dans l'histoire modeste de Dalon.

Denis de Sainte-Marthe fait de Géraud de Salis le premier abbé de Dalon (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 624); mais, comme il l'avait dit déjà (*ibid*, T. I^{er}, col. 263), jusqu'à la mort de ce saint homme ses disciples avaient vécu en ermites. Ce titre ne lui convient donc pas, comme le fait remarquer Nadaud; et d'ailleurs lui-même il ne se qualifia jamais abbé : celui qui le premier eut cette dignité à Dalon doit donc être Roger, que ses disciples choisirent parmi eux (4420), en présence d'Eustorge, évêque de Limoges, de plusieurs religieux et de personnages distingués, tous priés d'assister à cette importante cérémonie.

Connu bientôt au loin par ses vertus, Roger fut appelé à fonder plusieurs monastères, entre autres, le 42 des calendes d'avril 4423 (4424), le Loc-Dieu (*Locum Dei*), au diocèse de Rodez. Ce monastère, ainsi nommé avec dessein, avait été jusqu'alors un lieu de refuge pour les voleurs, et, souillé par plusieurs homicides, il resta soumis à Dalon jusqu'en 4477 seulement; car, cette même année, Arbert en étant devenu abbé, aux calendes de décembre, l'en sépara, et l'unit, pendant un an, à Pontigny, dont les moines ne crurent pas pouvoir le relever et le conserver, tant ses dettes étaient considérables; ce qui fit que ledit Arbert dut le soumettre au monastère de Bonneval; mais le Loc-Dieu s'est peu à peu relevé, et l'ordre y a régné jusqu'à la fin du dernier siècle.

Avant d'avoir uni son monastère à l'ordre de Cîteaux, saint Etienne d'Obasine, désirant former à la vie monacale les disciples accourus près de lui, demanda à son ami Robert, premier abbé de Dalon, quelques-uns de ses moines. Ceux-ci furent agrégés à Cîteaux seulement après 4462, sous l'abbé Amelius, et déjà ils avaient le chant et les usages de Cîteaux. Les religieux qu'on envoya à Obasine étaient pourtant des hommes d'une austérité peu charitable; car ils déconcertèrent par leurs dures réprimandes les timides enfants de Saint-Étienne, sans doute animés du zèle ordinaire aux âmes qui entrent dans le service de Dieu, mais par cela même encore très-sensibles dans leur amour-propre. Pour ne pas voir détruire son œuvre naissante, saint

Étienne dut laisser rentrer à Dalon des maîtres qui ne savaient pas compatir aux faiblesses de sa jeune famille.

Dalon n'était point agrégé à Cîteaux, lorsque, en 1138, l'abbé Robert envoya une colonie fonder un monastère à Aubignac, qui est resté jusqu'à la restauration du culte dans l'archiprêtré d'Argenton, au diocèse de Bourges, et qui a passé depuis au diocèse de Limoges, avec la paroisse de Saint-Sébastien (Creuse), sur le territoire de laquelle il est situé.

Le pape Innocent II accorda un privilège à l'église de Dalon pendant un voyage que l'abbé Roger fit à Rome, et le pape Luce II en concéda un autre. J'ignore en quoi consistent ces privilèges.

Le Père Estiennot dit qu'à l'occasion de l'abbaye de Beuil, qui désirait s'unir à Cîteaux en 1123, l'abbé Roger écrivit à saint Bernard, dans un langage sévère, pour l'engager à refuser cette union, faite au préjudice de Dalon, dont Beuil était la fille. La lettre eut son effet, car saint Bernard n'accepta pas. Estiennot n'a pu pourtant trouver cette lettre ni à Dalon ni à Beuil. La réputation de sainteté de l'abbé Roger fut si grande que Bernard Guidonis l'a mis dans son catalogue des saints du Limousin.

D'après la chronique de Geoffroy de Vigeois, Amélius se trouvait le 28 août 1163 à Arnac (Arnac-Pompadour) pour l'enterrement d'Almodis, femme d'Olivier de Las Tours, avec neuf abbés, qui lui étaient soumis, et, dans le 4^{re} volume du *Gallia christiana nova*, on dit que sa piété et celle de ses moines les portèrent à agréger Dalon, ainsi que tous les monastères qui en dépendaient, à l'ordre de Cîteaux, par la deuxième fille de Cîteaux, fondée en 1114, à quatre lieues d'Auxerre, Pontigny (1), dont les abbés, avec ceux de La Ferté, de Clairvaux et de Morimond, avaient, en leur qualité des *quatre premiers pères de l'ordre*, droit de visite à Cîteaux, quoique l'abbé de cette dernière abbaye fût général et chef de tout l'ordre. Du reste les abbés de ces quatre premières filiations étaient eux-mêmes généraux dans leur propre filiation. Ainsi Dalon devint la troisième des dix-sept filles de Pontigny.

En ces temps *barbares*, où pratiquer l'hospitalité était une

(1) « Tempore quo Arnaldus regebat abbatiam (Locī Dei) D. Amelius. abbas Dalonis, et ceteri abbates qui ab eo pendeant ob fervorem ordinis tradiderunt se ordini Cisterciensi et domui Pontiniacensi. » (*Gallia christiana nova* T. I, col. 263.)

vertu généralement aimée, et où chaque monastère servait d'hôtellerie, les pauvres, estimés membres souffrants de Jésus-Christ, n'étaient jamais oubliés, et l'on distribuait à Dalon, comme ailleurs, chaque jour d'abondantes aumônes. Bertrand de Born et son fils Bertrand firent, le 4 des calendes de juillet de l'an 1189, sous l'abbé Gérard de Miraumont, une fondation, afin que chaque jour on distribuât, en leur nom, à la porte du monastère, pour l'expiation de leurs péchés et pour celle des péchés de leurs ancêtres, l'équivalent du revenu nécessaire pour nourrir un moine. Ainsi une pensée de foi vivifiait toutes les œuvres de nos pères. Un motif de sensibilité humaine n'inspirait pas seule leur aumône : ils savaient que l'aumône rachète les péchés dont on se repent.

Alors les fanfarons d'impiété n'étaient pas non plus réputés beaux esprits, et, pour rappeler à tous que l'âme survit à la destruction de son enveloppe de chair, en 1187, Guillaume de Tournon avait donné six livres, qu'on devait employer à entretenir, pendant la nuit, un luminaire dans le cimetière de Dalon. Or l'abbé Gérard, touché de cette pensée pieuse, réunit immédiatement les moines en chapitre, et fit décider qu'à cette somme on ajouterait annuellement le prix de six setiers de froment, afin que le luminaire brûlât jour et nuit. Ces siècles avaient leurs abus, je lesais bien ; il a fallu long-temps auchristianisme pour discipliner les descendants des bandes sauvages sorties des forêts de la Germanie, et habituées à se faire justice elles-mêmes ; mais du moins partout on proclamait le droit, et la vérité n'était pas insultée ; en sorte que, tôt ou tard, quand la passion s'était calmée, on s'empressait de réparer ses injustices. Ainsi, sous l'abbé Jean II, en 1196 et 1198, Archambaud, vicomte de Comborn, accorda à Dalon, pour réparer des exactions commises contre le monastère, les droits de maréchaussée et des prévôts de moissons, convives, etc., sur le tènement d'Ubert. Bertrand de Born et Itier, son frère, font sous ce même abbé, en 1200, des donations pour indemniser l'abbaye des dommages qu'ils lui avaient causés pendant la guerre (*pro damnis et injuriis quas eis fecerant, urgentibus guerris*), peut-être en 1168, quand les barons de l'Aquitaine et de la Bretagne se soulevèrent contre Henri II, ou en 1176, quand ces mêmes barons d'Aquitaine furent en guerre contre Richard Cœur de Lion. Sous l'abbé Bernard, en mars 1224, Bertrand, Itier et

autre Bertrand de Born, tous trois chevaliers, réparent encore par des dons des injustices commises au préjudice de Dalon.

Bernard de Ventadour mourut moine à Dalon au commencement du XIII^e siècle. Ce poète limousin, né vers 1130, était fils d'un domestique et archer du château de Ventadour, où sa mère était aussi servante de peine, s'il faut en croire Pierre d'Auvergne, dans une satire contre les troubadours; ce qui doit être vrai, car Hugues de Saint-Cyr donne aussi pour père au même Bertrand un simple domestique chargé du four du château. Bernard de Ventadour, doué d'une riche imagination et d'un vrai talent poétique, s'attira par son esprit léger et romanesque, — d'abord au château de Ventadour, puis à la cour du duc de Normandie, qui devint roi d'Angleterre sous le nom de Henri II, et enfin à la cour de Raymond V, comte de Toulouse, — des mésaventures d'amour, qui l'engagèrent à se faire moine. Quoiqu'il semble avoir écrit à Dalon même des vers qui sentent l'idolâtrie d'une femme absente qu'il idéalise, ce pauvre cœur malade guérit pourtant, car il a écrit : « L'amour est une folie dont je suis guéri ». Que l'homme soit innocent, ou plein d'illusions, ou désenchanté, ou même flétri, le silence et le repos de la solitude lui sont salutaires.

Alors aussi les fils des meilleures familles étaient fiers de se consacrer à Dieu : ainsi, sous ce même abbé de Colonges, on trouve à Dalon Étienne de Turenne, *frère convers*; Arnaud de Montinac et Adémar de Rînac, ces deux derniers céliers du monastère; Hélié et Gérard de Malafayde, etc. Or la vie religieuse n'était pas encore dans un état de relâchement : se faire moine c'était prêcher l'amour des mortifications, car l'on vivait d'abstinence. Les friandises que devait fournir à Dalon pour les aliments l'une des granges qui en dépendait, sous Jean de Colonges, c'étaient une certaine quantité de vin bon et largement mesuré, mille œufs, du pain blanc et du poisson, avec des fromages pour compléter la quantité du poisson. Aujourd'hui c'est partout un amour effréné du bien-être, qui laisse peu supposer l'espérance d'une vie meilleure par-delà la tombe.

L'abbaye de Dalon a été incendiée deux fois; et, vers 1230, l'abbé Guy de Malafayde fut tellement effrayé de ses dettes qu'il se démit. Or elle ne paraît pas s'être bien relevée, puisqu'en 1439 il fallut lancer une bulle contre les détenteurs des biens du monastère; puis, dès le commencement du XVI^e siècle, comme

les autres, pour prendre le style naïf du Père Bonaventure, « elle se vit déchoir, et tomber en commende, pour servir de curée à ceux qui cherchent plus les biens de l'Église que le service de l'Église. » Dalon débuta même fort mal dans ce nouveau genre d'administration; car son premier abbé commendataire fut un homme que recommandaient peu les titres acquis par la faveur de son nom, et qui osa afficher sa honte en faisant légitimer le fruit de ses désordres. Du reste, si, comme je le crois, il est le même que le dernier abbé régulier, il faudrait dire à l'honneur de Dalon que, après des débuts meilleurs dans la vie religieuse, ses instincts grossiers le mettant mal à l'aise dans cette maison, il dut en sortir pour les laisser libres. Après cela faut-il s'étonner que sous son gouvernement il n'y eut que sept religieux à Dalon, d'après le terrier qu'il fit faire? Qui n'a pas l'esprit de Dieu ne saurait le communiquer, et la durée ou l'importance de chaque institution est en rapport des services qu'elle rend.

François de Las Tours, qui fut deuxième abbé commendataire, et siégea au moins pendant dix ans à partir de 1535, fit reconstruire le chœur de l'église, avec un retable remarquable en ce que, contrairement à l'usage, il était en pierre. Sous Charles de Rochefort (mai 1628-1634), tous les bâtiments du monastère tombaient en ruine. Ils ont été relevés, peut-être par l'excellent évêque François de La Fayette, et pourtant en 1756 il n'y avait que quatre moines. C'est que l'esprit de Dieu est la vie véritable des institutions chrétiennes. Un monastère peut être florissant en abritant par de simples cloisons de bois grossier les âmes d'élite qui le composent : on l'a vu, par exemple, à Fontevault, à l'institution de cet ordre; et au contraire des constructions splendides peuvent n'abriter que la mort. Certains malades aussi sont privés de la faculté de se mouvoir, malgré leur embonpoint digne d'envie et leur teint brillant de fraîcheur.

Voici, d'après Nadaud, la liste des abbés de Dalon. Il a rectifié et complété certaines choses du *Gallia christiana nova* de Denis de Sainte-Marthe, qui compte seulement vingt-quatre abbés, en y comprenant Géraud de Salis.

LISTE DES ABBÉS.

I. — ROGER, né en Limousin, homme instruit et très-expérimenté dans les affaires, nommé en 4420, assista, le 24 décembre 4443, à Tulle, à l'enterrement de Boson, vicomte de Turenne. Il fit avec Pierre, abbé de Castres, une association de prières, dit le cartulaire de Dalon. La charte de société entre ces deux abbés, citée par Denis de Sainte-Marthe (*Gallia christiana nova*, T. I : *instrumenta*, p. 43), est remarquable par la piété et la charité chrétienne des deux abbés, comme le dit le savant bénédictin. C'est non-seulement une association de prières, mais encore un acte de société fraternelle, par lequel les contractants s'engagent à recevoir les religieux des deux monastères comme s'ils étaient de la même maison (*fratres igitur utriusque monasterii, non sicut hospitibus et peregrinis, sed sicut fratribus et domesticis, sese invicem in utroque monasterio fruuntur, et nullus super alterum temere superextendat, seu in terris acquirendis, seu aliis quibuslibet molestiis faciendis*); puis, du consentement de ses moines, Roger donne à ceux de Castres la terre du Puy-Auriol (*de Podio Auriol*), et, d'autre part, avec l'agrément des religieux de Castres, l'abbé Pierre donne à Dalon trois parts d'une certaine forêt qu'il ne nomme pas (*tres partes cujusdam nemoris*), faisant remise de 8 deniers dus à la forêt (*quos nobis debebant A LA FOREST*), et de 8 deniers sur Le Puy de La Vaissa; de plus promettant sur Le Puy-Auriol 8 deniers de cens annuel, payables à perpétuité, le jour de la fête de Saint-Michel.

L'abbé Roger et Hélie, abbé de Tourtoirac en Périgord, par une charte conservée dans le Cartulaire de Dalon, f° xxxiii, et datée de l'an 4454, réglèrent une contestation qu'ils avaient sur la terre de Casetas, les moines de Tourtoirac renonçant à tous leurs droits et à leurs prétentions sur cette terre moyennant 45 sous barbarins ou d'une valeur équivalente, payables annuellement, le jour de la fête de saint Thomas (4), à Tourtoirac. Ce

(1) *Quinque solidis de barbaris*. On appelait barbarins les monnaies où était frappée une tête barbue, et plus particulièrement la monnaie de Limoges, où l'on voyait le buste de saint Martial avec une longue barbe.

n'était pas le temps des titres pompeux, et ces bons abbés étaient bien humbles : dans la première charte, ils se disent serviteurs inutiles du souverain et vrai Père de famille (*servos summi et veri Patrisfamilias, licet inutiles, nos esse scientes*); dans la seconde, ils se reconnaissent encore serviteurs inutiles et abbés tels quels (*nos servi Christi inutiles et qualescumque abbates*).

Au commencement du n° III, j'ai dit les œuvres les plus importantes de l'abbé Roger, qui s'endormit en paix dans le Seigneur le 31 mai 1159, après avoir gouverné trente-neuf ans Dalon, où il repose. Au dernier siècle, on ne connaissait plus le lieu de sa sépulture. Nadaud fait remarquer que dans tout le monastère on ne voyait pas une inscription, et que le seul tombeau remarquable, placé dans une crypte de la chapelle septentrionale, était celui d'une femme.

II. — Nadaud cite, d'après le Père Simplicien (T. VII, p. 349), mais sans lui donner un rang, et le regardant comme supposé, puisque Roger fut nommé en 1120, un abbé de Dalon nommé HENRI, auquel, en 1124, on aurait donné le mas de Disnerade, paroisse d'Ales. Denis de Sainte-Marthe ne fait point mention de cet Henri.

II bis. — B....., abbé en 1162, d'après le cartulaire de Dalon.

III. — AMELIUS, que Denis de Sainte-Marthe donne pour remplaçant de Roger en 1159, sans tenir compte du précédent, que sans doute il ne connaissait pas. Il venait du Loc-Dieu, dont il était le deuxième abbé, et où il fut nommé le 5 de juillet en 1144. D'après le cartulaire de Dalon, il siégeait encore en 1167.

IV. — GUILLAUME I^{er} DE TINBERIA, frère de Hugon II, comte de Rodez, siégeait en 1170 et 1171. D'après Geoffroy de Vigeois, il s'était démis en 1183, lorsqu'il alla à Martel en Quercy voir Henri le Jeune roi d'Angleterre, alors malade, et ce prince fit sa confession le 7 juin, devant lui, devant Gérard, évêque de Cahors, et le prieur de la Chartreuse.

V. — JEAN I^{er}, frère du comte de Rodez et parent du vicomte de Ventadour, bienfaiteurs du monastère, siégeait en 1174. Il fit diverses acquisitions, et figure dans des actes de 1177, 1178, du 6 juillet 1179, et février 1179 vieux style (1180).

VI. — GÉRALD DE MIRAUMONT, que l'on trouve dans Labbe abbé en 1179 vieux style, c'est-à-dire en 1180, siégea jusqu'en 1192, année où il reçut une donation de Bertrand de Born et de Itier son frère, nouvellement créés chevaliers. Il faut donc mettre un G pour initiale, au lieu d'un B, au nom de l'abbé de Dalon qui fit, en 1180, la sépulture de Goulfier de Las Tours, d'après le chroniqueur de Vigéois. Baluze rapporte dans son *Histoire de Tulle* (col. 489-492), d'après le cartulaire de Dalon, un acte de transaction passé à Tulle en 1180, et ménagé par l'abbé de Tulle et Sébrand, évêque de Limoges, entre lui et Isambert, abbé de Saint-Martial de Limoges. Il augmenta beaucoup les biens de son monastère, et il figure dans divers actes de 1181, 1182, 1186, 1187, 1188, 1189. On lit dans Martène (*Anecd.*, T. IV, col. 1267) que, au chapitre général tenu à Cîteaux en 1190, pour avoir consenti à laisser faire un cimetière dans une grange ou ferme régie par des moines, l'abbé de Dalon et les dignitaires de sa maison furent condamnés à six jours de pénitence, c'est-à-dire de jeûne, car l'un d'eux devait être fait au pain et à l'eau. Pour cette faute légère, Gérard de Miraumont n'avait rien perdu de l'estime de ses frères, car, dans le même chapitre (Martène, *ibidem*, col. 1269), il fut commis pour aller, pendant l'octave de l'Épiphanie, terminer quelques affaires de l'ordre à Chaley, grange dépendante de Pontigny.

VII. — PIERRE, qu'on trouve en 1192 et 1193. — Denis de Sainte-Marthe pense que cet abbé pourrait être Pierre de Brenac, qui était prieur à Dalon en 1183.

VIII. — ARBERT avait été abbé de Notre-Dame du Palais près Bourgneuf, comme le constate un acte de donation fait par Bernard de Pairac, en 1194, dans l'abbaye même du palais. Il faut donc dater de la même année, avec Bonaventure de Saint-Amable et Nadaud, l'acte de donation de la dîme du Mas-Ubert faite à Arbert, comme abbé de Dalon par Gaubert de Souillac, abbé de Solignac, et que, d'après Denis de Sainte-Marthe, j'ai rapporté à l'année 1193. (Voir ma Notice sur Solignac, p. 30.) Il figure encore comme abbé de Dalon dans une chartre d'Aimeric Bruni, en 1195. Le Père Bonaventure dit qu'il mourut en 1196.

IX. — JEAN II DE COLONGES, auquel, en janvier 1196, Ar-

chambaud, vicomte de Comborn, accorda des privilèges pour Dalon. En 1198, Agnès de Las Tours, abbesse de La Règle, à Limoges, lui donna quelques terres pour Dalon. En 1204, le chapitre général de Cîteaux le commit pour régler des affaires de l'ordre. Dans le cartulaire de Dalon, on le retrouve encore en 1209; et, dans le même cartulaire, on trouve aussi le suivant pour l'année 1209.

X. — GUILLAUME II, 1209. Par une lettre du 13 juin 1213, le pape Innocent III le chargea, avec Girard de Cros, archevêque de Bourges, et Jean de Veirac, évêque de Limoges, de faire exécuter la sentence des délégués du Saint-Siège qui confirmait l'élection de Bernard V de Ventadour, abbé de Tulle. En 1212, Guy de Galle lui fit don de 12 deniers de cens, en présence d'Étienne de Baissac, prieur de Dalon. D'après le cartulaire, Guillaume II siégeait encore en 1221.

XI. — BERNARD, que le Père Bonaventure surnomme DE ROUSSILLON, et qui, d'après Denis de Sainte-Marthe, se nommait GAUDINI, aurait été prieur de Dalon en 1218 et 1220, et reçut le titre d'abbé en 1223. Jean d'Excideuil concéda, en 1224, à cet abbé, pour son monastère, le droit de pacage dans toute l'étendue de ses terres. C'est apparemment lui que, en 1225, le chapitre général de Cîteaux chargea de terminer quelques différends entre l'abbé de Guitmon et celui de Grandselve.

XII. — GUY DE MALAFAYDE, d'une maison distinguée du Limousin, avait été prieur de Dalon en 1221 et 1224; il y siégeait comme abbé en 1228 et 1229. Il se démit, car, dans un acte passé en 1230 en faveur du suivant, B....., il est dit que Guy, son prédécesseur, était présent; et, dans un autre acte passé en 1231 à la fête de sainte Lucie, vierge, acte de conciliation entre B....., abbé de Dalon, et Ébrard de Telhol, ce même Guy est dit *jadis abbé*, et il sert d'arbitre avec Adhémar de Rinhal, prieur, et G. de Banhac, frère convers.

XIII. — B....., que Nadaud croit être Bernard Gaudini, et que le Père Bonaventure surnomme ainsi, 1230, 1231, 1234, ne siégea pas jusqu'en 1240, comme le rapporte Denis de Sainte-Marthe; car

XIV. — P....., que Bonnaventure nomme Pierre II, figure

dans un acte en 1238, à moins que, au lieu d'un P, il faille lire B; et, en effet, en 1239 et 1240, on retrouve l'initiale B. Cependant, avec Nadaud, je maintiens ces deux rangs, que Denis de Sainte-Marthe a supprimés.

XV. — B....., 1239-1240.

XVI. — JEAN III DE UNGRES, prieur en 1242, figure comme abbé le 15 février 1244 et en 1247.

XVII. — GUILLAUME III, 1251.

XVIII. — MARTIN, 1256. — Est-ce lui, dit Nadaud, qui fut commis par le chapitre général de Cîteaux en 1258 pour quelques affaires de l'ordre?

XIX. — GUILLAUME IV, en 1278, vendit aux frères de Notre-Dame de La Peyrouse en Périgord 2 sous de rente, qu'il avait sur une maison située au Puy-de-Saint-Front. Son nom se trouve dans un manuscrit de Dalon pour l'année 1284.

Le 24 août 1285, Simon de Beaulieu, archevêque de Bourges, faisant la visite du monastère, y fut reçu processionnellement, et y consacra deux autels, l'un en l'honneur de saint Barthélemy, l'autre en l'honneur des apôtres saint Simon et saint Jude. Il y entendit la messe, donna la confirmation et la tonsure, puis y coucha aux dépens de l'abbaye (1).

XX. — PIERRE III, qu'un manuscrit de Dalon mentionne en 1314, et que le Père Bonaventure a trouvé dans un autre manuscrit du monastère siégeant en 1326.

XXI. — RAYMOND I^{er}, en 1362, d'après un manuscrit de Dalon.

XXII. — AYMERIE donna commission, en 1374, pour faire la visite du monastère de Notre-Dame du Palais.

(1) « Die veneris sequenti, in festo beati Bartholomæi, venit Dominus apud Dalon, abbatiam cisterciensem, ubi receptus fuit processionaliter ut supra. Et duo altaria in ecclesia dicti loci consecravit, unum in honore B. Bartholomæi, et aliud in honore apostolorum Simonis et Judæ. Audivit missam, confirmavit, et fecit tonsuras, et pernoctavit ibidem, ad expensas abbatie. Non fuit computatum de expensis. » (Baluze, *Miscellaneorum*. T. IV, p. 288.)

XXIII. — RAYMOND II, official de l'évêque de Limoges, puis abbé de Beuil au même diocèse en 1379, et avec cette qualité et le nom de REGNAULD, commissaire général de l'évêque de Limoges en 1386. Nommé abbé de Dalon en 1387, son procureur reconnu, le 13 janvier 1441 *vieux style* (1442), que le monastère de Dalon devait annuellement 50 sous à l'abbé de Saint-Martial de Limoges.

XXIV. — ÉTIENNE fit, en 1435, un accord avec Hélié, abbé de Notre-Dame de Gros-Bos, au diocèse d'Angoulême. D'après un manuscrit de Dalon, il obtint, en 1439, une bulle contre les détenteurs des biens du monastère.

XXV. — MAFFREDUS commit, en 1457, deux ecclésiastiques du diocèse de Limoges pour faire la visite dans les monastères de sa dépendance.

XXVI. — FRENO HÉLIE DE COLONGES, abbé en 1463, fit faire des reconnaissances en 1474 et 1480. Quoique Nadaud lui donne un rang spécial, il pense qu'il est la même personne que le suivant, premier abbé commendataire : pour mon compte, je n'en doute pas, parce que Jean ne fut nommé premier abbé commendataire qu'en 1482 : or, d'après un titre communiqué par M. Sanson de Royère à Legros, un Jean Hélié était abbé de Dalon le 5 novembre 1479, époque où noble Louise de Royère donna procuration au curé de Royère près La Roche-l'Abeille et à deux de ses parents pour percevoir en son nom la somme de 800 livres due par cet abbé, et déposée entre les mains de Barthélemy de Dinxande, sieur du Guilhe.

Abbés commendataires.

XXVI bis. — JEAN IV, HÉLIE DE COLONGES, fils d'Antoine Hélié de Colonges, chevalier, seigneur de Chabrignac, et d'Isabelle de La Goublaye, dame de Piégut et du Bourdeix sur le diocèse de Limoges, mais dans la province de Périgord, licencié en décrets, protonotaire du Saint-Siège, prieur de Bussière-Badil au diocèse de Limoges, aujourd'hui canton, arrondissement de Nontron (Dordogne), et de Montberon au diocèse d'Angoulême en 1481, chanoine de la cathédrale de Limoges et de celle d'Angoulême, fut nommé, en 1482, abbé commendataire de Dalon, où il fit faire un terrier. Le 25 septembre 1510, Jean, roi de Navarre,

lui permit de faire bâtir une maison forte à Foilhade au diocèse d'Angoulême. Il acheta le fief de Belleville dans le même bourg en 1544, et celui de Maisonnais près le château de Lavauguyon. On le trouve abbé de Saint-Pierre de Tourtoirac en Périgord en 1489, 1498 et 1430, et Denis de Sainte-Marthe dit qu'on lui reproche d'avoir laissé en confidence ladite abbaye de Tourtoirac, en 1547, à deux domestiques de MM. de Sedières, Orlat et Buche.

Par acte du 4 septembre 1530, reçu La Jamme, il avait fondé quatre vicairies dans l'église de Bussière-Badil. Par son testament du 6 avril 1534, il demande à être enterré dans la chapelle de la Sainte-Vierge, qu'il a nouvellement fait bâtir dans l'église de Bussière-Badil; puis qu'on appelle pour sa sépulture cinq cents prêtres; pour la messe de *requiem*, chantée le 15^e et le 40^e jour, sept cents, et pour l'anniversaire, treize cents. Il paraît que, en Périgord surtout, il n'était pas impossible de réunir un si grand nombre de prêtres; car, à cette occasion, Nadaud ajoute que, par son testament du 22 mars 1523, Louise Pastoureau, femme d'un marchand de Nontron, qui est à deux fortes lieues de Bussière-Badil, demande trois cents prêtres à son enterrement et aux cérémonies du 7^e jour et du bout de l'an. Jean Hélié de Colonges ne mourut qu'en 1537; mais, dès 1533, il est dit ancien abbé de Dalon.

XXVII. — FRANÇOIS DE LAS TOURS, qu'on trouve dans des manuscrits de Dalon, siégeait en 1535 et 1544. Il était prieur du Chalard près Saint-Yrieix-la-Perche, et curé de Nexon, aussi en Limousin, en 1537 et 1543, et prévôt de Saint-Vaulry près Guéret en 1537. Il était également protonotaire, et on dit qu'il fit faire le chœur de Dalon. Il revenait d'un pèlerinage à Notre-Dame de Rocamadour, dit la chronique des Frères Mineurs de Limoges, lorsque, près de Vignols, on lui tira un coup d'arquebuse, dont il mourut le 42 juin 1548.

XXVIII. — MATHIEU LÉVÊQUE, nommé DE MARCONNAY d'après le registre des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Limoges, était chanoine de Saint-Hilaire de Poitiers, où il demeurait, et aumônier ordinaire du roi. On le trouve abbé de Dalon en 1564, et, le 5 juin 1588, il se démit en faveur du suivant moyennant une pension de 300 écus d'or.

XXIX. — SIMON DE MOUSSY, prêtre, religieux de Notre-Dame

des Alleus, abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, et fondée par Giraud de Salis au diocèse de Poitiers, obtint ses bulles le 17 décembre 1584, et prit possession personnellement le 9 mai 1585.

XXX. — LÉGER MÉALET, fils de noble Gaspard, du lieu de Peyrou, paroisse de Siginhac au diocèse de Limoges, fit, le 18 août 1585, sa profession religieuse à Bonnaigue, abbaye de l'ordre de Cîteaux, dans la paroisse de Saint-Frigeon-le-Riche près d'Ussel; il fut tonsuré en 1595, et ordonné prêtre en 1596. Il obtint ses bulles pour l'abbaye de Dalon le 12 juin 1600, et prit possession, par procureur, le 8 septembre suivant. Il mourut en 1604.

XXXI. — CLAUDE MÉALET, frère du précédent, et aussi religieux profès de Bonnaigue, obtint ses bulles, pour Dalon, le 13 novembre 1604, et ne prit possession que le 1^{er} juin 1609. En 1628, il se démit en faveur du suivant moyennant une pension de mille livres.

XXXII. — CHARLES DE ROCHEFORT, du diocèse d'Agen, fils du seigneur de Saint-Angel en Limousin, obtint, sous la provision, *pro cupiente profiteri*, le prieuré dudit Saint-Angel en 1628 seulement, et non en 1615 comme le dit Denis de Sainte-Marthe, qui se trompe également en faisant céder par celui-ci l'abbaye de Dalon au précédent Claude Méalet, qui, d'après lui encore, l'aurait cédée à François de La Fayette, qui suit, tandis que François de La Fayette obtint Dalon en 1634 par la démission que Charles de Rochefort fit en sa faveur.

Charles de Rochefort était clerc seulement lorsqu'il eut ses bulles, datées du 17 mai 1628, et il prit possession le 27 août suivant. Sous son administration, les bâtiments du monastère tombaient tous en ruine. S'étant démis en 1634, dans un acte de 1638 il est simplement qualifié de *ci-devant abbé de Dalon*.

XXXIII. — FRANÇOIS MOTIER DE LA FAYETTE, fils de Claude, seigneur de La Fayette, et de Marie d'Alègre, prieur d'Hallicourt au diocèse de Reims, premier aumônier de la reine Anne d'Autriche, conseiller d'État en 1627, chanoine et comte de Lyon, fut sacré, le 19 mars 1628, évêque de Limoges, où il vint le 25 août suivant; il devint abbé de Dalon en 1634 par la démission de Charles de Rochefort en sa faveur, et en prit pos-

session par procureur le 2 février 1635. Cette même année 1635, le pape, pour défendre le prieuré de Saint-Angel contre les confidentiaires, lui donna encore ce bénéfice, où, en 1657, il introduisit la réforme de Saint-Maur, et qu'il résigna, en 1673, au cardinal de Bouillon. — Il mourut, âgé de quatre-vingt-six ans, le 3 mai 1676, s'étant montré excellent évêque.

XXXIV. — LOUIS DE LA FAYETTE, fils de François, chevalier, comte de La Fayette et seigneur de Nades, et de Marie-Madeleine, neveu du précédent, né en Poitou, et prieur de Godet, fut nommé le 14 août 1676 à Dalon, où il siégeait encore en 1712. Il était en même temps abbé de La Grenetière au diocèse de Luçon, et, dès 1670, de Valmon au diocèse de Rouen, où il introduisit les Bénédictins de la congrégation de Saint-Maur.

XXXV. — PIERRE-CHARLES-AUGUSTE DE BOULENNE-VIGNAUD, d'une famille distinguée du diocèse d'Évreux, docteur en théologie, vicaire général de Châlons-sur-Marne, fut nommé à l'abbaye de Dalon en mai 1729, étant âgé de quarante-deux ans, et ne fut proposé en consistoire que le 24 mai 1731. Il eut ses bulles le 24 septembre de cette dernière année, et prit possession, par procureur, le 15 novembre suivant.

XXXVI. — JEAN CERTAIN, du diocèse de Châlons-sur-Marne, docteur de Sorbonne, théologien du roi auprès de l'ambassadeur à Rome, vicaire de la stipendie de Sainte-Madeleine dans l'église de Meaux et de Saint-Corneille au diocèse de Soissons, obtint ses bulles le 12 avril 1734, et prit possession, par procureur, le 19 décembre suivant. Il mourut en 1783.

XXXVII. — DE ROYÈRE, aumônier de M^{me} Adélaïde de France, nommé le 4 novembre 1784, figure encore dans le *Calendrier de Limoges pour 1794*.

SOURCES : Geoffroy de Vigéois, *apud* Labbe, p. 315, 325, 337. — Bernard Guidonis, *apud* Labbe, *Bibliotheca nova*, T. I, p. 638. — Martène, *Amplissima collectio*, T. VI, col. 989-1006; *Anecdotorum*, T. III, col. 126, 995, 1266; T. IV, col. 1267, 1269, 1314, 1344. — Estiennot, *Antiquitates benedictinæ diocesis Engolismensis*, p. 120; *Gallia christiana* de Claude Robert, p. 567; *Gallia christiana vetus*, T. IV, p. 326; *Gallia christiana nova*,

T. I, col. 262, 263; T. II, col. 247, 280, de 623 à 628, 634, 4424, 4434, 4496; 4497; T. III, aux additions, pour l'abbé Mat. Levêque; T. V, aux additions, col. xxxviii. — Bonaventure de Saint-Amable, *Histoire de saint Martial*, T. III, p. 446-450. — Simplicien, *Histoire des grands officiers de la couronne*, T. VII, pour l'abbé Henri. — Fleury, *Histoire ecclésiastique*, L. LXVI, n° 45. — Nain, *Essai historique sur l'ordre de Cîteaux*, T. II, p. 464. — Les Bollandistes, *Acta Sanctorum*, T. I de mars, p. 804. — Baluze, *Miscellanea*, édition in-8, T. IV, p. 95, 444, 420, 288; *Historia Tutelensis*, p. 444, 447, 475, 489; *Histoire généalogique de la maison d'Auvergne*, T. I, p. 299. — Justel, *Histoire de la maison de Turenne*, aux preuves, p. 64, 65. — Hugues de Saint-Cyr, *Manuscrits de la Bibliothèque impériale*. — Le Long, *Bibliothèque historique de France*, n° 42, 468. — Innocent III, *Regest.*, L. III, 45; *Epist.*, 425. — Moreri, édition de 1759, T. III, p. 853, col. 2. — Registre des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Limoges. — Nadaud, *Mémoires manuscrits pour l'histoire du diocèse de Limoges*, T. I, p. 444, etc.; T. III, p. 284; *Pouillé rayé*, p. 467 et 477. — Legros, *Mémoires pour les abbayes du diocèse de Limoges*.

J.-B. L. ROY DE PIERREFITTE.

Bellegarde, le 24 juin 1863.

SIMON DE CRAMAUD

PATRIARCHE D'ALEXANDRIE

La question du lieu où fut inhumé Simon de Cramaud éleva dans le sein de notre Société d'assez vives discussions, et la renommée de ce prélat fut si répandue que nous avons cru devoir recueillir tout ce qui l'intéresse. Simon de Cramaud fut en effet maître des requêtes, chancelier de Jean de France duc de Berry et de Poitou, évêque d'Agen, de Béziers, d'Avignon, de Poitiers et de Carcassonne, archevêque de Reims, patriarche d'Alexandrie et cardinal; il fut chargé de missions auprès des rois d'Angleterre et d'Espagne, assista à des assemblées de têtes couronnées et de prélats, et s'y distingua par son savoir et son éloquence, notamment l'an 1406; il fut député de l'université de Paris en 1394; il mourut l'an 1429.

Nous nous empressons donc, Messieurs, de vous communiquer deux actes de donation de cet illustre prélat, inscrits l'un dans un beau missel à l'usage du diocèse de Limoges, l'autre sur une plaque de cuivre de l'église de Saint-Junien. Ces actes donnent les noms de quatre parents de Simon Tisoni de Cramaud, et pourront présenter des dates certaines pour la généalogie ou la biographie de ce grand dignitaire de l'Église.

Voilà les inscriptions, dont je rétablis les mots abrégés, et traduis le texte latin en français (1) :

Reverendus in Christo pater domini Révérend père en Jésus-Christ le
minus Symon de Cramaud, loco seigneur Symon de Cramaud, lieu

(1) La première de ces inscriptions a été relevée avec soin sur l'original, qui est ma propriété : elle avait déjà été insérée par M. Aug. Du Boys dans sa *Biographie limousine*; l'autre a été publiée dans les *Documents historiques sur Saint-Junien*, par M. l'abbé Arbellot, et dans le *Recueil d'inscriptions* de M. l'abbé Texier. J'ai cru devoir néanmoins les reproduire dans le Bulletin à cause de l'intérêt qu'elles offrent et de la similitude de rédaction qu'on y remarque. — M. A.

juxta Rupem Cavardi, ex nobilibus patre Petro de Cramaud et matre Martha de Sardena, ville Solempniaci, diocesis Lemovicensis, genitus, dedit istud missale ecclesie cathedrali Sancti Stephani Lemovicensis, ad honorem Dei et predicti prothomartyris, orationibus ministrorum predictae ecclesie se et parentes suos humiliter recommandans. Donatio autem facta fuit die xxvj mensis decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo quinto.

près de Rochechouard, fils de nobles personnes Pierre de Cramaud et Marthe de Sardène, de la ville de Solignac, diocèse de Limoges, a donné ce missel à l'église cathédrale de Saint-Étienne de Limoges pour honorer Dieu et ce premier martyr, se recommandant humblement aux prières des ministres de ladite église ainsi que ses parents. La donation en fut faite le vingt-sixième jour de décembre de l'an de grâce mil quatre cent cinq.

Cette donation était importante alors, vu la rareté des livres. Celui-ci est un magnifique manuscrit, grand in-4° de plus de deux cents feuillets de beau vélin, enrichi de douze vignettes peintes en couleurs éclatantes, où l'on peut étudier la forme des vêtements sacerdotaux de l'époque, des autels, etc.; il est orné en outre de fleurons dorés et de lettres majuscules élégantes presque à toutes les pages, et de la musique notée de ces siècles reculés. Sa conservation ne laisse rien à désirer.

Une apostille écrite sur un des feuillets attachés à la couverture en bois peut donner une idée approximative de la valeur de ce missel. On y lit que le chanoine Jehan de Jullien, pour en devenir propriétaire, l'échangea avec un calice d'or pesant six marcs d'or et six onces, la patène comprise, et que Mathieu de Jullien, son neveu, en hérita, avec l'autorisation du chapitre cathédral. Au cours du marc d'or au xv^e siècle, ce poids représente de sept à huit cents francs, sans compter la façon. Par un hasard singulier, ce beau missel a été estimé tout récemment, à Paris, cette même somme de huit cents francs. Certaines expressions de la dernière prière de ce livre semblent indiquer qu'il a été écrit au monastère de Solignac : on sait que ses moines étaient tous des artistes et habiles ouvriers.

L'autre inscription se trouve dans l'église de Saint-Junien, sur le pilier placé à gauche de la porte du chœur, à l'entrée :

Reverendissimus in Christo pater dominus Symon de Cramaud, loco quodam parochie de Bianaco Lemovicensis diocesis, patriarcha

Révérendissime père en Jésus-Christ le seigneur Symon de Cramaud, lieu dans la paroisse de Biennac, diocèse de Limoges, pa-

Alexandrinus, dedit huic ecclesie bona queque uti solebant tenere in villa et territorio Sancti Juniani et aliquibus locis aliis vicinis, et quedam dominia sita in villa Sancti Juniani que vocantur deu Brigoul-laus et ultra centum francos. Et Almodia de Collibus, uxor quondam domini Petri de Cramaudo, militis, fratris domini patriarchi predicti, ducentos scutos, ut perpetuo in ipsa ecclesia, in die cujuslibet mensis, celebretur una missa solemnis cum pulsatione campanarum pro salute animarum suarum et parentum ac benefactorum ipsorum patriarche et Almodie. Et ad faciendum predictum *servicium* et distribuendum in qualibet missa canonicis, chapel-lanis et seruitoribus ecclesie, tri-ginta solidos turonenses; et capi-tulum hujus ecclesie est bene obli-gatum. Scripta hic fuerunt hec anno Domini millesimo quadrin-gentesimo sexto, mense junii.

triarche d'Alexandrie, a donné à cette église tous les biens possédés suivant la coutume dans la ville et territoire de Saint-Junien et quel-ques autres lieux voisins, et certains domaines situés dans la ville de Saint-Junien appelés du Brigoul-laus, et en outre cent francs. Et Almodie des Côtes, jadis épouse du seigneur Pierre de Cramaud, che-valler, frère du seigneur patriarche susdit, deux cents écus, afin qu'à perpétuité, dans ladite église, un jour de tel mois que ce soit, il soit célébré une messe solennelle au son des cloches pour le salut de leurs âmes, celles de leurs parents, et même des bienfaiteurs du patriarche et d'Almodie. Pour faire face aux frais dudit service et à la distribu-tion à chaque messe aux chanoines, chapelains et serviteurs de l'église, trente sous tournois; et le chapitre de cette église en contracte réguliè-rement l'obligation. Les termes de cette donation ont été inscrits ici l'an de notre Seigneur mil quatre cent six, au mois de juin.

(Bibliothèque impériale, *manuscrits*, S. F., 5024, p. 174.)

On voit donc par ces deux donations, faites à six mois de distance l'une de l'autre, que le patriarche d'Alexandrie Simon de Cramaud était fils de Pierre de Cramaud et de Marthe de Sardène, native de Solignac, et que son frère, Pierre, chevalier, avait épousé Almodie de Coux (*de Collibus*).

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

Limoges, le 24 mai 1864.

TOMBE

DE L'ÉGLISE DE SAINT-PARDOUX-D'ARNAC

PRÈS LE CHATEAU DE POMPADOUR

Je viens vous signaler, Messieurs, un des derniers monuments de l'émaillerie incrustée limousine, de l'*opus inclusoris*, suivant l'expression de Suger, si notre confrère M. Bosvieux ne s'est pas trompé en lisant dans la description des écussons de cette tombe les couleurs du blason, et en les regardant comme de véritables émaux, lorsque chacun sait que les couleurs s'expriment en gravure par des lignes de convention. Je réserve mon opinion jusqu'après information auprès de personnes qui auraient pu voir cette tombe si elle n'existe plus, ou après renseignements certains si elle existe encore.

L'inscription de cette tombe a été relevée par un auteur inconnu, et conservée aux manuscrits de la Bibliothèque impériale, S. F. 5024, P. 475.

Cet auteur mêle dans sa description le latin et le français. Ce *tumulus cupreus*, placé contre le grand autel, représentait un évêque revêtu des ornements pontificaux. On lisait (*in circuitu leguntur*) l'inscription dont je transcris le texte, sans m'arrêter aux abréviations. Cette expression de *tumulus cupreus* indique-t-elle une tombe de cuivre ou seulement la plaque qui la couvrait ? L'auteur n'a pas été assez explicite.

CY GÎT RÉVÉREND PÈRE EN DIEU MESSIRE GEOFFROY
DE POMPADOUR, ÉVÊQUE DU PUY EN AUVERGNE,
COMTE DE VELAY, LICENCIÉ EN CHACUN DROIT,
GRAND AUMÔNIER DE FRANCE, PREMIER PRÉSIDENT
DES COMPTES, CONSEILLER DES ROIS LOUIS XI,

**CHARLES VIII ET LOUIS XII, PLEIN DE PRUDENCE,
SCIENCE ET AUTRES VERTUS; LEQUEL, APRÈS AVOIR
VÉCU LXXXIV ANS MOINS HUIT JOURS, TRÉPASSA
LE VIII^e JOUR DE MAY L'AN MDXIV. PRIEZ DIEU
POUR SON AME.**

Il y a quatre écussons, écartelés, au 1^{er} et au 4^e, d'azur,
trois tours d'argent, deux besants d..... (or†), au dextrochère
de..... soulevant une épée nue droite de.....

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académic.

Limoges, le 28 juin 1864.

PRIVILÉGES

DE LA VILLE DE SAINT-LÉONARD

1601-1602.

HENRY, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A TOUS PRÉSENTS ET ADVENIR SALUT.

Nos chers et bien amés les consuls, manans et habitans de nostre ville et parroisse de Saint-Léonard de Noblac en Limousin nous ont faict tres-humblement remontrer que, par nos lettres pattentes données à Mantes le douzieme jour d'avril mil cinq cent quatre-vingt-onze, pour nous conformer à la volonté des roys nos prédécesseurs nous leur avvions par icelles continué et confirmé les anciens privilèges et franchises concédés par Clovis, premier roy chrestien, au benoist saint Léonard, leur patron, son proche parent, pour sa sainteté et miracles, et successivement confirmés auxdicts habitans pour les mesmes considérations par tous les roys nos prédécesseurs, de regne en regne, avecq exemption de toutes tailles, fouages, impôts, gabelles, subsides, impositions et contributions quelconques mises et à mettre sur pour quelques causes que ce soit, dont ils ont toujours jouy paisiblement; que néantmoins les commissaires par nous députés sur les reglements des tailles en la généralité de Limoges, procédant à l'exécution de leur commission, les avoient taxés à la somme de trois cents escus, sur ce que, par nostre édict du moys de janvier mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit. pour les causes mentionnées en iceluy, Nous avions revocqué tous privilèges et exemptions de nos villes, en quoy touttefois n'avions

entendu comprendre ceulx desdicts habitants, pour les susdictes considérations contenues en l'extraict desdicts privilèges cy attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, faict par l'un des commissaires, sur le renvoy par nous à nostre Conseil ordonné à icelluy, le 46 febvrier mil cinq cent quatre-vingt-dix neuf, auxdictes fins pour nous donner advis, lequel porte soubz nostre bon plaisir que lesdicts habitants doivent estre maintenus et conservés en leurs franchises, libertés et privilèges. Sur quoy, nous ayant tres-humblement supplié et requis leur vouloir pourvoir de nos lettres à ce requises et nécessaires : à ces causes, et de l'advis de nostre Conseil, affin de ne desroger à l'intention de tant de rois nos prédécesseurs et à la nostre, et pour les mesmes considérations qui les ont mus, d'accorder auxdicts habitants lesdicts privilèges pour la dévotion qu'ils avoient audict saint Léonard, yssu de la maison de France, et mesmement pour la singuliere dévotion que la royne notre tres-chere et bien amée espouse et compaignie a audict benoist saint Léonard, auquel elle est vouée et recommandée particulièrement à ses prieres, et ayant aussy esgard audict advis; nous avons dict et déclaré, disons et déclarons par les présentes, signées de nostre main, que nostre intention n'a esté de comprendre en nostre édict du moys de janvier mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit les habitants de nostre ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac; ains les avons exceptés et réservés, exceptons et réservons par ces présentes et en tant que besoing seroit, leur avons continué et confirmé, continuons et confirmons tous et chascuns leurs privilèges et exemptions de toutes tailles, impositions et contributions quelconques à eux concédés par nous et nos prédécesseurs roys par les chartres, déclarations et confirmations portées par ledict extraict, pour en jouir pleinement et paisiblement, et en la mesme forme et maniere qu'ils en ont de tout temps bien et deument jouy et eussent pu jouir si ladicte révocation n'eust esté par nous faicte, et sans y estre troublés et empeschés en quelque façon et maniere que ce soyt, et sans que, pour le fruict et jouissance de ce, il leur soit besoing obtenir de nous autres provisions et déclarations que ces présentes. Sy donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens de nostre cour de parlement à Bourdeaux, chambre de nos comptes à Paris, cour des aydes de Monferrand, trésoriers généraux de France à Limoges, esleus et controlleurs sur le faict des aydes et tailles audict Limoges, à tous autres

nos officiers qu'il appartiendra que ces présentes nos lettres ils fassent lire et enregistrer, et du contenu jouir et user pleinement et paisiblement, lesdits habitans et chascun d'eux, sans permettre qu'il leur soyt sur ce donné aucun trouble ny empeschement. Et, si, au moyen de ladicte révoocation, ils se trouvoient taxés et compris es rolles de nos tailles et impositions, quelles que ce soient, les en faire rayer et effacer, tenir quitte et décharger envers les receveurs de nos tailles audict Limoges, nonobstant nostredict édict du moys de janvier et quelconques ordonnances, restrictions, défenses et lettres à ce contraires, auxquelles nous avons pour ce regard seulement desrogé et desrogeons à la desrogatoire de la desrogatoire contenue, et, d'autant que de ces présentes ils pourroient avoir affaire en plusieurs et divers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelle, deument collationné par l'un de nos amés et féaux conseillers nottaires et secrétaires, foy soit adjouctée comme au présent original; car tel est nostre plaisir. Et, afin que ce soit chose ferme et estable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à Saint-Germain-en-Laye, au moys de novembre, l'an de grace mil six cent un, et de nostre regne le treizieme. Signé : HENRY.

Scellé du grand scel en cire verte, en soye rouge et verte. Et sur le replict est escript : « Par le Roy : signé Auzé ». Registré en la chambre des comptes, ouy le procureur général du roy, pour jouir par les impétrans de l'effect et contenu en icelles, comme ils en ont cy-devant bien et deument joui. Le quinzieme jour de decembre mil six cent un. Signé Daves. Registré en la cour des aydes de Mont-Ferrand, ouy sur ce le procureur général du roy, pour jouir par les impétrans de l'effect et contenu en icelles, comme ils en ont bien et deument joui cy-devant, suivant l'arrest de ladicte cour de ce jourd'hui treizieme febvrier. Signé Dumas. Registré suivant l'arrest de la cour pour jouir en paix lesdits impétrans de l'effect et contenu en icelles, comme ils en ont cy-devant bien et deument joui. A Bourdeaux, en parlement, le dix-huit d'avril mil six cent deux. Signé de Pontac. Et plus bas est escript : « Collationné ez originaux dont les coppies sont cy-dessus transcriptes en la maison commune de ladicte ville de Saint-Léonard de Noblac, exhibés par les sieurs consuls d'icelle, et eux requestant nos lettres royaux soubssignés. Lesdits originaux, apres la collation faicte, ont esté remis et délaissés par lesdits sieurs consuls dans le trésor,

cejourd'hui premier juin mil six cent deux. Signé : GASTON, nottaire royal, et RAUX, nottaire royal. »

Signé : LEVASSOR.

1604.

HENRY, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A NOS AMÉS ET FÉAUX CONSEILLERS LES GENS DE NOS COMPTES A PARIS ET TRÉSORIERS GÉNÉRAUX DE FRANCE ESTABLIS A LIMOGES, SALUT. Ayant faict veoir en nostre conseil la requeste à nous présentée par nos chers et bien amés les consuls et habitans de nostre ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac en nostre pays de Limousin, à ce que, attendu que par nos lettres-patentes du moys d'aoust mil cinq cent quatre-vingt-onze, nous leur avons accordé la confirmation de leurs privilèges et exemptions de toutes tailles, subsides et impositions pour la mesme considération qui avait meü nos prédécesseurs de leur accorder lesdicts privilèges et exemptions en faveur de saint Léonard, yssu du sang de France, leur patron, ausy que nous les avons excepté de l'édict du moys de janvier mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit, en faveur de la reyne nostre tres-chere compaigne et espouze, pour la singuliere dévotion qu'elle a audict saint Léonard, il nous pleust les décharger du paiement de la somme de quatre cent cinquante livres, à laquelle ils ont esté taxés par vous, trésoriers généraux de France, pour leur part de la somme de douze mil livres ordonnée estre levée sur les villes franches et abonnées de ladicte généralité, et les descharger encores des impositions qui se levent sur les hostelleries dudict lieu. Nous, de l'avis de nostre conseil, qui a veu ausy les anciens privilèges desdicts habitans, confirmation d'iceux et nos lestres de déclaration par eux obtenues depuis nostre édict du moys de janvier mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit, avons, suivant l'arrest cejourd'hui donné en nostredict conseil, dont l'extraict est cy attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, quitté et deschargé, quittons et deschargeons par ces présentes lesdicts consuls et habitans de nostre dicte ville et paroisse de Saint-Léonard de la somme de quatre cent cinquante livres, à laquelle ils ont esté taxés pour leur part de la somme de douze mille livres or-

donnée estre imposée en l'année mil six cent deux sur lesdictes villes franches et abonnées de ladicte généralité de Limoges, et vous mandons et ordonnons, et expressément enjoignons que, faisant jouir lesdicts habitants de ladicte remise et décharge, vous ayez à les faire tenir quittes de ladicte somme de quatre cent cinquante livres envers celuy des receveurs de nos tailles en l'eslection de Limoges qu'il appartiendra, et eux envers le receveur général de nos finances à Limoges et tous autres, par lesquels receveurs rapportant ces présentes avec verrification desdits habitans d'avoir jouy de ladicte remise et descharge, nous voulons les susdictes sommes estre passées et allouées en la despence de leurs comptes respectivement par vous, gens de nosdicts comptes. Vous mandons ainsy ce faire sans difficulté, car tel est nostre plaisir. Donné à Paris, le seizieme jour de mars, l'an de grace mil six cent quatre, et de nostre regne le quinzieme. Signé : « Par le Roy en son conseil : L'HUILLIER ».

Collationné à l'original : LEVASSOR.

1604.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT. — Sur la requête présentée par les consuls et habitans de la ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac en Limousin, à ce que, attendu que, par lettres-patentes du mois d'aoust mil six (1) cent quatre-vingt-onze, la confirmation de leurs privilèges et exemptions de toutes tailles subsides et impositions leur estre accordée par le Roy pour la mesme considération qui avait meu ses prédécesseurs de leur accorder lesdicts privilèges et exemptions en faveur de Saint-Léonard, yssu du sang de France, leur patron, et de leur fidélité, ainsy que Sa Majesté, par autres ses lestres-patentes du mois de novembre mil six cent un, pour la singuliere dévotion que la royne a audict saint Léonard, les avait exceptés de l'édict du mois de janvier mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit, qui révoque tous privilèges, il pleust à ladicte Majesté les descharger du paiement de la somme de quatre cent cinquante livres, à laquelle ils ont été taxés par les trésoriers généraux de France à Limoges pour

(1) Erreur de copie : lire mil cinq cent quatre-vingt-onze.

leur part de la somme de douze mille livres ordonnée estre levée sur les villes franches et abonnées de ladicte généralité, et les descharger aussey des impositions qui se levant sur les hostelleries dudict lieu. Veu les coppies collationnées des anciens privilèges des supplians, confirmation d'iceux, faicte par Sa Majesté, et lettres de déclaration par eux obtenues depuys ledict édict du mois de janvier mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit, LE ROY EN SON CONSEIL a ordonné et ordonne que lesdicts consuls et habitans de ladicte ville et paroisse de Saint-Léonard seront tenus quittes et deschargés de la somme de quatre cent cinquante livres, à laquelle ils ont été taxés pour leur part de la somme de douze mille livres ordonnée estre imposée en l'année mil six cent deux sur les villes franches et abonnées de la généralité de Limoges. Faict au conseil d'Estat du roy, tenu à Paris, le seizième jour de mars mil six cent quatre. Signé : L'HUILLIER.

Collationné à l'original : Signé : LEVASSOR.

VEU PAR LA CHAMBRE LES LETTRES-PATENTES DU ROY, données à Paris, le seizième jour de mars dernier, signées par le roy en son conseil : L'HUILLIER; obtenues par les consuls et habitans de la ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac au pays de Limouzin, par lesquelles Sa Majesté, de l'avis de sondict conseil, qui a veu les anciens privilèges desdicts habitans, confirmation d'iceux et lettres de déclaration par eux obtenues depuys ledict mois de janvier (mil cinq cent) quatre-vingt-dix-huit, les a quittés et deschargés de la somme de quatre cent cinquante livres, à laquelle ils ont été taxés pour leur part de la somme de douze mille livres ordonnée estre imposée en l'année mil six cent deux sur les villes franches et abonnées de la généralité de Limoges, et mande à ladicte chambre que, les faisant jouir de ladicte remise et descharge, elle ayt à les faire tenir quittes de la somme de quatre cent cinquante livres envers celuy des receveurs des tailles dudict Limoges qu'il appartiendra, et eux envers le receveur général et tous autres ainsy que contienne (*sic*) lesdictes lettres. Veu ainsy ledict arrest du conseil y attaché sous le contre-scel, requests présentée au roy par les impétrans affin de vérification desdictes lettres, conclusions du procureur général du roy, et tout considéré, la chambre en enthérianant lesdictes

lettres, a ordonné et ordonne que les impétrans jouiront de la décharge portée par icelles. Faict le vingt-huitieme jour d'avril mil six cent quatre.

Extrait des registres de la chambre des comptes.

Signé : LE PRÉVOST.

1610. — (LOUIS XIII.)

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A TOUS PRÉSENS ET ADVENIR, SALUT. Nos chers et bien amés les consuls, manans et habitans de nostre ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac en Limouzin nous ont fait remonstrer qu'il a pleust aux roys nos prédécesseurs, mesme à nostre tres-honoré seigneur et pere, leur octroyer et confirmer, au moys de novembre mil six cent ung, leurs privilèges, franchises, immunités et exemptions dont l'extrait et copie collationnée est cy-dessus attachée sous notre contre-scel, desquels ils ont du depuis jouy et usé. Toutesfoys ils craignent que, s'ils n'avoient confirmation de nous, ils y peussent estre troublés à l'advenir, pour à quoy remesdier ils nous ont tres-humblement supplié leur confirmer et continuer. Nous, à ces causes, ayant considéré les justes et pieuses considérations qui ont meu le feu roy nostre tres-honoré seigneur et pere à concéder, octroyer et confirmer auxdicts exposans lesdicts privilèges, franchises et immunités, exemptions, pour les mesmes raisons nous les avons iceux confirmés et continués, et de nostre grace spéciale, pleine puissance et autorité royale, continuons et confirmons pour en jouir par les exposans et leurs successeurs pleinement, paisiblement et perpétuellement, tout ainsi en la forme et maniere qu'il est contenu et déclaré es dictes lettres de nostre feu seigneur et pere, et comme ils en ont bien et deument jouy et usé, jouissent et usent encore de présent, sans qu'en ce il leur puisse estre fait ou donné généralement ou particulièrement aucun trouble et empeschement, ores et à l'advenir. Sy donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers tenant nos cours de parlement de Bordeaux, chambre des comptes à Paris, cour des aydes à Monferrand, trésoriers généraux de France à Limoges, président, lieutenant, eslus et conseillers sur le fait de nos aydes et tailles audict Limoges, et autres nos justiciers et

officiers qu'il appartiendra que du contenu cy-dessus ils fassent, souffrent et laissent iceux exposans et leurs successeurs jouir et user pleinement, paisiblement et perpétuellement, sans leur faire ne souffrir leur estre fait ou donné ores ne pour ladvenir aucun trouble ou empeschement contraire, lequel, sy faict, mis ou donné leur estoit, ils le fassent mettre incontinent et sans délai au premier estat, et de ce nonobstant toutes ordonnances, édicts et reglements à ce contraires, car tel est nostre plaisir. Donnée à Paris, au moys de juin, l'an de grace mil six cent dix et de nostre resgne le premier. Signé Louis, et sur le repleict : « Par le Roy : la reyne régente, sa mere, présente : signé *Fili-peaux* ». Et sur ledict repleict est escript : « Registré en la chambre des comptes, ouy le procureur général du roy, pour jouir par les supplians de l'effect et contenu en icelles selon leur forme et teneur, à la charge que les eslus en feront mention en leurs assiettes, et tireront ladicte ville au néant à cause de leurs privilèges. Le quinzieme jour de juin mil six cent dix. Signé *Contentor, Bourslon et de Lafon*. Et à costé est escript *visa*, et sur ledict repleict est escript : « Registré en la cour des aydes de Monferrant, ouy sur ce le procureur général du roy, pour jouir par les consuls, manans et habitans de ladicte ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac du contenu en icelles selon leur forme et teneur, suivant l'arrest de ladicte cour de ce jourd'hui vingt-deux jour de novembre mil six cent dix. Signé *Montartier*, avec paraphe. »

1635. — (LOUIS XIII.)

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A TOUS PRÉSENS ET ADVENIR, SALUT. Nos chers et bien amés les consuls et habitans de nostre ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac en Limouzin nous ont fait tres-humblement remonstrer que, par nos lettres-patentes données à Paris au moys de juin mil six cent dix, pour nous conformer à la volonté de notre tres-honoré seigneur et pere, et des roys nos prédécesseurs, nous leur avions par icelles continué et confirmé les antiens (*sic*) privilèges et franchises concédés par Clovis, premier roy crestien, au benoist saint Léonard, leur patron, son proche *paran*, pour sa sainteté et miracles, et successivement confirmés auxdicts habitants pour les mesmes

considérations de leur fidélité par tous les roys nos prédécesseurs, de reigne en reigne, avec exemption de toutes tailles, fouages, impôts, gabelles, subsides, impositions et contributions quelconques mises et à mettre sus, pour quelque cause que ce soit, dont ils ont tousjours jouy; que néantmoins les eslens de Limoges les avoient taxés à la somme de sept mil neuf cens cinquante-sept livres sur ce que, par nostre édict du moys de janvier mil six cens trente-quatre, pour les causes mentionnées en icellui, nous avions révoqué tous privilèges et exemptions de nos villes en quoy toutesfoys navions entendu comprendre ceux desdicts habitants pour les susdictes considérations contenues en l'extraict desdicts privileges sy attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, sur quoy nous ayant tres-humblement supplié et requis leur vouloir pourvoir de nos lettres à ce requises et nécessaires, — A CES CAUSES, de l'advis de nostre conseil, affin de ne desroger à l'intention de tant de roys nos prédécesseurs, à celle de nostre tres-honoré seigneur et pere et à la nôtre, et par les mesmes considérations qui les murent d'accorder auxdicts habitans lesdicts privileges pour la dévotion qu'ils avoient audict saint Léonard, yssu de la maison de France, Nous avons dict et déclaré, disons et déclarons par les présentes, signées de nostre main, que nostre intention n'a esté de comprendre en notre édict du moys de janvier mil six cent trente-quatre lesdicts habitans de nostre ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac; ains les avons exemptés, réservés, exemptons et reservons par lesdictes présentes, et, en tant que besoing seroit, leur avons continué et confirmé, continuons et confirmons tous et chascuns les privilèges et exemptions de toutes tailles, impositions et contributions quelconques à eux concédées par nostre tres-honoré seigneur et pere, nous et nos prédécesseurs roys, par les chartres, déclarations et confirmations portées par ledict extraict pour en jouir plainement et paisiblement, et en la mesme forme et maniere qu'ils en ont de tous *tans* bien et deument jouy et eussent *peu* jouir, sy ladite révoquation n'eut esté par nous faicte, sans y estre troublés et empeschés en quelques façon et maniere que ce soit, et à ce moyen voulons que par nos eslus dudict Limoges lesdicts suppliants soient déchargés des sommes es quelles ils les avoient taxés et cotizés par les roolles desdictes tailles, et ce tant envers le receveur d'icelles et autres, comme de fait nous les en avons

deschargés et deschargeons par lesdictes présentes, et sans que pour l'effect et jouissance de ce il leur soit besoing obtenir de nous autres provisions et déclarations que lesdictes présentes.

Sy donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens de nos comptes à Paris et de nostre cour de parlement de Bourdeaux, cour des aydes à Clermont-Ferrand, trésoriers de France à Limoges et eslus et controlleurs sur le faict des aydes et tailles audict Limoges et autres nos officiers qu'il appartiendra, chascun en droict, soyt que les présentes nos lettres ils fassent lire et enregistrer et du contenu en icelles jouir et user pleinement et paisiblement lesdicts habitans et chacun d'eux, sans permettre qu'il leur soit sur ce donné aucun trouble et empeschement, nonobstant nostre édict du moys de janvier mil six cent trente-quatre, quelques ordonnances et restrainctions, deffenses, lettres, arrets et taxes à ce contraires, auxquelles nous avons pour ce regard seulement desrogé et desrogeons à la desrogatoire y contenue, et d'autant que de ces présentes ils pourront avoir affaire en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au vidimus d'icelles, deument collationné par un de nos amés et féaux conseillers nottaires, sincere foy soit adjouttée comme au présent original; car tel est nostre plaisir. Et, affin que ce soit chose ferme et establie et à tousjours, nous avons faict mestre nostre scel à ces dictes présentes, données à Chantilly au moys d'aoust, lan de grace mil six cent trente-cinq, et de nostre regne le vingt-sixieme. Signé Louis, et sur le replot : « Par le roy, *Filipeux* ». Et scellé sur lacs de soye du grand scel de cire verte, plus sur le replot est escript : « Registrées en la chambre des comptes, ouy le procureur général du roy, pour jouir par les impétrans de l'effect et contenu en icelles comme ils en ont cy-devant bon et duement jouy et usé, jouissent et usent encore à présent, le trente et uniesme et dernier d'aoust mil six cens trente-cinq. Signé *Bourlon* ». Et à costé est escript : *visu*. Plus sur ledict replot est escript : « Registrées en la cour des aydes de Clermont-Ferrand, ouy le procureur général du roy, pour jouir par les impétrans de l'effect et contenu en icelles comme ils en ont cy-devant bien et duement jouy et usé, jouissent et usent encore à présent, suivant l'arrest de ladicte cour de ce jourd'hui vingt-quatrieme septembre mil six cent trente-cinq. Signé *Montorsiere* ». Et sur ledict replot est escript : « Enregistrées es registre du bureau des finances à Limoges, suivant l'ordinaire et attasse de messieurs

les trésoriers à eux délivré la coppie signée des susdicts trésoriers greffiers, le troisieme décembre mil six cent trente-cinq, faict le cinquieme dudict moys et an. Signé *Mauplan* ». Et sur ledict replot est escript : « Registré es registres de la cour de l'eslection du hault Limousin, à Limoges, suivant la sentence de messieurs les esleus en icelle, ce jourd'huy dernier décembre mil six cent trente-cinq. Signé : DE MAGNAN, greffier. »

1643. — (LOUIS XIV.)

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A TOUS PRÉSENTS ET ADVENIR, SALUT. Nos chers et bien amés les consuls, manans et habitans de nostre ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac en Limousin nous ont faict remonstrer que les roys nos prédécesseurs leur ont donné plusieurs privilèges, dons, octroys, concessions, exemptions, libertés et coustumes, ainsi qu'il est spécifié es lestres qui leur ont esté accordées et confirmées successivement de temps depuys Clovis, premier roy chrestien, qui a octroyé lesdicts privilèges en considération de la sainteté et miracles de saint Léonard, leur patron, son proche parant, lesquels privileges leur avoient esté confirmés par le feu roy nostre tres-honoré seigneur et pere, que Dieu absolve, par ses lettres du moys de juin mil six cent dix, et au moys d'aoust mil six cent trente-cinq. En vertu desquelles ils ont toujours jouy desdicts privileges, exemptions, dons, octroys, libertés, concessions et coustumes, jusques à présent que craignant d'y estre troublés, ils nous ont supplié leur accorder nos lestres de continuation et confirmation sur ce nécessaires. A CES CAUSES, voulant favorablement traiter lesdicts consuls, manans et habitans en considération des mérites dudict saint Léonard, duquel ils envoyerent des reliques à la royne, nostre tres-honorée dame et mere, durant qu'elle estoit grosse de nous, sçavoir faisons que, de l'advis et recommandation de nostre dicte dame et mere, nous avons auxdicts consuls, manans et habitans, de nostre grace spéciale, pleine puissance et autorité royale, confirmé et confirmons par ces présentes, signées de nostre main, tous et chascun lesdicts privilèges, dons, octroys, libertés et coutumes, pour en jouir par lesdicts consuls, manans et habitans de la ville et paroisse de Saint-Léonard et leurs successeurs tous ainsy qu'ils

en ont cy-devant bien et deument jouy et usé, jouissent et usent encore de présent. Sy donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens tenant la chambre des comptes à Paris, cour du parlement de Bourdeaux, cour des aydes à Clermont-Ferrand, trésoriers généraux de France à Limoges, président et lieutenant et esleus en l'eslection dudict Limoges et à tous nos autres officiers et justiciers qu'il appartiendra que de nos présentes lettres de continuation et confirmation ils fassent, souffrent et laissent jouir lesdicts consuls, manans et habitans et leurs successeurs, paisiblement et perpétuellement, et d'autant que de ces présentes ils pourroient avoir affaire en plusieurs et divers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles, deument collationné par un de nos amés et féaux conseillers, nottaires, secrétaires, foy soit adjouttée comme au présent original, car tel est nostre plaisir, nonobstant tous édicts, déclarations, ordonnances, arrests, deffenses et lettres auxquelles nous avons desrogé pour ce regard seulement, sans tirer à conséquence; et, affin que ce soit chose ferme et estable à toujours, nous avons faict mettre nostre scel à ces dictes présentes. Donné à Paris, au moys de décembre, l'an de grace mil six cent quarante-trois, et de nostre regne le premier. Signé Louis, et sur le replot: « Par le roy: la royne régente sa mere présente : *Letellier* ». Et sur ledict replot: « Registré en la chambre des comptes, ouy le procureur du roy, pour jouir par les impétrans de l'effect contenu en icelles ainsy qu'ils en ont cy-devant joni et usé, jouissent et usent de présent, le 23^e jour de décembre mil six cent quarante-trois. Signé *Bourlon* ». Et sur le replot: « Lesdictes lettres ont esté registrées au greffe de la cour des aydes de Clermont-Ferrand, suivant l'arrest de ladicte cour, ce jourd'hui sixieme mars mil six cent quarante-quatre. Signé *Montortier* ». Et scellé d'un grand sceau en cire verte à doubles lacs de soye rouge et verte.

Collationné à l'original : Signé : LEVASSOR.

Retirés lesdicts privilèges de monsieur Christophe Tessiers par messieurs maistres Jean Le Bloys, Léonard de La Chassagne, Léonard Veyrier, Etienne Beaure, Louis Beaure, Jean Glaudet, consuls en charge l'année 1694.

Nous avons parlé dans notre *Vie de saint Léonard* (p. 266) des anciens privilèges de la ville de Noblac. Nous en avons indiqué l'origine, et nous avons montré que, depuis le règne de Philippe I^{er} jusqu'à celui de Louis XV, des diplômes royaux garantissaient aux habitants la jouissance de ces privilèges. Une première atteinte y avait été portée en 1660, comme on le voit par un arrêt du Conseil d'État porté sous le règne de Louis XV : il était dit dans cette ordonnance (en date du 6 février 1725) que les habitants « jouiroient à l'avenir de l'exemption de toutes tailles et crûes y jointes, de quelque nature et qualité qu'elles pussent être, à l'exception de la capitation, et en payant par eux annuellement la somme de mille livres, pour leur tenir lieu de toute taille; et en outre en contribuant par eux à proportion au paiement des autres sommes qui leur seroient demandées pour le quartier d'hiver, fourrage et ustensile, ainsi qu'ils y ont contribué annuellement depuis l'année mil six cent soixante (1) ».

Louis XVI ne sanctionna pas les privilèges de la ville de Noblac. Nous ne savons pas si les habitants formulèrent leur demande accoutumée; mais nous sommes certain que l'intendant Turgot, précurseur de 89, eût écarté leur réclamation par une fin de non-recevoir. Du reste, deux ans après le départ de Turgot, en 1777, l'abbé du Mabaret écrivait dans la ville de Saint-Léonard les lignes suivantes : « Cette ville jouissait de plusieurs beaux privilèges : exemption de taille, franchise de logement des gens de guerre; — il ne lui en reste guère que le souvenir (2) ».

L'abbé ARBELLOT.

(1) *Vie de saint Léonard*, p. 269.

(2) *Révision ms. du Dictionnaire de Trévoux*, art. SAINT-LÉONARD.

OUVRAGES

PUBLIÉS

PAR LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN.

LE LIMOUSIN HISTORIQUE. Histoire générale de l'ancienne province du Limousin, par Ach. LEYMARIE. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Langle, 1837-1839.

MÉMOIRE SUR LE MONUMENT CONNU SOUS LE NOM DE *BON MARIAGE*, par l'abbé TEXIER. — Br. in-4, avec deux lith. — Limoges, chez Darde, 1840.

VIES DE ST ISRAEL ET DE ST THÉOBALD, par l'abbé TEXIER. — In-8. — Limoges, chez Blondel, rue du Consulat, 1841.

NOTICE HISTORIQUE SUR LES ÉMAUX, LES ÉMAILLEURS DE LIMOGES, ET LES PROCÉDÉS DE FABRICATION EN USAGE A LIMOGES, par Maurice ARDANT. — Br. in-8. — Limoges, Chapoulaud frères, 1842.

ESSAI HISTORIQUE ET DESCRIPTIF SUR LES ÉMAILLEURS ET LES ARGENTIERES DE LIMOGES, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 298 pages avec deux planches. — Poitiers, chez Saurin, 1843.

MÉMOIRE SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES DES GÉNÉRAUX EN CHEF CUSTINE ET HOUCARD PENDANT LES ANNÉES 1792 ET 1793, par le baron GAY DE VERNON. — Un vol. in-8 de 344 pages. — Paris, chez Firmin Didot, 1844.

HISTOIRE DU LIMOUSIN (Histoire spéciale de la Bourgeoisie), par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Limoges, chez Ardillier fils, 1846.

HISTOIRE DE LA PEINTURE SUR VERRE EN LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — In-8 de 120 pages avec planches. — Limoges, Chapoulaud frères, 1847.

NOTICE SUR LE TOMBEAU DE SAINT JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-8 avec 3 planches. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1847.

CHRONIQUE DE MALEU, chanoine de St-Junien, mort en 1322, publiée pour la première fois avec des notes explicatives, et suivie de DOCUMENTS HISTORIQUES SUR LA VILLE DE ST-JUNIEN, par l'abbé ARBELLOT. — Un vol. in-8 de 264 pages. — St-Junien, chez Barret, 1847.

CATHÉDRALE DE COLOGNE, par Félix de VERNILLE. — Un vol. in-4 de 80 pages et 3 planches. — Paris, chez V. Didron, 1848.

DES OSTENSIONS, par Maurice ARDANT. — In-48 de 180 pages. — Limoges, chez Barbou frères, 1848.

L'INDICATEUR LIMOUSIN, guide de l'étranger à Limoges et dans ses environs, par Maurice ARDANT. — In-48. — Limoges, Mart. Ardant frères, 1848.

HISTOIRE DES PAYSANS EN FRANCE, par Ach. LEYMARIE. — 2 vol. in-8. — Paris, chez Dumoulin; — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1849.

MANUEL D'ÉPIGRAPHIE, suivi du RECUEIL DES INSCRIPTIONS DU LIMOUSIN, par l'abbé TEXIER. — Un vol. in-8 de 380 pages, avec 28 planches. — Poitiers, chez Dupré, 1851.

POÉSIES DE JACQUES DORAT, archidiacre de Reims, par Auguste DU BOIS. — In-8 de 52 pages. — Limoges, chez Ardillier, 1851.

- LE JEUNE NUMISMATISTE, par Maurice ARDANT. — Un vol. in-12, de 252 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1854.
- CHATEAU DE CHALUSSET (description et documents historiques), suivi de QUELQUES NOTES SUR L'ÉGLISE DE SOLIGNAC, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 56 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1851.
- SAINT-PIERRE-DU-QUEYROIX DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1851.
- L'ARCHITECTURE BYZANTINE EN FRANCE, par Félix de VERNEILH. — Splendide vol. in-4 de 316 pages, orné de 22 magnifiques gravures. — Paris, chez Didron, 1852.
- HISTOIRE DE LA CATHÉDRALE DE LIMOGES (première partie), par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 80 pages. — Paris, chez Didron, 1852.
- REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE LA HAUTE-VIENNE, par l'abbé ARBELLOT. — Br. in-18. — Limoges, chez Ducourtieux, 1852 et 1855.
- BIOGRAPHIE DES HOMMES ILLUSTRÉS DE L'ANCIENNE PROVINCE DU LIMOUSIN, par Auguste Du BOIS et l'abbé ARBELLOT, tome 1^{er}. — In-8 de 280 pages. — Limoges, chez Ardillier fils, 1854.
- ÉMAILLEURS ET ÉMAILLERIE DE LIMOGES, par Maurice ARDANT. — In-12 de 180 pages. — Limoges, chez Martial Ardant frères, 1855.
- DISSERTATION SUR L'APOSTOLAT DE SAINT MARTIAL ET SUR L'ANTIQUITÉ DES ÉGLISES DE FRANCE, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 250 pages. — Limoges, chez Leblanc, 1855.
- DES INFLUENCES BYZANTINES, lettre à M. Vitet, par Félix de VERNEILH. — Br. in-8. — Paris, chez Didron, 1855.
- ROCHECHOUART : HISTOIRE, LÉGENDES, ARCHÉOLOGIE, par l'abbé DULÉRY. — 4 vol. in-8. — Limoges, chez Ducourtieux, 1855.
- ESSAI SUR L'ADMINISTRATION DE TURGOT DANS LA GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES, par G. D'HUGUES, docteur ès-lettres. — In-8 de 266 pages. — Paris, chez Guillaumin et Cie, 1859.
- BIOGRAPHIE DE FRANÇOIS DE ROUSIERS, gentilhomme du xvi^e siècle, par l'abbé ARBELLOT. — In-8 de 100 pages. — Limoges, chez Leblanc et Cie, 1859.
- CATALOGUE MÉTHODIQUE DE LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE DE LA VILLE DE LIMOGES (HISTOIRE. — POLYGRAPHIE; BELLES-LETTRES. — SCIENCES; ARTS), par Émile RUBEN, bibliothécaire. — 3 vol. in-8. — Limoges, chez Chapoulaud frères, 1853-63.
- VIE DE SAINT LÉONARD, SOLITAIRE EN LIMOUSIN, SES MIRACLES ET SON CULTE, par l'abbé ARBELLOT, 1 vol. in-8 de 320 pages. — Paris, Jacques Lecoffre et Cie, 1863.
- ÉTUDES HISTORIQUES SUR LES MONASTÈRES DU LIMOUSIN ET DE LA MARCHE, par l'abbé ROY DE PIERREFITTE, doyen de Bellegarde (Creuse). — 2 vol. in-8 de plus de 600 pages. — Le premier volume en vente, 40 fr.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DU LIMOUSIN.

13 vol. in 8 (1846—1863).

Le premier volume se vend 10 fr. à Limoges, et 11 fr. par la poste, et les autres, 6 fr. à Limoges, 7 fr. par la poste. — On s'abonne, à Limoges, chez MM. CHAPOULAUD frères, ou chez M. Ch. DULAC, garde-musée.

14

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

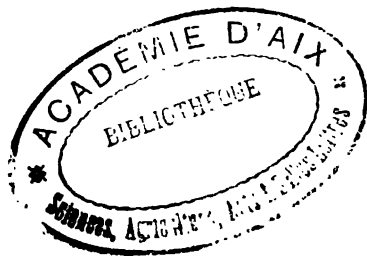
TOME XIV #3



LIMOGES

CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ
Rue Montant-Manigne, 7

1864



BIOGRAPHIE

DE

M. LE BARON GAY DE VERNON.

MESSIEURS,

L'année dernière, au mois d'avril, mourait à Saint-Léonard l'un des membres fondateurs de notre Société, M. le baron Gay de Vernon. De 1846 à 1863, il n'avait jamais cessé d'éclairer de ses conseils et de soutenir de son travail cette Société, qu'il pouvait un peu regarder comme sa fille. En effet il l'avait vue naître, il l'avait vue grandir, et, parmi les quarante-six fondateurs qui s'engagèrent à la faire marcher droit sur le chemin difficile de l'archéologie, il n'en est peut-être pas un qui ait tant tenu à justifier son double titre de père et de parrain.

N'était-il donc pas juste qu'au mois d'avril 1863 une voix s'élevât dans cette enceinte pour célébrer le vieux soldat, l'écrivain patriotique, le collègue aimable et bon ? L'homme qui a écrit la vie de Jourdan, de Gay-Lussac, de Vergniaud et de Bonneval devait-il manquer d'un biographe ?

Le biographe fut choisi ; mais la maladie l'arrêta, et, par une négligence que nous déplorons tous, un an se passa sans qu'on songeât à lui choisir un successeur.

Aujourd'hui, Messieurs, désigné par vous, je viens prendre la place de M. Ruben, et remplir une tâche qui m'est agréable à deux titres : et d'abord il m'est doux de parler d'un écrivain sérieux, dans la poitrine duquel battait un vrai cœur limousin ;

ensuite, Messieurs, puisqu'il y a eu, laissez-moi vous le répéter, négligence de notre part, je regarde comme un honneur d'avoir été appelé par vous à la réparer.

I.

M. le baron Louis-Camille GAY DE VERNON naquit à Saint-Léonard le 23 janvier 1796. Il était le fils cadet du baron Simon-François Gay de Vernon, qui prit part aux grandes guerres de 1792 et 1793, en qualité d'adjudant général, dans l'armée du Rhin. Ce fut là qu'il connut Houchard, Custine, Desaix, et surtout Gouvion-Saint-Cyr, pour lequel il s'éprit d'une vive affection. Partisan sincère de la révolution, mais ennemi, comme tous les honnêtes gens, du régime sanglant institué par Robespierre, le jeune adjudant général ne tarda pas à être accusé de *modérantisme*, mot bizarre qui nous fait rire maintenant, mais qui dans ce temps-là faisait trembler les plus hardis. Incarcéré à Paris avec Houchard, que sa belle victoire d'Hondschoote aurait dû préserver de l'échafaud, il ne fut sauvé que par le 9 thermidor. Nommé en 1797 professeur à l'École Polytechnique, puis appelé en 1804 à la direction de la même école, il quitta cette paisible et savante maison pour suivre la grande armée à Moscou. Pendant la campagne, il perdit son fils aîné. En 1814, après avoir énergiquement défendu la ville de Torgau contre l'armée prussienne, il revint aux Bourbons, qu'il servit jusqu'à sa mort, en 1824.

A cette époque, Louis-Camille Gay de Vernon avait vingt-six ans. Grâce à la renommée et à l'influence de son père, il était entré en 1814 aux gardes du corps dans la compagnie de Wagram. Son avancement fut rapide. En 1815, il était lieutenant à la légion départementale de la Haute-Vienne, et, en 1817, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr le prit pour aide de camp, reportant ainsi sur le fils toute l'amitié qu'il avait eue pour le père. Lieutenant, puis capitaine d'état-major, il prit part à la campagne qui sépara la Belgique de la Hollande, et se termina par la prise d'Anvers en 1832.

La même année, le 31 juillet, M. Gay de Vernon donna sa démission. Il avait trente-six ans. Nous ne chercherons pas les motifs qui l'ont poussé à briser lui-même sa carrière alors qu'il était dans toute la force de l'âge et de l'activité militaire. Cette date de 1832 pourrait peut-être nous donner le mot de l'énigme.

Le fait est qu'il vint s'établir d'abord à Limoges, puis à Saint-Léonard, sa ville natale; et là, reprenant les traditions littéraires que lui avait léguées son père, et qu'à son tour il devait transmettre à son fils (1), l'ancien garde du corps vécut de cette vie calme et modeste que l'ambitieux ni l'oisif ne peuvent supporter, mais que le travailleur et le philosophe chérissent et pratiquent jusqu'à la mort.

N'allez pas croire pour cela, Messieurs, que M. Gay de Vernon fût un ermite, et qu'il regardât Saint-Léonard comme une Thébàïde. D'abord il avait conservé à Paris d'illustres et d'agréables relations : vous en aurez la preuve quand j'aurai cité M. Saint-Marc-Girardin, M. Arago et M. Salvandy, dont il avait été le condisciple, et dont il resta l'ami. Ensuite vous devinez sans peine quelle position un pareil homme devait forcément occuper à Saint-Léonard. Disons tout de suite qu'en 1848 il fut choisi par ses concitoyens comme conseiller municipal et chef de la garde nationale; mais ces modestes honneurs ne sont rien en comparaison du respect et de l'affection dont on l'entourait. Tous en effet recherchaient la société de cet homme aimable et charmant, savant sans pédanterie, et spirituel sans méchanceté. Avait-on besoin d'un renseignement; se trouvait-on embarrassé sur une question de guerre, de philosophie, de science ou de littérature, on allait sans hésiter trouver M. de Vernon, et la réponse ne se faisait jamais attendre. L'oracle avait-il toujours raison ? Nous n'osons le dire; mais il n'en est pas moins vrai que M. de Vernon mettait au service de tous ceux qui le consultaient un savoir véritable et une prodigieuse mémoire, sans cesse augmentée et comme renouvelée par de sincères études et de continuelles lectures.

Ce qui ajoutait encore au prix des renseignements qu'il vous donnait, c'était la façon tout à la fois élégante et simple avec laquelle il les exprimait. Élevé dans le salon de sa mère, femme d'un très-ferme et très-vif esprit, il y avait appris l'art de causer et de conter. Mêlé en personne aux grandes actions qui marquèrent les premières années du siècle actuel, initié par sa

(1) M. Jules Gay de Vernon a publié un ouvrage intitulé : *Essai historique sur l'organisation de la cavalerie légère, et principalement sur l'arme des chasseurs à cheval, suivi d'une Notice historique sur le 8^e de chasseurs*; livre intéressant et bon à consulter. Il serait à désirer que l'on fit ainsi l'histoire de nos régiments, au moins depuis 1789.

mère aux tragiques événements qui rendront impérissables les dernières années du siècle dernier, il portait en lui-même tout un trésor de souvenirs, et l'ouvrait à ses amis avec la bonne grâce d'un gentilhomme et la profusion d'un vieillard qui loue le temps passé.

II.

Maintenant, Messieurs, que je vous ai fait connaître l'homme aussi complètement que je l'ai pu, il est temps d'arriver au littérateur et à l'écrivain.

M. Gay de Vernon débuta dans la carrière littéraire par un roman intitulé *Ibrahim*, qui fut publié, vers 1830, chez Marmignon, libraire à Limoges. C'était un épisode de nos guerres en Égypte, et l'auteur, avec sa bonhomie et sa franchise habituelle, regardait cet ouvrage comme un péché de jeunesse.

J'arrive donc sans plus tarder au *Mémoire sur les opérations militaires des généraux Custine et Houchard pendant les années 1792 et 1793*.

Ce livre fut composé d'après les notes et les documents que M. de Vernon trouva dans les papiers de son père, le compagnon et l'ami de Custine et de Houchard : aussi, avec une piété filiale qui l'honore, il déclare, dans sa préface, n'avoir pas d'autre ambition que de faire passer ce mémoire pour une œuvre posthume de son père. Quoi qu'il en soit, la lecture en est difficile. C'est un ouvrage précis, exact, mais où l'intérêt a été trop souvent sacrifié à la partie technique. Et cependant quelle époque et quels hommes ! Nous plaindrions-nous si l'auteur, laissant parfois la stratégie de côté, nous eût peint avec le langage pittoresque et familier du soldat ces volontaires de 92 aux habits bleus « par la victoire usés », et qui, sergents la veille, généraux le lendemain, se trouvaient grands capitaines sans s'en douter ? Ce n'est pas qu'il ne leur ait rendu pleine justice ; mais on regrette qu'à ces moments-là le style reste toujours froid, net et sec comme une figure de géométrie (1).

La *Vie du maréchal Gouvion-Saint-Cyr* est le maître ouvrage de M. de Vernon : j'entends pour le travail et l'étendue. Il va sans dire que cette Vie est ce qu'elle devait être, un panégyrique.

(1) Cet ouvrage valut à M. de Vernon la croix de chevalier de la Légion-d'Honneur.

Gouvion-Saint-Cyr, comme je l'ai déjà dit, avait servi à l'armée du Rhin sous les ordres de l'adjudant général de Vernon. Devenu maréchal et ministre, il n'oublia pas son vieil ami, dont il prit le fils pour aide de camp. Rien donc d'étonnant à ce que M. de Vernon entreprît comme un pieux devoir de raconter les hauts faits de son protecteur. Ajoutons qu'il a bien choisi son héros. Sans avoir l'éclat militaire de Masséna, de Ney ou de Davoust, Gouvion-Saint-Cyr fut un des plus remarquables capitaines de la république et de l'empire.

C'est l'opinion non-seulement de son panégyriste, mais c'est aussi celle de M. Thiers et de tous les écrivains qui ont parlé des guerres de ce temps-là. Malheureusement il y a une ombre au tableau : M. de Vernon l'a fait disparaître, parce qu'il met son héros en pleine lumière, et l'enveloppe d'une auréole ; mais M. Thiers est plus sévère, faut-il dire plus juste ? Il nous le représente « excellent quand il était seul, dangereux quand il avait des voisins, qu'il secondait toujours mal ; mais capitaine habile, profond dans ses combinaisons, et le premier des militaires de son temps pour la guerre méthodique, Napoléon, bien entendu, demeurant hors de comparaison avec tous les généraux du siècle » (1).

M. Thiers ajoute plus loin : « On est honteux, en lisant les mémoires si remarquables d'ailleurs du maréchal Saint-Cyr sur sa campagne de Catalogne, des petitesesses qui s'y rencontrent à côté de vues saines et profondes.... L'empereur n'aimait pas le caractère insociable du maréchal Saint-Cyr ; mais il rendait justice à ses qualités éminentes, et n'en était pas jaloux » (2). Il dit encore au sujet de la campagne de 1843 : « Nous honorons fort dans le maréchal Saint-Cyr, outre beaucoup d'esprit, une grande indépendance de caractère ; nous regrettons seulement qu'elle ait été gâtée par un penchant excessif à la contradiction, qui lui a fait commettre plus d'une faute dans sa carrière, d'ailleurs si glorieuse » (3).

En lisant ces mots il me semble, Messieurs, entendre la voix de l'histoire, de l'histoire qui juge les rois, et à plus forte raison les maréchaux. Certes ce n'est plus la voix de l'ami ; mais croyons bien cependant que M. de Vernon n'en a pas voulu à

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, T. IX, l. xxxiii, p. 483.

(2) *Ibid.*, T. IX, l. xxxiii, p. 484.

(3) *Ibid.*, T. XVI, l. I, p. 417.

M. Thiers, pas plus que M. Thiers n'en a voulu à M. de Vernon. Chacun d'eux a suivi la route qu'il devait suivre, et juger l'homme comme il devait le juger.

Cette critique faite, je dirai que la *Vie du maréchal de Saint-Cyr* (1) est intéressante en général, bien écrite, et pleine de renseignements précieux. On peut y remarquer par exemple cette campagne de Catalogne qui fut un chef-d'œuvre de stratégie, le récit de la bataille de Polotsk en 1812, la défense de Dresde en 1813; mais tout cela ne vaut pas à mon avis la dernière partie du livre : nous y retrouvons Saint-Cyr ministre de la guerre en 1815 et en 1817, et tâchant, dans ces temps troublés et dangereux, de réconcilier le présent avec le passé. Il tenta cette œuvre impossible avec un courage, un désir de bien faire et une abnégation vraiment admirables. Le spectacle de ce sage citoyen luttant contre les passions et les colères des partis a inspiré de belles et bonnes pages à l'écrivain. C'est sur elles qu'un admirateur de Saint-Cyr pourrait s'appuyer pour montrer que, si le capitaine fut insociable et jaloux, l'homme d'État mit au service de la France un patriotisme éclairé, un caractère d'une forte trempe et une vie toujours pure.

III.

La *Vie du maréchal Gouvion-Saint-Cyr* était sans aucun doute l'œuvre de prédilection de M. de Vernon, celle où il avait mis tout ce qu'il avait d'expérience littéraire et d'habileté de plume. A quel rang plaçait-il ses biographies de Gay-Lussac, de Vergniaud, de Jourdan, de Bonneval et des Volontaires de la Haute-Vienne? Au dernier peut-être, et voilà qu'aujourd'hui elles sont montées au premier. On en parle encore, on les lit, on les aime, tandis que les deux ouvrages dont j'ai déjà parlé sont un peu tombés dans l'oubli.

Est-ce manque de goût de notre part? Non, Messieurs : ces biographies sont certainement ce que M. de Vernon a fait de mieux. Courtes, vives, lestement tournées, entremêlées d'anecdotes familières et de pensées élevées, elles ont tout ce qui charme et tout ce qui retient un lecteur.

Ici c'est Bonneval-Pacha, avec sa grande mine, son impétueux

(1) Quarante exemplaires de cet ouvrage furent déposés à la Bibliothèque impériale par ordre de S. Exc. le maréchal Vaillant, ministre de la guerre, 1856.

courage, ses hautes qualités militaires, mais aussi avec son esprit déréglé, sa triste morale et sa rage d'aventures; là c'est Jourdan, type limousin par excellence, calme, honnête, froid et fin, très-bon marchand et très-bon soldat. Voici encore Gay-Lussac, l'intrépide savant, l'infatigable travailleur, et Vergniaud, dont la puissante figure fait craquer le cadre un peu étroit où l'auteur l'a enserrée.

Nous ne voulons pas, dans cette brève énumération, oublier la *Haute-Vienne militaire*, liste rapide et complète des soldats qu'a vus naître notre département. L'auteur s'y est fièrement placé entre son père et son fils, à côté de son frère (1).

Encore quelques lignes, Messieurs, et je termine.

Les Gay de Vernon furent, comme vous le voyez, une famille vraiment militaire, qui date de 1792, et qui, Dieu merci ! n'a pas encore dit son dernier mot. Mais chez eux ce n'est pas seulement le goût des armes qui est héréditaire : le goût des lettres s'y transmet comme un bien précieux, comme un legs sacré. Le petit-fils est soldat, parce que son aïeul l'a été; il écrit, parce que son aïeul a écrit. N'est-ce pas curieux ? n'est-ce pas touchant ?

Vous vous rappelez tous, Messieurs, quelle devise prit un capitaine illustre qui savait aussi bien cultiver la terre que battre les Arabes : c'était le vrai type du soldat-laboureur : *Ense et aratro*. Il n'y aurait qu'un mot à changer pour faire aux Gay de Vernon une devise très-vraie et très-fièrre elle aussi : *Ense et calamo* : « une plume et une épée ».

A. GUILLEMOT.

Limoges, le 25 décembre 1864.

(1) Je dois citer, pour que ce travail soit complet, deux autres ouvrages de M. Gay de Vernon, dont j'ai eu connaissance trop tard pour en faire l'analyse. L'un est intitulé : *Des moyens d'établir à Saint-Léonard une annexe du dépôt de remonte de Guéret*, mars 1842. L'autre a pour titre : *Considération sur les chevaux limousins, sur les causes de la destruction presque totale de cette race, et sur les moyens de la reproduire pour le service des remontes militaires*; Limoges, 1829.

ÉMAILLERIE LIMOUSINE.

Avant de vous faire la description d'un émail curieux par son ancienneté, je ne crois pas hors de propos de vous donner lecture d'un titre de nos archives, daté de l'an 1233, écrit en langue limousine, et remarquable sous trois rapports : 1^o comme monument de cette langue dans la première moitié du XIII^e siècle; 2^o parce qu'il intéresse le plus ancien membre connu de la famille d'émailleurs du nom de Vitalis ou Vidal : *Bernard* était, je crois, le grand-père de *Barthélemy*; 3^o enfin en ce qu'il mentionne la monnaie de Limoges et la maille d'or, la même chose que l'obole d'or du temps du roi Philippe-Auguste, laquelle valait un peu plus que la moitié du *besant* (*hisantius*), c'est-à-dire cinq sous de la monnaie de ce temps.

« **A** toz seus quj veyran aquestas lettras, Germana Humiels ? baella deu mostier midöpt S. Maria de la Regla de Lemotges, salut en nostre Senhor.

» Sapchan sil q̄ son e q̄ seran q̄ vol aguardat lo profiech de nostre mostier p cummunal cosseil e voluntat de nostre couen^e las maisos nostras que eran a lachanal entre la maiso q̄ fost domie entre la wina de la Chabana de lachanal de la ciptat de Lemotges. Auein acessat a toz ceßs deu cossols e au cuminal de la ciptat de Lemotges, p xx sols redeus chasque an a Nadal, de la moneda de Lemotges, e una mealha daur dachaptam en randamen o en la mort de las baellas de nostre mostier e en randamen o en la mort deus achaptadors q̄ li cossol a lo cuminal vedran e au nos redut a sempres en B. Vidal p. achaptador q̄ acheptet de nos e auein agut nostre grat de vi vins ls de la moneda de Lemotges q̄ vos doneron d intratge e p remembransa daisse e p maor fermetat douein las aquestas lettras de nostre saeu saeladas. Año. Dñi. in^o. cc^o. tricesimo tertio. »

Permettez-moi maintenant, Messieurs, de vous communiquer l'heureuse découverte que j'ai faite d'un monument de notre ancienne émailerie, œuvre de transition entre les émaux incrustés et les émaux peints. C'est une plaque de cuivre très-épaisse, très-lourde et légèrement bombée, haute de 495 millimètres et large de 220.

Ce petit tableau est composé de huit personnages symétriquement placés, et représentant la mise au tombeau du corps de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et rappelle exactement les dispositions de statues sculptées et souvent peintes des scènes semblables qu'on désignait par le nom de *Monuments*; il y en avait dans plusieurs églises du diocèse, et notamment dans celle des Salles-la-Vauguyon.

Cet émail a été peint aux premiers temps de la renaissance, car on y reconnaît, parmi les femmes qui entourent le tombeau, des têtes empruntées à la numismatique romaine, celles de *Marcia* et d'*Aurelia*, aïeule et mère de Jules-César, qui sont gravées dans un livre intitulé : *Illustrium imagines*, imprimé à Lyon, l'an 1524, chez Antoine Blanchard, calcographe, corrigé par Andreas Fulvius.

L'exécution de cette peinture annonce un travail pénible et tourmenté; les couleurs des vêtements, le bleu surtout, sont posées en couches épaisses formant relief; le rouge pourpre, le jaune brun, le gris, le vert et le bleu de roi y dominent. Des filets d'or brillent dans les nimbes, les plis et les ornements des étoffes, les lignes des édifices et des murs de Jérusalem, les tiges et les feuilles des fleurs et des plantes.

Au plan supérieur, sur un ciel d'un gris bleu terne, se dessinent huit tours renforçant les remparts de Jérusalem; au-dessous, une rangée de seize arbres, plantés sur un sol tantôt d'un jaune brun, tantôt convert de verdure.

Nous trouvons dans le Nouveau-Testament l'explication du sujet de cet émail : Marie-Madeleine, Marie mère de Jacques et de Joseph et la mère des fils de Zébédée n'abandonnèrent pas Jésus-Christ, et se joignirent à la sainte Vierge pour assister à l'ensevelissement de son corps. Un homme riche d'Arimathie, noble décurion, honnête et juste, nommé Joseph, disciple secret de Jésus-Christ, eut le courage de demander ce corps précieux à Pilate, qui le lui accorda. Il l'emporta, et acheta un linceul dont il l'enveloppa, puis le déposa dans un sépulcre neuf, qu'il

avait fait tailler pour lui-même dans une roche au milieu d'un jardin.

Joseph d'Arimathie fut assisté dans ce pieux devoir par Nicodème, un des principaux Juifs (*princeps*) et pharisiens, rabbin et sénateur du grand Sanhédrin, celui qui vint visiter Jésus-Christ la nuit. C'est dans cet entretien que l'Homme-Dieu lui dit qu'il fallait naître pour voir le royaume de Dieu. Nicodème demanda comment un homme déjà vieux pouvait naître. Jésus le lui expliqua, en ajoutant : « Nicodème, tu es maître (*magister*) en Israël, et tu ignores ces choses ? » Les paroles du Seigneur ont été la cause du ridicule attaché à son nom, ridicule qui s'est perpétué dans notre Limousin, où l'on appelle encore *grand nicodème* un homme trop naïf et trop simple; on désignait aussi sous le nom de *nicodémiles* des amis suspects, dont le zèle exagéré faisait plus de mal qu'une inimitié déclarée. En remontant à la LXXIV^e olympiade, nous trouvons que, la seconde année, 483 ans avant Jésus-Christ, un Nicodème était archonte d'Athènes lorsque Aristide fut envoyé en exil. Un Nicomédas fut vainqueur aux jeux olympiques l'an 404 avant Jésus-Christ, olympiade CLXIX.

Quoi qu'il en soit, l'auteur de cet émail en a fait le héros de son tableau, et lui a donné la place d'honneur. Peut-être voulait-il réhabiliter sa mémoire. Au reste, Nicodème apporta à Joseph d'Arimathie une mixture d'aloës et de myrrhe du poids d'environ cent livres; ils entourèrent tous les deux le corps de Jésus-Christ de bandelettes et d'aromates, selon la coutume des Juifs.

Nicodème, sur la partie la plus en vue du tableau, est représenté d'une taille double de celle des autres personnages, en exceptant Joseph d'Arimathie; sa tête est coiffée d'un grand bonnet doctoral bleu, terminé par un bouton d'or, et retroussé de filets du même métal. Le rebord de ce bonnet est rehaussé sur le cou, et se prolonge en longue visière sur le front. Il reste quelques traces de lettres d'or, entre autres un N, qui indiquaient le nom de ce docteur. Son visage présente un nez fort long, une bouche et une oreille fort grandes; sa barbe, à poils châtains, descend sur le collet de fourrure blanche d'un manteau bleu. Je ne puis dire que ce soit une fourrure d'hermine dont le peintre a cru devoir gratifier son docteur de la loi juive, puisque, au lieu de mouchetures, ce sont des larmes noires qu'il y a semées. La tunique, d'un pourpre foncé, est

brodée; des rosaces en quintefeuilles d'or brillent dans la partie que ne recouvre pas le manteau. Cette tunique est resserrée sur les reins par une petite ceinture bleue ornée de perles et de filets d'or. Les pieds de Nicodème reposent sur un gazon émaillé de fleurs rouges, bleues et jaunes; d'autres fleurs à hautes tiges, des marguerites, sont plantées entre le cadre et le docteur.

Nicodème soutient de ses deux mains, à l'aide d'un linceul grisâtre, la tête de Jésus-Christ, encore couronnée d'épines. Les traits du visage, souillé de sang, sont contractés, et sa barbe brune fait ressortir l'extrême blancheur ou pâleur de ses membres; le côté, les bras et les pieds présentent des plaies sanglantes. Le corps, maigre et raidi par la mort, repose sur un tombeau de marbre gris veiné de violet de bleu, et d'un peu de noir: quatre anneaux y sont attachés au-dessus du soubassement indiqué par une longue bande blanche; quelques filets d'or rehaussent les lignes de ce tombeau; on en voit dans la barbe du Seigneur et dans les plis du linge qui ceint ses reins.

L'émailleur a déployé plus de talent dans l'expression des autres assistants à cette triste scène. Une femme âgée, dont la tête, enveloppée d'un voile blanc, est couronnée d'un nimbe d'or, semble, par ses gestes et son attitude, sympathiser à la douleur de la sainte Vierge. Cette première sainte femme est vêtue d'une robe d'un rouge sombre ou violet pourpré et d'un grand manteau bleu rehaussé d'or. L'auréole ou nimbe de sa tête est brodée en arabesques. Marie mère de Jésus-Christ porte un manteau pareil, qui lui recouvre la tête ornée d'un nimbe rayonnant. Son visage et ses yeux fermés témoignent un extrême désespoir; ses deux mains sont jointes; un voile blanc recouvre son cou et sa poitrine; sa robe est de couleur gris clair. L'apôtre saint Jean appuie sa main gauche sur l'épaule de la sainte Vierge pour la soutenir dans sa faiblesse; ses traits expriment la compassion et la désolation; sa tête, blonde, est encadrée par un nimbe arrondi dont la circonférence extérieure est dorée, par opposition à celui de Marie mère de Jésus, qui est d'or éclatant coupé de rayons circulaires. Le disciple bien-aimé a une tunique verte et un manteau de pourpre sombre doublé de blanc; les étoffes sont rehaussées de filets d'or. Près de lui, une deuxième sainte femme, coiffée à l'orientale: une sorte de turban blanc sans calotte, à plis dorés, derrière lequel apparaît un

simple nimbe : même voile que les deux autres femmes. Sa robe est bleue ; son manteau, de la couleur de ce jaune bronze prodigué dans le fond de ce petit tableau. Elle tient de la main droite un vase rouge orné d'or à couvercle verdâtre, et présente de la gauche à Marie-Madeleine une boule grise renfermant sans doute des parfums, et semble en conversation avec cette dernière. Marie-Madeleine est décorée aussi du nimbe d'or simple : son costume est moins sévère que celui des autres saintes femmes ; ses longs cheveux noirs laissent son front découvert ; point de voile sur son cou ; sa robe est d'un violet foncé sous un riche manteau rose pâle et chamarré dans le goût oriental, qui, descendant de l'épaule gauche, se relève élégamment sous le bras droit de la sainte. Madeleine tient à deux mains un vase brun, de forme allongée comme une bouteille moderne : elle paraît écouter avec attention les avis de sa voisine. Dans la broderie du manteau on lit les lettres ADEL, fragment de son nom.

Joseph d'Arimathie est le dernier acteur de cette scène à droite du tableau touchant au cadre. Il relève de ses deux mains les pieds et le corps de son divin Maître, qui paraît plus long que son tombeau. Son costume est aussi singulier que celui de Nicodème. A son visage refrogné semble attachée une barbe postiche brune et peignée avec quelque soin. Un chapeau blanc et pointu, terminé par une cocarde à quatre couleurs, rouge, blanc, bleu et jaune, est relevé sur le front, et orné d'une rosace à six feuilles dont le milieu est rouge. Ce chapeau est rehaussé d'or, et on y lit : ARIMAT. Sa tunique, bleue, est ornée dans le bas d'arabesques brodées d'or. Un brassard d'étoffe d'or est émaillé de quinze perles ou turquoises ; une pierre fine rouge est placée au centre. Son manteau, de pourpre foncé, est doublé d'une fourrure blanche semée de larmes noires ; il est attaché à la hauteur de ses reins par une ceinture verte et or. Derrière lui, des arbres et de grandes fleurs. Ce Joseph, suivant Bède, fut l'apôtre de l'Angleterre.

Dans les rares intervalles du fond de la scène de ce tableau, entre les huit spectateurs, on aperçoit un ruisseau ou torrent à flots bleus, et des sentiers de terre jaune tracés parmi les fleurs, la verdure et les arbres ; il y règne partout une certaine symétrie jusque dans l'agencement des personnages. Saint Jean occupe le milieu, ayant à sa droite et à sa gauche deux saintes femmes.

Le revers du contre-émail est empâté d'une matière très-épaisse, noirâtre, mate dans certaines parties et brillante dans d'autres, sans aucune transparence. L'œil exercé de M. Astaix, notre confrère, y a remarqué des traits de burin mis dans le but de faciliter l'adhérence de l'émail sur le cuivre; ce qui n'a pas empêché sa chute, car le cuivre reparaît parfois, soit oxydé, soit avec sa couleur rouge. La surface, qui n'est ni plane ni polie, offre plusieurs boursouflures : j'y ai cherché en vain les traces d'un poinçon.

Malgré ses défauts, ce petit tableau est digne d'intérêt; il offre dans les têtes des ressemblances avec la manière de Nardou Pénicaud, et, s'il n'est pas plus ancien que l'époque de ce maître, il doit être de son école. Il est d'un travail plus barbare que l'émail de M. de Montbas, et je le crois de la deuxième moitié du *xv^e* siècle. Je regrette de n'avoir pu faire une étude comparative avec des émaux de ce temps qui enrichissent la collection de M. de Marpon. J'espère, au retour de notre honorable receveur général des finances, visiter en sa compagnie ses trésors scientifiques, dont il fait les honneurs avec une si exquise politesse. Ce sera le sujet d'une ample description de chefs-d'œuvre qu'il possède.

MAURICE ARDANT,

Archiviste.

Limoges, le 28 octobre 1864.

NOTE SUR LA TOUR DE BAR.

MESSIEURS,

Récemment admis à l'honneur de faire partie de votre Société, je suis heureux de payer ma dette de reconnaissance à la mémoire de celui qui, par ses nombreux travaux, ses savantes recherches, a occupé un des premiers rangs dans la Société archéologique du Limousin.

Élève du très-regrettable abbé Texier, j'ai eu plus que personne occasion de m'affliger de sa mort : nuit et jour je l'ai vu à l'œuvre, et son grand désir de faire progresser la science à laquelle il s'était voué lui avait inspiré l'heureuse idée d'enseigner les connaissances qu'il avait acquises. Il avait encouragé mes premiers pas, et, dans un concours général, il avait accordé à mon travail le premier grand prix d'archéologie.

Puisse le souvenir de mon très-vénérable maître votre ancien collègue entretenir en nous tous l'ardeur pour l'archéologie, afin que nous soutenions dignement le rang qu'occupe notre Société Archéologique et Historique parmi les sociétés savantes de France.

Aujourd'hui, Messieurs, je me propose de vous dire quelques mots sur la tour de Bar.

En suivant une ligne droite de Limoges à *Cassinomagus* (Chassenon), on passerait au village de Bar, commune de Saint-Martin-de-Jussac, canton de Saint-Junien.

Dans ce lieu se trouvent des ruines sur lesquelles personne n'a pu me donner de détails ayant une apparence de vérité. La vue est frappée particulièrement par un tumulus d'une circonférence de 120 mètres à la base, de 20 mètres de diamètre au sommet et d'une hauteur de 40 mètres environ. Ce tumulus est entouré de flaques d'eau alimentées par une fontaine dont la source est très-abondante.

A 200 mètres du *tumulus* appelé dans le pays *la mote*, sont des ruines beaucoup plus vastes, en grande partie labourées : ce lieu se nomme La Tour.

Les anciens du village racontent qu'ils ont aidé à démolir les

quelques vestiges de ce monument : de tout temps, paraît-il, on en a extrait des fragments de bois carbonisé, des pierres de taille, des briques, des verroux, des portes en bois ; et encore, pour peu que l'on fouille, on y découvre à chaque instant des débris de constructions anciennes.

Il serait très-intéressant de rechercher et de mettre à nu les fondations de cette tour pour en avoir les dimensions et les dispositions.

Au bas de la page 161 du tome VIII du Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin, dans un article signé par notre savant confrère M. Roy de Pierrefitte, nous lisons une note indiquant que, vers 1384, les Anglais gardaient leurs prisonniers dans les trois forts suivants : la tour de Bar, paroisse de Saint-Martin-de-Jussac, Morterolles et Le Palais près Limoges.

Qui donc avait construit cette tour de Bar ? A qui appartenait-elle ? Comment a-t-elle été détruite ? Nous l'ignorons, et jusqu'à ce jour nos recherches ont été infructueuses.

Toutefois d'un manuscrit (1) du siècle dernier ayant pour titre : *Tableau géographique et historique du diocèse de Limoges, divisé en ses archiprêtres : où l'on y a désigné tous les bénéfices, soit abbayes, chapitres, cures, prieurés, vicairies, tant en patronage laïque que ecclésiastique, soit encore les communautés d'hommes et de religieuses, hôpitaux, collèges, etc... autant exactement qu'il a été possible et selon les mémoires que l'on a pu se procurer*, nous avons extrait le passage suivant, page 33 :

« Saint-Martin-de-Jussac, à 6 lieues de Limoges, arch. de Saint-Junien, prieuré-cure rég. à la nomination du prieur de Saint-Jean-d'Ecole, etc..... Sur ladite paroisse étoit autrefois une chapelle de dévotion de la fondation des seigneurs des Cars, située au village de Bars, fameux dans les Commentaires de César sous le titre de la Tour de Bars. »

Nous n'avons pu contrôler complètement le sens et la véracité de cette note, ni ce qu'elle peut contenir d'apocryphe. En tout cas, il ne serait point impossible que le fort de La Tour de Bar (ou Bars ou Bare, de *barum*, *barrium* ou *barra*) (2) eût été

(1) Ce manuscrit, dont l'auteur est inconnu, se trouve à Saint-Junien entre les mains de M. Bourgoïn-Mélisse, membre de la Société Archéologique.

(2) L'étymologie de Bar est très-controversée : on suppose que ce devait être une *barrière* ou forteresse. — Il existe un grand nombre de

construit par les Romains pour commander leur route de *Lemovices* à la villa *Cassinomagus*, d'autant mieux que ce lieu, à peu près à égale distance de l'une et de l'autre ville romaine, domine la vallée de la Vienne, qui coule non loin, et paraît occuper une forte position stratégique à 122 mètres au-dessus du niveau de la Vienne.

A trois cents mètres environ du lieu non labouré de la tour de Bar, dans un jardin du village, on voit encore le pavé de la chapelle dont il est question dans la note ci-dessus transcrite : il ne reste aucune autre trace de cette chapelle, qui fut démolie en 1742 par ordre de Jean-Gilles de Coëtlosquet, évêque de Limoges. (*Pouillé*, page 22.)

J'aurais dû peut-être attendre d'avoir découvert quelque document important sur la tour de Bar pour en faire l'objet d'une communication ; mais une circonstance particulière m'a obligé à vous dire sur-le-champ le peu que j'en savais.

Le conseil municipal de la commune de Saint-Martin-de-Jussac a voté la vente des terrains communaux sur lesquels se trouvent :

1° Ce qui reste de la tour de Bar ;

2° Le *tumulus*.

Toutes les formalités ont été remplies pour parvenir à la vente administrative, et les pièces sont actuellement à la préfecture.

Nous avons prié M. le commissaire enquêteur d'avoir égard à ces ruines, et de ne pas les mettre en vente : il nous a promis de tenir compte de nos observations dans son rapport ; mais il serait nécessaire, si vous le jugez à propos, de faire une démarche près de M. le préfet pour qu'il décidât que ces vestiges, intéressants au point de vue de la reconstruction des cartes géographiques anciennes, reconstruction encouragée par l'État, ne fussent pas vendues pour disparaître à jamais sous la charrue.

Vous nommerez, Messieurs, si vous le jugez utile, une commission qui sera chargée de suivre cette affaire, et s'occupera au besoin des fouilles qui pourraient aider à découvrir ce qu'était cette tour de Bar.

THÉOPHILE DE FONT-RÉAULX.

villes du même nom, telles que Bar-le-Duc, Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Bar département du Var, Bar à une lieue N. de Tulle (Corrèze), — Bar en Pologne, ville très-forte de la Podolie.

LES RELIGIEUX

DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE

DANS LA MARCHE ET LE LIMOUSIN.

« Il serait difficile de trouver, en parcourant les glorieuses annales de l'Église, une époque où son influence sur le monde et sur la race humaine dans tous ses développements fut plus vaste, plus féconde, plus incontestée qu'au XIII^e siècle. Jamais peut-être l'Épouse du Christ n'a régné avec un empire si absolu sur la pensée et sur le cœur des peuples », comme le fait remarquer le savant auteur de l'Histoire de sainte Élisabeth de Hongrie, M. de Montalembert (introduction).

Cependant la fin du XII^e siècle (époque où naquit saint François) était loin de faire bien augurer du siècle suivant. « La funeste bataille de Tibériade, la perte de la vraie croix et la prise de Jérusalem par Saladin (1187) avaient montré l'Occident vaincu par l'Orient sur le sol sacré que les croisades avaient racheté. Les débauches et la tyrannie de Henri II d'Angleterre, l'assassinat de saint Thomas Becket, la captivité de Richard Cœur-de-Lion, les violences de Philippe-Auguste contre sa femme Ingerburge, les atroces cruautés de l'empereur Henri VI en Sicile, tous ces triomphes de la force brutale n'indiquaient que trop une certaine diminution de la force catholique, tandis que les progrès des hérésies vaudoise et albigeoise et les plaintes universelles sur le relâchement des clercs et des ordres religieux dévoilaient un mal dangereux au sein même de l'Église ; mais une glorieuse réaction ne devait pas tarder à éclater. » (M. de Montalembert, *ibid.*) Cette réaction, Dieu la préparait en plaçant sur la chaire de

Saint-Pierre l'illustre Innocent III, pour qui l'amour de la justice et de la religion était tout, puis en donnant à l'Église de grands saints comme François d'Assise, Dominique, Élisabeth de Hongrie et beaucoup d'autres.

Quand j'entrepris de publier mes *Études historiques sur les monastères du Limousin et de la Marche*, je ne pensais m'occuper que de l'ordre de Saint-Benott. J'ai pourtant introduit dans ce I^{er} volume quelques simples communautés dont on m'avait prié d'écrire l'histoire, et aussi un *Tableau des maisons de l'ordre de Saint-Dominique dans le diocèse de Limoges* : cette dernière notice était, ainsi que l'indique la qualification ajoutée à ma signature qui la termine, un témoignage de gratitude.

Puisque les Enfants de saint François, autrefois si répandus dans la Marche et le Limousin, sont revenus à Limoges depuis 1854, je désire clore mon I^{er} volume par un tableau qui résume ce qu'a fait cet ordre dans notre diocèse. Ce sera du moins utile comme renseignement historique, puisque je vais réunir en quatre ou cinq pages les faits disséminés dans les *Annales du Limousin* du P. Bonaventure de Saint-Amable et dans le *Pouillé du diocèse de Limoges*, manuscrit du docte abbé Joseph Nadaud, qui est la propriété des prêtres de Saint-Sulpice de Limoges.

Voici, par ordre alphabétique, ce que j'ai pu recueillir sur les divers couvents du diocèse de Limoges. J'y joins aussi ce qui regarde Tulle, parce que ce dernier diocèse, détaché du nôtre au XIV^e siècle, est aussi du Limousin.

AUBUSSON.

M. Victor Maingonat, juge au tribunal civil d'Aubusson, qui a vu l'église et le couvent des Récollets de cette ville, a bien voulu me faire passer : 1^o un croquis à vol d'oiseau de ce couvent et de cette église, croquis extrait d'un vieux dessin de la ville d'Aubusson, et qui donne, dit-il, une idée très-exacte de la façade extérieure des deux édifices et de l'emplacement de l'ancien pont; 2^o un plan par terre de l'église et du rez-de-chaussée du couvent. L'église des bons Pères, orientée du nord au sud, se trouvait à la place qu'occupe aujourd'hui le tribunal, et la porte regardait l'ancien pont, mais en dehors de l'axe de cette dernière construction, située un peu en amont du nou-

veau pont, dit pont Neuf, et terminé en 1846. Le couvent était à la droite de l'église, sur l'emplacement occupé aujourd'hui (1863) par la caserne et la prison, et la place Villeneuve était jadis le jardin des religieux.

« Au rez-de-chaussée du couvent, la porte située au nord ouvrait sur un corridor dit cloître, et qui longeait l'église à l'est et la cour à l'ouest; au nord, étaient le parloir et la bibliothèque; au sud, l'escalier, le réfectoire, la cuisine et les décharges. Au-dessus de ce rez-de-chaussée, se trouvaient, au premier étage, quatre vastes corridors, sur trois desquels ouvraient les portes des diverses cellules des frères. Le corridor au-dessus du cloître, voûté en arceaux, était le seul qui n'eût pas de cellules, parce que le mur de refend de l'église n'avait pas permis qu'on en établît de ce côté. On voit aujourd'hui dans l'église paroissiale d'Aubusson l'autel de l'église des Récollets, ainsi que les colonnes corinthiennes qui dépendaient de cet autel.

» Ce fut au commencement du XVII^e siècle, vers 1614 ou 1615, que les Pères Récollets vinrent s'établir à Aubusson, et qu'ils commencèrent à y construire leur église et leur maison. La certitude de cette date nous est révélée par un testament d'Annet de La Roche-Aymon, seigneur de Saint-Maixent, Lavaud et Lafarge dans la Marche, sous la date du 16 avril 1615, dans lequel ce seigneur terminait ses dispositions par un legs au profit du couvent des pères Récollets de la ville d'Aubusson, *pour leur aider à bâtir leur église et leur maison.* »

Les frères mineurs Récollets établis en 1614 (1) sont huit prêtres, quatre étudiants, quatre convers, dépendants de la province du Saint-Sacrement dite de Toulouse.

A cette note par trop sommaire, prise dans le Pouillé manuscrit de Nadaud, j'ajouterai les détails suivants, tirés des papiers du couvent déposés aux archives de la Creuse.

La délibération consulaire qui appelle les Récollets à Aubusson est du 13 novembre 1614; l'autorisation épiscopale pour l'établissement du couvent est du 15 du même mois.

La chapelle des Récollets fut consacrée, le 5 septembre 1651,

(1) La partie du Pouillé du diocèse de Limoges relative à la Creuse n'est pas actuellement à ma disposition. M. Bosvieux, ancien archiviste de la Creuse, aujourd'hui archiviste du Lot-et-Garonne, a bien voulu me fournir les notes suivantes sur Aubusson et Guéret. R.-P.

par Jean de Mareveau (ou Mallevaud), évêque d'Olonne, sufragant du siège de Clermont, délégué par l'évêque de Limoges. L'église fut dédiée à Notre-Dame de Recouvrance. Le gardien était alors frère Timothée Cheyron.

Une relique de saint Raymond fut donnée au couvent, en 1662, par frère Fulgence Lamothe, provincial de la province de Toulouse. Le maître-autel du couvent fut érigé en autel privilégié par différents brefs des papes Innocent X, Alexandre VII, Innocent XI et Innocent XII, en 1617, 1655, 1678, 1685, 1699.

BOIS-FERRU

(paroisse de Linard ou Linas-le-Pauvre (1).

§ 1^{er}.

La légende de la contrée raconte ainsi l'origine de ce couvent :

Une dame de Malval, *madame d'Abain*, eut un jour la cruelle fantaisie de manger un enfant à la mamelle. Si la noble châtelaine avait ces instincts de cannibale, l'officier de bouche qui devait la servir dans son crime était un homme juste et humain. Saisi d'horreur à un pareil ordre, il n'osa cependant s'y refuser, et, usant de ruse, il substitua à l'enfant une génisse qui venait de naître. Le mets tout naturellement fut trouvé détestable. Ce repas terminé, M^{me} d'Abain, se promenant sur les remparts de son château, entendit les mugissements de désespoir de la malheureuse mère : ils étaient si déchirants qu'elle s'enquit auprès de son intendant du sujet de ces cris. L'officier répondit qu'on avait retiré à cette pauvre bête la génisse qu'elle venait de mettre au monde. Alors l'énormité de son crime apparut dans toute son horreur à la coupable châtelaine : elle comprit à la douleur de l'animal la douleur de la mère gémissant sur la perte de son enfant ravi et immolé, et, dans son repentir, elle fonda le couvent de Bois-Ferru pour que ses religieux implorassent du Ciel son pardon.

Telle est la légende ; mais, comme toute légende, elle n'a souci

(1) La notice suivante sur le couvent de Bois-Ferru est rédigée par M. de Cessac, président de la Société des Sciences naturelles et d'Archéologie de la Creuse.

ni de la vraisemblance ni de la chronologie. L'illustre famille des Chasteigner, barons de La Roche-Posay, seigneurs d'Abain, ne posséda la coseigneurie de Malval qu'un siècle environ après la fondation de ce couvent. En 1400, la baronnie de Malval était possédée par Marguerite de Malval, femme de Pierre de Brosses, dont les armes, *d'azur à trois broches d'or liées de gueules*, se voient sculptées sur un écusson de granit ménagé en relief dans le meneau central de la fenêtre du chevet de la chapelle. Mais tout ne se borne pas à une erreur de nom et de date. L'histoire nous raconte cette fondation : elle n'a rien de dramatique, et l'odieux heureusement est tout de fantaisie. Cependant ne pourrait-on pas voir dans cette stupide et ridicule légende un écho affaibli et tronqué des faits dont la contrée fut à cette époque le théâtre, et que nous ne pouvons malheureusement raconter ici, tout intéressants qu'ils sont, car ils nous entraîneraient au-delà des limites que nous devons nous imposer. Mais avant tout un souvenir à cette mâle et énergique Marguerite de Malval la dernière de sa race. Ce fut d'ailleurs de son temps que Bois-Ferru fut construit.

Mère du maréchal de Boussac, tutrice de ses enfants, les documents historiques que nous avons nous la montrent poursuivant et faisant condamner l'amiral de Culant, qui lui avait enlevé l'aîné de ses petits-fils. Pour lui résister lorsqu'il vint attaquer le château de Boussac après avoir pris celui de Malval, elle n'hésita pas à faire mettre le feu aux maisons du bourg du Pont, où l'ennemi faisait moudre son grain. Déjà elle avait fait châtier par ses gens le commandeur de Morterolles, qui avait à plusieurs reprises empêché les habitants de cette paroisse de faire le gué au château de Bridiers, qui appartenait à ses petits-enfants, les fils du maréchal de Boussac. Le commandeur et ses gens s'étant, dans cette circonstance, retirés dans une église et une maison attenante, d'où ils incommodaient fort « les aucuns gens de ladite dame », ceux-ci « mirent des botteaux de paille ardents de feu à la porte de ladite église : au moyen, ils les enfumerent, et par cest moyen se rendirent, sans que ladite église fût brûlée, combien que la dite maison le fût ».

Telle était Marguerite de Malval. Cette énergie et cette décision de caractère ne sont-elles pas le meilleur démenti qu'on puisse donner au fait rapporté par la tradition ?

§ 2.

Bois-Ferru n'a pas d'histoire : les pauvres couvents de cet ordre ne peuvent en avoir. Les chroniques du pays se bornent à raconter sa fondation; les archives de la Creuse conservent le procès-verbal de sa clôture en 1790; dans l'intervalle, quelques donations faites aux religieux, quelques messes fondées, voilà tout ce que l'historien peut recueillir.

Nadaud nous apprend que, en 1396, Louis, seigneur de Malval, La Forest, Chastel-Clop, Éguzon et Genouillac, et Galienne, sa femme, donnèrent le tenement de Bois-Ferru aux Cordeliers (1). Bonaventure de Saint-Amable nous rapporte de la manière suivante la fondation du couvent que ces derniers y établirent :

« En l'année 1400, les RR. PP. Cordeliers de Limoges, qui avoient un hospice et chapelle que leur avoient donnés antrefois Louys de Malval, chevalier, et Galienne, sa femme, au lieu du Repaire ou du Buy-Ferru dans la Marche limousine, présenterent requeste à Jacques de Bourbon, comte de la Marche, seigneur de Leuse et de Carenchy, par frere Jean Coulon, maître en théologie, Cordelier, afin de bâtir un couvent au lieu susdit, lequel fut appelé Notre-Dame du Repaire; ce qu'il leur accorda par ses lettres du dernier de juin 1400, à condition de chanter tous les ans pour luy et ses parens une grande messe de morts au jour de saint Jacques apôtre, ce qui fut accompli (2) ».

Ce couvent de frères mineurs Cordeliers dépendant de la province de la Petite-Aquitaine, était, d'après Nadaud, habité par trois prêtres et trois frères mineurs. Nous verrons par les détails qui suivent que ce nombre n'a pas dû être toujours fixe.

Le fonds de ce couvent, conservé aux archives de la Creuse, et que nous avons pu consulter grâce à l'obligeance de M. l'archiviste Richard, ne contient malheureusement que des pièces insignifiantes : elles nous ont permis cependant de dresser une liste de ses gardiens depuis le milieu du XVII^e siècle, incomplète sans doute, mais utile cependant, puisqu'il n'en existe pas encore.

Elles fournissent de plus quelques renseignements sur plusieurs dignitaires de l'ordre ou du couvent, sur les fonctions qui

(1) Nadaud, *Pouillé manuscrit du diocèse de Limoges*.

(2) Bonav. de Saint-Amable, T. III, p. 681.

y existaient, sur les fondations qui y furent faites. Nous nous contenterons de citer ce qui nous a paru présenter quelque intérêt.

Messire Silvain Ajasson lègue, en 1669, 50 livres de rente aux religieux de Bois-Ferru. Messire François du Breuil, chevalier seigneur de Lourdoueix-Saint-Pierre, leur constitue également une rente le 16 avril 1744. Le marquis de Saint-Germain, gouverneur de la Marche, donna, par son testament de 1751 et 1752, six setiers de blé seigle. Damoiselle Gabrielle du Breuil, veuve de Gabriel de La Celle, sieur de Souvole, lègue également une rente, le 26 juillet 1665, qui est acceptée de la manière suivante : « Nous, provincial, pere de province, custode des custodies et diffiniteur de l'ordre des freres mineurs de la grande province d'Aquitaine des Réformez, canoniquement assemblez dans notre couvent de Brive en temps de notre congrégation intermédiaire, avons vu et lu le présent contrat de fondation, faite à notre couvent de Boifférut par Gabrielle Dubreuil, lequel dit contrat avons alloué, ratifié et approuvé..... »

Un grand nombre de personnes fondent des obituaires. Le 26 février 1648, damoiselle Françoise Delagilie, veuve d'Antoine de La Marche, écuyer, sieur de Foy et de Puiguillon, donna à Bois-Ferru, présent Révérend Père François Gays, l'un des religieux, la somme de 400 livres tournois, à la condition qu'on dira pour elle et les siens deux messes chaque semaine. MM. de La Bastide, de Chamborand, de Mornay, de La Roche-Aymon, Bertrand, baron de Malval, Chauvelin de Richemont, etc., en font autant.

Enfin le couvent donna en rente quelques sommes à Marguerite Boiry, veuve de messire François de Biencourt, chevalier, seigneur de Paizat, La Fortillesse, du Moutier-Malcar; à Marie Paillon, veuve de noble Jacques Josse, sieur de La Pommerée, qui déclare avoir reçu de Simon Aubardat, religieux cordelier, docteur en théologie et provincial de la grande province d'Aquitaine, demeurant au couvent de Bois-Ferru, diocèse de Limoges, 3 septembre 1690, le principal de cette rente de 26 livres tournois. Le 23 septembre 1693, le même religieux, nommé *Aubarède*, est dit religieux Cordelier, docteur en théologie, provincial ancien de la grande province d'Aquitaine.

Une transaction du 4^r juillet 1666 entre messire Yves Bertrand, chevalier, seigneur de La Villate, et le syndic des Cordeliers, nous fournit les noms suivants : « fait et passé du consente-

ment de révérend père Joseph Légier, gardien, prédicateur audit couvent, et du révérend père Siméon Anbarède, docteur en théologie, et premier père de province, et frère Gabriel Gobin et Jacques Lafont, religieux, prédicateur et confesseur audit couvent. »

La pièce suivante est trop importante pour que nous ne la transcrivions pas tout entière. Elle montre d'abord la simplicité toute *monastique* de ces pauvres religieux, et, par son ton si mesuré, la sympathie des populations d'alentour pour ce couvent, qui allait disparaître pour toujours d'au milieu d'eux.

Inventaire de la communauté de Bois-Ferru.

« Aujourd'hui 30^e jour du moy de may mil sept cent quatre-vingt-dix, en vertu des Lettres-patente du roy sur un decret des l'assemblés nationales concernant les religieux, donnés à Paris le 26 mars 1790, lesquelles nous ons Etez remis le 24 dudit mois de may, et publié le lendemain 25 par monsieur le curé aux proné de la messe paroissiale et à la sorty de la messe, par nous, officiers municipaux de la communauté de Linard à l'absencée du mairé qui est à Gueret à l'assemble des electeur, pour procéder a la nomination des membres du departement et de distiris, nous somme transporte aux couvent dubois ferru ordre des freres mineurs conventuel de saint Fransois ordinairement appelés Cordeliez réuny depuis longs tems au couvent de Limoges pour inventoriez tant les effets dudit couvent que ceux de l'égleisé, oux estant arrive nous orions trouve le reverent père Pôl Puynesges supérieur dudit couvent agez de 54 ans et frere Pierre Fabrièz, en religions dit frere Jérémie agez de 79 ans seul religieux du dit couvent qui nous ons représentée les registrés dèrecetée et de dépensée que nous avons ârestée et nous avons trouve que la recette de deux ans pendant lesquelles le reverant pere Pôl Puynesges superieur actuelle a administrer laditte maisons semonte a la somme de huit cent quatre vingt dix livre et la depense à celle de onzée cent quatre vingt dix liures six sous. En consequence la depense excedant la recette de trois cent livres six sous le dit reverant pere nous a declare et certifie en avoir fait l'avance aux depens de laquelle reserve qu'il s'est fait pendant six ans de vicariast oux pour

autre fonccions de sons ministerée laquelle somme ille nous a dit vouloir luy estre remisee.

» De plus ledit reverant pere nous a expossez que les revenu du dit couvant consistez en fons depres terre chaumé, et bois afferme par acte passe pardevant notaire la somme de deux cent quarante livrés souze uné reserve quille estime à soixante livrés en süssé.

» 2° En vne rentée constituée du revenu de trante livres du par M. le marquis de Bien Cour le huit mars de chaque année.

» 3° En vnée rente constituée sur monsieur prevost deigurande le jeune du revenu de cinquante livres payablés le 8 mars de chaque année.

» 4° En vné rentée constituée du revenu de 50 livres dus par M. Blondet de Lourdouée et pierre qui échois le 16 avril de chaque année.

» 5° En vne rentée constituée du revenu de 15 livres du par M. Tiziers de la ville degurande le douze novembrée de chaque année de toutes lesquelles rente Les titré sont en bonne formee.

» Quant aux effest de la sacristy quj consistés en vn calicé avecque sa patennée vn soleil et vne custodée le tout en argent trois mauvaie aubée et vn vieux surplis, dix ornements tant bons que mauvais de différente coulleur avecque deux dalmatiques passablement bons d'autre petit linge depeux de valeur lesquelles effest sont constenue dans vn vestiérée forre mauvais, point de bibliotéqué ni livre ni manuscrié ni médaillé ni argenterie de tables.

» Pour ce qui est du mobiliez de la maisons le plus precieux consiste, en quatre vieux mauvais lit dons deux ons pour garniture chaque vnée palliasse vn matelas de leune et vn traversaint et vn lit de plume et des rideaux de ras bleus, et les deux autres ons seulement chaque vn matelas des quelles matelas deluy quj est aux lit alusagé dureverant pere luj appartient comme layant fait faire a sest depens, plus dix draps delit, plus quatre nape de table plus saize servieste.

» Pleusieur movaisée tables quatre armoire tant grande que petite.

» Plus à la cuisiné nous avons trouve deux grand chenois de fers.

» Plus huit plas et vingt assiestée, le tout detains quj sont dans vn vesseliez.

» Labaterie de cuisine est de peux de valeur, les maisons et les

autres batimens en dépendans sons en mauvaisée état ayant etez de plus longstems etez negligez. Il est du a la maisons depuis le premier avril de la presente année pour deux année de rentrée aubituaires la somme de trois cent vingt livres dont la capitale est placée sur lautelle de ville de paris. Il est deux ala maisons lasomme de dix liures de rente aubituair echueux depuis la noel dernier, dont le principale est affecté sur les biens jouy par les representant dedeffuntes damoiselle Jeanne nivaux dubourg de linard les autres fondations dont ledit reverant pere a fourni le detaille dont la declarations quille a adresse a lassemblée nationale ons etez acquittez a leur échéancée.

» La maison doit a deux particulier de la ville degurande dont lun nome roüdos et lautre fergons anvrons sept cent quatre vingt livres les susdit creaniers ens fait vne arengement par acte passe pardevant notaire ille ij & quellé que année par le quelle elle ons consenty de recevoir jusqua final payement les deux rente constitué sur mm. prevost jeune et tiziers de la ville degurande dont ille a etez parlé cydevant plus vn particulier de la chatre nomée roille reclame vne anciennée creansé pour la quelle ille a fait saisir la ferme des fons de la maisons et le revenu dune rente aubituairée etablis par monsieur demoutazay sur la terre de Bauvais paroisse de Bonât de laquelle sesis le reverant pere nous a represente les actes.

» Les dits reverant pere Paul Puynesagez de 54 ans superieur de ce couvant et frere pierre Fabriez dit frere jerome agez de 79 ans profes tous deux affillies a la maisons de Limoges declarant que leur ijntention est de sortir delordre et profitez dela libertée que leur offre les representant de la nation.

» Enfin jlle existe vne viellé orloge dans la maison dont la cloché quil lui servoit de timbre a été presté par le devansiez du supérieur actuelle à monsieur le marquis Depouliny pour estre plasser a sont chataux de Richemont paroisse de Lourdouée Saint Pierre lors du passage de Monseigneur l'archevesque de Bourgée ille j à environs six ans pour sonner Les repas Laquelle Cloche Le sieur Marquis de Pouliny avois promis de faire reconduire Et remettre a sa plasée sequille na peu Executé pas ce quille a etez surpris par La morts Et Le Superieur actuelle ne pouvant Le represente nous a mis En mains vne declarations par laquelle sons dit devanciez sertifie navoir vouldu ny angagez Laditte Clochée Laquelle Declarations signez P. Leonard,

Puynesgé Et datte du douze feuvriez 1789 de toutes Lesquelles choses cij dessus nous avons fait clos Et arreste Le present proces verbal En presence desdit pere pol puynesgé superieur Et frere jerome a la charge Et garde desquelles nous avons Laissée Les objets Enoncé Et encore En présence de MM. jean Morain françois Rataux soussignez, siluain Moriats, hanry poiriez Et jacques redons quy Declare ne savoir signer tous cinq officiers De nostre municipalitez De Linard signez à la minute f. pol puynesge superieur, jean morain, françois rataux. Pour copie à MM. Les officiers de la municipalité de Linard au village Dusaudrain le neuf octobre De Lannée mil sept cent quatre vingt Dix. Nadaud segraitere greffiez de la communautéz De Linard. »

Les noms suivants des gardiens de Bois-Ferru sont venus jusqu'à nous : nous les donnons avec la date des actes où ils sont nommés :

François DES CHAMPS, 26 juillet 1665.

Révérènd Père frere Joseph LÉGIER, gardien prédicateur audit couvent, 1^{er} juillet 1666.

Révérènd Père Étienne LACHÈZE, 20 mars 1682.

Bernardin CHASTAIGNION, prêtre, digne religieux et gardien de Bois-Ferru, 16 juillet 1709.

Révérènd Père Pierre ARDENT, religieux et gardien, 8 mars 1735.

Révérènd Frère Jacques ROMANET, prêtre, religieux et gardien de Bois-Ferru, 19 décembre 1752. — Le 11 mars 1752, ce gardien porta le poêle aux obsèques du dernier Foucault de Saint-Germain en compagnie de Charles de Gamoury; Silvain de La Celle, abbé de Bouéry; François de La Celle, de Chateaulou; Gabriel de La Marche de Puyguillon et Silvain de Saint-Maur, seigneur de Vervy. Nous avons vu que ce marquis de Saint-Germain était un des bienfaiteurs de ce couvent.

P. BERNARD, 11 février 1789.

Pol PUYNESGE, 30 mai 1790, dernier gardien du couvent.

§ 3.

Bois-Ferru était bâti sur un repli de terrain, dans une gorge étroite et profonde, n'ayant qu'une seule échappée de vue sur le mont Bernage de Saint-Vaury. Des bois recouvrent les collines qui l'enserrent : aussi y arrive-t-on sans l'avoir aperçu, et l'effet

est-il magique quand, descendant le chemin qui y amène du bourg de Linard, on aperçoit, au milieu des arbres, cette belle fenêtre qui éclaire la chapelle dessinant ses capricieuses arabesques sur l'azur du ciel. Une longue allée s'étendait au-devant de la porte d'entrée, et de là on aperçoit, au milieu des branches des arbres, au sommet d'une des deux collines, le château de Beaumont, grande maison sans caractère, qui appartenait autrefois aux Bertrand marquis de Poligny.

La chapelle, sous le vocable de Notre-Dame des Anges (1), est encore entière, sauf la voûte, qui a été démolie. Elle est de moyenne grandeur, ajourée au chevet d'une belle fenêtre de cinq mètres environ de hauteur, séparée verticalement par trois meneaux supportant des arcades trilobées, surmontées elles-mêmes de deux quatre-feuilles et d'une rosace. Cette fenêtre était autrefois ornée de vitraux bleu uni. Sur le meneau central, un écusson ménagé en relief porte les armes des Brosses. Cette place d'honneur indique que ce sont celles du fondateur de cet élégant morceau d'architecture du xv^e siècle. La chapelle au surplus est la seule partie encore debout du couvent qui présente quelque caractère architectural : le reste était d'une simplicité toute monacale, et en parfait rapport avec le pauvre mobilier décrit dans l'inventaire rapporté ci-dessus.

Ce couvent, acheté révolutionnairement en 1794 par le paysan qui l'habitait encore en 1853, fut démoli par lui. Il parlait avec regret des travaux inouïs qu'il fut obligé de faire exécuter pour détruire la voûte de la chapelle, et des trois francs par jour, somme exorbitante pour l'époque, qu'il donnait aux démolisseurs, tant l'édifice était solidement construit.

Que Dieu lui fasse miséricorde !

BORT.

Les frères Minimes s'établirent à Bort, aujourd'hui chef-lieu de canton dans l'arrondissement d'Ussel (Corrèze), le 26 juillet 1665, grâce à la générosité de Sébastienne Geneix, femme de Michel Chaudizon.

(1) Nadaud, *Pouillé manuscrit*, à la bibliothèque du grand-séminaire de Limoges.

BRIVE.

La ville de Brive a eu deux maisons de l'ordre de St-François : l'une de *Cordeliers* et l'autre de *Récollets*. La première, qui était de la province de la Petite-Aquitaine, fut fondée en 1227 par saint Antoine de Padoue, en l'honneur duquel on érigea une chapelle près d'une grotte éloignée de la ville, et où le saint se retirait souvent. Près de la chapelle, on bâtit aussi un hospice, dit Nadaud. J'emprunte la page suivante à l'*Histoire du Bas-Limousin* de M. F. Marvaud (Tulle, Destournelles, 1842, 2 vol. in 8) :

« Antoine de Padoue émut vivement le peuple par ses prédications, comme s'il eût espéré sauver l'avenir par de rigoureuses mortifications. Victime expiatoire des erreurs du monde, on le voyait sortir des manoirs où les maîtres riaient peut-être deses prédications, et se retirer dans les lieux les plus déserts pour y nourrir sa douleur en reposant sa tête sur la pierre froide et solitaire. On le vit souvent, égaré sur les collines, chercher, le soir, la chartreuse de Glandier ou l'abbaye d'Obazine, dont les religieux sympathisaient avec lui. Souvent aussi, après de longues courses, il venait près de Brive pleurer et prier sous un rocher, où les souvenirs du peuple et de la religion lui ont consacré un autel. Les prêtres ont abandonné le vieux temple ; mais le peuple y vient encore visiter l'asile de l'apôtre, et la source où il se désaltérait attire encore de nombreux pèlerins. Dans cette grotte, où l'eau limpide et fraîche remplit de petits bassins dans le roc, et où l'antiquité païenne eût placé la demeure d'une naïade endormie sur son urne, le catholicisme raconta long-temps de nombreux miracles. Aujourd'hui les voûtes ne retentissent plus de chants sacrés ; mais quelques vieillards vous diront encore avec la simplicité de leurs croyances, avec leur besoin de prodiges : « Chaque nuit veille de Saint-Antoine, l'apôtre vient laver ses pieds poudreux dans la fontaine, qu'il bénit avec des paroles que ses lèvres murmurent, et que l'oreille n'entend pas. Souvent on l'a vu, ombre blanche et silencieuse, cheminer lentement de la grotte à l'autel, s'y prosterner, et disparaître à travers la fente du rocher. » (T. II, p. 403-404.)

Le couvent des Cordeliers de Brive fut ruiné, dit Nadaud, en 1575 ; mais il fut rétabli, et son dernier gardien a été Jean-

Baptiste Gallet, né à Brive le 27 août 1746. Il résidait encore dans la même ville en 1802; en 1803, après avoir refusé la cure de Venarzal (canton de Donzenac, arrondissement de Brive), il fut nommé aumônier des Ursulines de Tulle.

Les Récollets s'établirent à Brive en 1643.

LA CELLETTE.

La Cellette (*cella beatæ Mariæ*), située sur la paroisse de Monestier près Merlines (autrefois du diocèse de Limoges, aujourd'hui du Puy-de-Dôme), avait un prieuré fondé, en 1144, par un moine de l'abbaye de Marsac en Auvergne. En 1448, on céda ce prieuré aux frères mineurs *Cordeliers*.

SAINT-MICHEL PRÈS CONFOLENS.

Les Récollets s'établirent en 1646 à Confolens (aujourd'hui Charente), qui alors faisait partie du diocèse de Limoges. Ils dépendaient de la province de la Conception-Immaculée, et avaient pour fête patronale Notre-Dame-de-Consolation. Leur maison se composait à la fin du XVIII^e siècle de cinq prêtres et d'un frère convers.

DONZENAC.

Wading rapporte à l'année 1230 l'établissement des frères mineurs Cordeliers à Donzenac, aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Brive (Corrèze), qu'il nomme *Donzenachum*, et que d'autres nomment mal aussi : *Docuzac*, *Doucimaci*, *Douse-nachi* et *Coucinati*. D'après cet auteur, le fondateur du couvent serait le vicomte de Comborn, c'est-à-dire Archambaud VI, fondateur de la chartreuse de Glandier, ou bien peut-être, suivant le même auteur, un seigneur de Malemort, qui alors me paraîtrait devoir être Gérard de Malemort, chevalier-baron de Donzenac, qui figure dans un acte de 1234 comme faisant un legs au monastère de Vigéois. Cette qualification de baron de Donzenac me paraît même indiquer le vrai fondateur. Nadaud, qui cite Wading, incline à faire remonter la fondation à 1227, époque où saint Antoine de Padoue, allant de Brive à Limoges, dut trouver Donzenac sur sa route. Cette raison ne paraît pour-

tant pas concluante : pour fonder il faut avoir des éléments, et alors étaient-ils à la disposition de saint Antoine ?

Wading dit encore que le couvent de Donzenac était le quatrième de la custodie de Limoges en 1400. Nadaud ajoute qu'il dépendait de la province de la Petite-Aquitaine, et se composait de six prêtres et de deux frères convers. L'abbé Legros termine l'article du *Pouillé* en disant que, en 1786, il ne restait qu'un prêtre dans ce couvent.

LE DORAT.

Simon Chesne, lieutenant particulier au siège du Dorat (aujourd'hui chef-lieu de canton, Haute-Vienne), ayant donné, par acte du 12 mai 1617, l'ermitage de Notre-Dame-de-Recouvrance près Le Dorat aux frères mineurs *Récollets*, ces religieux s'y établirent en 1618; et, quand ils eurent construit une église convenable, Jean de Mallevaud, évêque d'Olonne, né à Bellac, la bénit le 24 août 1651. Ces religieux, qui appartenaient à la province de la Conception-Immaculée, étaient quatre prêtres et un convers. On célébrait dans leur église, comme patronale, la fête de Notre-Dame-de-Recouvrance et celle de saint François-d'Assise.

GUÉRÉT (1).

Les frères mineurs Récollets, établis en 1616, sont huit prêtres, six étudiants et deux frères, se rattachant à la province de la Conception-Immaculée.

Les notes suivantes sont extraites des archives municipales de Guéret et de celles du département :

« L'établissement des Récollets avait été autorisé par délibération consulaire du 28 décembre 1615 ; la première pierre du couvent fut posée le 2 avril 1616.

» Les principaux bienfaiteurs du nouveau couvent furent : Guillaume Reydier, archiprêtre de Saint-Sulpice-le-Guérotois (ou d'Anzême), et son neveu Jean Reydier, lieutenant général de la sénéchaussée de la Marche, qui firent construire à leurs frais le grand autel de l'église. Des aumônes en argent furent faites aussi, en 1635, par Catherine de Verthamont, femme d'Antoine de Seiglier, écuyer, seigneur du Terrail, président à

(1) L'article *Guéret* est de M. l'archiviste Bosvieux.

l'élection de Guéret; en 1643, par Marguerite Fayolle, femme de François Ceysson, sieur de Busserolles, conseiller au présidial de la Marche; en 1670, par Joseph Rougier, sieur de La Vallette; en 1699, par Marguerite Seiglier, veuve de messire Denis de Sédoïn, chevalier, seigneur et vicomte du Monteil. »

SAINT-JUNIEN.

Le couvent des frères mineurs *Cordeliers* de Saint-Junien (aujourd'hui chef-lieu de canton, Haute-Vienne), fut fondé, d'après Maleu, en 1252 ou 1253, car le P. Estiennot met, d'après la même chronique, 1253. — En éditant cette chronique de Maleu, M. Arbellot dit, avec Estiennot, dans le texte, 1253 (p. 74), et plus loin (p. 160), 1252. Wading, désignant fort mal ce couvent sous le nom de *S. Juraonum*, recule sa fondation à l'année 1230, et indique comme fondateur le très-riche comte *Opriscobaldensium*. Qui reconnaîtrait dans ce dernier nom le vicomte de Rochechouard, comme le fait remarquer Nadaud, qui préfère avec raison la date 1252, Maleu étant presque contemporain du fait? Ce couvent se trouvait au nord-est de Saint-Junien, en dehors de l'enceinte fortifiée: aussi fut-il dévasté par l'armée calviniste en 1569.

Quant aux Récollets de Saint-Junien, je prends dans les *Documents historiques sur la ville de Saint-Junien* de M. l'abbé Arbellot le récit de leur fondation, qu'il a emprunté lui-même à une Notice historique sur la fondation des Récollets en Guienne :

« Le P. Mathurin Marsaut étant custode pour la seconde fois fut envoyé à St-Junien pour y prêcher le carême; il s'acquitta de cet emploi avec tant d'édification que les habitants souhaitèrent avoir des Récollets dans leur ville. Les consuls et les notables s'assemblèrent pour délibérer là-dessus : ils résolurent de placer des Récollets près l'église de St-Amand, sous le bon plaisir de Mgr l'évêque de Limoges, qui est seigneur-baron de St-Junien.

» En effet, le 5 juillet 1598, l'évêque se trouvant à St-Junien, ils lui proposèrent leur dessein. L'évêque l'agréa. Les chanoines de la collégiale cédèrent tous les droits qu'ils avaient sur cette église: le service de la paroisse fut transporté ailleurs, et les Récollets prirent possession la même année 1598.

» On leur fit bâtir un petit logement dans l'endroit même que saint Amand avait consacré par sa pénitence, et près l'église qui renferme son tombeau. MM. Jean et Martial Montjon en firent la principale dépense : ils s'y étaient engagés dans les délibérations de la maison de ville, et ils tinrent parole.

» Mais ce lieu n'était pas propre pour construire des lieux réguliers, convenables à une communauté : des rochers affreux et escarpés dominaient ce couvent ; la rivière roulait ses eaux sur d'autres rochers avec un bruit effroyable. Ce qui épouvantait le plus les religieux c'est la grande quantité de vipères qu'on voit dans cet endroit. Lorsqu'on revenait de l'office, on en trouvait dans les cellules, quelquefois même dans les couvertures des lits.

» Pour remédier à ces inconvénients, on forma le projet de placer le couvent sur le sommet de la montagne, de bâtir une seconde église sur les voûtes de celle de Saint-Amand, et de joindre par une arcade la montagne avec l'église. M. Martial Montjon, conseiller au parlement de Bordeaux, posa la première pierre le 28 avril 1637. Trois ans après, le corps de logis fut achevé, et le P. Urbain Ville, provincial, en fit la bénédiction solennelle le 40 septembre 1640.

» Le P. Séraphin Céaux, auteur de ce nouveau plan, avait été gardien six ans par privilège spécial. Après trois ans de vacances, il fut remis en place, et il entreprit de bâtir une nouvelle église sur les voûtes de l'ancienne. La première pierre en fut posée par M. Montjon, sieur du Bourg-Dieu, le 40 avril 1646. L'année suivante, 1647, le 24 août, le R. P. Augustin Esmier, provincial, en fit la bénédiction.

» Un mémoire, signé du provincial, de plusieurs gardiens et autres religieux, rapporte que, pour rendre cette bénédiction plus solennelle, on avait obtenu du pape Innocent X une oraison de quarante heures ; qu'il y eut une affluence de peuple extraordinaire ; environ dix mille personnes y communierent ; il y eut quatorze sermons pendant les trois jours dans la haute, dans la basse église, quelquefois sous les arbres de l'avenue ; il s'y trouva cinquante religieux, tous les ecclésiastiques de la ville et des environs avec la noblesse du pays.

» Depuis ce temps, le concours a toujours été grand dans cette église. On y vient des paroisses les plus éloignées pour y prendre de l'eau de la fontaine de saint Amand, qui est dans la basse église ; il s'y est fait souvent des guérisons miraculeuses.

» Ce couvent, quoique solitaire, a bien des agréments et est très-régulier ; le P. Séraphin Céaux y ajouta un corps de logis pour les infirmeries. On doit à ce religieux tout ce qu'il y a de bien et de commode. »

SAINT-LÉONARD.

Les frères mineurs *Récollets* furent établis à Saint-Léonard (Haute-Vienne) par délibération des consuls et habitants de la ville du 22 février 1594, et grâce aussi aux dons généreux de Jean Duverdier, Sr d'Arfeuille ou de La Bastide, trésorier de France et premier consul de Saint-Léonard, et de sa femme, Barbe Chenaud. La première pierre fut posée le 18 mai 1594 par Jean Duverdier, et l'église fut consacrée le 24 novembre 1595 par Henri de La Marthonie, évêque de Limoges. L'abbé de Grandmont, qui avait apporté des reliques, était présent à la cérémonie. Le couvent dépendait de la province de La Conception-Immaculée ; ses bâtiments sont aujourd'hui convertis en fabrique de porcelaine.

Voici, d'après Nadaud, l'épithaphe que, par reconnaissance, les Récollets laissèrent graver au milieu de leur église en l'honneur de la femme de Jean Duverdier, auquel elle avait sans doute suggéré l'idée de la fondation :

CI GIST DAMOYZELLE BARBE CHENAUD, DAME D'ARFEUILHE,
LAQUELLE DÉCÉDA LE 15^e JOUR DU MOIS DE JUILLET, L'AN DE
GRACE 1597. PRIEZ DIEU POUR ELLE ET SA POSTÉRITÉ.

Arrête-toi, passant, contemple cet ouvrage.
De ton cœur, oraison, sors ; larme, de tes yeux.
De madame Verdier ici tu vois l'image.
Son corps est ici-bas ; mais l'âme est dans les cieux.
Dame de grand'vertu, femme du sieur d'Arfeuille,
De ce grand trésorier auteur de ce couvent.
Sus donc, bons religieux ! priez Dieu qu'il ne veuille
Avec elle en courroux entrer en jugement.

LIMOGES.

Quelques manuscrits rapportent à l'an 1225, date généralement adoptée, la fondation du couvent des frères mineurs *Cordeliers* de Limoges, d'abord fixés près de la fontaine des *Menujets*, près

le faubourg Boucherie, et transportés, en 1243, près de la rue Palevezi (manuscrit de la Bibliothèque impériale, ancien n° 5452) là où ils sont restés jusqu'en 1794, à l'emplacement occupé presque jusqu'à ce jour par la maison Pouyat, qui avait eu le bon goût de respecter les cellules, autant qu'elle avait pu, au premier étage. Cet emplacement se trouve partager presque (aujourd'hui 1863) l'espace qui sépare la rue des Tanneries de la statue du maréchal Jourdan. Ce couvent donnait son nom à la troisième custodie de la province d'Aquitaine, composée des couvents de Saint-Junien, Nontron, Donzenac et Brive. Wading, qui défigure le nom de Limoges en ceux de *Leaconices* et *Lamovicorum*, recule à tort cette fondation jusqu'à l'année 1228, époque où saint Antoine de Padoue vint à Limoges avec huit religieux. Saint Antoine y était venu en 1227, mais il n'y avait fait qu'un court séjour. Le terrain occupé par les Cordeliers jusqu'à la fin du dernier siècle appartenait aux moines de Saint-Martin-lez-Limoges, et avait été cédé par l'intervention de saint Antoine de Padoue. Or les chroniques racontent que, douze ans après la mort du saint, en 1243, cette donation occasionna une émeute contre les moines de Saint-Martin, qui voulaient rester propriétaires et maintenir certains droits de leur église. Le peuple et les consuls prirent fait et cause pour les Cordeliers, et défendirent aux ouvriers de prêter leur concours aux moines pour la construction des voûtes de leur monastère. Cependant, grâce à l'intervention de Philippe Berruyer, archevêque de Bourges, qui vint à Limoges en visitant sa province, les consuls furent forcés de remettre au jugement de l'évêque la disposition du terrain contesté, que les Cordeliers durent céder aussi temporairement, et les ouvriers reprirent leurs travaux à Saint-Martin-lez-Limoges. Ces contestations bientôt apaisées, les Cordeliers reprirent possession.

Les *Récollets* ont eu simultanément deux couvents à Limoges : d'abord, l'Oratoire, bâti, dit-on, à l'emplacement où sainte Valérie eut la tête tranchée, et dont il est fait mention dès 520, oratoire aujourd'hui détruit, et remplacé par un jardin à quelques mètres seulement au-dessous de la caserne de cavalerie. Le 16 novembre 1561, les calvinistes de Limoges s'emparèrent de cette chapelle pour y faire leurs réunions ; mais, avant la fin du même mois, ils furent obligés de la rendre, et, par déclaration du 20 juin 1596, le chapitre de la cathédrale la céda aux Pères Récollets, qui en prirent possession le 4^{re} août suivant.

Comme il n'y avait aucun bâtiment près de cette église, les Pères logèrent provisoirement dans le prieuré de Saint-Gérald (aujourd'hui hôtel-de-ville de Limoges) ; mais, grâce à d'abondantes aumônes, bientôt ils eurent un vaste couvent, *qui servit de premier noviciat à leur réforme*, dit Nadaud, et où ils réunirent plus de quatre-vingts religieux. Ils étaient de la province de l'Immaculée-Conception.

L'hospice ou petit couvent de Saint-François, dont le gardien du grand couvent des Récollets de Sainte-Valérie était supérieur, fut livré aux Récollets le 44 avril 1644. L'édifice, nommé d'abord *le Bâtiment*, et où Charles VII avait été reçu en 1438, servit pendant la révolution de salle de spectacle, d'où est venu à la rue adjacente le nom de rue de *l'Ancienne-Comédie*. La fête patronale de ce petit couvent était celle de saint François d'Assises.

NONTRON.

Les frères mineurs *Cordeliers* s'établirent à Nontron, alors du diocèse de Limoges, aujourd'hui de celui de Périgueux, en 1267. Ce couvent était de la province de la Grande-Aquitaine, et le troisième de la custodie de Limoges en 1400. Wading, qui défigure son nom en le nommant *Nantrodunum* et *Nitronii*, dit, sans désigner l'année (d'après Castel, en 1569) qu'il fut détruit par les huguenots, qui tuèrent, en haine de la religion catholique, frère Mathieu de Montfaçon, prédicateur célèbre, qui en était gardien et custode de la custodie de Limousin, et aussi frère Jean Berserian et frère Brossière ou plutôt La Brousse. Le couvent subsista pourtant jusqu'à la révolution.

SAINT-PROJET.

« Dès 1488, Louis, comte de Ventadour, marquis de Sterella (Escorailles) et seigneur de Roussilhe, et Catherine de Beaufort, sa femme, avaient obtenu du pape (1) permission de bâtir un couvent pour les frères mineurs *Observantins* dans la paroisse de Neuvic près Peyroux (2) au diocèse de Limoges. Ils le fondèrent

(1) Dans son *Pouillé* Nadaud dit, d'après Castel, que la bulle est du 28 avril 1481. R.-P.

(2) Neuvic, chef-lieu de canton (Corrèze). R.-P.

en effet l'année suivante sur le bord de la Dordogne, et on l'appelle Saint-Projet. Un évêque suffragant de Clermont sacra l'église en l'honneur de la sainte Vierge le 31 août 1505. Ce lieu est fort solitaire, dans un vallon très-profond. Catherine de Beaufort y repose dans un très-beau sépulcre. » (Nadaud, mémoires manuscrits, T. I^{er}, page 205.)

TURENNE.

Les frères mineurs *Capucins* furent établis, en 1644, à Turenne (Corrèze) par Frédéric-Maurice, duc de Bouillon. A la fin du dernier siècle, ils étaient cinq prêtres et deux frères convers, dépendants de la province d'Aquitaine.

USSEL.

Les frères mineurs *Récollets* d'Ussel (Corrèze) furent fondés, le 7 octobre 1604, par Marie de La Guiche, veuve de Charles de Lévi, duc de Ventadour. Les religieux, qui étaient six prêtres et quatre convers, appartenaient à la province du Saint-Sacrement. Leur fête patronale était celle de Notre-Dame-des-Neiges.

SAINT-YRIEIX.

Les frères mineurs *Récollets* furent établis dans la ville de Saint-Yrieix-la-Perche (chef-lieu d'arrondissement, Haute-Vienne) en 1613.

Nota. — D'après Wading, saint Antoine de Padoue aurait établi, en 1227, *près de Brive*, un couvent différent de celui de la grotte où il se retirait, et Nadaud pense que ce serait dans la paroisse d'USSAC; mais il n'en est fait mention nulle part ailleurs.

Afin d'être complet, je donne ici la liste des religieux de l'ordre de Saint-François distingués de la foule et nés dans la Marche ou le Limousin (1) :

(1) Jusqu'à la lettre E inclusivement, ces documents sont pris dans la *Biographie limousine* de MM. du Boys et Arbellot pour les lettres suivantes, en ce qui concerne la Haute-Vienne, dans la *Revue archéologique* de M. Arbellot; pour la Creuse et la Corrèze, je dois les notes à l'obligeance

BRIVE (Martial de), né à Brive et mort vers 1656, capucin, qui consacra à des sujets pieux son talent pour la poésie. Un de ses confrères, le P. Zacharie de Dijon, recueillit tout ce qu'il put de ces œuvres, dont, par modestie, le P. Martial n'avait pas même gardé copie, et il les publia, sous le titre de *Parnasse séraphique et les derniers Soupirs de la muse du R. P. Martial de Brive, capucin*, du vivant de l'auteur, et à son grand mécontentement. Dupuis en avait fait paraître une partie à Lyon, chez Alexandre Fumieux, 1655, in-4°.

CHASSAING (le P. Bruno), né à Égletons en 1590, mort à Bordeaux le 28 juillet 1669. Il fit profession chez les Récollets de Limoges le 1^{er} août 1608, et exerça avec honneur les diverses charges de son ordre. Estimé comme canoniste, il fut pénitencier de Grégoire XV et d'Urbain VIII dans l'église de Latran. On a de lui : 1° *Privilegia regularium, quibus aperte demonstratur regulares ab omni ordinariorum potestate exemptos esse*, etc. : Bordeaux, 1648, in-folio, réimprimé à Paris, chez Couterot, en 1653 ; — 2° *Praelatus regularis*, etc. : Bordeaux, Mongiron-Millanges, 1654, in 8° ; Paris, 1655 ; — 3° *S. Franciscus redivivus* : Paris, Couterot, in-46. — Le clergé de France condamna ce dernier ouvrage en 1650.

CHERDON (Michel-Ange), capucin de Limoges, a composé *le bon Malade, le bon Mourant, ou la Conduite de la vie chrétienne* : Paris.

CIBOT (Pierre), de Limoges, Cordelier, composa *l'Office de la Conception de la Vierge*. Cet office fut chanté pour la première fois par le chapitre de Saint-Etienne de Limoges le 3 juillet 1535.

CROUZEIL (Pierre-Séraphique), né à Limoges en 1664, mort à Nontron le 43 juillet 1740. Entré chez les *Observants*, il fut nommé deux fois provincial. Le P. Alexandre le qualifie d'habile docteur de Sorbonne. Il fut chargé par le définiteur général des Cordeliers de composer en l'honneur du roi de France une thèse destinée à être lue à Rome dans le chapitre général. Cette thèse,

de M. Maublanc, premier vicaire à Saint-Pierre de Limoges, qui les a recueillis à mon intention dans le Dictionnaire des hommes illustres du Limousin, de l'abbé Legros, conservé au grand-séminaire.

dont le texte est : *Qui pascitur inter lilia*, fut admirée à Rome et à Paris, et le *Mercuré Galant* en fit un pompeux éloge. Outre la thèse, on a de lui 1° *Essais de paix entre les théologiens catholiques sur la matière de la Grâce*, Cologne, 1706, in-16, sans nom d'auteur; — 2° *Suite des Essais de paix, etc.*, 1707, brochure in-16.

ESNAUD (Joseph), né à Limoges, où il mourut le 22 mai 1721. Il occupa chez les Cordeliers diverses charges, entre autres celle de grand-custode. Il a écrit une *Vie de saint Antoine de Padoue*.

GOYRAND (Salomon), Récollet, né à Aixe près Limoges, mort en 1746. Il a écrit plusieurs ouvrages.

GRANDIS (le P. Sylvestre), né à Limoges le 15 juin 1603, Récollet, d'une piété, d'une science et d'un mérite rares. En 1632, il fut nommé provincial, et depuis il exerça plusieurs fois les fonctions de commissaire général. Il mourut à Sarlat, et, après sa mort, son corps garda *long-temps* la souplesse qu'a le corps d'un enfant. (Legros, *Dictionnaire des grands hommes du Limousin*, inédit, p. 132.)

LA MOTHE (Fulgence), Récollet, né à Pierre-Buffière, provincial de Toulouse en 1662, et auteur d'un ouvrage de spiritualité dédié à la duchesse de Ventadour.

LIRIS (Léonard du), né à Eymoutiers, se fit Récollet, et fut quelque temps gardien du couvent de Saint-Amand près Saint-Junien. Ce fut à son retour d'un voyage au Canada qu'il composa ses divers ouvrages sur la marine, et entre autres : *la Théorie et la Pratique des Longitudes*. Il est mort, à La Rochelle en 1656, après cinquante-trois ans de profession religieuse.

MALLEVAUD (Jean de), né à Bellac, capitale de la Basse-Marche. D'abord Récollet sous le nom de P. Chérubin, il devint coadjuteur de Joachim d'Estain, évêque de Clermont en Auvergne, avec le titre d'évêque d'Olonne. Il consacra au Limousin diverses églises de Récollets, et mourut le 4 mai 1682 à Aix en Provence, où l'archevêque de cette ville l'avait appelé pour la visite de son diocèse. Par son testament il fondait à Bellac une maison de sœurs de Rouen, qui s'y installèrent le 30 avril 1683.

MARTIAL (le Père), Capucin, né en Limousin, célèbre prédi-

cateur du xviii^e siècle. On a de lui un petit poème intitulé : *Saint Martial triomphant*. C'est la description de la procession solennelle des reliques qui se fait le mardi de Pâques à Limoges.

MONTCOURRIER (le P. Aurélien), né à Ussel (Corrèze), prit l'habit des Récollets au couvent de Sainte-Valérie à Limoges le 28 octobre 1624. Son ardente charité le porta à demander *avec larmes* à ses supérieurs la *grâce* d'aller soigner les pestiférés dans l'hospice de Saint-Michel à Bordeaux. On lui accorda ce qu'il demandait avec tant d'instance. Il mourut le jour même de son entrée dans cet hôpital, étant jeune encore.

PEYTOUR (le P. Léonard), né à Bourgueuf (Creuse), avait pris l'habit de Récollet à Limoges le 24 mai 1640. Il mourut en odeur de sainteté, à Libourne, en soignant les pestiférés.

POULIHOT (Victorien), Récollet, né à Saint-Junien, renommé pour ses prédications, et auteur de plusieurs ouvrages de controverse contre les calvinistes. Il mourut fort âgé, à La Rochelle, en 1652.

TARNEAUD (Victorin), né à Aixe près Limoges, était, en 1659, provincial des Récollets de la province de Toulouse. Il est auteur du livre de controverse *le Glaive-Bouclier des catholiques*.

VAREILLES (le P. Yves), né à Alassac (Corrèze) en 1595, prit l'habit des Récollets à l'âge de vingt ans. Devenu supérieur du couvent de Pons en Saintonge, il s'y distingua par son zèle à convertir les hérétiques, et il convertit toute la paroisse de Lonzac en cette province. Pendant la peste qui sévit à Pons, il fit aussi preuve de zèle et d'un grand dévouement.

Les Pères *Franciscains* installés le 18 avril 1854 près du cimetière de Limoges (Louyat) afin d'y servir d'*aumôniers des dernières prières*, et en même temps de missionnaires pour le diocèse, n'étant d'aucune réforme, appartiennent aux frères mineurs *conventuels* plus spécialement nommés en France *Cordeliers*. Venus d'Espagne, ils ont actuellement dans notre patrie cinq couvents, qui forment la province de Saint-Louis évêque. Ces

couvents sont : Saint-Palais (Basses-Pyrénées), où ils sont venus en 1850, mais où leur érection *canonique*, sous le vocable de l'Immaculée-Conception-de-Marie, n'a eu lieu que le 12 juin 1854 ; Amiens (Somme), où le cardinal Wisemann, archevêque de Westminster, présidait leur installation le 25 août 1852 ; Limoges (18 avril 1854) ; Bourges et Branday près Castillon-sur-Dordogne (Gironde). Les gardiens du couvent de Limoges jusqu'à ce jour ont été :

Le R. P. Emmanuel Beovide, depuis le 20 avril 1854, jour de l'installation, jusqu'au mois d'août 1856 ;

Le R. P. Jean-Pierre d'Alcantara (né Jean Peyre), depuis août 1856 jusqu'en novembre 1860 ;

Le R. P. Jean de Saint-Étienne, depuis novembre 1860 jusqu'en 186...

Le R. P. Michel, gardien actuel.

Le luxe qu'étale chaque classe de la société est porté au dernier excès, et il épouvante dans leurs heures sérieuses tous les chefs de famille, dont beaucoup ne savent plus sur quoi baser l'avenir de leurs enfants. Aussi inspire-t-il aux jeunes gens réfléchis et peu fortunés une espèce de répulsion pour le mariage, institution indispensable à la moralité sociale. D'autre part, toute la littérature et la fausse philosophie s'entendent depuis long-temps pour prêcher comme bien suprême la satisfaction des sens. « Chacun chez soi, chacun pour soi ; — travaillez pour jouir plus tard », ont dit sur tous les tons les prétendus sages. « La société est mal organisée et tyrannique : le penchant naturel doit être la grande loi des hommes, car il est faux qu'ils soient nés avec un penchant au mal », disent tous les romans et les feuilletons-romans ; et ces sottises, répétées chaque jour, ont perverti tant d'âmes que l'on passe pour un ennemi du progrès et des pauvres quand on prêche que le paradis n'est pas sur terre, puisque les roses n'y fleurissent ni toujours ni partout. La fièvre du plaisir prolonge un peu l'oubli des maux, soit ; mais les tristes réalités de la vie, le travail, la maladie, la mort, apparaissent bientôt, d'autant plus hideux à voir qu'ils sont plus redoutés. Et d'ailleurs l'égoïsme, toujours sans entrailles, ne fait-il pas des victimes autour de lui ? Tandis que la jeunesse folâtre boit dans la coupe trompeuse du plaisir, combien de parents paient ces folies par la ruine de leur fortune ou par le déshonneur de leurs cheveux blancs !

Jouir c'est l'unique préoccupation du grand nombre, comme

autrefois celle des Romains au temps de leur décadence, *panem et circences* ! C'est toujours le même cri. Aussi, comme alors, quoi qu'en disent des hommes intéressés à soutenir le contraire, les caractères sont généralement amoindris. Est-ce que la prudence n'engage pas à sacrifier un peu de fierté quand on a besoin de tendre la main ? Malheureusement les hommes déclassés et haineux, l'armée de Catilina, sont plus nombreux encore. Nos révolutions sans nombre le prouvent.

Laissez donc passer librement, saluons tous avec respect ces hommes qui, renonçant à des positions honorables et lucratives auxquelles ils pouvaient prétendre puisqu'ils sont instruits, ont revêtu la livrée de la pauvreté. Ils ont accepté librement d'être classés parmi les petits pour être plus en droit de consoler et de catéchiser ceux qui subissent forcément cet état d'humiliation. Contents en vivant de peu, ils apprennent à l'homme que régler, borner ses désirs est le plus sûr moyen d'être heureux. Vivant d'aumônes au jour le jour, ils savent partager leur pain avec tous ceux qui frappent à leur porte : c'est que l'on peut toujours donner la partie que l'on se retranche. Mais aujourd'hui, comme on l'a dit, *le superflu est devenu nécessaire*.

Les enfants, par ignorance et par légèreté, les libertins, par passion, riront sans doute des sandales et de la robe grise du Franciscain ; mais tout homme sérieux, ne fût-il pas chrétien, doit voir en cet homme un excellent prédicateur.

SOURCES : Wading : *Annales des frères mineurs Cordeliers*, année 1227, n° 17 et 18 ; année 1230, n° 22 ; année 1260, n° 14 ; année 1400, n° 8 ; preuves, p. XLIV. — Castel, *Annales des frères Mineurs*, T. I, p. 205 et 282 ; T. VII, p. 132 et 140. — *Gallia christiana nova*, T. II, col. 537. — Manuscrit de la Bibliothèque impériale, ancien n° 5452. — Bonaventure de Saint-Amable, *Histoire de saint Martial*, T. II, p. 198, col. 2 ; T. III, p. 550, col. 2 ; 824, col. 1. — Nadaud, *Pouillé manuscrit*, aux divers articles sus-indiqués ; *Mémoires manuscrits*, T. I^{er}, p. 203-205. — Legros, Liste manuscrite des anciens prêtres du diocèse de Limoges vivants en 1803. — Marvaud, *Histoire politique, civile et religieuse du Bas-Limousin*, T. II, p. 104. — Arbellot, *Chronique de Maleu*, suivie de documents historiques sur la ville de Saint-Junien : Paris, Didron, 1847, p. 74, 160, 214, 215, 223, 231, 238, 258. — *Revue archéologique et historique de la Haute-Vienne* : Limoges, Ducourtieux, 1854, *passim*. — *Biographie des hommes illustres du Limousin*, publiée avec le concours d'Auguste DuBoys : Limoges, Ardillier, 1854, *passim*. — *Calendrier ecclésiastique et civil du Limousin*.

Bellegarde, 8 décembre 1863.

J.-B. L. ROY DE PIERREFITTE.

CONSULTATION

D'UN AVOCAT LIMOUSIN

AU XV^e SIÈCLE

Cordon sanitaire à Meymac.
— Agnès la cordonnière et les consuls de Meymac. —
Conflit avec le comte de Ventadour.

Les archives communales de la ville de Meymac (Corrèze) ne possèdent qu'un petit nombre de pièces antérieures à 1790. Ce sont, pour la plupart, des procès relatifs à des communaux ou à des terrains en litige entre les consuls, représentants de la ville, et certains habitants ou propriétaires du voisinage. Dans le nombre cependant il en est une qui ne manque pas d'intérêt : c'est une consultation donnée, vers l'année 1460, par un avocat nommé Rigault (elle est signée très-lisiblement, mais non datée). Une consultation d'avocat ayant quatre cents ans de date n'est pas chose commune : ces sortes de documents ne durent pas en général plus long-temps que le procès auquel ils se rapportent ; ils ne font pas partie du *dossier*, et ne survivent guère aux plaidoiries, qui n'en sont le plus souvent que la reproduction ou le développement : celui-ci en outre contient des renseignements historiques, des détails de mœurs et des expressions qui méritent peut-être d'être mis sous les yeux des hommes spéciaux. Nous croyons donc devoir la reproduire textuellement, en y joignant une traduction que, vu la matière, nous nous sommes efforcé de faire plus *littérale* que *littéraire* :

TEXTE.

Casus talis est :

In villa de Meymaco Lemovicensis diocesis sunt et esse consueverunt ab antiquo plures franchises et libertates eidem ville et habitantibus in eadem per dominum tunc vicecomitem (1) Venthadorensem, dominum de Meymaco tunc concessa.

Item in eadem villa de Meymaco sunt adesse consueverunt et annuatim eliguntur quatuor consules probi viri eiusdem ville qui gerunt negocia communia eiusdem ville et tenent exercitium personnale jurisdictionis quam iidem consules habebant in eadem villa et nichilominus tenent custodiunt et tenere consueverunt claves januarum eiusdem ville.

Item et dictus dominus vicecomes in concessione dictorum privilegiorum et libertatem inter alia eidem consulibus per easdem libertates concessit privilegium et libertatem puniendi omnes improbantur aut detrahentes indebite dictis consulibus aut eis nolentes obedire, prout in quodam articulo earumdem libertatum continetur, cuius tenor talis est :

Textus libertatum : « Item concedimus quod si quis de dicta villa » improbabit aut detrahit dictis » consulibus indebite vel eis noluerit » obedire in quibus debet seu in » quibus est eis a nobis concessum » quod possint eum punire secundo » dum quod eis videbitur expedire » rationaliter donec cum ipsis consulibus venerit ad emendam. »

Item est verum quod, anno ab incarnatione Domini M^o CCC^o LVM^o,

TRADUCTION.

Le cas est tel :

Dans la ville de Meymac, diocèse de Limoges, existent et ont accoutumé d'exister, de temps ancien, plusieurs franchises et libertés concédées à cette époque à ladite ville et à ses habitants par le sire alors vicomte de Ventadour, seigneur de Meymac.

Item, dans ladite ville existent et ont accoutumé d'exister, et sont annuellement élus quatre consuls prud'hommes de ladite ville, qui gèrent les affaires communes, et possèdent l'exercice personnel de la juridiction qu'avaient les consuls en ladite ville, et notamment conservent et gardent et ont accoutumé de garder les clefs des portes de ladite ville.

Item, ledit sire vicomte dans la concession desdits privilèges et libertés, entre autres choses, par ces mêmes libertés a concédé auxdits consuls le privilège et droit de punir tous contradicteurs ou détracteurs qui résisteraient indûment auxdits consuls ou refuseraient de lui obéir, selon qu'il est contenu en un certain article desdites libertés, dont la teneur est telle :

Texte des libertés : « Item, nous » concédons que tout contradicteur » ou détracteur desdits consuls qui » leur résistera indûment ou ne » voudra pas leur obéir en choses » pour lesquelles il leur est par nous » concédé de se faire obéir, puisse » être par eux puni selon qu'il leur » paraîtra raisonnablement appar- » tenir, jusqu'à ce qu'il soit venu à » composition avec lesdits consuls. »

Item, il est constant que, l'an de l'incarnation du Seigneur 1456,

1 Les franchises de Meymac étaient donc au commencement du xiv^e siècle, les Ventadour n'ayant pris le titre de comtes qu'en 1547.

fuere legitime creati et confirmati consules dicte ville, magister Leonardus Planeti, notarius publicus, Leodgarii de Pinat, Leodgarius de Mirambel (1) et Johannes de Hermentis (2), et pro talibus tanti habitus et reppuati palam et publice, notorie et manifeste.

Item est verum quod propter epidemiam que eodem anno LVIII^o erat in patria Alvernie (3) per dictos consules eiusdem annate et maiorem et saniozem partem eiusdem ville eodem anno fuit statutum quod tenerentur custodie in januis eiusdem ville ne aliqui venientes de loco impedimoso ibidem intrare valerent et quod unus portanellus eiusdem ville nominatus de Prinell maneret clausus continue donec dicta epidemia cessasset.

Item quadam die dominica mensis septembris eodem anno quedam Agnes de Tregoyte uxor Benedicti de Tregoyte auctoris eiusdem ville in platea publica de Meymac dicto eius marito presente habuit lites et iurgia cum dicto magistro Leonardo Planeti notario publico uno ex consilibus eiusdem ville eiusdem anni pro eo quod idem consul noluerat sibi tradere clavem dicti portanelli taliter quod post plures iniurias verbales inter ipsos habitas pro traditione dicte clavis dicta Agnes male mota semel bis et pluries cum pugno percussit et verberavit dictum

furent légitimement créés et établis consuls de ladite ville : maître Léonard de Planet, notaire public, Léger de Pinat, Léger de Mirambel et Jehan de Herment, et pour tels tenus, reconnus et réputés ouvertement et publiquement, notoirement et manifestement.

Item, il est constant que, à raison d'une épidémie qui en cette année 58 régnait dans le pays d'Auvergne, il fut, par les consuls de ladite année et la majeure et plus saine partie de ladite ville, arrêté, ladite année, qu'il serait établi des gardes aux portes de ladite ville, de peur qu'aucuns venant de lieu infecté ne pussent y entrer, et qu'une poterne de ladite ville, appelée de Prinell, resterait continuellement close jusqu'à ce que ladite épidémie eût cessé.

Item, un certain dimanche du mois de septembre de ladite année, une certaine Agnès de Tregoyte, femme de Benoît de Tregoyte, cordonnier en ladite ville, sur la place publique de Meymac, en présence de son dit mari, eut débat et dispute avec ledit maître Léonard de Planet, notaire public, un des consuls de ladite ville pour ladite année, à raison de ce que ledit consul n'avait pas voulu lui livrer la clef de ladite poterne, tellement que, après plusieurs injures verbales échangées entre eux au sujet de la livraison de ladite clef, ladite Agnès, mal inspirée, lésa et

(1) Quoique l'a du mot Mirabel ne soit pas surmonté du signe qui souvent remplace la lettre m, nous croyons que ce mot désigne le lieu de *Mirambel*, situé à quelques kilomètres au nord d'Ussel.

(2) Herment, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Clermont (Puy-de-Dôme), peu éloigné de la limite orientale de l'ancien duché de Ventadour.

(3) Meymac est une des villes de l'ancien duché les plus éloignées de l'Auvergne (40 kilomètres environ); mais elle a dû avoir de tout temps, comme elle a encore, des rapports fréquents avec cette province: elle sert de point de passage et de repos aux nombreux bestiaux et mulets qui sont conduits, à différentes époques de l'année, d'Auvergne en Poitou; en outre nous venons de voir qu'un des consuls de 1458 était originaire d'Herment: peut-être avait-il reçu des lettres mentionnant l'épidémie qui avait motivé le cordon sanitaire établi pour préserver la ville de la contagion.

consulem tam in facie quam in peccatore.

Item et cum idem consul verberatus et alii consules eius socii de injuria et offensa consulatus et totius communitatis dicte ville in personam dicti consulis verberati facta vellent agere contra dictam Agnetem de Teregoyte dictus Benedictus eius pro dicta eius uxore de emenda pro eadem offensa eisdem consulibus facta suum fecit principale debitum erga dictos consules presentes et de taxatione eiusdem emende se supposuit et submitit totaliter et omnino dicte ordinationi et esgardio eorumdem consulum et volenter concessit idem Benedictus de Teregoite pro se et suis quod ipsi consules eandem emendam possint taxare et ipsum Benedictum et eius uxorem punire quod eis videbitur expediens et opportunum pro arbitrio suæ voluntatis pro ut per eorum libertates facere possunt et debent sub certis pena et jurisdictione ut constat instrumento quod dicta eius uxor ratificavit, laudavit certior facta instrumenti.

Item respectu interesse et offense magistri Leonardi consulis verberati fuit etiam passatum compromisum et idem Benedictus eidem magistro Leonardi taxare promisit ad esgardium aliorum trium consulum.

Item voluit et concessit idem Benedictus de Teregoyte quod informatio secreta super promissis facta per magistrum Philipum Matheum commissum et juratum curie domini officialis Lemovicensis perinde valere eorum quibuscumque iudicibus et personis ac si per iudicem competentem et post litis contestationem et testium productionem parte presente et aliis juris sollempnitatibus signatis facta fuisset.

frappa de son poing à une, deux, et plusieurs reprises, ledit consul, tant au visage qu'à la poitrine.

Item, comme ledit consul battu et les autres consuls ses collègues, à raison de l'injure et offense faite en sa personne au consulat et à toute la communauté de ladite ville, voulaient agir contre ladite Agnès de Teregoyte, ledit Benoît son mari, volontairement, agissant pour sadite femme, fit son affaire personnelle de la réparation due pour ladite offense, et se soumit vis-à-vis desdits consuls présents à la fixation de ladite réparation, s'en remettant absolument et complètement au règlement et évaluation qu'ils en feraient, et voulut et concéda ledit Benoît de Teregoyte, pour lui et les siens, que lesdits consuls fissent fixer ladite amende et punir ledit Benoît et son épouse selon qu'il leur paraîtrait expédient et opportun, à la discrétion de leur volonté, selon que par leurs franchises ils ont pouvoir de faire, sous certaines peines et juridiction, ainsi qu'il résulte d'un acte que ladite épouse a ratifié et approuvé après en avoir pris connaissance.

Item, quant à l'intérêt et offense dudit maître Léonard, consul frappé, il fut aussi passé un compromis, et ledit Benoît promit de donner satisfaction audit maître Léonard selon l'évaluation des trois autres consuls.

Item, voulut et concéda ledit Benoît de Teregoyte que l'information secrète faite sur ce qui précède par maître Philippe Mathieu, commissaire juré de la cour de monsieur l'official de Limoges, eût la même valeur vis-à-vis tous juges et personnes quelconques que si elle eût été faite par juge compétent, après débats, production de témoins, parties présentes, et avec toutes solennités de droit.

Item et voluerunt et concesserunt ipse partes eundem compromissum durare hinc ad tunc proximum festum omnium sanctorum.

Item et eodem notario prudentes memorati Leodegarius de Pinat, Leodegarius de Mirabel et Johannes de Herment consules dicte ville socii dicti magistri Leonardi habito maturo et deliberato consilio inter partes, prout factorum expositione que adhuc habent in scriptis patet volentes uti duabus potestatibus suis videlicet una que est privilegiorum prius notatorum et ex articulo superioris instrumenti per quem ipsi consules possunt punire detrahentes sibi et improbantis acta et aliaque est vigor dicti compromissi et potestatem per partem adversam attribue ambas potestates cumulando omnibus visis taxaverunt emendam ad centum solidos monete currentis communitati dicte ville applicandos per eundem Benedictum de Teregoyte et eius uxorem salvandos eidem communitati infra tunc proximum festum Pasche conjugibus debite vocatis et presentibus et qui citra non provocaverunt nec appellaverunt ex post.

Item respecta interesse partis memorate iidem consules concordaverunt partes, adeo et taliter quod pro omni injuria interesse et propositione eidem Benedictus eidem magistro Leonardo dedit et solvere promisit quatuor scuta nova admodum auri et ad hoc se obligavit in bona forma ex propositione.

Item adveniente die decimo nono mensis junii anno Domini m^o CCCCLX^o procurator fiscalis domini comitis Venthadorensis in assisis de Meymac eadem die tentis et expeditis movit causam et processum contra Joannem de Simandon, Joannem dal Beynal, Jeraldum de Sente et

Item lesdites parties voulurent et concédèrent que ledit compromis fût valable jusqu'à la fête de tous les saints alors suivante.

Item, devant le même notaire lesdits prud'hommes Léger de Pinat, Léger de Mirabel et Jehan de Herment, consuls de ladite ville, collègues dudit maître Léonard, après conseil mûrement délibéré entre les parties, ainsi qu'il résulte de l'exposé qu'ils ont encore par écrit, voulant user des deux pouvoirs qui leur appartenaient, l'un en vertu des privilèges précités et de l'article de l'acte ci-dessus par lequel lesdits consuls peuvent punir leurs détracteurs et ceux qui blâment leurs actes, et l'autre résultant dudit compromis et du pouvoir à eux attribué par leur partie adverse, cumulant ces deux pouvoirs, tout bien considéré, fixèrent l'amende à cent sous de monnaie courante, applicables à la communauté de ladite ville, et payables par ledit Benoît de Teregoyte et sa femme avant la fête de Pâques lors prochaine, lesdits époux dûment appelés et présents à ladite fixation, dont ils n'ont appelé ni avant le terme ni depuis.

Item en ce qui touche l'intérêt de la partie susnommée, lesdits consuls accordèrent les parties de telle sorte que, pour tous préjudice, dommages-intérêts et composition, ledit Benoît audit maître Léonard accorda et promit de payer quatre écus nouveaux entièrement d'or, et s'y obligea en bonne forme selon sa proposition.

Item, advenant le dix-neuvième jour du mois de juin l'an du Seigneur 1460 le procureur fiscal de Monseigneur le comte de Venthadour, aux assises de Meymac tenues et expédiées ledit jour, introduisit une demande et procès contre Jehan de Simandon, Jehan dal

Petrum Droux consules eiusdem ville pro eodem anno LX^o contra quos proposuit idem procurator fiscalis quod ad notitiam dicti domini comitis pervenerat quod a tribus annis citra fuit ortum debatum in villa de Meymaco inter magistrum Leonardum Planeti, notarium publicum eiusdem ville, et Agnetem, uxorem Benedicti de Teregoyte, ita et taliter quod dicta Agnes maliciose verberavit dictum magistrum Leonardum de quo verberamento dicti consules *ponendo falcem suam in messem alienam* in se susceperunt causam et cognitionem cause et tenuerunt curiam per ipsos in eadem villa occupando iusticiam dicti domini comitis et jus suum indebite iniuste et absque causa rationabili quod facere non debebant, et tenendo curiam in eadem villa, occupando iusticiam dicti domini comitis et jus suum condempnaverunt per vanam sententiam dictam Agnetem ad solvendum eidem magistro Leonardo Planeti tria scuta auri pro injuria et ipsis consulibus seu communitati eiusdem ville quatuor scuta auri pro emenda que compromissione per ipsos consules facta fuerat facta in magnum preiudicium ipsius dicti domini comitis et juris et iusticie sic lesionem qua petiit eosdem consules retineri in emendam centum librarum et petiit responderi et adhuc pendet tempus ad respondendum.

Et ideo visis ad longum dictis privilegiis et libertatibus eiusdem ville seu eorum vidimus et instrumento submissionis facte per dictum Benedictum de Teregoyte et eius uxorem et informatione super hec facta et condempnatione et taxatione facta per eosdem consules de dicta emenda requirunt consules dicte ville per

Beynal, Girault de Sente et Pierre Droux, consuls de ladite ville pour ladite année 60, et exposa contre eux ledit procureur fiscal qu'il était venu à la connaissance dudit seigneur comte que, trois ans en ça, s'était élevé un débat en la ville de Meymac entre maître Léonard de Planet, notaire public en ladite ville, et Agnès, femme de Benoît de Teregoyte, tant et tellement que ladite Agnès avait méchamment frappé ledit maître Léonard, à l'occasion desquels coups lesdits consuls, *portant leur faux sur la moisson d'autrui*, s'étaient attribué la connaissance du procès, et avaient tenu cour pareux-mêmes en ladite ville, usurpant la justice dudit seigneur comte, et son droit, indûment, injustement et sans cause raisonnable, ce qu'ils ne devaient faire, et en tenant cour en ladite ville, en usurpant la justice dudit seigneur comte et son droit, avaient condamné par vaine sentence ladite Agnès à payer audit maître Léonard de Planet trois écus d'or pour son injure personnelle, et quatre écus d'or aux consuls eux-mêmes, ou à la communauté de ladite ville, pour la composition faite par un compromis imposé par lesdits consuls au grand préjudice dudit seigneur comte, et au mépris de son droit et de sa justice; pourquoi il demandait que lesdits consuls fussent tenus en cent livres d'amende, et qu'ils répondissent à sa demande; et le délai pour répondre est encore pendant.

C'est pourquoi, après avoir longuement considéré les privilèges et libertés de ladite ville ou leurs *vidimus* et l'acte de la soumission faite par ledit Benoît de Teregoyte et sa femme, et l'information sur ce faite, et la condamnation et règlement fait par lesdits consuls de ladite amende, requièrent les consuls

consilium sibi ad longum tradi insuper responsionem per eos faciendam petitioni dicti procuratoris quam unam videbitis ad longum in acto dicte curie de Meymac per quam volunt et assentiunt iidem consules eorum jurisdictionem et jus exercere procuracionem privilegii sibi concessi defendere et vindicare in jure omni via et ratione cum in eadem concessione idem dominus vicecomes in eodem articulo nihil sibi reservavit.

Item et si dictus procurator vellet allegare quod nunquam consules dicte ville cognoverint de talibus casibus, est adiciendum quod nunquam similis casus accidit in eadem villa.

Item et est bene inspiciendus tenor submissionis prius notate per quam unam dicti consules et quicumque alii supponendo quod nullam aliam haberent facultatem prout ymo habent poterant procedere ad taxationem quam fecerant.

Item dicatur etiam supponendo quod dictum compromissum non fuisset passatum nec fuisset facta submitio aliqua si dicti consules per eorum libertatem antedictam visis dictis libertatibus poterant et debebant facere quod fecerant et prout superius est expressum videlicet dictam taxam in emendam retinere et eandem emendam taxare et communitati applicare aut non attento quod non citra unquam casus similis accidit.

de ladite ville que par le conseil leur soit donnée tout au long la réponse qu'ils doivent faire à la demande dudit procureur, dont vous en verrez une tout au long dans un acte de ladite cour de Meymac, par laquelle ils veulent et prétendent exercer leur juridiction et leur droit, et défendre et revendiquer en justice le bénéfice du privilège à eux concédé par toute voie et moyen, attendu que, dans l'acte de concession, ledit seigneur vicomte ne s'est rien réservé sur cet article.

Item, et si ledit procureur voulait alléguer que jamais les consuls de ladite ville n'ont jamais connu de tels cas, on doit ajouter que jamais pareil cas n'était advenu en ladite ville.

Item, il faut examiner avec soin la teneur de la soumission ci-dessus visée, laquelle seule donnerait aux consuls et à tout autre, en supposant qu'ils ne l'eussent pas comme ils l'ont, le pouvoir de procéder au règlement qu'ils ont fait.

Item, dire aussi, en supposant que ledit compromis n'eût pas été passé, et qu'il n'eût été fait aucune soumission, si lesdits consuls, pour leur liberté susdite et vu lesdites libertés et franchises, pouvaient et devaient faire ce qu'ils ont fait ainsi qu'il est ci-dessous exprimé, c'est-à-dire retenir ladite amende, en fixer le montant, et l'appliquer à la communauté, ou non, sans perdre de vue que jamais auparavant pareil cas ne s'était présenté.

C'est à dessein que nous avons intitulé cette pièce : *Consultation d'un avocat limousin*, et non : *Consultation d'un avocat de Meymac*. En effet elle présente des écritures d'une main et d'une encre différentes : tout ce qui précède, ainsi que l'avant-dernier paragraphe, que nous verrons plus loin, nous semble l'œuvre d'un homme de loi de Meymac qui rappelle minutieusement

tous les faits, qui pose les questions auxquelles le *conseil* doit répondre. Et en effet, à la suite des principaux paragraphes, il existe des blancs dont quelques-uns tiennent une demi-page, et qui semblent attendre une réponse. Cet exposé a dû être envoyé ou porté à un avocat d'Ussel, peut-être même de Limoges : à la suite du paragraphe qui précède, celui-ci a consigné sa réponse en ces termes :

« Potuerunt emendam retinere et eam taxare communitative applicare et cum nunquam casus acciderit non est locus ob hoc prescriptioni ymo potuerunt ex quo casus evenit in personam unius ex consulibus tanquam commissus in consulem et non aliter punire ac dictam eam tanquam improbam in emendam condemnare quatenus tangit consulum seu communitatem et non aliter sicuti episcopus potest punire pro propria iniuria cum tangit ecclesiam et cum veniam non obtinuit improbus est vel improba dicitur sceleratus vel scelerata ut ait Papy-

« Ils ont pu fixer et retenir l'amende et l'appliquer à la communauté, et, comme le cas ne s'était pas présenté, il n'y a pas lieu à la prescription; bien plus ils pouvaient, le cas s'étant produit envers la personne d'un des consuls, le punir comme commis sur un consul *et non autrement*, et taxer et condamner l'inculpée à l'amende comme coupable envers le consulat et la communauté *et non autrement* (1), de même qu'un évêque peut punir une injure personnelle lorsqu'elle intéresse l'Église; et, si le coupable n'obtient pas son pardon, il est déclaré coupable.

(1) L'avocat consulté reconnaît le droit qu'avaient les consuls de punir un délit d'ordre public; il leur refuse implicitement, par ces mots *non aliter*, celui de condamner à des dommages-intérêts envers leur collègue battu; aussi ne l'avaient-ils pas fait. Il résulte de l'exposé que les dommages-intérêts alloués à M^e Léonard étaient le résultat d'une transaction (*concordaverunt*) qui, en ce qui le concernait, était toute d'intérêt privé, et qui semble avoir été réglée par un acte séparé. C'est donc à tort que le procureur du Comte reprochait aux consuls « d'avoir condamné (condempnaverunt per vanam sententiam) Agnès » à indemniser celui qu'elle avait battu. En ce qui concerne le compromis passé avec les consuls eux-mêmes, la thèse du comte était plus soutenable; du moins, en droit absolu, peut-on soutenir qu'un délit d'ordre public, comme celui d'avoir frappé un magistrat à l'occasion de ses fonctions (et c'était le cas, c'était évidemment comme consul que M^e Léonard détenait la clé de la poterne), ne peut être l'objet d'une transaction tendant à éteindre l'action publique. De nos jours, par exemple, un magistrat qui aura été frappé pourra, si sa cupidité lui fait oublier à ce point sa dignité, transiger sur les dommages-intérêts qu'il pourrait obtenir en se portant partie civile, et la transaction sera valable; mais ses collègues ne pourraient à coup sûr stipuler avec le coupable qu'il paiera soit à la ville, soit aux pauvres, une somme de... moyennant quoi il ne sera pas poursuivi. Mais il n'en était pas ainsi au moyen âge: la séparation, si absolue dans nos lois modernes, entre l'action privée et l'action publique était loin d'être tranchée; la composition à prix d'argent, reste des législations barbares, était généralement admise, et le texte des franchises de Meymac l'admettait, en disant que les consuls pourraient punir ceux qui leur désobéissaient jusqu'à ce qu'ils vinssent à composition (*donec venerit ad emendum* — *emenda*, amende, lorsqu'elle était infligée; *composition*, lorsqu'elle était le résultat d'un accord entre l'offenseur et l'offensé). Restait à savoir jusqu'à quel point le fait d'avoir frappé un consul pouvait être assimilé à la désobéissance à un ordre des consuls. C'était là la véritable difficulté, que l'avocat consulté élude plutôt qu'il ne la résout. Il y voit un délit d'ordre public. C'est précisément à ce point de vue que la prétention du comte était surtout soutenable.

rius. Nam leges facte sunt ut eorum metu humana coerceatur audacia tutaque sit inter improbos innocentia et in ipsis improbis formidato supplicio refrenetur audacia et nocendi facultas. Item dicendum de dictis franchesiis et libertatibus ex improbitate perpetrata in consulem potuit et debuit puniri per consules ut ceteris traderetur in exemplum et hoc fuit et est exemplum expediens rei publice et cum casus non fuit amplius in acto et non fuit facta unquam talis punitione absitque ex hoc fuerit prescriptum in dictis franchesiis quoniam potuerunt et poterunt tales improbitates si facta fuerint in futurum punire. »

scélérat ou scélérate, comme dit Papyrius. Car les lois sont faites pour que l'humaine audace soit contenue, et que l'innocence soit en sûreté au milieu des méchants, et que chez ces méchants eux-mêmes l'audace et le pouvoir de nuire soient retenus par la crainte du supplice. Autant doit être dit desdites franchises et libertés et de la violence commise sur un consul : elle a pu et dû être punie par les consuls pour servir d'exemple aux autres, et un tel exemple est et fut utile à la chose publique; et, bien que le cas ne se fût pas encore présenté, et que jamais pareille punition n'eût été prononcée, et que ce point ne soit pas expliqué dans lesdites franchises, ils ont pu et pourront punir de tels actes s'ils se reproduisent à l'avenir. »

Ici reprend la première écriture :

Item et est adliciendum quod dicti consules si fieri possit nolunt habere processum cum dicto domino cum *trycio* affectant brevius exire quod fieri poterit et sunt opinionis si per consilium videatur de dicendo in proximis assisiis et respondendo quod omnia que consules fecerunt bene et debite fecerunt et facere potuerunt visis eorum libertatibus et rationibus juris super hoc sciendis et cum hoc expresso sunt parati stare ordini domini iudicis et ideo inapliciendum si esset sufficiens responsio vel si idem dominus iudex poterit compellere dictos consules ad aliam responsionem faciendam.

Item, il est bon d'ajouter que lesdits consuls, si faire se peut, ne voudraient pas avoir procès avec leur dit seigneur, désirent sortir de cette *impasse* (le texte dit : *trycio*, carrefour, mais l'expression française la plus rapprochée au figuré nous semble être celle d'impasse) le plus tôt possible, et sont d'avis, si le conseil l'approuve, de dire et répondre, aux prochaines assises que tout ce qu'ont fait les consuls ils l'ont fait et pouvaient faire bien et dûment, vu leurs franchises et les raisons de droit à invoquer sur ce point, et, cela dit, sont prêts à se soumettre aux ordres de monsieur le juge : c'est pourquoi il faut examiner si la réponse serait suffisante, et si mondit monsieur le juge pourrait forcer lesdits consuls à en faire une autre.

Sur ce point le conseil répond :

« Sufficiens est responsio et grata et non credo quod reffutetur et si non admittatur talis responsio seu oblatio, et procurator petat responderi petitioni seu dicatur et obiciatur quod dicta petitio est generalis confusa et incerta impertinens et inadmissibilis et non est ei respondendum et si condicatur petatur interloquium et si ordinetur in contrarium appelletur que appellatio erit bona si appelletur in scriptis nam petitio est inepta et non excipienda. — RIGALDUS, salvo consilio meliori. »

« La réponse est suffisante et bonne, et je ne crois pas qu'on la réfute; et, si elle n'est pas accueillie, et que le procureur réclame qu'il soit répondu à sa demande, dire et objecter que ladite demande est générale, confuse, vague, ni pertinente ni admissible, et qu'il n'y a pas lieu d'y répondre; si l'on en tombe d'accord, demander interlocutoire, et, si on le refuse, appeler. et l'appel sera valable s'il est fait par écrit, car la demande est absurde et non recevable. — RIGAULT, sauf meilleur avis. »

Il est probable que cette affaire, comme beaucoup d'autres, n'aura pas eu de solution. Tout ce qu'il en reste, c'est cet exposé, suivi de la consultation de maître Rigault. Malgré sa prolixité, il nous a paru devoir être conservé.

PAUL HUOT.

CHRONIQUE.

MESSIEURS,

Je me fais un devoir de vous communiquer le résultat de mes études sur le produit des fouilles de la place des Arbres de Saint-Martial.

Accompagné de notre illustre confrère M. le comte de Lasteyrie du Saillant, j'ai reconnu un cippe en granit d'un mètre de hauteur sur soixante centimètres de largeur à sa base et quarante à la pointe de la pyramide. Ce cippe, terminé par une boule ou pomme de pin, a beaucoup d'analogie avec celui qu'on voit derrière le chevet de la cathédrale, et qui servait de limite à la juridiction de l'abbaye de la Règle. Je n'y ai découvert aucune inscription, et il est tout couvert de terre; peut-être un examen plus prolongé après qu'il aura été lavé permettra-t-il d'en trouver une.

Un énorme bloc de pierre carré présente d'un côté une ouverture de forme extraordinaire : peut-être est-ce le dessus du tombeau ou de la cuve de Séros, dont je vous ai entretenus. Le poids de cette pierre ne m'a pas permis de la retourner afin de la comparer avec la tombe de Séros, qui est déjà enfouie dans les nouvelles constructions.

Le sceau de Barthélemy Audier, dont j'ai conservé l'empreinte, appartenait à l'abbé de Saint-Martial de ce nom, qui passa, l'an 1427, du prieuré de Dunet au siège abbatial de cette collégiale.

Un autre sceau plus petit, avec armoiries, porte le nom de Pierre Baile : il avait, dit-on, un contre-scel où se voit gravé un aigle à deux têtes aux ailes éployées.

Si ce petit sceau était seul, il devrait provenir d'un étranger natif de quelque une des puissances allemandes dont cet aigle est l'enblème.

Deux membres du Conseil général, MM. des Monstiers-Mérinville et des Termes, maire de Bellac, m'ont communiqué des spécimens de nombreuses monnaies trouvées au Fraysse près Bellac. J'y ai reconnu des pièces d'argent grandes et petites de Ferdinand et d'Isabelle, roi et reine d'Espagne, des blancs douzains et deniers tournois des rois de France François I^{er}, Henri II et Charles IX : c'est du moins ceux dont les légendes figurent sur le peu de ces monnaies qui ont passé sous mes yeux. On présume que ce dépôt remonte à l'époque où fut construit le château du Fraysse, et que ce serait le petit trésor d'un des ouvriers qui y travaillèrent.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Buisson, Roméo Chapoulaud, Brunet, Lansade, Garigou-Lagrange, Hervy, Brisset, E. Ruben, Astaix, Nivet-Fontaubert, Maquart, Dessales, de Graves, Amédée Alluaud, Ferru. Ces deux derniers membres, arrivés trop tard, n'ont pas pris part au vote pour le renouvellement partiel du comité de publication.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

MM. Édouard Boudet et Choppin d'Arnouville, présentés à la dernière séance, sont proclamés membres titulaires.

Lecture est donnée :

1° D'une lettre dans laquelle Son Exc. M. le ministre de l'instruction publique annonce à M. le président qu'il a accordé une somme de 300 fr. à la Société Archéologique du Limousin (exercice 1863);

2° D'une lettre dans laquelle M. le préfet de la Haute-Vienne informe M. le président qu'il vient de décider que l'indemnité de 4 fr. par jour accordée aux cantonniers employés aux fouilles de la villa d'Antone sera prise sur les fonds du service des chemins vicinaux.

La Société prie M. le président de vouloir bien transmettre à Son Exc. M. le ministre et à M. le préfet de la Haute-Vienne l'expression de sa gratitude.

Il est procédé à l'élection de deux membres du Comité de publication en remplacement de MM. Leviell de La Marsonnière et Alfred Chapoulaud, membres sortants.

Le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

Nombre des votants.....	44
M. Garigou-Lagrange.....	43 voix.
M. Guillemot.....	44

En conséquence, MM. Garigou-Lagrange et Guillemot sont proclamés membres du comité de publication pour l'année 1864.

Émus de certaines critiques adressées journellement au musée et, par suite, à la Société Archéologique, sur laquelle l'opinion publique fait retomber toute responsabilité, MM. Brunet et Ruben examinent ce qu'il y aurait à faire pour rendre le musée plus sérieux et plus digne d'une grande ville. Après une discussion à laquelle prennent part MM. Buisson de Mavergnier, Maquart, Amédée Alluand, Lansade, la Société renvoie à l'unanimité l'étude de la question à une commission de sept membres.

Au premier tour de scrutin, sont nommés :

MM. Brunet, Ruben, Buisson, Alluand ;

Au second et au troisième tour :

MM. Astaix, Nivet-Fontaubert, Guillemot.

M. Astaix, chargé de l'examen des comptes de 1863, a la parole. Il dit que, dans la séance du 29 mai, M. le trésorier a annoncé par erreur qu'il avait reçu du département la somme de 4,000 fr. pour la Société : sur cette somme, 500 fr. étaient affectés à la Société des Amis des Arts. Il propose ensuite d'adresser des remerciements à M. le trésorier, et d'approuver les comptes de 1863 ainsi qu'il suit :

Recettes effectuées....	{	Chapitre I ^{er} ...	837 95	}	3,308 20
		Id. II...	4,270 25		
		Id. III...	4,200 »		
Dépenses effectuées...	{	Chapitre I ^{er} ...	2,692 25	}	2,828 40
		Id. II...	436 45		

En caisse au 31 décembre 1863..... 479 80

La Société vote des remerciements à M. le secrétaire-trésorier, approuve le compte ci-dessus, et charge une commission, composée de MM. Astaix, Brisset et Hervy, de la présentation du budget de 1864.

La séance est levée à 9 heures et demie.

Le secrétaire général,
É. RUBEN.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Maurice Ardant, Bonnin, Brunet, Buisson de Mavergnier, Alfred Chapoulaud, Choppin d'Arnouville, de Graves, de La Marsonnière, Lansade, Maquart, Nivet-Fontaubert, Brisset, Garigou-Lagrange.

Le secrétaire-trésorier, en l'absence du secrétaire général et du secrétaire-archiviste, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance. Ce procès-verbal est adopté, avec cette observation que les critiques formulées contre l'organisation du musée par MM. Brunet et Ruben leur sont toutes personnelles, l'assemblée n'ayant point été appelée à s'y associer par son vote, mais en ayant simplement renvoyé l'examen à une commission.

M. Nivet-Fontaubert offre à la Société, au nom de M. Fournier, photographe, une vue de l'église de Saint-Léonard. La Société charge le secrétaire de transmettre à M. Fournier l'expression de sa gratitude.

Il est ensuite procédé au dépouillement de la correspondance, qui comprend :

1° Une lettre de M. l'abbé Védrine : démission comme membre correspondant ;

2° Une lettre de M. É. Ruben, secrétaire général, par laquelle il s'excuse de ne pouvoir, pour cause de santé, assister à la séance ;

3° Une circulaire de M. de Caumont, par laquelle il prie M. le président de lui faire parvenir la liste des délégués de la Société au *Congrès central des délégués des sociétés savantes et des comices agricoles* ;

4° Une lettre de la Société Havraise, par laquelle cette Société remercie M. le président de l'envoi de nos bulletins ;

5° Enfin une dépêche de M. le ministre de l'instruction publique relative à la troisième réunion des sociétés savantes à la Sorbonne (concours de 1863, précédé de trois jours de lectures publiques).

M. Buisson de Mavergnier propose à la Société de le déléguer à cette réunion. Il annonce qu'il se propose d'y lire un travail sur les fouilles du Puy de Jouër.

M. Brunet fait observer qu'il serait convenable et utile de convoquer une réunion extraordinaire dans le but de choisir les délégués qui devront assister à cette réunion des sociétés savantes, dans le but aussi de connaître les lectures qu'ils se proposent d'y faire. La Société, dit-il, a le plus grand intérêt à connaître d'avance et à pouvoir approuver ou improuver les lectures qui seront faites en quelque sorte en son nom.

L'assemblée adopte cet avis, et il est décidé qu'une convocation extraordinaire aura lieu le 41 mars prochain pour y choisir les délégués de la Société à la réunion des sociétés savantes à la Sorbonne, et recevoir communication des travaux qu'ils se proposent d'y lire.

M. le secrétaire général est prié de faire les convocations pour cette réunion. (Les lettres adressées à MM. les sociétaires devront indiquer l'objet spécial de cette réunion.)

MM. Levieil de La Marsonnière et Choppin d'Arnouville présentent à la Société, comme membre titulaire, M. de Marpont, receveur général des finances de la Haute-Vienne.

M. Alfred Chapoulaud donne ensuite lecture d'un travail de M. Maurice Ardant sur saint Éloi orfèvre émailleur. — Envoi au comité de publication.

Après cette lecture, M. Nivet-Fontaubert demande qu'il soit donné communication à la Société d'un travail de M. Grizi, travail dans lequel on démontre que l'industrie des émaux à Limoges est antérieure de plus de trois siècles à l'école allemande. (Ce travail est cité par M. Ardant.)

M. Brunet fait observer que, chaque membre étant libre de faire à la Société, en se renfermant dans les limites du règlement, toutes les lectures qui lui conviennent, il n'y a pas lieu de consulter l'assemblée, et que M. Nivet peut, s'il le veut, lire le travail de M. Grizi à une séance prochaine. L'incident n'a pas d'autre suite.

La parole est donnée à M. Buisson de Mavergnier. L'assemblée entend la lecture d'un travail sur les voies romaines. — Envoi au Comité de publication.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à neuf heures et demie.

Le secrétaire-trésorier.

F. BRISSET.

SÉANCE DU 9 MARS 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Ardant, Bonnin, Brunet, Buisson de Mavergnier, Lagrange, de La Marsonnière, Choppin d'Arnouville, É. Ruben, Maquart, Nivet-Fontaubert, Brisset et de Font-Réaulx.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. de Marpont, receveur général, présenté à la dernière séance, est proclamé membre titulaire.

L'ordre du jour est la nomination de membres délégués à la réunion générale des sociétés savantes, présidée à la Sorbonne par Son Exc. M. le ministre de l'instruction publique les 30 et 31 mars et 1^{er} avril prochains. L'assemblée délègue MM. Buisson de Mavergnier, É. Ruben, Levieil de La Marsonnière et de Font-Réaulx, qui déclarent n'avoir pas de lectures à faire à la réunion.

M. Buisson de Mavergnier lit un travail sur un commencement de fouilles faites au Puy de Jouër sous sa direction et en compagnie de M. le curé de Saint-Goussault. L'auteur croit avoir découvert des vestiges de l'ancienne ville de Prétorium, et a rapporté de son excursion un certain nombre de clous et un anneau de fer qu'il croit être gallo-romains. L'assemblée adresse ses remerciements à M. Buisson de Mavergnier, et renvoie l'examen de son mémoire au Comité de publication.

Depuis la dernière séance, plusieurs dons ont été faits soit au musée, soit à la bibliothèque de la Société. (Voir la liste à la fin du volume.)

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 30 AVRIL 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Allélix, Astaix, Brisset, Buisson de Mavergnier, Brunet, Chapoulaud (Roméo), Choppin d'Arnouville, Ferru, Hervy, Lagrange, Lansade, Nivet-Fontaubert, Émile Ruben, Talabot.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président annonce que M. l'abbé Arbellot, curé-archiprêtre de Rochechouart, membre résidant de la Société, met à la disposition du Comité de publication des chartes de Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, accordant des privilèges à la ville de Saint-Léonard. La Société accepte avec reconnaissance l'offre qui lui est faite.

M. Paris, par l'intermédiaire de M. Bosvieux, membre correspondant de la Société, offre, en échange d'un nombre de volumes du Bulletin de la Société s'élevant à la somme de 70 fr., la copie d'un recueil d'inscriptions limousines, coté sous le n° 5,024 des manuscrits de la Bibliothèque impériale (supplément français), renfermant le texte de 87 inscriptions, les dessins de 43 tombeaux et d'un bas-relief et d'un pareil nombre de tombes plates ou de plaques de cuivre ciselées, et enfin de 146 écussons.

L'assemblée accepte l'offre fait par M. Paris, et remercie M. Bosvieux de son zèle pour les intérêts de la Société et de la communication qu'il a faite de la description détaillée du manuscrit.

M. Sarrette, lieutenant-colonel du 86^e, fait hommage à la Société d'un mémoire intitulé : *Guerres d'Arioviste contre les Éduens et contre César*, et écrit de Belfort, le 26 avril, à M. Alluaud, président, pour engager la Société à diriger ses recherches et ses études vers Ussel, qu'il croit être *Uxellodunum*. L'auteur de la lettre cite à l'appui de son opinion quelques passages de César. La Société remercie doublement M. le lieutenant colonel Sarrette, et renvoie l'examen de la question à une com-

mission composée de MM. Maurice Ardant, Brunet, de La Marsonnière, Talabot et Choppin d'Arnouville.

Le Comité central de publication des inscriptions funéraires et monumentales de la Flandre orientale propose l'échange de ses publications et de celles de la Société Archéologique du Limousin. — La proposition est acceptée.

M. Brunet, pour M. l'abbé Roy de Pierrefitte, donne lecture d'une lettre adressée à ce dernier par M. de Montalembert. Après une courte discussion, la Société décide que la lettre sera reproduite, non en tête du second volume du *Nobiliaire*, mais au procès-verbal de la séance. Voici la teneur de cette lettre :

« MONSIEUR LE DOYEN,

» Je vous félicite d'avoir pu terminer le premier volume du *Nobiliaire* de Nadaud ; mais permettez-moi de vous exprimer le vif désir que cette publication soit continuée, et, si c'est possible, terminée par vous. J'aurais voulu que les notices de Nadaud, rectifiées et complétées dans votre nouvelle édition, eussent été continuées jusqu'à nos jours pour les familles qui subsistent encore. Mais, même dans leur forme incomplète et mutilée, les recherches de Nadaud offrent un sérieux intérêt. Nul ne méconnaît aujourd'hui l'utilité de la généalogie et de la biographie pour l'étude de l'histoire ; et l'histoire des familles nobles et anciennes paraîtra elle-même d'autant plus originale et intéressante que la noblesse aura passé, comme institution, à l'état de souvenir historique ou de monument artistique, comme les tableaux d'anciens maîtres qui ornent nos musées, et qui ne peuvent être ni reproduits ni remplacés par des mains modernes. Cette vérité doit être surtout sentie dans une contrée, comme le Limousin, qui a vu surgir dans son sein les Aubusson, les Rochechouart, les Noailles, les Bonneval, c'est-à-dire quelques-unes des plus illustres races de notre histoire.

» Agréez donc, Monsieur le Doyen, mes vœux les plus sincères pour l'achèvement de votre œuvre, avec la nouvelle assurance de ma respectueuse considération.

» Comte DE MONTALEMBERT.

» Paris, 21 février 1864. »

Relativement au *Nobiliaire*, M. le président fait part à la Société d'un désir manifesté par un de ses membres correspondants, M. Nadaud, premier président honoraire de la cour de Grenoble, et M. Nadault de Buffon, de voir insérer dans le *Nobiliaire* la généalogie de la famille de l'abbé Nadaud.

Quelque regret qu'elle éprouve de ne pouvoir rendre cet hommage à la mémoire d'un homme qui a rendu tant de services à la science,

Considérant qu'elle a chargé l'abbé Roy d'éditer le *Nobiliaire*; qu'elle a institué un Comité chargé de veiller sur les publications, et que la décision de cette question appartient dès lors à l'abbé Roy et au Comité,

L'assemblée passe à l'ordre du jour.

M. Astaix, rapporteur de la commission du budget, donne lecture du projet de budget pour 1864. Après une courte discussion, les dépenses sont fixées ainsi qu'il suit :

	fr.
Livres et reliures.....	200
Émaux.....	400
Numismatique.....	25
Dépenses extraordinaires.....	430
Dépenses du musée.....	20
Fouilles { Villa d'Antone.....	300
{ Puy de Jouër.....	400

M. Buisson de Mavergnier donne lecture d'une lettre dans laquelle M. de Kreuly, membre de la commission de la carte des Gaules, lui annonce son arrivée à Limoges pour le 8 mai. M. de Kreuly et un de ses collègues doivent visiter l'emplacement du Puy de Jouër.

On fait observer à ce sujet que, si la commission de la carte des Gaules décide qu'il y a lieu de faire des fouilles au Puy de Jouër, elle en fera certainement tous les frais, et qu'il devient dès lors superflu de voter une somme de 100 fr. Si au contraire les membres de cette commission décident après examen qu'il n'y a pas lieu de faire des fouilles, la Société fera bien d'abandonner son projet.

Malgré cette observation, le projet du budget est maintenu comme dessus.

M. Nadaud, premier président honoraire à la cour de Grenoble, a offert à la Société un lot de médailles, dont quelques-unes assez curieuses. Plusieurs autres dons ont été faits soit à la Société, soit au musée. (Voir la liste à la fin du volume.)

M. Ruben donne lecture d'un travail de l'abbé Rougerie intitulé : *Monographie du canton d'Aixe*. — Remercfments et renvoi au Comité de publication.

La séance est levée à 9 heures et demie.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 27 MAI 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Bonnin, Allélix, Astaix, Ferru, Fontaneau, Lagrange, Maquart, Nivet-Fontaubert, É. Ruben, Talabot.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

A l'occasion du procès-verbal, un membre demande si la Société, par l'organe du président ou du secrétaire, s'est mise en rapport soit avec le général de Kreuly, soit avec la commission de la carte des Gaules, relativement au Puy de Jouër. On répond que la Société, n'étant encore qu'à l'étude sur cette question, n'a donné à aucun de ses membres mandat d'entrer en communication avec personne à ce sujet, et qu'on ignore complètement ce qui a pu être fait en dehors de la Société. Sur ces explications, l'assemblée passe à l'ordre du jour.

Un autre membre demande des renseignements sur le don d'une momie fait au musée par M. Bonnet, négociant à Paris. A-t-on remercié le donateur ? Sur la réponse que rien d'officiel n'est encore parvenu à la Société, l'assemblée décide que M. le directeur du musée sera prié de vouloir bien donner quelques explications à la prochaine séance.

Lecture est donnée d'une lettre de M. Théophile de Font-Réaulx, un des délégués à la réunion des sociétés savantes. L'honorable membre s'excuse de ne pouvoir se rendre à la séance, et donner quelques détails sur ce qui s'est passé à la réunion de Paris. Ces détails, dit-il, ainsi que les lectures faites

à cette assemblée, seront reproduits dans le compte-rendu qui s'imprime actuellement par les soins de Son Exc. M. le ministre de l'instruction publique.

M. Maquart, dans un intéressant travail, fait ressortir ce qu'il y a de plus saillant dans le tome XVI du Bulletin de la Société Archéologique de Soissons.

M. Maurice Ardant donne lecture d'un document appartenant aux archives de la Haute-Vienne concernant l'organisation municipale de Limoges avant 1790.

A 9 heures et demie, la séance est levée.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 4^{re} JUILLET 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Astaix, Brisset, Brunet, Chapoulaud (Alfred), Dubouché, Ducourtieux, Ferru, de Graves, Hervy, Garigou-Lagrange, Nivet-Fontaubert, É. Ruben, Talabot.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Buisson de Mavergnier, directeur du musée, s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance. Le coup qui vient de le frapper dans la personne de sa fille est encore trop récent pour qu'il ait le courage d'assister aux travaux de la Société. L'assemblée s'associe pleinement à la douleur de l'honorable membre.

M. Ruben communique à la Société la Table des noms de lieux et de personnages inscrits sur les monnaies mérovingiennes du Limousin d'après la description de ces monnaies par M. Maximin Deloche.

M. Brunet donne communication d'un travail de M. l'abbé Roy de Pierrefitte sur l'abbaye de Dalon. — M. Lagrange, pour M. Maurice Ardant, lit une note sur le lieu d'inhumation de

Simon de Cramaud, patriarche d'Alexandrie. — Renvoi de ces trois travaux au Comité de publication.

Une conversation scientifique s'engage relativement à la découverte de tombeaux et de monnaies faite, pendant les travaux de la place Royale, sur l'emplacement de l'ancienne abbaye de Saint-Martial. M. Maurice Ardant fera plus tard un rapport détaillé à ce sujet.

M. Joseph Brunet parle de six tombeaux de plomb découverts à Arnac, et qu'il croit être ceux des seigneurs de Lastours. Les squelettes, parfaitement conservés, ont les pieds tournés vers l'autel, selon l'usage adopté pour les laïques. Du reste la chronique de Geoffroy de Vigeois doit donner à ce sujet d'utiles renseignements.

M. Brunet parle ensuite d'une découverte qu'il a faite à Saint-Hilaire-Bonneval d'un carrefour où venaient se rencontrer trois canaux souterrains. Chacun de ces canaux avait une chambre. La première, dans le tuf, était parfaitement ronde, avec une calotte sphérique. Dans la paroi de cette chambre, un trou circulaire donnait immédiatement dans la seconde chambre, également ronde et très-régulière. Chacune de ces chambres peut avoir 4 mètres de hauteur. La troisième est carrée, mais également voûtée dans le haut. Elle a 7 mètres de hauteur sur 3 mètres de largeur. Le tout est à 5 mètres 50 c. au-dessous du sol.

M. de La Marsonnière dit que c'est peut-être un de ces souterrains-refuges que M. de Longuemar a si bien décrits.

La discussion étant épuisée, on présente à la Société un sceau du chapitre de Saint-Junien. M. Astaix est autorisé à en faire l'acquisition au moyen d'un crédit supplémentaire voté à cet effet.

A 10 heures, la séance est levée.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 28 JUILLET 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Bonnin, Astaix, l'abbé Arbellot, Hervy, Nivet-Fontaubert, Guillemot, Maquart, É. Ruben.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Rattier écrit pour donner sa démission de membre titulaire de la Société.

Il est donné lecture des ouvrages offerts à la bibliothèque de la Société. Des remerciements sont adressés aux donateurs, et particulièrement à M. Guillemot, pour sa Promenade au salon de Limoges en 1864, et à M. Maquart, pour ses dessins des dalles de l'église Saint-Remi de Reims.

M. l'abbé Arbellot lit une intéressante notice biographique sur l'abbé du Masbaret, de St-Léonard, qui vivait au dernier siècle, et fut un des collaborateurs des Bénédictins de Saint-Maur pour l'*Histoire littéraire de la France*, et de l'abbé Goujet pour la *Bibliothèque française*. — Remerciements, et renvoi au Comité de publication.

M. Ruben, pour M. Maurice Ardant, lit une notice sur les découvertes archéologiques faites dans les travaux de la place Royale.

A 9 heures et demie, la séance est levée.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 26 AOUT 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Maurice Ardant, Bonnin, Ferru, Hervy, Maquart, Ducourtieux et Frédéric Brisset.

M. le président invite M. Brisset à remplacer M. le secrétaire général, que sa santé empêche d'assister à la réunion, et qui s'est excusé par une lettre.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président rappelle une observation faite par lui à la dernière séance : M. l'abbé du Masbaret, dont une notice biographique a été lue par M. l'abbé Arbellot à la séance du 18 juillet dernier, était le correspondant de M. l'abbé Expilly, auteur du Dictionnaire géographique des Gaules.

Il est ensuite donné lecture de la liste des dons faits à la bibliothèque et au Musée. (Voir cette liste à la fin du volume.) M. le président se charge de transmettre à Sa Majesté l'Empereur le témoignage de la reconnaissance de la Société.

M. Duleau, numismate à Orléans, a relevé dans le *Nobiliaire* une inexactitude en ce qui touche les armoiries de l'évêque du Chastel. A l'appui de son opinion, il a remis à M. Ardant une note et une empreinte du sceau de ce prélat. Il en résulterait que les armes de l'évêque de Tulle, au lieu d'être une croix ancrée, consistent en un écusson présentant un lion grimpant surmonté d'un lambel.

L'assemblée, consultée, est d'avis que l'examen de cette question doit être envoyé au Comité de publication.

M. Brisset, pour M. Ardant, lit une notice pleine d'intérêt sur les découvertes archéologiques faites dans les travaux de la place Royale.

A la suite de cette lecture, M. Ardant propose de voter une somme pour indemniser le directeur de ces travaux, M. Chenaud, des sommes qu'il a données aux ouvriers pour obtenir la remise des objets qu'ils avaient trouvés, et pour les encourager

à lui remettre fidèlement les objets qu'ils pourraient trouver à l'avenir.

Cette proposition est accueillie : l'assemblée charge MM. Ardant et Astaix de s'entendre à cet égard avec M. Chenaud ; une somme de 30 fr. est mise à leur disposition.

M. Ducourtieux demande ensuite la parole ; il entretient la Société d'une découverte archéologique faite par lui dans les décombres de l'incendie du 45 août : il s'agit d'un petit chapiteau antique d'un travail assez curieux.

M. Ducourtieux fera tous ses efforts pour que cet objet d'art vienne enrichir notre musée lapidaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 9 heures.

Le secrétaire-trésorier,

F. BRISSET.

SÉANCE DU 28 OCTOBRE 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Bonnin, Chapoulaud (Alfred), Guillemot, Hervy, Maquart, La Borderie, Nivet-Fontaubert et É. Ruben.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Ruben fait une observation relative au renvoi au Comité de publication d'une demande en rectification, adressée par M. Duleau, d'Orléans, au sujet d'une erreur qui se serait glissée dans le *Nobiliaire* de l'abbé Nadaud. M. Ruben doute qu'il soit réellement dans les attributions du Comité de publication de relever les erreurs du *Nobiliaire*, et prétend que le Comité ne doit pas s'immiscer dans les questions si délicates qui intéressent les personnes et les familles. Les erreurs, s'il y en a, appartiennent à l'abbé Nadaud et à l'abbé Roy de Pierrefitte, son éditeur. Dans tous les cas, il est bon de laisser à chacun sa responsabilité.

L'assemblée, consultée, décide que la réclamation de M. Duleau

sera renvoyée à M. l'abbé Roy de Pierrefitte, qui sera prié d'y faire droit s'il y a lieu.

Son Exc. M. le ministre de l'instruction publique a daigné, par lettre du 42 août, accorder comme encouragement à la Société une somme de 350 fr. L'assemblée prie M. le président de vouloir bien faire parvenir à Son Exc. l'expression de toute sa gratitude.

Un membre fait remarquer que cette somme ne saurait venir plus à propos, au moment où le budget de la Société vient d'être fortement grevé par les fouilles faites à la villa d'Antone près Pierre-Buffière. M. Nivet-Fontaubert demande où en sont les fouilles, et propose une excursion archéologique à ces ruines romaines. Plusieurs membres s'inscrivent séance tenante.

MM. Maurice Ardant et É. Ruben proposent comme membre correspondant de la Société : M. E. Bombal, d'Argentat (Corrèze), et M. Juge, de Tulle, ancien juge de paix et maire, chevalier de la Légion-d'Honneur, demeurant à Paris, rue Saint-Florentin, 44.

MM. Ruben et Guillemot proposent comme membre résidant M. Alphonse Bardinet, avocat à Limoges.

M. le président fait part à l'assemblée de la mort de M. Félix de Verneilh, enlevé, dans la force de l'âge et du talent, à la science archéologique, dont il était une des gloires, et à la Société Historique du Limousin, dont il était un des membres les plus dévoués. L'assemblée prie M. A. Guillemot de vouloir bien lui présenter, dans une de ses prochaines séances, une notice sur la vie et les travaux de M. de Verneilh.

M. É. Ruben expose que, il y a un an, il fut chargé de rédiger une notice concernant la vie et les travaux de M. le baron Gay de Vernon. Une longue maladie, dont il ressent encore les atteintes, ne lui a pas permis de s'acquitter de ce devoir. M. le président prie M. Guillemot de vouloir bien se charger des deux notices, en commençant, bien entendu, par celle de M. Gay de Vernon.

M. Guillemot accepte cette double mission.

M. Maurice Ardant donne lecture d'un travail sur l'émaillerie limousine. — Remerciements, et renvoi au Comité de publication.

A 9 heures et demie, la séance est levée.

Le secrétaire général.

É. RUBEN.

SÉANCE DU 25 NOVEMBRE 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Ardant, Allélix, Astaix, Buisson de Mavergnier, Guillemot, Hervy, Levieil de La Marsonnière, Maquart, Perdoux et É. Ruben.

Relativement au procès-verbal de la dernière séance, qui du reste est adopté, M. Guillemot expose qu'il eût été très-heureux de faire la biographie de M. de Verneilh, dont la Société l'avait chargé, mais que, ayant appris que la famille du regrettable archéologue avait déjà confié ce triste honneur à notre savant collègue l'abbé Arbellot, il a dû s'occuper uniquement de la biographie de M. Gay de Vernon.

MM. E. Bombal, d'Argentat (Corrèze), et Juge, de Tulle, présentés à la dernière séance, sont proclamés membres correspondants de la Société. M. Alphonse Bardinet, avocat à Limoges, est proclamé membre titulaire. — MM. Bardinet, médecin, et Desfray, artiste photographe, donnent leur démission.

MM. Levieil de La Marsonnière et É. Ruben présentent à la Société, comme membre titulaire, M. Jupile-Larombière, président de chambre à la cour impériale de Limoges.

M. le secrétaire général donne lecture d'une longue lettre, adressée à M. le président, dans laquelle M. Roy de Pierrefitte, éditeur du Nobiliaire de Nadaud, reconnaît l'erreur relevée par M. Duleau, d'Orléans, relativement aux armoiries de l'évêque de Chastel. M. l'abbé Roy-Pierrefitte propose de renvoyer la rectification de cette erreur à la fin du T. II du Nobiliaire. M. le président fait observer que ce délai menace d'être très-long. La Société renvoie la question au Comité de publication.

M. Ruben annonce que, sur la demande de la Commission de la carte topographique de la Gaule, il s'est dessaisi, sur une reçu de M. Anatole de Barthélemy, secrétaire de cette Commission, de la carte dressée par M. Bonnat, et appartenant à la Société. Ce document sera réintégré aussitôt que possible.

Relativement à une demande d'acquisition pour le musée, M. Ruben fait observer que le local devient de jour en jour plus

insuffisant : il est urgent de prendre des mesures pour son agrandissement. M. Ruben propose donc de porter la salle des séances de la Société dans la pièce attenante, actuellement occupée, et d'établir le musée céramique dans la salle qu'on abandonnerait. La communication entre cette dernière et le musée actuel aurait lieu au moyen d'une large ouverture cintrée, pratiquée au milieu de la muraille, de manière à ce que la surveillance devînt facile. La proposition de M. Ruben est prise en considération. M. le président et M. le directeur du musée céramique sont priés de vouloir bien faire auprès de M. le préfet des démarches afin d'obtenir cette réparation. •

M. Guillemot lit un remarquable travail sur M. Gay de Vernon.
— Remercîments, et renvoi au Comité de publication.

A dix heures, la séance est levée.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

~~~~~

SÉANCE DU 30 DÉCEMBRE 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Allélix, Astaix, Buisson de Mavergnier, Chapoulaud (Alfred), Garigou-Lagrange, Lansade, Nivet-Fontaubert, É. Ruben.

Au sujet du dernier procès-verbal, dont la rédaction est du reste adoptée, M. le président propose d'insérer dans le procès-verbal de la présente séance la réclamation de M. Duleau relative aux armes de l'évêque de Tulle. La Société renvoie la solution définitive de cette question au Comité de publication.

M. Astaix dépose sur le bureau divers objets trouvés par M. Chenaud, entrepreneur des travaux de la place Royale, sur l'emplacement de l'ancienne abbaye de Saint-Martial, et entre autres le sceau de Barthélemy Audier, abbé de cette abbaye. M. Astaix fait aussi hommage, en son nom personnel, d'un sceau également trouvé place Royale. La Société, à l'unanimité, vote des remerciements à M. Astaix.

M. Albert, éditeur d'un ouvrage ayant pour titre *les Grands hommes de la Corrèze*, prie par lettre la Société de vouloir bien souscrire à cette utile publication. La Société souscrit pour un exemplaire.

MM. Mallevergne, Dessales et Blanchard donnent leur démission de membres de la Société. — MM. Maurice Ardant et É. Ruben présentent, comme désirant faire partie de la Société à titre de membres correspondants : MM. Mandat de Grancey, capitaine adjudant-major de chasseurs à Clermont-Ferrand, et M. Dru, pharmacien au Dorat.

La Société académique de Boulogne-sur-Mer propose l'échange de ses publications avec celles de la Société du Limousin. — Cette proposition est acceptée.

M. Ardant, vice-président, et M. Buisson de Mavergnier, directeur du musée, rendent compte de la démarche qu'ils ont faite séparément auprès de M. le préfet, président-né de la Société Archéologique, relativement au projet d'agrandissement du musée au moyen d'une large ouverture cintrée entre le musée actuel et la salle des séances. M. le préfet a daigné promettre qu'il ferait étudier la question par M. l'architecte du département. — La Société remercie M. le préfet de tout l'intérêt qu'il porte aux études archéologiques.

M. Lansade rend compte de l'état des fouilles pratiquées à la villa d'Antone. Tous les jours on fait de nouvelles découvertes, et l'on aura sous peu un plan d'ensemble détaillé et complet ; mais les dépenses se sont élevées à 85 fr. au-delà des prévisions du budget. La Société approuve cette dépense, et prie M. Lansade, vu le mauvais état de la saison, de vouloir bien faire arrêter momentanément les travaux. M. Lansade est également prié de vouloir bien présenter à la prochaine séance un état général de toutes les dépenses faites pour les fouilles. Du reste la Société remercie M. Lansade du zèle et du dévouement qu'il a apportés dans la direction des travaux.

M. Maurice Ardant fait une lecture sur un bloc de monnaies trouvées à Limoges. Il fait l'historique de cet intéressant trésor, et demande à être autorisé à acheter quelques-unes de ces monnaies pour une valeur de 25 fr. La Société remercie son président de cette communication, et accorde le crédit demandé.

A 9 heures et demie, la séance est levée.

*Le secrétaire général,*

É. RUBEN.

# LISTE

*Des dons faits au Musée et à la Bibliothèque de la Société pendant l'année 1864.*

---

## DONS FAITS AU MUSÉE.

### DONS DE S. M. L'EMPEREUR.

Un *paysage* (bords du Tarn), par H. Nazon, né à Réalma (Tarn), élève de M. Glayre.

*La Vierge allaitant l'Enfant Jésus*, peinture sur porcelaine, par C. Turgan, 1851, d'après Andreas del Solario.

### DONS DIVERS.

Par M. BRUNET, vice-président au tribunal civil, deux *ammonites*, trouvées, en 1851, à Sermaize (Marne) dans les déblais du chemin de fer de Paris à Strasbourg.

Par M. BOUDET (Edouard), une *sculpture en bois* : la Vierge et l'Enfant Jésus.

Par M. LÉPINARD, une *effraie*, empaillée par lui.

Par M. BONNET fils, divers *objets égyptiens* trouvés à Thèbes par M. Frédéric Caillaud.

Par M. NADAUD, vingt *médailles*.

Par M. BRUNET, diverses *médailles*.

Par M. le docteur BOULLAND, un *polypier* dépouillé de ses parties molles.

Par M. GALATRY, un *bloc de plâtre* représentant l'enlèvement de Déjanire; — un autre, les martyrs Eudore et Cymodocée; — un  *médaillon*; — un *groupe de deux buses*.

Par M. l'abbé LECLEER, *moulures en plâtre* de deux poignards gaulois en silex.

Par M. MOGNIAT-DUCLOS, censeur au lycée, une  *médaille* frappée à l'occasion de l'érection de la statue du duc d'Orléans à Alger.

Par M<sup>me</sup> PRADREUX, propriétaire à Limoges, un *vase en terre*.

## OUVRAGES OFFERTS A LA BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ.

*Notes sur un projet de chemin de fer direct de Lyon à Bordeaux.* — Paris. Dunod, éditeur, 1863, in-4 de 16 pages et une planche. Par MONGINI (L.).

*Département du Rhône. Conseil d'arrondissement : session de 1863. Séance du 21 juillet. Chemin de fer direct de Lyon à Bordeaux.* — Lyon, typ. de J. Vigan, 1863, in-8 de 52 pages.

*Annuaire du département de la Haute-Vienne pour 1864.* — In-8. — Don de l'auteur, M. DUMONT.

*Société des Amis des Arts du Limousin. Rapport sur les travaux de la Société et sur l'exposition de 1862.* Par M. Amédée ALLUAUD. — In-8 de 11 pages.

*Vue photographique de l'église de Saint-Léonard*, offerte à la Société par M. FOURNIER, photographe.

Par M. DE LA MARSONNIÈRE père : *Le tabac*, lu à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Poitiers..... Par M. LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE, docteur en médecine. — Poitiers, 1864. — Brochure de 16 pages in-8.

*Les voies romaines en Gaule; voies des itinéraires.* Par Alexandre BERTRAND. — Paris, bureaux de la Revue Archéologique, 1864. — Brochure de 64 pages in-8.

*Carte de la Gaule sous le proconsulat de César.* Par le général KREULY. — Paris, bureaux de la Revue Archéologique, 1864. — In-8.

*Les pseudo-critiques de la Gazette des Beaux-Arts. Réponse à un système d'attaques combinées contre la seconde édition du Guide de l'amateur des faïences et porcelaines.* Par M. Aug. DEMMIN. — Paris, impr. de P.-A. Bourdier, 1864. — In-8 de 16 pages.

*Jarnac enfermé par lui-même. Réponse à M. E. Levasseur à propos du Catéchisme d'économie politique.* Par M. A. HUMBERT. — Paris, E. Dentu, 1864. — In-8 de 16 pages.

*Études historiques et critiques sur le Bas-Limousin*, publiées de 1860 à 1864. Par M. DE LABOUVERADE, conseiller honoraire à la cour impériale de Bordeaux, chevalier de la Légion d'Honneur. — Tulle, typogr. d'Eugène Craufon, in-8.

*Annuaire de l'Institut des Provinces, des Sociétés Savantes et des Congrès scientifiques.* — XVI<sup>e</sup> volume de la collection, 1864. — In-8.

*Guerres d'Arioviste contre les Eduens et contre César.* Par A. SARBETTE, lieutenant-colonel au 86<sup>e</sup> de ligne. — Besançon, 1864, in-8. — Don de l'auteur.

*Congrès archéologique de France : xxx<sup>e</sup> session. Séances générales tenues à Rodes, à Albi et au Mans en 1863 par la Société Française d'Archéologie.* — Paris, Derache, 1864. — In-8.

Par M. COMBET : *Histoire de la ville et du canton d'Userche* (7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> feuilles d'impression). — Tulle, 1864.

Par M. MAQUART : *Saint-Remi de Reims : dalles du XIII<sup>e</sup> siècle.* — Reims, typ. de Assy et C<sup>ie</sup>, 1827. — 8 feuilles de texte et 6 planches, dessinées et gravées sur pierre par M. J.-J. MAQUART. — In-f<sup>o</sup>. — Don de l'auteur.

*Promenades au salon des Beaux-Arts : peinture, sculpture, dessin, gravure*

*et ouvrages d'art en porcelaine.* Par M. A. GUILLERMOT. — *Typ. de Chatras et Cie*, 1864, in-8. — Don de l'auteur.

*Société des Antiquaires de Picardie : rapport sur le concours de 1863.* Par M. l'abbé CORBLET. — *Amiens, Lemer aîné, imprimeur*, 1864. — In-8. — Don de l'auteur.

Par M. VERGNAUD-ROMAGNÉSI : *Notice sur le cabinet de Jeanne d'Arc à Orléans.* — Brochure in-8 de 12 pages et 2 planches.

*Les dessins de J. Natalis.* Par M. Jules CORBLET. — *Arras et Paris.* — Brochure in-8 de 16 pages. — Don de l'auteur.

*Mémoires lus à la Sorbonne dans les séances extraordinaires tenues les 8, 9 et 10 avril 1863 (Archéologie).* — *Paris, impr. Impériale*, 1864. — 1 vol. in-8.

*Même ouvrage (Histoire, Philologie et Sciences morales).* — *Paris, impr. Impériale*, 1864. — 1 vol. in-8.

*Turin, Florence ou Rome : étude sur la capitale de l'Italie et sur la question romaine.* Par Rodolphe REY. — *Paris, E. Dentu*, 1864. — Brochure de 36 pages. — Don de l'auteur.



---

# LISTE

## DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

POUR L'ANNÉE 1864.

---

### BUREAU.

*Président-né.* — M. BOBY DE LA CHAPELLE, O \*, préfet de la Haute-Vienne.  
*Président.* — M. ALLUAUD aîné, O \*.  
*Vice-Présidents.* — MM. MAURICE ARDANT et BONNIN, \*.  
*Secrétaire général.* — M. É. RUBEN.  
*Secrétaire-bibliothécaire et archiviste.* — M. CHAPOULAUD (Roméo).  
*Secrétaire trésorier.* — M. F. BRISSET.  
*Directeur du Musée.* — M. BUISSON DE MAVERGNIER.

### MEMBRES DU CONSEIL.

MM. TIXIER-LACHASSAGNE, C \*, premier président honoraire.  
Armand NOUALHIER, \*, député au Corps législatif.  
Le docteur BARDINET, \*, directeur de l'École de médecine.

### COMITÉ DE PUBLICATION.

*Présidents.* — MM. ALLUAUD, MAURICE ARDANT, BONNIN.  
*Secrétaire général.* — M. E. RUBEN.  
MM. BRUNET, ASTAIX, GARIGOU-LAGRANGE et GUILLEMOT.

### CONSERVATEURS.

*Tableaux.* — M. ARDANT DU MASJAMBOST.  
*Pierres sculptées.* — M. REGNAULT.  
*Sculpture sur bois.* — M. FAYETTE fils.  
*Médailles et sceaux.* — M. MAURICE ARDANT.  
*Zoologie, ornithologie, papillons.* — M. ASTAIX.  
*Minéralogie, géologie, reptiles.* — MM. ALLUAUD et ASTAIX.  
*Armes, objets d'art.* — M. NIVET-FONTAUBERT.

### COMMISSION DU MUSÉE CÉRAMIQUE.

MM. ALLUAUD, ARDANT DU MASJAMBOST, FAYETTE et PERDOUX.

---

### MEMBRES RÉSIDANTS.

|                                                                                                         |                                                                        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| ALLÉLIX (Joseph), négociant, à<br>Aixe.                                                                 | bre de l'Institut des provinces et<br>de plusieurs autres sociétés sa- |
| ALLUAUD, aîné, O *, ancien maire<br>de Limoges et membre du Conseil<br>général de la Haute-Vienne, mem- | vantes, président de la Société<br>d'Agriculture de la Haute-Vienne.   |
|                                                                                                         | ALLUAUD (Amédée), fabricant de                                         |

- porcelaine, secrétaire de la Société des Amis des Arts du Limousin.
- ARBELLOT, curé-archiprêtre de Rochechouart, correspondant des comités historiques.
- ARDANT (Eugène), imprimeur.
- ARDANT (Maurice), archiviste de la Haute-Vienne, membre de la Société impériale des Antiquaires de France.
- ARDANT DU MASJAMBOST, professeur de peinture.
- ASTAIX, professeur à l'école de médecine.
- AUDOUIN (Joseph), ancien maire de Limoges.
- BARDINET (Alphonse), \*, directeur de l'école de médecine.
- BARNY (Alexis), professeur à l'école de médecine.
- BARON-DUTAYA, à Bussière-Boffy.
- BLANCHARD, docteur en médecine, à Limoges.
- BOBY DE LA CHAPELLE, O \*, préfet de la Haute-Vienne.
- BONNEVAL (le marquis DE), C. \*, maréchal de camp.
- BONNIN, \*, inspecteur d'académie.
- BOUDET (Édouard), propriétaire.
- BOURDEAU DE LAJUDIE père, ancien député.
- BOURGOIN-MÉLISSE, propriétaire, à Saint-Junien.
- BREUILH, avocat.
- BRISSET (Frédéric), juge au tribunal civil de Limoges.
- BRUNET (Joseph), \*, vice-président du tribunal civil de Limoges.
- BUISSON DE MAVERGNIER (Édouard), directeur du Musée.
- CHAPOULAUD (Roméo), propriétaire.
- CHAPOULAUD (Alfred), imprimeur.
- CHARRIERE (Paul), organiste de la cathédrale.
- CHOPPIN D'ARNOUVILLE, avocat général.
- CLUZELAUD, architecte-adjoint de la ville de Limoges.
- DEFAYE fils, pharmacien, à Saint-Junien.
- DESFRAY (Antoine), photographe.
- DESSALES (Louis), juge de paix, à Ambazac.
- DUBOIS, fabricant de porcelaine.
- DUBOUCHÉ (Adrien), négociant.
- DUCOURTIEUX (Henri), imprimeur-libraire.
- DUVERT, de La Gabie, propriétaire.
- FAYETTE père, architecte.
- FAYETTE fils, architecte.
- FERRU (Félix), artiste statuaire.
- FIZOT-LAVERGNE, avoué près la Cour.
- FONTANEAU, \*, ancien officier de marine.
- FONT-RÉAULX (Théophile DE), propriétaire, à Saint-Junien.
- FOUGERAS-LAVERGNOLLE, adjoint au maire de Limoges.
- FOUGÈRES (Léopold), directeur médecin de l'asile des aliénés.
- FOURNIER, \*, conseiller à la Cour.
- FOURNIER (E.), photographe.
- GARIGOU-LAGRANGE, avoué.
- GOUJAUD fils, ornithologiste, à Bellac.
- GRAVE (DE), propriétaire.
- GUILLEMOT (Albert), rédacteur en chef du *Courrier du Centre*.
- HERVY (Émile), notaire.
- LA BASTIDE (le baron Hubert DE), \*, capitaine d'état-major.
- LABONNE (DE), propriétaire, au château de Montbrun.
- LAMY DE LURET (Édouard), banquier.
- LANSADE, agent-voyer.
- LAPORTE (Ernest), négociant.
- LECLER (André), curé de Saint-Symphorien.
- LEMAS (Élie), professeur de rhétorique au lycée.
- LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE, \*, premier avocat général.
- MALLEVERGNE, \*, président de chambre.
- MAQUART, propriétaire.
- MARPONT (DE), receveur général.
- NIVET-FONTAUBERT, négociant.
- NOUALHIER (Armand), \*, député au Corps législatif.

|                                                               |                                                                               |
|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| PÉCONNET (Othon), *, avocat.                                  | TALABOT (Auguste), *, président<br>honoraire du tribunal civil de<br>Limoges. |
| PERDOUX (E.), professeur de modelage.                         | Limoges.                                                                      |
| POUYAT (Émile), *, négociant.                                 | TANDEAU DE MARSAC (l'abbé), cha-<br>noine honoraire.                          |
| RATTIER, avoué.                                               | TARNEAUD (Firmin), banquier.                                                  |
| RECUÏLS (François), propriétaire.                             | TARNEAUD (Frédéric), propriétaire.                                            |
| REGNAULT, *, architecte de la ville.                          | TIXIER-LACHASSAGNE, C *, pre-<br>mier président honoraire.                    |
| ROGUES DE FURSAC (Victor), avocat.                            | TRUOL DE BEAULIEU, *, banquier.                                               |
| ROUGERIE (l'abbé), professeur au<br>petit-séminaire du Dorat. | VERGNAUD (Léonce), propriétaire.                                              |
| RUBEN (Émile), conservateur de la<br>bibliothèque.            |                                                                               |

## MEMBRES HONORAIRES.

## MM.

|                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| CRUVEILHIER, O *, professeur à l'école de médecine de Paris.                               |
| DE MENTQUE, *, sénateur, ancien préfet de la Haute-Vienne.                                 |
| MORISOT (Tiburce), O *, ancien préfet de la Haute-Vienne, fondateur du<br>Musée.           |
| SAINT-MARC-GIRARDIN, O *, membre de l'Institut.                                            |
| MIGNERET, préfet du Bas-Rhin.                                                              |
| Mgr BERTEAUD, évêque de Tulle.                                                             |
| DALÈSME, G O *, général de division du génie.                                              |
| Mgr COUSSEAUD, évêque d'Angoulême.                                                         |
| DE CAUMONT, O *, fondateur de la Société Française, à Caen.                                |
| Michel CHEVALIER, O *, sénateur, membre de l'Institut.                                     |
| Le vicomte E. DE KERCKOVE-WAEBENT, président de la Société Archéolo-<br>gique de Belgique. |
| Le général DE MONTEFAL, G O *, sénateur.                                                   |
| Le comte F. DE LASTEYRIE, membre de l'Institut.                                            |

## MEMBRES CORRESPONDANTS.

|                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| BONNAFOUX, conservateur de la bibliothèque de Guéret.                                           |
| BONNÉLIE (François), bibliothécaire à Tulle.                                                    |
| BOSVIEUX (Auguste), archiviste à Agen (Lot-et-Garonne).                                         |
| CARDAILLAC (le comte DE), chef de division au ministère de la maison de<br>l'Empereur.          |
| COMBET, avocat, à Uzerche (Corrèze).                                                            |
| CORNUDET (le vicomte Alfred DE), membre du conseil général de la Creuse.                        |
| DELOCHE (Maximin), *, chef de bureau au ministère des travaux<br>publics.                       |
| DELOR (Firmin), à Péronne (Somme.)                                                              |
| DORLHAC, directeur des mines de Montigné, à Laval (Mayenne).                                    |
| DULEAU, numismate, à Orléans.                                                                   |
| GAY DE VERNON (le baron), chef d'escadrons au 2 <sup>e</sup> régiment de chasseurs.             |
| GÉRY (Charles), préfet de la Corse, à Ajaccio.                                                  |
| GRIGNARD (Émile), directeur du chemin de fer de Lyon à Sathonay.                                |
| JUILLAC (le vicomte GUSTAVE DE), secrétaire de la Société Archéologique<br>du Midi, à Toulouse. |
| LABORDERIE, docteur-médecin, à Pompadour.                                                       |

LAGARDE (Henri DE), docteur-médecin, à Confolens (Charente).  
 LAPORTE (Armand DE), aide-major de l'artillerie de la garde, à Versailles.  
 LAROUVERADE (DE), conseiller honoraire à la cour de Bordeaux, à Tulle.  
 NADAUD (Léon), premier président honoraire de la cour de Grenoble, à Charvieux (Isère).  
 NADAULT DE BUFFON, procureur impérial, à Rennes.  
 NALBERT, sculpteur, à L'Isle-d'Espagnac (Charente).  
 PÉRATHON (Cyprien), négociant, à Aubusson (Creuse).  
 RANCOGNE (Gustave DE), archiviste de la Charente, à Angoulême.  
 RENOND (l'abbé), professeur au petit-séminaire d'Ajain (Creuse).  
 ROY DE PIERREFITTE (l'abbé), curé-doyen de Bellegarde (Creuse).  
 SÉNEMAUD, archiviste du département des Ardennes, à Mézières.  
 SIMON-CLÉMENT, procureur impérial à Chambon (Creuse).  
 TOUVENIN, membre de la Société de l'histoire de France, à Paris.  
 VERNEILH (Félix DE), au château de Puyrazeau par Nentron (Dordogne).

---

## LISTE

### DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

---

Société Archéologique du Midi, à Toulouse.  
 Société Archéologique du Midi, à Montpellier.  
 Société Archéologique de l'Orléanais, à Orléans.  
 Société Archéologique de Béziers (Hérault).  
 Société Archéologique et d'Histoire de la Charente, à Angoulême.  
 Société d'Archéologie et d'Etudes scientifiques de Draguignan.  
 Académie d'Archéologie de Belgique, à Anvers.  
 Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.  
 Société des Antiquaires de France, à Paris.  
 Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.  
 Société d'Émulation du Doubs, à Besançon.  
 Société d'Émulation de l'Allier, à Moulins.  
 Société d'Émulation, à Montbelliard (Doubs).  
 Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.  
 Société des Sciences et Lettres de Blois.  
 Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts, à Lille.  
 Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts du département du Var, à Toulon.  
 Société Scientifique et Littéraire du Limbourg, à Tongres.  
 Société Scientifique des Deux-Sèvres, à Niort.  
 Société de l'Histoire de France, à Paris.  
 Commission historique du Cher, à Bourges.  
 Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux.  
 Commission Archéologique de Maine-et-Loire, à Angers.

- Société Académique de l'Oise, à Beauvais.  
Société Littéraire et Scientifique de Castres (Tarn).  
Société de l'Union des Arts, à Marseille.  
Société Archéologique et Scientifique de Soissons (Aisne).  
Société Hâvraise d'études diverses, au Havre (Seine-Inférieure).  
Société des Sciences naturelles et historiques de l'Yonne, à Auxerre.  
Société d'Histoire et d'Archéologie de Chalon-sur-Saône.  
Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, à Chambéry.  
Société Archéologique de la province de Constantine.  
Société Archéologique de la Touraine, à Tours.  
Société Archéologique de Sens (Yonne).  
Société Académique de Boulogne-sur-Mer.
-

# TABLE DES MATIÈRES.

## PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

|                                             | Page |
|---------------------------------------------|------|
| Séance générale du 29 janvier 1864. . . . . | 175  |
| — du 24 février 1864. . . . .               | 177  |
| — du 9 mars 1864.. . . .                    | 179  |
| — du 30 avril 1864. . . . .                 | 180  |
| — du 27 mai 1864. . . . .                   | 183  |
| — du 1 <sup>er</sup> juillet 1864. . . . .  | 184  |
| — du 28 juillet 1864.. . . .                | 186  |
| — du 26 août 1864. . . . .                  | 187  |
| — du 28 octobre 1864.. . . .                | 188  |
| — du 25 novembre 1864. . . . .              | 190  |
| — du 30 décembre 1864. . . . .              | 191  |

## MÉMOIRES.

|                                                                                                                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Voirie romaine en Limousin. — Voie d' <i>Augustoritum</i> à <i>Avaricum</i> , par Éd. BUISSON DE MAVERGNIER.. . . .                                                     | 5   |
| Plombs historiques trouvés dans la Seine, enseignes de pèlerinages, méreaux de corporation intéressant des saints limousins, par M. Maurice ARDANT. . . . .             | 15  |
| Counétablies de La Rochelle. — Simon de Rochegouart, connétable, vicomte de 1306 à 1316, par M. Maurice ARDANT. . . . .                                                 | 53  |
| Table des noms de lieux et de personnages inscrits sur les monnaies mérovingiennes du Limousin, d'après la description de ces monnaies, par M. Maximin DELOCHE. . . . . | 60  |
| Monographie du canton d'Aixe-sur-Vienne, par M. l'abbé ROUGERIE                                                                                                         | 65  |
| Abbaye de Dalon, par M. l'abbé ROY DE PIERREFITTE.. . . .                                                                                                               | 79  |
| Simon de Cramaud, patriarche d'Alexandrie, par M. Maurice ARDANT.. . . .                                                                                                | 103 |
| Tombe de l'église de Saint-Pardoux-d'Arnac, par M. Maurice ARDANT.. . . .                                                                                               | 106 |
| Biographie de M. le baron Gay de Vernon, par M. A. GUILLEMOT. .                                                                                                         | 124 |
| Émaillerie limousine, par M. Maurice ARDANT. . . . .                                                                                                                    | 128 |
| Note sur la tour de Bar, par M. Théophile DE FONT-RÉAULX.. . .                                                                                                          | 134 |

|                                                                                                                   |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Les religieux de Saint-François-d'Assise dans la Marche et le Limousin, par M. l'abbé ROY DE PIERREFITTE. . . . . | 137 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## DOCUMENTS.

|                                                                                                                                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Privilèges de la ville de Limoges. — Vidimus général donné par le roi Henri II au mois de juillet 1555, à St-Germain-en-Laye. . | 22  |
| Privilèges de la ville de Saint-Léonard, communiqués par M. l'abbé ARBELLOT.. . . .                                             | 108 |
| Consultation d'un avocat limousin au xv <sup>e</sup> siècle, par M. Paul HUOT                                                   | 163 |

## CHRONIQUE.

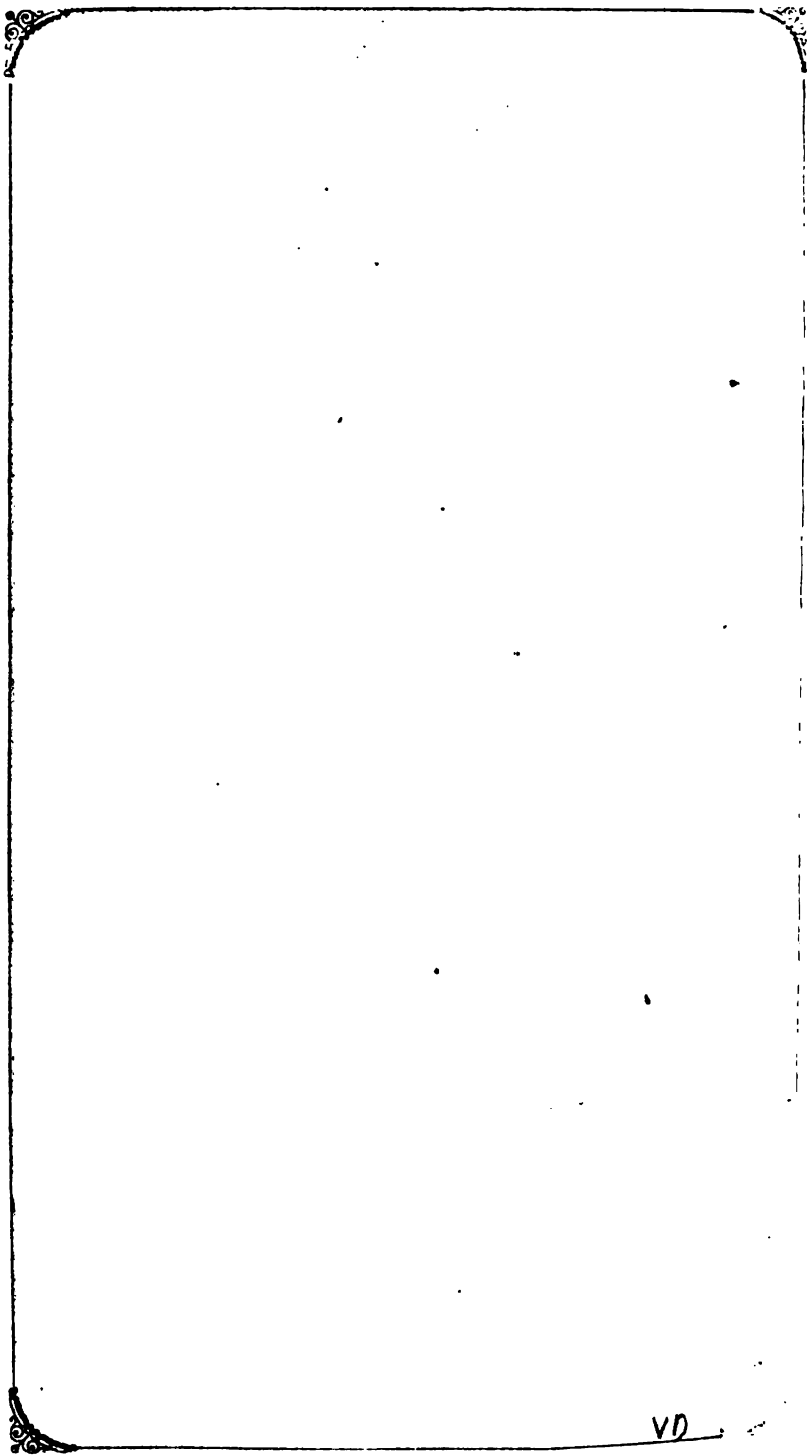
|                                                        |     |
|--------------------------------------------------------|-----|
| Nouvelles scientifiques par M. Maurice ARDANT. . . . . | 173 |
|--------------------------------------------------------|-----|

---

|                                                                 |     |
|-----------------------------------------------------------------|-----|
| Dons faits au musée et à la bibliothèque de la Société. . . . . | 193 |
| Liste des membres de la Société. . . . .                        | 196 |













14 DAY USE  
RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED  
**LOAN DEPT.**

RENEWALS ONLY—TEL. NO. 642-3405

This book is due on the last date stamped below, or  
on the date to which renewed.

Renewed books are subject to immediate recall.

DEC 11 1968 24  
RECEIVED

JAN 22 '69 - 2 PM

LOAN DEPT.  
NRLF LIBRARY USE FEB 22 '90

LD 21A-38m-5,'68  
(J401x10)476B

General Library  
University of California  
Berkeley

GENERAL LIBRARY - U.C. BERKELEY



8000326122

